David L. Hoggan

# LA GUERRE FORCÉE

## L'échec de la révision pacifique

# La guerre forcée

## L'échec de la révision pacifique

David L. Hoggan

1961

Traduction française : 2019-2020 par l'équipe du Saker francophone.
Version : 2024-11-03
https://lesakerfrancophone.fr
Version anglaise : The Forced War

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

# Table des matières

**Table des matières** **3**

**Table des illustrations** **3**

**1 Le nouvel État polonais** **18**
1.1 Le congrès anti-polonais de Vienne . . . . . 18
1.2 Les soulèvements polonais du XIX$^{\text{ème}}$ siècle . . . . . 21
1.3 Nationalisme polonais pro-allemand . . . . . 23
1.4 Nationalisme polonais pro-russe . . . . . 24
1.5 Nationalisme polonais pro-Habsbourg . . . . . 28
1.6 Le nationalisme polonais de Pilsudski . . . . . 29
1.7 La Pologne dans la première guerre mondiale . . . . 33
1.8 L'expansion polonaise après la première guerre mondiale . . . . . 38
1.9 La dictature Pilsudski . . . . . 50
1.10 La dictature polonaise après la mort de Pilsudski . . 55

**2 Les racines des politiques polonaises** **59**
2.1 La politique allemande douteuse de Pilsudski . . . . 59
2.2 La carrière de Jozef Beck . . . . . 62
2.3 L'hostilité entre l'Allemagne de Weimar et la Pologne 65
2.4 Les projets de guerre préventive contre Hitler de Pilsudski . . . . . 67

2.5 Le pacte de non-agression germano-polonais de 1934 72
2.6 La position de Beck, renforcée par Pilsudski . . . . . 75
2.7 Le projet de Beck en vue d'une guerre préventive en 1936 . . . . . 79
2.8 La tentative d'Hitler pour promouvoir une amitié germano-polonaise . . . . . 83
2.9 Les dangers d'une politique anti-allemande . . . . . 84

**3 Le problème de Dantzig 92**
3.1 Le rejet de l'auto-détermination à Dantzig . . . . . 92
3.2 L'établissement du régime de ville libre . . . . . 95
3.3 La tentative polonaise de s'emparer de Dantzig . . . 102
3.4 La détresse de la séparation de Dantzig de l'Allemagne 107
3.5 Le désir polonais d'un rôle maritime . . . . . 109
3.6 La tentative d'Hitler d'empêcher les frictions à Dantzig 114
3.7 Le chauvinisme du haut commissaire polonais Chodacki . . . . . 117
3.8 La détérioration de la situation de Dantzig après 1936 119
3.9 Le besoin d'une solution . . . . . 121

**4 L'Allemagne, la Pologne, et les Tchèques 123**
4.1 La menace bolchevique pesant sur l'Allemagne et la Pologne . . . . . 123
4.2 La politique étrangère anti-bolchevique d'Hitler . . . 126
4.3 Hostilité polonaise à l'égard des Tchèques . . . . . 129
4.4 Griefs polonais et critiques occidentales . . . . . 136
4.5 La politique anti-allemande de Beneš . . . . . 141
4.6 Le rejet par Hitler de la ligne politique anti-polonaise de Neurath . . . . . 145
4.7 Le pacte des minorités germano-polonais de 1937 . . 150
4.8 Le spectre du Mémorandum de Hossbach . . . . . 156
4.9 La déclaration de Hitler sur Dantzig en novembre 1937 158
4.10 L'Autriche, un tampon tchèque . . . . . 160

**5 La route de Munich** **162**
5.1 La politique de révision pacifique d'Hitler de 1938 . 162
5.2 La conférence Hitler-Beck de janvier 1938 . . . . . 164
5.3 La montée de Joachim von Ribbentrop . . . . . 168
5.4 La chute de Kurt von Schuschnigg . . . . . 169
5.5 Le double jeu de Lord Halifax . . . . . 174
5.6 Les secrètes aspirations guerrières du président Roosevelt . . . . . 186
5.7 La politique de paix de Georges Bonnet . . . . . 190
5.8 Les espoirs de Litvinov d'une guerre franco-allemande 195
5.9 La diplomatie irresponsable d'Édouard Beneš . . . . 196
5.10 L'offre de guerre de Beneš rejetée par Halifax . . . . 198
5.11 La décision d'Hitler de libérer les Sudètes . . . . . 199
5.12 La promesse du palais des sports du 26 septembre 1938 . . . . . 202
5.13 Les aspirations hongroises en Tchécoslovaquie . . . . 205
5.14 Encouragements britanniques pour une défiance polonaise quant à Dantzig . . . . . 206
5.15 La pression polonaise sur les Tchèques . . . . . 209
5.16 La menace soviétique envers la Pologne . . . . . 211
5.17 L'échec de Beneš à duper Beck . . . . . 212
5.18 La conférence de Munich . . . . . 216
5.19 L'ultimatum polonais à la Tchécoslovaquie . . . . . 219
5.20 Le soutien allemand à la Pologne face à l'Union soviétique . . . . . 221
5.21 Un traité anglo-allemand accepté par Hitler . . . . . 224

**6 Une offre allemande à la Pologne** **228**
6.1 Après Munich, la situation périlleuse de l'Allemagne 228
6.2 Les insuffisances de l'armement allemand . . . . . 232
6.3 La position favorable de la Grande-Bretagne . . . . . 234
6.4 L'attitude généreuse d'Hitler envers la Pologne . . . 235
6.5 D'autres aspirations polonaises en Tchéco-Slovaquie . 236

6.6 L'hostilité tchèque ininterrompue à l'encontre de la Pologne et de l'Allemagne . . . . . 244
6.7 Les prétentions polonaises à Oderberg, protégées par Hitler . . . . . 250
6.8 L'échec des négociations tchéco-hongroises . . . . . 252
6.9 Halifax sonde les intentions allemandes . . . . . 256
6.10 L'échec de Beck à mobiliser la Roumanie contre la Tchéco-Slovaquie . . . . . 260
6.11 Beck demande le soutien allemand pour la Hongrie . 264
6.12 La suggestion d'Hitler d'un règlement intégral . . . . 267
6.13 Le retard de Beck quant à la réponse polonaise . . . 272
6.14 La tentation de Beck d'un soutien britannique contre l'Allemagne . . . . . 275

**7 Les frictions germano-polonaises en 1938 277**
7.1 Les obstacles à une entente germano-polonaise . . . 277
7.2 La crise des passeports polonais . . . . . 282
7.3 Persécution de la minorité allemande en Pologne . . 292
7.4 Manifestations polonaises contre l'Allemagne . . . . 299
7.5 Les affronts de Teschen . . . . . 300
7.6 Le problème de communication entre l'Allemagne et la Prusse orientale . . . . . 306
7.7 Tensions à Dantzig . . . . . 307
7.8 La conférence Ribbentrop-Lipski de novembre 1938 . 308
7.9 La confusion allemande quant aux intentions polonaises . . . . . 311
7.10 L'hostilité dissimulée des dirigeants polonais contre l'Allemagne . . . . . 313
7.11 Les craintes d'Halifax de voir se conclure un accord germano-polonais . . . . . 319
7.12 La Pologne mise en danger par la diplomatie de Beck 323

**8 L'hostilité britannique envers l'Allemagne après Munich 326**

8.1 L'offre d'amitié faite par Hitler aux Britanniques . . 326
8.2 L'échec de Chamberlain à faire la critique de Duff Cooper . . . . . 331
8.3 Les conservateurs britanniques en accord fondamental 334
8.4 Le sentiment de guerre conservateur et travailliste . 343
8.5 Le contrôle par Halifax de la politique britannique . 354
8.6 Les tactiques alarmistes des conservateurs . . . . . 356
8.7 La confiance des conservateurs pour les préparations de guerre . . . . . 360
8.8 Halifax et Chamberlain font peur à Mussolini . . . . 362
8.9 L'optimisme persistant d'Hitler . . . . . 370

**9 Les relations franco-allemandes après Munich 374**
9.1 La France constitue un obstacle aux projets de guerre britanniques . . . . . 374
9.2 Les relations franco-allemandes après Munich . . . . 375
9.3 La popularité des accords de Munich en France . . . 378
9.4 La crise du front populaire : une leçon pour la France 379
9.5 La politique de Laval de 1935 est sapée par Vansittart 387
9.6 La position prépondérante de la France, ruinée par Léon Blum . . . . . 396
9.7 Le gouvernement Daladier et la crise tchèque . . . . 399
9.8 Le pacte d'amitié franco-allemand de décembre 1938 405
9.9 Flexibilité de l'attitude française après Munich . . . 413

**10 La décision allemande d'occuper Prague 415**
10.1 L'empire tchèque, mortellement blessé à Munich . . 415
10.2 La politique trompeuse d'Halifax envers les Tchèques 416
10.3 L'arbitrage de Vienne : une déception pour Halifax . 421
10.4 Les demandes des Polonais aux Tchèques . . . . . 423
10.5 Frictions tchéco-allemandes après l'arbitrage de Vienne 426
10.6 Halifax sabote la garantie tchèque . . . . . 430
10.7 Halifax ignore les recours tchèques . . . . . 434
10.8 Hitler soutient le mouvement d'indépendance slovaque 436

10.9 La propagande d'Halifax autour du président Roosevelt . . . . . 438
10.10 L'avertissement d'Halifax quant à la crise slovaque en instance . . . . . 442
10.11 Halifax décide d'ignorer la crise . . . . . 444
10.12 Apogée de la crise slovaque . . . . . 448
10.13 Le pacte Hitler-Hacha . . . . . 452
10.14 Halifax pose un défi à Hitler . . . . . 455
10.15 Hitler traite les Tchèques avec générosité après mars 1939 . . . . . 458
10.16 La propagande contre la politique tchèque d'Hitler . 460

**11 L'Allemagne et la Pologne début 1939 463**
11.1 La nécessité d'une entente germano-polonaise . . . . 463
11.2 L'offre généreuse proposée par l'Allemagne à la Pologne . . . . . 466
11.3 Les raisons des atermoiements polonais . . . . . 468
11.4 Hitler refuse de faire pression sur la Pologne . . . . . 471
11.5 Les tromperies de Beck à l'égard de l'Allemagne . . 472
11.6 Les confiscations de propriétés allemandes en Pologne 473
11.7 Les conversations germano-polonaises de la fin de 1938 477
11.8 La conférence Beck-Hitler du 5 janvier 1939 . . . . . 483
11.9 La conférence Beck-Ribbentrop du 6 janvier 1939 . . 492
11.10 Optimisme allemand et pessimisme polonais . . . . . 496
11.11 La visite de Ribbentrop à Varsovie . . . . . 499
11.12 Le discours d'Hitler au Reichstag du 30 janvier 1939 504
11.13 Préoccupations polonaises quant à la politique française . . . . . 513
11.14 La crainte d'un accord germano-polonais à Londres . 517
11.15 Les manifestations anti-polonaises durant la visite de Ciano à Varsovie . . . . . 519
11.16 Beck annonce sa visite à Londres . . . . . 525

**12 Le renversement politique britannique 531**

12.1 Le voile tombe d'une politique d'apaisement insincère 531
12.2 Les préoccupations britanniques quant à la France . 539
12.3 Hitler reçoit des menaces de la part d'Halifax . . . . 542
12.4 Le rêve d'une gigantesque alliance par Halifax . . . . 543
12.5 La duperie de Tilea . . . . . 546
12.6 Le calme de la Pologne quant aux événements de Prague . . . . . 551
12.7 Beck médusé par la duperie de Tilea . . . . . 553
12.8 Le discours de Chamberlain à Birmingham . . . . . 557
12.9 Le retrait des ambassadeurs britannique et français . 562
12.10 L'offre d'alliance d'Halifax à la Pologne et à l'Union soviétique . . . . . 564

**13 La Pologne décide de défier l'Allemagne 568**
13.1 L'impétuosité de Beck . . . . . 568
13.2 Beck rejette l'offre d'alliance pro-soviétique d'Halifax 570
13.3 Ribbentrop convertit Lipski à une politique pro-allemande 572
13.4 Lipski échoue à convertir Beck . . . . . 578
13.5 Beck décide de la mobilisation partielle en Pologne . 580
13.6 Hitler refuse d'adopter des mesures militaires . . . . 584
13.7 Beck menace Hitler d'une guerre . . . . . 586
13.8 La Pologne est ravie par sa mobilisation . . . . . 593
13.9 Hitler espère un changement de politique polonaise . 597
13.10 Les racines de la modération d'Hitler envers la Pologne 599

**14 Le chèque en blanc britannique à la Pologne 607**
14.1 Différends anglo-français . . . . . 607
14.2 La visite de Bonnet à Londres . . . . . 609
14.3 Les différends franco-polonais . . . . . 610
14.4 L'offre de Beck à l'Angleterre . . . . . 613
14.5 La décision d'Halifax . . . . . 615
14.6 Beck accepte la garantie britannique . . . . . 617
14.7 Les partis politiques britanniques approuvent la garantie . . . . . 620

14.8 La déclaration de Chamberlain . . . . . 623
14.9 Hitler accepte le défi . . . . . 624
14.10 Beck se rend à Londres . . . . . 627
14.11 La satisfaction de Beck . . . . . 641

**15 La détérioration des relations germano-polonaises 645**
15.1 L'attitude inflexible de Beck . . . . . 645
15.2 La politique prudente d'Hitler . . . . . 648
15.3 La froideur de Bonnet envers la Pologne . . . . . 651
15.4 Beck est mécontent de la diplomatie anglo-française dans les Balkans . . . . . 655
15.5 La conférence Beck-Gafencu . . . . . 659
15.6 Les télégrammes de Roosevelt à Hitler et Mussolini . 665
15.7 Gafencu accepte les assurances d'Hitler . . . . . 671
15.8 La visite de Gafencu à Londres . . . . . 675
15.9 L'amitié d'Hitler avec la Yougoslavie . . . . . 679
15.10 Hitler répond à Roosevelt le 28 avril 1939 . . . . . 681
15.11 La Hongrie apprécie les intentions pacifiques d'Hitler 689
15.12 Le discours chauvin de Beck du 5 mai 1939 . . . . . 691
15.13 Halifax approuve l'intransigeance polonaise . . . . . 703

**16 Politique britannique et incidents polonais anti-allemands 705**
16.1 Halifax menace de détruire l'Allemagne . . . . . 705
16.2 Les Allemands de Pologne terrorisés . . . . . 706
16.3 Rêves d'expansion polonais . . . . . 710
16.4 Les émeutes de Lodz . . . . . 712
16.5 Le meurtre de Kalthof . . . . . 714
16.6 La désastreuse mission Kasprzycki . . . . . 717
16.7 Halifax refuse d'approvisionner la Pologne . . . . . 720
16.8 Le mépris d'Halifax envers le pacte d'acier . . . . . 724
16.9 Les conversations futiles menées à Londres par Wohlthat . . . . . 725
16.10 Provocations polonaises à Dantzig . . . . . 733

16.11 La tentative de Potocki en vue de modifier la politique polonaise . . . . . 740
16.12 Forster tente une détente à Dantzig . . . . . 742
16.13 Le projet de paix de l'axe, par Mussolini . . . . . 745
16.14 La campagne d'Otto Abetz pour la paix . . . . . 748
16.15 La Pologne émet un ultimatum sur Dantzig . . . . . 750
16.16 Hitler conseille la capitulation de Dantzig . . . . . 752
16.17 Préparations militaires de l'Allemagne . . . . . 756
16.18 Les efforts pour la paix menés par la Hongrie . . . . 758
16.19 Le jour des légions en Pologne . . . . . 761
16.20 Les inclinaisons pacifiques du peuple polonais . . . . 764

**17 Anglais et Français courtisent tardivement la Russie 766**
17.1 La Russie soviétique comme Troisième Homme . . . 766
17.2 Le détachement russe : encouragé par la garantie accordée à la Pologne . . . . . 768
17.3 L'Union soviétique comme puissance révisionniste . . 769
17.4 La révocation de Litvinov . . . . . 772
17.5 Les ouvertures de Molotov se font rejeter par Beck . 776
17.6 Mussolini soutient une entente russo-allemande . . . 779
17.7 La mission de Strang à Moscou . . . . . 783
17.8 Hitler opte pour un pacte avec la Russie . . . . . 785
17.9 Les missions militaires britannique et française . . . 788
17.10 L'offre anglo-française aux dépens de la Pologne . . . 792
17.11 L'ineptie de la diplomatie russe d'Halifax . . . . . 813

**18 La décision russe d'un pacte avec l'Allemagne 816**
18.1 L'invitation russe du 12 août 1939 . . . . . 816
18.2 Le projet privé de paix polonais du colonel Kava . . 819
18.3 Terreur polonaise en Haute-Silésie orientale . . . . . 822
18.4 La mission de Ciano en Allemagne . . . . . 823
18.5 L'inversion de la politique italienne . . . . . 831
18.6 La promesse secrète faite par l'Italie à Halifax . . . . 834
18.7 Espoirs soviétiques d'une guerre en Europe occidentale 837

18.8 La crise à Dantzig . . . . . 840
18.9 La Russie use de tactiques dilatoires . . . . . 844
18.10 Hitler intervient en personne . . . . . 850
18.11 La complaisance de Beck . . . . . 852
18.12 La mission de Ribbentrop à Moscou . . . . . 854
18.13 Les efforts d'Henderson en faveur de la paix . . . . . 859
18.14 L'effort de Bonnet en vue de séparer la France de la Pologne . . . . . 864
18.15 Raidissement des mesures anti-allemandes en Pologne 869
18.16 Déclin de l'opposition allemande à Hitler . . . . . 872
18.17 Le désir d'Hitler d'un règlement négocié . . . . . 874

**19 Les propositions allemandes en vue d'une entente anglo-allemande 876**
19.1 La lettre de Chamberlain : une ouverture pour Hitler 876
19.2 Hitler répond à Chamberlain . . . . . 880
19.3 La mission de Birger Dahlerus . . . . . 881
19.4 Le conseil de Charles Buxton à Hitler . . . . . 886
19.5 La confusion d'Herbert von Dirksen . . . . . 889
19.6 Hitler en appelle au bureau britannique des affaires étrangères . . . . . 892
19.7 Beck porte un coup d'arrêt aux discussions entre la Pologne et Dantzig . . . . . 896
19.8 Confusion au parlement britannique le 24 août . . . 899
19.9 Les messages de Roosevelt à l'Allemagne et à la Pologne . . . . . 903
19.10 Le cas allemand présenté par Henderson . . . . . 907
19.11 À Varsovie, Kennard s'active pour la guerre . . . . . 910
19.12 Le message du 25 août de Goering à Londres . . . . 914
19.13 Hitler est gêné par la politique italienne . . . . . 916
19.14 L'offre d'alliance d'Hitler à la Grande-Bretagne . . . 918
19.15 Hitler déclenche les opérations en Pologne le 26 août 921
19.16 L'annonce de l'alliance formelle anglo-polonaise . . . 922

**20 La nouvelle offre allemande à la Pologne 930**
20.1 Opposition d'Halifax à des négociations polonaises avec l'Allemagne . . . . . 930
20.2 La promesse polonaise au président Roosevelt . . . . 933
20.3 Hitler ne parvient pas à regagner le soutien italien . 935
20.4 Halifax espère la guerre . . . . . 938
20.5 Préoccupations britanniques quant à la France . . . 942
20.6 La correspondance Hitler-Daladier . . . . . 946
20.7 Le désir de paix d'Hitler est porté à Londres par Dahlerus . . . . . 951
20.8 Kennard s'oppose aux discussions germano-polonaises 954
20.9 La note britannique trompeuse du 28 août . . . . . 961
20.10 L'espoir d'Hitler d'un règlement pacifique . . . . . 970
20.11 La Pologne planifie de nouvelles mesures militaires . 975
20.12 La note allemande du 29 août . . . . . 978
20.13 La requête allemande de négociations avec la Pologne 980

**21 La mobilisation générale polonaise et la guerre germano-polonaise 990**
21.1 Hitler ignorant de la politique britannique menée en Pologne . . . . . 990
21.2 La mobilisation générale interprétée comme de la défiance de la part de la Pologne envers Halifax . . . 991
21.3 L'offre d'Hitler du 30 août d'envoyer des propositions à Varsovie . . . . . 994
21.4 Chamberlain reconnaît la sincérité d'Hitler . . . . . 996
21.5 Halifax rejette les arguments présentés par Henderson en faveur de la paix . . . . . 998
21.6 La France favorable à un règlement pacifique . . . . 1001
21.7 La note britannique défavorable du 30 août . . . . . 1003
21.8 L'absence de rivalité commerciale comme facteur de guerre . . . . . 1009
21.9 La tentative des propositions allemandes dites Marienwerder . . . . . 1013

21.10 L'ordre d'opérations en Pologne donné par Hitler pour le 1er septembre . . . . . 1020
21.11 La querelle de Beck avec le Pape Pie XII . . . . . 1022
21.12 Bonnet favorable à une médiation italienne . . . . . 1024
21.13 Henderson défend les propositions Marienwerder . . 1026
21.14 La rencontre entre Lipski et Ribbentrop . . . . . 1029
21.15 La Pologne compare les Allemands à des Huns . . . 1032

**22 Le rejet britannique du projet de conférence italien, et l'éclatement de la seconde guerre mondiale 1036**
22.1 La guerre germano-polonaise . . . . . 1036
22.2 Hitler accepte la défection italienne . . . . . 1037
22.3 Henderson et Attolico déplorent l'intransigeance polonaise . . . . . 1038
22.4 Le discours d'Hitler au Reichstag, le 1er septembre 1939 . . . . . 1041
22.5 Henderson et Dahlerus demandent des négociations . 1045
22.6 Hitler dénoncé par Chamberlain et Halifax . . . . . 1050
22.7 Bonnet refuse un ultimatum anglo-français . . . . . 1052
22.8 Bonnet rédige des notes de protestations . . . . . 1054
22.9 La tentative de médiation italienne . . . . . 1060
22.10 L'acceptation par Hitler d'un armistice et d'une conférence . . . . . 1061
22.11 Bonnet favorable à la conférence de paix . . . . . 1064
22.12 La détermination d'Halifax à mener la France en guerre . . . . . 1067
22.13 Ciano est trompé par Halifax . . . . . 1073
22.14 L'Italie abandonne son effort de médiation . . . . . 1076
22.15 Bonnet est consterné de la décision italienne . . . . . 1078
22.16 La pression britannique exercée sur Daladier et Bonnet 1080
22.17 L'opposition française à la guerre s'effondre . . . . . 1081
22.18 Les déclarations de guerre britannique et française contre l'Allemagne . . . . . 1085
22.19 La guerre superflue . . . . . 1088

22.20Conclusion . . . . . 1090

**23 Annexe : identification des personnes mentionnées dans le texte 1102**

**Annexe : télégramme de Roosevelt à Hitler - 14 avril 1939 1116**

**Annexe : discours prononcé par Hitler devant le Reichstag - 28 avril 1939 1121**

# Table des illustrations

1.1 Carte du Royaume du Congrès . . . . . 20
1.2 Józef Piłsudski . . . . . 29

2.1 Józef Beck . . . . . 62
2.2 von Moltke, Piłsudski, Goebbels et Beck en juin 1934 . 64

3.1 Carl Burckhardt . . . . . 96

4.1 Edvard Beneš . . . . . 132

5.1 Habitants des Sudètes . . . . . 204

11.1 Bâtiment de la Chancellerie du Reich . . . . . 485

13.1 Ribbentrop et Lipski . . . . . 573

14.1 Halifax et Chamberlain . . . . . 621

15.1 Georges Bonnet . . . . . 652

18.1 Staline et Molotov . . . . . 818

19.1 Birger Dahlerus . . . . . 882

20.1 Sir Nevile Henderson . . . . . 985

# Préface

Le présent ouvrage constitue une extension à un projet de recherche en histoire diplomatique s'intéressant à l'*effondrement des relations germano-polonaises en 1939*[1]. Il fut proposé et accepté, en tant que dissertation doctorale, à l'Université de Harvard, en 1948. Ces travaux furent préparés sous la direction spécifique des professeurs William L. Langer et Michael Karpovich, reconnus dans le monde de l'Histoire comme des autorités de premier plan en matière d'histoire européenne moderne, et en particulier dans le domaine de l'histoire diplomatique.

Durant la course de cette enquête, les consultations d'autres experts en la matière m'ont également beaucoup apporté : Sidney B. Fay, professeur à Harvard, Harry R. Rudin, professeur invité à Harvard au cours de l'année universitaire 1946-1947, ainsi que David Owen, alors président du département d'histoire de Harvard, et l'un des experts les plus éminents au monde en matière d'histoire britannique moderne.

C'est pour moi source de satisfaction que les conclusions auxquelles je parvins dans la monographie de 1948 aient été confirmées et complétées par la grande quantité d'éléments documentaires qui ont fait surface depuis lors.

Tout en travaillant sur ce projet, qui est en lien étroit et direct

1. *Breakdown of German-Polish Relations in 1939*, NdT

avec les causes de la seconde guerre mondiale, j'ai été profondément impressionné par l'urgence qui se révélait de mener des recherches complémentaires quant aux événements dramatiques et d'envergure mondiale de 1939, et de leurs antécédents historiques de la décennie qui précéda.

J'ai été stupéfait que, neuf années après la début de la seconde guerre mondiale en septembre 1939, ne soit disponible en aucune langue aucun livre complet et fiable à ce sujet. Le seul ouvrage dédié spécifiquement et uniquement à ce sujet était *Diplomatic Prelude*, écrit par Sir Lewis B. Namier, un historien anglo-juif compétent, qui faisait autorité sur l'histoire de la Grande-Bretagne du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle. Il ne disposait pas d'une formation ou d'aptitude à traiter de l'histoire diplomatique contemporaine. Son livre, publié en 1946, fut certes basé sur les documents fortement censurés qui étaient apparus au cours de la guerre, et sur les éléments encore plus filtrés et peu fiables, qui furent produits lors des procès de Nuremberg à l'encontre des dirigeants national-socialistes.

Cette absence d'éléments authentiques quant aux causes de la seconde guerre mondiale a frappé du fait d'un tel contraste par rapport à ceux qui furent produits à l'issue de la première guerre mondiale. Moins de deux années après l'armistice de novembre 1918, le professeur Sidney B. Fay avait mis à mal à tout jamais l'allégation voulant que l'Allemagne et ses alliés auraient constitué les seuls responsables de l'éclatement de la guerre en août 1914. Ce fut une accusation fracassante. Car c'est sur cette assertion qu'était fondée la célèbre clause de culpabilité pour la guerre (Article 239) du Traité de Versailles, qui contribua tant à établir la situation explosive qui, comme nous le montrerons dans le présent ouvrage, fut exploitée par Lord Halifax ainsi que d'autres dirigeants britanniques pour déclencher la seconde guerre mondiale presque exactement vingt années plus tard.

En 1927, neuf années après Versailles, on disposait d'une bibliothèque impressionnante d'ouvrages valables et substantiels, écrits par des universitaires dits révisionnistes, qui avaient au moins laissé

de côté le verdict de culpabilité de guerre établi à Versailles. Ces livres avaient fait apparition dans de nombreux pays ; les États-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Autriche et l'Italie, parmi d'autres. Des traductions en étaient rapidement faites, parfois même en japonais. Une année à peine plus tard, apparut *Les origines de la guerre mondiale*[2], écrit par Fay, ouvrage qui reste à ce jour, plus de trente années plus tard, le livre standard en langue anglaise sur 1914 et ses antécédents. Des éléments postérieurs, comme les *Berchtold papers*, ainsi que les documents diplomatiques austro-hongrois publiés en 1930, ont depuis sapé le verdict bien trop dur de Fay quant à la responsabilité des Hongrois dans la guerre. Fay lui-même envisage depuis un certain temps de publier une nouvelle édition revue et corrigée de son travail important. Ce contraste stimulant an matière de documentation historique au sujet des deux guerres mondiales m'a convaincu que je ne trouverais pas mieux à faire que de vouer mes travaux professionnels à ce pan essentiel, mais apparemment soigneusement laissé de côté, de l'histoire contemporaine ; les antécédents de 1939. On trouve nombre de raisons évidentes pour expliquer le manque de publication d'éléments fiables en la matière.

La majorité des historiens des pays alliés victorieux ont pris pour argent comptant le fait qu'aucune question ne se posait quant aux responsabilités de la seconde guerre mondiale. Ils semblent s'être accordés à penser que nul ne mettrait jamais en question la conjecture voulant que Hitler et les national-socialistes étaient totalement responsables du déclenchement de la guerre le 1er septembre 1939, en dépit du fait que, en 1919 même, divers universitaires compétents avaient remis en cause la clause de responsabilité de guerre établie par le Traité de Versailles. L'attitude de la confrérie historienne à l'issue de la seconde guerre mondiale fut ainsi décrite en quelques mots par le professeur Louis Gottschalk, de l'université de Chicago, et ancien président de l'association des historiens éta-

2. *Origins of the World War*, NdT

suniens : « *Les historiens étasuniens apparaissent dans l'ensemble comme d'accord entre eux au sujet de la culpabilité du second conflit mondial* ». En d'autres termes, aucune question ne se posait.

Cet unisson ne se confinait pas au cercle des seuls historiens étasuniens : on pouvait en dire autant en Grande-Bretagne, en France et en Pologne, mais également de la majorité écrasante des historiens des nations vaincues : l'Allemagne et l'Italie. Dans aucun pays européen, pendant des années après la victoire sur le Japon, aucun mouvement révisionniste général comme celui qui avait vu le jour dès 1918 ne se fit connaître. De fait, ce sujet n'est que faiblement discuté parmi les historiens, jusqu'à ce jour.

Deuxième raison de poids expliquant la quasi-inexistence d'écrit historique révisionniste sur 1939, le fait qu'il était — et qu'il reste — extrêmement dommageable, sur un plan professionnel, pour les historiens de tous les pays, de mettre en question le dogme généralement accepté de la seule culpabilité de l'Allemagne pour le déclenchement des hostilités en 1939. Aborder ce sujet met en risque la titularisation, et les perspectives, de tout historien, tant en Allemagne ou en Italie qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. C'était même encore plus risqué de le faire en Allemagne de l'Ouest. Les lois adoptées par le gouvernement de Bonn ont rendu possible d'interpréter des écrits révisionnistes de la même teneur que ceux ayant suivi 1918 par des écrivains tels que Montgelas, von Wegerer, Stieve, et Lutz, comme des crimes politiques. L'ensemble du programme d'occupation, et la mise en place politique de l'OTAN, établis peu à peu suite au jour de la victoire en Europe, dépendaient de la validité de l'assertion voulant que Hitler et les national-socialistes étaient seuls responsables de la grande calamité de 1939. Ce dogme fut énoncé crûment par le professeur Theodor Eschenburg, recteur de l'Université de Tübingen, un politologue allemand très influent :

« *Quiconque émet des doutes quant à la culpabilité exclusive de l'Allemagne pour la seconde guerre mondiale détruit les fondations des politiques d'après-guerre.* »

À l'issue de la première guerre mondiale, une forte vague de

désillusion grandit rapidement quant aux objectifs énoncés et aux résultats réellement obtenus par la guerre. Il y eut une inclinaison notable en faveur de la paix, vers le sentiment de désarmement, et l'isolement, en particulier aux États-Unis d'Amérique. Une telle atmosphère constituait un encouragement intellectuel et moral pour les historiens désireux d'exposer la vérité quant à la responsabilité de 1914. S'y consacrer ne constituait une menace d'aucune sorte pour le mandat, le statut, les promotions et la sécurité, du moins après une période de deux ou trois ans après l'Armistice. Après 1945, on n'a connu aucune phase de refroidissement émotionnel, ou vers une tendance de réajustement pacifique. Avant qu'une telle opportunité ne puisse s'ouvrir, une guerre froide entre les anciens alliés fut prédite par Churchill début 1946, et proclamée formellement par le président Truman en mars 1947. La principale désillusion fut celle qui se creusa entre les États-Unis et l'Union soviétique, et la situation évolua vers une intensification, et le prolongement de la légende d'une culpabilité exclusive des national-socialistes pour 1939. L'Union soviétique ne se montra pas plus véhémente dans cette attitude que le gouvernement allemand de Bonn.

Il y a d'autres raisons à l'absence d'ouvrages substantiels consacrés à 1939 jusqu'en 1948 — un manque qui a perduré jusqu'à présent — mais les éléments précités sont les plus notables. Les pays voyant leur statut, leurs possessions et leurs politiques d'après-guerre dépendantes de la thèse d'une culpabilité exclusive allemande n'étaient pas enclins à abandonner leurs prétentions ou leurs gains au bénéfice de l'intégrité historique. Les minorités présentant une rancune particulière à l'encontre des national-socialistes n'étaient que trop heureuses de tirer parti de la situation mondiale favorable à la poursuite et à l'intensification de leur programme de haine ainsi qu'à la littérature les soutenant, pour extrême que fût l'écart entre celles-ci et les faits historiques.

Tous ces handicaps, ces difficultés et ces appréhensions à traiter de 1939 me sont apparues clairement en 1948 et, pour la plupart, elles n'ont pas significativement diminué depuis. Les opportunités

purement académiques et de recherche étaient également bien plus étendues qu'au cours des années suivant 1918. En dehors du fait que les gouvernements révolutionnaires en Allemagne, en Autriche et en Russie ouvrirent rapidement leurs archives de 1914 aux universitaires, la publication de documents sur la responsabilité du premier conflit mondial ne démarra qu'à un rythme très faible, allant dans certains cas jusqu'à demander deux décennies, voire plus.

Mais à l'issue de la seconde guerre mondiale, on disposa bientôt d'une véritable avalanche documentaire à lire, digérer et analyser, si l'on voulait atteindre une quelconque certitude quant à la responsabilité de 1939. L'Allemagne s'était emparé des documents d'archives dans les pays qu'elle avait conquis. Quand les alliés vainquirent l'Allemagne, ils s'emparèrent à leur tour non seulement de ceux-ci, mais également des archives allemandes, autrichiennes, italiennes, et de plusieurs autres pays. En revanche, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont tardé à publier leurs propres documents sur la période entre 1939 et 1941, et les dirigeants soviétiques ont gardé l'ensemble de leurs éléments documentaires très inaccessibles aux universitaires hors des communistes, à part pour les documents qui avaient été saisis par l'Allemagne. On pouvait compter sur le fait que ces derniers n'avaient aucun reproche à porter envers l'Union soviétique ni impliquer aucun semblant d'innocence de la part de l'Allemagne national-socialiste.

En dépit de tous les problèmes, de toutes les embûches et de tous les périls évidents impliqués par toute tentative de reconstruire l'histoire de 1939 et ses antécédents, le défi, le besoin et les opportunités de ce faire dépassèrent à mes yeux tous les facteurs négatifs. C'est pourquoi je démarrai mes recherches, et commençai à écrire sur ce sujet, et c'est pourquoi j'y ai consacré tout le temps que j'ai pu, en marge d'un agenda d'enseignant parfois très serré.

En 1952, je fus grandement encouragé en lisant l'ouvrage du professeur Charles C. Tansill, *Back Door to War. America goes to War*, du même auteur, avait peut-être été l'ouvrage le plus enseigné et le livre le plus révisioniste sur le plan universitaire après

la première guerre mondiale. Henry Steele Commager déclara que ce livre constituait « *la contribution la plus précieuse à l'histoire des années d'avant-guerre de toute notre littérature, et l'un des accomplissements universitaires historiques les plus notables de cette génération.* » Allan Nevins le qualifia de « *volume admirable, et absolument indispensable* » sur le récit de l'entrée des États-Unis en guerre, aux « *méthodes irrévocables* ». Bien que ce *Back Door to War* fût surtout conçu pour décrire en quoi Roosevelt « *avait menti aux États-Unis pour les emmener en guerre* », il contenait également pléthore de nouveaux éléments passionnants sur la trame de fond européenne, qui amenait aux mêmes conclusions que celles auxquelles je suis parvenu dans ma dissertation de 1948.

Les trois années que je passais comme assistant scientifique du recteur, et à rendre visite au professeur assistant en histoire à l'*Amerika Institut* de l'Université de Munich, m'offrirent l'opportunité d'accéder à de nombreuses sources d'informations allemandes de première main, et de consulter directement des personnalités universitaires allemands compétentes, au travers de conversations privées, qu'ils n'auraient pas osé transcrire par écrit à l'époque. Une dotation d'étude de Harvard m'avait déjà permis de faire un premier voyage de recherche en Europe, en 1947-1948, qui m'avait permis de m'entretenir avec des personnalités polonaises et de travailler sur des éléments polonais importants dans un grand nombre de pays européens.

Les trois années suivantes, que je passais comme professeur d'histoire assistant à l'Université de Californie de Berkeley, me permirent d'user de sa vaste bibliothèque documentaire, ainsi que des éléments bien plus nombreux encore de la *Hoover Institution* de Stanford, Californie, où j'avais mené mon premier travail d'archives avec un étudiant en licence à Stanford. Des dotations de recherches me permirent ensuite de me libérer des tâches d'enseignement pendant plusieurs années, et de me consacrer entièrement à la recherche et à l'écriture. Quels que soient les défauts et les lacunes que présente mon ouvrage, ceux-ci ne résultent pas d'un

manque d'application à une recherche fouillée dans les meilleures bibliothèques, au cours de presque quinze années de travaux.

Lors de chaque phase de préparation de mon livre, j'ai beaucoup appris des conseils, des avis et de l'aide que m'ont apporté Harry R. Rudin, Raymond J. Sontag, Charles C. Tansill, M.K. Dziewanowski, Zygmunt Gasiorowski, Edward J. Rozek, Otto zu Stolberg-Wernigerode, Vsevolod Panek, Ralph H. Lutz, Henry M. Adams, James J. Martin, Franklin C. Palm, Thomas H.D. Mahoney, Reginald F. Arragon, Richard H. Jones, ainsi qu'Ernest G. Trimble

En 1957, j'estimai avoir suffisamment œuvré à la production d'un manuscrit digne d'être publié, et je l'offris à un éditeur de premier plan. Mais avant qu'il n'ait pu décider de l'accepter ou de le refuser, je lui retirai de mon propre chef le manuscrit, du fait de la mise à disposition toute récente de nouveaux éléments documentaires nombreux et importants, comme la collection documentaire polonaise, *Polska a Zagranica*, ainsi que la vaste bibliothèque de reproductions sur microfilm des archives du bureau des Affaires Étrangères allemand pour la période 1936-1939, restés jusqu'alors non publiées.

J'ai répété ce processus de révision systématique, rendu obligatoire par la documentation nouvellement disponible, quatre fois depuis 1957. J'ai à présent l'impression qu'aucune révélation documentaire probable, dans un avenir prévisible, pourrait justifier de nouveaux retraits de ces éléments d'un processus de publication. Les résultats de mon travail, au cours de quinze années d'études sur ce sujet, ont été publiés récemment en Allemagne (novembre 1961) sous le titre *Der erzwungene Krieg* (La guerre forcée). L'édition allemande a été imprimée quatre fois en une année.

Ni cet ouvrage, ni la présente édition en anglais [3] n'épuiseront ce

3. La présente édition est bien entendue en français, mais nous traduisons à la lettre cette préface écrite par l'auteur de l'édition anglaise de l'ouvrage, NdT

vaste sujet, ni n'écarteront la publication de nombreux autres livres en la matière. Mais ce ne sera pas déformer la vérité que d'affirmer que mon livre constitue de loin le traitement le plus complet apparu sur le sujet, toutes langues confondues, sur la base des documents existants et disponibles. De fait, aussi incroyable que cela puisse paraître, il s'agit du seul ouvrage limité au sujet, toutes langues confondues, depuis 1946, hormis le récit bien plus bref rédigé par le professeur A.J.P. Taylor, qui ne fut pas publié avant le printemps 1961, le récit encore plus bref de Walther Hofer, paru en Allemagne, le symposium plutôt confus publié sous les auspices du professeur Arnold J. Toynbee à Londres en 1958, et l'ouvrage *Verschwörung gegen den Frieden*[4] de Frau Annelies von Ribbentrop[5].

Ce livre constitue, au mieux de mes capacités, une synthèse et une évaluation fidèles des facteurs, forces et personnalité qui contribuèrent à faire éclater la guerre en septembre 1939, ainsi qu'à l'entrée dans le conflit de l'Union soviétique, du Japon, et des États-Unis par la suite. Toute critique valide du présent ouvrage dans sa forme présente et sa première édition sera bienvenue. Toute suggestion qui m'apparaîtra comme validée par des documents fiables sera apportée aux éditions à suivre de l'ouvrage.

Bien que les conclusions atteintes par ce livre diffèrent fortement des opinions avancées par la propagande de guerre alliée, et maintenues quasiment sans modification depuis 1945, on ne saurait les expliquer par quelque compétence spéciale ou quelque perversité inhabituelle. Ces conclusions sont simplement celles auxquelles tout historien honnête, disposant de capacités linguistiques étendues, arriverait par l'examen scrupuleux des documents et monographies, et en tirant les déductions logiques de leurs contenus. Rien d'autre n'a été nécessaire qu'intégrité professionnelle, information pertinente, et un niveau d'intelligence raisonnable. Une telle révi-

4. Complot contre la paix, Leoni am Starnbergersee, 1962

5. La veuve de Joachim von Ribbentrop, qui fut ministre des Affaires étrangères du 3ème Reich, décédée en 1973, NdT

sion des dogmes de la propagande de guerre et de leurs vestiges restés prédominants dans les écrits historiques en la matière est inévitable, indépendamment des idées préconçues de chaque historien, pourvu que ce dernier désire fonder ses conclusions sur des faits. Ce point est bien illustré et confirmé par l'exemple qu'offre le meilleur des historiens britanniques contemporains, le professeur A.J.P. Taylor.

Taylor avait rédigé nombre d'ouvrages en lien avec l'histoire allemande, et son attitude l'a amené à être considéré comme fortement anti-allemand, pour ne pas dire germanophobe convaincu. C'est, de l'aveu général, dans les mêmes dispositions qu'il aborda une étude détaillée des causes de la seconde guerre mondiale en partant des sources, avec la ferme anticipation qu'il en sortirait une mise en cause écrasante de la responsabilité d'Hitler dans les causes et le déclenchement de ce conflit calamiteux. Quel autre résultat pouvait-on attendre, dès lors que l'on parlait du plus diabolique, du plus belliqueux, du plus agressif et du moins raisonnable dirigeant de toute l'histoire de l'Allemagne ?

Mais Taylor est un historien honnête, et son étude des documents l'a amené à la conclusion qu'Hitler n'était même pas le principal responsable de 1939. Loin de projeter une conquête du monde, Hitler ne désirait même pas de guerre avec la Pologne, et encore moins une guerre européenne générale. La guerre fut plutôt le résultat de bévues commises par toutes les parties, commises par toutes les nations concernées, et la plus importante de toutes ces bévues eut lieu avant qu'Hitler ne parvienne au pouvoir en 1933. Il s'agissait du Traité de Versailles de 1919, et l'échec des alliés victorieux et de la Société des Nations à revoir étape par étape et paisiblement ce document funeste au cours des quinze années précédent l'ère d'Hitler.

Pour ce qui concerne la responsabilité à long terme de la seconde guerre mondiale, mes conclusions générales sont absolument en ligne avec celles du professeur Taylor. Pour ce qui concerne les mois critiques séparant septembre 1938 et septembre 1939, cepen-

dant, mon jugement soigneusement considéré est que la responsabilité principale en revient à la Pologne et à la Grande-Bretagne. Pour la guerre polono-allemande, la responsabilité incombait à la Pologne, à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne, dans cet ordre de supposée culpabilité. Pour le déclenchement de la guerre européenne, qui évolua par la suite en guerre mondiale avec l'entrée de l'Union soviétique, du Japon et des États-Unis d'Amérique, la responsabilité était principalement, et presque exclusivement, celle de Lord Halifax et de la Grande-Bretagne.

J'ai exposé mes raisons de parvenir à ces conclusions, et j'ai présenté et analysé les preuves documentaires complètes les soutenant. Ma conviction est que les preuves que j'ai apportées ne peuvent être discréditées, factuellement, ni contredites. S'il s'avérait qu'elles devaient l'être en dépit de ma conviction, je serai le premier à reconnaître le succès de cette initiative, et de réajuster mes visions. Mais toute réfutation doit se fonder sur des faits et la logique, et ne peut en aucun cas être accomplie par les vecteurs de l'arrogance, de l'invective, ou de l'intimidation dominantes. J'attends avec confiance l'examen des éléments que je soumets ici, mais également avec un esprit ouvert, en réponse à toute critique honnête et constructive.

Mon premier objectif, en écrivant le présent ouvrage, a été de mettre le récit historique en accord avec la documentation disponible, mais j'ai également espéré que mon travail pourrait avoir la même portée pratique que l'écriture révisionniste a pu présenter après la première guerre mondiale. La plupart des révisionnistes les plus éminents, après la première guerre mondiale, avaient espéré que leurs études universitaires pourraient déclencher une révolution comparable dans la politique européenne, et amener à une révision du Traité de Versailles à temps, pour éviter la montée au pouvoir de quelque dirigeant autoritaire pour mener cette tâche. Ils ont échoué dans cet objectif louable, et l'Europe s'est retrouvée face aux dangers d'une seconde guerre mondiale.

L'écriture révisionniste sur les causes du second conflit mondial

devrait, en toute logique, déboucher sur un impact historique et politique plus important encore que ce ne fut le cas après 1919. Dans un âge nucléaire, l'échec sera bien plus désastreux et dévastateur encore que pour la seconde guerre mondiale. La nature indispensable d'une reconsidération des mérites et des services possibles du révisionnisme en la matière ont été énoncé fort clairement par le professeur Denna F. Fleming, qui a écrit de loin l'ouvrage le plus complet et le mieux documenté sur la guerre froide et ses dangers, et qui apporte les preuves d'une hostilité aussi extrême et aussi inflexible à l'égard de l'Allemagne que le fit l'ouvrage d'A.J.P. Taylor : « *Le plaidoyer des Révisionnistes mérite d'être écouté. . .Ils peuvent nous aider à éviter la* guerre de plus *après laquelle il ne restera plus rien à discuter.* »

Dans la mesure où je trouve peu de choses dans les documents m'amenant à critiquer sérieusement la politique étrangère d'Hitler et des national-socialistes, certains critiques de l'édition allemande de mon livre m'ont accusé de porter une vision comparable à la politique intérieure d'Hitler et de son régime. Je crois, et je me suis appliqué à démontrer, que les preuves factuelles établissent qu'Hitler et ses associés ne voulurent pas déclencher une guerre européenne en 1939, ni dans les années précédentes. Mais cela n'implique aucunement que j'aie essayé de produire des excuses à Hitler et au national-socialisme en matière de politique intérieure. Cela n'est pas plus vrai pour ce qui me concerne que pour ce qui concerne A.J.P. Taylor, dont la principale thèse tout au long de son ouvrage cohérent est qu'Hitler désirait parvenir à la révision du Traité de Versailles par des méthodes pacifiques, et n'avait ni désir, ni projet de provoquer une guerre générale.

Ayant consacré autant de temps à une étude intensive de cette période de l'histoire allemande que tout autre historien étasunien, je suis bien conscient de l'existence de nombreux défauts et raccourcis dans le système national-socialiste, ainsi que d'accomplissements remarquables et substantiels en de nombreuses matières. Mon livre est un traité d'histoire diplomatique. Si je devais prendre

le temps et l'espace d'analyser en détail les traits personnels de tous les dirigeants politiques des années 1930 et de tous les aspects de l'histoire allemande, européenne et mondiale de l'époque, et des impacts qu'ils eurent sur les politiques et actions qui amenèrent à la guerre en septembre 1939, il me faudrait rédiger plusieurs volumes importants.

La seule procédure pratique est celle que j'ai suivie, à savoir, m'en tenir résolument au champ de l'histoire diplomatique, ne mentionner que les facteurs et situations politiques, économiques, sociaux et psychologiques remarquables qui amenèrent directement et puissamment à des actions et politiques diplomatiques au cours de ces années. Même en me limitant strictement à ce champ spécifique, les éléments spécifiques ont produit un ouvrage très volumineux. Si j'ai trouvé Hitler relativement exempt de toute intention ou désir de lancer une guerre européenne en 1939, cela ne signifie certainement pas que quiconque, raisonnable et sensé, pourrait le considérer comme irréprochable ou bienveillant dans l'ensemble de ses politiques et de sa conduite publique. Seule une personne naïve pourrait adopter un tel positionnement. Je ne m'intéresse au programme intérieur d'Hitler que pour réfuter l'accusation grotesque qui lui est faite d'avoir transformé l'Allemagne en camp militaire avant 1939.

Mon idéologie politique et économique personnelle est liée, assez naturellement, à l'environnement qui est le mien, en tant que citoyen étasunien. Je suis depuis des années un fervent admirateur de homme d'État et réformateur étasunien distingué, feu Robert Marion La Follette, Sr. Je le considère encore comme le plus admirable, et le plus courageux des dirigeants politiques étasuniens de ce siècle. Bien que je puisse commettre une forte erreur de jugement et d'appréciation, mon opinion sur lui est sincère et durable. Cela démontre que je ne présente aucune affinité idéologique avec le national-socialisme allemand, quelles que soient les forces et mérites qu'il ait pu présenter pour l'Allemagne sur certains aspects importants. Rien ne pourrait être plus présomptueux et absurde,

ou plus éloigné de mes objectifs en écrivant ce livre, qu'une tentative étasunienne de réhabiliter ou justifier Adolf Hitler dans chaque phase de son comportement public. Mon objectif ici n'est que de découvrir et de décrire les attitudes et responsabilités d'Hitler et des autres dirigeants et groupes politiques importants des années 1930, qui pesèrent de manière décisive sur l'éclatement de la guerre en 1939.

*David Leslie Hoggan*
*Menlo Park, Californie*

## Note de traduction

L'ouvrage original comporte 60 pages, en fin d'ouvrage, qui constituent les notes de bas de page. L'auteur a pris ses sources dans diverses archives diplomatiques d'Europe de l'Est, et sa bonne connaissance des langues de ces pays lui a permis de croiser et d'exploiter ces archives. Nous déplorons de ne pas pouvoir produire ces notes de bas de page dans la présente traduction. L'ouvrage en anglais sur lequel nous nous sommes appuyés pour produire le présent livre est au format PDF, et ne comporte pas ces notes de bas de page.

Nous n'excluons pas de pouvoir produire une traduction plus complète. Si un de nos lecteurs dispose d'un accès à l'ouvrage original présentant ces notes, et nous met les informations nécessaires à disposition, nous pourrons compléter ce travail.

# Chapitre 1

# Le nouvel État polonais

## 1.1 Le congrès anti-polonais de Vienne

Une tragédie telle que la première guerre mondiale, avec toutes ses horreurs, était vouée du fait de ses dimensions très étendues à produire à la marge de bons résultats, outre un nombre infiniment plus important de situations désastreuses. L'un de ces bons résultats fut la restauration de l'État de Pologne. Le peuple polonais, le plus nombreux des tribus slaves occidentales, détient depuis longtemps une culture hautement développée, une conscience nationale, et des traditions historiques. En 1914, la Pologne était mûre pour la restauration de son indépendance, et aucun doute ne peut exister sur le fait que cette indépendance, lorsqu'elle vint, reçut le soutien unanime de la nation polonaise. La restauration de la Pologne fut également réalisable, du point de vue des autres nations, même si chaque événement historique soulève des critiques, et il y eut des personnalités de premier plan dans des pays étrangers qui n'apprécièrent pas le rétablissement de l'indépendance polonaise.

Le fait que la Pologne ne fût pas indépendante en 1914 était principalement la faute du congrès international, qui se rassembla

à Vienne en 1814 et 1815. Aucun effort sérieux n'y fut mené par le Concert des Puissances pour s'intéresser aux aspirations nationales polonaises, et les arrangements pour l'autonomie de la partie de Pologne russe connue sous le nom de *Royaume du Congrès* furent le résultat de l'influence d'Adam Czartoryski, diplomate et homme d'État polonais, sur le Tsar Alexandre 1er. La délégation prussienne à Vienne aurait volontiers renoncé à la province polonaise de Posen en échange de la reconnaissance des aspirations prussiennes sur l'État allemand de Saxe. La Grande-Bretagne, la France et l'Autriche s'alignèrent contre la Prusse et la Russie pour faire échouer la politique prussienne en Saxe, et pour demander que Posen soit assignée à la Prusse. Ce mépris caractérisé des intérêts nationaux polonais scella à l'époque le destin de la nation polonaise.

L'indifférence de 1815 au nationalisme polonais de la majorité des Puissances, et particulièrement celle de la Grande-Bretagne, n'est pas surprenante si l'on se rappelle que les aspirations des nationalismes allemand, italien, belge, et norvégien furent méprisés avec la même impunité. L'auto-détermination nationale était considérée comme le privilège de quelques Puissances d'Europe occidentale.

Le premier État polonais fut fondé au Xème siècle, pour se voir entièrement détruit en 1795, au cours des convulsions européennes qui accompagnèrent la grande révolution française. La principale raison de la destruction de la Pologne, à l'époque, est à assigner à l'impérialisme russe. L'intrusion de l'empire russe en croissance dans les affaires de la Pologne prit une importance croissante à partir du début du XVIIIème siècle, et au milieu du même siècle, la Pologne était en pratique devenue un protectorat russe. La première partition de la Pologne, réalisée par la Russie, la Prusse et l'Autriche en 1772, ne reçut qu'une faible opposition de la part de la diplomatie autrichienne. La Prusse réalise une tentative infructueuse de protéger la Pologne d'une destruction plus avancée en concluant une alliance avec elle, peu avant la seconde partition de 1792. Quant au positionnement la Russie, on peut surtout en dire

FIGURE 1.1 – Carte de la région présentant le royaume du Congrès en gris clair. Les lignes noires indiquent les frontières de la Pologne avant sa partition. Source : Wikipédia

que dans ces diverses situations, elle aurait surtout préféré garder pour elle-même l'ensemble de la Pologne, plutôt qu'avoir à en partager le territoire avec les voisins à l'ouest et au sud de la Pologne. La faiblesse du système constitutionnel polonais est parfois considérée comme une cause de la disparition de l'indépendance polonaise, mais la Pologne aurait sans doute maintenu son indépendance avec ce système sans les actions hostiles des puissances voisines, au premier rang desquelles la Russie.

La Pologne fut rétablie comme État indépendant par Napoléon 1er, au cours des douze années de sa partition finale de 1795. Le nouvel État était connu sous le nom de Grand Duché de Varsovie.

Il ne contenait pas tous les territoires polonais, mais reçut des territoires additionnels de Napoléon en 1809, et en dépit de l'attitude mitigée de l'Empereur français envers les Polonais, il ne fait aucun doute qu'il aurait encore connu des agrandissements si la campagne de Napoléon contre la Russie, en 1812, avait été victorieuse. On peut dire sans mentir que la longue éclipse de l'indépendance polonaise au cours du XIX$^{\text{ème}}$ siècle fut la responsabilité du Concert des Puissances européennes à Vienne, plutôt que les trois Puissances qui partitionnèrent le pays à la fin du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle.

## 1.2 Les soulèvements polonais du XIX$^{\text{ème}}$ siècle

Les privilèges d'autonomie accordés au Royaume du Congrès par la Russie en 1815 lui furent retirés seize années plus tard, suite à la grande insurrection polonaise de 1830-1831 contre les Russes. Les réfugiés polonais de ce soulèvement furent reçus avec enthousiasme, partout où ils allèrent en Allemagne, du fait que les Allemands souffraient également du système oppressif d'après-guerre établi par les vainqueurs de 1815. Les puissances occidentales, la Grande-Bretagne et la France, étaient absorbées par leur rivalité à contrôler la Belgique, et la Russie put s'occuper de la situation polonaise sans être gênée de l'extérieur. Les nouveaux soulèvements polonais au cours de la période 1846-1848 furent tout aussi inefficaces que les révolutions nationales d'Allemagne et d'Italie de l'époque. Le dernier soulèvement polonais désespéré d'avant 1914 se produisit en 1863, sur une échelle très inférieure à celle de l'insurrection de 1830-1831.

Les Britanniques, les Français et les Autrichiens firent marque de quelque intérêt à une intervention diplomatique au nom des Polonais, mais Bismarck, le ministre-président de Prusse, se rallia à la Russie, estimant que le soutien russe lui était nécessaire à la réalisation de l'unité nationale allemande. Les arguments déployés par Bismarck pour convaincre le Landtag prussien (l'organe légis-

latif) contre la restauration d'un État polonais en 1863 reflétaient plutôt cet état d'esprit qu'une opposition permanente de sa part à l'idée d'une Pologne indépendante. Et il est peu probable, dans l'hypothèse où Bismarck aurait écouté la demande de la majorité de l'organe législatif de la Prusse en faveur d'une politique pro-polonaise, que les Puissances de l'époque auraient effectivement agi en faveur des Polonais. La Grande-Bretagne se trouvait en 1863 moins inclinée que dans les années 1850 à intervenir dans des différends étrangers, du fait de son alliance avec Napoléon III. Elle se désengageait de l'intervention anglo-française au Mexique, rejetait les propositions d'une intervention conjointe anglo-française dans la guerre civile étasunienne, et se querellait avec la France quant à la crise de Schleswig-Holstein.

L'absence de nouveaux soulèvements polonais dans la période 1863-1914 fut plutôt le résultat d'une reconnaissance polonaise que ces actions étaient futiles qu'une diminution du désir d'indépendance polonais. Les intellectuels polonais restèrent activement à l'œuvre au cours de cette période, devisant de nouveaux projets en vue de l'amélioration de la situation polonaise. Plusieurs tendances distinctes émergèrent de cette activité. L'une d'entre elles était représentée par Josef Pilsudski, et c'est lui et ses disciples qui déterminèrent en fin de compte le destin de la Pologne dans la période séparant les deux guerres mondiales. Pilsudski prit part au mouvement révolutionnaire en Russie avant 1914, dans l'espoir que ce mouvement fragmenterait l'empire russe, et préparerait la voie à une Pologne indépendante.

L'unification de l'Allemagne, en 1871, signifia que les territoires polonais de Prusse devenaient des parties intégrées au nouvel empire allemand. Les relations entre la Russie, l'Allemagne, et l'Autriche-Hongrie, les trois Puissances décidant du sort des territoires polonais, furent en général harmonieuses sur la période de vingt années qui suivit. Cela fut rendu possible, en dépit de la traditionnelle rivalité austro-russe dans les Balkans, en vertu des réussites diplomatiques de Bismarck. La situation changea après qu'il

partit en retraite en 1890, particulièrement après la conclusion de l'alliance franco-russe de 1894. La période qui suivit fut caractérisée au contraire par des tensions constantes entre les trois puissances. La Russie se trouvait alliée à la France contre l'Allemagne, et il était évident qu'un différend est-européen, ouest-européen, ou impérial outre-mer pourrait déboucher sur une guerre. La situation semblait plus prometteuse aux yeux de la Pologne que lorsque les trois puissances statuant sur les territoires polonais étaient en harmonie. C'est naturellement que le changement de conditions se reflétât dans la pensée polonaise au cours de ces années.

## 1.3 Nationalisme polonais pro-allemand

La majorité des territoires polonais étaient régentés par la Russie, et il était donc assez logique que certains Polonais se prononçassent en faveur d'une collaboration avec l'Allemagne, principal opposante de la Russie, comme meilleur moyen de promouvoir les intérêts polonais. Wladyslaw Studnicki, un universitaire polonais brillant disposant de contacts dans de nombreux pays, fut l'une des figures centrales de cette approche. Il estimait que la Russie resterait toujours la principale menace aux intérêts polonais. Ses études historiques l'avaient convaincu que les meilleures conditions pour la Pologne avaient existé au moment des périodes de relations pacifiques et de contacts rapprochés avec l'Allemagne.

Il comprit que la Pologne, quoique inféodée à l'Allemagne à l'époque du Moyen Âge, avait reçu des Allemands sa religion chrétienne, son économique agricole améliorée, et son développement médiéval florissant d'artisanats. La colonisation de l'artisanat allemand avait constitué la base de la croissance des villes polonaises, et la relation culturelle de proximité entre les deux pays était démontrée jusque dans la langue polonaise du XX$^{\text{ème}}$ siècle, où un mot sur quatre provenait de l'allemand. Il rappela que les relations entre l'Allemagne et la Pologne étaient en général amicales

au Moyen Âge, ainsi qu'au cours des dernières années précédant les partitions de la Pologne.

Studnicki croyait que l'avenir réel de la Pologne était à l'Est, où elle pourrait poursuivre sa propre mission culturelle, et dont elle pourrait profiter sur le plan national. Il affirma au cours de la première guerre mondiale que les Polonais devaient cesser de s'opposer à la continuation du pouvoir allemand sur la province de Posen, dont la population était de majorité polonaise, ainsi que dans la province de Prusse occidentale, de population à majorité allemande. Les deux régions en question avaient été polonaises avant la première partition de 1772. Il privilégiait un retour à la politique orientale polonaise traditionnelle de fédération avec des nations voisines telles que les Lituaniens et les Russes blancs.

Studnicki croyait que la collaboration avec l'Allemagne protégerait la Pologne de la destruction par la Russie, sans mettre en danger le développement de la Pologne ou l'accomplissement des intérêts polonais. Il préconisa cette politique durant la période séparant les deux guerres mondiales. Après la seconde guerre mondiale, il produisit un récit touchant des procès de Pologne durant l'occupation de guerre, et de la manière dont les événements récents avaient compliqué la compréhension germano-polonaise qu'il continuait d'appeler de ses vœux.

## 1.4 Nationalisme polonais pro-russe

L'idée d'une collaboration permanente avec la Russie connût également un prestige important en Pologne, en dépit du fait que la Russie était l'une des puissances les plus impliquées dans son partitionnement, et de celui que la dernière insurrection polonaise avait été dirigée uniquement contre la domination russe. Le plus brillant et le plus populaire des philosophes politiques modernes, Roman Dmowski, se fit l'avocat de cette idée. Son influence fut considérable, et ses plus amers opposants adoptèrent nombre de

ses idées. Dmowski refusait le compromis avec ses opposants, et refusait tout soutien à tout programme différent du sien.

Dmowski dirigeait un groupe politique polonais au sein de l'empire russe avant le premier conflit mondial, connu sous le nom de *Démocratie nationale*[1]. Ce parti promulguait une constitution pour la région polonaise centrale du Royaume du Congrès, qui avait été assignée à la Russie pour la première fois lors du Congrès de Vienne de 1815, mais ne s'opposait pas à l'union approfondie de cette région avec la Russie. Il acceptait le régime constitutionnel russe de 1906, et occupait ses sièges à la Douma plutôt que de les boycotter. Ses motivations pour cela étaient identiques à celles des conservateurs polonais du Kresy polonais ; la nouvelle constitution pourrait profiter aux Polonais ainsi qu'aux Russes. Le Kresy polonais, tenant également lieu de réserve aux Juifs de Russie, comprenait tous les territoires polonais pris par la Russie, hormis le Royaume du Congrès. Les national-démocrates et les conservateurs polonais estimaient qu'ils pourraient ainsi faire progresser la cause polonaise au sein de la Russie, suivant des moyens légaux.

Dmowski fut un orateur de premier plan à la Douma, et se rendit célèbre du fait de ses attaques habiles contre les Allemands et les Juifs. Il confia à ses amis qu'il espérait reproduire la carrière d'Adam Czartoryski, qui avait été ministre des Affaires étrangères de la Russie un siècle plus tôt, et restait reconnu pour avoir constitué l'un des collaborateurs polonais les plus efficaces de la Russie. Piotr Stolypin, le nouvel homme fort russe, imposa des restrictions gênantes au régime constitutionnel dans les années suivant 1906, mais sans refroidir l'ardeur de Dmowski. Il croyait que les facteurs combinés de faiblesse fondamentale de l'autocratie russe et de la marée montante du nationalisme polonais lui permettraient d'atteindre un rôle plus éminent.

Dmowski fut un avocat de la modernité, qui à ses yeux signifiait une approche pragmatique de tous les problèmes, sans sentimen-

1. En polonais, Narodowa Demokracja, NdT

talisme et en s'abstrayant du poids mort des traditions démodées. Dans son ouvrage *Mysli nowoczesnego Polaka*[2], écrit en 1902, il préconisait l'abandon de la splendeur de la vieille monarchie polonaise, même en tant qu'idéal. Il reconnaissait qu'il fallait à la nation polonaise une direction moderne, et proclamait que « *les nations ne produisent pas de gouvernements, mais les gouvernements produisent des nations.* » Il continua d'envisager un régime polonais autonome loyal à la Russie jusqu'à la fin du premier conflit mondial. Son système de pensée était mieux adapté à la Pologne tout à fait indépendante qui émergea de la guerre. Il demanda après 1918 que la Pologne devienne un État strictement national, par opposition à un État de nationalités sur les modèles de l'ancienne Pologne ou des Habsbourg plus récents. Dmowski n'envisageait pas une Pologne ordinaire pour les Polonais, mais un État avec des minorités strictement limitées dans le style ultérieur de Kemal en Turquie ou de Hitler en Allemagne. Il estimait que l'inclusion des minorités dans le nouvel État devrait marquer la fin du risque de la prépondérance totale de la nationalité dominante.

Dmowski s'opposait à l'expansion vers l'Est aux dépens de la Russie, et affirmait que la vieille région lituano-russe, qui s'était jadis trouvé administrée par la Pologne, ne pourrait pas être assimilée. Par-dessus tout, les Juifs étaient très nombreux dans la région, et il n'aimait pas l'idée d'avoir une minorité juive dans le nouvel État polonais. En 1931, il déclara que « *la question des Juifs est la plus grande question quant à la civilisation du monde entier.* » Il affirmait qu'une approche moderne de la question juive nécessitait l'expulsion totale des Juifs de Pologne, l'assimilation étant impossible. Il refusait la tentative du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle d'assimilation par le baptême que la tentative du XIX$^{\text{ème}}$ siècle d'assimilation par l'accord convenu sur des idées libérales. Pour lui, l'expérience avait prouvé que les deux tentatives de solutions étaient futiles. Il affirmait que ce n'était pas l'influence politique juive qui posait la

2. *Songes d'un Polonais moderne*

menace la plus importante, mais les activités juives en matières économiques et culturelles. Il pensait que la Pologne ne pourrait devenir une nation commerciale respectable qu'en ayant éliminait les nombreux Juifs qui y habitaient [3]. Il reconnaissait la tendance occidentale dominante dans la littérature et l'art polonais, mais ne voyait pas comment la culture polonaise aurait pu survivre à ce qu'il considérait comme les tentatives juives de la dominer et la déformer. Il croyait fermement que la politique anti-juive du régime tsariste en Russie avait été bénéfique. Ses idées sur la question juive étaient populaires en Pologne, et la plupart de ses opposants politiques, ou bien les partageaient depuis le départ, ou bien les adoptèrent.

Le programme de base de Dmowski était défensif, et il cherchait en permanence soit à protéger les Polonais des menaces envers leur héritage, ou de motifs d'expansion ambitieux qui pourraient accroître les influences extérieures. Il n'y eut qu'une seule exception notable à ce motif défensif dans ses idées. Il défendait l'idée d'une politique ambitieuse et agressive aux dépens de l'Allemagne, et il usa de ses prédilections dans ce schéma comme d'un argument de collaboration avec la Russie.

Il croyait en l'industrialisation de la Pologne et en une position dominante pour la classe moyenne industrielle. Il affirmait que l'expansion vers l'Ouest serait vitale pour accroître les ressources industrielles polonaises.

L'influence de la pensée de Dmowski en Pologne est restée importante jusqu'à ce jour. Son influence a continué de croître malgré les échecs politiques de ses disciples après le coup d'État de Jozef Pilsudski en 1926. Dmowski déplorait l'influence des Juifs en Russie bolchevique, mais préconisa toujours une collaboration russo-polonaise en matière de politique étrangère.

3. Il faut bien comprendre que l'antisémitisme était répandu et tout à fait assumé dans les sphères politiques dirigeantes de nombreux pays à l'époque dont on parle, notamment en Pologne, NdT

## 1.5 Nationalisme polonais pro-Habsbourg

Chaque analyse générale de la théorie polonaise du XX$^{\text{ème}}$ siècle en matière de politique étrangère met l'accent sur l'école de Krakow (Cracovie) ou école galicienne, qui fut de loin la plus prolifique, même si la base pratique de son programme fut détruit par la première guerre mondiale. Les dirigeants politiques et les universitaires du Sud de la Pologne considérèrent, passé l'échec de l'insurrection polonaise contre la Russie de 1863, la Galice autrichienne comme un Piémont polonais. Michal Bobrzynski, gouverneur de Galice de 1907 à 1911, fut le dirigeant incontesté de cette école. Dans son ouvrage *Dzieje Polski w Zarysie*[4], il célébrait la décentralisation polonaise sous la constitution d'avant la partition, et attaquait les rois qui s'étaient employés à consolider le pouvoir central. En 1919, il se fit l'avocat du régionalisme à la place d'un système national centralisé. Il espérait également que le Sud polonais occuperait la position clé de l'ensemble de la Pologne. Avant la guerre de 1914, les activités politiques du groupe de Cracovie étaient dirigées contre les national-démocrates, et leur orientation pro-russe, et contre les Ukrainiens de Galice et leurs aspirations nationales. Bobrzynski envisageait l'union de l'ensemble de la Pologne sous les Habsbourg, et le développement d'un système fédéral puissant au sein de l'empire des Habsbourg dominé par les Allemands Autrichiens, les Hongrois et les Polonais. Il défendit un système fédéral après l'effondrement de l'empire des Habsbourg en 1918, et soutint les revendications à l'ancien trône du prétendant Habsbourg. Il affirmait, avec une exaspération croissante, que la Pologne seule ne pourrait jamais se maintenir contre la Russie et l'Allemagne sans soutien additionnel depuis le Sud.

FIGURE 1.2 – Portrait de Józef Piłsudski. L'homme garde une aura importante et reste considéré comme un héros de l'indépendance par les Polonais.

## 1.6 Le nationalisme polonais de Pilsudski

Quatrième programme majeur visant à la promotion d'intérêts polonais : celui de Jozef Pilsudski, qui considérait la Pologne comme une grande puissance. Ces idées sur ce point central étaient en op-

4. Histoire brève de la Pologne

position avec les trois programmes précités. Studnicki, Dmowski et Bobrzynski considéraient tous trois la Pologne comme l'une des plus petites nations de l'Europe moderne. Il leur semblait inévitable que la promotion future des intérêts polonais allait nécessiter un alignement proche sur l'une des trois puissances voisines d'avant 1918 : l'Allemagne, la Russie ou l'Autriche-Hongrie. Il n'est pas surprenant qu'il existât en Pologne des groupes préférant la collaboration avec chacune de ces puissances, mais il est à la fois frappant et instructif de noter que le plus fort de ces groupes préconisait une collaboration avec la Russie, c'est-à-dire le principal oppresseur des Polonais.

Pilsudski était quant à lui opposé à toute collaboration avec quelque voisin de la Pologne que ce fût. Il voulait voir la Pologne diriger les nations plus faibles qu'elle-même, et maintenir des alliances ou des alignements avec des puissances importantes mais distantes, qui ne seraient pas en position d'influencer les politiques polonaises outre mesure. Par-dessus tout, son système exigeait une attitude de défiance envers tout État voisin plus puissant que la Pologne. Son raisonnement établissait que la défiance envers ses voisins puissants aiderait la Pologne à regagner le statut de grande puissance dont elle avait joui à l'aube de l'histoire moderne. Toute dépendance envers un voisin plus puissant serait synonyme de reconnaissance d'un positionnement secondaire de la Pologne en Europe centrale. Il espérait qu'une politique étrangère réussie, après l'indépendance, pourrait produire une situation où aucun des voisins immédiats de la Pologne ne serait sensiblement plus puissant qu'elle-même. Il espérait que la Pologne pourrait ainsi assurer sa sécurité nationale sans devoir sacrifier ses aspirations au statut de grande puissance.

Cette approche d'une politique étrangère pour une petite nation européenne était téméraire, et ses partisans ne disaient rien d'autre, quoique sous une forme plus ambiguë, lorsqu'ils la qualifiaient de héroïque. Sa nature radicale est évidente lorsqu'on la compte aux trois programmes décrits ci-avant, que l'on peut en

contraste trouver conservatifs. On trouvait en Pologne une autre politique radicale : celle des Marxistes extrêmes, qui espéraient convertir la nation polonaise en dictature du prolétariat. Mais en matière de politique étrangère, ces Marxistes extrêmes se montraient bien moins radicaux que le groupe de Pilsudski.

Pendant une période de vingt-cinq ans, entre 1914 et l'effondrement polonais de 1939, les idées de Pilsudski eurent une influence décisive sur le développement de la Pologne. Aucun dirigeant politique depuis Jan Sobieski, au XVII$^{\text{ème}}$ siècle, ne se montra aussi remarquable. Les Polonais firent souvent la réflexion que la personnalité de Pilsudski n'était pas typiquement polonaise, et était fortement modifiée par son histoire lituanienne. Il ne partageait pas le respect polonais typiquement exagéré pour tout ce qui vient de l'étranger. À l'inverse de la plupart des Polonais, il se montrait ponctuel, et il ne montrait aucune trace de l'indolence ou de la prodigalité typiquement polonaises. Par-dessus tout, bien qu'il le possédât pleinement, il ne faisait que rarement montre de son grand charme personnel, qui est caractéristique de presque tous les Polonais bien éduqués. Il se montrait le plus souvent taciturne, et méprisait la verbosité excessive.

Pilsudski parvint au premier rang au moment de l'éclatement de la première guerre mondiale. Sa personne était bien préparée pour cette guerre. En février 1914, il s'exprima devant un groupe d'étudiants universitaires à Paris. Son discours contenait une prophétie remarquable, ce qui contribua fortement à lui faire gagner une aura de lucidité troublante. Il prédit en effet qu'une grande guerre allait éclater, qui produirait la défaite des trois puissances dirigeant la Pologne partitionnée. Il devina sans se tromper que les Autrichiens et les Allemands pourraient vaincre les Russes avant de succomber aux réserves et ressources matérielles supérieures des puissances occidentales. Il proposa de contribuer à ces événements en combattant les Russes jusqu'à leur défaite, puis en se retournant contre les Allemands et les Autrichiens.

Une telle stratégie impliquait une collaboration temporaire avec

deux des trois puissances qui détenaient des territoires polonais, mais était fondée sur la reconnaissance qu'en 1914, avant l'indépendance polonaise, il était inévitable que les Polonais auraient à combattre pour les deux camps se faisant la guerre. Pilsudski accepta l'inévitable, mais essaya de l'utiliser pour promouvoir les intérêts polonais au maximum. C'est en tant que Marxiste révolutionnaire que Pilsudski était parvenu à maturité politique avant la première guerre mondiale. Il assimila les idées du Marxisme allemand et russe tant dans la ville universitaire de Kharkov en Ukraine, qu'en Sibérie, où des centaines de milliers de Polonais s'étaient vus exiler par les autorités russes depuis 1815. Il approcha le socialisme comme une arme efficace contre le Tsarisme, mais ne fut jamais sincèrement socialiste. Ses disciples comparaient l'affiliation marxiste de ses jeunes années au socialisme de Konrad Wallenrod. Wallenrod, dans l'épopée d'Adam Mickiewicz, infiltra l'ordre des Chevaliers allemands, et devint l'un de ses dirigeants, uniquement pour le déstabiliser. Pilsudski adhéra au socialisme international pendant de nombreuses années, mais en restant opposé à ses implications finales.

Pilsudski était convaincu que les dirigeants socialistes de Galice avec qui il s'était étroitement associés finiraient par réagir en une tournure nationaliste. Un exemple permet d'illustrer la raison pour laquelle il émit cette supposition. Au congrès international socialiste de Cracovie de juillet 1910, Ignaz Daszynski, le dirigeant socialiste de Galice, se vit reprocher par Herman Lieberman, un strict Marxiste, d'encourager les socialistes polonais à commémorer le 500$^{\text{ème}}$ anniversaire de Grunwald. Grunwald était le nom polonais de la victoire des Polonais, des Lituaniens et des Tatars sur l'ordre des Chevaliers allemands de Tannenberg en 1410, et les commémorations de cet événement, dans la Pologne de l'époque, étaient comparables au jour férié célébrant l'indépendance des États-Unis le 4 juillet. Daszynski fit passer Lieberman pour ridicule et méprisable. Il observa sarcastiquement que tolérer une telle impudence nationale allait fortement nuire aux travailleurs. Et il ajouta qu'il

était positivement criminel de mentionner Wawel (l'ancienne résidence des rois polonais à Cracovie), cela risquant de souiller les bannières rouges du socialisme. Pilsudski lui-même fit remarquer cyniquement que ceux aux yeux desquels le socialisme avait de la valeur pourraient rester à bord du wagon du socialisme jusqu'au terminus, mais qu'il préférait pour sa part descendre à l'arrêt de l'indépendance.

Après 1909, Pilsudski s'activa à former des groupes militaires séparés, en lien avec d'autres groupes politiques, pour collaborer avec l'Autriche-Hongrie une fois la guerre déclarée ; Cette action fut encouragée par les autorités autrichiennes, qui espéraient que Pilsudski pourrait enrôler des volontaires en provenance de la section russe. On ne permit à Pilsudski de commander qu'une seule brigade de cette armée, mais il émergea comme le dirigeant principal. L'école de Cracovie espérait tirer parti de son zèle militaire pour établir le pouvoir polonais au sein de l'empire Habsbourg, et Jaworski, l'un des dirigeants de cette école, indiqua qu'il comptait exploiter Pilsudski comme Cavour jadis avait exploité Garibaldi. Pilsudski, comme Garibaldi, maintenait ses propres projets, et les événements allaient démontrer qu'il serait le plus apte à les faire valoir.

## 1.7 La Pologne dans la première guerre mondiale

La première guerre mondiale éclata en août 1914 après que la Russie, encouragée en cela par la Grande-Bretagne et la France, ordonna la mobilisation générale de ses armées contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les Russes étaient déterminés à soutenir la Serbie contre l'Autriche-Hongrie dans le conflit qui résultait de l'assassinat de leur héritier aux trônes autrichiens et hongrois, ainsi que de son épouse, par des conspirateurs serbes. Les projets de mobilisation russe prévoyaient à la fois des actions militaires simultanées

à l'encontre des Allemands et des Austro-Hongrois. Poincaré et Viviani, les dirigeants français, accueillirent l'opportunité d'affronter l'Allemagne dans une guerre, car ils espéraient reprendre l'Alsace et la Lorraine. Sir Edward Grey, ainsi que la majorité des dirigeants britanniques, envisageaient l'opportunité de s'emparer de butins de guerre allemands, et de s'occuper d'une rivale jugée dangereuse. L'Autriche-Hongrie voulait préserver sa sécurité face aux provocations serbes, et les dirigeants allemands n'envisageaient la guerre qu'avec une grande réticence, la considérant comme un développement indésirable.

La Russie, alliée de la Grande-Bretagne et de la France, réussit à maintenir la question polonaise hors des sujets diplomatiques discutés entre alliés jusqu'à la révolution russe de 1917. le 18 août 1914, une proclamation russe offra de vagues récompenses aux Polonais pour leur soutien dans la guerre contre l'Allemagne, mais sans aucune clause d'engagement. Dmowski se rendit à Londres en novembre 1915 pour améliorer ses relations avec les dirigeants britanniques et français, mais prit la précaution de travailler étroitement avec Alexander Izvolsky, ambassadeur de Russie en France et principal diplomate russe à l'étranger. Le programme de Dmowski appelait à un agrandissement de la région polonaise autonome au sein de la Russie. Ses activités furent pour la plupart bien accueillies par la Russie, mais en avril 1916, Izvolsky signala à Sergei Sazonov, le ministre russe des affaires étrangères, que Dmowski allait trop loin dans la discussion de certains aspects de la question polonaise.

Dans l'intervalle, Pilsudski avait résisté aux tentatives du ministère de la guerre autrichien de retirer à ses cadres leur statut spécial, dès lors qu'il fut devenu évident qu'ils n'attiraient pas les Polonais vivant de l'autre côté de la frontière russe. La responsabilité de maintenir les statuts différenciés des armées était dévolue à un comité national polonais[5]. La situation était précaire, du fait que de nombreux Polonais de Galice se révélèrent pro-russes une

5. Naczelnik Komitet Narodowy

fois la guerre déclarée, et refusèrent de rejoindre Pilsudski. Ils pensaient que la Russie allait gagner la guerre. On aurait pu les tolérer, à l'issue d'une victoire russe, en les considérant comme de simples conscrits autrichiens, mais ils seraient persécutés s'ils avaient obéi aux ordres de Pilsudski. On ne compta donc pendant la première guerre mondiale que quelques milliers de soldats ralliés au commandement de Pilsudski et de ses amis. L'écrasante majorité des vétérans polonais n'envisageaient le service militaire qu'au service de la Russie. De nombreux jeunes hommes polonais venant de Galice fuirent du côté russe, pour éviter le service militaire, que ce fût sous bannière autrichienne ou sous commandement de Pilsudski. Pour cette raison, l'impact de Pilsudski sur l'issue de la guerre contre la Russie fut négligeable. Mais il avait réussi à se hisser à une place de premier plan dans l'opinion publique polonaise, nonobstant ce que chaque Polonais pouvait penser de sa personne, et réussir à conserver cette place. Le général von Beseler, gouverneur de la Pologne occupée par l'Allemagne, proclama la restauration de l'indépendance polonaise le 5 novembre 1916, par suite d'un accord préalable entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Son annonce fut accompagnée par une fanfare militaire allemande, qui interpréta l'hymne polonais gai et exubérant remontant à la période napoléonienne, *La Pologne n'est pas perdue !*[6]. L'indépendance polonaise fur rendue possible par les victoires allemandes sur la Russie de 1915, qui contraignirent celle-ci à évacuer le plus gros des territoires polonais, y compris ceux qui avaient été pris à l'Autriche au cours des premiers mois de guerre. Pilsudski salua à raison cette reconnaissance allemande, en dépit du fait qu'il continuait d'espérer la défaite finale de l'Allemagne en vue de libérer la Pologne de toute influence allemande, et d'agrandir son pays aux dépens de l'Allemagne.

Un Conseil d'État polonais fut institué le 6 décembre 1916, et se rassembla pour la première fois le 14 janvier 1917. Au cours de

6. Jeszcze Polska nie Zginele!

la guerre, la position du Conseil resta consultative auprès des autorités d'occupation, et la poursuite de la guerre resta prioritaire sur toute autre considération. Cependant, les Polonais bénéficièrent d'importantes concessions dans la période séparant septembre 1917 de la fin de la guerre. Le Conseil se vit accordée l'administration de la justice en Pologne, ainsi que le contrôle du système éducatif polonais, et à la fin chaque phase de la vie polonaise relevait de son giron. Le Conseil fut réorganisé à l'automne 1917, et le 4 octobre 1917, un Conseil de Régence fut institué en prévision de l'établissement d'un royaume polonais indépendant et allié aux monarchies allemande et austro-hongroise. La politique d'indépendance allemande fut reconnue par tous les Polonais comme une grande aide à la cause polonaise, et Roman Dmowski, qui ne fut jamais un ami de l'Allemagne, l'écrivit de manière très explicite dans on ouvrage *Politique polonaise et reconstruction de l'État*[7], qui décrit les événements de cette période. D'un autre côté, jusqu'à l'été 1917, la position des négociateurs des alliés occidentaux resta d'inverser la politique d'indépendance allemande et d'offrir l'ensemble de la Pologne à l'Autriche-Hongrie, espérant par là séparer les puissances centrales et sécuriser une paix séparée avec les Habsbourg.

De leur côté, les Allemands purent assurer en janvier 1917 au président Wilson, alors que les États-Unis restaient neutres dans la guerre, qu'ils n'avaient aucun objectif territorial à l'Ouest, et qu'ils soutenaient l'indépendance de la Pologne. Le président Wilson prononça un discours le 22 janvier 1917, dans lequel il insista sur l'importance que la Pologne disposât d'un accès à la Mer, mais James Gerard, l'ambassadeur étasunien en Allemagne, assura à Bethmann-Hollweg que Wilson ne voulait voir aucun port allemand sur la Baltique retiré à la souveraineté allemande. Il n'est pas surprenant que, tant avant qu'après l'armistice de 1918, dans l'esprit des Allemands, le programme de Wilson pour la Pologne envisageât l'accès à la Mer en termes d'accès libre aux infrastruc-

7. Polityka Polska i Odbudowanie Panstwa

tures portuaires, et non comme une découpe territoriale d'un ou plusieurs couloirs dans la carte de l'Allemagne. Il n'y eut aucune objection de l'Allemagne lorsque le Conseil d'État polonais de Varsovie télégraphia à Wilson pour le féliciter de son discours du 22 janvier 1917, qui avait formulé la politique polonaise wilsonienne selon des termes qui finirent intégré comme 13ème point des célèbres Quatorze points.

Dans une déclaration du 29 mars 1917, le gouvernement provisoire de Russie souleva la question de l'indépendance polonaise, mais en insistant sur la nécessité d'une « *alliance* » russo-polonaise permanente, comportant des « *garanties* » spéciales comme condition *sine qua non*. Arthur James Balfour, le dirigeant conservateur du gouvernement de coalition britannique, soutint la proposition russe, bien qu'il sût que les Russes n'envisageaient qu'à peine une réelle autonomie de la Pologne. Dmowski répondit à la révolution russe de mars 1917 en soutenant un projet de Pologne de 520 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire une étendue comparable à celle de l'empire allemand, et il s'employa à contrer les arguments qui se levaient contre l'indépendance polonaise en Grande-Bretagne et en France.

À cette période, Pilsudski s'employait au basculement de sa politique de soutien à l'Allemagne vers un soutien aux alliés occidentaux. Il exigea une armée nationale polonaise tout à fait indépendante avant la fin de la guerre, ainsi que la rupture immédiate de tous liens rendant la Pologne dépendante des puissances centrales. Il savait n'avoir quasiment aucune chance de voir ces exigences acceptées dans la phase cruciale qu'avait pris la guerre à l'été 1917. Le slogan de ses adeptes était un rejet du compromis : « *Jamais d'État sans armée, jamais d'armée sans Pilsudski.* » Pilsudski était de fait à la tête du département militaire du Conseil d'État polonais, mais quitta ce poste le 2 juillet 1917, après le refus allemand et austro-hongrois d'accepter ses exigences.

Il provoqua délibérément les Allemands, jusqu'à se faire arrêter par eux, et mettre en internement confortable avec son collègue

militaire le plus proche, Kazimierz Sosnkowski, à Magdebourg, sur l'Elbe. La conviction de Pilsudski était que c'était là la seule manière d'éviter de se compromettre avec les Allemands vis-à-vis de l'opinion publique polonaise. Son arrestation par les Allemands rendit difficile à ses adversaires en Pologne d'affirmer qu'il n'avait constitué qu'un simple outil pour les politiques allemandes. Que cette accusation fût portée à son encontre au fil des mois et années qui suivirent, en dépit de son arrestation, dans les pays de l'ouest, ne fut qu'un sujet plus mineur.

L'organisation de forces armées polonaises indépendantes en Russie, après la révolution, sous un *Comité de l'armée nationale polonaise*[8] constitua une menace implicite à la position de Pilsudski en Pologne. Ces soldats se trouvaient sous l'influence de Roman Dmowski et de ses national-démocrates. L'accord de paix de Brest-Litovsk, en mars 1918, enraya ce développement, et les soldats polonais se mirent bientôt à se rendre aux Allemands. Le triomphe bolchevique et la paix avec l'Allemagne portèrent un coup sévère à la doctrine de collaboration polonaise avec la Russie. La cession par l'Allemagne du district de Cholm, issu du Royaume du Congrès, à l'Ukraine, actée à Brest-Litovsk en mars 1918 porta un coup fatal au prestige du Conseil de la Régence de Pologne, et prépara la voie à l'établissement d'un gouvernement totalement nouveau lorsque l'Allemagne sombra dans la révolution et la défaite en novembre 1918.

## 1.8 L'expansion polonaise après la première guerre mondiale

Il fut heureux pour Pilsudski que les autres Polonais fussent incapables de parvenir à quelque amélioration significative lors de son internement en Allemagne. Il fut libéré de Magdebourg pendant la révolution allemande, et rentra prestement en Pologne. Le

8. Naczpol

14 novembre 1918, le Conseil de la Régence lui remit ses pouvoirs, et les Polonais, au cœur d'un grand moment de joie nationale, et en dépit de conditions économiques très difficiles, se retrouvèrent dans une situation totalement nouvelle. Pilsudski savait qu'une lutte de pouvoir entre les partis politiques suivrait immédiatement. Sa première démarche fut de consolider le parti socialiste polonais (PPS) du Royaume du Congrès, ainsi que le parti social-démocrate polonais de Galice (PPSD) sous sa propre direction.

Pilsudski disposait d'un avantage tactique considérable, et il l'exploita à plein. Il était socialiste, et il s'était battu pour les Allemands. Ses principaux opposants politiques, les national-démocrates, disposaient des bonnes grâces des puissances de l'Ouest. La Pologne n'était pas mentionnée dans l'armistice de novembre 1918 avec l'Allemagne, et peu après l'armistice commença une longue conférence de paix. Pilsudski fut *persona non grata* à Versailles. Il exprima allègrement sa confiance dans les tentatives des national-démocrates, en négociation à Paris, aux fins de présenter un front polonais uni. C'était la responsabilité de ses opposants, et non la sienne, de sécuriser des avantages pour la Pologne à la conférence de paix. Son action ne pouvait quasiment déboucher que sur une décrédibilisation de ses opposants, car les exigences polonaises étaient si exorbitantes qu'elles auraient très difficilement pu être satisfaites. Pilsudski restait ainsi libre de tourner son attention et ses actions sur la scène polonaise intérieure. Il fit bon usage de son temps, et ne perdit durant cette période jamais l'initiative politique. Sa cause était soutenue par l'accord qu'il avait conclu avec les Allemands dès le 11 novembre 1918, avant l'armistice avec l'Ouest. Selon cet accord, les armées d'occupation devaient laisser les armes à la frontière (la frontière de 1914 entre l'Allemagne et le Royaume du congrès, qui fut confirmée à Brest-Litovsk, en 1918). Cette opération fut réalisée sur le terrain dès le 19 novembre 1918, et l'accord fut honoré de manière convenable par les deux parties.

À Paris, le Comité national polonais, qui était dominé par Roman Dmowski et les national-démocrates, avait à faire face à une

situation nettement moins prometteuse. Les diplomates de Grande-Bretagne et de France considéraient les Polonais avec condescendance, et Clemenceau, le premier ministre, informa Paderewski, le principal collaborateur de Dmowski pour les pourparlers de paix, qu'à son avis la Pologne devait son indépendance au sacrifice des Alliés. La question juive tourmenta également les négociateurs polonais, et ils se trouvèrent confrontés aux demandes de groupes juifs étasuniens qui auraient pratiquement créé un État juif indépendant au sein de la Pologne. Le président Wilson se montrait réceptif à ces demandes, et il insista au sein du Conseil des Quatre [9], sur le fait que « *les Juifs étaient passablement mal considérés en Pologne.* » Paderewski exposa l'attitude polonaise à l'égard de la question juive dans un mémorandum en date du 15 juin 1919, dans lequel il observait que les Juifs de Pologne, « *en de nombreuses occasions* », avaient considéré la cause polonaise comme perdue, et s'étaient rangés du côté des ennemis de la Pologne. En fin de compte, la plupart des demandes juives furent modifiées, mais l'article 93 du Traité de Versailles forçait la Pologne à accepter un pacte spécial pour les minorités, qui était très impopulaire.

Les négociateurs polonais auraient pu obtenir satisfaction quant à leurs demandes les plus extrêmes quant à l'Allemagne sans l'intervention de Lloyd George : le président Wilson et les Français inclinaient à leur céder tout ce qu'ils demandaient. Dmowski demanda la frontière de 1772 à l'Ouest, plus la zone industrielle allemande clé de Haute Silésie, la ville de Dantzig, et les sections Sud de la Prusse orientale. En outre, il demanda que le reste de la Prusse orientale fût constitué en État séparé placé sous contrôle polonais, et par la suite, il demanda également une partie de la moyenne Silésie pour la Pologne. Lloyd George commença bientôt à attaquer la position polonaise, et il concentra ses efforts en vue d'influencer et de modifier l'attitude de Wilson. Il lui apparaissait clairement que l'Italie était indifférente à la question, et que la France ne serait pas

9. Les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie

en mesure de résister à un programme commun anglo-étasunien.

Lloyd George avait réduit les demandes polonaises en de nombreuses matières avant que le premier brouillon du traité ne fût soumis aux Allemands le 7 mai 1919. Un plébiscite fut programmé pour les districts Sud de la Prusse orientale, le reste de cette province devant rester partie intégrante de l'Allemagne quelle qu'en fût l'issue. Des modifications importantes de la frontière en faveur de l'Allemagne furent réalisées dans la région de Poméranie, et il fut prévu que la ville de Dantzig soit établie comme protectorat de la Société des Nations, non pas comme une partie intégrante de la Pologne. Lloyd George se concentra sur la Haute-Silésie après que les Allemands eurent fait part de leurs objections quant au traité. Le professeur Robert Lord de l'Université de Harvard, expert en chef sur la Pologne auprès de Wilson, fit de nombreux efforts pour maintenir la provision appelant à la cession de ce territoire à la Pologne sans tenue d'un plébiscite. Robert Lord concentra ses forces pour qu'un plébiscite ait lieu, et finit par avoir gain de cause.

Les termes ultimes du traité accordaient à la Pologne bien plus que ce qu'elle méritait, et bien plus que ce qu'elle aurait dû demander. Le plus gros de la Prusse occidentale, qui était peuplée majoritairement d'Allemands au dernier recensement, se voyait cédé à la Pologne sans plébiscite, et plus tard la riche section industrielle de Haute-Silésie fut donnée à la Pologne en dépit du fait que le plébiscite n'y avait pas été favorable aux Polonais. La création d'un protectorat de la Société des Nations pour la communauté nationale allemande de Dantzig constitue une erreur désastreuse ; un port libre pour la Pologne dans une ville de Dantzig restée sous administration allemande aurait été bien plus équitable. Les principales erreurs du traité comprenaient la création du couloir en question, la création de la Cité dite libre de Dantzig, et la cession d'une partie de la Haute-Silésie à la Pologne. Ces erreurs furent commises au bénéfice de la Pologne et aux dépens de l'Allemagne, mais allaient se révéler préjudiciables à l'une comme à l'autre. Une paix durable aux frontières germano-polonaises était impossible à sceller dans

les conditions posées par ces termes. L'accord contredisait en outre le 13ème des 14 points de Wilson qui, en dehors de l'exclusion du point 2, constituait un engagement formel contracté par les Alliés quant aux termes de paix, négocié avec l'Allemagne alors que celle-ci était encore libre et armée. La violation de ces termes, une fois l'Allemagne sans défense et enchaînée par l'armistice, constitua un sommet en matière de fraude, de la part des États-Unis et des alliés européens de l'Ouest, qui pourrait difficilement être dépassé. La position des États-Unis quant à cette situation désagréable fut quelque peu modifiée par l'échec étasunien de ratifier le traité de Versailles en 1919 et en 1920. Les négociateurs polonais restèrent mal considérés sur le plan intérieur, pour leur échec à obtenir gain de cause sur leurs demandes initiales, qui avaient fait l'objet d'une large publicité en Pologne.

L'une des facettes de cette situation, particulièrement agréable aux yeux de Pilsudski, résidait dans la condition confuse de la Russie, qui amena les diplomates alliés à reporter la discussion quant aux frontières orientales de la Pologne. Pilsudski s'intéressait plus à une expansion vers l'Est qu'à une expansion vers l'Ouest, soutenue par Dmowski. L'absence de décision en provenance de Paris quant au *statu quo* à l'Est accorda à Pilsudski une opportunité bienvenue de poursuivre son programme en la matière.

La marée radicale de gauche était en train de monter en Pologne, mais Pilsudski ne s'en préoccupait pas outre mesure. Il laissa Moraczewski, le marxiste sincère, former un gouvernement. Le gouvernement promulgua un décret électoral le 28 novembre 2018, établissant une représentation proportionnelle ainsi que le suffrage universel. Pilsudski mena secrètement un travail de sape envers le gouvernement dans toutes les directions, et encouragea ses amis membres de l'armée à s'opposer à lui. Il savait également que les national-démocrates abhorraient le socialisme, et joua d'eux contre Moraczewski.

Le 4 janvier 1919, alors que Roman Dmowski était à Paris, les national-démocrates essayèrent maladroitement de renverser Mo-

raczewski par un coup d'État mal préparé. Pilsudski défendit le gouvernement, et les national-démocrates perdirent leur prestige après l'écrasement de cette tentative de révolte. Pilsudski n'appréciait pas le troc caractéristique de la politique parlementaire, mais Walery Slawek, son ami proche et expert en politique, fit pour lui le plus gros du travail répugnant. Cela permit à Pilsudski de se concentrer assez tôt sur l'armée et la politique étrangère polonaises, qui constituaient ses vrais domaines d'intérêt. Pilsudski l'emporta sur de nombreux opposants de premier plan ; il s'était vu accorder le soutien d'Edward Smigly-Rydz, qui dirigea la capture de Lvov (Lemberg) des mains des Ukrainiens en novembre 1918. Smigly-Rydz prit en suite la succession de Pilsudski comme Maréchal de Pologne.

Sur le front militaire, les choses bougeaient dans de nombreuses directions. Les national-démocrates organisèrent un Congrès à Slask-Pomorze-Poznan (Silésie – Prusse occidentale, Posen) le 6 décembre 1918, et celui-ci essaya de prendre le contrôle des provinces orientales de l'Allemagne, dans l'espoir de se présenter à la conférence de paix de Paris avec ce *fait accompli*[10]. Ignaz Paderewski arriva à Poznan quelques semaines plus tard, à l'occasion d'un voyage entre Londres et Varsovie, et un soulèvement polonais se déclencha alors qu'il était dans la ville. Suite à cela, les Polonais, après une série d'amères batailles, chassèrent en bonne partie la milice composée de volontaires allemands hors de la province de Posen. En janvier 1919, les Allemands évacuèrent l'ancienne capitale lituanienne de Wilna (Vilnius), et l'armée polonaise y entra. Lorsque les armées bolcheviques commencèrent leur propre avancée dans la zone, les Polonais perdirent Vilnius, mais les Allemands arrêtèrent l'avancée des Rouges à Grodno, sur la rivière Niemen. Les national-démocrates contrôlaient le front Ouest de la Pologne, et Pilsudski dominait l'Est. Les national-démocrates s'intéressaient surtout aux actions militaires contre l'Allemagne. L'intérêt central de Pilsudski

10. En français dans le texte, NdT

résidait dans l'expansion vers l'Est et dans une fédération avec les nations voisines, sous contrôle polonais. Le 19 avril 1919, quand les Polonais reprirent Vilnius, Pilsudski fit promulguer une déclaration. Celle-ci ne s'adressait pas, comme cela aurait été le cas pour une déclaration des national-démocrates, à la communauté polonaise locale, mais « *au peuple du Grand Duché de Lituanie.* » Elle mentionnait affablement la présence de l'armée polonaise dans « *votre pays.* » Pilsudski fit également inviter les Ukrainiens et les Russes blancs à s'aligner avec la Pologne. Il comptait poursuivre sa politique fédéraliste en profitant de la faiblesse de la Russie, et réduire la puissance russe à un niveau minimal.

Les national-démocrates gardaient un goût amer du prestige croissant de Pilsudski à l'Est. Ils le dénoncèrent, dans leurs nombreux organes de presse, comme un radical anti-clérical sous l'influence des Juifs. Ils avancèrent, preuves à l'appui, que le pays n'était pas préparé à une vaste aventure militaire à l'Est. Ils se plaignirent que l'acquisition ultérieure de minorités allait affaiblir l'État, et ils conclurent que Pilsudski constituait une terrible menace pour la Pologne. En retour, Pilsudski fit habilement appel au sentiment anti-allemand des adeptes de ses ennemis. Il avança que la Russie et l'Allemagne relevaient toutes deux d'une immense conspiration en vue d'écraser la Pologne, et que le salut ne pouvait passer que par une riposte repoussant les Russes. Il essaya par tous les moyens possibles d'attiser l'enthousiasme du peuple polonais fatigué pour ses projets à l'Est.

Pilsudski fit également son possible pour enrayer le nationalisme lituanien croissant qui s'opposait à toute forme d'union avec la Pologne. Au 17 juillet 1919, l'armée polonaise avait évacué les soldats nationalistes ukrainiens de chaque recoin de l'ancien territoire autrichien de l'Est de la Galice. Il fut ensuite relativement simple pour Pilsudski de parvenir à un accord avec Semyon Petlura, le dirigeant socialiste ukrainien fortement poussé en avant par les Bolcheviques. Petlura accepta que l'ensemble des territoires de Galice restent en mains polonaises, et Pilsudski encouragea l'orga-

nisation de nouvelles unités armées ukrainiennes.

Pilsudski estimait que Petlura rencontrerait plus de succès que Skoropadski, l'ancien dictateur ukrainien, dans la tâche de rallier le soutien ukrainien. Il réfléchissait constamment sur la manière de porter un coup décisif aux Bolcheviques, qui pendant presque toute l'année 1919 furent mises à rude épreuve par les forces russes blanches du général Denikin. Il négocia avec Denikin, mais ne frappa pas courant 1919, arguant que les armées polonaises n'étaient pas encore prêtes. Il craignait, plus que le Bolchevisme, une victoire du régime russe blanc, qui raviverait les aspirations nationalistes russes à l'Ouest aux dépens de la Pologne.

Alors même que Pilsudski préparait et réservait ses coups contre les Bolcheviques, ses préjugés à l'encontre de la forme parlementaire de gouvernement fut augmentée par la première Diète [11], élue le 26 janvier 1919. Deux groupes de coalition des national-démocrates envoyèrent 167 députés. Le parti paysan polonais, qui soutenait la politique étrangère de Dmowski et s'opposait à Pilsudski, obtint 85 députés. Ces trois groupes d'opposants à Pilsudski occupaient ainsi 260 des 415 sièges de la Diète. Parmi les autres députés, qui étaient divisés en un très grand nombre de partis, nombreux étaient allemands ou juifs. Ces résultats électoraux ne constituèrent pas le résultat du hasard, mais répondirent à une tendance dans l'opinion polonaise, développée sur une longue période. Il était évident que cette situation ne pourrait pas être modifiée sans une manipulation importante du système électoral. Un politicien ayant les ambitions de Pilsudski, quel qu'il fût, ne pouvait pas apprécier un système électoral démontrant sa propre impopularité. Son inclinaison naturelle vers le système autoritaire fut fortement encouragée par cette expérience de politique parlementaire dans son propre pays.

Le mécontentement à l'égard des termes du traité de Versailles atteignit son comble dans l'opinion publique polonaise jusqu'en juin 1919. Les Polonais étaient consternés par la perspective d'un plébis-

11. Sejm

cite en Haute-Silésie. Ils avaient affirmé que la plupart des habitants souhaitaient être rattachés à la Pologne, mais savaient silencieusement que l'immense majorité de ces habitants opteraient pour l'Allemagne dans le cadre d'une élection libre. Les Polonais étaient également furieux de l'inclinaison alliée à soutenir les Tchèques dans leur tentative de sécuriser par la force la région ethniquement mêlée de Teschen, également riche industriellement.

Adalbert Korfanty, un dirigeant national-démocrate d'expérience, se décida à accomplir les desseins de la Pologne en Haute-Silésie par la terreur et l'intimidation. Le commandant français des armées d'occupations alliées, le général Le Rond, collabora avec les armées polonaises d'envahissement. Les armées d'occupation italiennes stationnées en Haute-Silésie furent attaquées par les Polonais et subirent des pertes lourdes en essayant de s'opposer à l'avancée polonaise illégale. L'opinion publique polonaise, en 1919 et 1920, estimait en général que la campagne désespérée en Haute-Silésie serait futile. Ce ne fut qu'en 1922 que la Pologne en eut des retombées positives, alors qu'elle ne les attendait pas.

Ces revers infligés aux Polonais à l'Ouest ajoutèrent à la demande d'action efficace à l'Est. L'opinion fit preuve d'un intérêt croissant à cet égard durant les derniers mois de 1919, alors que Pilsudski poursuivait ses préparations. La haute noblesse des territoires de l'Est apporte beaucoup d'agitation, mais le soutien pour le projet était également devenu notable partout dans le pays. Pilsudski conclut un second pacte avec Petlura en octobre 1919, qui prévoyait que les territoires ukrainiens situés à l'Est de l'ancienne frontière séparant la Russie et la Galice autrichienne deviendraient polonais et, qu'en outre, un État ukrainien indépendant à l'Est resterait en union étroite avec la Pologne. L'effondrement de Denikin en décembre 1919 fut le signal pour les Bolcheviques qu'ils auraient bientôt bien plus fort à faire avec les Polonais que lors des hostilités sporadiques précédentes, qui s'étaient présentées entre la Lettonie et l'Ukraine. Le 28 janvier 1920, les Bolcheviques proposèrent à Pilsudski un projet d'armistice favorable, dans l'espoir

de gagner du temps en lui laissant des territoires. Pilsudski ne se laissa pas impressionner, malgré le fait que les alliés occidentaux désapprouvassent ses projets. Le 13 mars 1920, il informa catégoriquement les alliés qu'il exigerait de la part des Bolcheviques le droit de disposer du territoire à l'Ouest de la frontière russo-polonaise de 1772. Cette frontière se situait loin à l'Est de la ligne proposée par les Bolcheviques, et il était évident qu'un conflit décisif allait s'ensuivre.

Le 26 avril 1920, Pilsudski et Petlura lancèrent leur offensive pour déloger les Bolcheviques d'Ukraine. Le cabinet Skulski, qui avait suivi les gouvernements précédents de Moraczewski et de Paderewski, n'osa pas s'opposer aux projets de Pilsudski, et Patek, le ministre des affaires étrangères, approuva ouvertement le programme de Pilsudski pour l'Est. L'armée polonaise, sous le commandement du général Smigly-Rydz, enregistra des victoires ostensibles, et le 8 mai, une patrouille polonaise parcourut le centre de Kiev, la capitale de l'Ukraine, à bord d'un tramway. Une immense célébration de la victoire de Kiev fut tenue à l'église St Alexander de Varsovie le 18 mai 1920. Pilsudski fut décoré des vieux lauriers de la victoire de Stephen Bathory et Wladislaw IV.

La Russie se montra moins prostrée que lors des « *périodes de troubles*[12] », et les rêves impérialistes polonais se trouvèrent rapidement malmenés par les sabots des chevaux de l'armée rouge de Boudienny. La stratégie russe contre-offensive consistant à déborder les Polonais fut une totale réussite. Les revers militaires de l'Est créèrent une crise de cabinet et le gouvernement Skulski fut contraint à la démission. Le 24 juin 1920, Wladislaw Grabski, un national-démocrate et opposant de Pilsudski, forma un gouvernement. Sa première action fut de se rendre en Belgique pour négocier une aide auprès du commandement allié occidental. Les Russes avaient pénétré profondément en Pologne, depuis deux directions, lorsque Grabski parvint à Spa le 10 juillet. L'une de leurs

12. Smutnoye Vremya

armées avait enfoncé la vieille ligne de défense de Niemen, et l'autre marchait sur Lviv.

Les Russes, mal disciplinés, avaient vu leur organisation se déliter totalement du fait de la rapidité de leur progression, et les principaux commandants ne coopéraient pas entre eux du fait de jalousies mesquines. Pilsudski, disposant des conseils d'expert du général Maxime Weygand et d'autres officiers français, dirigea les Polonais à la victoire lors de la bataille de Varsovie le 16 août 1920. L'expression célèbre en Pologne, « *le miracle de la Vistule*[13] », fut trouvée par le professeur Stanislaw Stronski, un national-démocrate, pour suggérer que toute victoire polonaise remportée sous commandement de Pilsudski constituait un miracle.

La victoire de la Vistule conféra à Pilsudski un immense prestige, et renforça sa position d'homme fort de Pologne, mais ses opposants restaient en place et le mécontentement populaire continuait de croître du fait de la guerre. Pilsudski aurait voulu frapper de nouveau à l'Est après la retraite des Russes, et lancer une seconde expédition contre Kiev, mais il savait que l'opinion publique d'une Pologne déjà ravagée par la guerre rendait de telles actions impossibles. Jan Dabski, sélectionné par le gouvernement comme délégué en chef pour négocier avec les Russes, constituait un critique amer de la politique de Pilsudski, et était influencé par Dmowski. Ce dernier se prononçait contre l'idée de s'allier aux Russes blancs et aux Ukrainiens, mais croyait que la Pologne pourrait assimiler d'assez grandes quantités de populations des régions qui avaient été administrées par la Pologne dans le passé. Par conséquent, à la paix de Riga conclue début 1921, les zones peuplées de Russes blancs et d'Ukrainiens furent partitionnées entre l'Union soviétique et la Pologne, le plus gros des deux régions allant à l'Union soviétique. On avait abandonné le fédéralisme comme politique immédiate, et les disciples de Pilsudski recouraient au programme d'assimilation des minorités de Dmowski.

13. cud nad Wisla

Le peuple polonais, influencé qu'il avait été par les idées romantiques de Henryk Sienkiewicz, le célèbre auteur polonais, dénonça la paix de Riga comme un abandon d'anciens territoires de la Pologne. Pilsudski partageait cette opinion, et lors d'une conférence en date du 24 août 1923, il dénonça « *l'absence de force morale de la nation* » comme raison pour l'échec polonais à conquérir l'Ukraine suite à la victoire de Varsovie de 1920.

Les disciples de Dmowski s'irritaient de leur échec à concrétiser leurs nombreuses aspirations contre l'Allemagne, côté Ouest. Il semblait qu'en Pologne, personne n'était satisfait des limites territoriales atteintes par le nouvel État, malgré le fait que la plupart des observateurs étrangers, qu'ils fussent amis ou ennemis, estimaient que la Pologne avait reçu bien plus de territoire qu'elle n'en méritait. L'évidence se fit bientôt jour que le processus d'expansion polonaise d'après-guerre trouvait sa conclusion avec la paix de Riga, et qu'avec la partition de la Haute-Silésie, la Pologne avait atteint les limites de ses capacités à utiliser la période de confusion qui avait suivi la première guerre mondiale. Le choix qui se présentait à elle était d'accepter ses gains, de les considérer comme suffisants, et de s'employer à les conserver en tout ou partie, ou bien d'attendre son heure et de saisir plus tard une nouvelle opportunité de satisfaire ses ambitions frustrées. La ligne directrice de la politique à venir en politique étrangère de la Pologne dépendait ainsi de l'issue de la lutte du pouvoir dans le pays.

Au cours de la guerre russo-polonaise, les Tchèques avaient renforcé leur contrôle sur l'essentiel du riche district industriel de Teschen, et les Lituaniens, profitant de la connivence des Bolcheviques, avaient récupéré Vilnius. Les Tchèques disposaient d'une popularité très importante auprès des Alliés, et d'un important soutien français. Les dirigeants tchèques avaient également exprimé leur sympathie et leur amitié à la Russie bolchevique, employant des mots très forts lors de la récente guerre russo-polonaise ; et ils avaient fait leur possible our empêcher le matériel de guerre allié de parvenir en Pologne. Les Polonais ne furent pas en mesure

de prendre leur revanche sur les Tchèques immédiatement, mais après que la Société des Nations accorda Vilnius à la Lituanie, le 8 octobre 1920, l'armée polonaise locale, sous les ordres du général Zeligowski, s'empara de l'ancienne capitale de Lituanie selon les instructions de Pilsudski. Les Lituaniens ne furent pas soutenus en la matière par la Société des Nations. Ils refusèrent de reconnaître l'annexion polonaise, et protestèrent en rappelant leurs représentants diplomatiques en Pologne, ainsi qu'en fermant leurs frontières avec la Pologne. La frontière soviéto-polonaise fut également fermée en pratique, si bien qu'une longue bande de territoire polonais, saillante au Nord-Est, jouxtant la rivière Dvina et la Lettonie, se trouva sans approvisionnements économiques normaux. Les Lituaniens prirent leur revanche de la Société des Nations, pour le non-soutien qu'elle leur apporta, en s'emparant de la ville allemande de Memel, qui avait été mise sous protectorat de ladite Société des Nations, à l'instar de Dantzig, en 1920. Ce fut une triste image de l'impuissance en laquelle était réduit le Reich allemand, qu'une petite nation naissante pût lui soutirer une ancienne ville prussienne, et cela constitua également un indicateur de la nature problématique de l'organisation internationale chère à Woodrow Wilson, la Société des Nations.

## 1.9 La dictature Pilsudski

En Pologne, les années qui suivirent furent consacrées à la reconstruction, et pendant une très longue période, on parla beaucoup de réformes radicales en matières économique et sociale. En mars 1921, la Pologne adopta une constitution démocratique, mais sans l'accord de Pilsudski. Il se trouvait irrité par le fait que les coalitions successives au pouvoir, pour changeantes qu'elles fussent, se montraient toutes hostiles à sa vision politique, et l'assassinat, juste après les élections de 1922, du président Gabriel Narutowicz, son ami, n'améliora pas les choses. Pilsudski, dont la renommée

restait considérable, attendit son heure plusieurs années durant, et renforça son contrôle sur l'armée. Enfin, en mai 1926, il prit un prétexte pour renverser le régime en place. Un nouveau changement dans les coalitions de partis avait ramené son ennemi juré, Wincenty Witos au poste de premier ministre, et il s'en était suivi la révocation soudaine du premier ministre Alexander Skrzynski, en qui Pilsudski avait publiquement professé sa confiance ; l'événement fut considéré comme une provocation suffisante. Pilsudski ordonna sombrement à ses cohortes d'attaquer le régime en place, et à l'issue d'une brève guerre civile, il put prendre le contrôle du pays. Heureusement pour lui, Dmowski, grand penseur, n'était pas un homme d'action. Les opposants à ces nouvelles violences, divisés entre eux, étaient réduits à l'impuissance.

Ces événements firent déborder le vase, y compris pour les nationalistes qui figuraient parmi les socialistes polonais, et une rupture totale entre Pilsudski et son ancien parti s'ensuivit. Pilsudski, bien qu'ayant pris le contrôle de l'armée en s'attirant la confiance des officiers, n'avait plus de soutien populaire dans le pays. Les partis politiques polonais le craignaient et le respectaient, mais ne le soutenaient pas. Il semblait possible de s'attirer le soutien des Conservateurs, mais ceux-ci exigèrent qu'il promît de ne pas s'en prendre à leurs intérêts économiques. Une telle promesse aurait été équivalent à rejeter les demandes populaires pour une réforme économique.

À la conférence de Nieswicz d'octobre 1926, Pilsudski parvint à un accord ambitieux avec les grand propriétaires terriens conservateurs, menés par le prince Eustachy Sapieha, le comte Artur Potocki, et le prince Albrecht Radziwill. À cette occasion, Stanislaw Radziwill, un héros de la guerre 1920 issu d'une famille célèbre, fut décoré à titre posthume de la *Virtuti Militari*, la plus haute décoration que le nouvel État pût décerner. Pilsudski se déclara n'être l'homme d'aucun parti, ni d'aucune classe sociale, mais le représentant de la nation toute entière. Ses invités lui renvoyèrent la balle en insistant courtoisement sur le fait que les antécédents

familiaux de Pilsudski faisaient de lui leur égal, non seulement un noble, mais un représentant de la plus haute noblesse.

L'effet de ces négociations devint rapidement visible. En décembre 1925, une réforme territoriale avait été adoptée, appelant à la redistribution de terrains, jusqu'à hauteur de cinq millions d'acres [14] par an, sur une période de dix ans. L'essentiel des terres divisées ainsi par le gouvernement était pris aux Allemands pour être distribué parmi les Polonais. Ce processus fit monter les plaintes des minorités, privant des milliers de travailleurs agricoles allemands de leur emploi traditionnel auprès de propriétaires allemands. Rien ne fut fait sur le plan agricole pour s'occuper du problème pressant de la surpopulation rurale polonaise. La paysannerie polonaise croissait à un rythme plus rapide que la population urbaine, et les communautés des villes, avec leurs populations relativement réduites, n'étaient pas en mesure d'absorber cette croissance. Le système agricole polonais arriéré, sauf pour quelques propriétés parmi les plus étendues, et l'absence d'exploitants propriétaires dans de nombreuses régions, rendit plus dure encore l'épreuve de reconstruction qui suivit la première guerre mondiale. Le nombre d'exploitations trop petites pour être utilisables était le même en 1939 qu'en 1921. Après 1926, le régime se mit à réallouer plus rapidement les petites exploitations les plus mal distribuées, mais l'échelle de cette action resta minime par rapport à l'étendue du problème fermier. Les dirigeants du parti des paysans, qui furent bientôt persécutés par Pilsudski pour leur opposition à son régime, étaient considérés comme des martyrs dans les campagnes polonaises, où le nouveau système était dénoncé avec haine.

Les socialistes polonais n'avaient pas assez renforcé leur influence sur les travailleurs des villes au moment du coup d'État de Pilsudski ; une telle influence aurait pu leur permettre de remporter la plupart des élections municipales. Les dirigeants socialistes se re-

14. Un peu plus de deux millions d'hectares, NdT

tournèrent contre Pilsudski, et la scène urbaine polonaise se trouva aigrie par le chômage chronique et le manque de moyens. L'industrialisation du Royaume du congrès avait suivi un rythme rapide sous les deux générations précédant la première guerre mondiale, et les progrès en matière de production textile avaient été particulièrement remarquables. Du fait de la guerre, le marché russe n'était plus accessible, et les exportations polonaises avaient bien du mal à franchir les barrières douanières établies à l'étranger, et ce alors que le faible niveau de pouvoir d'achat intérieur limitait le marché domestique. Les profits dégagés par l'industrie polonaise ne suffisaient pas à attirer des investissements étrangers significatifs, en dépit du fait que la part d'investissement étranger était déjà très significative dans les industries existantes. Malgré une augmentation de 25% de la population polonaise entre 1913 et 1938, le volume des produits industriels polonais de 1913 ne fut dépassé qu'en 1938, et encore le niveau des salaires réels ne suivit-il pas. En résultat de cette stagnation économique, le nouveau régime n'eut que fort peu de choses à proposer aux Polonais pour les distraire de leur mécontentement politique.

Ces conditions défavorables illustrent la situation du régime polonais sur le plan intérieur, et offrent un parallèle aux relations défavorables entre la Pologne et la plupart de ses voisins au cours des années suivant 1926, tout particulièrement pour ce qui concerne l'Union soviétique, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, et la Lituanie. Les scènes intérieure et étrangère présentaient une crise perpétuelle, qui habitua les dirigeants polonais à conserver son sang-froid et à développer une suffisance impressionnante face à des conditions adverses. En décembre 1926, Roman Dmowski posa directement un défi à l'affirmation de Pilsudski voulant représenter la nation, en établissant son propre *Camp pour une grande Pologne*. Pendant presque quatre années, cette organisation domina la scène idéologique. Elle demandait l'amélioration des relations avec la Russie, la renonciation permanente au fédéralisme, l'intensification du nationalisme, un programme d'assimilation des minorités, et un projet

d'expulsion des Juifs.

À cela, Pilsudski répondit avec une grande sévérité, le 10 septembre 1930, par une purge organisée par Walery Slawek. Nul n'osa réduire Dmowski au silence, mais Pilsudski le priva de nombreux disciples, et adopta nombre de ses idées. L'arrestation de dirigeants d'opposition, l'établissement d'un système de camps de concentration, et l'adoption de tactiques terroristes durant les élections découragèrent l'opposition, au moins temporairement. Une nouvelle coalition de soutiens du gouvernement parvint à obtenir 247 des 444 sièges de la Diète lors des élections de novembre 1930. Ce fut la première grande élection remportée par Pilsudski.

On parla beaucoup d'une clique de colonels au gouvernement en Pologne, et nombre des conseillers principaux et des fonctionnaires clés du nouveau régime portaient ces galons. Cette situation reflétait la politique de Pilsudski, qui consistait à récompenser ses collaborateurs et disciples issus de l'armée. Ces hommes étaient intensément loyaux, et leur admiration pour leur chef, qu'ils considéraient comme infaillible, était sans limite. Ils adoptèrent énergiquement la campagne de Dmowski contre les minorités, et discutèrent de nombreux projets pour une constitution qui consoliderait le pouvoir exécutif et reviendrait sur les principes démocratiques du document de 1921. On affirma que les rédacteurs de la constitution de 1921 avaient gardé un œil jaloux sur Pilsudski ce faisant, et que cela expliquait les limites extraordinaires qu'elle imposait au pouvoir exécutif, et sur l'instauration d'un président faible, selon le modèle français.

La clé du document de 1935, dont Walery Slawek fut le principal auteur, était une présidence assez puissante pour « *établir le gouvernement à un seul endroit* » et contrôler l'ensemble des branches de l'État, y compris la Diète, le Sénat, les forces armées, la police, et les cours de justice. Le président se voyait également accorder de vastes pouvoirs discrétionnaires pour désigner son successeur.

## 1.10 La dictature polonaise après la mort de Pilsudski

Pilsudski succomba d'un cancer en mai 1935, à l'âge relativement jeune de soixante-huit ans. La question de la succession se posa ainsi l'année-même d'adoption de la nouvelle constitution, avec Walery Slawek qui espérait devenir le nouvel homme fort polonais. Il était largement considéré comme le plus apte des collaborateurs de Pilsudski, et le complot des autres disciples contre lui a souvent été considéré comme une cause majeure des malheurs qui frappèrent bientôt la Pologne. Une coalition soigneusement organisée, qui fut au départ fondée sur un accord entre Ignaz Moscicki, le politologue polonais, et Edward Smigly-Rydz, le dirigeant militaire, parvint à isoler Slawek et à éliminer son influence. La constitution de 1935 avait été conçue par Slawek pour un dictateur puissant, mais la nouvelle dictature collective put fonctionner sous cette constitution pendant quelques années. Walery Slawek se suicida en avril 1939, alors que la probabilité n'avait fait que croître que ce gouvernement collectif fasse sombrer le nouvel État polonais dans le désastre.

Le colonel Ignacy Matuszewski, l'un des principaux disciples de Pilsudski, a laissé une analyse impressionnante du nouvel État polonais. Cette analyse fut écrite peu de temps après la mort du Maréchal. Elle se lit plus comme une notice nécrologique que comme un appel au clairon pour un système neuf et durable, et son auteur se montre extraordinairement préoccupé par la personnalité et les actions de Pilsudski, aux dépens des problèmes courants et de la route à prendre. Ce livre reflète la tendance de cette époque, car c'est bien l'état d'esprit qui prédomina sur la gestion de la Pologne entre 1935 et 1939.

Matuszewski était l'éditeur du principal journal gouvernemental, Gazeta Polska, entre 1931 et 1936, et fut plus tard président de la Banque de Varsovie, l'organe financier clé du régime. Au départ,

il avait été l'un des disciples de Dmowski, et officier de l'armée tsariste, mais il avait abandonné les deux causes pour celle de Pilsudski en 1917. Il fut l'un des héros de la guerre de 1920-1921 contre la Russie, et resta dans l'armée jusqu'au coup d'État de 1926, qu'il soutint. Il tient un rôle important au sein de l'appareil diplomatique polonais, à Varsovie ainsi qu'à l'étranger, entre 1926 et 1931.

Son ouvrage, Proby Syntez [15], parut en 1937. Il définissait idéologiquement le régime, et exposait ses objectifs. La pensée de l'auteur, à l'instar de celle de Roman Dmowski était principalement influencée par la philosophie politique de Hegel.

Matuszewski déclare que la volonté de la nation polonaise était de sécuriser et maintenir sa liberté nationale. Il croit que seule la condition de la race polonaise déciderait de la capacité de la Pologne à exercer cette volonté. Il ajoute que l'exploit extraordinaire d'un seul homme aura simplifié cet effort polonais. Il liste 1905, 1914, 1918, 1920 et 1926 comme les années où Pilsudski fit sortir la Pologne du néant. En 1905, au cours d'une révolution russe majeure, Pilsudski dirigea la lutte radicale polonaise contre la Russie. En 1914, il dirigea la lutte militaire polonaise contre la Russie. En 1918, il rentra de Magdebourg pour préparer l'évacuation de la Pologne par les Allemands. En 1920, il dirigea les Polonais à la victoire face à la Russie communiste. En 1926, il écrasa les éléments dissonants sur le plan intérieur, et unifia la Pologne.

Matuszewski avertit funestement ses lecteurs que la lutte nationale polonaise du XX$^{\text{ème}}$ siècle n'a connu que ses débuts au moment du décès de Pilsudski. Il insiste sur l'importance des problèmes qu'il reste à résoudre à la Pologne, tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger. Il décrit le coup d'État de 1926 comme une étape importante sur le front intérieur, et comme une victoire sur l'anarchie. Il déclare que la première Diète aura démontré que la Pologne ne peut pas laisser le pouvoir exécutif à l'autorité législative. Il exalte la constitution de 1935, qui investit la présidence du pouvoir fonda-

15. Synthèse d'une épreuve

mental. Il maintient qu'à moins que le gouvernement de la Pologne ne soit tenu dans un seul lieu (c'est-à-dire, qu'un contrôle centralisé simplifié soit appliqué), le pays sombrerait dans la guerre civile au lieu de la paix intérieure.

Il avance, comme le firent d'autres avocats des systèmes autoritaires, que le régime polonais conserva un caractère profondément démocratique. Il loue le gouvernement pour une conscience supposément éclairée du passé traditionnel, en contraste avec le groupe Dmowski, et pour une conscience des besoins traditionnels de la Pologne. Il avance également que les dogmes idéologiques invariants d'autres régimes autoritaires, comme la Russie, l'Italie, et l'Allemagne, les a privés de flexibilité pour répondre aux besoins du peuple, et leur a par conséquent donné un « *caractère aristocratique* » dont il affirme que la Pologne est exempte ; il décrit le régime constitutionnel de 1935 comme une « *synthèse traditionnelle* », non comme un système arbitraire.

À son crédit, Matuszewski ne revendique pas un soutien populaire au système polonais en place. De sa théorie de l'étatisme, il dérive l'idée qu'il devrait être possible à la fin de faire la synthèse entre les souhaits des citoyens et la politique de l'État, sans sacrifier les principes essentiels du système. Matuszewski considérait son ouvrage, ses nombreux articles, et ses éditoriaux comme des contributions à un processus éducatif qui un jour accomplirait cette mission.

Matuszewski refuse toute affinité entre la Pologne et les autres États autoritaires, ou les régimes libéraux occidentaux. Il proclame l'originalité polonaise en matière politique comme un héritage précieux pour tous les Polonais désireux de l'apprécier. Il ne vise pas à répondre aux fantaisies et aux caprices, mais à revoir les systèmes de valeurs erronés. Le peuple ne devait pas disposer du pouvoir d'imposer sa volonté sur le nouvel État polonais, que ce soit en matière intérieure ou de politique étrangère. Tout ce qui se produirait résulterait de la responsabilité de la petite clique gouvernant la nation.

Matuszewski néglige de mentionner qu'il existait des gens en Pologne, qui ne s'opposaient pas au régime, et considéraient l'avenir avec appréhension pour une toute autre raison. Ils craignaient que ne fasse défaut à la clique gouvernante le sens du commandement nécessaire à promouvoir le succès de tout système, quelles qu'en soient les fondations théoriques.

Sur le plan intérieur, le nouvel État polonais se trouvait confronté à de nombreux problèmes graves découlant des conditions économiques défavorables, du mécontentement des minorités, et de l'impopularité générale du régime. La situation était précaire, mais loin d'être désespérée. Dans le contexte d'une politique étrangère prudente et conservatrice, rendue indispensable par les circonstances, l'État polonais aurait pu conforter sa position sans faire preuve d'un sens du commandement exceptionnel. Au moment de la mort de Pilsudski, il était indéniable que la politique étrangère constituait le problème le plus central auquel la Pologne avait à faire face.

Si la Pologne se permettait, malgré sa conscience de l'histoire passée, à devenir l'instrument de l'équilibre des pouvoirs ancien et égoïste de la Grande-Bretagne lointaine, si elle rejetait des ententes approfondies avec ses grands voisins, et si elle s'impliquait dans des conflits dépassant ses propres forces, son avenir serait obscurci de terribles déceptions. Le nouvel État polonais ne pouvait pas envisager de survivre dans de telles conditions.

Le sujet ne peut guère qu'être suggéré à ce stade. Nous verrons plus bas que les opportunités étaient grandes, et à quel point elles furent gâchées. Au moment de la mort de Pilsudski, la situation, en dépit des problèmes existants, recelait des promesses.

# Chapitre 2

# Les racines des politiques polonaises

## 2.1 La politique allemande douteuse de Pilsudski

Entre 1935 et 1939, le gouvernement polonais s'inquiéta, sur le plan intérieur, de projets d'industrialisation de la Pologne, ainsi qu'à faire ce qui se pouvait pour faire gagner au régime quelque soutien populaire. Ces tentatives furent relativement simples, par rapport à la conduite de la politique étrangère polonaise sur la même période. Un mystère existait en matière de politique étrangère polonaise : quelle était la vraie attitude polonaise vis-à-vis de l'Allemagne ? Il faut répondre à cette question pour comprendre tous les autres aspects de la politique menée par la Pologne. Cette question ne s'applique pas aux premiers temps d'existence du nouvel État polonais, car une entente germano-polonaise n'avait aucune vraie chance d'exister dans la période 1919-1933 de la république de Weimar. La faiblesse de la république de Weimar aurait automatiquement réduit toute entente au *statu quo* établi par le traité de

Versailles, et la Pologne réalisa plusieurs ouvertures pour parvenir à un accord avec l'Allemagne sur cette base. Ces ouvertures étaient futiles, car les dirigeants de la république de Weimar considéraient le *statu quo* de 1919 comme intolérable pour l'Allemagne.

La situation changea avant la mort de Pilsudski. L'Allemagne reprit des forces, et les relations entre l'Allemagne et la Pologne s'améliorèrent après la conclusion d'un pacte de non-agression pour dix ans, signé le 26 janvier 1934. Ce pacte de non-agression ne mentionnait pas la reconnaissance par l'Allemagne du statu quo de 1919, mais les dirigeants polonais n'attendaient plus de l'Allemagne qu'elle le reconnût. L'entourage de Pilsudski tenait pour acquis le fait qu'Hitler était plus modéré sur cette question que ses prédécesseurs. Il était également clair, en 1935, qu'Hitler désirait plus qu'une simple trêve avec la Pologne. Il comprenait la position clé de la Pologne à l'Est, et visait à une politique de collaboration étroite. Ce point était devenu l'un de ses objectifs les plus importants.

Au moment de la mort de Pilsudski, en 1935, la politique polonaise en vigueur consistait à considérer les relations avec l'Allemagne et l'Union soviétique avec une notion d'égalité. Ce n'était pas ce qu'Hitler avait en tête. La ligne politique polonaise sembla rester invariante au cours des années qui suivirent, cependant que l'Allemagne continuait de reprendre des forces. On pouvait se demander si les dirigeants polonais pourraient modifier leur ligne politique vis-à-vis de l'Allemagne.

Entre 1933 et 1939, la politique étrangère de l'Allemagne souligna le besoin de répondre au danger supposé que le Bolchevisme représentait à l'égard de la civilisation européenne. Ce point était moins vital aux yeux d'Hitler que la récupération de la puissance allemande, mais les étapes qu'il suivit pour revenir sur les traités de paix de Paris de 1919 furent présentées comme des mesures nécessaires à renforcer l'Allemagne et l'Europe face au Bolchevisme. La position de la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique impliquait qu'Hitler allait exiger une clarté totale de la politique

polonaise. La position géographique infortunée de la Pologne était telle qu'une politique polonaise ambiguë était chose qu'Hitler ne pourrait pas tolérer indéfiniment. Les dirigeants de la Pologne comprirent rapidement que la Pologne allait se trouver forcée de choisir entre les rôles de voisin ami, ou d'ennemi, de l'Allemagne. Ce choix n'était pas une fatalité, pourvu qu'Hitler fût préparé à se montrer généreux envers la Pologne, et en 1939, les diplomates polonais restaient en désaccord entre eux sur ce sujet crucial. Ils désiraient traiter le problème de la même manière que Pilsudski l'aurait fait, mais remplir indéfiniment les intentions de leur dirigeant décédé devenait impossible. Les conditions continuaient de changer après sa mort.

Un parallèle américain offre une illustration à ce problème. Le président Roosevelt émit des instructions pour qu'on fît usage d'armes atomiques, alors que l'Allemagne continuait de combattre lors de la seconde guerre mondiale. Il mourut avant la fin de la guerre contre l'Allemagne. Truman se réclama de suivre la politique de Roosevelt lorsqu'il ordonna l'emploi d'armes atomiques contre le Japon en août 1945, mais ni lui, ni ses conseillers ne savaient si Roosevelt aurait laissé commettre cette atrocité après la reddition inconditionnelle de l'Allemagne. Il s'agit d'un autre exemple du dilemme présenté aux épigones par des circonstances fluctuantes.

Pilsudski était réputé pour sa capacité à adapter sa ligne politique aux fluctuations des circonstances. S'il était mort en 1932, ses successeurs n'auraient jamais su s'il aurait ou non conclu le pacte de non-agression de 1932 avec l'Allemagne. Il fut donc saisissant de voir les disciples de Pilsudski parler de suivre les politiques du Maréchal décédé. En réalité, il fallait qu'ils suivent à présent leurs propres politiques. Chaque fois qu'ils pensèrent répondre aux souhaits de Pilsudski, la situation tourna à leur désavantage. En matière de politique étrangère, l'attribut le plus important de tous est l'indépendance du jugement. Rien n'est plus mortel en ce registre que le poids de la main d'un homme mort.

## 2.2 La carrière de Jozef Beck

La gouvernance de la Pologne fut donc collective après 1935, mais la responsabilité principale, dans la conduite de la politique étrangère du pays, fut celle du colonel Jozef Beck. Il fut nommé ministre des affaires étrangères en 1932. Il garda son poste jusqu'à l'effondrement polonais de 1939, et ne distingua personne en Pologne atteignant son niveau en matière de relations étrangères.

Beck était descendant d'une famille allemande, qui avait émigré en Pologne plusieurs centaines d'années auparavant. Son père, prospère, avait conspiré contre les Russes et ceux-ci l'avaient emprisonné pour cela. Sa mère provenait d'une famille de la noblesse terrienne de la région de Cholm. Beck naquit à Varsovie en 1894, mais sa conscience s'éveilla alors qu'il vivait dans l'environnement culturel allemand de Riga, où sa famille avait déménagé peu après sa naissance. La famille décida bientôt, pour échapper complètement aux persécutions des Russes, de déménager en Galicie autrichienne, en 1900.

FIGURE 2.1 – Photographie de Józef Beck

Beck fit ses études à Cracovie ainsi qu'à Lviv, et il put parfaire ses contacts avec les Allemands lors d'une période d'étude à Vienne. Il avait dix-neuf ans au moment où la première guerre mondiale éclata. Vierge de toute adhésion à un parti politique, il décida quand même immédiatement de rejoindre les forces de Pilsudski. Il suivit la ligne d'opposition au Conseil d'État polonais, définie par Pilsudski en 1917, et se vit interné par les Allemands. On le libéra après qu'il proposa de s'intégrer à un régiment hongrois. Son admiration pour les Magyars fut accrue par le service qu'il réalisa dans l'armée hongroise. Il se familiarisa également for-

tement avec la zone carpatho-ukrainienne à cette période, ce qui fut d'une importance décisive pour la Pologne en 1938. Il reprit du service pour l'armée polonaise à la fin du premier conflit mondial, et prit part à la guerre russo-polonaise de 1920-1921. Il se distingua lors de ce nouveau conflit, et bénéficia de fréquents contacts avec Pilsudski à l'automne 1920, lors des combats qui eurent lieu aux abords de la rivière Niemen. Une alliance militaire entre la France et la Pologne fut conclue rapidement après la fin des hostilités entre la Pologne et la Russie, et Beck fut choisi comme attaché militaire pour représenter l'armée polonaise en France.

Satisfait de rester membre de l'armée, Beck fut maintenu en service actif jusqu'après le coup d'État de 1926. Pilsudski le choisit ensuite comme principal assistant à la conduite des affaires du ministère de la guerre, qui était dirigé par le Maréchal en personne. Pilsudski fut décontenancé, en 1930, lorsque Zaleski, le ministre des affaires étrangères, se montra incliné à prendre au sérieux la Société des Nations. Un changement s'imposait évidemment. Pilsudski distinguait le caractère problématique des prétentions de la Société des Nations, tout en reconnaissant pouvoir à l'occasion exploiter certaines de celles-ci dans la poursuite d'objectifs limités. Il décida que Beck devrait mettre fin à sa carrière militaire, et se plonger dans la diplomatie. Il savait pouvoir faire confiance à Beck, qui partageait sa vision. Beck fut nommé sous-secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères polonais en décembre 1930. Il succéda à Zaleski, au poste de ministre des affaires étrangères, en novembre 1932.

La capacité dont Beck fit preuve pendant de nombreuses années à s'entendre avec Pilsudski en dit long sur sa personnalité. Il avait le sens de l'humour, et la capacité de distinguer une mascarade pompeuse de la réalité. Sa carrière réussie met également en évidence une bravoure personnelle, une bonne éducation, et une expérience administrative complète. Son charme personnel et son acuité intellectuelle étaient perceptibles. Il n'avait jamais eu à subir de revers dans sa carrière, et présentait une confiance suprême

en ses propres capacités. Ce succès constituait une faiblesse, car il rendait Beck arrogant et peu enclin à accepter les conseils des autres après la mort de Pilsudski. La relation entre Pilsudski et Beck fut fondée sur les prototypes du père et du fils, Beck jouant le rôle du fils certes doué, mais un peu trop gâté.

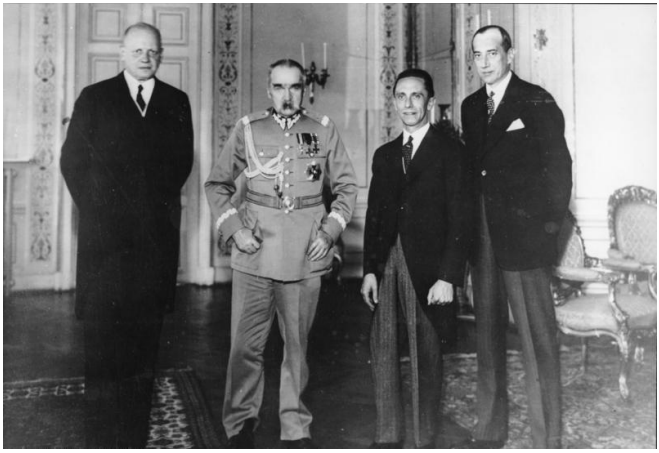

FIGURE 2.2 – Hans-Adolf von Moltke, ambassadeur d'Allemagne, Józef Piłsudski, Joseph Goebbels, ministre allemand de la propagande, et Józef Beck à Varsovie le 15 juin 1934, cinq mois après la signature du pacte de non-agression germano-polonais.

Pilsudski nomma le comte Jan Szembek comme successeur de Beck au poste de sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères polonaises. Szembek était le beau-frère du comte Skrzynski, qui avait occupé le poste de ministre des affaires étrangères de Pologne, et avait été l'un des favoris du Maréchal. Szembek avait accumulé une expérience intéressante comme diplomate d'Autriche-Hongrie, et après 1919, il avait représenté la Pologne à Budapest, à Bruxelles et à Bucarest. Pilsudski comptait sur Szembek pour exercer une

influence stabilisatrice sur Beck. Malheureusement, Beck eut tendance à ne pas tenir compte des conseils de Szembek au cours des mois difficiles qui précédèrent l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

## 2.3 L'hostilité entre l'Allemagne de Weimar et la Pologne

Après 1934, l'amélioration des relations germano-polonaises établit un contraste avec l'hostilité qui avait existé les années précédentes entre les deux nations. Une guerre commerciale germano-polonaise avait commencé en 1925, peu avant que Pilsudski s'empare du pouvoir en Pologne. L'impact économique en fut particulièrement sévère pour la Pologne, du fait qu'en 1924 43.2% des exportations polonaises étaient achetées par l'Allemagne, et que dans l'autre sens, 34.5% des importations polonaises provinssent d'Allemagne. Un traité commercial fut finalement signé par l'Allemagne et la Pologne en mars 1930. Ce traité aurait allégé une partie des épreuves générées par cinq années de guerre économique, mais le Reichstag allemand refusa de le ratifier.

Les traités de Locarno du 16 octobre 1925 furent considérés comme une défaite diplomatique polonaise. Ils établissaient des garanties sur les frontières séparant l'Allemagne de la Belgique et de la France, et définissaient des conditions d'amélioration des relations entre l'Allemagne et ces deux pays. C'est en vain que les Polonais soulevèrent à Locarno la question d'une garantie allemande des frontières polonaises. La tâche fut aisée pour Gustav Stresemann de convaincre les Britanniques et les Français qu'une telle garantie serait impossible à assurer de la part de l'Allemagne. L'événement constitua la fin du traitement uniforme de toutes les frontières européennes, conformément aux traités de Paris, et établit une distinction entre les frontières de l'Ouest, privilégiées, et celles de l'Est, de second ordre. Cette distinction impliquait une

victoire de la doctrine d'une révision territoriale à l'Est, en faveur de l'Allemagne.

Le traité d'amitié russo-allemande de 1926 suivit Locarno, et constitua une base pour la coordination entre les programmes russe et allemand de révision territoriale aux dépens de la Pologne. Les Russes avaient, depuis l'accord économie de Rapallo en 1922, conclu avec les Allemands, poussé pour une entente anti-polonaise. Avec Locarno, Stresemann offrit aux Russes une assurance explicite que l'Allemagne projetait de mener sa révision territoriale aux dépens de la Pologne, en collaboration étroite avec l'Union soviétique.

Les Britanniques se considéraient comme libres de toute obligation de défendre les Polonais contre le révisionnisme allemand ou russe. Sir Austen Chamberlain, le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, paraphrasa Bismarck en disant que les questions de l'Est ne méritaient pas qu'on leur sacrifiât les os d'un seul grenadier britannique. La Pologne avait bien conclu un pacte militaire avec la France en 1921, mais l'évacuation de la Rhénanie par les alliés, en 1930, modifia l'acquis qui avait été que la puissance militaire française était omniprésente en Europe. Pilsudski ne faisait pas confiance aux Français, et leur tenait rigueur de privilégier les Tchèques par rapport aux Polonais. Il était convaincu que la Tchécoslovaquie ne pourrait pas survivre comme État indépendant.

Les relations entre la Russie et la Pologne semblèrent quelque peu s'améliorer après 1928, et l'inauguration du premier plan quinquennal soviétique, qui canalisa les énergies russes dans des projets intérieurs gigantesques. Autre facteur d'apaisement, la préoccupation croissante de la Russie quant au grand-Est, après la guerre russo-chinoise de 1929 et l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931. Cette tendance connut un apogée avec le pacte de non-agression russo-polonais de 1932, et sur l'accord convenant que l'Union soviétique n'assisterait pas l'Allemagne dans l'hypothèse d'un conflit germano-polonais. Les Russes ne savaient pas que l'alliance polono-roumaine de 1921 était complètement orientée contre l'Union soviétique. Ils ne menèrent pas d'investigation

quant à cette alliance avant de signer leur traité avec la Pologne. Ce fut chose normale, l'initiative du traité russo-polonais en revenant à la Russie.

La politique de la Pologne à l'égard de l'Allemagne au cours des dernières années de la république de Weimar fut un mélange de menaces et de tentatives de maintenir l'Allemagne impuissante. Zaleski, le ministre des affaires étrangères polonais, déclara en septembre 1930 au président du Sénat de Dantzig que seule une armée polonaise pourrait résoudre la question de Dantzig. À Berlin, le gouvernement Brüning craignit franchement une attaque polonaise courant 1931. La conférence de désarmement général s'ouvrit à Genève en février 1932 après une attente de douze années. La Pologne s'opposa au désarmement des nations alliées ou à la levée des restrictions sur les armes allemandes, pourtant prévues par le traité de Versailles. On craignit à Genève que la décision de Pilsudski d'envoyer le bâtiment de guerre Wicher à Dantzig en juin 1932 ne relevât d'un complot polonais pour s'emparer de Dantzig, à la manière dont la Lituanie s'était auparavant accaparé Memel. Pilsudski reçut de nombreux avertissements contre une action de cette nature. Pilsudski intimidait purement et simplement les Allemands. Il aurait aimé s'emparer de Dantzig, mais considéra l'action comme impossible tant que l'Ouest conduirait une politique de conciliation envers l'Allemagne.

## 2.4 Les projets de guerre préventive contre Hitler de Pilsudski

Adolf Hitler fut nommé chancelier de l'Allemagne par le président Paul von Hindenburg le 30 janvier 1933. Pilsudski considérait Hitler comme moins dangereux pour la Pologne que ses prédécesseurs immédiats, Papen et Schleicher, mais la politique d'hostilité de la Pologne envers l'Allemagne fut plus grande encore en 1933 qu'en 1932. Tel fut le cas du fait que Pilsudski voyait la nomination

d'Hitler comme un prétexte crédible pour une action alliée contre l'Allemagne. Les projets de 1933 de Pilsudski en vue d'une guerre préventive contre les Allemands constituent depuis de nombreuses années un sujet controversé, et des tentatives impressionnantes ont été faites pour réfuter l'affirmation voulant que Pilsudski avait bien développé de tels projets. La question continua de susciter le doute jusqu'en 1958. Lord Vansittart, avec l'accord du gouvernement britannique, confirma l'authenticité des propositions de guerre de 1933 de Pilsudski, 25 années après l'événement. Il observa que les projets de Pilsudski étaient « *une idée, sur laquelle on en a trop entendu.* » Vansittart [1] estimait qu'une guerre contre l'Allemagne en 1933 aurait pu être gagnée au prix d'environ 30 000 pertes humaines. Il ajouta qu'au cours de la seconde guerre mondiale, Hitler fut « *renversé au prix de* 30 000 000 *vies.* » Vansittart révéla que l'opposition du gouvernement britannique aux dits projets en 1933 fut le facteur décisif ayant découragé les Français, et que ce fut cela qui leur fit rejeter une guerre préventive. Il convient d'ajouter que la volonté de Pilsudski de 1933 d'étrangler une Allemagne faible ne présage en rien de la politique qui aurait été la sienne envers une Allemagne forte en 1939.

Le 12 février 1933, Hitler affirma à un correspondant britannique que le statu quo dans le couloir polonais était emprunt d'injustices pour l'Allemagne, qu'il allait falloir corriger. Quelques jours plus tard, le gouvernement conservateur de Dantzig adopta une attitude de défiance vis-à-vis de la Pologne dans le traitement d'un différend concernant la commission mixte polono-dantzigienne de police portuaire. Pilsudski, en congés à Pikiliszi, au nord de la Pologne, eut vent de ces événements. Il décida d'organiser une manifestation contre les Allemands au pire moment pour eux, le jour suivant leurs élections nationales du 5 mars 1933. Au petit matin du

1. Ce personnage fut l'un des propagandistes de haine anti-allemande les plus acharnés contre l'Allemagne avant et pendant la seconde guerre mondiale. Son cas est assez bien décrit par Russell Grenfell dans son ouvrage Haine Inconditionnelle, NdT

6 mars, le bâtiment de guerre Wilja fit débarquer des soldats polonais à Westerplatte, l'arsenal du port de Dantzig. Kasimierz Papée, le haut commissaire polonais à Dantzig, informa Helmer Rosting, le haut commissaire danois auprès de la Société des Nations, que l'action engagée par la Pologne répondait à des événements considérés comme provocateurs à Dantzig. Les Polonais, il faut le noter, avaient tendance à déformer les manifestations des SA national-socialistes (sections d'assaut) et à la considérer comme des mouvements de l'armée. Quelques jours plus tard, Pilsudski consolida son premier déploiement en concentrant des soldats polonais dans le Couloir. Son objectif immédiat était l'occupation de la Prusse orientale, avec l'approbation et le soutien de la France.

Hitler avait tendance à ne pas prendre la menace polonaise au sérieux, en dépit des avertissements de Hans Adolf von Moltke, le représentant allemand à Varsovie. Les généraux allemands, inquiets d'une possible action agressive de la part de la Pologne, signalèrent à Werner von Blomberg, ministre de la défense, que l'Allemagne n'avait quasiment aucune chance de l'emporter en cas de guerre contre la Pologne, et ce même si la Pologne attaquait sans l'appui d'alliés. Les autorités de Dantzig sollicitèrent le soutien britannique contre la Pologne à Genève, et Sir John Simon, le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, gratifia Jozef Beck d'un discours vivement critique face au conseil de la Société des Nations. Les autorités de Dantzig promirent d'apaiser la Pologne quant aux sujets à la source du différend en cours, et Beck annonça le 14 mars 1933 que la Pologne s'apprêtait à retirer les renforts qu'elle avait déployés à Dantzig.

À ce stade, la situation intérieure allemande connut de nouveau le calme, et Hitler porta son attention sur les relations avec la Pologne. Il lança plusieurs initiatives de conciliation envers les Polonais, en vue de gagner leur confiance, tentatives qui caractérisèrent dès lors sa ligne politique. Il intervint directement dans les affaires de Dantzig pour établir le calme, et tenta de s'attirer les bonnes grâces des Polonais en émettant des garanties directes. Ces

tentatives se virent temporairement et involontairement contrecarrées par le projet d'accord quadripartite de Mussolini du 17 mars 1933, qui envisageait une révision territoriale en faveur de l'Allemagne et aux dépens des Polonais dans l'espoir de détourner les Allemands de leur intérêt pour l'Autriche. Pilsudski répondit en relançant ses projets d'action militaire contre l'Allemagne en avril 1933. Une série d'incidents malencontreux contribua à maintenir le niveau de tension. Une vague de persécutions visant les Allemands établis en Pologne connut son apogée avec le « *dimanche des rameaux noir* ». Des biens allemands furent saccagés, et les Allemands locaux furent battus et subirent des humiliations.

Hitler adopta une attitude positive vis-à-vis du projet d'accord quadripartite, du fait de son admiration pour Mussolini, et par souhait d'améliorer ses relations avec ses voisins de l'Ouest, mais il expliqua dans un communiqué de mai 1933 qu'il n'entendait pas exploiter ce projet en vus d'obtenir des concessions de la part de la Pologne. Cette annonce suivit une conversation tenue entre Hitler et Konstantin von Neurath, ministre allemand des affaires étrangères, d'une part, et le représentant polonais à Berlin d'autre part. La conversation convainquit Hitler qu'il pourrait parvenir à une entente avec la Pologne.

L'accord quadripartite (Grande-Bretagne, France, Allemagne et Italie) fut signé le 7 juin 1933, mais les restrictions françaises le rendirent caduc. Cela n'empêcha pas les Polonais de considérer l'accord comme une continuation de la diplomatie de Locarno aux dépens de la Pologne. Jozef Beck condamna l'accord quadripartite le 8 juin 1933. Les garanties d'Hitler de mai 1933 avaient produit leur effet, car Beck n'émit aucune critique directement dirigée vers l'Allemagne.

L'objectif ultime de l'Allemagne en Europe de l'Est ne fut jamais clairement défini, mais Hitler travaillait à établir une politique précise vis-à-vis de la Pologne. Hitler s'était peu exprimé sur la Pologne entre 1930 et 1933, période au cours de laquelle les national-socialistes étaient rapidement montés en influence en

Allemagne, avant de prendre les rênes du gouvernement. On a largement supposé qu'Hitler était anti-polonais parce que son principal porte-parole idéologique, Alfred Rosenberg, avait rédigé un ouvrage, *Die Zukunft einer deutschen Aussenpolitik*[2] contenant un certain nombre d'observations vertement anti-polonaises. En 1933, Hitler n'eut aucune difficulté à corriger la vision de Rosenberg, un subordonné modéré et dévoué, et il se mit à combattre les désirs de l'armée allemande et du bureau des affaires étrangères allemand, qui aspiraient à une politique anti-polonaise et pro-soviétique. Hitler se mit à envisager une alliance tous azimuts entre l'Allemagne et la Pologne. Il mit un terme aux derniers liens militaires entre la Russie et l'Allemagne à l'automne 1933, et la notion de collaboration militaire entre les deux pays devint une chose du passé. La situation politique au sein de Dantzig se vit clarifiée par les élections du 28 mai 1933. Les national-socialistes y remportèrent la majorité des voix, et constituèrent un gouvernement. À l'avenir, Hitler pourrait exercer l'influence décisive dans cette zone essentielle et sensible.

Il devenait de plus en plus palpable que les craintes polonaises d'une politique anti-polonaise par Hitler étaient sans fondement. Le roi Gustav V de Suède avait prédit cette évolution aux Polonais. Le monarque suédois était conscient des déclarations faites par Hermann Göring, le dirigeant national-socialiste en second d'Allemagne, à des Suédois de premier plan. Bien avant que cela ne devienne évident aux yeux du monde, Göring avait compris qu'Hitler n'était pas enclin à mener une politique anti-polonaise.

Le 30 mai 1933, Pilsudski annonça la nomination de Jozef Lipski comme représentant polonais à Berlin. Lipski était né en Allemagne en 1894, de parents polonais. Il présentait des dispositions amicales envers l'Allemagne, et privilégiait une coopération germano-polonaise. Cette nomination laissait à comprendre que Pilsudski désirait soutenir les efforts d'Hitler pour améliorer les relations avec la

2. Une politique étrangère allemande pour l'avenir, Munich, 1927

Pologne. Le sous-secrétaire Jan Szembek présenta un compte-rendu favorable des développements récents en Allemagne après une visite en août 1933, et des discussions furent tenues à Varsovie et à Berlin pour améliorer les relations commerciales germano-polonaises.

En 1933 eut lieu une dernière crise dans les relations germano-polonaises, quand Hitler révoqua l'adhésion de l'Allemagne à la Société des Nations. Cette décision, prise le 19 octobre 1933, constitua une réponse au plan de désarmement Simon du 14 octobre, qui refusait à l'Allemagne un statut d'égalité presque vingt-et-un mois après l'ouverture de la conférence de désarmement. Pilsudski ne peut résister à cette opportunité de revenir à son projet d'action militaire à l'encontre d'une Allemagne faible, et l'histoire aurait pris une toute autre voie si les Français avaient soutenu ses projets. Hitler était extrêmement soucieux de la possibilité de représailles contre l'Allemagne. Il exhorta les autres dirigeants allemands à peser leurs mots avec une précaution extrême dans la conduite des affaires étrangères, et il continua d'insister à chaque occasion sur le fait que l'Allemagne était dévouée à une politique de paix et de coopération internationale.

## 2.5 Le pacte de non-agression germano-polonais de 1934

Le 15 novembre 1933 se tint une rencontre importante entre Hitler et Lipski. Les Français avaient refusé de soutenir Pilsudski dans un conflit contre l'Allemagne. Hitler apporte de nouvelles garanties de son désir d'amitié envers la Pologne. Le communiqué germano-polonais qui suivit le lendemain, annonçant l'intention des deux pays de conclure un pacte de non-agression, fit sensation. Depuis mai 1933, les Tchèques se réjouissaient à la perspective d'améliorations dans les relations germano-polonaises, anticipant que les relations entre Paris et Varsovie s'envenimeraient. À partir du 16 novembre 1933, les envoyés tchèques à Berlin et à Varsovie confir-

mèrent ces attentes, qui avaient été exprimées en premier par Stephan Osusky, le représentant de Prague à Paris.

Pilsudski hésita encore en décembre 1933, avant de finir par ordonner que le pacte fût conclu. Au moment de la signature de ce traité, son attitude envers ce traité restait franchement cynique. Il pensait que le pacte pourrait reporter le règlement de comptes fatidique entre l'Allemagne et la Pologne, mais pas pendant les dix années stipulées dans le document. Il estimait pouvoir utiliser ce traité pour renforcer la position diplomatique de la Pologne. Les Tchèques avaient vu juste quant aux rancœurs françaises à l'égard de la Pologne, mais ils se trompèrent en anticipant que la France réagirait en ignorant les intérêts polonais. À partir de janvier 1934, la France se mit à cultiver des relations plus étroites avec la Pologne que jamais auparavant.

Hitler considérait le pacte comme un triomphe personnel sur le bureau des affaires étrangères allemand, sur l'armée allemande, et sur les conservateurs allemands. Le rôle du président von Hindenburg sur les questions de politique étrangère resta important jusqu'à sa mort en août 1934, et Hindenburg était associé aux groupes hostiles à l'égard d'Hitler. Hitler avait réussi à convaincre le vieux président qu'une amélioration des relations avec la Pologne constituerait une sage mesure. Il lui promit que ce pacte ne venait en connexion avec aucune action éventuelle germano-polonaise à l'encontre de la Russie.

Hitler savait que le pacte de non-agression n'était qu'une première étape dans son jeu de séduction envers la Pologne ; et ce point fut souligné par la visite de Beck à Moscou en février 1934. Ce fut la seule visite officielle de la sorte dans toute la période séparant la première et la seconde guerres mondiales, et elle constitua une démonstration délibérée. L'objet de la visite de Beck était de prouver que la Pologne poursuivait l'impartialité dans ses relations propres avec la Russie et l'Allemagne, ce pendant que les relations russo-allemandes étaient en train de se dégrader.

Une suite d'accords pratiques fut conclue entre l'Allemagne et

la Pologne après le retour de Beck de son voyage en Russie. Ces accords s'intéressaient aux barrières douanières, aux émissions radiophoniques, aux activités des journalistes dans les deux pays, et aux échanges de monnaie. Le monde fut très impressionné par le côté raisonnable qu'avaient pris les relations germano-polonaises, en contraste avec la période précédente. Sans aucun doute, le pacte de 1934 contribua au prestige de l'Allemagne comme de la Pologne. Il serait difficile d'établir lequel des deux pays en tira le plus de bénéfices. Les Polonais ne voulaient pas attaquer l'Allemagne sans soutien français, qui leur était refusé. Les Allemands restaient impuissants à réviser le traité de Versailles par la force. Une politique de collaboration allemande avec les Russes aurait pu faire mal aux Polonais, et une politique de collaboration polonaise avec les Tchèques aurait pu faire mal à l'Allemagne. On discutait de ces politiques alternatives dans divers cercles, mais chacune d'entre elles aurait été difficile à mettre en œuvre à l'époque. Le pacte fut un atout pour les deux parties, et leur accorda à chacune des bénéfices assez semblables.

Du côté polonais, Jan Szembek joua un rôle important pour le compte du pacte, de par ses conversations en Allemagne et dans les pays de l'Ouest. Du côté allemand, Joseph Goebbels, le ministre allemand de la propagande et de l'éducation du peuple, joua un rôle similaire. Beck accepta une invitation à Genève en vue de discuter les problèmes courants avec Goebbels et von Neurath, ministre allemand des affaires étrangères, à l'automne 1933. Beck observa plus tard que « *connaître ses adversaires* » avait en soi suffi à lui faire accepter la rencontre. Beck et Goebbels communiquèrent sans difficulté, et le ministre des affaires étrangères polonais ne fut pas offensé quand l'expert allemand en propagande décrivit la Société des Nations comme « *une tour de Babel des temps modernes.* » Beck expliqua que la Pologne comptait rester membre de ladite Société, mais n'avait aucune objection aux pactes bilatéraux faisant fi de la Société des Nations. Goebbels donna à Beck l'assurance qu'Hitler était prêt à renoncer à la guerre comme instrument

politique de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne, et à reconnaître l'importance aux yeux de la Pologne de l'alliance franco-polonaise. Beck accepta de ne pas soulever le problème d'une garantie allemande sur la frontière polonaise. La clarification de ces points fut décisive dans la conclusion du pacte.

Joseph Goebbels se rendit à Varsovie à l'été 1934, et sa visite y fut un grand succès ; Hermann Göring entama une suite de visites annuelles en Pologne à l'automne de la même année. En 1934, l'échange de vues entre Göring et les dirigeants polonais quant à la situation tchèque, et quant aux minorités allemande et polonaise en Tchécoslovaquie, présenta une importance toute particulière. Göring critiquait le contraste entre la façade libérale présentée par les Tchèques, et les politiques policières rudes réellement appliquées, dirigées contre les Allemands, les Polonais, les Slovaques, les Hongrois et les Ruthènes. Pilsudski assura à Göring que les Tchèques n'étaient ni respectés, ni aimés en Pologne. Göring se fit l'avocat d'une alliance entre la Pologne et l'Allemagne quant à un front commun anti-soviétique, mais Pilsudski ne fit montre d'aucune inclinaison à coordonner les objectifs polonais et allemands vers l'Est. Il éluda la suggestion de Göring en observant que la Pologne poursuivait une politique de modération à l'égard de la Russie.

## 2.6 La position de Beck, renforcée par Pilsudski

Beck s'employa à poursuivre sur la voie du pacte de 1934 en sécurisant l'égalité de la Pologne avec les grandes puissances. Il appuyait que la Pologne, « *en toute objectivité* », était une grande puissance, et répondit à toutes les offenses reçues par les dirigeants polonais. Il avait mené une visite en France peu après sa nomination en tant que ministre des affaires étrangères polonais, mais n'avait pas été accueilli à la gare par Joseph Paul Boncour, le ministre des affaires étrangères. Lorsque Louis Barthou, un successeur de Boncour au même poste que Beck admirait sincèrement, visita

Varsovie en avril 1934, Beck refusa d'aller à sa rencontre à la gare, agissant ainsi de toute évidence pour régler les comptes. Sans surprise, une ambiance quelque peu tendue prévalut dans l'atmosphère de Varsovie durant la visite de Barthou.

Beck, à cette période, avait d'autres motifs d'insatisfaction. Il avait essayé en vain de sécuriser un accord de la part du Conseil de la Société des Nations, pour faire lever les servitudes unilatérales qui s'appliquaient à la Pologne selon l'article 93 du traité de Versailles. Beck restait vigilant, cherchant tout prétexte permettant de renier cette partie de l'accord de 1919. Une opportunité s'en présenta au moment de la décision d'accepter l'adhésion de l'Union soviétique à la Société des Nations en septembre 1934. Beck déclara qu'il ne pourrait tolérer qu'un État communiste intervienne dans les affaires de la Pologne. Il ajouta qu'il fallait abroger l'article 93 avant que la Russie n'essaye de l'exploiter sous couvert de son adhésion à la Société des Nations. L'abrogation eut lieu le 13 septembre 1934, cinq jours avant que l'Union soviétique devînt adhérente.

Pilsudski tint une conférence importante en politique étrangère au Palais du Belvédère, avec Beck et d'autres dirigeants polonais, en avril 1934, après que Barthou quitta Varsovie. Pilsudski reconnut que la Pologne disposait d'une situation favorable, mais prédit que la situation ne durerait pas. Il annonça disposer de projets pour toute éventualité de guerre, mais que d'importants efforts restaient à réaliser pour accroître les forces de la Pologne afin de donner à ces projets des chances de succès. Il dénonça quiconque soupçonnant que les personnalités attirantes, parmi les dirigeants allemands, auraient pu l'amener à modifier la politique étrangère polonaise, et il insista sur le fait qu'aucun étranger ne devrait pouvoir influencer la politique étrangère de la Pologne. Le président Moscicki, qui présidait la conférence, confirma avoir examiné plusieurs projets de guerre établis par le Maréchal.

Chacun fut impressionné lorsque Pilsudski témoigna de sa confiance personnelle envers Beck et sa réussite dans la conduite de la poli-

tique étrangère polonaise. Il s'agit en effet d'un éclat exceptionnel, le Maréchal taciturne ne complimentant que rarement un subordonné devant les autres. Il avait pour usage de ne prodiguer que de rares éloges, et en réunion strictement privée. Pilsudski voulait évidemment inspirer une confiance maximale envers Beck aux autres dirigeants polonais. Ce geste de sa part à la conférence rendit en pratique la position de Beck imprenable.

Pilsudski adressa une importante question aux ministres, qui indique sa méfiance envers l'Allemagne après le pacte de 1934. Il leur demanda quel danger était alors le plus grand pour la Pologne, entre l'Est et l'Ouest. La conférence convint que l'impérialisme russe s'était ralenti depuis que Staline avait établi sa suprématie. Les participants s'accordèrent également à dire que l'Allemagne comme la Russie était chacune absorbée par d'importants problèmes internes, absorbant le plus gros des énergies du pays. Ils ne purent pas se mettre d'accord pour établir une réponse définitive à la question du Maréchal.

Pilsudski nomma un comité spécial, dirigé par le général Fabrycy pour se pencher sur la question. Le bureau des affaires étrangères se vit instruire de travailler conjointement avec l'armée pour préparer une suite de rapports établissant des faits. Edward Smigly-Rydz n'aimait pas la nouvelle agence, car elle établissait un chevauchement avec les missions de l'armée et celles du bureau des affaires étrangères, et en força l'ajournement *sine die* après la mort de Pilsudski. Le comité conclut que la Russie constituait la menace la plus important envers la Pologne au cours de sa période de délibération en 1934 et 1935.

Pilsudski discutait habituellement les rapports de ce comité avec Beck. En une occasion, il confia qu'en 1933, il avait été tenté de lancer une guerre préventive contre l'Allemagne en se passant du soutien français. Il avait décidé de négocier, par incertitude quant à la réaction des puissances occidentales à une campagne polonaise lancée contre l'Allemagne.

Pilsudski conduisit sa dernière conférence avec un homme d'État

étranger lorsque Anthony Eden arriva à Varsovie en mars 1935. Le diplomate britannique comptait se rendre à Moscou. Pilsudski lui demanda s'il avait précédemment discuté des questions de politique avec Staline. Eden répondit par l'affirmative, et Pilsudski s'exclama : « *Je vous félicite d'avoir tenu une conversation avec ce bandit !* » Le Maréchal espérait prendre part à des conversations entre Beck et Pierre Laval[3] le 10 mai 1935. Il voulait avertir le dirigeant français, qui s'apprêtait à se rendre à Moscou, afin qu'il ne conclue pas d'alliance avec l'Union soviétique. Ce fut trop tard pour Pilsudski : lorsque Laval arriva à Varsovie, il était en phase terminale d'un cancer. Beck reçut donc le premier ministre français à une réception de gala au palais Raczyncki, à la suite de quoi il se rendit en hâte, encore en tenue de soirée, pour rendre compte au Maréchal. Pilsudski l'accueillit avec quelques remarques spécifiques à leur intimité. Il lui demande ensuite, avec sa brutalité coutumière, si Beck avait jamais peur. Beck répondit que les Polonais que Pilsudski avait honorés de sa confiance ne connaissaient pas la peur. Pilsudski indiqua que c'était là chose heureuse, car cela signifiait que Beck aurait assez de courage pour conduire la politique polonaise. Les deux hommes discutèrent de la situation française, et exprimèrent leur détestation partagée de l'alliance proposée entre la France et la Russie.

Le maréchal rendit l'âme le 12 mai 1935. Sa dernière décision politique importante avait été de contrer les tentatives d'empêcher Hitler de défier le traité de Versailles, le 16 mars 1935. La remilitarisation de l'Allemagne fut proclamée, et les Allemands rétablirent la pratique de la conscription en temps de paix. Pilsudski observa qu'il n'était plus possible d'intimider l'Allemagne.

3. Alors président du conseil des ministres sous la présidence d'Albert Lebrun, NdT

## 2.7 Le projet de Beck en vue d'une guerre préventive en 1936

Le décès de Pilsudski fut suivi d'une période de deuil officiel de six semaines à Varsovie, après laquelle Beck se rendit à Berlin. C'est à cette occasion que Beck rencontre Hitler pour la première fois. Le chancelier allemand affirma son désir de parvenir à une entente avec l'Angleterre. Il discuta également son programme visant à maintenir de bonnes relations permanentes avec la Pologne. Il reconnut que la politique allemande en cours vis-à-vis de la Pologne pouvait être interprétée comme un subterfuge technique visant à gagner du temps pour un règlement de compte ultérieur, mais insista sur le fait qu'en réalité sa politique avait bien une ambition durable. Hitler concéda que sa politique à l'égard de la Pologne n'était pas populaire en Allemagne, mais assura à Beck qu'il pourrait la maintenir dans le temps. Il fit part de sa réussite à convaincre le président von Hindenburg d'adopter cette ligne politique en 1934.

Hitler fit un éloge chaleureux de l'acceptation par Pilsudski du pacte de non-agression. Beck fit observer que l'attitude de Pilsudski avait bel et bien constitué le facteur décisif à l'adoption de ce pacte côté polonais. Il ajouta que l'attitude générale polonaise en regard de ce traité était une attitude de défiance. Beck confia ses intentions de fonder sa propre ligne politique sur la base des instructions de Pilsudski. Hitler, qui espérait que ces instructions étaient favorables à l'Allemagne, s'abstint de tout commentaire à ce sujet, mais pensa sans doute que la remarque de Beck était extrêmement naïve. Beck ajouta que Pilsudski avait été profondément convaincu que la décision d'améliorer les relations germano-polonaises était bonne.

De cette conversation, Beck conclut qu'Hitler était alarmé par la mort de Pilsudski, et craignait que l'événement ne débouche sur une altération des relations germano-polonaises. Beck était également convaincu de la sincérité d'Hitler dans ses tentatives de parvenir à

une approbation de la population allemande quant à sa politique d'amitié à l'égard de la Pologne.

À ce moment, les principaux sujets diplomatiques européens étaient les problèmes qui se produisaient du fait des guerres en Espagne et en Éthiopie, ainsi que le pacte d'alliance franco-russe de mai 1935. Ce pacte d'alliance resta en attente de ratification plus de neuf mois après sa signature. Les traités de Locarno de 1925 avaient reconnu le système d'alliance existant de la France, mais cela n'intégrait pas cette alliance avec l'Est communiste. À partir de la signature du traité, Hitler émit à plusieurs reprises des avertissements : sa ratification impliquerait, à ses yeux, que l'Allemagne se verrait libérée des limitations de souveraineté que lui imposaient les traités de Locarno. Le pacte franco-russe constituait une menace directe envers l'Allemagne, et Hitler estimait qu'une Rhénanie démilitarisée, telle que définie à Locarno et dans le traité de Versailles, constituait un luxe stratégique que l'Allemagne ne pouvait pas se permettre. Les Français discutaient sans arrêt des étapes à mener si l'Allemagne réoccupait la Rhénanie, mais furent incapables d'obtenir une garantie de Londres que la Grande-Bretagne considérerait cette remilitarisation comme une « *violation flagrante* » des traités de Locarno.

Le 4 février 1936, Joseph Beck constitua un groupe rassemblant les diplomates polonais les plus importants, en charge d'étudier les possibles obligations de la Pologne à l'égard de la France si l'Allemagne procédait à ce changement. Il apparaissait plus que douteux que la Pologne pût être obligée de soutenir une action française contre l'Allemagne dans cette éventualité. En réalité, la principale préoccupation polonaise était de déterminer si oui ou non la France agirait. Beck espérait une guerre où la Pologne serait alliée de la France contre l'Allemagne. Il estimait que le régime polonais, impopulaire qu'il était, gagnerait un immense prestige et des avantages considérables en affichant une victoire militaire sur l'Allemagne. Son attitude illustre le caractère trompeur de l'amitié entre la Pologne et l'Allemagne au cours de ces années, qui, côté

polonais, n'était derrière les apparences constituée que de perfidie. Du vivant de Pilsudski, après la signature du pacte de 1934, il n'avait jamais été question de cela. Pilsudski refusa d'ailleurs de s'en prendre à l'Allemagne en 1935 après qu'Hitler répudia les provisions militaires du traité de Versailles.

Le 7 mars 1936, Hitler annonça que l'armée allemande procédait à la réoccupation des territoires jusqu'alors démilitarisés, à l'Ouest. Beck ne fit preuve d'aucune hésitation. Il ne voulut pas attendre que la France appelle à une aide militaire contre l'Allemagne. Il espéra forcer la main des Français, en leur proposant une assistance polonaise illimitée. Beck convoqua donc Léon Noël, l'ambassadeur de France, l'après-midi du même jour, après une rapide conversation téléphonique avec Edward SmiglyRydz. Beck fit à l'ambassadeur de France une déclaration sans équivoque : la Pologne attaquerait l'Allemagne côté Est si la France acceptait de l'envahir à l'Ouest.

On trouve une documentation abondante quant à la ligne politique française à cette croisée des chemins. Le cabinet français en poste était faible, et le pays approchait d'élections nationales à l'ombre tumultueuse du Front Populaire en émergence. Pierre-Étienne Flandin, le premier ministre français, était réputé pour ses contacts intimes avec les cercles conservateurs de Londres, et était considéré comme sous forte influence britannique à cette époque. Les indiscrétions de Sir Robert Vansittart de décembre 1935 avaient permis à des journalistes sans scrupules de dévoiler le projet Hoare-Laval en vue de se rapprocher de l'Italie, et la lever de boucliers que sa divulgation provoqua en Grande-Bretagne avait ruiné le projet. L'événement amena au renversement du gouvernement fort de Pierre Laval en janvier 1936, et détruisit le Front de Stresa, qui voulait coordonner des efforts par la Grande-Bretagne, la France et l'Italie face à l'abandon par l'Allemagne de clauses des traités antérieurs. L'opinion britannique était vent debout contre l'Italie, et tendait à tolérer à ce stade tout ce qu'Hitler pouvait décider. Les dirigeants britanniques continuaient de considérer l'Allemagne

comme un rempart contre l'influence française et russe.

Les services militaires de contre-espionnage français, le célèbre 2ème bureau, informèrent le gouvernement que l'Allemagne disposait sur le terrain de plus de divisions que la France, et qu'une guerre entre la France et l'Allemagne, dans l'éventualité d'une mobilisation française, aurait des débouchés incertains. Les Français n'estimaient pas la Pologne capable de frapper efficacement l'Allemagne, et aucun arrangement n'était envisageable en vue d'impliquer les forces plus conséquentes de l'Union soviétique dans l'équation. On évalua que les perspectives de victoire finale n'étaient pas favorables, faute d'un soutien actif britannique contre l'Allemagne. La France ne voulait pas prendre le risque seule, ou avec l'appui d'un ou deux faibles alliés de l'Est de l'Europe. Il y avait un danger à voir la Grande-Bretagne soutenir Hitler. Qu'Hitler n'ait envoyé que 30 000 hommes dans la première vague en Rhénanie n'était pas d'une importance décisive. Le contre-espionnage français était moins inquiet de l'occupation de la rive gauche du Rhin que de la poursuite de la guerre une fois cet objectif limité atteint. Les experts français n'étaient pas certains que leurs armées seraient en mesure de franchir le Rhin.

La tentative de Beck de pousser l'Europe à la guerre avait échoué. Il n'était pas complètement surpris de l'attitude française, et avait pris la précaution d'ordonner le matin du 8 mars la diffusion d'une déclaration pro-allemande sur les événements récents par l'agence de presse polonaise Iskra. Il est impossible de trouver une quelconque trace de Pilsudski dans l'emploi de telles tactiques.

Beck réalisa vite que sa démarche envers les Français n'avait produit aucun effet. Il qualifia avec dédain Flandin, le ministre des affaires étrangères français, de mauviette, et de « *personnage des plus tristes* ». Il se hâta de faire une visite à Londres dans le but d'influencer l'attitude britannique. Les Britanniques n'étaient pas prêts à prendre Beck au sérieux, et il essuya un refus. Les discussions avec le roi Edward VIII et les dirigeants conservateurs n'eurent pas de résultat.

Les Allemands ne comprirent pas les actions de Beck au cours de la première phase de la crise de Rhénanie. Beck prit une position distante quand la Société des Nations se rassembla à Londres à la mi-mars 1936 pour étudier l'affaire de Rhénanie. Beck, mécontent de l'ambassadeur de Pologne à Paris, Chlapowski, le remplaça par Juliusz Lukasiewicz. Lukasiewicz avait représenté la Pologne à Moscou pendant plusieurs années, et Beck le considérait comme le plus apte des diplomates polonais. La crise de Rhénanie de mars 1936 convainquit Beck que Paris était bien l'endroit où devait œuvrer son meilleur émissaire.

## 2.8 La tentative d'Hitler pour promouvoir une amitié germano-polonaise

Hitler fut satisfait de garder l'Allemagne en arrière-plan des développements européens au cours du reste de l'année 1936 et durant 1937. Göring fit une nouvelle visite en Pologne en février 1937, et il présenta un nouveau projet de collaboration entre la Pologne et l'Allemagne. Il soutint son projet avec beaucoup de vigueur lors de ses conversations avec le Maréchal Smigly-Rydz. Il reconnut que l'Allemagne finirait par demander quelques avantages à la Pologne en échange des concessions allemandes. Il promit que ce prix ne serait pas élevé. Hitler lui avait donné les moyens nécessaires à assurer au Maréchal polonais que l'Allemagne n'exigerait pas de récupérer le couloir [de Dantzig]. Il ajouta que, selon son opinion propre, l'Allemagne n'avait pas besoin de cette région. Il promit que l'Allemagne continuerait de s'opposer à une collaboration avec la Russie soviétique. Smigly-Rydz apprit que Göring avait refusé de discuter de tels projets avec le Maréchal Tukhachevsky, le Commandant en chef de l'Armée russe, lors de la visite de ce dernier à Berlin. Göring fit la promesse qu'une collaboration entre l'Allemagne et la Pologne interdirait à jamais le cauchemar de Rapallo, porteur du scénario d'un accord étendu entre l'Union soviétique et

l'Allemagne.

Göring s'acquitta honorablement de la tâche de clarifier la position allemande par ses discussions avec les dirigeants polonais, mais ces rencontres ne produisirent pas de résultat immédiat. À ce moment, Beck n'avait aucune intention de positionner la Pologne sur le front germano-japonais anti-Comintern. Il poursuivait une politique de détachement total de la Pologne tant vis-à-vis de l'Allemagne que de la Russie, ce qui excluait toute collaboration avec chacun de ces pays. Sa ligne politique perdait en réalisme jour après jour, au fur et à mesure que l'Allemagne se remettait des dégâts de la première guerre mondiale et du traitement qu'elle avait subi par la suite du fait des traités de paix.

## 2.9 Les dangers d'une politique anti-allemande

Les changements historiques ont toujours induit des besoins d'adaptation des lignes politiques. En l'espèce, ce fut Olgierd Gorka, un historien polonais, qui le 18 septembre 1935 rappela ce besoin lors de la conférence historique polonaise tenue à Vilnius. Gorka expliqua que les conditions d'existence de la Pologne étaient devenues plus défavorables en 1935 qu'à l'époque de la première partition de la Pologne en 1772. Le différentiel de population entre la Pologne et les trois puissances qui l'avaient partitionnée en 1772 avait été de 1 pour 2, mais en 1935, le différentiel entre la Pologne d'une part, et l'Allemagne additionnée de l'Union soviétique d'autre part, était de 1 pour 8. Une politique d'hostilité de la Pologne à l'égard de l'Allemagne et de la Russie ressemblait à un scénario où un canari essayerait de dévorer deux chats. Gorka concluait qu'il fallait que les dirigeants polonais prennent en compte ces réalités dans l'élaboration de leurs lignes politiques.

De nombreuses tentatives furent faites durant cette période pour analyser l'héritage de Pilsudski dans la conduite de la politique étrangère polonaise. La plus complète fut *Miedzy Niemcami*

*a Rosja*[4], par Adolf Bochenski. Il est vital de passer en revue au moins une de ces études pour illustrer la complexité extraordinaire de la conjecture polonaise de l'époque en matière de politique étrangère. Il faut comprendre l'impossibilité qu'il y a à mesurer avec exactitude les influences politiques d'un tel ouvrage, mais l'importance de Bochenski fut reflétée par la presse polonaise de l'étranger après sa mort au combat près d'Ancona, en Italie, en 1944. Car, le 7 décembre 1947, W.A. Zbyszewski, dans les pages du distingué journal londonien *Wiadomosci*, alla jusqu'à décrire Adolf Bochenski comme l'un des plus grands intellectuels polonais du XX$^{\text{ème}}$ siècle, allant jusqu'à le positionner, au moins sur ce plan, au-dessus de Roman Dmowski. Bochenski était membre de l'école des historiens de Cracovie, et la ligne de politique étrangère suivie par Jozef Beck au cours des deux années suivantes apparaît comme en harmonie totale avec les idées de Bochenski.

Bochenski, ainsi que d'autres membres du groupe de Cracovie, voulait refuser les idées pro-russes de Dmowski et des national-démocrates. Il dénonçait la thèse de Dmowski du mauvais voisin allemand et du bon voisin russe.

Une politique à la Pilsudski était davantage du goût de Bochenski, quoi que, à l'instar de Beck, il ne présentât pas l'approche flexible de Pilsudski. Bochenski était opposé à une politique de collaboration, que ce soit vis-à-vis de l'Allemagne ou de la Russie, quelles que fussent les circonstances. Il considérait comme inévitable que l'Allemagne finît par récupérer la Prusse occidentale ainsi que l'Est de la Haute-Silésie, et nota que Studnicki et son groupe pro-allemand craignaient tout autant une révision territoriale menée par l'Allemagne que les autres.

Bochenski considérait comme inévitable la perspective d'une guerre contre l'Allemagne et contre la Russie. Il prédisait qu'Hitler et Staline s'entendraient, et que l'Union soviétique essayerait de

4. *Entre l'Allemagne et la Russie*, Varsovie, 1937

tirer parti d'une révision territoriale à l'Ouest, aux dépens de la Pologne.

L'affirmation de Bochenski avançant qu'il serait insupportable aux Polonais de sa génération de dépendre soit de l'Allemagne, soit de la Russie était plus émotionnelle que factuelle. Elle était contradictoire avec ses nombreuses attaques contre le grand nombre de Polonais pro-russes.

L'Union soviétique apparaissait plus dangereuse que l'Allemagne à Bochenski, parce que la France constituait pour la Pologne un meilleur allié contre l'Allemagne que la Roumanie contre la Russie. Il prédit une nouvelle guerre germano-russe, mais se trompa sur un point : il s'attendait à ce qu'un tel conflit garantisse en fin de compte « *le statut de grande puissance de la Pologne.* » Si Bochenski avait prouvé, ou au moins rendu plausible, ses affirmations voulant que la Pologne pourrait tirer parti d'une telle guerre, il aurait établi une base théorique de taille en soutien à la ligne de politique étrangère polonaise téméraire qu'il soutenait. Au lieu de cela, il revint à la vieille rengaine récitant que l'issue de la première guerre mondiale avait été favorable à la Pologne, et à la supposition naïve qu'une répétition de l'histoire, par le cours d'une seconde guerre majeure, présenterait les mêmes effets. Il était sur un terrain plus solide en affirmant que la rivalité soviéto-allemande des années 1930 était responsable des prestations considérées comme éblouissantes de Beck sur la scène européenne, mais ce phénomène de beau temps n'aurait su constituer une base solide pour une politique étrangère polonaise.

Bochenski reconnaissait que l'opposition polonaise tant à l'Allemagne qu'à la Russie rendrait inévitable une collaboration temporaire entre les deux rivales de la Pologne. Il affirmait que cela constituait un avantage, de par le statut révisionniste de la Pologne, en opposition au *statu quo*, et qu'un conflit double avec l'Allemagne et la Russie justifierait des prétentions territoriales ultérieures de la Pologne envers ces deux pays.

Bochenski laissait savoir que la Pologne n'était en position d'écra-

ser aucun de ses voisins allemand ou russe par ses seules forces. Il fallait à la Pologne une situation internationale désastreuse afin de détruire ou d'affaiblir l'Allemagne ainsi que la Russie. L'homme était intoxiqué par la vision de puissances lointaines, comme la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, faisant fi de l'Allemagne et de la Russie. Il considérait la possibilité de partitionner l'Allemagne en un ensemble de petits États, mais conclut que la chose était irréalisable du fait de l'irrésistible conscience nationale du peuple allemand. Il estimait qu'il était possible d'infliger des dégâts plus importants à la Russie qu'à l'Allemagne, du fait que la première contenait une immense population de minorités hostiles.

Bochenski émettait comme théorie que la dissolution de l'Union soviétique ferait disparaître un potentiel allié fort de l'Allemagne, et faciliterait la tâche à la Pologne et à la France de garder le contrôle d'une Allemagne vaincue. Il reconnaissait qu'« *un petit groupe* » en Pologne préférait l'idée d'une alliance avec l'Allemagne en vue d'écraser la Russie. Bochenski considérait la Russie et la Tchécoslovaquie comme les deux hommes malades de l'Europe, du fait que les deux États, à son avis, contenaient des minorités plus nombreuses que la nationalité dirigeante. On n'aurait guère pu trouver d'objections à la vision par Bochenski des politiques œuvrant à la destruction des deux États.

Bochenski reconnaissait que la création d'une Ukraine indépendante poserait un problème à la Pologne, car ce nouvel État n'aurait de cesse que d'obtenir la Volynie et la Galice orientale, les territoires ukrainiens contrôlés par la Pologne. Il escomptait un conflit d'intérêts bien plus important entre la Russie et une Ukraine indépendante, et observait que la Pologne pourrait collaborer indifféremment avec l'un ou l'autre de ces États. L'objectif premier était de garder deux États en conflit à l'endroit où un conflit existait. Un État russe blanc pourrait ajouter à la confusion, et à la propagation de l'influence de la Pologne. Il notait l'existence d'un problème avec la minorité ukrainienne au sein de la Pologne, qu'une Ukraine indépendante existe ou non. Aux yeux de Bochenski, la solution

idéale serait un empire fédéral au sein duquel la Pologne convaincrait l'Ukraine et la Russie blanche de s'associer à elle.

Bochenski estimait également que la destruction de la Russie pourrait améliorer les relations de la Pologne avec la France. Il se plaignait de ce que la France avait toujours sacrifié la Pologne à quelque allié plus puissant à l'Est, et que la politique française visant à amener les soldats soviétiques au cœur de l'Europe était contraire aux intérêts de la Pologne. La dissolution de la Russie, à ses yeux, ferait de la Pologne la principale alliée majeure de la France à l'Est.

Bochenski dénonçait l'État tchèque comme une menace envers la Pologne, et considérait les Tchèques comme ridicules, du fait de leurs prétentions, considérées comme fantastiques, sur le territoire allemand au sortir de la première guerre mondiale. Il ajoutait que la politique pro-soviétique des Tchèques forçait la Pologne à les considérer comme des ennemis. Reconnaissant que l'Allemagne serait la première à profiter d'un effondrement de l'État tchèque, il refusait pour autant d'accepter ce fait comme un argument contre une politique anti-tchèque. Il estimait qu'il serait calamiteux pour les intérêts polonais de voir les Tchèques réussir à assimiler la zone slovaque, et nota qu'Andréas Hlinka, le populaire dirigeant slovaque, avait conscience de ce danger lorsqu'il conseilla aux étudiants slovaques de se rendre à Budapest plutôt qu'à Prague. Bochenski admit que les Slovaques, par opposition aux Tchèques, se montraient amicaux envers l'Allemagne, mais il estimait que la politique polonaise pourrait en fin de compte porter des fruits en Slovaquie.

Bochenski insistait sur l'idée que la combinaison de Petite Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) établie par la France était morte en pratique, et ne poserait plus longtemps problème à la Pologne. La Pologne s'intéressait en premier chef à maintenir ses propres relations étroites avec la Roumanie. Il reconnaissait qu'une Roumanie pro-allemande constituerait une cause de danger de la part de la Russie, mais notait que la Roumanie était également pro-polonaise. Il espérait qu'il serait possible de concilier les

différences entre Roumains et Hongrois, et préconisait que la Ruthénie fût assimilée à la Hongrie une fois l'État tchèque dissous. Bochenski estimait que la Pologne devait établir son influence sur divers États voisins plus faibles (l'Ukraine, la Russie blanche, la Lituanie, la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie), puis proclamer sa propre doctrine Monroe. Il citait en passant l'axiome voulant que la Pologne n'avait pas les moyens de rendre un pouce de territoire acquis à Versailles ou à Riga. Il ajoutait lugubrement que la Pologne, face à quelque désastre irrémédiable, pourrait bien connaître le même sort terrible que la Hongrie au Trianon en 1919.

Il concluait que la Pologne connaîtrait des défaites jusqu'à ce que l'Europe subisse des changements radicaux. Il accueillait le conflit décrit comme inévitable entre la Pologne et l'Allemagne, et estimait que la pire chose qui pût arriver serait de trouver une Russie communiste à l'Est, et un État allemand communiste à l'Ouest de la Pologne. Il est facile aujourd'hui de voir que c'est exactement ce qui se produisit, par résultat justement de la poursuite de la politique préconisée par Bochenski.

Au cours du premier conflit mondial, les propagandistes alliés avaient coutume de citer d'obscurs livres allemands, lus par personne ou presque en Allemagne, pour prouver les supposées lâcheté et rapacité allemandes. Cette forme de propagande a réalisé toutes les tentatives qu'elle pouvait pour faire passer un livre supposément important comme suspect . Quoi qu'il en soit, on trouve dans le livre de Bochenski toute la trame de la politique polonaise sur la période 1935-1939, et cet ouvrage fut le livre polonais de politique étrangère le plus important de l'époque. Ses points importants sont accompagnés de plusieurs remarques brillantes sur les époques passées de l'histoire européenne.

Bochenski préconisait une politique de sang et de désastres. Il condamnait toute tentative de parvenir à une entente, fût-ce avec l'Allemagne ou avec la Russie. Il concédait que l'inimitié polonaise envers l'Allemagne et l'Union soviétique amènerait à une collaboration entre ces deux États. Il montrait du doigt un arc-en-ciel illu-

soire dans le ciel, qui ne fut qu'une bien maigre consolation pour les Polonais qui ne survécurent pas aux événements. Il ne présenta aucun remords pour son désir de voir les principaux voisins de la Pologne réduits à l'état de ruines et de destruction.

Du rejet de cette politique dépendait le salut de la Pologne. Bochenski déclara que la Pologne n'abandonnerait pas un pouce des territoires obtenus par suite de la première guerre mondiale. Il insista sur le fait que l'Allemagne finirait par demander que lui soient restitués de grandes bandes de terre anciennement allemandes. Il restait à voir ce que feraient les dirigeants polonais lorsqu'Hitler accepterait de reconnaître les frontières Ouest de la Pologne et de sacrifier les prétentions allemandes sur les territoires polonais anciennement allemands. En 1937, la Pologne pouvait encore être sauvée. Les conditions en Europe changeaient, mais la politique polonaise aurait pu prendre en compte ces changements. Le danger était que la Grande-Bretagne finisse par encourager la Pologne à défier l'Allemagne, et à plonger le nouvel État polonais dans une destruction désespérée. Les racines de la politique polonaise se trouvaient dans les expériences de la première guerre mondiale. Si les dirigeants polonais avaient pu comprendre que les changements en Europe excluaient une répétition de la première guerre mondiale, on aurait pu s'attendre à ce qu'ils adaptent leur ligne politique aux nouvelles conditions. D'un autre côté, si la Grande-Bretagne annonçait à nouveau son intention de détruire l'Allemagne, et ce malgré l'absence de tout conflit entre les intérêts britanniques et allemands, les Polonais, au vu de ces circonstances, ne pourraient que difficilement recevoir l'opprobre pour avoir échoué à se libérer de leurs vieilles illusions remontant à la première guerre mondiale. La clé de la politique polonaise, une fois révélée l'attitude raisonnable de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne, se trouvait à Londres. Les dirigeants polonais médiocres d'après 1935 ne surent pas résister aux offres de soutien extravagantes et enivrantes de l'empire britannique. Ainsi furent les choses, malgré le fait que toute alliance anglo-polonaise contre l'Allemagne ne pouvait mener qu'au

désastre pour le cruellement éprouvé peuple polonais.

# Chapitre 3

# Le problème de Dantzig

## 3.1 Le rejet de l'auto-détermination à Dantzig

L'établissement de la soi-disant ville libre de Dantzig en 1919 par les alliés victorieux et les puissances à eux associées constitua la moins défendable des clauses du traité de Versailles. Il devint rapidement évident aux yeux des observateurs occidentaux, ainsi qu'aux peuples d'Allemagne, de Pologne et de Dantzig que cet accord international incroyablement compliqué ne pourrait jamais fonctionner de manière satisfaisante.

En 1919, Dantzig était une ville allemande de province ordinaire, sans attente ni désir de prendre une position centrale sur la scène politique mondiale. Les habitants de Dantzig auraient été heureux d'accueillir des privilèges économiques spéciaux polonais dans leur ville, comme moyen d'augmenter le commerce qui transitait dans leur port. Ils furent horrifiés à l'idée de se voir détachés de l'Allemagne et constitués séparément, les plaçant dans une position anormale, et sous une juridiction d'une Société des Nations expérimentale, qui n'avait commencé à exister qu'en 1920.

L'on pourrait fort bien se demander quelle serait l'attitude des

habitants de Portland, dans l'État étasunien d'Oregon, si leur ville se trouvait subitement détachée des États-Unis d'Amérique et placée sous la juridiction de l'Organisation des Nations Unies, dans le but de garantir des accès à des infrastructures portuaires au Canada à proximité de la rivière Columbia. Ce ne serait qu'une faible consolation pour eux de se souvenir que la région environnant Portland, avant de passer sous souveraineté étasunienne en 1846, fut colonisée par la *British Hudson Bay Company*. Et les relations habituellement harmonieuses entre Canadiens et Portlandiens se détérioreraient sans doute rapidement si de telles conditions s'appliquaient.

Il n'est pas surprenant que les national-socialistes d'Adolf Hitler remportèrent une majorité électorale à Dantzig avant que cela n'arrive pour l'ensemble de l'Allemagne. Les habitants de Dantzig espéraient que, peut-être, Hitler pourrait agir pour améliorer les conditions intolérables établies en 1919 et les années qui suivirent. En 1939, ce fut chose aisée pour Margarete Gärtner, la propagandiste national-socialiste, de compiler des citations d'environ cent experts occidentaux de premier plan déplorant l'imbécillité de l'accord de Dantzig de 1919. Sa liste n'était guère plus qu'un échantillon, mais il suffit à concrétiser l'idée qu'à Dantzig, on avait commis une sacrée bévue.

Le problème exploité en 1939 par Lord Halifax de Grande-Bretagne aux fins de détruire l'amitié entre l'Allemagne et la Pologne fut justement le problème de Dantzig. L'effondrement final de l'État tchèque de mars 1939 eut des retombées moindres dans la Pologne voisine, dont les dirigeants étaient inclinés à se féliciter de l'événement, qu'aux lointains États-Unis. Les dirigeants polonais avaient convenu qu'en mars 1939 le retour de Memel du giron lituanien au giron allemand ne provoquerait pas de sujet à différend entre l'Allemagne et la Pologne. Hitler insista sur le fait que l'Allemagne ne revendiquerait pas un pouce de territoire polonais, et qu'elle était prête à reconnaître la frontière polonaise décidée à Versailles de manière permanente. Les diplomates polonais

avaient indiqué que répondre à la demande allemande d'améliorer les échanges vers la Prusse orientale allemande ne constituait pas une difficulté insurmontable. Les dirigeants allemands étaient perturbés par la discrimination exercée par les Polonais à l'égard des Allemands vivant en Pologne, mais n'inclinaient pas à considérer ce sujet comme motif de conflit entre les deux États. Ce fut principalement Dantzig qui consomma la rupture. Ce fut la discussion sur Dantzig, entre l'Allemagne et la Pologne, qui amena les dirigeants polonais à avertir Hitler que la poursuite des objectifs allemands dans cette région finirait par déboucher sur une guerre entre la Pologne et l'Allemagne.

La défiance polonaise envers Hitler sur la question de Dantzig ne commença qu'après que les dirigeants britanniques eurent lancé une politique d'encerclement vigoureuse conçue pour étrangler le Reich allemand. Il est très peu probable que les dirigeants polonais auraient défié Hitler s'ils n'avaient pas disposé de garanties de soutien britannique. Les dirigeants polonais avaient reçu des assurances, depuis septembre 1938, garantissant que les dirigeants britanniques les soutiendraient contre Hitler à Dantzig. Nombreux furent les dirigeants polonais à déclarer qu'ils auraient combattu les objectifs allemands à Dantzig même si la Pologne s'était trouvée sans un seul allié. Ils essayaient par là de souligner l'importance qu'ils portaient à Dantzig, en évoquant ce qu'ils auraient pu faire dans cette situation hypothétique. Mais cela ne signifie pas qu'ils auraient effectivement combattu pour Dantzig si l'occurrence s'en était réellement présentée, et l'on peut douter que Pilsudski se serait battu pour Dantzig en 1939 sans soutien britannique. Il est évident que Dantzig fut le sujet choisi par les dirigeants polonais pour défier Hitler après que les Britanniques eurent offert une alliance à la Pologne.

Il est facile de constater aujourd'hui que la création de la Ville Libre de Dantzig constitua la disposition la plus stupide du traité de Versailles. Une expérience similaire, à Trieste, en 1947, fut abandonnée après quelques années pour avoir été reconnue comme ir-

réalisable, et l'on espère qu'à l'avenir l'Europe se verra épargnée d'autres expériences de cette nature. Dantzig disposa d'un régime national-socialiste à partir de 1933, et Carl Burckhardt, le dernier haut-commissaire de la Société des Nations, déclara en 1937 que l'union entre Dantzig et le reste de l'Allemagne était chose inévitable. Les dirigeants polonais prétendirent croire qu'il fallait empêcher Dantzig de retourner au Reich. C'est là chose particulièrement difficile à comprendre, lorsqu'on se souvient qu'à partir de 1924, les Polonais disposèrent de leur propre ville portuaire, la florissante ville de Gdynia sur l'ancienne côte allemande, et que par ailleurs jamais auparavant dans l'histoire les Polonais n'avaient disposé d'un port leur appartenant en propre. Les Polonais revendiquaient la Vistule comme leur rivière, ainsi que le droit d'en contrôler l'estuaire. Lorsque Joseph Goebbels observa qu'il serait tout aussi logique que l'Allemagne revendique Rotterdam et l'estuaire du Rhin, les Polonais répondirent en se plaignant que les Allemands contrôlaient les estuaires de nombreuses rivières allemandes, comme la Weser, l'Elbe et l'Oder, mais que pour la pauvre Pologne c'était la Vistule ou rien. Les Allemands auraient tout aussi bien pu répondre que c'était injustice divine que la Pologne fût dotée de plus de terres riches et propices à l'agriculture que l'Allemagne. Dans l'ensemble, au fil des discussions sur Dantzig, les Polonais se montrèrent imperméables aux raisonnements logiques, et cette attitude rendit une situation déjà absurde encore plus compliquée, en dépit du fait qu'un accord de compromis, sur la base des termes généreux proposés par Hitler, aurait pu être possible sans l'intrusion britannique.

## 3.2 L'établissement du régime de ville libre

Historiquement, Dantzig fut le port-clé de l'estuaire de la grande artère constituée par la Vistule. La ville moderne de Dantzig fut fondée au début du XIV$^{\text{ème}}$ siècle, et se vit habitée presque ex-

FIGURE 3.1 – Carl Jacob Burckhardt, diplomate, historien et écrivain suisse, et à partir de 1937 haut-commissaire de la Société des Nations dans la ville libre de Dantzig

clusivement par des Allemands dès cette époque. Elle fut établie sur le site d'un village de pêcheurs, habité par des Slaves occidentaux non polonais, dont on trouve trace dans les registres d'une église du X$^{\text{ème}}$ siècle. Les Allemands arrivèrent d'abord dans la région de Dantzig au cours d'un mouvement de colonisation du peuple allemand vers l'Est à la fin du Moyen Âge. Dantzig fut la capitale de la province prussienne de Prusse occidentale, jusqu'à ce que les vainqueurs de la première guerre mondiale décidassent

de séparer ce port sur la Baltique du reste de l'Allemagne. La ville était déjà capitale de province dans le Royaume allemand de Prusse avant l'établissement de la Confédération de l'Allemagne du Nord en 1867 et du Second Empire allemand en 1871.

En 1920, les puissances alliées transformèrent Dantzig : de capitale de province, elle devint une ville-état allemande dans le style prédominant d'autres villes hanséatiques comme Brême, Hambourg et Lübeck. Ces trois villes restèrent séparées des États fédéraux de l'Empire allemand établi par Bismarck. La différence en fut que les puissances victorieuses insistèrent pour que Dantzig ne rejoignît pas les autres États de l'Union allemande, ni ne retournât dans le giron de l'Allemagne. Ils décrétèrent également que Dantzig devrait souscrire à diverses servitudes établies au bénéfice de la Pologne.

Ce sont les articles 100 à 108 du traité de Versailles. Un haut commissaire nommé par la Société des Nations devait constituer la première instance de recours pour tout différend entre la Pologne et Dantzig. La gestion des affaires étrangères de Dantzig fut déléguée à la Pologne, et il fut disposé que la ville libre relèverait de la zone douanière polonaise. La Pologne se voyait assurée, *sans aucune restriction, le libre usage et le service des voies d'eau, des docks, bassins, quais et autres ouvrages sur le territoire de la ville libre nécessaires aux importations et exportations de la Pologne*[1], ainsi que *le contrôle et l'administration de la Vistule et de l'ensemble du réseau ferré dans les limites de la ville libre, sauf les tramways et autres voies ferrées servant principalement aux besoins de la ville libre, ainsi que le contrôle et l'administration des communications postales, télégraphiques et téléphoniques entre la Pologne et le port de Dantzig* et que *le droit de développer et d'améliorer les voies d'eau, docks, bassins, quais, voies ferrées et autres ouvrages et moyens de communication ci-dessus visés, et de louer ou acheter dans des conditions appropriées, les terrains et autres propriétés nécessaires à cet effet.* Les résidents de Dantzig perdaient ipso

1. Les passages en italique sont des citations littérales de l'article 104

facto la nationalité allemande ; une clause permettait aux adultes de demander à conserver leur nationalité allemande sous deux années [2]. La double nationalité partagée entre Dantzig et l'Allemagne était interdite. La Société des Nations, comme autorité souveraine, se vit octroyée l'ensemble des possessions des administrations allemandes et prussiennes sur le territoire de Dantzig. Il revenait à la Société des Nations de décider quelles possessions parmi celles-ci pourraient être assignée à la Pologne ou à Dantzig.

Le traité qui désigna formellement les propriétés spécifiques de la Pologne fut ratifié le 3 mai 1923. Les Polonais recevaient les casernes de Petershagen et Neufahrwasser, les ressources navales, les dépôts pétroliers, l'ensemble des armes et outils d'armement en provenance de l'usine d'armement démantelée de Dantzig, les entrepôts, un immeuble d'habitation, la bâtiment de la sécurité sociale de la place Hansa, les principales lignes ferroviaires et leurs infrastructures, ainsi que la propriété de la plupart des lignes téléphoniques et télégraphiques. D'autres infrastructures furent cédées à la commission du port libre, supervisée par la Société des Nations, dont les Polonais étaient partie prenante. Les Polonais demandèrent un dépôt de munitions et une base permettant d'héberger une petite garnison de soldats polonais. La presqu'île de Westerplatte, proche du district densément peuplé de Neufahrwasser, fut assignée à la Pologne le 22 octobre 1925. Le parlement de Dantzig protesta en vain contre cette décision, qualifiée de « *nouveau viol de Dantzig* ». Les Polonais reçurent également la permission d'ancrer des bâtiments de guerre et du personnel de la marine militaire dans la zone. Ces divers octrois firent que dès 1925, le gouvernement polonais fut le principal propriétaire foncier de la région de la ville libre.

La constitution de Dantzig fut promulguée le 14 juin 1922, après avoir été approuvée par la Pologne et la Société des Nations. On

2. Ce qui impliquait, selon l'article 106, que les personnes décidant de conserver la nationalité allemande devaient quitter Dantzig, NdT

y intégra des clauses garantissant que les Polonais pourraient user de la langue polonaise dans les tribunaux de Dantzig, et une loi spéciale garantissant des structures éducatives adaptées à la minorité polonaise fut adoptée le 20 décembre 1921. La constitution de Dantzig, en dépit du déni qui était fait aux habitants de Dantzig d'user de leur droit à l'auto-détermination, restait basée sur le concept de souveraineté populaire ; cette constitution stipulait également que la construction de fortifications ou que la fabrication de matériel de guerre ne pourraient être entreprises qu'avec l'aval de la Société des Nations.

La constitution définissait un *Volkstag* (une assemblée) de 120 membres élus pour un mandat de quatre années. Il s'agissait surtout d'un corps consultatif, disposant du droit de demander des informations quant aux politiques publiques ; l'approbation formelle du *Volkstag* restant nécessaire pour l'adoption des textes adoptée par le Sénat restant requise. Le Sénat, avec ses 22 membres, constituait le siège d'une autonomie locale soigneusement délimitée. Le président, et les sept autres dirigeants administratifs, comparables à des commissaires de la ville, étaient élus pour quatre années et recevaient un salaire fixe. Les sept départements administratifs du Sénat comprenaient la justice et le commerce, les travaux publics, les relations de travail, l'intérieur (la police), la santé et la religion, la science et l'éducation, ainsi que la finance. Aucune autorité séparée n'était désignée pour le pouvoir exécutif.

La constitution de Dantzig de 1922 remplaça la constitution allemande de Weimar du 11 août 1919, qui avait été tolérée comme loi fondamentale pour Dantzig jusqu'alors. L'élection de l'assemblée constituante de Weimar, en janvier 1919, avait été tenue dans l'ensemble de la Prusse occidentale, et elle constituait donc en pratique un plébiscite pour rester attaché à l'Allemagne. Les alliés refusèrent aux habitants de Dantzig la tenue d'un plébiscite en propre, sachant fort bien qu'une telle consultation aurait été en défaveur de la Pologne. Le gouvernement britannique tint un rôle plus actif que toute autre puissance, y compris la Pologne, dans

l'organisation du régime de Dantzig. L'influence britannique fut décisive dans le règlement des premiers différends entre Dantzig et la Pologne. Les trois premiers hauts commissaires de la Société des Nations dépêchés à Dantzig, Sir Reginald Tower, le général Sir Richard Haking, ainsi que Malcolm S. MacDonnell, étaient au demeurant tous britanniques, comme le fut le dernier entre 1934 à fin 1936, Sean Lester d'Ulster, après un interlude italien puis danois. L'intérêt britannique pour Dantzig résultait en grande partie des investissements et des relations commerciales britanniques, et une grande partie des entreprises industrielles de Dantzig passèrent en des mains britanniques au fil de ces années. Les Britanniques jouèrent également un rôle décisif pour assurer la nomination de Carl Jacob Burckhardt, l'historien suisse qui prit la succession de Lester et occupa le poste jusqu'à la libération de Dantzig par l'Allemagne le 1er septembre 1939. La soi-disant libération de Dantzig par l'Armée Rouge, le 30 mars 1945, comme l'appellent les éditions récentes de l'*Encyclopaedia Britannica*, s'assimila dans les faits à une annihilation de la ville.

Le territoire de la ville libre comptait environ 365 000 âmes en 1922. La minorité polonaise y constituait à l'époque moins de 3% de la population, mais l'afflux continu de Polonais fit augmenter cette proportion à 4% en 1939. L'introduction d'une représentation proportionnelle permit aux Polonais d'élit 5 des 120 membres du second *Volkstag* suite à la promulgation de l'impopulaire constitution de 1922. Les voix allemandes étaient fortement divisées entre l'ensemble des partis habituels de l'Allemagne de Weimar. Les conservateurs (DNVP) obtinrent 34 représentants, et les communistes 11. Les marxistes socio-démocrates en obtinrent 30 et le centre catholique 15. Les 25 députés restants relevaient de partis allemands tout à fait locaux à Dantzig. Cette fragmentation désastreuse face à une situation de crise changea quand les national-socialistes remportèrent les élections de Dantzig en 1933. Au Sénat de Dantzig divisé, présidé par un président conservateur, succéda un Sénat unifié sous la bannière national-socialiste. Il en résulta une situa-

tion légèrement plus favorable pour affronter la dictature polonaise sur Dantzig.

Il serait incorrect de décrire le statut de Dantzig comme un protectorat polonais avec le système qui fut établi, malgré de nombreuses servitudes bénéficiant aux Polonais (tels par exemple les privilèges sous juridiction internationale). Dantzig restait un protectorat de la Société des Nations, et ce malgré le fait que ce furent bien les alliés, et non la Société des Nations, qui créèrent le régime troublant de ville libre, et malgré l'absence de cérémonie formelle pour remettre la souveraineté de la zone à la Société des Nations. Le protectorat se voyait administré par un haut commissaire désigné par la Société des Nations, résident à Dantzig, par le Conseil de Sécurité de la Société des Nations, siégeant à Genève, et, après 1936, par un comité spécial composé d'États membres de la Société des Nations. La capitale du système politique intégrant Dantzig se vit transférée de Berlin à Genève, chose extrêmement douteuse du point de vue des habitants de Dantzig. La Société des Nations conserva le contrôle de Dantzig, comme elle avait conservé celui de Memel jusqu'à ce que la Lituanie se vît autorisée à occuper la ville allemande.

En 1920, les Polonais entamèrent une campagne ininterrompue en vue de faire valoir leurs droits à Dantzig au-delà des termes explicites de Versailles et des traités qui suivirent ; cette campagne connut des degrés de succès assez divers. L'un des tous premiers objectifs polonais fut d'établir la cour suprême polonaise comme cour de juridiction la plus haute sur la loi de Dantzig. Cet objectif ne fut jamais atteint, du fait de l'opposition des hauts commissaires de la Société des Nations, mais la Pologne put en fin de compte établir sa garnison à Westerplatte, et ce en dépit de l'opposition du général Sir Richard Haking, haut commissaire de la Société des Nations. Les Polonais n'abandonnèrent jamais dans la poursuite de ces objectifs, et chacun à Dantzig comprenait que leur objectif ultime était une annexion de la ville libre.

Le système existant était insatisfaisant pour la Pologne, pour

l'Allemagne, et pour Dantzig. Les Polonais désiraient usurper le rôle de la Société des Nations, et l'Allemagne comme Dantzig désiraient le retour du nouvel État dans le Reich allemand. On ne saurait parler d'un changement de système en 1933 en Allemagne aliénant les habitants de Dantzig : les national-socialistes remportèrent la majorité électorale à Dantzig avant de l'obtenir pour l'ensemble de l'Allemagne. Au changement de système en Allemagne correspondit l'unification de Dantzig sous administration national-socialiste.

## 3.3 La tentative polonaise de s'emparer de Dantzig

À Versailles, Dmowski et Paderewski présentèrent de nombreux arguments pour étayer leur demande d'annexion polonaise de Dantzig. Que la Pologne s'employât à poursuivre ce programme d'annexion n'était de nature à surprendre personne. L'importance stratégique et économique de Dantzig, à l'embouchure de la rivière sur laquelle les capitales ancienne et courante de la Pologne, Cracovie et Varsovie, sont situées, est considérable. Les dirigeants national-démocrates ne s'inquiétaient pas de l'hostilité allemande que créerait cette « *conquête* ». Ils avancèrent à Versailles que l'Allemagne chercherait de toute façon à se venger de la Pologne, du fait des autres clauses du traité. Ils avancèrent également que la région où Dantzig est située avait appartenu aux Polonais de plein droit dans les temps les plus reculés, et ils parlaient d'une soi-disant invasion allemande de ce territoire quelque six cents ans auparavant. L'histoire de l'État polonais, du régime Viking imposé au X$^{\text{ème}}$ siècle aux partitions du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle, s'étendait sur plus de huit cents ans, et les Polonais se targuaient de ce que leur État fût plus ancien que Dantzig.

Ils avaient confiance en leur capacité à contrer l'argument allemand opposé à leur position sur ce point. L'argument allemand

était fondé sur deux faits principaux. En premier chef, les tribus germaniques avaient occupé la région de Dantzig jusqu'à la dernière phase des « *invasions barbares) (Völkerwanderung*[3]*)* » dès le quatrième siècle après JC. Et par ailleurs, les Polonais ne s'étaient jamais établis dans la région de Dantzig avant que les Allemands n'y fondassent leur ville à la fin du Moyen Âge.

La réponse polonaise à cet argument allemand fut double. Ils prétendirent que les tribus germaniques initialement présentes dans la région de Dantzig étaient représentatives de la civilisation germanique dans son ensemble, comprenant, outre l'Allemagne, la Scandinavie, l'Angleterre, la Suisse et les Pays-Bas. Ils en concluaient que les Allemands n'avaient aucun motif à revendication fondée sur l'histoire ancienne de ces tribus. Et en deuxième lieu, les petites tribus slaves occidentales initiales, qui étaient bordées côté terre des Polonais slaves occidentaux, des Tchèques slaves occidentaux, des Borussiens, et des Allemands ; et côté maritime de la Mer Baltique, s'étaient fortement vues assimilées par leurs voisins. Ces tribus avaient colonisé la région de Dantzig entre les « *invasions barbares* » et la fondation de Dantzig par les Allemands. Il fut avancé que ces tribus slaves occidentales initiales, qui avaient maintenu un village de pêcheurs sur le site de ce qui était voué à devenir la ville de Dantzig, étaient plus intimement liées aux Polonais qu'à leurs autres voisins. C'est cette doctrine qui permit aux Polonais de prétendre à un statut d'héritiers de l'ensemble du territoire germanique situé entre l'Elbe et la Vistule. À une période ou à une autre, cette région avait été occupée par des tribus slaves occidentales.

Tels étaient les principaux arguments soi-disant historiques avancés par les Polonais. Ils affirmaient, sur le plan économique, que Dantzig s'était enrichie grâce à l'arrière-pays polonais. Chose indubitablement vraie, mais l'arrière-pays de Prusse occidentale, allemande depuis longtemps, avait également contribué à la prospérité

3. Littéralement traduit en français par *migration des peuples*, NdT

de Dantzig.

Nous avons pris note de l'argument polonais voulant que les lois naturelles leur accordent Dantzig du fait qu'ils contrôlaient la plus grande partie de la Vistule. Ils avancèrent également l'argument stratégique voulant que la propriété de Dantzig était nécessaire à la Pologne pour sa défense, et pour garantir son accès à la Mer. Le second point, si on laisse de côté la faisabilité d'accorder à la Pologne des accès aux installations portuaires allemandes, avait été résolu après 1924 par la construction du port voisin de Gdynia. Le premier point, s'intéressant à la défense, ne mérite guère d'examen approfondi. Dantzig était lointaine du cœur du territoire polonais, et ne pouvait donc que fort peu contribuer à la défense de la Pologne. Ian D. Morrow, le principal historien britannique ayant travaillé sur l'accord du traité quant aux régions frontalières orientales, conclut que le problème des revendications polonaises sur Dantzig « *constitue pour ainsi dire un contexte permanent à l'histoire des relations entre la ville libre de Dantzig et la république de Pologne.* »

L'Ordre des Chevaliers teutoniques joua un rôle important dans les premiers temps de l'histoire de Dantzig. L'Ordre avait reçu pour instructions, des Papes de l'Église catholique romaine et des Empereurs allemands, de mettre fin à la menace d'invasions païennes en Europe de l'Est. Dès 1308, l'Ordre établit son contrôle sur la Prusse occidentale. Dantzig se développa dès lors sur ce territoire, sous l'impulsion de colons allemands, et l'Ordre lui permit d'adhérer à la Ligue hanséatique. Dantzig, du fait de la protection de l'Ordre, connut une croissance importante pendant les plus de cent cinquante années qui suivirent, pour devenir à une certaine période la première ville de construction navale au monde. Les premiers Polonais firent ensuite apparition dans la région, et le registre fiscal de Dantzig de la période comprise entre 1364 et 1400 indique que 2% des nouveaux colons de l'époque étaient polonais.

Les historiens polonais ont souligné qu'un accord commercial allemand sur le site de Dantzig avait reçu sa première validation

par une charte urbaine de 1235, émise par Swantopolk, un chef slave occidental. De là, ils conclurent que la première implantation commerciale allemande dans la région fut réalisée sous souveraineté slave. Ils ont considéré cela comme une sorte de précédent, suggérant que les Polonais, en demandant Dantzig, ne faisaient que demander un retour des choses à leur état original. Il s'agit là d'une mystique impossible pour quiconque se posant des questions quant à l'affinité supposément étroite entre les tribus slaves occidentales de la région côtière et les Polonais.

Les historiens polonais considèrent la conquête de la Prusse occidentale par l'Ordre des Chevaliers teutoniques, en 1308, comme une grande tragédie. Les Chevaliers purent, au moins sur une base temporaire, établir une frontière commune entre leurs conquêtes jouxtant la Mer Baltique et le reste de l'Allemagne. Ils atteignirent également, plus au Nord, une frontière avec les Chevaliers Porte-Glaive, ce qui relia les conquêtes germaniques du Moyen Âge à l'Est en un système contigu allant de Holstein au Golfe de Finlande. Ce point signifiait que toute tentative polonaise de prétendre à un accès territorial à la Mer Baltique aurait à lutter contre une solide barrière de territoire germanique située entre la Pologne et la côte. Les divers Ordres germaniques, lors de leurs conquêtes, n'occupèrent jamais aucun territoire habité par les Polonais ; c'est-à-dire que les Polonais, s'ils attaquaient les Allemands, seraient dans l'incapacité de justifier au Pape ou à l'Empereur qu'ils essayaient de libérer des territoires polonais sous contrôle allemand.

La confusion qui régna dans la Papauté au cours du XV$^{\text{ème}}$ siècle, et les distractions que connut l'empire germanique, permirent aux Polonais d'isoler l'Ordre des Chevaliers teutoniques, et d'attaquer l'Ordre avec le concours d'alliés tartares et lituaniens. Mais les relations entre les Polonais et les empereurs germaniques restèrent pacifiques au cours de cette période. Aucune guerre n'éclata entre les empereurs germaniques et les rois polonais, de cette époque à la disparition de la Pologne au XVIII$^{\text{ème}}$ siècle.

Les Polonais entamèrent leur lutte victorieuse contre l'Ordre en 1410. Ils ne perdirent jamais l'initiative après leur grande victoire au combat à Tannenberg (Grünwald) lors de la première année de guerre. La lutte traîne avec des hausses d'activité sporadique côté polonais, et les Allemands se défendaient avec acharnement dans leurs villes. Le résultat final de la guerre fut influencé par des luttes allemandes internes entre les colons et les chevaliers célibataires issus de toutes les régions d'Allemagne. Les colons, fussent-ils de la ville ou de la campagne, avaient commencé à se considérer comme des Allemands natifs, plusieurs générations après la première colonie, et ils considéraient les Chevaliers, qui n'avaient aucune racine familiale dans ces provinces, comme des étrangers. Les luttes fratricides qui s'ensuivirent affaiblirent l'Ordre de manière décisive. L'intégrité territoriale de l'État de l'Ordre explosa avec le traité de Thorn en 1466.

Certains historiens polonais considèrent la période où l'Ordre était présent en Prusse occidentale comme un simple épisode au cours duquel la Pologne avait finalement commencé à prétendre à l'héritage des tribus slaves occidentales. En 1466, les Polonais annexèrent l'essentiel de la Prusse occidentale et une partie de la Prusse orientale. Ils atteignirent les côtes de la Baltique, mais ne réussirent pas à établir les intérêts maritimes polonais. Dantzig fit sécession de l'État de l'Ordre, et reprit son statut de ville allemande au sein de la Ligue hanséatique. Sa position était unique. À la différence des autres villes hanséatiques, elle n'était ni membre d'un État territorial germanique, ni sous la juridiction de l'empereur. Dantzig bénéficiait de la protection théorique des rois de Pologne, mais restait indépendante d'eux. Elle ne compromit jamais son indépendance en laissant une armée polonaise contrôler la ville. Le roi de Pologne Étienne Báthory se montra impatient avec cet état de fait en 1576. Il menaça de guerre les habitants de Dantzig, si ceux-ci n'acceptaient pas son exigence d'occuper militairement la ville, ainsi qu'une garnison polonaise permanente. Dantzig n'hésita pas, en retour, à le défier. La guerre qui suivit constitua une humi-

liation pour le fier État de Pologne, alors au zénith de sa puissance. Les armées polonaises furent incapables de s'emparer de Dantzig. Au XVII$^{\text{ème}}$ siècle, l'importance commerciale de Dantzig déclina rapidement, à l'instar de celle des autres villes de la Ligue hanséatique. On explique ce déclin par de multiples causes, économiques et politiques, mais le facteur central fut la réussite de la conspiration des Hollandais et des Danois en vue d'entraver les intérêts hanséatiques. Mais malgré son déclin, Dantzig continua de maintenir sa liberté, hors du contrôle de la Pologne, et l'État polonais fit lui aussi l'expérience d'une période de déclin ininterrompu après le grand soulèvement ukrainien de 1648 contre la Pologne. La situation de Dantzig resta inchangée jusqu'à son annexion par la Prusse au XVIII$^{\text{ème}}$ siècle.

La Prusse rendit les armes devant Napoléon 1$^{\text{er}}$ avec le traité de Tilsit en 1807. Dantzig fut séparée de la Prusse, et convertie en protectorat français doté d'une garnison française permanente. À cette période, la ville était devenue ardemment prussienne, et la situation non naturelle qu'elle connut, qui fut également celle de Brême, Hambourg et Lübeck, fit monter un fort ressentiment parmi ses habitants. Le régime français de Dantzig se vit menacé après la débâcle de Napoléon en Russie en 1812. Cet événement permit aux Prussiens de récupérer Dantzig en 1814, à l'issue d'un long siège. Dantzig revendiqua son identité prussienne avec enthousiasme jusqu'à ce que la ville fut littéralement réduite en poussière par les hordes russes et mongoles en 1945.

## 3.4 La détresse de la séparation de Dantzig de l'Allemagne

Entre 1814 et la défaite de l'Allemagne en 1918, Dantzig ne connut ni guerre, ni invasion. Jusqu'à l'après-guerre en 1918, ses habitants n'envisageaient pas du tout la possibilité d'une annexion par le nouvel État polonais. Hertling, le chancelier allemand, leur

assura en février 1918 que le 13ème point du programme de paix du président Wilson, concernant l'accès de la Pologne à la Mer, ne mettrait en aucune manière en cause l'affiliation de Dantzig à l'Allemagne. L'ambassadeur étasunien avait garanti au gouvernement allemand que les choses avaient été définies comme telles lors des discussions sur les accès de la Pologne à la Mer, avant l'entrée en guerre des États-Unis en guerre. Le programme du président était basé sur une auto-détermination nationale, et Dantzig était exclusivement allemande.

Les habitants de Dantzig imaginaient que les accès aux installations portuaires accordés aux Polonais dans des ports allemands ressembleraient à ce qui fut par la suite accordé aux Tchèques à Hambourg et Stettin. Un tel arrangement permit de satisfaire aux demandes tchèques d'accès à la Mer. Nul n'imagina Dantzig administrée par la Pologne, jusqu'à ce que l'on sût que les Polonais demandaient Dantzig dans le cadre de la conférence de paix, et que le président Wilson les soutînt. Les habitants de Dantzig, débarrassés de leurs illusions, firent parvenir aux autorités allemandes de Weimar une pétition demandant que les conditions de paix, envisageant la séparation de Dantzig de l'Allemagne, fussent rejetées. Il restait de l'espoir en avril 1919, quand les alliés refusèrent de laisser l'armée polonaise à l'Ouest, sous l'autorité du général Haller, rentrer en Pologne en passant par Dantzig. L'armée allemande occupait Dantzig à l'époque, et les Polonais durent rentrer chez eux par voie ferrée.

En recevant le brouillon du projet du traité de Versailles en mai 1919, les habitants de Dantzig furent au désespoir. Ils découvrirent qu'un sort funeste s'acharnait contre eux, et voulait les forcer à connaître la situation grotesque et douteuse de devenir un État séparé. Dantzig découvrit en mai 1919 que les 14 Points de Wilson et l'auto-détermination n'avaient constitué qu'un subterfuge, une *ruse de guerre à l'américaine*[4], et en juin 1919, avec l'acceptation

4. En français dans le texte, NdT

du traité par le gouvernement de Weimar ; il devint évident que Dantzig devait tourner le dos au *Vaterland*. Les porte-paroles des alliés à Dantzig l'exhortèrent à se hâter dans cette voie, et à ne pas faire preuve de sentimentalisme. Les Allemands avaient été dupés et doublés par les Alliés. En fin de compte, Dantzig perdit la première guerre mondiale.

## 3.5 Le désir polonais d'un rôle maritime

Oskar Halecki, le distingué historien polonais, a déclaré que les demandes de Dmowski à Versailles étaient « *avancées de manière unanime par la nation toute entière.* » Les porte-paroles polonais ont insisté sur l'idée que c'est la nation polonaise dans son ensemble qui aspirait à disposer d'une frontière maritime au Nord, et d'une position sur la côte qui permettrait à la Pologne de jouer un rôle maritime actif. Ce fut sans aucun doute le cas après 1918, mais pendant plus de trois cents ans, quand du XV$^{\text{ème}}$ au XVIII$^{\text{ème}}$ siècles la Pologne eut le contrôle des côtes de Prusse occidentale, les Polonais ne jouèrent aucun rôle maritime. Il faut ajouter qu'ils disposèrent également du territoire côtier à l'Est de la Vistule, comprenant des installations portuaires, pendant cette même période. Lorsque des différends se firent jour au cours du XVII$^{\text{ème}}$ siècle entre les rois rivaux Vasa suédois et polonais, les Polonais affrétèrent des navires et équipages allemands depuis des bases en Prusse orientale pour défendre leurs côtes des Suédois, plutôt que de prendre en main leur défense navale par eux-mêmes.

La Pologne ne fit aucune tentative pour établir une marine marchande ou acquérir des colonies, bien que la municipalité voisine de Brandebourg, dans une position géographique et maritime moins favorable, s'engagea au XVII$^{\text{ème}}$ siècle dans le commerce avec l'étranger et s'empara de colonies en Afrique. Ces faits ne diminuent en rien le droit des Polonais de jouer un rôle maritime au XX$^{\text{ème}}$ siècle, mais il était injustifié que les porte-paroles po-

lonais trompassent le peuple polonais sur ce point de son passé. Un exemple particulièrement grossier de cette tromperie fut offert par Eugeniusz Kwiatkowski, vice premier ministre de la Pologne de 1935 à 1939, et figurent proéminente du gouvernement en matière de commerce et d'industrie dès 1926. Kwiatkowski était un ami personnel du président Moscicki, et l'organisation de la région industrielle du centre (COP) de la Pologne lui fut confiée avant la seconde guerre mondiale. Expert en ingénierie, ayant étudié à Cracovie, Lviv et Munich, il s'était vu octroyer le prestigieux titre de « *créateur de Gdynia* » pour sa collaboration avec ses homologues danois dans la construction du principal port de Pologne. Kwiatkowski, comme d'autres scientifiques, se rendit coupable de déformations historiques, et alla jusqu'à absurdement identifier la Pologne avec les nids de pirates slaves occidentaux du milieu du Moyen Âge qui avaient utilisé l'île de Rügen, au large de la côte de Poméranie, comme base d'opérations. Le 31 juillet 1932, lors d'une fête maritime, Kwiatkowski annonça que si les héros du glorieux passé naval de la Pologne pouvaient de nouveau faire entendre leurs voix, « *un grand cri puissant sans fin résonnerait sur une bande de plusieurs centaines de kilomètres allant de l'Oder à la Memel : "*Vive la Pologne ! *"* »

À Paris, les Polonais avaient avancé que Dantzig était indispensable à leur position maritime future. Lloyd George contra leur projet d'annexion de Dantzig, mais les Danois leur déclarèrent que la côte de Prusse occidentale du Nord de Dantzig présentait les mêmes caractéristiques physiques que la côte Nord-Est de la Sélande danoise. Les Danois avaient bâti Copenhague, et il n'y avait aucune raison pour que les Polonais ne puissent pas construire leur propre port au lieu d'essayer de confisquer une ville bâtie par une autre nation. Les Polonais furent fascinés par cette idée, et bientôt ils s'employèrent activement à déployer des projets pour le futur port de Gdynia.

La construction de Gdynia, ainsi que la discrimination économique polonaise en faveur de la nouvelle ville à partir de 1924,

produisirent un effet catastrophique quant aux volumes d'échanges des malheureux habitants de Dantzig. En 1929, le commerce maritime polonais s'établissait à 1620 millions de Zlotys, dont 1490 millions transitaient par Dantzig. En 1938, le commerce total, additionné sur terre et sur mer, avait reculé à un niveau de 1560 millions de Zlotys, dont seulement 375 millions passèrent par Dantzig. Le commerce de Dantzig se retrouva cantonné principalement aux produits en vrac, comme le charbon ou les minerais. Les importations de riz, de tabac, d'agrumes, de laine, de jute, et de cuir, et les exportations de betterave sucrière et d'œufs transitaient désormais par Gdynia. Dantzig se retrouve limitée, en pratique, au rôle de port dédié à l'ancienne région minière de Haute-Silésie de l'Est. Le commerce transitant par Gdynia dépassait le triple de celui qui animait Dantzig. Et le commerce entre Dantzig et l'Allemagne se trouvait pénalisé par d'importantes barrières douanières polonaises.

Les préoccupations de la Pologne quant à Dantzig auraient pu baisser après la construction réussie du port de Gdynia, et les ambitions polonaises auraient pu voir leur niveau se réduire. Malheureusement, tel ne fut pas le cas, et les Polonais restèrent aussi jaloux dans leur positionnement au sein de la soi-disant ville libre.

Au départ, les Polonais avaient insisté sur l'idée que Dantzig était le seul grand port dont ils avaient besoin pour assurer leurs accès maritimes. Ils commencèrent bientôt à parler de puissance maritime moderne, et il fut aisé de démontrer que disposer d'un seul port constituait une fondation bien étroite pour manœuvrer une puissance navale majeure. Ils décrivirent Dantzig comme leur second poumon, nécessaire à une respiration normale. Que Dantzig ne désirât pas être un poumon polonais leur restait totalement indifférent. Tout aussi indifférents étaient-ils face au fait que des millions de sujets ukrainiens n'avaient aucun désir de vivre dans l'État polonais, ainsi que face à celui que presque un million d'Allemands avait quitté la Pologne de désespoir au cours des dix-huit années qui suivirent le traité de Versailles. La vie leur avait été ren-

due suffisamment difficile pour qu'ils ne puissent rien faire d'autre. On pouvait s'attendre à ce que les Allemands évacuassent également une Dantzig polonaise, et laissent ainsi la place à une Gdansk polonaise. Les dirigeants polonais étaient encouragés à espérer ce résultat, du fait de la situation manifestement ridicule et humiliante instituée pour Dantzig par le traité de Versailles.

La préoccupation dont les dirigeants polonais faisaient preuve à l'égard de Dantzig était tout à fait extraordinaire. On en trouvait des indicateurs dans la presse, et dans les études analytiques du bureau des affaires étrangères polonais, *Polska a Zagranica* (Pologne et reste du monde), envoyées aux missions diplomatiques polonaises établies à l'étranger. Ces rapports secrets étaient également partagés entre les dirigeants du bureau des affaires étrangères, les membres du cabinet, et les dirigeants de l'armée. Ils soulignaient la consolidation de l'administration nation-socialiste à Dantzig après le pacte de 1934, les problèmes économiques de Dantzig, et les conflits constitutionnels entre le Sénat de Dantzig et la Société des Nations. On pouvait conclure de ces rapports que Dantzig restait le problème cardinal de la ligne de politique étrangère polonaise, malgré la conclusion du pacte de 1934 avec l'Allemagne. La ligne adoptée par le bureau des affaires étrangères polonais était simple et directe. Il était noté que l'opinion publique polonaise était de plus en plus attisée quant à Dantzig, et que le gouvernement continuait de faire preuve d'un immense intérêt pour le problème non résolu de Dantzig. Par-dessus tout, ces éléments insistaient sur l'idée que Dantzig, quoique n'appartenant pas à la Pologne, n'était pas moins importante pour la Pologne que Gdynia, qui était quant à elle polonaise. On ne pourrait trouver de termes plus éloquents pour exprimer les aspirations de la Pologne quant à Dantzig.

À ce stade, il devrait être évident qu'aucune personne sérieuse n'aurait pu s'attendre, faute d'un règlement final de la question de Dantzig, à une entente durable entre l'Allemagne et la Pologne. Le *statu quo* de Versailles quant à Dantzig constituait une source de friction constante entre l'Allemagne et la Pologne. Les diri-

geants polonais d'après 1935 continuaient de croire que la solution idéale serait une annexion de Dantzig par la Pologne, et Pilsudski lui-même avait préféré cette solution, pourvu que les conditions y fussent favorables, dans l'hypothèse par exemple des retombées d'une guerre préventive victorieuse contre l'Allemagne.

Les projets de guerre préventive de Pilsudski remontaient à 1933, alors que l'Allemagne était faible. Après le pacte de 1934, les Polonais ouvrirent une intensive campagne de propagande contre les Tchèques, et les perspectives d'une réussite polonaise à Teschen, en coopération avec l'Allemagne, n'étaient pas totalement défavorables. En contraste, il apparaissait que la Pologne n'avait rien de plus à gagner à Dantzig. En mars 1935, Pilsudski avait déclaré qu'aucune puissance au monde ne pourrait plus intimider l'Allemagne.

Hitler fit preuve de bon sens et de conviction en abandonnant ses prétentions sur de nombreux territoires allemands en Europe, perdus par l'Allemagne à l'issue de la première guerre mondiale. Parmi ceux-ci, des territoires étaient détenus par le Danemark au Nord, la France à l'Ouest, l'Italie au Sud, et la Pologne à l'Est. Hitler s'attendait à ce que la Pologne lui renvoie l'ascenseur en reconnaissant l'échec de sa tentative passée à s'emparer de Dantzig. Hitler n'était pas prêt à reconnaître Dantzig comme perdue pour l'Allemagne uniquement parce que la ville avait été placée sous la juridiction ombrageuse de la Société des Nations. Dantzig constituait une communauté allemande national-socialiste, rongée par une dépression économique polonaise et entravée dans les politiques de recouvrement qu'elle aurait pu entreprendre pour améliorer sa situation. Dantzig désirait retourner à l'Allemagne. Hitler n'avait aucune intention de laisser se poursuivre le *statu quo* humiliant consistant à céder ce territoire purement allemand à la Pologne. Il désirait reconnaître des droits économiques étendus polonais à Dantzig. Il aurait été sage de la part des Polonais de concentrer leurs efforts en vue d'en tirer des conditions économiques favorables et de se débarrasser du problème.

## 3.6 La tentative d'Hitler d'empêcher les frictions à Dantzig

Les Polonais s'employaient à étendre leurs privilèges sur Dantzig quand Hitler fut nommé chancelier en 1933. Les tensions avaient été chroniques entre Dantzig et la Pologne au cours de la période de la république de Weimar en Allemagne. De fait, les accords sur Dantzig établis en 1919 n'avaient en pratique pas établi les conditions pour autre chose. L'amélioration des relations germano-polonaises, peu après la montée au pouvoir d'Hitler, fut accompagnée d'un relâchement temporaire des tensions entre la Pologne et Dantzig, mais il aurait fallu un effort surhumain pour établir une détente durable dans le contexte du *statu quo* de Versailles. Hermann Rauschning, le premier président du Sénat de Dantzig d'obédience national-socialiste, était connu pour son hostilité extrême envers la Pologne, mais Hitler le persuada de se rendre à Varsovie pour tenir des discussions avec les dirigeants polonais en juillet 1933. Rauschning était accompagné du sénateur Arthur Greiser, connu pour ses vues modérées quant à la Pologne. Un développement favorable se déroula le 5 août 1933. Dantzig et la Pologne s'accordèrent pour régler les différends importants les séparant, non en portant des plaintes devant la Société des Nations, mais en menant des négociations bilatérales. Chacune des parties s'obligeait à appliquer un délai de trois mois avant de faire appel à la Société des Nations si les négociations bilatérales échouaient. Les Polonais acceptèrent également de modifier leurs politiques de discrimination économique envers Dantzig, mais ils ne tinrent pas cette promesse.

L'année qui suivit fut relativement calme, en dépit de nombreux incidents mineurs irritants, impliquant des problèmes économiques et les opérations de groupes de pression polonais sur le territoire de Dantzig. Dantzig et la Pologne conclurent un pacte économique le 8 août 1934, qui promulguait des avantages fiscaux mutuels, et la mise sur le marché de biens polonais sur le territoire de Dant-

zig. La tendance à la conciliation à Dantzig fut renforcée quand Greiser succéda à Rauschning comme président du Sénat, le 23 novembre 1934. Les Polonais n'avaient aucun motif de plainte envers Greiser, mais ils s'opposaient à Albert Forster, le dirigeant local du parti national-socialiste. Forster était un Franconien énergique et ferme, présentant la même caractéristique de *Sturheit* (obstination) que les hommes de son district. Il était l'un des meilleurs hommes d'Hitler, et son affectation à Dantzig révélait de manière significative le sérieux des intentions de l'Allemagne. Forster était moins cosmopolite que Greiser, mais doté d'une intelligence supérieure, il comprenait parfaitement la portée et la signification du problème de Dantzig, en dépit de son origine ouest-allemande. Il était un négociateur obstiné, tant avec la Pologne qu'avec la Société des Nations, mais soutenait loyalement les projets d'Hitler visant à un accord durable avec la Pologne. Il partageait également l'enthousiasme d'Hitler pour une entente avec l'Angleterre. Dans ses mémoires, Lord Vansittart décrivit Forster comme « *un rebelle [Forster était exceptionnellement beau], venant faire chez nous des déclarations désinvoltes en bonne compagnie [L'épouse de Forster était exceptionnellement belle].* » Ce bref rejet de Forster par le germanophobe britannique en chef concordait tout à fait avec l'attitude négative des Polonais.

La tentative d'Hitler de parvenir à une meilleure harmonie avec la Pologne à Dantzig ne produisit pas d'effets durables. Les frictions recommencèrent à croître début 1935, et cette tendance se poursuivit jusqu'à l'éclatement de la guerre en 1939. Nombre de différends étaient de nature économique. Dantzig connaissait une sévère dépression, et le régime national-socialiste local désirait en faire plus pour aider les gens que ce que le régime conservateur avait pu faire par le passé. Le manque de liberté rendait impossible de profiter de la prospérité croissante que connaissait l'Allemagne. Les politiques monétaires déflationnistes de la Pologne constituaient un anathème pour Dantzig, où le Gulden de Dantzig voyait sa valeur indexée sur le rare Zloty polonais. Une tentative de désarrimer le Gulden du

Zloty, sans sortir de l'union douanière polonaise, déboucha sur une crise en mai 1935. Dantzig reçut de nombreux conseils d'expert de la part de Hjalmar Schacht, le président de la Reichsbank allemande. Les experts financiers polonais considérait cela comme une ingérence allemande injustifiée dans les affaires de Dantzig. La crise connut son apogée le 18 juillet 1935, quand la Pologne mit Dantzig sous blocus, et fit router l'expédition de tous ses échanges via Gdynia. Dantzig y répondit en ouvrant sa frontière économique avec la Prusse orientale, en défiant la Pologne. Cette action impliquait de contourner les inspecteurs des douanes polonais et d'ignorer les barrières douanières polonaises. Hitler intervint à ce point critique, et usa de son influence pour parvenir à un accord le 8 août 1935, qui s'apparenta pour Dantzig à une retraite complète. Cette capitulation mit fit à tout espoir que Dantzig puisse par ses propres efforts améliorer la dépression économique qu'elle subissait.

Un différend typique de cette morne période transpira en 1936, quand les Polonais affublèrent soudainement d'uniformes de l'armée régulière les inspecteurs des douanes polonais, dans l'espoir d'habituer la population de Dantzig à une occupation militaire polonaise. Le gouvernement de Dantzig protesta, mais comme d'habitude, les Polonais refusèrent de donner suite aux protestations de Dantzig. Les groupes de pression polonais contribuaient, par leur constante agitation, à maintenir une atmosphère dangereuse. En juillet 1936, la Marine et la Ligue coloniale polonaises manifestèrent à Varsovie pour demander l'expansion des privilèges polonais existants sur Dantzig, et ces activités furent accompagnées d'une nouvelle campagne à l'encontre de Dantzig dans la presse polonaise. Les relations entre la Pologne et Dantzig étaient retombées aussi bas qu'à leur niveau de l'époque de la république de Weimar. Hitler avait essayé de réduire les frictions sur la base du *statu quo*, mais avait échoué.

## 3.7 Le chauvinisme du haut commissaire polonais Chodacki

Josef Beck, premier ministre polonais, décida bientôt que le regain de tensions avait fait de Dantzig le premier front dans la conduite de la diplomatie polonaise, à l'exception peut-être de Paris. Il décida de rappeler Kasimierz Papée, le haut commissaire polonais, et de le remplacer par un homme disposant de son entière confiance. Le choix fut porté sur le colonel Marjan Chodacki, qui arrivait second dans l'estime de Beck, derrière Juliusz Lukasiewicz déployé à Paris. En 1936, Chodacki était le représentant diplomatique de la Pologne à Prague. Beck invita son ami à revenir de Prague à Varsovie pour trois jours en décembre 1936, afin de mener d'intenses discussions sur la situation de Dantzig avant de préparer les voies à sa nouvelle nomination. Beck fit part de sa décision à Chodacki à Varsovie, et lui demanda de prendre le poste de Dantzig. Chodacki accepta sans la moindre hésitation. Beck demanda à Chodacki s'il ne craignait pas d'accepter une mission aussi dangereuse. Chodacki, pour toute réponse, fit à son tour une question : « *Ne craignez-vous pas de m'envoyer là-bas ?* » Beck convint avec un sourire que cette question était fondée. Il savait que son ami était le plus ardent et le plus sensible des patriotes polonais.

Beck esquissa la situation. Il voulait que Chodacki maintînt la position de la Pologne à Dantzig sans recourir à la guerre, mais laisse entendre que les événements à Dantzig pourraient finir par amener à la guerre. Beck souligna l'importance des attitudes britannique et française vis-à-vis de la ligne politique polonaise à l'égard de Dantzig, et Chodacki comprit que Beck désirait obtenir le soutien des puissances occidentales dans tout conflit contre l'Allemagne. Il était évident que Paris et Londres tiendraient un rôle décisif dans la détermination de la politique polonaise à l'égard de Dantzig. Beck reconnut que les deux puissances occidentales semblaient faire marque d'indifférence à l'égard de Dantzig en 1936,

mais il s'attendait à ce que les attitudes à ce sujet changent par la suite. Il discuta des détails des différends en cours à Dantzig, et il apparut évident que les deux hommes s'accordaient totalement. Chodacki prit son nouveau poste plusieurs jours plus tard.

Les habitants de Dantzig étaient agacés depuis plusieurs années par le haut commissaire de la Société des Nations, Sean Lester. Lester était un homme d'Ulster, qui semblait heureux de mener une croisade solitaire contre le national-socialisme et l'ensemble de ses œuvres à Dantzig. Les officiers du croiseur allemand *Leipzig* refusèrent ostensiblement de rendre visite à Lester, alors que leur navire était ancré au port de Dantzig, en juin 1936. Les habitants de Dantzig exhortèrent plusieurs fois les Britanniques de remplacer Lester, et cette requête finit par être honorée. On considérait plusieurs candidats pour le remplacer, mais le choix porta sur Carl Jacob Burckhardt, un historien suisse de premier plan, expert du Cardinal Richelieu et des traditions diplomatiques européennes. Burckhardt fut considéré par les Polonais comme acceptable, et reçut sa nomination de la part du Conseil de Sécurité de la Société des Nations le 18 février 1937. Burckhardt s'était montré extraordinairement discret et avait dissimulé sa sympathie fondamentale pour l'Allemagne. Il fut par la suite critiqué par de nombreux diplomates de la Société des Nations, mais à l'époque de sa nomination, il fut considéré comme admirable que le poste lui revînt.

Chodacki s'était vu envoyé à Dantzig pour maintenir les prétentions et le positionnement de la Pologne, alors que Burckhardt n'était guère que le gardien du régime mourant établi par la Société des Nations. Chodacki avait eu pour instructions d'insister sur les termes de la Pologne quant à Dantzig, et il n'était pas attendu de sa part qu'il crût à la préservation permanente de la paix. Sa mission était de renforcer la ligne polonaise sans aller jusqu'au risque d'un conflit, jusqu'à ce que la Pologne disposât du soutien britannique et français. L'attitude qu'il adopte à Dantzig fut provocatrice et belliqueuse. Le 11 novembre 1937, jour de l'indépendance polonaise, il prononça un important discours devant une assemblée polonaise

à GrossTrampken, relevant du territoire de Dantzig. Il fit la déclaration qui suit, tout à fait significative, et ne laissant aucun doute quant à son positionnement : « *Je me rappelle fort bien l'époque où j'entrai dans la Grande Guerre, espérant la résurrection de la Pologne. Les Polonais d'ici, à Dantzig, devraient vivre et attendre ainsi, dans l'espoir que très prochainement ils puissent vivre sur le sol polonais.* »

Il s'agissait de l'éloquence du discours prononcé un jour de fête nationale, mais qui aurait dû révéler au dernier des sceptiques que ni Chodacki, ni Beck n'avaient abandonné l'espoir d'annexer Dantzig à la Pologne. Il faudrait bien trouver une solution définitive pour mettre fin aux troubles générés par les aspirations des rivales allemande et polonaise sur Dantzig, et il ne pourrait exister aucune entente durable entre la Pologne et l'Allemagne tant qu'une solution n'aurait pas été mise en œuvre. L'auto-détermination des habitants constituait le meilleur moyen de résoudre le problème, au vu des revendications opposées de l'Allemagne et de la Pologne. Ce n'était plus un mystère pour les habitants de Dantzig que de nombreux Polonais espéraient qu'en fin de compte la Pologne annexerait Dantzig. Ils n'auraient pas été surpris de découvrir que le haut commissaire de Beck entretenait en privé des sentiments semblables. Il serait difficile de maintenir que la campagne d'irrédentisme polonais, menée publiquement par Chodacki, avait été calculée pour réduire les tensions croissantes entre Dantzig et la Pologne. Beck avait répondu à la situation de Dantzig en envoyant un chauviniste dont la mission était de tenir la position polonaise.

## 3.8 La détérioration de la situation de Dantzig après 1936

Les sujets de différends entre Dantzig et la Pologne connurent un accroissement marqué courant 1937. Chodacki déclara par la suite qu'il faudrait quinze volumes de mille pages chacun pour dé-

crire les différends entre Dantzig et la Pologne avant la seconde guerre mondiale. Il ne fait aucun doute que l'année 1937 en a apporté son lot. Les temps restaient durs, tant du côté de Dantzig que de celui de la Pologne, et l'immense majorité des différends étaient de nature économique. Les Polonais établirent des taxes sur les importations en provenance de l'immense industrie de la margarine de Dantzig, afin de protéger les concurrents polonais. Ils rejetèrent l'affirmation de Dantzig, faisant valoir que cette mesure constituait une violation des traités économiques du 6 août 1934 éliminant les barrières douanières entre les deux pays. Ce seul différend amena à une suite interminable de représailles et de récriminations.

La pratique de la pêche en eaux troubles par des étrangers occasionna également beaucoup de sentiments négatifs. Un exemple typique en résida dans la propagation de rumeurs par le *Daily Telegraph*, un journal anglais. Le *Daily Telegraph* imprima le 10 mai 1937 que Joseph Goebbels avait annoncé l'intention de l'Allemagne d'annexer Dantzig dans un avenir proche. Il est facile de comprendre l'effet que cela produisit sur les Polonais nerveux habitant la région de Dantzig, et voir ce journal en particulier, après son interview de Kaiser et sa couverture du pacte Hoare-Laval, ne pas contribuer à l'alarmisme à Dantzig aurait constitué une plaisante surprise. L'affirmation attribuée à Goebbels par ce journal était une pure invention. En 1938, le niveau de tension était monté à un niveau tel que les incidents violents tenaient désormais un rôle de premier plan, et croissant. Des manifestations, plus souvent pour des motifs imaginaires et non étayés, étaient organisées par les groupes de pression dans les villes polonaises avoisinant Dantzig. Elles se terminaient invariablement sur les cris de « *Nous voulons marcher sur Dantzig !* » et sur le slogan meurtrier :« *Mort aux hitlériens !* »

Chodacki déclara à Smigly-Rydz, lors de manœuvres de l'armée polonaise en septembre 1937, que la révolution national-socialiste à Dantzig était en pratique terminée, et que le « *Gleichschaltung* » (la coordination) de Dantzig au sein du système allemand avait

été réalisée. La seule exception résidait en ce que Dantzig continuait de porter sa dépression en provenance de Pologne, alors que l'Allemagne connaissait l'abondance. L'efficace travail de coordination d'Albert Forster convainquit les Polonais que Dantzig était finalement en train de leur glisser entre les doigts. Cette prise de conscience fit monter encore l'exaspération polonaise. Chodacki l'affirma qu'en 1938, un discours tenu par lui à Torun ou ailleurs en Prusse occidentale aurait suffi à mettre en marche sur Dantzig une foule de dizaines de milliers de personnes. Il reconnut être souvent tenté par l'idée de prononcer un tel discours. Il se sentait provoqué en cela par les attaques fantastiques que la presse de Cracovie exerçait à son encontre, le présentant comme trop conciliant envers Dantzig.

## 3.9 Le besoin d'une solution

En 1938, le problème de Dantzig était devenu un écheveau d'intérêts conflictuels entre les Polonais exaspérés et les habitants de Dantzig impatients. Le régime absurde établi par Versailles constituait un échec. Hitler intervint plusieurs fois pour modérer la situation, mais il n'était pas moins dégoûté de cette farce humiliante que ne l'étaient les habitants de Dantzig, et il trouvait fatigantes les conciliations aux dépens de Dantzig. Les observateurs étrangers intelligents avaient anticipé cette attitude. Lord Halifax, qui avait damé le pion à Gandhi en Inde à de nombreuses occasions, rendit visite à Hitler à Berchtesgaden le 19 novembre 1937. Il voulut savoir si Hitler planifiait de faire quelque chose quant à la situation de Dantzig. On comprend aisément que Hitler formula une réponse évasive, mais Halifax ne tint pas secret le fait qu'il s'attendait à une action allemande pour récupérer Dantzig.

La mentalité des dirigeants polonais à ce moment indiquait qu'une solution serait difficile, et il est pénible de rappeler que le problème dans son ensemble n'aurait pas existé si Dantzig n'avait

pas été placée dans une situation fantasque par les faiseurs de paix de 1919. Le problème de Dantzig de 1919 résulta d'un compromis pitoyable entre Lloyd George et Woodrow Wilson. Ce compromis symbolisa le commentaire d'un journaliste étasunien, Porter Sargent : « *Les peuples Anglo-Saxons ont tenu le monde dans la paume de leur main, et quelle confusion ils y ont mise.* » Il ne restait rien d'autre à faire que de chercher une solution. En cas d'échec, savoir que la faute en reposerait sur les hommes de deux générations ne constituerait qu'une bien piètre consolation. Le coût de l'échec en serait porté par des générations incalculables.

# Chapitre 4

# L'Allemagne, la Pologne, et les Tchèques

## 4.1 La menace bolchevique pesant sur l'Allemagne et la Pologne

L'échec de deux nations voisines, présentant des intérêts similaires, à coopérer contre un danger commun constituant une menace à leur existence constitue un spectacle désolant. Les civilisations de Grèce antique et Aztèque se sont vues submergées par des envahisseurs venus de l'extérieur en raison de conflits intestins. Dans les années 1930, les États autoritaires et nationalistes d'Allemagne et de Pologne tâchaient de promouvoir le développement, la viabilité et la culture de leurs communautés nationales, mais faisaient face à une menace commune provenant de l'Union soviétique. L'idéologie de l'Union soviétique était fondée sur la haine de classe et l'internationalisme révolutionnaire de Karl Marx.

Les peuples de Russie souffraient dans des proportions jusqu'alors jamais observées, du fait de leur infortune d'avoir constitué la proie de la clique minoritaire sans pitié constituée de révolution-

naires bolcheviques, qui s'étaient emparés du pouvoir à l'heure de la défaite russe sur la fin de la première guerre mondiale. Les Bolcheviques, par la suite, semèrent des ravages indescriptibles parmi les peuples de Pologne et d'Allemagne. Les Communistes, en usant de meurtre et de terreur, ont dépeuplé l'ensemble de l'Est de l'Allemagne, et ont tenu l'Allemagne centrale, le centre du pays, dans un étau de fer.

Il est triste d'avoir à constater qu'aujourd'hui des millions d'Allemands et de Polonais se retrouvent à collaborer sous un système qui a détruit la liberté de leurs deux nations. Ils ne surent pas s'unir pour défendre leur liberté. Il est bien sûr possible que si l'Allemagne et la Pologne s'étaient alliées, l'Union soviétique aurait tout de même triomphé des deux nations. Mais il est plus probable qu'une alliance germano-polonaise aurait pu constituer la digue sur laquelle la marée soviétique se serait brisée. Les Bolcheviques ont atteint à ce jour un niveau de puissance si important que nul ne sait s'il sera possible de les empêcher de conquérir le monde, et l'échec de la coopération germano-polonaise constitue l'une des tragédies suprêmes de l'histoire mondiale.

En 1939, le conflit entre Berlin et Varsovie devint le prétexte pour la mise en œuvre d'une politique anglaise obsolète visant à changer l'équilibre des puissances. S'ensuivit une guerre de destruction insensée contre l'Allemagne. Il se révéla que chaque soldat allié de l'Ouest se retrouva à combattre involontairement pour l'expansion du Bolchevisme, et ce faisant à saper la sécurité de chaque nation d'occident. Jamais on ne vit autant de sacrifices réalisés pour une cause aussi ignoble. Ni l'Allemagne, ni la Pologne ne désiraient évangéliser le monde ou imposer des systèmes de gouvernement étrangers à d'autres nations occupant la planète. Sur ce point, on discerne une différence monumentale entre ces deux pays et l'Union soviétique. Les éléments de frictions entre l'Allemagne et la Pologne, malgré les termes insensés du traité de Versailles de 1919, se trouvèrent nettement réduits du fait de l'influence favorable du traité convenu entre Pilsudski et Hitler. Quelques conces-

sions accordées par chacune des deux parties, si elles avaient été réalisées dans l'idée d'établir un front commun contre le Bolchevisme, aurait pu réduire ces frictions à un niveau insignifiant. Les deux nations constituaient des alliés naturels. Il s'agissait d'États nouveaux, s'employant à dépasser l'incertitude et la crainte occasionnées par la frustration de leurs saines aspirations nationalistes couvant depuis plusieurs siècles. Les dirigeants des deux nations partageaient la même détestation pour le système bolchevique, et le considéraient chacun comme la pire forme de gouvernement jamais dessinée par l'homme. Ils comprenaient que l'Union soviétique disposait de ressources naturelles et d'une population faisant paraître en comparaison bien faible la combinaison des ressources et des populations allemandes et polonaises.

Il est évident, à considérer une étude de la situation internationale envoyée par le bureau des affaires étrangères de la Pologne en 1936 aux missions polonaises établies à l'étranger, que l'Union soviétique était considérée comme la plus grande menace étrangère envers la Pologne. Ce rapport confirmait les impressions du comité diplomatico-militaire établi par Pilsudski en 1934 en vue d'étudier les situations allemande et russe. Pourtant, après 1934, la Pologne rejeta les propositions de Hermann Göring en vue d'une collaboration germano-polonaise contre l'Union soviétique. La grande question d'alors était de savoir si la Pologne comptait suivre de manière permanente une politique d'impartialité entre l'Union soviétique et l'Allemagne.

Les experts polonais établis à Moscou furent impressionnés à la mi-1936 de l'amélioration des conditions de vie en Russie sous le second plan quinquennal ; celles-ci apparaissaient beaucoup moins drastiques et cruelles que celles subies sous le premier plan quinquennal. Les mêmes experts reconnaissaient que le système soviétique était en train de consolider sa position. Une nouvelle série de purges soviétiques commença un peu plus tard, au cours de la même année. Ces purges s'étalèrent sur quasiment trois années, et éclipsèrent les purges sanglantes de la Tchéka de 1918, ou celle de

1934 qui suivit l'assassinat de Sergueï Kirov, l'administrateur de Leningrad. Les observateurs étrangers s'interrogeaient : ces nouvelles purges allaient-elles renforcer ou affaiblir l'Union soviétique ? Les opinions étaient divisées sur ce point central, mais il apparaissait comme évident que les nouveaux bouleversements constituaient une crise pour le régime.

## 4.2 La politique étrangère anti-bolchevique d'Hitler

Les derniers développements soviétiques en date n'eurent pas d'impact sur la cadence de la politique d'Hitler, destinée à s'appliquer avec célérité, en dépit du fait que les préparations allemandes pour la défense fussent très faibles par crainte d'inflation monétaire. Hitler faisait son possible pour gagner l'amitié de la Grande-Bretagne, et pour développer une collaboration anglo-allemande dans l'esprit et la tradition de Bismarck, Cecil Rhodes et Joseph Chamberlain. Il comprenait la politique britannique traditionnelle d'équilibrage des pouvoirs. Il comprenait qu'il lui fallait terminer ses préparations de défense continentale contre le Bolchevisme avant que les Britanniques ne décidassent qu'il était « *trop fort* », et agissent pour le briser comme ils avaient brisé Napoléon.

L'espoir d'Hitler était que les Britanniques n'interviendraient pas pendant qu'il s'employait à sécuriser la position de l'Allemagne en réalisant des ententes avec les principaux voisins de l'Allemagne, ainsi qu'au travers d'un programme modéré de révision territoriale. Les dirigeants britanniques s'étaient opposés à l'union douanière allemande avant 1848, et s'étaient opposés à l'unification nationale de l'Allemagne au cours des années qui suivirent. Pourtant, Bismarck avait damé le pion à Palmerston en Schleswig-Holstein en 1864 [1], et en 1871 il était devenu évident qu'en Grande-Bretagne,

1. Le brillant ouvrage du capitaine britannique Russell Grenfell, Guerre Inconditionnelle, traite de ce sujet au chapitre trois, NdT

Conservateurs et Libéraux avaient tous décidé d'accepter les résultats de la politique d'unification de Bismarck, et ce en dépit de son usage répété de la force. À partir de 1871, l'Allemagne était vouée à rester la principale puissance militaire du continent européen. L'équilibre des pouvoirs fonctionnait, mais les Britanniques devaient traiter de conflits coloniaux contre la France et la Russie, et crise franco-allemande de « *crainte d'une guerre* » de 1875 avait montré que l'Allemagne était encore contrôlable par une combinaison hostile. À cette période, une coalition temporaire entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie s'était constituée en quelques jours contre l'Allemagne.

Hitler tablait sur l'idée qu'un programme allemand de révision territoriale et de défense contre le communisme resterait acceptable aux yeux des dirigeants britanniques, pourvu qu'il fût mené avec célérité. Si son exécution était ralentie, l'hostilité britannique latente envers tout ce qui était allemand risquait facilement de flamber. L'ardeur belliqueuse traditionnelle des classes élevées de la société britannique connaissait un calme momentané, mais elle pourrait repartir assez facilement. Hitler espérait qu'un refus de poursuivre des objectifs politiques à l'Ouest ou au Sud de l'Europe pourrait suffire à convaincre les dirigeants britanniques, une fois sa position sécurisée, que son programme était modéré. Sa force serait encore insuffisante pour faire de l'ombre à la pôle-position qui était celle de l'empire britannique au niveau mondial. Il comptait garder l'Allemagne à une place politiquement subordonnée à celle de la Grande-Bretagne, et accepter dès qu'elle se présenterait une obligation unilatérale de soutenir les intérêts britanniques. Hitler espérait que les Britanniques pèseraient les avantages d'une telle situation. Ils pouvaient jouer la carte des États-Unis contre l'Allemagne. L'Allemagne resterait utile pour résister aux assauts étasuniens contre la doctrine britannique sacrée du colonialisme, et il resterait possible pour les Britanniques d'utiliser les États-Unis pour contrer toute revendication allemande de quelque privilège spécial.

Les idées de Hitler se virent confirmées par un rapport exceptionnel, transmis le 2 janvier 1938 par Joachim von Ribbentrop, ambassadeur d'Allemagne en Grande-Bretagne. Ribbentrop signalait qu'un accord anglo-allemand resterait compromis tant que les conditions n'étaient pas établies, mais que, possiblement, une politique allemande forte, ainsi que la consolidation de la position allemande, pourraient rassembler ces conditions. L'ambassadeur allemand soulignait qu'une entente avec la Grande-Bretagne avait constitué l'objectif premier de son activité au cours de ses nombreux mois en poste à Londres. Il était parvenu aux conclusions qu'il formulait sur la base de conversations tenues en personne avec les principales personnalités des affaires étrangères britanniques. Le rapport de Ribbentrop fut décisif à sa nomination en février 1938 comme ministre des affaires étrangères. Aucun autre diplomate allemand de cette période n'avait présenté à Hitler d'analyse comparable quant à la ligne politique britannique ni quant à l'attitude britannique envers l'Allemagne. On peut comparer le rapport de Ribbentrop avec le mémorandum de 1909 par Alfred Kiderlen-Waechter sur les relations anglo-allemandes et russo-allemandes. Ce dernier avait été demandé par le chancelier Bethmann-Hollweg, et avait porté Kiderlen d'une obscure légation de Bucarest à la *Wilhelmstrasse*[2] malgré l'aversion qu'avait pour lui l'empereur Guillaume II.

La question controversée constatant à déterminer si le régime russe réussissait ou non à consolider sa position ne pouvait pas être décisive pour Hitler au vu des circonstances. C'est de l'évaluation par Hitler de la situation à Londres que découla sa démarche d'actions rapides visant à des résultats non réversibles. Le programme élémentaire d'Hitler, après avoir récupéré la Sarre et avoir rétabli les défenses allemandes en Rhénanie, était de libérer les Allemands d'Autriche, aider les Allemands de Tchécoslovaquie et établir des bases solides quant aux relations allemandes avec

2. L'équivalent allemand du Quai d'Orsay, NdT

la France, l'Italie, et la Pologne, ses principaux voisins. Il serait dès lors possible de parler aux Britanniques d'un accord durable, lorsque les chances de succès seraient plus favorables. Les relations germano-étasuniennes s'amélioreraient mécaniquement après une entente anglo-allemande. Hitler comptait également tenir lieu de modérateur entre le Japon et la Chine nationaliste, afin de rétablir la paix en Extrême-Orient, et fermer la porte à la pénétration communiste qui restait ouverte du fait de la guerre et de la révolution. S'il parvenait à accomplir son programme modéré, les perspectives seraient sombres pour la conspiration bolchevique mondiale dans l'avenir proche.

La Pologne occupait une place égale à nulle autre dans la réalisation du programme de Hitler, car ce dernier considérait la Pologne de Pilsudski et de ses successeurs comme un rempart contre le communisme. Les dirigeants polonais échouèrent à reconnaître l'importance du soutien allemand contre l'Union soviétique. L'Allemagne et la Pologne menaient des politiques de défense contre le bolchevisme, mais aucun projet d'action agressive à l'encontre de la Russie, et les dirigeants polonais échouèrent à voir qu'une entente avec l'Allemagne était nécessaire pour gérer la situation.

## 4.3 Hostilité polonaise à l'égard des Tchèques

Les attitudes des dirigeants allemands et polonais envers la petite Tchécoslovaquie étaient identiques. Le problème tchèque, en contraste avec le problème du bolchevisme, était de dimensions réduites, et chacun des deux pays inclinait à gérer ses griefs envers les Tchèques en employant quelque action agressive. La presse polonaise avait de nombreuses années d'avance sur la presse allemande pour pousser à la dissolution de la Tchécoslovaquie. Une campagne de presse avait commencé en Pologne dès 1934 avec cet objectif, après la conclusion du pacte germano-polonais. La même année, les dirigeants allemand et polonais avaient discuté de leur aversion

partagée pour les Tchèques en des termes plus concrets que ceux que les Polonais acceptaient d'employer envers l'Union soviétique. Au cours des cinq générations passées, de nombreuses tentatives de régler le problème tchèque avaient été menées. Ce problème était monté au cours du XIX$^{\text{ème}}$ siècle, avec la propagation d'un nationalisme tchèque anti-allemand jusqu'alors inconnu. Le problème était absent au XII$^{\text{ème}}$ siècle, lorsqu'Otton de Freising, un chroniqueur médiéval princier, relata les exploits des troupes de choc tchèques combattant pour Frederick I (Hohenstaufen) dans le cadre de ses guerres contre la Ligue lombarde. Il resta absent au XIII$^{\text{ème}}$ siècle, lorsque la fière cité de Königsberg (La colline royale), située sur la rivière Pregel, en Prusse orientale, prit le nom d'Ottokar, un roi bohème de la lignée des Přemyslides, resté célèbre pour ses actes de courage et sa loyauté envers le Saint Empire Romain. Il resta tout aussi absent au XIV$^{\text{ème}}$ siècle, au cours duquel Charles IV (Luxembourg-Přemyslide) fit de Prague la capitale la plus glorieuse que le Saint Empire Romain ait jamais connue. Il poursuivit son inexistence au XV$^{\text{ème}}$ siècle, quand Jan Hus, le martyr du mouvement de la réforme religieuse tchèque, rapporta à son retour en Bohême, sur sa route vers le Conseil de Constance, que l'auditoire qui l'avait écouté à Nuremberg avait constitué la congrégation la plus enthousiaste et la plus reconnaissante qu'il ait jamais connue. Il n'exista encore pas au XVI$^{\text{ème}}$ siècle, lorsque les duchés autrichiens et le royaume de Bohême restèrent fermement soudés au sceptre des Habsbourg dans le cadre du Saint Empire Romain, ni au XVII$^{\text{ème}}$ siècle, qui vit les Allemands bohèmes et les Tchèques combattre des deux côtés au cours de la guerre de Trente ans. Tous les historiens s'accordent sur le fait que la période du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle, sous administration des Habsbourg, fut la plus tranquille de toute l'histoire de la Bohême.

En 1848, le mouvement intellectuel moderne du nationalisme tchèque, originaire de l'impact des enseignements slavophiles de Johann Gottfried Herder à la fin du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle, avait déjà progressé de manière considérable au sein du grand public tchèque.

En 1848, le parlement de Francfort anticipa la dissolution de l'empire autrichien, en présumant de manière assez naturelle que la Bohême et la Moravie, après avoir constitué parties intégrantes du Saint Empire Romain Germanique, se rattacheraient à l'avenir à un État national allemand moderne. Le choc fut dur lorsque František Palacký, historien et dirigeant nationaliste tchèque, adressa au parlement de Frankfort l'annonce que sa faction tchèque espérait que l'Autriche se verrait préservée, et qu'elle s'opposerait à une union avec l'Allemagne si tel n'était pas le cas. Après 1848, la continuation de l'Empire autrichien constituait donc le seul tampon entre les Tchèques et l'Allemagne. Edvard Beneš, le dirigeant nationaliste tchèque du XX$^{\text{ème}}$ siècle, défendit lors de sa dissertation de Dijon en 1908 l'autonomie totale pour les Allemands et pour les Tchèques de Bohême. Il envisageait un empire Habsbourg qui maintiendrait l'égalité totale entre Slaves, Allemands et Maygars. Cela apparaissait réalisable, l'expérience d'avoir accordé l'égalité totale aux Magyars en 1867 s'étant révélée une réussite.

L'empire austro-hongrois résista avec une vitalité étonnante au cours des quatre premières dures années de la première guerre mondiale. L'écrasante majorité des députés tchèques au *Reichsrat* (parlement) autrichien restèrent loyaux à l'État des Habsbourg au cours de ces quatre années. À l'été et à l'automne 1918, durant la cinquième année de guerre, les niveaux insoutenables de famine et d'épidémies produisirent une démoralisation de la loyauté parmi les nombreuses nationalités de la partie autrichienne de l'empire. L'État Habsbourg se retrouva paralysé. Il avait essayé d'échapper à la guerre en négociant une paix séparée mais avait échoué. Il n'était plus possible de reporter à plus tard le problème entre les Tchèques et l'Allemagne. Arnold Toynbee, dans son œuvre majeure de 1915, *Nationality and the War*, avait prédit que l'Autriche-Hongrie s'effondrerait, et il avait conseillé que la Bohême et la Moravie, les deux régions mixtes germano-tchèques, se voient assignées à l'Allemagne dans le traité de paix qui suivrait.

Dans l'intervalle, le monde se retrouva confronté à l'une des

FIGURE 4.1 – Edvard Beneš, président de la république de Tchécoslovaquie. Source : wikipedia

conspirations les plus audacieuses de l'histoire. Les révolutionnaires tchèques avaient quitté le pays durant la première guerre mondiale pour organiser un mouvement de propagande au sein des Alliés, en vue de la création d'un véritable empire tchèque. La double monarchie d'Autriche-Hongrie se trouvait condamnée du fait que les nationalités supposément dominantes, allemande et Magyar, constituaient à peine la moitié de la population totale des États fédérés de Habsbourg. Les révolutionnaires tchèques, pour autant, constituaient moins de la moitié de la population. La situation aurait été encore pire si certains de leurs desseins les plus extravagants n'avaient pas échoué, comme la création d'un couloir slave reliant la Bohême et la Croatie. Ce fut sans doute le plus hardi des pro-

grammes d'agrandissement national ayant émergé de la première guerre mondiale. Ce fut également pendant une longue période le programme disposant des plus faibles chances de réussite, sauf si les peuples concernés pouvaient être apaisés, et à moins que de bonnes relations puissent être établies avec les États voisins. Les dirigeants nationalistes tchèques, et leur petit groupe d'alliés slovaques, qui étaient entrés sous influence tchèque — en contraste avec le plus gros du peuple slovaque, ne progressèrent guère au cours des vingt années suivant la première guerre mondiale. C'est pour cette raison qu'un problème tchèque continuait d'exister après la seconde guerre mondiale, et ce problème s'était transformé en problème d'impérialisme tchèque. Ils auraient pu pousser pour une autonomie tchèque au sein d'un État autrichien indépendant, qui aurait pu simultanément s'unir avec l'Allemagne, tout en accordant des garanties aux Tchèques. Cela n'apparaissait pas faisable suite aux accomplissements des révolutionnaires tchèques à Prague après octobre 1918, mais il restait d'autres alternatives. Ils auraient au moins pu contester la montée de l'administration tchèque sur les parties traditionnellement allemandes de Bohême et de Moravie, ou sur les régions incontestablement magyares allant du Danube à la Ruthénie. Il leur aurait été facile d'insister pour que les Tchèques honorent leurs promesses d'autonomie faites aux Slovaques. Ces promesses avaient été intégrées à la célèbre déclaration tchéco-slovaque de Pittsburgh en octobre 1918 (avant la déclaration d'indépendance tchèque à Washington DC le 23 octobre 1918). Le premier président tchèque, Tomáš Masaryk, avait déclaré que sa promesse envers les Slovaques, qu'il viola par la suite, était solennelle et contraignante.

Les Alliés auraient pu contester la prise de contrôle tchèque sur la distante région de Ruthénie, ou auraient pu insister pour que l'État tchèque garantît des assurances engageantes aux minorités ; cet État avait promis de devenir une nouvelle Suisse, mais se développa finalement sur un système d'État unitaire centralisé de style français. Les Alliés n'en firent rien, et le gouvernement tchèque se retrouva bientôt à dépenser des fortunes pour que des plumes

étrangères encensassent le régime tchèque dans la presse.

Les Tchèques disposaient d'une position économique solide dans les régions industrielles autrichiennes restées inviolées, le cœur industriel d'une ancienne grande puissance, qui était tombé sous leur contrôle. Ils jouissaient également d'une économie agricole florissante, et les conditions d'une relative prospérité étaient réunies dans leur pays richement doté, jusqu'à l'arrivée de la dépression mondiale de 1929. La Tchécoslovaquie, en comparaison avec les États moins développés tels quel la Yougoslavie ou la Roumanie, apparaissait comme un pays riche et progressiste, et les dirigeants tchèques ne renâclaient pas à se couronner de lauriers pour ce phénomène.

C'est un système politique libéral qui prévalait au sein des principaux partis politiques tchèques, en héritage de l'expérience parlementaire autrichienne. Les propagandistes tchèques exploitaient cet élément pour affirmer que leur pays constituait un modèle de démocratie. À l'Ouest, une génération usée par la guerre cherchait quelques bons résultats après le récent holocauste, et sans surprise, la *philotchèquie* devint un phénomène populaire. Certains éléments romantiques venaient également étayer ce phénomène, du fait qu'assez peu de gens, en Grande-Bretagne ou en France, avaient même eu conscience de l'existence des Tchèques avant la première guerre mondiale. On avait jadis entendu parler des Bohémiens, et peu de personnes semblaient savoir avec certitude si ce terme incluait des Slaves, des Allemands, ou les deux.

Au cours de la première guerre mondiale, les émigrés tchèques réussirent mieux que leurs homologues polonais à s'intégrer au sein des Alliés occidentaux, chose qui n'alla pas de soi jusqu'à la période de conciliation, les intérêts tchèques et polonais étant contradictoires. Au début du premier conflit mondial, Roman Dmowski et Thomas Masaryk, les principaux porte-paroles polonais et tchèque à l'Ouest, avaient rivalisé dans leur positionnement pro-russe. Thomas Masaryk rêvait d'un royaume tchèque sous un prince Romanov, mais son rêve fut dissipé par la révolution russe. L'État

polonais qui émergea de la guerre développa une politique opposée à l'attitude pro-russe de Dmowski, mais au sein de l'État tchèque, l'attitude et la politique pro-russes de Masaryk, ainsi que d'Édouard Beneš, son principal disciple, prévalurent après la guerre. Masaryk ne laissa pas le conflit accidentel de 1918 opposant les prisonniers de guerre tchèques en Russie et les Bolcheviques abîmer l'orientation fondamentalement pro-russe prise par la politique tchèque.

Le conflit entre Polonais et Tchèques portait sur la riche région industrielle de Teschen, sous contrôle de la communauté polonaise locale depuis que l'Autriche-Hongrit conclut un armistice avec les puissances occidentales. La région de Teschen était constituée des cinq districts principaux de Friedeck, Freistadt, Bielitz, Teschen, et Jablonkau. À la fin du premier conflit mondial, les députés polonais du *Reichsrat* autrichien proposèrent à leurs collègues tchèques que Friedeck, qui était habitée par une majorité tchèque distincte, fût rattaché à l'État tchèque, et que les quatre autres districts se vissent rattachés à la Pologne. Les Tchèques et les Polonais de la région se mirent d'accord sur un compromis temporaire dans cet esprit, et il fut décidé que 519 kilomètres carrés devinssent tchèques, et 1762 kilomètres carrés polonais. Les Polonais ne réalisèrent pas qu'Édouard Beneš avait en juin 1918 persuadé Pichon, le premier ministre français, de soutenir une revendication territoriale tchèque sur l'ensemble de la région. Au cours des semaines qui suivirent l'armistice de novembre 1918 entre Autriche-Hongrie et Allemagne, les Polonais se concentrèrent sur une sécurisation de leurs revendications territoriales à l'égard de l'Allemagne, et considérèrent la région de Teschen avec suffisance. Ce climat changea du tout au tout à la veille de l'élection nationale polonaise du 26 janvier 1919, jour où les Tchèques ordonnèrent une attaque surprise contre les Polonais dans la région de Teschen. L'action tchèque était fondée sur une supposition, qui était que la question de Teschen pourrait se résoudre par la force, et que le district valait bien une guerre locale, d'autant plus que le soutien occidental en faveur de la position

tchèque contre la Pologne était assuré.

Les dirigeants alliés occidentaux intervinrent le 1er février 1919, après que les Tchèques eurent réalisé leur avancée militaire, et ils ordonnèrent une cessation des opérations militaires, dans l'attente d'une solution finale apportée par la Conférence de Paix. On proposa la tenue d'un plébiscite au cours des mois à suivre, mais les Tchèques, soutenus par les Français, s'appliquèrent à retarder, puis à annuler ce développement. Ils atteignirent leur objectif en 1920, au cours de la guerre russo-polonaise. On déclara aux Polonais, sous la forme d'un ultimatum, à la conférence de Spa de juillet 1920, qu'ils devaient renoncer à leurs velléités de plébiscite, et se soumettre à l'arbitrage des puissances alliées. Le 28 juillet 1920, la plus grande partie de la région de Teschen fut assignée à la Tchécoslovaquie. L'objectif tchèque avait été atteint, par une combinaison très adroite de force et de diplomatie.

Les Polonais avaient conscience que les Tchèques avaient usé de leur influence pour empêcher le rattachement de la Galice orientale à la Pologne, même si ce sujet fut finalement tranché en faveur de la Pologne par un traité séparé entre la Russie et la Pologne en 1921. Et les Polonais savaient également que la Tchécoslovaquie préférait l'Union soviétique durant la guerre de 1920-1921. Les Français étaient de plus en plus inclinés à considérer la politique tchèque pro-russe comme réaliste, et donc à préférer la Tchécoslovaquie à la Pologne. Après le coup d'État de Pilsudski en 1926, il devint évident que les dirigeants politiques tchèques étaient en relation étroite avec nombre d'hommes politiques polonais opposés à la dictature de Varsovie.

## 4.4 Griefs polonais et critiques occidentales

Les experts de l'Europe centrale-orientale ont critiqué la coopération insuffisante entre lesdits États de succession après 1918. Les Polonais, en particulier, ont reçu une bonne part de cette critique.

On a dit que les différences polonaises vis-à-vis de Teschen, ou sur l'orientation tchèque pro-soviétique, étaient mineures par rapport à l'importance de la Tchécoslovaquie comme bastion protégeant le flan sud polonais contre l'expansion allemande. On a soutenu que les Polonais et les Tchèques avaient chacun profité de la première guerre mondiale, et qu'ils auraient dû se préparer à coopérer pour défendre leurs positions contre les puissances révisionnistes. On a souligné l'idée qu'il s'agissait de deux nations slaves sœurs, présentant des liens ethnographiques et culturels particuliers.

Winston Spencer-Churchill trouva beaucoup à dire au sujet des relations tchéco-polonaises. Il fut l'avocat le plus éloquent de l'encerclement de l'Allemagne par les Britanniques dans la période séparant les crises tchèques, en 1938. Il se fit remarquer pour son bellicisme, souvent considéré par ses compatriotes comme un amour romantique pour l'aventure. Il se fit remarquer en adoptant la vision la plus intraitable de la situation, et la plus propice à produire un conflit [3]. Il en avait été de même de son attitude au Soudan, en Afrique du Sud, et en Inde, lors de la crise d'abdication britannique de 1936, ainsi qu'à l'égard de nombreux autres problèmes outre les relations anglo-allemandes. Le même Churchill ne voyait aucune raison pour que la Pologne ne tende pas l'autre jour aux Tchèques. Lorsque les dirigeants polonais refusèrent de considérer la situation sous le même jour que lui, Churchill sortit les fortes critiques : « *Les particularités héroïques de la race polonaise ne doivent pas nous aveugler : leur historique de folie et d'ingratitude leur a fait subir au cours des siècles des souffrances immesurables.* » Les arguments de stratégie, de politique et de race semblaient imposer à Churchill de forcer une politique d'amitié de la Pologne envers la Tchécoslovaquie.

Les trois arguments ayant façonné l'opinion de Churchill n'eurent

3. Le brillant ouvrage du capitaine Russell Grenfell, déjà traduit par le Saker Francophone, *Haine Inconditionnelle*, développe tout particulièrement ce sujet, NdT

guère de poids sur les dirigeants polonais. Après la mort de Pilsudski en 1935, ils ne se montrèrent pas inclinés à modifier leur politique anti-tchèque en place. Cela ne signifiait pas qu'ils refusaient en toute circonstance de combattre aux côtés des Tchèques dans quelque guerre contre l'Allemagne, et ils s'en expliquèrent à leurs alliés français lors de la crise tchèque de 1938. Si la France soutenait les Tchèques, si les Tchèques avaient la volonté de se battre, et si les Tchèques se retiraient des territoires pris à la Pologne en 1919-1920, les Polonais accepteraient de coopérer avec les Tchèques. Les Polonais ne s'attendaient pas à voir ces conditions remplies, pour la simple raison qu'ils n'estimaient pas que les Tchèques oseraient s'attaquer aux Allemands.

Le premier objectif de la politique polonaise était de sécuriser les revendications de la Pologne, fût-ce par entente, par menace d'user de la force, ou par la force. Avant la crise tchèque de 1938, Rickard Sandler, le premier ministre suédois, demanda à Beck pourquoi il était difficile de parvenir à une entente entre Varsovie et Prague. Le ministre des affaires étrangères polonais répondit que l'un des facteurs en était le manque d'enthousiasme de la Pologne vis-à-vis d'une puissance dont les revendications d'indépendance posaient problème. La Tchécoslovaquie, à son avis, était une création artificielle qui violait la liberté des nations, en particulier de la Slovaquie et de la Hongrie. L'attitude de Beck était la même que celle de Mussolini, qui faisait publiquement référence à l'État tchèque sous le nom de Tchéquo-germano-polono-magyaro-rutheno-roumano-slovaquie. Beck souligna que les Tchèques constituaient une minorité au sein de leur propre État, et qu'aucun autre nationalisme ne désirait rester sous administration tchèque. Il objecta également à l'hypocrisie tchèque en soulignant la nature supposément libérale et démocratique de leur régime. Sur le papier, ils accordaient des droits complets à tous les citoyens de l'État, mais ils exerçaient une police brutale et arbitraire envers les nationalités constituant la majorité de la population. Sandler fut fortement impressionné par les remarques de Beck, et observa que les Tchèques

ne disposaient de toute évidence pas de la capacité à maintenir de bonnes relations avec leurs voisins.

L'attitude de Beck se fondait sur des considérations tout à fait concrètes. Le programme de Pilsudski avait appelé à la fédération (des Lituaniens, des Russes blancs et des Ukrainiens) sous contrôle polonais. Si ce programme avait été réalisé, les Polonais auraient constitué une forme de minorité au sein d'une large fédération ; mais le processus d'octroi d'autonomie aux autres peuples aurait été très différent du dispositif tchèque. Aux yeux de Beck, les différences idéologiques n'étaient pas décisives ; il ne considérait pas le système de démocratie libérale français comme un obstacle insurmontable à la collaboration franco-polonaise. Il aurait incohérent de sa part de boycotter le même système idéologique établi à Prague.

La situation, de manière assez distincte du différend spécifique sur Teschen, était purement déterminée par des considérations de pouvoir politiques. La Pologne et la Tchécoslovaquie constituaient d'âpres rivales, luttant pour le pouvoir et l'influence sur la région d'Europe centrale et de l'Est. Chacun disposait d'une alliance séparée avec la Roumanie, et Varsovie ressentait le fait que Bucarest apparaissait souvent plus proche de Prague. Les alliances tchèques, nouées avec la Yougoslavie et la Roumanie, accordaient à Prague une position de pouvoir égale à celle de Varsovie sur l'ensemble de la région. Les Tchèques disposaient également d'une alliance militaire avec la France, et étaient mieux traités que Varsovie par Paris. Ils avaient des liens avec d'autres alliés de la France, dans un système construit dans l'ensemble en opposition à l'Allemagne et à la Hongrie. L'amitié cordiale entre Prague et Moscou constituait une autre carte maîtresse dans le jeu tchécoslovaque, que la Pologne ne pouvait contrer qu'en établissant des relations plus étroites avec l'Allemagne.

Dans l'esprit polonais, l'avantage obtenu par l'élimination d'une dangereuse rivale dépassait de loin la considération selon laquelle l'Allemagne se retrouverait en position de sécuriser des gains plus

importants que la Pologne aux dépens des Tchèques. Faire preuve de loyauté envers le traité de Versailles et les autres traités de Paris de 1919 ne constituait pas non plus une motivation irrésistible, les Polonais étant insatisfaits des termes de ces traités.

Les Polonais traitaient comme une malédiction l'argument voulant que les deux nations fussent des communautés slaves sœurs. Cet argument leur rappelait le véhicule de la domination russe *pan-slave* forcée de manière indiscriminée sur l'ensemble des peuples slaves. Sans rejeter les liens avec les communautés slaves sœurs, les Polonais s'opposaient à l'idée tchèque ou russe de *pan-slavisme* et lui préféraient leur propre concept, qui les substituait aux Russes comme force slave dominante. Les Tchèques étaient au moins de race semi-germanique, selon de nombreux Polonais, et étaient considérés comme principalement allemands dans leurs sphères culturelle, politique et sociale. Les Russes également étaient placés à l'extérieur de la frontière de la *slavitude* du fait de leur considérable mélange asiatique. Le même critère était appliqué aux Serbes et aux Bulgares, qui avaient connu un important afflux oriental dans leur environnement des Balkans. Les Polonais reconnaissaient une communauté slave comprenant, outre eux-mêmes, les Ukrainiens, les Russes blancs, les Slovaques, les Croates, et les Slovènes. Selon Beck, les deux peuples slaves étrangers les plus populaires en Pologne étaient, du fait de liens culturels étroits, les Slovaques et les Croates.

Les relations entre Varsovie et Belgrade étaient également froides, bien qu'aucun différend n'opposât les deux pays assez lointains l'un de l'autre. L'attitude polonaise à l'égard de la Yougoslavie était négative, du fait que les Croates catholiques romains en Yougoslavie étaient oppressés par les Serbes orthodoxes semi-orientaux, qui disposaient d'un vrai pouvoir au sein de l'État. Le peuple slovaque vivant en Tchécoslovaquie était manifestement malheureux, subissant l'administration étrangère et la domination économique oppressive de la part des Tchèques. En Pologne, l'argument de l'affinité culturelle pouvait relever bien plus de la condamnation, plutôt

que se positionner comme soutien à l'idée d'une collaboration avec Prague.

Il relèverait de la controverse sans fin de vouloir établir qui de Churchill ou des dirigeants polonais disposait de la compréhension la plus noble de ce que la Pologne pouvait devoir à la Tchécoslovaquie, ou de ce qui pourrait au mieux servir les intérêts polonais. Il est plus pertinent de noter que les dirigeants polonais disposaient d'une ligne politique établie à l'égard des Tchèques, et que cette politique, quoi que l'on pût en penser, était intelligible. Face à Churchill, Beck ne se serait jamais retrouvé à court d'argument sur ce sujet. Les Tchèques avaient pris l'initiative de provoquer l'antagonisme entre la Tchécoslovaquie et la Pologne. Il est exact que la dissolution finale de la Tchécoslovaquie rendit la position militaire de la Pologne plus vulnérable face à l'Allemagne, mais cela n'aurait pas constitué un problème si la Pologne n'avait pas provoqué de conflit avec l'Allemagne, au lieu d'accepter l'amitié allemande. La principale menace militaire pesant sur la Pologne venait de l'Union soviétique. De ce point de vue, la disparition de la Tchécoslovaquie constituait un gain, les Tchèques ayant établi clairement qu'ils soutiendraient la Russie en cas de conflit entre la Pologne et la Russie.

## 4.5 La politique anti-allemande de Beneš

L'attitude critique d'Hitler à l'égard de la Tchécoslovaquie est bien plus aisée à analyser et à expliquer. Il avait compris, depuis son enfance à Linz, que les Allemands se trouvaient confrontés à un problème tchèque, bien qu'à l'époque ce problème ne constituât pas un sujet de préoccupation pour les Allemands qui étaient sujets de la monarchie austro-hongroise. Il n'avait jamais ressenti de sympathie envers les aspirations tchèques à l'indépendance politique, et il considérait comme une infortune qu'en de nombreuses matières, et en particulier dans le gouvernement local, les Tchèques de Bohême

bénéficiassent sous l'administration des Habsbourg de plus de privilèges que les Allemands bohémiens. La politique des Habsbourg était fondée sur la supposition que la loyauté des Allemands de Bohême constituait un acquis, mais qu'il fallait accorder des privilèges spéciaux aux Tchèques pour apaiser leur nationalisme. Hitler prit jeune un positionnement nationaliste allemand, et constitua en cela un opposant au système multi-national des Habsbourg. Il savait que la Bohême, que son idole, Richard Wagner, avait traversée à pied, était devenue une partie intégrante de l'empire de mille ans de Charlemagne.

Contrairement aux superstitions populaires, Hitler ne fit jamais référence à son propre régime comme à l'empire de mille ans. Mais, comme tout Allemand conscient de cette profondeur historique, il présentait un profond respect pour les traditions de l'histoire allemande. Le rôle de la Bohême au sein de l'Allemagne ayant fonctionné correctement pendant mille années, on doit pouvoir pardonner le scepticisme de quiconque aura douté de la solution radicale consistant à placer cette région aux confins d'un État slave.

Peut-être eut-il été possible pour un grand nombre de gens d'accepter cette solution radicale à l'époque, si les conditions au sein de la Tchécoslovaquie étaient restées tolérables pour les Allemands qui y vivaient, et si ces Allemands locaux s'étaient peu à peu résigné à leur sort. Les Allemands des Sudètes étaient divisés en quatre groupes de dialectes bavarois, franconien, saxon et silésien, et d'autres cultures. Politiquement, ils se montraient beaucoup moins agressifs que les Tchèques, et ils se soumirent sans violence à l'établissement de l'administration tchèque en 1918 et 1919. Il eut été aisé de les apaiser, et cette tâche aurait pu être menée à bien avec un peu d'autonomie locale et une politique économique impartiale. Les Tchèques auraient dû comprendre l'importance de ce point pour l'avenir de leur État, car le ratio entre Allemands et Tchèques dans l'ensemble de la région de Bohême-Moravie s'établissait aux environs de 1 :2, et que l'on trouvait bien plus d'Allemands que de Tchèques et Slovaquie. Au lieu de cela, les Tchèques

développèrent bientôt une attitude méprisante à l'égard des Allemands, et se mirent à penser qu'il serait plus efficace de considérer les Allemands comme des sujets passifs et non comme des citoyens actifs.

Les Allemands étaient politiquement divisés, mais un nouveau développement se produisit après que les conditions devinssent pires pour eux, et meilleures pour les Allemands de l'autre côté de la frontière. Lors de des élections nationales tchécoslovaques de 1935, le Parti allemand des Sudètes (SdP), inspiré par l'admiration envers Adolf Hitler et ses politiques, captura la majorité des voix allemandes, et devint le plus grand parti de Tchécoslovaquie. On comptait à l'époque 800 000 demandeurs d'emploi en Tchécoslovaquie, et 500 000 d'entre eux étaient des Allemandes des Sudètes. On comptait peu de mariages, peu de naissances, et des taux de décès importants. Il n'est pas surprenant que ces conditions changèrent après la libération des Sudètes en 1938. Le nord des Sudètes (les trois districts d'Eger, Aussig et de Troppau : les deux sections du Sud furent rattachées à la Bavière et à l'Autriche allemande) caracolèrent en tête de toutes les régions d'Allemagne en nombre de mariages en 1939 (environ 30% de plus que la moyenne nationale). Le taux de natalité en 1940 y était 60% plus élevé que celui de 1937. La période d'administration tchèques avait constitué une mauvaise période pour les Allemands de Bohême, et avant la conférence de Munich, les conditions continuaient d'empirer de manière continue. Ces gens se montraient patients, mais n'étaient pas des lâches, et la réaction finale fut inévitable.

On ne peut pas, au vu de ces circonstances, affirmer qu'Hitler a créé un problème artificiel, fût-ce dans les Sudètes ou dans l'ensemble de la région de Bohême-Moravie. Ce problème avait été créé en première instance par les faiseurs de paix de Paris, et en seconde instance par la mauvaise administration tchèque. Il était évident que le problème des Sudètes en viendrait à culminer si Hitler parvenait à libérer les Allemands de la dictature de Schuschnigg. Hitler, avant mai 1938, n'avait pas de projet bien défini quant au traite-

ment de ce problème, mais il était déterminé à soulager les conditions pour les Allemands, d'une manière ou d'une autre, et il ne fait aucun doute qu'il espérait [pas moins ardemment que les dirigeants polonais] une dissolution totale de la Tchécoslovaquie. C'est pour ces raisons que les dirigeants allemands et polonais trouvèrent les bases d'un accord dès lors que les discussions concernaient la Tchécoslovaquie.

Cette situation, et tout particulièrement l'inévitable attitude allemande à l'égard de la Tchécoslovaquie, ne constituaient pas un mystère pour les responsables de politiques étrangères des autres pays, et ce avant l'année de la crise tchèque, 1938. Le 19 novembre 1937, Lord Halifax, secrétaire britannique aux affaires étrangères le plus gros de l'année 1938, déclara à Hitler après déjeuner à Berchtesgaden que la Grande-Bretagne comprenait que les traités de Paris de 1919 contenaient des erreurs qu'il fallait corriger. Halifax assura à Hitler que la Grande-Bretagne ne croyait pas en la préservation à tout prix du *statu quo*. Il aborda de sa propre initiative les sujets brûlants de Dantzig, de l'Autriche, et de la Tchécoslovaquie, et sans la moindre sollicitation de la part d'Hitler. Cela se produisit avant qu'Hitler n'eût émis aucune affirmation publique quant aux préoccupations allemandes au sujet des problèmes tchèque ou de Dantzig. En réalité, aucune déclaration de ce type n'était nécessaire, la situation sur ces points étant alors parfaitement limpide.

À un moment, il apparut que l'antipathie commune envers la Tchécoslovaquie aurait pu pratiquement cimenter une alliance entre l'Allemagne et la Pologne. Il était évident que ce lien commun allait disparaître après la résolution du problème tchèque, sauf à voir les Polonais réaliser que leur antipathie envers l'Union soviétique constituait une raison tout à fait valable pour lier les deux pays. Dans l'intervalle, les points de frictions entre l'Allemagne et la Pologne resteraient, sauf à ce qu'un accord bien plus étendu que le pacte de 1934 pût être trouvé.

## 4.6 Le rejet par Hitler de la ligne politique anti-polonaise de Neurath

L'Allemagne continua après 1934 de développer une politique visant à quelque révision du traité de Versailles quant aux frontières orientales de l'Allemagne. Une collaboration durable germano-polonaise dépendrait de la réussite d'un accord sur ce sujet. Le pacte de non-agression germano-polonais de janvier 1934 était tout aussi muet que les traités de Locarno quant à la reconnaissance par l'Allemagne du *statu quo* à l'Est. Les Allemands ne se considéraient pas comme liés par le traité de Versailles, du fait que celui-ci violait l'accord d'armistice de 1918, et qu'il avait été signé sous la contrainte. Les dirigeants polonais étaient conscients de ce fait, et Beck, de temps à autre, essayait d'obtenir de nouvelles garanties sans conclure d'accord complet avec l'Allemagne.

Beck instruisit l'ambassadeur Lipski à Berlin de proposer une déclaration germano-polonaise sur Dantzig en septembre 1937. Il demandait aux Allemands d'affirmer conjointement qu'« *il est impératif de maintenir le statut désignant Dantzig comme ville libre.* » Konstanin von Neurath, le ministre allemand des affaires étrangères, présentait moins de dispositions amicales envers la Pologne qu'Hitler, et il instruisit de manière péremptoire à Moltke, à Varsovie, « *de répéter à Beck* » que l'Allemagne n'acceptait pas de reconnaître les traités de paix de 1919.

Neurath occupait le poste de ministre des affaires étrangères depuis 1932. Il occupa ce poste pour plusieurs chanceliers de la république de Weimar, et Hitler le maintint à ce poste. Il ne constituait pas un ministre des affaires étrangères particulièrement fervent du troisième Reich : l'homme était un aristocrate, ne cultivant guère de sympathie pour les mesures égalitaires d'Hitler. Hitler admirait la personne de Neurath, mais le considérait comme un maillon faible dans la chaîne politique allemande. Hitler était plus intime de Joachim von Ribbentrop, un ex-officier et ancien négociant sincère-

ment dévoué aux politiques d'Hitler. Peu à peu, Ribbentrop prit la place d'Alfred Rosenberg comme principal expert du parti national-socialiste en matière de politique étrangère, et il développa une organisation administrative complète pour le parti, afin qu'il restât en contact avec les pays étrangers. On connaissait cette organisation sous le nom de *Bureau Ribbentrop*, et ses contacts à l'étranger étaient si développés qu'il en vint à être considéré comme le second service allemand, officieux, en matière d'affaires étrangères. Ribbentrop tenait à conserver le contrôle de cette organisation, tout en gravissant les échelons vers le bureau des affaires étrangères officiel. Son ambition était bien perçue par les diplomates professionnels, qui œuvraient pour lui mettre des bâtons dans les roues.

Neurath se flattait d'avoir persuadé Hitler d'envoyer en 1936 comme ambassadeur d'Allemagne à Londres Ribbentrop en lieu et place de Franz von Papen. Neurath estimait que Ribbentrop serait incapable de gérer la situation britannique, et qu'il allait ainsi ruiner sa carrière à ce poste épineux. Papen, qui connaissait Ribbentrop depuis de longues années, était plus avisé que lui, et il craignait que l'ambassade de Londres ne lui donnât l'opportunité de montrer à Hitler ce dont le diplomate non professionnel était capable. La suite des événements allait donner raison à von Papen.

Neurath rejeta la proposition de Beck en septembre 1937 sans consulter Hitler, supposant qu'aucune autre réponse allemande n'était envisageable. Hitler ne voulait pas lier définitivement le *statu quo* de Dantzig à l'Allemagne, mais avait une conception plus flexible de la politique étrangère allemande. Il comptait sur l'amitié polonaise pour gérer les crises qui ne manqueraient pas de se déclencher en Autriche et en Tchécoslovaquie.

La tentative de Beck en vue de réguler les affaires de Dantzig en exclusivité avec l'Allemagne s'inscrivait dans une tendance. La Grande-Bretagne et la France étaient représentées avec la Suède dans une nouvelle commission tripartite de la Société des Nations visant à superviser les responsabilités de la Société des Nations comme puissance souveraine sur Dantzig. Il s'agissait d'un pur

mandat de gardiennage, et Anthony Eden, ministre britannique des affaires étrangères, s'exprima tacitement au nom de la commission en déclarant le 15 septembre 1937 au nouveau haut commissaire de la Société des Nations, Carl Jacob Burckhardt que « *la politique britannique ne défend pas d'intérêts spécifiques quant à la situation de Dantzig.* » Cette position était cohérente avec la ligne politique britannique établie par le premier ministre David Lloyd George en 1919, lorsqu'il avait déclaré que la Grande-Bretagne ne se battrait jamais pour le *statu quo* de Dantzig. Burckhardt ne cultivait aucune illusion quant au rôle de la Société des Nations à Dantzig. Le 18 septembre 1937, il déclara à Adolf Hitler qu'il espérait que le rôle de la Société des Nations serait purement temporaire, et que le destin ultime de Dantzig serait conclu par un accord direct entre l'Allemagne et la Pologne. Hitler écouta les idées de Burckhardt sans proposer de projet en vue d'une solution. Burckhardt présuma qu'Hitler craignait d'aborder la question de Dantzig, du fait que celle-ci affecterait les questions liées à elle quant au Couloir, à la Tchécoslovaquie, et à l'Autriche. Hitler, après presque cinq années au pouvoir, n'avait poursuivi aucune question de révision territoriale, même si la responsabilité de la funeste révolution autrichienne de juillet 1934 lui fut attribuée à tort.

Jozef Lipski, l'ambassadeur de Pologne à Berlin, savait qu'Hitler était un avocat sincère d'une entente avec la Pologne. Lipski n'était pas incliné à accepter l'affirmation catégorique sur Dantzig formulée par Neurath. Il espérait obtenir la déclaration sur Dantzig que Beck avait demandée, et avait été encouragé en cela par des conversations avec le maréchal Göring. Le maréchal allemand avait de nombreuses fonctions en lien avec l'aviation militaire allemande, le second plan quadriennal allemand, et l'administration d'État prussienne, mais il s'intéressait également fortement aux affaires étrangères. Il était le second homme du Reich, et Hitler l'employait comme *ambassadeur en mission spéciale* pour la Pologne. Il connaissait les dirigeants polonais, et désirait une entente durable avec la Pologne. Il était habitué à discuter d'importantes

affaires d'État avec les représentants polonais. Il donnait habituellement au bureau des affaires étrangères allemand des informations complètes quant aux discussions en question, mais il arrivait parfois que le bureau doive s'enquérir de ce que Göring avait discuté avec des diplomates étrangers.

Lipski approcha Neurath plusieurs fois en vue d'une déclaration conjointe sur Dantzig. Le 18 octobre 1937, Neurath répondit abruptement à Lipski qu'« *un jour il faudrait qu'il y ait un accord basique sur la question de Dantzig entre la Pologne et nous, faute de quoi les relations germano-polonaises en resteraient perturbées de manière permanente.* » Neurath ajouta que le seul objectif d'une telle discussion serait « *la restauration du Dantzig allemand dans ses liens naturels avec le Reich, auquel cas une considération étendue pourrait être accordée aux intérêts économiques de la Pologne.* »

Lipski en fut surpris, et demanda si la question serait abordée prochainement, voire immédiatement. Neurath se montra évasif, mais demanda à Lipski d'informer Beck de son attitude. Lipski indiqua que Robert Ley, le chef du *front du travail* allemand, Artur Griser, le président du Sénat de Dantzig, et Albert Forster, le dirigeant du parti national-socialiste pour le district de Dantzig, avaient déclaré publiquement dans les jours précédents que Dantzig devait être rendue à l'Allemagne. Neurath ne remit pas en question ces affirmations, ni n'essaya de les excuser. Il répondit qu'il était nécessaire de résoudre le problème de Dantzig, et sa conversation avec Lipski se termina dans l'impasse.

Il y eut également le problème de l'accès allemand par voie de terre à la Prusse orientale, qui avait été scindée du Reich. En mai 1935, alors que l'Allemagne était engagée dans son projet de construction d'autoroute, l'ambassadeur allemand Hans Adolf von Moltke informa Beck à Varsovie que l'Allemagne désirait construire une autoroute traversant le couloir polonais, en jonction avec la Prusse orientale. Il s'enquit de l'attitude polonaise vis-à-vis de ce projet, et Beck déclara qu'il étudierait la question. Ce fut le début d'une esquive prolongée de la part de Beck. Les relances répétées de

Moltke n'amenèrent pas à une réponse définitive quant à l'attitude polonaise vis-à-vis de ce projet. Fritz Todt, l'inspecteur national des routes pour l'Allemagne, discuta les projets allemands avec Julian Piasecki, l'adjoint au ministre polonais des transports. Moltke parvint après plus de deux années de requêtes infructueuses à la conclusion que l'attitude du gouvernement polonais était négative. Le projet matérialisait un intérêt national vital pour l'Allemagne, et son acceptation par la Pologne aurait amélioré les perspectives d'une large entente germano-polonaise. Moltke se refusa à reconnaître une défaite définitive sur ce dossier.

Moltke fit une proposition surprenante au bureau des affaires étrangères allemand en octobre 1937. Il suggéra que l'Allemagne construisît une autoroute jusqu'à la limite du couloir séparant la Poméranie de la Prusse orientale sans attendre la permission polonaise d'effectuer le raccordement via le couloir. Moltke ne vit pas que cela constituerait une provocation qui raidirait la résistance polonaise vis-à-vis de la proposition allemande. Il estimait que l'objection possible de la Pologne à la construction de routes militaires majeures traversant la frontière deviendrait non-avenue, et que les Polonais jugeraient dès lors opportun de conclure un accord. Il avait également un autre facteur à l'esprit. L'afflux de touristes en Allemagne avait fortement augmenté après les Jeux Olympiques de 1936, tenus à Berlin, et Moltke estimait que les plaintes des touristes, en particulier les touristes étrangers, irrités par la coupure constituée par le couloir dans l'autoroute allant sans cela jusqu'en Prusse orientale, pourrait être exploitée pour faire pression sur les Polonais.

Les Polonais savaient que les Allemands désiraient une autoroute traversant leur couloir, et les conversations de Neurath avec Lipski suggéraient l'éventualité que l'Allemagne s'apprêtait à revendiquer Dantzig. Lipski se montra réticent lors d'une conversation avec Neurath le 23 octobre 1937, et Neurath en retira la fausse impression que les Polonais se tenaient prêts à accepter une solution allemande à la question de Dantzig. Neurath considérait égale-

ment comme favorable une suggestion d'Albert Forster, à Dantzig, consistant à proposer l'utilisation d'acier polonais pour la construction de l'autoroute et du pont traversant la Vistule, chose qui pourrait amener les Polonais à accepter le projet d'autoroute.

L'attitude de Neurath était complètement alignée avec celle de Slavik, l'ambassadeur tchèque à Varsovie. Le diplomate tchèque considérait comme inévitable le fait que l'Allemagne récupère Dantzig. Il indiqua à Kamil Krofta, le ministre des affaires étrangères, que dans l'esprit de Léon Noël, l'ambassadeur de France en Pologne, la Pologne était vouée à perdre Dantzig. La conclusion d'un accord provisoire sur Dantzig entre l'Allemagne et la Pologne, le 5 novembre 1937, n'altéra pas son opinion. Le 7 novembre 1937, il signala à Krofta que Burckhardt, le haut commissaire de la Société des Nations, continuait d'insister sur le fait que l'union de Dantzig avec l'Allemagne ne pourrait pas être empêchée. Il ne fut guère surprenant que les Tchèques fissent preuve de suffisance dans leur perspective de voir la campagne de révision territoriale allemande commencer à Dantzig, en périphérie de la Pologne. Ils comptaient sur l'Italie pour empêcher une incursion allemande en Autriche, et n'avaient rien à craindre de l'Allemagne tant que la dictature Schuschnigg se maintiendrait au pouvoir. Le destin de Dantzig ne suscitait que la plus totale indifférence de la part de la Tchécoslovaquie.

## 4.7 Le pacte des minorités germano-polonais de 1937

Les Allemands essayaient de conclure un traité sur les minorités avec la Pologne depuis 1934, quand Beck usa de l'entrée de la Russie dans la Société des Nations comme prétexte pour répudier les traités existants. Les Allemands de Pologne étaient en situation de faiblesse, et ne disposaient pas de l'organisation compacte des Allemands de Tchécoslovaquie. Après 1918, ces Allemands furent âpre-

ment traités par les Polonais. Au moment du coup d'État de Pilsudski de 1926, environ 70% de la population allemande de Posen et de la Prusse occidentale de 1918 avait émigré vers l'Allemagne, ce qui représentait un exode de pas moins de 820 000 personnes quittant ces deux anciennes provinces allemandes. La propagande polonaise faisait souvent semblant de croire que les Allemands qui étaient restés étaient surtout de grands propriétaires terriens, mais la réalité était autre. Il est vrai que 80% des 325 000 Allemands restant dans les deux provinces en 1937 vivaient de l'agriculture, mais il s'agissait principalement de paysans. En 1939, il restait 165 000 Allemands en Haute-Silésie orientale, qui s'était vue détachée de l'Allemagne malgré la victoire allemande lors du plébiscite de 1921. On comptait également en 1939 364 000 Allemands dans le Royaume du Congrès, et 60 000 au sein de l'ancien territoire Kresy de la Volhynia. On trouvait des Allemands éparpillés dans la région de Wilna, et vers 1939 il y avait plus de 900 000 Allemands dans les territoires polonais anciennement allemands et russes. Ce décompte n'intégrait pas la Galice autrichienne, où les Allemands pratiquaient principalement une activité agricole, bien que la ville industrielle de Bielitz disposât d'une population allemande à 62%. Une étude critique du recensement polonais de 1931, qui présentait des inexactitudes déconcertantes en de nombreuses matières, a démontré que le nombre avancé de 727 000 Allemands était en deçà de la réalité de plus de 400 000 personnes.

Dans les premières années, la politique polonaise appliquée à ces Allemands fut plus sévère dans les anciens territoires allemands qu'en Galice, dans le Royaume du Congrès, ou le Kresy. Au cours des années, 1919-1929, dans les provinces de Posen et de Prusse occidentale, plus d'un million d'arpents de terres appartenant à des Allemands se virent confisqués. Au fil des années, et jusque 1934, les écoles de langue allemande en Pologne furent peu à peu fermées. On comptait 21 députés allemands à la Diète polonaise après l'élection de 1928, 5 après l'élection d'automne 1930, et aucun après 1935. Deux Allemands pouvaient assister aux débats moins

importants du Sénat polonais à cette époque, mais cet accès leur fut ensuite refusé, pendant de nombreux mois avant l'éclatement de la guerre germano-polonaise en 1939.

Les conditions particulièrement misérables qui sévissaient dans les anciennes provinces allemandes amenèrent inévitablement à des manifestations de la population allemande locale. Un grand enthousiasme se leva en 1933 parmi les jeunes Allemands, lorsque la révolution d'Hitler triompha dans le Reich, ce qui irrita et contraria les Polonais. Les Allemands plus âgés en avaient conscience, et s'en inquiétaient. Les jeunes étaient attirés par le parti des jeunes Allemands pour la Pologne (JDP [4]), qui avait été fondé par le Dr. Rudolf Wiesner à Bielitz en 1921. Plusieurs partis allemands plus conservateurs s'étaient opposés à ce groupe, et en 1934 le sénateur Hasbach essaya d'unifier l'opposition conservatrice au sein du Conseil des Allemands de Pologne (RDP). Les conservateurs contrôlaient le plus gros de ce qui restait de presse allemande, et en 1937, il y a une scission dans la direction du parti des jeunes Allemands, lorsqu'une faction plus radicale, dirigée par Wilhelm Schneider, essaya d'en prendre le contrôle. Wiesner réussit à l'emporter, après de grandes difficultés, mais il était devenu flagrant qu'aucun dirigeant ne sortait du lot, et ce dans aucun des groupes allemands. Le contraste était très frappant entre les factions allemandes en Pologne, et le parti allemand des Sudètes en Tchécoslovaquie, dirigé par Konrad Henlein.

Les groupes conservateurs comme radicaux étaient pro-Hitler sur le papier, mais les seconds développaient des idées plus ambitieuses quant à la portée que des réformes sociales, semblables à celles menées au sein du Reich, pourraient améliorer les conditions de vie des Allemands de Pologne. Aucun de ces groupes ne faisait part de la moindre attente de retourner sous administration allemande. Le bureau des Allemands ethniques [5] du Reich, qui pro-

4. Jungdeutsche Partei, NdT
5. Volksdeutsche Mittelstelle

mulguait des échanges culturels entre les Allemands de l'étranger et l'Allemagne, ne s'ingérait pas dans la lutte entre factions politiques allemandes en Pologne. Chacune des factions espérait que le rapprochement entre l'Allemagne et la Pologne améliorerait leur position, mais aucune amélioration ne sembla se concrétiser dans les années suivant la conclusion du pacte de 1934. Les Allemands de Pologne, à quelques rares exceptions près, restaient extrêmement loyaux à l'État polonais, et une recherche ultérieure menée par Louis de Jong, l'expert hollandais, vint contredire l'affirmation commune en Pologne quant à l'existence d'une cinquième colonne allemande en Pologne. Les agents des services de renseignements allemands en Pologne étaient presque exclusivement des Juifs et des Polonais. Des milliers de jeunes Allemands en âge de figurer dans l'armée étaient enrôlés dans l'armée polonaise lorsqu'éclata la guerre en 1939. Les notables allemands vivant en Pologne restèrent dans le pays en septembre 1939 et subirent les arrestations, les déportations vers l'intérieur du pays, ou la mort.

Un article paru du *Gazeta Polska*, le journal du gouvernement à Varsovie, affirma le 21 octobre 1935 que solidarité morale et liens culturels figuraient sans doute possible parmi les droits des Allemands de Pologne. La minorité allemande n'en demandait pas plus.

Les Allemands de Pologne ne réussirent pas à s'unir, mais leur moral s'améliora à partir de 1933. Ils prirent une part active dans les élections nationales polonaises de 1935, bien qu'il fût établi qu'ils n'auraient droit à aucun siège à la Diète. Les national-démocrates, un parti strictement polonais, boycotta cette même élection. Ils provoquèrent les autorités selon des modalités que les Allemands n'auraient même pas imaginées en rêve. Les Allemands de Pologne à quelques exceptions individuelles près, restèrent passifs, et ne jouèrent pas les trouble-fête. Hitler était préoccupé quant à l'injustice de leur traitement, chose qui peut se comprendre, mais il se contentait d'aspirer à ce qu'ils fassent l'objet d'un traitement décent, comme sujets polonais.

La minorité polonaise en Allemagne était plus unie et mieux

organisée. L'union des Polonais d'Allemagne[6] fut organisée à Berlin en 1922. Tous ses membres étaient abonnés d'office au journal, Polak w Niemczech[7]. Pendant des générations, de nombreuses personnes de descendance polonaise vivant en Allemagne avaient préféré se voir considérés comme Allemands. L'Union des Polonais s'employa à combattre cette tendance, et s'opposa au dénommé « *recensement personnel* » introduit par la République de Weimar et maintenu par Hitler. L'ancienne administration *Hohenzollern* avait dénombré les Polonais sur la base de preuves documentaires. La technique moderne, appliquée par le recensement personnel, appelait à une déclaration d'identité ethnique ainsi qu'à l'identification de la langue maternelle. Sous Weimar, on pouvait ainsi se déclarer être de langue maternelle polonaise, mais ethniquement allemand. Les Polonais avaient émigré par milliers pour travailler dans l'industrie à l'Ouest de l'Allemagne ainsi que dans les industries de France, et à présent le recensement leur permettait de s'identifier comme Allemands. Sous ces conditions, seuls 14 000 individus se présentèrent comme Polonais lors du recensement de 1939, cependant que les Allemands estimaient que selon des critères objectifs on devait compter au moins 260 000 Polonais en Allemagne, et que le gouvernement polonais affirmait qu'il y en avait 1 500 000. Les conditions économiques étaient bonnes en Allemagne, les Polonais n'y subissaient pas de discrimination économique, et le sentiment national de la minorité polonaise était faible. On avait déjà observé cette tendance lors des élections du Reichstag sous la république de Weimar, mais sous Hitler la tendance avait pris des proportions d'avalanche.

Durant l'année scolaire 1928, seuls 6600 enfants avaient été inscrits dans des écoles polonaises en Allemagne, dont 4172 dans les régions de Berlin et de la Ruhr. De l'autre côté, les Polonais maintenaient de nombreuses coopératives, qui constituaient une indication

6. Zwiazek Polakow w Niemczech
7. *Le Polonais en Allemagne*

moins explicite de leur identité nationale. La presse polonaise en Allemagne accueillait les conditions économiques et sociales améliorées sous Hitler, et reconnaissait le programme national-socialiste comme garantissant ces conditions pour la minorité polonaise. La loi citoyenne allemande du 15 septembre 1935 reconnaissait explicitement la pleine citoyenneté de la minorité polonaise. En 1937, l'organisation de la minorité polonaise continuait de maintenir 58 écoles secondaires et 2 lycées (gymnasia), et ces institutions proposaient un vaste espace propice à l'enseignement en polonais dans le Reich aux enfants issus de cette minorité. Une réunion générale de l'organisation polonaise fut tenue le 6 mars 1938, au théâtre *la Force par la joie*[8], à Berlin, sous la présidence du père Domanski et du secrétaire général Czeslaw Kaczmarek. On y prononça nombre de fiers discours. Formellement, une grande organisation était affichée, mais il n'y avait pas grand-chose derrière la façade, comme le révéla le recensement allemand de mai 1939.

Un pacte germano-polonais prometteur sur les minorités fut finalement conclu le 5 novembre 1937. On convint que le même jour, Hitler parlerait aux dirigeants de la minorité polonaise, et que le président polonais Moscicki s'adresserait aux dirigeants de la minorité allemande. Hitler était extrêmement satisfait de ce qu'il considérait comme une étape concrète vers une entente germano-polonaise étendue. Il ne pouvait pas savoir que les dirigeants polonais considéreraient le nouveau pacte comme lettre morte. Il accepta de prononcer l'amnistie de plusieurs citoyens allemands d'extraction polonaise ayant violé des lois criminelles allemandes. Il accepta également la demande de Lipski d'une déclaration de compromis quant à Dantzig. On convint qu'il ne fallait plus laisser la question de Dantzig polluer les relations germano-polonaises. Hitler étala son charme autrichien en recevant la délégation de la minorité polonaise en Allemagne. Il insista auprès d'elle sur le fait qu'il était autrichien, et que pour cette raison précise il pouvait

8. Kraft durch Freude

particulièrement bien se représenter leur situation. Les Polonais furent absolument ravis de l'accueil chaleureux et personnel dont témoignèrent les remarques d'Hitler. La réception accordée aux dirigeants de la minorité allemande par le président Moscicki dans un club de vacances des montagnes Beskides fut plus réservée.

## 4.8 Le spectre du Mémorandum de Hossbach

Un événement mystérieux, qui se déroula le même jour que le pacte des minorités germano-polonais, a idéalement donné sujet à matière aux propagandistes professionnels. Hitler tint une conférence à laquelle assistèrent certains de ses conseillers, mais pas la majorité de son Cabinet. Le cercle étroit comprenait le ministre de la défense Werner von Blomberg, le commandant de marine Erich Raeder, le commandant de l'armée de l'air Hermann Göring, et le ministre des affaires étrangères, Konstantin von Neurath. Le colonel Hossbach, un officier d'État-major allemand dépêché comme officier de liaison avec Hitler, était également présent. Cet homme n'était en aucun cas l'adjudant d'Hitler, malgré la persistance de cette idée dans de nombreux récits.

La version de la conférence dite de Hossbach, supposée être devenue l'un des documents les plus connus de tous les temps, fut rédigée plusieurs jours après l'événement, et n'aurait pu être d'aucun poids dans un procès digne de ce nom, malgré la disponibilité d'une copie avérée de ce document. Hossbach avait été depuis 1934 un opposant d'Hitler et de son système, et il n'était pas opposé à l'usage de moyens illégaux et révolutionnaires pour éliminer Hitler. Il constituait un ardent admirateur du général Ludwig Beck, le chef d'État-major allemand, dont il sauva une fois la vie lors d'un accident de cheval. Beck était un adversaire déterminé d'Hitler, et s'employait à organiser l'opposition contre le chancelier allemand. Hossbach était tout naturellement en alerte pour livrer à Beck tout élément de propagande à sa portée. Hitler était populaire en Alle-

magne, et seules des méthodes extrêmes aurait pu fonctionner pour s'en prendre à lui.

Il devrait relever du devoir de tout historien de considérer ledit mémorandum de Hossbach avec réserves, même s'il est démontré que la version livrée à Nuremberg constituait une copie authentique du mémorandum que Hossbach commença à rédiger le 10 novembre 1937 (il ne put par la suite préciser à quel moment il le termina). Mais le fait est qu'aucune copie de cette version originale n'a pu être localisée depuis la seconde guerre mondiale. La version introduite par l'accusation étasunienne à Nuremberg, la seule en existence, fut présentée comme une copie réalisée depuis la version originale fin 1943 ou début 1944, mais Hossbach mentionna, dans une déclaration écrite réalisée sous serment et certifiée en date du 18 juin 1946, qu'il ne pouvait pas se souvenir si la copie de Nuremberg correspondait oui ou non à l'original rédigé par lui presque neuf années auparavant. En d'autres termes, le document sensationnel, premier instrument utilisé pour obtenir la condamnation et l'exécution de divers dirigeants de premier plan de l'Allemagne, n'a jamais été vérifié, et il n'existe aucune raison de supposer qu'il soit authentique. Raeder expliqua que la vision d'Hitler, telle qu'exprimée le 5 novembre 1937, ne donnait aucune latitude à conclure qu'un quelconque changement était en préparation en matière de politique étrangère de l'Allemagne, mais les juges de Nuremberg, s'aidant douteusement d'une source non confirmée, décidèrent qu'Hitler avait sans doute possible révélé son intention sans équivoque de provoquer une guerre d'agression criminelle.

Lors de l'enquête qui fut menée quant à cette conférence, après la seconde guerre mondiale, Fritsch et Blomberg n'étaient plus de ce monde, mais Neurath et Göring convinrent avec Raeder quant à la nature essentielle des remarques d'Hitler. Hitler avait discuté les aspirations allemandes en Europe centrale, et le danger de la guerre, mais il s'agissait là de toute autre chose que de l'annonce d'une intention de mener une politique étrangère irréfléchie ou de chercher la guerre. Même le supposé mémorandum de Hossbach

introduit à Nuremberg, comme l'a signalé A.J.P. Taylor, n'anticipe aucun des événements réellement déroulés au cours de 1938 et 1939. Il contient des idées insultantes et belliqueuses, mais ne permet de distinguer aucune action spécifique, et il n'établit aucun calendrier. Ainsi l'erreur a-t-elle été ajoutée à l'erreur. Il était erroné de supposer au départ que le document était authentique, et il était incorrect de supposer même que le document frauduleux contenait quelque preuve préjudiciable contre Hitler ou les autres dirigeants allemands. Malheureusement, la plupart des historiens qui suivirent, en Allemagne et ailleurs, ont suivi aveuglément le jugement de Nuremberg, et sont parvenus à la conclusion erronée que la conférence d'Hitler du 5 novembre 1937 constituait un élément déterminant la responsabilité de la seconde guerre mondiale.

## 4.9 La déclaration de Hitler sur Dantzig en novembre 1937

Le 5 novembre 1937, le traité des minorités aurait résolu l'un des principaux points de friction entre l'Allemagne et la Pologne, s'il avait été respecté par les Polonais. Il prévenait l'assimilation par la force, les restrictions à l'encontre de l'utilisation de la langue maternelle, la suppression des associations, les fermetures d'écoles, ainsi que la poursuite de politiques de discriminations économiques.

L'autre gros point de friction était le problème du couloir de Dantzig. Hitler espérait rassurer les Polonais par son affirmation qu'il considérait des négociations pacifiques pour résoudre ce problème. Neurath n'était pas satisfait de laisser sans réserve la vague assurance d'Hitler, et il essaye de l'interpréter comme partie d'un marchandage de *quid pro quo*. À en croire Neurath, la promesse d'Hitler aux Polonais sur Dantzig était vouée à rester lettre morte si ceux-ci ne respectaient pas le traité des minorités.

Les Polonais s'employèrent à interpréter la déclaration d'Hitler comme un désaveu du désir allemand de récupérer Dantzig.

Ils étaient là en terrain friable, car l'échec de l'Allemagne à leur accorder une reconnaissance volontaire de leurs frontières signifiait automatiquement que l'Allemagne revendiquait les territoires attribués à la Pologne du côté Ouest de la frontière Est de l'Allemagne de 1914. Le 9 novembre 1937, le bureau des affaires étrangères polonais protesta contre un discours prononcé le 6 par Albert Forster à Düsseldorf. Forster avait déclaré face à un nombreux public que son objectif était de parvenir à la réunion de Dantzig avec le Reich. Ce discours ne constitua qu'un incident au milieu d'une campagne visant à mettre au courant la population allemande du problème de Dantzig.

Le 23 novembre 1937, le bureau des affaires étrangères allemand décida que les réunions menées récemment par Forster dans diverses villes allemandes avaient été couronnées d'une telle réussite que son programme devait être intensifié. On établit des projets en vue de réunir cent autres assemblées dans l'avenir proche, et cinquante autres encore avant avril 1938. Des accords furent conclus pour mettre à disposition les meilleurs orateurs en provenance de Dantzig. Le président du sénat de Dantzig, le président du Volkstag[9], le dirigeant de la propagande pour le district de Dantzig, le dirigeant du Front du travail de Dantzig, et plusieurs autres notables de Dantzig se virent enrôlés en addition à Forster. On découvrit que *Der Danziger Vorposten*[10], principal organe d'information de Dantzig, constituait un excellent journal, et des projets furent établis en vue d'élargir sa distribution au périmètre du Reich. *Das Deutsche Danziger*[11], une exposition itinérante sur Dantzig, fut également préparée, et il fut planifié qu'elle s'ouvrirait à Muenster, en Westphalie, avant la fin novembre 1937. Le bureau des affaires étrangères allemand avait conclu que la connaissance et la compréhension courantes quant à Dantzig au sein du Reich était

9. la chambre basse de Dantzig
10. La sentinelle de Dantzig
11. le Dantzig allemand

« *décente* » mais « *insuffisante* ». Cette activité constitue une excellente indication de l'attitude allemande vis-à-vis des déclarations d'Hitler sur Dantzig. On les considéra comme le début prometteur d'une campagne diplomatique définitive en vue de récupérer Dantzig.

## 4.10 L'Autriche, un tampon tchèque

La compréhension du bureau allemand des affaires étrangères quant à Dantzig fut fondamentalement correcte, quoiqu'un peu prématurée. Hitler n'œuvra pas sur la question de Dantzig au cours de l'hiver 1937-1938, et en février 1938 la question autrichienne requit toute son attention. Il devint bientôt évident que la crise autrichienne approchait de son paroxysme, et aucun doute ne pouvait exister quant au fait qu'une solution au problème autrichien soulèverait automatiquement le problème tchécoslovaque. L'existence de 3 500 000 Allemands des Sudètes malheureux ne pouvait plus être ignorée, fût-ce par les Tchèques, par Hitler, ou par le monde, si les Allemands d'Autriche se retrouvaient unifiés avec l'Allemagne. Une crise tchécoslovaque, à son tour, pourrait constituer la première opportunité majeure de coopération entre l'Allemagne et la Pologne dans le cadre d'une crise internationale, car l'attitude des deux États envers les Tchèques était hostile et fondamentalement partagée. Si cette coopération se révélait une réussite, la voie pourrait s'ouvrir en vue de résoudre les deux principaux points de friction entre l'Allemagne et la Pologne avec les meilleures chances de réussite.

Les Tchèques étaient bien au fait de l'hostilité de leurs voisins principaux. Nul ne fut surpris le 22 février 1938, lorsqu'au début de la crise autrichienne, Kamil Krofta, le ministre des affaires étrangères tchécoslovaque, prépara un mémorandum expliquant pourquoi il soutenait une action déterminée de la part des Tchèques pour empêcher la réunion de l'Autriche et de l'Allemagne. La sup-

position suffisante voulant que Dantzig restât le principal objectif de l'expansion allemande allait voler en éclat, sauf si la dictature fantoche établie en Autriche pouvait être maintenue en exercice pour prévenir la réalisation d'un rêve d'Hitler d'une grande Allemagne. Palacky avait soutenu une Autriche indépendante contre le parlement de Francfort en 1848, et Krofta espérait pouvoir maintenir une Autriche indépendante, même si ce n'était plus qu'une Autriche fragmentée et dégradée, contre Hitler.

En avant-plan, les Tchèques faisaient face à une surprise, et les Allemands et Polonais se retrouvèrent bientôt en position de remporter leurs triomphes séparés aux dépens des Tchèques. À l'arrière-plan, il y avait l'Union soviétique, le plus colossal des périls auxquels les Allemands ou les Polonais avaient jamais eu à faire face. Il était désirable que l'Allemagne et la Pologne s'unissent face à ce danger, en dépit du fait que nul alors ne sût, y compris les dirigeants allemands et polonais, à quel point ce danger était considérable.

# Chapitre 5

# La route de Munich

## 5.1 La politique de révision pacifique d'Hitler de 1938

L'année 1938 garde une place à part dans les annales de l'Europe. Ce fut l'année des plus importants triomphes d'Adolf Hitler en matière de politique étrangère. A.J.P. Taylor, dans son ouvrage *Les Origines de la seconde guerre mondiale*, a démontré sans doute possible que les principales actions d'Hitler en 1938 ne constituaient rien d'autre que des réponses improvisées aux actions des autres pays. Pourtant, en 1938, Hitler libéra 10 millions d'Allemands à qui les faiseurs de paix de 1919 avaient refusé l'auto-détermination. Hitler obtint pour le peuple allemand les mêmes droits que ceux dont bénéficiaient les peuples de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et de Pologne. Il parvint à remporter ses victoires sans provoquer de conflit armé. L'Europe n'avait jamais rien connu de tel jusqu'alors. Il y avait certes eu par le passé des unions dynastiques, amenant à des unions territoriales sans violence, mais le dirigeant d'une nation n'avait jamais triomphé de deux gouvernements étrangers hostiles sans verser de sang. Hitler apporta la preuve d'un élément que la

Société des Nations affirmait pouvoir démontrer sans qu'elle n'y parvînt jamais : la révision territoriale pacifique était une chose possible en Europe. Nul n'aurait pu l'affirmer avec assurance avant 1938, car les preuves empiriques manquaient. Nous disposons à présence de preuves empiriques. Hitler fit usage de la menace de la force pour atteindre ces résultats, mais il fut évité que le sang fût répandu dans des guerres absurdes. Un examen superficiel de ces triomphes sera vital pour expliquer pourquoi les succès majeurs d'Hitler en 1938 ne furent pas dupliqués à une échelle plus petite en septembre 1939.

Hitler est peut-être l'homme d'État ayant reçu les critiques les plus violentes de la part de ses compatriotes comme de la part d'étrangers du monde entier. Ce n'est pas une surprise, dans la mesure où il échoua après 1939 à suivre son programme, et que cet échec fut total du fait de la sauvagerie dont firent preuves ses opposants. Certains critiques condamnent Hitler dès l'heure de sa naissance. À l'autre extrême, il y a des personnes qui se considèrent comme amicaux ou sympathiques à son égard, mais qui affirment qu'Hitler ne savait pas attendre, ni ne savait quand s'arrêter. Il est coutumier que l'échec soit condamné et la réussite adulée. Cette tendance s'inscrit dans le désir fondamental, propre à l'humanité, de simplifier le monde dans lequel nous vivons et de trouver un ordre et un objet naturels aux choses. C'est celà qu'avait Nietzsche à l'esprit quand il écrivit qu'une bonne guerre justifiait toute cause. Nul ne peut se prétendre immune face à ce désir, qui est « *humain, trop humain* », mais un détachement momentané, en gardant le contexte des événements passés, est possible, et devrait pouvoir le rester. Il apparaîtra évident plus tard que la conférence de Munich ne fut pas la solution finale aux problèmes de l'Allemagne, et que l'adoption par Hitler d'une politique attentiste passive à cette étape aurait constitué une panacée à la fois simple et dangereuse.

Hitler n'avait aucune idée de ce qu'il l'attendait au début de 1938. La conférence du 5 novembre 1937 avec Neurath, le ministre des affaires étrangères, et les hommes de l'armée, n'avait pas pro-

duit de séquelles. Il ne disposait pas de plan d'action spécifique ni de calendrier pour l'accomplissement de la révision territoriale. Alors qu'il contemplait les montagnes autrichiennes à travers les fenêtres du Berghof à Berchtesgaden, il ne savait pas que sous quelques semaines, il retournerait dans sa patrie autrichienne pour la première fois en un quart de siècle. Les accomplissements d'Hitler de 1938 ne furent pas le résultat d'un projet planifié et soigneusement pesé, dans le style de Bismarck, mais résultèrent de l'exploitation rapide de circonstances fortuites dans le style de Frédéric le Grand, au cours de premières années de son règne.

## 5.2 La conférence Hitler-Beck de janvier 1938

Hitler discuta de la situation européenne avec Beck, le ministre polonais des affaires étrangères, le 14 janvier 1938. Cette conférence était d'importance. Le développement des relations germano-polonaises, depuis la déclaration des minorités du 5 novembre 1937, avait été la cause de déceptions dans les deux pays, et il était nécessaire d'assainir l'atmosphère. Les manifestations polonaises en Allemagne sur Dantzig avaient produit beaucoup de sentiments négatifs, en dépit du fait qu'Albert Forster avait convenu de la suggestion d'Hitler de se rendre à Varsovie pour discuter de la situation avec les dirigeants polonais. Les efforts allemands pour persuader les Polonais d'accepter des discussions régulières sur les problèmes mutuels des minorités furent reçus évasivement par Varsovie. Les Allemands étalaient des manifestations dénonçant les discriminations économiques polonaises à l'encontre des Allemands minoritaires dans la région industrielle de Haute-Silésie orientale, mais ces manifestations restaient sans suite. Le 11 décembre 1937, l'ambassadeur allemand Moltke déclara carrément à Beck que l'Allemagne avait perdu ses illusions et ses espérances quant à des résultats favorables découlant du nouveau traité.

Les Allemands s'inquiétaient également de la loi de réforme

agraire annuelle polonaise, qui était annoncée à chaque début d'année. Ces lois étaient utilisées pour exproprier les zones appartenant à des Allemands de Pologne, surtout dans les anciennes provinces allemandes. Une rumeur circulait, selon laquelle la loi de 1938 serait plus drastique que celles des années précédentes, et cela s'avéra être effectivement le cas. Neurath avait convenu de rencontrer Beck le 13 janvier 1938, et il avait préparé un mémorandum soigné contenant de nombreux griefs. Il comptait insister sur la loi agraire, ainsi que sur les mesures spéciales de dé-germanisation des ordonnances frontalières polonaises, qui proclamaient le droit de l'État polonais d'empêcher quiconque n'était pas ethniquement polonais de posséder des terres dans les régions frontalières. Il comptait également protester contre la politique âprement anti-allemande du gouverneur Grazynski en Haute-Silésie orientale polonaise, et de se plaindre du fait que la presse polonaise persistait à se montrer anti-allemande en dépit de l'accord récent en la matière. Il avait prévu de déplorer l'absence de « *percée psychologique* » vers de meilleures relations entre les deux pays.

Neurath vit cette action enrayée par un ordre d'Hitler, qui lui interdit de lever ces points controversés. Le 12 janvier 1938, le bureau des affaires étrangères dénonça le projet de rencontres régulières visant à discuter les problèmes des minorités comme une « *voie dangereuse* » pouvant amener à des frictions. Le même jour, Moltke câbla à Neurath que Beck comptait se concentrer sur la question de Dantzig lors de sa conversation avec le ministre allemand des affaires étrangères. Neurath, dans ces circonstances, ne gardait guère d'enthousiasme à l'idée de tenir cette conférence avec Beck, et il resta évasif lorsque le ministre polonais des affaires étrangères proposa que le haut commissionnaire de la Société des Nations fût renvoyé de Dantzig. Il finit par convenir que Beck devrait sonder les humeurs à Genève pour étudier la possibilité de développer la question « *en temps voulu* ».

Beck confia à Neurath sa satisfaction du nouveau gouvernement anti-juif d'Octavian Goga en Roumanie, et de l'élimination,

qui n'était pour le coup que temporaire, du régime libéral roumain. Chose notable, Beck affirma en fin de compte que les relations polonaises avec la Tchécoslovaquie étaient au pire, et qu'il « *ne pouvait pas imaginer qu'elles puissent jamais changer.* » Il ajouta précisément que la Pologne ne disposait d'aucun intérêt politique en Autriche. Il indiqua que les intérêts polonais au Sud des Carpates se limitaient à l'allié roumain de la Pologne, aux aspirations territoriales polonaises en Tchécoslovaquie, et à la région Est, principalement non-tchèque, du domaine de Prague.

Beck assura à Neurath que la lutte contre le Bolchevisme, avec lequel les Tchèques avaient formalisé une alliance en juin 1935, constituait l'un des objectifs politiques principaux de la Pologne. Neurath souleva immédiatement la question de la participation polonaise au pacte germano-japonais anti-Comintern, que l'Italie venait de rejoindre à peine quelques semaines auparavant. Beck répondit rapidement que cet accord était « *impraticable pour la Pologne.* » Beck était convaincu que les grandes purges soviétiques sapaient la force de la Russie, et il était déterminé à éviter un engagement avec l'Allemagne qu'il ne considérait pas comme nécessaire.

Hitler rencontra Beck le lendemain, et il fit une déclaration que le ministre polonais des affaires étrangères aurait dû considérer avec beaucoup d'attention. Ils discutèrent de la guerre civile en cours en Espagne, et Hitler observa son intérêt vital quant à la lutte contre le Bolchevisme en Europe. Il ajouta alors que sa ligne anti-bolchevique ne passerait pour autant qu'en seconde position, derrière son objectif visant à renforcer et consolider la puissance de l'Allemagne. La restauration de l'Allemagne constituait le mandat premier qu'il avait reçu de la part du peuple allemand. Il est important de conserver cette déclaration à l'esprit quand on examine la contradiction par laquelle Hitler renversa l'ensemble de sa ligne de politique étrangère en cherchant un arrangement avec la Russie en 1939. En réalité, une telle politique devenait concevable à partir du moment où les intérêts allemands se trouvaient face à quelque danger sérieux.

Hitler informa également Beck, en pesant soigneusement ses mots, qu'il ne donnerait jamais son accord pour une coopération avec la Pologne en vue de garantir une révision du statut de Dantzig si l'objet d'une telle révision était de perpétuer le régime de ville libre. Il espérait que Beck comprendrait que son attitude resterait inaltérable sur ce point. La conversation se poursuivit sur l'Autriche, et il apparut comme évident aux yeux de Beck qu'Hitler se préoccupait des conditions dans ce pays. Hitler informa Beck qu'il envahirait immédiatement l'Autriche si une quelconque tentative était menée de restaurer la dynastie des Habsbourg. Il lui confia que sa politique autrichienne en cours était basée sur des relations pacifiques avec Vienne, dans la lignée du traité austro-allemand de 1936. Ce traité avait été négocié par Franz von Papen, qui avait été l'envoyé allemand en Autriche depuis octobre 1934, et par Guido Schmidt, le ministre autrichien des affaires étrangères. Il constituait une trêve entre les deux pays, dans la guerre non-déclarée qui avait existé depuis l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933. L'Autriche, selon les termes de ce traité, s'était contrainte à mener une politique étrangère cohérente avec son caractère d'État allemand. Hitler mentionna que sa ligne politique à l'égard de la Tchécoslovaquie se confinait à améliorer le statut de la minorité allemande, mais il confia son opinion, qui était que « *la structure toute entière de l'État tchèque n'était malgré tout pas tenable.* » Ni Hitler ni Beck n'étaient conscients du rôle de Benes, le président tchèque, derrière la purge de l'armée russe, avec le conseil que ce dernier avait prodigué à Staline quant à des supposées trahisons pro-allemandes au sein de l'Armée rouge. Pour autant, chacun d'eux reconnaissait le danger de la pénétration bolchevique en Tchécoslovaquie, et Beck « *convint de tout cœur* » aux remarques d'Hitler quant aux Tchèques. Beck confia quelque chose à Hitler qu'il n'avait jamais dit aux Russes. Il lui révéla que l'alliance de la Pologne avec la Roumanie était dirigée exclusivement contre l'Union soviétique, et il ajouta que la Pologne espérait renforcer la Roumanie contre le Bolchevisme. Il affirma également son désir d'accroître l'ami-

tié germano-polonaise, et « *de poursuivre la politique initiée par le maréchal Pilsudski.* »

La conversation du 14 janvier 1938 entre Hitler en Beck fut la dernière pour une durée de presque une année, et elle joua un rôle important dans l'amélioration de la coopération entre les deux pays, malgré les incidents et frictions locaux qui continuaient de se produire. Les relations entre les deux hommes connurent une base plus amicale que jamais, et le secrétaire d'État Weizsäcker n'exagérait pas son rapport lorsqu'il informa Moltke que la rencontre avait été « *satisfaisante pour les deux parties.* » Cela fut possible du fait que les points d'intérêts avaient été soulignés, et les différences ignorées.

## 5.3 La montée de Joachim von Ribbentrop

Deux scandales, impliquant Werner von Blomberg, ministre de la défense, et Werner von Fritsch, commandant en chef de l'armée, éclatèrent en Allemagne en janvier 1938. Le second fut acquitté par un tribunal militaire en mars 1938 des accusations qui avaient pesé à son encontre d'avoir pratiqué l'homosexualité. Le scandale Blomberg résulta du marriage Blomberg-Erna Grühn, où Hitler avait constitué l'un des témoins. Il fut bientôt révélé qu'Erna Grühn avait un passif de prostituée bien connue à Berlin. Nul, pas même Blomberg, ne croyait que le ministre de la défense pouvait conserver son mandat en de telles circonstances. Le renvoi de Fritsch de son mandat de commandant en chef des armées, avant que le verdict l'innocentant fût prononcé, constitua une injustice fondée sur de simples soupçons, mais n'en fut pas moins parfaitement légal, la constitution accordant à Hitler la prérogative de le congédier.

Ces développements appelèrent à des changements, et Hitler décida de les approfondir. Ribbentrop finit par se voir nommé ministre des affaires étrangères à la place de Neurath, et plusieurs autres changements importants suivirent dans les services diplo-

matiques. Hassell fut démis de son poste d'ambassadeur à Rome, et remplacé par Mackensen, qui avait occupé le poste de secrétaire d'État au bureau des affaires étrangères. Le rappel d'Ulrich von Hassell constitua une décision logique, puisqu'il était opposé à l'idée d'une alliance germano-italienne. Ernst von Weizsäcker fut choisi pour remplacer Hans Georg von Mackensen au poste de secrétaire d'État avec l'accord de Ribbentrop, qui estimait pouvoir faire confiance à Weizsäcker dans l'exécution de sa ligne politique, par opposition à Mackensen. En réalité, les deux hommes étaient en opposition fondamentale avec Hitler, sans que Ribbentrop ne le sache à ce moment-là.

Dirksen fut transféré depuis Tokyo, puis envoyé à Londres pour remplacer Ribbentrop, et Ott fut envoyé à Tokyo prendre la place de Dirksen. Papen fut informé à Vienne le 4 février 1938 qu'il allait se voir rappelé de son poste d'ambassadeur d'Allemagne en Autriche. Il était évident qu'Hitler estimait que la politique conciliante de Papen vis-à-vis de l'Autriche avait atteint ses limites. Les décisions qu'Hitler aurait pu prendre quant à l'Autriche dans les jours qui suivirent ne sont pas évidentes à connaître, car Papen prit immédiatement des initiatives qui y déterminèrent les événements. Il fut consterné d'apprendre son rappel. Il prit congé de sa famille le 5 février, et se rendit à Berchtesgaden pour un entretien avec Hitler. Son impression fut qu'Hitler était très préoccupé de la situation en Autriche, mais indécis quant à la suite des décisions allemandes à prendre quant à ce pays.

## 5.4 La chute de Kurt von Schuschnigg

Papen avait précédemment suggéré à Hitler qu'un entretien avec Kurt von Schuschnigg, le dictateur autrichien, pourrait être utile, et Hitler avait demandé sa permission d'en organiser une ; Schuschnigg, comme on peut le comprendre, se montra réticent à cette idée, et Hitler sembla avoir oublié cette affaire. Lorsque Papen appela

Hitler le 5 février, il lui indiqua que Schuschnigg avait au moins fait part d'un désir d'une conférence, et que l'on pourrait en organiser une en hâte. Hitler se montra immédiatement enthousiaste à cette perspective, et dit à Papen de continuer à agir temporairement comme ambassadeur d'Allemagne en Autriche. Papen fut quelque peu agacé par cette procédure, lui qui avait été rappelé de ce poste, mais il comprit qu'Hitler avait pour habitude de couper court aux pratiques conventionnelles lorsque l'action se faisait nécessaire.

Papen organisa donc une conférence entre Hitler et Schuschnigg à Berchtesgaden pour le 12 février. Hitler instruisit Papen de dire au chancelier autrichien que des officiers allemands seraient présents à cette date, si bien que Schuschnigg se rendit également à Berchgaden en compagnie d'officiers militaires autrichiens, ainsi que de Guido Schmidt, son ministre des affaires étrangères. Hitler accueillit Schuschnigg avec courtoisie, puis s'employa à le soumettre, comme un Allemand, à des pressions morales. À 23h00, Schuschnigg avait convenu de cesser les persécutions envers les national-socialistes autrichiens, d'accepter Seyss-Inquart, le dirigeant national-socialiste autrichien, au cabinet du ministre de l'intérieur, et de laisser Hitler diffuser un discours en Autriche en échange de la diffusion d'un discours de Schuschnigg en Allemagne. Le chancelier autrichien eut par la suite honte d'avoir accepté ces conditions, et affirma qu'Hitler avait fait marque de manières violentes au cours des deux premières heures de leur conversation. Papen réfuta ce point, et insista sur le fait que la rencontre s'était terminée dans la satisfaction générale. Papen était coutumier d'Hitler et de ses occasionnelles flambées passionnées, et du fait de cette perspective, la journée lui apparut moins orageuse. Schuschnigg nota qu'Hitler remerciait Papen en sa présence à la fin de la discussion, et déclara — s'adressant à Papen — que « *grâce à votre assistance, j'ai été nommé chancelier d'Allemagne, et le Reich s'est ainsi vu sauvé de l'abysse du Communisme.* »

Hitler était exalté par son succès personnel. Dans un discours important en date du 20 février 1938, il attira l'attention du monde

sur les dix millions d'Allemands vivant dans les États voisins, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Il souligne que ces Allemands avaient vécu dans le même Reich que leurs compatriotes jusque 1866. L'Autriche-Hongrie ayant constitué quelques années plus tard une alliée proche du Reich allemand de Bismarck, une forme d'union avait continué de lier ensemble les Allemands. Ils avaient partagé les mêmes ressentis comme soldats des puissances centrales pendant la première guerre mondiale. Les faiseurs de paix de 1919 avaient contrarié leur désir d'union au sein d'une nouvelle Allemagne.

Peu après son retour en Autriche, Schuschnigg se mit à chercher un moyen de revenir sur l'accord de Berchtesgaden du 12 février 1938. Il comprenait qu'il lui faudrait bénéficier des apparences de quelque prérogative morale pour ce faire. Il savait fort bien que son régime ne serait jamais en mesure de gagner une élection honnête sur les sujets en lien avec la séparation prolongée de l'Allemagne, et portait son projet à peine dissimulé de restaurer les Habsbourg sur le petit État autrichien. Il finit par décider d'organiser un plébiscite frauduleux. Le 9 mars 1938, il annonça à Innsbruck qu'un plébiscite sur le sujet important de l'avenir de l'Autriche serait tenu sous un délai très bref de quatre jours, le 13 mars 1938. Il avait été décidé d'avance que le vote serait sujet à une surveillance officielle, qui rendrait impossible l'anonymat du choix des électeurs. Les électeurs voulant voter négativement devraient amener des bulletins fabriqués par eux-mêmes, et pour qu'ils soient reconnus comme valides, il fallait qu'ils respectent des contraintes de taille tout à fait inhabituelles et particulières ; ce afin de pouvoir en rejeter en grands nombres. La question soumis au vote de confiance en Schuschnigg allait également être posée selon des termes aussi confus et trompeurs que possible. Schuschnigg força ainsi la main d'Hitler sur la question autrichienne en usant de ces fourberies. Depuis janvier 1938, la Grande-Bretagne s'était employée en hâte à s'attirer un accord avec l'Italie, dans l'espoir de s'appuyer dessus pour préserver l'indépendance de l'État fantoche autrichien. L'accord en question ne fut conclu qu'en avril 1938, trop tard pour qu'il fût d'une

quelconque utilité. Mussolini avait en vain conseillé à Schuschnigg d'abandonner son projet risqué de plébiscite. Apparemment, c'est Schuschnigg, et non Hitler, qui s'était montré impatient et déterminé à forcer les événements, en faisant fi des conséquences.

Schuschnigg fut informé par Seyss-Inquart le 11 mars 1938, à 10h00, qu'il disposait d'une heure pour révoquer le plébiscite frauduleux, et accepter la tenue d'un plébiscite juste, et à bulletins secrets, sous trois à quatre semaines, sur la question de savoir si l'Autriche devait rester indépendante ou se voir rattachée au reste de l'Allemagne. Faut d'acceptation de sa part, l'armée allemande occuperait l'Autriche. Une non-réponse de sa part dans le délai imparti produisit un nouvel ultimatum, exigeant que Seyss-Inquart succédât à Schuschnigg au poste de chancelier d'Autriche. La crise avait atteint son paroxysme, et aucune des parties ne recula.

Le principal danger pour l'Allemagne était la perspective d'une intervention de l'Italie, la seule autre grande puissance jouxtant l'Autriche. La France n'avait aucun engagement envers l'Autriche, aucune frontière commune, et était au cœur d'une crise gouvernementale. Lord Halifax, qui avait été nommé le mois précédent secrétaire britannique aux affaires étrangères en succession d'Anthony Eden, fit tout son possible pour inciter l'Italie à agir contre l'Allemagne. Les représentants diplomatiques britanniques à Vienne soutenaient l'option de plébiscite de Schuschnigg. Halifax avertit Ribbentrop à Londres, le 10 mars 1938, de l'existence de « *possibles conséquences* » en termes d'intervention britannique contre l'Allemagne, si Hitler usait de la force en Europe centrale. Ribbentrop était à Londres pour prendre congé de son poste d'ambassadeur, et Neurath dirigeait dans l'intervalle le bureau allemand des affaires étrangères. Le 11 mars 1938, au petit matin, Halifax donna pour instruction à Henderson, l'ambassadeur britannique à Berlin, de voir Hitler, et de le mettre en garde contre toute interférence allemande en Autriche. Le même jour, la nouvelle parvint de Rome à Halifax que Galeazzo Ciano, refusait de discuter la situation autrichienne avec les représentants diplomatiques bri-

tanniques. Les événements se déroulèrent si rapidement que l'Allemagne avait été dans l'incapacité de parvenir à un accord avec l'Italie, mais Mussolini décida de ne créer aucune difficulté à Hitler lorsque la crise éclata. Ciano avait anticipé cette situation, et mentionné dans son journal le 23 février 1938 l'impossibilité d'une guerre italienne contre l'Allemagne pour le compte de Schuschnigg. Cela ne changeait pas le fait que les dirigeants italiens étaient très mécontents de la situation en Autriche. Hitler reçu le mot, le 11 mars 1938 à 22h25, que Mussolini acceptait l'Anschluss [1].

Il était alors devenu évident que l'armée allemande ne rencontrerait aucune résistance en entrant en Autriche, et Hitler était convaincu qu'il n'aurait à faire face à aucune intervention extérieure manifeste. Il laissa Hermann Göring en tant que *Chargé* [2] à Berlin, et prit la route de l'Autriche, sa terre natale. Il y fut accueilli par une réception joyeusement enthousiaste par le plus gros du peuple autrichien. Hitler n'était pas sans savoir que son triomphe sans fausse note en Autriche n'avait été rendu possible que parce que Mussolini avait sacrifié une ancienne sphère d'influence italienne, et le 13 mars 1938, il câbla à ce dernier le message suivant depuis l'Autriche : « *Mussolini, je n'oublierai jamais que vous m'avez accordé ceci !* » Quand Halifax constata que la France était immobilisée par une crise intérieure et que l'Italie n'était pas encline à l'action, il fut décidé à Londres d'adopter une attitude amicale quant à la situation de l'Anschluss en Autriche. Ce fut chose aisée, car les dirigeants allemands, au cours des quelques jours qui suivirent, étaient tellement heureux de voir l'Allemagne remporter son premier grand succès depuis vingt ans qu'ils étaient prêts à prendre dans leurs bras le monde entier, dans l'esprit de la 9ème symphonie de Beethoven [3]. L'enregistrement d'une conversation téléphonique entre Ribbentrop à Londres et Göring à Berlin, en date du 13 mars

1. « *Union* », ici avec l'Autriche
2. En français dans le texte, NdT
3. Seid umschlungen, Ihr Millionen ! Soyez enlacés, millions [d'humains], NdT

1938, constitue une indication de cet état. Ribbentrop fit l'éloge de l'attitude britannique et ajouta : « *Je pense que l'on comprend fort bien ici ce qui est en train de se produire.* » Il affirma à Göring avoir souligné [face à Halifax, le 12 mars] l'importance d'une entente anglo-allemande, et Göring fit ce commentaire : « *J'ai toujours été en faveur d'une entente germano-anglaise.* » Ribbentrop suggéra : « *Chamberlain également se montre très sérieux quant à une entente,* » et Göring répondit : « *Je suis également convaincu que Halifax est un homme tout à fait raisonnable.* » Ribbentrop conclut cette phase de la discussion avec ce commentaire : « *J'ai eu la meilleure impression de Halifax ainsi que de Chamberlain.* »

## 5.5 Le double jeu de Lord Halifax

Il fut facile pour Halifax d'approuver les Allemands de face, et de s'employer à les affaiblir en secret, mais il faut s'intéresser quant au dessein de ce double jeu. La ligne politique britannique officielle quant à l'Europe était affichée comme une politique d'apaisement. Ce terme attractif, désignant une politique conciliante, avait été popularisé par Aristide Briand, le ministre français des affaires étrangères, dans les années 1920, puis ravivé par Anthony Eden, le secrétaire britannique aux affaires étrangères au cours de la crise de Rhénanie en 1936. L'apaisement vu par les Britanniques signifiait une politique française de conciliation sincère à l'égard de l'Allemagne. Plus tard, la presse communiste, et les journalistes « *libéraux* » qui s'y allièrent (le libéralisme du XIX$^{\text{ème}}$ siècle aurait été hostile à l'Union soviétique), réussirent à convaincre le grand public peu méfiant des pays occidentaux que ce terme présentait une connotation odieuse. À ce moment-là, les communistes inventèrent également l'épithète « *Cliveden set* », suite à un week-end que Neville Chamberlain sur le domaine d'Astor de Cliveden-sur-Tamise, du 26 au 28 mars 1938. Le fait qu'Anthony Eden, qui était populaire auprès des communistes à l'époque, passât plus de week-ends

à Cliveden que Chamberlain ne fit pas de différence à leurs yeux, du fait qu'ils n'étaient pas plus enclins à faire preuve d'honnêteté envers Cliveden qu'à l'égard de l'incendie du Reichstag de 1933, qui avait été attribué aux national-socialistes par Willie Münsterberg, l'agent communiste à Paris. Le grand public occidental accepta le récit sur le Reichstag malgré l'absence de preuve, et les communistes anticipèrent à raison que ce même grand public croirait que le *Chargé* s'était rendu coupable d'une sinistre « *conspiration pro-nazie* » à Cliveden. Les victoires de la propagande communiste furent aisées du fait que la majorité des « *libéraux* » occidentaux se constituèrent comme alliés. Le président Roosevelt, dans un discours de 1937 à Chicago, intégra l'Union soviétique sur la liste des nations du monde éprises de paix, en contraste avec les soi-disant mauvais et agressifs Allemands, Italiens, et Japonais.

Il n'y eut pas de *Cliveden set*, ni de véritable politique britannique d'apaisement. L'usage de ce terme par Neville Chamberlain et Lord Halifax, ainsi que par leurs principaux conseillers parlementaires, Sir John Simon et Sir Samuel Hoare, constituait une façade dissimulant le fait que les dirigeants britanniques se considéraient comme quelque peu en retard quant à leurs préparations militaires. Il était reconnu en 1937 et 1938 que le réarmement allemand n'était pas particulièrement colossal, et qu'il serait aisé pour la Grande-Bretagne, malgré ses capacités industrielles bien plus faibles, de marquer des points sur le terrain face à l'Allemagne. Les efforts d'armement britanniques du début des années 1930 avaient été ralentis par les effets de la dépression mondiale, par l'opposition du parti travailliste, et par les interférences du mouvement britannique pour la paix, qui disposa pour un temps d'une popularité considérable. Il était reconnu que les deux premiers ministres précédents, Ramsay MacDonald et Stanley Baldwin, s'étaient montrés quelque peu négligents à dépasser ces difficultés, mais une campagne d'armement britannique massive était à présent pleinement lancée par Neville Chamberlain. Il suffit d'une année complète, à partir de début 1938, pour que les pleins effets de ce programme fussent réali-

sés, et dans l'intervalle les dirigeants britanniques jugèrent sage d'y aller doucement, sous couvert des apparences d'une justice impartiale, dans le traitement des problèmes européens. Les événements allaient montrer que l'insincérité des dirigeants britanniques quant à leurs objectifs proclamés serait au plus grand bénéfice de l'Union soviétique.

Un autre facteur important faisait à l'époque de l'apaisement un libellé intelligent pour la politique britannique. Les injustices infligées à l'Allemagne en 1919 et les années qui suivirent convertirent de nombreux Anglais en capacité de penser à la sympathie envers les Allemands, qui avait après tout constitué l'attitude anglaise traditionnelle au cours du XIX$^{\text{ème}}$ siècle. La sympathie populaire à l'égard d'un pays contre lequel une attaque militaire est envisagée ne constitue pas une bonne base pour entretenir un sentiment propice à la guerre. Une adhésion de façade de quelques années pourrait laisser les dirigeants britanniques convaincre leurs sujets que la sympathie envers l'Allemagne avait été empêchée par l'appétit mauvais et insatiable de ce pays. Le problème avait été exposé par Geoffrey Gorer, l'expert anglais, dans son ouvrage, *Exploring English Character*[4] : « *La guerre contre un ennemi mauvais — et l'ennemi doit clairement être désigné comme mauvais selon les critères utilisés habituellement par la conscience — est sans doute la seule situation de nos jours qui libérera les forces d'une juste colère de la part de l'ensemble (ou de presque l'ensemble) de la population.* »

Le premier ministre Neville Chamberlain était âgé de soixante-huit ans lorsqu'il parvint aux plus hautes fonctions parlementaires britanniques en avril 1937. Il s'agissait d'un homme fort, à l'apogée de sa puissance mentale, ainsi qu'un sévère disciple du parti conservateur. Sa naissance lui avait accordé les privilèges que connaissait la haute bourgeoisie britannique marchande et industrielle, et ses victoires répétées aux élections à la mairie de Birmingham à par-

4. *Une exploration de l'esprit anglais*, NdT

tir de 1915 ne constituèrent guère plus que l'acceptation légitime d'une sinécure traditionnelle. Son père, Joseph Chamberlain, et son frère[5], Austen Chamberlain, avaient joui de carrières remarquablement réussies dans la vie publique britannique, et s'étaient vus associés à des décisions importantes quant aux questions centrales national-économiques, coloniales et diplomatiques de leur temps. Neville Chamberlain reçut beaucoup d'éloges pour avoir établi le système britannique de barrières douanières protectrices de préférence impériale, et pour avoir sécurisé l'accord des *Dominions* britanniques à son système lors de la célèbre conférence d'Ottawa en 1932.

On a parfois suggéré l'idée que Chamberlain, avant mars 1939, aurait fait preuve d'une confiance aveugle envers Hitler, et cru qu'un accord anglo-allemand étendu pourrait être conclu. Cela est faux, car Chamberlain ne cessa jamais de penser que la Grande-Bretagne pourrait entrer en guerre contre l'Allemagne au lieu de conclure un accord avec elle. Lorsque Hitler réinstaura la conscription en mars 1935, Chamberlain écrivit : « *L'Allemagne d'Hitler est la brute d'Europe ; pourtant, je ne désespère pas.* » Ce commentaire émotionnel ne suggère pas vraiment que Chamberlain fût épris de l'Allemagne ou d'Hitler.

Le 5 juillet 1935, Chamberlain considérait l'apaisement de l'Italie dans la crise éthiopienne comme moyen d'empêcher un rapprochement entre l'Italie et l'Allemagne. Il définit à cette occasion l'apaisement comme une combinaison possible de menaces et de concessions, et cette définition réfléchit la nature ambivalente de la pensée de Chamberlain dès lors qu'il conduisit une politique dite d'apaisement. En décembre 1935, au moment de la mise à l'écart de l'Italie, en raison du scandale généré par la révélation précoce du traité Hoare-Laval, Chamberlain insista sur le fait que cela n'aurait pas pu se produire s'il avait été premier ministre. Il aurait veillé à ce que l'Italie fût maintenue de manière sécurisée dans le front

5. demi-frère, NdT

anti-allemand. Après qu'il devint premier ministre en 1937, Chamberlain continua de considérer comme un principe central de sa ligne politique l'idée de tenir l'Italie séparée de l'Allemagne.

Le 16 janvier 1938, Chamberlain écrivit à un ami aux États-Unis qu'il privilégiait des accords avec l'Allemagne ainsi qu'avec l'Italie, pourvu que les Allemands puissent être persuadés de retenir leur utilisation de la force. Cela souleva la question de savoir ce que Chamberlain entendait par *usage de la force*, à savoir s'il parlait d'effusions de sang, ou de la simple menace de la force. Cette question se vit clarifiée lorsque Chamberlain déclara, après l'Anschluss austro-allemand du 13 mars 1938 : « *Il est parfaitement évident que la force est le seul argument que l'Allemagne puisse comprendre.* » Le même Chamberlain définissait son propre programme en disant que l'armement britannique constituait la base de la défense de l'Empire et se sa stratégie collective. En ce sens, l'usage de la force, dans l'esprit de Chamberlain, était bon lorsqu'exercé par les Britanniques, et mauvais lorsqu'exercé par les Allemands. Les Britanniques avaient défini leur position quant à la défense de l'Empire à l'époque du pacte Kellogg-Briand de 1928. Ils établirent en effet une liste d'un grand nombre de pays, jouxtant l'Empire britannique, sur lesquels ils revendiquaient un droit d'intervention permanent, hors des termes d'un pacte rédigé pour rendre illégale toute guerre comme instrument de politique nationale.

Chamberlain se considérait comme détaché et objectif dans son évaluation d'Hitler, et se ressentit sans doute comme magnanime lorsqu'il écrivit à l'issue de leur première rencontre en 1938 : « *Je n'ai vu aucune trace de folie.* » Il a été dit qu'après une suite de rencontres avec Hitler, Chamberlain s'était senti irrésistiblement pris sous le charme du dirigeant allemand magnétique. C'est sans doute possible, et Chamberlain l'a vérifié de lui-même. Il n'était pas difficile pour lui de faire se dissoudre cette influence momentanée, et de revenir à son mode de pensée habituel après quelques jours de retour dans son environnement habituel en Angleterre. Après

tout, Hitler n'était guère que le dirigeant arriviste d'une puissance récemment écrasée presque au-delà du réparable, et Chamberlain restait le premier ministre d'un fier Empire, présentant à son actif une suite considérée comme ininterrompue de victoires remontant à l'ère de la Reine Elizabeth 1ère, au XVIème siècle. Il n'était pas réaliste de décrire cet homme fier comme le dupe d'Hitler.

Chamberlain était une figure formidable, mais il se vit bientôt éclipsé par au moins l'un de ses ministres. Edward Frederick Lindley Wood, comte de Halifax, a été l'un des diplomates les plus assurés, impitoyables, intelligents, et investis d'auto-suffisance que le monde ait porté. On a dit qu'Halifax était né grand, avait accompli des grandeurs, et était tout entier enclin à la grandeur. C'était un homme de grande taille, anguleux et robuste. Il était né avec le bras gauche atrophié, et compensait son défaut physique par une poursuite éperdue en matière sportive, et en particulier de chasse. À l'âge de neuf ans, après la mort de ses frères plus âgés, il resta seul héritier du titre de son père. Il reçut un premier prix d'histoire moderne à Oxford en 1903, et après un tour de l'Empire, il publia une biographie de John Keble, le dirigeant de l'Église anglicane. Il entra à la chambre des Communes sous l'étiquette des conservateurs en janvier 1910. Lors de son discours inaugural à la chambre des Communes, il rejeta catégoriquement l'idée voulant que tous les hommes soient créés égaux. Il appela le peuple anglais à rester fidèle à sa destinée de « *race supérieure* » au sein de l'Empire britannique. Ce fut un discours « *de sang et de fer* », au sens premier de l'expression.

Il connut des doutes quant à prendre part personnellement à la guerre en 1914, mais passa par la suite une période sur le front Ouest, et prit part à certaines batailles en 1916-1917. Halifax n'avait aucune patience envers les contestataires de cette lutte épique, et il déclara aux Communes en décembre 1917 : « *Je ne ressens...strictement aucune sympathie avec le vrai objecteur de conscience (face à la guerre).* » En 1918, il se fit l'un des principaux organisateurs et signataires de la pétition Lowther adressée à

Lloyd George, pour une paix dure envers l'Allemagne.

Halifax occupa des postes importantes au cours des années suivant la première guerre mondiale. Il fut sous-secrétaire d'État aux Colonies, président du conseil de l'éducation, représentant britannique au Conseil de la Société des Nations, et ministre de l'agriculture. Il lui arriva souvent d'occuper simultanément plusieurs postes. Halifax fut nommé vice-roi des Indes en 1925, et arriva dans ce pays le 1er avril 1926, avec l'intention déclarée de se montrer plus malin que Gandhi, qui s'employait à obtenir la liberté comme paiement pour les sacrifices consentis par l'Inde à l'occasion de la première guerre mondiale. Halifax comptait envoûter les disciples de Gandhi en leur proposant un statut ultérieur de *dominion*, plutôt qu'immédiat, et à cet égard il apparut faussement libéral, en comparaison d'un homme comme Churchill, qui voulait gouverner l'Inde de manière permanente selon les usages dans une colonie de la couronne britannique. Halifax n'aimait pas les pacifistes, mais gardait à l'esprit qu'il était diplomate, et il se montra toujours équivoque et évasif lorsqu'on lui demanda ce qu'il pensait de Gandhi.

Halifax était âgé de cinquante ans lors de son retour triomphal d'Inde en mai 1931. Il continua de se concentrer sur les affaires indiennes plusieurs années durant, puis repris le poste de président du conseil de l'éducation. Il fut nommé secrétaire d'État à la guerre en juin 1935, et à ce titre fit fortement pression en faveur d'une campagne d'armement intensive. En octobre 1935, Halifax déclara avec suffisance que chacun sur le continent dormirait mieux pourvu qu'il fût porté à sa connaissance que la Grande-Bretagne disposait du pouvoir « *de faire prévaloir la politique de paix sur le monde.* »

Halifax fut le bras droit de Stanley Baldwin, le premier ministre, dirigea la chambre des Lords et fut Lord du Sceau Privé. Il fut une voix importante dans la conduite de la diplomatie britannique à partir de janvier 1935. Le 10 mars 1936, durant la crise de Rhénanie, il accompagna Eden, le ministre des affaires étrangères, à Paris pour les importantes négociations avec les dirigeants français. Il joua également un rôle clé dans le soutien de l'archevêque

de Canterburry face au roi Édouard VII lors de la crise de l'abdication de 1936. La visite d'Halifax à Hitler de novembre 1937 avait été discutée de longs mois durant, et généra une frénésie de spéculation dans la presse britannique, lorsqu'elle fut annoncée le 10 novembre 1937. La visite d'Halifax fut surtout une mission en vue d'établir les faits, et ne produisit pas de résultat immédiat, bien qu'elle soulevât de grandes espérances en Allemagne.

Trois mois plus tard, Lord Halifax remplaça Anthony Eden au poste de secrétaire britannique aux affaires étrangères, dans les circonstances hostiles qui accompagnèrent une différence inconciliable entre Chamberlain et Eden quant à la pertinence d'apaiser l'Italie. Eden avait auparavant déjà été en conflit sur ce point avec Sir Robert Vansittart, le sous-secrétaire permanent au bureau britannique des affaires étrangères. Vansittart monta d'un étage le 1er janvier 1938, pour devenir conseiller diplomatique en chef auprès du gouvernement sa Majesté, un nouveau poste d'importance inconnue, et sa place de sous-secrétaire permanente revint à Sir Alexander Cadogan. Ce changement fut interprété comme une victoire d'Eden sur Vansittart, jusqu'à la chute d'Eden quelques semaines plus tard. Après cette chute, il devint plus difficile d'interpréter le changement de statut de Vansittart, qui garda de fait l'ensemble de son ancienne influence, et la question constitua un sujet de spéculation pendant plusieurs années. Halifax était solidement établi derrière Chamberlain dans la conduite de la politique étrangère, et durant les huit premiers mois au cours desquels il occupa le poste de secrétaire aux affaires étrangères, il laissa Chamberlain conserver l'initiative dans ce domaine. Après cela, il affirma sa propre autorité, et la Grande-Bretagne s'approcha de l'holocauste de la seconde guerre mondiale sous la gouvernance diplomatique d'Halifax plutôt que celle de Chamberlain.

Jamais Halifax ne comprit-il ou ne s'intéressa-t-il de près ou de loin aux problèmes auxquels l'Allemagne se trouvait confrontée. Un simple exemple suffit à illustrer ce point. Le 11 mars 1938, Halifax déclara à Ribbentrop à Londres qu'une action allemande

contre l'Autriche serait équivalente à une action britannique contre la Belgique. Halifax semblait considérer cette affirmation comme juste, et comme une reconnaissance du fait que l'Autriche était importante pour l'Allemagne et la Belgique importante pour la Grande-Bretagne. Le fait que l'Autriche ait constitué partie intégrante de l'Allemagne pendant plus de mille ans, et que les parlementaires autrichiens aient voté en faveur d'un rattachement de l'Autriche à l'Allemagne après la première guerre mondiale ne signifiait rien à ses yeux. Par conséquent, il ne reconnaissait pas l'Anschluss comme un acte de libération du peuple autrichien qui subissait un régime fantoche honni. Comment quiconque aurait-il pu comprendre l'Allemagne sans s'intéresser aux problèmes auxquelles elle était confrontée ? Sir Neville Henderson, l'ambassadeur britannique à Berlin, comprenait la situation allemande sans difficulté, et jamais cet homme ne se serait-il aventuré à comparer de manière trompeuse la Belgique et l'Autriche.

Presque vingt ans plus tard, Halifax écrivit ses mémoires, qui expliquaient candidement son attitude quant à la situation européenne de l'époque. Il reconnaissait qu'Hitler était un « *phénomène indiscutable* » et avait « *honte de dire* » qu'il ne détestait pas Goebbels. Contrairement à Chamberlain, Halifax était tout à fait résolu, en 1937 et début 1938, quant à l'inévitabilité d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne. De fait, il alla jusqu'à dire qu'une guerre anglo-allemande était inévitable depuis mars 1936, le moment où l'Allemagne avait recouvré sa liberté d'action en réoccupant la Rhénanie. Il est important de se souvenir qu'en mars 1936, Halifax occupa un rôle de premier plan dans l'initiative visant à décourager la France de répondre à la réoccupation militaire allemande de la Rhénanie. Aucun doute sur le fait qu'une guerre en 1936 aurait été contraire à la conception britannique d'alors de l'équilibre des pouvoirs, mais on peut également regretter que Halifax n'ait pas développé en 1939 une évaluation plus pertinente de l'équilibre des pouvoirs auxquels il proclamait être dévoué. Halifax écrivit également que la conférence de 1938 fut une « *affaire*

*terrible et misérable,* » mais extrêmement utile, en ce qu'elle avait convaincu le crédule peuple britannique l'année suivante que tout ce qui avait pu être tenté pour éviter la guerre avait été fait. Cela pouvait sembler induire qu'œuvrer pour la paix en 1938 justifiait de pousser à la guerre en 1939, mais tel n'était pas le cas. Ce n'était pas le droit qui comptait, mais la victoire. Ce n'était pas la vérité qui comptait, mais il importait d'orienter la pensée du peuple britannique selon des lignes utiles.

En 1938, Hoare et Simon furent de manière constante les conseillers de Chamberlain et de Halifax dans la conduite de la ligne politique britannique. Hoare avait été révoqué de son poste de secrétaire britannique des affaires étrangères en 1935 à cause de sa tentative de traité sur l'Éthiopie, préparé avec Laval, (ce traité fut répudié du fait qu'il violait la sécurité collective), mais il refit son entrée au cabinet britannique en 1936 comme premier Lord de l'amirauté. Il travailla dur à une politique de neutralité pro-française au cours de la guerre civile espagnole, et fut envoyé en Espagne comme ambassadeur durant la seconde guerre mondiale pour maintenir l'Espagne du côté pro-britannique. Il était reconnu à Londres qu'il disposait d'excellents contacts avec l'aristocratie espagnole. Hoare eut également des contacts étroits avec les dirigeants tchèques de 1938, qui remontaient à ses missions militaires et diplomatiques en date de la première guerre mondiale. Hoare devint ministre de l'intérieur [6] en juin 1937, et passa de longues heures à discuter avec Chamberlain du meilleur moyen de séparer Mussolini d'Hitler. Cette politique britannique réussit avant l'éclosion de la seconde guerre mondiale, et ne fut mise à mal que par l'effondrement inattendu de la France en 1940.

Hoare conseillait Chamberlain en matière d'affaires américaines. Il considérait l'« *amitié anglo-américaine comme la base même de notre politique extérieure,* » mais ne se trompait pas en notant que le président Roosevelt n'était pas en position d'intervenir active-

6. Home Secretary

ment en Europe en 1938 ou 1939. Il n'hésita pas à conseiller à Chamberlain de refuser la proposition de Roosevelt d'une conférence internationale en janvier 1938, à une période où le premier ministre britannique était concentré sur l'accomplissement d'une entente bilatérale avec l'Italie. Hoare affirma n'avoir jamais eu aucune difficulté à se montrer loyal à la fois envers Chamberlain et Halifax, du fait que les deux étaient toujours d'accord entre eux. Il nota que Halifax était doté d'une forte personnalité, que Chamberlain ne put jamais dominer.

Simon tint le poste de secrétaire aux affaires étrangères de 1931 à 1935 dans le gouvernement de coalition de MacDonald, qui était dominé par les Conservateurs. Il établit des ententes intimes avec Sir Robert Vansittart et Sir Alexander Cadogan, les experts permanents du service. Simon était indifférent aux travaux historiques révisionnistes quant à la première guerre mondiale, et il persista à décrire celle-ci comme « *guerre de la liberté* », ou croisade pour la liberté. Il s'entendait fort bien avec Chamberlain, Halifax et Hoare à cet égard. Il appuya également un lourd programme d'armement au fil des années 1930, et critiqua les dirigeants libéraux et travaillistes qui le freinèrent. Chose amusante, Simon considérait Ribbentrop comme un « *imposteur prétentieux* » et se plaignait de la « *carapace dure* » entourant son « *autosuffisance* », c'est-à-dire les mêmes critiques émises à l'encontre de Simons par ses critiques britanniques. Dans les années 1930, la position de Simon était que « *La Grande-Bretagne ne peut tenir seule le rôle de gendarme du monde,* » et il s'ensuivait à ses yeux qu'elle devait régenter le monde avec l'appui d'autre pays. Il décrivit Chamberlain comme un homme de paix qui préférerait se battre que de voir le monde « *dominé par la force.* » En 1938, Simon était pour la paix, estimant qu'il faudrait 12 mois de plus à la Grande-Bretagne pour finir ses préparations en vue d'une guerre victorieuse contre l'Allemagne.

La faculté britannique à rationaliser une politique étrangère absolument immorale, et à en faire une présentation morale, a toujours été sans limite. En 1937, avec l'accord de Vansittart et de

Chamberlain, William Strang prit la place de Ralph Wigram au département central du bureau britannique des affaires étrangères, qui englobait les affaires allemandes en relation avec l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. À ce moment, les Britanniques changeaient de politique étrangère du fait des purges en Russie, et ils évoluaient d'une opposition primaire à la Russie à une position de conflit avec l'Allemagne. Il était essentiel que ce changement de politique fût accompagné de quelque explication morale, et celle-ci fut apportée par Strang au travers des mots suivants : « *Au cours de notre génération, la coupe de la haine a été remplie jusqu'à déborder par les régimes nazi et soviétique, mais peut-être pas à proportions égales. Le système soviétique, pour cruel, maléfique et tyrannique qu'il soit dans la poursuite par ses maîtres auto-proclamés du pouvoir tant intérieur qu'à l'étranger, découle, même de manière lointaine, d'une idée morale, l'idée que l'homme ne doit pas être exploité par l'homme pour son propre profit ; et l'on peut donc lui trouver une justification, pour dangereuse qu'elle soit en de nombreux esprits ; pour le nazisme, au contraire, il me semble qu'il n'y eut jamais, et qu'il n'y a toujours, rien à dire.* »

Tel était le jugement de l'homme qui était supposé constituer l'expert en chef de l'Allemagne au bureau britannique des affaires étrangères. Il n'apparut apparemment pas à Strang que le slogan marxiste quant à l'exploitation n'était guère différent, et certainement pas plus noble que la devise nationale socialiste : « *Gemeinnutz vor Eigennutz* » [7]. En outre, les national-socialistes estimaient que cette doctrine pouvait être mise en œuvre sans encourager une haine de classe permanente, ni l'expropriation d'au moins la moitié de la communauté (Werner Sombart avait démontré que quelles que soient les contorsions de l'imagination, le prolétariat ne constituait pas plus de la moitié de la population allemande). Il est instructif, dans ce contexte, de citer le livre récent, *The Rise and Fall of Nazi*

7. L'intérêt public avant l'intérêt personnel

*Germany*[8], de l'historien juif T.L. Jarman. L'ouvrage de Jarman critique amèrement Hitler et son système, mais est au moins suffisamment objectif pour admettre que sous le national-socialisme, le terrorisme, à l'inverse de la situation en Russie, était tenu à l'arrière-plan, et que « *l'Allemagne au cours des années 1933-1939 était un pays ouvert, en une manière que la Russie soviétique ne l'a jamais été.* »

Strang s'est plaint que les mois précédents la seconde guerre mondiale furent une période « *écrasante* » pour lui, mais que 1939 fut moins écrasante que 1938 du fait que « *la guerre allait certainement arriver.* » Apparemment, la possibilité qu'Hitler en 1938 pût trouver quelque moyen d'éviter une nouvelle guerre anglo-allemande était chose irritante aux yeux de Strang. De fait, aucun militariste n'aurait pu chercher la guerre avec plus d'avidité, et l'attitude de Strang ne constitue pas un commentaire flatteur quant à ses qualifications en matière diplomatique. Le fait que cet homme, au poste clé qu'il occupa, apportât toute satisfaction à Chamberlain et à Halifax est tout à fait édifiant.

## 5.6 Les secrètes aspirations guerrières du président Roosevelt

L'attitude du président Roosevelt et de son entourage fut possiblement plus extrême encore que celle des dirigeants britanniques, mais au moins le président étasunien se trouvait-il contraint par les validations constitutionnelles, l'opinion publique, et le processus législatif du Congrès, qui l'empêchèrent d'infliger sa politique à l'Europe dans la période précédant la seconde guerre mondiale. Le 9 septembre 1938, un éclat de colère de l'assistant secrétaire F.B. Sayre, du département d'État étasunien, envers l'ambassadeur britannique Sir Ronald Lindsay, durant les difficiles tractations en vue

8. Ascension et chute de l'Allemagne nazie

d'un traité commercial anglo-étasunien, illustra la psychose qui affligeait les dirigeants et les diplomates étasuniens. Sayre se souvint plus tard : « *Je poursuivis en disant qu'à une pareille époque, alors que la guerre menaçait et que l'Allemagne cognait à nos portes, il me semblait tragique que nous n'ayons pas été capable de convenir et de signer un accord.* » Imaginer l'Allemagne cognant aux portes des États-Unis en 1938 revient à confondre *Alice au pays des merveilles* avec la Bible.

Le secrétaire au trésor, Henry Morgenthau, Jr., téléphone à Paris le 14 mars 1938 pour informer les Français que les États-Unis soutiendraient et coopéreraient avec une mesure socialiste du gouvernement Blum et du Front populaire. Cette mesure consistait à contrôler, et, si nécessaire, à geler les devises étrangères en France. Il se serait agi là d'une mesure drastique, contraire au système d'arbitrage international et aux politiques financières internationales ayant cours aux États-Unis. Morgenthau désirait que Léon Blum reste premier ministre, dans l'espoir qu'il précipite la France dans un conflit avec Hitler. Il n'eut aucun scrupule à prendre cette initiative sans informer ni le Congrès des États-Unis, ni les dirigeants des grandes entreprises étasuniennes. Léon Blum, le socialiste, n'osa pas aller aussi loin, et son gouvernement tomba en raison d'une politique fiscale inadaptée.

Les dirigeants allemands estimaient, à raison, que la presse ouvertement anti-allemande aux États-Unis influençait profondément les attitudes américaines publiques et privées vis-à-vis de l'Allemagne. Le 22 mars 1938, Goebbels déclara à Hugh Wilson, l'ambassadeur des États-Unis en Allemagne, qu'il s'attendait à de la critique, et « *de fait, il était inconcevable à ses yeux que les écrivains en Amérique puissent se montrer sympathiques avec l'Allemagne du temps présent, du fait du total contraste de méthode qui animait le gouvernement (allemand).* » D'un autre côté, il dénonça la calomnie et la diffamation ainsi que le brassage délibéré de haine. Wilson confia que le problème ne provenait pas du total contraste de méthode, mais que « *la chose la plus essentielle sur la voie de*

*nos relations de presse était la question juive.* » Le 30 avril 1938, Ribbentrop put mettre au défi Wilson de trouver un seul article dans la presse allemande émettant une critique personnelle du président Roosevelt. Il indiqua également que cette situation pouvait changer.

Début 1938, les docteurs et dentistes juifs étaient encore intégrés au programme allemand d'assurance d'État obligatoire (*Ortskrankenkassen*), qui leur garantissait un nombre de patients suffisant. Wilson relaya l'information au secrétaire d'État Hull qu'en 1938, 10% des avocats en exercice en Allemagne étaient juifs, en dépit du fait que les juifs constituaient moins de 1% de la population totale. Pourtant, le département d'État étasunien continua de bombarder l'Allemagne par des protestations exagérées sur la question juive durant l'année 1938, quoique le 10 mai 1938, Wilson suggéra à Hull que ces protestations, si elles n'étaient pas répétées par d'autres nations, faisaient plus de mal que de bien. Les États-Unis dénoncèrent une loi allemande du 30 mars 1938, qui retirait à l'église juive sa position de religion établie en Allemagne. Cette loi impliquait que le culte juif ne serait plus financé par le contribuable, mais les citoyens allemands allaient continuer de payer des taxes pour les églises protestante et catholique. La situation établie par cette nouvelle loi en Allemagne se trouvait être la même que la pratique anglaise de l'époque, où les revenus fiscaux allaient à l'Église anglicane, mais où le culte juif ne recevait rien.

Le 14 mars 1938, Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État, se plaignit auprès de Jerzy Potocki, l'ambassadeur de Pologne, au sujet du traitement des Juifs par les Allemands, et fit les louanges à la Pologne pour sa « *politique de tolérance.* » Potocki, qui savait que les mesures polonaises en vigueur contre les Juifs étaient plus sévères que celles en vigueur en Allemagne, répondit avec dignité que « *le problème juif en Pologne est un problème très réel.* » Il est évident que la question juive constitua en premier chef un prétexte pour la politique étasunienne, déguisant le fait que les dirigeants étasuniens recherchaient noise à l'Allemagne pour quelque

raison que ce fût. En septembre 1938, le président Roosevelt attrapa un mauvais rhume, et il se plaignit qu'il « *voulait tuer Hitler et [s']amputer le nez.* » [9]

Peut-être la frustration et la connaissance des obstacles intérieurs entravant sa propre ligne politique contribuèrent-elles à la furie du président Roosevelt. Jules Henry, le chargé d'affaires français, signala à Paris le 7 novembre 1937 que le président Roosevelt était intéressé par la perspective de renverser Hitler, mais que la majorité du peuple étasunien ne partageait pas ses vues. L'ambassadeur français, Saint-Quentin, signala le 11 juin 1938 que le président Roosevelt laissa soudainement échapper durant une interview que « *les Allemands ne comprenaient que la force* », puis serra les poings comme un boxeur se préparant au combat. Il nota que le président se plaisait à répéter que « *si la France tombe, les États-Unis tomberont.* » Apparemment, cette proposition était supposée contenir quelque vérité auto-évidente légalisto-moraliste, n'ayant pas besoin d'étayage argumentaire.

L'ambassadeur Saint-Quentin nota également que les relations entre le président Roosevelt et William C. Bullitt étaient particulièrement étroites. Chose compréhensible, Bullitt constituant un va-t-en-guerre. Bullitt était alors ambassadeur des États-Unis en France, mais également ambassadeur en général auprès de tous les pays d'Europe, et il était habitué à transmettre des ordres de Roosevelt à l'ambassadeur Kennedy de Londres ou à l'ambassadeur Biddle à Varsovie. Bullitt disposait d'une profonde connaissance de l'Europe. Il savait fort bien que les Britanniques ne comptaient pas se battre en 1938, et que les Français ne se battraient pas sans soutien britannique. Il améliora ses contacts et attendit son heure durant la période des crises autrichienne et tchèque. Il se préparait pour son rôle de 1939 comme ambassadeur par excellence de Roosevelt. Lors de la dernière année de paix, il garda les mains

9. En anglais, *he complained that he «* wanted to kill Hitler and amputate the nose *»*, NdT

liées, le monde entier sachant que le président auquel il obéissait ne disposait pas du soutien du peuple étasunien pour sa politique étrangère.

## 5.7 La politique de paix de Georges Bonnet

En France, la situation prit un tour dramatique quand Édouard Daladier, qui triompha face aux penchants de gauche d'Édouard Herriot au sein du parti radical socialiste, devint premier ministre le 10 avril 1938. Winston Churchill avait conjugué ses efforts avec Henry Morgenthau pour maintenir en poste le gouvernement du prédécesseur de Daladier, Léon Blum, mais avait échoué. Blum avait espéré diriger un gouvernement comprenant non seulement la combinaison habituelle au Front Populaire composée de socialistes et de radicaux-socialistes, soutenue par les communistes, mais aussi Paul Reynaud et certains républicains modérés de droite qui penchaient pour l'adoption d'une position ferme face à Hitler. Pierre-Étienne Flandin, qui disposait de contacts étroits avec Chamberlain et Halifax à Londres, prit la direction de l'opposition opposée à cette combinaison. Churchill se rendit à Paris les 26 au 28 mars 1938, dans une vaine tentative de convertir Flandin aux positions de Blum. Churchill savait qu'un gouvernement Blum pourrait exercer des pressions efficaces à l'égard des dirigeants britanniques dans l'inévitable crise tchèque. Churchill espérait ainsi utiliser les Français pour renverser la politique d'apaisement de Londres.

Daladier penchait pour suivre la direction indiquée par Londres en matière de politique étrangère, où la politique d'apaisement était effective. Dans le même temps, une tendance modérée de l'opinion gagnait de l'ampleur en France, qui préconisait qu'il n'y avait aucune raison de s'opposer aux aspirations d'Hitler en Europe centrale. On avait laissé Hitler réarmer l'Allemagne en 1935, et le 18 juin 1935, les Britanniques avaient conclu avec lui un pacte maritime bilatéral contrevenant manifestement aux dispositions du

traité de Versailles. Il n'avait fait aucun doute au moment de sa signature qu'il s'était agi d'une étape utile à la sécurisation des intérêts britanniques et à l'opposition face au communisme, mais le fait resta que ce pacte avait porté un coup à l'hégémonie militaire française en Europe occidentale et centrale. La politique britannique visant à empêcher la France d'interférer avec la réoccupation de la Rhénanie par Hitler du 7 mars 1936 avait fortement réduit la possibilité que la France pût apporter une aide militaire efficace aux membres de la Petite Entente ou aux autres alliés de la France à l'Est. Dans l'intervalle, la stratégie militaire française avait été basée sur la création d'une forte position défensive en France. Les Français les plus avisés demandaient s'il ne serait pas sage de tirer les conclusions politiques qui découlaient de ces événements, et de modifier les engagements français à l'Est afin de prévenir la guerre.

Joseph Paul-Boncour avait succédé à Yvon Delbos au poste de ministre des affaires étrangères, au moment de la chute du gouvernement Camille Chautemps au moment de l'Anschluss. Paul-Boncour s'opposa à la tendance modérée, et opta pour une ligne politique dure en soutien aux Tchèques. Daladier avait été enclin à le conserver comme ministre des affaires étrangères, mais il lui préféra Georges Bonnet lorsqu'il découvrit que Paul-Boncour se montrait catégorique quant aux Tchèques. Bonnet était l'un des partisans de premier plan de la tendance modérée, et il soutenait une interprétation des engagements français qui pourrait maintenir la paix. Bonnet, en contraste avec les dirigeants britanniques, constituait un avocat sincère et résolu d'une politique d'apaisement permanentes à l'égard de l'Allemagne, dans le style antérieur d'Aristide Briand. Il fut ministre des affaires étrangères à partir d'avril 1938, et jusque peu après le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Sa nomination constitua l'un des événements les plus significatifs de la période, et accrut les chances que la paix régnât en Europe. Bonnet n'était pas une figure isolée dans sa ligne de conduite de la politique étrangère de la France. Il exerça une influence très importante sur Daladier, jouit du soutien d'un grand

nombre de ses collègues du cabinet français, et fut encouragé par d'importants groupes d'intérêts partout en France.

Un comité d'enquête parlementaire spécial fut établi en France en 1946 pour établir les causes et les événements de la seconde guerre mondiale. À cette date, la marée communiste était haute en France. De nombreux illustres Français s'étaient vus emprisonnés pour des raisons fallacieuses, et environ 100 000 Français furent liquidés dans une purge inspirée du communisme. Georges Bonnet avait quitté la France vers la fin de la seconde guerre mondiale, et s'était réfugié à Genève, en Suisse, la région d'origine de la famille Bonnet. Il refusa non sans sagesse de revenir en France jusqu'à obtenir les garanties adéquates sur le fait qu'il ne se verrait pas indûment emprisonné. Bonnet ne témoigna pas devant ce comité avant mars 1951, un an environ après son retour en France.

Bonnet fit part de sa conviction que les États-Unis ne joueraient aucun rôle actif en Europe dans l'avenir immédiat, lorsqu'il revint en France en 1937 après avoir tenu le poste d'ambassadeur de France aux États-Unis. Il savait que les Britanniques ne seraient pas enclins à envoyer quantités de soldats en Europe dans l'occurrence d'une nouvelle guerre, du fait de leurs lourdes pertes lors du premier conflit mondial. Il savait que l'Union soviétique ferait tout ce qui serait possible pour éviter la guerre contre l'Allemagne, tout en entraînant la France et l'Allemagne dans une guerre afin d'affaiblir les soi-disant puissances capitalistes. Aux yeux de Bonnet, il apparaissait comme stupide de ne pas faire tout ce qu'il pouvait, au vu des circonstances, pour éviter la guerre contre l'Allemagne.

Bonnet se plaignait de son ras-le-bol de se voir considéré comme un partisan fanatique des Allemands. Il n'avait pas mis le pied en Allemagne depuis 1927, et avait toujours préféré le système français de capitalisme libéral au national-socialisme allemand. D'un autre côté, il avait passé presque trois mois en Union soviétique en 1934, chose qui lui avait été utile pour savoir répondre aux lignes politiques russes de 1938 et 1939. Bonnet pouvait se targuer de relations constamment amicales et confidentielles avec Daladier, le

premier ministre, en 1938 et 1939. Lui-même et Daladier étaient convaincus qu'Hitler était déterminé à mener à bien son projet de révision territoriale vers l'Est au nom de l'Allemagne. Bonnet, en tant que ministre des affaires étrangères, ne se prêta jamais à ce que l'on appelle la diplomatie privée. Il mettait un point d'honneur à ce que tous les messages, y compris les plus confidentiels, fussent traduits ou décodés et préparés en quatre exemplaires. Ces exemplaires étaient systématiquement envoyés au président Lebrun, au premier ministre Daladier, à Alexis Léger, secrétaire général du bureau des affaires étrangères, et à Bonnet. Bonnet se considérait comme un disciple d'Aristide Briand en matière de politique étrangère. En 1925, au moment de la signature des traités de Locarno, il faisait partie du cabinet Painlevé. Briant qui était alors ministre des affaires étrangères, déclara au cabinet que les traités ne seraient appliqués que dans le contexte de la Société des Nations, et avec le soutien de la conjonction nécessaires des puissances prépondérantes. Bonnet en conclut que la France n'avait aucune obligation de remplir unilatéralement les traités de sécurité collective conclus après la signature de l'alliance de la Société des Nations.

Bonnet rappela au comité que la Grande-Bretagne n'avait jamais promis à la France de soutenir militairement une politique française active d'intervention, et ce pendant l'ensemble de la crise tchèque de 1938. Bonnet discuta de la situation avec les dirigeants britanniques les 28-29 avril 1938, et il lui fut répondu que la Grande-Bretagne n'était pas encore prête pour une guerre européenne. Lorsque Halifax et Chamberlain émirent l'hypothèse qu'Hitler pouvait bluffer, Bonnet prédit qu'Hitler ferait usage de la force contre les Tchèques en cas d'échec d'une révision pacifique. Bonnet avait le plus grand respect pour la puissance militaire de l'Union soviétique, et son opinion à cet égard ne fut pas ébranlée par les purges soviétiques en cours. Il était également convaincu, du fait de ses accords diplomatiques en vigueur, que l'Union soviétique résisterait à toute tentative faite en 1938 de la convaincre de prendre l'initiative militaire contre l'Allemagne. Dans ces circonstances, en 1938,

Bonnet n'eut aucun scrupule à essayer de convaincre les Tchèques de parvenir à un accord pacifique avec l'Allemagne, aux dépens des districts allemands occupés par les Tchèques depuis 1918 et 1919.

La clarté de la pensée de Bonnet, ainsi que l'habitude qu'il avait de conserver des notes détaillées pour illustrer ses points, ont illuminé de nombreux événements obscurs de la période, et ses archives révélatrices ont amené plusieurs pays à publier divers documents qui seraient sans cela restés marqués du sceau du secret. Il a publié deux volumes de mémoires très complets avant son témoignage face au comité parlementaire, et a produit un volume d'éléments additionnels déconcertant pour traiter les questions soulevées par ses interrogateurs. Il ne fut pas surprenant de voir cet homme répondre de manière efficace à chaque point qui fut soulevé contre lui.

Les mémoires de Bonnet abondent de réflexions pénétrantes, et ils ignorent les nombreuses diffamations qui furent écrites sur lui par des rédacteurs en vogue. Il reconnut que le président Roosevelt employait une manière géniale pour cacher ses passions violentes. Bonnet accepta de rentrer des États-Unis en France en juin 1937, pour devenir ministre des finances du nouveau gouvernement Chautemps, après que Joseph Caillaux eut réussi à renverser le premier gouvernement Blum. Bonnet admirait Joseph Caillaux, qui s'était battu en vain pour la paix en 1914 contre les politiques agressives de Poincaré et de Viviani, et il fut heureux du renversement de Blum. Bonnet insista, au cours d'une dernière conversation avec le président Roosevelt, sur l'idée qu'une nouvelle guerre en Europe constituerait un désastre pour le monde entier. Bonnet nota que le premier ministre Chautemps, ainsi que Delbos, le ministre des affaires étrangères, se virent invités à Londres les 29 et 30 novembre 1937, immédiatement après le retour d'Allemagne de Halifax, et que les dirigeants britanniques se préoccupaient surtout d'exhorter les Français à presser leurs préparations militaires. Bonnet nota, après avoir rencontré Chamberlain en avril 1938, pour la première fois depuis plusieurs années, que le premier ministre britannique se

montrait de toute évidence sceptique quant à la conclusion d'une entente durable avec Hitler. Cette attitude contrastait avec l'opinion de Bonnet, qui ne voyait aucune raison pour qu'un accord durable anglo-allemand pût être atteint, pourvu qu'il fût sincèrement désiré des dirigeants britanniques. L'idée que les Britanniques ne faisaient que jouer la montre fut confirmée lorsque Chamberlain déclara à Bonnet qu'il valait mieux choisir un moment favorable pour arrêter Hitler que de laisser le dirigeant allemand choisir le lieu et la date d'un conflit. Hitler n'avait de fait aucun désir de choisir ni le lieu, ni la date d'un conflit contre les Britanniques. Hugh Wilson, ambassadeur des États-Unis en Allemagne, envoya le 1er février 1938 une analyse à Hull, rédigée par un expert rattaché à l'ambassade, qui contenait l'affirmation suivante tout à fait notable : « *un accord anglo-allemand constitue le premier principe de la diplomatie de Hitler en 1938, exactement comme en 1934, ou en 1924 lorsqu'il écrivit* Mein Kampf. »

## 5.8 Les espoirs de Litvinov d'une guerre franco-allemande

Les Russes prévoyaient de jouer un rôle prudent dans la crise tchèque. Maxim Litvinov, le commissaire soviétique aux affaires étrangères, déclara le 24 mars 1938 à Joseph Davies, l'ambassadeur des États-Unis, que la Société des Nations était morte, qu'aucun accord n'existait entre la France et la Russie quant à la gestion de la crise tchèque, et que la Tchécoslovaquie pourrait bien capituler sans combattre face à la pression allemande.

Que la Russie n'eût aucune obligation envers la Tchécoslovaquie était chose évidente, sauf si les Tchèques résistaient à l'Allemagne avec un soutien militaire français actif. La politique soviétique n'impliquait pas de désir de la part des dirigeants russes de voir les puissances d'Europe occidentale et centrale dites capitalistes aplanir leurs différences. Un représentant français à Genève en

janvier 1938 fut attaqué par Maxim Litvinov lorsqu'il suggéra à un groupe de porte-parole de la Société des Nations qu'une politique de rapprochement français à l'égard de l'Allemagne bénéficierait également à la Russie.

Les Russes espéraient pouvoir rester temporairement à l'arrière-plan, pendant que les États constituant leurs rivaux idéologiques se laisseraient entraîner. On estimait, non sans raison, que les intérêts de Staline serraient mieux servis par un conflit à l'Ouest. L'histoire diplomatique soviétique officielle de cette période condamna ultérieurement la Grande-Bretagne et la France, en usant de termes très forts, pour leur refus de combattre l'Allemagne sur le dossier tchèque. En 1938, les diplomates soviétiques adoptèrent la ligne insincère selon laquelle Hitler bluffait, et selon laquelle un solide front anglo-français en soutien des Tchèques l'aurait contraint à reculer.

## 5.9 La diplomatie irresponsable d'Édouard Beneš

Le 12 mars 1938, à Berlin, Hermann Goering assura aux Tchèques, en réponse à leurs demandes spécifiques, que l'Allemagne n'envisageait aucune action à l'encontre de la Tchécoslovaquie. La vérité de cette affirmation a depuis lors été établie par les documents diplomatiques, mais le sens commun suggérait déjà à l'époque que celle-ci était sincère, au vu de la vitesse à laquelle la crise autrichienne prit des proportions considérables en à peine quelques jours. S'il avait associé ensemble les destins des Allemands autrichiens et de ceux des Sudètes dans son discours du 20 février 1938, Hitler n'en avait pas moins toujours considéré que l'Autriche et la Tchécoslovaquie constituaient deux problèmes tout à fait distincts l'un de l'autre, et il n'eut guère l'opportunité d'examiner avec attention la seconde des deux, alors que la première s'approchait à une rapidité fulgurante. Les Allemands firent la promesse que leur armée en Autriche se tiendrait à une distance importante de la frontière

tchèque.

Aux yeux des Tchèques, au vu des réactions immédiates des Allemands des Sudètes à l'Anschluss, il était clair qu'une crise était inévitable, dans laquelle la Tchécoslovaquie allait occuper le rôle central. Jan Masaryk, l'envoyé tchèque à Londres, discuta de la situation avec les dirigeants britanniques. Il signala à Prague le 16 mars 1938 que les Britanniques étaient inclinés à considérer une guerre anglo-allemande comme inévitable mais qu'il était évident qu'ils ne prévoyaient pas un tel conflit pour l'année 1938. Le 16 mars 1938, Chamberlain, face à la chambre des Communes, se borna à la déclaration énigmatique énonçant que la Grande-Bretagne était et resterait toujours intéressée par les événements d'Europe centrale, du fait de son désir de maintenir la paix du monde. Il apparaissait clairement à Masaryk qu'une promesse britannique envers les Tchèques serait difficile à obtenir, pour ne pas dire impossible, pour 1938.

L'excitation qui régna parmi les Allemands des Sudètes après l'Anschluss força la question des Sudètes au centre de la scène. La délégation allemande à Prague signala le 31 mars 1938 que Konrad Henlein, le dirigeant du parti allemand des Sudètes (SdP), plaidait pour l'abaissement des efforts de propagande stimulant les habitants des Sudètes, ceux-ci se montrant déjà par trop stimulés. En Grande-Bretagne et au Canada, plusieurs articles d'inspiration officielles apparurent, critiquant les injustices infligées aux Allemands des Sudètes depuis de nombreuses années. Henlein comprenait qu'il allait devoir annoncer un programme répondant aux exigences de la nouvelle situation, et collabora étroitement avec Ribbentrop, le ministre allemand des affaires étrangères, ainsi qu'Ernst Eisenlohr, le représentant allemand en Tchécoslovaquie, pour préparer les célèbres demandes de Karlsbad quant aux conditions d'autonomie dans la région des Sudètes. Ces demandes furent énoncées par Henlein dans un discours du 24 avril 1938. Il était évident qu'Hitler allait soutenir les Allemands des Sudètes dans leurs tentatives de concessions, et Krofta, le ministre tchèque des affaires tchèque,

donna à Jan Masaryk pour instructions d'émettre une nouvelle demande spécifique de soutien militaires britannique en défi aux Allemands. Le 3 mai 1938, Masaryk signala que Halifax, le secrétaire britannique aux affaires étrangères, était pessimiste quant aux possibilités d'un conflit militaire de la Tchécoslovaquie contre l'Allemagne, et refusa d'engager la Grande-Bretagne au service de la cause tchèque.

Les dirigeants tchèques adoptèrent le modèle de Schuschnigg, révélant qu'ils étaient beaucoup plus impatients qu'Hitler à forcer l'issue du problème. Le cabinet tchèque et les dirigeants militaires du pays décidèrent, l'après-midi du 20 mai 1938, d'ordonner la mobilisation partielle de l'armée tchèque, et de baser cette action provocatrice sur la fausse accusation que des armées allemandes étaient en train de se masser au bord des frontières tchèques. Ils espéraient que la confusion émotionnelle qui en résulterait rallierait les Britanniques et les Français à la position tchèque avant qu'une politique privilégiant des concessions aux Allemands des Sudètes ne pût être mise en œuvre. Ce complot échoua, en dépit du fait que Krofta, le 27 mai, puis Beneš, le 1er juin, déclarèrent lors d'interviews que la Tchécoslovaquie avait remporté une grande victoire sur l'Allemagne. Une campagne de presse visant à répandre cette impression avait été lancée le 21 mai 1938, et les échos s'en firent entendre dans le monde entier.

## 5.10 L'offre de guerre de Beneš rejetée par Halifax

Halifax ne tenait pas à laisser le président Beneš mener la politique étrangère de l'Empire britannique. Il prit garde d'esquiver le piège tchèque, mais alla assez loin pour faire monter l'indignation d'Hitler à l'égard des Tchèques. Le 21 mai 1938, il donna pour instruction à Sir Neville Henderson, ambassadeur britannique à Berlin, de déclarer aux Allemands que les Britanniques « *pourraient* »

se battre si les Allemands s'en prenaient aux Tchèques. Henderson devait ajouter que la France également pourrait intervenir, et que « *le gouvernement de sa Majesté ne pouvait pas garantir qu'ils ne seraient pas forcés par les circonstances à s'impliquer également.* » Il s'agissait d'un avertissement adressé à Hitler, mais pas une déclaration précise du fait que la Grande-Bretagne se battrait pour les Tchèques. Quelques jours plus tard, Henderson signala que des experts militaires britanniques avaient examiné la frontière germano-tchèque et n'avaient trouvé aucune preuve que des soldats allemands y fussent massés.

Le pari tchèque échoua, et l'échec en fut cuisant. Hitler était assez malin pour voir que les Britanniques avaient évité de s'engager auprès des Tchèques malgré les circonstances dramatiques créées par l'effrontée décision de mobilisation tchèque. Les Tchèques avaient révélé leur jeu : il était évident qu'ils n'avaient aucun atout. Hitler décida alors de forcer l'issue du problème avec les Tchèques en 1938, et de sécuriser la libération des Allemands des Sudètes et la dissolution de l'« *empire tchèque.* »

## 5.11 La décision d'Hitler de libérer les Sudètes

Le 22 avril 1938, Hitler avait discuté avec le général Wilhelm Keitel d'un plan opérationnel établi en 1935 prévoyant l'occurrence d'un possible conflit avec les Tchèques. Hitler émit une directive qui excluait tout attaque allemande non provoquée à l'encontre des Tchèques. Keitel rendit le brouillon amendé à Hitler le 20 mai 1938, comprenant l'affirmation explicite que l'Allemagne n'avait aucune intention d'attaquer la Tchécoslovaquie. La crise tchèque d'escalade à la guerre du 21 mai 1938 se produisit avant qu'Hitler n'ait renvoyé le projet à Keitel, le 30 mai 1938. Hitler modifia le protocole politique, et ajouta l'affirmation notable qui suit : « *Ma décision inaltérable est d'écraser la Tchécoslovaquie au travers d'une action militaire dans un avenir proche.* » Le général Alfred

Jodl nota dans son journal personnel, à cette même date, que la conviction d'Hitler que la question tchèque pourrait se voir réglée en 1938 avait amené à un important conflit d'opinions entre Hitler et l'État-major de l'armée. Ce conflit fut rapidement exploité par un mouvement sous-terrain allemand, petit mais ambitieux, qui tenta de renverser Hitler en 1938. Gerhard Ritter, le principal expert allemand de la question, fit ultérieurement mention de ses doutes quant au fait que le putsch militaire tenté contre Hitler en 1938 aurait pu fonctionner quelles que fussent les circonstances, et ajouta qu'il avait été rendu complètement impossible du fait de la politique britannique d'accorder des concessions à Hitler. Il reconnut également le fait qu'aucun coup d'État militaire contre Hitler n'aurait pu réussir dans la période séparant la conférence de Munich et l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

Le projet fut conservé par Hitler au cours des quatre mois séparant la mise au point du projet militaire en date du 30 mai 1938 et la conférence de Munich des 29 et 30 septembre 1938. Les dirigeants des Allemands des Sudètes suivirent les directives de Berlin, et s'en tinrent aux demandes que les Tchèques ne voulaient pas accorder complètement. L'Italie accorda un soutien diplomatique total à l'Allemagne, et ni la Russie soviétique d'un côté, ni la Grande-Bretagne et la France de l'autre ne firent marque d'enthousiasme pour prendre l'initiative d'une attaque contre l'Allemagne. Les Tchèques, en dépit des ambitions grandioses de certains de leurs dirigeants, constituaient un peuple doté d'un solide sens pratique, et la plupart d'entre eux réalisèrent que la vie vaudrait toujours la peine d'être vécue si l'Allemagne reprenait son rôle de puissance dominante traditionnelle de l'Europe centrale. Les Tchèques n'avaient aucune envie de mener un conflit isolé contre l'Allemagne, et, après les efforts anglo-français de septembre 1938, étaient mûrs pour rendre les Sudètes à l'Allemagne sans combattre.

Le 20 juillet 1938, Lord Halifax informa à Paris les dirigeants français qu'une mission en vue d'établir les faits, menée par Lord Runciman était sur le point d'être dépêchée en Tchécoslovaquie.

La mission fit l'objet d'une annonce publique le 26 juillet 1938, et le président Beneš fut gêné par cette nouvelle. Il s'agissait d'une indication flagrante du fait que les Britanniques n'avaient pas l'intention d'adopter une ligne politique sans compromis à l'égard de l'Allemagne dans la gestion de la crise. La mission conclut ses travaux début septembre 1938, et signala que la principale difficulté dans la région des Sudètes avait été la réticence des Tchèques à accorder des réformes. Ce développement fut accompagné de la rupture finale des négociations entre les dirigeants des Allemands des Sudètes et les Tchèques. L'apogée de la crise était de toute évidence toute proche.

Le président Beneš prononça un discours de défiance le 10 septembre 1938, au moment de l'ouverture du congrès national-socialiste annuel de Nuremberg qui se déroula de l'autre côté de la frontière, en Allemagne. Le président tchèque fit une présentation audacieuse de la précaire position tchèque. Il déclara avoir toujours été un optimiste, et que son optimisme était à présent plus fort que jamais. Les premières réponses au président Beneš furent faites par Joseph Goebbels et Hermann Goering. La principale réponse provint d'Hitler, lors d'un discours important prononcé à Nuremberg le 12 septembre 1938. Le dirigeant allemand dénonça les politiques menées par Beneš depuis 1918 en des termes cinglants, et appela les dirigeants des États étrangers à ne pas intervenir lorsqu'il réglerait ses comptes avec les Tchèques. Il rappela aux dirigeants français que la renonciation permanente de l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine, comprenant l'ancienne ville allemande de Strasbourg, avait constitué un sacrifice majeur, qui avait été consenti de manière volontaire dans l'intérêt de l'amitié franco-allemande. Il ajouta que l'Allemagne cherchait à régler un nombre limité de problèmes en Europe, et qu'elle disposait de frontières tout à fait satisfaisantes « *dans de nombreuses directions* ».

## 5.12 La promesse du palais des sports du 26 septembre 1938

L'ensemble du corps diplomatique avait été présent à Nuremberg pour écouter Hitler. Le 13 septembre 1938, Lipski, l'ambassadeur polonais, prit contact avec le secrétaire d'État Weizsäcker pour se plaindre d'avoir distinctement entendu dire par Hitler que l'Allemagne avait « *des frontières tout à fait satisfaisantes dans toutes les directions,* » et que la version qui avait été publiée était erronée, mentionnant « *de nombreuses directions.* » Lipski émit l'avertissement lugubre que des conséquences fâcheuses pourraient s'ensuivre si cette modification dans la version des déclarations de Hitler était remarqué en Pologne. Weizsäcker ne put trouver personne ayant entendu la version que Lipski déclarait avoir entendu de la part d'Hitler. Il demanda à se faire remettre le texte qui avait été préparé avant que le discours fût prononcé, et nota que ce texte également contenait les mots « *de nombreuses directions.* » L'incident fut porté à l'attention d'Hitler. Deux semaines plus tard, le 26 septembre 1938, Hitler prononça un second discours majeur au palais des sports de Berlin, lorsqu'il apparut que l'Europe pourrait malgré tout se jeter dans la guerre du fait de la question tchèque. À cette occasion, Hitler fit une déclaration explicite et cohérente avec ses lignes politiques, mais qui le laissa extrêmement vulnérable aux attaques et aux fausses représentations de la part de propagandistes hostiles.

Le discours du 26 septembre à Berlin se déroula dans une atmosphère très chargée, dominée par le slogan de Goebbels : « *Führer befiehl, wir folgen !*[10] » Hitler, en expliquant la politique allemande, affirma : « *nous n'avons aucun intérêt à supprimer les autres peuples.* » Il rappela au monde que l'Allemagne était de nouveau forte après les quinze années terribles (avant 1933), mais insista sur le fait qu'elle n'entretenait aucune haine à l'égard des

10. Commande nous, et nous suivrons !

autres peuples. Il souligna l'importance d'une entente durable entre l'Allemagne et la Pologne dans la réalisation de son programme. Il insista sur l'idée que l'administration tchèque sur la région allemande des Sudètes devait prendre fin, et promit que sa demande pour que les Sudètes reviennent sous administration allemande constituait « *la dernière demande territoriale que j'aie à formuler en Europe.* »

Les Polonais et les Allemands savaient que l'Allemagne, à l'époque, revendiquait de manière automatique l'ensemble des territoires qu'elle avait perdus à l'Est en 1918, mais le reste du monde n'en avait pas conscience. Le précédent, établi par Stresemann à Locarno en 1925 en refusant de reconnaître la moindre perte territoriale allemande face à la Pologne, n'avait pas encore été modifié. Il fut facile pour les propagandistes d'affirmer que la demande allemande spécifique d'un retour de Dantzig le mois suivant constituait une violation de la promesse solennelle d'Hitler. Plus tard, lorsque l'État tchèque tomba en mars 1939, les mêmes propagandistes furent prompts à affirmer que l'établissement d'un protectorat allemand en Bohême-Moravie constituait une violation de la promesse d'Hitler de 1938. Cela constitua une propagande extrêmement efficace, qui fut crue jusqu'en Allemagne même. Pourtant, cela ne tient pas compte pleinement des réalités. Boris Celovsky, expert de premier plan de la crise tchèque de 1938, et lui-même de nationalité tchèque, a exprimé l'opinion mûrement réfléchie que l'État tchèque de 1918 fut voué à l'échec dès lors que les Sudètes lui furent retirées.

Les autres minorités, Slovaques y compris, étaient opposées à la continuation de l'administration tchèque, et le renversement total du système de Prague ne constituait guère qu'une question de temps. Hitler travailla à une solution spécifique, répondant aux intérêts de l'Allemagne, au cours de la crise de mars 1939, mais n'insista pas pour que sa solution provisoire, qui fut atteinte alors que la crise battait son plein, devînt permanente. Il affirma clairement aux dirigeants britanniques qu'il comptait discuter après la crise de la solution ultime à la question tchèque, dans les conseils de diplo-

FIGURE 5.1 – Des habitants des Sudètes posent pour une photo avec une banderole « *Les Sudètes remercient le Führer* », le 1er octobre 1938, au lendemain des accords de Munich

matie internationale. Si le déplacement suivant d'Hitler à Prague constituait un grief majeur pour les Britanniques, le sujet aurait pu en être discuté suivant les canaux diplomatiques normaux. En réalité, sur la période de mars à septembre 1939, les Britanniques refusèrent de répondre aux diverses tentatives de discuter le sujet. Dans le même temps, les propagandistes s'employaient à éveiller la frénésie du peuple, et à représenter Hitler, qui ne dirigeait qu'un État relativement modeste en comparaison aux grands empires britannique, russe, et étasunien, comme un conquérant en puissance du monde.

## 5.13 Les aspirations hongroises en Tchécoslovaquie

Les Polonais et les Hongrois se retinrent face à des volontés importantes d'établir leurs propres différends contre les Tchèques, jusqu'à la visite de Chamberlain à Hitler, le 15 septembre 1938, à Berchtesgaden. Horthy, le régent de Hongrie, fut invité en Allemagne au mois d'août 1938 pour baptiser le *Prinz Eugen*, un croiseur allemand héritant son nom du célèbre héros militaire et chef d'État Habsbourg du début du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle. Horthy était accompagné de Bela Imredy, son premier ministre, et de Kanya, son ministre des affaires étrangères. La visite fut des plus épineuses, du fait que les Hongrois avaient donné instruction à leurs représentants spéciaux pour la conférence de la Petite Entente, tenue à Bled, en Yougoslavie, de promettre que la Hongrie n'accorderait aucun soutien militaire à l'Allemagne dans l'occurrence d'une guerre germano-tchèque. De l'autre côté, les Hongrois attendaient des Allemands que ceux-ci prissent des risques importants en [leur, NdT] restituant les territoires ethniques hongrois qui étaient occupés par les Tchèques. Il s'ensuivait que des frictions étaient inévitables, et Horthy se plaignit ultérieurement qu'Hitler fut moins aimable à son égard qu'au moment de sa visite précédente, en 1936.

Horthy s'imaginait qu'il pouvait s'acheter le soutien de Hitler en proposant une médiation visant à sécuriser une entente large entre l'Allemagne et la Pologne. Horthy rappela à Hitler qu'il jouissait de relations intimes avec les Polonais, et lui fit une proposition saisissante : il était prêt à demander à Varsovie de remettre le couloir polonais à l'Allemagne [11]. Hitler, qui n'avait aucune intention de revendiquer quelque portion de territoire polonais, n'apprécia pas du tout ce projet. Il exhorta vivement Horthy à ne rien dire à Varsovie quant au Couloir.

Hitler informa les dirigeants hongrois, en des termes ne laissant

11. Évidemment, le couloir de Dantzig, NdT

place à aucune ambiguïté, qu'il ne comptait aucunement jouer leur jeu en Tchécoslovaquie. Il énonça clairement que l'Allemagne n'accepterait aucune nouvelle provocation de la part des Tchèques, et que tout défi posé par Prague aurait pour réponse une invasion allemande. Il avait pris note que la Hongrie et la Pologne avaient des différends avec les Tchèques, et ajouta que leur participation serait bienvenue dans une guerre impliquant l'Allemagne et la Tchécoslovaquie. Il insista sur la nécessité pour la Hongrie et la Pologne d'appuyer l'ensemble du projet en affirmant leurs revendications. Les Hongrois plaidèrent qu'une guerre impliquerait des risques plus importants pour un petit pays comme la Hongrie que pour l'Allemagne. Hitler ne fut pas impressionné par cet argument, et ne revint pas sur sa position.

Les Hongrois se rapprochèrent des Britanniques le 16 septembre 1938, juste après le retour de Chamberlain de Berchtesgaden et sa première rencontre avec Hitler. Ils flairaient la complicité britannique dans une partition future de la Tchécoslovaquie, et tentèrent de donner bonne figure à leur rebuffade en Allemagne en demandant un soutien britannique aux aspirations magyares en Tchécoslovaquie. Plusieurs jours durant, ils usèrent à Londres d'un langage résolu, pour décrire leur détermination à obtenir justice de la part des Tchèques. Une semaine plus tard, la situation européenne changea pour le pire, après l'échec des discussions entre Hitler et Chamberlain lors de leur seconde rencontre, à Godesberg. Les Hongrois y répondirent en revenant promptement à une position plus prudente et plus conciliante.

## 5.14 Encouragements britanniques pour une défiance polonaise quant à Dantzig

Les Polonais usèrent de leur propre méthode pour s'occuper des Tchèques et ils maintinrent leur projet avec une insistance et une vigueur étrangères à Budapest. Ils établirent également des

contacts avec Londres le 16 septembre 1938, sur la question des différends territoriaux, mais limitèrent leur action à une démarche informative. Edward Raczynski, jeune et riche aristocrate et ambassadeur polonais à Londres, se vit instruire d'éviter des discussions prolongées quant aux revendications polonaises, et de se contenter d'informer les Britanniques de ces revendications plutôt que de les consulter à leur sujet. Le mois précédent, une importante conférence s'était tenue quant à la péninsule de Hela, sur la côte polonaise, entre Beck, le ministre polonais des affaires étrangères, et Alfred Duff Cooper, le député britannique premier Lord de l'Amirauté. Beck affirma clairement que la Pologne désirait des liens plus étroits avec Londres, et qu'elle apprécierait de recevoir une indication d'un soutien britannique ultérieur contre l'Allemagne à Dantzig. Halifax informa le diplomate polonais en poste à Londres, après le retour de Duff Cooper, que la Grande-Bretagne soutiendrait une demande polonaise de siège permanent au Conseil de la Société des Nations, chose qui impliquerait une reconnaissance du statut de la Pologne comme grande puissance. Il fit également la promesse que la Grande-Bretagne allait soutenir la Pologne « *autant que possible* » à Dantzig. Cette promesse fut formulée avec prudence et ambiguïté, mais la première étape vers l'alliance militaire anglo-polonaise fut ainsi franchie avant la conférence de Munich.

L'attitude de Halifax quant à Dantzig avait connue une évolution très remarquable au cours des mois récents. Le 21 mai 1938, le commissaire Burckhardt, de la Société des Nations, informa les Allemands que quelques jours auparavant, « *Lord Halifax avait qualifié Dantzig et le Couloir d'absurdité,* » et probablement la plus ridicule des clauses du traité de Versailles. Halifax avait exprimé son espoir qu'un changement dans le *statu quo* pourrait être trouvé au travers de négociation bilatérales entre l'Allemagne et la Pologne. Il affirma à Burckhardt ne pas considérer la déclaration du 5 novembre 1937 de Hitler comme le dernier mot allemand sur Dantzig, et suggéra l'idée que la Grande-Bretagne pourrait s'impliquer comme médiatrice entre l'Allemagne et la Pologne si les

négociations entre les deux pays tombaient dans une impasse. Halifax ajouta qu'il serait heureux d'accueillir en Angleterre Albert Forster, le dirigeant du parti national-socialiste pour le district de Dantzig, qui se rendit après cela à Londres en réponse à cette invitation. Halifax avait exprimé un intérêt pour rendre une visite de chasse au cerf à Dantzig, et bien entendu une invitation lui fut envoyée en ce sens aussitôt que cette information fût relayée par Burckhardt.

La crise de mai 1938, qui fut précipitée par le président Beneš, suivit de peu les discussions entre Halifax et Burckhardt. L'invitation à chasser le cerf dans les forêts de l'État de Dantzig, envoyée par Greiser, le président du Sénat de Dantzig, se vit rejetée par Halifax en juin 1938. En juillet de la même année, Halifax déclara à Viktor Boettcher, le plus éminent agent diplomatique officieux de Dantzig, que la Grande-Bretagne préférait le maintien du *statu quo* quant à l'état de *ville libre* pour Dantzig. Il doucha Boettcher avec des arguments spécieux, affirmant que Dantzig pouvait de manière naturelle jouer un « *rôle de médiateur* » entre l'Allemagne et la Pologne, et il exhorta les habitants de Dantzig à se satisfaire de leurs conditions telles qu'elles étaient. Halifax boucla la boucle le mois suivant, lorsqu'il assura aux Polonais que la Grande-Bretagne était intéressée pour les soutenir en vue d'empêcher tout changement à Dantzig. Aux yeux des Polonais, cette volte-face constitua une indication flagrante de la détermination britannique à organiser une coalition contre l'Allemagne quelque temps après la crise tchèque, et du fait que, dans l'esprit britannique, la Pologne se montrerait très utile dans la formation d'un tel front. Dans ces circonstances, il fut naturel que les Polonais ne s'humiliassent pas à Londres en faisant part aux Britanniques de leurs exigences face aux Tchèques.

## 5.15 La pression polonaise sur les Tchèques

Des compléments d'informations quant aux intentions de la Pologne parvinrent également rapidement à Londres depuis Varsovie. Sir Howard Kennard, l'ambassadeur britannique à Varsovie, était réputé pour son attachement enthousiaste aux intérêts polonais. La sympathie de Kennard à l'égard de la cause polonaise n'eut d'égale, au sein du corps diplomatique occidental, que celle de William Bullitt, l'ambassadeur étasunien en France, mais son niveau ne fut incontestablement dépassé par nul autre. Le 16 septembre 1938, Kennard indiqua à Londres que le gouvernement polonais travaillait à établir une note exigeant l'auto-détermination pour la minorité polonaise établie en Tchécoslovaquie. En mai 1938, les Polonais avaient informé les Tchèques, en des termes généraux, que la Pologne allait présenter des demandes si les Tchèques accordaient des concessions à des minorités issues d'autres puissances. Les Tchèques n'avaient accordé de concession à aucune autre puissance, mais la visite de Chamberlain à Berchtesgaden convainquit Beck qu'ils ne tarderaient plus à le faire. La Pologne se mit en mouvement le 16 septembre, et ne s'arrêta pas avant d'avoir obtenu sa part du butin tchèque.

Le président Beneš s'en tint à son style habituel pour répondre aux Polonais. Il lança une tentative subtile en vue d'apaiser la Pologne, sans rien lâcher de concret. Le 24 mai 1938, il répondit à la demande de Beck d'un traitement égal en accordant l'assurance sans relief que la Pologne disposerait de cette égalité. Il n'avait pas prévu à ce moment d'accorder quoi que ce fût à l'Allemagne, et sa réponse n'impliquait donc pas qu'il cédât quelque territoire aux Polonais. Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, essaya d'aplanir les différences entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, et reprocha ultérieurement à la Pologne son relâchement dans les contacts entre Paris et Varsovie au cours de la crise tchèque. Lewis Bernstein Namier, l'historien britannique, affirma ultérieurement que Bonnet avait commis une faute en échouant à obtenir

une coopération polonaise avec les Tchèques, mais Bonnet défendit fort bien sa position contre cette accusation dans le *London Times Literary*. Tout au long de la crise tchèque, la Pologne n'eut de cesse d'insister sur le fait qu'il fallait rien de moins que la reddition de territoires tchèques aux Polonais, avant d'ouvrir la possibilité d'une discussion quant à une assistance polonaise. Cette proposition, lorsqu'elle fut transmise à Prague par les Français, ne stimula nullement quelque désir des Tchèques à attaquer les Allemands. L'amère rivalité entre Prague et Varsovie amena au contraire de nombreux Tchèques à préférer céder à toutes les demandes de l'Allemagne, sans accorder ne serait-ce qu'un seul village à la Pologne.

Le 19 septembre 1938, Raczynski transmit une note formelle à Londres, décrivant la position polonaise face aux Tchèques. On chuchotait que la Pologne et l'Allemagne avaient pu sceller quelque accord secret quant à la question tchèque, mais tel n'était pas le cas. En réalité, il n'exista aucun contact entre les Allemands et les Polonais quant à leurs efforts respectifs contre les Tchèques, sauf à considérer comme un accord le fait que les dirigeants allemands et polonais s'étaient accordés depuis des années sur leur détestation envers la Tchécoslovaquie.

Un groupe de pression inspiré par le gouvernement polonais, l'OZON (le Camp d'Unité Nationale créé par le colonel Adam Koc, qui aurait remplacé les partis politiques polonais existants s'il avait connu plus de succès) agitait le sentiment anti-tchèque en Pologne, et sa propagande en la matière fut tout à fait efficace. Kennard fut « *obligé de reconnaître* » que la Pologne pourrait intervenir du côté de l'Allemagne au cas où se produirait une guerre germano-tchèque. Les Britanniques répondirent en distribuant des notes identiques aux Hongrois et aux Polonais, les avertissant du fait qu'ils devaient se tenir à distance de la crise en cours. Le geste ne fut d'aucun effet sur les Polonais, qui balayèrent du revers de la main l'avertissement britannique avec indignation. Les dirigeants hongrois, qui venaient de rentrer au pays à l'issue d'une seconde visite infructueuse auprès d'Hitler, virent leur confiance encore plus ébranlée par la position

britannique.

Kennard comprit que les Polonais faisaient preuve d'une sensibilité importante quant à leur supposé statut de grande puissance, et fut consterné du manque de tact que constitua de la part de Halifax l'idée d'envoyer des notes identiques à Varsovie et à Budapest. Il fit part le 22 septembre 1938 de son insatisfaction dans un rapport remis au bureau britannique des affaires étrangères, et tâcha dans le même temps de présenter la politique polonaise sous un jour plus favorable à Londres. Il suggéra que le sentiment anti-allemand en Hongrie était trop faible pour être utile à la Grande-Bretagne, mais insista sur l'idée que la Pologne constituait un important réservoir de haine contre les Allemands. Il soutint qu'il relevait des intérêts vitaux britanniques de faire monter le niveau de cette haine, au lieu de l'éparpiller en insultant Varsovie à la légère, comme Halifax venait de le faire. Kennard indiqua également que les Polonais ne bluffaient pas, et qu'ils avaient mené leurs préparations militaires à l'encontre des Tchèques à niveau avancé.

Beck prit sa revanche sur Halifax pour cette note « *copie conforme* » de celle envoyée à la Hongrie. Il répondit hautainement à Halifax, le 22 septembre 1938, qu'il n'avait aucune raison de discuter avec les Britanniques quelque mesure qu'il pût considérer comme nécessaire pour garantir « *les intérêts légitimes de la Pologne.* » Beck estimait disposer d'une position imprenable pour établir cette réponse, la Grande-Bretagne n'ayant aucun engagement envers la Tchécoslovaquie.

## 5.16 La menace soviétique envers la Pologne

Beck tenait à rester côte à côte avec l'Allemagne vis-à-vis des Tchèques, sans la dépasser. Il savait que l'étape suivant serait un ultimatum précisant une date butoir, mais il estimait que les Tchèques seraient susceptibles de céder à l'Allemagne en échange d'un soutien allemand en cas d'un ultimatum émis par la Pologne. En quelques

jours, les Polonais venaient d'atteindre le même point que les Allemands après quasiment cinq mois de crise. Beck décida de ne pas bouger, et de se tenir en attente de la prochaine action allemande. Il en résulta une période extrêmement tendue, mais figée, dans la crise tchéco-polonaise. La Grande-Bretagne venait d'être exclue de tout contact avec la Pologne dans cette crise, du fait de la réplique brutale de Beck à Halifax, mais les contacts restèrent étroits entre la Pologne et la France. Bonnet décida de réaliser un dernier effort pour viser une détente, puis un rapprochement entre Varsovie et Prague. Au moment-même où il lança cette délicate manœuvre, un troisième allié des Français, l'Union soviétique, envoya un avertissement orageux à Varsovie, le 23 septembre 1938. Les Polonais apprirent qu'une intervention à l'encontre des Tchèques aurait pour réponse une répudiation du pacte de non-agression russo-polonais de 1932, et porterait à des conséquences imprévisibles. La première réaction de Beck fut de croire que les Russes bluffaient, et il répondit avec défiance à la note russe.

## 5.17 L'échec de Beneš à duper Beck

L'incident qui provoqua spécifiquement la démarche russe fut, le 21 septembre 1938, la répudiation par Beck du traité polono-tchèque de 1925 sur les minorités. Celle-ci avait été accompagnée par l'annonce que la Pologne allait adopter des mesures actives en vue de garantir le bien-être des Polonais au-delà de la frontière tchèque. Bonnet prit ce développement comme point de départ de sa dernière tentative de médiation. Il commença par s'enquérir à Varsovie si la Pologne avait conclu un accord avec l'Allemagne concernant la Tchécoslovaquie, et si les prétentions polonaises contre les Tchèques se limitaient à Teschen ou intégraient également d'autres régions. Beck et Miroslaw Arciszewski, un diplomate polonais de premier plan qui était revenu de mission en Roumanie pour assister Beck durant la crise, rédigèrent une note à

destination des Français, et la transmirent à Juliusz Lukasiewicz, l'ambassadeur polonais à Paris. La note polonaise fut établie avec des assurances de bonne foi, mais restait évasive. Elle ne répondait à aucune des deux questions posées par Bonnet.

La position polonaise fut clarifiée oralement à Varsovie le 24 septembre par le maréchal Smigly-Rydz, qui accorda une audience à Léon Noël, l'ambassadeur de France, avec l'accord de Beck. Le maréchal assura à Noël que la Pologne ne disposait d'aucun accord avec l'Allemagne quant à la Tchécoslovaquie, et il affirma que les aspirations polonaises se cantonnaient à la région de Teschen. Il déclara que la Tchécoslovaquie serait attaquée si les demandes polonaises n'étaient pas satisfaites, mais ajouta qu'une invasion polonaise se confinerait aussi près que possible à la région que la Pologne envisageait d'annexer aux Tchèques.

Le second mouvement de Bonnet fut d'exercer des pressions sur le président Beneš pour qu'il accordât des concessions aux Polonais. Beneš répondit rapidement, mais de manière caractéristique. Il écrivit une lettre à Beck, qui fut remise à Varsovie le 26 septembre 1938. Il « *accepta le principe* » de céder Teschen à la Pologne si les Polonais soutenaient la Tchécoslovaquie dans une guerre contre l'Allemagne. Beck ne fut pas satisfait de cette offre, et observa avec indignation qu'un « *accord sur le principe* » de la part de Beneš valait moins que le papier sur lequel il était rédigé. Mais il était en contact étroit avec les Français, et décida de réaliser un effort pour parvenir à un accord avec les Tchèques suivant les lignes défendues par Bonnet.

Beck informa les Tchèques que l'affaire pourrait trouver résolution s'ils livraient sans délai le territoire de Teschen à la Pologne. Ils pourraient compter sur une assistance polonaise complète contre l'Allemagne pourvu qu'ils acceptassent cette proposition, et pourvu que la France souscrivît à ses propres obligations envers les Tchèques. L'espace de manœuvre de Beneš se retrouva fortement réduit, dont l'offre envers la Pologne était insincère. Le président tchèque répondit par la mauvaise excuse que le système de chemin

de fer établi sur le territoire de Teschen tenait une place importante dans le projet opérationnel tchèque contre l'Allemagne. Il souligna qu'il ne serait pas possible de livrer Teschen à la Pologne avant que l'Allemagne ait été vaincue dans la guerre qui s'approchait. Beck interrompit les négociations à réception de cette réponse révélatrice. Ce développement eut lieu au pic de la crise des sept jours en Europe, qui suivit l'échec des négociations initiales de Bad Godesberg entre Chamberlain et Hitler, le 22 septembre 1938.

Bullitt se tint en contact étroit avec Lukasiewicz à Paris au cours de ces journées éprouvantes. Le 25 septembre 1938, Lukasiewicz reçut Bullitt à l'ambassade de Pologne, pour l'informer que le gouvernement polonais avait changé d'attitude quant à la crise en cours. Ils avaient cru qu'il n'y aurait pas de guerre, mais estimaient à présent que la guerre était vouée à éclater. Lukasiewicz insista sur le fait qu'un conflit constituerait une guerre de religion entre fascisme et bolchevisme, avec Beneš dans le rôle d'agent de Moscou. Lukasiewicz confia à l'ambassadeur étasunien que la Pologne envahirait la Slovaquie en plus de Teschen, dans l'hypothèse où l'Allemagne avancerait contre les Tchèques. Établir un front commun avec l'allié hongrois serait un objectif polonais de premier ordre. Le diplomate polonais estimait qu'une attaque de la Russie contre la Pologne suivrait cette action, mais il affirma que la Pologne ne craignait pas cette occurrence. Il prédit que sous trois mois, la Russie se verrait mise en déroute par l'Allemagne et la Pologne, et insista sur l'idée que l'Union soviétique était un enfer de factions en conflit les unes contre les autres.

Bullitt accusa la Pologne de trahir la France, mais Lukasiewicz rejeta cette accusation. Il affirma que la Pologne ne ferait pas la guerre contre la France, mais que, si la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis soutenaient les Tchèques, les puissances occidentales se feraient les outils du bolchevisme. Lukasiewicz exhorta Bullitt, qui était amical à l'égard de la Pologne, à chercher le soutien du président Roosevelt pour une révision territoriale en faveur de la Pologne et de la Hongrie. Il déclara également à Bullitt qu'il pour-

rait répéter toute ou partie de ces remarques au bureau français des affaires étrangères. Bullitt conclut que la Pologne attaquerait inévitablement la Tchécoslovaquie après que l'Allemagne s'y engagerait, à moins que des concessions territoriales fussent accordées aux Polonais.

Lorsqu'il reçut un rapport de la part de Kennedy, l'ambassadeur étasunien à Londres, le 25 septembre 1938, Bullitt réalisa que les Polonais tenaient le même discours partout. Raczynski, l'ambassadeur polonais à Londres, avait affirmé à Kennedy que les attitudes française et britannique en soutien à la Tchécoslovaquie avaient provoqué la transformation de la Pologne en « *petite cousine* » de Hitler. Raczynski déclara que la Pologne et la Hongrie estimaient que la position d'Hitler à Bad Godesberg avait été convenable, et que les Britanniques étaient à blâmer pour l'impasse qui était sorti de la rencontre, ceux-ci ne prenant pas en compte l'urgence de la situation et l'importance des revendications polonaises et hongroises. On savait qu'Hitler avait critiqué Chamberlain à Bad Godesberg pour sa non-prise en compte de ces problèmes. Kennedy se plaignit auprès de Bullitt du fait que Raczynski essayait de le soumettre à sa propagande, chose indubitablement vraie.

Une autre conversation avec Lukasiewicz, en date du 25 septembre 1938, convainquit Bullitt que la position polonaise ne changerait pas. Le diplomate polonais affirma que l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie agiraient à l'unisson pour imposer leur volonté à la Tchécoslovaquie. Bullitt avait également reçu confirmation de l'attitude polonaise de la part de l'ambassadeur tchèque, Stephan Osusky. Bullitt était dans un état d'excitation extrême, et s'indigna de ce que Bonnet considérât de toute évidence que la destruction de la Tchécoslovaquie put constituer un tribut acceptable pour éviter la guerre. Bullitt signala dédaigneusement à Roosevelt que Bonnet était pour « *la paix à tout prix,* » et fit suivre peu après un autre message contenant divers commentaires peu amènes sur la personne du ministre français des affaires étrangères.

L'initiative de Bonnet visant à assurer un rapprochement polono-

tchèque avait échoué, mais pas du fait que la Pologne avait modifié sa proposition originale de collaborer avec la France et la Tchécoslovaquie. La position de Beck restait inchangée vis-à-vis des Tchèques et des Français. La difficulté résidait en ce que Beneš acceptait de livrer des territoires à l'Allemagne à l'issue de la conférence Chamberlain-Hitler de Berchtesgaden, mais refusait de céder la région de Teschen à la Pologne. Il était évident que seul un ultimatum polonais, précisant une date butoir, pourrait résoudre le problème de savoir si oui ou non une guerre tchéco-polonaise allait éclater en 1938. L'échec des Tchèques à se conformer aux exigences polonaises dans l'intérêt de constituer un front commun face à l'Allemagne provoqua la stupeur générale. Moltke, l'ambassadeur allemand à Varsovie, fit remarquer à Jan Szembek le 24 septembre 1938 que les demandes polonaises étaient modestes et faciles à satisfaire, en comparaison de l'intérêt de l'Allemagne pour l'ensemble des Sudètes, si l'on s'abstrayait de l'amère rivalité existant entre Tchèques et Polonais.

## 5.18 La conférence de Munich

Moltke ne fut pas moins stupéfait lorsque Mussolini lança une tentative de médiation, le 28 septembre 1938, qui dissipa le risque de guerre sur la question des Sudètes, et qui mit un terme à la crise germano-tchèque. Sir Horace Wilson, qui s'était tenu au service du premier ministre Chamberlain sur de nombreux dossier au cours de nombreuses années, avait été envoyé à Berlin en mission spéciale le 26 septembre 1938, jour du discours de Hitler au Palais des sports. Les instructions dont disposait Wilson n'étaient pas de nature à lui permettre de résoudre les différences anglo-allemandes qui avaient été créées à Bad Godesberg les 22 au 24 septembre 1938. Hitler souffrait du fait que Chamberlain tenait à orchestrer l'ensemble des événements en Tchécoslovaquie de lui-même, et Chamberlain, quant à lui, était ennuyé par la tentative

d'Hitler d'imposer plusieurs de ses conditions sur ce dossier. Malgré le fait que les dernières conversations entre les deux dirigeants à Bad Godesberg avaient été de nature conciliante, aucun accord définitif quant à la crise tchèque n'avait été établi.

Wilson rediscuta de la situation avec Hitler le 27 septembre 1938. Les grandes lignes des remarques de Wilson furent qu'une guerre anglo-allemande allait éclater, sauf à ce qu'Hitler reculât. Wilson ne l'exprima pas explicitement, mais Hitler l'y aida en taillant dans les mondanités de « *souscrire aux obligations des traités* » et autres. Il déclara que Wilson signifiait que si la France se décidait à attaquer l'Allemagne, la Grande-Bretagne attaquerait également l'Allemagne. Il informa Wilson qu'il comprenait la situation et qu'il allait « *prendre note de cette communication.* » La mission de Wilson avait échoué à résoudre l'impasse. Hitler et les dirigeants britanniques étaient également soucieux d'éviter un conflit, en dépit de la nature acharnée de leurs commentaires respectifs à la dernière étape de la crise. Chamberlain demanda à Mussolini de faire quelque chose le 28 septembre 1938, à 11h30. L'effet en fut magique, et Hitler n'hésita pas. L'ambassadeur britannique put téléphoner à Londres, à 15h15, ce même 28 septembre 1938, qu'Hitler désirait inviter Chamberlain, Daladier et Mussolini à Munich le lendemain pour discuter d'une solution pacifique au problème tchèque. Le premier ministre britannique reçut cette information alors qu'il prononçait un discours tendu face à la chambre des Communes, quant au danger d'une guerre imminente. Lorsqu'il mentionna l'invitation d'Hitler et son intention de l'accepter, il reçut l'ovation la plus considérable de l'histoire du parlement britannique. La ville bavaroise de Munich palpitait d'enthousiasme et d'espoirs de paix lorsque les dirigeants européens y arrivèrent pour ouvrir les négociations le 29 septembre 1938. Aucun pays européen ne manifestait d'enthousiasme à l'idée d'une guerre, après la terrible expérience de la première guerre mondiale, ainsi qu'à la lumière des horreurs du conflit moderne révélées récemment par la guerre civile espagnole. Plusieurs facteurs produisirent la rencontre de Munich. Il y

eut l'ardue initiative de Chamberlain de persuader les Tchèques de capituler. Il y eut la patience de Daladier, convenant d'accepter quoique l'allié britannique pourrait obtenir. Il y eut la modération dont fit preuve Hitler, en modifiant ses demandes, et en résistant à la tentation de frapper au moment le plus favorable à gagner une guerre. Hitler était convaincu de l'idée qu'il ne fallait pas considérer la guerre en Europe comme inévitable : faute de cela, il n'aurait jamais invité les dirigeants étrangers à Munich. Il y eut la médiation de Mussolini, et la conviction que les parties respectives étaient trop proches d'un accord pour tout gâcher par une guerre injustifiée.

Jamais un accord ne souscrit plus nettement aux intérêts de toutes les puissances concernées. La Grande-Bretagne avait gagné le temps qu'il lui fallait pour continuer de rattraper l'avance allemande en matière d'armement aérien. La France s'extrayait du danger d'une guerre désespérée après avoir abandonné son hégémonie militaire en Europe en 1936. L'Italie s'épargnait le danger d'une guerre à laquelle elle était terriblement impréparée. L'Allemagne, sans verser une goutte de sang, remporta une grande victoire dans son programme de révision territoriale pacifique. En résistant à la tentation de se battre du simple fait de disposer de l'avantage militaire sur le moment, elle gagna en stature et en prestige. Comme A.J.P Taylor l'a exprimé : « *La preuve fut faite que l'Allemagne pouvait atteindre par des négociations pacifiques la position en Europe à laquelle ses ressources lui permettaient de prétendre.* »

Les représentants tchèques à Munich furent informés des développements, mais ne furent pas autorisés à prendre part aux délibérations, et il n'y eut pas non plus de représentants hongrois ou polonais. Winston Churchill affirma ultérieurement que l'honneur français avait été compromis à Munich, du fait de l'obligation formelle qui pesait sur les Français de défendre les Tchèques. On a vu que telle n'était pas la vision de Bonnet, et il faut ajouter que la France, malgré la pression qu'elle imposa, aurait pu assister les Tchèques s'ils avaient décidé de parier et de résister malgré

tout à l'Allemagne. Cette situation ne se présenta jamais en réalité. Les Tchèques disposaient d'un État jeune, qui avait été créé par les efforts des autres puissances, plutôt qu'en résultante d'une fière lutte pour l'indépendance. Leur État avait été constitué dans un monde turbulent, sous la direction problématique de Masaryk et Benes. Pendant des centaines d'années, ils avaient été associés politiquement, soit à l'Allemagne, soit à l'Autriche. En 1938, ils se trouvaient encerclés d'ennemis, et dans une guerre, leur défaite était inévitable. Leur reddition sous ces circonstances pouvait ne pas satisfaire les exigences de chauvinistes de fauteuil, mais il s'agissait d'une sage décision. Les Tchèques auraient pu sortir de la seconde guerre mondiale en d'excellentes conditions, si les diplomaties menées ultérieurement par Benes, Churchill et Roosevelt n'avaient pas permis aux communistes de dominer le peuple tchèque, et de les inciter en 1945 à des actions d'horreur et de violence contre des foules désarmées de Slovaques, de Hongrois, et d'Allemands.

## 5.19 L'ultimatum polonais à la Tchécoslovaquie

Les Polonais furent très irrités de la conférence de Munich, et de la résurrection de la coopération entre les principales puissances européennes non-communistes. Hitler, après avoir atteint son propre succès, adopta à Munich une vision indulgente des prétentions polonaises et hongroises, mais l'idée que les puissances discutassent des problèmes de la politique étrangère de la Pologne en l'absence de celle-ci révulsait Beck. Cette pratique violait la maxime principale de Pilsudski en matière de politique étrangère : *Rien de ce qui nous concerne ne doit se décider sans nous !*

Beck n'attendit pas le résultat des délibérations de Munich. Le soir du 30 septembre 1938, il fit parvenir un ultimatum à Prague, exigeant la ville de Teschen et son district environnant, pour midi, le dimanche 2 octobre. Il exigea également la reddition [sous 10 jours] du reste de l'arrière-pays revendiqué par la Pologne. Beck

émit l'avertissement suivant : si les Tchèques ne répondaient pas par la positive avant le 1er octobre à midi, « *la Pologne ne serait pas responsable des conséquences.* » L'ultimatum ne laissait aux Tchèques que quelques heures pour décider de leur réponse.

Les Tchèques s'empressèrent de capituler, et leur réponse parvint à Varsovie avant l'expiration du délai imparti. L'action de Beck inquiéta Kennard, qui craignait que ses Polonais adorés ne compromissent leur réputation à l'étranger. Il fit la leçon à Beck sur les dangers d'une action militaire, et ajouta que « *si le gouvernement polonais procédait à une action directe, il s'attirerait la réprobation du monde entier, qui venait à peine de sortir d'une crise d'une envergure bien plus importante.* » Il est amusant de noter que, dans le langage diplomatique britannique, l'attitude de l'Empire britannique, c'est-à-dire du petit ensemble dirigeant l'Empire, associés aux amis du moment de la Grande-Bretagne, était supposé constituer l'équivalent du monde entier [12]. Les diplomates britanniques modifièrent parfois cette notion, en faisant référence à l'attitude de l'ensemble du monde « *civilisé* ». Il n'est quasiment pas utile de préciser que le sermon de Kennard ne fut d'aucun effet sur Beck.

Lord Halifax était ennuyé. Ses instructions à Kennard du 30 septembre, à 22h00, indiquaient qu'il n'avait tenu aucun compte de la maxime de Pilsudski du « *rien de ce qui nous concerne ne doit se décider sans nous,* » en dépit du fait que Beck ne cessa de la répéter publiquement. Halifax observa que la conférence de Munich avait reconnu la nécessité de régler les prétentions hongroises et polonaises, et que le gouvernement polonais ferait preuve « *d'une vision très courte et serait bien mal avisé de se faire loi par eux-mêmes au lieu de fonder leur politique sur les quatre puissances.* » C'était là ignorer le simple fait que les puissances de Munich avaient elles-mêmes décidé de faire loi par elles-mêmes. Halifax se plaignit

12. On retrouve tout à fait cette notion de nos jours avec l'emploi du terme « *communauté internationale* » dans nos médias dominants, pour décrire les États-Unis et leurs vassaux habituels, NdT

qu'avec un ultimatum faisant mention de l'usage de la force, les « *Polonais se mettaient totalement dans leur tort.* » En toute honnêteté, il faudrait rappeler que les Tchèques n'avaient pas acquis cette région au départ en envoyant des bouquets de fleurs à Varsovie. Le gouvernement polonais n'était pas d'accord avec Halifax, et estimait qu'il se mettrait dans son tort en attendant que les miettes fussent balayées de la table de la conférence de Munich.

## 5.20 Le soutien allemand à la Pologne face à l'Union soviétique

Les prétentions allemandes avaient été réglées à Munich, et Beck était conscient de sa vulnérabilité. Dans les derniers jours, des incidents majeurs, et même des batailles aériennes, s'étaient produit sur la frontière russo-polonaise. Beck avait perdu de sa confiance dans l'idée que les Russes bluffaient. Ses deux principales craintes étaient que la Russie l'attaquât par l'arrière, et que les Tchèques reçoivent un soutien allemand du fait de quelque concession additionnelle de la part de l'Allemagne, et il estimait ces deux occurrences tout à fait possibles. Il se retrouvait en grand besoin de disposer quelque assurance d'un soutien étranger. L'attitude britannique était momentanément hostile, et c'eut été trop demander de la part des Français que de le soutenir face à leur allié tchèque. Il ne restait plus que l'Allemagne, et Beck décida d'agir sur la base de cet état. À ce moment, la coopération germano-polonaise, dans le cadre du pacte de 1934, atteignit un nouveau sommet.

Beck convoqua Moltke le soir du 30 septembre 1938, et lui annonça qu'il remettait un ultimatum aux Tchèques. Il désirait savoir si l'Allemagne conserverait une attitude bienveillante en cas de guerre polono-tchèque. Il ajouta qu'il voulait également un soutien allemand dans l'occurrence d'une attaque sur la Pologne de la part de l'Union soviétique. Beck assura avec chaleur à Moltke qu'il était reconnaissant pour « *l'attitude loyale allemande à l'égard de la Po-*

*logne* » durant la conférence de Munich, et pour la « *sincérité des relations durant le conflit tchèque.* » Beck faisait preuve de franchise dans son évaluation de la politique allemande, mais la « *sincérité des relations* » prête à sourire lorsqu'on sait que quelques jours plus tôt, la Pologne discutait des conditions sous lesquelles elle attaquerait l'Allemagne.

Hitler accorda immédiatement à Beck l'ensemble de la protection qu'il désirait. Les Français avaient mené une démarche à Varsovie en protestation de l'ultimatum polonais, et l'Italie avait pris part dans cette action. Ribbentrop répondit en téléphonant à Ciano, le ministre italien des affaires étrangères, pour l'informer que l'Allemagne était complètement solidaire de la position polonaise. Il affirma à Ciano que les Polonais l'avaient informé des « *terribles conditions dans le territoire de Teschen,* » et lui rappela que 240 000 Allemands s'étaient vus expulsés des Sudètes lors de la crise récente. Il conclut que Ciano comprendrait si l'Allemagne offrait un discours divergent de celui de l'Italie à Varsovie.

Ribbentrop fit tout son possible pour soulager les Polonais. Il affirma à Lipski qu'il pensait que les Tchèques se soumettraient promptement. Il promit que l'Allemagne adopterait une attitude bienveillante si la Pologne devait envahir la Tchécoslovaquie pour honorer ses prétentions. Il avait le consentement d'Hitler pour informer Lipski que l'Allemagne adopterait une attitude bienveillante vis-à-vis de la Pologne en cas de guerre russo-polonaise. Il affirma clairement que cette « *attitude bienveillante* » était équivalente à donner à la Pologne tout ce dont elle aurait besoin dans l'occurrence d'un tel conflit. Il ajouta qu'une invasion russe créerait une nouvelle situation dans laquelle l'Allemagne ne se laisserait pas influencer par l'attitude des autres puissances de Munich. Le soutien allemand à la Pologne fut immédiat, sans équivoque, et complet.

À Paris, Bullitt n'était pas moins désemparé de l'attitude polonaise que Kennard. Il persuada les Britanniques d'intervenir de nouveau sur la question de Teschen, avant que ne fût connue la décision tchèque de souscrire aux exigences polonaises. Le 1er oc-

tobre, à Paris, il plaida auprès d'Eric Phipps, l'ambassadeur britannique, que s'il avait disposé de plus de temps, il aurait proposé une intervention à Varsovie par le président Roosevelt, mais que Chamberlain était la seule personne à pouvoir agir au vu des circonstances. Le premier ministre britannique répondit à cette suggestion. Il préparait un message à destination de Beck quand un rapport confus parvint de Newton, le représentant britannique à Prague, affirmant que les Tchèques avaient rejeté l'ultimatum polonais et s'apprêtaient à « *résister à la force.* » La perspective de ce désastre provoqua un durcissement du message de Chamberlain à Beck. Il avertit les Polonais de ne pas faire usage de la force si les Tchèques rejetaient leur ultimatum, et ajouta qu'il était « *tout à fait inadmissible* » que la Pologne insistât pour « *prendre la situation en main.* »

Le mot circula à Londres peu après l'envoi du message de Chamberlain à Beck que les Tchèques avaient capitulé. Newton s'en trouva profondément embarrassé. Il se plaignit amèrement que la reddition fût décidée à une telle vitesse, à sa grande surprise, après les annonces de bravoure qu'il avait entendues à Prague. Il observa avec dédain que « *l'esprit tchèque semble quelque peu brisé,* » et sa déception quant à la décision tchèque de ne pas se battre contre la Pologne apparut comme évidente. Pourtant, on peut comprendre que les Tchèques n'eurent guère d'estomac pour un combat perdu d'avance contre les Polonais, après s'être vus refuser tout soutien contre l'Allemagne.

La crise tchèque qui culmina avec la conférence de Munich traversa une phase aiguë avec le règlement de la revendication polonaise sur Teschen. Il était évident que les Hongrois n'oseraient pas agir contre les Tchèques à l'image de la Pologne. Les événements avaient évolué rapidement dans une direction qui n'était pas du tout du goût de l'Union soviétique. Le 1er octobre 1938, à l'issue d'un déjeuner à l'ambassade soviétique de Paris avec Litvinov, le commissaire soviétique aux affaires étrangères, Bonnet émit comme hypothèse que l'Union soviétique pourrait dénoncer l'al-

liance franco-russe. Litvinov était particulièrement furieux à l'encontre de Chamberlain. Il se plaignit que Chamberlain n'aurait pas dû être « *autorisé* » à se rendre à Berchtesgaden ou à Bad Godesberg, mais que ces deux « *erreurs* » ne représentaient rien en comparaison avec l'« *énormité* » de Munich. Litvinov insista avec passion sur l'idée qu'Hitler avait bluffé, et qu'il aurait pu être contraint à reculer sans danger sérieux d'une guerre. Bonnet nourrissait la vision exactement opposée. Il « *remarqua gentiment* » que la France souhaiter rester en termes décents avec l'Allemagne, l'Italie, et l'Espagne de Franco. Il était conscient que la Russie entretenait des objections quant à ces nations, mais celles-ci constituaient également les voisins immédiats de la France, et il ne permettrait pas à l'Union soviétique de dicter la politique étrangère française. Litvinov n'eut pas la satisfaction de voir son hôte français sérieusement perturbé par le résultat de la crise récente. Bonnet se concentrait sur le développement d'une nouvelle ligne politique répondant aux nouvelles circonstances.

## 5.21 Un traité anglo-allemand accepté par Hitler

La conférence de Munich, où Chamberlain et Hitler tinrent les rôles principaux, connut un épilogue dramatique. Chamberlain proposa une réunion privée dans les appartements d'Hitler de Prinzregentenstrasse, à Munich, le 30 septembre 1938, entretien auquel Paul Schmidt, l'interprète d'Hitler, fut le seul tiers présent. Le premier ministre britannique et le dirigeant allemand discutèrent en détail la situation européenne. Dans les archives que laissa Schmidt de la conversation, dont l'authenticité fut confirmée par Chamberlain, Hitler déclara que « *le problème le plus difficile de tous avait à présent trouvé une solution, et la tâche principale d'Hitler était à présent remplie avec succès.* » Chamberlain affirma que si les Tchèques résistaient malgré tout, il espérait qu'aucune attaque aé-

rienne ne frapperait des femmes ou des enfants. L'ironie de cette déclaration est frappante, si l'on considère que Chamberlain savait que l'armée de l'air britannique, contrairement à son homologue allemande dont la stratégie aérienne était de soutenir les soldats au sol, fondait sa stratégie sur des bombardements aériens concentrés sur les centres de population pour une guerre à venir. Hitler n'était pas au courant de cela, et il insista catégoriquement quant à son opposition, en toutes circonstances, à de telles frappes aériennes, que l'Allemagne ne mettrait jamais en œuvre, sauf en représailles. Chamberlain et Hitler discutèrent le problème des limitations en matière d'armements, et convinrent que des travaux pourraient être menés à l'avenir sur ce dossier. Hitler insista sur le fait qu'il s'inquiétait surtout de l'Union soviétique et de l'idéologie communiste, que les Russes œuvraient à exporter dans le monde entier. Il s'inquiétait de ce que la Pologne refusât de définir sa position vis-à-vis de l'Union soviétique, et observa que « *la Pologne est interposée géographiquement entre l'Allemagne et la Russie, mais [qu']il n'avait aucune idée claire quant à ses capacités de résistance.* » Les deux dirigeants discutèrent de relations commerciales, mais présentaient des opinions très divergentes en la matière. Hitler désapprouvait l'importance des emprunts internationaux pour simuler le commerce, ou l'exigence d'établir des barrières douanières uniformes entre toutes les nations. Cette attitude était contestée par Chamberlain.

Alors que la conversation touchait à sa fin, Chamberlain demanda soudain à Hitler s'il accepterait de signer une déclaration d'amitié anglo-allemande. Une légende affirme qu'Hitler aurait signé ce document sans le traduire, mais elle est tout à fait fausse. Après qu'Hitler en eut écouté les clauses, il signa sans hésitation les deux copies du traité, rédigé en langue anglaise, que Chamberlain lui présenta. Chamberlain signa les deux exemplaires et en remit un à Hitler. L'accord comprenait les termes qui suivent :

*Nous, le Führer et Chancelier allemand et le premier*

> *ministre britannique, avons tenu une autre réunion aujourd'hui, et sommes convenus de reconnaître que la question des relations anglo-allemandes est de la première importance pour les deux pays ainsi que pour l'Europe. Nous considérons l'accord signé la nuit dernière, ainsi que l'accord maritime anglo-allemand, comme des symboles du désir de nos deux peuples de ne plus jamais se faire la guerre à l'avenir. Nous avons résolu que la méthode de consultation sera la méthode adoptée pour traiter de toute autre question concernant nos deux pays, et nous sommes déterminés à poursuivre nos efforts pour éliminer les possibles causes de différence, et ainsi contribuer à assurer la paix en Europe.*

Cet accord important aurait pu devenir la pierre angulaire de la préservation de la paix en Europe, et de la défense de l'Europe contre le communisme. Hitler l'accepta sans réserve, et Chamberlain l'accepta avec des réserves qui promettaient de gagner en vigueur après son retour sur le sol anglais. De nombreux Anglais notables entretinrent diverses superstitions sur l'Allemagne, certaines anciennes et d'autres récentes, qui n'étaient pas favorables au maintien de la paix. Le problème d'Hitler fut de gérer cette situation, tout en poursuivant son programme, et il va devenir évident plus bas, dans l'évaluation des prises de position britanniques après Munich, que les chances de succès n'en étaient guère favorables. C'est Chamberlain qui fut à l'initiative de cet accord, sachant qu'il constituerait un atout qu'il pourrait exhiber face à ses critiques en Grande-Bretagne. Cela ne change pas le fait que Chamberlain restait partagé quant à cet accord, cependant qu'Hitler y adhérait pleinement.

Les réalisations uniques d'Hitler en Autriche et en Tchécoslovaquie en 1938, consistant en des révisions territoriales sans usage de la force, n'auraient pas été possibles si les Britanniques avaient opté pour la guerre cette année-là. Le plus grand malheur de 1939

fut le changement d'attitude britannique vers la guerre.

# Chapitre 6

# Une offre allemande à la Pologne

## 6.1 Après Munich, la situation périlleuse de l'Allemagne

La victoire d'Hitler à Munich convainquit les derniers sceptiques du fait que l'Allemagne avait retrouvé sa position traditionnelle de puissance dominante en Europe centrale. Cette position avait été occupée par la France dans les années suivant la défaite allemande de 1918. Hitler défia l'hégémonie militaire française sur la zone en occupant la Rhénanie allemande en 1936. L'acquisition de dix millions d'Allemands en Autriche et en Tchécoslovaquie en 1938 améliora grandement la position stratégique allemande à l'Est et au Sud. L'Allemagne établit de nouvelles frontières communes avec l'Italie, la Hongrie, et la Yougoslavie. La sphère d'influence italienne en Europe centrale, au Nord du Col de Brenner, fut démolie, et la sphère d'influence française et soviétique en Tchécoslovaquie fut réduite à l'insignifiance après la perte par les Tchèques de leur frontière stratégique naturelle en Bohême et de ses fortifications

soignées.

Après Munich, le Reich allemand se retrouva peuplé de 78 millions d'Allemands. Les principaux voisins de l'Allemagne étaient la France, l'Italie et la Pologne. Les Allemands étaient presque deux fois plus nombreux que les Italiens, presque deux fois plus nombreux que les Français, et environ quatre fois plus nombreux que les Polonais, si l'on ne compte pas les Ukrainiens et les autres minorités de l'État polonais, leur loyauté envers celui-ci étant fortement sujette à caution. Les capacités industrielles étaient devenues le critère décisif mesurant une puissance moderne, et l'Allemagne, à cet égard, était plusieurs fois supérieure à chacun de ses voisins immédiats. Le peuple allemand était réputé pour son énergie, sa vigueur, et sa valeur martiale. Le fait que l'Allemagne constituât la puissance proéminente en Europe centrale n'était pas moins logique ou naturel que le rôle dominant des États-Unis sur le continent nord-américain. Les États-Unis bénéficiaient de cette situation pour des raisons tout à fait similaires.

Pour autant, la situation de l'Allemagne après Munich était précaire, dans une mesure en comparaison tout à fait inconnue de la part des États-Unis depuis de nombreuses générations. Il n'est pas surprenant, au vu de ces circonstances, qu'il fut difficile, voire impossible aux Étasuniens de 1938 de comprendre les problèmes auxquels l'Allemagne se trouvait confrontée. La position impressionnante et apparemment imprenable de l'Allemagne, qui avait été établie par Bismarck en 1871 par suite des victoires prussiennes trois guerres durant, s'était effondrée par suite de la seule défaite de 1918. La défaite de l'Allemagne avait été exploitée si complètement qu'il apparut de nombreuses années durant comme improbable que les Allemands pourraient retrouver leur ancienne situation. Le rôle proéminent des Allemands en Europe centrale avait existé durant plusieurs siècles avant la défaite et l'émasculation du Saint Empire Romain germanique en 1648. Plus de deux siècles s'écoulèrent avant que le nouvel État allemand créé par Bismarck en 1871 restaurât la position traditionnelle allemande, même s'il est vrai que

l'État prussien n'était pas assez puissant à lui seul pour s'attirer la reconnaissance due à une puissance européenne majeure dans cette période intermédiaire. L'empire Hohenzollern ne dura que de 1871 à 1918. Il était clair que la capacité de l'Allemagne à occuper sa place de droit en Europe était devenue problématique pour diverses raisons, dont certaines étaient obscures.

L'Allemagne d'après Munich aurait sans aucun doute pu gérer une attaque combinée de la part de tous ses voisins terrestres immédiats, mais il lui fallait faire face à la possibilité élémentaire d'une attaque lancée par une coalition écrasante de puissances plus distantes, si elle se trouvait impliquée dans un conflit avec l'un ou l'autre de ses voisins immédiats. La question du chemin de fer de Bagdad, dernier point de friction direct entre l'Allemagne et l'Empire britannique dans les années précédant la première guerre mondiale, avait été résolu dans le cadre de négociations pacifiques en juin 1914. Cela n'empêcha pas la Grande-Bretagne, puissance navale dominante du monde, d'attaquer l'Allemagne quelques semaines plus tard, ou d'infliger un blocus illimité à une nation industrielle ne disposant d'autant suffisance en aucune matière. Cela n'empêcha pas le Japon d'attaquer l'Allemagne en 1914, malgré l'absence de tout point de conflit entre les deux pays. Cela n'empêcha pas les États-Unis de tenir l'Allemagne pour strictement responsable de la conduite de la guerre sur mer, ni d'accepter les grossières violations du droit maritime international dès lors qu'elles étaient commises par les Britanniques. En 1917, les États-Unis déclarèrent la guerre à l'Allemagne au motif douteux que les Allemands violaient la même liberté sur les mers que les Britanniques refusaient de reconnaître. Les Britanniques refusèrent de conclure l'armistice de 1918 jusqu'à ce que le second point, traitant de la liberté de navigation sur les Mers, fût retiré du programme du président Wilson, et les États-Unis ne protestèrent jamais quant à la pratique de la guerre sous-marine illimitée par les Britanniques en mer Baltique durant le premier conflit mondial. Ce fut cette coalition de puissances distantes qui rendit inévitable la défaite de

l'Allemagne lors de la première guerre mondiale.

Hormis le fait qu'Hitler avait retenu les leçons de l'expérience passée, il n'y avait pas différence notable dans les situations allemandes de 1914 et de 1938. Il n'était plus possible d'accepter l'affirmation simpliste que l'Allemagne était sécurisée du simple fait qu'elle pouvait faire face aux attaques de ses voisins immédiats à l'Ouest ou à l'Est. L'Union soviétique constituait un immense facteur d'incertitude dans les relations de pouvoir mondiales de 1938. L'attitude de l'Empire britannique envers l'Allemagne était problématique. Les dirigeants britanniques avertirent plusieurs fois l'Allemagne en 1938 qu'ils pourraient ne pas rester à l'écart d'un conflit impliquant l'Allemagne et une tierce puissance. Depuis 1900, les États-Unis avaient tendance à suivre la voie britannique en matière de politique étrangère, et aucune garantie n'existait que les États-Unis se tiendraient à l'écart d'une nouvelle guerre anglo-allemande.

Hitler reconnut à raison l'attitude britannique comme point central de la situation dans son ensemble. Ni les États-Unis, ni l'Union soviétique ne risquaient d'attaquer l'Allemagne à moins que celle-ci ne fût prise au piège d'un nouveau conflit avec la Grande-Bretagne. Hitler savait que l'Allemagne n'avait rien à gagner d'une guerre contre les Britanniques, mais il craignait l'anti-germanisme des dirigeants britanniques. Sa seule alliée dans cette situation était l'opinion publique britannique. Le grand public britannique ne soutiendrait sans doute pas une guerre contre l'Allemagne faute d'un prétexte relativement plausible. Mais si Hitler s'impliquait dans quelque conflit local européen, les dirigeants britanniques disposeraient d'une opportunité pour convaincre leur opinion publique de ce que l'Allemagne s'était lancée dans un programme de conquête illimitée menaçant la sécurité britannique.

## 6.2 Les insuffisances de l'armement allemand

Winston Churchill ainsi que d'autres bellicistes britanniques faisaient circuler des quantités considérables de rumeurs absurdes quant au programme d'armement allemand, et les dirigeants britanniques en place voyaient d'un bon œil cette notion exagérée de la puissance militaire allemande. Ces bruits étaient utiles pour s'assurer que le programme d'armement britannique en cours garderait son soutien. Mais Burton Klein a noté qu'Hitler en personne s'opposa à des dépenses importantes en matière de défense au cours de la décennie 1933-1943, ainsi que le fait que l'Allemagne, au vu de ses importantes capacités industrielles, aurait facilement pu développer un programme de défense bien plus adéquat. Nombre de personnes en Grande-Bretagne furent ébahies d'apprendre ultérieurement que la Grande-Bretagne et l'Allemagne produisaient mensuellement, à peu de choses près, le même nombre d'avions militaires, lorsque la seconde guerre mondiale éclata en 1939. Et pour augmenter encore leur surprise, il y avait le fait que la Grande-Bretagne produisait 50 chars blindés par mois de plus que l'Allemagne : la Grande-Bretagne et la France dépassaient largement l'Allemagne dans cette catégorie importante d'armement mécanisé lorsque la France tomba en 1940. La gestion des finances publiques en Allemagne avant 1939 était prudente en comparaison de celle des États-Unis et de la Grande-Bretagne, et l'Allemagne ne souscrit pas à de grands emprunts publics. Le niveau de dépense publique augmenta en Allemagne entre 1933 et 1938 de 15 milliards de Marks (3.75 milliards de dollars) à 39 milliards de marks (9.75 milliards de dollars), mais plus de 80% de ces dépenses étaient couvertes par les systèmes de taxes en place. Dans la même période, la valeur de la production brute allemande monta d'un niveau de 59 milliards de Marks (14.75 milliards de dollars) à celui de 105 milliards de Marks (26.25 milliards de dollars). Les prix montèrent à peine, et les niveaux de consommation et d'investissement du privé dépassèrent en 1938 ceux du pic précédent de 1929.

Dans un discours en date du 1er septembre 1939, Hitler déclara que 90 milliards de Marks (22.5 milliards de dollars) avaient été dépensés par l'Allemagne pour sa défense depuis qu'il avait été nommé chancelier le 30 janvier 1933. Hitler, pour parvenir à cette somme, comptait des objets de dépense publique qui n'avaient rien à voir avec l'armement, et qui n'auraient pas été comptabilisés par les critères officiels à venir du conseil de production de guerre des États-Unis. Il tâchait d'intimider les Britanniques et les Français d'attaquer l'Allemagne. Chose ironique, les experts en systèmes d'armes de la Société des Nations s'empressèrent de prendre pour argent comptant cette affirmation d'Hitler, alors qu'ils se montraient sceptiques quant à ses remarques en toute autre instance. Dans les faits, l'Allemagne dépensa 55 milliards de Marks (13.75 milliards de dollars) en défense militaire durant la période de presque sept années séparant janvier 1933 et l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Il fut dit que l'Allemagne commença la seconde guerre mondiale avec une « *philosophie du* guns and butter [1] ». Au cours de la dernière année de paix, 1938-1939, 16 milliards de Marks (4 milliards de dollars), soit 15% du PNB allemand, furent dépensés en préparation militaire. Le volume de dépenses en armement des États-Unis au cours de la dernière année de paix étasunienne, soit entre décembre 1940 et décembre 1941, fut bien plus élevé, en dépit du fait que les critiques étasuniens affirment que les États-Unis étaient tristement impréparés lorsque les Japonais frappèrent Pearl Harbor. Les Allemands, d'un autre côté, sont décrits comme ayant fait tout ce qui était humainement possible en préparation à la guerre avant l'éclatement du second conflit mondial. Dans les faits, l'Allemagne dépensait de large proportions d'argent public en améliorations urbaines et en érigeant des bâtiments publics quand vint la guerre. Hitler estimait que l'Allemagne devait disposer d'une supériorité militaire immédiate

1. En macro-économie, il s'agit de l'arbitrage par un pays entre dépenses civiles et militaires

sur la France et la Grande-Bretagne pour les intimider pendant une courte période d'intervenir contre l'Allemagne, alors qu'il bouclait son programme de révision territoriale, mais il espérait éviter la guerre contre une coalition de puissances majeures. Presque la moitié des dépenses d'armement allemandes au cours de la dernière année de paix allèrent à l'armée de l'air, mais les dirigeants britanniques, au cours de la même période, se montrèrent confiants quant au fait qu'ils prenaient rapidement de l'avance sur l'Allemagne en matière aérienne.

## 6.3 La position favorable de la Grande-Bretagne

Les dirigeants britanniques avaient un problème de sécurité nationale, mais leur situation était plus favorable que celle d'Hitler. En 1938, la Grande-Bretagne se trouvait temporairement en désavantage en matière aérienne par rapport à l'Allemagne, mais les perspectives d'une défense aérienne réussie contre les Allemands devinrent extrêmement favorables en 1939. L'Allemagne disposait de quelques sous-marins, et la *Navy* britannique était beaucoup plus puissante que la marine allemande. La position insulaire de la Grande-Bretagne lui offrait une défense naturelle admirable face à l'usage des forces terrestres allemandes. En contraste avec l'Allemagne, les Britanniques n'avaient pas à se soucier du péril d'une invasion de la part de l'Union soviétique en cas de guerre en Europe occidentale. Ils disposaient en soutien des ressources considérables de l'Empire britannique et des États-Unis. Si Hitler avait été décidé à écraser la Grande-Bretagne, il lui aurait fallu reconnaître que la situation stratégique britannique était supérieure à la sienne.

Hitler n'avait aucune intention d'attaquer la Grande-Bretagne. Les dirigeants britanniques auraient pu rester neutres dans tout conflit européen impliquant l'Allemagne, sans que cela menace la sécurité britannique. Le principal danger en 1938 et 1939 était que

la Grande-Bretagne n'attaquât l'Allemagne et n'essayât de l'écraser totalement. Cela aurait amené au déroulement d'une guerre prolongée, qui aurait épuisé les ressources britanniques et exposé l'Empire britannique aux forces de désintégration. C'est ce qui se produisit ensuite. La position stratégique britannique était bonne en 1939, mais fut sacrifiée sans nécessité. Le principal bénéficiaire en fut l'Union soviétique, l'ennemi mortel de l'Empire britannique.

Hitler espérait éviter ce développement terrible. Il lui apparaissait que la sécurité allemande ne serait pas assurée tant que l'Allemagne n'aurait pas conclu des accords étendus avec ses principaux voisins. Il comprenait que de tels accords auraient un prix à payer. Il était prêt à abandonner le sud du Col de Brenner à l'Italie ; et à la France il avait concédé les Allemands problématiques d'Alsace-Lorraine, qui semblaient se languir de l'Allemagne lorsqu'ils étaient français, et de la France lorsqu'ils étaient allemands. Il espérait une alliance avec l'Italie, et après la conférence de Munich, il s'employa à atteindre une déclaration d'amitié franco-allemande semblable à celle qu'il avait signée avec Chamberlain à Munich.

## 6.4 L'attitude généreuse d'Hitler envers la Pologne

La Pologne était le troisième voisin de l'Allemagne par ordre d'importance, et elle était la seule puissance voisine avec laquelle l'Allemagne se trouvait en danger direct de conflit après la conférence de Munich. Le problème de Dantzig et de la frontière germano-polonaise était plus dangereux que celui de la Bosnie-Herzégovine avant 1914. La position de la Pologne, entre l'Allemagne et son principal adversaire, l'Union soviétique, était d'une importance considérable. Il apparaissait à Hitler que la clarification des relations germano-polonaises constituait une nécessité absolue. Une politique de dérive sans but, d'une crise inattendue à la suivante, avait amené à la ruine de l'Allemagne lors de la première guerre mon-

diale. Hitler estimait que ce cercle vicieux devait être brisé, et il n'est pas surprenant qu'il espérât sécuriser la sécurité allemande sur l'équivalent d'un rocher de granit après les expériences douloureuses qu'avait connu l'Allemagne depuis 1900. La préoccupation d'Hitler aurait été d'autant plus importante s'il avait connu les négociations secrètes anglo-polonaises d'août 1938, visant à enrayer les aspirations allemandes sur Dantzig. Il était déjà fortement préoccupé sans le savoir. Il ne ressentait aucune animosité à l'égard de la Pologne, chose surprenante quand on considère l'amer héritage des relations germano-polonaises depuis la période 1918-1934, ou l'attitude des dirigeants polonais. Il était prêt à payer cher l'amitié polonaise, et, de fait, à payer l'amitié bien plus cher auprès des Polonais que des Italiens ou des Français. La renonciation à chaque morceau de territoire allemand perdu face à la Pologne depuis 1918 aurait constitué une chose inimaginable aux yeux de Gustav Stresemann ou aux dirigeants de la république de Weimar. Hitler était prêt à payer ce prix, et il pensait que le moment favorable était arrivé pour un règlement de ce dossier, après l'étroite coopération germano-polonaise sans précédent qui avait éclos lors de la dernière phase de la crise tchèque. Hitler était enclin à la confiance en s'approchant de la Pologne avec une offre élargie, quelques semaines après la conférence de Munich. L'ambassadeur Moltke à Varsovie le prévint en de vagues termes qu'un accord ne serait pas chose aisée, mais hors de Pologne, nul n'aurait pu imaginer que ses propositions généreuses se verraient reçues avec mépris.

## 6.5 D'autres aspirations polonaises en Tchéco-Slovaquie

Le nouveau développement de la situation tchèque était relativement mineur par rapport au problème d'un accord germano-polonais, mais les problèmes tchèques et polonais restèrent étroitement liés pendant de nombreux mois, et il est impossible de consi-

dérer l'un sans l'autre. Le nom composé « *Tchéco-Slovaquie* » fut adopté par voie législative à Prague, peu après la conférence de Munich, comme nom officiel désignant l'État tchèque. Il s'inscrivait dans une suite de mesures d'apaisement sans grande conviction menées par les Tchèques à l'égard des Slovaques. Dès le succès de la Pologne sur la question de Teschen, il fut évident que les dirigeants polonais comptaient atteindre d'autres objectifs en Tchéco-Slovaquie. Ces objectifs étaient au nombre de trois, et difficilement compatibles entre eux. Les Polonais espéraient voir la Slovaquie sortir immédiatement de l'administration tchèque, et constituer un État indépendant. Ce développement n'avait guère de chances d'aboutir. Le mouvement nationaliste slovaque s'était vu brutalement réprimé par les Tchèques, après la trahison par le président Thomas Masaryk de ses promesses d'autonomie slovaque, formulées dans l'accord de Pittsburgh de 1918. Il était évident que l'eau devrait couler sous les ponts avant que le mouvement nationaliste slovaque puisse se réaffirmer. Josef Tiso et Karol Sidor, les deux principaux dirigeants du nationalisme slovaque en 1938, furent incapables d'établir une ligne résolue. La plupart des Slovaques étaient opposés à la poursuite de l'administration tchèque, mais ils restaient divisés en trois groupes en conflits entre eux. Un groupe influent préférait le retour de la Slovaquie à la Hongrie, mais la timidité des Magyars était si importante qu'aucun soutien effectif ne pouvait être attendu de la part de Budapest. Un autre groupe, dont Sidor était le principal porte-parole, préférait une association étroite entre la Slovaquie et la Pologne, voire même un protectorat polonais. Un troisième groupe, dont Tiso était l'éminent dirigeant, appelait de ses vœux une Slovaquie totalement indépendante, mais ils n'étaient pas certains qu'un tel État pourrait survivre sans une forte protection reçue de quelque puissance avoisinante. Si l'on compte le mouvement hiasiste, qui était pro-tchèque, les Slovaques étaient divisés en pas moins de quatre écoles de pensée sur la question fondamentale de leur existence future.

La Slovaquie était un pays agricole arriéré, à la population mé-

langée ethniquement. C'était trop attendre de la Slovaquie qu'elle déclarât son indépendance au moment où le pouvoir tchèque fut affaibli. La déception des Polonais fut inévitable quand les Slovaques ne répondirent pas comme la Pologne l'espérait. Le 11 octobre 1938, le haut-commissaire polonais à Dantzig, Marjan Chodacki, s'exclama, face à Jan Szembek, au bureau polonais des affaires étrangères, que la Slovaquie et la Ruthénie se transformeraient en instruments d'expansion allemande vers l'Est sauf à être rapidement séparés de l'administration tchèque. La possibilité d'une intervention polonaise directe restait, si les Slovaques n'agissaient pas par eux-mêmes, mais les dirigeants militaires polonais exprimaient une attitude négative quant à ce projet. L'idée d'une Pologne allant jusqu'à s'étendre du Danube à la Dvina était séduisante aux yeux des militaires, mais ils affirmaient qu'un conflit avec l'Allemagne était probable, et ils estimaient qu'un protectorat polonais en Slovaquie constituerait une mauvaise stratégie. Les montagnes des Carpates, selon leurs estimations, constituaient la plus importante frontière naturelle de Pologne, et ils affirmaient que la position de la Pologne deviendrait distendue si l'armée polonaise était envoyée occuper la région au-delà des montagnes.

Les observateurs étrangers étaient nombreux à être conscients que la probabilité d'une crise slovaque était importante dans un avenir proche. Le 5 octobre 1938, Truman Smith, l'attaché militaire étasunien à Berlin, envoya au président Roosevelt un précieux rapport quant à la question stratégique en Europe à l'issue de la conférence de Munich. Son rapport était accompagné d'une prédiction émise par l'ambassadeur Hugh Wilson, suggérant qu'Hitler pourrait dans un avenir proche soutenir sur quelque question importante l'Italie, du fait de sa gratitude pour la médiation de Mussolini à Munich, car « *l'éminente caractéristique d'Hitler de soutenir ses amis est bien connue.* » Smith expliqua à Roosevelt que « *l'espoir et le désir de Hitler est de conserver l'amitié de l'Italie, tout en gagnant celles de la France et de l'Angleterre.* » Il prédit qu'il y aurait des problèmes en Slovaquie, et que l'Italie, la Pologne et la

Hongrie soutiendraient les aspirations slovaques à l'indépendance. Il affirma que « *la position diplomatique présente d'Hitler n'est pas enviable. Il va devoir user de tout son talent en matière diplomatique pour éviter les nombreux obstacles auxquels il doit faire face aujourd'hui, et conserver l'Italie tout en gagnant l'Angleterre et la France.* » Smith déclara que l'Allemagne désirait la paix, mais que d'importants désordres étaient à prévoir en Europe dans un avenir immédiat. Il conclut son rapport avec l'avertissement funeste : « *Pour conclure, surveillez le destin de la Slovaquie.* » Il considérait la Slovaquie comme le problème le plus important en Europe, plus que l'Espagne, où la guerre civile approchait de sa phase finale.

Beck, le ministre polonais des affaires étrangères, était agacé de la timidité hongroise, et de la réticence des soldats polonais à étendre leur engagement vers le Sud. Tiso voulait une protection important pour un État slovaque indépendant, et l'Allemagne restait la seule alternative si la Hongrie et la Pologne refusaient cette responsabilité. Pour le moment, Beck n'avait à offrir aux Slovaques que ses fulminations contre les Tchèques, ainsi que la promesse que la Pologne adopterait une politique amicale à l'égard d'une Slovaquie indépendante. Il était de toute évidence extrêmement préoccupé de cette situation.

Le second objectif polonais en Tchéco-Slovaquie venait compliquer le problème créé par le premier. Dans les années précédant la première partition de la Pologne de 1772, Joseph II, empereur du Saint Empire Romain et roi de Hongrie, s'empara d'une région des Carpates qui avait fait l'objet d'un différend entre la Pologne et la Hongrie depuis le Moyen Âge. Il décida de cette action avec le consentement hésitant de Marie-Thérèse, co-régente des seigneuries Habsbourg du domaine impérial de son fils Joseph. Cette région avait été accordée aux Tchèques, privilégiés des Alliés et puissances associées à Paris en 1919. Les circonstances de cette attribution, dont les principales puissances furent pleinement responsables, et la faible valeur économique de la région, firent que la réaction polonaise en fut moins intense que la passion soulevée par le statut

de Teschen. Pour autant, les dirigeants polonais n'avaient jamais oublié leur déception après leur échec d'obtenir la région des Carpates de Zips-Orawy. La région était sur la frontière ethnique avec la Slovaquie, et il aurait été prudent de leur part de minimiser l'intérêt polonais pour une révision territoriale aux dépens des Slovaques, jusqu'à ce que la situation générale de la Slovaquie fût clarifiée. Malheureusement, ils ne purent accepter de laisser passer leur chance d'accaparer le territoire objet du différend alors que les conditions générales restaient favorablement fluides. La tentation d'exploiter la faiblesse tchèque pour atteindre le second objectif fut trop grande. L'impulsivité polonaise finit par ruiner les relations polono-slovaques, et l'objectif premier de la Pologne, constituant à sécuriser une solution favorable à la question slovaque, fut sacrifié.

Le troisième objectif de la politique polonaise en Tchéco-Slovaquie, après l'accord de Teschen, était l'élimination de l'administration tchèque sur la Ruthénie. John Reshetar, le principal historien étasunien d'extraction ruthène, a indiqué que la Ruthénie pouvait aussi bien être classifiée comme grande communauté russe qu'ukrainienne. La proximité géographique de la Ruthénie avec l'Ukraine apporte aux avocats d'une Ukraine indépendante ou soviétique un avantage distinct dans les conseils de Ruthénie. On peut affirmer, en conservant à l'esprit cette considération, que l'Ukraine fut divisée en 1938 entre quatre puissances qui la partitionnèrent. La majeure partie des Ukrainiens furent des sujets soviétiques, et ils furent deux fois plus nombreux que l'ensemble de la population polonaise en Pologne. Ils habitaient l'Ukraine du centre et de l'Est. La Pologne arriva en seconde place, après la Russie, en établissant son administration sur huit ou neuf millions d'Ukrainiens de l'Ukraine de l'Ouest. La Roumanie fut la troisième, contrôlant la section ukrainienne de la région de Bessarabie, entre les rivières Prut et Dniester, au Nord de l'embouchure du Danube. Enfin, les Tchèques eurent en main le destin d'environ un million de Ruthéniens au Sud des Carpates, descendant des sujets de l'État Rous de Kiev au Moyen Âge. L'administration de la Ruthénie par les

Tchèques avait été établie à Paris en 1919, et était toujours apparue comme fantastique aux yeux des Polonais. Les Roumains, d'un autre côté, l'accueillirent, du fait qu'elle accordait à la Roumanie un contact terrestre direct avec l'industrie de l'armement de Bohême, et privait la Hongrie d'une frontière commune avec la Pologne.

Les Polonais considéraient la question de la Ruthénie comme la simplicité même. La Ruthénie avait appartenu à la Hongrie des siècles durant avant 1919, et la Ruthénie devait revenir à la Hongrie. La Hongrie avait été mutilée lors de la conférence de paix de Paris en 1919, qui l'avait amputé des deux tiers de sa population et des trois quarts de son territoire. On comprenait, au vu des circonstances, qu'ils se montrassent réticents à prendre des risques vingt ans après. La Pologne était ennuyée du fait que les dirigeants hongrois ne s'emparaient pas du sujet par eux-mêmes, et ne marchassent pas sur la Ruthénie. Les Polonais n'en étaient pas moins déterminés à voir ces territoires retourner à la Hongrie, et considéraient comme absolument essentielle une solution mettant ce changement en œuvre.

Les Polonais craignaient l'émergence d'une Ruthénie totalement indépendante. Les communistes risquaient de s'accorder le contrôle de la région. Cela leur aurait accordé la possibilité d'exercer des pressions tant depuis l'Ouest que depuis l'Est sur la rétive et mécontente population polono-ukrainienne. Aucun étudiant en histoire ou en littérature polonaise n'a pu oublier que dans l'histoire moderne, le déclin de la Pologne comme grande puissance commença par une révolte considérable en 1648 des Ukrainiens sous contrôle polonais. Cette révolte s'est vue exploitée par les Russes, non sans succès.

Les Polonais craignaient également qu'Hitler puisse revenir à la politique allemande de 1918 de soutien au séparatisme ukrainien. Ce programme avait été tardivement adopté par les Allemands, à la conférence de Brest-Litovsk de 1918, en raison de l'intransigeance de Trotsky à refuser de conclure un accord de paix entre la Russie

et l'Allemagne lors du premier conflit mondial. L'objet, inchangé depuis lors, aurait pu être de frapper l'Union soviétique d'une atteinte paralysante. Le traité de Brest-Litovsk avait constitué l'un des thèmes favoris de l'éloquence d'Hitler dans les premiers temps de sa carrière politique. Hitler avait défendu le traité de Brest-Litovsk, du fait que l'Allemagne n'avait réalisé aucune annexion territoriale, mais avait étendu le principe d'auto-détermination à des millions d'Européens, et avait essayé de les protéger des terreurs de l'administration bolchevique. Hitler considérait Brest-Litovsk comme porteur de paix et de justice en comparaison avec Versailles, et il usait de multiples arguments plutôt efficaces pour soutenir ce point de vue. Il apparaissait comme logique aux yeux des dirigeants polonais qu'Hitler essayât de poursuivre cette ligne et de tenter de repousser la marée bolchevique en libérant les Ukrainiens. Ce n'était pas un secret que de nombreux réfugiés ukrainiens fussent autorisés à conduite leurs activités de propagande depuis divers lieux d'Allemagne. On estimait qu'Hitler pourrait garantir de meilleurs accès à l'Allemagne aux précieuses matières premières d'Europe de l'Est s'il libérait les Ukrainiens.

Une politique polonaise plus efficace en Slovaquie aurait été utile pour orienter la question ruthénienne dans un sens plus favorable à la Pologne. Il aurait été impossible de maintenir l'administration tchèque en Ruthénie une fois la Slovaquie indépendante. La pensée polonaise était tellement dominée par l'idée d'une guerre contre l'Allemagne, et par les considérations stratégiques induites par une telle guerre, qu'une excellente opportunité de mettre en œuvre la politique définie par Pilsudski, consistant à établir une fédération de nations voisines, fut jetée à la corbeille en Slovaquie. Les Polonais et les Slovaques présentaient des cultures, des tempéraments, des coutumes très proches, et à ce stade une étroite association entre les deux pays aurait été plus réalisable que jamais auparavant. Les Polonais ne s'arrêtèrent pas à considérer que des concessions à Dantzig, ou sur la question de l'autoroute, auraient constitué un prix peu élevé à payer en échange d'un soutien

allemand dans l'acquisition de la Slovaquie. Les plus grands succès polonais en matière de politique étrangère depuis le traité de Riga, en 1921, consistaient uniquement en l'ouverture d'un front polono-lituanien après l'Anschluss austro-allemand, et en l'acquisition de la région de Teschen après le succès allemand de Munich. La Pologne décida de procéder de la même manière en grignotant les montagnes des Carpates plutôt qu'un remportant un grand succès en établissant une union polono-slovaque. La politique d'union présentait de bien meilleures chances de réussite en Slovaquie que dans un pays non-slave comme la Lituanie. L'élimination du préjudice polonais envers l'Allemagne aurait rendu l'expérience réalisable.

Le 6 octobre 1938, Moltke, l'ambassadeur d'Allemagne, se plaignit depuis Varsovie que la presse polonaise ne publiait aucune indication de ce que le succès de Teschen résultait du fait que l'Allemagne avait ouvert la voie. Le diplomate allemand s'était trompé en établissant ses prédictions quant à la ligne politique polonaise durant la crise tchèque, et plusieurs de ses remarques du 6 octobre quant aux événements récents dévoilèrent une confusion considérable. Il continuait d'insister sur le fait que les Polonais continuaient d'essayer de collaborer avec les Tchèques contre l'Allemagne lorsque la nouvelle tomba qu'une conférence serait tenue à Munich. Sans aucun doute, cette analyse fit croître son indignation lorsqu'il signala que la presse polonaise d'inspiration officielle avait affirmé unanimement que le succès allemand dans la question des Sudètes avait été rendu possible du fait de l'assistance polonaise. La presse polonaise affirmait que l'Allemagne aurait échoué si la neutralité polonaise n'avait pas empêché une intervention de l'Union soviétique. La sagesse de cette ligne de propagande émise par les instances polonaises officielles pouvait être mise en doute, car la récitation d'une aide supposée de la Pologne à l'Allemagne n'était pas calculée pour apaiser l'opinion anti-allemande en Pologne.

Moltke estimait que la conférence de Munich avait fait baisser le prestige de la France en Pologne, mais il ne pensait pas que la Pologne lâcherait l'alliance française uniquement pour renfor-

cer ses relations avec l'Allemagne. Moltke se trompa, en supposant qu'Hitler comptait demander aux Polonais d'abandonner leur alliance avec la France. Il ne se trompait pas lorsqu'il rappela au bureau allemand des affaires étrangères que la politique polonaise en Ruthénie était dirigée en premier chef contre l'Union soviétique, mais que « *les craintes d'une expansion allemande y sont également pour quelque chose.* » Le thème principal du rapport établi par Moltke était que la coopération germano-polonaise dans la crise tchèque ne garantissait pas la fin d'une politique polonaise hostile envers l'Allemagne.

## 6.6 L'hostilité tchèque ininterrompue à l'encontre de la Pologne et de l'Allemagne

Les dirigeants tchèques savaient que les probabilités que leur État poursuivît son existence n'étaient pas favorables, et ils dénoncèrent les dirigeants polonais comme visant une déstabilisation totale de la Tchéco-Slovaquie. Le 3 octobre 1938, Krofta, le ministre tchèque des affaires étrangères, informa les Britanniques que les événements progressaient sans heurt dans la région des Sudètes, d'où les Tchèques s'affairaient à se retirer, mais il se plaignit avec véhémence des Polonais. Newton, l'ambassadeur britannique, indiqua que Krofta « *faisait preuve d'anxiété quant aux intrigues et à la propagande qui avaient été menées par les Polonais en Slovaquie.* » Krofta confia que la faiblesse tchèque risquait de se voir exploitée pour « *répandre des suggestions selon lesquelles la Slovaquie se porterait mieux si elle s'associait avec la Pologne.* » Krofta n'aurait pas entretenu de telles craintes s'il n'avait pas réalisé à quel point les Tchèques étaient détestés en Slovaquie, ni à quel point le peuple slovaque aurait préféré presque une association avec quasiment n'importe qui plutôt qu'avec les Tchèques. Krofta ajouta qu'il « *désirait avant tout* » une aide française et britannique contre les Polonais, mais il espérait également qu'« *Hitler apporterait peut-*

*être de l'aide pour résister à ces ambitions polonaises.* »

À ce stade, Hitler était irrité par les Tchèques, et guère d'humeur à défier la propagande polonaise en Slovaquie. Il y eut des désaccords vigoureux entre Allemands et Tchèques quant à la délimitation des régions des Sudètes n'ayant pas été soumise à plébiscite et à leur rattachement — ou non — à l'Allemagne. L'accord de Munich avait convenu que certaines zones seraient livrées à l'Allemagne sous dix jours, et les autres régions devaient se voir occupées par une force de police internationale dans l'attente de la tenue d'un plébiscite. Neville Henderson, l'ambassadeur britannique, s'intéressa activement au règlement de ce différend. Sincère avocat de l'apaisement, il présentait à cet égard une proximité assez forte avec Bonnet, avec qui il avait établi des liens étroits, plus qu'avec Chamberlain et Halifax à Londres. Il était considéré comme le plus prometteur des jeunes ambassadeurs britanniques lorsqu'il fut envoyé à Berlin en 1937, mais sa dévotion envers ces principes, qui étaient professés sans conviction par ses maîtres de Londres, lui valurent bientôt une position isolée et peu enviable au sein de l'appareil diplomatique britannique.

Henderson croyait que les Tchèques menaient une politique d'obstruction désespérée lorsqu'ils firent des difficultés quant à la procédure qui avait été convenue par les puissances à Munich. Il avait été décidé que les statistiques de population de 1918 seraient utilisées pour délimiter les régions n'ayant pas connu le plébiscite, et le recensement mené par les Habsbourg de 1910 était le dernier disponible avant 1918. Les Tchèques suggéraient que leurs propres résultats (falsifiés) des recensements de 1921 ou même 1930 fussent employés comme critère. À Munich, il avait été décidé que les régions assignées à l'Allemagne sans plébiscite seraient celles comportant une population composée d'Allemands à plus de 50%. Les Tchèques insistaient pour que le taux de 75%, au lieu de 51%, fût considéré comme *supérieur à 50%*. Hitler répondit en menaçant d'envoyer l'armée allemande jusqu'à la ligne de Bad Godesberg si les Tchèques ne s'en tenaient pas aux termes du document publié

par les Britanniques après Munich. À Bad Godesberg, Hitler avait demandé l'occupation immédiate d'une région bien plus étendue que celle qui fut accordée à l'Allemagne à Munich. Halifax joua un jeu de dernière minute pour modifier l'accord de Munich au bénéfice des Tchèques, mais rencontra l'opposition des Français et des Italiens, qui insistèrent sur la nécessité « *de respecter l'esprit de ce protocole.* » Halifax se consola en pensant que l'on pourrait faire quelque chose pour les Tchèques dans la zone du plébiscite, mais le président Benes décida que la dernière tentative d'accomplir quoi que ce fût en s'opposant à l'Allemagne avait échoué. Écœuré, il démissionna le 5 octobre 1938. Un gouvernement provisoire fut constitué par le général Jan Syrovy, un héros national tchèque qui avait contribué à garantir le retour de Russie d'anciens prisonniers de guerre tchèque en 1918. Le cabinet de Milan Hodza avait été mis à bas par une manifestation dirigée par Klement Gottwald, le dirigeant du parti communiste, le 22 septembre. Syrovy avait succédé à Hodza au poste de premier ministre, et devint secrétaire d'État par intérim après la démission de Benes, dans l'attente de l'élection d'un nouveau président. Frantisek Chvalkovsky, du parti agraire dominant, succéda à Krofta comme ministre des affaires étrangères après la démission de celui-ci du cabinet de Syrovy, le 5 octobre. Chvalkovsky avait représenté la Tchécoslovaquie à Rome ainsi qu'à Berlin. Loyal patriote tchèque, il ne partageait pas la haine fanatique de son prédécesseur à l'égard du fascisme ni du national-socialisme. Il était trop tôt pour prédire la politique ultime du nouveau régime, mais la démission de Benes produisit immédiatement une détente des tensions.

Les Tchèques essayaient d'agiter la Grande-Bretagne contre la Pologne, mais Sir Howard Kennard, depuis Varsovie, faisait tout son possible pour ramener à la Pologne les bonnes grâces de Londres. Il affirma que le ressentiment polonais à l'égard des Tchèques se justifiait par l'occupation tchèque de Teschen en 1919, qu'il décrivit comme « *une appropriation à courte vue, pour ne pas user de mots plus forts.* » Il affirma que sa propre évaluation antérieure

de l'attitude de la Pologne quant à une guerre des Tchèques, des Français et des Britanniques contre les Allemands avait été incorrecte. Une nouvelle « *évaluation* » l'avait convaincu que la Pologne n'aurait jamais combattu aux côtés des Allemands contre les puissances occidentales. Il insista sur l'idée que la Pologne aurait dû rester neutre durant une brève période avant d'entrer en guerre du côté des alliés « *sous la pression de l'opinion publique polonaise.* » Il affirma que le président Roosevelt avait mené une action mystérieuse et secrète durant la crise tchèque, par le biais de l'ambassadeur Biddle, afin de modifier l'attitude polonaise. L'action en question avait été dépassée par les événements, mais Biddle avait été impressionné en bien par l'attitude polonaise. Kennard assura à Halifax qu'il ne voulait pas apparaître comme naïf en acceptant les affirmations polonaises ou étasuniennes, mais il était convaincu pour son propre compte qu'aucun accord germano-polonais n'avait défini de position commune durant la crise. Kennard présenta une suite de rapports additionnels pour expliquer pourquoi la Pologne essayait d'exploiter les faiblesses tchèques en vue de s'assurer une frontière commune avec la Hongrie. Il déclara qu'il relevait de l'une des caractéristiques principales de la ligne politique polonaise d'agir ainsi, et il considéra comme relevant de sa mission la plus importante que d'expliquer et justifier cette nouvelle politique au bureau britannique des affaires étrangères.

La mystérieuse action étasunienne à laquelle Kennard faisait référence dépassait quelque peu la simple information selon laquelle le président Roosevelt n'aurait pas aimé voir la Pologne du « *mauvais côté* » dans une guerre européenne. Beck, le ministre des affaires étrangères, savait que l'ambassadeur Biddle était amical à l'égard de la Pologne, et avait discuté librement de la situation avec lui durant la crise tchèque. Le 29 septembre 1938, Beck déclara à Biddle que la Pologne était extrêmement déçue de n'avoir pas été invitée à la conférence de Munich.

Les efforts de Kennard en vue d'élever la Pologne et de faire baisser la côte des Tchèques à Londres se virent renforcés par le

changement de gouvernement tchèque, qui atténua encore plus l'enthousiasme à l'égard de la Tchécoslovaquie parmi les puissances occidentales. Le 6 octobre 1938, Henderson prédit à Halifax que « *la Tchécoslovaquie peut se retrouver dans l'orbite politique et économique allemande bien plus tôt qu'on ne s'y attend généralement.* » L'idée d'envoyer des soldats occidentaux en Bohême pour superviser le plébiscite et sécuriser tout ce qui pouvait l'être pour les Tchèques commençait à perdre son attrait. Roger Makins, un expert du bureau britannique des affaires étrangères auprès de la commission internationale de Berlin pour délimiter la frontière tchèque, annonça le 6 octobre qu'il avait convenu avec ses collègues italiens de s'opposer à tout nouveau plébiscite. Il affirmait que les Tchèques ne gagneraient rien de la tenue d'un référendum.

Les Tchèques eux-mêmes conclurent bientôt qu'un vote populaire ne ferait pas progresser leur cause, et qu'il pourrait au contraire dévoiler des faiblesses déconcertantes. Le 7 octobre, le délégué tchèque auprès de la commission internationale informa les Allemands que son gouvernement préférerait oublier le plébiscite. De par les termes de Munich, les Allemands s'étaient vus conférés un plébiscite, et ils reportèrent leur décision à un moment ultérieur. Le 11 octobre, Henderson confia à Halifax qu'une grande bascule était en cours vers l'Allemagne en Bohême-Moravie, et que les Tchèques pourraient perdre Brünn (Brno), la capitale de la Moravie, en cas de tenue d'un plébiscite. Cette possibilité alarmait les Tchèques, car la perte de Brünn les aurait en pratique coupés de la Slovaquie. Kennard expliqua à Halifax que la Pologne soutenait l'expulsion des Tchèques hors de Slovaquie.

Le suspense prit fin le 13 octobre 1938, lorsque Hitler accepta de s'arrêter dans la zone occupée par son armée le 10 octobre, et d'abandonner le plébiscite, étant entendu qu'il maintenait d'autres prétentions territoriales mineures au nom de l'Allemagne. La discussion sur le plébiscite commença sur la suggestion de Halifax qu'on pourrait l'utiliser comme instrument contre les Allemands. Elle s'acheva avec un soupir de soulagement à Londres lorsque les

Allemands acceptèrent d'en abandonner le principe.

Les Hongrois et les Tchèques commencèrent à négocier le règlement des revendications ethniques hongroises en Slovaquie, pendant que la question du plébiscite allemand était en cours de règlement. La Hongrie était la moins agressive des trois ennemis de la Tchéco-Slovaquie dans la crise récente, et ce ne fut pas une coïncidence qu'elle n'obtînt rien de la part des Tchèques. Beck craignait que la Hongrie ne menât ses négociations sans énergie, et qu'elle n'acceptât beaucoup moins que ce que la Pologne désirait qu'elle obtînt. Beck exprima le désir de discuter de cette affaire avec un envoyé spécial hongrois, et Budapest répondit en envoyant le comte Istvan Csaky, le nouveau ministre hongrois des affaires étrangères, en mission spéciale à Varsovie. Csaky arriva le 7 octobre pour prendre conseil auprès de Beck. Le 8 octobre, Moltke informa Ribbentrop que l'alarme des Hongrois quant à la Roumanie posait problème à Beck. Les Polonais voulaient que la Hongrie demandât l'ensemble de la province de Ruthénie, mais Csaky craignait que la Roumanie n'attaquât la Hongrie si cette demande était formulée. La presse polonaise avait lancé une vigoureuse campagne en faveur de l'annexion de la Ruthénie par la Hongrie. Moltke nota que les diplomates italiens à Varsovie se montraient jaloux de la politique exclusive dont Beck faisait preuve en soutenant la Hongrie de la sorte, car l'Italie, de manière quelque peu irréaliste, continuait de considérer la Hongrie comme relevant de la sphère d'influence italienne. Les Italiens affirmaient que la Pologne cherchait à ériger un bloc indépendant entre les puissances de l'Axe et l'Union soviétique, et ils ne se trompaient pas dans cette estimation. Il n'était pas clair aux yeux de Moltke de savoir si ou non Beck exhortait la Hongrie à occuper la Slovaquie, mais ce n'est pas chose probable, les Hongrois se montrant déjà timides quant à la Ruthénie. La presse polonaise prônait totalement une Slovaquie indépendante.

## 6.7 Les prétentions polonaises à Oderberg, protégées par Hitler

À ce moment, Hitler eut des difficultés à empêcher une crise germano-polonaise majeure, du fait du traitement brutal des Allemands par les autorités occupantes polonaises dans le district de Teschen. La plupart des dirigeants allemands estimaient que les Polonais avaient revendiqué une part trop importante des territoires ethniques allemands aux abords de Teschen. Le maréchal Göring avait conseillé au secrétaire d'État Weizsäcker que les territoires au-delà de Teschen, jouxtant la frontière silésienne allemande du Sud-Est, ne devraient pas aller à la Pologne sauf à voir les Polonais accepter de soutenir le retour de Dantzig à l'Allemagne. En cas de refus polonais, il préférait que ces territoires fussent rattachés à l'Allemagne, ou laissés à la Tchéco-Slovaquie. Les experts du bureau allemand des affaires étrangères étaient inclinés à partager la position de Göring, et il fut décidé de faire un effort pour conserver les Polonais hors du centre industriel de Witkowitz, et hors de la petite ville d'Oderberg, frappée de pauvreté, située à proximité de la source de la rivière Oder. Göring fut interrogé en détail par Weizsäcker quant à l'ensemble de ses conversations récentes avec les représentants polonais.

Lipski, l'ambassadeur de Pologne, fut pris de colère en découvrant l'attitude du bureau des affaires étrangères sur la question d'Oderberg. Il insista auprès d'Ernst Wörmann, qui dirigeait la division politique du bureau allemand des affaires étrangères, sur le fait qu'Hitler et Göring avaient tous les deux promis cette ville stratégique à la Pologne. Wörmann, qui était familier de l'attitude de Göring, refusa de le croire et rappela à Lipski qu'Oderberg était principalement peuplée d'Allemands. Lipski ne se laissa pas impressionner. Il avertit Wörmann qu'un rapport officiel quant à cette conversation serait de nature à compliquer les relations germano-polonaises, et il ajouta qu'il allait écrire à Beck un courrier privé

à ce sujet. Des exemplaires des rapports officiels furent envoyés au président Moscicki, et à travers lui à d'autres dirigeants polonais. L'implication était claire. La Pologne était déterminée à camper sur ses positions sur le problème d'Oderberg.

La conversation entre Lipski et Wörmann se tint le 4 octobre. Hitler intervint le jour suivant pour démolir la position récalcitrante qui avait été adoptée par Göring et le bureau allemand des affaires étrangères. Il insista en affirmant « *n'avoir aucun intérêt de quelque sorte pour Oderberg,* » et alla jusqu'à ajouter qu'il « *n'allait pas marchander chaque ville avec les Polonais, mais se montrerait généreux envers ceux dont les demandes restaient modestes.* » Après cette réprimande, le bureau allemand des affaires étrangères n'eut d'autre option que de reculer.

Ce n'était que le commencement du problème, car les Polonais déclenchèrent une guerre virtuelle et non déclarée aux habitants allemands de la région de Teschen. Le ressentiment des Allemands habitant de l'autre côté de la frontière, en Allemagne, était intense, et des articles se mirent à paraître dans la presse régionale allemande, décrivant les incidents quotidiens. Hitler agit rapidement, afin d'imposer la retenue pendant qu'il en était encore temps. Il prit des mesures fortes pour faire supprimer la publicité quant aux incidents à Teschen, et déclara dans une directive spéciale que sa politique consistait « *à ne rien publier qui soit défavorable à la Pologne ; cela s'applique également aux incidents impliquant la minorité allemande.* »

Le bureau allemand des affaires étrangères s'alarma de nouveau lorsque des cartes de propagande polonaise faisant montre de prétentions sur Ostrava, la ville industrielle clé et centre ferroviaire du Nord de la Moravie, commencèrent à apparaître. Le 12 octobre, Weizsäcker déclara à Lipski que l'Allemagne avait laissé les mains libres à la Pologne à Oderberg, mais qu'Ostrava était un sujet différent. Il ajouta avec sarcasme qu'il soutiendrait une demande polonaise de plébiscite à Ostrava, sous condition, bien entendu, que le plébiscite fût tenu sous contrôle international. Weizsäcker comme

Lipski savait que la Pologne n'avait aucune chance de sortir gagnante d'un tel plébiscite, et l'ambassadeur de Pologne n'apprécia pas ce trait déplaisant. Il répondit avec dignité que la Pologne ne comptait pas retirer Ostrava aux Tchèques. Weizsäcker ne le crut pas et des rumeurs de nouvelles revendications polonaises en Moravie continuèrent de circuler. Hitler décida d'opter pour une attitude d'attente vigilante sur la question d'Ostrava.

## 6.8 L'échec des négociations tchéco-hongroises

Plusieurs nouveaux défavorables vinrent assombrir la scène internationale au moment où Hitler s'occupait des contrecoups des revendications polonaises sur la région de Teschen. Les négociations bilatérales entre la Hongrie et la Tchéco-Slovaquie furent rompues le 13 octobre 1938, et il fut évident que les deux parties ne pouvaient parvenir à un accord. Ils renvoyèrent la question aux quatre puissances de Munich. Hitler avait prononcé un discours à Sarrebruck le 9 octobre 1938, en visite pour l'inauguration d'un nouveau théâtre. Il s'insurgea fortement dans ce discours face au fait que d'éminents conservateurs britanniques proféraient des injures à son encontre lors de discours publics, dans et hors de l'enceinte du parlement, sans recevoir aucune réprimande des dirigeants du parti conservateur. Aux yeux d'Hitler, cela semblait une bien piètre manière de respecter la déclaration anglo-allemande d'amitié qui avait été signée quelques jours auparavant. La seule intention d'Hitler lors de ce discours était de rappeler aux dirigeants britanniques que l'amitié internationale a un coût, mais en réponse, les qualificatifs abusifs à son égard fusèrent dans la presse britannique, du fait de sa supposée intervention dans les affaires intérieures britanniques. À ce stade, les relations anglo-allemandes avaient déjà atteint un point catastrophique, plutôt qu'amical. Le monde entier savait que la Grande-Bretagne poursuivait une forte accélération de sa campagne d'armement en cours. En Allemagne, la presse expli-

qua ne pas voir d'objection à la campagne d'armement britannique. Il s'agissait d'une affaire intérieure britannique. Elle ne voyait pas d'objection à l'expansion du corps expéditionnaire britannique, du fait que la Grande-Bretagne était alliée de la France, et il n'appartenait qu'à elle de décider de la portée de ses obligations envers ce pays. Ce ne fut malheureusement pas la fin de l'affaire, et la presse allemande expliqua qu'« *inexcusable est le fait que les membres du gouvernement de M. Chamberlain participent une fois de plus à la propagande de réarmement en agitant l'idée d'un danger allemand.* » Les conditions n'étaient pas favorables à une rencontre amicale des puissances de Munich pour régler le délicat problème des prétentions hongroises à l'encontre des Tchèques.

Ciano, le ministre italien des affaires étrangères, essaya de dépasser la difficulté en ignorant les tensions, et en proposant carrément que les ministres des affaires étrangères des puissances de Munich se rencontrassent à Venise ou à Brioni sans délai, aux fins de régler le problème tchéco-slovaque hongrois. Les Hongrois réalisèrent que le moment n'était pas propice pour ce projet ; ils demandèrent une reconduction des négociations avec les Tchèques, chose que ceux-ci acceptèrent. Ces nouvelles négociations n'avaient aucune chance de succès, mais elles apportèrent une bouffée d'oxygène permettant d'explorer de nouvelles manières de procéder.

Les dirigeants tchèques présentèrent le principal obstacle du règlement d'une question qui ne concernait pas directement le peuple tchèque. Il s'agissait des revendications ethniques des Hongrois et des Slovaques, mais pas des Tchèques, qui étaient en jeu. La situation restait confuse en Slovaquie. Le mouvement hlasist protchèque était pratiquement éliminé de Slovaquie, et chacun des partis politiques avait dû se prononcer pour l'autonomie *a minima*, voire pour une indépendance à venir, pour souscrire à l'opinion publique dominante. Un gouvernement slovaque local avait été constitué le 8 octobre 1938, mais il devint rapidement évident que les partis slovaques, divisés entre eux, ne faisaient pas le poids face aux Tchèques, qui visaient à circonscrire l'autonomie slovaque

par tout moyen. Un mouvement de consolidation fut lancé, et les quatre principaux partis slovaques finirent par se rassembler en un parti slovaque populaire de Hlinka, le parti de l'unité nationale slovaque, mais cela ne fut réalisé que le 11 novembre 1938. La question de la frontière slovaquo-hongroise avait été réglée en pratique à ce moment-là, sans participation slovaque. L'amendement constitutionnel adopté à Prague, connu sous le nom de loi d'autonomie slovaque, ne prit effet que le 22 novembre 1938. Ses clauses étaient fortement contestées par l'ensemble des dirigeants slovaques, quoique le préambule contînt une reconnaissance tardive de l'accord de Pittsburgh de 1918. Ferdinand Durcansky était le principal dirigeant slovaque à essayer d'aménager une autonomie praticable, mais ses plaintes ne furent guère écoutées à Prague. Adalbert Tuka, dirigeant indépendantiste slovaque expérimenté qui avait passé de nombreuses années dans les prisons tchèques, avertit Durcansky du fait qu'une collaboration durable entre la Slovaquie et Prague était impossible. Les événements bougeaient lentement en Slovaquie, mais l'opinion publique était indéniablement en train de s'axer vers l'indépendance, et les Tchèques savaient qu'ils seraient rendus coupables d'avoir cédé des territoires slovaques. L'entêtement des Tchèques et l'indécision des Hongrois furent les principales raisons du blocage désespéré des négociations bilatérales.

Les Polonais n'étaient pas mécontents de ce retard, espérant que le temps gagné leur permettrait de consolider les exigences hongroises. Ils se concentrèrent en premier chef sur la Ruthénie, et le 15 octobre 1938, Jan Szembek accusa Moltke à Varsovie de refuser de reconnaître que l'Allemagne se tenait derrières les groupes ukrainiens qui espéraient utiliser la Ruthénie comme noyau pour établir un État ukrainien indépendant. Lipski était rentré de Berlin quelques jours plus tôt pour faire son rapport, et Beck et Szembek avaient convenu de la nécessité de faire montre de plus d'énergie avec les Allemands dans le traitement de la question de la Ruthénie.

Moltke fut contrarié de l'accusation de Szembek au sujet des Ukrainiens. Il craignit que Szembek visât juste, et qu'Hitler s'aco-

quinât avec l'idée de jouer la carte ukrainienne. Il se plaignit auprès du bureau allemand des affaires étrangères du fait que les Polonais se montraient extrêmement sensibles quant à la question ukrainienne, et ajouta, « *Je serais donc vivement reconnaissant de me voir autorisé à donner au Comte Szembek une réponse rassurante dès que possible.* » L'effet à Berlin en fut de convaincre Hitler que la Ruthénie pourrait être utile pour obtenir des concessions de la part de la Pologne. Il estimait que l'Allemagne était prête à accorder à la Pologne plus que ce que celle-ci pourrait lui demander, mais chaque service qu'il pourrait rendre en sus à la Pologne pourrait à ses yeux constituer une assurance supplémentaire du succès pour son projet d'accord durable avec ce pays.

On discuta énormément à Berlin du projet d'offre d'Hitler à la Pologne, et Greiser, le président du Sénat de Dantzig, fut perturbé d'entendre ces rumeurs lorsqu'il se rendit en visite à la capitale allemande à la mi-octobre. Il craignait qu'Hitler ne comptât laisser en suspens la question de Dantzig pour une période indéfinie, et cette impression fut renforcée par le discours d'Hitler au Palais des sports, le 26 septembre 1938. Il rendit visite au bureau allemand des affaires étrangères pour comprendre ce qui se passait, mais se retrouva face à un secrétaire Weizsäcker présentant une attitude de sphinx imperturbable. Le diplomate souabe se limita au commentaire : « *Les intérêts de Dantzig...devaient...être traités dans une objectivité et dans le calme.* » Greiser approuva cette affirmation de tout cœur, mais avec cette seule platitude pour réponse, sa curiosité resta entière.

Au moment de la visite de Greiser à Berlin, le bureau allemand des affaires étrangères était préoccupé : Chvalkovsky, le ministre tchèque des affaires étrangères, avait demandé la garantie des nouvelles frontières tchèques qui avaient fait l'objet de promesses à Munich. Les diplomates allemands furent éberlués de voir Chvalkovsky demander cette garantie avant que les revendications hongroises fussent arbitrées, ou avant que les revendications polonaises fussent totalement résolues. Ils en conclurent que l'État

tchèque était plus chancelant, et plus désespérément en nécessité de recevoir de l'aide, qu'ils ne l'avaient supposé. Chvalkovsky réfléchit à l'affaire puis déclara le 17 octobre à Hencke, le représentant de l'Allemagne à Prague, que sa demande de garantie avait été prématurée.

## 6.9 Halifax sonde les intentions allemandes

Kennard, l'ambassadeur britannique à Varsovie, supposa que la Roumanie constituerait un obstacle significatif dans le report de la réalisation des aspirations polonaises en Slovaquie et en Ruthénie. Il exhorta Halifax à adopter une vision indulgente de ces aspirations polonaises, et affirma l'importance supposée de mener une « *mission* » spéciale pour promouvoir l'influence britannique en Europe de l'Est « *si la culture européenne dans les pays à l'Est et au Sud-Est de l'Allemagne doit être sauvée de l'étreinte du totalitarisme.* » Kennard reconnaissait que la Pologne constituait également une dictature, mais était impressionné favorablement par le régime polonais. Il mit l'accent sur l'idée que le catholicisme ainsi que l'individualisme propres à la Pologne constituaient des influences vertueuses qui tempéraient l'autoritarisme de l'État polonais. Il indiqua que la Pologne avait récemment accepté un emprunt consenti par l'Allemagne, mais affirma : « *Il est improbable que la Pologne se soumettra volontairement à une complète domination allemande.* »

Kennard n'était pas au courant de l'ensemble des discussions sur la péninsule de Hela à Londres, qui avait précédé la conférence de Munich. Ce n'était toujours à ses yeux « *qu'une question de temps avant que Dantzig ne devienne totalement allemande.* » Il n'était pas venu à l'esprit de Kennard, pas plus à celui d'Hitler, que la Pologne pourrait élever des obstacles insurmontables à l'acquisition pacifique de Dantzig par l'Allemagne. Kennard prédit que Beck allait accepter le rattachement de Dantzig à l'Allemagne

pourvu qu'Hitler plaçât la proposition sur une base de compensation avantageuse. Il avait discuté ce sujet avec Beck, qui avait nié qu'« *à présent* » un « *accord* » fût en chemin.

Kennard adopta un ton condescendant à l'égard de Beck dans ses rapports à destination d'Halifax. Il connaissait « *les moins diplomatiques des aspects de son caractère, dont son ambition personnelle ainsi que sa vanité.* » Il apparaissait que, « *comme le montre l'histoire de la Pologne, on court un grand danger si les hommes d'État polonais positionnent leur pays dans le rôle d'une grande puissance, alors qu'elle ne dispose ni de l'unité politique, ni de la force militaire ou économique nécessaire à tenir un tel rôle.* » Cette affirmation était juste, et il est regrettable qu'il n'ait pas prodigué à Beck de conseils en ce sens avec plus de constance. En réalité, Kennard pensait surtout à la conduite polonaise durant la récente crise de Teschen, et à ses effets dommageables sur l'opinion des dirigeants britanniques.

Halifax fut impressionné par les commentaires de Kennard sur les aspirations polonaises en Slovaquie ainsi qu'en Ruthénie, et il conclut que le moment était venu de sonder l'attitude allemande. Le 15 octobre, Il confia à Henderson sa supposition que la politique allemande envers la Slovaquie et la Ruthénie était « *encore en mutation* », mais qu'il semblait que « *l'Allemagne soit vouée à avoir le dernier mot quant à l'avenir de ces territoires.* » Il mentionna le fait que des rapports parvenaient à Londres, mentionnant un accord permettant à la Pologne d'occuper la Slovaquie et à la Hongrie de réoccuper la Ruthénie. Il demande à Henderson de découvrir le niveau de connaissance des Allemands quant aux aspirations polonaises en Slovaquie, et quant à l'impasse des négociations entre Tchèques et Magyars.

Henderson répondit en demandant à Weizsäcker d'expliciter la position de l'Allemagne quant à ces deux problèmes. Weizsäcker répondit que la politique allemande en cours à l'égard de la Tchéco-Slovaquie était fondé sur l'application d'une auto-administration. Les Allemands présupposaient que les revendications à venir en Ru-

thénie ou en Slovaquie seraient réalisées sur cette base. Henderson eut l'impression que l'Allemagne inclinait à protéger les Tchèques contre des revendications hongroises ou polonaises extrêmes. Après avoir exploré l'idée plus en détail, il signala à Halifax que « *si l'Allemagne ressentait qu'elle pouvait compter sur les Tchèques pour adapter leur politique étrangère et économique à la sienne, elle préférerait certainement voir la Slovaquie rester partie intégrante de la Tchécoslovaquie.* » Cette formulation hypothétique de l'attitude allemande en cours constitua une évaluation d'une sagacité remarquable.

Hitler savait l'extrême précarité de la position de la Tchéco-Slovaquie après Munich, car le prestige des Tchèques avait diminué, et les minorités slovaques et ruthéniennes se montraient extrêmement antagoniste à la poursuite d'une administration tchèque. Les nouveaux dirigeants tchèques semblaient enclins à faire un effort pour apaiser ces minorités, mais il était difficile de prédire sur quoi cela pourrait déboucher, les archives tchèques en la matière d'apaisement étant bien peu épaisses. La directive secrète qu'Hitler émit le 21 octobre 1938 à destination des forces armées allemandes indique qu'il envisageait la possibilité d'un effondrement de l'État tchèque dans un avenir proche. Les dirigeants militaires reçurent pour instruction de se préparer à défendre l'Allemagne d'attaques surprises par terre et par air. On ordonna aux armées allemandes de se préparer à occuper Memel, et il y avait eu d'immenses préoccupations, depuis la crise polono-lituanienne de mars 1938, quant au sort de cette ancienne ville allemande qui avait été accaparée par la Lituanie. Dernière chose, les armées allemandes eurent pour instruction de se préparer à occuper la région de Tchéco-Slovaquie. Dans une directive ultérieure du 17 décembre 1938, Hitler expliqua qu'une action allemande dans la région tchèque n'impliquait pas l'éclosion d'une crise majeure, et il ajouta qu'une telle action ne requerrait pas la mobilisation des armées allemandes.

Henderson avait discuté avec Weizsäcker le projet d'une conférence des quatre puissances sur le différend entre Tchèques et Ma-

gyars. Il n'avait pas donné d'indication de l'attitude britannique, et n'avait pas reçu d'instructions de la part d'Halifax à ce sujet. Weizsäcker nota qu'il serait malavisé de réunir une conférence à quatre puissances tant que Tchèques et Magyars étaient désireux de poursuivre leurs négociations. La question d'une garantie accordée à l'État tchèque ne fut pas discutée. Les dirigeants tchèques affirmèrent le lendemain à Newton, le représentant britannique à Prague, qu'Hitler avait déclaré à Chvalkovsky du fait que les Allemands étaient prêts à s'accorder avec les autres puissances pour garantir l'État tchèque, pourvu que les différends tchèques avec la Pologne et la Hongrie fussent réglés. Les Tchèques faisaient feu de tout bois pour susciter l'intérêt britannique sur la question des garanties. Les événements qui suivirent allaient montrer que ces efforts ne furent pas récompensés, et qu'Halifax ne fit pas marque d'intérêt à garantir les frontières de la Tchéco-Slovaquie.

Halifax ne se satisfit pas du commentaire de Weizsäcker quant au différent entre Tchèques et Magyars. Il donna pour instruction à Henderson de rediscuter de ce sujet avec le secrétaire d'État allemand. Dans une seconde conversation, Weizsäcker reconnut qu'un accord tchéco-magyar restait peu probable, à moins d'une intervention des quatre puissances. Henderson et Weizsäcker discutèrent de la situation en prenant l'hypothèse que cette intervention aurait lieu, et il apparut clairement que Weizsäcker considérait cela comme la seule solution après des négociations bilatérales débouchant sur une impasse.

Il n'apparut pas à Henderson qu'Halifax pourrait objecter au projet d'intervention des quatre puissances arrangé à Munich. Il analysa le problème pour Halifax en prenant comme acquise l'idée que les Britanniques prendraient part à une telle conférence. Il nota que le premier ministre hongrois en exercice n'était « *pas spécialement amical envers l'Allemagne* » et qu'il serait déraisonnable de la part de la Grande-Bretagne d'adopter un positionnement pro-tchèque et anti-hongrois. Il lui semblait que les Britanniques feraient mieux de pencher vers les Hongrois, Prague se déplaçant vers

l'orbite allemande. Depuis Prague, Sir Basil Newton adopta une attitude similaire. Il observa que les dirigeants tchèques n'étaient pas inquiétés par le fait que de nouvelles hostilités ou intrigues contre l'Allemagne, au sein du pays, pourraient signifier la fin du régime instable en place. Au contraire, ils soutenaient qu'ils seraient soulagés de disposer d'une solution plus définitive à leurs problèmes, qui leur permettrait de bien évaluer leur position.

## 6.10 L'échec de Beck à mobiliser la Roumanie contre la Tchéco-Slovaquie

La Pologne n'avait pas essayé de conserver les contacts rapprochés avec l'Allemagne qui lui avaient été utiles au cours de la crise de Teschen. Beck comprenait que la politique déployée par l'Allemagne pourrait s'avérer décisive sur la question ruthénienne, mais sa première réaction s'était résumée à avertir les Allemands de ne pas encourager les ambitions nationalistes ukrainiennes. Il décida de revenir à une approche plus positive à l'égard de l'Allemagne, et envoya des instructions en ce sens à Lipski. Le diplomate polonais appela le secrétaire d'État Weizsäcker le 18 octobre 1938 pour discuter de la question tchèque. Weizsäcker nota que l'objet premier de la visite était l'annonce du désir de Beck de « *rester en consultation amicale avec nous quant à la question hongro-slovaque.* » Weizsäcker confia à Lipski que l'Allemagne exerçait des pressions sur les Tchèques et les Hongrois pour aplanir leurs différences, mais que ces efforts ne produisaient pas de résultats. Il essaya de sonder l'attitude de Lipski quant à la possibilité d'une intervention des quatre puissances, et eut pour impression que les Polonais aimeraient participer à un règlement des questions slovaques et ruthéniennes. Weizsäcker, dans son rapport à Ribbentrop, indiqua que des concessions envers la Pologne dans le règlement de ces questions pourraient être utiles pour parvenir à une entente étendue entre la Pologne et l'Allemagne. Lipski avait affirmé que les Polo-

nais « *abordaient les Tchèques avec des gants* » lorsque Weizsäcker s'était enquis des rumeurs de nouvelles exigences polonaises envers les Tchèques. La situation était mature pour que les Polonais émettent des propositions tous azimuts quant au règlement de ces questions. Beck était réticent à avancer dans cette voie, et espérait qu'il resterait possible de protéger les intérêts polonais par quelque autre méthode. Csaky avait affirmé que l'attitude roumaine constituait un facteur important d'inhibition de la politique de la Hongrie quant à la Ruthénie. La Roumanie était alliée à la Pologne et Beck espérait qu'un effort personnel lui permettrait d'influencer ce pays. Le 18 octobre 1938, Beck fit le voyage de Varsovie à Galati pour conférer avec le roi Carol de Roumanie. Avant son départ, il expliqua à ses principaux subordonnés du bureau polonais des affaires étrangères qu'il espérait persuader le dictateur royal de Roumanie d'accepter la suppression de l'administration tchèque en Ruthénie. On comptait quatorze mille Roumains en Ruthénie, et Beck espérait pouvoir tenter le roi Carol en lui proposant un morceau de territoire. Le comte Lubienski fut dépêché à Budapest le même jour pour discuter de cette action avec les Hongrois. Beck comptait dire franchement au roi Carol qu'il œuvrait à la dissolution complète de la Tchéco-Slovaquie. Il espérait le convaincre que l'indépendance de la Slovaquie était inévitable, et que la disparition de l'administration tchèque sur la Slovaquie devait de toute façon amener à détruire la ligne directe de communication du roi, traversant le territoire tchèque, jusqu'aux usines Škoda. Beck espérait déclencher un rapprochement entre la Hongrie et la Roumanie en les persuadant de coopérer dans une cause commune. Il déclara à ses subordonnés qu'il espérait en tirer une position de force de laquelle il pourrait demander la neutralité allemande vis-à-vis d'une action hongroise directe, ce qui désamorcerait l'intervention des quatre puissances de Munich. Il voulait dire aux Allemands que son projet n'était motivé par aucune considération anti-allemande.

Une fois Beck parti, le bureau polonais des affaires étrangères reconnut auprès de diplomates étrangers que l'objectif de sa mis-

sion était de régler la question ruthénienne. Il fut expliqué qu'une frontière commune avec la Hongrie était devenu un intérêt « *vital* » pour la Pologne. Le 19 octobre, Moltke signala que les Polonais désignaient publiquement la Ruthénie comme un « *Piémont* » ukrainien, chose qui portait atteinte au contrôle de la Pologne sur les millions d'Ukrainiens vivant sous administration polonaise. Moltke mit l'accent sur le fait que les insistances quant à l'autodétermination, durant la crise tchèque, avaient attisé les passions en Pologne orientale, et avaient pour la première fois depuis 1931 amené à des émeutes sanglantes à Lviv. Le diplomate allemand ajouta que les Polonais craignaient que l'influence allemande ne se répandît, et que « *la volte face rapide de la ligne politique tchèque vers un alignement avec l'Allemagne a provoqué de la surprise ici, et fait forte impression.* »

Moltke nota la déception des dirigeants polonais quant à l'échec de la Slovaquie à déclarer son indépendance immédiatement après Munich. Il prédit, sans se tromper, que la mission de Beck en Roumanie, menée avec tambours et trompettes, se solderait par un échec total. Il savait que Beck comptait offrir des territoires à la Roumanie, mais ne pensait pas que les Roumains accepteraient de s'associer à un allié de la Petite Entente.

La perspective de l'échec de Beck avec les Roumains ne faisait pas plaisir à l'ambassadeur allemand. Il estimait que l'atmosphère s'allégerait si Beck parvenait à mener à bien sa politique ruthénienne. Il émit un avertissement : une grande partie de la presse polonaise affirmait que l'Allemagne userait de son influence pour s'opposer à l'établissement d'une frontière commune entre Pologne et Hongrie. Il conclut que si la Pologne échouait dans ses desseins, « *l'Allemagne en sera sans aucun doute désignée comme seule responsable.* »

Les plus importantes des conversations que Beck tint durant sa visite en Roumanie eurent lieu à bord du yacht Hohenzollern, ancré sur la Danube au point de confluence de la rivière Prut avec le Danube après que ses eaux ont quitté le territoire polonais au

nord. Il eut à faire face à un barrage de critiques de la part de Petrescu-Comnen, le ministre roumain des affaires étrangères, à chaque fois qu'il put penser avoir réalisé quelque progrès dans ses efforts de convaincre le roi Carol. Le diplomate roumain fit montre de versatilité pour ébranler le projet de Beck de gagner le soutien du roi Carol. Petrescu-Comnen accusa solennellement Beck d'essayer d'impliquer la Roumanie dans une guerre d'agression contre les Tchèques. Il nota avec satisfaction que l'attitude du roi Carol était solennelle et sévère, et que Beck affichait un tic nerveux. Il railla Beck en affirmant que les quatre puissances de Munich, Allemagne comprise, avaient convenu de régler la question ruthénienne sur la base de l'auto-détermination. Petrescu-Comnen se montra particulièrement hostile à l'égard de la Hongrie. Il demanda à Beck avec ironie si les Hongrois pourraient gagner l'ensemble de la région ruthénienne par un plébiscite, districts transférés à la Pologne et à la Roumanie non compris. Petrescu-Comnen rappela au roi Carol que la Roumanie avait pris la peine de fortifier sa frontière existante de 400 kilomètres avec la Hongrie ; il ne relevait pas de son intérêt de voir étendue cette frontière. Le roi Carol se laissa persuader par son ministre des affaires étrangères que le projet de résolution par Beck de la question ruthénienne était irréfléchi et contraire aux vrais intérêts de la Roumanie.

Ce fut en vain que Beck défia son adversaire de produire quelque preuve d'une décision déjà prise par les quatre puissances de Munich. Il expliqua que la Roumanie ne prendrait rien aux Tchèques, le territoire qu'il voulait lui remettre allant sans cela à la Hongrie. Il insista sur le fait que deux capitulations déjà consenties par les Tchèques prouvaient que toute résistance tchèque à son projet était hors de la question. Il n'accepta pas aimablement le refus définitif du roi Carol, et se laissa gagner par le mépris et le dédain vis-à-vis de Petrescu-Comnen, qu'il décrivit comme « *un parfait imbécile.* » Beck fut par-dessus tout contrarié du fait que les Roumains, en contraste avec la Pologne, ne remirent jamais en cause l'autorité arbitraire des principales puissances européennes. S'il s'était agi

uniquement d'une question d'action de la part de la Pologne, il aurait volontiers craché sur les Roumains et poursuivi son projet. La difficulté était que son projet supposait une occupation de la Ruthénie par la Hongrie, non par la Pologne. Beck savait que les Hongrois ne bougeraient pas sans consentement des Roumains, sauf à disposer du soutien d'au moins l'une des principales puissances.

Beck était convaincu que l'opposition de la Roumanie à son projet ruthénien amènerait à l'opposition de la France. Il en conclut avec réticence que sa seule chance de réussite était de recourir une fois de plus à l'Allemagne. Les Tchèques eurent la même idée, et ils demandèrent, pendant le séjour de Beck en Roumanie, le soutien allemand contre de nouvelles revendications polonaises. Hitler fit répondre par la représentation allemande à Prague qu'il n'était pas possible de satisfaire aux requêtes tchèques d'entrave envers la Pologne. Les diplomates allemands à Prague reçurent également pour instruction d'éviter toute discussion sur la Pologne avec les Tchèques.

## 6.11 Beck demande le soutien allemand pour la Hongrie

Le 22 octobre 1938, Moltke signala à Ribbentrop que Beck était fortement perturbé après son séjour en Roumanie. C'était déjà une chose que la Roumanie ait refusé de coopérer, mais c'en était une pire qu'elle déclarât son intention de s'opposer aux projets de la Pologne. Beck répétait à qui voulait l'entendre qu'il ferait usage de la force si nécessaire pour mettre à bas l'administration tchèque de la Ruthénie, et pour établir une frontière polonaise commune avec la Hongrie. Beck décida également de présenter à ce moment ses revendications territoriales en Slovaquie.

La presse polonaise avançait depuis des semaines des théories quant aux exigences polonaises à venir en Slovaquie, et durant le séjour de Beck en Roumanie, la presse slovaque se mit à répondre

aux Polonais avec une hostilité croissante. Les Slovaques refusaient de reconnaître quelque justification aux revendications territoriales polonaises, et les nationalistes slovaques étaient opposés à toute concession avec la Pologne. Karol Sidor se rendit à Varsovie pendant que Beck était en Roumanie. Jan Szembek avait assuré le 19 octobre 1938 à Sidor la totale sympathie de la Pologne quant aux aspirations slovaques à l'indépendance. Sidor affirma franchement qu'il aspirait à une Slovaquie indépendante, disposant de liens étroits avec la Pologne en matières militaire, politique et culturelle, et qu'il pourrait s'agir dans les faits d'« *une sorte de protectorat polonais politique et militaire.* »

Szembek fut contraint de répondre par la négative quand Sidor lui demanda si la Pologne pourrait envoyer des soldats en Slovaquie et abandonner ses exigences territoriales en échange d'un étroit alignement polono-slovaque. Sidor poursuivit ses conversations avec Szembek le lendemain, et il apparut au départ que le refus polonais d'accepter ses propositions originelles n'avait pas ébranlé sa confiance envers la Pologne. Toutefois, dans les 48 heures après son retour à Bratislava, Sidor changea complétement d'opinion, et annonça publiquement que sa tentative de parvenir à une entente avec la Pologne avait constitué un échec. C'en fut trop pour Beck, qui décida de faire valoir ses revendications contre les Slovaques dès que possible, et, pour faire bonne mesure, de les intensifier.

Beck agit rapidement pour améliorer les contacts avec l'Allemagne. Lipski appela le bureau allemand des affaires étrangères le 22 octobre 1938 pour présenter aux Allemands une liste détaillée des districts slovaques dont Beck pensait qu'ils devraient se voir alloués à la Hongrie. Lipski ajouta que Beck désirait que l'Allemagne aidât la Pologne à garantir que l'ensemble de la province de la Ruthénie revînt à la Hongrie. Il demanda que l'Allemagne tînt la Pologne totalement informée quant à ses projets sur la question frontalière hongroise. Lipski ne donna aucune indication aux Allemands quant aux territoires que la Pologne comptait soustraire à la Slovaquie, Beck n'estimant pas que cette affaire fût du ressort

direct de l'Allemagne.

Lipski confia que le ministre roumain des affaires étrangères avait essayé de jouer sur les divisions entre la Pologne et l'Allemagne au cours de la récente visite de Beck. Il fit mention de l'affirmation roumaine visant à appliquer l'auto-détermination en réponse aux prétentions de la Hongrie, et avança des arguments contre cette idée sans attendre le moindre commentaire de la part des Allemands. Il affirma que le gouvernement polonais savait que l'Allemagne n'avait aucune intention d'étouffer partiellement les revendications hongroises sous couvert d'auto-détermination.

Les Allemands furent stupéfaits par l'audace de cette assertion. Le baron Ernst Wörmann, qui dirigeait la division politique du bureau allemand des affaires étrangères, prit note à l'issue de la conversation du fait qu'il avait immédiatement contredit Lipski : « *Je dis à l'ambassadeur sur ce point que nous continuions de soutenir le droit à l'auto-détermination pour l'Ukraine (des Carpates), quoique cela implique.* » Lipski répondit en feignant la surprise, et s'exclama que la région ruthénienne n'était pas de population tchèque, ni matériellement viable pour héberger un État indépendant. Il insista sur le fait que Prague ne pourrait pas y maintenir son autorité, et que la Pologne craignait que l'agitation communiste se propageât dans la région. Ces arguments majeurs ne produisirent aucun effet apparent sur les dirigeants du bureau allemand des affaires étrangères. Ils répétèrent que l'Allemagne refusait d'exclure la Ruthénie de l'application de l'auto-détermination.

Les Allemands demandèrent à Lipski ce que Karol Sidor avait fait à Varsovie, mais l'ambassadeur polonais répondit rapidement ne pas être en mesure de leur donner quelque information que ce fût à ce sujet. Lipski se hâta de faire son rapport à Beck après cette conversation, et signala que sa tentative de sécuriser la coopération du bureau allemand des affaires étrangères sur la question ruthénienne avait échoué. Les Allemands, d'évidence, restaient attachés à une politique ruthénienne allant à l'encontre des intérêts polonais.

Beck ne s'émut pas outre mesure du rapport de Lipski. Il ap-

paraissait qu'une situation ancienne était simplement en train de se répéter. La Pologne avait par le passé déjà rencontré l'opposition du bureau allemand des affaires étrangères, et avait répondu à cette opposition en portant le sujet à l'attention d'Hitler. Beck donna pour instruction à Lipski de suivre cette affaire, et l'étape qui suivit fut une conversation entre l'ambassadeur de Pologne et le ministre allemand des affaires étrangères.

## 6.12 La suggestion d'Hitler d'un règlement intégral

L'attention d'Hitler avait été portée sur une interview accordée par Beck au média Hearst le 10 octobre 1938. Le ministre polonais des affaires étrangères avait dénoncé les rumeurs selon lesquelles l'Allemagne et la Pologne étaient en cours de négociation quant au retour de Dantzig à l'Allemagne. Beck affirmait que les habitants allemands de Dantzig disposaient suffisamment de possibilités d'exprimer leur individualité allemande sous la constitution en place de la ville libre. Il ajoutait qu'une paix durable en Europe ne serait possible que lorsque les nations parviendraient à une entente durable avec l'Allemagne. Cette interview encouragea Hitler à soulever le problème de Dantzig. Il espérait qu'une entente avec l'Allemagne apparaîtrait plus importante à Beck que le maintien du *statu quo* insatisfaisant de Dantzig. Hitler décida d'agir lorsqu'il entendit que Lipski avait sollicité une rencontre avec Ribbentrop. Il donna pour instruction à Ribbentrop d'écouter ce que Lipski avait à dire avant d'introduire quelque proposition allemande que ce fût d'un accord étendu, ainsi que sur le règlement des questions de Dantzig et de l'autoroute. Il avisa Ribbentrop que le soutien allemand aux projets de la Pologne dépendrait du degré de coopération entre les deux pays.

Ribbentrop rencontra Lipski pour un déjeuner à Berchtesgaden le 24 octobre 1938. Cette date jalonna le début de la tentative alle-

mande d'acquérir Dantzig au travers d'un règlement négocié entre l'Allemagne et la Pologne. L'échec polonais à accepter cette idée, et le défi polonais qui s'ensuivit envers l'Allemagne, finirent par engendrer une guerre germano-polonaise. Cette guerre locale constitua le prétexte pour la déclaration de guerre britannique contre l'Allemagne, qui précipita la seconde guerre mondiale.

Lipski avait sollicité la rencontre, et prit l'initiative dans sa première partie. Il répéta les arguments qu'il avait déjà avancés auprès du bureau allemand des affaires étrangères quant à la Ruthénie, et ajouta qu'il ne pourrait y avoir aucune stabilisation de l'ensemble de la région du Danube que si la question ruthénienne était réglée. Il souligne que la Yougoslavie, l'une des trois puissances de la Petite Entente, n'émettrait aucune objection au projet polonais d'administration hongroise sur la Ruthénie. Il reconnut que la Roumanie y était opposée, et avança que « *le séjour de Beck en Roumanie a constitué une déception pour la Pologne.* » Il remarqua avec mépris que tout ce que la Tchéco-Slovaquie avait pour la Ruthénie était de construire « *quelques aéroports pour les avions russes soviétiques.* » Il nia que la motivation de la Pologne pour sa politique ruthénienne fût le désir de bâtir un bloc en opposition à l'Allemagne.

L'attention de Ribbentrop parut totalement absorbée par les remarques de Lipski. Le ministre allemand des affaires étrangères commença sa réponse par une critique de la récente politique hongroise. Il confia à Lipski que l'Allemagne avait découvert l'engagement secret de la Hongrie envers la Petite Entente, remontant à la conférence de Bled, en Yougoslavie, du 23 août 1938. La Hongrie y avait « *renoncé au recours à la force* » durant la crise tchèque, en échange de l'égalité d'armes que lui offrit la Petite Entente. Ce point semblait indiquer la faiblesse de la politique hongroise. Dans l'hypothèse d'une épreuve de force, la Hongrie n'aurait pas été désireuse de se joindre à l'Allemagne pour garantir ses objectifs par la force. Ribbentrop espérait que Lipski comprendrait la difficulté implicite qu'impliquerait l'abandon de l'auto-détermination dans le simple objectif de laisser la Hongrie acquérir la Ruthénie.

Le ministre allemand des affaires étrangères était convaincu que les Ruthéniens ne voteraient pas pour l'option d'une union avec la Hongrie, dans un plébiscite.

Ribbentrop ajouta rapidement qu'il n'adoptait pas une attitude absolument négative vis-à-vis du projet polonais. Lipski avait introduit de nombreuses nouvelles idées, qu'il allait falloir prendre en compte dans l'évaluation finale de la situation. Il était évident que le problème de l'attitude de la Roumanie demandait également un examen plus approfondi. L'objectif de Ribbentrop était de rappeler aux Polonais que leur plan n'était pas un simple projet que l'Allemagne pourrait simplement soutenir sans prendre de risque. L'attitude de la Roumanie, avec laquelle Hitler espérait améliorer les relations commerciales, et auprès de laquelle il espérait augmenter ses importations de matières grasses, de céréales, et de pétrole, ne constituait pas un sujet négligeable pour l'Allemagne.

Ribbentrop poursuivit en changeant de sujet. Il avait « *un problème important et étendu* » à l'esprit, dont il avait souhaité discuter en acceptant de recevoir Lipski à Berchtesgaden. Il souligna qu'il s'apprêtait à aborder un sujet strictement confidentiel, en intima qu'il s'agissait d'un secret à ne partager qu'entre Beck, Lipski et lui-même. Lipski, en fin diplomate capable de comprendre les choses à demi-mot, comprit que Ribbentrop était en train de suggérer que lui seul, et non Hitler, était responsable de ce qui allait suivre. Ribbentrop joua fort bien sa partition, et Beck continua de croire plusieurs années durant que l'initiative de parler de la question de Dantzig avait exclusivement été celle de Ribbentrop et du bureau allemand des affaires étrangères, et qu'Hitler y était étranger. La motivation évidente de cette manœuvre était la prudence. Hitler, avant de découvrir l'attitude polonaise, ne souhaitait pas que les dirigeants polonais pensassent qu'il avait adopté une position rigide ou inaltérable sur une question où trouver un accord pourrait s'avérer difficile.

Ribbentrop demanda à Lipski de transmettre à Beck une invitation cordiale à mener une visite en Allemagne en novembre 1938.

Lipski promit de ce faire, et le ministre allemand des affaires des étrangères commença à ébaucher le projet d'Hitler. L'Allemagne allait demander à la Pologne de lui permettre d'annexer Dantzig. Elle allait demander la permission de bâtir une autoroute ainsi qu'une voie de chemin de fer en Prusse orientale. Lipski reçut l'assurance que ces suggestions, soigneusement délimitées, représentaient l'ensemble des demandes allemandes à la Pologne.

Il était clair qu'une contrepartie devait être négociée, et l'Allemagne était prête à offrir de nombreuses concessions. La Pologne se verrait accordée un port franc permanent à Dantzig, ainsi que le droit de construire sa propre autoroute et sa propre voie de chemin de fer jusqu'au port. L'ensemble de la région de Dantzig constituerait un marché libre permanent pour les biens polonais, sur lesquels aucun droit de douane allemand ne serait prélevé. L'Allemagne réaliserait l'action sans précédent consistant à reconnaître la frontière germano-polonaise existante, démarcation de 1922 en Haute-Silésie y-compris. Ribbentrop compara le sacrifice allemand en réalisant cette offre avec les concessions récemment consenties à l'Italie sur la question du Tyrol. Il ajouta que l'Allemagne espérait parvenir à un accord similaire avec la France au sujet de la frontière franco-allemande, les traités de Locarno n'étant plus effectifs.

L'Allemagne avait de nombreuses idées d'autres propositions qui pourraient se montrer à l'avantage de la Pologne. Ribbentrop proposa un nouveau traité formel pour intégrer ces termes dans le cadre d'un accord général. Il n'était pas nécessaire de formaliser celui-ci comme un pacte d'alliance, et un nouveau pacte de non-agression, pouvant être étendu à une période de vingt-cinq années, pourrait suffire. Il espérait que le nouveau pacte pourrait contenir une clause de consultation en vue d'augmenter la coopération, et il pensait qu'il serait utile que la Pologne rejoignît le front anti-Comintern.

L'offre d'Hitler comprenait des termes généreux à l'égard de la Pologne. Elle intégrait une considérable renonciation de l'Allemagne en faveur de la Pologne sur la question des frontières. En

outre, l'offre d'Hitler de garantir les frontières de la Pologne portait en elle un degré de sécurité qu'aucune autre puissance non-communiste n'aurait pu égaler. Cela compensait largement le retour de Dantzig à l'Allemagne, d'autant plus que cette ville était sous régime national-socialiste depuis plusieurs années. Le prestige de la Pologne, si elle acceptait au changement de statut de Dantzig, serait protégé par ce dernier état de fait. La tâche promettait d'être aisée pour les propagandistes polonais de mettre l'accent sur le fait que la Pologne s'accordait des garanties sur des avantages considérables en prenant cette voie.

Un ambassadeur aurait normalement cantonné sa réponse à une discussion sur les points individuels d'une telle offre, en se donnant pour objectif de mettre les choses totalement au clair et de se mettre au fait de nouvelles instructions. Telle ne fut pas la méthode de Lipski. Il répondit immédiatement qu'il « *ne considérait pas un Anschluss (Allemagne-Dantzig) comme possible, cependant, et seulement — et principalement — pour des raisons de politique intérieure.* » Il développa ce thème avec une forte intensité, et insista sur le fait que Beck ne pourrait jamais réussir à faire accepter au peuple polonais l'annexion de Dantzig par l'Allemagne. Il ajouta qu'en Pologne, la ville libre de Dantzig, contrairement à la Sarre, n'était pas considérée comme un produit du traité de Versailles, mais d'une tradition historique plus ancienne.

Lipski fit preuve d'insincérité dans l'exposé de ces arguments soigneusement préparés. Il savait parfaitement que le principal obstacle à l'annexion de Dantzig par l'Allemagne était la détermination de Beck à ce que l'Allemagne ne récupère jamais cette ville. Le diplomate polonais créa délibérément l'impression trompeuse que Beck était dans l'incapacité de statuer sur Dantzig pour des raisons d'opinion publique [polonaise, NdT]. Il fut stupéfiant de la part de Lipski de ne manifester aucun enthousiasme quant à l'idée de voir l'Allemagne reconnaître les frontières de la Pologne. Il aurait fait preuve d'enthousiasme s'il s'était montré plus optimiste quant à des bonnes relations durables avec l'Allemagne, mais, malheureu-

sement, telle n'était pas l'attitude du bureau polonais des affaires étrangères sous la direction de Beck.

Ribbentrop essaya de contenir son impatience, mais fut évidemment irrité de cette étrange attitude manifestée par Lipski. Il avertit Lipski : la reconnaissance du couloir polonais n'était pas chose aisée pour Hitler. La réponse de Lipski consista à changer de sujet et à revenir à la question tchèque. Il demanda l'abandon de la procédure de la conférence de Munich sur le traitement de la frontière tchéco-hongroise. Il suggéra un nouveau projet par lequel la Pologne, l'Allemagne et l'Italie s'occuperaient de régler la question. Lipski ne savait que trop bien que les Italiens soutenaient les revendications extrêmes des Hongrois, dans l'intérêt de maintenir leur influence en Hongrie, et il anticipait que l'Italie et la Pologne pourraient mettre l'Allemagne en minorité, si nécessaire, dans le cadre d'une conférence. Ribbentrop répondit pouvoir faire quelque chose sur ce dossier dès lors que l'Allemagne et la Pologne pourraient parvenir à un accord quant à leurs propres problèmes. Lipski se contenta de promettre qu'il allait transmettre les propositions allemandes à Varsovie. Ribbentrop ne mentionna pas les nouvelles revendications polonaises sur la Lituanie, qui avaient été émises le 20 octobre 1938. La Pologne avait insisté sur la suppression de groupes de pressions anti-polonais en Lituanie, et sur l'attribution de nouveaux privilèges à la minorité polonaise.

## 6.13 Le retard de Beck quant à la réponse polonaise

Des rapports se répandirent rapidement en Europe quant à cette discussion confidentielle. Le 25 octobre 1938, Kennard informa Halifax, « *de source plutôt sûre* », que l'Allemagne et la Pologne étaient en négociations sur un accord général en addition à une frontière commune hongro-polonaise. Kennard récapitula les points levés la veille par Ribbentrop de manière très détaillée. Il ajouta qu'il avait

reçu cette information de la part de multiples sources à Varsovie.

Moltke était pessimiste quant aux chances d'une entente avec la Pologne. Il continuait à s'inquiéter des activités des propagandistes ukrainiens en Allemagne. Il notait que les Polonais faisaient preuve de défiance à l'égard de l'Allemagne, et que « *nous cédons trop souvent du terrain face à cette défiance.* » Il avait également changé d'attitude quant à la pertinence de supprimer les informations publiées dans la presse allemande sur les minorités allemandes vivant en Pologne. Il soutenait désormais que cela perturbait les Polonais, et qu'« *une présentation calme et factuelle de ces événements ne gênerait pas du tout les Polonais.* »

Moltko affirma également que l'Allemagne avait mis la pédale douce sur la ligne anti-soviétique depuis la conférence de Munich, et que les Polonais s'inquiétaient d'un possible accord germano-soviétique. Bien sûr, une politique allemande pro-soviétique serait incompatible avec une politique irrédentiste ukrainienne, mais Moltke affirmait que les Polonais, individuellement, s'inquiétaient des deux perspectives. Il apparaissait nettement qu'il était lui-même inquiet quant aux perspectives défavorables d'une entente germano-polonaise, et il ne se montrait pas convaincu que les généreuses concessions consenties par l'Allemagne pourraient surmonter les obstacles.

Beck était assez rusé pour réaliser, après le 24 octobre 1938, qu'il ne bénéficierait d'aucun soutien allemand sur la question ruthénienne, sauf à adopter une attitude positive vis-à-vis des propositions d'entente allemandes. Il savait que la Grande-Bretagne désirait soutenir la Pologne contre l'Allemagne, mais comprenait que les dirigeants britanniques jouaient la montre. Il se montrait enclin à parier l'avenir de la Pologne sur la réussite d'une guerre préventive britannique contre l'Allemagne, plutôt que de parvenir à une entente avec les Allemands. Sa conviction quant au fait que la Grande-Bretagne s'opposerait à l'Allemagne le décourageait de toute considération sérieuse de l'offre allemande. La conscience qu'il avait du fait qu'il fallait du temps aux Britanniques pour préparer

leur guerre l'amena à adopter des tactiques avancées de temporisation face aux propositions allemandes.

Sa première action fut simplement de retarder une réponse polonaise aux propositions allemandes, et la seconde fut de laisser de côté la politique de recherche d'une coopération allemande en Ruthénie. Dans les conversations qu'il eut avec Moltke, il adopta une attitude consistant à affirmer que la question ruthénienne n'était après tout pas si importante aux yeux de la Pologne. Il observa qu'il avait été imprudent de céder le territoire aux Tchèques en 1918, et ajouta qu'il vaudrait mieux que la Hongrie en disposât plutôt que le voir « *totalement en suspension dans les airs.* » Moltke se vit affirmé que les Ruthéniens étaient idiots de ne pas soutenir les prétentions hongroises en Ruthénie, car cela pourrait apaiser la Hongrie et détourner les ambitions Magyares hors de Transylvanie. Il insista sur l'idée que les Ruthéniens constituaient des éléments peu propices à un mouvement irrédentiste ukrainien, du fait qu'ils « *n'avaient pas la moindre empathie envers les Ukrainiens de Galice.* » Moltke se cantonna à observer que l'acquisition de la Ruthénie, région frappée par la pauvreté, ne serait guère de nature à apaiser les appétits hongrois pour les riches terres de Transylvanie, qui avaient été cédées à la Roumanie en 1919.

Beck ne perdit pas de temps à informer Lipski de manière strictement confidentielle de ce qu'il pensait réellement des propositions de Ribbentrop. Il déclara que jamais on ne verrait la Pologne accepter le retour de Dantzig à l'Allemagne. Le 25 octobre 1938, il rappela à Lipski que Pilsudski avait qualifié Dantzig de baromètre des relations polono-allemandes, et que cela signifiait que la Pologne devrait viser à conserver la main sur Dantzig. Il confia qu'une tentative allemande d'intégrer Dantzig déboucherait sur une attaque de l'Allemagne par la Pologne. Beck ne dit rien de cela aux Allemands avant mars 1939, quand il sut que les Britanniques étaient prêts à s'opposer à l'Allemagne et à constituer une alliance avec la Pologne. Cependant, en octobre 1938, il comptait sur les Britanniques et n'envisageait pas une guerre polonaise isolée contre l'Al-

lemagne, et il établit ses tactiques selon cette vision. Beck aurait pu adopter une attitude totalement différente si les Britanniques n'avaient pas révélé en septembre 1938 leur intention de s'opposer à l'Allemagne une fois qu'ils seraient prêts.

## 6.14 La tentation de Beck d'un soutien britannique contre l'Allemagne

La tentative britannique de fomenter un conflit germano-polonais, qui remontait aux conversations entre Duff Cooper et Beck en août 1938, constitua la pire influence possible sur la formation de la politique polonaise. Le glamour d'une future alliance anglo-polonaise aveugla les dirigeants polonais, et les détourna des avantages pratiques que recelait une entente avec les Allemands. Une alliance britannique était inévitablement vouée à provoquer l'hostilité de l'Allemagne ainsi que de l'Union soviétique à l'égard de la Pologne, sans accorder à celle-ci le moindre avantage militaire. Une alliance avec les Britanniques était équivalente à un arrêt de mort du nouvel État polonais.

Après la crise de Teschen, la diplomatie polonaise connut de grandes difficultés. La mise à l'écart de la Slovaquie fut une bévue colossale, et la tentative de s'attirer le soutien de la Roumanie dans la question de Ruthénie constitua une farce. La Pologne ne disposait d'aucune chance de développer des relations cordiales avec l'Union soviétique. Son seul espoir d'obtenir une sécurité nationale résidait dans une entente avec l'Allemagne, et la Pologne, à moins qu'elle ne s'ouvrît les yeux sur la nécessité d'une telle entente, était vouée à sa perte.

Le seul élément positif de la situation fut l'attitude patiente d'Hitler à l'égard des Polonais. Il ne fut pas tenté d'appliquer des pressions sur la Pologne, et les événements ultérieurs suggèrent qu'il aurait pu attendre indéfiniment une réponse polonaise favorable à son offre, si Beck n'avait pas fait preuve d'impatience et

ne lui avait pas forcé la main comme l'avaient fait Schuschnigg et Benes. Il est ironique qu'Hitler fût dénoncé pour son impatience dans le contexte de sa politique de révision territoriale, alors qu'en chaque occurrence, ce fut l'impatience de ses adversaires qui en força l'issue.

Une entente avec l'Allemagne aurait accordé à la Pologne une position forte, de laquelle elle aurait pu affronter les problèmes à venir avec placidité. Les termes proposés par Ribbentrop étaient idéaux à la réalisation d'une entente durable. La solution envisagée à Dantzig aurait clarifié le problème permanent en des termes parfaitement avantageux tant pour l'Allemagne que pour la Pologne. La volonté allemande d'accepter les frontières polonaises de 1919, vingt années après le traité de Versailles, relevait de la diplomatie la plus conciliante qui fût. Le règlement de 1919 avec la Pologne fut bien plus injuste envers l'Allemagne que le règlement de 1871 par l'Allemagne fut injuste avec la France. Néanmoins, une reconnaissance volontaire par les dirigeants français de la frontière franco-allemande aurait été impensable en 1890. Le mirage d'un important soutien britannique à la réalisation de leurs rêves grandioses aveugla les dirigeants polonais, et les empêcha de comprendre ce simple fait. La Grande Pologne de 1750 constituait un héritage dangereux, et troubla leur jugement. Le complot britannique visant à détruire l'Allemagne fut l'élément fatal qui subvertit pour de bon leur jugement.

# Chapitre 7

# Les frictions germano-polonaises en 1938

## 7.1 Les obstacles à une entente germano-polonaise

Ce fut une tragédie pour l'Europe que la conférence de Munich fût limitée à la question des Sudètes et échouât à apporter un règlement aux différends germano-polonais, même si Mussolini eut sans doute raison de préférer une conférence limitée mais réussie avant la tenue de tout conclave étendu. Il aurait pu être utile que la Grande-Bretagne gagnât quelque chose à Munich, comme Heligoland. L'acquisition de Chypre à Berlin en 1878 avait rendu acceptable la déclaration que fit Disraeli à son retour, apportant « *la paix dans l'honneur.* » Les Britanniques n'avaient guère pour habitude de prendre part à des conférences traitant de transferts de territoires sans y gagner eux-mêmes de nouveaux territoires.

Quatre obstacles majeurs empêchaient une entente germano-polonaise après la conférence de Munich. Le plus important d'entre eux était la pensée existant chez les dirigeants polonais que la dé-

faite de l'Allemagne dans une nouvelle guerre contribuerait aux intérêts de la Pologne. La prévalence de cette attitude après la mort de Pilsudski fut implicite dans la tentative polonaise de fomenter une guerre contre l'Allemagne lors de la crise de Rhénanie de mars 1936. Deux raisons principales expliquaient cette attitude polonaise. Tout d'abord, l'idée que la Pologne ne pourrait pas réellement prétendre au statut de grande puissance européenne si elle restait surpassée par l'un de ses voisins immédiats. Seconde raison, l'insatisfaction des dispositions territoriales du traité de Versailles, et l'espoir des dirigeants polonais qu'une future expansion territoriale aux dépens de l'Allemagne serait possible. Aucune de ces deux raisons n'auraient conservé beaucoup de poids après Munich, si les Britanniques n'étaient pas revenus à une politique hostile à l'égard de l'Allemagne.

Second obstacle, l'échec des dirigeants polonais à distinguer le danger que constituait l'Union soviétique pour la Pologne. Un beau jour, Maxim Litvinov, commissaire soviétique aux affaires étrangères, et William Bullitt, le diplomate étasunien alors ambassadeur en poste en Union soviétique, voyagèrent ensemble en train vers Moscou. Parvenus à la ville de Bialystok, au centre de la Pologne, Litvinov eut pour commentaire qu'il s'agissait de sa ville natale. Bullitt observa qu'il n'avait pas réalisé que le diplomate soviétique était de naissance polonaise. Litvinov répondit n'être pas de naissance polonaise, et affirma que la ville de Bialystok n'était pas vouée à rester polonaise. Cet incident se produisit peu après l'adhésion de l'Union soviétique à la Société des Nations, et à un moment où Litvinov était l'un des dirigeants œuvrant dans les tentatives de la Société des Nations pour déclarer les agressions comme illégales.

Bullitt fit part de l'incident à Beck, ministre polonais des affaires étrangères. Ce dernier ne nourrissait aucune illusion quant à l'attitude soviétique envers le nouvel État polonais, mais sous-estimait la force industrielle et la force de frappe militaire de la Russie. Georges Bonnet affirma ultérieurement qu'il n'avait pas eu

besoin d'une bataille de Stalingrad pour se voir convaincu de la force soviétique, chose vraie s'il en est. La majorité des diplomates européens nourrissaient des préjugés à l'encontre du communisme qui les aveuglaient, et restèrent incapables d'admettre que le système communiste était en mesure de produire la force de frappe militaire la plus formidable d'Europe jusqu'à ce que des événements irrévocables leur donnassent tort. Anthony Eden, après sa visite à Moscou en mars 1935, déclara que l'Union soviétique serait incapable de mener une agression pour les cinquante années à suivre.

Le 9 mars 1938, le bureau polonais des affaires étrangères fit tourner un document décrivant avec suffisance la situation soviétique du point de vue de ses missions à l'étranger. La Terreur qui battait son plein en Russie était considérée comme le facteur dominant le front intérieur russe, et la constitution soviétique démocratique de 1936 y était décrite comme une supercherie, à raison. Le rapport décrivait dans l'ensemble un déclin supposé de la puissance soviétique, ainsi que les tactiques des partis communistes à l'étranger, tel le Front Populaire, alors d'actualité, décrits comme un front protecteur camouflant la faiblesse de l'Union soviétique. Rien dans ce rapport ne suggérait que l'Union soviétique pourrait émerger plus implacablement et plus efficacement unifiée que jamais auparavant, une fois les purges effectuées. Une appréciation réaliste par la Pologne du danger soviétique aurait pu constituer un vecteur puissant pour promouvoir une coopération germano-polonaise. Le rejet méprisant de la puissance russe empêcha les Polonais de percevoir les intérêts qu'ils partageaient avec l'Allemagne. Il leur fit également suspecter l'existence de quelque sinistre raison aux tentatives allemandes répétées de constituer un front commun avec la Pologne contre le bolchevisme.

Le troisième problème résultait du sentiment d'insécurité allemand quant à deux des communautés allemandes à l'Est, ne se trouvant sous administration ni allemande, ni polonaise. Ces communautés étaient Dantzig et Memel, et totalisaient une population

allemande supérieure à 500 000 personnes. De nombreuses communautés allemandes à l'Est avaient été déracinées depuis 1918, et pour de nombreux Allemands, il était impensable que cela puisse également se produire à Dantzig et Memel, à présent que l'Allemagne avait recouvré ses forces. Il ne pouvait pas exister de coopération germano-polonaise, sur une base de confiance durable, tant que ces communautés ne rentreraient pas dans le giron de l'Allemagne.

La préoccupation allemande quant à Memel fut apparente lors de la crise polono-lituanienne de mars 1938. Celle-ci se produisit au moment de l'Anschluss entre l'Allemagne et l'Autriche, au moment où Beck était en visite en Italie. Le comte Galeazzo Ciano, ministre italien des affaires étrangères, qui semblait n'avoir que rarement quoi que ce fût de bon à dire sur quiconque, décrivit Beck comme « *ni particulièrement fort, ni particulièrement intelligent.* » Il nota avec une satisfaction évidente dans son journal que Mussolini n'était pas le moins du monde impressionné par lui. Beck, d'un autre côté, fut un spectateur intéressé par l'humiliation des dirigeants italiens lorsqu'Hitler occupa l'Autriche. Après tout, l'Autriche comme la Hongrie avaient fait partie de la sphère d'influence italienne depuis de nombreuses années, chose qui avait été évidente au monde entier suite aux accords de Rome avec ces deux États en 1934. Mussolini fit un effort considérable pour expliquer la situation dans son discours au parlement italien du 16 mars 1938, mais la perte de prestige impliquée implicitement par l'Anschluss ne pouvait être dissimulée.

Un garde-frontière polonais fut tué en territoire lituanien le 11 mars 1938. Kazimierz Fudakowski, un sénateur polonais, insista, dans une interpellation au Sénat en date du 14 mars, pour que la Lituanie fût contrainte à se soumettre à d'importantes exigences polonaises. Il était évident que les dirigeants polonais étaient d'humeur à ramasser des lauriers aux dépens des Lituaniens, en parallèle avec le triomphe d'Hitler en Autriche. Beck rentra en Pologne le 16 mars 1938, en passant par Vienne, où il put se faire un aperçu

de l'excitation qui régnait dans l'ancienne capitale autrichienne.

Beck découvrit que de nombreux dirigeants polonais exprimaient des exigences envers la Lituanie, qu'il considérait comme exorbitantes au vu des circonstances. Il estimait que la Lituanie entrerait peu à peu dans l'orbite polonaise, pourvu qu'on n'en entreprît pas trop à la fois. Il y avait des manifestations à Varsovie et à Vilnius, demandant l'acquisition de Memel par la Pologne, ainsi que la création d'un nouveau port polonais sur la Mer Baltique. La réponse en Allemagne fut d'ordonner l'occupation militaire immédiate de Memel si l'armée polonaise envahissait la Lituanie. Ribbentrop demanda à Lipski des informations quant aux intentions polonaises en Lituanie, mais ne reçut pas de réponse de la part de l'ambassadeur polonais avant le 18 mars. Dans l'intervalle, il y avait eu plusieurs jours incertains. Le 17 mars, la Pologne présenta un ultimatum d'une durée de quarante-huit heures à la Lituanie, demandant la reconnaissance par celle-ci du *statu quo*, y compris sur la possession polonaise de l'ancienne capitale de Lituanie, Vilnius. Beck exigea également l'échange de représentants diplomatiques entre les deux pays, et l'ouverture au commerce normal de la frontière morte lituano-polonaise. Le 19 mars 1938, à la dernière minute, le gouvernement de Lituanie décida de souscrire aux termes de l'ultimatum. La Lituanie avait essayé de solliciter le soutien de l'Union soviétique contre la Pologne, et avait échoué, du fait que les Russes n'avaient aucune intention de prendre l'initiative d'un conflit à ce moment de l'histoire. L'ancienne attitude d'hostilité de la Lituanie à l'égard de la Pologne fut abandonnée sous la pression, et les relations entre les deux pays s'améliorèrent rapidement au cours des mois qui suivirent. Hitler n'objecta pas à la transformation graduelle de la Lituanie en sphère d'influence polonaise, mais resta convaincu que les intérêts allemands ne seraient pas protégés tant que Memel ne serait pas revenu au Reich.

Le quatrième obstacle à une entente germano-polonaise était le traitement brutal qu'infligeaient les Polonais aux minorités. Il s'agissait surtout du mauvais traitement des Allemands par la Po-

logne, mais la tentative polonaise de transférer plus de 50 000 Juifs polonais vers le Reich eut également un mauvais effet sur les relations germano-polonaises. L'attitude de la Pologne, lors de cette manœuvre visant à se débarrasser d'un grand nombre de Juifs polonais, fut à la fois cruelle et téméraire. L'action n'est pas compréhensible sauf à prendre en compte la marée montante du sentiment anti-juif en Pologne début 1938.

## 7.2 La crise des passeports polonais

On accorda une attention considérable au problème de l'encouragement à l'émigration des Juifs hors d'Allemagne dans les années 1933 à 1938, mais un nombre bien plus important de Juifs quitta la Pologne que l'Allemagne sur la même période. Une moyenne de 100 000 Juifs quittaient la Pologne chaque année, comparés à 25 000 à 28 000 Juifs émigrant hors d'Allemagne de manière annuelle. Entre septembre 1933 et novembre 1938, un accord économique spécial (l'accord Haavara) autorisa les Juifs allemands à transférer leurs biens en Palestine, et les autorités allemandes se montrèrent bien plus libérales à cet égard que celles de la Pologne. Des accords spéciaux furent également établis pour permettre aux Juifs fortunés d'Allemagne de contribuer à l'émigration des moins fortunés en réalisation des transferts de capitaux par divers canaux. Le 9 novembre 1938, 170 000 Juifs avaient quitté l'Allemagne, à comparer avec 575 000 qui quittèrent la Pologne sur la même période. Il fut noté que des milliers de Juifs qui avaient quitté l'Allemagne en 1933 y retournèrent après 1934, et que bien peu de Juifs polonais revinrent en Pologne sur la même période.

En mars 1938, Jerzy Potocki, l'ambassadeur polonais, affirma clairement à Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État étasunien, que la Pologne désirait accroître le flux d'émigration de Juifs polonais, et Welles accepta d'aider à l'établissement de Juifs polonais en Amérique latine, surtout dans le riche pays du Venezuela. Une

mission polonaise spéciale, dirigée par le Major Michal Lepecki, fut envoyée à Madagascar en 1937 pour étudier l'établissement de colonies juives dans cette possession française, riche mais peu peuplée. Il était clair que les Polonais essayaient d'encourager l'émigration du plus grand nombre possible de Juifs, au moindre coût. Le 28 mars 1938, Biddle, l'ambassadeur étasunien, signala depuis Varsovie que de nombreux Juifs polonais étaient prêts à accueillir une nouvelle guerre européenne. La destruction du nouvel État polonais aurait pu permettre d'améliorer le statut des Juifs, et nombre d'entre eux considéraient l'Union soviétique comme un véritable paradis en comparaison à la Pologne. Biddle ajouta que les conditions pour les Juifs en Pologne devenaient de plus en plus défavorables, et, bien sûr, cette tendance s'accompagnait avec une baisse de la loyauté des Juifs en question envers la Pologne. Biddle affirma que les dirigeants juifs comme polonais encourageaient au maximum l'émigration juive, bien qu'ils le fissent pour des raisons différentes entre eux. Les Juifs avaient été accusés de créer une panique financière au cours de la crise polono-lituanienne de mars 1938, période où il y eut panique bancaire remarquable de la part des épargnants. La défiance et l'hostilité à l'encontre des Juifs en Pologne s'étandait jusqu'au sommet. Le premier ministre Stawoj-Sktadkowski, dans une confirmation tenue avec le haut commissaire Burckhardt de la Société des Nations en 1937, affirma que 60% des Juifs polonais étaient communistes, et que 90% des communistes polonais étaient des Juifs.

Le 29 mars 1938, Biddle annonça que la Diète polonaise allait adopter un grand nombre de nouvelles lois anti-juives. Il expliqua que 53% des avocats polonais étaient juifs, alors que les Juifs ne représentaient qu'à peine 8% de la population totale de la Pologne. L'objectif de la nouvelle loi serait de limiter les avocats juifs à un quota établi sur la base de la proportion des Juifs dans la population. Ce type de loi était soutenu par le gouvernement, mais la situation courait toujours le risque de tourner hors de contrôle. Une loi fut adoptée par la Diète en mars 1938, interdisant la consom-

mation de viande kascher, alors 2.5 millions de Juifs de Pologne ne consommaient que de la viande kascher. Le gouvernement craignit bien entendu les effets sur l'industrie de la viande polonaise d'une conversion forcée au végétarisme, et mena des actions pour empêcher la mise en œuvre de cette loi. Le caractère extrême de cette mesure légale constitua une bonne indication de la haine entretenue en Pologne à l'encontre des Juifs.

Une autre loi fut également adoptée par la Diète en mars 1938, permettant au gouvernement polonais de retirer arbitrairement la nationalité polonaise aux nationaux vivant à l'étranger. Les termes précis en prévoyaient que les personnes pouvaient être déclarées apatrides si elles avaient quitté le pays depuis cinq années. La mise en œuvre de cette loi fut repoussée jusqu'à la fin de la crise tchèque. La loi avait été adoptée dans le cadre du programme polonais anti-juif de 1938, et son objectif évident était d'empêcher le retour en Pologne d'autant de Juifs que possible. Nombre de citoyens polonais juifs vivant à l'étranger résidaient en Allemagne. Des frictions entre l'Allemagne et la Pologne devinrent inévitables lorsque, le 15 octobre 1938, les Polonais publièrent une ordonnance mettant en application la loi de citoyenneté de mars 1938.

Les Polonais étaient bien conscients de l'attitude allemande à l'égard de la question juive. Des années s'étaient écoulées depuis qu'Hitler avait introduit sa politique anti-juive en Allemagne, et son programme avait été approuvé juridiquement par les lois de Nuremberg de 1935. Hitler estimait que la politique consistant à accorder aux Juifs l'égalité légale et politique complète, politique qui avait eu cours en Allemagne et en Grande-Bretagne au cours du siècle passé, avait constitué une grande erreur pour l'Allemagne. Il estimait que les mariages croisés entre Allemands et Juifs affaiblissaient le peuple allemand et qu'il fallait y mettre fin. Il partageait la conviction de Roman Dmowski en Pologne, selon laquelle les Juifs étaient nuisibles dans les sphères économique et culturelle. Il croyait également que l'influence juive sur la politique allemande avait affaibli l'Allemagne. Hitler travaillait en vue du jour où l'Al-

lemagne ne compterait plus un seul sujet juif, exactement comme Abraham Lincoln, qui dans ses dernières années avait travaillé en vue d'un exode des *Nègres* hors des États-Unis. La vision d'Hitler de la question juive était intolérante, chose qui était parfaitement claire aux yeux des dirigeants polonais lorsqu'ils mirent en œuvre la loi de mars 1938.

En 1885, le gouvernement russe avait créé des difficultés aux Juifs polonais et russes voulant rentrer d'Allemagne en Pologne. Le chancelier Bismarck, à une époque où l'Allemagne ne poursuivait aucune politique anti-juive, insista pour que les Juifs polonais et russes fussent déportés en nombres croissants jusqu'à ce que les Russes abolissent leurs restrictions. Il avança que, sauf à répondre de la sorte, l'Allemagne reconnaissait tacitement le droit d'une nation à se débarrasser de citoyens indésirés par grands nombres, de manière permanente, dans un pays voisin.

La Pologne n'avait rien retenu de cet exemple, et elle essaya de se débarrasser d'une partie de sa minorité juive aux dépens de l'Allemagne. Les Polonais se doutaient que cela ne plairait pas à Hitler, mais ils étaient prêts à faire usage de méthode pour contrer les représailles allemandes, que l'empire russe n'avait en son temps pas osé adopter. Ils décidèrent de bloquer à la frontière, baïonnette au canon, les Juifs polonais que l'Allemagne essayerait de déporter vers la Pologne. Cette tactique prit les Allemands totalement par surprise ; ils n'auraient jamais imaginé que la Pologne irait aussi loin.

Le bureau allemand des affaires étrangères fit plusieurs tentatives pour persuader les Polonais d'annuler leur décret, mais sans aucun succès. Moltke fit une dernière tentative le 26 octobre 1938. Le temps pressait, du fait que les passeports polonais des Juifs allaient commencer à automatiquement perdre leur validité à partir du 29 octobre 1938, deux semaines après la publication du décret. Les consuls de Pologne en Allemagne s'étaient vus accordés le droit d'émettre des timbres spéciaux permettant de lever les restrictions définies par le décret sur les passeports de certaines personnes,

mais il était évident que ces timbres n'étaient pas délivrés aux citoyens polonais d'extraction juive. Il apparut à Moltke que ses dernières protestations étaient restées sans effet sur Jan Szembek au bureau polonais des affaires étrangères. Il poursuivit donc, pour que Szembek fût prévenu, en lui confiant que les Allemands étaient prêts à expulser les Juifs polonais à moins de recevoir satisfaction de la part de la Pologne. Cela produisit une réaction, et Szembek exprima son étonnement aux représailles soi-disant sévères envisagées par l'Allemagne. Moltke expliqua que la question serait facile à régler, pourvu que le gouvernement polonais convînt que le décret ne s'appliquerait pas au territoire du Reich, ou s'il faisait la promesse que les citoyens polonais présents en Allemagne se verraient autorisés à rentrer en Pologne sans le timbre spécial.

La réponse de Beck à la démarche de Moltke, en date du 27 octobre, contient une liste d'arguments intéressants en soutien à la position de la Pologne. Il avança que les résidents polonais d'extraction juive présents en Allemagne avaient souffert des lois anti-juives, malgré le fait qu'ils n'étaient pas des citoyens allemands. Il soutint que cela justifiait que la Pologne s'exonérât de la responsabilité de ce groupe. Il reconnut que la Pologne elle-même employait des mesures anti-juives, et qu'elle ne désirait pas le retour des Juifs polonais vivant à l'étranger. Il affirma que cela se justifiait du fait que les contrôles de capitaux allemands empêcheraient les Juifs polonais de rapatrier le plus gros de leurs biens en Pologne. Cela allait impliquer qu'ils constitueraient une hémorragie de ressources pour l'État polonais.

Les mots employés par Beck étaient parfaitement clairs, et il apparut aux Allemands qu'il ne servirait à rien de poursuivre la négociation. Les autorités allemandes apportèrent beaucoup d'attention à agir sans commettre de faute ni se rendre coupable de quoi que ce fût. Elles organisèrent le transport des Juifs polonais avec grand soin, et s'assurèrent que les voyageurs disposassent de services de qualité, de beaucoup d'espace, et de nourriture de qualité en abondance. L'histoire évoquée ultérieurement par William Shi-

rer sur « *des Juifs déportés vers la Pologne en wagons de marchandises* » dans des conditions brutales, était clairement une fiction. Les premiers trains traversèrent la frontière aux gares polonaises avant que les Polonais fussent prêts à les arrêter. Après cela commença l'inconcevable. Bien que le dernier jour pour l'émission des timbres ne fût établi qu'au 29 octobre, et que la nouvelle politique d'exclusion ne dût prendre application qu'à partir du 30 octobre, la police des frontières polonaise essaya d'empêcher les Juifs d'entrer en Pologne. Les Allemands ne s'étaient pas préparés à ce développement, et bientôt un flux de milliers de Juifs polonais se retrouva versé sur quelques villes frontalières, en Haute-Silésie et ailleurs. W.K. Best, le dirigeant de la police en charge de l'opération, déclara que « *du fait du rassemblement de milliers de Juifs polonais dans quelques villes frontalières de la frontière germano-polonaise, des conditions très déplaisantes s'en sont suivies.* » La police allemande décida d'amener de nuit autant de Juifs que possible en Pologne, en passant par la « *frontière verte* », c'est-à-dire en empruntant des chemins obscurs dans des zones densément boisées ou en traversant des champs laissés sans surveillance. Ce fut une tâche dangereuse. Il y eut beaucoup de tirs à l'arme légère depuis le côté polonais, mais aucun réel affrontement ne se produisit entre les Allemands et les Polonais le long de la frontière.

Les Polonais répliquèrent immédiatement en faisant traverser la frontière allemande à de petits nombres de Juifs habitant en Pologne occidentale, qui avait conservé leur nationalité allemande depuis la première guerre mondiale. Le 29 octobre 1938 après-midi, le gouvernement polonais publia un décret prononçant l'expulsion d'Allemands ethniques vivant à Posen et en Prusse occidentale, en nombre suffisant pour compenser l'écart entre les deux groupes de Juifs. Cette action de défiance polonaise provoqua la fin de l'action allemande. On craignit en Allemagne que les Polonais, en exagérant à dessein, profitassent de l'occasion pour vider les anciennes provinces prussiennes de ce qui y restait de population allemande. En outre, la nature amère de cette affaire déplut à Hitler, qui crai-

gnit que les relations germano-polonaises puissent se voir anéanties si l'incident n'était pas réglé. La plus grande partie des Juifs qui purent être déportés traversèrent la frontière dans la nuit du 28 au 29 octobre. Les Juifs polonais qui arrivèrent à la frontière l'après-midi du 29 octobre furent rapatriés à leur domicile en Allemagne.

Les autorités allemandes n'avaient pas précipité les Juifs polonais hors de chez eux en ayant à l'esprit que ces gens ne pourraient jamais rentrer chez eux. Elles leur promirent explicitement qu'ils pourraient revenir, une fois leur passeport validé en Pologne, et une fois que les Polonais leur auraient accordé des documents les autorisant à revenir. Des négociations à ce sujet furent menées à Varsovie, Lipski ayant délibérément quitté l'Allemagne et étant resté en Pologne durant cette crise. Les négociations furent transférées à Berlin fin novembre 1938. Un règlement complet ne fut jamais trouvé, mais les Polonais finirent par accepter que les Juifs déportés de fait puissent rentrer en Allemagne sans perdre leur droit de retourner en Pologne. La majorité des Polonais juifs d'Allemagne n'avaient pas été concernés par l'action de déportation, et ceux-là ne reçurent pas le timbre spécial permettant leur retour ultérieur en Pologne. Ils devinrent ainsi des Juifs apatrides, et n'ombre d'entre eux émigrèrent plus tard d'Allemagne vers d'autres pays. La plupart des Polonais juifs résidant en Allemagne à l'époque du décret polonais préférèrent, pour des raisons économiques, rester où ils étaient, plutôt que rentrer en Pologne. Il ne fait aucun doute qu'un plus grand nombre de Polonais juifs rentrèrent en Pologne du fait de ce décret que si celui-ci n'avait pas été promulgué, mais les dirigeants polonais eurent la satisfaction de réduire, au moins sur le papier, le nombre de Polonais juifs en Pologne.

Le décret polonais et ses répercussions eurent un impact important sur le traitement en cours des Juifs en Allemagne. Des Juifs en grands nombres étaient venus à Berlin, depuis d'autres régions, après l'Anschluss entre l'Allemagne et l'Autriche. L'Anschluss augmenta la population allemande juive d'environ 200 000 personnes, soit plus que le nombre total de Juifs qui avaient quitté l'Alle-

magne. Le 22 juin 1938, Hugh Wilson, l'ambassadeur étasunien, signala qu'un nombre évalué à 3000 nouveaux Juifs étaient entrés à Berlin au cours du moins passé, et que durant le week-end du 18 juin s'étaient déroulées des manifestations contre les magasins juifs à Berlin pour la première fois depuis 1933. En 1938, le gouvernement allemand prépara une suite de mesures pour restreindre la participation des Juifs aux professions légales, et il fut évident que d'autres mesures allaient suivre visant à restreindre les activités des Juifs. Il y eut évidemment d'importants désaccords parmi les dirigeants allemands quant à définir ce qu'il fallait faire, s'il fallait faire quelque chose, mais les répercussions de la crise des passeports polonais firent le jeu du groupe le plus radical, ayant à sa tête Joseph Goebbels, le ministre allemand de la propagande et de l'éducation du peuple.

Les parents et sœurs de Herschel Grynszpan, un dégénéré syphilitique vivant à Paris, avaient ainsi été transportés par les Allemands. Grynszpan reçut une carte postale de la part de l'une de ses sœurs le 3 novembre 1938. Cette carte postale décrivait le trajet vers la Pologne, mais ne contenait aucune plainte. Les transports allemands avaient été menés en usant de services confortables et d'une alimentation suffisante. Grynszpan avait vécu avec un oncle à Paris depuis 1936, mais la police française avait pour instruction de l'expulser hors du pays. Grynszpan s'était fait jeter hors de la maison de son oncle le jour où il s'en prit à Ernst vom Rath, le diplomate allemand. Grynszpan avait décidé d'assassiner l'ambassadeur allemand Welczeck, et lui parla en fait sans le reconnaître devant l'ambassade allemande à Paris, au matin du 7 novembre 1938. Après cela, il pénétra dans l'ambassade d'Allemagne, et fit feu de son revolver sur vom Rath après avoir découvert l'absence de Welczeck.

Après la seconde guerre mondiale, Grynszpan reprit sa vie à Paris, et l'histoire de son procès et de son emprisonnement par les Français, et de son emprisonnement par les Allemands, constitue un chapitre intéressant de l'histoire juridique. Aux États-Unis,

Dorothy Thompson parraina une initiative rassemblant de grosses sommes d'argent pour la défense juridique du jeune Juif supposément héroïque, qui avait de fait appartenu à une institution avant l'affaire de l'ambassade allemande. Chose ironique, Ernst vom Rath avait constitué un opposant résolu de la politique anti-juive d'Hitler.

Goebbels utilisa la tragédie de Paris dans une tentative évidente de faire croître la sévérité de la politique allemande dans son ensemble à l'encontre des malheureux Juifs allemands. Au moment d'un meurtre antérieur d'un Allemand éminent par un Juif, en 1936, Goebbels avait proféré un avertissement : le prochain incident de la sorte amènerait à des mesures sévères contre les Juifs. Lorsque vom Rath mourut de ses blessures le 9 novembre 1938, Goebbels fit son possible pour mener à bien sa menace. Il prononça un discours anti-juif à Munich le jour-même, dont les dirigeants des SA allemands se saisirent comme excuse pour attaquer des biens juifs. Le 10 novembre 1938, certaines synagogues juives d'Allemagne furent incendiées par des groupes organisés, et l'on déplora des dégâts à l'encontre de nombreux commerces et propriétés commerciales. Il y eut également des manifestations contre les Juifs, mais pas de pogroms, car aucun Juif ne fut tué [1]. La majorité des Allemands fut horrifiée par la destruction des biens juifs, qui était chose contraire à leur sens de la décence ainsi qu'à leur aspiration pour la loi et l'ordre. Goebbels accueillit l'événement comme un pivot qui allait amener à l'élimination des derniers vestiges d'influence juive en Allemagne.

La réaction étasunienne aux événements déroulés en Allemagne fut plus vigoureuse qu'ailleurs, et pour la première fois, il apparut que les conditions de vie des Juifs devenaient pire en Allemagne que dans tout autre pays d'Europe. Hull ordonna à l'ambassadeur Wilson, le 14 novembre, de quitter l'Allemagne sous quelques jours,

1. L'événement a eu beaucoup de retentissement, et est resté dans l'histoire sous le nom de Nuit de cristal, NdT

et lui interdit de voyager sur un navire allemand. Wilson relaya le lendemain une assurance émise par Goebbels, selon laquelle aucune sanction pécuniaire ni aucune autre mesure ne serait prise contre les Juifs étrangers en Allemagne. Wilson signala le 16 novembre que les diplomates britanniques en poste à Berlin se montraient plutôt suffisants quant à la question juive. Ils notèrent que l'opinion publique allemande ne soutenait pas les récentes mesures anti-juives, et conclurent raisonnablement que cette sorte de chose ne serait pas répétée. Ce fut le dernier rapport envoyé par Wilson à Hull avant qu'il ne quittât le pays.

Hitler se laissa persuader par Goebbels, après les manifestations, d'infliger une amende d'1 milliard de Marks (250 millions de dollars) aux Juifs fortunés et modérément fortunés d'Allemagne. Goebbels avait avancé que sans cela, les Juifs auraient pu empocher de grosses sommes de la part des compagnies d'assurance allemandes, du fait que les biens endommagés ou détruits le 10 novembre 1938 étaient fortement assurés. Les Juifs pauvres disposant de moins de 5000 Marks étaient exemptés de payer cette amende. Il fut ordonné aux compagnies d'assurance de rembourser rapidement les Juifs pour l'ensemble des dégâts du 10 novembre sur leurs biens, et il fut autorisé d'utiliser une partie de ces sommes pour s'acquitter de l'amende. L'amende devait être acquittée en quatre échéances, le 15 décembre 1938, le 15 février, le 15 mai et le 15 août 1939. Les Juifs se plaignirent qu'en novembre 1938, l'ensemble de leurs capitaux en Allemagne, ne s'élevassent qu'à 8 milliards de Marks, et que les montants de l'amende revenaient à leur confisquer une grande part de leurs avoirs. Une loi allemande fut annoncée le 26 novembre 1938, éliminant les magasins de détail Juifs, dont les termes devaient prendre effet le 1er janvier 1939. Dans le même temps, promesse fut faite que la sécurité sociale, ainsi que d'autres mesures d'aides d'État seraient maintenues au bénéfice des Juifs.

La crise des passeports polonais et ses répercussions n'eut guère d'effet sur les relations officielles entre l'Allemagne et les pays étrangers autres que les États-Unis et la Pologne. Les relations

germano-étasuniennes avaient de toute façon atteint un niveau catastrophique, du fait de l'hostilité des dirigeants étasuniens envers l'Allemagne. En Pologne, la conséquence principale fut que des mesures plus sévères furent appliquées à la minorité allemande, et que la visite de Beck en Allemagne fût reporté *ad vitam æternam*. Il devint évident aux yeux des Allemands, sans connaître l'attitude de Beck sur Dantzig, que la négociation d'un accord étendu avec la Pologne allait subir d'importants retards.

## 7.3 Persécution de la minorité allemande en Pologne

L'ensemble de l'année 1938 fut une mauvaise période pour la minorité allemande en Pologne, du fait de l'intensification des mesures polonaises anti-allemandes. Les choses se produisirent comme si les Polonais s'étaient brutalement trouvés en grande hâte d'éliminer la minorité allemande. Les dirigeants polonais expliquaient leur politique de persécution des Allemands en avançant l'argument fallacieux que les conditions que connaissait la minorité polonaise établie en Allemagne étaient pires que jamais. Jan Walewski, président du comité de politique étrangère de la Diète, porta l'attention de l'opinion publique polonaise sur ce problème au cours d'un important discours en date du 23 avril 1938. Walewski émit l'accusation, selon laquelle l'accord sur les minorités signé en 1937 n'était appliqué que dans la chancellerie du Reich allemand, et nulle part ailleurs en Allemagne. Il affirma que les conditions de vie des Allemands en Pologne étaient bien meilleures que celles des Polonais vivant en Allemagne. Ce discours eut un effet désastreux sur l'attitude du public polonais vis-à-vis des Allemands de Pologne, et la presse populaire polonaise n'eut de cesse que de répéter le thème du discours. Le discours, ainsi que la campagne de presse, gênèrent l'Allemagne, à une période où Hitler essayait d'améliorer les conditions de vie des Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie. Il fut

aisé pour la presse internationale d'affirmer que l'Allemagne ne méritait aucune sympathie, du fait qu'elle maltraitait ses propres minorités.

Les plaintes polonaises atteignirent un sommet, en staccato, au moment de l'annonce du recensement du 15 mai 1938, et qu'à peine 15 000 personnes en Allemagne se revendiquassent comme ethniquement polonaises. Les dirigeants polonais avaient anticipé ce résultat. Lipski avait présenté une première plainte contre les méthodes employées par le recensement allemand dès le 31 mars 1938. Il fut époustouflant de constater que les Polonais espéraient forcer aux méthodes de recensement de la monarchie prussienne d'avant 1918. En 1920, dans la zone du plébiscite du Sud-Est de la Prusse occidentale et du Sud de la Prusse orientale, 15 927 personnes s'étaient prononcées en faveur d'une union avec la Pologne. Ce plébiscite avait été tenu à un moment où l'Allemagne était prostrée et vaincue. En mai 1938, seuls 212 personnes, dans le même périmètre, affirmèrent leur origine ethnique polonaise. C'en était trop pour les Polonais, et ils invoquèrent les clauses du traité de 1937, proscrivant l'assimilation par la force. L'Union des Polonais en Allemagne entama une campagne, sur ordre de Varsovie, pour démontrer que la situation de la minorité polonaise se dégradait avec le temps. L'organisation polonaise affirma que les activités des Polonais étaient limitées à de nombreux égards.

Les Allemands réalisèrent que les griefs formulés par une minorité ne sont jamais totalement imaginaires, et espérèrent apaiser les Polonais dans l'intérêt de la minorité allemande de Pologne, bien plus importante. Le ministre allemand de l'intérieur promit de s'occuper des plaintes polonaises après avoir convoqué un collège d'experts. Ils travaillèrent sous forte pression du bureau allemand des affaires étrangères pour mener cette tâche à bien, et furent avisés que la presse polonaise « *dressait de sinistres parallèles avec l'oppression de la minorité polonaise en Tchécoslovaquie.* » Il fut noté que « *le belliciste New York Times juif* » s'était emparé du sujet.

Dans un rapport en date du 24 juin 1938, le ministère allemand de l'intérieur reconnut que certains griefs polonais « *correspondent dans une certaine mesure à la situation réelle.* » On avait mis au jour des occurrences de discrimination à l'encontre d'étudiants polonais, ainsi que des restrictions dans la distribution de livres par des coopératives polonaises. Wilhelm Frick, le ministre allemand de l'intérieur, reçut les dirigeants de la minorité polonaise, et leur fit la promesse que réponse serait donnée aux plaintes polonaises. Il insista également sur le fait que « *la position de la minorité allemande en Pologne était cause de plaintes bien plus conséquentes.* » La nécessité de tenir des conférences régulières entre les représentants des deux nations fut soulignée, et le bureau allemand des affaires étrangères fut informé confidentiellement qu'il s'agissait de « *la seule manière efficace de soulager la position difficile de la minorité allemande en Pologne.* » Le ministre de l'intérieur comprit que des concessions unilatérales en faveur des Polonais en Allemagne ne résoudrait pas le problème des Allemands en Pologne. La coordination des politiques allemandes et polonaises fut demandée, mais ce fut précisément cette coordination que les Allemands ne purent jamais atteindre.

Frick reçut les dirigeants de la minorité polonaise le 24 juin 1938, et l'événement fut relayé dans la presse polonaise. Néanmoins, la *Gazeta Polska*, publiée par les instances officielles, avança dans un éditorial dédié à la question que la coordination des politiques entre les deux nations ne constituait pas une nécessité. Les éditeurs prirent la position suivante : les questions des minorités étaient à traiter comme des sujets strictement intérieurs par chaque gouvernement. Cette déclaration revenait à une abrogation du pacte des minorités germano-polonais de novembre 1937, qui affirmait l'intérêt officiel de la Pologne quant aux Polonais d'Allemagne, et l'intérêt officiel de l'Allemagne quant aux Allemands de Pologne.

La difficulté provenait de ce que la minorité allemande en Pologne était plus nombreuse et éminente que la minorité polonaise en Allemagne. Il était aisé pour les dirigeants polonais de conclure

que l'élimination de l'importante minorité allemande en Pologne ferait plus que compenser toute perte qu'aurait à subir la minorité polonaise en Allemagne du fait d'éventuelles mesures de représailles allemandes. Qui plus est, une politique allemande moins tolérante aurait pu encourager une résurgence de nationalisme polonais parmi les Polonais d'Allemagne. La plupart des habitants polonophones d'Allemagne étaient fiers de la prospérité et de l'efficacité allemandes, et préféraient se voir considérés comme allemands. Les dirigeants polonais espéraient que ces populations redécouvriraient leur cœur polonais si l'Allemagne adoptait une politique moins favorable, ou connaissait un nouveau désastre aussi grave, voire pire, que celui de 1918. Dans l'intervalle, ils n'avaient qu'à s'occuper d'eux-mêmes. À bien des égards, la situation s'apparentait à un état de guerre entre l'Allemagne et la Pologne. Les Polonais disposaient d'un grand nombre d'otages allemands, et les Allemands ne détenaient qu'un nombre bien plus réduit de Polonais. La réciprocité, qui parfois amène les nations belligérantes à traiter les prisonniers avec humanité, du simple fait que leur propre peuple est entre les mains de l'ennemi, manquait hélas en cette instance.

Il y eut des signes montrant que le bureau allemand des affaires étrangères ne renoncerait pas à jamais à accorder aux mauvais traitements subis par la minorité allemande en Pologne l'importance qu'ils méritaient. Le 13 juin 1938, Lipski se présenta au bureau allemand des affaires étrangères pour protester contre les obstacles empêchant la construction d'une nouvelle école polonaise pour filles, à Ratibor, dans l'Ouest de la Haute-Silésie. Il lui fut répondu que cette école était construite du mauvais côté de la frontière, car la plupart des filles qui étaient vouées à y étudier vivaient en Pologne. L'incident sembla mineur au secrétaire d'État Weizsäcker, et il reconnut devant ses collègues avoir été très tenté de répondre à Lipski en évoquant les mesures polonaises prises à l'encontre des Allemands de Pologne, mais qu'il s'en était abstenu en raison de la crise tchèque. En fin de compte, le 17 juin 1938, Ribbentrop, le ministre des affaires étrangères, ordonna que les diplomates alle-

mands établis en Pologne établissent une liste de griefs au nom de la minorité allemande de Pologne. Il était évident que les Polonais allaient trop loin, et que le bureau allemand des affaires étrangères considérait avec réticence le recours à des protestations diplomatiques au nom des Allemands vivant en Pologne.

Le sénateur Hasbach, dirigeant de la faction allemande conservatrice en Pologne, était atterré de cette situation. Il avança que le gouvernement allemand devrait se cantonner à des demandes pour la coordination des politiques concernant les minorités. Il était terrifié de la montée des tensions entre Allemands et Polonais en Pologne de l'Ouest. Des rumeurs circulaient, selon lesquelles la presse allemande s'apprêtait à répliquer à la campagne de presse polonaise anti-allemande, et Hasbach était convaincu que cela constituerait un désastre. Il plaida auprès des diplomates allemands en Pologne, qu'une riposte par voie de presse provoquerait l'hystérie chez les Polonais de province. Leurs journaux locaux leur avaient donné à lire que les Allemands ne se plaignaient jamais des conditions de vie dans un autre pays, sauf s'ils comptaient le conquérir. Hasbach prédit des conséquences terribles si les restrictions sur la presse allemande finissaient par être levées.

Moltke n'était pas satisfait du silence total de la presse quant au traitement par la Pologne de la minorité allemande, mais il s'accorda avec Hasbach sur le fait que la question devait être traitée avec la plus grande prudence. Moltke faisait preuve de mépris quant aux plaintes de la minorité polonaise en Allemagne, et nota qu'ils avaient admis le 2 juin 1938 n'avoir aucune plainte à formuler en matière de discrimination dans la sphère économique. La discrimination économique constituait le principal problème des Allemands de Pologne, même s'ils avaient également à faire face à des discriminations bien plus conséquentes dans les domaines de la culture et l'éducation que les Polonais vivant en Allemagne.

Le 7 juillet 1938, c'est un Moltke très indigné qui signala que les Polonais avaient découvert que l'Allemagne planifiait une campagne de presse dénonçant les mauvais traitements des Allemands

établis en Pologne. Les journaux allemands avaient découvert que le bureau des affaires étrangères rassemblait des éléments quant aux abus polonais, et les éditeurs s'étaient mis à en faire autant. Ils avaient envoyé des instructions à plusieurs correspondants en utilisant des lignes téléphoniques publiques, et en Pologne, où les lignes étaient sur écoute, cela revenait à diffuser l'information sur les ondes. Moltke conseilla avec insistance que le gouvernement polonais reçût des assurances quant à la situation.

L'avertissement de Moltke suggérait au bureau allemand des affaires étrangères que Lipski pourrait soulever cette question à Berlin. Un mémorandum spécial fut préparé le 8 juillet 1938, prêt à utiliser dans de possibles conversations sur le sujet. Il contenait quelques-uns des principaux griefs entretenus quant aux mauvais traitements des Allemands de Pologne. La loi de réforme territoriale polonaise de 1938 était fortement orientée à l'encontre des intérêts allemands. La plupart des grandes exploitations agricoles de Posen et de Prusse occidentale appartenaient à des Polonais, et seules ces grandes exploitations étaient sujettes à confiscation et redistribution selon les termes de la loi. Cependant, les Allemands habitant ces deux provinces se virent confisqués plus des deux tiers de leurs surfaces d'exploitation en 1938. Le nouveau programme polonais établissait une zone frontalière de trente kilomètres, sur laquelle les Allemands n'avaient plus le droit de posséder des terres, et comprenant les bandes de Haute-Silésie orientale ainsi que Posen et la Prusse occidentale.

Le mémorandum accusait les autorités polonaises de tolérer et d'encourager un boycott privé de toutes les firmes industrielles employant des Allemands. Quatre-vingts pourcents de la population active en Haute-Silésie orientale était sans emploi, et il était apparent qu'un nombre croissant de jeunes Allemands désespérés abandonnaient leur domicile dans cette région. Les jeunes Allemands se voyaient refusés les stages d'apprentissage qui leur auraient permis de trouver du travail dans de nombreuses professions de l'artisanat. Les Polonais avaient intensifié leur programme de fermeture

des écoles allemandes. Le mémorandum, qui dépeignait la situation existante dans les grandes lignes, concluait en suggérant que toute future concession accordée aux Polonais d'Allemagne dépendît de l'amélioration des conditions en Pologne.

Moltke reçut pour instruction de dire à Beck, le jour-même, que la plainte de la minorité polonaise et le traitement complet de cette plainte par la presse polonaise avait généré « *des dégâts extrêmement graves à de nombreux égards.* » La réponse de Beck fut caractéristique. Il accepta d'informer le ministre polonais de l'intérieur de la plainte de Moltke, mais ajouta mais ajouta caustiquement que la question ne relevait pas du domaine de compétence du ministre des affaires étrangères. Cette déclaration s'inscrivit dans la ligne générale adoptée par *Gazeta Polska*, et indiqua que les Polonais considéraient le pacte des minorités de 1937 comme lettre morte.

Au bureau allemand des affaires étrangères, on craignait qu'Hitler ne levât pas le petit doigt pour empêcher la ruine de la minorité allemande en Pologne. En août 1938, la division politique du bureau allemand des affaires étrangères prépara un mémorandum sur la question pour Werner Lorenz, le dirigeant de l'agence centrale des Allemands de l'étranger. Cette organisation avait maintenu une stricte neutralité vis-à-vis des querelles et conflits sur le terrain de la politique allemande à l'égard de la Pologne. Hitler ne souhaitait pas que l'Agence poursuivît une politique active en Pologne, et intervint pour empêcher que le mémorandum atteignît Lorenz. Le texte du mémorandum était en conflit avec la politique d'Hitler. Ce texte suggérait qu'aucune considération politique supérieure ne pouvait justifier l'abandon de la minorité allemande en Pologne. La situation des Allemands dans les anciennes zones prussiennes, autrichiennes et russes de la Pologne y était décrite, et le manque d'initiative et d'unité au sein des communautés des minorités allemandes y était déploré. Il y était également noté que l'effort polonais principal était orienté contre la communauté allemande des anciens territoires prussiens, et que les Polonais avaient exploité le pacte de 1934 avec l'Allemagne pour intensifier leurs politiques de

dé-germanisation.

Le mémorandum comportait la suggestion dangereuse qui suit : que les autorités allemandes prissent l'initiative de garantir une meilleure unité des Allemands de Pologne. Ce seul fait fut suffisant pour que Hitler le fît disparaître.

## 7.4 Manifestations polonaises contre l'Allemagne

Moltke essaya d'expliquer la situation de plus en plus défavorable de la minorité allemande, dans un rapport en date du 2 septembre 1938. Il mit l'opprobre pour la plupart des problèmes sur l'OZON (le camp de l'unité nationale), qui avait été fondé par le Colonel Adam Koc. Cet important groupe de pression, soutenu par les instances polonaises officielles, visait à obtenir une large soutien populaire pour les politiques menées par le gouvernement polonais. Moltke émit l'accusation selon laquelle les départements du gouvernement de Pologne étaient sous influence de l'OZON, et soutint qu'ils essayaient d'accroître leur popularité en exploitant et en encourageant la montée du sentiment grandissant anti-allemand. Le gouvernement se faisait plus anti-allemand que le peuple, plutôt que de faire face aux superstitions populaires et aux préjugés contre les Allemands. Cette politique était incompatible avec l'esprit du pacte de 1934.

L'ambassadeur allemand admit que ce développement était stimulé par les réussites allemandes. L'Anschluss avait produit un effet catastrophique, et le malaise et l'exaltation avaient monté avec l'ouverture de la crise des Sudètes. Les Polonais savaient que la minorité allemande militante des Sudètes en Tchécoslovaquie était la plus puissante alliée dont Hitler avait disposé face aux Tchèques, et ils étaient déterminés à ce que les Allemands de Pologne restassent intimidés. Moltke nota qu'un nombre croissant d'Allemands se trouvaient condamnés à des peines de prison par des tribunaux

polonais, pour des remarques supposées telle que : « *le Führer devrait venir redresser les choses ici* », ou « *ce sera bientôt le tour de la Pologne* ». Il n'y avait aucun moyen d'établir combien de ces personnes malchanceuses étaient tout à fait innocentes d'avoir effectivement prononcé les phrases pour lesquelles elles étaient condamnées.

Les Polonais qui rentraient d'Allemagne attisaient les flammes en affirmant avoir constaté une propagande allemande dirigée contre la Pologne. Il était dit que les propagandistes encourageaient les Ukrainiens à se révolter contre la Pologne, et qu'ils demandaient le retour du Couloir de Dantzig à l'Allemagne. Moltke était particulièrement ennuyé par l'apparente indifférence du gouvernement polonais face au nombre croissant de manifestations de masse anti-allemandes. Il était indigné que des groupes de Polonais aient récemment fait leur apparition devant les consulats allemands, sans opposition officielle, pour chanter la *Rota* provocatrice, un chant populaire anti-allemand décliné en de nombreuses versions. Un thème central en 1938 était que Dieu récompenserait les Polonais ayant pendu des Allemands. Moltke conclut son rapport avec une liste de personnalités éminentes en Pologne ayant récemment adopté une attitude plus hostile à l'encontre de l'Allemagne. Il resta complétement leurré quant à Jozef Beck, continuant de le considérer comme pro-allemand. Il fut infortuné pour Hitler que Moltke fût incapable de jamais percer à jour l'attitude de Beck. Hitler aurait pu réussir à échapper au piège que Halifax s'employait à lui tendre, s'il avait réalisé que Beck figurait au nombre de ses ennemis.

## 7.5 Les affronts de Teschen

La situation à Teschen en octobre 1938 offrit une illustration éclatante du problème créé par la persécution des Allemands par les Polonais. Hitler avait offert un soutien entier à la Pologne dans l'effort qu'elle menait pour prendre ce district aux Tchèques. Mais

les Polonais se mirent à traiter les éléments allemands et pro-allemands de ce district comme des ennemis jurés. Les mesures de dé-germanisation commencèrent aussitôt réalisée l'occupation militaire de la région par la Pologne. Toutes les écoles allemandes du district furent immédiatement fermées. Les Allemands se virent affirmer que les écoles rouvriraient ultérieurement, mais dans l'attente, les parents des enfants scolarisés furent menacés de chômage s'ils n'inscrivaient pas leurs enfants dans des écoles polonaises. Lorsque la réouverture des écoles fut annoncée, à peine un dixième des effectifs d'enfants jusqu'alors dénombrés se signala, et seule une fraction d'entre eux fut effectivement autorisée à reprendre l'école allemande. Les équipes pédagogiques originalement en place dans les écoles allemandes avaient été dissoutes. Il fut annoncé que le Polonais était la seule langue officielle, et les docteurs et avocats de la région apprirent qu'ils n'auraient plus le droit d'exercer sauf à apprendre le polonais sous trois mois. Les actifs financiers furent gelés pendant une très longue durée, et les pensions et salaires versés par l'État aux Allemands furent réduits. Les maires des deux villes de Teschen et Oderberg furent destitués. Kozdon, le maire de Teschen, était le dirigeant de la communauté locale *Slonzak*, qui constituait un petit groupe slave occidental semblable aux *Kassubiens* de Prusse occidentale, ou des Sorabes de Lusace en Saxe. Lorsque Kozdon fut humilié et jeté en prison en Pologne, la communauté locale Slonzak répondit avec le slogan méprisant voulant qu'ils préférassent se faire emprisonner dans un camp de concentration allemand plutôt que de devenir des soi-disant citoyens de Pologne.

La situation s'aggrava lorsque la population *Slonzak* locale se mit à résister fortement aux Polonais. Pendant une période, il sembla que les Allemands également pourraient résister. Les dirigeants de la communauté allemande, le Dr. Harbich pour Teschen, et le Dr. Pfitzner pour Oderberg, se rendirent en hâte à Berlin pour en appeler à une assistance allemande. Lorsque le bureau allemand des affaires étrangères ignora leurs plaidoyers, ils menacèrent d'en

appeler à la France, à la Grande-Bretagne, à l'Italie et au Japon, les puissances signataires de l'accord de Teschen de 1919 sur les minorités. Il leur fut fraichement répondu de garder les Japonais hors de la boucle, car il aurait été répugnant d'envisager l'intervention d'une puissance asiatique sur une question européenne. Il leur fut répondu que « *aux yeux du gouvernement allemand, la question de Teschen était à considérer comme résolue.* » Harbich répondit avec désespoir qu'il allait retourner chez lui pour amener sa communauté au combat contre les Polonais. Le baron Wörmann se rappella plus tard : « *J'essayais de leur expliquer la renonciation à Oderberg dans le contexte de l'ensemble de la politique allemande, mais il sembla que j'échouais.* » Cet échec n'est pas surprenant, lorsque l'on considère que c'étaient les lieux de vie et les moyens de subsistance de ces hommes qui étaient en jeu.

Le 3 octobre 1938, après l'occupation de la ville de Teschen, les forces armées polonaises poussèrent sur Trynetz, Lazy et Karwyn, dans le district de Teschen, prenant de l'avance sur le calendrier convenu avec les Tchèques. L'excuse polonaise évoquée pour cette avancée rapide fut l'hostilité de la population locale. La *Gazeta Polska* indiqua qu'il fallait anticiper la formation de « *troupes de choc allemandes* » à Oderberg. Il faut ajouter que les autorités allemandes n'autorisaient pas ces soldats à recevoir d'armes en provenance d'Allemagne. En réalité, les Polonais ne combattaient pas de troupes de choc allemandes, qui n'existaient pas, mais une poignée de travailleurs agricoles slonzaks désespérés. Les affiches placardées par la Pologne en journée étaient déchirées la nuit, et une bataille féroce se déroula entre soldats polonais et Slonzaks à Trynetz. Grazynski, le gouverneur de Haute-Silésie orientale, qui devait prendre en charge l'administration du nouveau district au nom de la Pologne, conclut qu'il fallait administrer aux Slonzaks une importante dose de rééducation avant qu'ils pussent devenir des citoyens polonais utiles. Une première étape majeure du programme de polonisation consista à chasser le plus grand nombre d'Allemands et de Tchèques possible, et d'importer à leur place des spécialistes

et ouvriers industriels polonais depuis la Haute-Silésie orientale. L'effet de cette politique est bien illustré par l'exemple qui suit. L'usine de câbles d'Oderberg, qui produisait chaque année 90 000 tonnes de fer, d'acier et de câble en cuivre, comptait 1324 employés au 10 octobre 1938. Il y avait également 126 ingénieurs, commerciaux, et maitres artisans travaillant en lien avec la firme, dont ils constituaient les groupes d'expertise. Dans ces rangs, on comptait 758 travailleurs industriels et 52 spécialistes de nationalité allemande, 547 travailleurs industriels et 73 spécialistes de nationalité tchèque, et 19 travailleurs industriels et 1 spécialiste de nationalité polonaise.

Environ 20% des Tchèques cultivaient des contacts étroits avec des Polonais, et se firent accepter par le groupe ethnique polonais après l'occupation polonaise. Au 10 mai 1939, on comptait 635 travailleurs industriels et 82 spécialistes de nationalité polonaise, 112 travailleurs industriels et 11 spécialistes de nationalité tchèque, ainsi que 324 travailleurs industriels et 17 spécialistes de nationalité allemande. Les Polonais étaient devenus le groupe dominant, après que de grands nombres de travailleurs allemands et tchèques furent congédiés arbitrairement, et ce motif se répéta dans d'autres industries centrales.

20% environ de la population allemande totale du district s'enfuit au cours du premier mois d'occupation polonaise, et il fallut héberger 5000 réfugiés dans des campements d'urgence en Haute-Silésie occidentale. Des milliers de réfugiés bénéficièrent d'un hébergement temporaire dans des maisons allemandes privées. Le gouverneur Grazynski avait chauffé à blanc les sentiments de ses partisans en accusant les Allemands de Teschen de fomenter un complot insurrectionnel. La plupart des réfugiés pénétrèrent en Allemagne sans disposer de visa de la part des autorités polonaises, encore heureux d'être simplement en vie. Les visas n'étaient délivrés qu'à ceux qui renonçaient à leur droit au retour. Le 15 octobre 1938, les Allemands commencèrent à présenter une suite de protestations formelles, qui ne reçurent aucune publicité. Les conditions de

vie à Teschen ne furent jamais rectifiées, tant que la région resta sous contrôle polonais. Une note de protestation, établissant une liste détaillée de griefs quant à Teschen, fut présentée à Varsovie le 26 novembre 1938. Plusieurs semaines plus tard, Moltke se vit répondre que cette note n'aurait pas dû exister, du fait que la plupart des Allemands de la région de Teschen n'étaient pas des citoyens allemands. Les Polonais avaient promis d'examiner l'ensemble du sujet, mais telle fut leur seule réponse. Leur position était particulièrement osée, lorsque l'on se souvient que le traité des minorités germano-polonais de novembre 1937 s'appliquait aux personnes d'ethnie polonaise en Allemagne ainsi qu'aux personnes d'ethnie allemande en Pologne, et non uniquement aux citoyens polonais et allemands vivant dans l'autre pays.

Une suite de mesures anti-allemandes accompagna l'élection nationale de la Diète polonaise en novembre 1938. Les dirigeants de la minorité allemande exhortèrent les leurs à voter, bien que les candidats d'extraction allemande ne fussent plus autorisés à se présenter aux élections. À ce moment, quatre écoles secondaires allemandes sur les six que comptait la province de Posen furent privées de leur statut d'école public, si bien qu'elles perdirent à la fois la protection spéciale de l'État dévolue aux institutions publiques, et les exceptions de taxes dont elles bénéficiaient. Grazynski, le gouverneur de Haute-Silésie orientale, considéra l'élection comme une période favorable à provoquer l'agitation publique à l'encontre des Allemands. Il présida une réunion, qui eut la témérité de prendre pour résolution l'idée que la minorité polonaise vivant en Haute-Silésie occidentale devait placer son allégeance dans la Pologne, plutôt que dans l'Allemagne. Il intensifia également sa campagne pour garantir le rejet des travailleurs allemands qui restaient dans les mines et industries de Haute-Silésie orientale.

De nouvelles mesures polonaises de censure des écoles furent introduites en Prusse occidentale. L'index des livres allemands interdits fut étendu pour intégrer des ouvrages tel que le *Nibelungenlied*, la chanson épique allemande la plus ancienne, Poésie et Vérité de

Goethe, Robinson Crusoé de Defoe, et *À travers le continent mystérieux* de Stanley. La principale association caritative allemande de la ville de Grudziadz fut fermée et ses biens confisqués. L'école privée réservée aux Allemands de la petite Neustadt se vit informée que sa représentation théâtrale annuelle de Noël était interdite en 1938. Le groupe de pression anti-allemand et anti-juif, l'Association de la jeune Pologne, prépara un important boycott contre l'ensemble des sociétés allemandes en Prusse occidentale polonaise pour janvier 1939, et à partir de ce moment il fut autorisé de dresser des piquets devant les sociétés allemandes sans intervention des autorités polonaises. De fait, ce boycott n'aurait sans doute jamais été préparé si les autorités polonaises avaient fait le moindre signe indiquant qu'elles s'y opposeraient. L'encouragement de mesures anti-allemandes faisait partie de la formule par laquelle les dirigeants polonais essayaient de promouvoir la popularité de leur régime. Il est incroyable, au vu des circonstances, de lire, de sources polonaises considérées comme éminentes, hors de l'orbite communiste et plus de vingt années après les faits, que la persécution des Allemands en Pologne fut totalement « *imaginaire.* »

De toute évidence, Hitler tenait à garder les yeux fermés sur nombre de mauvais traitements subis par la minorité allemande en Pologne. À la fin de l'année 1938, il n'était pas facile de savoir jusqu'où les Polonais mèneraient cette politique dans un proche avenir, ni si Hitler continuerait, ou non, de tolérer ce que les Polonais pourraient décider de faire. Si les Polonais avaient fait preuve d'une attitude positive en faveur d'un règlement élargi dans les lignes proposées par l'Allemagne le 24 octobre 1938, la situation aurait été totalement différente. Il est probable qu'en de telles circonstances, et pour des raisons de haute politique, Hitler aurait décidé d'ignorer quoique les Polonais décidassent de faire subir aux Allemands de Pologne, tant qu'ils ne les massacreraient pas. L'échec des Polonais à opter pour une attitude positive contribua à une montée des frictions germano-polonaises vers la fin de l'année 1938.

## 7.6 Le problème de communication entre l'Allemagne et la Prusse orientale

Ribbentrop, après sa conversation avec Lipski du 24 octobre, demanda un rapport spécial à Fritz Todt, l'inspecteur des autoroutes allemandes, afin d'établir les problèmes de transit allemand au travers du Couloir. Todt discuta de ce sujet avec Hitler. Hitler et Todt étaient des amis personnels. Le dirigeant allemand dit à Todt qu'une garantie allemande du fait que le Couloir resterait sous possession polonaise était une condition à l'acquisition d'une route allemande allant jusqu'en Prusse orientale. Hitler confia qu'il aimerait disposer à la fois d'une autoroute et d'une voie ferrée, mais qu'il pourrait se contenter d'un accord permettant la construction de la seule autoroute. Todt avait tendance à privilégier les Polonais, si bien qu'Hitler et lui se trouvaient en accord à ce sujet. Todt signala à Ribbentrop que « *rien ne pourrait plus efficacement accréditer une garantie du Couloir polonais que l'élimination, par la construction d'une autoroute traversant le Couloir, du préjudice économique que représente le Couloir pour l'Allemagne en l'état ; c'est-à-dire l'interruption du trafic entre la Prusse orientale et le Reich.* »

Todt estimait que deux possibilités étaient réalisables pour établir une route à travers le Couloir. On pourrait construire une autoroute partant de Bütow, en Poméranie, jusqu'Elbing, en Prusse orientale, en passant par Praust, en territoire de Dantzig. Cette route traverserait le territoire de Dantzig sur 75 km, et le territoire polonais sur 40 km seulement. Néanmoins, Todt craignait que les Polonais n'objectassent à ce tracé pour des raisons stratégiques. Ils considéreraient la route comme un avantage militaire allemand, et pourraient avancer que ce tracé était trop proche de la côte et placerait l'ensemble de la zone côtière sous contrôle allemand. L'inspecteur allemand tendait à penser que les Polonais pourraient préférer une route partant de Schlochau, en Poméranie, jusque Marienwer-

der, en Prusse orientale, qui traverserait le territoire polonais sur 85 km. Cette route ne desservirait pas le territoire de Dantzig, mais serait assez proche pour relier Dantzig par une route de desserte en territoire allemand. Todt estimait que toute autre route plus éloignée de Dantzig constituerait un désavantage important pour l'Allemagne, du fait que Dantzig était la métropole la plus importante de la région peuplée d'Allemands s'étendant du côté Est du Couloir.

Il fut aisé pour Todt d'étayer son projet de tracé par de multiples arguments convaincants. Le trafic routier entre la Poméranie et la Prusse orientale était gêné par les mesures de contrôle polonaises en vigueur. Les frais importants appliqués par la Pologne pour l'usage des routes polonaises faisait passer l'Allemagne à côté d'un volume important de commerce extérieur, à une époque où la balance commerciale du pays était loin d'être bénéficiaire. Todt calcula que les Polonais réalisaient des profits de 50% sur le maintien en état des routes et l'entretien des équipements roulants.

Todt fit mention d'un projet de route comparable qui avait été proposé à Prague. Ce projet d'autoroute connectant Breslau et Vienne, en passant par Brünn, en Moravie, avait été étudié en détail. Il estimait qu'il était facile d'illustrer que son projet protégeait pleinement les intérêts tchèques, et qu'il présentait des caractéristiques économiques attractives pour les Tchèques. Todt conclut son rapport en demandant à Ribbentrop de la consulter et de l'informer dès que possible si un accord pouvait être conclu avec la Pologne.

## 7.7 Tensions à Dantzig

Le 9 novembre 1938, le jour-même où le Baron vom Rath succomba à Paris des blessures infligés par Grynszpan, les Allemands reçurent des informations perturbantes de la part de Burckhardt, le haut commissaire de la Société des Nations à Dantzig. Burckhardt confia avoir constaté un « *changement étrange* » dans l'attitude

de la Pologne à l'égard de Dantzig. Les Polonais, précédemment, avaient manifesté le désir d'éliminer le régime de la Société des Nations sur la zone, mais récemment, ils s'étaient mis à soutenir ce même régime. La chose était considérée comme décevante par Burckhardt, qui avait espéré que la Pologne et l'Allemagne s'apprêtaient à s'accorder quant au retour de Dantzig à l'Allemagne. Burckhardt ajouta que les diplomates étrangers avaient conscience de l'« *existence évidente de désaccords entre l'Allemagne et la Pologne.* »

## 7.8 La conférence Ribbentrop-Lipski de novembre 1938

Lipski rentra à Varsovie peu après sa conversation avec Ribbentrop du 24 octobre 1938, et prit part à une conférence au bureau polonais des affaires étrangères le 4 novembre 1938 pour discuter le problème ruthénien. L'offre récemment émise par Ribbentrop fut également librement discutée à la conférence. Les Polonais n'avaient pas pris au sérieux la suggestion que Beck et Lipski pussent partager un secret avec Ribbentrop, et les Britanniques avaient été tenus au courant du contenu de l'offre allemande dès le 25 octobre. Lipski prédit que les Allemands ne reculeraient jamais à Dantzig, et qu'ils n'abandonneraient jamais leur projet de récupérer la ville des mains de la Société des Nations. Il parla de Ribbentrop selon des termes défavorables, le décrivant comme un « *partenaire désagréable* » pour négocier. Il ajouta que Ribbentrop perdait beaucoup de temps à insister sur l'idée que Dantzig constituait une ville allemande, et affirma que le ministre allemand des affaires étrangères ne comprenait pas du tout Dantzig. Lipski s'exclama : Dantzig était revenue dans l'orbite de son arrière-pays polonais, et n'était donc plus allemande.

Lipski rentra à Berlin muni d'instructions de Beck. Le ministre polonais des affaires étrangères savait que les Britanniques vou-

laient encore gagner du temps pour leur campagne d'armement avant de défier l'Allemagne, et il décida d'adopter une tactique de retardement afin de synchroniser les décisions polonaises à la ligne britannique. Le 19 novembre 1938, Ribbentrop demanda à Lipski s'il avait reçu des instructions de la part de Beck en réponse à l'offre allemande. Lipski répondit par l'affirmative, et assura carrément qu'il était possible qu'un accord fût trouvé pour la construction d'une autoroute et d'une voie ferrée allemandes traversant le Couloir.

Lipski rappela à Ribbentrop que la neutralité polonaise avait été utile à l'Allemagne durant la crise tchèque. Il ajouta l'affirmation trompeuse selon laquelle « *au cours de ces journées critiques, le gouvernement polonais avait fait la sourde oreille à tous les chants de sirènes émanant de certains quartiers.* » Ribbentrop prit les affirmations de Lipski pour argent comptant, et exprima l'espoir que la Pologne reconnaissait l'importance de l'amitié allemande durant la crise de Teschen.

Lipski poursuivit en évoquant la question de Dantzig. Ses deux principaux thèmes furent que le maintien du statut de *Ville libre* était essentiel aux intérêts vitaux de la Pologne, et que toute décision polonaise quant à Dantzig se devait de prendre en compte la situation intérieure et l'opinion publique polonaises. Il annonça que Beck lui avait donné pour instruction d'avancer des contre-propositions. Parmi celles-ci figurait une affirmation très générale de l'importance d'améliorer les relations germano-polonaises, et une suggestion que l'Allemagne et la Pologne conclussent un traité spécial quant à Dantzig. Le principal objet de ce traité serait de reconnaître l'indépendance permanente de la Ville libre de Dantzig. Lipski sembla préférer la dénomination de *souveraineté de la Société des Nations* en dépit du rapport de Burckhardt sur l'attitude polonaise tendant à préférer le terme de *régime de la Société des Nations.*

Ribbentrop était déçu. Il répondit que le traité proposé révélait de la part de Beck une attitude qu'il déplorait. Il ne niait pas que

l'acquisition de Dantzig par l'Allemagne constituerait un sacrifice pour la Pologne, mais ne parvenait pas à comprendre pourquoi les Polonais ne comprenaient pas qu'une garantie de l'administration polonaise du couloir constituerait un sacrifice bien plus important de la part d'Hitler. Il dit à Lipski : « *l'objet de ma suggestion était d'établir des relations germano-polonaises sur une fondation aussi dure que le roc, et d'évacuer l'ensemble des points de friction.* » Il se plaignit de ce que les Polonais semblassent penser qu'il ne s'était engagé que dans des discussions diplomatiques de moindre teneur.

Ces remarques ne découragèrent pas Lipski de rester solidaire de la proposition de Beck. Il continua à discuter avec intensité des avantages supposés du traité de Dantzig. Il était évident que Ribbentrop désirait éviter le danger de négociations perturbantes. Il finit par répondre que « *la proposition ne semblait pas très praticable* », mais qu'il en discuterait avec Hitler.

Ribbentrop passa rapidement à un grief allemand spécifique. Il notait que les autorités postales polonaises avaient récemment imprimé des timbres polonais pour usage à Dantzig, représentant cette ville comme polonaise. Lipski reconnut immédiatement qu'il pouvait comprendre la réaction négative que cela avait produit parmi les Allemands. Ribbentrop rappela à Lipski que son offre était motivée par le désir de promouvoir une entente germano-polonaise. Lipski répondit qu'il était clair à ses yeux que le ministre allemand des affaires étrangères était employé à parvenir à une entente permanente. Cette remarque fit plaisir à Ribbentrop, qui déclara à Lipski qu'une chose aussi importante qu'une entente permanente pouvait être conclue en un seul jour. Il ajouta que « *si M. Beck accordait ses meilleures pensées à nos propositions, il pourrait décider d'adopter une attitude positive.* » Lipski affirma que Beck tenait à maintenir le secret absolu, et affirma que Beck avait déclaré fin octobre 1938 à un correspondant américain du média *Hearst* qu'aucune négociation n'était en cours entre l'Allemagne et la Pologne. C'était une erreur de la part de Lipski, car l'interview avait eu lieu le 10 octobre 1938, deux semaines avant que l'offre allemande fût

émise.

## 7.9 La confusion allemande quant aux intentions polonaises

Burckhardt, le haut commissaire de la Société des Nations, était en visite auprès de Beck à Varsovie au moment de la conversation de Lipski avec Ribbentrop. Il fut satisfait de découvrir un Beck présentant des dispositions très amicales envers l'Allemagne. Beck affirma à Burckhardt qu'il comptait abandonner le droit de la Pologne de représenter diplomatiquement Dantzig dans les pays étrangers. Il estimait que Dantzig devrait recevoir la permission de maintenir ses propres représentants diplomatiques auprès de l'Allemagne, de la Pologne, et d'ailleurs. Il considérait comme obsolète le rôle de la Société des Nations à Dantzig. Beck observa que l'intérêt de la Pologne envers Dantzig était principalement économique, et non politique. Burckhardt fut enthousiasmé par cette remarque, et l'interpréta comme une confession du fait que la Pologne voulait que l'Allemagne récupère Dantzig. Le 21 novembre 1938, il recommanda aux Allemands qu'« *une seule suggestion allemande était nécessaire pour les discussions avec la Pologne.* »

Il est facile d'appréhender l'effet que ce retour put avoir sur les Allemands. Ils ne savaient pas sur quel pied danser avec la Pologne. L'inadéquation entre les rapports de Burckhardt du 9 et du 21 novembre étaient évidents. Ils ne pouvaient pas fonder leur politique sur les remarques que Beck avait faites à un représentant de la Société des Nations. Burckhardt n'était pas au courant du fait que des négociations sur Dantzig avaient couru entre l'Allemagne et la Pologne depuis quatre semaines. La position intransigeante que Lipski avait prise sur Dantzig deux jours auparavant ne permettait pas aux diplomates allemands de partager l'optimisme de Burckhardt.

Hitler considérait tous les moyens possibles de résoudre le di-

lemme. Il se demandait s'il ne serait pas possible de parier sur la volonté de Beck d'accepter un *fait accompli*[2]. La négociation d'un accord avec la Pologne serait chose incomparablement plus facile une fois l'Allemagne établie à Dantzig. Le 24 novembre 1938, Hitler ordonna aux forces armées allemandes de se préparer pour une occupation éclair de Dantzig, indépendamment d'un accord avec la Pologne. Il souligna particulièrement le fait qu'il n'envisageait pas de mener une guerre contre la Pologne, mais qu'il désirait être préparé à une « *situation favorable politiquement.* » Hitler envisageait un coup à Dantzig au moment où les relations avec la Pologne seraient aussi cordiales que possible, et au moment où des représailles de la Pologne contre l'Allemagne seraient les moins probables. Cela ne signifie pas qu'il comptait forcément prendre ce risque au jour où il ordonna ces préparations militaires. Le risque était trop important, du fait qu'il ne disposait que de maigres informations quant à l'attitude réelle de la Pologne.

Très significatif est le fait que le bureau allemand des affaires étrangères reçut le même jour la permission de transmettre aux dirigeants de Dantzig toutes les informations quant aux négociations germano-polonaises en cours. Les dirigeants de Dantzig devaient être tenus au courant de tous les développements futurs. Hitler n'aurait pas décidé de partager ces informations avec eux s'il n'avait pas estimé qu'il serait assez simple d'atteindre un règlement sur la question de Dantzig avec la Pologne. Il désirait que Forster et Greiser fussent totalement informés afin de pouvoir coordonner des actions avec eux sur des délais aussi courts que possible.

Disposer d'informations directement de la part d'Hitler fut très utile aux dirigeants de Dantzig. Burckhardt était rentré à Dantzig le 21 novembre 1938, et sa description de l'attitude polonaise, dans les conversations qu'il tint avec les dirigeants de Dantzig était par trop positive. Il suggéra qu'une solution ruthénienne favorable à la Pologne pourrait constituer une compensation appropriée pour

2. En français dans le texte, NdT

Beck en échange de l'abandon des tactiques d'obstruction de la Pologne à Dantzig. Burckhardt avait réussi à créer l'impression, chez ceux qui l'écoutaient, que la Pologne était prête à lâcher du lest à Dantzig. Il semblait penser que la situation diplomatique de la Pologne pourrait l'amener à se montrer généreuse. Il observa que « *la Pologne ne connaissait plus la situation très difficile d'il y a quatre semaines, et qu'elle pouvait à présent de nouveau compter beaucoup plus sur le soutien de l'Angleterre et de la France, en particulier du fait que l'Allemagne ne s'était pas compromise politiquement, du moins jusqu'à présent, du fait de ses actions à l'encontre des Juifs.* » Burckhardt affirma aux habitants de Dantzig qu'il avait accepté une invitation de chasse de la part de Goering, et qu'il projetait de discuter de la situation européenne avec Goebbels avant de revenir à Dantzig. Il pensait de toute évidence que le moment propice était venu de régler la question de Dantzig.

Burckhardt était dégoûté de l'attitude de l'ambassadeur étasunien en Pologne, Anthony Biddle, qui avait prédit le 2 décembre 1938 que les Polonais se battraient contre l'Allemagne dans un avenir proche. Biddle déclara qu'il serait satisfait de ce développement. Il rappela à Burckhardt de l'intense haine existant à l'égard de l'Allemagne dans les quartiers les plus influents des États-Unis, et prédit également que la Grande-Bretagne et la France interviendraient dans une guerre germano-polonaise. Burckhardt résuma sa conversation avec Biddle de manière concise : « *De belles perspectives ! Calvin contre les descendants de Luther, et Lénine comme allié de Calvin.* »

## 7.10 L'hostilité dissimulée des dirigeants polonais contre l'Allemagne

Lipski rentra en Pologne le 22 novembre 1938 pour discuter la situation de Dantzig. Les assurances qu'il avait données à Ribbentrop quant à l'autoroute et la voie ferrée n'étaient que des ruses vi-

sant à apaiser les Allemands. Les dirigeants polonais s'accordèrent pour ne faire aucune concession à l'Allemagne, fût-ce à Dantzig ou sur la question du transit au travers du Couloir. Les manières affables de Ribbentrop, en dépit de la position catégorique de la Pologne sur Dantzig, impressionnaient les dirigeants polonais. Beck émit comme supposition qu'après tout, Dantzig pourrait ne pas constituer le sujet qui déclencherait un conflit entre l'Allemagne et la Pologne. Il suggéra qu'Hitler pourrait laisser à Ribbentrop des marges de manœuvre inhabituelles sur la question de Dantzig, afin de déterminer ce qu'il pourrait obtenir. L'attitude de Lipski était similaire à celle de Beck. Sa dernière conversation avec Ribbentrop l'avait amené à modifier son opinion antérieure qui était que l'Allemagne ne reculerait jamais quant à Dantzig. Il suggéra que les dégâts causés aux relations allemandes avec les États-Unis, du fait des politiques anti-juives, pourraient affecter également la politique de l'Allemagne vis-à-vis de la Pologne.

Lipski tendait à exagérer les effets sur les relations étrangères allemandes des manifestations en Allemagne à l'encontre des Juifs du 10 novembre 1938. Il prédit que la déclaration d'amitié franco-allemande, qui avait été discutée entre Hitler et les dirigeants français depuis le mois précédent, ne serait jamais signée du fait de la réaction négative aux manifestations contre les Juifs. Cette prédiction s'avéra fausse, et Ribbentrop signa la déclaration de Paris le 6 décembre 1938.

Le jugement sur cette question de Lipski et des autres diplomates polonais était influencé à ce moment par un rapport qui avait été télégraphié le 21 novembre 1938 depuis Washington par le comte Jerzy Potocki. L'ambassadeur de Pologne avait été informé par William C. Bullitt, l'ambassadeur étasunien en France en visite aux États-Unis, que le président Roosevelt était déterminé à faire entrer les États-Unis dans la prochaine guerre européenne. Bullitt expliqua à Potocki avec moult détails qu'il disposait de la confiance la plus haute du président Roosevelt. Bullitt prédit qu'une longue guerre éclaterait prochainement en Europe, et « *de l'Allemagne et*

*de son chancelier, Adolf Hitler, il parla avec une extrême véhémence et animé d'une haine féroce.* » Il suggéra que la guerre pourrait durer six années, et il soutint que cette guerre devrait être menée à un point tel que l'Allemagne ne pourrait jamais s'en remettre.

Potocki ne partageait pas l'enthousiasme de Bullitt et de Roosevelt pour la guerre et la destruction. Il demanda comment une telle guerre se déclencherait, du fait qu'il semblait extrêmement peu probable que l'Allemagne attaquât la Grande-Bretagne ou la France. Bullitt suggéra qu'une guerre pourrait éclater entre l'Allemagne et quelque autre puissance, et que les puissances occidentales interviendraient dans une telle guerre. Bullitt considérait qu'une guerre soviéto-allemande serait en fin de compte inévitable, et il prédit que l'Allemagne, après une guerre éprouvante en Russie, capitulerait face aux puissances occidentales. Il assura à Potocki que les États-Unis prendraient part dans cette guerre, pourvu que la Grande-Bretagne et la France s'y impliquassent en premier. Bullitt s'enquit de la politique polonaise, et Potocki répondit que la Pologne préférerait se battre plutôt que de laisser l'Allemagne trafiquer ses frontières occidentales. Bullitt, qui était fortement pro-Pologne, déclara que sa conviction était qu'il serait possible de compter sur la Pologne pour tenir une position ferme contre l'Allemagne.

Potocki se trompa en attribuant l'attitude belliqueuse des États-Unis à la seule influence juive. Il ne comprit pas que le président Roosevelt, ainsi que son entourage, considérait la première guerre mondiale comme une grande aventure, et que ce cercle ressentait de l'amertume en pensant aux Américains qui continuaient de s'opposer cyniquement au militarisme étasunien après le discours de mise en quarantaine de 1937 du président Roosevelt. Ce dernier avait été l'un des rares à soutenir le principe de la conscription militaire permanente en temps de paix aux États-Unis au cours des années 1920. Ces facteurs suffisaient largement à amener Roosevelt à adopter une attitude agressive à l'encontre de l'Allemagne. Roosevelt n'avait pas de forts sentiments pro-juifs ; il affirma pour plaisanter, lors de la conférence de Yalta de 1945, qu'il aimerait

remettre cinq millions de Juifs étasuniens à Ibn Saud, le dirigeant arabe. Le problème juif constitua avant tout un prétexte bien pratique pour justifier l'hostilité étasunienne contre l'Allemagne, et pour exploiter la sympathie typique américaine éprouvée en toute occasion pour les défavorisés.

Potocki surestimait la question juive du fait de ses propres préjugés importants à l'encontre des Juifs, préjugés qui étaient partagés par l'ensemble des dirigeants polonais. Il constituait l'un des ardents critiques des Juifs étasuniens. Il estimait que l'influence juive sur la culture et sur l'opinion publique étasuniennes, qu'il considérait comme prépondérante sans doute possible, produisait un déclin rapide des standards intellectuels aux États-Unis. Il signala de nouveau à Varsovie que l'opinion publique étasunienne était le pur produit de machinations juives.

Les Polonais entretenaient un grief contre l'Allemagne, du fait des récentes manifestations anti-juives, mais ce grief ne découlait pas d'une quelconque sympathie de leur part à l'égard des Juifs. Ils s'indignaient du fait que les mesures allemandes récentes contre les Juifs avaient positionné l'Allemagne en meilleure position dans la compétition avec la Pologne pour se débarrasser de ses Juifs à l'étranger. La majorité des Juifs allemands qui restaient était au moins prête à croire que l'émigration serait meilleure pour elle que de vivre en Allemagne, et la plupart disposaient également de conditions financières bien meilleures, par rapport aux Juifs polonais, leur permettant d'envisager d'émigrer.

Le 22 novembre 1938, Moltke signala depuis Varsovie que la presse polonaise avait maintenu des réserves en décrivant « *les actions de représailles menées en Allemagne contre la judéité.* » Le journal *Dziennik Narodowy* (quotidien national) s'était plaint de ce que l'Allemagne avait raison en essayant de se débarrasser de ses Juifs, mais employait de mauvaises méthodes. Quelques-uns seulement des journaux les plus influents avaient approuvé sans réserve les récentes mesures allemandes. *Czas* (le *Times* tchèque) affirmait que les Allemands étaient allés trop loin dans certains cas.

Moltke nota que le gouvernement polonais craignait une insurrection ukrainienne, et que cette considération les incitait à ralentir la campagne contre les Juifs en Pologne. Dans le même temps, le gouvernement de Pologne intensifia son offensive diplomatique pour trouver de nouvelles destinations à l'exode des Juifs polonais, et il restait convaincu du fait que les événements récents en Allemagne le gêneraient dans ses projets.

Le 22 novembre 1938, lors de la conférence du bureau polonais des affaires étrangères, Lipski affirma trouver un côté positif à cette situation. Il affirma que l'opinion publique allemande avait été isolée par les récentes mesures anti-juives, et que le régime d'Hitler en avait été secoué. Il suggéra qu'une position de fermeté de la Pologne sur Dantzig pourrait menacer le positionnement de Ribbentrop et convaincre Hitler de l'idée que Ribbentrop n'était pas un bon diplomate. Marjan Chodacki, le haut commissaire polonais, qui était venu assister à la conférence à Varsovie, se montra prompt à acquiescer aux affirmations de Lipski. Il suggéra que la Pologne pourrait peser sur la situation en adopter une politique plus stricte dans ses relations avec les autorités de Dantzig. Beck n'apparut pas particulièrement préoccupé des détériorations des relations germano-polonaises depuis la conférence de Munich. Le 7 décembre 1938, il affirma à Jan Szembek que les relations avec l'Allemagne avaient atteint une impasse. Cela constituait une simple évaluation de la situation, à laquelle Beck ne cherchait pas à remédier. Il continuait d'espérer que l'Allemagne le soutiendrait en Ruthénie, et il ne pensait pas une seule seconde qu'Hitler comptait utiliser la Ruthénie comme base d'un irrédentisme ukrainien. Il savait qu'Hitler était sincèrement pro-polonais, et se plaignit à Szembek qu'il aurait pu être possible d'obtenir plus de concessions de sa part s'il n'avait pas fallu composer avec l'opposition de l'aristocratie Junker, ainsi que les membres du cabinet allemand qui avaient appartenu à l'ancien *Parti national du peuple* conservateur allemand.

Beck se permit des vœux pieux en affirmant à Szembek qu'Hit-

ler et Ribbentrop n'étaient pas étroitement d'accord entre eux, et que c'était Neurath, et non Ribbentrop, « *qui comprenait et exécutait parfaitement les projets et instructions d'Hitler.* » Neurath figurait en réalité parmi les diplomates anti-polonais que Beck avait condamnés, et il se montrait beaucoup moins tolérant à l'égard de la Pologne que Ribbentrop. La ressemblance entre la carrière de Beck et celle du ministre allemand des affaires étrangères attisait le mépris de Beck à l'égard de son homologue de Berlin. Ni Beck ni Ribbentrop n'étaient des diplomates de métier. Beck avait mené une carrière militaire pendant de nombreuses années, et Ribbentrop avait accumulé une fortune comme négociant après avoir combattu lors de la première guerre mondiale comme officier. C'étaient pour les mêmes raisons que les deux hommes avaient chacun pu se hisser aux plus hauts échelons des services diplomatiques de leurs pays respectifs. Beck avait été très proche de Pilsudski pendant de nombreuses années, et Ribbentrop avait gagné la confiance d'Hitler. Les deux hommes avaient établi leur suprématie sur les diplomates de carrière du fait qu'ils jouissaient chacun des faveurs de leurs dictateurs respectifs.

Le ministre polonais des affaires étrangères décida que Lipski, pour des raisons tactiques, devrait continuer à afficher une attitude positive vis-à-vis de l'autoroute allemande, mais en n'engageant la Pologne en rien de définitif, et sans reconnaître la moindre connexion entre le problème de Dantzig et le sujet du transit dans le Couloir. Beck continuerait de faire pression pour un traité bilatéral avec les Allemands sur une base de renonciation de l'Allemagne sur Dantzig. Beck soupçonnait qu'Hitler insisterait sur l'annexion de Dantzig, mais n'en était pas certain, et, par-dessus tout, ne savait pas combien de temps il pourrait compter sur la patience d'Hitler.

Beck avait décidé de porter le cœur de son attention sur les relations anglo-polonaises, et sa politique était entièrement basé sur la supposition qu'il finirait par obtenir le soutien britannique contre l'Allemagne. Beck faisait preuve d'intelligence dans ses relations avec les Britanniques. Il tenait à les impressionner par son

indépendance, et à les mettre en appétit par la réserve dont il faisait preuve dans son approche des problèmes importants. Il permit au comte Raczynski à Londres de dire à Halifax, au moment de l'offre allemande du 24 octobre 1938, que la Pologne tiendrait fermement ses positions face à toute demande allemande, mais lui refusa l'autorisation de venir discuter de la situation à Varsovie. L'ambassadeur de Pologne à Londres dut patienter deux mois avant de pouvoir apparaître à Varsovie pour discuter du projet de Beck pour une entente avec les Britanniques. En décembre 1938, Beck convint de se rendre à Londres sous quelques mois pour discuter de la coordination des politiques polonaises et britanniques, mais il équilibra cette décision avec une initiative propre de rencontrer Hitler en janvier 1939. Il désirait que les Britanniques sussent qu'il pouvait conclure un accord avec les Allemands pourvu qu'il en eût le désir, et il supposa, à raison, que cela ferait croître le prestige de la Pologne à Londres. Il ne voulait pas que les Britanniques considèrent la Pologne comme un simple État marionnette dans le style de l'Autriche ou de la Tchécoslovaquie. Beck avait beaucoup appris depuis sa visite en hâte de mars 1936 en Angleterre, et son vain plaidoyer d'alors pour une intervention militaire britannique contre l'Allemagne.

## 7.11 Les craintes d'Halifax de voir se conclure un accord germano-polonais

Ogilvie-Forbes, le diplomate britannique, signala le 9 novembre 1938 de Berlin que les rumeurs croissaient quant à un accord imminent entre l'Allemagne et la Pologne. Il lui apparaissait que ce n'était qu'une question de temps : « *le fruit mûr* » de Dantzig était voué à finir dans le panier allemand, mais il prédit des difficultés sur la question du transit allemand à travers le Couloir. Il émit comme supposition que les Allemands pourraient essayer d'offrir à la Pologne une compensation spéciale pour un accord de transit,

en les soutenant contre les Tchèques, les Lituaniens, et même les Russes.

En fréquentant les cercles polonais à Berlin, Ogilvie-Forbes avait eu l'impression d'un véritable désir polonais de « *composer avec le* Veau d'or[3] » Il supposa, sans se tromper, que cette singulière référence à Hitler amuserait et plairait à Halifax. Il observait également la situation par intérêt personnel, car il était considéré à Londres comme pro-Hitler. Il ne pensait pas que l'acquisition de Dantzig par l'Allemagne résoudrait le problème des frictions germano-polonaises. Il conclut qu'« *un règlement rapide de toutes les questions germano-polonaises, selon des modalités acceptables pour la fierté nationale et les intérêts économiques des deux parties, constituerait un miracle, dont Hitler lui-même n'est pas capable.* »

Le lendemain, William Strang, à la tête de la division centrale du bureau britannique des affaires étrangères, prédit à l'ambassadeur Kennard en poste à Varsovie qu'il y aurait du grabuge entre l'Allemagne et la Pologne. Il fit part de ceci à Kennard : « *vous serez sans doute intéressé de savoir que nous avons reçu des informations fiables quant au fait qu'Hitler a à présent à l'esprit que la Pologne n'a pas encore fermement établi sa position d'État indépendant, et qu'il a pour projet de s'occuper de la question polonaise. Il s'attend à pouvoir le faire sans provoquer de guerre en Europe.* » Strang inventa cette rumeur, dans l'espoir qu'elle pourrait rendre Beck nerveux lorsque Kennard lui répéterait, et afin de le décourager de toute tentation de conclure un accord avec Hitler.

Dans le même temps, Kennard craignait que Beck n'acceptât les propositions d'Hitler quant à Dantzig et au transit dans le Couloir. Néanmoins, il espérait que les frictions germano-polonaises sur la question des minorités pourraient gâter un accord sur les autres sujets. Il ne distinguait aucune solution au problème des minorités, et concluait : « *je ne pense pas non plus qu'un accord, quel*

3. Dans le texte original, « *Mammon of Inequity* », que l'on pourrait aussi traduire par « *Bien mal acquis* », NdT

*qu'il soit, soit envisageable sur les échanges de populations.* » Kennard n'avait en pratique aucune information quant à la minorité allemande de Pologne. Il affirma que les Polonais établis en Allemagne étaient principalement des travailleurs, chose juste, mais il se trompa en décrivant les Allemands de Pologne comme surtout des propriétaires terriens et des gérants de commerces « *relativement aisés.* » L'écrasante majorité des Allemands de Pologne étaient des travailleurs agricoles et industriels. Ce manque d'information juste n'est pas surprenant lorsque l'on sait que Kennard ne s'intéressait pas aux conditions de vie des Allemands, sauf pour minimiser toute plainte émise quant à leur situation.

Kennard nia que les Polonais fussent nerveux ou pressés de régler leurs différends avec l'Allemagne. Il informa Halifax, au moment où Burckhardt était en visite à Varsovie courant novembre 1938, que le haut commissaire de la Société des Nations partageait son opinion : les Polonais étaient prêts accepter de céder Dantzig à l'Allemagne. Kennard rappela à Halifax que depuis Teschen, rien n'avait été fait pour garantir à la Pologne un siège permanent au Conseil de sécurité de la Société des Nations, que la Grande-Bretagne avait soutenu, et il le prévenait : Beck resterait critique de la Société des Nations jusqu'à ce que ce point serait réglé. Kennard n'avait pas dissimulé sa haine envers l'Allemagne en discutant de la situation avec Burckhardt, et le diplomate suisse, de son côté, ne perdit pas de temps mettre au courant les Allemands de tous les éléments en sa possession quant à l'attitude de Kennard à leur égard. Hitler fut intéressé d'apprendre que l'ambassadeur britannique à Varsovie, bénéficiant de la confiance d'Halifax, était un ennemi de l'apaisement.

Burckhardt s'était plaint auprès des Allemands que Kennard s'était montré « *hautain au départ,* » et Halifax sembla s'inquiéter de l'attitude de Burckhardt et de la possibilité que les manières arrogantes de Kennard aient pu le repousser. Halifax n'aimait pas considérer la possibilité que le haut commissaire de la Société des Nations pût s'identifier avec la position allemande à Dantzig. Il

expliqua à Kennard que Burckhardt s'était vu dire en 1937 que le principal objet de sa mission était « *de prévenir. . .l'établissement d'un plein régime national-socialiste dans la Ville libre.* » Chose intéressante, Halifax souligna ce point en décembre 1938, après avoir affirmé au même Burckhardt en mai 1938 qu'il espérait que Dantzig retournerait à l'Allemagne par voies de négociations.

Halifax rappela également à Kennard que Burckhardt disposait « *de talents diplomatiques et politiques exceptionnels,* » et que l'homme ne devait pas être sous-estimé. Il confia qu'il soulèverait la question de Dantzig à la réunion suivante du Conseil de sécurité de la Société des Nations, en janvier 1939, que Beck ou Burckhardt y fussent favorables ou pas. Le 14 décembre 1938, à Londres, Halifax discuta de la situation avec Raczynski dans l'espoir d'obtenir plus d'informations quant à l'attitude courante de la Pologne quant à un règlement avec l'Allemagne. Il entama la conversation en se plaignant de que les Polonais ne contribuassent pas à promouvoir les activités de la Société des Nations à Dantzig. Raczynski répondit que la Pologne reconnaissait l'importance de la position de la Société des Nations, et ne désirait pas voir Burckhardt révoqué. Halifax demanda alors de but en blanc à l'ambassadeur polonais si Hitler avait récemment soulevé la question des prétentions allemandes sur Dantzig. L'ambassadeur polonais répondit de manière évasive. Il affirma que le principal problème du moment pour la Pologne était d'obtenir de l'aide à l'international pour se débarrasser de sa population juive. Il assura à Halifax que les Juifs constituaient « *vraiment un gros problème* » en Pologne.

Raczynski souligna que la Pologne préférait une politique britannique active en Europe de l'Est, bien qu'« *il ne fût peut-être pas possible pour le gouvernement de sa Majesté d'intervenir directement de manière pratique en cas de problèmes en Europe de l'Est.* » Il était clair, aux yeux d'Halifax comme à ceux de Raczynski, qu'il ne serait pas possible de faire débarquer des soldats britanniques sur la côte polonaise en cas de guerre, mais Raczynski espérait que les Britanniques ne se désintéresseraient pas de la région. Halifax

promit qu'il était préparé à considérer avec attention la question d'un soutien britannique à la Pologne. Halifax était ennuyé de ce que Beck n'ait pas autorisé Raczynski à lui faire part d'informations tangibles quant aux négociations germano-polonaises en cours. La certitude d'un conflit germano-polonais était un élément essentiel dans la formulation de ses projets. Il instruisit Kennard d'utiliser tous moyens pour découvrir l'attitude réelle de Beck. Kennard eut l'ingéniosité de suggérer à Beck qu'il serait peut-être plus pertinent de laisser les Allemands prendre Dantzig dès à présent, plutôt que de les autoriser plus tard à relier Dantzig avec les demandes d'un retour de l'ensemble du Couloir. Beck « *affirma catégoriquement que toute question de concession dans le Couloir, quelle qu'elle fût, déboucherait sur la guerre.* » Kennard s'empressa de lui demander si ce principe s'appliquerait à une demande allemande de disposer d'infrastructures de transport traversant le Couloir. Beck répondit que tout suggestion de ce type de la part de l'Allemagne « *ne pourrait être étudiée que difficilement* », bien qu'il eût laissé Lipski entretenir l'illusion auprès de l'Allemagne que la Pologne pourrait l'accepter. Halifax put en conclure qu'une entente germano-polonaise était en pratique impossible, du fait de la chimère de l'aide britannique à la Pologne, et en dépit du fait que Beck refusait encore de l'informer de ses négociations avec l'Allemagne.

## 7.12 La Pologne mise en danger par la diplomatie de Beck

Il y avait deux objets aux pratiques tortueuses de diplomatie exercées par Beck. Il fallait empêcher les Britanniques de considérer comme acquise l'opposition de la Pologne à l'Allemagne, à une période où l'apaisement constituait la ligne politique officielle de la Grande-Bretagne. Il était évident que les dirigeants britanniques devraient *éduquer* leur opinion publique pour qu'elle détestât et craignît l'Allemagne avant que la politique britannique pût chan-

ger, et permît un engagement britannique envers la Pologne. Le diplomate polonais savait qu'il ne serait pas traité comme un égal par la Grande-Bretagne s'il ne maintenait pas une réserve similaire dans la conduite de sa propre politique. Les Allemands étaient déçus de la politique polonaise visant à gagner du temps. Beck comprenait qu'Hitler aurait eu plus de marges de manœuvres s'il lui cédait quoi que ce fût avant que les dirigeants britanniques fussent prêts à attaquer l'Allemagne. Il savait que la patience d'Hitler constituait son plus grand avantage, et il comptait ne défier l'Allemagne que lorsque le temps en serait propice, plutôt que d'entrer en conflit avec elle de manière inattendue.

Cette pratique tortueuse de la diplomatie n'aurait pas été nécessaire si Beck avait compris que les intérêts de la Pologne auraient été mieux servis en faisant front commun avec l'Allemagne contre le bolchevisme. Hitler avait proposé des conditions raisonnables et honorables, très avantageuses à la Pologne. Les frictions générées par la question des minorités seraient restées des problèmes mineurs si le contexte avait été celui d'une entente germano-polonaise. Les Allemands de Pologne était bien trop désunis et intimidés pour poser des problèmes si Hitler avait eu gain de cause à Dantzig, et une garantie par l'Allemagne de la frontière germano-polonaise existante aurait pu convaincre les quelques chauvinistes parmi eux qu'il ne servait plus à rien d'espérer une union avec le Reich. La Pologne aurait pu jouer un rôle important de rempart contre le bolchevisme, et, avec le soutien allemand, elle aurait eu de bonnes chances de survivre à une attaque de l'Union soviétique.

Les Britanniques n'avaient rien à offrir à la Pologne. Leur politique d'hostilité à l'encontre de l'Allemagne, à peine voilée par la politique affichée d'apaisement qui couvrait leurs préparations à la guerre, positionna l'Union soviétique dans le rôle enviable d'*arbitre extérieur*. Une lutte intestine suicidaire entre les puissances capitalistes d'Europe était la réponse aux prières de la puissance marxiste soviétique. La position géographique de la Pologne était telle qu'elle serait la première victime de l'expansion soviétique vers l'Ouest.

Les dirigeants britanniques ne comptaient pas envoyer une grande armée en Europe, comme ils l'avaient fait lors du premier conflit mondial, et ni la *Navy*, ni l'*Air Force* britanniques n'offriraient de protection à la Pologne. Le rêve de la grande Pologne de 1750 fut l'héritage funeste qui brouilla le jugement de Beck. Pilsudski avait partagé ce rêve, mais était aussi un réaliste, qui aurait été capable de réaliser de nombreux ajustements importants dans la politique de la Pologne. Ce fut le destin de la Pologne que de se retrouver entre les mains des Épigones au moment le plus central de son histoire. Alors que l'année 1938 touchait à son terme, il n'y avait aucun signe de la part des dirigeants polonais quant au fait qu'ils fussent éveillés aux réalités de la situation européenne.

# Chapitre 8

# L'hostilité britannique envers l'Allemagne après Munich

## 8.1 L'offre d'amitié faite par Hitler aux Britanniques

La relation anglo-allemande restait le principal problème de l'Europe après la conférence de Munich. Une entente anglo-allemande pouvait impliquer pour l'Europe paix, prospérité et sécurité. Une nouvelle guerre anglo-allemande promettait au contraire d'apporter destruction, ruine et misère. La première possibilité n'aurait rien apporté à la doctrine du bolchevisme, prospérant du fait de la misère humaine. La seconde possibilité constituait une opportunité d'expansion unique pour les dirigeants bolcheviques. Il ne faut pas s'étonner de ce que les dirigeants bolcheviques détestassent la conférence de Munich, qui avait empêché une guerre anglo-allemande. Ils craignaient que n'émergeât dans son sillage une entente anglo-allemande permanente.

L'attitude britannique envers l'Allemagne constituait le nœud du problème. L'attitude d'Hitler à l'égard de la Grande-Bretagne fut favorable dès qu'exista la perspective d'établir une paix permanente entre les deux nations, qui avait été envisagée dans la déclaration anglo-allemande d'amitié du 30 septembre 1938. Hitler espérait éviter ce qu'il considérait avoir été les échecs de l'Allemagne des Hohenzollern. Il condamna l'idée d'une grande flotte militaire allemande, qui avait été soutenue avec brio avant 1914 par l'amiral von Tirpitz. Il ne se montrait guère enthousiaste quant à l'acquisition de nouvelles colonies allemandes outre-mer, et considérait les droits légaux de l'Allemagne sur ses anciennes colonies comme de simples arguments de négociations. Hitler était opposé aux rivalités commerciales entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il désirait que les Britanniques conservassent leur suprématie commerciale sur le monde.

L'attitude d'Hitler était bien connue des dirigeants britanniques. George Lansbury, éminent porte-parole du parti travailliste, qui avait jusque 1935 dirigé le parti travailliste britannique, avait fait son possible pour tenir les dirigeants conservateurs britanniques informés des idées d'Hitler. Lansbury avait rencontré Hitler à Berlin le 19 avril 1937. Il avait été fortement impressionné par le dirigeant allemand, et était convaincu que celui-ci ne désirait pas la guerre. Lansbury discuta d'Hitler avec Lord Halifax, et soutint fermement Chamberlain au moment de la conférence de Munich. Il souligna qu'aucune composante importante de la population britannique n'était opposée à la visite de Chamberlain à Munich.

Arnold Toynbee, historien anglais de premier plan et expert en relations internationales, avait rendu visite à Hitler en mars 1936. Il rentra en Angleterre avec une impression claire des idées d'Hitler. Il informa Stanley Baldwin, le premier ministre conservateur, qu'Adolf Hitler était un avocat sincère de la paix et de l'amitié proche entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Thomas Jones, l'ami le plus proche de Lloyd George et de Stanley Baldwin, disposait d'excellentes relations avec les hommes

d'État britanniques. Il rendit visite à Hitler le 17 mai 1936. Jones était en relation étroite avec Ribbentrop, et restait pleinement informé des attitudes d'Hitler. Hitler avait dit que, si une entente anglo-allemande était concrétisée, « *le plus grand désir de ma vie sera accompli.* » Jones promit à Hitler à Munich que la Grande-Bretagne espérait « *nouer une amitié avec l'Allemagne,* » et il loua la décision d'Hitler de donner à l'enseignement de langue anglaise la priorité après l'allemand, dans les écoles allemandes, comme une contribution importante aux contacts à l'avenir entre les deux nations.

Leopold Amery, l'un des principaux dirigeants conservateurs, se rendit en vacances en Allemagne en août 1935. Il était hostile aux aspirations d'Hitler, et ne comptait pas rencontrer le dirigeant allemand. Hitler fut informé de ce qu'Amery était en Allemagne, et lui fit immédiatement parvenir une invitation personnelle. Amery et lui discutèrent des développements récents en Allemagne, ainsi que les objectifs futurs de l'Allemagne, pendant plusieurs heures. Hitler donna l'assurance à Amery que l'Allemagne acceptait le règlement du Couloir polonais, et qu'il espérait se trouver un jour en position d'offrir à la Pologne la garantie de ses frontières occidentales. Amery conclut à contrecœur qu'Hitler n'était « *pas désagréablement prétentieux,* » et fut charmé par la déclaration d'Hitler quand celui-ci affirma « *ne pouvoir prétendre à l'originalité pour aucune de ses réformes.* »

Le Vicomte Rothermere était un éditeur de presse britannique de premier plan, et l'un des dirigeants de la campagne d'armement britannique. Il se rendit à Berchtesgaden avec Hitler en 1937, peu avant les discussions entre Hitler et Halifax. Rothermere estimait que le Hitler avec lequel il conversa était « *convaincu qu'il avait été appelé, depuis son obscur rang social, non pour faire la guerre, mais pour préserver la paix et reconstruire l'Allemagne spirituelle et matérielle.* » Rothermere et Hitler entretinrent également une correspondance. Hitler écrivit à Rothermere que son objectif ultime était une entente large entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et

les États-Unis. Rothermere resta également en correspondance avec Ribbentrop jusqu'aux dernières semaines précédant l'éclatement de la seconde guerre mondiale en 1939. Rothermere expliqua dans un livre édité pendant la guerre, contenant une introduction rédigée par Winston Churchill, que Ribbentrop n'avait jamais manqué à faire preuve d'amitié envers la Grande-Bretagne.

David Lloyd George, le premier ministre du gouvernement de coalition britannique victorieux de 1918, rendit visite à Hitler en septembre 1936. Hitler ne tint pas secret le fait qu'il était fortement impressionné par les réussites du dirigeant britannique en temps de guerre, et il était évident qu'il était fort bien informé de la carrière de celui-ci. Lloyd George répondit qu'il « *était profondément touché par le tribut personnel du Führer, et fier de se voir ainsi considéré par le plus grand Allemand de l'époque.* » Lloyd George rentra en Grande-Bretagne avec la conviction qu'Hitler avait mené une tâche herculéenne en restaurant la prospérité et le bien-être à l'Allemagne amputée.

Lord Londonderry, le dirigeant britannique conservateur de premier plan, ainsi que Ward Price, un célèbre journaliste britannique, rendirent tous deux visite à Hitler à de nombreuses occasions. Chacun des deux hommes publia un livre en 1938, plaidant pour une entente anglo-allemande, et expliquant les objectifs et les idées d'Hitler à leurs compatriotes.

Hitler essaya plusieurs fois d'organiser une rencontre avec Stanley Baldwin, le premier ministre britannique, en 1936, mais ni lui, ni Ribbentrop ne réussirent à passer outre les a-priori anti-allemands de Baldwin. Ce dernier, au moment de prendre sa retraite, le 20 avril 1937, fit la remarque qu'il « *enviait à Lansbury la foi qui lui avait permis d'aller s'en prendre à Hitler.* » Il aurait pu également envier à Hitler la foi qui lui avait permis de vainement chercher à joindre Baldwin et d'autres dirigeants britanniques pour apaiser leur méfiance à l'encontre de l'Allemagne.

Hitler savait qu'une visite personnelle en Grande-Bretagne, avant qu'une entente anglo-allemande pût être atteinte, ne serait pas pos-

sible, du fait de ces *a priori* anti-allemands. Il avait proposé de rencontrer Baldwin en mer, à proximité des côtes britanniques. Par la suite, il reçut trois visites de la part du premier ministre Chamberlain, mais durant une crise où les conditions n'était pas celles de la normalité. Chamberlain nota qu'Hitler « *semblait très réservé* » lors de leur première rencontre du 15 septembre 1938. Hitler reconnut ses craintes de « *se voir reçu avec des manifestations de désapprobation* » s'il se rendait en Angleterre, et Chamberlain convint qu'il serait sage de bien choisir le moment.

Winston Churchill ne rencontra jamais Hitler. Il se rendit à Munich quelques jours en avril 1932 et exprima le désir de voir Hitler. Il affirma plus tard, émettant une supposition peu crédible, qu'Hitler avait refusé de le rencontrer parce qu'il aurait supposément critiqué l'attitude d'Hitler à l'encontre des Juifs. Ernst Hanfstängl, qui avait été missionné par Hitler pour accueillir Churchill à Munich, expliqua qu'Hitler était à Nuremberg et qu'il était tenu par plusieurs crises importantes, dans une phase centrale de sa lutte pour le pouvoir. Churchill ne fit aucun effort pour rencontrer Hitler après que ce dernier fut nommé chancelier. Il n'existe aucune preuve qu'il ait critiqué l'attitude d'Hitler à l'encontre des Juifs avant 1932. Churchill écrivit en 1937 : « *Si notre pays était vaincu, j'espère que nous pourrions trouver un champion aussi indomptable pour restaurer notre courage et nous ramener à notre rang parmi les nations.* » Le champion auquel il faisait référence avec un tel enthousiasme se nommait Adolf Hitler.

Anthony Eden rencontra Hitler à plusieurs occasions. La première de ces rencontres eut lieu en 1934 ; Eden nota qu'Hitler était « *modéré et amical* » et « *apparaissait maîtriser absolument son sujet (les armements européens).* » La seconde se produisit en mars 1935, après que le gouvernement britannique critiqua vertement Hitler pour avoir introduit une conscription militaire en temps de paix, quelques jours plus tôt. Les relations personnelles entre Eden et Hitler restèrent amicales lors de ce second entretien. Mais il n'y eut guère de communication réelle, du fait qu'Eden ne disposait

que de peu d'éléments quant aux problèmes allemands. Ce point fut particulièrement visible lors d'une discussion entre Eden, le ministre des affaires étrangères, et Neville Henderson, le 24 octobre 1937. Thomas Jones nota que l'ambassadeur britannique en Allemagne « *a vécu dans les pays dont nous avons parlé, contrairement à Eden, et c'est visible.* »

Sir John Simon, l'un des conseillers les plus proches de Chamberlain en 1938, accompagna Eden à Berlin en mars 1935, et prit note ultérieurement de ses impressions sur Hitler lors de cette rencontre. Il nota qu'Hitler ne manifesta au cours de leur conversation aucun désir de jouer le rôle d'un dictateur. Il n'avait aucun doute sur le fait qu'Hitler fût sincère dans son désir d'une entente permanente avec les Britanniques. Il était également convaincu qu'Hitler considérait la restauration morale de l'Allemagne vaincue comme une tâche urgente. Mais Simon restait également convaincu qu'il relevait des intérêts vitaux britanniques de défier Hitler au moment favorable. Ce fut cette attitude, basée sur des préjugés anti-allemands, qui constitua le plus grand obstacle à une entente entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

## 8.2 L'échec de Chamberlain à faire la critique de Duff Cooper

Les premiers jours qui suivirent la conférence de Munich mirent au jour de manière flagrante la profondeur du ressentiment envers l'Allemagne parmi les dirigeants britanniques. Il est à souligner que c'était l'hostilité, au sein des cercles de pouvoir britanniques, qui constituait le danger. La masse du peuple britannique désirait évidemment la paix avec l'Allemagne. L'ovation que Chamberlain reçut à Londres, le vendredi 30 septembre 1938 après-midi, à son retour de Munich, était sans précédent. Pour le commun des gens, il était le héros du moment, car il avait empêché la guerre. L'enthousiasme resta entier jusqu'à l'ouverture des débats sur la conférence

de Munich, ouverts au parlement britannique le lundi 3 octobre 1938. Le roi George VI quitta le château de Balmoral le 2 octobre. Avant son départ, il fit annoncer qu'il exprimait sa confiance envers Chamberlain, et son espoir que la paix en Europe pût être préservée.

Les partisans britanniques de la guerre ne perdirent pas de temps, et s'employèrent à gâter les réjouissances de cet état de paix. Le premier coup fut un message envoyé à Chamberlain par le premier Lord de l'amirauté, Alfred Duff Cooper, le 1er octobre 1938. Duff annonça sa défiance envers la politique qui avait évité la guerre. Il démissionna du cabinet britannique, et voulut prononcer un discours de premier plan au parlement pour expliquer cette décision. Chamberlain répondit sur un ton modéré qu'il avait conscience de l'existence de ce désaccord fondamental.

Duff Cooper était un allié idéal pour Churchill, dans la lutte contre la paix. Il haïssait les Allemands, et avait fait preuve d'inimitié à l'encontre de la langue et de la littérature allemandes dès ses années d'études. Il avait été nommé secrétaire d'État à la guerre en 1935, et à cette époque sa principale préoccupation était la « *menace allemande toujours croissante* ». Il convint avec Sir Robert Vansittart, le sous-secrétaire permanent du bureau des affaires étrangères, de ce qu'il fallait faire tout ce qui se pouvait pour empêcher l'Italie de s'aligner avec l'Allemagne. Il était convaincu qu'il était plus important de s'opposer à Hitler que de s'opposer au communisme. Il condamna l'ensemble de la nation allemande sous le terme de « *peuple cruel* », et critiqua les Anglais qui inclinaient à oublier les « *crimes* » allemands de la première guerre mondiale. Depuis 1936, il s'était laissé convaincre, tout comme Lord Halifax, qu'une guerre anglo-allemande était inévitable. Duff Cooper prononça de nombreux discours va-t-en-guerre en 1936 et 1937, et s'attendit à ce que Chamberlain, lorsque celui-ci prit la succession de Baldwin en avril 1937, ne le conservât pas au cabinet. Mais il resta en place, et fut promu à l'Amirauté. Il était jeune et beau, et fort satisfait des croisières flamboyantes à l'étranger que lui faisaient

connaître ses nouvelles fonctions. Il rallia Vansittart pour soutenir Chamberlain contre Eden lors de la crise du cabinet britannique de février 1938, et sa rupture avec Chamberlain ne se produisit que lorsque le premier ministre revint de sa première visite à Hitler, en septembre 1938.

Les commentaires méprisants que Chamberlain proféra sur Hitler après leur première rencontre ne suffirent pas à apaiser Duff Cooper. Il voulait la guerre contre l'Allemagne, et craignait de perdre sa chance. Il estimait pouvoir mieux promouvoir la guerre en ralliant la faction conservatrice menée par Churchill en dehors du cabinet. Duff Cooper avait informé Chamberlain le 25 septembre 1938 qu'il comptait démissionner, mais avait convenu de reporter l'annonce de cette décision à après la fin de la crise tchèque.

Le 3 octobre 1938, Duff Cooper fut autorisé à prononcer le premier discours du débat à la chambre des Communes. Il critiqua le gouvernement pour ne pas s'être engagé pour de bon lors de la crise tchèque. Il affirma que la Grande-Bretagne n'aurait pas eu à combattre pour les Tchèques, du fait que les éléments pour une guerre n'étaient pas rassemblés. Il insista sur le fait qu'elle se serait battue pour l'équilibre des pouvoirs, chose précieuse à certains cœurs britanniques. Il estimait qu'il relevait de sa mission, et de celle de son pays, d'empêcher l'Allemagne d'atteindre une position dominante sur le continent.

Chamberlain stupéfia ses critiques en refusant de répondre à cette condamnation de sa politique par un ancien subordonné. Il préféra dire, dans les tonalités mièvres qu'il avait coutume d'employer, qu'il était toujours bouleversé par les discours de démission de ministres du cabinet. Il était évident qu'il cultivait une profonde affection pour Duff Cooper, et que la différence entre eux était plutôt tactique qu'une divergence de principes fondamentaux. Il fit les éloges du travail mené par Duff Cooper à l'Amirauté, et excusa ce dernier en observant que nombreux parmi les ministres du cabinet garderaient les cicatrices de la crise récente pour longtemps.

## 8.3 Les conservateurs britanniques en accord fondamental

Chamberlain et Duff Cooper ne connaissaient pas de désaccord quant à la politique britannique obsolète d'équilibre du pouvoir. Cette théorie avait commencé à être adoptée par l'Angleterre au XVI$^{\text{ème}}$ siècle par Thomas Cromwell, un disciple de Machiavel, riche aventurier qui avait été témoin direct de la diplomatie de l'équilibre du pouvoir dans l'Italie de la Renaissance. Ce fut Thomas Cromwell qui convainquit le cardinal Wolsey de conduire la politique anglaise selon cette vision. Cette politique avait été menée pour empêcher un État fort, comme Milan, de gagner la suprématie sur les autres États italiens plus faibles. Elle devint inutile lorsque les puissances extérieures, comme la France et l'Espagne, apparurent sur la scène avec des forces écrasantes, et écrasèrent une Italie divisée. La politique d'équilibre du pouvoir fut usitée avec succès en Europe par l'Angleterre pendant plusieurs siècles pour empêcher une puissance unique de gagner sur le continent une suprématie telle que les États-Unis d'Amérique s'octroyèrent sur l'Amérique du Nord à partir de 1865. Cette politique impliquait un affaiblissement implacable de tout État continental montrant des signes de prépondérance, indépendamment des institutions intérieures ou de la politique étrangère menée par cet État. L'objet de cette politique était d'accorder à la Grande-Bretagne une position de contrôle permanente sur les destinées de ses voisins. La politique devint futile à partir des années 1930, lorsque des puissances extérieures, telle l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique, se trouvèrent en position d'apparaître sur la scène avec des forces écrasantes, et de se partager la domination d'une Europe écrasée et divisée.

À plusieurs occasions, après Thomas Cromwell et Henri VIII, les dirigeants britanniques rejetèrent la politique d'équilibre du pouvoir. Oliver Cromwell, Lord protecteur de l'Angleterre dans les an-

nées 1650, ne cachait pas son mépris pour la théorie d'équilibre du pouvoir, qu'il considérait comme une base de politique décadente. Il put promouvoir des alliances, comme celle qu'il proposa à la Hollande et à la Suède pour faire progresser la cause protestante. Son attitude fondamentale était la suivante : l'Angleterre pouvait assurer sa propre défense, et n'avait aucune crainte à avoir d'une attaque de la part d'une puissance européenne prépondérante. Cette attitude de Cromwell fut utile au cardinal Mazarin, dans l'édification de la suprématie française sur l'Europe. Il persuada Cromwell de s'allier à la France pour piller l'Espagne, plus faible. Cromwell ne jeta pas les ressources et les effectifs anglais dans une lutte futile pour soutenir la puissance espagnole déclinante juste du fait que la France était plus forte que l'Espagne.

Louis XIV découvrit, lors de la guerre de Dévolution des années 1660, que la Hollande constituait un obstacle agaçant pour la poursuite de la suprématie française. La diplomatie hollandaise avait réduit les gains de la France dans cette guerre. Les Anglais avaient conduit deux guerres d'agression contre les Hollandais au cours des dernières années. Il fut relativement aisé à Louis XIV de renforcer les relations anglo-françaises, lors du traité de Douvres de 1670, signé avec Charles II d'Angleterre, et de préparer une guerre d'agression combinée anglo-française contre les Hollandais. Il persuada les Anglais d'attaquer les Hollandais sans prévenir en avril 1672, et la France intervint dans la foulée en soutien aux Anglais. Les projets français d'écraser la Hollande furent cependant déjoués, les Hollandais ayant réussi à vaincre les flottes combinées anglo-françaises au cours de l'un des plus grands bouleversements militaires de l'histoire : la bataille de Solebay. Ce fut la deuxième fois, au cours du XVII$^{\text{ème}}$ siècle, que les Anglais menèrent leur politique sans considération pour l'équilibre du pouvoir.

La politique d'équilibre du pouvoir fut ravivée par le roi Guillaume III d'Angleterre dans les années 1690, via une suite remarquable de discours du trône au parlement. Le roi Guillaume, arrière-petit-fils du prince allemand d'Orange-Nassau, Guillaume le Taciturne,

se montra flexible dans ses allégeances nationales. Il édifia la puissance anglaise aux dépens de sa Hollande natale, du fait qu'on trouvait en Angleterre un respect plus important pour les institutions monarchiques, qu'il chérissait. Guillaume utilisa comme prétexte le soutien français envers les Stuarts catholiques écossais-anglais pour jeter l'Angleterre dans la guerre de la Ligue d'Augsbourg, mais expliqua, une fois que la guerre fût en bonne voie, que sa raison première était l'équilibre du pouvoir.

L'équilibre du pouvoir fut utilisé pour justifier la participation anglaise à la lutte majeure qui suivit, tant en Europe qu'outre-mer, la guerre de succession d'Espagne. L'Angleterre fit des gains très substantiels en concluant une paix séparée avec la France à Utrecht en 1713, et l'équilibre de pouvoir reçut un nouveau souffle, une fois les horreurs de la guerre oubliées. James Stanhope, l'homme d'État britannique, fit une brève tentative d'organiser une Ligue prépondérante d'États européens, mais celle-ci s'effondra en 1720 au cours d'une grave dépression économique, et d'un changement de dirigeant britannique. L'Angleterre revint à l'équilibre du pouvoir sous Robert Walpole, et aucun de ses successeurs ne fut à sa hauteur quant à la conduite de la politique anglaise selon ce système. Il maintint l'Angleterre hors de la guerre de succession de Pologne des années 1730, ayant compris que l'équilibre du pouvoir n'était pas menacé par cette guerre. Il ne parvint pas à empêcher l'entrée de l'Angleterre dans une guerre superflue contre l'Espagne en 1739, et fut rapidement écarté du pouvoir.

Dans la période qui suivit, l'Angleterre subordonna l'équilibre du pouvoir à ses efforts de s'accaparer les colonies de la France. On comptait à l'époque quatre puissances continentales principales, de force militaire sensiblement égale. Il s'agissait de la France, de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie, même si la France était de loin bien plus riche que les trois autres. L'Angleterre avait prit le contrôle de la plupart des colonies françaises dès 1763, mais il y avait eu un changement à la tête du pouvoir anglais en 1761. Bute avait pris comme prétexte le fait que Pitt défendît l'idée d'une

guerre préventive contre l'Espagne pour renverser ce dernier, ce qui amena à la ruine des relations anglaises avec les principaux États continentaux. Ce développement malheureux résulta d'une incroyable arrogance et brutalité de la diplomatie anglaise sous Bute.

L'Angleterre restait la principale puissance européenne au moment où ses colonies américaines continentales se révoltèrent, en 1775. Elle fut incapable d'écraser les colonies américaines insurgées du fait de son incapacité à engager suffisamment de soldats mercenaires en Europe, mais elle défendit facilement sa position européenne contre une coalition ennemie comprenant la France, l'Espagne et la Hollande. Les dirigeants anglais essayèrent de contrecarrer les tentatives d'expansion de la Russie, de la France et de l'Espagne durant la décennie qui suivit la fin de la guerre américaine, en 1783, et l'éclatement de la guerre entre l'Angleterre et la nouvelle République française. À ce moment, aucune puissance ne défiait significativement l'équilibre du pouvoir.

L'équilibre du pouvoir fut l'objet d'une importance dramatique durant les quatre guerres de coalition menées contre la France sous la première république, et après 1804 sous le premier empire napoléonien. La quatrième coalition lança une seconde guerre contre Napoléon après son retour de l'île d'Elbe en 1815. L'équilibre du pouvoir fut utilisé à plusieurs occasions durant cette période pour justifier la poursuite de guerres anglaises contre la France, alors que les autres ennemis de la France avaient quitté le champ de bataille. Robert Castlereagh avait pour rôle de diriger la politique étrangère britannique lorsque la France fut écrasée en 1815, et il espérait abandonner la politique d'équilibre du pouvoir. Il répéta la prestation de Stanhope au siècle précédent en essayant d'associer de manière permanente l'Angleterre à une ligue prépondérante d'États européens. Ses opposants en Angleterre exigèrent un retour de l'équilibre du pouvoir, et en 1822 Castlereagh abandonna sa tâche et se suicida.

L'Angleterre continua après 1822 de poursuivre la politique

d'équilibre du pouvoir sans interruption. Ce fut le cas aussi bien pendant les périodes de « *splendides isolements* » que lorsqu'elle fut membre de quelque système d'alliance. L'Angleterre soutint Napoléon III contre la Russie lors de la guerre de Crimée dans les années 1850, du fait qu'elle estimait que la Russie était plus forte que la France. Elle refusa de protéger la Belgique d'une possible invasion allemande en 1887, parce qu'elle estimait qu'une combinaison franco-russe était plus puissante que l'Allemagne et ses alliées. Les décisions étaient difficiles à prendre au cours de ces années, car les forces opposées étaient quasiment en équilibre parfait sans intervention de l'Angleterre. Cela signifiait, d'un point de vue positif, que l'Angleterre pouvait poursuivre sa politique d'équilibre du pouvoir en « *splendide isolement* » sans promouvoir de système d'alliances compliqué, bien qu'elle fût un temps étroitement associée à la Triplice de Bismarck.

L'Angleterre connut au cours des années 1890 une période de grande confusion en matière de politique étrangère. Les cinq principales puissances continentales étaient organisées selon deux systèmes d'alliance. On craignait à Londres que les deux systèmes ne se combinassent contre l'Angleterre, lors d'une des fréquentes crises coloniales que ces années portèrent. Joseph Chamberlain, le père de Neville, dirigea un groupe qui défendait une politique d'alliance de l'Angleterre. Salisbury, le premier ministre, était pour sa part opposé à une politique d'alliance. Il insistait sur l'idée que les alliances restaient superflues pour l'Angleterre, et amèneraient à affecter la flexibilité de la politique anglaise. Les revers militaires qu'eut à subir l'Angleterre au début de la première guerre des Boers laissèrent la place à Chamberlain et aux alliances. Salisbury avait raison en insistant que la conclusion opposée aurait dû en être tirée, car les puissances continentales n'intervinrent pas contre l'Angleterre lors de cette crise, au moment où elle fut la plus vulnérable.

L'enrichissement de l'Allemagne, et son ascension comme puissance productrice fut phénoménale au cours de ces années, et sembla plus que compenser les revers cruellement subis par l'Allemagne

en matières diplomatiques. Nombre de dirigeants britanniques commencèrent à soupçonner que la croissance allemande constituait un défi à l'équilibre du pouvoir. L'équilibre du pouvoir venait avec sa propre moralité. Toute nation semblant le défier devait être traitée comme ennemie. Qu'importât que l'Allemagne fût ou non sur le point d'attaquer les intérêts britanniques, ou qu'elle fût ou non en position de frapper l'Angleterre. La perspective qu'elle puisse devenir plus forte que toute autre combinaison continentale hostile indiquait qu'il était temps de « *corriger l'équilibre du pouvoir.* »

La situation était devenue plus compliquée qu'elle ne l'avait été au cours des siècles précédents. La Grande-Bretagne lança sa politique d'alliance en scellant une alliance anglo-japonaise en 1902, mais il était facile de voir que la puissance impériale montante du Japon pourrait se transformer en un vrai défi envers les intérêts britanniques en Asie. Les États-Unis ainsi que l'Allemagne surpassaient tous deux la Grande-Bretagne en force industrielle avant 1914. Depuis 1750, la puissance britannique avait plus été basée sur la suprématie industrielle et navale que sur la diplomatie, et la perte de suprématie industrielle compliquait la situation britannique. Un défi envers l'Allemagne jouerait le jeu des États-Unis, tout comme un défi à l'Amérique, qui faillit se produire lors de la crise du Venezuela de 1895-1896, aurait joué le jeu de l'Allemagne. Cecil Rhodes, l'architecte de l'expansion impériale britannique en Afrique, comprit ce dilemme, ce qui l'amena à promouvoir une paix et une coopération permanentes entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis. Une telle stratégie aurait impliqué l'abandon de la politique d'équilibre du pouvoir, mais Cecil Rhodes était suffisamment sagace pour voir que cette vision était obsolète. Les dirigeants britanniques en exercice ne virent pas les choses de cette façon, et la Grande-Bretagne pâtit d'une colossale perte de pouvoir et de prestige lors de la première guerre mondiale, en dépit de sa victoire contre l'Allemagne.

L'Union soviétique commença, au cours des deux décennies suivant la première guerre mondiale, son émergence en tant que géant

industriel d'une puissance incalculable. Il était évident qu'existaient alors au moins quatre nations immédiatement ou potentiellement bien plus puissantes que la Grande-Bretagne. Ces quatre nations étaient les États-Unis, l'Union soviétique, l'Allemagne, et le Japon. On était loin des jours anciens, où il fallait s'opposer à une Espagne prépondérante, ou à une France prépondérante. La faillite de la politique de l'équilibre du pouvoir britannique aurait dû sauter aux yeux de tout le monde. Elle était devenue tout aussi obsolète que celle menée par l'Italie après l'intervention du roi Charles VIII de France dans les affaires italiennes en 1494 avec des forces écrasantes. La politique d'équilibre du pouvoir avait toujours constitué une base malsaine et décadente pour approcher les relations diplomatiques. À une poursuite saine d'intérêts communs entre États, elle avait substitué la tentative tortueuse de saper, voire de détruire tout État atteignant une position prépondérante. Elle ne considérait en rien l'attitude dudit État envers l'Angleterre. Cette politique était également extrêmement instable. Elle exigeait des changements de positions, autrement inexplicables, dès lors qu'il se révélait qu'un État avait été sur-estimé et un autre sous-estimé. Elle fut particulièrement tragique lorsque la France abandonna une politique indépendante et commença à dépendre de la Grande-Bretagne. Il s'ensuivait que la France se retrouvait en danger, aux côtés de la Grande-Bretagne, de contribuer aux bévues d'une politique britannique devenue obsolète.

Il sembla momentanément que la Grande-Bretagne pourrait revenir aux politiques de Stanhope et de Castlereagh, lorsqu'elle rejoignit la Société des Nations en 1919. Malheureusement, tel ne fut pas le cas. La France d'après 1919 n'avait plus la même puissance que la Grande-Bretagne, mais profita plusieurs années durant de la prépondérance sur le continent, du fait des restrictions appliquées à l'Allemagne par les traités, de la faiblesse intrinsèque de l'Italie, et de la disparition de l'Autriche-Hongrie. Les soulèvements révolutionnaires d'après la défaite de la première guerre mondiale avaient temporairement réduit la puissance russe. Les Britanniques répon-

dirent à cette situation en faisant usage de leur politique d'équilibre de pouvoir contre la France. Des rivalités notoires avaient éclos entre les deux nations, au Proche-Orient, durant la première guerre mondiale, pour des raisons de disponibilité du pétrole, et de prestige traditionnel, et les Britanniques faillirent réussir à « *mettre hors du ring* » les prétentions françaises sur la Syrie. Britanniques et Français prirent des positions opposées dans la lutte d'après-guerre entre les Grecs et les Turcs. Les Britanniques continuèrent de s'opposer aux politiques françaises avec une vigueur encore accrue, lorsque les Turcs en sortirent vainqueurs avec le soutien français.

Le point culminant survint lorsque la Grande-Bretagne s'opposa aux tentatives de la France et de la Belgique de récupérer les réparations de guerre dans la Ruhr en 1923-1924. Les Français poursuivaient avec confiance une politique d'indépendance sous la direction ferme de Poincaré, mais la débâcle qu'ils subirent dans la Ruhr fut pour les Français un coup psychologique stupéfiant. Édouard Herriot, qui prit les rênes de la politique après Poincaré, conclut que rien ne pouvait réussit sans coopération britannique. Il y eut encore par la suite des frictions entre la France et la Grande-Bretagne, mais les dirigeants français restèrent toujours enclins à accepter que les Britanniques ouvrissent la voie. Lors de la crise tchèque de 1938, chacun put constater que la politique anglo-française était décidée à Londres.

Les Britanniques purent, à l'occasion, poursuivre des politiques semblant renforcer la prépondérance de la France sur le continent. Ils s'allièrent à la France et à l'Italie pour écraser la faible tentative du chancelier Brüning d'établir une union douanière avec l'Autriche en 1931. Le « *chancelier de la famine*[1] » ne semblait pas en mesure de résoudre la menace du communisme en Allemagne, ce qui laissait augurer une nouvelle combinaison prépondérante Russie-Allemagne, ni de mettre au défi l'ancienne prépondérance de la

1. Tel était le surnom de Brüning, qui gouvernait une Allemagne avec presque six millions de chômeurs, NdT

France.

La situation changea avec l'arrivée d'Hitler en 1933 au pouvoir. Le nouveau chancelier asséna quelques coups décisifs au communisme allemand, et mit la France au défi, en retirant l'Allemagne de la conférence de désarmement de Genève, où les demandes allemandes de se voir considérée à égalité des autres nations n'avaient fait l'objet que de mépris. L'équilibre du pouvoir sur le continent fut rétabli lorsqu'Hitler envoya des soldats allemands en Rhénanie en 1936. Les Français auraient pu s'opposer avec succès à cette action s'ils avaient reçu l'assurance d'un soutien britannique. En l'état, les Français craignirent qu'une telle action de leur part ne pût déboucher sur une combinaison anglo-allemande contre eux, comme en 1923.

En octobre 1938, Duff Cooper et Chamberlain convinrent que la Grande-Bretagne poursuivrait la politique d'équilibre du pouvoir. Ils convinrent qu'il fallait faire tout ce qui pouvait être fait pour empêcher un alignement permanent de l'Italie avec l'Allemagne. Ils sous-estimèrent tous les deux l'Union soviétique, estimant qu'elle restait beaucoup moins puissante que l'Allemagne. Ils convinrent également que la cause tchèque ne méritait pas que les Britanniques participassent à une guerre européenne. Leur seul point de désaccord fut de définir si, oui ou non, il serait sage de la part de la Grande-Bretagne d'attaquer l'Allemagne en 1938. Duff Cooper estimait que la Grande-Bretagne était assez forte dès 1938 pour attaquer l'Allemagne, mais Chamberlain pensait qu'il serait plus sage de jouer la montre. Ni Chamberlain, ni Duff Cooper ne faisait montre de sympathie pour l'Allemagne, la nation que Chamberlain appela *la brute d'Europe* dès 1935. Sous cette perspective, on peut comprendre qu'en octobre 1938, les différences au sein du parti conservateur britannique n'étaient guère profondes. C'étaient les préjugés anti-allemands qui constituaient l'attitude dominante de l'ensemble du parti conservateur.

## 8.4 Le sentiment de guerre conservateur et travailliste

Le *London Times* sembla pencher pour l'évaluation de Duff Cooper lorsqu'il annonça, le 3 octobre 1938, que l'Allemagne était soulagée d'échapper à une guerre « *qui, dans l'opinion de la plupart des franges de la population, aurait été sans doute été perdue par elle.* » Le Times prédit que « *Chamberlain se trouvera confronté à pléthore de critiques* » dans les débats parlementaires en cours. Il est important de rappeler que Geoffrey Dawson, l'éditeur du *Times*, s'été révélé un soutien précieux pour Halifax et Chamberlain durant la crise tchèque. L'après-midi du 6 septembre 1938, il avait mis à jour le célèbre article qui parut dans le *Times* le lendemain, et y avait plaidé pour que les districts des Sudètes fussent cédés à l'Allemagne.

Dawson était particulièrement proche d'Halifax, dont il avait fait connaissance en Afrique du Sud en 1905. Le 30 octobre 1925, il publia un article faisant les louanges d'Halifax sans parcimonie ni limite, lorsqu'il fut annoncé à Londres que ce dernier venait d'être nommé vice-roi des Indes. Halifax avait offert à Dawson une analyse privée détaillée de sa visite auprès d'Hitler en novembre 1937, et il avait dit à Dawson qu'il était fort satisfait de cette rencontre. Dawson nota qu'Halifax aurait sans doute pu négocier une entente durable avec l'Allemagne à l'époque, si la Grande-Bretagne avait accepté de se tenir à distance des complications possibles entre l'Allemagne et ses voisins de l'Est. Dawson comprit également que tel n'était pas le dessein d'Halifax.

Chose significative, le *London Times*, qui avait constitué le principal organe de presse œuvrant à l'apaisement durant la crise tchèque, adopta une attitude plus critique envers l'Allemagne aussitôt passée la conférence de Munich. Il suivit en la matière la politique d'Halifax. Les différences entre les attitudes du *Times* et du *Daily Express* quant à l'Allemagne se firent de plus en plus pro-

noncées. Cela résultait du fait que Lord Beaverbrook, propriétaire du *Daily Express*, resta un avocat sincère de l'apaisement comme politique permanente, cependant que Geoffrey Dawson prit une position toute autre. Le *Daily Express* continua d'espérer et de prédire qu'il n'y aurait pas de guerre contre l'Allemagne, jusqu'aux derniers jours précédant l'éclatement de la seconde guerre mondiale, en septembre 1939. Cette attitude reflétait les désirs de vastes pans de la population britannique à l'automne 1938, et en novembre 1938, le *Daily Express* nota que sa distribution était montée à plus de 2 millions d'exemplaires en un temps très réduit, chose qui en fit le journal le plus distribué de toute l'histoire britannique. Quand Halifax finit par lancer une gigantesque campagne de propagande en mars 1939 pour vendre la guerre contre l'Allemagne au grand public britannique, la politique éditoriale du *Daily Express* passa peu à peu d'atout à fardeau pour ses volumes de vente. Il n'est pas surprenant que Beaverbrook finit par accepter des concessions à l'égard de la tendance à la guerre, afin de préserver son journal. Il devint évident qu'un journal britannique de grand tirage, respectant des principes cohérents, était devenu chose impossible dans les temps modernes.

Chamberlain fit un éloge tout spécial à Halifax devant la chambre des Communes, le 3 octobre 1938. Il affirma qu'Halifax œuvrait non seulement pour l'Angleterre, mais pour toute l'humanité. Il n'y avait pas lieu de s'interroger sur les raisons amenant Chamberlain à proférer une affirmation aussi sentimentale, car elle était dans les tons de son style oratoire habituel. Il n'existe aucune trace laissant à penser qu'Halifax serait revenu sur ses propos tenus dans son discours d'intronisation au parlement, où il avait réfuté l'idée que tous les hommes étaient égaux, et avait insisté sur l'idée que les Britanniques constituaient la « *race supérieure* » au sein d'un Empire comprenant plus du quart de la population mondiale. Chamberlain prit assise sur le prestige d'Halifax pour protéger sa propre position.

Chamberlain rappela, face aux Communes, la très considérable

différence entre les accords de Munich et les propositions d'Hitler à Bad Godesberg. L'accord de Munich permettait aux Tchèques de retirer des éléments stratégiques importants des régions qui devaient être cédées, et la région que les Allemands étaient autorisés à occuper en cinq étapes était plus petite que la zone qu'Hitler avait demandée. Il rappela aux membres que l'évitement d'une catastrophe à Munich avait relevé plus de l'intérêt des quatre puissances de Munich que du triomphe d'un seul d'entre elles. Ces remarques persuasives de la part du premier ministre furent accueillies sous les cris de « *Honte ! Honte !* » de la part des branches de l'opposition. Il fallait s'y attendre. Les dirigeants du parti travailliste d'alors avaient soutenu la visite de Chamberlain à Munich, mais ils espéraient tirer quelques bénéfices politiques en dénonçant cette politique à son retour.

La situation fut expliquée plus tard par Hugh Dalton, l'un des principaux dirigeants du parti travailliste. Dalton, à l'instar de nombreux collègues, était pro-communiste, et il mentionna une visite en Union soviétique en juillet 1932, durant la plus grande famine de l'histoire de Russie, comme « *une expérience inspiratrice.* » Dalton et les autres dirigeants du parti travailliste avaient en réalité une confiance considérable envers la ligne tenue par Chamberlain. Ils savaient qu'il ne permettrait jamais le retour des colonies allemandes, ni n'accorderait de concession tangible à l'Allemagne aux dépens britanniques. Ils étaient en colère que Charles Lindbergh ait découragé la guerre en 1938 en soulignant la force dont l'Allemagne disposait alors dans les airs. Après Munich, ils furent d'accord avec Duff Cooper pour penser que 1938 aurait constitué une année favorable pour s'opposer à l'Allemagne. Ils espéraient qu'en contestant les résultats de la conférence de Munich, ils pourraient ou bien éjecter Chamberlain, ou le pousser à mener une politique plus anti-allemande. Ils savaient que l'opposition travailliste était bien trop faible au parlement pour parvenir à un tel résultat sans d'importants alliés au sein du parti conservateur britannique. Les dirigeants du parti travailliste déclarèrent croire qu'une coopéra-

tion avec l'Allemagne national-socialiste en matière de politique étrangère aurait pour conséquence de décourager les réformes nécessaires sur le plan intérieur.

Chamberlain poursuivit son discours en lisant le texte de la déclaration anglo-allemande d'amitié, établie le 30 septembre 1938. Il précisa que cet accord ne deviendrait effectif que si les deux parties faisaient acte de bonne volonté. Cette précision laissa le champ libre pour affirmer plus tard que les Britanniques avaient dû s'opposer à l'Allemagne, du fait qu'Hitler ne faisait pas acte de bonne volonté à l'égard de l'Angleterre. Chamberlain nota que Munich avait à peine établi une fondation pour la paix, et que la structure restait manquante. Il passa ensuite à son thème favori : l'armement britannique, et il rappela à la chambre avec fierté que la campagne d'armement britannique se poursuivait à un rythme croissant chaque jour qui passait. Il promit que l'Empire britannique ne diminuerait pas ses efforts, sauf si le reste du monde se désarmait. Il conclut en annonçant que la puissance militaire constituait la clé du succès de la diplomatie britannique.

Clement Attlee, le nouveau dirigeant du parti travailliste, parla de l'accord de Munich comme d'une immense victoire pour Hitler et « *une défaite écrasante pour la démocratie,* » qui était bien entendu supposée intégrer ladite démocratie soviétique. Eden prononça un discours au cours duquel il critiqua Chamberlain sur des points de détail, et exprima des doutes quant au fait que la Grande-Bretagne mettrait en œuvre les garanties qu'elle avait promises à l'État tchèque. Puisant dans son ancienne expérience en tant que représentant spécial britannique auprès de la Société des Nations, il dénonça l'idée que les puissances de Munich décidassent du règlement d'une question importante sans consulter les États plus petits. Il conseilla à la chambre de considérer la situation en cours comme une simple pause avant la crise qui suivrait. Il affirma que la campagne d'armement britannique restait trop poussive.

Hoare conclut le débat devant les Communes le 3 octobre 1938 par une défense légère de la politique de Chamberlain. Il produi-

sit un argument qui allait devenir l'un de ses préférés, sauf lorsqu'il était appliqué à la Pologne. Il suggéra qu'une nouvelle guerre mondiale aurait constitué une tentative inutile de maintenir les anciennes frontières tchèques. Les Allemands et les autres minorités qui y vivaient avaient dépassé le seuil d'acceptation du pouvoir tchèque, et ne le toléreraient plus. Il ajouta que le gouvernement britannique serait prêt à donner une garantie effective aux Tchèques à une date ultérieure, mais seulement une fois réglés les problèmes importants qui affligeaient les Tchèques.

Halifax prononça un discours important devant la chambre des Lords britanniques le 3 octobre 1938. Il partageait l'opinion de Hoare selon laquelle la Grande-Bretagne ne devrait jamais combattre pour un État étranger, sauf si elle se trouvait en position de rétablir les anciennes frontières de celui-ci à l'issue d'une guerre victorieuse. Il s'agissait d'une idée intéressante, surtout lorsque l'on pense qu'Halifax refusa de garantir la frontière polonaise avec l'Union soviétique en concluant l'alliance anglo-polonaise du 25 août 1939. Il était évident que cet argument constituait en grande partie un sophisme aux yeux d'Halifax, avancé pour amadouer l'opposition. Il révéla aux Lords qu'il avait fait ce qu'il pouvait pour améliorer les relations britanniques avec l'Union soviétique, en reprochant aux seules Allemagne et Italie le refus d'inviter les Soviétiques à Munich. Il avait fait une déclaration formelle à cet effet devant Maiski, l'ambassadeur soviétique, le 1er octobre 1938. Halifax considérait tout ceci comme une tendance permanente dans la conduite de la politique étrangère britannique. Les relations entre Maisky et Halifax se firent plus cordiales au cours des mois qui suivirent Munich, et l'ambassadeur soviétique remporta un grand triomphe le 1er mars 1939 lorsque Chamberlain et Halifax participèrent à une réception donnée à l'ambassade soviétique de Londres, peu après que Staline en personne eut prononcé un amer discours dénonçant les puissances occidentales. Halifax avait pour dessein manifeste de basculer la politique d'apaisement britannique depuis l'Allemagne vers l'Union soviétique.

La clé du discours d'Halifax en ce 3 octobre était la déclaration selon laquelle la Grande-Bretagne allait poursuivre ses préparations en vue d'une possible guerre contre l'Allemagne, malgré la déclaration d'amitié anglo-allemande du 30 septembre 1938. Halifax, comme Chamberlain, consacra la dernière partie de son discours à une discussion autour de la campagne d'armement britannique. Il insista sur l'idée que la principale préoccupation du moment était la nécessité de produire plus d'armes.

Baldwin prononça un discours face aux Lords le lendemain. Il se plaignit de la difficulté qu'il avait eue à établir un contact personnel avec les dictateurs allemand et italien au cours des cinq dernières années. Il s'agissait d'une déclaration stupéfiante, lorsqu'on se rappelle qu'Hitler avait mené des efforts répétés pour rencontrer Baldwin, à tout moment et en tout lieu, pendant que celui-ci occupait le poste de premier ministre. Baldwin jeta complétement le masque lorsqu'il affirma que la Grande-Bretagne devait retrouver l'esprit de 1914 pour résoudre les problèmes contemporains du monde. Il était supposé défendre le règlement de Chamberlain en vue de la paix, mais invoquait en réalité la gloire de l'attaque britannique contre l'Allemagne de 1914. Il ajouta qu'au cours de la crise récente, il s'était souvenu de Sir Edward Grey, qui ressemblait à un homme ayant traversé l'enfer lorsqu'il prôna la guerre en 1914. Baldwin ne fit pas mention du fait que la principale cause de préoccupation de Grey avait été la crainte que les montagnes de supercheries sur lesquelles il avait fondé la politique étrangère britannique pussent être découvertes par le parlement britannique. Le parlement britannique ne réalisa pas en 1914 que Grey s'était engagé envers les Français à se battre contre l'Allemagne, que la Belgique fût ou non envahie [2]. Les Français avaient concentré leur armée navale en Méditerranée, et avaient confié la défense de leurs

2. L'excellent ouvrage du capitaine Russell Grenfell, Haine Inconditionnelle, écrit en 1953, s'ouvre sur cet épisode et décrit quelques actions de Sir Edward Grey en la matière, NdT

côtes du Nord aux Britanniques, avant que n'apparût le moindre signe d'une préparation d'invasion de la Belgique par l'Allemagne. Cette situation fut explorée et expliquée par les historiens de nombreuses nations après la première guerre mondiale, mais Baldwin, à l'instar d'Halifax, préféra évaluer Grey selon les termes de la propagande de guerre de 1914.

Arthur Greenwood et Herbert Morrison reprirent l'attaque travailliste contre Chamberlain aux Communes le 4 octobre 1938. Ils répétèrent nombre d'arguments déjà avancés par Clement Attlee et Hugh Dalton la veille. On savait qu'en janvier 1938, le président Roosevelt s'était prononcé en faveur d'une conférence mondiale dédiée aux problèmes européens, supposée intégrer les États-Unis et l'Union soviétique. Les dirigeants travaillistes adoptèrent le slogan de la conférence mondiale, et soulignèrent l'importante de la voix de l'Union soviétique dans les conseils d'Europe. Leslie Burgin, ministre des transports, s'exprima au nom de Chamberlain, et répéta l'argument selon lequel une guerre pour les Tchèques aurait été immorale, sauf si elle avait pu avoir comme débouché la possibilité de rétablir l'État tchèque dans son intégralité après la guerre. Il est stupéfiant que les mêmes personnes acceptassent ensuite sans broncher la guerre au nom de la Pologne, alors qu'après le 22 août 1939, il était devenu évident que l'Union soviétique était hostile à l'égard de la Pologne, et que la Grande-Bretagne n'avait aucune intention de s'opposer à la Russie. Chacun aurait dû voir que la défaite de l'Allemagne n'aurait pas permis aux Britanniques de rétablir le nouvel État polonais. En réalité, les dirigeants britanniques n'étaient réellement préoccupés ni du sort des Tchèques, ni ce celui des Polonais. Le même argument, sur l'impossibilité de rétablir l'État tchèque, fut répété le 4 octobre 1938 par Sir Thomas Inskip, un autre membre du cabinet britannique. Au cours des semaines qui suivirent, l'argument fut répété *ad nauseam*. Il paraît impossible que quiconque aurait pu l'oublier en moins d'une année. Néanmoins, le déluge de propagande en Angleterre, à partir de mars 1939, fut si intense qu'il aurait été aisé d'oublier les Dix

Commandements.

Le 5 octobre 1938, Sir John Simon déclara avec complaisance devant les Communes que l'histoire devrait décider si ou non l'accord de Munich constituerait le prélude à des temps meilleurs. Le débat entrait dans son troisième jour, et avait déjà dépassé tous les débats parlementaires dédiés à la politique étrangère britannique depuis la première guerre mondiale. Simon reconnut candidement que l'article 19 de la Société des Nations, traitant des révisions territoriales pacifiques, était toujours resté lettre morte. Eden poursuivit la tactique du 3 octobre, et demanda à Simon si le gouvernement comptait à l'avenir prendre part aux règlements des problèmes européens au travers de la diplomatie des quatre puissances. Simon réfuta énergiquement cette idée, et indiqua que les dirigeants britanniques espéraient que l'Union soviétique, ainsi que les puissances de plus petite taille, auraient plus à dire à l'avenir. Winston Churchill suivit, avec son discours anti-allemand tant attendu. Les autres partisans de la guerre anglais espéraient qu'il avait façonné son discours de manière aussi provocante que possible, et ils ne furent pas déçus. Il était d'accord avec son cher ami d'Amérique, Bernard Baruch, sur l'idée qu'il ne fallait pas laisser Hitler « *s'en tirer* ». Churchill affirmait qu'Hitler avait obtenu les concessions britanniques sous la menace d'un pistolet, et adorait utiliser l'image d'Hitler comme bandit de grand chemin, ou comme gangster. Il espérait inquiéter Hitler en affirmant disposer de contacts avec un mouvement clandestin en Allemagne. Il suggéra qu'un front commun anglo-franco-soviétique en soutien des Tchèques aurait permis à un mouvement d'opposition intérieur en Allemagne de lever des problèmes internes face à Hitler, voire de le renverser. Il usa d'une rhétorique fleurie, décrivant les Tchèques supposément lugubres sombrant dans des ténèbres comparables au trou noir de Calcutta[3]. La formulation de ce discours contenait

3. Le trou noir de Calcutta est un épisode douteux qui fut utilisé comme justification pour de nombreuses exactions britanniques lors de la colonisation

des phrases élégantes, chères aux cœurs de nombreux compatriotes de Churchill. Mais l'objet simple et brutal de ce discours était de fomenter une guerre d'annihilation contre l'Allemagne.

Churchill avait été exclu des gouvernements conservateurs d'Angleterre de nombreuses années durant, mais il avait formulé d'innombrables discours, et son influence personnelle restait considérable. Il avait propagé le mythe selon lequel la Grande-Bretagne était désarmée en 1932, et qu'elle avait à tort pratiqué une politique de désarmement unilatéral en réponse au noble sentiment de l'engagement de la Société des Nations. Dans la réalité, l'établissement militaire britannique de 1932 était gigantesque par rapport à celui de l'Allemagne, et bien plus important que celui des États-Unis d'Amérique. La Grande-Bretagne disposait de moins d'un million d'hommes lorsque l'on dénombrait les armées réparties dans son Empire, mais maintenir une grande armée, l'arme au pied, n'avait jamais relevé des politiques traditionnelles britanniques. Elle disposait de la marine la plus imposante du monde, malgré la conférence de Washington de 1921-1922, qui envisageait la finalité d'une égalité britannique avec les États-Unis. L'entretien de la *Navy* n'était ni moins cher, ni moins militariste, que celui d'une armée.

Churchill avait conduit, depuis mars 1933, une campagne d'agitation ininterrompue contre l'Allemagne, et il était vétéran en la matière. On retrouve dans *The Gathering Storm*, son ouvrage de 1948, ainsi que dans *When England Slept*, son recueil de discours de 1938, certaines de ses fausses affirmations quant aux armes détenues par l'Allemagne en cette période. Churchill voulait convaincre ses compatriotes que l'Allemagne était mue par un désir insatiable de conquête du monde. Dans son discours du 5 octobre 1938, il en fit plus que n'importe qui d'autre pour prévenir Hitler du fait que l'Allemagne courait le danger de se voir étranglée par une coalition britannique du style de celle de 1914. Churchill n'endosse pas la responsabilité directe de l'attaque contre l'Allemagne de 1939,

---

de l'Inde, NdT

du fait qu'il ne fut pas admis au cabinet tant que le sort n'en fut pas jeté. Les décisions politiques cruciales furent prises sans qu'il le sût, et il fut franchement stupéfait lorsque Halifax opta pour une politique de guerre en mars 1939. Churchill fut utile à Halifax pour construire les préjugés britanniques contre l'Allemagne, mais ne constitua tout au plus qu'un simple instrument dans la conduite de la politique britannique en 1938 et 1939.

Le discours le plus convaincant en défense de la conférence de Munich fut prononcé par Rab Butler, le sous-secrétaire du parlement aux affaires étrangères. Butler portait des vues modérées sur les questions internationales, et il admirait la diplomatie qui avait produit la conférence de Munich. Le 5 octobre, il déclara qu'une guerre visant à refuser l'auto-détermination aux Allemands des Sudètes était une chose impensable, et il défendit Munich comme seule solution possible à un problème difficile. Il réfuta la proposition selon laquelle la Grande-Bretagne se serait affranchie des principes démocratiques en cherchant un accord avec l'Allemagne.

Le débat fut interrompu, mais pas conclu, par la proposition de Chamberlain d'une motion le lendemain en vue de suspendre la séance jusqu'au 1er novembre 1938. Churchill soutint l'opposition travailliste qui s'opposa à la motion, et mena une attaque personnelle cinglante contre Chamberlain. Il s'était abstenu de mener cette attaque dans son discours principal de la veille, voulant concentrer le feu sur les Allemands. La motion de suspension fut suivie par un vote de confiance. Chamberlain soutint le vote, mais de nombreux conservateurs éminents s'abstinrent, cependant que, bien entendu, les travaillistes et les libéraux votèrent contre lui. La liste des conservateurs qui refusèrent d'accepter l'accord de Munich ou de voter en soutien à Chamberlain est impressionnante. On y trouve Churchill, Eden, Duff Cooper, Harold Macmillan, Duncan Sandys, Leopold Amery, Harold Nicolson, Roger Keyes, Sidney Herbert, et le général Spears. Ce groupe constituait à peu près la moitié des figures de premier plan au sein du parti conservateur de 1938, et chacun de ces hommes était bien connu du grand public

britannique. Se rallièrent à eux un grand nombre de personnalités moins connus de la chambre des Communes, et ils furent également soutenus par des collègues aussi éminents que Lord Cranborne et Lord Wolmer à la chambre des Lords. Il fut reconnu que de nombreux autres membres du parlement s'abstinrent de rallier ce groupe, du simple fait qu'ils étaient préoccupés par la discipline du parti conservateur, surtout pour les hommes dont la réputation était plus limitée. Chamberlain remporta le vote de confiance, mais il devint contestable qu'il disposât de la confiance du parti conservateur britannique.

Chamberlain produisit son principal effort rhétorique en faveur de Munich juste avant le vote de confiance du 6 octobre. Il affirma avoir la conscience claire ; il ne regrettait pas que la Grande-Bretagne ne combattît pas l'Allemagne pour le problème tchèque. Il énonça les horreurs de la guerre moderne comme principale justification pour une politique de paix, quelle qu'elle fût. Chamberlain suggéra l'idée que l'État tchèque pourrait mieux survivre à l'avenir s'il devenait neutre de manière permanente, dans le style de la Suisse. Il ajouta fièrement que de nouvelles élections, à ce moment précis, auraient été de manière injuste à l'avantage du gouvernement, du fait du sentiment du pays. Chaque auditeur savait que la majorité conservatrice en place était artificiellement grossie, des avantages lui ayant été acquis en 1935 du fait du sentiment soulevé par la crise éthiopienne. Baldwin avait donné au pays la fausse impression que le gouvernement était prêt à remporter une grande victoire de la sécurité collective en Éthiopie, et les slogans émouvants qui avaient suivi avait suffi à rallier les électeurs.

Chamberlain revint à sa tactique précédente, considérant à dépeindre la situation contemporaine sous des couleurs sombres. Il sous-entendit que l'Europe se trouvait prise dans une grande crise, malgré la conférence de Munich et la déclaration d'amitié anglo-allemande. Il émit un avertissement : des élections risquaient de compromettre l'unité de la nation à un moment crucial. Il ajouta que des efforts importants seraient exigés de la part de la nation

dans les semaines à venir, du fait de l'accélération de la campagne d'armement, et il affirma qu'il importait de maintenir les divergences d'opinion quant à la politique britannique à un niveau minimal. Il créa l'impression qu'il devait créer au vu des circonstances, à savoir que la guerre n'était pas inévitable. Hitler avait accepté la conférence de Munich parce qu'il le croyait. Chamberlain déclara que la guerre serait inévitable, sauf si quelque forme de relations pouvaient être maintenues avec les « *États totalitaires.* » Il déclara l'absence de raison de supposer qu'une nouvelle guerre pourrait mettre fin à la crise européenne avec plus de succès que ne l'avait fait la dernière guerre. Il rejeta l'idée d'une conférence mondiale, proposée par le parti travailliste, avec l'argument que celle-ci n'avait aucune chance de réussite. Il termina son discours en soulignant l'unité anglo-française ainsi que la nécessité d'accroitre la production d'armes britanniques. Le premier ministre n'était de toute évidence pas optimiste quant aux perspectives de paix.

Chamberlain alla beaucoup plus loin dans son discours quant à son insistance sur la nécessité de préparations de guerre que l'on ne pourrait le résumer en quelques mois. Il faillit persuader Anthony Eden et Leopold Amery, qui dénonçaient Munich et soutenaient la guerre, de voter pour lui. Amery et Eden n'aurait pas réagi de cette manière si le thème dominant avait été une profession de foi en faveur de la continuation de la paix.

## 8.5 Le contrôle par Halifax de la politique britannique

L'un des plus dramatiques incidents que connut l'Angleterre après Munich fut le pari déterminé d'Halifax, qui devait l'amener, soit à s'emparer en main propre des rênes de la politique étrangère britannique, soit à démissionner. Halifax laissa la main à Chamberlain au cours de la crise tchèque, mais après coup, il montra clairement que le moment d'un changement était arrivé. Il voulait

la responsabilité exclusive, et nous souhaitait pas que Chamberlain voyageât de nouveau à l'étranger pour assister à d'importantes conférences sans son ministre des affaires étrangères. Cette situation atteignit son apogée avant le discours de Chamberlain du 6 octobre. Passé cette date, Halifax disposa du contrôle étroit des événements. Halifax, comme Eden avant lui, avait rejeté la politique de Chamberlain, mais contrairement à Eden, Halifax appliqua sa propre politique. Chamberlain décida de s'y plier, comme l'illustre l'extrait qui suit de sa lettre d'excuses à Halifax datée du 11 mars 1939 : « *Votre remontrance. . .était amplement méritée. . .Je fus horrifié des résultats de mon discours. . .Je promets loyalement que cela n'arrivera plus, je vous consulterai au préalable.* »

Les rôles de Chamberlain et d'Halifax se retrouvèrent inversés. Halifax se comporta en simple spectateur durant la crise des Sudètes, et Chamberlain en fit autant après le 6 octobre.

On trouve des preuves frappantes de ce changement en analysant le changement de tactique opéré par Halifax durant les mois d'octobre et novembre 1938. Kennedy, l'ambassadeur étasunien, prit le thé avec Halifax le 12 octobre, et se vit exposé une description suffisante de la situation européenne par le secrétaire britannique aux affaires étrangères. De toute évidence, Halifax ne voulait pas créer l'impression d'un changement brutal de trajectoire. Il est à noter que cette rencontre se tint après l'épisode de fureur créé par le discours de Sarrebruck d'Hitler du 9 octobre, qui avait critiqué les tactiques belliqueuses des conservateurs contre l'Allemagne. Halifax reconnut devant Kennedy que tous ceux qui étaient en position d'influence savaient qu'Hitler ne désirait pas la guerre contre l'Angleterre. La Grande-Bretagne comptait accroître sa force aérienne, mais cela ne signifiait pas forcément qu'elle projetait d'interférer avec Hitler sur le continent. Halifax déclara à Kennedy qu'il s'attendait à ce qu'Hitler enchérisse par l'annexion de Dantzig ainsi que de Memel, et suggéra que la Grande-Bretagne pourrait s'abstenir d'intervenir si Hitler allait jusqu'en Roumanie. Il ajouta que la Grande-Bretagne visait à se préparer à toutes éventualités en

améliorant ses relations avec l'Union soviétique.

Halifax discuta à nouveau de la même situation européenne avec Kennedy le 28 octobre. Le seul nouveau développement qui s'était produit dans l'intervalle était l'offre allemande à la Pologne, et Halifax en personne avait prédit le 12 octobre qu'Hitler essayerait d'acquérir Dantzig. Lors de cette seconde conversation, Halifax dépeignit une image sombre de l'attitude d'Hitler à l'égard de la Grande-Bretagne, et il donna à Kennedy de nombreuses informations non vérifiées quant aux attitudes supposées d'Hitler vis-à-vis des problèmes en cours sur le continent. Quelques semaines plus tard, il affirma à Kennedy qu'Hitler était consumé par une haine passionnée à l'encontre de l'Angleterre, et qu'il avait un projet pour démembre l'Union soviétique pour le printemps 1939. L'objet de ces tactiques fallacieuses était évident. Halifax employait ses talents diplomatiques en vue de préparer une attaque britannique contre l'Allemagne. Il répondait également à la tâche aisée consistant à alimenter la méfiance des dirigeants étasuniens envers l'Allemagne. La première guerre mondiale avait amplement conforté l'efficacité de la propagande.

## 8.6 Les tactiques alarmistes des conservateurs

Les discours prononcés par Chamberlain à destination du grand public durant le débat sur la conférence de Munich sont également importants. Ils montrent que le grand public britannique ne recevait pas une image réjouissante de la situation européenne, et que la déclaration d'amitié anglo-allemande faisait l'objet d'une insistance bien moindre que la nécessité de préparer une guerre contre l'Allemagne. Ces discours ne livraient aucun indice quant aux motivations de la visite de Chamberlain à Munich. À un moment, la motivation apparut être un désir véritable d'éviter la guerre de manière permanente, et à un autre moment, de reporter la guerre jusqu'à ce que la Grande-Bretagne fût prête. Il faut considérer ce

que Chamberlain déclara à ses proches conseillers lors de conversations privées. Ces hommes apprirent, après Munich, que la tentative de conclure des accords avec les dictateurs n'était pas la raison première de la politique de Chamberlain à Munich. Ils apprirent de Chamberlain que deux autres facteurs étaient plus importants. Le plus important des deux était que pour l'instant, la Grande-Bretagne restait impréparée pour un défi armé face à l'Allemagne. La seconde considération était l'opposition française à une offensive militaire au nom des Tchèques. L'attitude de Chamberlain aurait été différente en 1938 si les Français avaient disposé d'une brillante stratégie offensive pour venir à l'aide des Tchèques, et avaient été prêts à en faire usage. Il est probable que Chamberlain aurait alors poussé la Grande-Bretagne dans une guerre contre l'Allemagne, si les armes britanniques avaient atteint leur niveau de 1939, ou si les Français avaient poursuivi une politique plus agressive.

Les dirigeants conservateurs prononcèrent deux discours importants sur la politique étrangère britannique au cours de l'intervalle où les débats parlementaires furent ajournés, entre le 6 octobre et le 1er novembre 1938. Sir Samuel Hoare s'exprima à Clacton-on-Sea le 20 octobre. Son discours exposa un fait élémentaire d'une importance capitale. Il indiqua qu'une guerre contre l'Allemagne au nom des Tchèques aurait constitué une guerre préventive. Il rappela à son auditoire que le verdict de l'histoire condamnait la doctrine de la guerre préventive. Hoare nota que les guerres préventives constituaient toujours de grossières erreurs, et qu'une nation n'avait aucun droit de faire appel aux armes sauf en défense de ses propres intérêts. Lorsqu'on lit ce discours, il paraît quasiment lunaire d'anticiper que Hoare soutint une politique de guerre préventive contre l'Allemagne quelques mois plus tard. Hoare rappela à son auditoire qu'Hitler avait respecté les termes du traité naval anglo-allemand de 1935. Hoare fit également l'éloge de la campagne d'armement britannique, et promit qu'aucune nation privilégiant la paix n'avait quoi que ce fût à craindre des armes britanniques. Ce fut une promesse qui ne marqua guère les annales britanniques. Il

s'agissait de l'expression d'un idéal que la Grande-Bretagne n'avait pas atteint. Il s'agissait d'un idéal absolument incompatible avec la politique de l'équilibre du pouvoir.

Halifax s'exprima publiquement à Édimbourg le 24 octobre. Il expliqua à son auditoire que les dirigeants britanniques n'étaient pas satisfaits de la paix existante, du fait qu'il s'agissait d'une paix armée. Il espérait qu'une paix marquée par l'entente pût être atteinte, mais qu'il était trop tôt pour dire comment y parvenir. Il parut conciliant à l'égard de l'Allemagne, et décrivit la déclaration d'amitié anglo-allemande comme une étape importante vers un contournement des dangers existants. Il suggéra ensuite que la Tchécoslovaquie avait été sauvée à Munich, parce que l'État tchèque aurait été détruit par la guerre, indépendamment du nombre de puissances qui auraient pris part à une guerre contre l'Allemagne. Halifax avait commencé à souligner le sauvetage de la Tchécoslovaquie comme principale justification de Munich. Il s'agissait d'une stratégie intelligente, menée à un moment où les observateurs compétents prédisaient que l'État tchèque était au bord de l'effondrement. Halifax s'intéressait à jeter le discrédit sur Munich, tout en paraissant la défendre. Cette idée n'apparut pas du tout à ses auditeurs, et son discours fut bien reçu en Écosse, où l'on faisait preuve de bien moins d'insatisfaction qu'en Angleterre quant à l'accord de Munich.

Le débat sur Munich reprit au parlement le 1er novembre 1938, et fut ouvert par un autre discours de Clement Attlee, décrivant l'accord de Munich comme une défaite britannique accablante. Chamberlain répondit par un discours déjà préparé. Il ajouta quelques objections aux remarques d'Attlee, mais concentrant le feu sur Lloyd George. Le Gallois imprévisible, qui défendit ultérieurement la paix avec l'Allemagne après la défaite de la Pologne en 1939, avait prononcé un discours enflammé contre Chamberlain sur les ondes radio étasuniennes, le 27 octobre 1938. Chamberlain dénonça ce discours avec beaucoup d'acrimonie, et accusa Lloyd George de desservir son pays en affirmant que l'Empire britannique était sur

le déclin sous la direction de Chamberlain. Le débat sur Munich se poursuivit dans le bruit et la fureur, et ne prit fin que le lendemain. Chamberlain remporta à ce moment-là une importante victoire parlementaire, l'accord anglo-italien de 1938 se voyant ratifié par une majorité écrasante.

La fureur concernant l'accord de Munich aurait pu se calmer dans les mois qui suivirent si les dirigeants conservateurs n'étaient pas intervenus, par différents moyens, pour maintenir l'esprit public en état d'alarme quant à l'Allemagne. Quelques exemples suivent qui illustrent ce problème. Earl De la Warr, le ministre de l'éducation du cabinet Chamberlain, insista, lors d'un discours qu'il prononça à Bradford le 4 décembre 1938, sur l'idée que le sentiment était prévalent en Grande-Bretagne que rien ne pourrait jamais être fait pour satisfaire l'Allemagne. Il s'agissait d'un subterfuge de propagande, visant à créer l'opinion-même dont il affirmait l'existence. C'était équivalent à dire que la politique d'apaisement qui avait culminé à Munich était une farce. Le premier ministre Chamberlain déclara caustiquement dans la Chambre des Communes, le 7 décembre, qu'il n'était pas en désaccord avec les remarques inspirées de son ministre. Le 13 décembre, il prononça un discours insistant sur l'importance de sa visite à venir en Italie, et faisant l'éloge de la cadence montante de la campagne d'armement, et du soutien dont celle-ci bénéficiait.

Sir Auckland Geddes, administrateur de la loi du service national britannique, prédit, lors d'un discours en date du 17 janvier 1939, que le peuple britannique se trouverait en première ligne dans une guerre qui approchait, et exhorta explicitement ce même peuple à engranger des réserves de nourriture en anticipation de cette éventualité. Cette épouvantable suggestion produisit un sentiment d'alarme considérable au sein du public. Geddes ajouta que l'*Air Force* britannique prendrait un lourd tribut parmi les bombardiers d'invasion qu'il avait invoqués avec une clarté effrayante, et exhorta le peuple britannique à montrer au monde qu'il ne craignait pas la guerre.

Le discours le plus provocateur de tous fut prononcé le 23 janvier 1939 par Chamberlain en personne. Chamberlain exhorta le public à soutenir le programme de service national, « *qui va nous préparer à la guerre.* » Il réfuta l'idée que la Grande-Bretagne puisse déclencher une guerre, mais la phrase qu'il prononça juste après démolit toute assurance que l'on aurait pu déduire de cette annonce. Il émit l'avertissement que la Grande-Bretagne pourrait prendre part à une guerre déclenchée par d'autres. Il s'agissait d'une situation différente d'une réponse à une attaque contre la Grande-Bretagne ou contre les intérêts britanniques. Chamberlain adoptait la doctrine de guerre préventive, celle-là même qui avait été dénoncée trois mois auparavant par Hoare. La suprématie de la politique d'équilibre du pouvoir fut illustrée par le fait que les dirigeants britanniques n'étaient absolument pas précis dans leurs estimations des forces respectives de puissances telles que l'Allemagne ou l'Union soviétique. C'était un présage funeste pour l'avenir.

## 8.7 La confiance des conservateurs pour les préparations de guerre

Les déclarations publiques alarmistes proférées par les dirigeants britanniques, alors qu'Hitler n'avait commis aucune action contraire à la déclaration anglo-allemande des accords de Munich, restaient modérées en comparaison avec les affirmations qui circulèrent par les canaux diplomatiques secrets. La visite secrète à Rome de 1939 par Halifax et Chamberlain constitua un témoignage éloquent d'intentions britanniques hostiles envers l'Allemagne. Les dirigeants britanniques étaient habités d'excellents états d'esprit du fait des succès attendus de la part de la campagne d'armement aérienne démarrée après la conférence de Munich. La production d'avions de chasse britanniques était de 25% supérieure aux chiffres prévus au moment de Munich, au début de l'automne 1938.

L'expert étasunien Charles Lindbergh, qui vécut en Angleterre,

fit une impression considérable aux dirigeants anglais avant Munich avec son rapport sur la puissance aérienne allemande. Lindbergh fit l'éloge de la qualité de l'armement aérien allemand dans les termes les plus forts que les faits le permirent. Il fut heureux de contribuer ce qu'il pouvait en désignant le non-sens d'une nouvelle guerre européenne, et devina à raison que l'attitude britannique constituait le facteur clé décidant si une telle guerre aurait lieu ou non. Il déborda de joie à l'annonce de Munich, et espéra sincèrement que la paix avait été sauvée.

Malheureusement, les dirigeants britanniques comprirent que la prépondérance allemande dans les airs était très réduite en 1938. Ils ne s'intéressaient pas simplement à la défense contre une possible offensive aérienne allemande. Ils espéraient que leur propre puissance aérienne pourrait devenir un instrument offensif décisif dans une guerre future. Depuis 1936, la stratégie aérienne britannique avait été fondée sur la doctrine d'attaques massives sur des objectifs situés loin derrière la ligne de front. Leur stratégie contrastait fortement avec celle des Allemands, qui espéraient que les bombardements aériens resteraient limités aux actions militaires de la ligne de front en cas de guerre. La différence de stratégie se refléta dans les types d'appareils produits par les deux pays. L'Allemagne produisit de nombreux bombardiers légers et moyens pour des opérations tactiques en soutien des armées au sol, tandis que l'effort principal britannique porta sur la construction de bombardiers lourds pouvant frapper des objectifs civils loin derrière le front. Le comité des exigences de défense britannique [4] décida dès février 1934 que « *l'ennemi potentiel ultime* » dans toute guerre majeure serait l'Allemagne.

Au printemps 1938, les Britanniques espéraient assembler 8000 aéronefs militaires dans l'année suivant avril 1939, et cet objectif fut plus tard non seulement atteint, mais dépassé. Ils avaient prévu de n'assembler que 4000 aéronefs militaires au cours de l'an-

4. *British Defence Requirements Committee*, NdT

née séparant avril 1938 d'avril 1939 mais en janvier 1939 ils se trouvèrent très en avance sur leur calendrier, et leur arme secrète de défense clé, le « *projet radar,* » avait progressé à grands pas depuis 1935. Les dirigeants et experts britanniques étaient préoccupés quant à leurs défenses aériennes, mais n'avait pas perdu de vue la possibilité d'une offensive aérienne contre les populations civiles d'Allemagne. À l'automne 1938, le ratio *chasseurs :bombardiers* du programme du ministre de l'air, Sir Kingsley Wood, était de 1 :1.7. La construction de bombardiers moyens avait été interrompue, et l'accent n'était plus mis que sur les bombardiers lourds en mesure d'attaquer des objectifs lointains. Les dirigeants britanniques reconnaissaient que la préparation défensive des centres civils britanniques, en vue de répondre aux bombardements de représailles allemands, était « *insuffisante pour dissiper l'anxiété* » durant les derniers mois avant l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Néanmoins, ils étaient convaincus d'être relativement protégés de représailles allemandes réussies, si bien que la stratégie de bombardement des masses civiles allemandes fut développée avec une énergie déterminée.

## 8.8 Halifax et Chamberlain font peur à Mussolini

Il n'est pas surprenant que le soudain et inattendu accroissement de pouvoir militaire rendit les dirigeants britanniques plus agressifs, et ceci se refléta dans leurs conversations avec les dirigeants italiens. Il est intéressant de comparer les archives britanniques et italiennes quant à ces discussions. Deux de ces conversations centrales intégrèrent Chamberlain, Halifax, Mussolini et Ciano, une autre intégrait Halifax et Ciano, une troisième comptait Chamberlain et Mussolini. La première conversation réunissant les quatre dirigeants se tint dans le bureau de Mussolini, au *Palazzo Venezia* de Rome, l'après-midi du 11 janvier 1939. L'archive

britannique relate que Mussolini promit l'Italie à une politique de paix pour des raisons intérieures, et pour la stabilité générale de l'Europe. Le dirigeant italien affirma qu'une nouvelle guerre détruirait la civilisation, et il déplora l'échec des quatre puissances à coopérer plus étroitement pour la préservation de la paix. Il rappela à Chamberlain et à Halifax qu'il avait envisagé une coopération étroite en proposant un pacte des quatre puissances pour la consultation et l'amitié entre la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et l'Allemagne, en 1933. Il privilégiait la limitation des armements. La question juive fut discutée, et Mussolini affirma son opinion selon laquelle la meilleure solution serait que tous les Juifs se rassemblent sous les lois d'un État juif souverain, même s'il n'était pas nécessaire qu'ils y vécussent tous. Mussolini était préoccupé quant à l'attitude britannique à l'égard de l'Allemagne. Chamberlain déclara qu'il avait considéré la possibilité de conversations avec les Allemands aux alentours de la fin 1938, mais qu'il avait changé d'avis. Il affirma avoir revu sa position du fait de sa déception de l'attitude allemande.

Une conversation se tint entre Halifax et Ciano le matin du 12 janvier 1939, dans le bureau du ministre italien des affaires étrangères, au *Palazzo Chigi*. Cette conversation fut entièrement consacrée aux problèmes reliés à la guerre civile espagnole. Ciano donna à Halifax des assurances que l'Italie comptait retirer ses volontaires d'Espagne, et qu'elle ne comptait pas établir de bases militaires dans ce pays.

Mussolini, Ciano, Chamberlain et Halifax se rencontrèrent à nouveau au *Palazzo Venezia* l'après-midi du 12 janvier 1939. Les relations franco-italiennes figuraient à l'agenda. Les dirigeants italiens insistèrent sur le fait que les récentes manifestations à l'encontre de la France à la chambre italienne des députés, en date du 30 novembre 1938, avaient été totalement spontanées. Ils accusèrent les Français pour une grande partie des tensions existant entre l'Italie et la France, qui avaient culminé au moment de cet incident. Chamberlain fit tourner la conversation vers l'Allemagne. Il affirma

être impressionné par les rumeurs d'intentions sinistres de la part de l'Allemagne. Il avait entendu que l'Allemagne projetait d'établir une Ukraine indépendante, et d'attaquer la Grande-Bretagne, la France, la Pologne et l'Union soviétique. Mussolini assura aux dirigeants britanniques que les armes allemandes étaient défensives, et qu'Hitler ne développait pas de projets d'Ukraine indépendante ou d'attaques sur les divers pays mentionnés par Chamberlain. Il ajouta que l'Allemagne désirait la paix. Chamberlain n'était pas d'accord. Il déclara que les armes allemandes étaient plus que suffisantes pour répondre aux attaques des pays immédiatement voisins de l'Allemagne, et que par conséquent, les Allemands devaient être en train de cultiver des projets agressifs. Il affirma que la Grande-Bretagne, d'un autre côté, était uniquement préoccupée de se défendre de la menace allemande. Il défendit les extrémistes du parti conservateur britannique, et réfuta l'idée que quiconque, y compris Churchill, promût une offensive militaire britannique contre l'Allemagne.

Les dirigeants britanniques et italiens s'accordèrent sur le fait qu'il serait difficile d'apporter des garanties aux Tchèques, et les Britanniques mentionnèrent une solution de garantie que les Français avaient déjà rejeté auparavant. Cette formule stipulait qu'aucune aide ne pourrait être accordée aux Tchèques, sauf si trois des quatre puissances de Munich s'accordaient sur le fait qu'une agression s'était produite. Mussolini mentionna une suite de pré-requis, y compris la nécessité que des conditions stables fussent établies au sein de l'État tchèque, qui devraient être assurés avant que des garanties pussent être examinées. La conversation se conclut par des commentaires sur les élections générales britanniques, prévues pour l'automne 1940, et sur l'exposition internationale de Rome, prévue pour 1942. Mussolini se montra très préoccupé quant aux projets pour l'exposition de Rome, et Chamberlain fit l'évidente déclaration que les Britanniques souhaiteraient y participer.

Chamberlain et Mussolini discutèrent de la situation générale, suivant un dîner à l'ambassade britannique dans la soirée du ven-

dredi 13 janvier 1939. Chamberlain affirma à Mussolini qu'il se méfiait d'Hitler, et qu'il restait peu convaincu par les arguments de Mussolini avançant que le programme d'armement allemand était de portée défensive. Il espérait déstabiliser Mussolini en mentionnant une rumeur selon laquelle l'Allemagne aurait lancé des préparations militaires spéciales dans la région proche de la frontière italienne. Il assura catégoriquement à Mussolini que la Grande-Bretagne et la France, en contraste avec 1938, étaient désormais prêtes à se battre contre l'Allemagne.

Les archives italiennes de ces conversations relatent de manière très proche les sujets évoqués par les archives britanniques, mais présentent des différences importantes sur les ordres d'importance et les points factuels. Les Italiens remirent le 12 janvier à l'ambassadeur allemand Mackensen une copie de leur archive de la conversation du 11 janvier 1939, et Mackensen fit immédiatement suivre ces informations à Hitler. Mussolini affirma aux dirigeants britanniques que le pacte anglo-italien du 16 avril 1938 constituait un facteur essentiel de la conduite de la politique italienne. Il affirma que l'association de l'Italie avec l'Allemagne dans l'Axe était également importante, mais insista sur l'idée que cette association n'était pas « *de nature exclusive*[5] ». Il ajouta que l'Italie n'avait pas d'ambitions directes[6] en Espagne. Chamberlain remercia Mussolini pour ses assurances sur le fait que la paix était essentielle à la consolidation de l'Italie, et ajouta que ni lui-même, ni Halifax n'avaient jamais douté de la bonne volonté de Mussolini. Il mit en contraste ses attitudes envers l'Italie et envers l'Allemagne, et se plaignit de n'avoir perçu aucun signe d'amitié allemande envers la Grande-Bretagne depuis Munich.

Mussolini s'engagea à faire un effort pour améliorer les relations franco-italiennes. Il espérait que cela serait possible après la fin de la guerre en Espagne. Chamberlain se plaignit de l'« *arme-*

5. di natura esclusiva
6. ambizione diretta

*ment fiévreux* » de l'Allemagne, et de supposés projets offensifs allemands. Mussolini, tout en réfutant que de tels projets existassent, mis surtout l'accent sur le point que les besoins défensifs allemands devaient être examinés en relation avec la campagne d'armement russe. Il est significatif qu'aucune mention de ce point n'est à trouver dans l'archive britannique.

L'Armée Rouge avait fortement vu croître ses rangs au cours des derniers mois écoulés, et une tentative était en cours de remplacer les officiers de l'Armée Rouge récemment purgés par des officiers de réserve ainsi que par des officiers sortant des écoles militaires. L'incorporation d'unités de réserve dans l'Armée Rouge, fin 1938, avait accru l'armée russe en temps de paix de deux millions d'homme, ce qui représentait presque le triple du nombre de soldats allemands en temps de paix. Un Conseil de guerre suprême, dirigé par Staline, avait été créé en 1938 pour superviser le Conseil de guerre dirigé par Voroshilov, le commissaire du peuple à la Défense. L'Armée Rouge et l'Armée de l'Air Rouge étaient sous les ordres de ce dernier et la Flotte Rouge était sous commandement séparé. Le nouveau Conseil, dirigé par Staline, était destiné à coordonner les commandements dans un programme de préparation à la guerre. Au matin du 11 janvier 1939, la *Krasnaya Zvezda*[7] appela à la victoire du communisme sur le monde entier. Il s'agissait là de faits publics, disponibles à tout un chacun, mais les dirigeants britanniques préférèrent croire que l'arrestation par Staline de 20 000 officiers avait mis fin au danger du communisme. Leurs préjugés contre le communisme les amenaient à sous-estimer le pouvoir soviétique. Les Britanniques considérèrent les commentaires de Mussolini quant à leur propre suffisance à l'égard de la menace russe comme trop insignifiants pour figurer aux archives des conversations de Rome.

Les Britanniques laissèrent également de côté un autre point

7. L'Étoile Rouge, le journal du ministère de la Défense de l'Union soviétique, NdT

majeur établi par Mussolini. Le dirigeant italien pouvait comprendre les préoccupations britanniques quant aux rumeurs suggérant des attaques en instance contre leur propre pays, ou contre la France voisine. Il ne parvenait pas à évaluer leurs préoccupations apparentes quant au bien-être de l'encadrement soviétique. Mussolini réfuta qu'Hitler disposât de projets pour le démembrement de la Russie, mais ne put s'empêcher de faire un commentaire : la fin du communisme en Russie constituerait une bénédiction pour le peuple russe. Cette remarque ne fit pas impression sur les dirigeants britanniques. Mussolini jura qu'il savait avec une certitude absolue qu'Hitler n'entretenait pas de projets hostiles à l'encontre de l'Occident.

Mussolini fut également surpris que Chamberlain prédît des problèmes entre l'Allemagne et la Pologne. Il partageait l'optimisme d'Hitler sur le fait qu'une entente entre l'Allemagne et la Pologne pût se réaliser. Beck, le ministre polonais des affaires étrangères, avait récemment rendu visite à Hitler, et le ministre allemand des affaires étrangères avait prévu de rendre visite à Beck à Varsovie quelques jours plus tard. Le dirigeant italien ne savait pas que Raczynski, l'ambassadeur polonais à Londres, avait demandé le soutien britannique contre l'Allemagne en décembre 1938, ni qu'Halifax avait exprimé le désir de soutenir la Pologne à Dantzig dès septembre 1938. Mussolini avertit Chamberlain de ne pas se laisser influencer par la propagande anti-national-socialiste. Chamberlain réfuta avec insistance les affirmations de Mussolini quant aux besoins de défense allemands, et il insista sur le fait que la Russie n'avait pas la force de constituer une menace pour quiconque. Est ici rappelée au lecteur l'affirmation d'Anthony Eden de mars 1935, selon laquelle l'Union soviétique ne se trouverait pas en position de lancer une guerre d'agression avant cinquante ans. Mussolini fut médusé de la remarque de Chamberlain, et répéta que l'Allemagne avait de bonnes raisons de craindre une coalition hostile présentant une force écrasante.

Le dirigeant italien usa de chaque argument possible pour ré-

pondre à la phobie anti-allemande de Chamberlain. Il cita la ligne Siegfried, jouxtant la frontière avec la France et la Belgique, comme indication de la nature défensive des systèmes d'armes allemands. Chamberlain insista : les systèmes d'armes allemands étaient bien trop impressionnants, et il suggéra qu'Hitler devrait évoquer publiquement son désir de paix, s'il était réellement pacifique. Cette suggestion médusa de nouveau Mussolini, et il s'enquit de savoir si Chamberlain avait pu manquer la déclaration de nouvelle année d'Hitler, en date du 1er janvier 1939, au cours de laquelle le dirigeant allemand avait professé un fervent désir de perpétuation de paix européenne. Mussolini répéta que le champ courant des systèmes d'armes allemands était tout à fait justifié par la réalité de la situation. Il désirait contribuer en dissipant les craintes supposées de Chamberlain quant aux intentions allemandes. Il désirait coopérer avec Chamberlain en organisant une conférence pour un désarmement qualitatif dès la fin de la guerre en Espagne. Chamberlain ne fit montre d'aucun intérêt pour cette proposition.

Mussolini fit référence à l'instabilité profonde de l'État tchèque, à l'échec des Tchèques à dissoudre leurs liens avec la Russie ou à adopter une politique de neutralité, ainsi qu'au fait que les nouvelles frontières tchèques, en de nombreuses directions, n'avaient pas reçu leur définition finale sur le terrain dans le cadre des commissions internationales aux frontières. L'archive italienne est catégorique, et affirme que Chamberlain acquiesça aux remarques de Mussolini sur les Tchèques.

L'archive italienne indique également que Mussolini fut déçu par l'attitude de Chamberlain. La visite fut une réussite du point de vue britannique, mais un échec considérée depuis la position italienne. Les dirigeants britanniques avaient espéré intimider Mussolini, et le décourage de soutenir Hitler si et quand la guerre éclaterait. Ils réussirent en cela, bien que ce succès diplomatique fût annulé en 1940 du fait de la chute inattendue de la France. Les Italiens, de l'autre côté, avaient espéré que leurs assurances amèneraient les Britanniques à adopter une attitude plus tolérante en-

vers l'Allemagne et une politique plus coopérative pour le règlement des problèmes européens courants. Ils furent totalement déçus dans cette attente. Il était évident que l'hostilité britannique envers l'Allemagne était implacable.

Mussolini discuta de la situation avec Mackensen, l'ambassadeur allemand, à la réception de l'ambassade britannique, le soir du 13 janvier 1939. Il déclara que les résultats de la visite étaient maigres, et se plaignit de ce que les Britanniques lui aient fait se sentir comme un avocat dans un de leurs tribunaux lorsqu'il avait essayé d'expliquer les systèmes d'armes allemands ainsi que la politique étrangère allemande. Il ne laissa aucun doute dans l'esprit de Mackensen quant au fait que les Britanniques étaient prêts à déclarer l'Allemagne coupable de chaque crime.

Le 17 janvier 1939, les Allemands obtinrent plus d'informations quant à la visite de Rome par Attolico, l'ambassadeur italien à Berlin. Ils reçurent un excellent résumé condensé de la conversation du 11 janvier 1939. Celui-ci fut suivi par un rapport de Mackensen, intégrant un récit de la conversation de Chamberlain, Halifax, Mussolini et Ciano, le 12 janvier 1939. Les Allemands apprirent que leur programme d'armement avait constitué le sujet principal de discussion. Mackensen découvrit également que Chamberlain avait fait preuve d'astuce en pratiquant la propagande lors des conversations du repas auprès de Mussolini. Chamberlain mentionnait l'Italie et la Grande-Bretagne comme des puissances impériales, disposant de colonies outre-mer, en contraste avec l'Allemagne, une simple nation continentale. Cela fit la satisfaction d'Hitler, qui n'entretenait aucun désir de hisser le drapeau allemand sur des terres lointaines.

Aux yeux de Mussolini, il était évident que l'Allemagne était sous la menace d'une possible attaque britannique. Les dirigeants britanniques étaient en plein mouvement contre l'Allemagne, de nombreuses semaines avant leur bascule politique publique suivant l'occupation allemande de Prague en mars 1939. C'est pour cette raison que les conservations de Rome se distinguent si nettement dans l'histoire diplomatique de 1939. Mussolini savait que la guerre

constituerait un désastre, et espérait qu'Hitler pourrait réussir à l'éviter. Il exposa clairement aux Allemands que ses efforts d'apaiser les préjugés britanniques contre eux avaient échoué. Il espérait jouer un rôle constructif, en contribuant à éviter une guerre qui n'était pas nécessaire, mais affirma que sa première obligation envers son propre peuple était de maintenir l'Italie hors d'un conflit anglo-allemand désastreux. C'était pour cette raison qu'il s'était montré attentif à ne pas offenser ses hôtes britanniques, et il expliqua ceci aux Allemands. La suggestion de Churchill que Mussolini était méprisant quant à la force militaire britannique de l'époque était erronée. Mussolini disposait d'assez de sagesse pour craindre la puissance militaire britannique, et pour reconnaître la position vulnérable de son propre pays. La décision de Mussolini d'entrer en guerre contre la Grande-Bretagne, en juin 1940, n'altère pas cette réalité. Il résista aux pressions d'entrer en guerre durant les premiers mois, en dépit d'un blocus britannique sur le commerce italien. Les victoires allemandes contre la Grande-Bretagne de 1940, en Norvège et en France, modifièrent la situation, et Mussolini entra dans une guerre qu'il croyait sur le point de s'achever, afin de donner à son pays une voix dans la conférence de paix. Il n'aurait jamais pris cette décision sans les stupéfiantes victoires allemandes de 1940 sur les forces alliées supérieures.

## 8.9 L'optimisme persistant d'Hitler

La tragédie qui s'abattit sur l'Italie lors de la seconde guerre mondiale indique que l'alarme de Mussolini quant à l'hostilité britannique à l'encontre de l'Allemagne, en janvier 1939, était amplement justifiée. L'Allemagne n'avait réalisé aucun mouvement depuis Munich. Néanmoins, le même premier ministre britannique qui avait persuadé Hitler de signer la déclaration d'amitié anglo-allemande du 30 septembre 1938 brandissait à présent l'Allemagne comme nation agressive en janvier 1939. Son assurance que la

Grande-Bretagne était prête pour la guerre contre l'Allemagne indiquait qu'il envisageait un conflit comme probable, et sa défense de l'attitude de Churchill envers l'Allemagne constituait un mauvais augure.

Cohn Brooks était l'un des écrivains britanniques de premier plan dans les années 1930 à promouvoir l'idée de constituer d'immenses armements britanniques. Il expliqua, dans son ouvrage convaincant, *Chamberlain peut-il sauver la Grande-Bretagne ? Les enseignements de Munich*[8], qui fut écrit en octobre 1938, que la « *conférence des quatre puissances de Munich de septembre 1938 avait donné au monde soit un difficile ajournement du conflit, soit la promesse d'une paix durable.* » C'était exact, mais la promesse d'une paix durable était minée par l'attitude des dirigeants britanniques envers l'Allemagne. Brooks était alarmiste. Il affirmait que la Grande-Bretagne était en péril, du fait que l'équilibre du pouvoir était menacé. Il appelait la jeunesse britannique à se montrer à la hauteur de la tradition impérialiste britannique, et à ne pas laisser son attitude se faire influencer plus avant par les lourdes pertes inhabituelles subies par la Grande-Bretagne lors de la première guerre mondiale. Il rappela à ses lecteurs que la Grande-Bretagne avait passé 102 années à combattre des guerres majeures au cours des 236 années écoulées depuis 1702, et qu'elle avait mené de nombreuses guerres mineures durant les intervalles de paix entre ces guerres majeures. Il reconnaissait que la Grande-Bretagne présentait un historique d'actions militaires agressives inégalé par toute autre puissance des temps modernes. Il souhaitait à la jeunesse britannique de reconnaître ce fait évident, et de se préparer à une nouvelle lutte contre l'Allemagne. Il constituait l'un des meilleurs exemples de l'Angleterre militante de 1938, que Martin Gilbert et Rich Gott essayeraient encore de justifier vingt-cinq ans plus tard avec un abandon irresponsable dans leur chronique, *The Appeasers*. Karl Heinz Pfeffer, un Allemand cosmopolite expert ses atti-

8. *Can Chamberlain Save Britain ? The Lesson of Munich*, NdT

tudes britanniques et étasuniennes, tenta, dans un ouvrage publié en 1940, *England : Vormacht der buergerlichen Welt*[9], d'expliquer l'hostilité britannique envers l'Allemagne au cours de cette période. Il nota que le supposé désarmement britannique entre la première et la seconde guerres mondiales était un mythe, mais que le grand public britannique avait été abreuvé de propagande de paix de la part de groupes privés à la fin 1931, à la veille de la très proclamée conférence de désarmement général de février 1932. L'obstruction française ruina la conférence, et la Grande-Bretagne se mit à chercher une justification pour faire croitre ses armements déjà considérables. Il fallait de la propagande pour surmonter l'aspiration populaire à la paix. L'expérience de la première guerre mondiale suggéra la réponse, et ceci expliqua en partie la campagne de haine initiale contre l'Allemagne, dans la période 1932-1938.

Pfeffer souligna que la puissance allemande ne connut pas de croissance aux dépens des Britanniques durant cette période. Il exprima le souhait pieux que le peuple allemand n'acceptât plus jamais d'affirmations britanniques quant aux soi-disant péchés des dirigeants allemands, et espérait que l'expérience allemande au cours de la récente *Pax Britannica* pourrait décourager cette tendance, qui avait sapé le moral allemand en 1918. La classe moyenne allemande s'était vue ruinée par l'inflation durant la paix britannique d'entre-deux guerres, la classe paysanne allemande avait été amenée au bord de la destruction, et les travailleurs allemands avaient été exposés à la menace du chômage total.

Pfeffer espérait que le peuple allemand n'oublierait jamais que les dirigeants britanniques contemporains ne disposaient pas des bonnes réponses aux problèmes du monde. La conscience de ces faits contribua à l'excellent moral qui fut maintenu par l'écrasante majorité de la population allemande au cours de la seconde guerre mondiale. Hitler avait été averti par Mussolini. La prédiction de Ribbentrop du 2 janvier 1938, selon laquelle il serait impossible

9. L'Angleterre : gardienne du monde bourgeois

pour l'Allemagne de parvenir à une entente durable avec l'Angleterre, avant qu'Hitler n'ait complété son programme de révision pacifique, avait reçu une nouvelle confirmation. Hitler espérait qu'il pourrait compléter son programme avant que les Britanniques ne fussent prêts à attaquer l'Allemagne, et qu'il réussirait à les convaincre après-coup d'accepter la nouvelle situation. Telle a été la seule réponse au dilemme de l'hostilité britannique à l'âge de Bismarck. Cette méthode laissait des chances de succès raisonnables, alors qu'une politique de dérive n'en comportait strictement aucune.

L'Allemagne était la puissance majeure de la région européenne, entre la Grande-Bretagne à l'Ouest et l'Union soviétique à l'Est. L'hostilité britannique atteignait une crête, et les alternatives étaient, soit la paix, soit la guerre. Hitler était au milieu du gué. Il était déterminé à atteindre la rive haute. Il comptait sortir l'Allemagne du marécage d'insécurité, de déclin et de désespoir. Il comptait que l'Allemagne puisse disposer d'une sécurité nationale et de l'opportunité de développement qui avait été l'héritage de la Grande-Bretagne et des États-Unis depuis plusieurs générations. Il espérait sortir l'Allemagne du danger, et atteindre le sol ferme, à l'abri de toute marée hostile britannique. Il estimait pouvoir atteindre son objectif sans causer de tort à la Grande-Bretagne ou aux États-Unis en quelque manière que ce fût.

Hitler espérait une ère de coopération anglo-étasuno-allemande. Cest ainsi que le monde aurait disposé des meilleures garanties de stabilité et de paix. Il y avait de bonnes raisons de croire, en janvier 1939, que cet objectif pouvait être atteint, en dépit du fait que les périls encourus par l'Allemagne étaient considérables. Le pire d'entre eux était l'hostilité britannique de l'après Munich.

# Chapitre 9

# Les relations franco-allemandes après Munich

## 9.1 La France constitue un obstacle aux projets de guerre britanniques

Rendus en janvier 1939, l'attitude belliqueuse des dirigeants britanniques et la non-volonté des Polonais à régler leurs différends avec l'Allemagne, pouvaient indiquer qu'à ce moment-là, la seconde guerre mondiale était devenue inévitable. Nombreux furent ceux qui, en occident, acceptèrent la thèse avancée par Halifax et d'autres dirigeants britanniques après la seconde guerre mondiale, selon laquelle une guerre anglo-allemande était devenue inévitable depuis la réoccupation de la Rhénanie par l'Allemagne en mars 1936. Il y en eut pour dire que l'on aurait pu mettre fin au programme de Hitler sans guerre jusque septembre 1938, mais que c'était là le dernier moment auquel cette catastrophe sinon inévitable aurait pu être évitée. Ces opinions furent émises en prenant

comme hypothèse le fait que c'est Hitler qui démarra la seconde guerre mondiale. Elles ignorent le fait que la seconde guerre mondiale découla de l'attaque britannique contre l'Allemagne de septembre 1939. Le Comité des prescriptions de défense britannique avait marqué l'Allemagne comme « *l'ultime ennemi potentiel* » dès le 14 novembre 1933, considérant comme probable que la Grande-Bretagne finirait par intervenir dans quelque différend séparant l'Allemagne de l'un de ses voisins continentaux. Les dirigeants britanniques eux-mêmes ne croyaient pas qu'Hitler comptait attaquer leur pays.

On pourrait ainsi en conclure que l'hostilité britannique à l'encontre de l'Allemagne après Munich, ainsi que les frictions germano-polonaises de 1938 et 1939, rendirent inévitables la seconde guerre mondiale. Les dirigeants britanniques projetaient une attaque contre l'Allemagne, et un conflit entre l'Allemagne avec une puissance continentale, telle la Pologne, pourrait constituer le prétexte du déclenchement d'une telle attaque. Il n'existait aucune indication du fait qu'Hitler aurait été sur le point de présenter des demandes plus radicales aux Polonais après leur échec à répondre à son offre d'octobre 1938, mais il était aisé pour les dirigeants britanniques de conseiller aux Polonais de provoquer Hitler, une fois les préparations de guerre britanniques jugées suffisantes. L'histoire européenne présentait de nombreux exemples de politique similaire. En juillet 1914, Buchanan, l'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg, avait exhorté les Russes à provoquer l'Allemagne en ordonnant la mobilisation générale de la Russie contre elle.

## 9.2 Les relations franco-allemandes après Munich

Cette étape encouragea la Grande-Bretagne à intervenir contre l'Allemagne dans une guerre sur le continent. En 1858, à Plombières, Napoléon III conseilla à Cavour, le premier ministre sarde,

de fomenter une guerre contre l'Autriche, et cette étape permit aux Français d'attaquer les Autrichiens dans la péninsule italienne en 1859. Les dirigeants britanniques de 1939 étaient familiers de ce style de diplomatie, et disposaient d'imagination en quantité suffisante, et de scrupules en quantité réduite, pour y recourir afin d'atteindre leur objectif.

Mais la simple vérité est que les Britanniques eurent fort à faire, jusqu'au soir du 2 septembre 1939, pour parvenir à faire éclater la seconde guerre mondiale. Le sort n'en fut aucunement jeté jusqu'à ce moment, et il n'existait aucune justification pour le fatalisme qui apparut ultérieurement, suggérant que la seconde guerre mondiale était devenue inévitable après 1936 ou 1938. Ce fait devait éliminer tout élément de tassement de la situation dans la séquence d'événements qui précédèrent septembre 1939. Le sujet fondamental de la guerre ou de la paix en Europe resta indécis jusqu'au dernier moment. Tel n'aurait pas été le cas si la Pologne avait constitué le seul facteur préparant la scène de l'assaut britannique. Tel fut le cas en résultante de la décision des dirigeants britanniques du fait que la participation de la France, leur alliée, constituait la condition *sine qua non* du lancement des hostilités britanniques contre l'Allemagne. Les dirigeants français, contrairement à Halifax, se montraient de plus en plus critiques envers la supposée sagesse d'une guerre préventive contre l'Allemagne. Il devenait évident, le temps passant, qu'ils pourraient en venir à appeler à une cessation du projet d'agression britannique, en refusant de soutenir tout scénario de ce type. Il devenait clair que les Britanniques devraient travailler dur pour amener la France dans la guerre ; et de bonnes raisons existaient pour espérer l'échec de la tentative britannique. Les dirigeants français furent au final considérés en Italie comme en Allemagne comme les principaux espoirs pour la paix.

Ces circonstances éclairent le rôle clé de la France en Europe après la conférence de Munich. Il s'agissait là d'un étrange et ironique renversement de la situation. Par le passé, les dirigeants français avaient sollicité le soutien britannique pour agir dans telle ou

telle situation, et s'étaient le plus souvent vus repoussés. Les dirigeants britanniques se mirent à pousser à l'action contre l'Allemagne à l'issue de la conférence de Munich, et les Français, inclinés qu'ils étaient à adopter une politique passive, se mirent à occuper l'ancienne position britannique consistant à décider d'apporter ou non leur soutien. Les Français avaient considéré le soutien britannique comme essentiel par le passé, et à présent c'étaient les Britanniques qui considéraient le soutien français comme indispensable.

La difficulté résidait en ce que les Français avaient pris l'inclinaison, par la force de l'habitude, à suivre la voie marquée par les Britanniques, et qu'il leur fallait un considérable effort de volonté pour refuser les demandes britanniques inopportunes. En outre, la situation britannique était très favorable par rapport à celle de la France. Les États-Unis et l'Allemagne avaient chacun pour intention d'établir des relations étroites et amicales avec la Grande-Bretagne. Les deux pays se montrèrent également amicaux envers la France après 1936, mais il était évident que la Grande-Bretagne occupait la première place dans leur considération. L'alliance de la France avec l'Union soviétique n'arrangea rien à l'affaire, cette dernière ayant pour dessein d'entraîner la France et l'Allemagne dans une guerre. Le 27 janvier 1934 Lazare Kaganovitch, le dirigeant du Politburo soviétique et beau-frère de Staline, annonça dans *Izvestia*[1] qu'une nouvelle guerre franco-allemande pourrait promouvoir les intérêts de l'Union soviétique.

La stratégie consistant à encourager une guerre franco-allemande, l'Union soviétique restant neutre, resta continument la principale caractéristique de la politique étrangère soviétique. Les dirigeants français devaient faire face à la menace combinée de l'isolement et du ressentiment britannique, s'ils ne souscrivaient pas aux demandes de Chamberlain et d'Halifax. Il était évident qu'il ne serait pas aisé pour la France de poursuivre une politique indépendante tant que la pression britannique restait exercée sur elle. Néanmoins,

1. Grand journal russe, *Les Nouvelles*

les Britanniques admettaient que Georges Bonnet, le ministre français des affaires étrangères à partir d'avril 1938, était un homme très compétent. Tant qu'il fut en poste au Quai d'Orsay, ces derniers ne purent jamais considérer que la France accepterait de jouer les marionnettes.

## 9.3 La popularité des accords de Munich en France

Les accords de Munich furent reçus en France de manière très différente de la Grande-Bretagne, au-delà des manifestations d'enthousiasme populaire initiales que reçurent Daladier et Chamberlain à leurs atterrissages respectifs de retour de Munich, chacun en son pays. Les accords de Munich furent reçus avec enthousiasme par le parlement français le 4 octobre 1938. Le parlement français se prononça à une majorité écrasante de 535 contre 75 en faveur de ces accords. Le premier ministre Daladier prononça un discours modéré, insistant sur le fait qu'il existait de nouveau un espoir de paix en Europe, mais que cette paix restait précaire. Les débats parlementaires sur les actions diplomatiques récentes furent extrêmement brefs. Toute volonté de gâcher l'atmosphère créée à Munich en usant d'une controverse prolongée, dans le genre de celle qui régnait en Angleterre, était visiblement absente. On comptait 73 communistes au parlement français en 1938, et 72 d'entre eux étaient présents en séance pour voter contre les accords de Munich. Seulement trois députés d'autres partis votèrent comme les communistes, et Léon Blum, chef de file des socialistes, ne fut pas de ce nombre. Le triomphe de Daladier fut total. Chose ironique, Daladier était plus soucieux que Chamberlain de l'accueil dont il ferait l'objet au pays. Il s'avéra que les accords de Munich furent politiquement bien plus populaires en France qu'en Angleterre. Georges Bonnet interpréta correctement cette situation comme un mandat pour conclure un accord d'amitié avec l'Allemagne, et reçut tout

le soutien de l'ambassadeur de France à Berlin, François-Poncet, qui disposait d'une grande influence sur les milieux d'affaires et industriels, dans les négociations qui suivirent.

## 9.4 La crise du front populaire : une leçon pour la France

Il était heureux pour la France qu'elle disposât enfin d'un gouvernement stable. Le gouvernement Daladier, nommé en avril 1938, n'eut aucune difficulté à maintenir sa position durant les mois de paix restants en Europe jusqu'à l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Il semblait que la crise, qui avait démarré en février 1934 avec l'affaire Stavisky et les émeutes contre le gouvernement français était enfin terminée. Outre cela, à partir de novembre 1938, la France sortir à grands pas de la dépression qui s'était abattue sur le pays au cours de cette période. Il semblait que plus de quatre années d'instabilité et de confusion avaient préparé le pays à accepter une discipline plus serrée. La France apparaissait également disposée à tirer des conclusions importantes des événements qui s'était produits au cours de cette période et de revoir sa politique étrangère.

La France était la puissance continentale dominante lorsque la crise intérieure de 1934-1938 commença. Néanmoins, sa position était affaiblie par la dépression et l'instabilité de son gouvernement. Le chômage était passé de 500 000 en 1931 à 1 300 000 à la fin 1933. Il s'agissait d'un nombre considérable pour la France, qui disposait d'une population industrielle bien plus faible que la Grande-Bretagne ou que l'Allemagne, et encore ce nombre ne comptait-il pas le chômage partiel ou saisonnier. Dans l'intervalle, une dangereuse attitude de complaisance, bloquant les réformes, fut créée par le fait qu'existait une déflation qui faisait baisser les prix plus vite que les salaires. Le gouvernement avait présenté un budget déficitaire depuis 1931, et plusieurs projets en vue d'accroître la

production et l'emploi par action de la puissance publique furent mis en échec. En novembre 1933, le gouvernement relança la loterie nationale, un expédient de l'ancienne monarchie, tentant ainsi d'améliorer sa situation financière.

Les partis de gauche firent leur un vieux slogan de Joseph Caillaux, père de l'impôt sur le revenu en France, qu'une bascule se produit, qui voit les taxes engloutir les taxes. C'était chose vraie, mais la gauche l'utilisa comme prétexte pour s'opposer à toute augmentation des impôts directs, qui aurait permis de gérer le déficit croissant. Le gouvernement répondit en essayant de réduire les dépenses publiques, mais en vain. Les cabinets de Joseph Paul-Boncour, Édouard Daladier, et Albert Sarraut furent renversés à cause de ce problème en 1933. Georges Bonnet fut ministre des finances dans le gouvernement Sarraut, et employa toutes les tactiques possibles pour s'attirer le soutien que ses prédécesseurs avaient échoué à gagner. Néanmoins, la chambre rejeta son programme en novembre 1933, par 321 voix contre 247.

Camille Chautemps constitua un gouvernement le 26 novembre 1933, mais les répercussions de l'affaire Stavisky le contraignirent à démissionner rapidement en janvier 1934. Diverses organisations paramilitaires reflétaient l'insatisfaction de la France à l'époque. On y comptait les paysans mécontents du Front Paysan de Dorgères, les Camelots du Roi royalistes, et la Croix de feu, organisation de vétéran dirigée par le colonel de la Rocque, un héros de la première guerre mondiale. Il y avait également deux petites organisations militantes, la Solidarité française de Jean Renaud, et le parti franciste de Marcel Bucard, qui estimait que les méthodes en cours en Allemagne et en Italie devaient être employée pour mettre fin à la crise en France. Les communistes exploitèrent l'existence de ces groupes en affirmant que la France était en danger de connaître une révolution fasciste. Le parti communiste connaissait à ce moment une croissance rapide. Le parti socialiste s'était scindé en mai 1933, lorsque le jeune Marcel Déat et ses amis avaient rejeté la direction de Léon Blum et formé les néosocialistes. Les communistes

tirèrent parti de la confusion régnant dans les rangs socialistes, et gagnèrent de nombreux convertis, tant depuis la classe laborieuse que depuis la bourgeoisie. Le prestige du communisme était soigné par l'adhésion d'intellectuels de premier plan, comme Ramon Fernandez et André Gide, et la croissance du mouvement généra un véritable sentiment d'alarme dans les autres franges de la population. L'atmosphère en France, et particulièrement à Paris, était sous tension. Nombreux étaient ceux à rester complaisants, mais l'affaire Stavisky, qui produisit une éruption majeure de violence, fit s'effondrer cette complaisance.

Alexandre Stavisky était un criminel irresponsable, menant alors une opération de détournement très importante aux dépens des systèmes de crédit municipaux [2] d'Orléans et de Bayonne. En janvier 1934, au moment où M. de la Baume, de la section commerciale du Quai d'Orsay, rendit publique son affaire, il s'était emparé de 300 000 000 francs rien qu'à Bayonne. Le grand public, qui n'avait pas oublié les scandales d'Oustric et de Hanau, était furieux de la témérité criminelle d'un nouvel immigrant juif. Pressard, le beau-frère du premier ministre Chautemps, avait aidé Stavisky à émettre les bons de caisse frauduleux, et le frère du premier ministre n'était autre que l'un des avocats de Stavisky. Plusieurs dirigeants des radicaux-socialistes, le parti de Chautemps, étaient impliqués, et l'un d'entre eux, Albert Dalimier, fut contraint de démissionner immédiatement du cabinet. Joseph Paul-Boncour était impliqué, du fait de ses relations avec Arlette Simon, la maîtresse de Stavisky. Le grand public se vit refuser le baume d'un procès du principal coupable. Stavisky s'enfuit vers l'Est, et on le retrouva quasi mort près de Chamonix, avec une balle dans la tête. André Tardieu, un homme politique d'expérience, répandit le bruit que Stavisky avait été tué par la police, en déclarant que lui au moins avait réussi à arrêter Oustric et Hanau vivants. Cette raillerie amère de la part d'un homme politique de droite eut de l'écho de la part d'André

2. les Monts de piété, NdT

Botta à gauche. Botta expliqua aux lecteurs du journal *Le Populaire*, principal hebdomadaire socialiste, que la police avait négligé plusieurs opportunités de prendre Stavisky vivant avant qu'il ne s'échappe de Paris. Ce ne fut pas un scandale ordinaire, et il était évident qu'une crise majeure était en couvaison.

Il semblait que presque chaque personnage d'importance de la vie publique française avait trempé d'une manière ou d'une autre avec Stavisky, bien que cela n'impliquât pas forcément une association criminelle. Philippe Henriot, un député de droite, mena au parlement une attaque passionnée contre le gouvernement centriste et le régime parlementaire en place. Il reçut un soutien enthousiaste de la part de *Le Jour*, *La Victoire*, *La Liberté* et l'*Action française*, les principaux journaux de droite. Le gouvernement répondit en démissionnant le 29 janvier 1934, suite à une manifestation violente de 100 000 Parisiens. On pratique une réorganisation superficielle des ministres, et Daladier prit la place de son ami Chautemps en tant que premier ministre. Le nouveau cabinet fut nommé le 30 janvier 1934. L'une de ses premières décisions fut de répliquer à sa droite en destituant Chiappe, le préfet de police de Paris, et en le transférant au Maroc. Chiappe avait connu Stavisky et constituait l'un des personnages emblématiques de la droite. Il détenait une position clé à Paris. Il avait craint de se voir destitué par un gouvernement du centre ou de gauche depuis la victoire électorale de la gauche en 1932. Il refusa la décision de 1934 du gouvernement Daladier, et obtint le soutien du conseil municipal de Paris. La droite avait accepté le défi du gouvernement, et l'on atteignait l'apogée de la crise.

Le 6 février 1934, la droite organisa une grande manifestation contre le gouvernement et en soutien de Chiappe. Les manifestant ne visaient rien de moins que l'occupation du Palais Bourbon, lieu de délibération du parlement. Ils pensaient que la dispersion des députés issus de la victoire électorale de la gauche en 1932 laisserait le champ libre à la nomination d'un gouvernement de droite, qui mènerait un vaste programme de réformes. Tout dépendait de

la réussite de la manifestation au Palais Bourbon. Des milliers de Parisiens sans lien politique avec la droite prirent part à la manifestation et crièrent le slogan : « *À bas les voleurs !* » Le conseil municipal de Paris marchait en tête de manifestation. Les organisations policières étaient loyales à Chiappe, mais le gouvernement contrôlait de nombreux réservistes. La question principale était de savoir si le gouvernement déciderait, ou non, d'infliger de lourdes pertes aux manifestants. Daladier était réticent à prendre une telle décision, et démissionna le lendemain. Édouard Herriot, un autre dirigeant radical-socialiste, ainsi que le président Albert Lebrun, n'hésitèrent pas. Ils persuadèrent Daladier d'ordonner à la garde mobile de protéger le parlement en attaquant les manifestants. Le parlement était en session et les manifestants étaient avaient atteint les portes quand l'attaque de la garde mobile fut lancée à 19h00. On essaya de réduire au minimum le nombre de pertes, et, chose surprenante au vu de l'ampleur de l'attaque qui fut menée, seuls vingt manifestants furent tués. Des centaines de Parisiens furent gravement blessés dans la débâcle. Le journal communiste *L'Humanité* adopta la même ligne que la presse de droite le 7 février 1934, condamnant le gouvernement pour s'en être pris au peuple. Il ne s'agissait guère qu'une partie de la campagne communiste visant à jeter le discrédit sur le gouvernement ainsi que sur les manifestants. La défaite de la manifestation du 6 février 1934 joua directement le jeu des communistes. Cette date marqua un point de bascule important dans la politique française, intérieure comme étrangère.

La crise de 1934-1938 en France était la crise du Front Populaire. Le Front Populaire fut rendu possible du fait de l'affaire Stavisky. Le centre et la droite étaient décrédibilisés. La propagande sur le fascisme et les complots insurrectionnels devint de plus en plus efficace au fil du temps. Staline laissa les communistes adapter leurs tactiques à cette nouvelle situation. Les communistes, soudain, apparaissaient sous l'aspect du parti de la douceur et de l'harmonie, ne demandant rien pour lui-même et souhaitant uniquement

s'aligner avec les autres groupes « *démocratiques* » pour protéger l'ordre existant contre les loups fascistes. Le parti socialiste, sous la direction de Léon Blum, n'était pas opposé à une alliance étroite avec les communistes. On estimait qu'une telle alliance pourrait permettre au parti socialiste de maintenir sa mainmise sur ces derniers, plus radicaux. Édouard Herriot, le maire radical-socialiste de Lyon, s'appuyait depuis longtemps sur le soutien communiste pour garder le pouvoir sur la métropole juchée sur le Rhône. Blum, qui préférait Herriot à Daladier, avança avec persuasion l'idée que le parti radical-socialiste, qui détenait la fière réputation d'être à l'origine de la plupart des dirigeants de la troisième république, pourrait, en constituant une coalition avec le socialisme et le communisme, rétablir son prestige et sa position. La situation désespérée du parti radical amena la majorité de ses dirigeants, en 1935, à accepter cette expérience, et Daladier se montra extrêmement habile en ravissant à Herriot, son rival, l'initiative du mouvement. Le gouvernement du Front Populaire, sous la direction de Léon Blum, ne parvint au pouvoir qu'en 1936, lors de l'écrasante victoire électorale de la gauche. Néanmoins, le mouvement du Front Populaire avait reçu son impulsion des événements de février 1934, et constitua à l'époque la tendance dominante de la vie publique française.

Édouard Daladier et Édouard Herriot étaient les principaux dirigeants du parti radical-socialiste durant cette période. Ils présentaient des attitudes radicalement différentes vis-à-vis de l'expérience du Front Populaire. Herriot était sincèrement pro-communiste, et privilégiait également l'alliance la plus étroite possible entre la France et l'Union soviétique. Daladier se montrait beaucoup moins enthousiaste à l'égard de l'Union soviétique, et se méfiait des communistes français et de l'expérience du Front Populaire, qu'il n'acceptait que pour des raisons tactiques. Néanmoins, Herriot représentait la droite au sein du parti radical-socialiste, et Daladier représentait la gauche. Le parti se montrait remarquablement flexible en matière de dogmes.

La presse gouvernementale française privilégiait le mouvement du Front Populaire, en affirmant, dès le lendemain du 6 février 1934, que celui-ci avait échappé à une révolution fasciste. Gaston Doumergue, un ancien président français en retraite à Toulouse, fut appelé pour former un gouvernement d'urgence. Louis Barthou, dont la politique avait donné le coup de grâce à a conférence internationale de désarmement d'avril 1934, fut nommé ministre des affaires étrangères. Le nouveau gouvernement intégrait des néo-socialistes, mais pas de socialistes, et il avait pour opposants tant les socialistes que les communistes, qui le qualifièrent d'instrument des « *révolutionnaires fascistes* » dans d'innombrables manifestations. Les conditions restaient chaotiques en France. Huit personnes trouvèrent la mort, et trois cents furent blessés, dans une manifestation communiste en date du 9 février 1934. Le premier geste du Front Populaire fut d'appeler à la grève générale le 12 février 1934, dirigé par un comité intégrant le communiste, Jacques Doriot, le radical-socialiste, Gaston Bergery, et le socialiste, Georges Monnet. L'action fut désavouée, et Doriot ainsi que Bergery démissionnèrent de leurs partis respectifs, mais ce fut un présage à d'autres événements.

Le gouvernement Doumergue tomba avant la fin 1934, suite au scandale qui accompagna les assassinats du roi Alexandre de Yougoslavie et de Barthou, ministre français des affaires étrangères, à Marseille. Les mesures de protection policières, accompagnant d'ordinaire la visite de tout chef d'État étranger, avaient visiblement manqué. La démission d'Albert Sarraut, ministre de l'intérieur, et d'Henry Chiran, ministre de la justice, ne suffirent pas à apaiser les critiques, et le gouvernement fut renversé. Louis Barthou mourut de ses blessures le 15 octobre 1934, et Raymond Poincaré, le vieil homme politique qui avait été son ami le plus proche, rendit l'âme le lendemain. Les socialistes réfrénèrent leur deuil pour le décès de deux hommes d'État de droite. Léon Blum écrivit un article expliquant pourquoi Poincaré, malgré la célébrité dont il était entouré, n'avait pas été un grand homme.

Louis Barthou avait adopté une politique combative et hostile à l'encontre de l'Allemagne durant sa courte fonction au Quai d'Orsay. Barthou avait figuré parmi les rangs des Français belliqueux avant 1914, qui avaient silencieusement et méthodiquement préparé une guerre de revanche contre l'Allemagne pour 1870, et son attitude était la même que ce fût à l'égard de Guillaume II, de Stresemann ou de Hitler. Il affirmait qu'il avait pour intention d'empêcher la « *mégalomanie congénitale* » de l'Allemagne. Il soutint une suite de pactes de « *Locarno de l'Est* » avec l'Italie, la petite Entente, et l'Union soviétique, dans une tentative de tenir les Allemands perpétuellement à l'intérieur de leurs frontières en place. Le 20 avril 1934, il partit pour Varsovie et pour une grande tournée des capitales de l'Est. Il était particulièrement inquiet quant à la politique de la Pologne à l'égard de l'Allemagne et des Tchèques, et ne reçut guère de réconfort à Varsovie. Il savait que John Simon, ministre britannique des affaires étrangères, était opposé à sa politique d'alliance. Barthou décida que le moment était venu d'accorder à l'Union soviétique une position plus importante dans les affaires de l'Europe.

La première étape consista à faire entrer l'Union soviétique dans la Société des Nations. À Genève, les délégués suisses, hollandais et portugais s'opposèrent vaillamment à cette étape, mais Barthou répondit que l'Union soviétique redynamiserait la Société des Nations. Barthou s'employa également à améliorer les relations avec l'Italie, et à resserrer les liens entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. Son action majeure fut de préparer la fondation de l'alliance franco-soviétique qui fut conclue en 1935. Un engagement français à sceller ce pacte fut réalisé par Barthou avant sa mort à Marseille.

## 9.5 La politique de Laval de 1935 est sapée par Vansittart

En France, l'année 1935 fut dominée par le vaillant effort de Pierre Laval à mener une politique française censée malgré la menace montante du Front Populaire. Il faillit y parvenir, mais cela ne réduisit pas les répercussions de son échec. L'échec de la politique de Laval et le triomphe du Front Populaire furent désastreux pour la position de la France en Europe.

Pierre Laval fut l'un des hommes d'États français les plus réalistes de tous les temps. Comme Briand et Caillaux, il soutint la réconciliation franco-allemande, qui fut ultérieurement incarnée par la politique menée par Charles de Gaulle et la cinquième république française. C'était un homme de courage, et ses tentatives d'aider la France dans les circonstances défavorables d'après la défaite militaire de 1940 furent sans limites. Son exécution en 1945, lorsque la marée communiste monta très haut en France, fut le pire des crimes judiciaires de cette époque. Entre 1936 et 1940, son influence sur les politiques françaises, suivant le renversement de son gouvernement en janvier 1936, fut faible. Néanmoins, il usa de l'influence qu'il possédait, en 1938 et 1939, pour empêcher que la France ne ralliât la Grande-Bretagne dans une attaque contre l'Allemagne. Il n'eut au cours de ces années aucune relation avec des personnages, publics ou privés, en Allemagne. Laval fut particulièrement important du fait de son influence sur Georges Bonnet dans la lutte pour maintenir la paix.

Pierre Laval était basané, et d'origine paysanne et auvergnate, et l'on disait qu'il avait hérité de sang arabe de sa mère. Il ressemblait plus à un Mongol, mais avait la faculté d'utiliser comme atout politique son apparence distinctive et inhabituelle. Il n'était pas un orateur éloquent, mais était très déterminé à se faire comprendre, et pour cette raison, il devint maître en l'art de communiquer ses idées. Il ne manqua jamais de répondant. Il fut socialiste entre 1903

et 1920, puis indépendant. On lui demanda un beau jour, dans ses jeunes années, s'il choisissait le drapeau rouge ou le drapeau tricolore, et il répondit : « *je choisis les deux.* » Auguste Blanqui, le grand théoricien indépendant français du XIX$^{\text{ème}}$ siècle, était, plus que Karl Marx ou que Léon Blum, le père de son socialisme. Alors qu'on le réprimandait en 1920 pour sa non-affiliation à un parti, Laval répondit : « *l'isolement est une faiblesse, mais l'indépendance est une force.* »

Laval était tenu en haute estime par nombre des Français de premier plan de son époque. Il était le favori d'Aristide Briand, l'éminent diplomate français qui défendit une politique sincère d'apaisement à l'égard de l'Allemagne jusqu'à sa mort en 1932. Il était particulièrement proche de Joseph Caillaux, le génie financier français, la figure proéminente du Sénat français, et un courageux combattant pour la paix. Durant les années 1930, Laval établit également des relations étroites avec André Tardieu qui, avec Caillaux, était l'un des deux hommes d'État âgés français de premier plan après la mort de Poincaré. Il ne parvint pas, malgré des ressemblances de vues, à établie une coopération étroite avec Pierre-Étienne Flandin, et cela constitua un handicap dans les carrières politiques des deux hommes.

Avant l'éclatement de la seconde guerre mondiale, Laval fut onze fois ministre au cabinet, et quatre fois premier ministre de la France. En 1927, à l'âge de 41 ans, il migra de la chambre des députés vers le sénat. Il fut maire d'Aubervilliers, en banlieue parisienne, pendant plus de vingt années ininterrompues après 1923, et, alors qu'il était premier ministre, il siégeait au moins deux fois par semaine dans son bureau municipal. Dans la période 1919-1927, il gagna jusque 120 000 francs annuels comme avocat. Il investit avec sagesse ses économies dans des actions de journaux et de radios, et acheta plusieurs biens immobiliers de valeur. Il ne fut jamais immensément riche, et le tribunal qui le reconnut coupable en 1945 fut informé par les experts financiers qu'il avait mandatés de la parfaite régularité et honnêteté de ses opérations financières.

Laval fut nommé ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Flandin le 13 novembre 1934, et continua de mener la politique étrangère française en formant son propre gouvernement le 7 juin 1935. Il avait une conception très nette de la politique étrangère. Il comprenait qu'il fallait, ou bien une entente franco-allemande, ou bien une catastrophe en Europe. Il désirait naturellement que la France négociât une entente avec l'Allemagne alors qu'elle était en position de force, mais ne sombra pas dans une rage et un désir de détruire les Allemands quand la France perdit — nullement de son fait — cette position. Laval comprenait que les Allemands étaient intrinsèquement beaucoup plus puissants que la France, et que la suprématie française dépendant du maintien d'un système d'alliance. Laval ne voulait pas éloigner l'Union soviétique en revenant sur l'engagement d'alliance pris par Barthou, mais il espérait maintenir l'Union soviétique à distance, et édulcorer l'alliance franco-soviétique, exactement comme l'avait fait Paul-Boncour pour le pacte des quatre puissances de Mussolini en 1933. Laval avait pour principal dessein de consolider les relations françaises avec la Grande-Bretagne et l'Italie, et il comprenait qu'une association trop proche avec l'Union soviétique pourrait ruiner ce dessein. Il était également au fait de la politique étrangère traitresse et déloyale menée par l'Union soviétique.

Laval comprenait parfaitement l'importance de la position italienne. L'Italie était la seule nation sur laquelle s'appuyer pour contrecarrer les aspirations allemandes en Autriche. Laval comprenait que les traités de paix de 1919 comptaient de nombreuses injustices à l'égard de l'Allemagne, mais se montrait conservateur en matière de politique étrangère, et il craignait qu'un programme allemand réussi de révision territoriale ne perturbât l'équilibre européen et n'amenât au désastre. Mussolini avait prononcé un discours à Milan le 6 octobre 1934, trois jours avant que des terroristes croates n'assassinassent Alexandre et Barthou à Marseille. Ce discours avait été grandement négligé au cours de l'excitation qui suivit cet événement, mais Laval ne l'avait pas oublié. Mus-

solini avait soutenu l'établissement d'une entente franco-italienne. Laval savait que Barthou avait des projets en vue de conclure une alliance avec l'Italie. Le rapprochement avec l'Italie devint le principal trait de la politique de Laval. Il est aisé, avec le recul, de voir que les relations franco-italiennes constituaient le sujet crucial dans l'Europe de 1935. En France, le Front Populaire espérait empêcher la réconciliation franco-italienne.

La différence entre les politiques de Barthou et celles de Laval résidait principalement dans le classement des sujets par ordre d'importance. Ils désiraient tous deux des alliances avec l'Italie et l'Union soviétique, mais Barthou avait positionné sa priorité sur l'Union soviétique, ce qui constituait une erreur du point de vue français, et Laval avait à raison mis l'accent sur l'alliance avec l'Italie. Barthou désirait une position française prépondérante de laquelle humilier l'Allemagne. Laval désirait apaiser l'Allemagne. Barthou défendait une politique de haine, et Laval poursuivait une politique de paix.

La situation italienne de l'époque était extrêmement favorable à la France. Mussolini, comme de nombreux Italiens, avait été fortement influencé par la pensée française, et il écrivit que Sorel, Péguy et Lagardelle constituaient les principales influences de son développement intellectuel. Il avait soutenu la participation de l'Italie à la première guerre mondiale comme alliée de la France en 1914. Il prononça une suite de proclamations, entre l'automne 1932 et 1935, en faveur d'un accord définitif entre l'Italie et la France. Il accueillit la nomination du sénateur Henri de Jouvenel comme ambassadeur à Rome en décembre 1932. L'action commune franco-italienne contre l'union douanière germano-autrichienne de 1931 avait créé un lien entre les deux pays. Mussolini rêvait d'une coopération latine dans la région de la Méditerranée, et ne tenait pas grief à la France de sa supériorité militaire. En janvier 1935, il déclara sans le moindre ressentiment que la France disposait de la meilleure armée du monde.

L'attitude de la France à l'égard de l'Italie était compliquée par plusieurs facteurs. La petite Entente, constituée de la Roumanie,

de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie bénéficiait d'un immense prestige auprès des dirigeants permanents du Quai d'Orsay, et ces « *États de succession* » s'indignaient de la politique italienne de soutien à l'Autriche diminuée et à la Hongrie. Ils ne comprenaient pas que l'Autriche et la Hongrie tomberaient sous influence allemande si le soutien italien disparaissait, malgré les déclarations du roi Alexandre de Yougoslavie, qui disait qu'il préférerait voir le macaroni italien à Trieste que la saucisse allemande. La presse française recevait d'importants subsides de la part des Tchèques, qui dépensaient des sommes colossales en France durant cette période. De nombreux journaux déclarèrent que tout tentative d'améliorer les relations franco-italiennes constituait une trahison de la petite Entente.

En France, des sections importantes de la presse de gauche estimaient qu'insulter l'Italie constituait un devoir solennel, et dénonçaient toute tentative d'améliorer les relations franco-italiennes comme une trahison idéologique. La presse italienne répliquait évidemment, et il fut difficile de mettre fin à la guerre de la presse qui suivit entre les deux pays. Jouvenel demanda à ses supérieurs de prendre les mesures habituelles pour contenir la presse française, mais il reçut la réponse banale qu'en l'occurrence, une telle action serait contraire à « *la libre expression de l'opinion* ». Quand il protesta quant au ton employé par la presse italienne au *Palazzo Chigi*, il reçut la réponse évidente, à savoir que les Italiens ne faisaient que répondre. La marée montante du Front Populaire en France rendait la situation plus dangereuse que jamais auparavant.

L'attitude de Mussolini quant à l'Allemagne était semblable à celle de Laval. Le dirigeant italien estimait que pour des raisons de prestige de sa personne, il ne devrait pas laisser Hitler triompher en Autriche, mais il espérait établir des relations amicales avec l'Allemagne. Il déclara en 1933 à Jan Szembek qu'il désirait jouer les médiateurs entre l'Allemagne et la Pologne, en vue d'un accord qui pourrait accorder à l'Allemagne une connexion de transit extra-territoriale avec la Prusse orientale, et il nota que Szembek

ne paraissait pas hostile à cette idée. Il affirma à Jouvenel que la France devrait exercer des pressions sur la Pologne, et que l'Italie devrait exercer des pressions sur l'Allemagne, afin de promouvoir un accord germano-polonais. Mussolini faisait souvent usage d'un aphorisme fétiche : « *On ne fait pas l'Europe sans l'Allemagne.* » Néanmoins, il espérait établir des relations plus étroites avec la France qu'avec l'Allemagne. Winston Churchill fut impressionné par l'enthousiasme dont Mussolini faisait preuve à l'égard de la France, et il avait déclaré dès 1927 que « *Je serais fasciste si j'étais italien.* »

Laval se rendit en visite à Rome en janvier 1935. Il réalisa en fait la visite qui avait été préparée et planifiée par Barthou. Un accord franco-italien fut conclu au *Palazzo Farnese* de Rome le 6 janvier 1935. Les clauses concernant l'Éthiopie étaient cruciales, du fait de la crise qui avait démarré avec l'attaque éthiopienne contre le poste italien de Welwel, en Somalie, en octobre 1934 [3]. Laval comprit que l'acceptation française de l'expansion italienne en Afrique de l'Est aurait de la valeur pour conserver le soutien italien contre les aspirations d'Hitler en Autriche. Les clauses secrètes de l'accord général stipulaient que la France était économiquement désintéressée en Éthiopie, sauf quant à la voie ferrée Djibouti-Addis Abeba, contrôlée par la France. Une déclaration de désintérêt économique et une main libre avaient longtemps constitué des termes semblables dans le règlement des différends coloniaux entre puissances impérialistes. Mussolini prit l'initiative d'une entente militaire avec la France le 12 janvier 1935, après le départ de Laval, et des conversations importantes suivirent entre le général Gamelin et le général Badoglio, les dirigeants militaires français et italien. Il semblait que les relations franco-italiennes avaient été positionnées sur un socle solide. La difficulté fut que le Front Populaire et les dirigeants britanniques pourraient s'employer à perturber la réalisation des aspirations italiennes en Éthiopie.

3. La crise d'Abyssinie, NdT

Les conversations tenues à Rome entre Anthony Eden et Mussolini les 24 et 25 juin 1935 furent de mauvais augure. Raffaele Guariglia, le ministre italien des affaires étrangères, affirma que Mussolini se montra patient avec Eden, mais le dirigeant italien objecta à la conclusion du pacte anglo-allemand du 18 juin 1935. Ce pacte constituait une violation du traité de Versailles, et les Britanniques l'avaient conclu sans consulter l'Italie ni la France. Eden fut piqué au vif, et ne fit guère preuve de tact dans ses réponses à Mussolini. Il avait été offensé par le discours de Mussolini à Cagliari, en Sardaigne, le 8 juin 1935. Le dirigeant italien avait déclaré que « *nous imitons à la lettre ceux qui nous ont fait la leçon.* » Eden ne goûta pas à la référence à l'impérialisme britannique, et les conversations entre Mussolini et Eden s'interrompirent sur une note inamicale.

Laval n'était pas en position enviable. Il était pris entre les deux des préjugés britanniques à l'encontre de l'Italie et la haine du Front populaire pour le fascisme. Il reçut un fort soutien de la part de Sir Robert Vansittart, secrétaire permanent du bureau britannique des affaires étrangères, qui déplorait les préjugés d'Eden à l'encontre de Mussolini. Néanmoins, ce fut l'indiscrétion de Vansittart à Paris, en décembre 1935, qui contraria totalement la situation, et qui produisit l'isolement de l'Italie de la France en dépit des efforts de Laval. Il est amusant de lire, dans l'autobiographie de Lord Vansittart que « *les indiscrétions se produisaient usuellement au quai d'Orsay.* » Dans ce cas, ce fut Vansittart, un invité britannique du quai d'Orsay, qui commit l'indiscrétion fatale. Il est ironique que Vansittart, obsédé qu'il était par la haine de l'Allemagne, amena par ses actions plus que quiconque Hitler à s'attirer l'amitié italienne à un moment crucial. Cette amitié était la fondation nécessaire au programme d'Hitler de révisions territoriales pacifiques.

Vansittart commit son indiscrétion auprès de Geneviève Tabouis. Elle détestait Pierre Laval, qu'elle reconnaissait comme le disciple de Caillaux et de Briand. C'était dans les pages de *l'Œuvre*, un journal de gauche pour « *intellectuel* », qu'elle prêchait ce qu'elle

considérait être la bonne politique étrangère de la France. Elle estimait que Léon Blum et le Front populaire pourraient assurer la direction idéale pour la mise en œuvre de cette politique. Elle dénonça les assassinats de Barthou et du roi Alexandre d'octobre 1934 comme relevant d'un « *complot nazi* », sans disposer de la moindre preuve outre la propagande communiste pour soutenir ces accusations. Elle empruntait ses techniques de journalisme aux communistes, et défendait la collaboration la plus étroite possible entre la France et l'Union soviétique.

En 1935, elle usa de sa position de journaliste pour accompagner Laval dans ses diverses missions, avec pour espoir de réussir à le compromettre d'une manière ou d'une autre. Elle était avec Laval à Rome en janvier 1935, à Londres en février 1935, à Stresa en avril 1935, et à Moscou en mai 1935. En septembre 1935, à Genève, elle soupçonna que des frictions existaient entre Laval et Sir Samuel Hoare, le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, quant à la gestion de la question éthiopienne. Elle rencontra Sir Robert Vansittart dans un salon aristocrate parisien le 5 décembre 1935. Vansittart lui affirma que Hoare venait à Paris pour achever un projet de conciliation avec l'Italie aux dépens de l'Éthiopie, à un moment où la Grande-Bretagne était supposée mener la Société des Nations dans une campagne de sécurité collective contre l'Italie. Vansittart ajouta qu'il travaillait avec des collègues au quai d'Orsay afin de préparer ce projet. Tabouis n'avait pas besoin de plus que cela pour trouver comment contrecarrer la réussite du projet. Le secret devrait être maintenu au moins pendant quelques jours, jusqu'à ce que les consentements italien et éthiopien aient été actés pour ce projet. Vansittart, pétri d'une vanité insondable, avait imaginé que Tabouis pourrait respecter ses confidences : il s'était trompé. Il croyait qu'elle lui serait soumise, à lui qui était reconnu comme doyen de l'école prêchant la destruction de l'Allemagne, mais la haine de Tabouis pour Laval l'emporta sur son admiration pour Vansittart.

La dernière conversation entre Hoare et Laval se tint le 8 dé-

cembre 1935. Tabouis s'était rendue en hâte à Londres dans l'intervalle pour y récupérer d'autres informations. Laval avait ordonné au quai d'Orsay qu'aucune mention publique ne fût faite de sa négociation avec Hoare, et Tabouis ne disposait que de détails, lui permettant à peine de deviner le projet qui était planifié. Elle consulta André Géraud (Pertinax), le journaliste français, qui partageait son enthousiasme en faveur d'une guerre franco-allemande. Le supposé projet Hoare-Laval fut publié par Tabouis dans *l'Œuvre* et par Géraud dans *l'écho de Paris*, en France, le 13 décembre 1935, et Tabouis avait également pris des dispositions pour qu'il fût publié à Londres par le *Daily Telegraph*. Il en résulta une tempête de protestation publique britannique, qui amena le 18 décembre 1935 le premier ministre Baldwin, le maître de l'opportunisme, à sacrifier Hoare ainsi que le projet. La brèche qui s'ensuivit entre l'Italie d'un côté et la Grande-Bretagne et la France de l'autre côté ruina le projet d'entente entre l'Italie et la France. Mussolini décida de mener à son terme la conquête de l'Éthiopie, en défiance aux puissances occidentales.

Laval lutta rudement pour conserver sa position, et pendant un temps il sembla qu'il pourrait y parvenir. Tabouis réprimanda Édouard Herriot lors d'un banquet hébergé par Maurice de Rothschild le 26 décembre 1935 pour son soutien continu au cabinet Laval. Herriot leva son soutien le 23 janvier 1936, et les six membres radicaux-socialistes du cabinet Laval présentèrent leur démission. Le Front populaire triompha, et une campagne électorale fut lancée, qui avait pour destin d'amener la gauche à un triomphe politique sans précédent en mai 1936. Le parlement français approuva le pacte d'alliance franco-soviétique le 27 février 1936, et Hitler réoccupa la Rhénanie le 7 mars 1936. L'Italie était perdue, l'Union soviétique n'était pas fiable, et la Grande-Bretagne ne soutint pas la France dans la crise de Rhénanie. Tabouis triomphait, et la politique étrangère de Laval était en lambeaux. La prépondérance de la France sur le continent européen s'étiola au cours des quelques semaines qui suivirent la démission de Laval.

## 9.6 La position prépondérante de la France, ruinée par Léon Blum

L'attitude de Léon Blum, le dirigeant du Front populaire, à l'égard d'un rapprochement entre la France et l'Italie avait été claire au cours de l'année 1935. Cette attitude constituait la principale influence sur les actions de Geneviève Tabouis et d'Édouard Herriot. Blum fit la déclaration qui suit au moment de la visite de Laval à Rome, en janvier 1935 : « *Pour la première fois, un ministre français est l'hôte de l'assassin de Matteotti. Pour la première fois, un représentant de la république française reconnaît le tyran d'Italie comme un chef d'État par le respect dont témoigne cette visite.* » La méthode diffamatoire communiste était clairement en action. Il n'existait pas la moindre indication que Mussolini ait pu connaître à l'avance le sort du dirigeant socialiste, Matteotti, mort d'une crise cardiaque alors qu'il était battu par des gros bras du fascisme en 1926. Il s'agissait d'un incident isolé en Italie, qui s'était produit plus de huit années auparavant. L'Union soviétique, dans le même temps, avait purgé et tué des centaines de Bolcheviques de premier plan, accusés d'être des opposants. Néanmoins, Blum n'émit pas la moindre objection à la visite de Laval à Staline à Moscou en mai 1935. Blum était bien trop empêtré par ses propres préjugés idéologiques pour offrir à la France un gouvernement efficace durant cette difficile période.

Le gouvernement d'Albert Sarraut prit ses fonctions en France entre janvier et juin 1936. La presse française de l'époque le décrivit assez bien comme un régime provisoire, en l'attente de l'arrivée de Blum. Les Communistes, lors des élections d'avril et mai 1936, virent leur nombre croître au parlement français de 10 à 73, et les Socialistes passèrent de 97 à 146. Les Radicaux-socialistes acceptèrent de prendre part à un gouvernement de coalition mené par Blum, et les Communistes acceptèrent de lui accorder leurs voix. Le Front populaire était finalement en selle, et le pays se trouva pa-

ralysé dans les faits, avec une grève rassemblant 1 500 000 ouvriers industriels en juin 1936. Les violences de foule reprirent ; cinq personnes furent tuées et trois cents blessées dans une manifestation à Clichy. Le programme de sécurité sociale de Blum déboucha sur un rapide déclin de la production française. Le 13 janvier 1937, alors que ce programme venait à peine d'être lancé, Blum annonça, au vu des difficultés écrasantes, que l'heure était venue de pratiquer une « *pause nécessaire.* » Lorsque la grande exposition internationale de Paris s'ouvrit le 1er mai 1937, il était évident que l'expérience du Front populaire avait constitué un échec dans les sphères économique, sociale et politique.

Léon Blum répondit en demandant le 15 juin 1937 que le parlement français lui accordât des pouvoirs élargis de gouvernement par ordonnances, chose qu'il avait toujours dénoncée lorsque cette demande était venue d'autres dirigeants. L'influence du Front populaire fut suffisante pour faire passer cette mesure au parlement par 346 voix contre 247, mais Joseph Caillaux parvint à faire tomber le gouvernement par une motion de censure tenue au Sénat. Caillaux motiva son opposition en expliquant qu'il avait préféré laisser à Blum toutes les chances de se révéler, et qu'il avait essayé de le conseiller en lui rappelant les préceptes basiques de Jean Jaurès, le grand dirigeant socialiste qui s'était fait assassiner par des militaristes en juillet 1914. Blum mit ses échecs sur le compte du fait qu'il se trouvait limité dans ses politiques par la nécessité de collaborer avec les Radicaux-socialistes, et il se plaignit durant la seconde guerre mondiale de ce que la domination bourgeoise était restée ininterrompue en France depuis 1789. Il se plaignit également du fait que les Communistes auraient fait obstruction à son programme, et avança l'idée que la solution idéale aux problèmes européens aurait été d'écraser l'Allemagne en 1933 au moyen d'une action militaire. Le Front populaire se révéla en pratique comme un fiasco, sans aucune cohérence en matière de politique étrangère ou intérieure.

Le renversement de Blum, en juin 1937, ne mit pas fin à l'ère

du Front populaire. Chacun savait qu'il essayerait de revenir au pouvoir. La presse socialiste défendit l'idée de priver le Sénat français de ses pouvoirs, et les Communistes acceptèrent de prendre part à un nouveau cabinet mené par le Front populaire. Les Socialistes acceptèrent cette proposition, mais les Radicaux-socialistes refusèrent. Le président Lebrun demanda à Chautemps de constituer un gouvernement, et Blum y fut intégré comme vice-premier ministre. Nul n'était satisfait de la situation très incertaine, et une clameur de voix se fit entendre, demandant une nouvelle vie, ou un enterrement décent, au Front populaire. Chautemps échoua à maintenir sa coalition avec les Socialistes, et son gouvernement démissionna le 14 janvier 1938. Il dirigea un gouvernement par intérim, constitué de Radicaux-socialistes, pendant quelques semaines, jusqu'à la nouvelle nomination de Blum comme premier ministre. Blum remporta une motion de confiance face à l'assemblée le 17 mars 1938, mais fut bientôt renversé de nouveau par le Sénat. Blum jeta l'éponge, et ce fut la fin de l'ère du Front populaire.

Le parti radical-socialiste, sous la direction de Daladier, Chautemps et Bonnet, avait récupéré André Tardieu de l'affaire Stavisky. Tardieu, homme politique d'expérience, écrivit une analyse brillante de leur position en 1938. Ils constituaient le parti de la Tradition, et Daniel Halévy avait retracé leurs origines jusqu'au règne de Louis-Philippe. Ils constituaient le parti de l'incohérence. Ils avaient renversé des gouvernements de droite en 1923 et 1928, mais étaient apparus dans des gouvernements de droite en 1926 et 1934. Ils avaient subi des revers lamentables lorsqu'ils avaient eu à diriger des gouvernements en 1885, 1896, 1898, 1924, 1932, 1934, 1937, et début 1938, mais disposaient d'impressionnantes capacités de récupération. Anatole France avait dit : « *Ils gouvernent mal, mais se défendent bien.* »

Tardieu découvrit que leur doctrine de parti était « *infiniment vague.* » Leur doctrine en place était l'utilitarisme et le matérialisme du libéralisme du XIX$^{\text{ème}}$ siècle. Au XX$^{\text{ème}}$ siècle, ils exaltaient à la fois l'individu et l'État, et ils revendiquaient le mono-

pole de la tradition révolutionnaire de 1789. En matière de réforme constitutionnelle, leur position était claire. Ils refusaient de : *a)* réduire le nombre de députés au parlement, *b)* réformer le système électoral, *c)* permettre la dissolution et la tenue de nouvelles élections quand des cabinets étaient renversés, et *d)* autoriser l'introduction d'un référendum d'initiative populaire. Ils défendaient le *statu quo* avec ténacité.

Tardieu distinguait leur complaisance, qui contrastait avec sa propre attitude. Il avait été trois fois premier ministre, et onze fois ministre, et avait décidé en 1933 que le régime en place n'était pas tolérable pour la France. Il se plaignit en exprimant ces vues aux Radicaux-socialistes, et ils se demandèrent s'il s'était transformé en imbécile. Leur complaisance constituait leur principale force. Ils avaient pris part au désastreux Front populaire, mais ignoraient à présent Blum, en dépit du fait que celui-ci continuait de demander voix au chapitre dans leurs conseils. Les alternatives à leur domination avaient été tentées. Un nouveau gouvernement de droite, ou un gouvernement dirigé par les Socialistes étaient désormais impensables. Il n'y avait pas d'alternative, et ils se montraient confiants à l'idée de pouvoir conserver le soutien du sénat et de l'assemblée. La situation intérieure était de nouveau en repos. La préoccupation principale du gouvernement Daladier en 1938 et 1939 était la politique étrangère. La position française en Europe s'était transformée dans la période allant de Laval en janvier 1936 à Daladier en avril 1938.

## 9.7 Le gouvernement Daladier et la crise tchèque

Le gouvernement Daladier se trouva immédiatement confronté à la crise tchèque. La presse française fit montre d'une étrange ambivalence quant à la question de la guerre ou de la paix au cours des mois tendus qui culminèrent avec la conférence de Munich de

septembre 1938. Trois grands quotidiens français s'étaient résolument opposés à la guerre tout au long de la crise. Il s'agissait de *Le Journal* de Pierre-Étienne Flandin, de *Le Jour* de Léon Bailly, et de *Le Matin* de Stéphane Lauzanne. Geneviève Tabouis faisait la promotion de la guerre dans *l'Œuvre*, mais Georges de la Fouchardière pouvait remettre en cause ses théories, et promouvoir la paix, dans les pages du même journal. L'éditeur juif de Marianne, Emmanuel Berl dénonçait fièrement le ministre juif pro-guerre Georges Mandel. Dans le quotidien socialiste *Le Populaire*, Louis Lévy et Oriste Rosenfeld promulguaient la guerre, mais Paul Faure disposait d'un vaste espace d'opposition à leurs positions dans le même journal. Charles Maurras, de l'Action française, se positionna fermement contre une guerre pour les Tchèques en 1938, ainsi qu'Henri Béraud dans Gringoire. Ces publications étaient rafraichissantes pour de nombreux observateurs, car les journaux de droite avait accordé par le passé un fort soutien au système français d'alliances à l'Est. Il était évident que de nombreuses personnes revenaient sur leurs opinions. Le 10 septembre 1938, Maurice Thorez, le dirigeant communiste, demanda une guerre de la France au nom des Tchèques dans les pages de *l'Humanité*, mais cela ne constitua une surprise pour personne. L'année qui suivit, après la conclusion du pacte germano-soviétique du 23 août 1939, le même journal condamna une guerre française en soutien à la Pologne. *L'Ordre*, de Pierre Lazareff et de Georges Weisskopf, figurait parmi les journaux non-communistes s'exprimant fermement en faveur de la guerre, tout comme d'autres journaux tenaient une position solidement en faveur de la paix. Néanmoins, un nombre considérable de journaux publiaient des articles des deux camps, ce qui exposa le plus gros de l'opinion publique française à des arguments en provenance des deux côtés du débat.

De toute évidence, le gouvernement Daladier occupait une position livrable tout à fait enviable quant à la conduite de la politique étrangère. Il n'existait pas de corps écrasant dans l'opinion publique exigeant la poursuite de l'une ou l'autre alternative. Le

grand public était désorienté par une situation qui connaissait des changements aussi rapides, et était prêt à accepter ce que le gouvernement pourrait décider.

La fin de l'incertitude, à Munich, constitua un soulagement pour de nombreux esprits. Le 30 septembre 1938, Pierre Gaxotte écrivit, dans un esprit triomphal tonitruant, dans *Je suis Partout*, que la Tchécoslovaquie était « *un État imbécile et abject* », qui n'avait jamais mérité le soutien militaire de la France. Très peu de bellicistes français donnèrent de la voix pour protester contre Munich. L'une des exceptions fut Paul Reynaud, qui comptait sur le triomphe ultime de Churchill en Angleterre. Reynaud, chef du petit parti centriste, avait stupéfait ses cohortes de la droite française en défendant la répudiation par l'Angleterre du pacte Hoare-Laval, lors d'un discours au parlement du 27 décembre 1935. Récemment rentré de l'une de ses nombreuses visites en Angleterre, il fut promptement dénoncé comme « *l'homme de l'Angleterre.* » Il déclara que l'opposition britannique à l'aventure éthiopienne de Mussolini constituait l'événement le plus heureux depuis la déclaration de guerre étasunienne contre l'Allemagne de 1917. André Tardieu répondit à son discours en annonçant, dans une lettre à *Le Temps* qu'il n'aurait plus rien à faire avec Reynaud.

Reynaud se rendit en Allemagne en novembre 1937, et écrivit à son retour une suite d'articles alarmistes quant aux supposés desseins allemands quant à la France. Il soutint la collaboration militaire la plus étroite possible entre la France et l'Union soviétique. Reynaud affirma dans un discours au parlement en date du 26 février 1938 qu'Hitler voulait le fer de la Lorraine, la minorité allemande d'Alsace, et un accès à l'océan Atlantique aux dépens de la France. Reynaud discuta de la politique française à venir avec Churchill à Paris en mars 1938, et avec Halifax en Angleterre en mai 1938. Il se fit l'avocat de la guerre durant la crise tchèque, et se montra satisfait lorsque Sir Robert Vansittart publia un communiqué non autorisé depuis le *Foreign Office* britannique le 26 septembre 1938, affirmant que la Grande-Bretagne, la France et

l'Union soviétique pourraient déclarer la guerre contre l'Allemagne en cas de conflit germano-tchèque. Reynaud était fier d'être le seul membre du cabinet français à n'être pas allé accueillir Daladier à l'aéroport du Bourget, à son retour de Munich. Chose significative également, Reynaud ne porta pas ses propos contre Munich devant le parlement français. Il appréciait parler face à une assistance élogieuse, et savait qu'il aurait été inutile d'essayer de provoquer au parlement français un débat sur Munich dans le style de celui qui était tenu à la chambre des Communes britannique. Néanmoins, Reynaud continua de suivre la voie de Churchill après Munich. Le cas de Pierre-Étienne Flandin, connu sous les termes d'« *homme de la City* » et d'« *homme de Chamberlain* », était tout à fait différent. Flandin était devenu un sincère avocat de l'apaisement, et refusa de suivre Chamberlain et Halifax dans leurs actions ultérieures vers une politique belliciste.

Reynaud était le personnage anti-allemand le plus militant de la droite française, mais il était talonné par Henri de Kerillis, l'éditeur et journaliste qui avait mené l'attaque aérienne de Pâques 1916 sur Karlsruhe qui avait décimé des enfants en procession. Kerillis ne partageait pas l'enthousiasme de Reynaud pour l'Union soviétique, et considérait le communisme comme une grande menace pour la France. Il déplorait l'échec des Alliés à détruire l'Union soviétique après la fin de la première guerre mondiale en 1918. Cependant, il considérait que l'Allemagne constituait la principale menace envers la France. Il reconnaissait que l'idée d'une entente franco-allemande était de plus en plus populaire en France, mais affirmait qu'on ne pouvait pas faire confiance à Hitler lorsque celui-ci promettait que l'Allemagne ne présentait aucune revendication territoriale à l'Ouest. Il se plaignait également de ce que la France se verrait diminuée par la grande Allemagne d'Hitler. Kerillis se considérait comme un prophète dans le style d'Alphonse Daudet, qui avait prêché la revanche contre l'Allemagne après 1870. Il accepta Munich au moment du vote de l'assemblée du 5 octobre 1938, mais se mit rapidement à proclamer que la France devrait bloquer les actions

allemandes à venir à l'Est. Kerillis déclara qu'Hitler n'était pas le Mahomet désintéressé d'une croisade contre le communisme, mais un pur impérialiste allemand.

Les vues de Kerillis étaient contestées par le principal expert historique de l'Allemagne contemporaine, Jacques Benoist-Méchin, qui avait été grièvement blessé par le bombardement allemand de Paris d'avril 1918. Benoist-Méchin citait le maréchal Lyautey quant à l'importance de lire *Mein Kampf*, et de se familiariser directement avec les théories d'Hitler. Benoist-Méchin soulignait qu'Hitler avait de nombreux griefs contre la France lorsqu'il avait écrit *Mein Kampf*. Ces griefs avaient été résolus par la ré-occupation militaire de la Rhénanie par l'Allemagne, en 1936. Le fait fondamental était que le programme d'Hitler en 1938 et 1939 était dirigé vers l'Est, et non vers la France.

La position du premier ministre Édouard Daladier, le Radical-socialiste de Marseille qui était monté en grade pour devenir un officier français de la première guerre mondiale, était cruciale dans la situation post-Munich. Daladier avait fait montre de grandes compétences en écartant Herriot durant la période précaire du Front populaire. En 1938, il était évident que Georges Bonnet pourrait compter sur le soutien de Daladier pour une politique de paix. Daladier savait que la situation militaire de la France était tout à fait inappropriée pour mener une guerre d'agression contre les Allemands, et continua d'occuper le poste de ministre de la Défense au sein de son propre gouvernement. Churchill était tout à fait conscient de cette situation. Il avait accepté une invitation de Reynaud en France le 21 septembre 1938. Churchill continuait d'espérer que la crise tchèque pourrait amener à la guerre à ce moment-là, et il suggéra à Reynaud que les négociations avec les Allemands fussent interrompues si Daladier pouvait être renversé et que le Président Lebrun pouvait nommer Édouard Herriot pour lui succéder. Reynaud fut forcé d'expliquer que l'influence de la faction anti-paix du cabinet et du parlement français n'était pas assez forte pour faire tomber le gouvernement Daladier.

Daladier discuta la situation d'après-Munich avec Bullitt, l'ambassadeur étasunien, lors d'un déjeuner en date du 3 octobre 1938. Le premier ministre informa clairement Bullitt qu'il ne se faisait aucune illusion quant à la conférence de Munich, et qu'il savait qu'Hitler avait d'autres demandes à exprimer pour réaliser son programme. Il affirma à Bullitt qu'Hermann Goering s'était montré très chaleureux à son égard à Munich, et que le maréchal allemand s'était employé à le flatter et à faire l'éloge de la France. Le premier ministre français promit à Bullitt que les préparations militaires de la France seraient accélérées dans les mois qui suivraient, mais refusa de lui donner le moindre indice quant aux intentions de la France de s'opposer ou non à des actions allemandes à venir à l'Est.

Anatole de Monzie, le ministre français des travaux publics, était un champion résolu du projet d'une entente franco-allemande. Durant la crise tchèque, il nota que le premier ministre Daladier, ainsi que le vice-premier ministre Chautemps encourageaient la paix, mais qu'ils s'employaient également à occuper la position de modérateurs entre les deux groupes opposés au cabinet français. L'un des groupes, intégrant Reynaud, Mandel, Champetier de Ribes, Rucart et Zay, avait soutenu la guerre au nom des Tchèques. Un second groupe, intégrant Bonnet, Pomaret, Guy la Chambre, Marchandeau et Monzie, avait défendu la paix. La politique de Daladier et de Chautemps, consistant à faire poids avec ce second groupe, avait décidé de la question. Le résultat en aurait été totalement différent si Édouard Herriot avait dirigé le cabinet français.

Monzie également était reconnaissant du soutien sans faille [de Flandin et Caillaux] que le cabinet avait reçu au cours de la crise. Flandin avait dénoncé les groupes de pression français œuvrant pour la guerre, dans le *Journal* du 15 septembre 1938. Joseph Caillaux avait quitté sa retraite à Mamers en Normandie, et était rentré à Paris pour travailler pour « *le bon sens et la paix.* » Monzie demanda à Daladier comment il réagirait si les principaux va-t-en-guerre du cabinet, Reynaud, Mandel et Champetier de Ribes, remettaient leur démission. Daladier répondit qu'il accepterait leur

démission. Le 30 septembre 1938, alors que Daladier se trouvait à Munich, Monzie était avec Bonnet à Paris. Bonnet manifesta vivement sa joie légitime à avoir reçu le soutien approprié à sa politique de paix. Cela ne signifiait pas que Monzie, ou Bonnet, fissent preuve de complaisance. Monzie fut stupéfié d'entendre Otto Abetz, le champion idéaliste de l'amitié franco-allemande, déclarer, à cette époque, que la fondation d'une future collaboration franco-allemande avait été établie. Monzie réalisa que la question ne faisait qu'entrer dans sa phase cruciale, et qu'une vigilance extrême serait nécessaire dans les jours à venir.

Monzie était conscient du fait que les communistes répandaient une propagande anti-Munich, et que Flandin avait été critiqué pour son télégramme de félicitations à Hitler après Munich. Monzie comprenait la nécessité de lancer une campagne de propagande active en défense de Munich. Il lança cette campagne par un discours brillant et percutant aux journalistes français, prononcé à Toulouse, le 12 octobre 1938. Monzie se réjouissait de ce que la conduite de la politique étrangère française fût confiée à Georges Bonnet, « *disposant d'une intelligence aussi agile que son visage.* »

## 9.8 Le pacte d'amitié franco-allemand de décembre 1938

En octobre 1938, les relations franco-allemandes constituaient l'élément le plus positif de la scène européenne. Les Français sembler disposer d'une avance considérable sur leurs voisins anglais dans le processus d'ajustement à la nouvelle situation qui avait été créée par les événements de 1938. Les bonnes relations avec la France avaient donné confiance à Hitler dans l'idée qu'il serait possible de parvenir à un accord satisfaisant avec la Pologne. Les problèmes de tension et de minorité frontalières qui avaient plombé les relations franco-allemandes à l'ère de Bismarck étaient cette fois presque totalement absents. L'élément le plus positif de la situation

était la volonté de l'Allemagne d'accepter la perte de l'Alsace et de la Lorraine.

Le 18 octobre 1938, Hitler accorda à André François-Poncet une cérémonie d'adieux. L'ambassadeur de France avait été le plus populaire des diplomates français établis à Berlin. Il comptait accepter une mission de représentation de la France auprès de l'Italie et du Vatican, et de charmer Mussolini. Mais les personnalités d'Hitler et de Mussolini étaient très différentes, et François-Poncet ne parvint jamais à établir avec Mussolini le niveau de relations personnelles chaleureuses qu'il avait développé avec Hitler.

L'atmosphère de cordialité familière qui s'était établie entre Hitler et le diplomate français était tout à fait patente lors de leur conversation d'adieux. Les deux hommes promulguèrent l'idée d'une nouvelle amélioration des relations franco-allemandes. Hitler fit une offre formelle de déclaration d'amitié franco-allemande, pouvant être utilisée pour régler les points qui avaient créé de l'anxiété dans les relations entre les deux nations par suite de l'abrogation du traité de Locarno, en 1936. Le gouvernement français répondit favorablement à l'offre allemande le 21 octobre 1938.

Les clauses préliminaires à un traité furent discutées à Paris par Bonnet et le comte Welczeck, ambassadeur d'Allemagne en France. Il fut aisé de parvenir à une formulation de la volonté allemande de garantir les frontières Est de la France. Le problème de la reconnaissance par l'Allemagne des alliances de la France en Europe de l'Est était plus épineux. Welczeck et Bonnet parvinrent à un accord sur ces points dès le 25 octobre 1938. On convint que la suite relèverait d'une invitation par la France de Ribbentrop à Paris, pour conclure formellement le traité.

Un élément de retard fut induit par la crise des passeports polonais, qui culmina avec le meurtre d'Ernst vom Rath à Paris par Grynszpan, et par des mesures et des manifestations anti-juives en Allemagne. Les Français s'inquiétaient de la situation, et le *Temps* prédit le 7 novembre 1938 que les mesures anti-juives produiraient un mauvais effet durable sur les relations des pays anglo-saxons

avec l'Allemagne. Weizsäcker se rendit à Paris pour assister aux funérailles de vom Rath, et pour discuter de la situation générale avec Bonnet. Les deux hommes établirent de bonnes relations. Weizsäcker assura à Bonnet qu'il partageait l'espoir d'Hitler quant à l'idée qu'il n'y aurait pas de troisième guerre franco-allemande qui briserait les espoirs de la génération présente. Il était évident que les incidents et retards récents ne devaient pas empêcher les dirigeants français et allemands de faire progresser leur projet de conclure ce traité.

Les dirigeants italiens et anglais firent preuve d'une extrême jalousie dans cette occurrence. Dès le 8 novembre 1938, Attolico, l'ambassadeur d'Italie à Berlin, avait présenté un message en provenance de Ciano, ministre italien des affaires étrangères, contenant une protestation quant aux termes proposés par le traité, qui avait été communiqué aux Italiens par les Allemands. Ciano se plaignit de ce que Mussolini s'était attendu à un pacte « *platonique* » dans le style de la déclaration anglo-allemande. Lui-même et Ciano objectaient à l'article trois du projet proposé, qui prévoyait une consultation régulière entre l'Allemagne et la France.

Les dirigeants britanniques craignaient que la France ne puisse se débarrasser de sa dépendance envers la Grande-Bretagne et n'arrive à une entente indépendante avec l'Allemagne. Ils réalisaient qu'ils avaient privé la France de nombre de ses remparts contre l'Allemagne en refusant par le passé de soutenir la politique française, et qu'il serait logique de la part de la France de réagir à cela. Halifax traita de ce sujet jusque dans les détails dans les instructions qu'il transmit à Sir Eric Phipps, l'ambassadeur britannique en France. Le 1er novembre 1938, Halifax affirma rejeter la théorie selon laquelle « *le gouvernement français pourrait être tenté par une intrigue allemande de s'éloigner du gouvernement de Sa Majesté.* » Il comprenait que l'Allemagne avait atteint une position prépondérante en Europe centrale, mais n'était pas incliné à abandonner la pensée d'une possible intervention britannique à l'avenir en Europe centrale et orientale. Il observa sardoniquement n'éprouver aucun

plaisir dans la perspective de se retrouver englué par la Russie dans une guerre contre l'Allemagne, mais affirma : « *Je devrais hésiter avant de conseiller au gouvernement français de dénoncer le pacte franco-soviétique.* » Des changements considérables s'étaient produits dans la politique britannique depuis l'époque, en 1935, à laquelle les dirigeants britanniques avaient fait ce qu'ils pouvaient pour éviter la conclusion de ce pacte.

Halifax confia à Phipps qu'il allait réaliser un effort majeur en vue de persuader Mussolini à se montrer « *moins dépendant d'Hitler.* » Ce changement pourrait contribuer à la tenue de la politique britannique d'équilibre du pouvoir dirigée contre l'Allemagne. Halifax considérait comme axiomatique l'idée que la Grande-Bretagne et la France restassent prépondérantes en Europe occidentale, en Méditerranée, ainsi qu'au Proche-Orient, et qu'elles maintiennent une « *forte emprise* » sur leurs empires coloniaux. Il souligna également la nécessité de maintenir « *les liens les plus étroits possibles* » avec les États-Unis.

Le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères admit que cette image douillette était perturbée par la perspective de voir la France quitter le système britannique afin de réaliser une entente indépendante avec l'Allemagne. Il affirma qu'un tel développement constituerait un coup terrible pour la Grande-Bretagne, et avança que cela pourrait permettre à l'Allemagne « *de nous tenir en otages* » sur la question coloniale. Halifax était évidemment préoccupé, mais il proclama de nouveau ne pas croire que la France pourrait « *renoncer à sa liberté.* » Peut-être se serait-il montré plus sincère s'il avait affirmé qu'il ne croyait pas que la France pourrait essayer de reconquérir sa liberté.

Une autre vague d'attaques verbales contre Hitler par des Anglais éminents se produisit à ce moment-là, et de nouvelles instructions furent dépêchées par Halifax à Phipps le 7 novembre 1938, trahissant le fait qu'Halifax était de plus en plus inquiet du fait des négociations franco-allemandes. Il s'agissait d'une nervosité ancienne et familière de la part des dirigeants britanniques. Elle se

levait chaque fois qu'il apparaissait que les nations continentales de premier plan pourraient faire progresser un règlement de leurs différences indépendamment de la Grande-Bretagne. On craignait que cela ne détruisît le système britannique du *diviser pour régner* au service duquel était appliquée la politique de l'équilibre du pouvoir. Les dirigeants britanniques estimaient que leur position dans le monde dépendait de la perpétuation des rivalités et des divisions sur le continent. Les craintes discutées par Halifax en 1938 étaient les mêmes que celles entretenues par Sir Edward Grey en 1911, lorsque le premier ministre français Caillaux et le chancelier allemand Bethmann-Hollweg semblèrent approcher d'une entente.

Le texte finalisé de la déclaration franco-allemande fut approuvé par le cabinet français le 23 novembre 1938. De nombreuses fuites quant à ce pacte parvinrent jusqu'à l'opinion publique. Le 24 novembre 1938, la presse française était enthousiaste quant au traité qui arrivait, qui était présenté comme un jalon de l'histoire mondiale. Chamberlain et Halifax étaient arrivés à Paris le 23 novembre pour des conférences tenues avec les dirigeants français le lendemain. Ils espéraient obtenir des assurances de nature à diminuer l'importance du traité franco-allemand. Ils furent accueillis par des railleries et des huées à la française (des sifflets) dans les rues de Paris, le 23 novembre 1938 : ce furent les plus importantes manifestations anti-britanniques que la capitale française connut depuis la visite du roi Édouard VII à Paris en 1903. L'annonce, le lendemain, de la prochaine visite de Ribbentrop à Paris remisa bientôt leur arrivée à l'arrière-plan de l'attention générale.

Robert Coulondre, le nouvel ambassadeur français en Allemagne, avait rencontré Hitler pour la première fois le 21 novembre 1938. Des relations cordiales s'établirent bientôt entre Hitler et Coulondre, en dépit du fait que le nouvel ambassadeur ne remplaçât jamais François-Poncet dans l'estime d'Hitler. Coulondre déclara que son affectation en Allemagne était une mission de réconciliation. Il était absolument convaincu de la sincérité d'Hitler quant à sa renonciation de l'Alsace-Lorraine. Hitler répondit que lui et

Coulondre étaient tous deux d'anciens combattants de première ligne, et qu'ils savaient tous deux apprécier la valeur de la paix. Les préparations finales en vue de la visite de Ribbentrop à Paris furent conclues à l'issue de cet entretien.

Le pacte fut scellé plusieurs semaines avant le départ de Ribbentrop et de la délégation allemande de Paris. Les Allemands reproduisirent le geste français consistant à communiquer le contenu du pacte aux Polonais avant de l'avoir signé. Lipski exprima à Berlin la gratitude de Beck pour cette courtoisie, le 5 décembre 1938. Beck répondit aux Français en accordant sa bénédiction au pacte et en affirmant que le gouvernement polonais accueillait sincèrement le rapprochement franco-allemand dessiné par le traité. Beck instruisit Lipski d'informer confidentiellement les Allemands que l'Union soviétique ne voyait pas la déclaration franco-allemande sans des sentiments mitigés.

Les Allemands arrivèrent à Paris et conclurent le traité avec les Français le 6 décembre 1938. Le pacte était quasiment identique à la déclaration anglo-allemand, mis à part les termes ayant trait aux questions des garanties, des alliances françaises à l'Est, et à la clause de consultation. Les Allemands acceptaient de reconnaître la configuration des alliances françaises en place à l'Est, mais cela ne fut généralement considéré que comme une pure formalité. On ne savait pas dans quelle mesure la France pourrait s'employer à maintenir cette configuration d'alliances à l'avenir.

Le 7 décembre, Phipps signala à Halifax que les Allemands étaient venus avec « *une grande équipe.* » Il observa qu'une question avait été soulevée quant au dîner organisé par Bonnet pour Ribbentrop le 6 décembre. Aucun des deux Juifs du cabinet français, Georges Mandel, secrétaire d'État aux colonies, et Jean Zay, secrétaire d'État à l'éducation, n'avait été invité. Bonnet expliqua dans une interview spécialement accordée que seuls quelques invités au sein du gouvernement français, outre de nombreux invités non-membres du gouvernement, avaient été conviés. Mandel et Zay furent tous deux invités aux festivités organisées à l'ambassade

d'Allemagne le lendemain.

L'ambassadeur allemand Welczeck avait fait de nombreuses remarques peu flatteuses à Bonnet quant à Ribbentrop au cours de la période précédant la visite de ce dernier. Bonnet avait pris en compte leur source, et désirait se faire sa propre opinion. Ribbentrop parlait un excellent français, si bien que lui et Bonnet purent engager plusieurs conversations privées hors de la présence d'un interprète. Il apparut cependant ultérieurement qu'une grave incompréhension quant à la politique française en Europe de l'Est avait découlé de ces échanges, bien qu'il fût également possible que les événements ultérieurs, plutôt que la teneur de ces conversations en soi, pût constituer la source de cette confusion. Ribbentrop eut l'impression que la France comptait limiter ses engagements en Europe de l'Est, et Bonnet nia plus tard avoir eut l'intention de faire paraître cette idée. L'ambassadeur polonais Juliusz Lukasiewicz était convaincu, sur la base de ce qu'il avait entendu après la visite de Ribbentrop, que Bonnet avait clairement fait des remarques quant à une réduction des engagements français.

Bonnet était préoccupé par un possible programme irrédentiste italien aux dépens de la France. Le 30 novembre 1938, Ciano avait prononcé un discours devant l'assemblée italienne. Un groupe de députés italiens avait répondu en donnant de la voix sur des revendications ethniques italiennes sur Nice, la Corse et la Tunisie. Mussolini, qui avait assisté à la scène, était resté impassible. Les Italiens réfutaient l'idée que cette manifestation fût d'inspiration officielle. Ribbentrop parvint à rassurer Bonnet quant à cette agitation. Il était convaincu qu'en dépit de la présence d'Italiens en plus grand nombre que les Français dans les régions nommées par les députés, l'Italie n'avait aucune intention de formuler des revendications territoriales à la France. Il assura Bonnet que de telles revendications ne seraient pas soutenues par l'Allemagne si elles étaient malgré tout formulées. Ribbentrop observa que l'Allemagne n'avait aucun regret à avoir renoncé à l'Alsace-Lorraine, et il ajouta qu'elle manquerait singulièrement de motivation à l'idée de faire la guerre à la

France pour soutenir des revendications italiennes sur Djibouti ou sur la Corse. Le ministre allemand des affaires étrangères se plaignit de l'attitude britannique quant à l'Allemagne. Chose significative, il observa que les dirigeants britanniques semblaient considérer les accords de Munich comme une simple opportunité de gagner du temps pour se préparer à la guerre.

Bonnet fut impressionné par la prestance de Ribbentrop, et le décrivit plus tard comme un négociateur imperturbable. Ribbentrop déposa une gerbe sur la tombe du soldat inconnu français le 7 décembre, et le soir même, il commença de longues discussions avec les dirigeants politiques français. Monzie nota que Ribbentrop semblait très à l'aise dans un rôle de *grand seigneur*[4]. Il passa beaucoup de temps avec Joseph Caillaux. L'homme politique français, d'un certain âge, fut celui qui parla le plus. Il conseilla Ribbentrop quant au règlement des problèmes à venir en matière de politique allemande, mais avec tact. Monzie fut ému par cette conversation longue et sereine partagée entre ces deux hommes distingués, représentant chacun à ses yeux les meilleurs éléments de leurs nations respectives.

Aucune manifestation hostile n'éclata en France durant la visite de Ribbentrop. Un groupe d'ouvriers français applaudit Ribbentrop à la gare, au moment de son départ de Paris, le 8 décembre 1938. Une autre manifestation amicale en faveur de Ribbentrop se produisit lorsque son train fut contraint de s'arrêter du côté de Creil sur son voyage retour. La visite de Ribbentrop constitua une réussite, et la déclaration franco-allemande contribua à un relâchement des tensions en Europe. Les Britanniques furent promptement informés par la France qu'aucun accord secret n'avait été conclu, mais Halifax continua de se montrer soupçonneux quant à la politique française, et Roosevelt, le président des États-Unis, ainsi que Joseph Staline en Union soviétique, exprimèrent leur désaccord quant à ce nouveau traité.

4. En français dans le texte, NdT

## 9.9 Flexibilité de l'attitude française après Munich

Le magazine munichois *Simplicissimus* fit sa couverture à Noël 1938 avec une image de Marianne et Michel, les symboles respectifs de la France et de l'Allemagne, se tenant debout au seuil de la porte d'entrée de la Maison de l'Europe en parfaite amitié. Il était évident que la France était inclinée à suivre l'exemple italien en se rapprochant de l'Allemagne. L'ancienne tentative de constituer un front anglo-franco-italien contre l'Allemagne avait échoué. La nouvelle situation appelait à de nouvelles mesures. Hitler avait énoncé clairement que l'Allemagne ne comptait présenter aucune revendication à l'Italie ou à la France, et il était évident que ni l'Italie, ni la France n'avaient de revendications à formuler contre l'Allemagne. Les conditions étaient extrêmement favorables pour une entente entre ces trois nations principales du continent. L'idéal était un front franco-italo-allemand solide pour la paix. Il serait difficile pour les Britanniques de fomenter une guerre contre l'Allemagne si la tendance lancée auspicieusement en décembre 1938 se poursuivait. Il deviendrait impossible pour eux de le faire si un front réunissant les trois puissances en question était réellement constitué. Les Britanniques étaient déterminés à attaquer l'Allemagne, avec la France comme alliée, mais ils ne le feraient pas sans elle. Les chances étaient favorables pour qu'ils s'accommodassent de la nouvelle situation, pourvu que la France prît une position définitive sur la question. Les perspectives de paix en Europe, à la fin 1938, restaient favorables, malgré l'hostilité britannique à l'égard de l'Allemagne, et les difficultés allemandes en Pologne. L'avenir de l'Europe dépendait de la prévention d'une nouvelle guerre mondiale.

Bertrand de Jouvenel analysa les problèmes de l'Europe dans un ouvrage réfléchi, *Le Réveil de l'Europe*, qui parut en 1938. Jouvenel comprenait que les Européens du XX$^{\text{ème}}$ siècle n'avaient plus

confiance dans le progrès. L'expérience de la première guerre mondiale, et les problèmes qui avaient émergé dans l'ère d'après-guerre, avaient détruit cette confiance. Il déplorait le déclin de la France en Europe, mais regrettait bien plus encore le déclin de l'Europe dans le monde. Cette tendance pouvait être renversée si les haines du passé pouvaient être oubliées, et si l'Europe se concentrait sur la paix et la production au lieu de la guerre et la destruction. Sir John Maynard Keynes avait exposé en Grande-Bretagne l'imbécillité du traité de Versailles. Keynes avait rappelé au soi-disant *faiseurs de paix* qu'ils voulaient faire payer les vaincus, mais qu'en réalité c'étaient les vainqueurs qu'ils ruinaient. Aux États-Unis, Henry Ford avait mis l'accent sur l'espoir promis par un meilleur mode de vie pour les foules. Il avait montré qu'un plus grand marché de production était possible dès lors que les salaires des travailleurs augmentaient. Les obstacles à la réalisation du rêve de la productivité et de la réconciliation se trouvaient dans les vieux préjugés obsolètes, comme la politique britannique de l'équilibre du pouvoir. Jouvenel estimait que le but de l'histoire était de combattre les postulats résidant derrière ces dogmes : « *L'attitude de l'Histoire est bien faite pour abattre la présomption humaine*[5]. »

Jouvenel rappelait tristement que le slogan de propagande de Wilson de 1918 avait été la paix de la justice. Cela résonnait comme un vague rêve de paix perpétuelle. Jouvenel espérait que le temps viendrait où l'humanité cesserait de mener la guerre continue pour une paix perpétuelle. Il était représentatif des nombreux Français réalisant un effort honnête d'ajustement à la nouvelle situation en Europe.

5. En français dans le texte, NdT

# Chapitre 10

# La décision allemande d'occuper Prague

## 10.1 L'empire tchèque, mortellement blessé à Munich

L'État tchèque prolongea son existence dans des conditions moribondes durant presque six mois après la cession des districts des Sudètes à l'Allemagne. La domination tchèque sur les nombreuses minorités, vingt années durant, avait été fondée sur une politique d'intimidation, et sur l'assurance d'un soutien militaire d'une France prépondérante. L'une après l'autre, les minorités allemande, polonaise et hongroise avaient été retirées à la domination tchèque. Les Slovaques et les Ruthéniens se montraient également désireux d'échapper à cette domination, et recevaient des encouragements sur cette voie de la part de la Pologne et de la Hongrie.

Pour un temps, il sembla que l'Allemagne, nouvellement prépondérante, pourrait reprendre l'ancien rôle de la France, et protéger les résidus de l'empire tchèque. Hitler examina cette possibilité durant environ quatre mois suite à Munich. Il parvint peu à peu

à la conclusion que la cause tchèque était perdue en Slovaquie, et que la coopération tchèque avec l'Allemagne n'était pas digne de confiance. Il décida, après avoir reçu des informations quant à la visite des dirigeants britanniques à Rome de janvier 1939, de déplacer le soutien de l'Allemagne, jusqu'alors accordé aux Tchèques, vers les Slovaques.

La réussite de la cause slovaque était assurée, mais les dirigeants slovaques désiraient disposer de la protection d'unités militaires allemandes en Slovaquie. Cela signifiait qu'il allait falloir que des soldats allemands occupassent Prague, au moins temporairement, afin d'établir des communications militaires avec la Slovaquie. Hitler put légaliser ce développement par des traités spéciaux conclus avec les dirigeants tchèques et slovaques. Emil Hacha, le président tchèque, ne croyait pas qu'il serait sage de résister aux projets allemands. Il reçut des félicitations de la part d'Édouard Benes après son élection à la présidence en novembre 1938, mais Benes le dénonça en mars 1939 du fait de sa coopération avec l'Allemagne.

## 10.2 La politique trompeuse d'Halifax envers les Tchèques

La décision d'Hitler de soutenir les Slovaques et d'occuper Prague avait été fondée sur l'évident désintérêt des dirigeants britanniques quant à la situation tchèque. Ils avaient disposé d'amples opportunités d'encourager les Tchèques d'une manière ou d'une autre, mais avaient refusé de manière répétée d'agir ainsi. La vérité était que les dirigeants britanniques n'avaient cure des Tchèques. Ils utilisèrent la politique d'Hitler comme prétexte pour s'indigner du comportement des Allemands.

En octobre 1938, Halifax usa de fourberie dans une première tentative majeure de saboter les termes des accords de Munich. Le différend tchéco-magyar était d'actualité à ce moment-là. Le 24 octobre 1938, Lipski, l'ambassadeur polonais, avait demandé que

la Pologne prît part à l'arbitrage international visant à régler ce différend. Il avait proposé que l'équipe d'arbitrage ne fût composée que de Polonais, d'Italiens et d'Allemands. Ribbentrop n'était pas enthousiasmé par cette proposition, mais accepta de sonder son homologue italien. Ciano répondit que la proposition polonaise n'était pas satisfaisante. Des années durant, l'Italie avait œuvré en vue de parvenir à un concert diplomatique entre les quatre puissances qui s'étaient rencontrées à Munich, et Ciano n'était pas favorable à abandonner ce concert au profit des Polonais. Il était évident que les négociations directes entre les Tchèques et les Hongrois, qui avaient repris le 13 octobre, étaient stériles. Ciano invita Ribbentrop à Rome pour discuter du problème, et le ministre allemand des affaires étrangères se rendit le 26 octobre 1938 dans la capitale italienne.

Ogilvie-Forbes, depuis son poste d'ambassadeur britannique à Berlin, eut vent de l'attitude de l'Italie quant à la proposition polonaise avant que Ribbentrop partît pour Rome. Ogilvie-Forbes prit contact avec Halifax et l'informa que tout semblait converger vers un travail d'arbitrage mené par les quatre puissances. Il fut stupéfait de recevoir immédiatement comme réponse de la part d'Halifax qu'un accord recherché par les quatre puissances de Munich, sur la différend tchéco-magyar, ne serait pas chose réalisable. Halifax pensait que l'Allemagne et l'Italie seraient en désaccord sur le différend tchéco-hongrois si la Grande-Bretagne et la France se retiraient du programme de Munich. Des dissensions suivraient dans les relations germano-italiennes, et la Grande-Bretagne pourrait éventuellement exploiter cette situation dans le dessein de séparer l'Italie de l'Allemagne. Il confia à Ogilvie-Forbes que l'Italie « *paraissait privilégier la cession de la Ruthénie à la Hongrie.* » Il pensait que l'Italie désirait conserver la Pologne hors des travaux d'arbitrage pour conserver tous les mérites d'avoir œuvré aux objectifs hongrois. Il imaginait que l'Italie conservait le dessein de maintenir la Hongrie dans la sphère d'influence de l'Italie, et que les Italiens faisaient preuve de jalousie à l'égard des Polonais, qui disposaient

d'une bonne popularité en Hongrie. Il espérait que l'Allemagne en viendrait à s'opposer à l'Italie lors des travaux d'arbitrage, en essayant d'obtenir un règlement de la Ruthénie selon un processus d'auto-détermination.

Halifax suggéra une autre raison derrière son refus de laisser la Grande-Bretagne assumer ses obligations définies à la conférence de Munich. Il désirait se voir épargné le travail rébarbatif de revenir sur les termes territoriaux définis dans les traités de paix de 1919, restés jusque 1938 inchangés en Europe centrale depuis presque deux décennies. Halifax était également déterminé à maintenir la suprématie britannique en Roumanie, et à empêcher la Roumanie de nouer des relations plus étroites avec l'Allemagne. Le roi Carol prévoyait de mener une visite à Londres le 15 novembre 1938, et Halifax ne désirait pas offenser le souverain roumain en paraissant soutenir les revendications hongroises. Les Roumains restaient amèrement opposés au révisionnisme hongrois.

Le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères émettait comme supposition l'idée que les Allemands pourraient considérer la possibilité de soutenir le mouvement national ukrainien dans la région ruthénienne. Halifax ne pensait pas que l'Allemagne pourrait réussir à maintenir l'auto-détermination en Ruthénie face à l'opposition de l'Italie, de la Pologne et de la Hongrie. Il prédit que l'Allemagne y renoncerait, et que cela sonnerait le glas de l'auto-détermination dans le règlement des problèmes tchèques. Cette considération ne gênait pas Halifax. Il avança que les Juifs ruthéniens seraient mieux traités par la Hongrie que par les Tchèques. Il espérait qu'une frontière commune entre la Hongrie et la Pologne pourrait accroître l'opposition de la Pologne comme de la Hongrie face à l'Allemagne. Il semblait à Halifax qu'un retrait complet de la Grande-Bretagne hors de Tchéco-Slovaquie serait la meilleure manière de poursuivre les intérêts de son pays.

Halifax informa confidentiellement Budapest du fait qu'un arbitrage excluant la Grande-Bretagne et la France pouvait être proposé sans risque. Il consulta les diplomates tchèques et hongrois

à Londres, et leur demanda d'approuver le retrait britannique et français du traitement du différend tchéco-magyar. Le 26 octobre, Halifax câbla à Lord Perth, l'ambassadeur britannique à Rome, que sa manœuvre avait réussi. Les Tchèques et les Hongrois étaient prêts à accepter l'arbitrage italo-allemand sans participation britannique ni française dans le différend tchéco-hongrois. Il espérait mettre Ciano face à un *fait accompli*[1] rapidement, et donna pour instruction à Perth d'annoncer que « *le gouvernement de Sa Majesté n'a vu aucune objection au règlement de la question tchéco-hongroise par un arbitrage mené par l'Allemagne et l'Italie.* » Il essaya d'apaiser Ciano en déclarant que les Britanniques étaient d'accord pour prendre part aux discussions si les Tchèques et les Hongrois insistaient pour que tel fût le cas. Ce fut un geste astucieux, qui ne coûta rien à Halifax. Budapest et Prague avaient déjà convenu de ne pas faire appel à la participation britannique.

Halifax tint compte de la possibilité que ce geste pouvait ne pas suffire à satisfaire complètement Mussolini. Il donna à Perth pour instruction d'apaiser ce dernier en affirmant que la Grande-Bretagne privilégiait une coopération bilatérale anglo-italienne dans le règlement d'importantes questions européennes. Halifax scrutait l'ensemble des facteurs en envoyant ses instructions à Perth : « *Vous mesurerez, bien entendu, le fait que le gouvernement de Sa Majesté ne désire pas laisser paraître l'impression qu'il essayerait de tirer parti de tout désaccord italo-allemand quant à l'avenir de la Ruthénie.* » Dans l'imagination du secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères, une lutte féroce était sur le point de s'ensuivre quant à l'avenir de la Ruthénie. Il s'imaginait les Allemands se résignant avec colère et à reculons sous la pression conjointe de l'Italie, de la Hongrie et de la Pologne, et il se réjouissait à cette idée. La Grande-Bretagne pourrait conserver une position avantageuse aux marges. Ce fut le point culminant de l'abandon total de la responsabilité britannique vis-à-vis des Tchèques. À Varsovie, Josef

1. En français dans le texte, NdT

Beck conclut que les Britanniques éluderaient leur responsabilité à garantir la Tchéco-Slovaquie après le règlement des revendications hongroises et polonaises. Son analyse s'avéra correcte.

Les anticipations d'Halifax furent renforcées le 26 octobre par un autre rapport envoyé par Ogilvie-Forbes. Weizsäcker avait dit aux diplomates britanniques présents à Berlin que l'Allemagne insisterait en faveur de l'auto-détermination, tant en Slovaquie qu'en Ruthénie. Ogilvie-Forbes demanda à Weizsäcker si la Ruthénie pourrait se voir administrée par les Tchèques, une fois la section magyare retirée. Il semblait que la séparation des régions ethniques magyares pourrait perturber les communications ruthéniennes. Weizsäcker « *ne se laissa pas entraîner et répéta que la Ruthénie devrait recourir à l'auto-détermination.* » Le secrétaire d'État allemand se plaignit de ce que l'omission de la Grande-Bretagne et de la France de l'équipe d'arbitrage était contraire aux termes des accords de Munich. Il ne soupçonna pas la responsabilité britannique pour cette situation, et fit de gros efforts pour expliquer que l'Allemagne n'en était pas responsable. Le diplomate britannique n'éclaira pas Weizsäcker quant à l'état réel de la situation. Il informa Halifax que les diplomates italiens présents à Berlin étaient convaincus que l'Italie insisterait pour un retour de la Ruthénie à la Hongrie. Il semblait que les Allemands étaient proches de tomber dans un piège voué à produire des frictions avec l'Italie, la Hongrie et la Pologne.

Jozef Beck fit son possible à ce stade pour faciliter la situation avec la Hongrie. Le 26 octobre, il proposa de répondre aux objections roumaines par une garantie des accès de la Roumanie aux Tchèques via la Pologne. Il affirma à Kennard, l'ambassadeur britannique, que la Pologne usait vis-à-vis des Allemands de tout argument à sa portée pour leur prouver que le retour de la Ruthénie à la Hongrie constituait la seule solution sensée. Il ajouta qu'il se rendrait en Allemagne pour en discuter personnellement avec Hitler et Ribbentrop si la Hongrie n'obtenait pas satisfaction en Ruthénie.

Beck réalisa un ultime effort pour amener la Pologne dans l'équipe d'arbitrage. Il fit pression pour que la Pologne fût invitée à Prague ainsi qu'à Budapest. Les Tchèques répondirent qu'ils pourraient admettre les Polonais à la table des négociations si les Roumains y étaient également admis. Cette réponse irrita Beck. Il ne désirait pas s'asseoir à nouveau avec les Roumains à une table de négociation sur le problème ruthénien, et il fut contraint de lâcher l'affaire.

La tentative d'Halifax de fomenter un conflit entre l'Allemagne d'un côté, et l'Italie, la Pologne et la Hongrie de l'autre, échoua. Mais une telle tentative n'aurait jamais pu apparaître, après la conférence de Munich, comme élément de conduite de la politique étrangère britannique, si Halifax n'avait pas voulu approuver l'abandon des intérêts tchèques par la Grande-Bretagne, en dépit de la promesse faite par le gouvernement britannique à Munich de protéger ces intérêts, en échange de l'acceptation par les Tchèques d'un règlement négocié de la crise tchèque des Sudètes. Parmi les engagements britanniques figurait celui de prendre part à l'arbitrage du différend tchéco-hongrois en cas d'échec des négociations bilatérales entre les Tchèques et les Hongrois. Le refus d'Halifax de tenir cette promesse fut équivalent à un abandon par la Grande-Bretagne des intérêts tchèques, et ce d'autant plus qu'Halifax espérait que l'Allemagne échouerait à parvenir à la solution plus modérée pour les Tchèques qui fut décidée à Vienne.

## 10.3 L'arbitrage de Vienne : une déception pour Halifax

Le 28 octobre 1938, Ribbentrop discuta à Rome le projet d'arbitrage italo-allemand avec Mussolini et Ciano. Il déclara également à Mussolini qu'Hitler s'inquiétait de l'hostilité britannique envers l'Allemagne. Hitler et Ribbentrop pensaient qu'une alliance italo-allemande pourrait décourager les enthousiastes d'une guerre en Angleterre. Aucune référence ne fut faite du Japon. Ce point était

embarrassant pour Mussolini, car la réticence japonaise à signer un pacte d'alliance avec l'Allemagne et l'Italie avait déjà par le passé retardé la conclusion d'une alliance italo-allemande. Mussolini se montra évasif quant à la proposition d'alliance, mais conciliant quant à la Ruthénie. Le règlement des différends italo-allemands quant à la Ruthénie constituait le principal objectif de la visite de Ribbentrop, et sa mission à Rome fut une réussite. Ribbentrop discuta également les relations germano-polonaises avec les dirigeants italiens, et il leur assura qu'Hitler comptait établir une amitié germano-polonaise sur une base permanente.

Halifax s'était montré plus optimiste que Beck quant aux chances que la Hongrie puisse remporter la Ruthénie au travers d'un arbitrage italo-allemand, et le secrétaire d'État britannique était voué à subir une déception. Le 30 octobre 1938, les principaux détails étaient réglés, et Weizsäcker annonça que l'Allemagne et l'Italie « *ont mené l'arbitrage de la nouvelle frontières tchéco-hongroise.* » Les travaux d'arbitrage avaient été mené par Ciano et Ribbentrop à Vienne, dans une atmosphère chaleureuse, et les deux diplomates rivalisèrent de manière satirique en mimiquant le Congrès de paix de Vienne de 1815.

Les missions tchèque et hongroise arrivèrent à Vienne le 2 novembre 1938 pour prendre connaissance de l'arbitrage. Des délégations de Slovaquie et de Ruthénie étaient également présentes. Après la visite de Ribbentrop à Rome, les Hongrois avaient été informés du fait qu'ils devaient restreindre leurs revendications aux territoires ethniques magyars. Les Hongrois avaient demandé 14 000 km² de territoire slovaque et ruthène sur cette base. Ciano et Ribbentrop leur en accordèrent 10 000 km².

Un accord avait été conclu sur la base de l'auto-détermination, que la Grande-Bretagne ne voulait plus promulguer en Tchéco-Slovaquie. La Hongrie reçut une toute petite partie de la Ruthénie, et le rêve de Beck d'une frontière commune entre la Hongrie et la Pologne ne se réalisa pas. Le 5 novembre 1938, les Tchèques acceptèrent d'entamer l'évacuation des régions accordées à la Hongrie,

et les Magyars purent occuper complètement les territoires qu'ils avaient récupérés dès le 10 novembre. Les Allemands étaient entrés les mains libres dans ces négociations. Le 28 octobre, la Roumanie avait fait appel à l'Allemagne, demandant un « *signe d'amitié,* » et une promesse que l'Allemagne « *s'opposerait à une frontière commune hongro-polonaise.* » Pour réponse, le gouvernement allemand avait refusé de promettre à la Roumanie quant à une décision qui ne devait être prise que par les seules Italie et Allemagne. Le problème se simplifia, car Ciano n'insista jamais pour que l'ensemble de la Ruthénie fût remise à la Hongrie.

## 10.4 Les demandes des Polonais aux Tchèques

Le gouvernement polonais tira parti du différend tchéco-magyar en présentant un nouvel ultimatum à Prague le 31 octobre 1938. Les Polonais demandaient six districts des Carpates à la Slovaquie. Ils menaçaient, faute de recevoir une réponse positive le jour-même, d'attaquer les Tchèques. Ces derniers capitulèrent à 17h00, le 31 octobre. Ils essayèrent également d'inciter les Britanniques à s'en prendre à la Pologne. Newton fut informé par Chvalkovsky, le ministre tchèque, que des raisons portaient à croire que cette étape ne constituait que la première d'une suite mensuelle régulière d'exigences polonaises.

Josef Tiso, qui était devenu le dirigeant de la coalition nationale slovaque après l'échec de la mission de Sidor à Varsovie, était furieux de l'étendue des exigences polonaises. Pour la première fois, il fit appel à la protection de l'Allemagne. Le 31 octobre 1938, à Bratislava, Tiso expliqua au Consul-général allemand Ernst vom Druffel que les exigences polonaises n'étaient soutenues par aucun fondement ethnique, et qu'elles dépassaient largement le petit ajustement frontalier qui avait été précédemment suggéré. Tiso accusa les Polonais d'être intéressés par l'accaparation de régions stratégiques importantes, et par l'obtention du contrôle de la voie ferrée

Cadca-Zwardon, qui leur laisserait le contrôle des communications dans diverses régions de Slovaquie. Il se plaignit de l'absence de fondement ethnique derrière les revendications de divers pics montagneux de la chaîne carpate de Tatra, de toute évidence inhabités. Il insista sur le fait qu'une Slovaquie indépendante aurait rejeté les exigences de la Pologne. Les Tchèques les avaient acceptées au nom de la Slovaquie. Tiso développa son thème préféré, à savoir que la Slovaquie avait besoin de la protection d'un voisin puissant. Il ajouta qu'à l'avenir, la Slovaquie accueillerait le soutien allemand contre les Polonais. Les Polonais arrivaient au terme du processus de saper leur ancienne popularité en Slovaquie.

Il fut également demandé aux autorités tchèques d'accorder de nouvelles concessions aux Polonais en Moravie. Les Polonais promirent que la délimitation définitive de la frontière polono-moravienne serait finalisée pour le 15 novembre, et celle de la frontière polono-slovaque pour le 1er décembre. Les Tchèques informèrent les Allemands qu'ils s'étaient soumis aux exigences polonaise du fait de la menace militaire. Ils affirmèrent que la Pologne s'apprêtait, en dépit de ses promesses, à émettre de nouvelles exigences à l'encontre de la Tchéco-Slovaquie.

Jozef Beck était mécontent de l'arbitrage de Vienne pour la Hongrie en date du 2 novembre 1938, et il s'employa à plusieurs reprises à convaincre les Allemands de rouvrir la question ruthénienne. Ribbentrop répondit en envoyant des instructions à l'ambassadeur Moltke à Varsovie, explicitant la stratégie suivie par l'Allemagne à Vienne. Le 22 novembre 1938, Moltke informa Beck que l'Allemagne n'encouragerait en rien la révision du règlement ruthénien, sauf si un accord était trouvé entre l'Allemagne et la Pologne. Il ajouta que Ribbentrop avait averti les Hongrois de ne pas contester le récent arbitrage de Vienne « *pour l'instant.* » Aux yeux de Beck, cela apparut comme un geste superflu, car il avait conclu depuis longtemps que les Hongrois n'entameraient aucune action militaire pour sécuriser leurs aspirations plus avancées, comme l'acquisition de la province de Ruthénie dans son entièreté. Il assura

fortuitement Moltke qu'il ne les encouragerait pas à mener une telle tentative. Il demanda énergiquement que quelque chose fût réalisé au travers de négociations pacifiques « *pour répondre aux intérêts hongrois.* » Moltke répondit en soulignant la nécessité d'un accord germano-polonais. Il ajouta une assurance personnelle dont il espérait qu'elle apaiserait le ministre polonais des affaires étrangères. Il informa Beck que Ribbentrop, à Berlin, « *lui avait dit hier qu'il ne voyait pas pour quelle raison le problème ukrainien devrait perturber les relations germano-polonaises.* » Moltke assura à Beck que l'Allemagne n'avait aucune ambition d'exploiter le nationalisme ukrainien.

Beck répondit à l'obstruction allemande à son programme ruthénien en améliorant les relations polonaises avec l'Union soviétique. Les relations russo-polonaises avaient été exceptionnellement inamicales depuis la menace russe du 23 septembre 1938 de répudier le pacte de non-agression russo-polonais signé en 1932. En novembre 1938, Beck se hâta d'accepter une initiative russe visant à améliorer ces relations. Le 26 novembre 1938, Litvinov, le commissaire soviétique aux affaires étrangères, et Grzybowski, l'ambassadeur polonais, annoncèrent lors d'une déclaration commune un accroissement des échanges commerciaux entre les deux nations, ainsi que leur affirmation de leur pacte de non-agression. La région de Teschen, fortement industrialisée, avait permis de nombreuses exportations vers la Russie alors qu'elle était sous direction tchèque, et les Polonais comptaient poursuivre ces flux commerciaux. Moltke signala depuis Varsovie que Beck avait mené les négociations en réponse à l'obstruction allemande en Ruthénie. Schulenburg, l'ambassadeur allemand à Moscou, suggéra que l'Union soviétique considérait la déclaration comme une protestation indirecte à la déclaration d'amitié franco-allemande qui se préparait.

Ribbentrop était contrarié par la confidentialité de la politique russe de Beck. Lipski ne lui avait laissé aucune indication du fait que la Pologne menait des négociations avec l'Union soviétique. Il discuta de la question avec Lipski le 2 décembre 1938. L'ambassadeur

polonais affirma que ladite déclaration était la conséquence d'un désir polonais naturel de réduire les tensions sur sa frontière Est. Il décrivit avec intensité et couleur la suite d'incidents frontaliers et de batailles aériennes contre les Russes qui s'étaient produits durant la crise de Teschen. Ribbentrop l'assura que l'Allemagne n'objectait pas à la détente russo-polonaise, mais qu'il était « *surpris que la Pologne ne nous ait pas informé à l'avance.* »

Le 3 décembre 1938, Schulenburg avertit Ribbentrop depuis Moscou que « *les Russes ont perdu tout intérêt pour la Tchécoslovaquie depuis que cette dernière ne peut plus servir de barrière contre l'Allemagne.* » Schulenburg conclut qu'un alignement entre l'Union soviétique et la Pologne n'était plus exclu, les Russes n'ayant aucune objection aux objectifs polonais en Ruthénie. Il était évidemment à l'avantage de la Russie de voir supprimée une communauté ukrainienne autonome. Ribbentrop conclut que l'Union soviétique avait rallié le groupe des nations qui préféraient, ou étaient indifférentes à, la partition plus avant de la Tchéco-Slovaquie.

## 10.5 Frictions tchéco-allemandes après l'arbitrage de Vienne

Les frictions furent considérables entre les Tchèques et les Allemands à l'issue de l'arbitrage de Vienne. Les Tchèques n'avaient pas rejoint l'Allemagne, malgré les pronostics de Henderson à Berlin. Ils assurèrent aux diplomates français à Prague n'avoir aucune intention de renoncer à leur alliance avec l'Union soviétique. Le 5 novembre 1938, le ministre des affaires étrangères Chvalkovsky se plaignit amèrement auprès de Newton de ce que la France refusait son aide économique aux Tchèques, après la conférence de Munich, considérant le nouvel État tchèque comme un satellite de l'Allemagne. Le ministre tchèque des affaires étrangères déclara abruptement qu'« *il était trop tôt pour juger de ce que la position définitive tchécoslovaque pourrait devenir.* » Il avança que la situation

devrait s'éclaircir sous trois à six mois, une fois que les Tchèques auraient géré leurs difficultés immédiates. Newton en conclut que les Tchèques n'avaient aucunement abandonné l'idée de prendre part à un front contre l'Allemagne.

S'il avait cru que l'État tchèque disposait d'un avenir, Newton aurait été impressionné. Il prédit à Halifax que la Tchéco-Slovaquie ne survivrait guère plus longtemps. À en croire quelques observateurs locaux experts, ni la Slovaquie ni la Ruthénie ne pourrait échapper à la conclusion que la survie était impossible « *sans quelque forme d'association avec la Hongrie.* » Chvalkovsky insista : les Tchèques « *aprécieraient d'obtenir la garantie des quatre puissances de Munich dès que possible.* » Newton estimait qu'une garantie ne serait pas chose sage. Il déconseilla au ministre tchèque des affaires étrangères d'approcher les Britanniques sur cette question. Il assura à Chvalkovsky que la Grande-Bretagne était, des quatres puissances de Munich, la moins intéressée par une telle garantie.

Les Tchèques, quelques jours plus tard, se plaignirent bruyamment quant à la délimitation définitive de la frontière tchéco-allemande. En octobre 1938, ils avaient été soulagés qu'Hitler renonçât à la tenue d'un plébiscite, qui aurait sans aucun doute séparé des Tchèques de vastes régions au-delà des cinq zones originellement assignées à l'Allemagne. Il avait été convenu qu'un règlement de compromis, concernant les régions restantes connaissant des différends, serait achevé pour le 24 novembre 1938. Il était entendu que les revendications allemandes sur la délimitation définitive seraient très limitées, et en pratique elles le furent. Cela ne découragea pas les Tchèques de s'emparer du sujet pour s'agiter contre l'Allemagne. Leurs statistiques quant aux équilibres des minorités entre les deux nations constituaient une totale inversion par rapport aux données allemandes. Il est étrange qu'ils craignissent un plébiscite quant au tracé des frontières, alors qu'ils affirmaient que seuls 377 196 Allemands restaient en Tchéco-Slovaquie, à comparer aux plus de 700 000 Tchèques résidant en Allemagne. Le 6 novembre 1938, ils

publièrent un communiqué spécial affirmant que l'on comptait deux fois plus de Tchèques et de Slovaques en Allemagne que d'Allemands en Tchéco-Slovaquie.

Les Tchèques espéraient que cette propagande suffirait à empêcher les Allemands de s'accaparer quelque région que ce fût dans la délimitation définitive des frontières. Une surprise les attendait lorsqu'ils reçurent la note allemande du 14 novembre 1938. Les Allemands proposaient des changements de frontières qui faisaient passer presque 40 000 habitants de Tchéco-Slovaquie en Allemagne. Les Allemands émirent un avertissement : ils en reviendraient au plébiscite envisagé à la conférence de Munich si les Tchèques refusaient de se montrer raisonnables. Les Polonais tirèrent parti de la situation, et affirmèrent que les modifications proposées par les Allemands justifiaient l'attitude officielle de la Pologne, clamant que l'arbitrage de Vienne n'était pas définitif. Les tensions dans les relations tchéco-polonaises étaient extrêmement importantes à ce moment, du fait que la Pologne avait expulsé un grand nombre de Tchèques hors de la région de Teschen.

Les Tchèques étaient impuissants quant à répliquer à l'expulsion de leurs nationaux par les Polonais, mais ils auraient pu faire appel aux membres britanniques, français et italiens de la Commission internationale pour la délimitation de la frontière tchéco-allemande, à Berlin. Les Tchèques décidèrent plutôt de parvenir à un accord avec l'Allemagne. Les Allemands prirent contact avec la Commission internationale et l'informèrent de la politique allemande et de la réponse tchèque. Un accord germano-tchèque fut négocié le 21 novembre 1938. De toute évidence, les diplomates britanniques en poste à Berlin n'étaient pas satisfaits de la situation, et Ogilvie-Forbes signala à Halifax que « *l'affaire toute entière est en train d'être expédiée, et je comprends parfaitement l'indignation qui peut s'ensuivre au Royaume-Uni.* » Dans les faits, cette indignation ne fut pas très importante.

Les Allemands informèrent les diplomates britanniques en poste à Berlin que des arrangements avaient été conclus avec les Tchèques

pour l'autoroute Beslau-Vienne, pour une liaison aérienne entre la Silésie et l'Autriche, et pour un canal reliant l'Oder et la Mer Baltique avec le Danube et la Mer noire, en passant par le couloir morave. Mastriy, le représentant tchèque à Berlin, continua de se plaindre auprès des Britanniques quant aux pertes subies par les Tchèques dans la délimitation des frontières. Il souligna que les Tchèques perdaient leur région de sports d'hiver de Jilemnice, qui était populaire à Prague, ainsi que le monument historique commémorant la période hussite situé à Taus, dans la région de naissance de Jan Hus. L'envoyé tchèque conclut avec résignation que son gouvernement avait décidé de signer l'accord avec les Allemands afin d'éviter des conditions plus insatisfaisantes encore. Le communiqué du gouvernement tchèque du 6 novembre 1938, traitant des chiffres des minorités, avait également contenu des plaintes quant à la cession de territoires à la Hongrie en date du 2 novembre. Les sensibles Magyars étaient furieux des statistiques sur lesquelles jonglaient les Tchèques. Le 21 novembre 1938, ils publièrent un communiqué dénonçant les statistiques tchèques sur les minorités comme une supercherie. Ils proposèrent leurs propres statistiques, qui présentaient une image totalement différente de la situation.

Le 22 novembre 1938, Sir Basil Newton s'enquit à Prague quant au fait que le gouvernement tchèque avait ou non soulevé la question de la garantie territoriale de la Tchéco-Slovaquie dans les négociations récentes avec l'Allemagne. Les Tchèques répondirent que ce point n'avait pas été mentionné. Les Tchèques dépeignirent une image intense des projets de développements allemands, dans l'espoir d'alarmer les Britanniques. Ils affirmèrent à Newton que les projets allemands appelaient à la finalisation de l'autoroute menant à Vienne pour 1940. L'autoroute devait être clôturée, mais les Tchèques auraient la liberté de l'utiliser sans péage sur leur propre territoire. Les Tchèques affirmèrent que les Allemands avaient fait référence à un système d'autoroutes s'étendant jusque Bagdad. À Prague, ils établirent que les Britanniques seraient sans doute intéressés d'apprendre l'existence d'un projet rappelant la réalisa-

tion de la voie ferrée de Bagdad, remontant à la génération allemande précédente. Le ton employé dans l'ensemble des conversations tchèques avec les diplomates britanniques ne laissa aucun doute quant au fait que les Tchèques se considéraient encore comme amis de l'Union soviétique, et adversaires de l'Allemagne.

Les Polonais continuèrent à exercer des pressions sur les Tchèques. Le 26 novembre 1938, Beck demanda que les régions restantes fussent cédées à la Pologne le 27 novembre, et non le 1er décembre. Kennard signala depuis Varsovie que Beck était en colère contre les Roumains à cette période. Le gouvernement roumain avait répondu au communiqué de Beck sur la Ruthénie en avertissant la Hongrie sur le fait qu'elle devait respecter les termes de l'arbitrage de Vienne.

## 10.6 Halifax sabote la garantie tchèque

Fin novembre 1938, la presse britannique relaya en masse des rumeurs selon lesquelles l'Allemagne « *massait* » ses armées en préparation d'une invasion de la Tchéco-Slovaquie. Ces rumeurs alarmistes irresponsables provenaient de Londres. Les diplomates britanniques à Prague informèrent Londres qu'aucune conjecture quant à un tel développement n'était développée dans la capitale tchèque, et Joseph Goebbels, le ministre de la propagande, se plaignit depuis Berlin de l'irresponsabilité de la presse britannique. L'histoire présente, pour les journalistes britanniques des années 1930, était constituée de guerres et de rumeurs de guerres. Les rumeurs infondées propagées par la presse britannique attirèrent l'attention du grand public quant à la question de la garantie territoriale promise à la Tchéco-Slovaquie. Il s'agissait d'un baromètre utile, le gouvernement britannique ne partageant le niveau d'enthousiasme plutôt faible qui pouvait exister en Angleterre pour une garantie. Une autre rumeur fut mise en circulation, selon laquelle l'Union soviétique se serait apprêtée à rallier les puissances

accordant cette garantie. Kennard y répondit depuis Varsovie dans un rapport envoyé à Halifax, qui contenait des informations intéressantes et utiles quant à l'attitude des dirigeants polonais vis-à-vis de l'Union soviétique.

Halifax fut informé que les Polonais étaient opposés à une garantie de la Tchéco-Slovaquie, et qu'ils ne respecteraient jamais aucun accord intégrant l'Union soviétique aux puissances accordant leur garantie. Les Polonais affirmaient que les Russes ne pouvaient pas mettre en œuvre une garantie aux Tchèques sans passer par le territoire polonais.

Kennard avertit Halifax : les Polonais ne laisseraient jamais des soldats russes opérer sur leur territoire. Halifax ne remit pas en question la validité de cette déclaration sans équivoque de Kennard. Cela ne l'empêcha pas d'exhorter les Polonais, huit mois plus tard, à laisser les soldats russes opérer sur leur territoire.

Le 30 novembre 1938, Kennard expliqua à Halifax que les dirigeants polonais considéraient la Russie comme leur ennemie héréditaire. Ils étaient convaincus que la Russie comptait créer une Pologne communiste. Il semblait évident aux yeux polonais que les Russes comptaient s'emparer des territoires de l'Est de la Pologne. Ces facteurs les amenaient à rejeter catégoriquement tout projet impliquant une intervention militaire russe en Europe centrale. Kennard assura à Halifax qu'il n'existait « *aucun espoir de changement d'attitude de la part de la Pologne.* » En outre, Kennard convint que la menace russe était « *indéniablement une position de danger réel pour eux.* » Kennard reconnut en cette instance qu'une guerre germano-polonaise constituerait un désastre pour la Pologne. L'Union soviétique hostile, à l'arrière de la Pologne, privait les Polonais de tout espoir, dans une telle éventualité. Kennard n'avait pas encore conscience du fait que la Pologne se verrait attribuée un rôle crucial dans la campagne de Halifax en vue de fomenter une guerre majeure contre l'Allemagne. Kennard nota la préoccupation des diplomates étrangers à Varsovie « *quant au fait que les Polonais peuvent à présent dériver vers un conflit avec l'Al-*

*lemagne,* » mais il ajouta qu'« *en tous cas, même si les Polonais ont actuellement la grosse tête, il n'est guère probable qu'ils provoquent l'Allemagne au-delà de limites raisonnables.* » Kennard ne développa pas ce que constituait à ses yeux une provocation polonaise dans des limites raisonnables.

Halifax envoya plusieurs dépêches de Sir Howard Kennard à Sir Basil Newton, localisé à Prague. Newton se montrait moins enthousiaste que Kennard quant aux Polonais. Il observa de manière acerbe dans le rapport suivant qu'il envoya à Halifax que les événements ultérieurs décideraient de la justification ou non de la politique polonaise anti-tchèque. Il affirma qu'« *on ne peut rien dire pour justifier leurs méthodes.* » Newton estimait que la Pologne se montrait incroyablement stupide en soulevant le courroux des Slovaques. Il nota que « *la Pologne aurait sans doute pu disposer d'une position d'influence en Slovaquie si elle l'avait voulu.* » Karol Sidor avait été « *notoirement pro-Polonais jusqu'il y a quelques semaines,* » mais on ne comptait plus à présent aucun champion de la Pologne parmi les dirigeants slovaques. Newton nota que la Slovaquie était hostile tant à l'égard de la Pologne que des Tchèques, et qu'il relevait d'une conséquence naturelle que les Slovaques se tournassent vers l'Allemagne pour obtenir une assistance.

Newton condamna les Polonais pour « *la politique tout à fait impitoyable menée contre les habitants tchèques* » des anciennes régions tchèques que la Pologne avait obtenues. Il nota que « *les Tchèques n'étaient pas les seuls à souffrir, les Allemands étant également souvent maltraités.* » C'était un fait connu en Tchéco-Slovaquie qu'à Teschen les Allemands et Tchèques locaux avaient souvent fait cause commune contre les Polonais. Newton trouvait difficile de croire que les bénéfices polonais étaient « *comparables aux représailles subies.* » Il nota que le gouvernement tchèque avait récemment promis de traiter à l'avenir plus décemment la minorité allemande restante sur leur territoire. On peut se demander comment Halifax pourrait accepter ultérieurement les affirmations de Kennard selon lesquelles le traitement polonais des minorités sous

leur juridiction était exemplaire.

Le 6 décembre 1938, Ogilvie-Forbes signala de Berlin à Halifax des rumeurs selon lesquelles Hitler pourrait abandonner l'autodétermination dans la gestion du problème tchèque si les conditions régionales restaient insatisfaisantes. Ni la Grande-Bretagne, ni la France n'avaient pris de mesures pour mettre en oeuvre la garantie territoriale promise aux Tchèques à Munich. Halifax et Chamberlain avaient discuté la question de la garantie lors de leur visite aux dirigeants français à Paris le 24 novembre 1938. Daladier et Bonnet ne voyaient aucune raison de ne pas mettre en œuvre la garantie si l'Allemagne et l'Italie n'y présentaient pas d'objection. Ils affirmèrent aux dirigeants britanniques qu'ils supposaient que chaque puissance contribuant à la garantie serait individuellement responsable de la défense du *statu quo* tchèque. Les Français eurent la stupéfaction de découvrir qu'Halifax ne partageait pas ce point de vue. Il proposa un projet qui, aux yeux de Bonnet, n'apparut que comme une supercherie. Halifax proposa que la garantie ne soit pas opérante en cas d'une violation allemande, sauf si Mussolini acceptait de soutenir la Grande-Bretagne et la France contre l'Allemagne. Les Français protestèrent : une telle garantie promettait de se révéler stérile et futile, et il serait préférable d'ignorer la question que de proposer une telle mise en œuvre. Mussolini avait refusé de s'opposer à l'invasion de l'Autriche par l'Allemagne, alors même que début mars 1938 l'Autriche relevait de la sphère d'influence italienne. Il était impensable que Mussolini pût s'opposer à Hitler au nom des Tchèques.

Ces objections françaises laissèrent Halifax absolument de marbre. Il répondit qu'il n'y aurait pas du tout de garantie, sauf si les puissances acceptaient sa formule. Halifax ajouta que les autres États, comme la Pologne, pourraient accorder des garanties à l'État tchèque selon leurs propres termes, s'ils le souhaitaient. Il n'estimait pas qu'une garantie territoriale de la part de l'Union soviétique à la Tchéco-Slovaquie serait inopportune, car cela provoquerait à la fois l'Allemagne et la Pologne. La difficulté qui fut levée ce 24 no-

vembre 1938 entre les dirigeants français et britanniques, du fait de la formule d'Halifax, ne fut jamais résolue. Les Français et les Britanniques menèrent plusieurs actions superficielles sur la question des garanties au cours des mois qui suivirent, mais ces étapes furent faibles et peu convaincantes, car elles n'étaient étayées par aucun programme. Halifax n'expliqua jamais aux dirigeants français pourquoi il avait refusé tout compromis sur la question des garanties. Les Français en conclurent naturellement que les Britanniques comptaient éviter toute garantie aux Tchèques. Newton s'enquit depuis Prague de la question des garanties le 8 décembre 1938, et Halifax admit dans sa réponse que les Français refusaient d'appliquer la formule britannique.

Newton ne fut pas mécontent d'apprendre que les Tchèques ne recevraient aucune garantie. Il prédisait que l'effondrement de la Tchéco-Slovaquie était inévitable, avec ou sans garantie. Il savait « *de plusieurs sources que les Tchèques sont à ce jour plus inquiets de leurs difficultés intérieures qu'extérieures.* » Il cita la Slovaquie comme preuve par excellence du fait qu' « *il manque aux Tchèques la faculté de se rendre populaires.* » Il ne trouva aucune sympathie d'aucune sorte en Slovaquie pour les « *infortunes* » des Tchèques, et il nota que la minorité allemande en Tchéco-Slovaquie continuer de présenter de nombreuses doléances. Ces points valides apportèrent un précieux soutien à Halifax dans sa politique d'échappement aux engagements qui avaient été consentis aux Tchèques par les Britanniques, engagements qui avaient été pris à Munich.

## 10.7 Halifax ignore les recours tchèques

Les Tchèques étaient ennuyés et consternés de l'impasse sur la question des garanties. Ils ne savaient pas que le 24 novembre 1938, à Paris, Halifax avait saboté la proposition de garanties. Chvalkovsky, le ministre tchèque des affaires étrangères, se plaignit le 11 décembre auprès de Newton de ce que le gouvernement tchèque

n'avait pas été consulté à Munich, et qu'il n'avait aucune base pour « *exprimer son point de vue aux quatre puissances par rapport au respect de leurs engagements.* » Chvalkovsky reconnaissait que les Tchèques étaient « *en position délicate* » sur le front intérieur, et qu'ils seraient reconnaissants de toute forme de garantie. Il sentait les réticences de la Grande-Bretagne et de la France à prendre l'initiative sur cette question, alors qu'il se serait attendu à les voir moteurs sur cette question, plutôt que l'Allemagne ou l'Italie. Dans le passé, les Tchèques avaient connu des relations plus amicales avec la Grande-Bretagne et la France qu'avec les puissances de l'Axe. Il ne serait pas opposé à ce que cet ordre naturel fût renversé. Il pourrait accepter des garanties séparées de l'Allemagne et de l'Italie, en comprenant que la Grande-Bretagne et la France puissent suivre à une date ultérieure. Chvalkovsky affirma ne pas aspirer à la « *paix et neutralité* » de la Suisse, qui était restée tranquille depuis 1815. Le ministre tchèque des affaires étrangères n'avait peut-être pas remarqué qu'en plusieurs cas, la Suisse s'était retrouvée en danger extrême d'invasion face à des menaces françaises et autrichiennes, au cours des deux générations qui avaient succédé à 1815. La sécurité suisse de 1935 ne s'était pas construite en un jour, en dépit des garanties internationales accordée par le Congrès de Vienne.

Halifax fut informé des souhaits tchèques, mais rien ne fut décidé pour y répondre. Le secrétaire d'État interpréta le rapport de Newton comme s'il signifiait que les Tchèques ne comptaient pas sur le fait que les Britanniques dussent remplir leurs obligations de garanties. Le 22 décembre 1938, Henderson et Coulondre annoncèrent à Berlin que la France et la Grande-Bretagne pourraient approuver une garantie allemande séparée aux Tchèques. Cette proposition n'aida en rien la cause tchéco-slovaque. Les Allemands ne voyaient aucune raison pour laquelle ils devraient prendre l'initiative de garantir un État qui, récemment encore, avait manœuvré militairement contre eux, cependant que la France, alliée de fait des Tchèques, ne faisait preuve d'aucune volonté de contribuer sa part de garanties. L'accord de la conférence de Munich avait précisé que

les quatre puissances devaient mener des actions identiques.

Les Allemands soupçonnaient que les Britanniques et les Français donneraient prochainement suite à la question, et proposeraient quelque suggestion dans l'esprit de l'accord de Munich. Rien de tel ne se produisit. Il semblait que plus les Tchèques faisaient montre d'intérêt, plus l'attitude britannique se faisait négative quant à la question des garanties. Le raisonnement opposé aux garanties fut exprimé avec éloquence par Halifax à Ogilvie-Forbes le 3 janvier 1939. Les diplomates britanniques savaient qu'Halifax était opposé aux garanties, et rivalisaient entre eux pour renforcer sa position. Ogilvie-Forbes soutint que la Grande-Bretagne ne pouvait pas « *garantir le statu quo en Europe centrale et orientale,* » sauf à chercher la guerre. C'était une déclaration brutale, mais qui ne se révéla que trop vraie lorsque la Grande-Bretagne offrit des garanties à la Pologne trois mois plus tard. Les diplomates professionnels du bureau britannique des affaires étrangères avaient pleinement conscience de la nature réelle de la politique britannique à l'égard des Tchèques après Munich. Sir William Strang, le responsable du *Bureau central*, qui s'occupait de l'Allemagne, déclara que la garantie que les Britanniques avaient promise aux Tchèques n'était guère qu'« *une mascarade.* »

## 10.8 Hitler soutient le mouvement d'indépendance slovaque

Hitler ne se prêta à aucun faux-semblant quant à avoir établi une politique permanente vis-à-vis des Tchèques au cours de cette période. Il affirmait à qui voulait l'entendre qu'il ne savait pas quels seraient les développements à venir dans la région tchèque. Le 21 novembre 1938, la légation belge de Berlin fut élevée au statut d'ambassade, suite à quoi le vicomte Jacques Davignon, l'ambassadeur de Belgique, participa à une réception spéciale organisée par Hitler à Berchtesgaden. La conversation entre Hitler et Davignon

porta sur la question tchèque. Hitler expliqua que les relations allemandes avec la Tchéco-Slovaquie étaient loin d'être réglées, et il énuméra les difficultés qui restaient irrésolues. Davignon fut impressionné par la franchise des remarques d'Hitler.

Les négociations de janvier 1939 entre Chvalkovsky, ministre tchèque des affaires étrangères, et les Allemands, ne furent pas satisfaisantes. Les Allemands objectaient à la grande armée tchèque, et à la poursuite de l'alliance tchéco-soviétique. Ils étaient gênés par le grand nombre important de dirigeants au sein du gouvernement tchèque qui exprimaient des vues anti-allemandes, ainsi que par le ton emprunté par la presse tchèque. Le 21 janvier 1939, Chvalkovsky se rendit à Berlin pour discuter de ces problèmes. Il adopta une attitude de défiance, et déclara aux Allemands qu'une réduction de l'armée tchèque dépendrait de la volonté allemande à prendre l'initiative d'une garantie territoriale accordée aux Tchèques. Les Allemands étaient ennuyés par cette défiance, et se lassaient des demandes d'action unilatérale de l'Allemagne sur la question des garanties. Le communiqué germano-tchèque du 28 janvier 1939 mit fin aux négociations stériles. Il se cantonna à quelques points mineurs traitant de l'échange de structures ferroviaires et du traitement des minorités.

Des rapports parvenaient à Berlin, selon lesquels l'opposition à l'administration tchèque allait croissante en Slovaquie, et Edmund Veesenmayer, du bureau des politiques étrangères national-socialiste, fut envoyé par Ribbentrop en Slovaquie pour enquêter sur ce sujet. Les Allemands recevaient des confirmations en nombre selon lesquelles les Slovaques voulaient mettre fin à la mainmise tchèque. Une rencontre fut convenue le 12 février 1939 entre Hitler et Adalbert Tuka, le dirigeant expérimenté du mouvement indépendantiste slovaque. Tuka affirma à Hitler que son expérience dans les tribunaux et les prisons tchèques lui donnaient le droit de s'exprimer au nom de la nation slovaque. Il déclara que la poursuite de l'association slovaque avec les Tchèques était devenue impossible, pour des raisons à la fois morales et économiques. Les Tchèques

avaient rompu leurs promesses politiques envers les Slovaques, et avaient exploité et abîmé l'économie slovaque. Tuka déclara encore qu'il était déterminé à obtenir l'indépendance de la nation slovaque, en collaboration avec les autres dirigeants nationalistes slovaques. Les remarques de Tuka étaient cohérentes avec ses déclarations au cours des mois précédents. Le fait important fut qu'Hitler l'invita de son propre chef en Allemagne pour les entendre. Il était évident que Chvalkovsky avait adopté une attitude récalcitrante pour amener Hitler à choisir une politique définitive. La situation en place présentait une incertitude totale, les Tchèques ne recevant aucun soutien depuis l'extérieur, et perdant constamment du terrain dans leurs tentatives de contrôler les minorités sur leur territoire. La réponse d'Hitler fut une décision définitive de refuser de soutenir l'État tchécoslovaque, ainsi qu'une décision de soutenir les Slovaques et leurs luttes contre Prague. Le résultat de cette décision ne tarda pas à se faire sentir. La position tchèque en Slovaquie avait été abîmée avant février 1939, mais elle s'effondra totalement dans les quelques semaines suivant la visite de Tuka à Hitler.

## 10.9 La propagande d'Halifax autour du président Roosevelt

Halifax continua de maintenir une attitude détachée à l'égard du problème tchèque, et il fit secrètement circuler des rumeurs, tant en Grande-Bretagne qu'à l'étranger, présentant la politique étrangère d'Hitler sous l'éclairage le plus défavorable qui fût. Hitler, quoi qu'il fît en Tchécoslovaquie, aurait été de toutes façons condamné par Halifax. S'il avait décidé de mettre le poids allemand derrière les Tchèques dans le but de maintenir la mainmise tchèque sur les Slovaques, il se serait vu dénoncé pour conversion de l'État tchèque en État marionnette de l'Allemagne. Sa décision de soutenir les Slovaques devait être dénoncée comme un sinistre complot perturbant l'État tchéco-slovaque que les puissances de Munich avaient échoué

à protéger via leurs garanties.

La situation est illustrée par le message qu'Halifax envoya au président Roosevelt le 24 janvier 1939. Halifax affirma avoir reçu « *un grand nombre de rapports provenant de diverses sources fiables, jetant une lumière des plus préoccupantes sur l'humeur et les intentions d'Hitler.* » Il répétait la tactique qu'il avait usé avec Kennedy quant à la soi-disant haine d'Hitler à l'encontre de la Grande-Bretagne. Halifax estimait qu'Hitler avait deviné que la Grande-Bretagne était « *le principal obstacle à présent à l'accomplissement de ses prochaines ambitions.* » Hitler n'eut guère plus à faire que lire le rapport des discussions tenues entre Halifax et Chamberlain à Rome pour comprendre que la Grande-Bretagne constituait la principale menace à l'encontre de l'Allemagne, mais il était incorrect de suggérer qu'Hitler avait modifié son objectif d'une coopération anglo-allemande, dans la paix et l'amitié.

Halifax développa son sujet avec une chaleur croissante. Il affirmait qu'Hitler avait récemment projeté d'établir une Ukraine indépendante, et qu'il comptait détruire les puissances de l'Ouest par une attaque surprise avant de s'en prendre à l'Est. Non seulement les renseignements britanniques, mais « *des Allemands haut-placés, soucieux de prévenir ce crime,* » avaient apporté les preuves de cette conspiration diabolique. Il s'agissait d'une lamentable déformation de ce que les personnalités d'opposition allemandes, comme Theo Kordt et Carl Gördeler, avaient réellement confié aux Britanniques au cours des derniers mois. Aucun d'eux n'avait suggéré qu'Hitler eût la moindre intention d'attaquer la Grande-Bretagne ou la France.

Roosevelt fut informé par Halifax qu'Hitler pourrait essayer de pousser l'Italie à la guerre en Méditerranée pour trouver une excuse à se battre. C'était la stratégie que le même Halifax espérait adopter pour pousser la Pologne à la guerre contre l'Allemagne. Halifax ajouta qu'Hitler projetait d'envahir la Pologne, et d'offrir les Indes orientales hollandaises au Japon. Il suggéra à Roosevelt qu'Hitler pourrait présenter un ultimatum à la Grande-Bretagne,

s'il ne parvenait pas à utiliser l'Italie comme pion pour provoquer une guerre. Halifax ajouta nonchalamment que les dirigeants britanniques s'attendaient à une attaque allemande aérienne par surprise avant même l'arrivée de l'ultimatum. Il assura à Roosevelt que cette attaque surprise pouvait se produire à tout moment. Il affirma que les Allemands étaient mobilisés dans ce but au moment même où il rédigeait ce rapport.

Le secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères s'attendait à ce que Roosevelt puisse cultiver des doutes quant à ces affirmations provocatrices et mensongères. Il s'empressa d'empiler les impostures les unes sur les autres, en affirmant qu'une « *crise économique et financière était proche en Allemagne* », qui allait forcer les Allemands supposément ruinés à adopter ces mesures désespérées. Il ajouta avec une fausse modestie que certains de ces éléments « *peuvent apparaître fantaisistes et même fantastiques, et que le gouvernement de Sa Majesté n'a aucun désir de se montrer alarmiste.* »

Halifax craignait de n'avoir pas encore fait valoir son point de vue. Il revint à la charge et souligna « *la santé mentale d'Hitler, sa furie insensée contre la Grande-Bretagne et sa mégalomanie.* » Il avertit Roosevelt que le mouvement clandestin allemand était impuissant, et que l'Allemagne ne connaîtrait aucune révolte durant la première phase de la seconde guerre mondiale. Il confia que la Grande-Bretagne faisait fortement croître son programme d'armement, et qu'il estimait qu'il était de son devoir d'éclairer Roosevelt quant aux supposées intentions et attitudes d'Hitler « *au vu des relations de confiance existant entre nos deux gouvernements, et le degré de nos échanges d'informations jusqu'ici.* » Halifax affirma que Chamberlain envisageait d'émettre un avertissement public à l'Allemagne, avant le discours annuel d'Hitler au Reichstag du 30 janvier 1939. C'était faux, mais Halifax espérait aiguillonner Roosevelt à prononcer un autre discours alarmiste et belliqueux. Il suggéra que Roosevelt adressât un avertissement public à l'Allemagne sans attendre.

En décembre 1938, Halifax avait envoyé Anthony Eden aux États-Unis pour y propager des rumeurs quant aux sinistres projets allemands, et Roosevelt avait répondu par un avertissement provocateur et insultant envers l'Allemagne, dans son message au Congrès du 3 janvier 1939. Halifax espérait qu'une seconde prestation du même genre pourrait être utile pour établir les bases de la propagande de guerre dont il espérait inonder le grand public britannique. Il ne parvint pas à obtenir la réponse qu'il désirait à cette proposition spécifique. Le secrétaire d'État Hull expliqua, avec ce qu'un diplomate britannique à Washington DC décrivit pour rire comme « *son meilleur style d'oracle,* » que l'administration était momentanément bloquée dans ces tentatives par une opinion publique étasunienne hostile. Halifax fut soulagé, le 27 janvier 1939, d'être informé officiellement que « *le gouvernement des États-Unis avait depuis un certain temps déjà établi comme base de ses politiques la possibilité d'une situation telle que le présage votre télégramme.* » C'était une autre manière de dire que le *New Deal*, qui avait soudainement déclenché ses réformes dans une tentative futile de mettre fin à la dépression étasunienne, comptait désormais sur l'éclatement d'une guerre européenne.

Le 30 janvier 1939, Halifax apprit que les « *experts* » étasuniens de premier-plan étaient en désaccord quant aux détails de son analyse de la situation hollandaise. Ils s'attendaient à ce qu'Hitler mobilisât ses armées au bord de la frontière hollandaise, et exigeât que lui fussent accordées de grandes portions des Indes hollandaises orientales sans tirer un seul coup de feu. L'objet ostensible de ce fantasme rosseveltien aurait été d'« *humilier la Grande-Bretagne* » et de « *soudoyer le Japon.* » Cette dépêche ne fut pas envoyée le 1er avril comme un poisson, et se voulait sérieuse. Elle permit à Halifax de comprendre qu'il avait correctement façonné dans la perspective politique de Roosevelt, Hull, et de leurs conseillers. Quiconque, dans son entourage, ne déclarait pas qu'Hitler était complètement fou se faisait marginaliser en pratique. Plus tard, en 1943, Roosevelt espéra avoir une longue discussion avec Josef

Staline à Téhéran en 1943 quant à la folie présumée d'Adolf Hitler. Il eut la déception de voir Staline mettre fin abruptement à cette phase de la conversation, en affirmant franchement qu'Hitler n'était pas fou. C'était équivalent à affirmer au roi nu qu'il ne portait aucun vêtement. De toute évidence, Roosevelt apparaissait aux yeux de Staline comme un politicien ingénieux et sans scrupule, ne présentant pas les qualités d'un chef d'État.

## 10.10 L'avertissement d'Halifax quant à la crise slovaque en instance

Jusqu'au 8 février 1939, ni les Britanniques, ni les Français ne se rapprochèrent de nouveau des Allemands quant à la question des garanties tchèques. Le désaccord franco-anglais persistait quant aux garanties, et leur requête à Berlin fut de pure forme. Coulondre, l'ambassadeur français, n'alla pas plus loin que d'affirmer qu'il accueillerait les suggestions allemandes quant aux garanties. Ribbentrop discuta le sujet avec les ambassadeurs venus de l'Ouest, et promit d'étudier la situation tchèque courante avant de leur répondre. La nature désinvolte de la démarche anglo-française encouragea Ribbentrop et Hitler à penser que les dirigeants occidentaux ne se sentaient pas fondamentalement concernés par le problème.

La situation tchèque se détériora rapidement durant les semaines qui suivirent. Ribbentrop discuta de la question des garanties avec Coulondre le 2 mars 1939, et avec Henderson le 3 mars. Il leur déclara que l'Allemagne avait fini par statuer contre une initiative allemande sur la question des garanties. Il ajouta que les conditions étaient extrêmement précaires et instables en Tchécoslovaquie. Ribbentrop estimait que les conditions internes tchèques empêchaient une garantie, et il fit une allusion acerbe à l'idée qu'une garantie accordée par les puissances occidentales pourrait accroître les difficultés existantes. C'était particulièrement significatif, du fait que ni la Grande-Bretagne, ni la France n'avait

fait le moindre pas vers une telle initiative.

Le 28 février 1939, les gouvernements britannique et français avaient reçu des notes formelles de la part de l'Allemagne, affirmant la position allemande contre les garanties. Ribbentrop nota dans sa conversation avec les ambassadeurs français et britannique, quelques jours plus tard, qu'aucune instruction ne leur avait été envoyée en vue de contester la position allemande. Les Allemands s'étaient montrés francs dans leur refus de cette garantie, et les gouvernements britanniques et français avaient omis de leur répondre.

Les frictions tchéco-allemandes dominèrent l'ambiance durant la période entre la démarche anglo-française du 8 février 1939 et la réponse allemande du 28 février. Les Tchèques continuèrent de rejeter les Juifs des Sudètes, qui avaient choisi de rester tchèques, comme leur laissait l'opter les conditions de Munich. Les Tchèques se contentaient d'insister : ils ne voulaient pas des Juifs. Ils se plaignirent aux diplomates britanniques à Prague de ce que les Juifs « *s'étaient montrés plus actifs encore que les Allemands chrétiens dans la germanisation de la Bohême dans les jours anciens.* » Ils se plaignirent en outre de ce que 21 000 Tchèques des Sudètes avaient opté pour la nationalité tchèque, mais que fort peu d'Allemands de Tchéco-Slovaquie avaient opté pour la nationalité allemande. Les Tchèques attribuaient cet état des choses à un complot allemand délibéré en vue de maintenir une large minorité dans la région tchèque.

Le 18 février 1939, Halifax apprit que l'Allemagne examinait une intervention en Tchéco-Slovaquie. Henderson relata l'une de ses « *franches et habituelles conversations* » avec le maréchal Göring au matin du 18 février. Le maréchal allemand était dans d'excellentes dispositions. Il avait perdu près de vingt kilogrammes de surpoids, et préparait des vacances agréables à San Remo début mars. La conversation tourna bientôt sur des sujets plus sérieux de haute politique. Göring savait que « *les sommes considérables consacrées au réarmement britannique* » étaient destinées soit aux défenses britanniques, soit à une guerre préventive britan-

nique contre l'Allemagne. Göring confia que les Allemands avaient réduit leurs dépenses d'armement après Munich, jusqu'à ce que les mesures britanniques les amenassent à accroître leurs propres budgets militaires. Göring analysa la situation courante, et affirma que les armes allemandes coûtaient moins cher que les armes britanniques.

Göring rappela à Henderson qu'Hitler était plus intéressé par la paix que par la guerre. Henderson signala à Halifax qu'à son propre avis, le maréchal allemand était absolument sincère en prononçant cette affirmation. Göring assura à Henderson l'inexistence de projets d'action allemands à grande échelle. Il ajouta que les Britanniques pouvaient s'attendre à assister à de nombreuses actions sur une échelle relativement petite, dans le voisinage immédiat de l'Allemagne. Il informa spécifiquement Henderson « *...que Memel finira fatalement, et peut-être plus rapidement que l'on s'y attendait, tout comme viendra également un règlement de la situation de Dantzig, et que la Tchéco-Slovaquie peut également être comprimée.* » Il s'agissait d'une confession franche et directe, qui d'ordinaire n'aurait dû être faite qu'entre alliés. Il s'agissait d'un avertissement clair sur le fait que des développements décisifs étaient à suivre sur la scène tchèque. Weizsäcker prédit à Henderson le même jour qu'aucune des questions soulevées en 1939 ne pourrait « *amener à un risque sérieux dans les relations entre nos deux pays.* »

## 10.11 Halifax décide d'ignorer la crise

Conscient de l'approche d'une crise, Halifax y répondit de la manière calculée au mieux pour servir ses propres objectifs. Les journaux proches du gouvernement, tel que le *London Times*, reçurent le conseil de cesser de répandre des rapports alarmistes, et de présenter une vision optimiste et complaisante de la scène contemporaine. Les principaux porte-parole du gouvernement furent encouragés à faire des déclarations optimistes et conciliantes. La cam-

pagne alarmiste du gouvernement, qui avait commencé à atteindre un point haut après janvier 1939, put temporairement se calmer. Halifax espérait convaincre l'opinion publique britannique qu'Hitler lançait des affronts sans raison lorsqu'arriva l'inévitable dénouement de la crise tchèque.

L'État tchèque se trouvait face à des difficultés internes de plus en plus importantes. Lors de la réunion conjointe des ministres du Centre, de Slovaquie, et de Ruthénie, à la mi-février, les ministres slovaques demandèrent que les hommes du cabinet central anti-allemands fussent déchus de leur poste. Cette demande ne fut pas honorée. Les dirigeants de la minorité allemande affirmèrent que les Tchèques appliquaient des pressions économiques pour les forcer à opter pour la citoyenneté allemande et à déménager en territoire allemand. Le 17 février 1939, Theodor Kundt, un dirigeant de la minorité allemande, prononça un discours qui fit sensation à la maison allemande de Prague. Il demanda un retour du traitement que les Allemands avaient accordé aux rois de Bohême, dont nombre avaient été des princes allemands, dans les jours anciens. Les Slovaques étaient furieux du refus tchèque de laisser les soldats slovaques de l'armée tchéco-slovaque en garnison en Slovaquie. Le gouvernement de Prague était déterminé à conserver les soldats tchèques en Slovaquie, et les unités slovaques en Bohême. Il était évident qu'une rupture finale était à l'approche entre les dirigeants tchèques et slovaques.

Le gouvernement tchèque cherchait désespérément à s'attirer du prestige pour répondre à cette crise intérieure, et à contrer la conviction qui se répandait que l'expérience tchéco-slovaque était vouée à l'échec. Le 22 février 1939, les Tchèques présentèrent un aide-mémoire aux quatre puissances de Munich, contenant un appel aux garanties territoriales. Les Tchèques finissaient par accepter de renoncer à leurs alliances et à déclarer leur neutralité en échange d'une garantie.

La note tchèque ne souleva aucun enthousiasme à Londres. Sir Alexander Cadogan, le sous-secrétaire permanent du bureau des

affaires étrangères, se plaignit de ce que les Tchèques n'avaient pas explicité clairement leur volonté ou non de déclarer leur neutralité de manière unilatérale afin de devenir éligibles aux garanties. Les Suisses, au XIX$^{\text{ème}}$ siècle, avaient déclaré leur propre neutralité avant d'accepter la garantie internationale des puissances. Cette remarque n'était pas sans intérêt, mais le gouvernement britannique ne fit aucune démarche pour que les Tchèques l'explicitassent.

Halifax conversa avec Dirksen, l'ambassadeur allemand, le jour où la note fut reçue à Londres, mais il ne fit pas mention du problème tchèque. Dirksen s'apprêtait à prendre un congé en Allemagne, et il rappela à Halifax que Ribbentrop faisait montre d'une attitude plus pro-britannique que jamais. Halifax répondit en assurant à Dirksen que l'Angleterre « *serait heureuse de recevoir la visite de Ribbentrop.* »

Les Allemands étaient à ce niveau très francs avec les Britanniques, et n'avaient guère de raison de soupçonner que leurs actions en Tchéco-Slovaquie, quelles qu'elles fussent, pussent compromettre leurs relations avec la Grande-Bretagne. Le 23 février 1939, Dirksen discuta avec Chamberlain, avant de repartir pour l'Allemagne. Chamberlain lui demanda si de nombreux Allemands avaient fui les Sudètes pour Prague en tant que réfugiés politiques du national-socialisme. Dirksen reconnut que 13 000 opposants allemands à Hitler avaient déserté les Sudètes pour la Bohême intérieure, avant que les soldats allemands n'aient terminé l'occupation du territoire des Sudètes.

Le 25 février 1939, les diplomates britanniques établis à Prague signalèrent que le gouvernement tchèque avait décidé de ne pas laisser les réfugiés allemands et juifs en provenance des Sudètes conserver la citoyenneté tchèque, et de persister dans son refus de laisser entrer les Juifs. Les Tchèques étaient résolus à faire usage de mesures strictes pour s'occuper des Slovaques. Le 26 février 1939, les diplomates britanniques en poste à Bratislava, Slovaquie, envoyèrent un avertissement à Londres : le mécontentement des Slovaques à l'égard des Tchèques approchait d'un niveau haut,

et l'influence allemande montait en Slovaquie. Ils avertirent également que l'apogée de la crise slovaque était à prévoir dans un futur proche. Halifax prit cet avertissement au sérieux, et informa le 27 février Lindsay, l'ambassadeur britannique en poste à Washington DC, qu'il avait reçu des informations « *indiquant la possibilité d'une occupation militaire de la Tchécoslovaquie.* »

Le 1er mars 1939, deux jours après le télégramme d'Halifax à Lindsay, Hitler tint le rôle d'hôte à son dîner annuel du corps diplomatique. Ce fut la dernière fois qu'il apparut en habit de soirée. Il discuta individuellement avec les émissaires accrédités. Il déclara avec ferveur à Henderson, en présence des autres émissaires, qu'« *il admirait l'Empire britannique.* » Hitler souligna l'absence de point de conflit sérieux dans les relations anglo-allemandes. Il affirma à Henderson qu'à cette occasion il ne considérait pas comme nécessaire de préparer une conversation spéciale avec l'ambassadeur britannique pour discuter spécifiquement des problèmes dans les relations anglo-allemandes. Henderson n'avait aucune instruction quant à discuter de la question tchèque avec Hitler. Durant la première semaine de mars 1939, les dirigeants tchèques et slovaques restèrent coincés dans des négociations importantes quant à des questions financières. Le 6 mars 1939, le gouvernement tchèque agit dans le but de renforcer sa présence militaire en Ruthénie, et le gouvernement autonome de Ruthénie fut sommairement dissout par les autorités de Prague. Newton avertit Londres à nouveau ce même jour : « *les relations entre les Tchèques et les Slovaques semblent se diriger vers une crise.* »

Les dirigeants polonais discutèrent du « *mouvement pour l'indépendance* » slovaque avec les diplomates britanniques en poste à Varsovie. Le 7 mars 1939, Kennard reporta à Halifax qu'un membre du gouvernement slovaque devait arriver à Varsovie en mission spéciale le jour même. Les Polonais avaient conscience du fait que l'Allemagne devenait la force étrangère dominante en Slovaquie, et l'attitude polonaise vis-à-vis de l'indépendance slovaque devint plus réservée que par le passé. Kennard apprit que, néanmoins, les

Polonais comptaient dire à l'émissaire slovaque que « *quoi qu'ils fassent, la Pologne continuera de considérer la Slovaquie avec sympathie.* » Les Polonais désiraient laisser aux Slovaques l'assurance encourageante que la Pologne apporterait sa garantie à la nouvelle frontière avec une Slovaquie indépendante. Il s'agissait d'assurer aux Slovaques que les dirigeants polonais ne pensaient pas que la Hongrie pourrait objecter à l'indépendance slovaque.

Kennard estimait que la politique polonaise continue visant à encourager l'indépendance slovaque résultait de l'impatience polonaise à régler la question ruthénienne. Les Polonais restaient déçus de ce que l'Italie leur ait fait défaut à Vienne, et ils se plaignaient que Ciano « *n'a clairement pas le courage de faire quoi que ce soit qui puisse déplaire au Reich.* » Kennard en conclut que les Polonais restaient opposés à la préservation de l'État tchéco-slovaque.

Le 8 mars, Chvalkovsky affirma aux diplomates britanniques de Prague qu'Hitler avait fait usage d'une formule astucieuse pour éliminer la possibilité de nouvelles négociations quant à une garantie territoriale séparée de l'Allemagne à la Tchéco-Slovaquie. Il rappela que le chancelier allemand avait affirmé que les Polonais et les Hongrois devraient accepter le *statu quo* en place comme condition de cette garantie. Chvalkovsky se plaignit amèrement de ce que la Pologne et la Hongrie ne seraient jamais d'accord là-dessus.

## 10.12 Apogée de la crise slovaque

La crise slovaque atteignit son point culminant le 9 mars 1939, lorsque le gouvernement de Prague déchut les quatre principaux ministres slovaques du gouvernement local de Bratislava. Henderson signala depuis Berlin, avec des preuves probantes, que l'Allemagne soutenait le mouvement d'indépendance slovaque. Le *London Times* répondit en assurant à ses lecteurs que la situation européenne était calme. Le 22 mars 1939, Geoffrey Dawson, l'éditeur du *Times*, nota dans son journal intime que les Tchèques et

les Slovaques se battaient dans les rues à Bratislava. Le lendemain, le *Times* répéta que la situation européenne était calme, et assura à ses lecteurs que l'Allemagne n'avait aucune demande vis-à-vis de ses voisins. Le même jour, Dawson écrivit dans son journal qu'Hitler était responsable des problèmes en Slovaquie « *comme d'habitude, selon des méthodes de brute.* » L'ami d'Halifax avait atteint dans le domaine du journalisme la même duplicité qui caractérisait la diplomatie du secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères.

Henderson fut intrigué par l'échec des principaux journaux britanniques à relater la crise qui se produisait en Slovaquie. Le 11 mars, il signala à Halifax que la presse allemande consacrait beaucoup d'attention à la controverse tchéco-slovaque, et qu'elle diffusait l'annonce selon laquelle Tiso avait fait appel à l'aide du gouvernement allemand. Le même jour, Halifax apprit par Varsovie que les dirigeants polonais n'exprimaient aucune préoccupation quant à l'avenir de la Bohême-Moravie, mais qu'ils étaient amers que ce fut l'Allemagne, et non la Pologne, qui se trouvât en position de sécuriser une influence dominante en Slovaquie. Les dirigeants polonais continuaient d'espérer que quelque alternative à une Slovaquie indépendante sous protection allemande pourrait émerger, mais les perspectives en apparaissaient nettement défavorables. Les Polonais restaient concentrés sur leur propre campagne de soutien à l'acquisition par la Hongrie de la Ruthénie aux dépens des Tchèques. Le 12 mars, Halifax fut prévenu que des agitateurs en Bohême-Moravie tenaient les Allemands pour responsables de la crise slovaque, et que des groupes de Tchèques fanatiques défilaient dans les rues de Brünn en chantant *Hrom a Peklo* (Tonnerre et Enfer).

Joseph Kirschbaum, un homme politique slovaque de premier plan à l'époque, qui devint ensuite professeur à l'université de Montréal au Canada, a réfuté les accusations de William Shirer, un journaliste étasunien selon lesquelles les Allemands intimidaient les Slovaques et les contraignaient à rompre une fois pour toutes avec les Tchèques. Karol Sidor avait accepté le 10 mars de diri-

ger une administration par intérim en Slovaquie. Une mission de notables allemands, en provenance de Vienne, comprenant le secrétaire d'État Wilhelm Keppler, le gouverneur autrichien Arthur Seyss-Inquart, et le *gauleiter* Joseph Buerckel, parvint à Bratislava dans la soirée du même jour, afin de discuter de la situation avec Sidor. Il y eut un échange de vues amical, et les dirigeants allemands repartirent avec la satisfaction de savoir que Sidor n'avait aucune intention de mener une politique d'opposition à Tiso ou aux autres dirigeants slovaques. Tiso garda l'initiative comme dirigeant reconnu de la politique slovaque, et toutes ses décisions durant la crise furent prises avec le plein accord de ses principaux confédérés.

Le 13 mars 1939, Hitler convint de ne pas s'opposer à une invasion de la Ruthénie par la Hongrie, et il reçut un message spécial de remerciements de la part de Horthy, le régent de Hongrie, le jour même. Josef Tiso, le dirigeant slovaque, fit le déplacement de Vienne à Berlin le 13 mars, et rencontra Hitler lors d'une conférence express. Hitler expliqua que la presse allemande avait critiqué les politiques tchèques depuis plusieurs jours du fait qu'il lui avait donné la permission de le faire. Il avait décidé que l'Allemagne ne tolérerait plus le désordre permanente ni l'incertitude qui régnaient en Tchéco-Slovaquie. Hitler reconnut que jusqu'il y a peu, il n'avait pas été conscient de la force du mouvement indépendantiste de Slovaquie. Il promit à Tiso qu'il soutiendrait la Slovaquie si celle-ci continuait d'afficher sa volonté d'indépendance. Tiso répondit qu'Hitler pouvait compter sur la Slovaquie.

Halifax prépara une curieuse analyse de cette situation pour Henderson à Berlin, conçue de toute évidence afin d'occuper une place de premier plan dans les archives officielles futures relatant les événements. Cette analyse culminait avec l'affirmation qui suit :

> *Au cours des dernières semaines, la situation s'est sans nul doute dégradée, de telle sorte que les rumeurs et les craintes ont diminué, et il n'est pas manifeste que le gouvernement allemand prépare quelque méfait à quelque*

> *moment. (J'espère qu'ils ne sont pas pris, alors même que j'écris, d'un intérêt malsain pour la situation slovaque).*

Voici une prestation extraordinaire de la part d'un homme qui, deux semaines auparavant, prédisait la probabilité d'une occupation militaire de la Tchéco-Slovaquie dans l'avenir immédiat. Heureusement, il est possible de comparer cette analyse avec un mémorandum rédigé le 13 mars 1939 par F.N. Roberts, et possiblement dicté par Halifax. Ce mémorandum, en contraste avec le message adressé à Henderson, contenait une estimation perspicace et fidèle de la crise slovaque. Il se terminait par l'affirmation que « *la position en Slovaquie semble avoir été profondément insatisfaisante depuis Munich,* » et qu'Hitler pouvait « *franchir le pas, et marcher sur Prague.* » La marche sur Prague était considérée comme une action logique de la part d'Hitler pour répondre aux exigences de la crise en cours. On a presque le sentiment que l'auteur exprime que, s'il était Hitler, il marcherait sur Prague. Chose importante, le mémorandum fut préparé avant que la moindre indication ne fût disponible de ce qu'Hitler pourrait faire au-delà de prodiguer des encouragements aux Slovaques.

Moltke, l'ambassadeur allemand à Varsovie, qui n'avait pas interprété correctement la politique de la Pologne durant la crise tchèque de 1938, resta en mars 1939 perplexe face à l'attitude polonaise. Il se demandait pourquoi la Pologne continuait de défendre la dissolution de la Tchéco-Slovaquie, alors qu'il était évident que l'Allemagne pourrait bénéficier d'un tel développement bien plus que la Pologne. Il savait que les dirigeants polonais portaient intérêt à la Ruthénie, et que l'indépendance slovaque pourrait résoudre le problème ukrainien en coupant la Ruthénie de Prague.

Le 13 mars, Moltke signala que la Pologne était « *tout à fait évidemment défavorable* » à une Slovaquie indépendante sous influence allemande, car cela pourrait accroître le danger militaire potentiel de l'Allemagne. Il semblait à Moltke que la Pologne pour-

rait perdre bien plus en Slovaquie que ce qu'elle pourrait gagner en faisant occuper la Ruthénie par la Hongrie. Moltke conclut que les Polonais pouvaient être en train de mener un double jeu. Une rumeur courrait à Varsovie, selon laquelle les Tchèques avaient fait appel à l'aide de la Pologne contre les Slovaques, en proposant la Ruthénie en échange. Moltke considérait comme improbable que les Tchèques aient proposé cela, mais il estimait que les Polonais étaient capables de faire cette proposition aux Tchèques.

Moltke ne niait pas que l'attitude polonaise à l'égard de l'Allemagne était alors amicale en surface, mais il affirmait que les enjeux étaient importants en Slovaquie, et que la Pologne « *doit craindre qu'à présent, l'indépendance de la Slovaquie ne peut signifier qu'un alignement avec l'Allemagne.* » Moltke se trompa de nouveau dans son analyse d'une situation importante, et on ignora à Berlin la possibilité d'un accord polono-tchèque. Le diplomate allemand avait échoué à évaluer le désir polonais d'assister à l'élimination finale des rivaux tchèques.

## 10.13 Le pacte Hitler-Hacha

Tiso bénéficiait du soutien de Ferdinand Durcansky, qui avait formellement soutenu l'expérience d'autonomie slovaque sous la mainmise tchèque, dans sa tentative d'acquérir une indépendance slovaque. Ensemble, Tiso et Durcansky pouvaient compter sur le soutien unanime de la Diète slovaque. Le 14 mars, à trois heures du matin, ils décidèrent de convoquer la Diète le matin du même jour, et de demander aux députés slovaques de voter une déclaration d'indépendance. Cette stratégie fut une réussite, et le 14 mars devint le jour de l'indépendance slovaque. Lorsque Hitler eut vent du vote d'indépendance slovaque, il apprit à Weizsäcker que l'Allemagne avait décidé de reconnaître la Slovaquie, et lui ordonna d'informer les diplomates étrangers en poste à Berlin de ce fait. Weizsäcker discuta de la situation avec Henderson. L'ambassadeur

britannique se plaignit de ce que la radio de Vienne avait encouragé la course à l'indépendance slovaque. Weizsäcker répondit en répétant ce que de nombreux diplomates étrangers avaient signalé des mois durant depuis l'Anschluss. Il avança à Henderson qu'à de nombreux égards, « *l'Autriche reste largement indépendante de Berlin.* »

Henderson ne disposait d'aucune instruction de la part d'Halifax quant à la gestion de la crise, mais prit une décision importante de son propre chef. Le 14 mars, il prit contact avec Mastny, le représentant tchèque, et lui suggéra l'idée que Chvalkovsky pourrait venir à Berlin pour discuter de la situation avec Hitler. Les Tchèques répondirent favorablement à la suggestion d'Henderson. Newton travaillait en lien étroit avec Henderson, et signala quelques heures plus tard depuis Prague que le président Hacha et Chvalkovsky avaient obtenu la permission allemande de se rendre en visite à Berlin. Les dirigeants tchèques quittèrent Prague par train spécial à seize heures le 14 mars 1939. La conférence qui suivit avec les Allemands s'avéra constituer un événement décisif de l'histoire tchèque. Elle commença et s'acheva tôt au matin du 15 mars. Un accord tchéco-allemand fut scellé, établissant un régime autonomie en Bohême-Moravie, sous protection allemande.

Le président tchèque fut correctement reçu à Berlin, avec les honneurs militaires dus à un chef d'État en visite officielle. Hitler l'accueillit à la sortie du train, et présenta des fleurs et des chocolats à la fille de Hacha, qui accompagnait l'homme d'État tchèque. Après la seconde guerre mondiale, la fille de Hacha réfuta devant les enquêteurs alliés que son père ait subi quelque contrainte inhabituelle lors de sa visite à Berlin. La réunion tenue avec les dirigeants allemands se déroula entre 1 heure 15 du matin et 2 heures 15 du matin le 15 mars ; Hacha en décrivit l'ensemble des détails à sa fille à son retour à l'hôtel. Hitler, Hacha, Chvalkovsky, Ribbentrop, le maréchal Göring et le général Keitel avaient participé à cette réunion. Hacha fit une requête pour demander la continuation de la pleine indépendance tchèque, et offrit de réduire les effectifs de

l'armée tchèque. Hitler refusa cette requête, et annonça que l'armée allemande allait entrer le jour même en Bohême-Moravie. Les Allemands établirent clairement qu'ils étaient prêts à écraser toute résistance tchèque.

Hacha, qui connaissait des problèmes cardiaques, subit une légère attaque cardiaque durant son entrevue avec les dirigeants allemands. Il accepta de recevoir une aide médicale allemande, et se remit rapidement. Ce fut un grand soulagement pour chacun, les Allemands redoutant de penser à ce que les journalistes à sensation auraient pu écrire si Hacha était décédé à Berlin. Hacha et Chvalkovsky acceptèrent de passer un appel téléphonique à Prague pour déconseiller toute résistance. Le temps restant fut dévolu à la négociation d'une ébauche d'accord, et certains détails en furent établis entre les Tchèques et les Allemands à Prague les 15 et 16 mars. La principale avancée allemande en Bohême-Moravie ne commença qu'après la conclusion de la rencontre de Berlin entre les dirigeants tchèques et allemands. Une exception fut faite en une occasion. Depuis octobre 1938, Allemands et Tchèques partageaient la crainte que les Polonais n'essaient de s'emparer du centre industriel morave d'Ostrava. Hitler avait ordonné à des unités spéciales allemandes de pénétrer cette région dans la soirée du 14 mars, afin d'empêcher cette possibilité. La population locale tchèque comprit la situation, et il n'y eut aucune violence.

Le 14 mars 1939, le gouvernement hongrois présenta un ultimatum de douze heures aux Tchèques. Les Tchèques s'y soumirent, et l'occupation militaire de la Ruthénie par la Hongrie commença le jour même. Henderson avait été informé de la décision de l'Allemagne d'occuper la Bohême-Moravie, avant l'arrivée de Hacha et de Chvalkovsky à Berlin. L'ambassadeur britannique informa immédiatement Halifax de cette décision allemande, mais ne reçut que des instructions ambiguës en retour. Halifax habilitait Henderson à dire que la Grande-Bretagne n'avait aucun désir de s'ingérer dans les affaires où d'autres pays étaient plus directement impliqués, mais qu'elle « *déplorerait toute action en Europe centrale pouvant*

*provoquer un contretemps à la croissance de la confiance générale, de laquelle dépend toute amélioration de la situation économique, ainsi qu'à toute amélioration pouvant en découler.* » Cette proclamation digne d'un Sphynx n'était pas facilement intelligible, et Henderson ne put guère faire plus que d'assurer les Allemands que la Grande-Bretagne ne voulait pas s'immiscer dans leur politique tchèque.

## 10.14 Halifax pose un défi à Hitler

Henderson espérait que la réaction britannique à la crise serait pondérée. Il câbla à Halifax qu'au vu de la situation, le meilleur espoir résidait « *dans la reconnaissance du fait que les garants de l'arbitrage de Vienne (l'Allemagne et l'Italie) sont les parties principalement intéressées.* » Halifax aurait pu suivre cette suggestion raisonnable, et exercer une influence contraignante sur la réaction publique britannique à l'enchaînement rapide des événements caractérisant la crise. Winston Churchill, qui disposait d'une connaissance experte de l'opinion publique britannique, et aucune connaissance de la politique alors menée par Halifax, ne s'attendait pas à ce que les dirigeants britanniques changeassent de cap du fait de ce qui s'était produit à Prague. Il savait qu'il aurait été possible pour Chamberlain et Halifax de guider l'opinion publique britannique sur la voie de l'apaisement après mars 1939, et il fut grandement surpris du basculement soudain de la politique britannique quelques jours après l'arrivée d'Hitler à Prague. De toute évidence, c'est de son propre chef qu'Halifax choisit d'ignorer le conseil d'Henderson, et non en réponse à quelque pression imaginaire le poussant à répondre ainsi.

Le récit de la réaction britannique à Prague est semblable au récit de la politique d'équilibre du pouvoir en 1939. L'action décidée par Hitler à Prague ne constitua que le signal qu'attendaient les Britanniques pour mettre bas les masques quant à leur fausse

politique d'apaisement. Depuis la conférence de Munich, les dirigeants britanniques avaient réalisé d'importantes préparations en vue de ce moment, et ils n'auraient rien perdu au change s'ils avaient dû trouver quelque autre prétexte pour mettre leur dispositif en branle, si la crise tchèque de 1939 avait trouvé une autre résolution. On analysera plus bas la preuve de leurs efforts en vue d'insister plus fortement sur une crise imaginaire en Roumanie, en mars 1939, que sur la vraie crise de Tchéco-Slovaquie. La voie diplomatique suivie par les Britanniques depuis Munich quant à la question tchèque les avait privés de toute doléance légitime quant à la solution apportée par Hitler au problème tchèque. Halifax avait esquivé les responsabilités britanniques à la fois dans le différend tchéco-magyar et sur la question des garanties, et il s'était révélé être le premier homme d'État européen de premier plan à promouvoir l'abandon de l'application de l'auto-détermination en Tchéco-Slovaquie. Il avait encouragé l'Allemagne à tenter de mettre en œuvre une solution unilatérale au problème tchèque en s'abstenant d'afficher quelque intérêt que ce fût pour la crise tchèque au cours des dernières semaines frénétiques de vie du régime tchéco-slovaque. Il est stupéfiant que jusqu'en 1960, William Shirer, qui avait fait l'objet d'une notoriété non méritée pour une soi-disant histoire définitive de l'Allemagne sous Hitler, soit totalement passé à côté de cette compréhension de la situation tchèque en mars 1939. À pas moins de quatre reprises, Shirer a affirmé dans sa description de la situation que la Grande-Bretagne et la France, à Munich, « *avaient solennellement apporté à la Tchécoslvaquie des garanties la protégeant de toute agression.* » Le récit de Shirer est entièrement caractérisé par son échec à consulter la plupart des documents à disposition traitant des événements qu'il décrit. Son travail n'est guère plus qu'une caricature d'un récit historique authentique. Son utilisation maigre et rare de sources britanniques signifie qu'il lui fut impossible de comprendre une quelconque phase importante de la politique britannique appliquée en 1939.

Hitler comprit le jeu britannique juste après Prague, mais es-

péra contourner ses adversaires sur le terrain diplomatique. Il refusait d'admettre qu'une guerre anglo-allemande était inévitable, parce qu'il savait que les Britanniques, en dépit de leur hostilité momentanée à l'encontre de l'Allemagne, n'oseraient jamais l'attaquer seuls et sans assistance. La crise anglo-allemande fut révélée au grand jour après Prague, mais la guerre n'était pas inévitable.

Stanley Baldwin, l'ancien premier ministre conservateur, avait préparé une suite de conférences en janvier 1939, qu'il espérait donner à l'université de Toronto, au Canada, au mois d'avril. Les conférences avaient pour titre : « *L'Angleterre et l'équilibre du pouvoir, illustrés par la lutte contre Philippe d'Espagne, Louis XVI et Napoléon, jusqu'à la lutte contre la tyrannie de nos jours.* » Mais la conduite d'Halifax en mars 1939, dans l'ouverture de la campagne publique en vue de la destruction de l'Allemagne, avait si bien menée que Baldwin décida que toute conférence qu'il pourrait donner en matière de politique étrangère constituerait un non-événement. Il avait souhaité donner ses conférences originelles au mois d'avril, comme un devoir patriotique de préparation pour ce qu'Halifax avait déjà accompli en mars 1939 sans son assistance. Baldwin reconnut que la politique étrangère n'avait jamais constitué son point fort, et réalisa qu'Halifax l'éclipsait totalement en la matière. Il décida en avril 1939 de confiner son périmètre de conférences au Canada aux affaires intérieures, qu'il connaissait si bien. La politique étrangère de l'Empire britannique était entre les mains de Lord Halifax. Le problème immédiat était de savoir s'il y aurait ou non une nouvelle guerre anglo-allemande. C'était un tournoi entre Halifax et Hitler, l'aristocrate britannique et l'homme de la rue allemand.

## 10.15 Hitler traite les Tchèques avec générosité après mars 1939

Hitler croyait tenable sa décision de suivre cette voie. Il avait obtenu des résultats sans verser une goutte de sang, et le danger d'une guerre entre les Tchèques et les Slovaques était écarté. Il voulait accorder aux Tchèques l'autonomie qu'ils avaient refusé avec persistance d'accorder aux Allemands des Sudètes. Quelques semaines après le 16 mars 1939, date de proclamation du protectorat de Bohême-Moravie, chacun pouvait constater que le nouveau régime était très populaire aux yeux des Tchèques. Le baron Konstantin von Neurath, l'ancien ministre allemand des affaires étrangères, fut nommé représentant en chef du gouvernement allemand à Prague. Le *Reichsprotektor* était connu pour ses vues pro-tchèques. Le 22 mars 1939, Emil Hacha expliqua aux journalistes qu'il était parti pour l'Allemagne le 14 mars de sa propre initiative, dans l'espoir de trouver une solution à une crise désespérée. Le ministre allemand à Prague n'avait jamais suggéré ce déplacement. Le traité qu'avait signé Hacha avec les Allemands le 15 mars 1939 avait été préparé après négociation. Aucun document allemand n'avait été présenté avant les négociations de Berlin.

Le 24 mars 1939, la Bohême-Moravie fut constituée en zone douanière spéciale. Il fut annoncé le 27 mars 1939 que le tchèque allait continuer de constituer la langue officielle de la Bohême-Moravie. Le ministre Mastny, qui avait représenté les Tchèques à Berlin par le passé, accepta une décoration spéciale remise par Ribbentrop le 2 avril 1939. Le 16 avril 1939, le drapeau militaire allemand fut descendu du château de Hradschin. La période durant laquelle l'armée allemande disposa du pouvoir ne dura pas plus d'un mois. Le général Walther von Brauchitsch, commandant de l'armée allemande, ordonna que les garnisons allemandes fussent concentrées dans les zones peuplées par la minorité allemande, afin d'éviter les frictions entre les civils tchèques et les soldats alle-

mands.

Le 27 avril 1939, le président Hacha nomma un nouveau gouvernement tchèque. Le gouvernement Beran avait démissionné le 15 mars 1939. Le nouveau premier ministre, Alois Elias, administrait également le département de l'Intérieur. Chvalkovsky succéda à Mastny comme représentant tchèque à Berlin. La nouvelle administration tchèque conserva les départements du Transport, de la Justice, de l'Intérieur, de l'Éducation, de l'Agriculture, de l'Économie nationale, des Travaux publics, et des Services sociaux. Les départements des Affaires étrangères et de la Défense furent dissouts.

Neurath fut présenté officiellement au nouveau gouvernement tchèque quelques jours plus tard. Le premier ministre Elias prononça le début et la fin de son discours en tchèque, mais fit également divers commentaires en allemand. Il s'agissait d'une courtoisie et non de servilité ; la langue allemande était parlée et comprise par les Tchèques éduqués depuis des siècles. Neurath répondit par quelques remarques courtoises. Il rappella aux dirigeants tchèques qu'Hitler avait exprimé son estime envers le peuple tchèque lors d'un discours tenu face au Reichstag allemand le 28 avril 1939.

Le 1er juin 1939, Neurath présenta à Hitler un rapport favorable quant aux conditions en place en Bohême-Moravie. Hitler répondit le 7 juin en déclarant une amnistie pour tous les Tchèques détenus pour des raisons politiques, dans les Sudètes comme dans les régions du protectorat. Le gouvernement tchèque de Prague s'était mis à négocier une suite de traités commerciaux avec des délégations en provenance de pays étrangers. Un accord commercial norvégio-tchèque fut signé le 23 juin 1939, et un accord commercial hollando-tchèque le lendemain.

L'attitude coopérative des dirigeants et de la population tchèques amena Hitler à leur accorder une concession supplémentaire le 31 juillet 1939. Un accord fut conclu, permettant au gouvernement tchèque de maintenir une force militaire comptant 7000 soldats, dont 280 officiers. Les officiers furent choisis au sein de l'ancienne

armée tchèque, et il fut convenu que seules des personnes de nationalité tchèque pourraient figurer aux effectifs de cette armée. Un inspecteur-général militaire tchèque, et trois inspecteurs délégués, furent nommés.

Dès le mois d'avril 1939, Hitler laissa savoir aux Britanniques que les articles du protectorat du 16 mars 1939 ne constituaient pas forcément de son point de vue le dernier acte de la question tchèque. Hitler était désireux de négocier sur la question tchèque et sur l'avenir tchèque, au travers des canaux de la diplomatie conventionnelle. Il espérait que cette attitude permettrait de finir par apaiser les dirigeants britanniques, et il était prêt à faire des concessions pour y parvenir.

Hitler était satisfait de la réponse tchèque à sa politique. Plusieurs régions connaissant une instabilité dangereuse avaient été pacifiées sans perte de vies, et la position stratégique de l'Allemagne s'en trouvait fortement améliorée. La frontière militaire de l'Allemagne était diminuée, et une collaboration étroite entre les Allemands et les Slovaques était réalisée. Il était déçu de la réaction d'hostilité britannique à sa politique, mais espérait que les dirigeants britanniques étaient impressionnés par la force allemande, et par sa propre capacité à gérer les problèmes difficiles sans créer de conflit. Sa plus grande déception, peu après l'occupation allemande de Prague, fut la révélation d'un complot anglo-polonais visant à s'opposer à l'Allemagne en Europe de l'Est. Hitler avait compté sur une collaboration germano-polonaise face à l'Union soviétique, et il déplorait la décision des dirigeants polonais de se faire les instruments de la politique d'encerclement britannique.

## 10.16 La propagande contre la politique tchèque d'Hitler

La politique d'Hitler en Bohême-Moravie était très vulnérable à une offensive de propagande hostile. L'argument fut pointé, se-

lon lequel la dévotion allemande à l'auto-détermination était une imposture, parce qu'Hitler avait réduit l'indépendance tchèque à un simple statut d'autonomie. Cet argument était injustifié. Hitler n'avait jamais proclamé une quelconque intention de rallier tous les Allemands d'Europe dans le Reich. Il comprenait que les considérations stratégiques, géographiques, politiques et économiques devaient être prises en compte lorsqu'on appliquait le principe d'auto-détermination. Après mars 1939, on comptait plus d'Allemands vivant en Europe hors des frontières allemandes que d'étrangers vivant sur le sol allemand. En outre, ces Allemands de l'étranger (*Volksdeutsche*) ne bénéficiaient nulle part du statut d'autonomie dont bénéficiaient les Tchèques.

Il fut stupéfiant que les dirigeants britanniques affirmassent que l'Allemagne avait hissé le drapeau des pirates, lorsqu'Hitler bascula son soutien des Tchèques aux Slovaques au cours de la crise opposant les deux peuples slaves voisins. Les Britanniques régentaient les vies de millions d'étrangers, dans le monde entier, du fait de leur conquête pure et simple. Il était évident que les dirigeants britanniques échouaient à apprécier la capacité d'Hitler à résoudre des problèmes difficiles sans verser le sang. Ils semblaient préférer leurs propres méthodes. Le 15 mars 1939, Halifax dit à Dirksen, l'ambassadeur allemand, qu'il pouvait comprendre le goût qu'avait Hitler pour les victoires non tâchées de sang, mais il promit au diplomate allemand qu'Hitler se verrait contraint de verser le sang la fois suivante.

Il fut stupéfiant d'entendre les dirigeants britanniques affirmer qu'Hitler avait violé ses promesses en prenant Prague. Le 15 mars 1939, Chamberlain expliqua devant la chambre des communes que l'Allemagne n'avait aucune obligation de consulter la Grande-Bretagne dans la gestion de la crise tchéco-slovaque au cours de la période des 14 et 15 mars 1939. Le gouvernement britannique n'avait jamais tenu sa promesse de garantie à l'État tchèque après Munich, et la déclaration d'indépendance slovaque du 14 mars avait dissout l'État qui n'avait reçu aucune garantie. Chamberlain sem-

blait estimer que la cohérence était la vertu des petits esprits. Deux jours plus tard, il discuta de la même situation à Birmingham, où il affirma qu'il ne serait plus jamais capable de croire Hitler. Ce n'était là que des propos creux. Chamberlain comptait sur le prestige et la force britanniques plutôt que sur l'honneur pour faire tenir aux dirigeants étrangers leurs engagements. Il avait dit à ses conseillers, au moment de la conférence de Munich, qu'il ne faisait pas confiance à Hitler. Le dirigeant allemand étudia les remarques de Chamberlain faites à Birmingham et conserva son calme. Il savait que la Grande-Bretagne ne frapperait jamais l'Allemagne sans considérer que le moment était favorable. Il estimait, à raison, que plusieurs opportunités lui seraient encore offertes de priver les dirigeants britanniques de cette opportunité favorable d'attaquer l'Allemagne.

# Chapitre 11

# L'Allemagne et la Pologne début 1939

## 11.1 La nécessité d'une entente germano-polonaise

En mars 1939, l'effondrement de l'État tchéco-slovaque fut précédé par des négociations germano-polonaises particulièrement importantes, tenues en janvier 1939. L'événement diplomatique le plus significatif du mois de décembre 1938 avait été la déclaration d'amitié franco-allemande. Cet événement avait ouvert la possibilité d'une entente durable entre l'Allemagne national-socialiste et la troisième république française. Les dirigeants britanniques avaient répondu par leur visite à Rome de janvier 1939, et par une intensification de leur politique d'apaisement à l'égard de l'Italie. Ils espéraient rendre Rome dépendante de Londres en matière de politique étrangère.

La visite britannique à Rome fut de prime importance, mais fut éclipsée par les visites, au même mois de janvier 1939, de Beck à Berchtesgaden et de Ribbentrop à Varsovie. L'avenir des relations

germano-polonaises était devenu un sujet d'importance suprême pour la situation européenne dans son ensemble. On assisterait, ou bien à de nouveaux progrès vers une entente germano-polonaise, qui aurait renforcé la tendance allemande à rechercher une entente avec la France, ou bien un retour à la situation chaotique des relations germano-polonaises d'avant le pacte de non-agression de 1934. Un tel scénario pouvait très facilement se transformer en guerre en Europe de l'Est, chose qui aurait à tout le moins dégradé les relations franco-allemandes et amené les dirigeants britanniques à intensifier leurs efforts en Italie. Le pacte de 1934 constituait une base utile pour l'amélioration des relations germano-polonaises, mais il était apparent que des étapes supplémentaires allaient devoir suivre si l'on voulait parvenir à une entente plus fondamentale et prévenir la perte de nombreux progrès qui avaient été réalisés. Dans le pire des cas, un échec allemand pourrait être exploité habilement par les dirigeants britanniques pour déclencher un nouveau conflit général en Europe, comme celui de 1914. On ne pouvait donc pas exagérer l'importance des négociations germano-polonaises de janvier 1939.

Le pacte de 1934 entre l'Allemagne et la Pologne n'était guère qu'un traité de non-agression dans le style admis par la Société des Nations. Les problèmes de Dantzig et de l'attitude indéfinie de l'Allemagne quant à la frontière occidentale de la Pologne restaient irrésolus. L'Allemagne et la Pologne étaient toutes deux opposées à l'Union soviétique et à ses politiques, mais aucune tentative n'avait été réalisée pour coordonner de manière permanente l'orientation anti-soviétique des deux États, selon les lignes que Goering avait promues lors de ses nombreuses visites en Pologne. Les Polonais avaient emporté une promesse de soutien allemand contre la Russie durant la crise tchèque de 1938, mais la question de l'attitude plus permanente de l'Allemagne, dans l'hypothèse d'une attaque de la Pologne par l'Union soviétique au cours des mois suivant Munich, était restée sans réponse. Les Polonais étaient préoccupés par la possibilité d'une attaque russe. Ils maintenaient une alliance militaire permanente avec la Roumanie, dirigée exclusivement contre

la Russie.

L'allégation de Ribbentrop, selon laquelle aucun règlement complet des différends existants entre l'Allemagne et la Pologne n'avait été trouvé depuis la défaite de l'Allemagne en 1918, n'avait rien d'exagéré. Le traité germano-polonais de 1934 avait purement et simplement évité certains problèmes très réels hérités des accords de Versailles de 1919. La situation aurait été totalement différente si les soi-disant faiseurs de paix de 1919 avait établi le *statu quo* territorial entre les deux nations, dans le respect du 13ème point du programme en 14 points de Woordow Wilson.

Au sens large, la tragédie de l'Europe de 1939 résulta de l'échec des États européens à résoudre sans guerre les problèmes créés par les promesses alliées non tenues de 1918. Lors de l'accord d'armistice de novembre 1918, le contrat solennel conclu entre l'Allemagne et les Alliés et puissances associées intégrait le point 13 [1] du programme de Wilson. L'Allemagne avait convenu d'agréer les résultats de l'auto-détermination dans les régions frontalières germano-polonaises, et la Pologne devait se voir accorder un accès à la mer dans ce contexte d'auto-détermination. La promesse faite à la Pologne constitua la base de la campagne réussie de la Tchécoslovaquie, à la conférence de paix, en vue d'obtenir un accès à la mer au travers d'infrastructures portuaires *libres* à Hambourg ainsi qu'à Stettin, et des ports libres auraient facilement pu être ainsi accordés à la Pologne à Dantzig et Königsberg sans violer le principe d'auto-détermination. Le règlement insatisfaisant de Dantzig et du Couloir était resté inaltéré pendant vingt ans. Rendus en 1939, une solution pacifique aurait constitué une contribution majeure à la stabilité de l'Europe.

1. « *Un État polonais indépendant devrait être créé, qui inclurait les territoires habités par des populations indiscutablement polonaises, auxquelles on devrait assurer un libre accès à la mer, et dont l'indépendance politique et économique ainsi que l'intégrité territoriale devraient être garanties par un accord international* », NdT

## 11.2 L'offre généreuse proposée par l'Allemagne à la Pologne

Ribbentrop et Hitler suggérèrent un règlement en octobre 1938, qui était beaucoup moins favorable pour l'Allemagne que ne l'avait été le point 13 du programme Wilson. Cette proposition de règlement n'aurait pas permis à l'Allemagne de récupérer la position qu'elle aurait eue si les puissances alliées n'avaient pas violé le contrat d'armistice de 1918. Versailles avait accordé à la Pologne de grandes étendues de territoire, dans des régions comme la Prusse occidentale ou la Posnanie de l'Ouest, qui étaient peuplées par une écrasante majorité d'Allemands. Les décomptes des recensements indiquaient qu'en cas de plébiscite, une victoire polonaise était impossible quant à la province de Prusse occidentale. Les alliés avaient donc refusé la tenue d'un plébiscite dans cette région. Le plus gros de la Prusse occidentale avait été cédé à la Pologne sans plus tarder, et les manifestations d'Allemands vaincus avaient été traitées avec mépris.

On pourrait avancer que le projet d'autoroute nécessitait qu'au moins une part de territoire polonais revînt à l'Allemagne. Les Allemands avaient conscience, lorsqu'ils proposèrent leur projet, qu'il leur faudrait creuser des tunnels, ou des ponts, pour franchir les voies de communications déjà existantes ou à construire selon la direction Nord-Sud. La bande de territoire concernée par ce projet devait mesurer tout au plus 1 km de large et 85 km de long. Les doctrines applicables en matière de droit international indiquaient que l'accord extra-territorial n'aurait constitué qu'une servitude, et non un réel transfert de souveraineté. Dans un tel accord, les Allemands auraient reçu un privilège spécial concernant une zone sous souveraineté polonaise.

Le projet d'Hitler n'envisageait pas l'agrandissement de l'Allemagne en récupérant d'anciens territoires allemands accordés à la Pologne en 1919. Son objectif était d'encourager la renonciation de

l'Allemagne quant à ses prétentions sur ce territoire, dans l'intérêt de la coopération germano-polonaise. Cette concession consentie par Hitler était plus qu'appropriée en compensation des demandes allemandes quant au Couloir et quant à Dantzig. L'offre d'Hitler d'octobre 1938 était la proposition la plus raisonnable que la Pologne eût reçue depuis 1918. Georges Bonnet avait souvent médité sur le prix des concessions que Bismarck avait vainement consenties à la France, dans une tentative d'obtenir une reconnaissance volontaire par la France de la frontière franco-allemande de 1871. Les dirigeants polonais, s'ils avaient accordé une quelconque valeur à une coopération avec l'Allemagne comme politique permanente, auraient reconnu que les concessions allemandes constituaient une base appropriée à un accord. Cela ne les aurait pas empêchés de rechercher d'autres engagements de la part de l'Allemagne, comme un accord allemand renonçant à maintenir des forces armées allemandes en Slovaquie. Les Polonais préférèrent la proposition irréaliste voulant qu'une offre par l'Allemagne de garantir leur frontière de 1919 ne constituait pas une concession à la Pologne.

L'offre allemande du 24 octobre 1938 n'était pas un simple sondage réalisé par l'Allemagne, conçu pour être annulé après la non-réponse des Polonais en octobre puis novembre 1938. Les Allemands ne demandèrent pas de concessions plus importantes à la Pologne au cours de la période de plus de cinq mois précédent le refus polonais définitif de leur proposition, et ce fut l'impatience des dirigeants polonais, et non celle d'Hitler, qui amena à la rupture des négociations en mars 1939. Les diplomates polonais eux-mêmes estimaient que les Allemands étaient sincères en émettant ces propositions comme base d'accord permanent. Hitler désirait également reculer quelque peu par rapport aux propositions originelles, et abandonner la suggestion allemande d'une voie ferrée accompagnant l'autoroute allant jusque la Prusse orientale. Le sujet d'une réponse polonaise définitive à la proposition allemande resta dans le doute après les premières conversations entre Ribbentrop et Lipski. Les Polonais ne dirent rien qui pouvait indiquer

qu'un accord pouvait être atteint sur la base de cette proposition.

## 11.3 Les raisons des atermoiements polonais

Les Polonais avaient de bonnes raisons d'attendre plus de cinq mois, cependant que les Britanniques accroissaient leurs armements, avant de rejeter catégoriquement l'offre allemande. Ils n'eurent guère de difficultés à maintenir les négociations ouvertes aussi longtemps qu'ils le souhaitèrent, et jusqu'à choisir leur propre moment pour y mettre fin. Ils conservèrent les discussions en interne, et refusèrent de confier les détails des négociations aux Français, qui étaient leurs alliés, ainsi qu'aux Britanniques, pourtant soucieux de les soutenir. Beck maintint cette attitude en dépit du fait que la consultation sur les questions d'importance constituait un trait fondamental de l'alliance franco-polonaise. Il savait également que les Britanniques faisaient preuve d'une grande curiosité et d'une grande impatience quant à la situation. Beck traita les véritables grandes puissances d'Europe avec dédain au cours de ces mois. Il était conscient de l'importance de sa propre position, la Grande-Bretagne et l'Allemagne courtisant toutes deux la Pologne.

Les Polonais maintinrent également le secret du fait qu'ils ne désiraient pas que leurs problèmes avec l'Allemagne finissent devant une conférence internationale. Ils soupçonnaient, non sans raisons, que leur allié français pourrait conclure, dans une telle éventualité, que l'Allemagne faisait preuve d'un positionnement plus raisonnable. La Pologne restait foncièrement hostile quant aux discussions mutuelles qu'une conférence diplomatique aurait impliquées. Elle préférait des négociations bilatérales, et tenait à éviter que des États non concernés directement aient quelque mot à dire quant aux intérêts polonais.

Les tactiques de secret et de retard appliquées par Beck sont faciles à comprendre au vu de ces circonstances. La situation aurait été totalement différente si Beck n'avait pas compté sur l'intention

britannique d'attaquer l'Allemagne. On ne peut pas affirmer avec certitude que les Polonais auraient alors résolu leurs différends avec les Allemands si l'attitude britannique envers l'Allemagne avait été amicale, ou à tout le moins pacifique, mais c'est là chose très probable. Il est absolument certain que les Polonais n'auraient pas claqué brutalement la porte des négociations avec les Allemands en mars 1939 s'ils n'avaient pas disposé de l'assurance du soutien britannique.

L'expérience récente de la Tchécoslovaquie souleva de sérieux doutes dans les esprits polonais quant à la France. Ce fut particulièrement le cas pour Jozef Beck et Juliusz Lukasiewicz, les principaux experts polonais de la France. Les Polonais pariaient sur la capacité de la Grande-Bretagne à dominer et orienter la politique française au moment d'une crise.

Au moment où Ribbentrop lui présenta la proposition allemande, en octobre 1938, Beck savait que la Grande-Bretagne n'était pas prête à intervenir contre l'Allemagne. En 1938, Beck avait observé avec dédain la poursuite de la paix par les Britanniques aux dépens des Tchèques. Il disposait des assurances britanniques, remontant à septembre 1938, quant au fait que la Pologne ne se verrait pas traitée comme la Tchécoslovaquie. Cela l'encouragea à prendre une position hardie, et à proclamer que les Polonais, contrairement aux Tchèques, étaient prêts à combattre avec ou sans des assurances émises par d'autres puissances. Beck n'était pas gêné par le fait que les Britanniques ne seraient jamais effectivement en position d'offrir à la Pologne un soutien militaire efficace. Il ne s'intéressait pas tant à prévenir la défaite immédiate de la Pologne, qu'à promouvoir la ruine de l'Allemagne ainsi que de l'Union soviétique. La politique étrangère de Beck était basée sur la mystique de la première guerre mondiale. Une nouvelle défaite de la Russie causée par l'Allemagne, puis de l'Allemagne par les puissances occidentales, aurait permis à la grande Pologne d'avant la partition de renaître des cendres d'une défaite polonaise temporaire.

Les Polonais attachaient également une grande importance au rôle des États-Unis. Ils n'étaient pas sans savoir que l'intervention étasunienne s'était montrée décisive dans la première guerre mondiale. Ils n'étaient pas sans savoir que le président étasunien, Franklin Roosevelt, était un interventionniste ardent. Roosevelt différait fortement de son prédécesseur, Herbert Hoover, du nom duquel de nombreuses rues polonaises avaient été baptisées en reconnaissance à son programme de soulagement d'après la première guerre mondiale. Hoover avait été favorablement impressionné par une conversation avec Adolf Hitler en date du 8 mars 1938, et il dirigeait la lutte contre l'interventionnisme étasunien du moment. Les Polonais savaient que Hoover, qui avait été accusé à tort d'être le père de la dépression économique étasunienne, commencée en 1929, n'avait guère d'influence sur la politique étasunienne de 1938. Ils savaient que le président Roosevelt était impatient d'impliquer les États-Unis dans les luttes des lointains États d'Europe et d'Asie. Les opposants étasuniens à Roosevelt qui s'opposaient à sa politique étrangère se voyaient non sans mépris qualifiés d'isolationnistes.

Les Polonais ne s'intéressaient pas aux raisons de l'interventionnisme du président Roosevelt. Ils étaient trop réalistes pour supposer qu'il avait nécessairement des raisons légitimes. Ils se satisfaisaient des explications bien pratiques qu'en donnait le comte Jerzy Potocki, l'ambassadeur polonais aux États-Unis. Potocki affirmait que la politique étrangère menée par le président Roosevelt était le résultat de l'influence juive. C'était chose erronée, mais on n'avait guère d'intérêt en Pologne quant à élaborer une analyse avancée de la politique étasunienne. Les questions envoyées par le bureau polonais des affaires étrangères aux missions établies à l'étranger ne s'intéressaient que rarement à la scène étasunienne. Les Polonais reconnaissaient l'importance de la position étasunienne, mais se contentaient de laisser le problème de la promotion de l'intervention étasunienne en Europe entre les mains de leurs amis britanniques.

## 11.4 Hitler refuse de faire pression sur la Pologne

L'attitude amicale de l'Allemagne rendit la tâche aisée à Beck de reporter sa réponse à l'offre d'octobre 1938 sans susciter l'ire des Allemands. L'approche allemande de la Pologne était très différente des attitudes dont l'Allemagne avait fait montre auparavant envers l'Autriche ou la Tchécoslovaquie. L'Autriche-croupion n'exista en 1938 que du fait de son refus de rejoindre l'Allemagne par l'auto-détermination en 1919. Hitler, en allemand d'Autriche, n'était guère enclin à la sympathie envers les dirigeants autrichiens qui espéraient établir une monarchie Habsbourg impopulaire sur cette petite région. Quant à la Tchécoslovaquie, Hitler partageait l'attitude de Pilsudski. Il estimait que l'État multi-national régi par les Tchèques, qui avait été reconnu à Versailles, constituait un phénomène artificiel ne présentant pas la position traditionnelle dans le vécu historique de l'Europe centrale.

On trouvait des Allemands pour considérer la résurrection de la Pologne au XX$^{\text{ème}}$ siècle comme une erreur, mais Hitler ne partageait pas ces vues. Il s'opposait aux avocats de la collaboration avec la Russie, qui désirait cimenter les relations russo-allemandes en partitionnant la Pologne avec l'Union soviétique. Dans *Mein Kampf*, Hitler reconnaissait que l'on pouvait plaider en faveur d'une politique anti-polonaise, et il observait que la politique allemande, lors du premier conflit mondial, avait constitué un échec en Pologne, du fait qu'elle n'était distinctement ni pro ni anti-polonaise. Hitler estimait que le problème devait être traité franchement, et il avait opté pour une politique pro-polonaise. Ce fut la raison pour laquelle il se montra extrêmement patient dans ses relations avec les Polonais.

De nombreux arguments forts existaient en faveur d'une politique pro-polonaise, une fois acceptée l'attitude d'Hitler, qui était que l'Allemagne devait renoncer aux territoires cédés à la Pologne

lors de la première guerre mondiale. La France, l'Italie et la Pologne étaient les trois plus importants voisins de l'Allemagne en Europe. Il était plus sage, du point de vue de la défense et de la sécurité allemandes, d'établir des liens amicaux avec ces trois voisins, que de s'éloigner de l'un ou l'autre d'entre eux. La réussite la plus précieuse de l'art de la diplomatie est d'établir de bonnes relations avec ses voisins les plus immédiats. Il restait possible, en termes de politique de puissance, de substituer la Russie à la Pologne comme voisin, mais Hitler comprenait qu'il n'y avait pratiquement aucune chance que des relations amicales durables pussent perdurer avec l'État communiste dirigé par Staline. L'Union soviétique était vouée à la destruction de ses voisins capitalistes.

## 11.5 Les tromperies de Beck à l'égard de l'Allemagne

Beck induit délibérément les Allemands en erreur quant à ses intentions au cours des mois suivant octobre 1938. Il parvint à les convaincre qu'il privilégiait une politique pro-allemande pour la Pologne. Il se contenta d'insister sur l'idée qu'une telle politique devait rester cohérente avec les intérêts polonais vitaux, et acceptable dans une certaine mesure pour l'opinion publique polonaise. Beck réussit si bien ce jeu que la plupart des experts allemands parvinrent à la conclusion selon laquelle il dut agir presque contre son gré, et en tous cas contre ses préférences, lorsqu'il abattit finalement son jeu et dévoila une politique intensément anti-allemande.

Beck usa de nombreux subterfuges pour créer l'impression désirée auprès des Allemands. Il soulignait constamment sa supposée estime pour une coopération germano-polonaise. Il se montrait le plus souvent charmant et attentif lors des discussions autour des propositions allemandes, et tout particulièrement lors de ses conversations avec Hitler, envers qui il ressentait sans aucun doute une grande affinité. Son opinion des personnalités dirigeantes en

Angleterre et en France était moins favorable, mais il partageait la conviction de Pilsudski, voulant que les personnalités ne devaient pas jouer de rôle décisif dans la tenue de la politique polonaise. Beck était adepte d'une exploitation de l'opinion publique polonaise, qui était sans aucun doute hostile à l'Allemagne, et à la dépeindre comme un obstacle important à la conclusion d'un accord rapide et simple avec les Allemands. Beck, dans le même temps, prenait soin de ne pas exploiter ce facteur d'opinion publique outre mesure, car les Allemands auraient pu en tirer la conclusion qu'il n'était pas en mesure de gérer ce facteur. Beck fut habile à laisser la porte ouverte, et à livrer des indices quant à l'idée qu'un accord pourrait en fin de compte être établi dans des termes s'approchant relativement de ceux proposés par les Allemands. Le jeu de Beck avec les Allemands constitue un épisode fascinant de l'histoire diplomatique, mais il déboucha malheureusement sur une tragédie.

## 11.6 Les confiscations de propriétés allemandes en Pologne

La situation était compliquée du fait de la dureté croissante dont faisaient preuve les autorités polonaises à l'égard de la minorité allemande. Les importantes conférences germano-polonaises de janvier 1939 furent menées à l'ombre du décret annuel de réforme agraire polonaise, dont l'annonce était planifiée pour le 15 février 1939. Mieczlaw Zaleski, un porte-parole polonais de premier plan, affirma dans un discours tenu à Katowice que le pacte de 1934 avec l'Allemagne n'avait été conclu que pour des raisons tactiques, du fait qu'il s'agissait d'un écran tout à fait pratique derrière lequel le gouvernement polonais pouvait éliminer la minorité allemande. L'orateur poursuivit en déclarant que la politique polonaise répondait à une nécessité en « *préparant le terrain pour un conflit à venir.* » L'objectif supposé du gouvernement était de se débarrasser de l'élément allemand présent en Pologne avant d'entrer en guerre

contre l'Allemagne.

Le gouvernement allemand espérait persuader les Polonais de se montrer plus justes envers les propriétaires terriens allemands en 1939 qu'ils ne l'avaient été en 1938. Les expropriations avaient été plus importantes en 1938 qu'en 1937, malgré la conclusion du pacte des minorités de 1937 avec la Pologne. La loi agraire en vigueur remontait à 1925, et 66% des terrains expropriés en vertu de la loi depuis cette époque, en Prusse occidentale polonaise et en Posnanie avaient été pris à des Allemands. Cela était le cas, en dépit du fait qu'en 1925, une proportion bien plus importante de grandes exploitations appartinssent à des Polonais plutôt qu'à des Allemands. La principale plainte allemande ne concernait pas tant le morcellement des grandes exploitations, mais la politique de redistribution qui était pratiquée. Moins de 1% des terrains agricoles confisqués à des Allemands se voyaient redistribués au sein de la minorité allemande. C'était là la principale raison à l'exode des paysans allemands de Pologne vers l'Allemagne. La surface totale de zones cultivées en Prusse occidentale et Posnanie polonaises avait diminué au cours de ces années, alors qu'elle avait augmenté partout ailleurs en Pologne.

Le gouvernement allemand souffrait du fait que les propriétaires terriens allemands expropriés n'étaient indemnisés qu'à hauteur d'1/8 de la valeur de leurs biens. Il était difficile de vendre les terres avant l'expropriation, le public polonais étant au courant de la situation allemande, et désireux d'en tirer parti. En outre, la loi sur les zones frontalières interdisait toute vente de terres par les Allemands sur une large bande de territoire. L'objectif principal du gouvernement polonais était de bloquer les ventes privées, et de s'approprier les terres par un processus d'expropriation.

Beck emprunta une attitude nonchalante en discutant cette question avec Moltke. Il affirma qu'il n'était pas important que les propriétés allemandes fussent d'abord confisquées, la propriété polonaise étant vouée à subir le même sort dans les lois à venir sous quelques années. Moltke doutait que Poniatowski, le ministre

de l'agriculture, qui poursuivait une politique conservatrice dans les grandes lignes, comptât s'en prendre vigoureusement aux propriétés polonaises. Il était conscient qu'une résistance, sous forme de groupes de pression, pourrait entraver fortement l'application de telles lois aux Polonais. Il semblait fort peu probable aux yeux de Moltke que le gouvernement en place pût totalement mettre en œuvre une loi de réforme approuvée avant le coup d'État de Pilsudski en 1926. Il était plus probable que cette loi serve d'instrument de prétexte permettant de produire l'appauvrissement parmi les Allemands.

Weizsäcker donna pour instruction à Moltke d'insister sur l'idée que la clause du pacte de novembre 1937, concernant le traitement égal des propriétaires allemands et polonais, fût appliquée en 1939. Le comte Michal Lubienski, du bureau polonais des affaires étrangères, assura à Moltke que les listes d'expropriation en cours étaient établies dans une totale objectivité et sans considération des traits ethniques des propriétaires ciblés. Moltke se laissa leurrer dans un état de fausse sécurité du fait de cette promesse. Il téléphona à Berlin, la voix vibrant d'indignation, le 15 février 1939, pour signaler les résultats de la loi fraîchement adoptée. À Poznan, 12 142 hectares détenus par des Allemands étaient concernés, sur un total de 20 275. En Prusse occidentale polonaise, c'étaient 12 538 hectares sur un total de 17 437 qui devaient être confisqués à des Allemands. En Haute-Silésie de l'Est, seuls 100 hectares, sur les 7438 confisqués, ne devaient pas être retirés à des mains allemandes. En pratique, la loi arrivait au bout de l'élimination des propriétés allemandes, et ce à une période où la plupart des propriétés polonaises restaient intactes. Telle était la « *totale objectivité* » qui avait été promise par Lubienski.

Le 16 février 1939, Weizsäcker donna pour instruction à Moltke de présenter une vive protestation de cette « *incroyable discrimination à l'encontre des propriétaires allemandes en Pologne de l'Ouest* ». Il devait informer les Polonais que leur action était contraire aux engagements stipulés dans le pacte de novembre 1937, et à leurs

assurances plus récentes. Le 17 février, le bureau polonais des affaires étrangères répondit en déclinant toute responsabilité quant à la situation. Il se présentait comme protégeant les intérêts allemands, et affirmait avoir ciblé en vain un ratio de 50-50 pour les Allemands de Poznan. Il avançait également l'argument remarquable selon lequel le taux de confiscation dans les provinces de l'Ouest avait été influencé par des facteurs en provenance d'autres régions de la Pologne.

La réponse à la suggestion de Moltke, demandant que des discussions conjointes fussent tenues entre les deux pays sur les questions des minorités, fut négative. De toute évidence, aucun moyen diplomatique ne pouvait permettre de venir en aide aux Allemands de Pologne.

Le problème du décret de réforme agraire annuelle avait été discuté des mois durant par la presse régionale du côté allemand de la frontière. Le gouvernement allemand avait décidé de suivre le conseil de Moltke, et de faire un premier pas prudent vers une levée de la censure totale en Allemagne quant aux doléances de la minorité allemande de Pologne. Une nouvelle directive de censure de décembre 1938 autorisa les journaux de la zone frontalière à signaler les nouveaux excès qui s'étaient produits, et d'émettre des suppositions quant à leurs conséquences. Il restait interdit de discuter des incidents passés, et la presse intérieure allemande conserva pour consigne de bannir toute information quant à la minorité allemande. Le 15 décembre 1938, Ribbentrop avait personnellement averti Lipski des conséquences possibles de l'intensification de la campagne contre la minorité allemande. Il se plaignit de l'arrogance polonaise affichée à Dantzig, et protesta contre une récente série de timbres postaux, émis par les Polonais, et commémorant les victoires polonaises sur les chevaliers allemands au Moyen Âge. Lipski promit que le gouvernement polonais allait retirer les timbres offensants de la circulation.

À Varsovie, Kennard estimait qu'en novembre et décembre 1938, les tensions croissaient entre l'Allemagne et la Pologne, et il se fé-

licitait de ce développement, qui compensait ses inquiétudes quant à l'attitude de la France. Léon Noël, l'ambassadeur français, rentra de son congé pris à Paris fin novembre 1938. Il avait averti Kennard de ce que les dirigeants français tendaient à modifier leurs obligations en tant qu'alliés de la Pologne. L'ambassadeur français confia l'existence d'un fort mouvement en France visant à liquider l'ensemble des obligations militaires françaises en Europe de l'Est. Les Français avaient conclu un accord de subvention avec la Pologne pour un nouveau montant de 95 millions de francs, selon les termes de l'emprunt de Rambouillet. Il apparut à Noël que la France avait réalisé ce versement avec une réticence plus importante que d'usage. Ces commentaires alarmèrent Kennard, qui signala à Halifax qu'un relâchement marqué des intérêts français en Pologne pourrait aider les Allemands à parvenir à une entente germano-polonaise définitive.

## 11.7 Les conversations germano-polonaises de la fin de 1938

Le 15 décembre 1938, Lipski et Ribbentrop avaient discuté le problème d'un règlement général. L'ambassadeur polonais invita le ministre allemand des affaires étrangères à mener une visite à Varsovie pour discuter avec les dirigeants polonais, chose que Ribbentrop accepta. Ribbentrop insinua qu'il espérait terminer la négociation d'un accord avec la Pologne lors de cette visite à Varsovie. Il déclara que la visite devrait constituer un sérieux effort de parvenir à un « *règlement d'ensemble* » et non une simple formalité. Lipski convint immédiatement de ce point, et mentionna à nouveau que la Pologne était prête à discuter d'une autoroute et d'une voie ferrée reliant l'Allemagne à la Prusse orientale. Il ne mentionna pas Dantzig.

Ribbentrop déclara à Lipski qu'il espérait que la Pologne pourrait toujours suivre une politique fondée sur « *la tradition de Pil-*

*sudski et l'étendue de sa vision.* » Il ajouta qu'une discussion additionnelle sur les minorités était nécessaire pour faire disparaître les frictions alors existantes. Il assura à Lipski que son objectif était la coopération entre l'Allemagne et une Pologne forte, contre l'Union soviétique.

Lipski fit référence aux améliorations des relations polonaises avec la Lituanie, et ajouta nonchalamment que la Pologne gagnait un intérêt croissant quant aux infrastructures maritimes de Memel. Ribbentrop répondit qu'il espérait que l'intérêt polonais était exclusivement commercial et non politique, « *car Memel était absolument allemande et l'avait toujours été.* » Ribbentrop affirma franchement que l'Allemagne soutenait l'auto-détermination à Memel. Lipski n'émit aucune objection aux commentaires de Ribbentrop, et affirma que la Pologne ne s'intéressait à cette ville que pour des raisons économiques. Ribbentrop nota que les représentations allemandes auprès des puissances signataires du statut de Memel de 1920 étaient toujours restées stériles. Il confia que l'Allemagne ne consulterait pas ces puissances au moment où elle réglerait la question de Memel.

Moltke rentra de Varsovie à Berlin pour faire son rapport le 16 décembre 1938. Hans Frank, le ministre de la Justice d'Hitler, ardent catholique, avait été l'invité honoraire la veille au soir à un dîner de l'ambassade allemande à Varsovie. Frank avait discuté des relations germano-polonaises avec Jozef Beck au dîner. Beck affirma placer une grande valeur dans le pacte de 1934 avec l'Allemagne, et insista sur sa disponibilité à poursuivre la politique de Pilsudski dans les affaires allemandes. Ses hôtes allemands interprétèrent cela comme l'idée que Beck se consacrait à une franche politique pro-allemande. Beck se plaignit de ce qu'« *une certaine tension* » existât alors dans les relations germano-polonaises, mais décrivit celle-ci comme absurde. Il estimait que l'attitude de l'opinion publique polonaise à l'égard de l'Allemagne s'était détériorée, mais suggérait qu'il s'agissait là de la résultante des nombreuses crises que l'Europe avait connues au cours des derniers mois.

Moltke discuta également de la situation avec Beck. Il insista auprès de Beck sur l'idée que la politique polonaise dans la région de Teschen, et vis-à-vis de la minorité allemande dans son ensemble, était responsable des développements défavorables des relations germano-polonaises. Moltke se plaignit amèrement de ce que les affaires de Teschen fussent désespérées, et du fait que les Allemands qui y étaient établis en étaient arrivés à considérer les vingt ans de régime tchèque comme un paradis, en comparaison. Beck, en réponse, insista sur l'idée qu'il ne s'agissait là que d'un phénomène local. Il promit que le gouvernement polonais de Varsovie désirait contenir les autorités locales de Haute-Silésie de l'Est, et d'établir de « *bonnes conditions de vie* » à Teschen. Il déclara que le premier ministre polonais, le général Slawoj-Skladkowski, avait ordonné aux autorités locales d'améliorer leurs politiques, et il promit qu'il interviendrait personnellement dès que des incidents seraient portés à sa connaissance. Moltke était souvent incliné à prendre pour argent comptant les déclarations de bonnes intentions des dirigeants polonais, et fut extrêmement satisfait des résultats de ce dîner. Il interpréta les remarques de Beck comme impliquant une prochaine invitation à discuter des problèmes des minorités. Cette conclusion était par trop optimiste. Moltke admit, face à Ribbentrop, qu'il avait tâché de contribuer à l'atmosphère amicale du dîner en exprimant sa sympathie avec le point de vue polonais sur la question ruthénienne.

Moltke tint une conversation avec Beck le 20 décembre 1938, après son retour à Varsovie. Le ministre polonais des affaires étrangères était conscient du projet de Ribbentrop de négocier un règlement complet à Varsovie. Il savait que cette conversation allait échouer, et conclut avec sagesse qu'il serait avantageux de s'attirer les bonnes grâces d'Hitler avant le déroulement de cette conversation. Il informa Moltke de son intention de passer Noël et le nouvel-an à Monte-Carlo, et suggéra que son voyage retour vers la Pologne pourrait constituer l'opportunité de s'arrêter à Berlin « *ou en quelque autre lieu.* » Moltke interpréta correctement « *quelque*

*autre lieu* » comme désignant Berchtesgaden, et une rencontre avec Hitler.

Beck affirma tranquillement qu'il projetait de quitter Monte Carlo le 5 ou le 6 janvier, et qu'il pourrait parfaitement comprendre que cette date ne convînt pas. Moltke supposa charitablement que Beck essayait là de préparer le chemin à la visite de Ribbentrop à Varsovie, plus tard au cours du mois de janvier, mais qu'il était évident qu'une visite de Beck à Hitler risquait de faire apparaître le séjour de Ribbentrop à Varsovie comme un non-événement. En conséquence, Beck affirma qu'il suffirait de lui faire signe avant le 1er janvier 1939, via l'ambassade polonaise à Berlin ou en passant par Moltke à Varsovie.

L'importance de Dantzig dans les négociations qui approchaient avec la Pologne fut rappelée aux Allemands par un rapport en date du 22 décembre 1938, émis par Artur Greiser, le président du Sénat de Dantzig. Il avait discuté de l'avenir de Dantzig avec le haut-commissaire polonais Marjan Chodacki. Le haut-commissaire polonais rendit visite à Greiser, après un long intervalle, avec l'annonce surprenante que « *la question fondamentale Dantzig-Pologne* » était à discuter. Chodacki dénonçait directement la création d'une psychose à Dantzig, dont l'objet était de convaincre la population de Dantzig que la ville était vouée à retourner au Reich allemand dans l'avenir proche. L'arrogant haut-commissaire polonais fit diverses remarques insultantes, et affirma avec mépris qu'il serait facile pour la Pologne de protester contre les développements en cours sur la base du « *droit international.* »

Chodacki émit une menace : le gouvernement polonais pourrait s'employer à écraser l'esprit de liberté qui montait à Dantzig, en usant de mesures punitives politiques et économiques. Il affirma que cela aurait déjà été décidé, si lui-même n'avait pas conseillé au gouvernement polonais de n'en rien faire. Il déclara que les futures concessions polonaises à Dantzig allaient dépendre du respect de l'« *élément polonais* » et des droits vitaux polonais sur Dantzig. Greiser essaya d'interpréter cet orage d'agressions déchaîné par

Chodacki, et observa posément que son impression était que de nombreuses discussions quant à Dantzig s'étaient récemment tenues entre Varsovie et Berlin. Il savait également que Chodacki avait échangé à la fois avec Beck et avec Lipski, à l'occasion d'un congé maladie récent pris à Varsovie. Greiser demanda abruptement « *si, selon l'opinion du gouvernement polonais, la question de Dantzig constituait une question nationale pour la Pologne, et si, aux yeux de la Pologne, une solution de la question alignée sur les désirs de la population de Dantzig déboucherait sur une guerre.* » Quiconque connaissait Chodacki, et était familier de l'intensité nerveuse de son tempérament, aurait facilement pu prévoir la manière dont le diplomate polonais pourrait accueillir cette question fondamentale. Il prit une inspiration profonde avant d'envoyer à un Greiser posé une réponse ne pouvant laisser aucune marge d'incompréhension.

Chodacki informa Greiser que la Pologne n'avait que deux questions nationales au sens propre du terme. La première était l'armée polonaise, et la seconde était la Mer Baltique. Chodacki étendit le bras vers le Sud et décrivit à Greiser en termes lyriques la « *protection naturelle* » des distantes montagnes des Carpates. Il estimait que d'autres frontières étaient encore plus formidables, et qu'« *à l'Est ainsi qu'à l'Ouest se trouvent deux murs idéologiques (soviétique et national-socialiste) dont les démarcations étaient fixées et inaltérables selon les traités.* » On pouvait interpréter cela comme un lapsus freudien, révélant un désir polonais d'expansion refréné dans les deux directions. Chodacki poursuivit en s'exclamant triomphalement qu'« *au nord était le grand large, auquel la Pologne et l'ensemble du peuple polonais aspiraient.* » Il conclut que Dantzig, et le statu quo insatisfaisant qui était le sien, constituaient un trait nécessaire de cette part de la question nationale polonaise. Chodacki fut satisfait que Greiser comprît sa fin de non-recevoir aux aspirations allemandes à Dantzig. Quand il eut terminé cette explication, il continua par une discussion autour d'une longue suite de protestations polonaises spécifiques face à des décisions récentes prises par le Sénat de Dantzig.

Les effets auraient pu en être concrets si Beck avait fait preuve d'autant de franchise au même moment, et avait exposé ses convictions à Hitler au sujet de Dantzig. Hitler aurait su en quel terrain il se trouvait, avant de se voir confronté à la mobilisation polonaise et à une politique d'encerclement britannique. Il aurait pu modifier sa politique quant à Dantzig avant que les Britanniques n'eussent une possibilité d'intervenir. La question ruthénienne restait à ce moment sans solution, et le mouvement d'indépendance slovaque n'avait pas atteint son apogée. Hitler aurait pu connaître une issue plus favorable s'il avait accéléré le règlement de la situation de Dantzig immédiatement après la conférence de Munich. Il est futile d'établir trop d'hypothèses à ce sujet, car Beck réussit totalement à duper Hitler quant à ses décisions. Hitler comptait sur un accord d'amitié avec la Pologne. Il n'exerça aucune pression sur les Polonais jusqu'à ce que ceux-ci interrompissent les négociations, et confrontassent l'Allemagne à plusieurs mesures hostiles.

Burckhardt, le haut-commissaire de la Société des Nations, avait confié aux Allemands que les perspectives étaient favorables quant au règlement de la question de Dantzig. Chodacki n'était guère que haut-commissaire polonais à Dantzig. Il était connu à Berlin pour son chauvinisme et son excentricité extrêmes. Il n'était pas largement connu que l'homme était également un ami proche de Beck. Cette amitié, même si les Allemands en avaient eu vent, n'aurait pas justifié la conclusion que la voix de Chodacki fût une référence en matière de politique étrangère polonaise. Les Polonais étaient connus pour leur individualisme extrême, et avaient coutume de s'exprimer librement sur les sujets les plus controversés. Chodacki avait de fait exprimé les idées de Beck en personne, mais quiconque avec des idées préconçues quant aux politiques de Beck n'aurait pas considéré ces remarques comme une juste formulation de la position de Beck. Bien entendu, les remarques de Chodacki eurent de l'effet à Berlin. Ribbentrop vit qu'il était important de conserver l'influence modératrice de Burckhardt à Dantzig jusqu'à ce qu'un règlement fût trouvé. Ribbentrop approuva un appel de Greiser à

un comité de trois membres de la Société des Nations. Cet appel suggérait que Dantzig était prête à accorder de nouvelles concessions, si Burckhardt était maintenu en poste. Le ministre allemand des affaires étrangères pouvait fort bien comprendre que les habitants de Dantzig ne désirassent pas être laissés seuls avec Chodacki.

## 11.8 La conférence Beck-Hitler du 5 janvier 1939

Avant la fin du mois de décembre 1938, on annonça publiquement à Varsovie et à Berlin que Beck mènerait une visite en Allemagne quelques jours plus tard. Les Britanniques espéraient que la Pologne et l'Allemagne échoueraient à régler leurs différends, et désiraient découvrir la signification de cette visite. Le 31 décembre 1938, William Strand, du *Foreign Office* britannique, fit une tentative résolue d'obtenir des informations de la part de Raczynski, l'ambassadeur polonais, mais ce fut un échec. L'aristocrate polonais para aisément les questions de Strand, et il fut impossible à ce dernier d'obtenir quelque information que ce fût de sa part.

Ce fut Kennard qui fut de nouveau désigné pour aller à la recherche d'informations, mais cette fois-ci l'ambassadeur britannique fut lui aussi dans l'incapacité d'en récolter la moindre parcelle. Il essaya de compenser ce vide en remontant depuis Varsovie les développements auxquel il assistait. Le 1er janvier 1939, il câbla à Halifax qu'aux yeux de Burckhardt, la situation de Dantzig était « *paradoxale, du fait que les Polonais, les habitants de Dantzig, et les Allemands semblent tous désirer qu'il reste en poste pour l'instant.* » C'était chose exacte, mais Londres disposait déjà de cette information.

Kennard signala également une affirmation fantastique émise par Chodacki, selon qui Albert Forster craignait une nouvelle élection à Dantzig, les catholiques allemands pouvant voter pour le camp polonais. Le haut-commissaire polonais se laissait bercer par

des vœux pieux, et, quoi qu'il en fût, Dantzig restait très majoritairement protestante. Les national-socialistes avaient auparavant insisté sur le fait que les Allemands de l'étranger, fussent-ils de confession catholique ou protestante, avaient voté pour eux. La Sarre, peuplé très majoritairement de Catholiques, avait voté pour l'union avec l'Allemagne en 1935, et Dantzig avait porté au pouvoir une majorité national-socialiste en 1933, avant même que les national-socialistes fussent sur le point de remporter une majorité absolue dans une élection intérieure allemande. Les national-socialistes de Dantzig constituaient les représentants incontestés de la communauté de Dantzig en 1939. Chodacki aurait du savoir que, même aux jours de l'empire des Hohenzollern, alors qu'une étroite coopération régnait entre le parti centriste catholique et la fraction polonaise du Reichstag, les catholiques allemands, déjà, ne votaient jamais pour le camp polonais.

Kennard reconnut qu'il n'avait aucune information à communiquer quant à la visite de Beck à Hitler. Il prédit que la négociation entre Polonais et Allemands ne pourrait pas déboucher sur un succès, parce que « *je sens que M. Beck ne peut guère pratiquer de concession.* » Nul à Varsovie ne désira renseigner Kennard quant au comment ou au pourquoi des soudaines préparations de la mystérieuse visite de Beck en Allemagne. Kennard espérait que cette visite ne déboucherait sur rien, mais restait inquiet à ce sujet.

La visite de Beck à Berchtesgaden se déroula le 5 janvier 1939. Le même jour, Hjalmar Schacht, le président de la Reichsbank allemande, reçut à Berlin Montagu Norman, de la Banque d'Angleterre. Schacht et Norman étaient des amis proches, et exploraient les possibilités de relancer le commerce déclinant entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Le 1er janvier 1939, Hitler s'était adressé au peuple allemand, et exprimé sa satisfaction de la course des événements pour l'année 1938, et de sa confiance en l'avenir. Il souligna le travail du parti national-socialiste dans la direction de la relance et de la réhabilitation de l'Allemagne. Il était optimiste quant aux perspectives de paix, et exprima sa gratitude quant au

fait qu'il avait été possible de résoudre les principaux problèmes de politique étrangère de l'Allemagne par des moyens pacifiques au cours des douze mois passés. La nouvelle *Reichskanzlei*[2] venait d'être édifiée à Berlin. Il s'agissait d'une imposante construction, de style architectural moderne. L'inauguration officielle de la *Reichskanzlei* avait été planifiée pour le 9 janvier 1934. Le message de nouvel an d'Hitler révélait son optimisme, et sa satisfaction était sans nul doute accrue par le nouveau triomphe architectural de Berlin, ainsi que par les prometteuses négociations entre Schacht et Norman. Cette impression est confirmée par le ton des négociations qu'il mena en personne avec Beck.

FIGURE 11.1 – Le nouveau bâtiment de la Chancellerie du Reich, édifié en 1938. Source : wikipedia

Beck se rendit à Berchtesgaden accompagné du comte Michal Lubienski et de Jozef Lipski, mais seul Lipski fut présent aux côtés de Beck lors de la discussion décisive du 5 janvier avec Hitler.

2. Le bâtiment de la Chancellerie

Ribbentrop et Moltke assistèrent également à la conférence. La rencontre se déroula dans une atmosphère de cordialité, de courtoisie, et d'amitié.

Beck commença ses remarques en déplorant la détérioration des relations entre l'Allemagne et la Pologne après le point haut de coopération qui avait été atteint au cours de la crise tchèque de septembre 1938. Il avertit Hitler que Dantzig était une question sur laquelle des tierces parties pourraient intervenir. Il s'agissait d'évidence d'une allusion au possible soutien de la Grande-Bretagne et de la France à la position polonaise sur Dantzig. Beck souligna qu'il s'intéressait principalement pour le moment à poursuivre la diminution de l'État tchèque, ainsi qu'à l'acquisition de la Ruthénie par la Hongrie. Il espérait qu'Hitler n'allait pas étendre une garantie à la Tchéco-Slovaquie avant que la question de la Ruthénie fût résolue. Il fit également part de ses doutes quant à toute garantie accordée à la Tchéco-Slovaquie.

Hitler ne s'engagea pas sur la question tchèque, mais fit des efforts considérables pour convaincre Beck que l'Allemagne ne souhaitait pas froisser les désirs de la Pologne sur la question ruthénienne. Hitler nia catégoriquement que l'Allemagne s'intéressât au nationalisme ukrainien, ou que l'Allemagne eût le moindre intérêt au-delà des Carpates, où vivaient la plupart des Ukrainiens. Hitler avança que la politique allemande, et l'arbitrage de Vienne, étaient les produits de l'attitude hongroise durant la crise de septembre 1938. Il répéta la remarque des dirigeants hongrois, à savoir qu'une guerre, même perdue, « *ne serait peut-être pas fatale pour l'Allemagne, (mais) signifierait forcément la fin de la Hongrie.* » Hitler ajouta que les Hongrois avaient refusé de demander la Carpato-Ukraine toute entière quand Mussolini avait aménagé l'inclusion des revendications polonaises et hongroises à Munich.

Le chancelier allemand déclara à Beck que les Tchèques auraient sans doute refusé de céder l'ensemble de la Ruthénie en novembre 1938. Il était convaincu que les Hongrois auraient échoué à s'emparer de la Ruthénie de force s'ils avaient osé tenter une telle

opération. Il prédit que si une guerre, quelle qu'elle fût, avait suivi une rupture des négociations hongro-tchèques d'après Munich, les Tchèques auraient marché sur Budapest. Il affirma que l'Allemagne n'aurait été désireuse de s'engager en aucune action pour la Hongrie en de telles circonstances. Hitler rappella à Beck que l'Allemagne avait, jusqu'en novembre 1938, fortement réduit ses forces armées, et il affirma qu'elle aurait été impréparée pour la crise qui aurait pu éclater au cas où une tentative avait été faite à Vienne d'étendre les revendications hongroises au-delà des limites ethniques. Hitler espérait convaincre Beck, au travers ces explications détaillées et plausibles, que l'Allemagne n'avait pas délibérément ignoré les souhaits de la Pologne à Vienne.

Hitler reconnut franchement que l'intervention de Chamberlain et de Daladier l'avait fait dévier de sa solution purement politique du problème tchèque. Une telle solution « *aurait été équivalente à une liquidation de la Tchécoslovaquie.* » Hitler aurait préféré un règlement où seules la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie auraient constitué les parties prenantes. Il en serait sorti une solution différente de l'accord de Munich. Malheureusement, il était peu à peu devenu évident, en septembre 1938, qu'une tentative d'exclure la Grande-Bretagne, la France et l'Italie aurait débouché sur la guerre. Hitler insista sur l'idée qu'il ressentait de la sympathie pour l'attitude de la Pologne envers la Tchécoslovaquie, mais qu'il se retenait d'encourager les Polonais à croire qu'il était prêt à soutenir leur politique ruthénienne. Beck conclut qu'Hitler restait pour l'instant indécis quant à sa politique tchèque à l'avenir.

Hitler déclara à Beck qu'il favorisait en toutes circonstances une Pologne forte. Son attitude n'était pas influencée que par la menace bolchevique et le système de gouvernement établi en Russie. Le chancelier allemand estimait que chaque division polonaise localisée à la frontière russe valait une division allemande. Il déclara avec enthousiasme que la force polonaise à l'Est pourrait faire économiser à l'Allemagne des dépenses militaires à l'avenir. Il concéda que la Russie soviétique, au vu des purges récentes qu'elle venait

de subir, pouvait être momentanément plus faible au sens militaire qu'elle ne l'aurait été sous quelques autre régime russe. Il affirma également que le régime bolchevique compensait aisément, en usant d'une propagande efficace, toute perte passagère dans la sphère militaire. Il refusait de s'accorder avec ceux qui minimisaient la menace soviétique, et il estimait qu'il faudrait à l'Europe être forte et prospère pour tenir face à ce danger. Il dépeignit une image rayonnante de la Pologne en tant que partenaire économique prospère de l'Allemagne. Hitler expliqua à Beck que l'Allemagne avait besoin de partenaires économiques. Les États-Unis n'étaient pas adaptés à ce rôle, du fait que les Étasuniens produisaient le type de produits industriels que l'Allemagne utilisait pour payer ses matières premières et ses importations alimentaires. Il semblait à Hitler que l'Allemagne et la Pologne étaient parfaitement adaptées pour développer des relations économiques complémentaires. Hitler estimait que de lourdes exportations polonaises à destination de l'Allemagne pourraient édifier la prospérité de la Pologne, et permettre aux Polonais de consommer une proportion croissante de produits allemands.

Hitler insista sur l'importance considérable de parvenir à une entente générale entre les deux nations, et se plaignit de ce que le pacte germano-polonais de 1934 fût « *un accord plutôt négatif.* » Il insista avec enthousiasme sur l'idée que la Pologne et l'Allemagne avaient toutes deux besoin d'une entente positive. Il fut heureux d'informer Beck sous le sceau du secret que l'Allemagne s'apprêtait à voir Memel lui être restituée par la Lituanie, et il indique que l'attitude à Kaunas augurait une négociation pacifique sans incidents à déplorer. Beck ne s'opposa pas à la remarque ambitieuse d'Hitler, selon qui l'union politique de Dantzig avec l'Allemagne ne paraissait pas incohérente avec les intérêts polonais, pourvu, bien entendu, que la position économique polonaise à Dantzig fût absolument respectée. Hitler dit à Beck que Dantzig était vouée, tôt ou tard, à revenir à l'Allemagne. Il prit soin d'ajouter qu'il n'avait pas

pour projet de confronter la Pologne à un *fait accompli*[3], en dépit du fait qu'Hitler avait momentanément considéré une telle option en novembre 1938.

Hitler resta centré sur le sujet central de Dantzig. Il n'accorda qu'une faible attention à la question du transit au travers du Couloir, parce que les Polonais avaient laissé à penser qu'ils étaient prêts à accepter un règlement sur ce point. Le chancelier allemand s'employait de toute évidence à préparer le terrain pour des négociations réussies entre Ribbentrop et les Polonais à Varsovie. Il espérait convaincre Beck que les concessions offertes par l'Allemagne constituaient une compensation adéquate pour Dantzig. Il rappella à Beck qu'aucun autre Allemand ne pouvait à la fois promouvoir et atteindre une garantie allemande au Couloir polonais, et qu'il espérait que Beck appréciait l'importance de ce fait. Hitler concéda qu'il pourrait être difficile pour quiconque hors d'Allemagne de comprendre le problème psychologique impliqué par cette renonciation. Il demanda à Beck de le croire sur ce point, et ajouta que les critiques importantes étaient certaines quant à sa politique du Couloir en Allemagne. Il prédit qu'un accord germano-polonais pourrait finir par faire se réduire ces critiques, au point de disparaître. Il assura à Beck qu'à l'avenir, on entendrait en Allemagne aussi peu parler du Couloir polonais que l'on pouvait alors entendre parler du Sud Tyrol ou de l'Alsace-Lorraine.

Hitler poursuivit en soulignant les bénéfices à gagner d'une coopération germano-polonaise. Il anticipait un accroissement de l'activité maritime de la Pologne, et observa qu'il serait absurde de la part de l'Allemagne de viser à couper la Pologne de ses accès à la mer. Hitler discuta d'objectifs communs allemands et polonais quant à la question juive, et assura à Beck qu'il « *était fermement résolu à faire partir les Juifs hors d'Allemagne.* » Il savait que la Pologne s'inquiétait de son propre rythme, supposé trop lent, d'expulsion des Juifs, et espérait intéresser Beck en évoquant un projet

3. En français dans le texte, NdT

de coopération germano-polonaise pour résoudre cette question. Il suggéra l'existence d'une possibilité d'établir un refuge pour les Juifs allemands et polonais dans le périmètre des anciennes colonies allemandes d'Afrique.

Beck reçut les nombreuses suggestions d'Hitler avec cordialité, mais maintint également une réserve très importante. Il réassura Hitler que la politique de la Pologne à l'égard de la Russie était digne de confiance. Il avait amélioré les relations de la Pologne avec la Russie en novembre 1938 dans l'idée de gérer la situation dangereusement tendue qui avait résulté de la crise tchèque. Mais il promit que la Pologne n'accepterait jamais, en aucune circonstance, une relation de dépendance envers la Russie. Beck souligna de manière répétée qu'il appréciait l'attitude d'amitié de l'Allemagne à l'égard de la Pologne. Il ne donna aucun signe d'appréciation de sa part de la valeur d'un accord étendu quant aux problèmes en suspens, et n'alla pas plus loin que de dire que la Pologne pouvait adhérer à son ancienne politique à l'égard de l'Allemagne. Beck insista sur le fait que la question de Dantzig restait extraordinairement difficile, mais ne laissa pas paraître la défiance qu'il ressentit lorsqu'Hitler discuta l'inévitable annexion de Dantzig par l'Allemagne. Beck souligna le problème de l'opinion publique polonaise quant à Dantzig, et insista : il faisait référence à l'opinion publique qui comptait, et pas juste « *les opinions de comptoirs.* » Il intima que l'opinion publique polonaise n'était pas prête à une réussite allemande à Dantzig. Il donna à Hitler l'assurance trompeuse qu'il était lui-même tout à fait prêt à réfléchir à ce sujet, et à orienter ses pensées vers une solution. Il avertit Hitler : « *un jour ou l'autre,* » il pourrait intervenir militairement en Ruthénie. Il minimisa les aspirations ukrainiennes quant au statut de nation, et affirma que le mot « *Ukraine* », qui était d'origine obscure et controversée, signifiait « *la marche vers l'Est,* » et qu'il avait été inventé par les Polonais. Mais il ne fit part d'aucune indication quant à l'idée que la Pologne comptait reprendre sa marche vers l'Est.

Hitler sortit tout à fait satisfait de cette conversation avec Beck,

et il s'agit bien d'une preuve tangible qu'il n'était pas pressé de mener à bien son programme pour Dantzig. La conversation n'avait produit aucun résultat positif. Beck avait néanmoins atteint son objectif de faire croître la confiance d'Hitler envers la politique étrangère polonaise. Hitler s'était personnellement joint à Ribbentrop dans la négociation sur Dantzig, et ceci n'avait pas empêché un échange de vues amical. Hitler désirait concéder que Beck pourrait avoir besoin de beaucoup de temps pour préparer l'opinion publique polonaise à un accord sur Dantzig. Les armées de l'OZON (le camp de l'unité nationale), et avec lui le gouvernement polonais, avaient connu un revers lors des élections municipales polonaises de décembre 1938. Cela ne représentait pas une nouvelle tendance, de nombreux électeurs de l'opposition ayant décidé de voter contre le gouvernement plutôt que de boycotter les élections, mais le résultat était négativement impressionnant. Hitler était prêt à patienter pour l'achèvement de l'accord avec la Pologne, mais il espérait que Ribbentrop pourrait, dans le courant du mois de janvier 1939, décrocher au moins quelque engagement confidentiel de la part du gouvernement polonais.

Beck réagit de manière très différente. Il n'avait jamais entretenu l'idée de laisser l'Allemagne récupérer Dantzig, et était déterminé à s'opposer à ce développement avec toutes les ressources à sa portée. Il avait délibérément et habilement dissimulé ce fait à Hitler pour des raisons politiques, et il avait fait croître la confiance d'Hitler envers la Pologne. Ce n'était pas peu dire, lorsqu'on sait les sentiments forts de Beck quant à Dantzig.

La discussion de Berchtesgaden entre Beck et Hitler constitua un événement important. Beck affirma qu'il était convaincu, au sortir de cette conversation, qu'une guerre entre l'Allemagne et la Pologne était en pratique inévitable dans un avenir proche. Il se hâta dès son retour en Pologne d'informer le président Moscicki et le maréchal Smigly-Rydz qu'il était nécessaire de supposer que la Pologne ne pourrait rien faire pour éviter une telle éventualité. Il affirma que si la Pologne acceptait des concessions sur les sujets

en jeu, des questions « *aussi secondaires pour eux (les Allemands) que celles de Dantzig et de l'autoroute,* » la Pologne perdrait son indépendance et se verrait rétrogradée au rang d'État vassal de l'Allemagne. Il n'expliqua pas en quoi ces questions étaient d'une importance secondaire pour l'Allemagne, et affaire de vie ou de mort pour la Pologne.

## 11.9 La conférence Beck-Ribbentrop du 6 janvier 1939

Il n'est pas surprenant que Beck eût les nerfs à vif le lendemain lors de sa conversation avec Ribbentrop, à Munich. Il est notable que Beck n'ait même pas mentionné la contre-proposition antérieure quant à Dantzig lors de sa conversation avec Hitler.

L'objectif de Ribbentrop, lors de la conversation de Munich du 6 janvier 1939, était d'apporter des précisions quant aux arguments avancés par l'Allemagne sur la question de Dantzig, et de préparer le terrain pour ses négociations à venir à Varsovie. Beck fut irrité de la persistance minutieuse de Ribbentrop, ce qui rendit difficile au ministre polonais des affaires étrangères la tâche de dissimuler ses intentions réelles quant à Dantzig. Beck avertit Ribbentrop que la question de Dantzig présentait le risque de perturber sérieusement les relations germano-polonaises. Il recommanda avec insistance que des projets fussent réalisés en vue d'un arrangement temporaire à Dantzig, au cas où la Société des Nations suspendrait son haut-commissaire. Il fit part de ses préoccupations quant aux nouveaux développements qui pourraient amener à des actions énergiques de la part de la Pologne sur la question de Dantzig. Beck décrivit le problème de Dantzig comme un dilemme, sur lequel « *il avait sollicité son cerveau en vue d'une solution, mais sans résultat à ce stade.* » Il confia à Ribbentrop que ses préoccupations quant à Dantzig le rendaient pessimiste. Il essaya de convaincre Ribbentrop que l'opinion publique polonaise à l'égard de Dantzig était un

facteur prépondérant, et il affirma qu'un immense effort serait nécessaire pour modifier cette opinion. Ribbentrop essaya de mettre Beck à l'aise en lui assurant que l'Allemagne ne s'intéressait pas à une solution violente à la question de Dantzig. Ribbentrop espérait négocier pacifiquement sur cette question, jusqu'à parvenir à un règlement de l'affaire. Il exhorta Beck à considérer plus avant l'offre allemande en vue d'un règlement. Il conseilla à Beck de tenir l'Allemagne informée de toute possible action polonaise sur la question ruthénienne, parce qu'un changement brutal du *statu quo* tchèque pourrait porter le risque d'un conflit.

Le ministre allemand des affaires étrangères annonça qu'il avait plusieurs choses directes à dire quant aux événements récents de Dantzig, qu'il n'avait pas voulu mentionner en présence d'Hitler. Ribbentrop présenta alors plusieurs complaintes spécifiques quant aux récentes ingérences polonaises dans les affaires intérieures de Dantzig. Il souligna la nécessité pour l'Allemagne d'établir un contact avec la Prusse orientale, et d'acquérir Dantzig, afin de répondre aux intérêts vitaux allemands, et de rendre la politique pro-polonaise d'Hitler acceptable en Allemagne. Il affirma à Beck que l'Allemagne pourrait soutenir la politique de la Pologne envers la Ruthénie, et plus généralement envers les Ukrainiens, si la Pologne pouvait adopter une attitude de plus en plus anti-soviétique. Le ministre polonais des affaires étrangères répondit que pour l'instant, il ne serait pas possible que la Pologne puisse adhérer au pacte anti-Comintern. Ribbentrop demanda alors de but en blanc si les Polonais maintenaient encore des aspirations au-delà de leurs frontières de l'Est. Beck répondit avec émotion que les Polonais avaient déjà occupé Kiev, et que « *les aspirations de Pilsudski sont sans aucun doute encore vivaces de nos jours.* »

La question de Ribbentrop reflétait les préoccupations allemandes quant à l'attitude de la Pologne vis-à-vis de l'Union soviétique. En décembre 1938, Hermann Goering, qui n'avait de cesse de souligner l'importance de cette facette de la politique polonaise, avait brièvement mené une visite en Pologne, pour discuter avec

les dirigeants polonais. Heinrich Himmler, le chef de la police secrète d'État allemande, avait également mené une visite en Pologne le même mois. Ces dirigeants allemands, lors de leurs visites en Pologne, soulignaient la nécessité d'un accord germano-polonais comme rempart contre le communisme, et ils espéraient découvrir comment les dirigeants polonais concevaient le rôle de l'Allemagne en relation avec les projets polonais à venir contre l'Union soviétique. Il était évident, à chaque occasion que les porte-paroles polonais de premier plan espéraient le démembrement de l'Union soviétique. Plus tard, en janvier 1939, Ribbentrop fut informé par les diplomates allemands établis à Varsovie que le maire de Varsovie, le rédacteur en chef de la *Gazeta Polska* officielle, et le sous-secrétaire en charge de la division Ouest du bureau polonais des affaires étrangères, favorisaient une partition de l'Union soviétique et l'établissement d'une Ukraine indépendante sous influence polonaise. Ces hommes ne faisaient aucun secret de leurs opinions dans les conversations qu'ils avaient avec les porte-parole allemands. Beck ne se montra pas aussi franc sur cette question lors de sa conversation avec Ribbentrop à Munich, mais son attitude confirma la réponse générale. Il était clair, sans que le doute fût possible, que la Pologne n'était pas satisfaite du *statu quo* à l'Est, et qu'elle désirait le modifier aux dépens de la Russie. Kazimierz Smogorzewski, de la *Gazeta Polska*, avait pour réputation auprès des Allemands de refléter avec exactitude les opinions secrètes du gouvernement polonais. Il souligna plus précisément la politique orientale dynamique de la Pologne à laquelle Beck n'avait fait allusion que de manière générale. Il était évident que la politique polonaise à l'égard de l'Union soviétique était concrètement plus hostile que la politique de tout autre pays à l'égard de la Russie, Allemagne y compris. La Pologne seule disposait d'un schéma directeur en vue de la réduction de la puissance russe à l'Est.

Le gouvernement allemand, par opposition à la Pologne, ne soutenait pas une Ukraine indépendante, ni l'usage du nationalisme ukrainien, pour démembre la Russie. Ils étaient moins intéressés

par les projets polonais quant à l'Ukraine que par le fait évident que la politique polonaise vis-à-vis de l'Union soviétique était agressivement hostile. Les Allemands ne pouvaient pas imaginer à quel point les Polonais, au vu de ces circonstances, pouvaient rester indifférents quant à l'opportunité de régler les différends germano-polonais et à parvenir à un accord permanent avec l'Allemagne.

Les dirigeants allemands savaient que la Pologne n'aurait aucune chance de survie en cas de conflit contre l'Union soviétique, sauf si elle disposait du soutien d'une Allemagne amie. L'hostilité polonaise à l'égard de la Russie apparaissait comme le meilleur encouragement à un accord germano-polonais. La Pologne avait failli tomber sous l'invasion russe de 1920, alors que l'Union soviétique était faible. L'Union soviétique avait connu une croissance considérable de sa puissance militaire depuis 1920. La grande Allemagne pouvait espérer, dans une certaine mesure, présenter une croissance comparable, mais ce niveau restait inaccessible à la Pologne, dotée de ressources industrielles bien moindres. Un accord avec l'Allemagne constituait le seul moyen par lequel la Pologne pouvait poursuivre ses propres rêves d'expansion, ou espérer établir sa sécurité nationale face à la politique d'expansion soviétique vers l'Ouest. Les dirigeants polonais connaissaient les aspirations territoriales russes, et n'étaient pas sans savoir que les dirigeants soviétiques, en 1938, avaient commencé à discuter la révision de la frontière russo-finoise avec les dirigeants finlandais. Les dirigeants polonais sous-estimaient l'Union soviétique, mais il semblait inconcevable aux Allemands, ou à cet égard aux Britanniques ou aux Français, que les Polonais puissent défier en même temps Russie et Allemagne. Un tel scénario aurait ressemblé au canari s'employant à dévorer les deux chats.

Ribbentrop fut momentanément satisfait des assurances de Beck quant à la politique anti-russe de la Pologne. Il revient au problème de la minorité allemande en Pologne, et exprima ses préoccupations quant à cette question. Il affirma à Beck qu'il espérait négocier avec Lipski à Berlin sur ce sujet, afin que des progrès pussent

être accomplis pour apaiser les tensions avant sa visite à Varsovie plus tard en janvier. Weizsäcker résuma l'importance de la visite de Beck dans une circulaire, adressée aux missions diplomatiques allemandes établies à l'étranger. Il souligna que les conversations s'étaient déroulées dans une atmosphère cordiale. Elles avaient été motivées par le désir de Beck de discuter de la situation européenne avec Hitler. Le pacte de 1934 avec la Pologne avait fait la preuve de sa valeur, du point de vue de l'Allemagne, et restait la base des relations germano-polonaises. La question de Dantzig avait été discutée, mais sans « *parvenir à un stade pratique.* » Aucune tentative n'avait été menée de conclure un accord de quelque nature que ce fût, et la prochaine étape, dans l'effort allemand visant à parvenir à un règlement complet avec la Pologne, devait être la visite de Ribbentrop à Varsovie.

## 11.10 Optimisme allemand et pessimisme polonais

À son retour à Varsovie, Beck discuta de la situation européenne avec Anthony Biddle, l'ambassadeur étasunien. Le 10 janvier 1939, Biddle signala au département d'État étasunien que Beck ne faisait pas montre d'enthousiasme quant à sa récente visite en Allemagne. Au sujet de sa conversation avec Hitler, tout au plus trouvait-il à dire qu'elle avait été « *assez satisfaisante,* » et qu'Hitler lui avait promis qu'il n'y aurait pas de « *surprises.* » Beck confia à Biddle qu'Hitler était déçu quant au discours du président Roosevelt au Congrès du 4 janvier 1939, qui avait été amèrement hostile envers l'Allemagne. Biddle nota que Beck se montrait complaisant quant aux relations anglo-françaises, et préoccupé des relations polonaises en cours avec la France. Biddle signala que « *Beck soulignait que la Pologne et la France doivent se rencontrer prochainement pour clarifier leurs positions conjointes et respectives vis-à-vis de l'Allemagne. Les deux pays se retrouvaient à présent dans le même*

*bateau, et devaient faire face aux réalités.* » De toute évidence, la nature générale des remarques de Beck induisait que l'attitude officielle de la Pologne était incompatible avec une réussite des négociations d'un accord avec l'Allemagne.

L'attitude allemande vis-à-vis de la Pologne était totalement différente, et il régnait une atmosphère officielle d'optimisme quant à l'avenir des relations germano-polonaises. Le 13 janvier 1939, Richert, le représentant suédois, discuta de la situation européenne avec Weizsäcker. Il déclara à Weizsäcker qu'il considérait la prochaine visite de Ribbentrop à Varsovie comme une indication supplémentaire d'un rapprochement de plus en plus étroit dans les relations germano-polonaises. Weizsäcker confirma cette impression. Il assura au diplomate suédois que la déclaration russo-polonaise de novembre 1938 était inconséquente et n'impliquait aucune nouvelle orientation de la politique polonaise. Il déclara à Richert que la base fondamentale de la politique polonaise était l'amitié avec l'Allemagne.

Le même jour, Ribbentrop conféra avec Albert Forster et les dirigeants du parti de Dantzig. Forster fut avisé de ne mener aucune action importante en matière de politique intérieure de Dantzig, jusqu'après le retour de Ribbentrop de sa visite à Varsovie. Le ministre allemand des affaires étrangères ne voulait pas que des incidents inattendus à Dantzig pussent troubler l'atmosphère. Ribbentrop savait que Forster avait pour projet d'introduire le salut allemand ainsi que la levée des drapeaux allemands lors des événements officiels, et d'accroître les effectifs de l'unité SS (corps de sécurité) locale de Dantzig. Il déclara à Forster qu'il pourrait discuter de ces mesures après son voyage. Il ajouta que la négociation d'un règlement général avec la Pologne à Varsovie pourrait résoudre tous les problèmes existants. De toute évidence, Ribbentrop était optimiste quant aux perspectives d'une négociation réussie.

Lipski, après la visite à Hitler, avait accompagné Beck à Varsovie pour une suite de conférences politiques. Les Polonais étaient évidemment flattés par le commentaire d'Hitler, selon qui chaque

division de l'armée polonaise valait une division de l'armée allemande. L'affirmation d'Hitler, selon laquelle une Pologne forte était « *simplement une nécessité* » avait également fait plaisir aux Polonais. Cela n'empêcha pas Beck d'être « *furieux contre les Allemands, et enclin à consolider encore nos relations avec l'Angleterre et la France.* » Les conférences tenues par Lipski se déroulèrent sur plusieurs jours, à compter du 8 janvier. Beck répéta le 10 janvier que la Pologne ne pourrait pas accepter le retour de Dantzig à l'Allemagne. Ses subordonnés se virent affirmer que Ribbentrop avait soulevé le sujet de sa prochaine visite à Varsovie, et que « *Beck ne lui avait pas répondu de manière agréable, parce qu'il était furieux contre les Allemands.* » Beck discuta de ses impressions quant aux attitudes générales d'Hitler. Il affirma qu'Hitler ne semblait ressentir que peu de ressentiment à l'encontre des Juifs, mais « *des sentiments très négatifs à l'encontre de Roosevelt et de l'Amérique.* » Cette dernière réaction n'était pas surprenante, au lendemain du discours provocateur de Roosevelt du 4 janvier 1939. Les Polonais de l'intérieur étaient intéressés par les opinions supposées d'Hitler. Ce qu'Hitler trouvait à dire quant aux Juifs semblait modéré aux oreilles polonaises, habituées à de forts accents de sentiments antijuifs. Beck promit qu'il ferait tout ce qui serait en son possible, lors de sa visite à Londres, pour s'assurer un soutien maximal de la part de l'Ouest.

Une fois Beck rentré à Varsovie, Kennard s'employa à découvrir ce qui avait transpiré en Allemagne. Le 11 janvier 1939, il informa Halifax que Beck se montrait malheureusement évasif. Le ministre polonais des affaires étrangères insista sur le fait qu'aucune discussion détaillée ne s'était déroulée, lorsque Kennard le poussa fortement à lui livrer des informations quant à Dantzig. Beck déclara qu'« *une prolongation du pacte entre l'Allemagne et la Pologne était possible, mais il ne donna pas de lui-même d'indication quant à la probabilité de cela.* » Kennard conclut que Beck ne souhaitait pas confier ses problèmes aux Britanniques à ce stade.

Léon Noël, l'ambassadeur de France, essaya également de de-

viner les conséquences du dernier déplacement en date de Beck. Le 12 janvier, il signala à Bonnet que Beck se montrait réticent, et refusait de laisser connaître la vraie nature de ses négociations avec Hitler. Noël se plaignit de ce que Beck essayât de faire passer la visite comme une routinière clarification de vues. La question de Dantzig arriva à l'ordre du jour des discussions de la Société des Nations à Genève quelques jours plus tard. Le retrait de Burckhardt ne fut pas demandé, et la situation à Dantzig resta inchangée.

## 11.11 La visite de Ribbentrop à Varsovie

La première information précise de source polonaise que les Britanniques reçurent quant à la visite de Beck en Allemagne fut donnée par Raczynski à Londres le 25 janvier 1939, le jour d'arrivée de Ribbentrop à Varsovie. L'ambassadeur polonais reçut pour instruction de la part de Beck de reconnaître que Dantzig avait constitué le principal sujet de discussion à Berchtesgaden. Raczynski promit à Halifax que Beck n'avait accordé à Hitler aucune concession sur Dantzig, et il souligna qu'Hitler avait quant à lui promis qu'il n'y aurait pas de *fait accompli* allemand. Halifax reconnut l'importance de la question de Dantzig, et assura à Raczynski de son impatience à converser en personne avec Beck de ce sujet vital.

Weizsäcker, le secrétaire d'État allemand, était de plus en plus pessimiste quant aux perspectives d'une négociation réussie avec la Pologne. Le 23 janvier 1939, il prédit dans un mémorandum que les propositions de Ribbentrop en vue d'un règlement tomberaient en terre aride à Varsovie. Weizsäcker prit la liberté de diverger d'avec Hitler et Ribbentrop, et il lui semblait qu'« *après les discussions exhaustives menées avec le ministre des affaires étrangères Beck au cours des premiers jours de janvier, des discussions fructueuses avec lui ne seront guère possibles.* » Il estimait qu'il serait nécessaire à Varsovie d'englober l'ensemble des problèmes discutés à Berchtesgaden, sauf sur Memel et les Juifs polonais. La question

de Memel avait été réglée entre Beck et Hitler, et il n'apparaissait pas qu'une quelconque satisfaction puisse être trouvée quant aux Juifs polonais abandonnés en Allemagne. Weizsäcker estimait que la solution finale d'Hitler à la question juive, consistant à établir un sanctuaire juif dans une ancienne colonie allemande, restait une vague possibilité.

Beck se plaignit avec véhémence quant au supposé de jouer les hôtes du ministre allemand des affaires étrangères « *obstiné* » à Varsovie. Ribbentrop ne s'inquiéta pas de l'attitude de Beck, et anticipa avec impatience les conversations avec les dirigeants militaires polonais. Il espérait faire une impression favorable, qui serait utile à Beck pour négocier un accord avec l'Allemagne. Il arriva à Varsovie le 25 janvier, et proposa, le soir-même, au banquet officiel, de trinquer comme suit : « *Que la Pologne et l'Allemagne puissent regarder vers l'avenir avec une pleine confiance en la base solide de leurs relations mutuelles !* »

En réponse, Beck prononça un discours élégant en polonais. Il insista sur l'idée que Frau von Ribbentrop, par la magie de sa présence, accrût l'importance de cette visite officielle. Il nota que la visite se produisait à la veille du 5ème anniversaire de la « *déclaration de paix* » entre l'Allemagne et la Pologne du 26 janvier 1934. Beck loua Hitler et Pilsudski avec prodigalité. Il affirma que leur courage, leurs talents prophétiques ainsi que leur pouvoir de volonté mutuels avaient constitué les ingrédients nécessaires à la conclusion du pacte. Beck exprima l'espoir que les deux nations pourraient se concentrer sur des opérations créatives, et qu'elles ne perdraient pas la valeur du pacte du fait de frictions ou mésententes entre voisins. Il termina son discours par un éclatant toast à Adolf Hitler. Frau von Ribbentrop se souvint ultérieurement que Beck avait prévu de prononcer un discours semblable le lendemain, mais qu'il l'avait annulé en donnant pour explication le fait qu'il avait pris froid du fait d'avoir trop parlé.

Le 24 janvier 1939, Beck avait donné pour instructions à Lipski

de protester contre l'apparition, au *Völkischer Beobachter*[4] de Berlin, d'une carte mettant en évidence l'ethnicité allemande traditionnelle de la section Nord du Couloir polonais. Beck n'aimait pas qu'il fût rappelé qu'Hitler se montrait généreux en proposant de laisser cette région entre les mains polonaises. La veille, Beck avait accordé une interview au *Daily Telegraph* anglais, qui s'était montrée funestement négative sur le sujet des relations germano-polonaises. Beck insista sur l'idée qu'il comptait maintenir une politique d'impartialité absolue envers l'Allemagne et l'Union soviétique. Il déclara que l'un des objectifs primordiaux de la politique polonaise était de s'accaparer des colonies outre-mer, pour y établir des implantations et en extraire des matières premières, et qu'il était logique pour la Pologne de coopérer avec les nations qui disposaient déjà de colonies outre-mer. On savait à Londres que la Pologne espérait hériter des colonies perdues par l'Allemagne en 1918.

Le 25 janvier 1939, l'*Illustrowany Kurjer*[5] fit son possible pour gâcher l'atmosphère de la visite de Ribbentrop. Il affirma disposer d'informations fiables selon lesquelles l'Allemagne et l'Union soviétique œuvraient à la négociation d'un accord complet sur les questions politiques et économiques. Les Allemands y étaient décrits comme promettant n'avoir aucune ambition territoriale en Russie, et il était indiqué qu'ils demandaient la neutralité de la Russie en cas de guerre contre la Pologne ou avec d'autres États tiers. Cet article ne contenait pas un soupçon de vérité, mais il parvint à soulever l'indignation au sein du grand public polonais.

Le 26 janvier 1939, Ribbentrop mena ses principales discussions avec les dirigeants militaires polonais. Il assura au maréchal Smigly-Rydz qu'il n'existait entre l'Allemagne et la Pologne aucun différend qui ne pût être réglé entre Beck et lui-même. Ribbentrop parla de l'avenir avec optimisme, et prédit que l'Union soviétique allait continuer d'être affaiblie par les purges militaires et les bou-

4. Observatoire du peuple
5. Le courrier illustré

leversements internes. Le maréchal polonais fit preuve d'attention, mais n'ouvrit la bouche que pour proférer des généralités, et dissimula avec soin l'attitude de la Pologne quant à un accord avec l'Allemagne. Ribbentrop comprit rapidement que sa visite à Varsovie ne donnerait pas lieu à des négociations fructueuses. Il discuta longuement avec Beck durant chacune des trois journées que dura sa visite, mais la conversation principale se tint le 26 janvier. Ribbentrop « *revint au vieux sujet de la proposition allemande quant à la réunification de Dantzig avec le Reich en échange d'une garantie sur les intérêts économiques de la Pologne dans cette zone, ainsi que la construction d'une autoroute et d'une voie de chemin de fer extra-territoriales entre l'Allemagne et sa province de Prusse orientale.* » Il exhorta Beck à réfléchir plus avant à la modération dont l'Allemagne faisait preuve en renonçant à ses précieux territoires de l'Est, qu'elle avait perdue au bénéfice de la Pologne après la première guerre mondiale. Le grand public allemand continuait de considérer ces cessions comme une grande injustice, et « *quatre-vingt-dix pourcents des Anglais ou des Français répondraient immédiatement, si on leur demandait, qu'au minimum Dantzig et le Couloir constituaient une revendication naturelle de la part de l'Allemagne.* » Hitler répondait à cette situation en proposant une garantie quant à la possession permanente de l'ensemble du Couloir par la Pologne. Beck, au prime abord, « *parut impressionné. . ., puis revint au fait que des oppositions intérieures étaient à attendre. Néanmoins, il convint de considérer avec attention notre suggestion.* »

Beck en vint au sujet de l'autoroute, et donna un grand coup à la supposition de Ribbentrop, qui pensait que ce problème avait été pratiquement réglé. Beck fit état de doutes quant à la possibilité pour les dirigeants polonais d'accepter l'autoroute allemande. Il compliqua la tâche de Ribbentrop qui voulait discuter ce point dans les détails, en évitant avec soin de donner l'impression que lui-même, ou Lipski, pussent avoir la moindre objection quant au projet d'autoroute. Beck revint alors à la question de Dantzig, et

demanda à Ribbentrop une assurance supplémentaire du fait qu'il n'y aurait pas de *fait accompli* allemand à Dantzig. Il désirait que Ribbentrop convînt que l'Allemagne et la Pologne pourraient coopérer afin de maintenir le statut de Ville Libre pour Dantzig, dans l'attente d'un règlement germano-polonais, et ce quelle que fût la position adoptée par la Société des Nations. Ribbentrop apporta à Beck son assurance personnelle que l'Allemagne allait adopter cette politique.

Ribbentrop discuta de l'adhésion polonaise au pacte anti-comintern, mais ne fit aucun progrès. Beck « *ne fit aucun secret du fait que la Pologne avait des aspirations quant à l'Ukraine soviétique, ainsi qu'envers une connexion avec la Mer Noire, mais dans le même temps, il fit part des dangers supposés que courrait la Pologne, qui, selon les vues polonaises, pourraient survenir en cas de traité conclu avec l'Allemagne contre l'Union soviétique.* » Ribbentrop demanda à Beck son pronostic quant aux événements à venir en Union soviétique. Beck prédit que le système soviétique « *allait se désintégrer en résultante de sa décomposition interne, ou bien pour éviter cette issue, allait rassembler toutes ses forces pour attaquer.* »

Ribbentrop cherchait à orienter ses arguments selon les suppositions de Beck quant à la question russe. Il apparaissait que l'analyse qu'il venait d'entendre rendait d'autant plus regrettable « *la passivité de l'attitude de M. Beck.* » Beck insista quant à la nécessité d'« *agir contre l'Union soviétique par des moyens de propagande.* » Si la Pologne rejoignait le pacte anti-comintern, cela constituerait pour elle-même une décision majeure en matière de propagande, et la Pologne « *ne pourrait qu'y gagner en matière de sécurité.* » Cet argument persuasif tomba dans l'oreille d'un sourd. Beck se contenta de promettre d'accorder au sujet « *une considération plus approfondie.* »

Ribbentrop ne feignit pas, lors de la réception tenue à l'ambassade d'Allemagne au soir du 26 janvier 1939, de parvenir à des résultats importants à Varsovie. Il affirma à Kennard qu'« *il était très satisfait des résultats de sa visite, mais nous n'avons au-*

*cune nécessité d'en attendre quoi que ce soit de sensationnel.* » Le seul succès ostensible de Ribbentrop à Varsovie fut avec la haute société polonaise. Noël signala à Paris que Ribbentrop était en vogue et plein de prestance, et que sa contenance dégagée et impérieuse plaisait beaucoup aux dames polonaises. L'ambassadeur de France en conclut que Ribbentrop s'était acquitté de sa mission de manière très efficace. Malheureusement, la mission de Ribbentrop était vouée à l'échec depuis le départ. Les Polonais restaient déterminés à résister aux tentatives allemandes de régler les différends germano-polonais.

## 11.12 Le discours d'Hitler au Reichstag du 30 janvier 1939

Le 28 janvier 1939, la Pologne publia un communiqué optimiste, dont le contenu avait été convenu avec Ribbentrop avant que le ministre allemand des affaires étrangères quittât Varsovie. Cette annonce ne contenait aucune indication de la nature réelle des négociations germano-polonaises. Ribbentrop avait envoyé un télégramme réjouissant à Beck en arrivant à la frontière allemande, le 27 janvier : « *Je suis convaincu que les relations amicales entre nos deux pays se sont trouvées considérablement améliorées par les conversations que nous avons tenues à Varsovie.* » Hitler fit mention avec chaleur de la réussite des relations germano-polonaises dans son discours annuel du 30 janvier au Reichstag, et en dépit du fait que le rapport de Ribbentrop indiquait que les dernières conversations en date avec les Polonais avaient été loin de donner satisfaction.

Hitler s'exprima devant les 855 députés du nouveau Reichstag, élus depuis le mois d'avril 1938, parmi lesquels figuraient également les députés des Sudètes élus en décembre 1938. Le maréchal Goering, qui avait présidé le Reichstag depuis 1932, fut réélu. La loi habilitante du 23 mars 1933, qui accordait à Hitler les pouvoirs spé-

ciaux pour gérer la crise dans les affaires intérieures et extérieures de l'Allemagne, fut étendue pour la seconde fois. On convint que la loi d'urgence devait rester en effet jusqu'au 10 mai 1943. C'était cette loi qui permettait à Hitler de disposer de pouvoirs dictatoriaux, sans avoir à souscrire à la constitution démocratique de Weimar établie en 1919. La constitution d'Hugo Preuss n'avait pas été conçue pour l'État à parti unique d'Hitler, mais la continuité permise par la constitution suffisait à satisfaire la demande populaire de légalité dans les affaires allemandes.

Hitler rappela au Reichstag qu'il n'avait disposé que d'à peine plus du tiers des voix de l'Allemagne lorsqu'il avait été nommé chancelier le 30 janvier 1933. Il nota que l'ensemble des autres partis politiques allemands s'étaient montrés hostiles au national-socialisme et à son programme. Il considérait sa nomination comme une décision de la 12ème heure pour aider l'Allemagne. Il revint sur les réussites de 1938 en matière de politique étrangère, et rappela à son auditoire qu'en janvier 1938, il restait déterminé à unir les Allemands d'Autriche avec l'Allemagne, mais qu'il ne disposait d'aucun projet pour y parvenir. Il fit mention de la mobilisation tchèque comme motif de son propre ordre militaire du 28 mai 1938, ainsi que pour la décision de libérer les Allemands des Sudètes en 1938. Il promit au monde que l'Allemagne n'avait pas résolu les problèmes d'Europe centrale afin de menacer les puissances extérieures, mais pour sécuriser ses intérêts et se défendre des interventions extérieures. Il déclara que chacun en Allemagne avait été satisfait par les accords de Munich, et fit l'éloge de Mussolini, de Daladier et de Chamberlain pour leurs efforts en vue de sécuriser une solution pacifique à la crise tchèque. Il affirma au Reichstag que l'assistance de Goering et de Ribbentrop avait été particulièrement importante dans la résolution des problèmes de politique étrangère. Il mit en contraste la réunification pacifique des Allemands de 1938 avec les méthodes de force employées par Bismarck pour parvenir à l'unification partielle de l'Allemagne de 1871.

Hitler fit preuve de mépris quant aux prophéties parues dans la

presse étrangère quant à une prochaine ruine de l'Allemagne, qui n'indiquaient que le désir de divers journalistes étrangers d'assister à la destruction du pays. Il reconnut que l'Allemagne était une dictature, mais avança que la nation restait par essence démocratique, 99% du peuple soutenant le gouvernement. On discutait beaucoup à l'étranger de la question de savoir si des démocraties et des dictatures pouvaient coexister. Ce point n'était pas considéré comme une question internationale par l'Allemagne, du fait que les Allemands restaient indifférents à la forme de gouvernement choisie par les autres nations. Hitler fit la promesse que l'Allemagne n'avait ni le désir, ni l'intérêt d'exporter le national-socialisme. Il déclara que les rumeurs quant à des aspirations allemandes en Amérique du Nord ou du Sud, en Australie ou en Chine, ou encore en Hollande, du simple fait que ces nations disposaient de systèmes de gouvernements différents, étaient aussi fantasques que d'accuser l'Allemagne de vouloir annexer la lune.

Hitler savait que l'attitude négative de l'Angleterre à l'encontre du commerce de l'Allemagne, avant 1914, avait constitué un facteur important dans la dégradation de l'atmosphère internationale. Il pensait que l'Allemagne avait contribué à l'éclatement de la première guerre mondiale parce qu'elle avait mal compris les implications des loyautés envers les alliances à l'égard de son alliée austro-hongroise. Il souligna qu'aucun État n'avait réellement profité de la première guerre mondiale, et nota que les Anglais qui avaient imaginé que la destruction de l'Allemagne pourrait améliorer la position économique anglaise s'étaient trompés. Hitler était conscient qu'au cours des mois récents, les vieux arguments anti-allemands étaient revenus à la surface du fait des dirigeants politiques et des dirigeants britanniques. La puissance maritime allemande avait été anéantie par le premier conflit mondial, mais les États-Unis et le Japon avaient supplanté l'ancienne position maritime allemande. Le commerce allemand avait été détruit, mais cela avait causé du tort à la Grande-Bretagne autant qu'à l'Allemagne. Si les Britanniques s'étaient engagés dans la première guerre mondiale pour

répandre la démocratie, il était évident que la précédente édition de cette idéologie était désormais moins répandue qu'auparavant. Hitler conclut que tout avantage possible de la première guerre mondiale en faveur de la Grande-Bretagne avait disparu depuis longtemps.

Hitler nota que les Britanniques étaient entrés dans la première guerre mondiale afin d'éliminer le commerce extérieur allemand, mais qu'il aurait été nécessaire que l'Allemagne doublât le niveau d'avant-guerre de ses échanges commerciaux pour pouvoir s'acquitter des réparations de guerre astronomiques exigées d'elle en 1919 ou en 1920. Affirmer que les sentiments du grand public étaient trop échaudés pour permettre une paix raisonnable n'était pas une excuse acceptable, car cela aurait impliqué une condamnation radicale de la démocratie britannique. Hitler réfuta les affirmations d'Eden et d'autres hommes politiques britanniques, selon qui l'Allemagne avait cherché à se soustraire à l'économie mondiale au travers de ses plans quadriennaux. La compétition britannique sur les marchés étrangers était réduite par l'effort visant à mieux répondre aux besoins intérieurs, mais Hitler fit la promesse que l'Allemagne reconnaîtrait toujours la nécessité du commerce international. La capacité allemande en matière alimentaire restait limitée, et le niveau de compétition commerciale de l'Allemagne sur les marchés étrangers serait encore plus réduit si l'Allemagne avait ses anciennes colonies, qui produisaient d'abondantes denrées alimentaires. Hitler affirma qu'il savait que les vainqueurs de 1918 ne voyaient pas d'un bon oeil le retour des colonies allemandes, mais qu'il pensait qu'il serait raisonnable de leur part de reconnaître la nécessité de commercer pour l'Allemagne.

Hitler se plaignit de ce que ces propositions de désarmement, depuis 1933, aient eu à faire face à un « *accueil glacial.* » Il regrettait qu'une partie des gains de productions servant à satisfaire aux besoins de l'Allemagne aient eu à trouver leur expression dans la forme intrinsèquement improductive qui était celle des systèmes d'armement. On comprenait en Allemagne que les conditions en

place exigeaient de la part de l'Allemagne une importante force militaire défensive, servant à protéger l'économie allemande, et qu'il n'était pas nécessaire de sécuriser cet objectif en instillant une haine artificielle au sein des nations étrangères. Hitler conclut qu'il semblait qu'une propriété fondamentale des démocraties était de laisser leurs dirigeants politiques faire usage de distorsions et d'inventions pour créer des haines à l'encontre de peuples qui ne leur avaient pas causé le moindre tort. Hitler considérait que Duff Cooper, Eden, Churchill, et Ickes, le secrétaire à l'Intérieur des États-Unis, constituaient des exemples typiques de va-t-en-guerre. On l'avait accusé d'avoir contrevenu aux droits sacrés des démocraties lorsqu'il avait répondu à leurs accusations. Il promit qu'il n'interdirait pas aux Allemands de répondre à ces attaques, aussi longtemps que l'Allemagne constituerait une nation souveraine, et il ajouta qu'« *un simple éclat de rire* » était la réponse appropriée à l'accusation selon laquelle l'Allemagne comptait attaquer les États-Unis.

Hitler regrettait d'avoir à répondre aux va-t-en-guerre anglais, mais le peuple allemand, qui n'entretenait de haine ni à l'encontre de la Grande-Bretagne, ni de la France, ni des États-Unis, aurait été faute de cela impréparé psychologiquement si la politique de guerre venait à triompher, et que l'Allemagne était attaquées par les puissances occidentales. Hitler affirma qu'il pouvait convaincre les peuples étrangers, dans un débat ouvert aux critiques étrangères, que l'Allemagne n'avait aucune intention hostile à leur encontre. Des soldats étasuniens étaient venus jusqu'en Europe lors de la première guerre mondiale pour aider à étrangler l'Allemagne, et le Comité Nye, désigné par le Congrès étasunien, avait fait la preuve en 1934 que la participation des États-Unis à la première guerre mondiale avait été injustifiable. Hitler nota qu'il existait une extraordinaire expression de sympathie à l'étranger à l'égard des Juifs, mais que bien peu avait été fait dans les faits pour leur proposer un endroit où s'établir. Il restait déterminé à éliminer l'influence juive de la vie allemande. Hitler ne souhaitait pas entendre les nations étrangères lever des questions d'humanitarisme à cet égard,

car il se souvenait que plus de 800 000 enfants allemands étaient morts du fait du Blocus de la faim exercé par les Alliés lors de la première guerre mondiale, et que le traité de paix de 1919 avait confisqué à l'Allemagne un million de vaches laitières.

Il dénonçait le fait que les Juifs avaient monopolisé les positions dirigeantes dans la vie allemande, mais qu'il voulait que son propre peuple tienne ces positions. Il désirait que la civilisation allemande restât allemande, et ne devînt pas juive. Des représentants étrangers affirmaient souvent que l'Allemagne chassait son atout culturel le plus précieux, et Hitler espérait qu'ils se montreraient reconnaissants de ce que l'Allemagne mette ce même capital à leur disposition. Il savait qu'il y avait largement la place dans le monde pour y établir les Juifs, mais estimait qu'il était temps de rejeter l'idée selon laquelle les Juifs avaient le droit d'exploiter toute autre nation du monde. Il exhortait le peuple juif à former une communauté équilibrée de leur propre chef, ou de faire face à une crise sans précédent. Il prédit qu'une nouvelle guerre mondiale pourrait amener à la bolchevisation du monde, et à la victoire des Juifs, mais qu'elle produirait la destruction de la race juive en Europe. Il fondait cette prédiction sur la croyance voulant que la période d'impuissance teintée de propagande face à l'influence juive sur les peuples non-juifs d'Europe approchait de son terme. Il prédit que dans une nouvelle guerre mondiale, les Juifs auraient à subir les mêmes choses dans les autres pays d'Europe que ce qui leur été déjà arrivé en Allemagne.

Hitler entendait les critiques étrangers affirmer que l'Allemagne se montrait hostile vis-à-vis des religions organisées. Il s'agissait d'une affirmation tout à fait remarquable, dans la mesure où nul en Allemagne n'était persécuté du fait de son affiliation religieuse. Les revenus des impôts allemands versés aux églises catholiques et protestantes avaient augmenté du niveau de 130 millions de RM (42.5 millions de dollars) en 1934 à 500 millions de RM (125 millions de dollars) en 1938. Ces églises recevaient également 92 millions de RM (23 millions de dollars) chaque année de la part d'unités

de gouvernements locaux en Allemagne. Les églises constituaient le plus grand propriétaire foncier après l'État, et leurs propriétés de 10 milliards de RM (2.5 milliards de dollars) produisaient un revenu d'imposition annuel de 300 millions de RM (75 millions de dollars). Ces données quant aux richesses ecclésiastiques ne comprenaient ni les donations, ni les collections, ni les exemptions d'impôts. Hitler rappella à ses auditeurs que l'État national-socialiste n'avait jamais fermé une seule église, ni empêché la tenue d'un seul office religieux. Il reconnut que les prêtres et pasteurs qui avaient commis des crimes moraux, ou essayé de mettre au défi et de renverser l'État, se voyaient traités comme les autres citoyens. Hitler reconnut également qu'il était intervenu une fois dans une affaire d'église, en 1933, dans une tentative d'encourager une église évangélique protestante unifiée. Cette tentative avait échoué du fait de la résistance de certains évêques, et Hitler avait reconnu que la fonction de l'État n'était pas de renforcer l'église contre son propre gré. Hitler se demandait pourquoi les hommes politiques des démocraties intervenaient en faveur de certains prêtres ou pasteurs punis en Allemagne, et restaient silencieux face au massacre des prêtres en Russie ou en Espagne. Hitler nota également n'avoir constaté aucune sympathie dans le monde, aux jours anciens où les national-socialistes se voyaient punis par l'État allemand de Weimar.

Hitler reconnut qu'il s'inquiétait des nombreux dangers étrangers qui menaçaient l'Allemagne, mais se montra satisfait de ce que l'Allemagne jouît de l'amitié de l'Italie et du Japon. Il déclara que l'objet de la solidarité italo-allemande était la protection contre le bolchevisme, et prédit qu'un effondrement du Japon en extrême-Orient pourrait produire le triomphe du bolchevisme en Asie. Hitler fit de nouveau l'éloge de Daladier et de Chamberlain pour leur politique de Munich en 1938. Il nota que l'atmosphère avait changé depuis Munich, et que des ondes radios britanniques étaient officiellement utilisées pour diffuser de la propagande sur l'Allemagne. Hitler promit une réponse allemande si ces émissions hostiles se poursuivaient. Hollywood paraissait intéressée par une

grande campagne de films anti-allemands, mais l'Allemagne pouvait y répondre en produisant des films anti-juifs, et Hitler prédit que de nombreux États et de nombreux peuples se montreraient intéressés par leur visionnage. Hitler insista sur le fait que les tensions en cours pourraient cesser rapidement si tout cette agitation insensée prenait fin.

Hitler exprima sa conviction qu'allait suivre une longue période de paix, et non pas une nouvelle guerre. Il ne pouvait pas imaginer de cause concrète de conflit entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il avait souvent dit que pas un seul national-socialiste allemand n'avait pour désir de causer du tort à l'empire britannique de quelque manière que ce fût. Il savait que la confiance et la collaboration entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne pourraient profiter au monde entier, et que la même chose était vraie quant à la coopération entre l'Allemagne et la France. Hitler déclara qu'il n'y avait aucune différence d'opinion dans les rangs des amis de la paix quant à la valeur du Pacte germano-polonais de 1934. Il ajouta qu'il était encouragé par l'historique positif en matière d'amitié germano-polonaise au cours de l'année passée. Hitler accueillait un retour de l'ancienne amitié allemande avec la Hongrie. Il souligna son admiration pour la Yougoslavie, le pays des braves soldats serbes durant la première guerre mondiale. Il comptait la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et la Turquie parmi les nations amicales envers l'Allemagne, et notait que la coopération économique allemande avec ces pays était en croissance. Il mentionna les bonnes relations allemandes avec les autres plus petites nations d'Europe.

Hitler savait que les relations germano-étasuniennes souffraient des affirmations d'agitateurs étasuniens selon lesquelles l'Allemagne constituait une menace pour l'indépendance des États-Unis. Il avait confiance en le fait que l'écrasante majorité du peuple étasunien ne pouvait pas trouver la moindre parcelle de vérité dans cette colossale campagne de propagande. Hitler estimait que les relations économiques allemandes avec l'Amérique latine constituaient les

affaires privées de l'Allemagne et des États d'Amérique latine. Il termina son discours sur une note optimiste, et remercia Dieu de lui laisser vivre l'accomplissement de l'unité allemande.

Hitler avait souligné avec une précision sans faille l'importance de l'attitude britannique à l'égard de l'Allemagne. Son optimisme quant à l'évitement d'une guerre anglo-allemande aurait été largement justifié si les relations germano-polonaises avaient été aussi solides et amicales qu'Hitler l'avait mentionné. Hitler n'avait pas conscience de la profondeur à laquelle la Grande-Bretagne avait encouragé une politique anti-allemande en Pologne, et il s'était laissé induire en erreur par l'attitude amicale de Beck à Berchtesgaden. Hitler était déçu par l'échec de la mission de Ribbentrop à Varsovie, mais restait confiant quant au fait que les Polonais pourraient coopérer, s'ils étaient traités avec tact et patience. Hitler avait réalisé une formidable tentative en vue de convaincre les groupes étrangers hostiles à l'Allemagne qu'une autre guerre mondiale constituerait un désastre. Il est surprenant qu'il fût nécessaire, après l'expérience de la première guerre mondiale, d'avoir autant d'éloquence à dépenser sur une point aussi évident, et il est déprimant de prendre conscience qu'en Grande-Bretagne, les enthousiastes d'une guerre restaient indifférents à chacun de ces points pourtant si éloquents.

Le discours d'Hitler du 30 janvier 1939 eut momentanément une influence apaisante sur Beck. Le ministre polonais des affaires étrangères connaissait l'échec qu'avait constitué la mission de Ribbentrop à Varsovie, et était préoccupé par la crainte de ce que les dirigeants allemands devinssent impatients avant que la Pologne et la Grande-Bretagne aient terminé leurs préparatifs en vue de les défier. Il rédigea un rapport haut en couleurs quant à sa conversation avec Ribbentrop juste avant l'adresse d'Hitler au Reichstag. Il observa avec satisfaction que Ribbentrop avait fini par découvrir l'impossibilité de convaincre la Pologne de rejoindre le pacte anti-comintern. Beck nota que Ribbentrop avait dit que l'Allemagne était douloureusement affectée du fait de la perte de Dantzig après la première guerre mondiale. Beck affirma avoir ré-

pondu, « *nous nous sommes également souvenus que pendant des centaines d'années, Dantzig a fait partie de la République de Pologne.* » Ribbentrop savait fort bien que Dantzig n'avait jamais fait partie auparavant de la Pologne. Beck aurait apprécié de déformer ce fait historique pour tourmenter le ministre allemand des affaires étrangères, s'il l'avait osé. Il avait raison de supposer qu'une telle affirmation aurait produit un grand effet. Son rapport constitua un piteux exemple de ce qu'un diplomate peut se retrouver à décrire par écrit ce que des considérations de haute politique l'ont empêché d'affirmer au moment de la rencontre.

Beck était satisfait du plaidoyer d'Hitler pour la paix du 30 janvier 1939. Le 1er février, Beck souligna les références sympathiques d'Hitler à l'égard de la Pologne au bureau polonais des affaires étrangères. Il conclut qu'il s'agissait d'une « *preuve de ce que cette visite (celle de Ribbentrop) avait constitué un événement heureux.* » Il déclara fièrement que la Pologne montrait aux Allemands qu'elle ne comptait pas se voir traitée comme la Tchéco-Slovaquie. Beck créa une certaine confusion au bureau polonais des affaires étrangères, lorsqu'il assura à Lipski, Szembek et Lubienski qu'il avait « *catégoriquement rejeté* » le projet d'autoroute. On fut satisfait dans certains milieux polonais de ce que Ribbentrop se fût montré généreux en vantant l'armée polonaise au maréchal Smigly-Rydz.

## 11.13 Préoccupations polonaises quant à la politique française

Le 30 janvier 1939, Bullitt, l'ambassadeur étasunien à Paris, signala qu'il avait parlé des récentes négociations germano-polonaises avec Juliusz Lukasiewicz, l'ambassadeur polonais. Lukasiewicz reconnut que les problèmes de transit de Dantzig et du Couloir avaient été discutés. Il informa Bullitt que Beck avait prévenu Hitler de ce que la Pologne pourrait agir en Ruthénie. Bullitt discuta également la politique allemande d'ensemble avec Lukasiewicz, Bonnet

— le ministre français des affaires étrangères, et Sir Eric Phipps — l'ambassadeur britannique. Ces trois hommes convinrent du fait qu'Hitler ne se mettrait pas délibérément en guerre contre quelque pays que ce fût en 1939. Cette vision constitue un contraste des plus intéressants vis-à-vis des rapports alarmistes qu'Halifax avait envoyés au président Roosevelt quelques jours plus tôt.

Le 3 février, Gilbert, le chargé d'affaires étasuniens, signala depuis Berlin que la politique fondamentale d'Hitler à l'Est était l'amitié avec la Pologne. Il semblait certain aux yeux de Gilbert que Beck accepterait de laisser Dantzig revenir à l'Allemagne en échange d'un pacte conclu pour une durée de 25 années, ainsi qu'une garantie allemande sur le couloir polonais. Gilbert nota que les cercles officiels allemands se montraient relativement ouverts en annonçant que la réunion de Memel avec la Prusse orientale était prévue pour le printemps 1939. Les Allemands estimaient que les Lituaniens, les Britanniques et les Français pourraient s'accorder quant à ce développement sans en garder de rancune.

Beck affirma à Kennard, au moment de la visite de Ribbentrop, qu'il souhaiterait se rendre à Londres n'importe quand à partir de la mi-mars 1939. Kennard resta incapable de donner à Halifax des informations détaillées quant aux récentes négociations germano-polonaises.

Kennard et Noël reçurent pour instructions de découvrir ce qui pouvait l'être quant aux discussions Ribbentrop-Beck tenues à Varsovie. Le 1er février 1939, Beck affirma à Kennard qu'un nouvel accord avec l'Allemagne était peu probable dans un avenir proche. Il ne voulut pas révéler les détails des discussions de Varsovie, et insista sur le fait que la politique allemande en cours vis-à-vis de la Pologne était amicale. Beck accepta d'en dire plus à Noël. Il déclara à l'ambassadeur français qu'il avait adopté une attitude négative sur la question de l'autoroute, et que la Pologne n'accepterait pas « *un couloir dans le Couloir.* » Beck fit mention du fait que Ribbentrop ne leva aucune difficulté quant aux engagements polonais à l'égard de la France. De toute évidence, Beck espérait décourager

la tendance française à réduire ses engagements envers la Pologne. L'ambassadeur français conclut en l'existence de frictions considérables entre la Pologne et l'Allemagne.

Lukasiewicz, l'ambassadeur polonais, avertit Beck depuis Paris, le 1er février, que l'attitude française à l'égard de la Pologne avait été de plus en plus négative depuis la conférence de Munich. Il estimait que cette tendance allait se poursuivre, sauf en cas de nouvelles tensions en crise en Europe de l'Est. Il estimait qu'un choc important serait nécessaire, dans un avenir proche, pour empêcher que la France n'adoptât une attitude d'indifférence à l'égard de la Pologne.

Bonnet adopta une attitude de surprise ironique face aux tentatives polonaises de dissimuler les différences entre l'Allemagne et la Pologne. Lipski avait tâché de laisser à Coulondre l'impression la plus favorable possible des conversations de Berchtesgaden. Bonnet nota également l'échange public de vues amicales entre l'Allemagne et la Pologne à Varsovie. Il estimait que les efforts importants menés par Beck visant à dissimuler le fait que Dantzig était l'objet des discussions étaient voués à l'échec. Bonnet, contrairement à Halifax, n'était pas intéressé par l'idée d'exploiter un désaccord germano-polonais quant à Dantzig à son propre profit. Bonnet acceptait de concéder que la Pologne s'était conformée à la lettre de l'alliance franco-polonaise durant la crise tchèque de 1938, mais était convaincu que la politique polonaise avait violé l'esprit de l'alliance. Il comptait rembourser les Polonais avec intérêts en 1939. La France allait observer la lettre de l'alliance franco-polonaise, mais Bonnet estimait qu'elle disposait d'amples justifications pour interpréter l'esprit de cette alliance selon ses propres intérêts. La France n'était pas obligée de soutenir la Pologne dans un conflit sur Dantzig, et Bonnet ne comptait pas qu'elle eût à le faire.

Beck comptait sur les États-Unis pour aider la Grande-Bretagne à aiguillonner les Français vers un conflit avec l'Allemagne. Potocki, dans un rapport du 12 janvier 1939 rédigé depuis Washington DC, affirma que le *New Deal* parvenait à nourrir la haine contre l'Alle-

magne aux États-Unis. Il observa que « *la propagande étasunienne est quelque peu abrupte, et dépeint l'Allemagne de manière aussi sombre que possible — ils savent fort bien exploiter les persécutions religieuses ainsi que les camps de concentration — mais, lorsqu'on a à l'esprit l'ignorance du grand public étasunien, leur propagande est si efficace que le peuple ici n'a aucune connaissance réelle de la situation réelle en Europe.* » Potocki nota qu'aux États-Unis, bien peu d'attention était consacrée aux événements terribles survenant au cours des purges en Russie.

Potocki souligna que les États-Unis étaient en train de lancer un gigantesque programme d'armement, et que le pacte de Munich, qui créait une impression exagérée de puissance allemande en Europe, constituait une « *grande aide* » [6] à ce programme. Potocki continua d'exagérer l'importance des Juifs dans la politique étasunienne, et fit une description ridicule des Juifs étasuniens de premier plan, qui affirmaient être « *désireux d'être représentatifs du "*vrai américanisme*",* », mais étaient, « *en réalité, reliés à la Juiverie internationale par des liens impossibles à rompre.* » Il se plaignit de ce que les Juifs cachassent leur internationalisme juif derrière un faux nationalisme, et « *réussissent à diviser le monde en deux camps belliqueux.* »

Le 16 janvier 1939, Potocki signala que Bullitt allait revenir le 21 janvier en France après un congé, avec l'intention avouée d'encourager la résistance française à l'Allemagne, dessein qu'il espérait accomplir en distribuant des statistiques quant aux préparations de guerre étasuniennes. Bullitt affirma à Potocki que le président Roosevelt l'avait habilité à dire aux dirigeants français que les États-Unis abandonnaient l'isolationnisme, et mettaient l'ensemble de leurs ressources à disposition de la Grande-Bretagne et de la France. Bullitt fit l'éloge de la politique polonaise d'intérêts propres lors de la crise tchèque, mais prédit que les puissances de l'Ouest seraient prochainement prêtes à résister aux politiques alle-

6. wielka pomoca

mandes en Europe de l'Est. Bullitt promit que cela serait synonyme de la répudiation de la « *pure intervention de forme.* »

Le 6 février 1939, Kennard reçut confirmation de la part du bureau polonais des affaires étrangères de l'affirmation de Beck faite à Noël quant à la question de l'autoroute. Kennard se vit carrément affirmer « *que bien sûr il ne saurait jamais être question d'un couloir traversant le Couloir, ou un arrangement extra-territorial.* » Cette attitude polonaise obstinée fit très plaisir à Kennard. On lui affirma que la Pologne n'accepterait de modifier aucune des restrictions en cours quant au trafic allemand entre Berlin et Königsberg.

## 11.14 La crainte d'un accord germano-polonais à Londres

Kennard nota avec satisfaction que l'échange de visites allemande et polonaise n'avait donné suite à aucune amélioration de la situation de la minorité allemande en Pologne. Beck n'avait qu'à peine accompli le geste symbolique d'accepter d'envoyer des experts à Berlin pour discuter du problème. Les Polonais envoyèrent une équipe à Berlin le 25 février 1939, mais rien ne fut réalisé. Les Polonais rejetèrent une proposition allemande d'un communiqué public se terminant par la déclaration suivante : « *Les discussions reprendront aussitôt que possible.* » Les Polonais insistèrent sur la formule : « *Les discussions reprendront.* » Ils établirent clairement qu'ils n'envisageraient pas d'autre rencontre avec au moins quatre mois.

Kennard tint Halifax informé de la réponse des Polonais aux Allemands. Kennard reconnut : « *Il ne peut guère y avoir de doute quant au fait que les autorités polonaises sont plus actives que jamais pour ce qui est de grignoter et saper la position de la minorité allemande.* » Kennard ne condamna pas les Polonais pour l'emploi de ces tactiques, et il émit l'hypothèse selon laquelle les mesures polonaises pourraient toujours se justifier par les plaintes quant aux

modalités de vie en Allemagne. Il nota tranquillement que cette source de discorde pouvait aisément se transformer en un sujet majeur de dispute.

Halifax était nerveux quant à une entente qui avait été mentionnée dans une conversation avec Raczynski, l'ambassadeur polonais, à la mi-février 1939. Il se hâta de câbler à Kennard, le 15 février, que l'envoyé polonais avait fortuitement observé que « *Beck désirait venir à Londres, de préférence après avoir convenu en concertation avec le gouvernement allemand de "*quelque solution pour régler le problème de Dantzig pour notre époque.*"* » Halifax comptait sur Dantzig comme prétexte pour un conflit anglo-allemand, et se trouva contrarié par la possibilité que les Polonais et les Allemands pussent régler le problème de Dantzig. Il fut bientôt rassuré quant au fait que la remarque de Raczynski ne portait pas beaucoup de sens, et quant au fait que la question de Dantzig n'avait pas été réglée, lorsque Beck se rendit en visite à Londres.

Les Allemands faisaient preuve de curiosité quant au voyage planifié de Beck à Londres. Moltke discuta le sujet avec Kennard le 24 février 1939. Il lui confia que le gouvernement allemand ne réduirait jamais son offre minimum de règlement avec la Pologne en échange de Dantzig et de l'autoroute, sans la voie ferrée. Kennard répondit avec une assurance empreinte de sérénité que « *les Polonais ne pourraient jamais accepter de telles propositions.* » Cette remarque inquiéta Moltke, mais il répondit que l'Allemagne n'avait aucune intention d'utiliser la force pour obtenir l'assentiment de la Pologne. Moltke s'enquit vivement au sujet de la visite de Beck à Londres, mais Kennard refusa d'en faire commentaire. Il demanda à Moltke ce que la Pologne avait jusqu'alors offert à l'Allemagne. Moltke répondit sardoniquement que la Pologne avait proposé le *statu quo* déjà en place à Dantzig, à garantir par l'Allemagne et la Pologne. Il apparut comme évident à Kennard, et bien entendu à Halifax, lorsque celui-ci lut le rapport de Kennard, que les Allemands n'avaient en rien progressé dans leurs tentatives de parvenir à un règlement avec la Pologne.

## 11.15 Les manifestations anti-polonaises durant la visite de Ciano à Varsovie

Beck, durant sa propre visite à Rome en mars 1938, avait invité Ciano, le ministre italien des affaires étrangères, à mener une visite en Pologne. Ciano arriva à Varsovie le 25 février 1939, et trouva la Pologne en tumulte. Le prétexte de l'excitation polonaise était un incident mineur survenu à Dantzig le 29 janvier 1939, que les Polonais exagéraient pour en faire une affaire d'honneur. Des étudiants allemands et polonais de l'institut de technologie de Dantzig s'étaient battus au *Café Langfuhr.* Le consul-général Shepherd avait mené une enquête sur cet incident, et avait signalé à Halifax que les étudiants polonais étaient coupables d'avoir provoqué le désordre dans le restaurant. Le propriétaire craignait de nouvelles violences. Il avait envoyé une lettre courtoise à la *Bratnia Parnac*[7], une association étudiante polonaise, et avait demandé que les étudiants polonais évitassent de fréquenter ce restaurant à l'avenir. Les étudiants polonais professèrent avoir été outragés par cette supposée discrimination, et organisèrent une rencontre de protestation le 22 février 1939. Lors de cette rencontre, ils adoptèrent une résolution hors du sujet, stipulant que la Pologne seule avait le droit de contrôler l'embouchure de la Vistule ainsi que la ville de Dantzig. Ils résolurent de pénétrer dans tout établissement de Dantzig de leur choix. Les étudiants polonais affirmèrent être alors retournés au *Café Langfuhr* et d'y avoir trouvé l'écriteau qui suit : « *On n'accepte ni les chiens, ni les Polonais.* » Le consul-général Shepherd enquêta sur ce nouvel incident, et signala à Halifax que l'écriteau n'avait pas été positionné par le propriétaire. L'hypothèse la plus plausible était que cet écriteau constituât une provocation polonaise délibérée. L'expression d'interdiction aux chiens et à tel ou tel indésirable était courante dans les villes universitaires de Pologne, mais inconnue en Allemagne.

7. l'aide aux frères

Le capitaine Krukierck, un dirigeant polonais de Dantzig, prit part à une nouvelle réunion de protestation. Cette réunion donna le jour à des accusations envers les étudiants allemands, qui auraient chassé les étudiants polonais hors de l'institut de technologie de Dantzig. Des journalistes étrangers se mirent immédiatement à relayer cette accusation dans leurs pays respectifs. L'accusation était fortement exagérée, et la radio française à Strasbourg affirma que 100 étudiants polonais s'étaient vus attaqués en pleine salle de conférence par des étudiants allemands accompagnés d'unités SS de Dantzig. Le consul-général britannique Shepherd mena encore une nouvelle enquête, et signala à Halifax que les affirmations polonaises étaient exagérées. Il semblait que les étudiants allemands, qui avaient eu vent des résolutions adoptées par l'organisation étudiante polonaise, avaient crié pour faire quitter les étudiants polonais de la salle de conférence. Les étudiants polonais avaient répondu oralement à cette suggestion, mais aucune violence d'aucune sorte n'avait éclaté.

Chodacki, le haut-commissaire polonais, appela Greiser, et exigea des excuses immédiates et formelles. Le dirigeant du Sénat de Dantzig campa sur ses positions, et refusa d'accéder à la demande polonaise jusqu'à ce que les circonstances de l'affaire aient été clarifiées d'une manière satisfaisant les deux parties. Cette résistance de Greiser exaspéra Chodacki. Il menaça de démissionner, et avertit Greiser qu'il aurait à en subir les conséquences.

La presse polonaise se mit en action, et durant deux mois, les journaux de premier plan publièrent des articles presque quotidiennement quant aux supposés mauvais traitements des étudiants polonais à Dantzig, sous des titres tels que « *Poursuite de la lutte pour les droits des étudiants.* » Des réunions étudiantes anti-allemandes furent organisées dans les principales villes de Pologne. L'ambassade d'Allemagne à Varsovie fut avertie que la moindre étincelle pourrait suffire à déclencher une action militaire polonaise contre Dantzig. Une manifestation contre les Allemands, tenue par les étudiantes de l'université de Poznan, donna lieu à la destruction

de propriétés allemandes, et à de nombreux blessés parmi les Allemands. Une manifestation d'importance se tint devant l'ambassade d'Allemagne à Varsovie le 24 février 1939, que Moltke décrivit comme la pire depuis la conclusion du pacte de 1934. Des milliers de Polonais reprirent l'horrible chanson Rota, dont les paroles mentionnent des récompenses accordées par Dieu pour avoir pendu des Allemands, et il y eut des slogans criés tel que « *À bas Hitler !* », « *À bas la politique pro-allemande !* », « *Chassons ces chiens d'Allemands !,* » et « *Longue vie à une Dantzig polonaise !* » La manifestation ne se cantonna pas à des chansons et des slogans. L'ambassade d'Allemagne reçut une pluie de pierres. Le bâtiment aurait pu être pris d'assaut si un cordon de police n'avait pas été disposé pour en sécuriser les accès. Ce cordon ne constituait qu'une protection douteuse, n'étant constitué que de deux policiers polonais.

De nombreux Polonais eurent honte de ces provocations outrancières. Le Duc de Coburg, qui représentait les principales organisations de vétérans de l'armée polonaise, était à Cracovie le 24 février 1939. Il était accompagné de vétérans allemands, et le groupe se déplaça vers le château du Wawel, où une gerbe d'honneur fut déposée sur la tombe de Pilsudski. Le général Gorecki, dirigeant de la fédération polonaise des vétérans de la ligne de front, fit servir un déjeuner à Coburg et au groupe allemand. Lors de ce déjeuner, les verres furent plusieurs fois levés, en toute camaraderie, entre les vétérans polonais et allemands, et il était évident que le groupe polonais ressentait de la honte du fait des excès qui se déroulaient en peu partout en Pologne.

La présence à Varsovie de Ciano, ministre italien des affaires étrangères, n'empêcha pas une seconde manifestation face à l'ambassade d'Allemagne le 25 février 1939. La police polonaise y fut présente en force, mais la manifestation put se dérouler durant quinze minute avant qu'elle n'intervînt. L'ambassade fut la cible de lourdes pierres, et deux grandes fenêtres en furent brisées. Quarante policiers étaient présents, et seulement trois cents manifestants.

La scène se déroula en pleine lumière, si bien que Moltke et ses assistants purent examiner en détail les manifestants. Moltke signala que le personnel de l'ambassade n'avait pas vu de Juifs, et qu'il était possible d'identifier la majorité des manifestants comme des étudiants de l'université. Moltke soupçonnait que ces étudiants émanassent de groupes et d'organisations classés à droite.

La situation de Dantzig fut le sujet principal des discussions lorsque Ciano arriva à Varsovie. Le *Daily Herald* britannique avait publié un article à sensation le 24 février 1939, avançant qu'Albert Forster, le dirigeant national-socialiste de Dantzig, prévoyait une visite officielle en Angleterre dans une tentative désespérée d'empêcher un accord anglo-polonais visant à préserver le *statu quo* à Dantzig. Forster fut contacté par des journalistes à Dantzig, et réfuta vigoureusement les rumeurs anglaises.

Ciano dut affronter un accueil très hostile à son arrivée à Varsovie. La foule qui s'était rassemblée pour accueillir le ministre italien des affaires étrangères scandait des slogans grossièrement anti-allemands. Les quelques cris de sympathie envers l'Italie, un pays-frère catholique envers lequel les Polonais avaient traditionnellement un attachement sentimental, étaient à peine audibles. Les Polonais étaient habités d'une humeur combative. L'orchestre polonais insista pour jouer *la Marseillaise* au lieu de la *Giovannezza* une fois durant la visite de Ciano. Ce geste désobligeant produisit un désordre indescriptible, et une lutte s'ensuivit entre des journalistes italiens qui protestaient et les Polonais.

Les Allemands firent leur possible pour soulager Ciano de son embarras. Ils le gardèrent directement informé depuis Berlin quant à la nature et la portée des manifestations anti-allemandes, et acceptèrent de ne rien publier dans la presse allemande quant aux incidents survenus lors de sa visite. Au vu des circonstances, il fut naturel que les Allemands s'indignassent de la parution le 27 février 1939 dans *Popolo d'Italia*[8], un journal italien, d'affirmations pro-

8. *Peuple d'Italie*

polonaises et anti-allemandes autour des désagréments survenant en Pologne.

Les questions posées par Ciano à Beck quant à l'avenir des relations germano-polonaises étaient tout à fait pertinentes. Le ministre polonais des affaires étrangères déclara avec nonchalance que les relations de bon voisinage avec l'Allemagne pourraient éventuellement être maintenues, mais que des difficultés étaient apparues. Beck discuta de la conversation de Berchtesgaden du mois précédent, et Ciano nota : « *Beck souligne fréquemment avec satisfaction, quoique sans conviction, les assurances que lui a donné Hitler.* » La visite de Ciano en Pologne dura longtemps, et il ne quitta le pays que le 3 mars 1939. Il en passa les derniers jours en participant à une expédition de chasse dans la région forestière isolée de Bialowieza, au Nord-Est de la Pologne. Il fut heureux de quitter la scène urbaine polonais effrénée et d'aborder cette distraction agréable. Ciano discuta de la situation avec Moltke avant de partir pour Bialowieza. Il déclara qu'il était parfaitement évident que les Polonais ne désiraient pas sincèrement une connexion étroite avec les puissances de l'Axe. Il conclut que l'action polonaise menée durant la crise tchèque n'avait fait que servir les intérêts polonais, et qu'elle n'était d'aucune valeur quant à jauger les attitudes officielles à venir de la Pologne. Il n'avait pas réussi à obtenir quelque déclaration encourageante que ce fût de la part de Beck quant à Dantzig. Ciano nota que la presse et la radio françaises s'étaient montrées extrêmement actives pour attiser le sentiment anti-allemand en Pologne durant sa visite. Il conclut qu'il s'agissait là d'un effort vindicatif mené par la France en vu de se venger des manifestations qui s'étaient produites au parlement italien le 30 novembre 1938, à la veille de la visite de Ribbentrop à Paris. Les Allemands ne purent s'empêcher de noter qu'ils avaient dû faire les frais de cette dispute franco-italienne [9].

9. Le 30 novembre 1938, des membres de la Chambre des Faisceaux et des Corporations exigèrent que la France cédât la Corse et la Tunisie à l'Italie,

Ciano reconnut que sa visite n'avait pas donné lieu à un enthousiasme débordant en Pologne. Il modifia quelque peu son analyse de la politique polonaise en concluant, après son retour en Italie, qu'il serait illusoire d'imaginer que la Pologne avait été acquise à l'Axe, mais peut-être trop pessimiste qu'elle y était totalement hostile. Mussolini fut écoeuré de l'attitude dont les Polonais firent preuve à l'occasion de la visite de Ciano. Il reconnut que la situation de l'Allemagne et de l'Italie en Pologne ne paraissait pas favorable, mais conclut avec philosophie que la Pologne, après tout, n'était guère plus qu'une « *coquille vide.* »

Les manifestations contre les Allemands s'essoufflèrent après que Ciano eut quitté Varsovie pour les forêts polonaises. Une tentative d'organisation une manifestation le 28 février 1939 devant l'ambassade d'Allemagne fut rapidement brisée par la police polonaise. Le même jour, la *Gazeta Polska* avait officiellement appelé à un retour de l'ordre et de la discipline en Pologne. Un boycott visant les sociétés allemandes établies en Pologne avait été lancé avant cet appel, à l'occasion d'une rencontre annexionniste polonaise du 27 février 1939, qui avait été approuvée par le premier ministre polonais Slawoj-Skladkowski. Les principaux commandants militaires avaient pris part à cette réunion. L'orateur principal en avait été le colonel Kazimierz Tomaszewski.

Tomaszewski déforma délibérément la position allemande en affirmant que l'Allemagne exigeait des territoires de la part de la Pologne. Il s'exclama que la Pologne n'avait aucune raison de rendre quelque territoire que ce fût à l'Allemagne, mais qu'elle avait au contraire diverses revendications territoriales à faire valoir. L'assistance répondit à ce trait, et des cris vivaces de « *Dantzig polonaise !* » et « *Prusse orientale polonaise !* » fusèrent. L'orateur ajouta sinistrement que Dantzig était une plaie purulente sur le corps de la Pologne, qu'il fallait inciser. La foule acclama ces mots, et la réunion se conclut sur une résolution de boycott des Alle-

NdT

mands, et pour l'institution d'un jour spécial « *sans Allemands* » en Pologne. La présence de porte-parole officiels indiquait que cette réunion constituait une provocation délibérée à l'encontre de l'Allemagne, de la part du gouvernement polonais.

## 11.16 Beck annonce sa visite à Londres

L'action du gouvernement polonais du 28 février 1939, visant à mettre fin aux excès qui se déroulaient à Varsovie, ne porta pas ses fruits immédiatement dans les provinces. Le consulat allemand de Pozmin fut dégradé lors d'une manifestation le 1er mars. Ribbentrop et Moltke protestèrent activement au cours de ces journées, mais sans résultat. De désespoir, Moltke dit à Beck le 8 mars 1939 que l'on ne comptait sans doute pas plus de six Polonais en Pologne sincèrement intéressés par la promotion de la coopération et de la conciliation entre la Pologne et l'Allemagne.

Le 25 février 1939, Beck proposa de rendre visite à Halifax en Angleterre, ou bien au cours de la dernière semaine de mars, ou bien au cours de la première semaine d'avril. La réponse britannique à cette proposition fut favorable, et le 26 février, Beck annonça publiquement que son voyage se déroulerait aux alentours de la fin mars. Moltke fut saisi d'appréhension à cette annonce. Il semblait évident que Beck allait s'employer à consolider les relations polonaises avec l'Angleterre. Moltke avait conscience de l'inimitié mortelle britannique à l'encontre de l'Allemagne. Il déplorait le fait qu'« *en général, il devient de plus en plus apparent que la Pologne désire nouer des liens plus étroits avec les démocraties occidentales.* »

Moltke voyait que le différend quant à Dantzig constituait un lien entre la Pologne et l'Ouest. Il émit l'hypothèse que Beck pourrait visiter Paris après Londres, malgré son refus d'accomplir cette visite « *d'une manière plutôt inamicale à l'occasion de son séjour de Noël sur la Riviera.* »

Ribbentrop adopta une vision plus indulgente quant à la si-

tuation polonaise. Il assura à Lipski à Berlin de sa conviction que Beck regrettait les excès qui se produisaient en Pologne. Ribbentrop considérait la presse polonaise comme responsable de cette agitation, et avertit qu'une situation dangereuse pourrait en sortir si la presse allemande était autorisée à y répondre librement. Il estimait qu'un règlement général entre l'Allemagne et la Pologne « *pourrait être rendu très difficile par des événements aussi déplorables, et en serait à tout le moins fortement retardé.* » Il ne trahit aucune impatience quant à une conclusion rapide d'un accord avec la Pologne.

Le haut-commissaire Burckhardt de la Société des Nations subissait de fortes pressions visant à le faire rester en Suisse jusqu'à la conclusion d'une enquête menée par la Société des Nations sur la situation à Dantzig. Le 1er mars 1939, il indiqua au consulat allemand de Genève qu'il espérait retourner à Dantzig dès que possible. Il avertit les Allemands du fait que les Polonais avaient fomenté les incidents récents à Dantzig pour provoquer des problèmes, et il suggéra qu'il serait sage pour le gouvernement de Dantzig de conserver son calme en dépit des provocations polonaises. Il proposa de sonder Halifax à Londres au sujet de Dantzig, puis de faire état de ses trouvailles à Ribbentrop à Berlin. Ribbentrop répondit, plusieurs jours plus tard, qu'il était prêt à recevoir Burckhardt à tout moment. Lorsque Burckhardt arriva à Berlin, le 13 mars, la crise slovaque avait atteint son point culminant. Burckhardt n'avait pas réussi à rencontrer Halifax. Les Allemands lui conseillèrent de ne pas retourner à Dantzig au cours de la crise slovaque. Burckhardt prédit que des jours difficiles se profilaient pour Dantzig, et que les Polonais pourraient essayer de détourner son autorité, et de l'employer contre l'Allemagne. La visite de Burckhardt à Berlin déboucha sur l'habituelle vague de rumeurs fantastiques dans la presse occidentale. Weizsäcker écrivit à Burckhardt à Genève pour lui conseiller d'ignorer ces articles.

Le 4 mars 1939, les Allemands reçurent un rapport relatant les impressions de Ciano sur la Pologne. Ciano observait que « *la Po-*

*logne vit sous la dictature d'un homme décédé.* » En toute chose, les disciples de Pilsudski constituaient les autorités suprêmes. Ciano trouvait difficile d'interpréter la politique de la Pologne, du fait que « *chacun s'y considère comme le gardien investi de l'héritage de Pilsudski, mais nul ne développe d'idée réellement nouvelle.* » Ciano évalua mal les Polonais en prédisant que dans une guerre générale, ils reporteraient leur propre décision pour « *ensuite se hâter de venir en aide du vainqueur.* » Ce point était contraire à la stratégie polonaise durant le conflit de 1920 ayant opposé Denikin et les Russes rouges. L'analyse de Ciano sur ce point allait se révéler plus pertinente sur l'Italie que sur la Pologne.

La visite de Ciano mit en lumière une attitude polonaise de mépris vis-à-vis de l'Italie. Kennard se vit affirmer au bureau polonais des affaires étrangères que Ciano « *n'a clairement pas le courage de faire quoi que ce soit qui puisse déplaire au Reich.* » Kennard intégra cette information dans ce qu'il espérait constituer un rapport bien ficelé, à destination d'Halifax. Grigorie Gafencu, le nouveau ministre roumain des affaires étrangères, venait de se rendre en Pologne pour une courte première visite. Il avait laissé une impression très favorable sur Beck, qui le vit comme un opposé tout à fait sympathique à son prédécesseur [10]. Kennard résuma les récentes visites d'État à Varsovie par la remarque suivante : « *Ribbentrop fut considéré avec antipathie, Ciano avec mépris, et Gafencu avec une sympathie distinguée.* » Peut-être était-il naturel de la part des Polonais exubérants et imprudents de ressentir du mépris pour un peuple prudent et expérimenté comme le peuple d'Italie, mais la Pologne aurait pu gagner à étudier de plus près la politique italienne.

Au mois de mars 1939, les relations germano-polonaises furent caractérisées par la prochaine visite de Beck à Londres. Ribbentrop faisait preuve de complaisance quant à ce développement, mais Moltke continua d'adresser des avertissements solennels au bureau

10. Son prédécesseur était Nicolae Petrescu-Comnen, NdT

allemand des affaires étrangères. Il fut annoncé, le 9 mars 1939, que Beck arriverait à Londres le 3 avril. Le même jour, Moltke signala qu'un haut-gradé de l'armée polonaise avait décrit les récents excès connus par la Pologne comme « *complètement justifiés,* » et que les attaques provocantes de la Pologne contre l'Allemagne par voie de presse ne donnaient aucun signe de répit.

Moltke se rappelait trois semaines de manifestations mineures, remontant à août 1938, qui s'étaient déroulées après qu'un cheminot polonais eut perdu ses jambes sur la ligne Gdynia-Dantzig, du fait de sa propre imprudence. Les manifestations d'août 1938 étaient restées modérées, par rapport à ce qu'il avait observé depuis janvier 1939. L'incident de Langfuhr était « *la plus invraisemblable affaire d'incitation qui ait jamais été portée à mon attention.* » Il faisait preuve de méfiance quant à la rengaine de Beck qui répétait que la situation ne devait pas être considérée avec trop de pessimisme. Une telle attitude était ou bien complètement irréaliste, ou bien délibérément trompeuse. Il paraissait trop facile d'affirmer que les pays officiellement hostiles à l'Allemagne, comme les États-Unis d'Amérique, étaient responsables d'une grande partie de cette agitation. Tout aussi peu convaincant était l'argument de Beck selon lequel les problèmes découlaient de l'échec à régler la question ruthénienne. Moltke nota que les agitateurs polonais répandaient l'impression « *qu'à présent que sont réglés les problèmes en Autriche et dans les Sudètes, le tour de la Pologne est arrivé.* » C'était Beck, et pas le peuple polonais, qui avait reçu de la part d'Hitler « *les déclarations très claires de Berchtesgaden.* » Beck ne faisait preuve d'aucun effort pour influencer l'attitude du peuple de Pologne.

Moltke discuta de la situation avec Beck le 10 mars 1939, et tâcha de découvrir pourquoi le ministre polonais des affaires étrangères se rendait à Londres. Beck avança sincèrement que l'initiative de sa visite provenait de l'Angleterre, mais Moltke ne le crut pas. Beck observa fortuitement qu'en réponse à l'initiative anglaise, il avait demandé à mener une visite non-officielle, afin de disposer

d'un maximum de temps pour mener des discussions politiques. Il affirma affablement qu'il n'avait pas à l'esprit de « *problèmes particuliers* », mais comptait réaliser « *un tour d'horizon*[11] *général* ». Beck reconnut que, « *bien entendu* », il comptait discuter de Dantzig avec les Britanniques, qui figuraient dans le Comité spécial des Trois ayant pour tâche de superviser les affaires de la Société des Nations dans la *Ville libre*. Beck espérait que le gouvernement britannique pourrait aider « *à empêcher un vide* » en maintenant la position de la Société des Nations à Dantzig jusqu'à ce que l'Allemagne et la Pologne parvinssent à quelque accord. Il fit mention d'un rapport qu'il venait de recevoir de la part de Lipski, et nota, à sa « *grande joie* », qu'Hitler ne comptait pas laisser la question de Dantzig perturber les relations germano-polonaises. Beck réussit avec une habileté extraordinaire à rassurer Moltke en affichant ces généralités agréables. L'attitude de Moltke, après sa conversation, tendit à s'aligner sur celle de Ribbentrop.

Au mois de mars 1939, Beck ne subit pas la moindre pression allemande en vue de négocier un règlement hâtif des différends germano-polonais. Les Allemands continuaient de prendre pour argent comptant les affirmations de Beck selon lesquelles un accord était difficile, et continuaient de faire montre d'une sérénité constante en dépit des nombreuses provocations polonaises. Presque cinq mois s'étaient écoulés depuis le 24 octobre 1938, jour du lancement des négociations germano-polonaises. En aucune occasion, au cours de cette période , les Allemands n'adoptèrent une attitude menaçante à l'égard de la Pologne. De toute évidence, ils avaient misé lourdement sur une coopération avec la Pologne, et ils espéraient un accord sur une base d'équité et d'égalité.

Les Allemands avaient beaucoup à offrir à la Pologne, avantages économiques et protection concrète contre toute invasion étrangère y compris. Les Britanniques n'étaient pas enclins à offrir à la Pologne des avantages économiques, et ne pouvaient pas la protéger

11. En français dans le texte, NdT

par voie militaire. Ils avaient condamné le rôle de la Pologne durant la crise tchèque de 1938, et s'étaient mis en 1939 à se contenter d'espérer utiliser les Polonais comme instrument contre l'Allemagne. Il était ironique que Beck partît pour Londres en vue de conclure un règlement général avec l'Angleterre plutôt qu'avec l'Allemagne.

Halifax, dans cette situation, disposait par rapport à Hitler de trois gros avantages. Pilsudski était mort, et les dirigeants polonais prenaient leurs décisions sur la base de ses directives obsolètes remontant à 1934 et 1935. La Grande-Bretagne était éloignée, et ses aspirations immédiates n'étaient pas de nature à menacer les ambitions polonaises. La Grande-Bretagne jouissait d'une position d'influence d'ordre mondial du fait de son Empire, et des territoires qui dépendaient d'elle, ainsi qu'en France et aux États-Unis. Les Polonais se laissaient éblouir par la réputation et la grandeur de la position britannique. Les Britanniques s'apprêtaient à défier ouvertement l'Allemagne, et Beck connaissait cette intention. Il avait prévu de s'associer aux Britanniques pour défier l'Allemagne, au lieu de saisir la main ouverte qu'Hitler lui avait tendue depuis longtemps. La politique menée par Beck en 1939 était incompatible avec la survie du nouvel État polonais.

# Chapitre 12

# Le renversement politique britannique

## 12.1 Le voile tombe d'une politique d'apaisement insincère

Le programme allemand des années 1938 et 1939, visant à réviser les provisions territoriales des traités de paix de Paris, constituait une préoccupation directe pour l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Lituanie, ainsi que la Pologne. Les Allemands ne désiraient pas de changements aux dépens de voisins tels que la France, l'Italie, la Yougoslavie, la Hongrie, la Hollande, la Belgique, le Danemark, la Suisse ou le Luxembourg. L'État croupion d'Autriche avait été absorbé par le Reich allemand en mars 1938, et l'État tchécoslovaque avait disparu en mars 1939, donnant lieu à l'établissement du Protectorat de Bohême-Moravie et de l'indépendance de la Slovaquie. Urbsys, le ministre lituanien des affaires étrangères, convint le 20 mars 1939 à Berlin de rendre Memel à l'Allemagne, et sa décision fut approuvée par le cabinet lituanien le 22 mars.

L'Allemagne ne demanda pas de territoires à la Pologne, mais

avait demandé l'approbation polonaise à des infrastructures de transit allemandes spéciales, traversant le Couloir polonais, ainsi que le retour de Dantzig au sein du Reich. Les objectifs allemands en Autriche, en Tchécoslovaquie et en Lituanie avaient été atteints sans verser le sang, et Hitler espérait négocier un règlement avec la Pologne. Les Allemands n'exercèrent aucune pression, ni ne trahirent aucune impatience, lors des discussions qui suivirent leurs propositions faites aux Polonais. Hitler était prêt à patienter sur une durée indéfinie dans l'espoir d'une réponse polonaise favorable. L'Allemagne avait pratiquement achevé son programme de révision territoriale, et s'apprêtait à jouir d'une période de sécurité qui devrait lui permettre de consolider ses gains et de poursuivre son programme de reconstruction intérieure. Sa sécurité devait être fondée sur une fondation solide de relations satisfaisantes avec l'ensemble de ses voisins immédiats. L'Italie voyait d'un bon œil le programme allemand, et l'Union soviétique restait isolée de l'Europe centrale par une Pologne hostile, cependant que la France ne semblait pas encline à intervenir sur la question de Dantzig.

La politique britannique officielle envers l'Allemagne, au cours de l'année écoulée entre mars 1938 et mars 1939, au cours de laquelle Hitler atteignit la plupart de ses objectifs, était basée sur l'apaisement. Les Britanniques avaient accepté l'annexion allemande tant de l'Autriche que des Sudètes. Une déclaration d'amitié anglo-allemande avait été signée le 30 septembre 1938, à l'invitation spéciale du premier ministre Chamberlain. La taille de la marine allemande restait soigneusement limitée par le traité maritime anglo-allemand de 1935, et les dirigeants britanniques conservateurs assuraient au grand public britannique que l'Allemagne respectait scrupuleusement les termes de cet accord. Hitler avait clairement établi aux yeux des dirigeants britanniques, à de multiples reprises, que jamais il n'essayerait de forcer les Britanniques à rendre les colonies d'outre-mer de l'Allemagne, qui avaient été saisies sur la période 1914-1919. Le commerce britannique sur les marchés d'outre-mer continuait de gagner continûment en volume

sur le commerce allemand durant 1938-1939.

Le programme allemand de révision territoriale sur le continent européen restait de dimensions relativement modestes. Hitler n'avait aucune intention d'essayer de reprendre le contrôle des autres territoires européens qui avaient été détenus par l'Allemagne et l'Autriche en 1914. Il avait renoncé à l'Alsace-Lorraine, aux cantons de l'Est belges [1], au Nord-Schleswig, au Sud-Tirol, à la Slovénie autrichienne, à Poznan, à la Haute-Silésie orientale, ainsi que la Prusse occidentale polonaise. Son programme était basé sur un compromis soigné entre ce que les Allemands du Reich et l'alliée autrichienne, hors Hongrie, avaient détenu en 1914, et ce qu'ils avaient perdu en 1919. Son programme se limitait au retour d'environ la moitié des territoires allemands perdus. Hitler, dans *Mein Kampf*, avait suggéré, dans un avenir éloigné, l'importance d'aspirations allemandes plus étendues en Europe de l'Est aux dépens du bolchevisme, mais ce programme, qui relevait de l'intérêt commun de tous les ennemis du bolchevisme, n'avait trouvé aucune expression officielle de la politique allemande entre 1933 et 1939. Début 1939, il était évident qu'Hitler envisageait une politique est-européenne fondée exclusivement sur la coopération germano-polonaise.

Les Britanniques n'avaient pris aucun engagement territorial en Europe de l'Est. Les quatre puissances de Munich avaient promis aux Tchèques une garantie territoriale, mais Halifax, ministre britannique des affaires étrangères, avait soigneusement éludé l'accomplissement de cette promesse. L'affirmation faite par Martin Gilbert et Richard Gott dans leur étude récente, *The Appeasers*, selon laquelle l'État tchèque avait bel et bien été garanti est manifestement erronée. Le 15 mars 1939, Chamberlain expliqua face à la chambre des Communes que la dissolution de l'État tchèque, auquel la Grande-Bretagne s'était contentée de proposer une garantie, avait mis fin à la question. Il ajouta que l'Allemagne n'avait aucune obligation de consulter la Grande-Bretagne au cours de la dernière

1. Eupen-Malmedy, NdT

phase de la crise tchèque en mars 1939. Geoffrey Dawson, l'éditeur influent du *London Times*, nota que les remarques de Chamberlain avaient été « *bien reçues* » par le parlement britannique. En outre, la description que Gilbert et Gott font de l'État tchèque en 1939, le dépeignant comme « *un vieil allié* » de la Grande-Bretagne, est tout à fait erronée. Il n'y avait eu aucune alliance anglo-tchèque.

Les dirigeants britanniques n'avaient aucune obligation unilatérale d'intervenir au nom de la Pologne ou de tout autre État d'Europe de l'Est. En mars 1939, les dirigeants britanniques étaient nettement moins préoccupés par la campagne de réarmement allemande qu'au moment de la signature de la déclaration d'amitié anglo-allemande. Les dirigeants britanniques savaient qu'ils gagnaient sur l'Allemagne en puissance aérienne, en dépit du fait que presque la moitié des dépenses d'armement allemandes allassent dans l'armée de l'air allemande. Il était évident que le programme d'armement allemand restait d'une portée extrêmement limitée.

La perspective favorable d'une paix et d'une prospérité européennes fut menacée, en mars 1939, par un projet britannique de guerre préventive. Les dirigeants britanniques prirent une suite de mesures en espérant rendre la guerre inévitable. Ils œuvrèrent à la guerre contre l'Allemagne en dépit du fait que l'Allemagne ne posait pas le moindre défi aux intérêts britanniques, et de celui que les dirigeants allemands se montraient tout à fait pro-britanniques, tant par leurs attitudes que par leurs politiques. En mars 1939, les dirigeants britanniques s'emparèrent délibérément de la guerre comme instrument de politique nationale, faisant fi de l'engagement britannique dans le pacte de paix Kellogg-Briand de 1928. La politique britannique fut particulièrement choquante du fait qu'elle constitua en une tentative d'attirer autant de nations que possible dans les horreurs d'une nouvelle guerre mondiale. Halifax et ses collègues étaient également déterminés à reporter sur Adolf Hitler toute la culpabilité de leur conspiration.

Les dirigeants britanniques ne connurent aucune objection de conscience dans la poursuite de leur objectif de destruction de l'Al-

lemagne. Ils commirent une supercherie considérable quant aux desseins allemands en Roumanie, qui étaient purement imaginaires, pour soulever un public anglo-saxon désinformé contre Hitler. Ils supplièrent l'Union soviétique de signer une alliance contre l'Allemagne, en dépit du fait qu'il s'agissait d'une action funeste et dangereuse, pouvant amener à l'hégémonie bolchevique sur l'Europe. Ils affirmèrent aux Polonais qu'ils leur accorderaient un soutien militaire complet si la Pologne refusait de conclure un accord avec l'Allemagne, et informèrent le monde entier de cette nouvelle stratégie diplomatique par une suite d'annonces publiques. Ces actions, marquant la bascule d'une politique d'apaisement vers une politique de guerre, furent menées au cours d'une brève période de cinq journées, du 15 au 20 mars 1939, et aucune tentative ne fut faite aucune de cette période pour négocier quoique ce fût avec l'Allemagne. Cette politique britannique fut menée sans scrupules moraux, et, chose bien pire du point de vue de l'habileté politique, fut fondée sur une évaluation déformée des intérêts britanniques. Adolf Hitler en fut naturellement réduit à déplorer l'apparente détermination des dirigeants britanniques à saper leur propre position dans le monde.

Il est instructif de s'intéresser aux commentaires faits par les dirigeants britanniques quant à ce qu'ils considéraient comme l'ouverture d'une vertueuse campagne visant à détruire l'Allemagne, et, au vu de la stratégie de bombardement britannique adoptée en 1936, de détruire les femmes et les enfants allemands. Alan Campbell Johnson, un admirateur enthousiaste de Lord Halifax, mentionna la « *Révolution diplomatique d'Halifax* » de mars 1939, « *qui culmina avec les garanties* "sans précédent" *accordées à la Pologne, à la Roumanie ainsi qu'à la Grèce.* » Il estimait que « *l'essence de ses réalisations (celles d'Halifax)...fut une tentative de raviver le rôle historique et traditionnel britannique, l'Équilibre du Pouvoir.* » Halifax se réjouissait de ce qu'il considérait comme une opportunité favorable de laisser éclater au grand jour son hostilité invétérée envers l'Allemagne. Il fit mention d'un incident survenu

avec un porte-parole d'un groupe d'Italiens mécontents politiquement à Rome en janvier 1939. On avait dit à Halifax que ce groupe considérait l'Allemagne comme « *le seul ennemi que nous ayons.* » Halifax répondit : « *c'est également ce que nous ressentons.* » Halifax dut attendre avec impatience deux mois de plus avant qu'il fût opportun de l'annoncer au monde entier. En mars 1939, il devint convaincu de la possibilité de convaincre le grand public britannique qu'Hitler était un « *esprit fou.* » Il désirait annoncer à qui était prêt à l'entendre qu'Hitler recherchait la « *domination mondiale.* »

Sir John Simon pensait que le discours préparé par Halifax, pour être prononcé par Chamberlain à Birmingham, le 17 mars 1939, était efficace en vue d'unifier la Grande-Bretagne en vue de la guerre. Le sujet de ce discours était la suggestion insidieuse selon laquelle Hitler comptait conquérir le monde. Simon observa avec un cynisme sans équivalent que Chamberlain se fit un relais efficace de cette propagande, du fait que sa politique de Munich de 1938 lui avait donné une réputation d'être pro-allemand.

Sir Samuel Hoare pensait que l'accroissement des systèmes d'armement britanniques, depuis la conférence de Munich, justifiait le défi posé à l'Allemagne en mars 1939. Il était convaincu que le problème de Dantzig pouvait être utilisé pour produire un conflit. Il se montra tout à fait candide vis-à-vis de cette situation après la seconde guerre mondiale, en reconnaissant qu'une alliance militaire avec la Pologne avait constitué une absolue nécessité pour produire une guerre anglo-allemande. Hoare examina le choix qui s'offrait aux Britanniques de conclure un accord immédiat, ou bien avec la Pologne, ou bien avec l'Union soviétique. Il admit que cette décision fut influencée par la nécessité de trouver un prétexte pour s'opposer à l'Allemagne, plutôt que par le simple facteur militaire. Cela signifiait que la Grande-Bretagne était plus intéressée par une guerre contre l'Allemagne que par l'accumulation d'une force aussi grande que possible pour le soi-disant front défensif.

Il est important de considérer l'attitude du premier ministre

Chamberlain, le quatrième membre du groupe parlementaire britannique qui était concerné au premier chef par la formulation de la politique étrangère. Chamberlain, contrairement à Halifax, voyait son enthousiasme pour une croisade contre l'Allemagne refoulé par une « *profonde méfiance vis-à-vis de la Russie.* » Cette alarme réaliste quant à jouer le jeu de Staline en Europe émergea régulièrement dans la pensée de Chamberlain, mais il ne remit pas en question la ligne politique adoptée par Halifax. Il déclara le 19 mars 1939 qu'il était « *impossible de traiter avec Hitler.* »

Le personnel permanent du bureau britannique des affaires étrangères accueillit le changement de politique britannique de mars 1939. La majorité du personnel permanent était déjà fortement anti-allemande depuis de nombreuses années. Ils considéraient la dénonciation par Halifax et Chamberlain de mars 1939 comme une reconnaissance tardive de leurs propres attitudes anti-allemandes. Les deux principaux dirigeants permanents étaient Sir Robert Vansittart [2], conseiller diplomatique du gouvernement de Sa Majesté, ainsi que Sir Alexander Cadogan, sous-secrétaire permanent au bureau britannique des affaires étrangères. Les deux hommes étaient très proches l'un de l'autre depuis très longtemps. Cadogan prit l'initiative de concerter les engagements britanniques en Europe de l'Est avec Halifax. Les dirigeants militaires britanniques restèrent exlus de ces délibérations, Halifax et Cadogan n'acceptant pas les critiques quant à la faiblesse de leur politique du point de vue de la pratique militaire.

Sir Hughe Knatchbull-Hugessen, qui avait à sa charge le département de guerre économique du bureau britannique des affaires étrangères durant les mois qui suivirent les accords de Munich, estimait que les facteurs de propagande ainsi que de pratique militaire avaient reçu la dose d'attention nécessaire avant mars 1939. Il accepta le retard dans l'abandon de l'apaisement jusque mars 1939

2. Sur ce personnage, voir l'excellent ouvrage du capitaine britannique Russell Grenfell, Haine Inconditionnelle

comme une stratégie bien pensée permettant à la Grande-Bretagne de hâter ses préparatifs de guerre. Il convint avec Simon que la stratégie suivie à la conférence de Munich avait permis à Chamberlain « *de montrer au monde, sans possibilité de contradiction, toute la mesure de la vilenie nazie.* »

Les enthousiastes de guerre anti-Munich, Winston Churchill en tête, furent naturellement heureux du tour inattendu pris par les événements. Sir Arthur Salter déclara qu'Halifax était digne se son parent, Sir Edward Grey, qui avait conduit la Grande-Bretagne dans le premier conflit mondial. Son attitude à l'égard de Chamberlain était adoucie par la nouvelle trajectoire du gouvernement, et il proclama que le premier ministre se montrait, « *plus qu'à l'accoutumée, résolu, autoritaire, et volontariste.* » Leopold Amery était satisfait que Chamberlain se montrât « *tout à fait en faveur d'actions immédiates* » après son discours de Birmingham du 17 mars 1939. Amery tendait à dissimuler ses réticences quant à un engagement militaire britannique illimité en faveur des Polonais, qu'il désigna en privé comme « *sans justification militaire concevable.* »

Winston Churchill ne fut pas consulté par les dirigeants du gouvernement britannique en mars 1939. Il convint avec Geoffrey Dawson de ce que les remarques apaisantes de Chamberlain envers l'Allemagne, prononcées au parlement le 15 mars 1939, après l'occupation de Prague par les Allemands, avaient été bien accueillies. Il ne pensait pas que Chamberlain fût sous forte pression de l'opinion publique pour modifier sa politique. Churchill s'attendait à ce que Chamberlain délivrât un nouveau discours d'apaisement à Birmingham le 17 mars 1939, et prévoyait d'entendre les nouvelles remarques du premier ministre « *avec un mépris anticipé.* » Il ne s'était pas préparé au discours belliqueux de Chamberlain, et il reconnut que « *la réaction du premier ministre m'a surpris.* » Il était évident que Chamberlain et Halifax ne suivaient pas l'opinion publique, mais au contraire la menaient. Rien ne forçait les dirigeants britanniques à ce « *soudain virage à droite* », comme le désigna

Churchill.

Thomas Jones, qui en mars 1939 était en contact étroit avec les dirigeants britanniques, fit part de la situation dans une lettre écrite à un ami étasunien du New Jersey. Il déclara que la Grande-Bretagne « *se sent plus forte et plus unie que si Munich n'avait pas tenté un geste pour la paix, et échoué.* » Il espérait que les préoccupations britanniques pour la lointaine Europe de l'Est étaient intelligibles. Il expliqua que « *nous sommes plus occupés sur le front Est de l'Allemagne, afin de l'amener à se battre sur deux fronts.* » Jones convint avec Simon et Hoare que la stratégie d'Halifax finirait par rendre la guerre inévitable.

## 12.2 Les préoccupations britanniques quant à la France

Les Britanniques étaient incapables de dérouler leur stratégie en Europe de l'Est sans prendre en compte la position de la France. Pierre-Étienne Flandin s'était par le passé montré plus proche d'Halifax et de Chamberlain que tout autre dirigeant politique en France. Flandin avait mené une visite en Allemagne en décembre 1937, peu après la conversation tenue à Berchtesgaden entre Hitler et Halifax. Il avait reçu des assurances de la part des dirigeants allemands que le troisième Reich se consacrait à une politique permanente de collaboration avec la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Pologne. Flandin était enclin à croire ces assurances émises par les dirigeants allemands. Il se montrait sceptique quant aux possibilités de survie de l'État tchéco-slovaque après Munich, et fit preuve de mépris quant à la réaction belliqueuse des dirigeants britanniques après les événements de Prague, en mars 1939. Le 20 mars 1939, à Paris, Flandin donna l'assurance aux diplomates allemands que les événements de Prague n'avaient pas affecté son attitude quant à la nécessité d'une coopération durable entre l'Allemagne et la France.

L'attitude de Flandin constituait, aux yeux d'Halifax, un grave sujet de préoccupation. Flandin était proche de Daladier et de Bonnet, et il était manifestement possible que le gouvernement français pût rejeter la thèse britannique selon laquelle la guerre était inévitable. Une réunion du Conseil français suprême de guerre avait été tenue le 13 mars 1939. Le général Maurice Gamelin, commandant l'armée française, avait fondé ses remarques, lors de cette réunion, sur l'idée que l'effondrement de la Tchéco-Slovaquie était une certitude, sur une durée de deux ou trois jours. Gamelin avait conscience du fait qu'une tentative pourrait être menée en vue d'impliquer la France dans une guerre contre l'Allemagne. Il tendait à se montrer négatif quant à une telle guerre. Il affirma que les fortifications défensives des Allemands, côté Ouest, étaient tout à fait considérables. Il se plaignit de ce que les traités de paix de 1919 avaient quasiment isolé l'Union soviétique en Asie, et de ce que l'attitude la Pologne privait l'alliance militaire franco-soviétique d'une grande part de sa valeur. Il comprenait la Pologne parmi les petits États de l'Europe de l'Est, dont il disait qu'ils n'étaient pas du tout en position de jouer un rôle militaire de quelque ampleur. Il estimait que la position défensive de la France était forte, mais se montrait négatif quant à une politique militaire agressive de la part de la France. Son analyse de la situation militaire encouragea Georges Bonnet, au cours des journées qui suivirent, à adopter une attitude sceptique quant aux projets britanniques de croisade militaire.

Le premier ministre Édouard Daladier n'était pas enclin à s'indigner quant à la situation tchèque. Son attitude à l'égard de l'État tchéco-slovaque avait toujours été négative, et il accepta le verdict de Lacroix, le représentant de la France à Prague, selon lequel les dirigeants tchèques n'avaient jamais été capables de développer un réel sentiment national au sein des nationalités composant leur pays. Il se plaignit de ce que Chamberlain, le 17 mars 1939, renonçât à la politique de médiation entre l'Allemagne et la France ; le dirigeants britannique était revenu à la politique de sécurité collective et d'assistance mutuelle sans prendre la peine de consulter les

dirigeants français.

Bonnet, le ministre des affaires étrangères, avait espéré éviter une réaction britannique violente aux événements de Prague, en prenant le 16 mars 1939 l'initiative d'une protestation anglo-française modérée à l'encontre de l'Allemagne. Bonnet pensait que cette initiative était formellement nécessaire, parce que la Tchéco-Slovaquie avait objectivement été alliée à la France (mais pas de la Grande-Bretagne) lorsqu'Hitler avait amené le président Hacha à accepter l'accord germano-tchèque du 15 mars 1939. Bonnet avait reçu une lettre personnelle amicale de la part de Ribbentrop, le ministre allemand des affaires étrangères, le 15 mars 1939. Ribbentrop y justifiait la politique allemande à Prague comme étape nécessaire pour préserver l'ordre et éviter un bain de sang.

Bonnet avait anticipé une nouvelle crise européenne en janvier 1939, après avoir discuté à Paris de la situation européenne avec Chamberlain et Halifax. Les deux dirigeants britanniques avaient fait appel aux dirigeants français avant de rendre visite à Mussolini à Rome. Bonnet espérait améliorer les relations franco-italiennes dans l'intérêt d'une collaboration continentale pour la paix. Il fut satisfait de voir le premier ministre Daladier prendre l'initiative d'envoyer Paul Baudoin, le directeur général de la Banque d'Indochine, en mission spéciale à Rome. Baudouin, qui avait joui de contacts amicaux en Italie depuis plusieurs années, discuta de la situation avec Mussolini et Ciano, et fit un rapport à Daladier et Bonnet le 7 février 1939. Sa mission avait produit des résultats concrets. Les dirigeants italiens convenaient de ce que des relations spéciales de confiance, entre la France et l'Italie, sur la base de consultations périodiques, devaient être établies, dans l'intérêt de la paix européenne. Les tensions qui avaient été produites par la manifestation annexionniste survenue au parlement italien le 30 novembre 1938, furent surmontées. Bonnet pouvait anticiper avec confiance que Mussolini allait soutenir la France en toute action pour la paix, en cas de situation difficile. Cette nouvelle coopération franco-italienne, qui était fondée sur un réel désir de paix

de la part des deux pays, constituait un obstacle de taille pour la politique de guerre d'Halifax.

William C. Bullitt, le principal diplomate étasunien en Europe, était satisfait du renversement de politique britannique opéré en mars 1939. Il savait que le président Roosevelt allait apprécier tout prétexte britannique pour une guerre en Europe. Le 17 mars 1939, l'ambassadeur Bullitt envoya un rapport jubilatoire depuis Paris, à la fin duquel il concluait triomphalement qu'il n'existait plus de possibilité de règlement diplomatique pacifique des différends européens.

## 12.3 Hitler reçoit des menaces de la part d'Halifax

Halifax n'attendit pas le discours de Chamberlain du 17 mars 1939 pour prendre une position forte sur la crise tchèque. Le 15 mars 1939, il reconnut face à la Chambre des Lords que les événements de Prague n'obligeaient pas le gouvernement britannique à agir de quelque manière que ce fût, mais il affirma malhonnêtement avoir tenté plusieurs actions sérieuses, mais échouées, en vue de persuader les autres puissances de Munich à se rallier aux Britanniques pour accorder des garanties à l'État tchèque. Il affirma également que la Grande-Bretagne ne se sentait pas moins liée moralement que si les garanties avaient été accordées. Il reconnut que les événements qui se déroulaient à Prague connaissaient l'approbation du précédent gouvernement tchèque, mais se plaignit de ce que l'esprit de l'accord de Munich avait été violé.

Halifax fit preuve de bien plus de franchise lorsqu'il exprima ses vues à Dirksen, l'ambassadeur allemand, le même jour. Il affirma qu'Hitler s'était révélé comme personnalité malhonnête. Il insista sur l'idée que la politique allemande impliquait un rejet des bonnes relations avec la Grande-Bretagne. Il insista également sur l'idée que l'Allemagne « *cherchait à établir une position par laquelle elle*

*pourrait dominer l'Europe, et si possible, le monde, par la force.* »

Halifax s'était trouvé en pleine forme durant cette conversation. Il observa après coup qu'en comparaison, l'ambassadeur allemand s'était exprimée « *avec peu de conviction* » et avec « *des difficultés considérables.* » Les rapports que Dirksen envoya à Berlin démontrent qu'il avait été considérablement secoué par la violente réaction britannique à la dernière crise tchèque. Dirksen était l'héritier de Lichnowsky, le dernier ambassadeur d'Allemagne en poste à Londres avant que n'éclatât la guerre en 1914. Les deux hommes reconnaissaient l'importance d'une entente anglo-allemande, et les deux hommes devinrent quasiment incohérents du fait de leur chagrin, lorsque chacun d'eux fut confronté à l'effondrement de leurs tentatives diplomatiques respectives. L'ensemble du personnel de l'ambassade d'Allemagne fut atterré par les événements de mars 1939.

Les Britanniques avaient fait tout leur possible, depuis leurs îles, pour créer l'impression que l'avenir de la Bohême leur était complètement indifférent. Ils avaient alors fait volte face, et déclaré que les événements en Bohême venaient de les convaincre qu'Hitler s'employait à conquérir le monde entier. Il n'y a guère à s'étonner de ce que les diplomates allemands exposés à l'atmosphère de Londres connussent le désespoir.

## 12.4 Le rêve d'une gigantesque alliance par Halifax

Après le 15 mars 1939, l'objectif d'Halifax était de combiner une alliance pouvant répondre aux besoins de la politique britannique. Il désirait que la Grande-Bretagne fût engagée dans une dispute pouvant facilement mener à la guerre. Il désirait commander une combinaison d'alliance d'une puissance prépondérante, qui pourrait garantir la victoire, ou au moins rendre la victoire hautement probable. Halifax estimait que ces conditions pourraient être remplies

par une combinaison comprenant la Grande-Bretagne, la France, la Pologne, et la Russie soviétique, pourvu, bien évidemment, que l'on pût compter sur les États-Unis pour apporter une puissance de réserve couvrant toute carence inattendue dans la force de l'alliance. La difficulté de ce projet était qu'une combinaison d'alliance intégrant à la fois la Pologne et l'Union soviétique constituait une totale impossibilité.

Halifax n'avait pas pleinement conscience de cela, en dépit des rapports détaillés qu'il avait reçus de Kennard quant à l'attitude de la Pologne à l'encontre de la Russie soviétique. Halifax considérait la Pologne comme une puissance mineure, et il était obligatoire pour les puissances mineures d'accorder des concessions aux grandes puissances qui s'engageaient volontairement à défendre leurs intérêts. Il ne parvint jamais à comprendre que les dirigeants polonais ne dévieraient en aucun cas de leur politique à l'encontre de l'Union soviétique pour faire plaisir à la Grande-Bretagne. Halifax se retrouva contraint à choisir entre la Pologne et l'Union soviétique lorsque la Pologne refusa de s'attacher à une combinaison intégrant la Russie. Il choisit la Pologne, mais conserva la réserve mentale selon laquelle il pourrait réussir à persuader les Polonais à changer d'attitude à l'égard de la Russie. Cela lui permit de raisonner comme si son choix entre la Russie et la Pologne avait été temporaire. Il espérait réconcilier ces deux puissances, et de sécuriser les services de chacune d'elles pour le programme britannique d'équilibrage du pouvoir.

David Lloyd George estimait qu'Halifax était téméraire en choisissant la Pologne au lieu de la Russie pour sa combinaison d'alliances. Le point fut soulevé à de multiples reprises devant le parlement britannique, qu'Halifax avait choisi la plus faible des puissances d'Europe de l'Est pour son front d'encerclement. Il fut démontré que la Grande-Bretagne endossait des engagements en Europe de l'Est qu'elle ne pouvait imaginer défendre sans l'Union soviétique. Cela laissait de côté le fait qu'Halifax avait pris la décision logique amenant à cette politique particulière. Une guerre

pour Dantzig aurait perdu toute probabilité d'être déclenchée si Halifax avait apaisé les critiques en optant pour l'autre alternative de son choix. Les Russes ne se seraient pas battus pour la Pologne alors que les Polonais refusaient leur aide, et la France aurait été encline à suivre la voie russe. Halifax craignait que les Polonais ne puissent convenir de quelque accord avec l'Allemagne, s'il offensait la Pologne au bénéfice de la Russie. Cela aurait permis à Hitler de terminer son programme de révision territoriale sans guerre. L'implication de l'Allemagne dans la guerre était le trait cardinal de la politique étrangère menée par Halifax.

Halifax apprécia le soutien enthousiaste soulevé par le changement de politique britannique qu'il reçut de la part du gouvernement étasunien à partir du 15 mars 1939. L'effondrement de la Tchéco-Slovaquie produisit un éclatement immédiat d'hostilité à l'encontre de l'Allemagne à Washington DC, plus qu'en toute autre capitale du monde. Le chargé d'affaires allemand Thomsen signala à Berlin qu'une campagne de presse violent contre l'Allemagne avait été lancée sur l'ensemble des États-Unis. Il y eut beaucoup de ressentiment dans les cercles du *New Deal* étasunien lorsque Sir John Simon prononça le 16 mars 1939 un discours devant la Chambre des Communes, soutenant le message apaisant émis par Chamberlain la veille. Le discours de Simon produisit une vigoureuse protestation étasunienne à Londres le 17 mars 1939. Halifax répondit en promettant au président Roosevelt que les dirigeants britanniques allaient « *se mettre à éduquer l'opinion publique au mieux selon la nécessité des actions à mener.* » Cette image est fort différente de celle présentée par Gilbert et Gott, pour qui « *pour la plupart des hommes, la réponse était simple* » après les événements de Prague du 15 mars 1939. Roosevelt avertir Halifax qu'il y aurait « *une montée du sentiment anti-britannique aux États-Unis* » sauf si la Grande-Bretagne se hâtait d'adopter une politique ouvertement anti-allemande.

Roosevelt demanda à Halifax de rappeler de manière permanente l'ambassadeur britannique en Allemagne. Halifax répondit

qu'il n'était pas prêt à aller aussi loin. L'opinion publique britannique était moins ignorante que l'opinion étasunienne quant aux nécessités de la diplomatie, et Halifax craignait qu'un choc difficile pût être produit si les Britanniques adoptaient une copie de la pratique étasunienne de retrait permanent d'ambassadeurs sans raison justifiée. Il promit de donner à Henderson pour instruction de rentrer en Angleterre pour consultation, et il promit qu'il empêcherait le retour de l'ambassadeur britannique en Allemagne pour une période très prolongée. Il promit également que Chamberlain allait prononcer un discours de défi à Birmingham au soir du 17 mars 1939, qui constituerait le prélude d'un changement complet de politique britannique. Il assura à Roosevelt que la Grande-Bretagne était au moins préparée à intervenir activement dans les affaires de l'Europe centrale.

Halifax demanda au président Roosevelt de se rallier à la Grande-Bretagne pour montrer « *à quel point le sens moral de la civilisation était outragé par les dirigeants allemands en place.* » Il savait que ce niveau élevé de formulation du problème pourrait plaire au président étasunien. Roosevelt fut satisfait de la réponse d'Halifax. Il promit au secrétaire britannique aux affaires étrangères qu'il allait saper les lois quant à la neutralité étasunienne, lois qui avaient été adoptées par le Congrès étasunien avec l'accord du *New Deal*, en réponse aux pressions de l'opinion publique étasunienne. Halifax reçut également promesse que Morgenthau, le secrétaire étasunien au Trésor allait adopter de nouvelles actions vigoureuses dans sa politique de discrimination financière et économique contre l'Allemagne. Halifax fut grandement encouragé par le soutien envers sa politique de guerre, reçu de la part du président Roosevelt.

## 12.5 La duperie de Tilea

Halifax n'avait pas attendu les encouragements du président étasunien pour préparer sa nouvelle politique. Plusieurs jours du-

rant il avait organisé l'une des intrigues les plus fantastiques de la diplomatie moderne. L'unique objet de cette activité était de faciliter le basculement de politique britannique, en inventant une base plus élargie que la crise tchèque sur laquelle justifier ce changement aux yeux de l'opinion publique britannique.

Halifax prévit d'affirmer que l'Allemagne menaçait la Roumanie. L'Allemagne ne disposait d'aucune frontière partagée avec la Roumanie, mais elle avait des relations diplomatiques et économiques avec ce pays, et le territoire allemand s'étendait jusqu'à une distance d'environ 480 kilomètres de la frontière roumaine. La Grande-Bretagne dominait les finances roumaines, et avait d'importantes participations dans le pétrole ainsi que d'autres industries roumaines. Les Roumains avaient hâte de recevoir des expéditions d'armes de la part de la Grande-Bretagne, parce que leur principale source d'armement, aux usines Skoda, en Bohême, était à présent entre des mains allemandes. Une délégation commerciale allemande était en Roumanie afin de négocier un traité de commerce, qui ne fut signé que le 23 mars 1939. L'objet principal de la mission allemande était d'établir une aide allemande pour la modernisation de l'agriculture roumaine, et l'accroissement des exportations agricoles roumaines à destination de l'Allemagne. La présence d'une délégation allemande à Bucarest fut utile pour affirmer l'existence d'un complot allemand. La visite du roi Carol à Londres, en novembre 1938, avait permis à Halifax de confirmer le fait que l'influence britannique restait dominante en Roumanie. Virgil Tilea, le représentant de la Roumanie en Grande-Bretagne, se révéla constituer une personne docile et un accessoire consentant aux fausses accusations qu'Halifax prévoyait de présenter contre les Allemands. Les Britanniques savaient que Grigorie Gafencu, le nouveau ministre roumain des affaires étrangères, était un homme d'honneur qui n'aurait pas consenti à prendre part dans une telle conspiration, et ils ne l'informèrent pas de leurs desseins. Ils comptaient sur l'influence britanniques à Bucarest pour empêcher toute protestation efficace après leur action. Halifax prévoyait d'affirmer

que les Allemands essayaient de prendre le contrôle de l'ensemble de l'économie roumaine, et qu'ils avaient présenté un ultimatum à Bucarest qui avait terrifié les dirigeants roumains.

Tilea fut soigneusement instruit du rôle que l'on attendait de lui par Sir Robert Vansittart, le vitupérant conseiller diplomatique en chef anti-allemand du gouvernement de Sa Majesté. Les Britanniques se confièrent à Tilea, et lui dirent, avant que les Allemands se rendissent à Prague, que la Grande-Bretagne comptait s'opposer à l'Allemagne. Tilea savait que le roi Carol avait échoué à négocier un prêt britannique en vue d'acheter des armes en 1938, et pensa que son propre prestige pourrait y gagner s'il parvenait à décrocher lui-même ce prêt. Il était arrivé en Grande-Bretagne comme représentant roumain le 9 janvier 1939, avec comme instructions générales de faire tout son possible pour obtenir le prêt en question, et il fit preuve, dans la poursuite de ces instructions, d'un entêtement dépourvu de toute inhibition morale.

Le 14 mars 1939, Tilea dit à Halifax qu'il allait apprécier une réaction hostile britannique à l'occupation attendue de Prague par les Allemands. Il était satisfait que les Britanniques eussent secrètement décidé, avant l'apogée de la crise tchéco-slovaque, d'abandonner un projet de mission en vue de discussions commerciales en Allemagne. Il promit à Halifax qu'une nouvelle augmentation de l'influence britannique en Roumanie serait la bienvenue. Il suggéra que les Britanniques puissent faire appel efficacement à la vanité du roi Carol s'ils montaient le niveau de la légation britannique de Bucarest au statut d'Ambassade. Il pensait que les soupçons pourraient être évités, et préserver les sentiments facilement agités des Balkans s'ils réalisaient le même changement à Belgrade ainsi qu'à Athènes. Tilea fit clairement savoir qu'il serait tout particulièrement satisfait de la manifestation de l'intérêt britannique par un prêt qui pourrait constituer une source de profit pour sa propre personne.

Les Britanniques assurèrent à Tilea qu'ils étaient inclinés à accorder le prêt et à élever le statut de la légation britannique de

Bucarest, ce qui signifiait bien entendu que la légation roumaine à Londres deviendrait elle aussi une Ambassade. Ils furent satisfaits que Tilea fût prêt à en payer le prix en proposant de coopérer sans réserve à leur dessein anti-allemand. Des conférences furent tenues quotidiennement entre Tilea et des porte-parole du *Foreign Office* dans l'intervalle entre le moment où il prononça son accord personnel, et l'éclosion auprès du public du complot, le 17 mars 1939. Halifax était nerveux à l'idée que Tilea pourrait changer d'avis ou mal avoir compris son rôle. Gilbert et Gott démarrent leur tentative visant à protéger la réputation d'Halifax, dans cette situation peu agréable, en affirmant de manière erronée que Bonnet s'attendait à une action allemande en Roumanie, et en affirmant que les premières discussions entre Tilea et le *Foreign Office* britannique n'eurent lieu que le 16 mars 1939, après l'occupation de Prague par les Allemands.

Le jour fatidique finit par arriver. Le 17 mars, Tilea prononça une déclaration publique soigneusement préparée, accusant l'Allemagne d'avoir présenté un ultimatum à la Roumanie. Sir Robert Vansittart se hâta de faire paraître cette « *grosse affaire* » dans le *London Times* et le *Daily Telegraph*, avant que le premier ministre parlât à Birmingham. Les millions de lecteurs des journaux britanniques furent atterrés par l'appétit apparemment insatiable d'Hitler, ainsi que par les supposées rapidité et rapacité de ses divers mouvements. La « *grosse affaire* » ébranla l'auto-satisfaction britannique, et produisit de l'ébahissement, de l'anxiété, ainsi qu'une franche hostilité à l'encontre de l'Allemagne. Chamberlain se vit présenté par Halifax le texte d'un discours de politique étrangère, et se laissa persuader de laisser de côté son propre discours relatif aux affaires intérieures britanniques. Ce développement fut expliqué par l'affirmation étrange selon laquelle Chamberlain avait reçu « *une meilleure connaissance* » des événements récents.

L'épisode Tilea fut central dans le développement de la politique d'Halifax, et le secrétaire britannique aux affaires étrangères ne fut pas inquiété des répercussions qu'eut l'affaire à Bucarest. Le

représentant britannique en Roumanie, Reginald Hoare, appela Halifax le 18 mars 1939, pour faire cesser les émissions radiophoniques britanniques des affirmations irresponsables de Tilea, et pour refuser d'en faire mention dans les rapports officiels. Cet appel urgent n'eut aucun effet à Londres. Hoare continua d'exposer en détail la nature ridicule des accusations de Tilea. Il craignait que ce qu'il percevait comme une crédulité stupéfiante ne pût fortement abîmer le prestige britannique.

Hoare considérait qu'il était « *aussi totalement improbable que le ministre des affaires étrangères ne m'eût pas tenu informé qu'une situation de menace immédiate se fût développée ici, que je l'appelai aussitôt que vos télégrammes envoyés à Varsovie et à Moscou eurent été déchiffrés. Il me dit qu'il était inondé de requêtes quant au rapport d'un ultimatum allemand dont était fait mention dans "*The Times*" et le "*Daily Telegraph*" de ce jour. Il n'y avait pas un mot de vrai dans tout cela.* » Hoare assura à Halifax qu'il s'était montré très curieux quant à la mission économique du Dr Helmuth Wohlthat en Roumanie, mais Gafencu « *exprima son ébahissement,* » et maintint « *lors d'un contre-interrogatoire serré* » que les négociations en cours se déroulaient « *de manière complètement normale, entre égaux.* »

Hoare supposa naturellement que son rapport détaillé pourrait amener Halifax à désavouer la duperie de Tilea. Rien de tel ne se produisit. Hoare avait été surpris lorsqu'Halifax accepta le récit de Tilea sans consulter la légation britannique de Bucarest. Il fut stupéfait lorsqu'Halifax continua d'exprimer sa foi dans l'authenticité de ce récit, après qu'il lui eut exposé la fausseté de celui-ci.

Wilhelm Fabricius, le représentant allemand en Roumanie, conduisit une enquête encore plus complète quant à l'attitude roumaine vis-à-vis de la duperie de Tilea. Il se satisfit de ce que le roi Carol n'eut aucune connaissance préalable du complot. Le 18 mars 1939, il signala à Berlin que Gafencu, le ministre roumain des affaires étrangères, lui avait présenté un désaveu des déclarations faites par Tilea à Londres. Gafencu insista sur l'idée que toutes les ac-

cusations concernant des exigences allemandes envers la Roumanie était absolument sans fondement.

Le 20 mars 1939, Gunther, le représentant étasunien à Bucarest, signala que « *Tilea, le représentant roumain anglophile,* » était coupable d'« *excès de zèle.* » Tilea avait nonchalamment informé Gafencu qu'il « *ne faisait qu'essayer de se rendre utile.* » Gafencu avait assuré aux diplomates étasuniens de Roumanie que les négociations économiques avec les Allemands restaient en cours, de manière normale. Le ministre roumain des affaires étrangères se plaignit de ce que le faux rapport de Tilea « *avait été saisi par des sections de la presse occidentale contrôlées par des Juifs.* » Gafencu était furieux à l'encontre de Tilea, mais n'osa pas le rappeler de Londres, de crainte d'offenser Halifax.

## 12.6 Le calme de la Pologne quant aux événements de Prague

La presse britannique fut bientôt envahie d'articles sur les prétendus mauvais traitements infligés aux Tchèques par les Allemands, et sur le soi-disant ultimatum allemand à la Roumanie. L'attitude de la presse en Pologne, à la veille de l'offre d'Halifax du 20 mars 1939 en vue de conclure une alliance avec les Polonais, fut totalement différente. Il n'y eut pratiquement aucun commentaire sur la duperie Tilea, et les dirigeants polonais firent savoir presque immédiatement que le prétendu ultimatum allemand à la Roumanie n'était qu'une pure invention. Les commentaires quant aux événements en Tchéco-Slovaquie y restèrent limités en comparaison avec ceux que l'on trouva dans la presse anglaise ou étasunienne. Les journaux polonais accordèrent beaucoup plus de place aux événements de Slovaquie, la crise y ayant atteint son apogée le 9 mars 1939. La presse de Pologne, à l'exception de *Robotnik*[3] et d'autres journaux marxistes, souligna principalement la sympathie

3. *Le Travailleur*

polonaise pour le mouvement d'indépendance slovaque. Les journaux marxistes préféraient les Tchèques du fait de leurs liens étroits avec les marxistes tchèques. Le 12 mars 1939, Jozek Beck prononça un discours insistant sur la sympathie de la Pologne envers la Slovaquie, et ses remarques furent largement reprises dans la presse. Beck, dans son allocution, exhorta également les nations étrangères à aider la Pologne à se débarrasser de sa population juive. Il ne mentionna aucune inquiétude quant aux intentions allemandes en Slovaquie.

Le 14 mars 1939, après que l'Allemagne eut accepté de soutenir le mouvement d'indépendance slovaque, les principaux journaux polonais mirent les difficultés tchèques sur le compte des relations intimes entre Prague et Moscou. Les éditions du matin du 15 mars annonçaient la nouvelle que l'armée allemande avait occupé la Moravie et Ostrava et que l'armée hongroise était entrée en Ruthénie. Ces articles faisaient preuve d'un grand détachement vis-à-vis de l'action allemande, qui paraissait éliminer de la scène d'Europe centrale un vieil adversaire de la Pologne.

Les journaux polonais du 16 mars 1939 reportèrent dans le détail les événements récents. Les gros titres, tel que *Swastika Standard* sur le *Hradczyn* de Prague, étaient identiques à ceux qui ornèrent la presse allemande. Un bulletin officiel du gouvernement polonais fut cité, annonçant que les Tchèques étaient avant tout victimes de leur propre mégalomanie politique. On espérait que l'indépendance slovaque constituerait une réalité, et pas une pure fiction, et on discuta de la nécessité d'une force militaire polonaise en période trouble. Il n'y avait guère de manifestation d'indignation ou d'anxiété, sans parler d'hystérie, comme on en trouvait beaucoup dans la presse occidentale. L'officielle *Gazeta Polska* expliqua le 16 mars 1939 que la politique d'Hitler était fondée sur une considération réaliste de facteurs importants, en dépit du fait que la puissance allemande s'était étendue au-delà des limites ethniques allemandes. On ne perçut pas dans les principaux journaux polonais d'échos du vent hurlant dans la presse occidentale jusqu'au 18

mars 1939, et encore ne fut-il alors relayé que faiblement.

La réaction de la presse polonaise était différente de celle de la presse britannique ou étasunienne du fait que la Pologne n'était pas encline à s'opposer à la politique allemande sur des questions telles que la Bohême-Moravie, qui préoccupait les Polonais. Les Slovaques avaient échappé au joug tchèque, et les Hongrois avaient obtenu la Ruthénie.

Les Polonais avaient pleinement conscience que les Tchèques étaient prêts à accepter leur nouvelle relation avec l'Allemagne. Hitler avait reçu les salutations chaleureuses de Jan Syrovy, le général et premier ministre tchèque, à Prague, le 15 mars 1939. Un comité national tchèque avait été constitué au parlement tchèque le même jour. Il était basé sur une large coalition d'organisations patriotes tchèques, de syndicats tchèques, d'organisations agricoles, et de dirigeants gouvernementaux. Le comité publia immédiatement « *un appel à la nation tchèque de se souvenir de son association historique avec le peuple allemand au sein du Saint Empire Romain.* » Il fut rappelé que Prague avait jadis été la capitale de cet Empire. Il était évident qu'une collaboration germano-tchèque pouvait être établie sur une fondation solide, sans grande difficulté. Les Polonais considérèrent qu'il était impossible au vu de ces circonstances de se montrer hystérique quant aux événements à Prague, et ils n'eurent pas à subir de conspiration de la part de leurs dirigeants pour promouvoir une telle hystérie par des moyens artificiels, comme l'avaient fait Halifax et Vansittart à Londres. Le mépris souverain dont les dirigeants britanniques firent preuve à l'égard de leur propre opinion publique fut manifeste dans la manière dont Halifax manipula les événements au cours de cette période.

## 12.7 Beck médusé par la duperie de Tilea

Les représentants britanniques et français à Berlin s'étaient cantonnés le 15 mars 1939 à une démarche informationnelle. Ils se

contentèrent de demander aux autorités allemandes d'expliquer la politique allemande en Tchéco-Slovaquie. Henderson, de sa propre initiative, reconnut formellement les intérêts prépondérants de l'Allemagne en territoire tchéco-slovaque. Aucune protestation britannique ne fut présentée à Berlin avant le discours de Chamberlain à Birmingham le 17 mars 1939. Bonnet parla avec Welczeck, l'ambassadeur allemand à Paris, le 15 mars 1939. Il suggéra avec modération que les Allemands avaient dû au moins faire usage de la menace de la force pour persuader les Tchèques d'accepter leur nouvelle relation avec l'Allemagne. Coulondre avait signalé à Berlin, de sources tchèques, que les Allemands avaient émis une telle menace, et Bonnet se savait en terrain solide. Il nota que Welczeck se montrait embarrassé par l'affaire toute entière.

La première action menée par Halifax, après l'annonce faite par Tilea le 17 mars 1939, fut de contacter Kennard à Varsovie. Il s'agissait d'une action cohérente, la Pologne occupant la position cruciale dans les projets d'Halifax. Kennard reçut pour instruction d'informer Beck qu'Halifax et Tilea discutaient de la possibilité de transformer l'alliance polono-roumaine anti-soviétique en alliance anti-allemande. Halifax désirait connaître la réaction de Beck à ce projet aussitôt que possible. Kennard ne parvint à discuter de ce sujet avec Beck qu'au 18 mars au matin. Dans l'intervalle, un rapport quant aux déclarations faites par Tilea à Londres avait été envoyé aux diplomates britanniques de Varsovie. Ce fut heureux pour Kennard, car Beck était surtout intéressé par une discussion autour de la duperie de Tilea.

Beck informa Kennard qu'il ne parvenait pas à comprendre ce à quoi Tilea œuvrait à Londres. Miroslaw Arciszewski, le représentant polonais en Roumanie, avait discuté de la situation en cours avec le roi Carol au soir du 17 mars 1939. Le monarque roumain n'avait pas laissé transpirer la moindre indication que la Roumanie fût menacée par l'Allemagne. Beck « *avait peine à croire* » que le diplomate roumain avait prononcé les remarques qu'on lui attribuait à Londres, en dépit du fait que l'affaire avait été divulguée

par le *Foreign Office* britannique. Kennard resta quelque peu stupéfait par la version de Beck de la situation roumaine, qui différait fortement de la sienne. Il présenta la suggestion d'Halifax visant à établir une alliance polono-roumaine contre l'Allemagne, et découvrit que Beck n'appréciait pas cette proposition.

La Pologne avait garanti la frontière roumaine, jouxtant la rivière *Dniester*, contre toute agression soviétique. Beck estimait qu'il n'y aurait aucun sens pour la Pologne de garantir la frontière occidentale de la Roumanie contre l'Allemagne. Il n'y avait aucune raison de penser que l'Allemagne et la Roumanie auraient jamais une frontière commune. Les relations polono-roumaines avaient été amicales depuis des années, et n'avaient pas besoin d'être améliorées. Une garantie par la Pologne de la frontière occidentale de la Roumanie aurait isolé la Hongrie. Les nations ayant des aspirations territoriales en Roumanie étaient l'Union soviétique, la Hongrie et la Bulgarie. Beck n'avait pas d'objection à garantir la Roumanie contre l'Union soviétique, mais aurait nui sans raison aux intérêts polonais s'il en avait fait de même face à la Hongrie. Les Hongrois s'intéressaient à de grandes et précieuses franges de territoires roumains, objets d'un différend.

Beck ne pouvait pas imaginer ce qu'espérait gagner Halifax avec un traité polono-roumain contre l'Allemagne. Il ne considérait pas la suggestion comme une idée empreinte de raison. Il déclara à Kennard qu'il refusait de croire que la Roumanie subissait la moindre pression de la part de l'Allemagne. Kennard, faisant preuve d'une persistance infatigable, demanda à Beck ce qu'il ferait dans l'hypothèse où l'Allemagne ferait subir des pressions à la Roumanie. Le ministre polonais des affaires étrangères répondit sèchement qu'il n'avait pas pour habitude d'engager la Pologne dans des situations hypothétiques.

Halifax appela l'Union soviétique à défendre la Roumanie contre l'« *agression allemande,* » avait que Chamberlain ne parlât à Birmingham le 17 mars 1939. Cet appel était la dernière chose désirée par Bucarest, la Roumanie craignant plus l'agression russe qu'alle-

mande. Cette considération n'émut pas Halifax, qui avait soigneusement évité tout contact avec le gouvernement roumain depuis la crise slovaque. Il n'est pas nécessaire de décrire en détail la réaction de l'Union soviétique à l'occupation de Prague par les Allemands. Kliment Voroshilov, le commissaire de l'Union soviétique à la défense, avait prononcé le 13 mars 1939 un discours répétant les affirmations précédentes de Staline, selon qui la Grande-Bretagne et la France s'employaient à pousser l'Allemagne en guerre contre l'Union soviétique. La presse russe répondit à la crise slovaque en condamnant les quatre puissances de Munich pour leur affaiblissement de l'État tchéco-slovaque.

Halifax affirma aux Russes que les Allemands voulaient le contrôle de la Roumanie, et que leurs propositions faites à Bucarest étaient « *de même nature qu'un ultimatum.* » Le secrétaire britannique aux affaires étrangères ne s'inquiéta pas du scepticisme russe quant à ses affirmations. Il pouvait toujours louvoyer en affirmant s'être laissé tromper par le représentant de la Roumanie à Londres. Sa proposition d'une garantie soviétique de la Roumanie était secondaire par rapport à son objectif principal, qui était de proposer une alliance anglo-soviétique. La duperie de Tilea répondait à sa recherche de prétexte pour approcher l'Union soviétique.

Halifax finit par envoyer des instructions à Henderson, l'ambassadeur britannique, de protester contre l'occupation de Prague par l'Allemagne. Le soir du 17 mars 1939, Henderson fut informé que les Allemands étaient coupables d'« *une répudiation totale de Munich.* » Halifax lança l'accusation selon laquelle tous les changements étaient « *effectués en Tchéco-Slovaquie par une action militaire allemande,* » et selon laquelle les nouveaux régimes de Prague et de Bratislava étaient « *dénués de tout fondement légal.* » Il avait consulté Bonnet, et les Français avaient décidé d'envoyer une protestation à part à Berlin. Halifax évita toute mention de la Roumanie dans ses instructions à Henderson.

## 12.8 Le discours de Chamberlain à Birmingham

Le rôle assigné par Halifax au premier ministre Chamberlain à Birmingham était celui de l'innocence outragée. Chamberlain convint de se présenter comme la victime de la duplicité allemande, finalement réveillé dans une grande rage, pour expliquer avoir été dupé. Chamberlain déclara solennellement qu'il ne croirait plus jamais la parole d'Hitler. Il affirma que la Grande-Bretagne aurait pu assumer son obligation d'accorder des garanties à la Tchéco-Slovaquie, mais que cela avait été rendu impossible par l'effondrement de l'État tchéco-slovaque.

Chamberlain avertit son auditoire à Birmingham qu'Hitler pourrait être en train de s'embarquer dans une tentative de conquérir le monde. Il voulait créer une impression de franchise en confiant qu'il n'était pas absolument certain que tel fût le cas. Il tenta alors d'établir l'impression, dans l'esprit de ses auditeurs, que tout nouveau développement dans le programme de révision territoriale d'Hitler constituerait une preuve irrévocable qu'Hitler s'employait à conquérir le monde.

Le discours d'Halifax, prononcé par Chamberlain le 17 mars 1939, força le premier ministre à se présenter sous les traits d'une personne bien naïve. L'implication qu'il avait aveuglément fait confiance à Hitler, jusqu'à l'occupation de Prague par les Allemands, était contraire aux faits. Chamberlain n'avait jamais accordé sa confiance à Hitler, et avait toujours considéré l'apaisement envers l'Allemagne comme une politique conditionnelle, en laquelle les Britanniques ne pouvaient pas se permettre d'avoir foi. Il n'avait jamais désiré poursuivre l'apaisement à un point qui, à son avis, aurait sérieusement remis en cause l'opération de l'équilibre du pouvoir. De fait, on peut avancer comme certitude le fait que Chamberlain n'accorda jamais une foi aveugle à aucun dirigeant étranger. Il plaçait sa foi dans la puissance militaire britannique, et dans la capacité des dirigeants britanniques à manœuvrer avec succès sur la scène diplomatique. Sa volonté d'apparaître dans un rôle de dupe à la

demande d'Halifax ne fut guère plus que ce qu'il considéra constituer comme un devoir patriotique, calculé au mieux pour soulever l'opinion publique britannique contre l'Allemagne.

On pourrait croire que le discours de Chamberlain était trop ambitieux, et voulait modifier trop fortement l'opinion publique britannique en si peu de temps, et que le dosage excessif de propagande dans ce discours pouvait générer une révulsion dangereuse dans l'opinion publique britannique. Il faut ici rappeler le contexte historique de ce discours. Le grand public britannique avait reçu des doses de plus en plus importantes de propagande anti-allemande depuis la conférence de Munich, sur les ondes radio britanniques, dans l'industrie du cinéma, ainsi que dans la presse écrite, et de nombreuses personnalités très respectées par le grand public britannique avaient dénoncé Hitler et l'Allemagne avec la plus grande véhémence. Chamberlain avait contribué à ce process avec son discours alarmiste du 23 janvier 1939.

Ce qui restait d'autosatisfaction britannique connut un électrochoc lorsqu'Hitler se rendit à Prague, mais les informations trafiquées quant à la Roumanie, le 17 mars 1939, furent très utiles pour créer une atmosphère de nervosité et d'anxiété. Chamberlain réussit à aller remarquablement loin dans ses remarques de Birmingham sans compromettre l'efficacité de son discours. Il assura à son auditoire que la Grande-Bretagne ne comptait pas attendre jusqu'à la prochaine action d'Hitler, mais se préparait à lancer immédiatement ses propres contre-mesures contre lui.

« *Protestations anglo-françaises à Berlin* »

Les événements s'enchaînèrent rapidement à Londres à partir du 17 mars 1939, et il n'y eut aucune trace de l'attitude dilatoire britannique, à laquelle les Tchèques s'étaient trouvés confrontés au cours des dernières semaines, lorsqu'ils avaient soulevé la question des garanties territoriales. Les ambassadeurs britannique et français à Berlin déposèrent leurs protestations formelles quant à la politique allemande appliquée à la Tchéco-Slovaquie le 18 mars 1939. Halifax avait soigneusement évité d'accuser les Alle-

mands de n'avoir pas consulté la Grande-Bretagne quant à leur politique tchèque. Rab Butler, le sous-secrétaire aux affaires étrangères du parlement, avait présenté une explication détaillée devant la Chambre des communes, selon laquelle l'Allemagne n'avait aucune obligation de consulter la Grande-Bretagne quant à sa politique tchèque. La clause de consultation de la déclaration anglo-allemande du 30 septembre 1938 ne s'appliquait qu'aux questions présentant un intérêt direct à la fois pour la Grande-Bretagne et pour l'Allemagne. Butler expliqua que la Grande-Bretagne n'avait aucun intérêt direct dans la situation tchèque, du fait qu'elle n'avait accordé aucune garantie à l'État tchéco-slovaque.

Ernst von Weizsäcker, le secrétaire d'État qui reçut les protestations britanniques et françaises, n'afficha aucune démonstration d'embarras comme Dirksen face à Halifax à Londres, ou comme Welczeck face à Bonnet à Paris. Le 16 mars 1939, Weizsäcker avait fort justement expliqué aux diplomates allemands établis à l'étranger que les accords de Munich se trouvaient supplantés par les événements de la crise slovaque, plutôt que violés par l'Allemagne. La réussite du mouvement d'indépendance slovaque avait rendu impossible la continuation de l'État tchéco-slovaque, auquel, à une époque, les quatre puissances de Munich avaient prévu d'accorder des garanties. Cette interprétation fut acceptée sans la moindre hésitation par le gouvernement italien. Mackensen, l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, transmit la déclaration d'approbation italienne à Berlin le 17 mars 1939.

Weizsäcker avait suivi de près chaque étape de la crise slovaque. Il sympathisait avec Josef Tiso, le principal dirigeant slovaque, et admirait Adalbert Tuka, qui avait passé dix ans dans des prisons tchèques et s'était récemment vu menacé par les Tchèques d'y retourner. Il savait que les Allemands s'étaient concertés avec les Slovaques à Bratislava durant la dernière phase de la crise, et qu'Hitler avait continûment encouragé les Slovaques depuis sa rencontre avec Adalbert Tuka le 12 février 1939. Il savait également que le mouvement slovaque pour l'indépendance, depuis la confé-

rence de Munich, s'était fermement développé, disposait d'un soutien populaire, et il ne pensait bien sûr pas que l'interruption de l'État tchéco-slovaque découlait artificiellement de machinations allemandes. Ces convictions de Weizsäcker n'étaient pas de simples rationalisations, et furent fermement défendues par lui durant et après la seconde guerre mondiale. Il resta convaincu que l'accord d'Hacha avec Hitler du 15 mars 1939, indépendamment des motivations qui l'avaient inspiré du côté tchèque, donnait à l'Allemagne une base légale appropriée pour sa politique tchèque du mois de mars 1939.

Il n'est donc pas surprenant qu'Henderson et Coulondre rencontrassent, à la *Wilhelmstrasse*, une vive défense de la politique allemande. De fait, Weizsäcker savait que l'ambassadeur britannique Henderson était personnellement d'accord avec son analyse de la situation tchéco-slovaque. On savait à Berlin, depuis le 17 mars, qu'Halifax comptait rappeler Henderson à Londres pour une durée indéfinie. Henderson avait appelé Weizsäcker à cette date, pour mener une discussion privée sur les événements récents. Il affirma au secrétaire d'État allemand qu'il avait hâte de recevoir autant d'arguments allemands pertinents que possible, pour en faire usage face aux adversaires britanniques de l'apaisement.

Le 18 mars 1939, Weizsäcker informa Henderson et Coulondre qu'il refusait d'accepter leurs notes de protestation. Ce refus était cohérent avec la position du gouvernement allemand, selon lequel les accords de Munich s'étaient vus supplantés par les événements. Weizsäcker affirma à Coulondre que Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, avait exprimé le désintérêt de la France quant à la question tchèque au moment de la déclaration franco-allemande du 6 décembre 1938. Il n'existait aucun moyen de prouver ce que Bonnet avait réellement affirmé dans une conversation privée tenue avec Ribbentrop. Il aurait été parfaitement cohérent de la part de Bonnet d'affirmer une telle chose après que les dirigeants britanniques, le 24 novembre 1938, eurent effectivement bloqué le projet français de mise en œuvre de garanties à l'État tchèque. Il était

également clair que Bonnet n'allait pas se montrer enclin à reconnaître publiquement ce qu'il avait affirmé en privé. La stratégie de Weizsäcker et de Ribbentrop, visant à monter ce point en épingle le 18 mars 1939, était tout à fait évidente. Ils espéraient démontrer à la France que la fureur des événements à Prague était artificielle, et qu'il n'était pas digne de la France de se montrer indûment indignée quant à ces événements, à l'image de la réaction qui s'observait de la part de Washington DC ou de Londres.

Coulondre ne s'arrêta pas à répondre à ce défi, et remonta l'affaire à Bonnet. Le ministre français des affaires étrangères décida de ne pas se laisser entraîner dans une discussion complexe sur ce sujet. Il se contenta d'affirmer que Weizsäcker aurait dû refuser de recevoir Coulondre au début, si le secrétaire d'État allemand croyait en la controverse lancée par Ribbentrop quant à l'assurance française de décembre 1938 pour les Tchèques. Le secrétaire d'État allemand savait à l'avance que Coulondre comptait protester quant à la crise tchéco-slovaque, et reconnaissait le droit de la France de livrer une protestation en le recevant. Weizsäcker n'était pas d'accord avec ce point de vue. Il rappela que les quatre puissances de Munich, à une époque, avaient compté assumer une responsabilité commune à l'égard des Tchèques, et il ne pensait pas qu'une supposée déclaration unilatérale de Bonnet pouvait altérer ce fait. Il insista sur le fait qu'il était correct de recevoir les ambassadeurs britannique et français, sachant qu'ils comptaient livrer des protestations, puis d'expliquer pourquoi les Allemands refusaient d'accepter leurs notes de protestation. Bonnet de l'autre côté, estimait que Weizsäcker avait tacitement accepté le droit de la France à protester dès lors qu'il avait reçu Coulondre.

## 12.9 Le retrait des ambassadeurs britannique et français

Halifax annonça publiquement, après la présentation de la protestation britannique, qu'Henderson allait être rappelé d'Allemagne pour des consultations prolongées en Angleterre. Cette action fut prise en dépit du fait qu'Henderson n'était retourné en Allemagne, à l'issue d'un long congé maladie, que depuis quelques semaines. Bonnet convint d'agir de même, et Coulondre fut également rappelé. Les ambassadeurs occidentaux quittèrent l'Allemagne le 19 mars 1939, et en restèrent absents pendant presque six semaines. Beck nota l'étroite synchronisation des politiques anglo-françaises en cette instance, et conclut avec espoir que les dirigeants britanniques semblaient encore en mesure de dicter la politique étrangère de la France. Lukasiewicz, l'ambassadeur de Pologne, prévint Beck que la France était réticente à maintenir ses anciennes obligations ou à accepter de nouveaux engagements envers la Pologne. Beck espérait qu'en se tournant vers Londres il pourrait recevoir tout ce dont la Pologne avait besoin de la part de la France.

Le bureau allemand des affaires étrangères espérait persuader les Britanniques de modifier leur décision, en maintenant Dirksen à Londres. L'ambassadeur d'Allemagne appela Halifax pour l'informer qu'il avait la permission de rester à Londres, si les Britanniques acceptaient de ne maintenir Henderson en Angleterre que pour une courte période. Halifax refusa sans ménagement d'indiquer pour quelle durée Henderson allait rester en Angleterre, et Dirksen se trouva contrait de demander à Ribbentrop de le rappeler. L'ambassadeur allemand était arrivé en Grande-Bretagne en mars 1938 avec de grandes espérances, après son précédent poste au Japon. Il renâclait à quitter Londres à un stade critique des relations entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il fut contraint de conclure, lorsqu'il revint en Grande-Bretagne au mois de mai 1939, qu'Halifax avait absolument réussi à persuader le grand public britannique

qu'une nouvelle guerre anglo-allemande était inévitable.

Le 19 mars 1939, Beck, le ministre polonais des affaires étrangères, reçut l'assurance de la part de Julius Lukasiewicz et de William Bullitt, que le président Roosevelt se préparait à faire tout son possible pour promouvoir une guerre entre le front anglo-français et l'Allemagne. Bullitt reconnut qu'il restait soupçonneux quant aux intentions britanniques, et craignait que les Britanniques ne pussent se voir tentés de composer leurs différends avec l'Allemagne à quelque date ultérieure. Il promit que tout déviation de ce type, hors d'une trajectoire de guerre britannique, était promise à rencontrer une résistance énergique de la part du président Roosevelt. Bullitt avait eu vent, par le premier ministre Daladier, que les Britanniques proposaient une garantie territoriale anglo-française à la Roumanie, et le diplomate étasunien accueillit ce projet.

Bullitt informa les Polonais qu'il savait que l'Allemagne espérait acquérir Dantzig, et qu'il comptait sur la volonté polonaise d'aller en guerre sur la question de Dantzig. Il exhorta Lukasiewicz à présenter des exigences à l'Occident pour des ravitaillements et diverses assistances militaires. Lukasiewicz affirma à Bullitt que la Pologne aurait besoin de toute l'aide que l'Occident pourrait possiblement lui apporter en cas de guerre. Bullitt déclara qu'il espérait que la Pologne pourrait récupérer des fournitures militaires de la part de l'Union soviétique, mais Lukasiewicz ne fit montre d'aucun enthousiasme à cette idée. Il avertit Bullitt du fait qu'il était trop tôt pour prédire la position que la Russie pourrait prendre dans un conflit opposant l'Allemagne et la Pologne. Bullitt reconnut à cette remarque que Lukasiewicz supposait que la politique soviétique à l'égard de la Pologne serait hostile. Il était également clair que Bullitt reconnaissait l'impuissance militaire de la position polonaise, si l'Union soviétique n'aidait pas la Pologne en cas de conflit avec l'Allemagne.

Le 19 mars 1939, Halifax et Cadogan notèrent avec satisfaction que Tilea répétait avec ténacité son mensonge quant au prétendu ultimatum allemand envers la Roumanie. Ils considérèrent

cela comme un mandat suffisant pour continuer de fonder leur politique sur la duperie Tilea. Ils reconnaissaient en privé que le désaveu du représentant britannique Hoare ne pouvait pas rester totalement ignoré. Cadogan suggéra gaillardement qu'« *au vu des circonstances, il se pourrait qu'il y ait du vrai dans les deux récits* » avec l'« *ultimatum ayant à présent disparu de la base des négociations.* » Halifax ne fut pas le moins du monde gêné par ce non-sens total. Gilbert et Gott invoquent la « *panique* » pour défendre Halifax d'avoir ignoré le désaveu de Tilea : « *Une telle information aurait dû mettre fin à la panique. Tel ne fut pas le cas. L'opportune indiscrétion de Tilea put déterminer la politique britannique.* »

## 12.10 L'offre d'alliance d'Halifax à la Pologne et à l'Union soviétique

Halifax décida d'une action majeure le 20 mars 1939, afin de mettre en œuvre la nouvelle tentative britannique visant à encercler l'Allemagne. Il informa Paris, Moscou et Varsovie qu'il désirait sceller un pacte militaire à toute épreuve impliquant la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Pologne, contre l'Allemagne. Il reconnut que des « *doutes* » avaient été émis quant à la réalité d'un ultimatum allemand à l'encontre de la Roumanie, mais insista sur l'idée que la politique allemande à Prague prouvait que les Allemands dépassaient l'« *objectif avoué de consolidation de la race allemande.* » Halifax n'était nullement gêné par le fait qu'il y avait plus d'Allemands vivant en Europe hors des frontières d'Allemagne que d'étrangers vivant dans le Reich, ou que la Grande-Bretagne, la France et la Russie dominassent des centaines de millions de gens étrangers. Il n'était pas du tout gêné par le fait que la Pologne dominait bien plus de gens étrangers que l'Allemagne. Il avait créé un sentiment suffisant contre l'Allemagne en Angleterre pour soutenir la thèse, face à une opinion publique non informée, que l'Allemagne aspirait à la conquête du monde.

Halifax espérait que son projet d'alliance pourrait produire une éclatante victoire britannique de politique étrangère sur l'Allemagne en quelques jours. Le terrain avait été soigneusement préparé, tant en Angleterre qu'à l'étranger. Halifax savait que la Pologne n'était pas encline à accepter les propositions d'entente allemandes. Il savait également que la Pologne allait avoir besoin d'une alliance du type de celle qu'il proposait, pour prévenir la défaite de la Pologne dans une guerre germano-polonaise. Il savait que l'Allemagne avait échoué à nouer des alliances militaires avec les Italiens ou les Japonais, et il comptait sur la poursuite d'une politique britannique réussie pour intimider l'Italie. L'Allemagne n'aurait aucun allié pour l'aider face à la colossale combinaison à laquelle Halifax espérait parvenir. Halifax persuada Chamberlain d'écrire une lettre à Mussolini le 20 mars 1939, dans le cadre du projet général visant à détacher l'Italie de l'Axe informel Rome-Berlin. Le premier ministre britannique affirma que ses pressentiments quant à l'Allemagne de janvier 1939 s'étaient vus confirmés par les événements. Il avertit également le dirigeant italien du fait que la politique britannique d'apaisement à l'égard de l'Allemagne avait été mise de côté de manière permanente.

L'offre d'alliance d'Halifax du 20 mars 1939 marqua le point haut de la bascule en cinq jours de la Grande-Bretagne, d'une politique d'apaisement à une politique belliqueuse. L'offre d'alliance britannique formelle convainquit les Polonais que les Britanniques étaient prêts à l'action militaire contre l'Allemagne. Il n'était plus nécessaire pour Beck de dissimuler son attitude vis-à-vis de l'Allemagne, et il était possible pour Londres de supposer qu'il allait très bientôt révéler la vraie position polonaise. Halifax n'avait aucun problème quant à l'attitude polonaise vis-à-vis de l'Allemagne. Il espérait que son initiative brutale, proposant de conclure des engagements d'alliance britannique en Europe de l'Est, se révélerait efficace pour traiter certains des graves problèmes qu'il lui restait à gérer. Le problème le plus difficile était créé par l'hostilité entre l'Union soviétique et tous les voisins occidentaux de la Russie, Po-

logne y compris, bien entendu. Il y avait également le problème de l'attitude française, et Halifax avait de bonnes raisons de craindre que la France ne consentirait jamais à une aventure en Europe de l'Est sans soutien russe. L'attitude du président Roosevelt n'était pas un instrument très efficace pour influencer la politique de la France, car Bonnet était tout à fait conscient du fait que la politique belliqueuse de Roosevelt ne jouissait pas du soutien du Congrès des États-Unis, ni de l'opinion publique étasunienne.

La position problématique de l'Union soviétique dans les projets d'Halifax fut soulignée de manière éloquente par un communiqué envoyé par le bureau soviétique des affaires étrangères le 21 mars 1939. Les Russes niaient catégoriquement avoir proposé aide ou assistance à la Pologne ou à la Roumanie. Ils annoncèrent également au monde que les Britanniques les avaient exhortés à agir de la sorte depuis le 18 mars 1939. Il n'y eut aucun commentaire quant à la proposition britannique du 20 mars 1939 quant à la conclusion d'une alliance militaire anglo-franco-russo-polonaise. Les dirigeants soviétiques se contentèrent d'indiquer qu'ils recevaient les propositions britanniques avec intérêt. Ils avancèrent spécifiquement l'idée que l'Union soviétique, contrairement à la Grande-Bretagne, n'avait pas à ce stade proposé d'étendre ses engagements déjà existants.

Il n'y avait aucune raison, pour Hitler ou pour quiconque, de conclure que la guerre européenne désirée par Halifax et Roosevelt, était inévitable. Les dirigeants britanniques n'auraient jamais attaqué l'Allemagne sans soutien de la France, et il était peu probable que la France entrât en guerre sans le soutien de l'Union soviétique. Halifax comptait sur la Pologne pour livrer le prétexte d'une guerre, mais l'hostilité entre la Pologne et l'Union soviétique rendait peu probable la participation de ces deux puissances dans la même alliance. Halifax avait pris un grand risque en laissant connaître au grand jour l'hostilité des dirigeants britanniques à l'encontre de l'Allemagne à ce stade. La situation avait été totalement différente lorsque son parent, Sir Edward Grey, avait exhorté

la participation britannique dans un conflit en 1914, alors que les hostilités étaient déjà ouvertes. Il n'y avait aucun problème à faire monter l'enthousiasme pour la guerre en peu de temps une fois que celle-ci avait été démarrée. C'était chose différente lorsqu'il n'y avait aucune guerre en cours, et il était incertain de savoir si les conditions nécessaires à une participation britannique pourraient être remplies. Il était évident qu'Halifax ne faisait que parier sur sa capacité à susciter l'enthousiasme britannique pour une guerre, et à créer les conditions nécessaires à la participation britannique à un conflit. La réponse britannique aux événements de Prague créa une crise majeure. Il était impossible de prédire la durée ou l'issue de cette crise.

# Chapitre 13

# La Pologne décide de défier l'Allemagne

## 13.1 L'impétuosité de Beck

Les Polonais lancèrent leur gant au visage des Allemands au cours de la semaine qui suivit l'offre d'alliance d'Halifax du 20 mars 1939. Ils mobilisèrent des centaines de milliers de réservistes de l'armée polonaise, et avertirent Hitler que la Pologne se battrait pour empêcher le retour de Dantzig à l'Allemagne. Ils furent stupéfaits de constater que les Allemands n'étaient pas enclins à prendre ce défi au sérieux. Les Allemands ne menacèrent pas la Pologne, et ne prirent aucune mesure militaire de précaution en réponse à la mobilisation partielle de la Pologne. La situation fut caractérisée par une conversation entre le secrétaire d'État Weizsäcker et le chargé d'affaires italien Magistrati, le 30 mars 1939. Weizsäcker rappela que l'Allemagne avait cherché à régler les différences entre les deux pays depuis de nombreux mois. Il remarqua avec un humour enjoué que les Polonais paraissaient un peu sourds, mais était convaincu qu'à l'avenir ils apprendraient à mieux ouïr. Il refusa d'admettre

qu'une situation dangereuse existait, et que l'Allemagne et la Pologne pourraient finir en guerre.

Ce fut l'impatience de Beck, plutôt que celle d'Hitler, qui produisit la rupture des négociations germano-polonaises de mars 1939. Les Allemands se hâtèrent de conclure leurs accords avec la Lituanie pour le retour de Memel, mais la situation dans le port allemand situé à l'embouchure de la rivière *Niemen* était arrivée à maturité depuis de nombreux mois. Le 22 mars 1939, après que le cabinet lituanien eut consenti au retour de Memel à l'Allemagne, Weizsäcker nota que le ministre lituanien des affaires étrangères, Urbsys, « *paraissait soulagé et même satisfait.* » Les Allemands continuèrent leurs discussions avec les Polonais après le 20 mars 1939, mais ne trahirent aucune impatience et ne donnèrent aucune indication de l'idée qu'un accord aurait constitué une affaire pressante. Beck eut hâte de défier l'Allemagne aussitôt qu'il réalisa que l'hostilité britannique à l'encontre des Allemands était enfin déclarée, et ne put résister à la tentation de le faire. On distingue un parallèle évident entre la réponse de Beck et les actes irréfléchis de Schuschnigg le 9 mars 1938, et de Benes le 20 mai 1938. Schuschnigg avait défié l'Allemagne en usant d'un plébiscite frauduleux anti-allemand, et Hitler avait répondu en intervenant en Autriche. Benes avait défié l'Allemagne en déclarant la mobilisation tchèque sur la base de la fausse affirmation que des armées allemandes se concentraient à la frontière tchèque. Hitler répondit par sa décision de libérer les Sudètes de l'administration tchèque en 1938. Beck défia l'Allemagne avec une mobilisation partielle et une menace de guerre, et Hitler, qui désirait profondément l'amitié avec la Pologne, s'abstint complètement de répondre. Ce ne fut qu'après que Beck eut rejoint le front d'encerclement qu'Hitler prit des mesures militaires de précaution contre la menace polonaise. À ses yeux, il aurait été incompatible avec la sécurité de l'Allemagne de ne pas agir ainsi, après la formation d'une combinaison anglo-polonaise hostile. L'accusation selon laquelle Hitler ne savait pas attendre s'applique plus judicieusement aux dirigeants autrichiens, tchèques et polonais, qu'à

Hitler.

Les Polonais avaient précédemment informé les Allemands du fait qu'ils ne voyaient pas d'objection au retour de Memel à l'Allemagne. Cette réussite rétablit la frontière Est de la Prusse, dans la région de Memel, selon la ligne confirmée par Napoléon et les Russes lors du traité à Tilsit-sur-Niemen de 1807. Cette ligne fut en retour reconnue par le Congrès de Vienne de 1815, et était identique à la limite établie lors de la Paix de Thorn entre la Pologne-Lituanie et l'ordre allemand des chevaliers teutoniques en 1466. Il était évident que l'accord de Memel de mars 1939 constituait un retour à un ordre des choses classique plutôt qu'une innovation radicale. En 1919, à Paris, Les Alliés vainqueurs avaient détaché Memel de la Prusse orientale. Ils s'étaient emparés d'une ville qui, au cours des sept siècles de son histoire, n'avait jamais été séparée de sa patrie de Prusse orientale.

## 13.2 Beck rejette l'offre d'alliance pro-soviétique d'Halifax

Le 20 mars 1939, les Polonais furent temporairement détournés de leur défi à l'encontre de l'Allemagne par la nécessité de clarifier des malentendus quant à leurs relations avec l'Union soviétique et la Roumanie. Le 21 mars 1939, l'ambassadeur britannique Kennard fut informé au bureau polonais des affaires étrangères que la Pologne refusait d'entrer dans une alliance militaire intégrant l'Union soviétique. Halifax fut très mécontent à l'annonce de cette information, mais il restait vital pour ses projets de satisfaire les Polonais et de les intégrer à son alliance. Ils constituaient la seule nation pouvant fournir un prétexte d'intervention militaire contre l'Allemagne. Le soutien britannique à la Roumanie risquait peu de produire un conflit avec l'Allemagne, et la même chose était vraie d'un soutien britannique à l'Union soviétique, la France, ou toute autre puissance européenne. Les Polonais restaient absolu-

ment indispensables. Halifax eut le temps d'examiner ce dilemme avec attention, car Beck ne répondit pas immédiatement par un refus formel de l'offre d'alliance britannique.

Le problème de la Roumanie avait donné lieu à une querelle entre l'ambassadeur polonais Lukasiewicz et le secrétaire général du bureau français des affaires étrangères, Alexis Léger. Lukasiewicz s'exaspéra des tentatives de Bullitt de le convaincre que la Pologne et la Roumanie devraient permettre aux armées soviétiques d'opérer sur leur sol au cours d'une guerre contre l'Allemagne. Lukasiewicz déclara à Léger, au matin du 21 mars 1939, que la Pologne allait catégoriquement refuser de s'associer à une déclaration britannique d'opposition à toutes attaques contre la Roumanie. L'ambassadeur polonais insista sur le fait que son pays continuerait de garantir les frontières de la Roumanie face à l'Union soviétique, mais n'accepterait aucun autre engagement. Léger, qui se montrait critique de la politique de Bonnet, cherchait à promouvoir autant de nouveaux engagements anglo-français que possible, et l'attitude indépendante de l'envoyé polonais sur la question roumaine lui fit perdre son calme. Il se rendit responsable d'une scène peu plaisante, et Lukasiewicz le qualifia en face à face de personne « *malveillante.* » Par la suite, le diplomate polonais convint devant Bullitt qu'un échange de coups entre Léger et lui-même n'avait été évité que de peu. Bullitt se hâta d'appeler Léger, en une vaine tentative de médiation. Il trouva Léger d'humeur amère, et plus critique de la Pologne, si cela se pouvait, que Bonnet lui-même. Léger prédit que la Pologne s'avérerait constituer un très mauvais allié pour la Grande-Bretagne, comme elle l'avait été pour la France.

Halifax discuta de son projet d'alliance avec l'ambassadeur étasunien Kennedy le 22 mars 1939, et il se plaignit fortement de l'attitude négative de Beck quant à un front d'alliance intégrant à la fois la Pologne et l'Union soviétique. Il intima qu'il était résolu à poursuivre sa politique anti-allemande, et que les hostilités en Europe pourraient démarrer assez rapidement. Il était convaincu que la *Navy* britannique était plus qu'à niveau pour faire face aux forces

navales allemandes. Il exhorta Kennedy à demander au président Roosevelt de concentrer la flotte étasunienne à Pearl Harbor, dans un geste visant à protéger l'Australie et Singapour d'une possible attaque japonaise, après l'éclatement de la guerre en Europe. Halifax reconnut enfin que l'histoire d'une menace allemande envers la Roumanie était sans substance, mais il assura à Kennedy que les déclarations de Tilea à Londres avaient poursuivi un dessein utile.

Jozef Beck espérait alors qu'il avait clarifié l'attitude de la Pologne vis-à-vis de l'Union soviétique et de la Roumanie. Il voulait défier les Allemands avant qu'un accord anglo-polonais spécifique fût signé, car il désirait éviter l'impression qu'Halifax l'avait incité à défier l'Allemagne. La perspective de se voir considéré comme une simple marionnette du secrétaire britannique aux affaires étrangères lui répugnait. Il est évident qu'il n'aurait pas considéré cette action sans la bascule politique britannique déroulée sur les cinq journées précédentes.

## 13.3 Ribbentrop convertit Lipski à une politique pro-allemande

Ribbentrop et Lipski se rencontrèrent à Berlin le 21 mars 1939 à midi, pour discuter les propositions allemandes d'un règlement avec la Pologne. Ribbentrop présenta ses excuses à Lipski pour n'avoir pas tenu les diplomates étrangers totalement informés au cours des jours troubles de la récente crise slovaque. Il déclara que les événements s'étaient déroulés trop rapidement pour qu'il puisse suivre les usages habituels en la matière. Il expliqua qu'il avait rappelé Moltke à Berlin au moment de la crise, avec volonté expresse de lui donner des informations détaillées à communiquer à Beck. Ribbentrop poursuivit en récapitulant de manière minutieuse les événements de la crise slovaque.

Une fois les remarques de Ribbentrop conclues, Lipski indiqua que la Pologne était en premier chef intéressée par la situation pré-

FIGURE 13.1 – De gauche à droite : Joachim von Ribbentrop, Józef Beck, Adolf Hitler, Konstantin von Neurath, Hermann Goering, Józef Lipski - Source : Archives numériques nationales polonaises

sente en Slovaquie. Il espérait que les arrangements allemands avec les Slovaques n'allaient pas comprendre un projet allemand d'occupation militaire de l'ensemble de la région slovaque. Il souligna que les événements récents en Slovaquie « *avaient créé une forte impression en Pologne, car l'homme de la rue ne peut pas s'empêcher de considérer une telle action comme dirigée en premier lieu contre la Pologne. Les Slovaques étaient un peuple lié de manière linguistique aux Polonais. Les intérêts polonais dans cette région étaient également historiquement justifiés, et, d'un point de vue purement réaliste, il fallait admettre que la proclamation du Protectorat ne pouvait être considéré que comme un coup porté à la Pologne.* » La présentation de Lipski de ce sujet donnait une impression fidèle du sérieux avec lequel les Polonais considéraient la situation slovaque.

Ribbentrop expliqua que le gouvernement slovaque avait fait appel à l'Allemagne, ainsi qu'à la Pologne, à des fins de protection. Il réfuta que l'accord slovaquo-allemand fût dirigé contre la Pologne. Il le décrivit comme le produit du hasard d'une crise immédiate, par opposition à une politique préparée et pesée. Ribbentrop ne considérait pas comme permanent l'état courant des affaires en Slovaquie, dans lequel l'Allemagne constituait la principale influence étrangère. Il promit que l'Allemagne serait ouverte à discuter les moyens d'établir l'influence de la Pologne en Slovaquie, à un niveau au moins équivalent à celui de l'Allemagne. Il fit part de ses doutes quant à la profitabilité de cette discussion sans la conclusion préalable d'un accord général germano-polonais.

Il a été affirmé à tort que Beck aurait préféré mener une politique étrangère plus favorable à l'Allemagne, mais qu'il en aurait été empêché par les militaires polonais. Si tel avait été le cas, la situation slovaque aurait constitué pour Beck une opportunité en or. Il aurait pu, à ce stade, arguer de la nécessité de négocier un accord avec les Allemands, afin d'établir l'influence polonaise en Slovaquie et faire disparaître le dangereux bras armé allemand du Sud. Malheureusement, Beck ne voyait aucun intérêt à négocier un règlement des différends entre la Pologne et l'Allemagne.

Ribbentrop poursuivit en soulignant la nécessité d'un accord entre l'Allemagne et la Pologne. Il déplorait l'échec de la Pologne à coopérer avec l'Allemagne pour coordonner les politiques des deux pays envers les minorités. Il fit part de son regret pour la commotion connue en Pologne suite à l'incident du café de *Langfuhr* à Dantzig, et il assura à Lipski qu'Hitler pensait que la pancarte sur les « *Chiens et les Polonais* » avait été positionnée par les étudiants polonais eux-mêmes. Lipski réfuta que les étudiants polonais de Dantzig aient faits quoi que ce fût de mal, ou qu'ils fussent en quelque manière responsables des problèmes résultant de cet incident.

Ribbentrop usa de son talent habituel d'évitement des disputes en se retenant soigneusement d'avancer ses propres sentiments sur

cette affaire. Il tenta de centrer l'attention de Lipski sur les manifestations qui avaient suivi en Pologne. Il assura à Lipski que la température des relations germano-polonaises pourrait rapidement chûter jusqu'au zéro si la presse allemande répondait à l'agitation anti-allemande qui se déroulait dans la presse polonaise. Le ministre allemand des affaires étrangères confia à Lipski que sa propre visite à Varsovie avait découragé l'espoir d'Hitler d'un règlement des différends germano-polonais, parce qu'il avait été dans l'incapacité de faire part que quelque progrès à Varsovie. Il insista sur le fait que la situation courante était tendue et dangereuse, et qu'il serait souhaitable de projeter une nouvelle tentative de régler la situation par des discussions en personne. Ribbentrop poursuivit par une invitation faite à Beck de mener une nouvelle visite en Allemagne dans un avenir proche.

Ribbentrop présenta plusieurs arguments préparés avec soin en faveur d'un accord germano-polonais. Il rappela à Lipski que la politique de l'Allemagne à l'égard de la Pologne, durant la première guerre mondiale, avait été caractérisée par la décision allemande de 1916 de reconnaître et d'aider à établir un État polonais indépendant. C'était l'Allemagne, et non pas l'Autriche-Hongrie, ni la Russie, qui avait pris l'initiative sur cette question. Le facteur le plus perturbateur dans les relations qui suivirent entre les deux pays était que la Pologne devait une grande part de son « *étendue territoriale présente à la plus grande infortune de l'Allemagne : pour la citer , le fait que l'Allemagne avait perdu la guerre mondiale.* »

Ribbentrop assura Lipski qu'il ne faisait pas l'ombre d'un doute que l'établissement du Couloir polonais était le fardeau le plus considérable imposé à l'Allemagne par le Traité de Versailles. Il avança, sans crainte de se voir contredit, qu'« *aucun gouvernement passé n'aurait pu oser renoncer aux revendications territoriales de révisions sans se trouver balayé par le Reichstag en l'espace de quarante-huit heures.* » Hitler avait une pensée différente quant au problème du Couloir, et était prêt à placer l'ensemble de son pres-

tige en Allemagne en appui de l'idée de solution qui était sienne. Cela supposait la reconnaissance par l'Allemagne de la possession par la Pologne du Couloir, dans le cadre exact des limites définies à Versailles. Ribbentrop rappela à Lipski qu'Hitler ressentait de la sympathie pour le désir polonais de jouer un rôle maritime plus important, et que cela constituait un facteur important de son attitude. Il conclut avec fierté que seul Hitler, de tous les dirigeants allemands, pouvait s'aventurer à renoncer à la possession par l'Allemagne du Couloir « *une bonne fois pour toutes.* »

Lipski lui-même était convaincu que seul la dictature d'Hitler en Allemagne pouvait proposer un règlement avec la Pologne selon ces termes. Il avança plus tard qu'Hitler était sincère en limitant ses objectifs à Dantzig et à l'autoroute, dans l'intérêt de parvenir à une coopération germano-polonaise. Il restait cependant sceptique de l'avenir, si un accord suivant les termes proposés par Hitler était trouvé. Il avait des doutes quant à l'idée qu'Hitler pût empêcher les influents groupes allemands de l'Est d'insister pour que l'Allemagne émette de nouvelles revendications sur la Pologne, si l'Allemagne et la Pologne remportaient plus tard des succès d'importance sur l'Union soviétique. En d'autres termes, il reconnaissait la sincérité de l'attitude d'Hitler envers la Pologne, mais conservait des doutes quant à la valeur d'un tel accord germano-polonais dans la durée. Cette attitude était en soi parfaitement respectable, mais il était irréaliste de laisser de telles considérations réduire les avantages de la conclusion d'un accord. La perspective d'une querelle sur quelque butin soviétique était lointaine. Les Allemands, depuis des années, avaient insisté sur l'importance d'un front germano-polonais contre la Russie soviétique, mais ils n'avaient jamais proposé de projet concret en vue d'attaquer la Russie, ni n'avaient invité la Pologne à les rejoindre dans une guerre contre les Russes. Plus important encore, le prix qu'Hitler demandait en échange d'un tel accord était faible. La possibilité lointaine qu'un tel accord pourrait échouer ne suffisait pas à justifier le refus de payer ce prix. Cela allait de soi, parce que l'Allemagne était prête à payer un prix beaucoup plus

important. Elle était prête à accepter le *statu quo* territorial de la Pologne.

Ribbentrop répéta à Lipski les termes de l'offre du 24 octobre 1938 faite à la Pologne. Il rappela au diplomate polonais que l'Allemagne n'avait aucun désir de modifier les termes de cette offre. Il discuta les avantages de l'accord, et répéta que l'Allemagne ne demandait que l'union politique de la Dantzig national-socialiste avec l'Allemagne national-socialiste, ainsi que la connexion de transit avec la Prusse orientale. Il expliqua avec soin que le problème du Couloir exigeait l'acceptation par la Pologne de ces deux points, parce que la situation telle qu'elle était « *était une épine dans la chair du peuple allemand, dont la piqûre ne peut être supprimée que de cette manière.* » Lipski promit d'informer Beck de tout ce que Ribbentrop avait dit. Ribbentrop savait qu'il pouvait comptait sur Lipski pour ce faire. Il réalisa, avec une grande satisfaction, qu'au cours de cette conversation il avait au moins réussi à produire une forte impression sur l'ambassadeur polonais. Il sentait, à raison, que la personne de Lipski avait été convaincue par le projet allemand, et que c'était en avocat de l'accord germano-polonais que l'homme allait se rendre à Varsovie. Il souligna qu'il serait avantageux pour Lipski de retourner dans la capitale polonaise pour tenir une conversation en personne avec Beck. Ribbentrop répéta que les tensions et contraintes récentes dans les relations germano-polonaises constituaient un témoignage éloquent de la nécessité d'un accord sur tous les problèmes en suspens. Il confia qu'Hitler avait été troublé par l'attitude adoptée par la Pologne sur diverses questions spécifiques. Il avertit Lipski qu'il aurait été infortuné qu'Hitler se retrouvât à « *avoir l'impression que la Pologne ne voulait simplement pas parvenir à un accord.* »

Ribbentrop avait été informé de l'offre d'Halifax à la Pologne le 20 mars 1939, visant à la participation polonaise, aux côtés de l'Union soviétique, au sein d'une alliance dirigée exclusivement contre l'Allemagne. Il avertit l'ambassadeur polonais du fait que la Pologne s'exposerait à de graves dangers en se faisant l'alliée

de l'Union soviétique. Lipski répondit fermement et catégoriquement qu'« *aucun patriote polonais ne se laisserait attirer par le bolchevisme.* » Ribbentrop fut convaincu par la sincérité évidente de cette affirmation, et la conversation réunissant les deux diplomates s'acheva sur une note amicale de confiance réciproque. Ribbentrop espérait que l'ambassadeur Moltke à Varsovie pourrait également se montrer utile en promouvant un règlement à ce stade. Le 21 mars, il câbla à Moltke que Lipski retournait à Varsovie, et il lui donna pour instruction d'avertir les Polonais du fait qu'Hitler pourrait se trouver enclin à retirer son offre si aucun progrès n'était réalisé vers un règlement.

## 13.4 Lipski échoue à convertir Beck

L'ambassadeur polonais suivit la suggestion de Ribbentrop, et rentra immédiatement à Varsovie. Il savait alors que Kennard avait présenté à Beck l'offre formelle d'Halifax pour une alliance anglo-russo-franco-polonaise. Lipski prit part aux conférences du bureau polonais des affaires étrangères qui commencèrent le 22 mars 1939, et traitèrent des offres britannique et allemande. Il remit un rapport personnel dans lequel il faisait l'éloge de la courtoisie et de la considération de Ribbentrop au cours des dernières négociations. Il reconnut devant son auditoire qu'il désapprouvait l'interprétation de Ribbentrop quant au rôle de l'Allemagne dans la restauration de la Pologne durant la première guerre mondiale. Il procéda ensuite en récapitulant les autres points que Ribbentrop avait soulevés, et ils culminèrent dans le renouvellement de l'offre allemande d'un accord avec la Pologne.

L'attitude de Beck à l'égard de l'offre allemande resta hostile. L'invitation de Ribbentrop à une nouvelle visite en Allemagne fut rapidement refusée. Même Lipski la rejeta comme « *absolument impossible.* » L'Allemagne fut accusée d'encercler la Pologne, et Lipski concéda que les dernières propositions de Ribbentrop pour-

raient constituer le prélude d'un ultimatum. Beck décida que Lipski devrait rester à Varsovie jusqu'à ce qu'une réponse détaillée aux Allemands ait été préparée. Il était évident que Lipski préférait un accord avec l'Allemagne, et il n'y avait aucun doute quant à sa fiabilité comme négociateur avec les Allemands. Beck décida qu'il ne faudrait plus jamais laisser Lipski prendre part à nouveau à une discussion avec Ribbentrop quant à un accord.

Le comte Michal Lubienski se plaignit, insultes à l'appui, de ce que Ribbentrop avait réussi à démoraliser Lipski. L'ambassadeur polonais comprit que son plaidoyer pour un accord avait été rejeté, et qu'il ne jouissait plus de la confiance de Beck. Sans surprise, son souhait fondamental fut dès lors de démissionner de son poste.

Les délibérations du bureau polonais des affaires étrangères reprirent avec une discussion quant à la situation générale de la Pologne. On entendait encore en Pologne les accusations habituelles, selon lesquelles le pays était engagé dans une politique étrangère pro-allemande. Néanmoins, le pays restait calme, et il n'y eut pas d'entrave à la libre conduite de la diplomatie polonaise. Il fut décidé avec emphase que l'alliance pro-soviétique proposée par Halifax était absolument hors de question pour la Pologne. Beck réalisa qu'il pouvait rejeter cette offre et conclure une alliance bilatérale avec la Grande-Bretagne. Le projet d'une alliance anglo-polonaise reçut l'approbation définitive de Beck. La rédaction de la réponse à Halifax quant au projet d'alliance pro-soviétique fut discutée. Il fut décidé qu'il serait efficace d'affirmer que la réalisation du projet d'alliance pro-soviétique pourrait provoquer une attaque allemande immédiate contre la Pologne. Cette affirmation ignorait simplement le fait que l'Allemagne n'était en rien préparée à une telle aventure. Il fut possible de procéder ainsi du fait de la propagande irresponsable, qui insistait sur l'idée que les Allemands étaient prêts à tout moment à se lancer dans une guerre majeure.

## 13.5 Beck décide de la mobilisation partielle en Pologne

Beck fut satisfait, arrivé au 23 mars 1939, d'avoir trouvé les solutions à ses problèmes immédiats. L'offre allemande, et l'offre pro-soviétique d'Halifax devaient être rejetées catégoriquement. Les prochaines étapes envers l'Allemagne et la Grande-Bretagne promettaient de présenter un contraste absolu. Beck comptait créer une atmosphère de crise en suivant le précédent tchèque de mai 1938 et en persuadant les dirigeants militaires polonais de déclarer la mobilisation partielle des forces armées polonaises contre l'Allemagne. Il ne pensait pas que la Pologne pût se permettre de maintenir une mobilisation totale pour une période indéfinie. Il comptait prendre cette voie avec l'alliance anglo-polonaise, et avec la coordination des politiques polonaise et britannique contre l'Allemagne.

Beck conféra avec les dirigeants militaires polonais le 23 mars 1939. Ils convinrent sans hésitation à émettre l'ordre nécessaire à la mobilisation le jour même. Les réservistes ayant subi un entraînement, nés au cours de la période 1911-1914, allaient se voir appelés sous les drapeaux, et d'autres réservistes allaient être également appelé, jusqu'à l'année de naissance 1906. Il fut décidé de mobiliser les officiers de réserve des unités de groupes techniques. L'ordre de mobilisation amena immédiatement 334 000 soldats de plus aux effectifs, et augmenta de plus du double la force de l'armée polonaise.

Le projet polonais en place pour mener une guerre contre l'Allemagne fut distribué parmi les principaux commandements de l'armée le même jour. Le projet polonais avait été préparé par trois des principaux dirigeants militaires polonais et leurs assistants. Ce groupe comprenait le maréchal Smigly-Rydz, le commandant en chef de l'armée, le général Kasprzycki, le ministre de la guerre, ainsi que le général Stachiewicz, le chef d'État-major. Le projet

avait reçu d'importantes critiques de la part de l'inspecteur général Kazimierz Sosnkowski, le principal collaborateur militaire de Jozef Pilsudski lors de la première guerre mondiale. Sosnkowski, qui était populaire en Pologne et connu affectueusement sous le surnom de « *général gris* », condamna le projet pour deux raisons. Il appelait à une offensive militaire majeure contre l'Allemagne, et à la défense simultanée de l'ensemble du territoire polonais. Sosnkowski argumenta que vouloir défendre la Prusse occidentale polonaise et les districts adjacents du Nord-Ouest de la Pologne contre l'Allemagne constituait une absurdité militaire. Une tentative d'assurer cette défense allait étendre le front militaire sans justification sur plusieurs centaines de kilomètres, et réduire la force polonaise disponible pour la défense des régions vitales. Sosnkowski fit part de ses doutes sur la sagesse de démarrer la guerre en lançant une offensive polonaise directement sur Berlin.

Sosnkowski était un ami proche du colonel Walery Slawek, l'architecte de la constitution polonaise de 1935. Les deux hommes étaient dans la fleur de l'âge, et possédaient des talents dans les sphères militaire et politique, dont le nouvel État polonais avait cruellement besoin. Ils s'étaient vus exclure des positions d'influences par le maréchal Smigly-Rydz et ses amis, et ils furent incapables de décider de la destinée de la Pologne durant les journées turbulentes de mars 1939. Sosnkowski resta une personnalité isolée après le suicide de Walery Slawek en avril 1939. En septembre 1939, il ne fut doté d'un commandement actif que dans les derniers jours de la bataille de Pologne.

Le projet remis aux forces armées polonaises en mars 1939 ne fut jamais modifié. Les auteurs de ce projet insistèrent sur l'idée que la mobilisation totale des forces armées polonaises devait être retardée jusque quelques jours avant l'éclatement d'une guerre germano-polonaise. Ils réalisaient que l'hémorragie économique serait trop forte pour la Pologne si cette mobilisation restait maintenue pendants des mois sans conflit. Il fut décidé que la mobilisation générale ne serait ordonnée qu'une fois la guerre considérée comme

inévitable dans un avenir proche. Telle fut la raison pour laquelle la mobilisation générale ultérieure des forces armées polonaises, le 30 août 1939, fut synonyme d'une déclaration de guerre contre l'Allemagne. Dans le cas de la Pologne de 1939, le vieil axiome des jours d'avant 1914, selon lequel la mobilisation impliquait la guerre, restait valable. Beck se vit confier la tâche de concocter la justification diplomatique à cette étape.

Les Polonais prévoyaient de lancer une offensive contre Berlin dès le début des hostilités. Le Traité de Versailles avait positionné la frontière polonaise à moins de 160 kilomètres de la capitale allemande. Les Polonais espéraient s'emparer de Berlin par surprise, comme les Russes l'avaient fait en 1760 lors de leurs opérations contre Frédéric le Grand. Ils comptaient faire usage de leur cavalerie dans cette opération, et l'école de cavalerie polonaise de Bidgostie entraîna les jeunes officiers polonais à exécuter ce plan. Les Polonais disposaient sans doute de la meilleure cavalerie d'Europe, mais la cavalerie n'était plus l'instrument efficace qu'elle avait été par le passé.

L'échec polonais à reconnaître que la cavalerie était devenue obsolète n'est pas si surprenant, lorsqu'on se souvient de la place extrêmement efficace qu'avait tenue cavalerie lors de la première guerre mondiale sur le front de l'Est. Les opérations de la première guerre mondiale à l'Est furent différentes de celles que connut l'Ouest. Les distances sont considérables en Europe de l'Est, et sur ce théâtre, la guerre mobile était en contraste avec la guerre de position qu'avaient connue la Belgique et la France. La cavalerie restait une arme efficace contre l'infanterie légère et les petites unités d'artillerie. La cavalerie joua également un rôle décisif dans la guerre russo-polonaise de 1920-1921. La défaite de la Pologne dans l'Ukraine de 1920 fut principalement accomplie par une opération réussie de cavalerie soviétique. Les Polonais savaient également que le transport à cheval, en 1939, continuait de tenir un rôle majeur tant dans les armées polonaise qu'allemande. Ils savaient que les Allemands continuaient de maintenir des unités de cavalerie. Les

Polonais accordèrent une attention insuffisante à l'impact possible des unités de panzers allemands face à une offensive polonaise de cavalerie.

Les Polonais comptaient défendre leurs frontières contre de possibles offensives allemandes en tous points, mais ils envisageaient la possibilité d'échec de ces efforts. Ils comptaient retirer les armées polonaises jusqu'à une ligne traversant approximativement le milieu de la Pologne, du Nord au Sud, s'ils perdaient les batailles à la frontière. Il était considéré comme absolument nécessaire de maintenir les Allemands au bord du Sud-Est de la Prusse Orientale pour empêcher une prise en tenaille de cette ligne. Il fut décidé d'engager les unités mécanisées polonaises dans ce secteur. Cela produisit par la suite une situation ironique. Les Allemands finirent par décider d'employer leur cavalerie dans ce secteur. En conséquence, en septembre 1939, des cavaliers allemands affrontèrent des blindés polonais, pendant que des cavaliers polonais connurent le combat contre les blindés allemands dans les secteurs occidentaux.

Les Polonais décidèrent d'établir leur dernière position sur la ligne en Pologne centrale suivant les rivières *Narew*, *Vistule* et *Dunajec*. Il semblait futile de projeter des opérations dans l'éventualité où cette ligne aurait pu flancher également. Les dirigeants polonais étaient prêts à concéder que perdre cette ligne aurait signifié la défaite totale de la Pologne.

Dans leur étude récente, *The Appeasers*, Martin Gilbert et Richard Gott proposent une défense élaborée de la politique d'Halifax envers la Pologne durant les semaines qui suivirent la mobilisation partielle de la Pologne du 23 mars 1939. Leur thèse dépend entièrement de la supposition invérifiée selon laquelle les dirigeants britanniques n'auraient pas eu conscience de frictions dans les relations germano-polonaises en cette période. La mobilisation partielle de la Pologne, qui était dirigée exclusivement contre l'Allemagne, au vu et au su du monde entier, réfute l'interprétation de Gilbert et Gott. Mais ils ne se laissent pas troubler par ce fait évident. Dans une chronologie bien à eux, que l'on ne trouve nulle part ailleurs,

ils positionnent la mobilisation partielle de la Pologne cinq mois plus tard, le 23 août 1939. Le résultat de cette manœuvre est de priver leur récit à suivre de l'élément de réalité historique.

## 13.6 Hitler refuse d'adopter des mesures militaires

Hitler conféra avec le général Walther von Brauchitsch, le commandant en chef de l'armée allemande, après avoir appris la surprenante mobilisation partielle de la Pologne. Il expliqua à Brauchitsch que d'importantes négociations étaient en cours avec la Pologne pour un règlement des différends germano-polonais. Il déclara avec emphase qu'il n'avait aucune volonté de voir l'Allemagne impliquée dans un conflit avec la Pologne. Il souligna que l'Allemagne n'était pas intéressée à soutenir le nationalisme ukrainien, ou à faire quoi que ce fût d'autre qui aurait pu être contraire aux intérêts de la Pologne. Il déclara à Brauchitsch qu'il n'avait aucune intention de demander le retour d'aucun des anciens territoires de Prusse occidentale ou de Silésie allemande détenus par la Pologne, et il lui assura qu'il restait des perspectives favorables pour le règlement des différends allemands avec la Pologne au moyen de négociations pacifiques. Hitler ne pensait pas que la mobilisation partielle polonaise constituât une formidable menace, et il ne demanda aucune mesure militaire allemande spéciale. Il ne fit que demander à ce que les précautions normales fussent prises dans les opérations de garde de la frontière Est de l'Allemagne.

Moltke, l'ambassadeur allemand à Berlin, s'alarma du fait de la situation en Pologne. Il attacha une signification particulière à l'arrestation de l'éminent journaliste polonais, Stanislaw Machiewicz, l'éditeur de *Slowo*[1], le journaliste principal de Vilnius. Beck avait insisté pour qu'il fût arrêté, du fait que Mackiewicz avait longtemps soutenu publiquement un accord germano-polonais. Il

1. *Le Monde*

avait affirmé qu'un temps précieux, ainsi que de nombreuses opportunités, avaient été gâchés pour parvenir à un accord profitable avec l'Allemagne. Moltke reconnut la main de Beck derrière cette arrestation arbitraire, mais continua d'insister sur le fait que Beck modifiait la politique étrangère polonaise en réponse aux pressions subies de la part des dirigeants militaires polonais. Il ne comprit pas que la mobilisation partielle se déroula bel et bien à l'initiative de Beck.

Moltke avança que Beck pourrait adopter une trajectoire plus extrême sous pression de l'opinion publique polonaise. Il avait reçu pour instruction de vérifier la réponse polonaise à l'offre d'alliance pro-soviétique d'Halifax, mais ne put guère que signaler que Kennard avait appelé de manière répétée le bureau polonais des affaires étrangères. On avait dit au bureau polonais des affaires étrangères à Moltke que la Pologne allait se montrer réticente à servir les intérêts d'autres puissances, mais il n'attacha guère d'importance à cette affirmation. Il était enclin à penser que la Pologne pourrait accepter l'offre d'alliance pro-soviétique proposée par Halifax si celle-ci contenait une possibilité « *d'obtenir des promesses fermes de la part de la Grande-Bretagne, qui amélioreraient sa sécurité.* »

Le rapport de Moltke contenait plus que les éléments habituels de confusion quant à la position polonaise, et on ne peut douter que l'ambassadeur allemand fût sincèrement alarmé et bouleversé par l'incroyable ordre de mobilisation partiel émis par la Pologne. Il fut significatif que Moltke, en cette occurrence, considéra comme futile d'exhorter Ribbentrop d'abandonner sa proposition de règlement avec la Pologne. Le diplomate allemand avait évidemment conclu que la situation s'était détériorée au point où un conseil de cette nature n'aurait amélioré en rien la situation.

L'ordre dramatique de mobilisation partielle polonaise fut éclipsé en Occident par des spéculations quant à la réponse au projet d'alliance pro-soviétique d'Halifax. Le 23 mars 1939, Kennedy, l'ambassadeur étasunien, signala depuis Londres que l'Union soviétique avait rendu son acceptation du Pacte conditionnée à des réponses

favorables de la part de la France et de la Pologne. Halifax disposait d'une assurance de la part de Bonnet que la France allait accepter le projet, et l'attention des diplomates occidentaux était surtout concentrée sur la Pologne. Biddle, l'ambassadeur étasunien à Varsovie, fut incapable d'indiquer quelles étaient les intentions de Beck le 23 mars. Il fit part de la réponse polonaise à l'annexion allemande de Memel, où Hitler était en visite le même jour. Il affirma que l'accord de Memel était un coup habilement joué par Hitler, pour discréditer les diplomaties britannique et française en Europe de l'Est. L'hypothèse de Biddle était fondée sur le fait qu'Hitler avait résolu une difficile question d'Europe de l'Est sans participation de la Grande-Bretagne ni de la France.

Le 24 mars 1939, Beck décida d'informer Halifax de son refus de l'offre d'alliance pro-soviétique. Halifax fut déçu de la réponse de Beck. Il resta imperméable à l'argument de Beck selon lequel une alliance avec l'Union soviétique pouvait produire une guerre immédiate. Il savait que les Allemands n'étaient pas prêts à une telle aventure, et la guerre restait dans tous les cas l'objectif immédiat de sa politique. Kennedy, l'ambassadeur étasunien, fit remonter la nouvelle décourageante au président Roosevelt, à 20h00 le 24 mars 1939. La Pologne ne consentait pas à s'inscrire dans une combinaison d'alliance où figurait l'Union soviétique.

## 13.7 Beck menace Hitler d'une guerre

Le 24 mars, Beck se préoccupait avant tout des touches finales de la réponse qu'il voulait faire porter par Lipski à Ribbentrop. Il insista auprès de Jan Szembek pour que les intérêts diplomatiques décisifs polonais dictaient la réponse d'impossibilité qu'il s'apprêtait à renvoyer à Hitler. Il décrivit une Dantzig politiquement dépendante de la Pologne comme symbole essentiel de la puissance polonaise, et il affirma qu'il était « *plus raisonnable d'aller vers l'ennemi que d'attendre qu'il marche sur nous.* » Il s'agissait d'une

affirmation irresponsable, aucune indication ne laissant à penser qu'Hitler comptait marcher sur la Pologne. Beck était d'humeur provocatrice, et était complètement sous l'influence exaltante des mesures militaires qui venaient d'être adoptées par la Pologne. Il affirmait désormais qu'Hitler « *semble avoir perdu toute mesure en pensée et en action.* » Il remit en question la soumission de Schuschnigg et de Benes à Hitler, et déclara fièrement que « *notre règlement de comptes politique avec les Allemands ne ressemblera pas aux autres.* »

Moltke appela le bureau polonais des affaires étrangères le 24 mars 1939, et sa nervosité évidente provoqua une réaction de mépris parmi les Polonais. Szembek nota que l'ambassadeur allemand semblait plus intéressé à faire part de ses propres visions que par la représentation du gouvernement de son pays. De désespoir, Moltke s'exclama qu'il avait toujours compris que la Pologne n'accepterait jamais le projet d'autoroute allemande. Ce fut une affirmation intéressante, au vu du fait que Moltke avait constitué l'un des principaux créateurs de ce même projet. Moltke expliqua son désaccord avec Albert Forster, le dirigeant national-socialiste du district de Dantzig. Il ajouta qu'il regrettait l'établissement du régime national-socialiste à Dantzig. Szembek nota que Moltke émettait des remarques contradictoires et qu'il lui arrivait de parler comme si l'Allemagne n'avait jamais demandé le retour de Dantzig. Moltke essaya de souligner la valeur qu'apportait à la Pologne l'offre d'Hitler quant à la garantie de sa frontière occidentale, mais Szembek observa que la Pologne n'avait demandé ni une garantie allemande, ni une reconnaissance allemande. La conduite de Moltke lors de cet entretien fut inadéquate, et il compromit sa mission en Pologne par cet étalage d'incompétence.

Moltke essaya de dissimuler son fiasco en envoyant un rapport lénifiant au bureau allemand des affaires étrangères. Il mentionna que les Polonais lui avaient assuré le 24 mars que la Pologne n'assumerait pas de nouvelles obligations envers la Roumanie qui pussent être dirigées contre l'Allemagne. Il ajouta que l'attitude polonaise

officielle à l'égard de l'incorporation de Memel à l'Allemagne ne laissait rien à désirer.

Le bureau allemand des affaires étrangères répondit en ordonnant à l'infortuné ambassadeur d'exercer de réelles pressions sur les Polonais en vue d'un règlement. Il fut avisé de prendre la ligne selon laquelle le temps était venu de découvrir si l'Allemagne et la Pologne devaient être amies ou adversaires. Moltke fut soulagé lorsqu'Hitler intervint pour l'empêcher d'essayer de prendre une ligne aussi brutale envers les Polonais. Hitler fut mécontent des instructions envoyées à Moltke dès qu'il en eut vent. Il ordonna à Weizsäcker d'annuler sur le champ ces instructions. Le secrétaire d'État allemand fut contraint d'obéir à cet ordre avec empressement. Il présenta ses excuses à Moltke pour la confusion qui avait résulté de sa divergence de vue politique avec Hitler.

La tendance du bureau allemand des affaires étrangères à « *se durcir* » face à la Pologne gêna Hitler, et il s'inquiéta de l'Italie. Mackensen, l'ambassadeur allemand, signala le 24 mars 1939 depuis Rome qu'il y avait en Italie sous la surface beaucoup de mécontentement du fait du dernier succès allemand en date à Prague. L'ambassadeur italien Attolico, qui était rentré à Rome depuis Berlin pour présenter son rapport, estimait que le temps était venu pour l'Italie de « *récupérer quelque chose* » de la part de l'Axe. L'Italie était parvenue à un succès en Éthiopie dans la période d'avant l'Axe, et avait également lancé sa politique de soutien aux Conservateurs dans la guerre civile espagnole avant l'Axe. Il semblait peu probable que l'Italie pût obtenir des avantages concrets de l'issue de la guerre civile espagnole. Le soutien allemand aux conservateurs espagnols était resté fortement réduit, alors que l'Italie avait consenti un effort important pour soutenir Franco. Les Allemands avaient remporté une suite impressionnante de réussites depuis le début de l'Axe, à la fin 1936. Mackensen craignait que le dernier succès allemand ne causât l'effondrement de la politique italienne alors modérée, et n'amenât l'Italie à faire quelque chose de stupide. Il craignait la possibilité de nouvelles pressions italiennes sur

la France, et estimait que l'Allemagne ferait bien de réitérer sa déclaration précédente, selon laquelle elle ne soutiendrait aucune revendication italienne à l'encontre de la France. Il était évident aux yeux d'Hitler que la situation était dangereuse, et il n'était pas certain de la mesure dans laquelle il pourrait exercer une influence modératrice sur la politique italienne.

Hitler espérait que Lipski reviendrait à Berlin avec des assurances qui pourraient améliorer les relations germano-polonaises. Lorsqu'il apprit que l'ambassadeur polonais devait revenir le dimanche 26 mars, Hitler déclara qu'il allait quitter Berlin afin de ne pas gêner Ribbentrop dans la conduite des négociations avec Lipski. Hitler estimait que le ministre allemand des affaires étrangères avait mené un bon travail avec les Polonais, et il craignait que sa propre présence à Berlin pût compliquer la situation. Il tint compte de la possibilité que Beck puisse avoir donné pour instruction à Lipski de le rencontrer s'il était à Berlin, et il estima que sa propre intervention à ce stade de la négociation pût causer plus de tort que de bien. Il n'aurait pas pu parler à Lipski sans protester contre le récent appel à mobilisation partielle de la Pologne. Le 25 mars 1939, Hitler informa le général von Brauchitsch qu'il n'avait aucun désir de menacer la Pologne, du fait que cela aurait fait se jeter les Polonais dans les bras ouverts des Britanniques.

Hitler estimait que la situation de Dantzig restait le principal problème à résoudre, si la danger d'une explosion devait être conjuré. Il déclara à Ribbentrop et à Brauchitsch que l'armée allemande pourrait avoir à procéder à une occupation éclair de Dantzig, si Lipski faisait glisser un indice que le gouvernement polonais ne prendrait pas la responsabilité de renoncer volontairement à Dantzig au bénéfice de l'Allemagne. Cela aurait indiqué que Beck aurait préféré ne pas avoir à porter la responsabilité d'un changement de la situation de Dantzig par un *fait accompli* allemand. Hitler insista : une telle réponse ne serait possible que si la réponse polonaise apportée par Lipski était amicale et accommodante. Hitler refusa une fois de plus de laisser Brauchitsch préparer des plans

militaires pour une possible guerre germano-polonaise. Il reconnut que l'éclatement d'une guerre entre l'Allemagne et la Pologne réduirait à néant ses propositions en vue d'un règlement germano-polonais. Une telle éventualité remettrait au goût du jour la question d'une « *frontière avancée* » allant de la Prusse orientale à la Haute-Silésie, ainsi que la question de l'importante minorité ukrainienne de Pologne, et des relations militaires allemandes avec la Slovaquie.

L'attitude modérée d'Hitler ne produisit aucun effet sur Beck à la veille du retour de Lipski à Berlin. Le 25 mars 1939, Beck annonça à Biddle, l'ambassadeur étasunien, un mensonge outrageant quant à la politique d'Hitler envers la Pologne, qui constitua un prélude dans le ton des distorsions publiques qui allaient suivre quant à la politique allemande. Beck affirma qu'Hitler avait exigé le règlement de la question de Dantzig pour Pâques, qui arrivait à peine quelques jours plus tard. En réalité, Hitler n'avait jamais positionné de limite de temps pour ses négociations avec la Pologne. Le 26 mars 1939, Biddle signala avec satisfaction, dans un télégramme laconique : « *Pologne sur le pied de guerre ; objectif atteint promptement mais discrètement.* »

Le 26 mars 1939, les Allemands reçurent un grand choc, quand Lipski revint de Varsovie et rejeta catégoriquement les propositions de règlement d'Hitler. Les Polonais refusaient d'approuver le moindre changement dans les conditions en place. Leurs contre-propositions ignoraient la demande allemande de retour de Dantzig et la connexion de transit avec la Prusse orientale. Les Polonais ignoraient également l'offre allemande de garantir leurs frontières. Beck donna pour instruction à Lipski, avant qu'il n'embarquât dans le train pour Berlin au soir du 25 mars, de rappeler aux Allemands que Pilsudski considérait Dantzig, comme « *Ville libre* », comme le baromètre, ou la pierre angulaire, des relations germano-polonaises. Le fait que le maréchal fut mort depuis presque quatre ans, et aurait fort bien pu changer d'avis, ne fut pas pris en considération. Lipski se vit ordonné d'informer Hitler, si le chancelier était à Ber-

lin, ou à défaut d'informer Ribbentrop, que la Pologne était prête à se battre pour empêcher le retour de Dantzig à l'Allemagne.

Lipski demanda à voir Ribbentrop le 26 mars 1939, après avoir appris qu'Hitler avait quitté Berlin. Il n'était pas enthousiaste au vu des instructions qu'il avait reçues, et il espérait que son rôle comme ambassadeur à Berlin touchait à sa fin. Il était arrivé à Berlin en 1933 pour faciliter la conciliation entre la Pologne et l'Allemagne, et il réalisa, à sa profonde déception, que son rôle avait été un jeu. Il espérait bien entendu se voir rappelé, et aurait connu une plus grande détresse encore s'il avait su qu'au cours des longs mois à venir, Beck allait amenuiser peu à peu son autorité sans le remplacer.

L'ambassadeur polonais remit à Ribbentrop un mémorandum écrit. Le ministre allemand des affaires étrangères parcourut le mémorandum avec stupéfaction. Il ne fit aucune tentative de dissimuler sa surprise, et protesta quant au fait que le refus de la Pologne de permettre l'annexion de Dantzig par l'Allemagne allait détruire toute chance de parvenir à un accord germano-polonais. Lipski ne perdit pas de temps. Il répondit rapidement qu'« *il était de son pénible devoir d'attirer l'attention sur le fait que toute poursuite de ces projets allemands, surtout quant au retour de Dantzig au Reich, signifierait la guerre avec la Pologne.* »

Le ministre allemand des affaires étrangères, en dépit de sa sensation de surprise désagréable, rétorqua immédiatement que la déclaration qu'il s'apprêtait à faire deviendrait valable aussitôt prononcée. L'Allemagne considérerait à présent toute violation par la Pologne de la frontière de Dantzig exactement de la même manière qu'une violation par la Pologne de la frontière allemande. Lipski essaya de marquer un autre point en réfutant que la Pologne, contrairement à l'Allemagne, n'avait aucun projet d'annexion de Dantzig.

Ribbentrop, en cette occasion historique, ne sut maintenir son sang-froid imperturbable habituel. Il fut incapable de contenir le sentiment de désespoir qu'il ressentait du fait de cette désagréable interview. Il essaya vainement de défaire les conséquences de la

note polonaise. Il plaida auprès de Lipski, et l'implora d'indiquer que la Pologne pourrait reconsidérer la question dans son ensemble lorsque la situation générale se serait calmée. L'Allemagne n'était pas pressée de résoudre le problème de Dantzig. L'ambassadeur polonais répondit en renvoyant Ribbentrop à la note écrite par son gouvernement. Il lui demanda alors si l'Allemagne, après tout, ne pourrait pas reconsidérer, et accepter à jamais de renoncer aux aspirations allemandes sur Dantzig. Lipski assura à Ribbentrop que Beck serait heureux de mener une nouvelle visite à Berlin en réponse à une telle concession allemande.

Ribbentrop déclara avec tristesse qu'une note écrite polonaise n'aurait pas été nécessaire, les mesures militaires adoptées par la Pologne le 23 mars apparaissant comme la vraie réponse aux propositions allemandes. L'entretien était terminé. Ribbentrop aurait été enclin à abandonner toute tentative avec les Polonais, sans la conviction obstinée d'Hitler qu'un accord entre l'Allemagne et la Pologne méritait tout effort concevable. Ribbentrop nota qu'Hitler garda complètement son calme en lisant la note polonaise du 26 mars 1939.

Ribbentrop, après plus de cinq mois de négociations difficiles et patientes, se retrouvait avec cette seule note polonaise de refus catégorique. La première phrase de cette note allait comme suit : « *Aujourd'hui, comme toujours, le gouvernement polonais attache la plus grande importance au maintien de relations de voisinage avec le Reich allemand pour la période de temps la plus longue possible.* » Il eut été plus court de substituer « *relations permanentes de voisinage* » en lieu et place des sept derniers, et très éloquents mots de cette phrase d'ouverture. Mais la phrase aurait été moins juste. La phrase, telle qu'elle était rédigée, exprimée la conviction de Beck qu'il ne pouvait pas exister de chose telle que des relations permanentes de voisinage entre la Pologne et le Reich allemand. Ce fut cette attitude qui fit de la Pologne l'objet naturel pour les desseins d'équilibrage du pouvoir des dirigeants britanniques.

## 13.8 La Pologne est ravie par sa mobilisation

L'enthousiasme guerrier s'empara temporairement de chaque section de la Pologne. La mobilisation partielle convainquit le Polonais moyen que ses dirigeants envisageaient une guerre contre l'Allemagne dans l'avenir proche. La société *Marches sur l'Ouest*, un groupe de pression anti-allemand, tint une réunion publique le 26 mars 1939 à Bydgoszcz (Bidgostie), en Prusse occidentale polonaise. Des milliers de Polonais de la région de Prusse occidentale s'y rendirent. Des orateurs provocateurs y dénoncèrent farouchement les Allemands, et l'auditoire répondit par des cris passionnés de « *À bas Hitler !,* » « *Nous voulons Dantzig !,* » et « *Nous voulons Königsberg !* » Des groupes de Polonais errèrent dans les rues une fois la réunion terminée, et attaquèrent les Allemands qu'ils rencontrèrent. Des cotisations affluaient depuis toutes les régions polonaises pour constituer un emprunt gouvernemental interne en vue d'assurer à l'armée de l'air polonaise mille avions de combat supplémentaires sous quatre mois.

Des rumeurs parcoururent le pays, selon lesquelles la guerre avait éclaté, et que les armées allemande et polonaise s'affrontaient à Oderberg. Les éditeurs de *Polska Zbrojna*[2] assurèrent au public que la Pologne avait toutes les raisons de se montrer confiante quant à l'issue d'une lutte germano-polonaise. Les lecteurs polonais se voyaient assurés par l'article, « *Nous Sommes Prêts,* » qu'ils n'avaient aucune raison à se sentir inférieurs à aucune des nations militaires les plus puissantes du monde. Il fut avancé que la Pologne détenait de nombreux avantages de nature à lui assurer la victoire militaire sur l'Allemagne. Il fut affirmé que les soldats polonais étaient supérieurs aux soldats allemands, et que l'armée polonaise était mieux équipée. Les lecteurs se virent informés de ce que l'esprit héroïque polonais était supérieur à tout ce que l'Allemagne pourrait trouver à offrir. Une assurance du général Gluchowski, le

2. *L'armée polonaise*

distingué vice-ministre polonais de la guerre, fut longuement citée. Le général expliquait que l'armée allemande n'était qu'un gros bluff, et que les Allemands manquaient cruellement de forces de réserve. Les journalistes demandèrent au général si la Pologne était supérieure à l'Allemagne d'un point de vue militaire général. Il répondit : « *Quelle question ! Bien entendu !* »

Le Sénat polonais, lors d'une session spéciale, exprima sa sympathie pour les « *expériences laborieuses* » qu'avait connues la Lituanie en cédant Memel à l'Allemagne. Le comte Jan Szembek, secrétaire assistant aux affaires étrangères, fut un participant éminent de cette session. Il prit également part à l'ovation prolongée qui salua la résolution prise par le Sénat.

Il était difficile pour Ribbentrop de poursuivre la tâche de parvenir à un accord germano-polonais dans cette atmosphère survoltée. Il conféra de nouveau avec Lipski le 27 mars 1939. Il se plaignit des persécutions qui avaient lieu contre les Allemands de Bidgostie ainsi qu'ailleurs en Pologne, et il observa qu'en Allemagne l'impression était répandue que le gouvernement polonais pouvait, s'il le souhaitait, empêcher de tels incidents. Il affirma à Lipski qu'il ne savait franchement plus que faire de l'attitude et de la politique du gouvernement polonais. Il ne menaça pas la Pologne, ni ne répéta son affirmation de la veille quant à la politique allemande qui serait suivie en cas d'une possible violation par la Pologne de la frontière de Dantzig. Lipski savait également parfaitement bien que cette déclaration de Ribbentrop n'avait été faite qu'en réponse à la menace polonaise d'user de la force pour empêcher le retour de Dantzig à l'Allemagne.

Jozef Beck reçut l'ambassadeur Moltke au soir du 28 mars 1939. Le ministre polonais des affaires étrangères réitéra la menace que Lipski avait annoncée à Ribbentrop le 26 mars. Il affirma qu'une tentative allemande de récupérer Dantzig aurait pour suite une action militaire polonaise contre l'Allemagne, ce qui signifiait une guerre germano-polonaise. Beck ajouta qu'il voulait toujours établir des relations amicales avec l'Allemagne, pourvu que les Allemands

abandonnassent leur projet de récupérer Dantzig. Beck ajouta qu'à l'avenir, l'Allemagne serait tenue pour seule responsable de toute action décidée par le Sénat de la soi-disant Ville libre de Dantzig. Moltke, qui venait d'envoyer un rapport à Berlin décrivant les incessantes provocations officielles de la Pologne qui accompagnaient les mesures de mobilisation, s'exclama face à Beck : « *Vous voulez négocier avec la baïonnette au canon !* » Beck répondit froidement que l'ambassadeur allemand avait parfaitement raison, mais que l'Allemagne ne devrait pas se troubler de cette procédure, puisqu'« *il s'agit de votre propre méthode.* »

Dans ces circonstances, il fut difficile pour Ribbentrop de maintenir l'impression que des négociations pacifiques se poursuivaient entre l'Allemagne et la Pologne. Le bureau allemand des affaires étrangères recevait de nombreux rapports de la part de diplomates étrangers bien disposés, indiquant que les Britanniques réalisaient toutes les préparations possibles en vue d'une guerre contre l'Allemagne, et il semblait certain à Berlin qu'Halifax allait tâcher d'exploiter l'attitude belliqueuse polonaise. Le 30 mars 1939, le représentant étasunien Joseph E. Davies signala depuis Bruxelles à Washington DC que le discours de Chamberlain à Birmingham était considéré comme un désastre qui avait renversé les perspectives de paix jusqu'alors favorables en Europe.

Léon Noël, l'ambassadeur français, signala à Paris qu'il avait participé à un dîner diplomatique au soir du 27 mars 1939, au cours duquel Beck, le comte Michal Lubienski, ainsi que le chef d'État-major polonais, le général Stachiewicz, étaient présents. Noël se plaignit de ce que les dirigeants polonais aient délibérément évité toute référence aux négociations récentes évidemment échouées avec l'Allemagne, et qu'ils étaient apparus distraits et préoccupés du fait de problèmes personnels. Beck se montra également vague dans ses conversations avec l'ambassadeur étasunien Anthony Biddle, mais il lui affirma, au soir du 28 mars, que l'ordre polonais de mobilisation partielle était « *une réponse ferme à certaines suggestions émises par Berlin.* »

Lukasiewicz informa Beck depuis Paris qu'il continuait de collaborer étroitement avec l'ambassadeur étasunien Bullitt. Lukasiewicz restait informé de manière répétée par Bullitt des conversations tenues entre les dirigeants britanniques et l'ambassadeur étasunien Kennedy à Londres. Il était évident aux yeux de Lukasiewicz que Bullitt continuait de se méfier des Britanniques. L'ambassadeur étasunien lui assura que les États-Unis auraient la capacité d'exercer assez de pressions pour produire une mobilisation britannique au sommet de la prochaine crise. Lukasiewicz soupçonnait également qu'une partie de cette méfiance reflétait un désir enfantin de la part de Bullitt d'exagérer l'importance de son propre rôle sur la scène européenne.

Le 29 mars 1939, Edward Raczynski, l'ambassadeur polonais, signala que la principale crainte existant en Grande-Bretagne paraissait être qu'un accord germano-polonais pût être conclu malgré l'ordre partiel de mobilisation de la Pologne. Les Britanniques avançaient qu'un tel accord serait particulièrement dangereux, du fait qu'il pourrait amener à la rapide désintégration de la Russie soviétique. L'ambassadeur polonais avait appris que Kennedy, l'ambassadeur étasunien, était personnellement angoissé par la politique de guerre menée par les dirigeants britanniques, et par le soutien que le président Roosevelt accordait à cette politique. Raczynski avertit Beck que Kennedy semblait déphasé sur le plan personnel avec Bullitt à Paris et avec Anthony Biddle à Varsovie, mais que, cela mis à part, il menait à bien avec réticence les instructions reçues de la part du président Roosevelt d'avertir les Britanniques que leur échec à agir pourrait produire des conséquences désastreuses. Raczynski ajouta qu'il avait reçu des demandes répétée de la part des Britanniques, demandant qu'on leur confirmât que la Pologne n'accepterait pas l'annexion de Dantzig par l'Allemagne. Le diplomate polonais nota qu'il était difficile de convaincre les Britanniques que la Pologne comptait réellement entrer en guerre pour le problème de Dantzig.

## 13.9 Hitler espère un changement de politique polonaise

Au 29 mars 1939, les relations entre l'Allemagne et la Pologne avaient atteint un stade décisif. Les Polonais avaient défié l'Allemagne avec la menace d'une guerre ainsi qu'une mobilisation partielle, mais Hitler refusa obstinément de considérer ces actes polonais comme un défi. Il refusa également d'accepter l'effort polonais de rupture des négociations entre les deux pays, malgré le fait que cette rupture avait été exprimée par un refus catégorique de la Pologne de l'offre allemande, le 26 mars 1939. Hitler insistait : Ribbentrop devait mener tout effort possible pour rouvrir les négociations, et il continua d'espérer que la Pologne finirait par refuser de conclure une alliance militaire avec la Grande-Bretagne. Cet espoir semblait avoir des fondements très solides, après le rejet par la Pologne de l'offre d'alliance pro-soviétique du 24 mars 1939. Hitler savait également que Beck refusait de jouer le jeu des Britanniques en Roumanie. Il semblait, au vu de ces circonstances, que les négociations anglo-polonaises en vue d'une alliance pouvaient bien tourner à l'échec. Hitler espérait qu'il serait possible, dans le cas d'un tel échec, de reprendre les négociations avec les Polonais. Il était prêt à leur assurer que l'Allemagne n'était pas pressée d'atteindre la réalisation de son programme à Dantzig.

La stratégie d'Hitler vis-à-vis des Polonais, à ce stade, était complètement le produit de ses propres analyses et convictions. Les dirigeants militaires allemands se demandaient pourquoi ils n'étaient toujours pas autorisés à préparer des plans de bataille dans le cas d'une possible guerre contre les Polonais. Il était extrêmement inhabituel pour l'Allemagne de ne disposer d'aucun plan de bataille d'aucune sorte en cas d'un tel conflit. Il était d'usage, pour les nations européennes, de disposer de plans d'opérations en vue d'un possible conflit contre un voisin avec lequel les relations devenaient inégales. Dans les années 1870, par exemple, l'Al-

lemagne disposait de plans d'opérations militaires possibles contre l'Autriche-Hongrie, et ces plans ne furent reconnus caduques qu'après la conclusion formelle de l'alliance allemano-austro-hongroise de 1879. Entre 1870 et 1914, les Allemands tinrent à jour, et révisèrent régulièrement leurs plans de possibles opérations militaires contre la France et la Russie. Les soldats allemands, aux jours de la République allemande de Weimar, travaillèrent sans interruption sur leurs projets en vue d'un possible conflit contre la Pologne, et les Polonais restèrent également engagés dans des activités réciproques entre 1919 et 1939. Les plans français, de même, ne furent jamais abandonnés entre 1871 et 1939. Ce n'est que sous cette lumière que l'on peut comprendre le refus obstiné d'Hitler de laisser se réaliser des projets militaires contre la Pologne, dans la période séparant le décès du président von Hindenburg, en août 1934, et avril 1939. Il n'y avait évidemment pas eu de telle restriction sur les projets militaires contre les Tchèques dans les années suivant 1934. Cela n'amène qu'à une seule conclusion, à savoir qu'Hitler était déterminé à gagner l'amitié de la Pologne.

Ribbentrop suivait loyalement les instructions d'Hitler de poursuivre les négociations avec les Polonais, mais il était de plus en plus pessimiste. Il pouvait comprendre le désir de Weizsäcker et d'autres dirigeants du bureau allemand des affaires étrangères d'adopter une ligne plus ferme avec les Polonais. L'épouse de Ribbentrop s'est souvenue que son mari avait été enclin à abandonner le projet d'un accord germano-polonais après les négociations futiles de janvier 1939, mais qu'Hitler avait convaincu Ribbentrop en février 1939 qu'il était nécessaire de persévérer, parce qu'une entente restait possible. Le ministre allemand des affaires étrangères avait répondu favorablement, et la manière dont il avait convaincu Lipski le 21 mars 1939 de la nécessité d'un accord avait constitué une réussite brillante.

Il est important de noter qu'aucun des dirigeants allemands, Goering y compris, lui qui partageait l'attitude pro-polonaise d'Hitler, ne promut l'abandon de la revendication allemande sur Dantzig.

Lipski avait affirmé que Beck pourrait revenir en Allemagne si les Allemands renonçaient à Dantzig. Hitler n'était pas prêt à payer ce prix unilatéral pour une entente, parce qu'il savait qu'un accord sur une telle base serait sans valeur. Une entente dans laquelle l'Allemagne concéderait tous les sacrifices, et la Pologne aucun, n'aurait pas produit une relation de confiance entre les deux pays. Cela aurait nourri le mépris de la Pologne envers l'Allemagne, et la conviction indue qu'une puissance moindre, comme la Pologne, pouvait intimider le Reich allemand. Cela aurait encouragé les Polonais à poursuivre leurs intrigues contre l'Allemagne dans l'espoir de parvenir à de nouveaux gains à l'avenir aux dépens de l'Allemagne.

## 13.10 Les racines de la modération d'Hitler envers la Pologne

D'innombrables Allemands, provenant des territoires perdus en 1919, se plaignaient avec amertume de l'obsession d'Hitler quant à la libération de Dantzig, mais de son indifférence face au destin d'anciennes villes allemandes telle que Kattowitz. Ils ne comprenaient pas pourquoi Hitler acceptait de renoncer à Kattowitz, qui n'avait pas appartenu à la Pologne plus longtemps que Dantzig avant la première partition de la Pologne de 1772. Kattowitz, en contraste avec Dantzig, n'était guère plus qu'un village à l'époque, mais la révolution industrielle avait amené d'importants changements, et la ville disposait d'une population de 125 000 habitants lorsqu'elle fut assignée à la Pologne en 1922. La ville de Kattowitz, en dépit des tactiques de terreur françaises et polonaises, avait voté massivement pour l'Allemagne (à 82%) lors du plébiscite de 1921. La région de Kattowitz était l'une des meilleures régions industrielles au monde, et ses dépots de charbon étaient très supérieurs à ceux qui gisaient dans la vallée de la Ruhr, et bien plus faciles à exploiter. La région de Kattowitz avait fait partie de l'Allemagne

depuis le XII$^{\text{ème}}$ siècle, et l'exploitation de ses ressources industrielles avait été lancée par Frédéric le Grand. Les premiers moteurs à vapeur utilisés à des fins industrielles l'avaient été dans la Prusse du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle, dans la région de Kattowitz, à Königshütte, dont le nom signifie *fonderie royale*. La région était fortement développée au XX$^{\text{ème}}$ siècle, et aurait constitué un atout économique bien plus important pour l'Allemagne que la combinaison de Dantzig et de l'autoroute vers la Prusse orientale.

Il était injuste d'affirmer qu'Hitler était indifférent quant à Kattowitz. Il était extrêmement tenté de demander le retour à l'Allemagne de Kattowitz et du reste de la Haute-Silésie orientale après la conclusion du pacte russo-allemand d'août 1939, et discuta même de cette tentation avec Henderson, l'ambassadeur britannique. Mais il décida en cette occurrence de ne pas demander le retour de Kattowitz, par crainte qu'une telle nouvelle revendication par l'Allemagne ne pût détruire les dernières chances de parvenir à un règlement négocié avec la Pologne.

Ce fut la situation politique de Dantzig, plutôt que son importance intrinsèque, qui fit se décider la politique d'Hitler. La création du régime de ville libre, après 1918, constituait une importante et durable menace envers la paix. Les citoyens de Dantzig manifestaient leur loyauté indéfectible au national-socialisme ainsi qu'à ses principes, et ils avaient élu une majorité parlementaire national-socialiste avant le Reich allemand lui-même. La renonciation de Dantzig aurait constitué une répudiation de cette loyauté et de l'esprit qui l'inspirait. Il aurait été impensable de s'attendre à ce que les Polonais renonçassent au contrôle politique de Dantzig si la population de la ville avait été constituée de Polonais loyaux soutenant le régime polonais de l'OZON (le camp de l'unité nationale). On ne demanda jamais aux Polonais de consentir à quelque sacrifice de cette nature. La situation de la minorité allemande en Pologne était différente de celle de la communauté allemande de Dantzig. Les Allemands de Pologne avait accepté de devenir des citoyens loyaux de l'État polonais, alors qu'ils n'avaient jamais été

acceptés comme égaux en Pologne. De nombreux Allemands furent arrêtés en 1938 après avoir omis d'arborer les couleurs nationales polonaises lors du jour de la commémoration nationale polonaise du 11 novembre 1918. Cette date était également celle de la défaite allemande lors de la première guerre mondiale, mais aucun Polonais ethnique ne fut arrêté pour n'avoir pas arboré les couleurs nationales ce jour-là. Les Allemands de Pologne n'en avaient pas moins convenu de devenir des citoyens polonais. Ils disposaient de leurs propres organisations politiques locales, mais, en opposition avec les habitants de Dantzig, ils n'étaient pas national-socialistes. Hitler était prêt à les laisser à la Pologne du fait de son désir d'amitié pour les Polonais, et du fait de son désir d'éviter le carnage d'une guerre inutile.

On savait partout que la Pologne cherchait constamment à accroître son contrôle sur Dantzig. Hitler n'était opposé à aucune nouvelle aspiration économique de la Pologne à Dantzig, mais il avait résolu de ne jamais permettre l'établissement d'un régime politique polonais à Dantzig. De nombreux Allemands des provinces de l'Est affirmèrent ultérieurement qu'ils auraient été révoltés si Hitler avait conclu un accord avec la Pologne sur la base de son offre d'octobre 1938. Une telle révolte aurait été improbable, et se serait vue écrasée implacablement si elle s'était produite. La masse des Allemands au Sud et à l'Ouest restait fortement indifférente quant à la situation de la frontière orientale de l'Allemagne. La situation de Dantzig constituait une exception, et celle-ci se refléta dans la publicité importante qu'elle reçue en Allemagne pendant de nombreuses années. La grande question du prestige allemand aurait inspiré l'attention universelle si Hitler avait assisté les bras croisés à l'étranglement de Dantzig par la Pologne, son faible voisin de l'Est. Il fallait éviter cette possibilité distincte et protéger Dantzig en la ramenant au Reich. Hitler n'aurait jamais insisté pour que cela fut réalisé immédiatement, mais il gardait une détermination sans faille à ne jamais renoncer à Dantzig. Il comprenait que l'abandon de Dantzig aurait élargi la brèche entre l'Allemagne et

la Pologne, et n'aurait amené à aucune relation d'amitié.

Hitler était prêt, pour des raisons de haute politique, à payer le prix consistant à abandonner les territoires allemands revenus à la Pologne avant 1939. Il avait toujours insisté sur le fait qu'il aurait été puéril de vouloir récupérer toutes les régions qui avaient été perdues par l'Allemagne ou par les Allemands d'Autriche après la première guerre mondiale. Son attitude sur la question du Tyrol est l'une des meilleures illustrations de cette politique. Hitler avait commencé sa carrière politique en Bavière. Les Bavarois et les Autrichiens relèvent de la même branche de la famille allemande. L'ensemble de la région autrichienne avait été peuplée par des pionniers bavarois au cours des XVIII$^{\text{ème}}$ et IX$^{\text{ème}}$ siècles. Les Bavarois se montraient amers quant à la répudiation de l'auto-détermination par les puissances alliées lors du règlement du Tyrol en 1919. Hitler pensait qu'il fallait renoncer à jamais au territoire du Sud-Tyrol au bénéfice de l'Italie, et il exprima franchement cette idée impopulaire dans ses discours au fil des années 1920. Ce point ralentit le début de la croissance du mouvement national-socialiste en Bavière. Les opposants du national-socialisme avaient faussement accusé Hitler d'être un agent payé par Mussolini, et beaucoup de gens y avaient cru. Il avait été avancé que, sans cela, un homme se revendiquant du nationalisme allemand n'aurait jamais abandonné le Sud-Tyrol. Le Sud-Tyrol était la patrie d'un bloc solide d'Allemands vigoureux et à l'esprit indépendant, dont la tradition historique héroïque était connue de tous les Allemands de par la littérature de Schiller.

Hitler savait qu'une entente avec l'Italie serait restée impossible si les Allemands avaient voulu que Mussolini abandonnât la frontière stratégique du col de Brenner. Il savait que l'Italie deviendrait la voisine immédiate de l'Allemagne si l'auto-détermination était appliquée dans l'État croupion autrichien, et si la petite république autrichienne se rattachait au Reich allemand. Il comprenait que la coopération avec l'Italie pourrait constituer un atout important pour tout politique étrangère allemande réussie. Nul ne saurait douter de la sagesse fondamentale de cette attitude, mais

le sentiment national a souvent constitué un obstacle formidable à une politique réaliste. La situation était compliquée par le ressentiment allemand à l'égard de l'Italie, du fait de la désertion par l'Italie de la Triple Alliance durant la première guerre mondiale, et de son ralliement à la guerre contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Hitler savait qu'une politique pro-italienne promettait de rencontrer d'importants obstacles en Allemagne. Il ne perdit pas de temps avant d'essayer de sensibiliser le peuple allemand à accepter cette politique, bien qu'il sût que cette stratégie allait lui coûter des voix dans les élections.

Le problème d'Hitler avec le Sud-Tyrol ne fut pas conclu par la formation de l'Axe Rome-Berlin. Les Italiens n'étaient en rien différents des Polonais dans la poursuite des mesures de *désallemagnisation* contre la minorité allemande. En janvier 1939, les diplomates italiens en poste à Berlin insistèrent sur l'idée que l'ensemble de la population allemande du Sud-Tyrol aurait dû être soustraite à son habitat ancestral, et forcée à trouver refuge au sein du Reich. La crise du Sud-Tyrol fut discutée le 14 janvier 1939, dans le cadre d'une réunion spéciale tenue avec le bureau allemand des affaires étrangères. Il n'est pas surprenant que le ressentiment allemand fût très important face à cette exigence italienne particulièrement brutale. Hitler estimait n'avoir pas le luxe de pouvoir se permettre de tels sentiments, et il donna pour instruction à Ribbentrop d'informer l'Italie que l'Allemagne accepterait un programme d'expulsion si celui-ci était mené lentement et progressivement. Il mérite d'être ajouté qu'Hitler aurait accepté de coopérer sur un programme similaire avec les Polonais, si les relations entre l'Allemagne et la Pologne avaient été établies sur une base solide. Hitler accepta d'accorder la nationalité allemande aux expulsés du Sud-Tyrol avant qu'ils ne quittassent leur patrie pour se rendre en Allemagne.

L'accord d'Hitler à l'exode en janvier 1939 ne représenta guère qu'une étape dans la gestion du problème. Il lui fallut intervenir de manière répétée pour modérer la réponse allemande à une suite de provocations extrêmes de la part de l'Italie. Les Italiens savaient

qu'Alexender Bene, le consul-général allemand de Bozen, dans le Sud-Tyrol, s'était opposé au projet d'exode. Le 3 mai 1939, Ciano, le ministre italien des affaires étrangères, reprocha à Bene d'avoir affirmé que le Sud-Tyrol se verrait un jour libéré par Hitler. Mackensen, l'ambassadeur allemand, qui était un ami proche de Bene, savait que le reproche n'était pas fondé. Bene avait toujours fait son possible pour convaincre les Allemands du Sud-Tyrol que leurs terres resteraient désormais irrévocablement italiennes. Mackensen savait que Ciano utilisait cette fausse accusation comme prétexte pour éliminer l'influence de Bene quant à la question de l'exode.

Il fut impossible pour Hitler d'empêcher avant 1938 la propagation du national-socialisme autrichien parmi les citoyens autrichiens résidant dans le Sud-Tyrol. Le 16 juin 1939, le gouvernement italien arrêta Rudolf Kauffmann, le dirigeant national-socialiste de Bozen. Le prétexte pour cette action fut que Kauffmann n'avait pas obtenu la permission de la part des autorités italiennes pour organiser une excursion d'une journée pour un groupe de gymnastes allemands. Les Italiens affirmèrent que cette randonnée constituait une manifestation hostile contre l'État italien. La situation fut compliquée par des agents de propagande britannique dans le Sud-Tyrol, qui distribuèrent des tracts incendiaires, écrits dans un mauvais allemand, et dénonçant les Italiens. Hitler comprit que des mesures strictes s'imposaient au vu des circonstances. Les Italiens libérèrent Kauffmann le 18 juin 1939. Hitler ordonna à Weizsäcker de prendre contact avec Rome le 20 juin 1939 pour qu'il fût accordé à Kauffmann un visa pour se rendre à Berlin. Hitler annonça qu'il comptait punir Kauffmann pour avoir ignoré les règles en vigueur en Italie. Kauffmann fut interné dans un camp de concentration allemand pour une durée de dix semaines, et ne fut libéré que début septembre 1939. Le 23 juin 1939, Ciano affirma à Mackensen qu'il était satisfait d'apprendre que Kauffmann avait été emprisonné par Hitler. Il affirma que cela pourrait constituer un bon exemple pour enseigner aux habitants du Sud-Tyrol qu'il était dangereux de défier l'Italie.

L'enseignement de tout ceci est qu'Hitler possédait l'autorité nécessaire pour maintenir des relations amicales avec des États voisins tels que l'Italie et la Pologne, en dépit de l'existence de sérieux points de friction. Cela ne fut pas apprécié comme il se devait par les Polonais, et les craintes de Lipski que les pressions internes allemandes pussent contraindre Hitler à modifier sa politique à l'égard de la Pologne illustrent le problème. Ces craintes ne tenaient pas compte de la volonté implacable qui était celle d'Hitler, ni la loyauté caractérisant son attitude à l'égard des gouvernements étrangers qui lui étaient bienveillants.

Ce fut pour l'ensemble de ces raisons qu'Hitler garda son calme face aux provocations italiennes durant la semaine qui suivit la mobilisation partielle en Pologne, le 23 mars 1939. Le 24 mars 1939, il eut vent d'une conversation intéressante tenue au cours d'un banquet entre le comte Dembinski et le baron von Stengl. Dembinski était un riche Polonais qui résidait à Berlin, et un ami proche de Jozef Lipski. Dembinski dit à son ami Stengl que l'ordre polonais de mobilisation partielle l'avait convaincu du caractère inévitable d'une guerre entre l'Allemagne et la Pologne. Il avait envoyé son épouse et ses enfants en Pologne, et demanda à Stengl se prendre soin de sa maison et de ses meubles lorsqu'il lui faudrait partir également. Dembinski pensait que cette attitude de la part des dirigeants polonais était déterminée par le fait que le « *monde* » était pour le moment très anti-allemand. Il affirma à Stengl que les Polonais avaient confiance quant au fait qu'ils pourraient compte sur le soutien de l'Ouest contre l'Allemagne. Il avertit son ami allemand que les Polonais pourraient chercher à tirer avantage de cette situation, en provoquant un conflit à Dantzig.

Il aurait été compréhensible qu'Hitler réagît aux nombreux signalements de cette nature en parvenant à la conclusion qu'une entente germano-polonaise était impossible. Tel n'était pas la manière de fonctionner d'Hitler. On lui avait dit, après le fiasco de ses conversations ratées avec Mussolini, à Venise, en juin 1934, qu'il n'y avait aucun espoir d'entente germano-italienne, mais il avait refusé

de le croire. Il resta patient, et réussit par la suite à s'attirer l'amitié de Mussolini. Il pensait qu'il était nécessaire de rester patient avec Beck et les autres dirigeants polonais, parce que l'amitié polonaise était un objectif important. Tout autant était-il déterminé à rester patient avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, dans l'espoir qu'un jour les relations allemandes avec ces deux puissances puissent se réaliser sur une base solide et satisfaisante. On aurait pu s'attendre à ce que la politique d'encerclement lancée par Halifax le 20 mars 1939 pût désabuser Hitler des espoirs qu'il lui restait d'un accord durable entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, mais ce ne fut en rien le cas. Il savait que les objectifs d'importance ne sont pas facilement atteints, et refusait de considérer la situation sous un jour tragique. Hitler espérait qu'Halifax et Beck allaient échouer à parvenir à un accord. Cela aurait accordé à l'Allemagne de nouvelles opportunités d'améliorer ses relations avec les deux puissances. Le défi polonais des 23-26 mars 1939 avait échoué à amener Hitler à reconsidérer sa politique à l'égard de la Pologne.

# Chapitre 14

# Le chèque en blanc britannique à la Pologne

## 14.1 Différends anglo-français

Le 24 mars 1939, le ministre polonais des affaires étrangères, Jozef Beck, rejeta le projet britannique prévoyant un front d'alliance intégrant l'Union soviétique. Halifax répondit une semaine plus tard en proposant une garantie britannique unilatérale aux Polonais. L'Empire britannique accepta d'aller en guerre comme allié de la Pologne si les Polonais décidaient que la guerre devenait nécessaire. Le grand public britannique fut stupéfait de cette décision. On peut comprendre qu'Hitler fût également surpris. Le 31 mars 1939, Sir Alexander Cadogan reconnut devant Kennedy, l'ambassadeur étasunien, que la Grande-Bretagne, pour la première fois de toute son histoire avait laissé à une autre puissance la décision quant à se battre ou non hors de ses frontières. Le professeur F.J.C. Hearnshaw, un ardent soutien d'Halifax et de ses politiques, espérait que le grand public britannique pourrait croire que des circonstances exceptionnelles justifiaient cette décision. Son article,

*La seule manière d'atteindre la sécurité*[1], affirma que « *jamais depuis la fin du Moyen Âge la paix du monde, le règne de la loi et l'existence même de la liberté humaine n'ont été si formidablement menacés qu'ils le sont à présent.* » C'était chose indubitablement vraie, mais Hearnshaw manqua de comprendre que la menace réelle était Halifax et sa politique, qui exposait l'Europe sans nécessité à la menace latente de l'Union soviétique. Il espérait que la conduite non conventionnelle de la politique étrangère britannique se verrait excusée par sa référence au Moyen Âge et à la période précédant le règne de la reine Elizabeth I. Ce fut la détermination pour la guerre qu'Halifax avait délibérément soulevée, et non pas des arguments aussi spécieux, qui provoqua l'acceptation par les classes dirigeantes britanniques et par le grand public britannique toutes les décisions qu'Halifax choisit de prendre.

L'action d'Halifax de garantir la Pologne constitua une menace grave à l'unité anglo-française. Les relations franco-polonaises étaient mauvaises. Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, avait accepté le 23 mars 1939 de coopérer à la formation d'un front d'alliance comprenant l'Union soviétique, parce qu'il pensait qu'une telle alliance, pourrait engendrer une ligue d'États si puissante qu'elle aurait préservé la paix. Il n'avait pas coopéré dans ce projet par désir de guerre. Il était évident que la garantie britannique unilatérale accordée à la Pologne compromettait la perspective d'intégrer l'Union soviétique dans un front d'alliance, et faisait fortement croître le péril d'une guerre. Bonnet refusa d'imiter les Britanniques en signant un chèque en blanc à la Pologne. Il n'avait aucun désir d'une guerre anglo-franco-polonaise contre Hitler.

Lukasiewicz avait informé Bonnet avant l'ordre polonais de mobilisation partielle du 23 mars 1939 que Beck était hostile au projet d'alliance pro-soviétique d'Halifax. Bonnet n'éprouvait guère de sympathie envers cette attitude, et dit à Lukasiewicz qu'il préférait le projet d'Halifax. Il rappella à l'ambassadeur polonais que la

1. *The Only Way to Safety*, NdT

France avait cherché depuis des années à faire concorder la Grande-Bretagne avec sa propre politique d'alliance avec l'Union soviétique. Bonnet affirma que le discours d'Halifax devant la chambre des Lords britanniques du 20 mars 1939 était plus important, d'un point de vue diplomatique, que tout ce qu'Halifax avait pu dire à Birmingham. Dans ce discours, Halifax avait défini et expliqué l'offre d'alliance britannique.

## 14.2 La visite de Bonnet à Londres

Le 22 mars 1939, Bonnet accompagna le président français Albert Lebrun en visite en Angleterre. L'objet de la visite était de discuter de l'attitude française vis-à-vis de la politique d'encerclement britannique. Le 18 mars 1939, Tatarescu, le représentant de la Roumanie, avait expliqué à Paris que les accusations émises par Tilea à Londres quant à des exigences allemandes étaient infondées, et Bonnet avait par la suite reçu confirmation de la duperie de Tilea de la part des diplomates français établis en Roumanie. Cela n'empêcha pas Daladier et Bonnet de s'accorder à adopter une attitude positive quant au projet britannique visant à garantir la Roumanie. Ils espéraient que la Roumanie pourrait tenir lieu de pont entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique.

Le président Lebrun et Bonnet participèrent à un banquet au *Guildhall* de Londres au soir du 22 mars 1939. Bonnet fut stupéfait de découvrir que Chamberlain continuait d'insister quant à l'authenticité du récit de Tilea, et quant à l'existence d'une menace immédiate allemande envers la Roumanie. Il fut également surpris du degré d'exaltation qu'Halifax avait créé dans la haute société britannique. L'épouse d'un fonctionnaire britannique haut-placé affirma à Bonnet avec passion qu'elle avait de nombreux enfants et les chérissait, mais qu'elle préférerait les voir tous mourir que laisser Hitler dominer l'Europe. Bonnet ne douta plus que l'esprit belliqueux, pour l'entretien duquel les classes supérieures anglaises

étaient célèbres depuis des siècles, avait été allumé une nouvelle fois.

Des conférences importantes se déroulèrent entre les dirigeants français et britannique à Windsor le 23 mars 1939. Bonnet confirma la crainte d'Halifax quant à l'idée que les Polonais risquaient de ne pas accepter son projet d'alliance pro-soviétique. Halifax discuta la possibilité de garanties anglo-françaises séparées à la Roumanie et à la Pologne, au cas où Beck déciderait de rejeter formellement l'offre d'alliance. Bonnet se montra affable dans les discussions autour de ces problèmes, et prit soin de ne pas offenser ses hôtes anglais. Il savait que les dirigeants anglais, par le passé, avaient essayé de renverser les gouvernements français qui ne les satisfaisaient pas en situation de crise, en usant d'intrigues de palais, et il espérait que Daladier et lui-même pourraient parvenir à éviter ce problème. Les dirigeants britanniques furent satisfaits de l'attitude de Bonnet à Windsor, et assurèrent au président Lebrun qu'ils désiraient voir Daladier et Bonnet maintenus en poste en France. Bonnet quitta la conférence avec la conviction que les progrès britanniques en matière de fabrication d'avions de guerre constituaient l'explication clé du changement récent de politique étrangère britannique.

## 14.3 Les différends franco-polonais

Lukasiewicz appela Daladier à Paris le 23 mars 1939 pour discuter de la situation d'ensemble. L'ambassadeur polonais se plaignit du manque d'enthousiasme de Beck pour le changement de direction de la politique d'intervention anglo-française en Roumanie. Il ne voyait pas en quoi il était important d'apporter des garanties à la Roumanie, alors que ce pays n'avait aucun problème avec l'Allemagne. Il affirma sans ménagement à Daladier que les intérêts de la France en Roumanie l'amenaient à douter de la sincérité de leur politique en Europe de l'Est. Lukasiewicz avait reçu l'impression trompeuse que la Roumanie n'allait pas accepter de garantie terri-

toriale sans participation de la Pologne, et il affirma à Daladier que la Pologne n'accepterait jamais d'accorder une garantie territoriale à la Roumanie. Les Roumains avaient tiré des bénéfices immenses des traités de paix de 1919. Ils avaient d'importantes minorités de Hongrois, de Bulgares, d'Ukrainiens, d'Allemands, de Serbes et de Turcs. Ils n'étaient pas enclins à émettre une garantie conditionnée à l'acceptation polonaise. Ils étaient prêts à accepter une garantie d'intégrité territoriale de leur pays de la part de n'importe quel pays, sauf l'Union soviétique. Daladier affirma à Lukasiewicz qu'il comprenait parfaitement la position polonaise, mais qu'il doutait que les Polonais comprissent la position de la Grande-Bretagne et de la France. Il informa Lukasiewicz qu'Halifax s'employait à lever une barrière tout autour de l'Allemagne. Il essayait partout de bloquer l'expansion allemande, et pas seulement en direction de la Pologne. Il espérait anticiper les actions allemandes, aussi éloignées certaines d'entre elles pussent-elles sembler.

Lukasiewicz ne fut pas impressionné par l'explication de la politique d'Halifax par Daladier, et il lui sembla que les remarques du premier ministre français étaient énoncées sans grande conviction. Il affirma à Daladier que l'offre d'Halifax à la Roumanie trahissait un manque de sens commun. Lukasiewicz craignait que les puissances occidentales s'avérassent incapables de résister à la tentation de conclure des accords aux dépens de la Pologne. Il déclara que la proposition d'Halifax pour une alliance avec l'Union soviétique méritait d'être condamnée, et promettait de l'être par la Pologne. Lukasiewicz rappela à Daladier que la France n'avait aucun engagement de soutenir la Pologne à Dantzig ; néanmoins, il pensa avoir influencé Daladier pour que celui-ci favorisât le soutien français à la Pologne dans cette zone. Le premier ministre français, de son côté, fut très contrarié de l'attitude de l'ambassadeur de Pologne.

L'ambassadeur étasunien Bullitt fit ce qu'il put pour soutenir la position polonaise à Paris. Le 24 mars 1939, Lukasiewicz informa Bullitt que la Pologne allait rejeter le projet d'alliance prosoviétique et faire pression en vue d'une alliance bilatérale avec la

Grande-Bretagne. Bullitt assura à Lukasiewicz que les Britanniques accepteraient une telle alliance. L'ambassadeur polonais reconnut qu'il ne faisait pas confiance aux Britanniques, et affirma que les dirigeants anglais cyniques étaient tout à fait capables d'amener la Pologne vers une position intenable et d'ensuite l'y abandonner. Il savait que Bullitt partageait cette attitude dans une certaine mesure. Lukasiewicz rappela à Bullitt la participation britannique dans la partition de la Tchécoslovaquie en 1938. Il craignait que la Grande-Bretagne n'offrît de soutenir la Pologne, puis insistât pour que la Pologne accordât des concessions à l'Allemagne. Il savait que jusque récemment, les dirigeants britanniques avaient favorisé les concessions polonaises envers l'Allemagne, et il n'était pas certain que leur attitude ait fondamentalement changé.

Bullitt étala de nombreux arguments pour rassurer l'ambassadeur polonais. Il déclara se trouver un total accord avec chaque aspect du positionnement de Beck sur la question de l'alliance, et exposa la création d'un front anglo-franco-polonais solide, sans l'Union soviétique, comme la meilleure chose qui pût arriver. Il affirma qu'Halifax n'avait pas avancé très sérieusement son offre de pacte à quatre puissances, et qu'il s'agissait surtout d'un geste visant à accroître le prestige britannique et à apaiser les Français. Il affirma que les dirigeants britanniques espéraient qu'une guerre se produirait entre l'Allemagne et la Russie, mais qu'ils n'étaient pas pressés de s'engager auprès de l'Union soviétique.

Le 25 mars 1939, Bullitt affirma à Lukasiewicz qu'il avait donné pour instruction à Kennedy, l'ambassadeur étasunien à Londres, de dire à Chamberlain que les États-Unis étaient en totale sympathie avec la position polonaise sur la question de l'alliance. Bullitt reprit contact avec Kennedy le 26 mars. Kennedy reçut pour instruction de dire à Chamberlain que les États-Unis espéraient que la Grande-Bretagne entrerait en guerre contre l'Allemagne si le différend sur Dantzig produisait une explosion entre l'Allemagne et la Pologne. Bullitt affirma à l'ambassadeur polonais qu'il avait confiance quant au fait que la réponse britannique à ces suggestions serait favorable.

Halifax, bien entendu, ne fut pas mécontent de savoir qu'il disposait d'un soutien étasunien inconditionnel pour sa politique de guerre. Le 26 mars 1939, Lukasiewicz affirma à Bullitt que Lipski allait rejeter les propositions allemandes à Berlin le même jour. Il fit l'éloge de Bullitt comme « *un ami industrieux, qui sur de nombreux sujets compliqués, a résolu notre situation de manière intense et profitable.* »

## 14.4 L'offre de Beck à l'Angleterre

Raczynski, l'ambassadeur polonais, usa de tact pour approcher Halifax le 24 mars 1939. Il « *craignait que la communication qu'il avait à porter. . .ne puisse quelque peu compliquer une situation déjà intriquée,* » mais il avait reçu pour instruction de rejeter l'offre d'alliance quadruple, et de dire que, aux yeux de la Pologne, un pacte avec l'Union soviétique pourrait « *provoquer une catastrophe.* » Il développa l'argument de Beck, selon lequel l'inclusion de l'Union soviétique dans une alliance pourrait exagérément menacer la paix. Il ajouta qu'il disposait de l'autorité plénipotentiaire pour proposer une alliance anglo-polonaise. Halifax savait, d'après des conversations tenues avant celà avec les Polonais, que la Pologne voulait l'aide militaire britannique si « *la question de Dantzig devait se développer en menace à l'encontre de l'indépendance de la Pologne.* »

Halifax fit immédiatement part de son intérêt pour la proposition polonaise. Il affirma également, faisant preuve d'une hypocrisie sans borne, qu'il ne verrait pas d'objection à ce que la Pologne et l'Allemagne pussent réussir à négocier entre elles l'issue du problème de Dantzig. Le fait qu'Halifax trouvât nécessaire d'énoncer ce dernier point démontre ses talents tactiques de diplomate. Il n'avait aucun désir de donner aux Polonais l'impression qu'il les poussait vers la guerre.

Kennard envoya un rapport jubilatoire depuis Varsovie le 24 mars 1939. Il déclarait, faisant preuve d'une exagération impor-

tante, que 750 000 soldats polonais étaient déjà sous les armes. Il reconnut que de nombreux diplomates étrangers établis à Varsovie pensaient que la Pologne essayait de déclencher une guerre. Kennard espérait qu'il serait possible de désigner l'Allemagne comme agresseur dans une guerre à venir, et assurait à Halifax qu'il ne croyait pas que « *le gouvernement polonais compte forcer une question avec l'Allemagne.* » Il ne réfuta pas que l'ordre polonais de mobilisation partielle avait créé une atmosphère de crise grave. Il est ironique, à la lecture de ce rapport, de découvrir les affirmations de Gilbert et de Gott selon qui la politique britannique restait « *sur l'hypothèse selon laquelle la Pologne ne courait aucun danger.* »

Le 26 mars 1939, Halifax était en train d'étudier sa réponse à l'offre d'alliance polonais lorsque les Polonais menacèrent les Allemands de guerre s'ils n'abandonnaient pas leur proposition quant à Dantzig. Beck n'informait directement ni l'Angleterre, ni la France, de ses décisions, mais on ne devrait pas s'étonner de ce qu'Halifax sût presque immédiattement que les Polonais refusaient l'offre allemande. Les détails furent confirmés dans des rapports de sources allant de Paris à Dantzig. L'ambassadeur français à Berlin fut informé que les cercles polonais qui privilégiaient l'idée que Dantzig fût rendue à l'Allemagne furent déçus de la diplomatie suivie par Beck. Le récit de la rencontre entre Lipski et Ribbentrop fit l'objet d'une couverture massive dans la presse occidentale dès le 27 mars 1939, et l'emphase en fut mise sur le refus de la Pologne d'accepter les termes allemands. Halifax ne reçut aucune information officielle de la part de Beck, dans sa phase d'étude de l'offre d'alliance polonaise, mais il savait parfaitement bien que Beck avait jeté son gant au visage d'Hitler.

Noël, l'ambassadeur français à Varsovie, fut impressionné par l'étalage enthousiaste de patriotisme polonais suivant l'ordre de mobilisation partielle, mais craignit que le soutien de l'Ouest n'ajoutât à la proverbiale témérité polonaise. Il fut consterné de l'optimisme fantastique affiché par les militaires polonais. Il pensait qu'il relevait de la responsabilité des Français d'exhorter les Polonais à

se montrer prudent plutôt que de les exciter. Il n'afficha pas une grande confiance quant au succès qu'une retenue française pouvait avoir. Il estimait que les Polonais devaient se voir informés que la France n'était pas préparée à une lutte contre l'Allemagne. Il pensait également que les militaires français devaient tenir des conversations posément avec leurs homologues polonais, et il espérait que la France pourrait avoir l'opportunité d'aider la Pologne à dépasser ses déficiences militaires évidentes.

## 14.5 La décision d'Halifax

Halifax revint vers ses diplomates le 27 mars 1939, et leur présenta sa décision définitive de mettre la Pologne au premier plan par rapport à la Russie. Il savait que les Russes, le 22 mars 1939, avaient insisté sur l'acceptation par la Pologne comme condition pour la participation de l'Union soviétique à un front d'alliance. Les Polonais avaient annoncé leur refus le 24 mars 1939, et l'offre d'alliance britannique du 20 mars 1939 était morte aux yeux d'Halifax. Le 27 mars, il câbla à Kennard que les Polonais avaient marqué un point sur la question russe. Il informa Kennard que les Polonais avaient refusé de collaborer avec l'Union soviétique « *pour des raisons que je soupèse.* » Halifax conclut qu'il serait possible d'approcher l'Union soviétique ultérieurement avec une nouvelle proposition d'alliance.

Halifax avait pris une décision cruciale, et il était impatient d'amener sa nouvelle politique au grand jour. Il décida de ne pas attendre l'arrivée de Beck à Londres, prévue le 3 avril 1939, pour déclarer un engagement britannique publique auprès de la Pologne. Le 30 mars 1939, il câbla à Kennard qu'une garantie à la Pologne allait être annoncée au parlement britannique le lendemain. Il ajouta que cette garantie engagerait la Grande-Bretagne sans contre-partie de la part de la partie polonaise. Il essaya de mettre la responsabilité de son extraordinaire impatience sur le président Roosevelt. Il in-

forma Kennard, non sans faire preuve d'une touche d'ironie, que l'ambassade étasunienne l'avait bombardé d'affirmations selon lesquelles Ribbentrop exhortait Hitler à envahir la Pologne avant que les Britanniques annonçassent cet engagement. Il s'agissait d'un prétexte transparent visant à rationaliser une politique irréfléchie. Il était exact que Bullitt, à Paris, soutenait une action britannique immédiate, mais les diplomates étasuniens en poste à Berlin espéraient que la Grande-Bretagne allait adopter une politique de prudence et de retenue. Le chargé d'affaires étasunien Geist suggéra depuis Berlin qu'il serait sage de la part de la Grande-Bretagne d'éviter de placer des obstructions devant l'expansion allemande vers l'Est. Nul n'aurait pu se montrer plus catégorique pour déplorer une garantie britannique précipitée à la Pologne.

Halifax évita soigneusement de donner l'impression qu'il croyait en la prétendue histoire d'intentions agressives de Ribbentrop. Il répéta l'ancien argument, que le président Roosevelt et les États-Unis d'Amérique allaient devenir plus hostiles à la Grande-Bretagne si elle n'entrait pas en guerre contre l'Allemagne. La réitération constante de ce thème par Bullitt à Paris fut sans aucun doute utile à Halifax. Elle lui permit également de décaler une part de responsabilité pour ses propres décisions sur les États-Unis, bien qu'en réalité le président Roosevelt fût incapable de jouer un rôle actif en Europe à cette période. La position officielle des États-Unis était gouvernée par la loi de neutralité de la période 1935-1937 ; et il est impossible, nonobstant l'attitude de Roosevelt, d'imputer aux États-Unis la responsabilité des décisions prises par Halifax. La décision d'Halifax de conférer une garantie hâtive doucha les espoirs d'Hitler que les négociations personnelles entre Halifax et Beck pourraient se solder par un désaccord. Les frictions entre les deux hommes furent une réalité lorsque Beck vint à Londres, et il aurait été possible que leur négociation se terminât sur un échec si cette garantie britannique préalable n'avait pas été accordée.

Halifax informa Kennard qu'il avait décidé de ne pas limiter sa promesse à la Pologne aux seuls cas d'agression non provoquée. Il

avança que la politique allemande était tellement « *variée* » et tellement « *insidieuse* » que la Grande-Bretagne pourrait avoir besoin de venir à l'aide de la Pologne en des circonstances différentes. Il déclara à Kennard qu'il avait décidé la question de qui constituait l'agresseur. Il ne voulait pas que la Grande-Bretagne restât neutre si les Polonais forçaient l'Allemagne à la guerre.

Kennard rencontra Noël, l'ambassadeur français, le 30 mars 1939, au palais de Brühl, qui hébergeait le bureau polonais des affaires étrangères. L'ambassadeur britannique avait en main le télégramme historique qui lui était parvenu le jour même, et qui annonçait qu'une garantie britannique unilatérale allait être accordée à la Pologne. Kennard informa Noël que les dirigeants britanniques avaient contacté le président Moicicki ainsi que le maréchal Smigly-Rydz par téléphone pour les prévenir de cette décision. Les dirigeants polonais avaient consenti à la chose. Kennard s'entretint avec Beck, qui accepta également la garantie britannique. Beck et Kennard convinrent qu'une annonce publique serait rendue le lendemain pour informer le monde du grand changement en Europe. Noël estima à raison qu'il avait assisté à l'un des plus grands événements de l'histoire, et l'accueillit par la phrase classique : « *Les dés sont jetés.* »

## 14.6 Beck accepte la garantie britannique

La décision polonaise d'accepter la garantie émana de manière naturelle des négociations anglo-polonaises, qui avaient commencé avec la conférence entre Alfred Duff Cooper et Beck, dans la péninsule d'Hela, au mois d'août 1938. Ces négociations précédaient les négociations germano-polonaises de plus de deux mois, et finirent par complètement éclipser ces dernières. Beck préféra une alliance de guerre avec la Grande-Bretagne à une entente pacifique avec l'Allemagne. Waclaw Jedrzejewicz, un ardent disciple de Beck, et frère d'un ancien premier ministre, s'employa à positionner la dé-

cision polonaise sur le plus haut plan moral possible. Il affirma que « *lorsqu'elle prit sa décision entre pénétrer l'orbite allemande et rester loyale au groupe occidental, la Pologne ne fut absolument pas motivée par des calculs froids, mais par la tradition historique issue de nombreux siècles, et le sentiment de proche filiation spirituelle avec l'Ouest.* » Ce choix polonais eut de fait comme résultat de positionner la Pologne de manière stable et permanente dans l'orbite orientale de l'Union soviétique.

Jedrzejewicz expliqua que « *le temps est révolu où les péninsules d'Europe pouvaient contenir une inondation en provenance du continent eurasiatique. Suivant cette théorie, un équilibre de pouvoir ne peut être établi sur le continent européen en laissant soit l'Allemagne, soit la Russie prendre le contrôle de la passerelle entre la Mer Baltique et la Mer Noire. Commander ces points n'amène pas seulement à la tentation, mais à la domination ultime de l'Europe et du monde.* » La Pologne, en refusant de laisser Dantzig revenir à l'Allemagne, et en acceptant la tentation de se prêter au jeu politique britannique, fit un choix qui contribua à ancrer solidement l'ensemble de cette soi-disant passerelle sous le contrôle de l'Union soviétique.

L'étrange recueil des idées de Jedrzejewicz quant à la géopolitique de la Pologne et du discours de Chamberlain à Birmingham n'est guère utile pour expliquer les motivations réelles de la politique polonaise. Il reflétait les idées que Beck et les autres dirigeants polonais présentèrent au peuple polonais pour justifier leur politique en mars 1939 et ensuite. Ce recueil est instructif pour connaître l'allégation absurde, répétée par les Polonais au cours de cette période, selon laquelle l'Allemagne, comme la Russie, n'était fondamentalement pas une nation européenne. Cela aurait été équivalent à avancer que les États-Unis, contrairement au Canada ou au Mexique, n'était fondamentalement pas une nation américaine. Jedrzejewicz suggérait que l'Allemagne était une zone contenant des forces eurasiennes pouvant inonder l'Europe. Cette description peut s'appliquer à l'Union soviétique, mais n'a aucun sens si on

l'applique à l'Allemagne. On trouve également une suggestion que les vastes étendues de terre séparant la Mer Baltique et la Mer Noire est une sorte de passerelle. Si tel était le cas, il aurait pu s'avérer moins difficile d'empêcher la conquête bolchevique qui suivit de la plus grande partie de l'Europe. Au plus court, cette passerelle mesure 1200 kilomètres à vol d'oiseau, entre la Mer Baltique et la Mer Noire, et c'est pour cela que des pays comme la Pologne, à l'Ouest de l'Union soviétique, se révéla particulièrement vulnérable à l'invasion russe. On ne peut que s'interroger quant à l'étendue des fantasmes politiques lorsque l'on considère la vision polonaise sur ces points. Henryk Baginski, en défenseur du programme de la fédération Pilsudski, et géopoliticien polonais de premier-plan, affirma que « *la Pologne forme un isthme entre la Mer Baltique et la Mer Noire.* » Ce fut pour des affirmations de cette nature que Baginski fut le sujet d'une photographie spéciale dans le *Who's Who*[2] de cette période.

En 1939, le territoire polonais s'étendait jusqu'à la Mer Baltique en passant par beaucoup de zones traditionnellement non-polonaises ethniquement. Le point de la Pologne le plus proche de la Mer Noire était positionné profondément en territoire ethnique ukrainien, et à plus de 400 kilomètres du rivage. Beck avait reconnu face à Ribbentrop que la Pologne espérait retourner à Kiev et atteindre la Mer Noire. Il était également évident que le sentiment était fort en Pologne en faveur d'une expansion vers la Mer Baltique, aux dépens de l'Allemagne. La Pologne accueillit le soutien britannique contre l'Allemagne dans le cadre d'un projet polonais grandiose et agressif d'expansion aux dépens de l'Allemagne et de la Russie. Ce programme fut présenté comme profitable à la civilisation européenne, du fait qu'il allait soi-disant améliorer l'opération de l'équilibre du pouvoir. Le *Democratic Review*, aux États-Unis, avait dès 1844 rejeté l'idée que l'équilibre de pouvoir fût une doctrine adaptée à l'hémisphère occidental. Le programme

2. Czy Wiesz Kto to Jest ?

polonais servit involontairement les intérêts de l'expansion bolchevique, et non l'équilibre du pouvoir, mais sa valeur pour l'Europe fut en l'occurrence extrêmement discutable. L'accomplissement du programme polonais demanda que des océans de sang fussent versés, et que des milliers de milliards de dollars de richesses fussent sacrifiées. On pourrait bien s'interroger quant à la justification d'un tel programme.

## 14.7 Les partis politiques britanniques approuvent la garantie

Halifax n'éprouva guère de difficulté à persuader les partis britanniques conservateur, libéral, et travailliste à accepter la garantie unilatérale à la Pologne qui fut annoncée au parlement le 31 mars 1939. Son ami Geoffrey Dawson, l'éditeur du *London Times*, décrivit la garantie comme « *un document très prudent.* » Les gens du parti travailliste jubilaient de voir Halifax poursuivre une politique de guerre, et furent déstabilisés par le projet inattendu d'une garantie à la Pologne. Les dirigeants du parti travailliste, après le discours de Birmingham du 17 mars 1939, félicitèrent Chamberlain d'avoir accepté la politique de sécurité collective que le parti travailliste avait soutenue en septembre 1938. Chamberlain continua à défendre sa ligne politique précédente, mais ils acceptèrent cela avec un humour affable. Il satisfaisait à leur haine d'Hitler en décrivant le dirigeant allemand comme un « *chien fou.* »

Les dirigeants travaillistes étaient surtout intéressés par une alliance anglo-russe, du fait de leur désir sincère d'aider au programme de l'Union soviétique. L'offre d'alliance pro-soviétique d'Halifax du 20 mars 1939 les convainquit que les dirigeants britanniques recherchaient une telle alliance. Ils ne furent pas informés du refus polonais du 24 mars 1939 relatif à cette alliance, et l'ambassadeur polonais Raczynksi les induisit clairement en erreur à penser que la Pologne pourrait l'accepter. Le comité dirigeant du parti travailliste

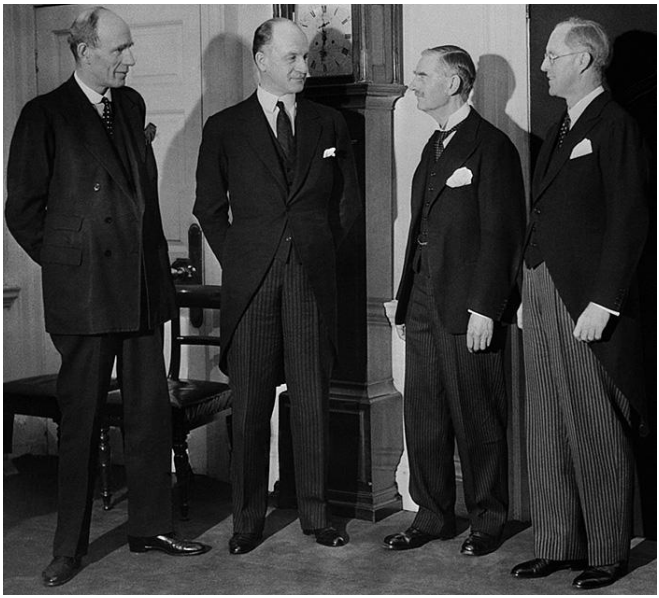

FIGURE 14.1 – De gauche à droite : Lord Halifax, Welles, Neville Chamberlain, Joseph P. Kennedy, à Londres, en 1940

n'eut connaissance des faits réels que quelques heures après l'annonce de la garantie au parlement britannique. Ses membres furent très préoccupés de l'absence de l'Union soviétique de cet accord, mais n'eurent pas le temps de réfléchir à ce sujet, ni à se concerter quant à une stratégie d'opposition. Ils présentèrent plusieurs objections de nature générale à ce projet, mais Chamberlain alla l'annoncer à la chambre des Communes à 15h00 le 31 mars.

Les dirigeants travaillistes ne surent pas que la garantie était déjà active le 30 mars 1939, avant même qu'ils n'eurent vent de son existence. Ils savaient que Maisky, l'ambassadeur soviétique, avait dit que l'Union soviétique n'approuvait pas le projet de ga-

rantie, et le diplomate russe s'était également plaint de n'avoir pas le temps de conférer avec son gouvernement avant l'annonce de la garantie. Dans l'intervalle, les dirigeants du parti travailliste britannique, malgré d'importantes réticences quant à la politique menée par Halifax, acceptèrent de la soutenir lors des débats aux Communes le 3 avril 1939. Halifax avait usé de l'élément de surprise en annonçant des faits accomplis aux dirigeants travaillistes. Leurs plaintes ultérieures quant à sa politique à l'égard de l'Union soviétique se heurtèrent à la réplique qu'eux-mêmes, ainsi que les libéraux, avaient approuvé la garantie unilatérale accordée à la Pologne. Halifax ne rencontra pas la moindre difficulté pour s'assurer de l'accord du parti conservateur britannique pour la garantie, même si plusieurs *Tories* de premier plan purent déplorer en privé la folie de cette décision.

Les dirigeants du *Foreign office* britannique savaient qu'il était impossible d'expliquer la garantie accordée à la Pologne en usant de règles de pure logique. William Strang, le chef du Bureau central qui s'occupait de l'Allemagne, reconnut que les arguments généraux opposés à la guerre en 1938 n'avaient pas perdu leur validité en 1939. Il pensait qu'il était impossible d'affirmer que la Pologne méritait, plus que la Tchécoslovaquie, qu'une guerre européenne fût menée en son nom. Il rationalisa la situation en observant qu'en 1939, de bons arguments pour ou contre n'auraient pas eu de poids, parce que « *notre peuple s'est construit son opinion.* » Cette rationalisation fait un amalgame entre la cause et l'effet. L'opinion publique britannique avait accueilli la préservation de la paix à Munich en 1938, et n'était pas du tout d'humeur belliqueuse le 15 mars 1939, même si sa résistance à une politique de guerre avait été subtilement sapée par un flux constant de propagande de guerre au cours des cinq mois passés.

Le facteur décisif, qui amena certains au sein du peuple britannique à penser qu'ils avaient pris d'eux-mêmes cette décision, fut la stratégie d'Halifax visant à les tromper. Il leur avait menti quant à la politique britannique vis-à-vis de la Tchécoslovaquie

après Munich, et il leur avait menti quant à la Roumanie. Ce ne fut que par ces méthodes d'imposture palpable que le grand public britannique se laissa amener à des dispositions belliqueuses. Ce fut par ces mêmes méthodes qu'Halifax persuada son peuple d'accepter une politique qui était dangereuse et absolument dénuée de logique. Thomas Jones disait la vérité quand il affirma que « *la déclaration sur la Pologne a amené à une satisfaction quasiment générale.* » Il s'agissait d'un triste commentaire quant à la facilité avec laquelle un peuple moderne peut se laisser duper par ses dirigeants.

## 14.8 La déclaration de Chamberlain

Sir Samuel Hoare allait plus tard dépenser beaucoup d'énergie en vain pour soutenir la thèse que la Grande-Bretagne n'avait pas totalement remis l'initiative de sa politique étrangère à la Pologne. Il reconnut que les Polonais avaient le droit d'interpréter ce qu'ils considéraient comme une menace envers leur indépendance, mais il affirma qu'ils laisseraient les Britanniques les aider à définir cette menace. Il s'agissait là d'une attente irréaliste, et les événements à suivre allaient démontrer que les dirigeants britanniques allaient en vouloir aux Britanniques à cet égard. Ils n'avaient en tous cas aucune obligation d'accepter une telle aide. La déclaration qui suit, définissant la garantie, fut faite par le premier ministre Chamberlain le 31 mars 1939 face à la Chambre des Communes :

> *Afin d'éclaircir parfaitement la position du gouvernement de sa Majesté dans l'intervalle précédant la conclusion de ces consultations [avec d'autres gouvernements], je dois à présent informer la Chambre qu'au cours de cette période, si quelque action venait menacer clairement l'indépendance polonaise, et que le gouvernement polonais considérait comme vital la nécessité d'y résister par l'emploi de son armée, le gouvernement de Sa Majesté se sentirait immédiatement obligé d'apporter au*

> *gouvernement polonais tout le soutien à sa portée. Le gouvernement de Sa Majesté a donné au gouvernement polonais une assurance à cet égard.*

Le texte du discours de Chamberlain fut diffusé vers le continent par radio, sur les ondes courtes, depuis Londres, à 15h58, le 31 mars 1939. Lorsque le vicomte Jacques Davignon, représentant de la Belgique en Allemagne, reçut le texte de l'engagement britannique envers la Pologne, il s'exclama qu'un « *chèque en blanc* » était la seule description possible de cet engagement britannique. Davignon en fut extrêmement alarmé, craignant que la décision britannique ne débouchât sur une guerre à très court terme. Il appela le bureau allemand des affaires étrangères et discuta de la situation avec le secrétaire d'État Weizsäcker. Ce dernier essaya de rassurer Davignon en affirmant que la situation entre l'Allemagne et la Pologne n'était pas tragique. Le diplomate belge ne tira guère de consolation de cette affirmation, au vu de la proverbiale témérité des Polonais.

## 14.9 Hitler accepte le défi

L'attitude d'Hitler vis-à-vis du règlement proposé avec la Pologne fut fortement affectée par la nouvelle que la Pologne avait reçu un soutien militaire britannique illimité pour une politique de défiance à l'encontre de l'Allemagne. On raconte que Jozef Beck aurait dit à Kennedy, l'ambassadeur étasunien, en arrivant à Londres, qu'il savait qu'Hitler devait avoir été « *furieux à en hurler* » [3] lorsqu'il apprit que la Pologne « *se liait* » [4] à la Grande-Bretagne. Ces expressions familières américaines, avec leur nuance frontalière si particulière, ne furent évidemment pas les mots exacts employés par Beck, mais indiquent que le ministre polonais des affaires étrangères

3. *roaring mad*, NdT
4. *was tying up with*, NdT

savait que l'acceptation par la Pologne de la garantie britannique constituait un défi qu'Hitler n'aurait en aucun cas pu ignorer.

Hitler procéda sans délai à ordonner la préparation de projets « *pour le conflit graduel et apparemment inévitable avec la Pologne, de telle sorte que [ces projets] puissent être réalisés à l'été 1939.* » Il donna également à Ribbentrop l'ordre attendu par ce dernier, d'abandonner ses efforts en vue de persuader les Polonais de reprendre les négociations pour un règlement. Les Polonais pensaient depuis longtemps que la guerre entre la Pologne et l'Allemagne était nécessaire, et cette vision fit rapidement son chemin à Berlin. Le 3 avril 1939, Chamberlain reconnut devant le parlement qu'il essayait de parvenir à l'encerclement de l'Allemagne, mais il affirma que cet encerclement constituait une action défensive, et non une agression. Il faut se souvenir que la Pologne, en plusieurs occasions, avait proposé d'attaquer l'Allemagne si la France en faisait autant, et que ces propositions étaient bien connues des dirigeants britanniques. Un chèque en blanc à la Pologne, en ces circonstances, ne constituait pas un élément très convaincant d'une politique soi-disant défensive.

Le premier ordre d'« *Opération blanche* »[5] fut émis par le général Wilhelm Keitel, le chef du haut commandement de l'armée allemande, aux plus hauts commandants de l'armée, le 3 avril 1939. L'ordre appelait au démarrage des préparations et projections en vue d'une possible campagne polonaise. On espérait que le calendrier initial pourrait en être achevé au 1er mai 1939, et que l'ensemble des préparations pour un possible conflit pourraient être achevées dans les cinq mois. Hitler, au 3 avril, avait modifié sa première réaction cinglante selon laquelle la guerre avec la Pologne était « *apparemment inévitable,* » et il prenait soin de limiter la perspective d'un tel conflit au domaine des possibles. Les commandants se virent affirmés que les relations avec la Pologne se pour-

5. le nom de code militaire des préparations en vue d'une possible guerre germano-polonaise

suivaient sur la base d'une recherche d'évitement de toute querelle. Il ajouta qu'« *un règlement final (c'est-à-dire, une guerre) pourrait s'avérer nécessaire, en dépit du pacte en effet avec la Pologne.* »

La question de Dantzig fut réglée par l'affirmation que la Ville libre restait un objet de préoccupation allemande, et qu'elle serait annexée immédiatement en cas de guerre germano-polonaise. Les commandant se virent assurés que, si la guerre devenait inévitable, tous les efforts seraient faits pour éviter un conflit jusqu'à ce que l'isolement de la Pologne fût assurée. Cela signifiait qu'Hitler ne voulait pas accepter la perspective d'une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre. Hitler continua de tabler sur le refus de la Pologne à coopérer avec l'Union soviétique. Il nota que l'Allemagne n'aurait pas à composer avec une aide russe à la Pologne en cas de guerre, du fait qu'« *il ne faut pas s'attendre à ce que l'intervention de la Russie...s'avère d'une quelconque utilité à la Pologne, car cela impliquerait la destruction de la Pologne par le bolchevisme.* »

Il était prévu qu'Hitler prononçât un discours à Wilhelmshaven le 1er avril 1939, à l'occasion de l'inauguration du vaisseau de guerre *le Tirpitz*. L'acceptation par la Pologne de la garantie britannique l'amena à accorder une attention spéciale à ce sujet majeur. Il espérait transmettre à son audience ainsi qu'au monde deux principaux thèmes. Il voulait que chacun sût que la Grande-Bretagne n'était pas en mesure d'intimider l'Allemagne, mais il voulait également qu'il apparût clairement que l'Allemagne continuait de privilégier une solution pacifique aux problèmes européens. Hitler réussit particulièrement bien à transmettre ces deux idées, sans créer l'impression qu'elles étaient mutuellement exclusives. Il dénonça la politique d'encerclement britannique d'avant 1914, et fit la remarque que le gouvernement allemand, à l'époque, s'était laissé prendre à permettre aux projets d'encerclement britanniques de mûrir sans prendre de contre-mesure efficace. Il félicita la communauté de Wilhelmshaven pour son rétablissement sur la misère et la pauvreté de la dépression économique des jours de la république de Weimar. Il dénonça les mensonges et la propagande pour la démoralisation de

l'Allemagne en 1918 et les années qui avaient suivi. Il semblait hypocrite de la part des dirigeants britanniques de s'inscrire en faux face au programme allemand de révision territoriale pacifique, et Hitler rappela à son auditoire que les Britanniques s'étaient emparés par la force de vastes étendues de territoires moins de vingt années auparavant. Il rappela que l'Allemagne n'avait pas en 1919 le pouvoir d'empêcher les Britanniques de faire changer les frontières sur une carte. Hitler répéta son désir de paix en Europe, et annonça sa décision d'appeler le jour du parti national-socialiste de 1939 le *jour du parti pour la paix.*

## 14.10 Beck se rend à Londres

Beck prit le train à Varsovie le 2 avril 1939 pour se rendre à Londres. Il était accompagné de Jozef Lipski et du colonel Szymunski, son conseiller militaire. Un chef de protocole du bureau allemand des affaires étrangères se présenta à la gare silésienne de Berlin au matin du 3 avril 1939 pour accueillir Beck durant les quelques minutes au cours desquelles sa voiture resta dans la capitale allemande. Halem demanda à Beck s'il avait quelque désir, et le ministre polonais des affaires étrangères répondit n'en avoir aucun. Une brève conversation de courtoisie s'ensuivit. Beck affirma, au cours des remarques qu'il fit, que cela avait été un grand plaisir de recevoir Ribbentrop lorsque ce dernier s'était rendu à Varsovie en visite officielle en janvier 1939. Il était évident que Beck, en dépit des événements des jours récents, était déçu que Ribbentrop ne fût pas venu en personne à la gare pour échanger quelques mots avec lui. Cela aurait constitué un événement impressionnant à raconter à Londres. L'attitude polonaise à l'égard de l'Allemagne avait longtemps été secrètement hostile, si bien que sur ce plan les choses ne changèrent guère en avril 1939 par rapport à la situation de janvier. L'attitude allemande à l'égard de la Pologne avait quant à elle changé.

Les Hongrois étaient particulièrement angoissés par cette situation. Ils craignaient les conséquences d'une nouvelle guerre européenne pour la Hongrie, ce qui pouvait facilement se comprendre au vu du traitement effroyable qu'ils avaient reçu de la part des Alliés en 1919. Le fait que leurs dirigeants se fussent opposés à la guerre contre la Serbie en 1914 ne leur avait valu aucune clémence. Sztojay, l'ambassadeur hongrois qui plus tard allait devenir premier ministre de Hongrie, avait informé Weizsäcker le 29 mars 1939 que la Hongrie désirait tenir lieu de médiatrice entre l'Allemagne et la Pologne. De toute leur histoire, les Hongrois n'avaient jamais été en guerre contre la Pologne, et ils étaient les amis et alliés traditionnels de l'Allemagne. Weizsäcker apprit que Csaky, le ministre hongrois des affaires étrangères, était prêt à exhorter les Polonais à accorder des concessions à l'Allemagne. Csaky estimait que l'attitude intransigeante de la Pologne était suicidaire à la fois pour la Pologne et pour la paix en Europe. Weizsäcker répondit qu'il ne croyait pas qu'une initiative hongroise pourrait produire quelque impression sur les Polonais. Il assura au diplomate hongrois que l'Allemagne désirait éviter un conflit avec la Pologne. Il dit aux dirigeants de Dantzig le même jour de se montrer particulièrement prudents de ne pas provoquer les Polonais, la période étant marquée de fortes tensions.

Les Allemands s'intéressèrent plus à la mission que Grigorie Gafencu, le ministre roumain des affaires étrangères, avait proposée. Wilhelm Fabricius, le représentant allemand en Roumanie, informa le 31 mars 1939 le bureau allemand des affaires étrangères que Gafencu prévoyait de mener une visite en Allemagne en avril, dans le cadre d'un *tour d'horizon* des principales capitales étrangères. Il espérait qu'il pourrait se montrer utile en assurant une médiation entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, et les dirigeants allemands accueillirent favorablement cette perspective. Helmuth Wohlthat, le commissaire au plan quadriennal allemand, était rentré à Berlin de sa mission commerciale en Roumanie. Il nota que Tilea avait reçu pour ordre de rentrer de Londres à Buca-

rest pour consultation. Wohlthat espérait que l'homme serait rappelé de manière permanente, en dépit du fait qu'il fût *persona grata* en Grande-Bretagne. Les diplomates allemands, d'un autre côté, reconnaissaient que Gafencu ne pouvait pas se permettre une telle décision.

La nouvelle de la mission planifiée par Gafencu amena Ribbentrop et Weizsäcker à adopter une stratégie plus optimiste vis-à-vis de la scène européenne courante. Le 3 avril 1939, le bureau allemand des affaires étrangères adressa une circulaire spéciale aux missions allemandes de l'étranger. Les diplomates allemands établis à l'étranger furent informés que la garantie britannique à la Pologne n'était guère qu'un arrangement temporaire, et qu'il se pourrait que les Britanniques adoptassent une politique plus flexible à l'égard des Polonais.

Jozef Beck arriva à Londres dans la fin de soirée du 3 avril 1939. Les premières conversations formelles entre Beck et les dirigeants britanniques se déroulèrent au matin du 4 avril. Beck salua chaleureusement Halifax et l'assura que la promesse britannique de soutien de la Pologne était bien accueillie par le gouvernement polonais. Il promit que la Pologne, en retour, se battrait contre l'Allemagne en cas de conflit direct entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Beck savait qu'une telle éventualité était extrêmement peu probable, mais son offre formelle positionnait la Pologne sur un pied d'égalité avec la Grande-Bretagne en matière de garanties. Halifax assura Beck qu'il allait accepter son offre, mais ajouta qu'elle ne suffisait pas à ses besoins. Il désirait obtenir des engagements bien plus importants de la part de la Pologne. Beck reçut cette information avec une certaine surprise, et demanda ce que le secrétaire britannique aux affaires étrangères avait à l'esprit. Halifax déclara calmement qu'il voulait que la Pologne acceptât d'entrer en guerre si l'Allemagne attaquait la Hollande, la Belgique, la Suisse ou le Danemark. Beck fut stupéfait de la nature radicale de cette demande, qui reflétait un style et une portée d'intervention permanente desquels il n'était pas familier. Il répondit qu'il lui faudrait

prendre le temps d'y réfléchir.

Le sujet s'orienta alors vers le refus par Beck de la proposition d'offre d'alliance pro-soviétique d'Halifax du 20 mars 1939. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères indiqua qu'il attendait une explication personnelle de la part de Beck quant aux raisons du refus polonais. Beck évita soigneusement une discussion détaillée sur cette question importante. Il cantonna ses remarques à l'argument précédemment présenté par Raczynski, à savoir qu'un pacte entre la Pologne et l'Union soviétique aurait pu constituer une provocation pour l'Allemagne. Halifax répondit de manière tranchante. Il demanda si Beck n'était pas au moins conscient du fait qu'un pacte anglo-polonais également pouvait constituer une provocation pour Berlin. Beck en était parfaitement conscient, mais ne souhaitait pas le reconnaître pour ne pas affaiblir son argument quant à la Russie. Il ne fit que dire qu'il ne ressentait aucune obligation d'apporter une réponse définitive à cette question. Il souhaitait la discuter selon des termes généraux, et réaliser quelques observations pertinentes. Il demanda à Halifax de se rappeler qu'Hitler n'avait pas présenté d'objection à l'ancienne alliance franco-polonaise lorsqu'il avait conclu le pacte de 1934 avec la Pologne. Il avança qu'Hitler n'avait pas les sentiments hostiles envers la Grande-Bretagne qu'il entretenait à l'égard de l'Union soviétique. Ceci permit à Beck d'imaginer qu'Hitler pourrait éventuellement se réconcilier avec une alliance anglo-polonaise. Halifax écarta immédiatement ceci comme un argument faible, ne semblant pas très convaincant. Il fit clairement comprendre à Beck qu'il était extrêmement déçu par le rejet polonais de son projet d'alliance du 20 mars 1939.

Beck informa Halifax du fait qu'il voulait « *améliorer* » les relations polonaises avec l'Union soviétique, mais ne pourrait jamais consentir à les « *étendre.* » Il déclina d'expliquer les motifs de ce principe politique. Il demandait aux dirigeants britanniques de l'accepter comme l'un des faits irrévocables caractérisant la situation. Il répéta qu'« *il était important de ne pas provoquer de conflit, bien*

*qu'il fût, bien entendu, difficile de dire si, de fait, un conflit était inévitable.* » Halifax répondit en demandant à Beck de prendre note du fait qu'il comptait s'engager dans des négociations plus avancées avec les Russes. Il rappella à Beck qu'il disposait du soutien des dirigeants français pour mener cette politique. Beck ne fit que répondre par un geste de résignation impuissante. Il affirma que la situation était entièrement entre leurs mains, puisqu'il n'avait aucune latitude pour les empêcher de négocier avec les Russes. Il pensait que le secrétaire britannique aux affaires étrangères devait savoir que la Pologne n'accepterait jamais, en aucune circonstance, aucune « *responsabilité* » envers l'Union soviétique. Il rappela à Halifax qu'il s'était toujours opposé à l'alliance franco-russe, qui avait été ratifiée en 1936. Il la considérait comme une « *mauvaise affaire,* » et prédisait que les accords conclus à l'avenir avec les bolcheviques seraient de la même qualité.

Halifax ne fut pas impressionné par l'opinion de Beck selon qui une « *responsabilité* » polonaise à l'égard de l'Union soviétique pourrait s'avérer dangereuse ou même fatale pour la Pologne. C'était chose naturelle, parce qu'il était indifférent à l'avenir de la Pologne. Le nouvel État polonais n'était guère qu'un pion dans son jeu, et il espérait utiliser à la fois la Pologne et l'Union soviétique pour parvenir à ses fins. Il demanda à Beck une estimation de la puissance militaire de l'Union soviétique. Beck ne voulut pas s'engager sur cette question. Il se contenta de remarquer que son gouvernement « *n'avait pas une très haute opinion de la Russie soviétique.* »

Halifax changea de tactique et affirma avec sarcasme « *que certains des membres du parti travailliste pensent que, si la Grande-Bretagne et l'Union soviétique pouvaient se donner la main, le monde deviendrait plus sûr à jamais.* » Beck n'était pas sans connaître l'orientation pro-communiste du parti travailliste britannique, et fut satisfait qu'Halifax usât de sarcasme à son égard. Le ministre polonais des affaires étrangères répondit avec amusement qu'« *il avait des doutes quant à la validité de cette théorie.* »

La deuxième rencontre entre Beck et les dirigeants britanniques se tint l'après-midi du 4 avril 1939. Hitler était retourné à Hambourg à midi, le même jour, après une croisière de deux jours à Helgoland avec 1000 travailleurs allemands et leur famille pour l'inauguration du nouveau vaisseau de loisirs du programme *Force par la joie*[6], le *Robert Ley*. Il aurait été intéressé d'apprendre que Beck s'inquiétait de la détermination des dirigeants britanniques quant à la compromission de la Pologne avec la Russie, et par la tentative britannique d'obtenir une promesse polonaise de garantie sur des pays comme le Danemark et la Suisse, face au supposé danger d'attaques allemandes. Cela aurait confirmé son impression que les Britanniques désiraient exposer la Pologne au risque de domination par l'Union soviétique, mais qu'ils étaient incapables de lui offrir une réelle protection contre les menaces, d'où qu'elles vinssent.

Le 4 avril, Beck défendit sa propre politique en disant aux dirigeants britanniques que tout ce qu'Hitler avait fait jusqu'au mois d'octobre 1938 était justifiable, mais que « *les événements récents étaient indéfendables.* » Il fit référence à des « *conversations* » avec les dirigeants allemands sur une longue durée, mais refusa de concéder que ces discussions s'étaient apparentées à des négociations formelles. Beck déforma quelque peu l'histoire en disant que « *Dantzig avait vécu sur l'arrière-pays polonais au cours des huit derniers siècles.* » La ville située sur la Baltique n'avait même pas existé depuis tant de temps. Sa remarque visait à projeter l'impression que la Pologne devait contrôler Dantzig suivant le droit naturel, mais elle n'était pas plus convaincante que d'affirmer que Rotterdam, qui avait vécu sur l'arrière-pays allemand depuis des siècles, devrait revenir à l'Allemagne. Cela ne gêna pas les dirigeants britanniques, parce qu'ils restaient tout à fait désireux, tout en soutenant la Pologne, d'ignorer l'injustice des prétentions polonaises. Halifax demanda à Beck quel règlement de Dantzig pourrait être acceptable aux yeux de la Pologne. Il fut satisfait d'entendre le mi-

6. Kraft durch Freude

nistre polonais des affaires étrangères lui répondre immédiatement qu'il attendait de l'Allemagne qu'elle renonçât à ses aspirations, et qu'elle garantît la permanence de la position polonaise à Dantzig. Chamberlain demanda à Beck comme il réagirait à la proposition d'une autoroute allemande traversant le Couloir polonais. Le ministre polonais des affaires étrangères répondit que son pays ne tolérerait jamais un tel projet. Chamberlain s'ensuit de savoir si les Allemands avaient déjà mis sur la table une telle autoroute. Beck répondit qu'ils l'avaient mentionné par oral, mais jamais par écrit. La dernière discussion formelle entre Beck et les dirigeants britanniques se tint dans le bureau de Chamberlain à la chambre des Communes, dans l'après-midi du 5 avril 1939. Le premier ministre observa que le pacte bilatéral anglo-polonais proposé n'était pas ce qu'attendait le grand public britannique. L'intérêt public était bien plus important quant à un pacte anglo-russe, et de nombreuses personnes en Grande-Bretagne tendaient à considérer la Pologne comme un pays réactionnaire et indigne d'une garantie britannique. Halifax nota que certaines questions restaient à régler avant qu'un tel pacte pût être conclu. Il rappela à Beck qu'il attendait de lui qu'il garantît la Hollande, la Belgique, la Suisse et le Danemark contre une attaque allemande, et que faut de cela, le traité ne serait pas acceptable. Beck annonça de manière définitive ne pas pouvoir prendre d'engagements quant à ces États sans consulter son gouvernement. Cela mit fin à la possibilité qu'une alliance anglo-polonaise pût être conclue au cours de sa visite. Il refusa d'envisager de se contenter de consulter ses collègues par téléphone. Il fit bien comprendre que sa propre attitude à l'égard des termes d'Halifax était négative, et prit soin d'éviter de laisser l'impression que la réaction finale de Varsovie serait favorable.

Les dirigeants britanniques firent une autre tentative futile de persuader Beck de transformer l'alliance polono-roumaine, d'un pacte anti-soviétique qu'elle constituait, en pacte anti-allemand. Beck répondit qu'il était opposé à ce projet. Il rappela à ses hôtes que la Hongrie était le voisin le plus amical de la Pologne, et qu'elle

était également un État révisionniste. Il rejeta la transformation proposée quant à l'alliance polono-roumaine comme une mesure qui aurait privé la Roumanie de ses protections contre l'Union soviétique et aurait nécessité une garantie polonaise impossible de la frontière roumaine contre la Hongrie.

Les dirigeants britanniques n'apprécièrent pas la réponse de Beck. Ils auraient préféré qu'il pensât exclusivement en termes de destruction de l'Allemagne, en oubliant toute autre considération. En d'autres termes, ils auraient préféré qu'il pensât de manière plus semblable au président Roosevelt des États-Unis. Ils se mirent à employer sur Beck les mêmes méthodes de propagande que celles qu'ils utilisaient avec Roosevelt. Ils se mirent à laisser entendre la possibilité de diverses situations hypothétiques avec leur formule habituelle commençant pas « *ceci peut paraître, incroyable, mais* » que feriez-vous en telle ou telle occurrence. Beck mit un point d'arrêt à cet exercice en affirmant de manière tranchante qu'« *il était contraire à la tradition du gouvernement polonais d'exprimer des opinions définies sur des pays tiers sans les consulter directement.* »

Chamberlain passa des hypothèses incroyables aux rumeurs, et déclara avoir entendu dire que l'Allemagne planifiait une invasion subite de la Hongrie. Beck n'appréciait pas le style anglais de fausses rumeurs. Il était convaincu que cette affirmation de desseins allemands supposés contre la Hongrie était totalement fallacieuse. Il désirait que les dirigeants britanniques cessassent leurs tentatives de l'alarmer de la sorte. Il assura aux dirigeants britanniques, avec une emphase travaillée, qu'il était absolument convaincu que l'Allemagne ne projetait pas d'action politique hors de ses frontières courantes, sauf à Dantzig. Cela constitua une méthode efficace pour leur rappeler que la Pologne était indispensable à leur projet de lancement d'une guerre préventive britannique contre l'Allemagne.

Beck rappella aux dirigeants britanniques que l'Allemagne s'était retenue d'entreprendre l'occupation militaire totale de la Slovaquie, et qu'« *en Slovaquie, l'action allemande avait été extrêmement prudente et hésitante.* » Chamberlain et Halifax conclurent bientôt que

la tactique qui fonctionnait bien avec le président Roosevelt ne pouvait produire aucun effet sur Beck. Tel était le cas, du fait que Beck était bien mieux informé quant aux affaires européennes que ne l'étaient le président Roosevelt et ses conseillers.

Chamberlain marqua un point avec Beck par inadvertance, en lui demandant dans quelle mesure la Pologne avait dépendu de la Tchéco-Slovaquie pour s'approvisionner en munitions. La suggestion selon laquelle la Pologne aurait pu dépendre des Tchèques détestés pour sa force militaire était exaspérante aux yeux de Beck. Il s'emporta quelque peu dans sa réponse, et laissa fuser quelques remarques imprudentes à Chamberlain, qui lui valurent ultérieurement de se voir âprement critiqué plus tard, lorsque l'Angleterre refusa d'envoyer des approvisionnements militaires à la Pologne. Beck répondit à la question immédiate par un catégorique : « *Pas du tout !* » La réponse était exacte, mais le ministre polonais des affaires étrangères poursuivit en informant avec fierté ses hôtes du fait que la Pologne produisait 80% de ses propres armes, et exportait également de grandes quantités de matériel d'armement vers la Grande-Bretagne et d'autres pays étrangers. On se souvint de ces remarques à Londres lorsque la Pologne plaida en vain pour obtenir un important prêt britannique destiné à payer l'importation de coûteux matériels de guerre étrangers.

Chamberlain poursuivit sa revue des pays européens, et demanda à Beck ce qu'il pensait de la Yougoslavie. Beck n'avait aucune raison de se montrer amical envers le régime serbe anticatholique de ce pays des Balkans extrêmement arriéré. Il répondit adroitement que la Yougoslavie pourrait sans doute coopérer avec l'Italie en temps de paix, et avec l'Allemagne en temps de guerre.

Chamberlain et Halifax se préoccupaient de la région des Balkans du fait de rapports fiables selon lesquels l'Italie comptait consolider sa position en Albanie. C'était logique de la part de l'Italie, et les Allemands furent soulagés d'apprendre que Mussolini se contentait de cette décision, plutôt que de formuler des projets plus ambitieux. Un protectorat italien en Albanie n'aurait pas consti-

tué un changement majeur. L'État albanais, qui avait été taillé en 1912 dans le territoire turc, n'avait jamais réussi à s'assurer d'une grande stabilité. C'étaient presque la moitié de la population albanaise qui vivait hors des frontières de ce petit pays, en Yougoslavie ou en Grèce. L'Albanie avait constitué une sphère d'influence italienne depuis la première guerre mondiale, et l'armée albanaise était principalement commandée par des officiers italiens. La proclamation formelle d'un protectorat italien n'aurait guère fait que « *mettre les points sur les i.* » Il était évident que les Italiens pouvaient aisément consolider à leur guise leur position en Albanie.

Le 4 avril 1939, Hitler apprit par l'ambassadeur allemand Mackensen que les Italiens négociaient avec les Albanais en vue d'établir un protectorat. Ils étaient mécontents du roi Zog, qui selon eux se comportait dans le style aventureux du roi Nikita du Montenegro. Le roi monténégrin avait provoqué de nombreux problèmes dans les Balkans à la veille de la première guerre mondiale, et les Italiens se plaignaient de ce que le roi Zog, en 1939, œuvrât à étendre la frontière albanaise jusqu'au fleuve Vardar, en Macédoine. Ciano confia à Mackensen que le roi Zog avait demandé l'appui de soldats italiens le 23 mars 1939, mais que l'Italie avait refusé, n'ayant pas confiance en le roi d'Albanie.

Les Allemands savaient que le roi Zog n'avait guère de soutien dans son propre pays. Ekrem Bey Libohova, le ministre albanais des affaires étrangères, se plaignit auprès des diplomates allemands à Tirana que les Italiens cherchaient à détruire l'indépendance de l'Albanie en opposition aux souhaits du gouvernement albanais. Il y eut des menaces selon lesquelles l'Albanie résisterait en cas d'arrivée de soldats italiens non sollicités. Mais Hitler comptait sur Mussolini et Ciano pour gérer la situation. Il donna au bureau allemand des affaires étrangères la permission anticipée de soutenir tout mouvement italien en Albanie. Attolico, l'ambassadeur italien, téléphona à Weizsäcker au soir du 6 avril 1939, pour lui annoncer que l'armée italienne allait entrer en Albanie à 4h30 du matin le vendredi saint, le 7 avril 1939. Weizsäcker put l'informer immédia-

tement que l'action italienne allait disposer du soutien allemand, par voie diplomatique comme par voie de presse. Attolico fut satisfait de cette réponse rapide et attentionnée. Il dit à Weizsäcker que Ciano pensait que la décision italienne aurait des conséquences spécifiques et stabilisantes dans la région des Balkans.

Beck ne fut pas impressionné par l'affirmation britannique selon laquelle une action italienne en Albanie pourrait produire une crise d'importance. Il reconnut qu'une occupation italienne de l'Albanie pourrait tendre quelque peu les relations italo-yougoslaves, mais ne pensait pas que cela serait grave, ni que cela amènerait les Yougoslaves à modifier leur politique.

La conversation prit fin après plusieurs heures, quand il fut évident que rien d'autre ne pouvait être accompli. Il n'y eut pas d'alliance anglo-polonaise, mais la garantie donnée par avance à la Pologne le 31 mars 1939 contraignait la Grande-Bretagne à toutes les obligations imaginables d'une alliance, mises à part des promesses concrètes quant à l'usage des forces armées britanniques en temps de guerre. Beck ne fut pas impressionné par Chamberlain ni Halifax, et ceux-ci ne le considérèrent pas d'un œil très favorable. Mais les dirigeants britanniques et polonais étaient convaincus d'avoir besoin les uns des autres, indépendamment de leurs sentiments personnels, pour parvenir à leurs objectifs respectifs.

Un communiqué conjoint anglo-polonais fut publié le 6 avril 1939, soulignant la supposée solidarité entre les deux pays. Le grand public fut informé que la Pologne avait promis un soutien militaire à la Grande-Bretagne. Une quatrième rencontre formelle fut tenue le même jour, et le sujet des conversations y fut résumé et discuté pour la dernière fois. Beck ne revit jamais Chamberlain ni Halifax. Il était satisfait d'avoir pu obtenir ce qu'il voulait sur tous les points, en dépit des discussions peu satisfaisantes, parce qu'il gardait dans la poche la garantie britannique du 31 mars 1939. Il avait toutes raisons d'être satisfait de l'issue de sa mission.

Beck ne limita évidemment pas ses contacts aux conversations formelles intensives tenues avec ses hôtes anglais. Le 4 avril, il

conversa avec Winston Churchill, l'éminent dirigeant de l'opposition conservatrice. Churchill avait été particulièrement célèbre pour son imagination débordante et ses préoccupations quant à d'imaginaires assassins et kidnappeurs. Il demanda avec un sérieux naïf à Beck s'il pensait pouvoir rentrer en Pologne de manière sûre en empruntant un train traversant l'Allemagne. Beck trouva cela très amusant, et répondit avec une ironie légère : « *Je pense que nous en aurons le temps.* »

Beck trouvait repoussante l'attitude de Churchill vis-à-vis des questions générales européennes, et n'était pas attiré par la personnalité de ce *Tory* aventureux. Il considérait Churchill comme un homme déséquilibré, et il savait que celui-ci était obsédé par une « *animosité totale* » envers l'Allemagne. Churchill, ainsi que son jeune disciple *Tory*, Anthony Eden, essayèrent de persuader Beck de rejoindre une alliance où figurerait l'Union soviétique. Beck, de son propre chef, écarta Eden avec mépris, comme un produit typique de l'université d'Oxford et de la Société des nations à Genève. Beck savait que ni Churchill, ni Eden, ne comprenaient le problème russe.

Theo Kordt, de l'ambassade d'Allemagne à Londres, put télégraphier des informations à Berlin le 5 avril 1939 concernant les principaux sujets qui avaient été discutés entre Beck et les dirigeants britanniques. Le lendemain, Chamberlain reconnut devant la chambre des Communes qu'il n'y avait eu aucune tentative de limiter ce qui pouvait constituer une menace à l'indépendance de la Pologne. Le mot final sur cette question était laissé totalement à la main des Polonais. Beck reconnut, lors d'une conversation avec Kennedy, l'ambassadeur étasunien, avant que celui-ci ne quittât Londres, que les dirigeants britanniques s'étaient plaints de l'attitude supposément non-coopérative de la Pologne. Il affirma également avoir réussi à faire quelque peu baisser le niveau d'insatisfaction au cours des dernières conversations. Beck faisait habilement référence à sa « *vieille amie l'Amérique* » et à sa « *nouvelle amie la Grande-Bretagne.* » Il confia à Kennedy qu'il était « *plus que*

*satisfait* » de disposer du chèque en blanc britannique. Il assura à l'ambassadeur étasunien qu'il « *ne voulait pas être la cause directe ayant précipité le monde dans la guerre.* » C'était encourageant, mais Beck vida cette affirmation de tout sens en reconnaissant n'avoir aucun plan concret permettant de préserver la paix. De fait, on peut supposer sans prendre trop de risques que l'affirmation de Beck à Kennedy ne fut proférée que pour la postérité.

Kennedy discuta avec Halifax le 6 avril. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères reconnut que Beck était tout à fait opposé à une entente russo-polonaise. Halifax estimait mériter des vacances après le travail des trois dernières semaines. Il dit à Kennedy que Chamberlain partait pour l'Écosse au soir du 6 avril, et que lui-même se rendrait chez lui, dans le Yorkshire, le lendemain matin. Les Polonais avaient leur chèque en blanc, et une approche britannique séparée vers la Russie devait être l'étape suivante. La situation d'ensemble européenne fut discutée, et Halifax reconnut en privé face à Kennedy que ni Hitler, ni Mussolini ne désiraient la guerre.

Le comte Michal Lubienski, du bureau polonais des affaires étrangères, reçut pour instruction de la part de Beck d'appeler l'ambassade d'Allemagne le 6 avril 1939 pour discuter les conversations tenues à Londres. Il fut demandé à Lubienski d'insister sur le fait que la Pologne avait rejeté l'offre d'alliance britannique prosoviétique du 20 mars 1939, et qu'elle n'avait accepté, le 31 mars 1939, une garantie qu'afin de bloquer les aspirations allemandes sur Dantzig. Une autre tentative fut faite d'induire Hitler en erreur quant à l'attitude de Beck, et dans l'objectif de potentiellement créer la discorde entre Allemands. Lubienski affirma carrément à Moltke que Beck aurait été contraint de démissionner s'il avait promu que la Pologne acceptât les revendications allemandes sur Dantzig. Il concéda que la combinaison anglo-polonaise avait produit un nouvel encerclement de l'Allemagne. Il affirma également que les Allemands avaient encerclé la Pologne en étendant leur propre influence en Bohême-Moravie et en Slovaquie.

Weizsäcker répondit à cette conversation en invitant Lipski à Berlin pour discuter de la situation le 6 avril 1939, au bureau allemand des affaires étrangères. L'ambassadeur polonais insista sur l'idée que la Pologne ne désirait rien modifier dans les relations germano-polonaises, et qu'elle désirait s'en tenir aux termes du pacte de non-agression germano-polonais de 1934. Lipski avança que l'Allemagne avait pour volonté d'accepter les obligations polonaises à l'égard de la France lorsqu'elle avait conclu ce pacte, et qu'il serait logique pour elle de réaliser un autre geste du même genre en acceptant la garantie britannique du 31 mars 1939. Weizsäcker indiqua le fait élémentaire que les situations étaient tout à fait différentes, parce que l'alliance franco-polonaise de 1921 avait précédé le pacte de 1934, et n'avait pas été conclue après la signature du pacte. Il « *réfuta hautainement et avec indifférence les affirmations de Lipski,* » et il « *reçut ces remarques de Lipski avec un sourire.* » Il affirma à Lipski que la politique polonaise était devenue « *complètement incompréhensible à ses yeux.* » Il déclara à Lipski qu'un élément était plus important que tous ces sophismes, à savoir, le fait que l'Allemagne restait désireuse de parvenir à un arrangement avec la Pologne. Il assura à Lipski qu'il pourrait rester possible de discuter des questions intéressant l'Allemagne et la Pologne, en dépit de la violation évidente du pacte de 1934 par cette dernière. Il ajouta spécifiquement que l'Allemagne était tout à fait prête à discuter de la situation de la Slovaquie avec les Polonais, et à prendre en compte les intérêts polonais. Il espérait que Lipski allait comprendre que cette affirmation selon laquelle l'Allemagne cherchait à encercler la Pologne en Slovaquie n'était qu'une vaine imposture.

Hitler se rendit à Berlin le 6 avril 1939 pour discuter du projet de défilé de l'armée allemande prévu pour son anniversaire du 20 avril. Geist, le chargé d'affaires étasunien, signala qu'il était gai et de bonne composition. Le diplomate étasunien nota également que l'atmosphère paisible de la capitale allemande présentant un contraste saisissant par rapport à Paris et Londres, où des rumeurs de guerre, et des discussions sur la guerre, étaient les sujets domi-

nants. La confiance était générale, à Berlin, quant au fait que la paix pourrait être maintenue en 1939.

Sir Alexander Cadogan et Sir Maurice Hankey accompagnèrent Beck à la gare le 6 avril. Le ministre polonais des affaires étrangères devait arriver à Boulogne au matin du 7 avril 1939, pour tenir une importante conférence avec son principal collaborateur, Juliusz Lukasiewicz, l'ambassadeur de Pologne en France. Beck avait donné à Lukasiewicz la permission de venir à Boulogne avec Bullitt, l'ambassadeur des États-Unis. Il était convenu que Bullitt pourrait accompagner Beck et Lukasiewicz jusque Lille, mais que les deux Polonais voyageraient ensuite seuls et sans distraction entre Lille et la capitale belge. Beck fit clairement comprendre à Lukasiewicz qu'il n'avait aucun désir de visiter Paris, ou de discuter de la situation courante avec Daladier et Bonnet.

## 14.11 La satisfaction de Beck

Bullitt était satisfait de l'opportunité qui lui était offerte de saluer Beck à son retour d'Angleterre sur le continent. Il savait que ce privilège découlait du fait qu'il « *était un ardent admirateur de la politique du ministre Beck* », et jouissait de « *relations amicales* » avec lui. Bullitt discuta posément avec Beck de la politique de Roosevelt. Il affirma que lui-même et Roosevelt était très mécontents des opinions publiques britannique et étasunienne à ce stade. Beck exprima une légère surprise à cette remarque quant à l'Angleterre, et se déclara satisfait de l'atmosphère qu'il avait connue en Angleterre. Il n'était guère dérangé par le fait qu'une alliance formelle anglo-polonaise n'eut pas été négociée, et observa avec une ironie satisfaite qu'il faudrait beaucoup de douceur et de discrétion de la part de Chamberlain pour honorer la garantie sans disposer des mécanismes d'alliance normaux. Beck ne pensait pas que le premier ministre britannique disposât de qualités de douceur ou de discrétion. Beck observa, avec sourire complice adressé à son inter-

locuteur, que Chamberlain avait dit qu'il était ravi que la Pologne fût parvenue instantanément à un accord avec l'Angleterre. Cela amusait Beck, du fait que la Pologne avait attendu très longtemps que les Anglais lui proposassent une offre d'accord.

Beck reconnut qu'Halifax avait cherché à l'empêtrer avec des obligations envers la Hollande, la Belgique, le Danemark et la Suisse, mais il n'attachait guère d'importance à cela. Il était plus intéressé par la construction d'hypothèses quant à la réponse allemande à sa visite en Angleterre, et à son acceptation de la garantie britannique. Il déclara qu'une alliance avec l'Angleterre [7] avait porté un grand coup au projet d'accord germano-polonais d'Hitler. Il estimait que l'approbation britannique des aspirations polonaises à Dantzig avait renforcé la cause polonaise comme jamais auparavant. Un sujet important d'hypothèse était de savoir si Hitler allait répondre à la garantie britannique en dénonçant le pacte de 1934 avec la Pologne.

Bullitt prit son congé de Beck à Lille, et rentra à Paris. Le 7 avril 1939, à 23h00, il envoya un rapport exubérant à Washington DC. Il informa Roosevelt et Hull que Beck était immensément satisfait des développements récents survenus en Angleterre, et que le degré de compréhension qui avait été atteint était tout à fait suffisant pour répondre aux besoins polonais. Beck avait dit qu'il savait qu'Hitler serait furieux. Bullitt ajouta également, non sans une satisfaction évidente, que Beck avait décrit Ribbentrop comme un « *dangereux imbécile.* »

Le principal sujet de conversation entre Beck et Lukasiewicz, lors du trajet vers Bruxelles, fut la stratégie diplomatique polonaise envers la France. L'objectif principal de cette stratégie était de persuader les Français à suivre la voie britannique en augmentant leurs engagements envers la Pologne. Lukasiewicz reçut pour instruction de contacter Bonnet dès son retour à Paris, pour accélérer les choses. Beck se montrait excessivement optimiste en s'at-

7. sojusz z Anglia

tendant à ce que les dirigeants français imitent la politique britannique de chèque en blanc accordé à la Pologne. Au cours des mois qui suivirent, Bonnet continua de refuser avec ténacité d'engager la France sur la voie d'une guerre pour soutenir la Pologne à Dantzig.

Hitler attendit trois semaines avant de répondre à la diplomatie de Beck et d'Halifax par son discours du 28 avril 1939 au Reichstag allemand. Au cours de ces semaines, les principaux organes de presse allemands furent bridés dans leurs critiques de la Pologne. Le feu principal de la critique de la presse allemande restait dirigé contre l'Angleterre. La Grande-Bretagne était présentée au grand public allemand comme une gouvernante impertinente essayant de dicter les standards de la politique et de la moralité aux nations du monde. Cette campagne atteignit son apogée dans une caricature du 24 avril 1939, parue dans l'organe officiel du parti national-socialiste, le *Völkischer Beobachter*[8]. La caricature avait pour titre : *l'arbitre moral du monde.* Y figurait John Bull, dans un gilet au motif de l'*union jack*, dégoulinant du sang des dernières mesures répressives britanniques en date contre les Arabes de Palestine. Il poussait une pancarte positionnée dans un chariot. Sur la pancarte, on voyait une gouvernante pour jeune fille prude, affirmant ses préoccupations pour le bien-être de l'humanité. Son commentaire quant aux événements irréfléchis en cours en Europe se résumaient à un seul mot si typique du jargon anglais : « *Shocking !* » L'objet de la caricature était qu'il était habituel de la part de la gouvernante de pousser des cris d'orfraie à toute action, pourvu que celle-ci ne relevât pas de la brutalité britannique. Elle tournait le dos à l'Empire britannique et aux abus commis sous le joug anglais. La caricature ne reflétait aucune animosité d'Hitler relative à l'Empire britannique ni envers les méthodes employées par l'administration anglaise. Elle reflétait la remarque qu'avait faite Hitler dans son discours du 30 janvier 1939, quant à la nécessité d'éduquer le grand public allemand par rapport aux politiques

8. l'observatoire du peuple

suivies par les Anglais.

Hitler reconnut que le chèque en blanc britannique du 31 mars 1939 constituait l'expression concrète des déclarations alarmistes qui avaient été faites en Grande-Bretagne quant à l'Allemagne depuis les accords de Munich. Hitler espérait qu'il n'y aurait plus jamais d'autre guerre anglo-allemande, quoiqu'il connût le danger qui existait d'une telle guerre, et il souhaitait que le peuple allemand fût moralement préparé à affronter cette éventualité. Hitler désirait que le grand public allemand sût que les dirigeants anglais essayaient d'empêcher le retour de la Dantzig national-socialiste au Reich allemand. Hitler espérait éviter une guerre avec la Grande-Bretagne, mais n'était pas prêt à éviter cette guerre au prix d'une retraite ignoble devant les prétentions de la Pologne.

Le danger d'un conflit anglo-allemand résulta exclusivement de la décision des dirigeants britanniques de se positionner sans aucune réserve du côté de la Pologne. La promesse britannique à la Pologne fut émise après que les dirigeants britanniques comprirent que les Polonais avaient défié l'Allemagne avec une menace de guerre à Dantzig, et au moyen de l'ordre de mobilisation partielle de l'armée polonaise. Il s'agissait de la décision la plus provocatrice qu'Halifax aurait pu prendre au vu des circonstances, et il s'agissait de l'action la plus propice à la production d'une nouvelle guerre européenne. Il s'agissait de l'action qu'Halifax avait refusé de faire au nom de Benes, le président de la Tchécoslovaquie, le 21 mai 1938. Cette action ne rendit pas une guerre européenne inévitable, mais fit fortement croître le risque de guerre. Ce fut le défi suprême à l'encontre des soutiens de la paix en Europe, et à l'encontre des dirigeants continentaux qui comprenaient que l'Union soviétique allait constituer la principale bénéficiaire d'une nouvelle guerre européenne.

# Chapitre 15

# La détérioration des relations germano-polonaises

## 15.1 L'attitude inflexible de Beck

Les tensions croissantes dans les relations germano-polonaises, après le 31 mars 1939, furent une conséquence de la décision polonaise d'utiliser la place de premier-plan dans le front d'encerclement d'Halifax. Beck savait parfaitement bien qu'Halifax espérait poursuivre la destruction de l'Allemagne. Le ministre britannique des affaires étrangères avait considéré une guerre anglo-allemande comme inévitable depuis 1936, et il était sorti du bois avec sa politique anti-allemande le 17 mars 1939. Beck savait qu'Hitler allait considérer l'acceptation polonaise de la garantie britannique comme un coup cinglant. Beck avait pris cette décision à l'encontre de l'Allemagne avec une pleine conscience de ses conséquences. Il aurait pu y avoir quelque amélioration dans les relations germano-polonaises après son retour de Londres sur le continent le 7 avril

1939, mais il écarta cette possibilité en poursuivant une politique rigidement hostile à l'encontre de l'Allemagne. Ce développement connut rapidement un point haut lors du discours de Beck devant la Diète polonaise le 5 mai 1939. Le ministre polonais des affaires étrangères déforma le récit des événements récents lors de ce discours. Il ignora les suggestions allemandes visant à de nouvelles négociations que Weizsäcker avait proposées à Lipski le 6 avril 1939, et déclarées également dans le discours public d'Hitler au Reichstag le 28 avril 1939.

Après la garantie britannique, ll n'y eut pas de poursuite des négociations en vue d'un accord germano-polonais, pour la simple raison que Beck refusa de négocier. Il est notable qu'après l'attribution de cette garantie, Halifax n'exerça jamais une véritable pression sur la Pologne pour qu'elle négociât avec l'Allemagne. Un accord germano-polonais aurait constitué une grande déception pour Halifax. Il comptait sur la Pologne pour apporter le prétexte à la guerre britannique préventive contre l'Allemagne.

Le 7 avril 1939, Gafencu, le ministre roumain des affaires étrangères, déclara à Fabricius, le représentant allemand à Bucarest, que Beck comptait forcer les Britanniques à reconnaître la Pologne comme une partenaire à statut égal dans leurs projets d'agression. Beck avait informé Gafencu que l'accord anglo-polonais serait équivalent à la reconnaissance de la Pologne au statut de grande puissance. Il assura à son collègue roumain que la Pologne allait refuser de faire des affaires avec la Grande-Bretagne sur toute autre base.

L'imposture Tilea continuait d'embarrasser le ministre roumain des affaires étrangères. Il reconnut face à Fabricius qu'il n'avait confiance ni en Tilea, ni en les Britanniques. Il avait envisagé de rappeler Tilea, mais n'osait pas le faire par crainte de représailles britanniques. Il décida de résoudre le problème envoyant Crezianu, le secrétaire général du bureau roumain des affaires étrangères, en mission spéciale à Londres. Ce fut une décision habile, qui lui permit d'agir au travers d'un homme de confiance, en gérant des questions importantes avec les Britanniques. Gafencu était furieux

contre un journal de Bucarest qui avait accusé avec audace le roi Carol d'avoir été impliqué dans l'intrigue Tilea à Londres. Le 14 avril 1939, Gafencu assura à Fabricius que cette accusation ne disposait pas du moindre fondement.

Les Polonais furent prompts à tirer parti de leur nouvelle relation avec la Grande-Bretagne, suite à la visite de Beck à Londres. Raczynski, l'ambassadeur polonais, rendit visite à Halifax au soir du 6 avril 1939 pour déposer une protestation contre le supposé traitement anti-polonais des sujets autour de Dantzig et du Couloir dans de grands pans de la presse britannique. Il semblait que c'était désormais la Grande-Bretagne qui se mettait à recevoir la plupart des protestations amicales de la Pologne, dirigées jusqu'alors vers Berlin. Halifax ne s'inquiéta pas particulièrement de cette situation, car il possédait des compétences étendues pour échapper aux protestations amicales. Quelques jours plus tard, il fut ravi d'apprendre par Kennard, l'ambassadeur britannique à Varsovie, que l'ambassadeur allemand en Pologne était démoralisé par les récents événements survenus sur la scène européenne. Moltke avait confessé à Kennard se trouver totalement blasé par le naufrage total des relations germano-polonaises, qui avait été construit soigneusement et méticuleusement après 1933. Il reconnut être tout à fait pessimiste quant à l'avenir, et estimer qu'une entente germano-polonaise était devenue purement impossible.

L'indiscrétion injustifiée de Moltke envers Kennard fournit une preuve de plus des défaillances de l'ambassadeur allemand en Pologne. Moltke était méprisé par les Britanniques et par les Polonais parce qu'il était un diplomate incompétent, et parce qu'il se dédouanait constamment de la responsabilité des actes officiels du gouvernement qu'il continuait de représenter. La situation n'était pas différente avec Schulenburg à Moscou, Welczeck à Paris, Mackensen à Rome, ou Dirksen à Londres. Le résultat en fut un sévère handicap dans la conduite de la politique étrangère allemande durant une période difficile.

Moltke fit part à Kennard de ses craintes le 7 avril 1939. Cette

date aurait été appropriée pour résumer l'impact des développements récents dans un rapport confidentiel. Beaucoup de choses s'étaient produites entre le 9 mars, lorsque la crise slovaque avait gagné en intensité, et le 6 avril, quand Beck partit pour Londres. Le désaccord germano-polonais quant à un accord étendu était évident aux yeux du monde entier. Les Polonais avaient rejeté les propositions allemandes et décidé de mesures militaires d'urgence dirigées exclusivement contre l'Allemagne. La Pologne avait reçu un chèque en blanc sans limite de la part des Britanniques contre les Allemands. Beck réussit temporairement à exclure les Russes détestés de la coalition britannique. Les Allemands de Pologne subissaient des doses de violence croissantes de la part des Polonais dominants. L'ancienne courtoisie avait commencé à disparaître pour de bon dans les relations entre les gouvernements polonais et allemand. Les choses étaient bien pires alors que durant la période de la république de Weimar, du fait de la politique d'intervention britannique. Le chèque en blanc britannique l'emportait, dans l'esprit des Polonais, sur le fait que l'Allemagne, dans l'intervalle, avait fortement gagné en force par rapport à la Pologne.

## 15.2 La politique prudente d'Hitler

La garantie britannique n'impliquait pas l'inévitabilité d'une guerre germano-polonaise. Hitler restait fortement réticent à engager une action militaire contre la Pologne, malgré le défi polonais et le rejet par la Pologne de l'amitié allemande. Cela ne fut pas altéré par le fait qu'il savait que l'Allemagne pouvait facilement remporter une victoire militaire sur les Polonais. La première guerre mondiale, en dépit de la défaite militaire allemande, avait démontré que les soldats allemands pouvaient affronter victorieusement des armées en nombre égaux de tous les pays du monde, tant sur les plans défensif qu'offensif. Bien que le programme de préparation militaire allemand fût moins intensif que celui de la Grande-Bretagne, en

proportion des capacités industrielles des deux pays, ses activités dans ce domaine dépassaient de loin les faibles efforts des Polonais. On comptait en 1939 10 avions de chasse allemands pour 1 chasseur polonais, et ce différentiel s'établissait à 12 contre 1 pour les véhicules blindés.

La Pologne disposait d'un plus grand nombre de soldats de réserve entraînés que l'Allemagne, mais les Allemands étaient supérieurs dans la fourchette décisive des jeunes hommes fantassins, âgés de 20 à 22 ans. La réputée cavalerie polonaise était largement surpassée par la force mécanisée allemande. L'Allemagne et la Pologne étaient deux pays faciles à envahir, mais cela avait tourné à l'avantage des Allemands. Les Polonais avaient de l'avance dans l'important sphère de la planification militaire, du fait qu'ils n'avaient jamais cessé de se préparer à une guerre germano-polonais, mais leurs projets étaient défaillants. Les Allemands s'employèrent à établir rapidement une stratégie de campagne offensive contre la Pologne.

La certitude raisonnable d'une victoire sur la Pologne ne persuadait pas Hitler qu'une guerre germano-polonaise était une bonne idée. Il considérait un tel conflit comme une alternative très malvenue à une entente germano-polonaise. Hitler commença par supposer que l'Union soviétique n'aiderait pas les Polonais dans l'occurrence d'une guerre germano-polonaise, mais conclut bientôt qu'il serait militairement irresponsable de la part de l'Allemagne de s'appuyer sur cette intuition politique qui était sienne. Il s'était fourvoyé quant à l'attitude des Polonais envers l'Allemagne, et il aurait pu se tromper quant à leur attitude envers la Russie. Le 1er avril 1939, il fit parvenir au général Keitel l'ordre d'établir des planifications en vue d'une guerre contre la Pologne avec la possible intervention immédiate de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Union soviétique nettement à l'esprit. Keitel fut avisé qu'en une telle occurrence, le premier objectif devait être une victoire éclair sur la Pologne, tout en n'usant que des tactiques strictement défensives contre les trois grandes puissances. Il était évident qu'il ne

s'agissait pas d'une aventure dans laquelle s'embarquer à la légère, et ce d'autant plus que l'Allemagne ne s'était préparée à aucune guerre majeure.

Il était probable que les Polonais allaient chercher à provoquer une attaque allemande contre eux. Contrairement à l'Allemagne, ils ne pouvaient pas s'attendre à atteindre un quelconque objectif, dans une guerre majeure, de par leurs seules forces. Leur espoir d'une victoire finale résidait dans des puissances étrangères lointaines. Les dirigeants polonais se montraient bien plus enthousiastes quant à une guerre germano-polonaise qu'Hitler ne le fut jamais, mais des considérations de haute politique les amenaient à la sagesse de tenir un rôle qui fût passif au moins en apparence.

La Pologne comptait sur le soutien d'Halifax pour la réalisation de son programme, aux dépens de l'Allemagne et de la Russie. Il était concevable qu'Halifax pût mener la Grande-Bretagne dans une guerre commençant par une invasion polonaise de l'Allemagne par surprise, mais les dirigeants polonais savaient que la France et les États-Unis étaient également d'une importance décisive pour la politique britannique. Les Polonais savaient qu'Halifax ne soutiendrait jamais la Pologne s'il ne pouvait attirer la France dans la guerre. Cette politique était dictée par le simple fait qu'Halifax ne pensait pas que la Grande-Bretagne pouvait remporter une guerre contre l'Allemagne sans la participation de la France. Les Polonais savaient également qu'il serait difficile pour le président Roosevelt de soulever le peuple étasunien contre l'Allemagne sans pouvoir soutenir que la Pologne constituait la victime innocente d'une agression allemande.

Après le 31 mars 1939, les provocations de la Pologne à l'encontre de l'Allemagne furent fréquentes et extrêmes, et Hitler disposa bientôt de diverses justifications suffisantes à aller en guerre contre la Pologne, s'il s'en était tenu aux pratiques traditionnelles entre nations. Néanmoins, Hitler ne pouvait pas justifier une action allemande, sauf à estimer qu'il était prêt à en affronter les conséquences. Il espérait éviter la guerre contre la Grande-Bretagne, et

savait qu'il allait courir un grave risque de guerre anglo-allemande s'il envahissait la Pologne. Ce fut pour cette raison que les relations germano-polonaises empirèrent progressivement, au cours d'une longue période, avant de produire un conflit. Hitler, qui se montrait habituellement très prompt et déterminé dans la conduite de la politique allemande, fit montre d'une indécision considérable avant de finalement se décider à agir, et à en affronter les conséquences. Il n'abandonna son espoir d'un règlement négocié avec la Pologne que lorsqu'il réalisa que la perspective d'une telle issue était totalement illusoire.

## 15.3 La froideur de Bonnet envers la Pologne

La première action diplomatique majeure de la part de la Pologne, après le retour de Beck de Londres, fut une tentative d'améliorer les relations polonaises avec la France. Lukasiewicz, l'ambassadeur polonais, appela Bonnet le 8 avril 1939, après son retour de Bruxelles et ses conférences avec Beck. Le ministre français des affaires étrangères, qui avait fermement soutenu la proposition originelle d'Halifax en faveur d'un pacte à quatre puissances, reconnut avec une réticence évidente que Beck était parvenu à ses fins à Londres. Lukasiewicz insista pour que fussent tenues des négociations immédiates en vue d'accroître la collaboration franco-polonaise. Bonnet sembla accepter, et il afficha l'attitude fataliste de celui qui agit sans en avoir le choix.

Bonnet n'avait aucune intention de laisser les négociations avec les Polonais prendre la place centrale de son programme. Il avait reçu un rapport de la part de Noël, l'ambassadeur français en Pologne, qui indiquait que le maréchal Smigly-Rydz était satisfait de la nouvelle situation issue de la garantie britannique. Les Polonais escomptaient que les Français imiteraient le chèque en blanc britannique sans hésitation, mais Bonnet était bien plus intéressé par l'idée de fédérer les Britanniques et les Russes. Il décida de relé-

FIGURE 15.1 – À droite, Georges Bonnet, ministre français des affaires étrangères du 10 avril 1938 au 13 septembre 1939 - Source : BNF

guer les négociations franco-polonaises à Varsovie, plutôt que de les mener en personne à Paris. Cette décision était à l'encontre de l'intention de Beck, qui espérait que Lukasiewicz aurait pu négocier un nouvel accord franco-polonais avec Bonnet. Beck détestait l'ambassadeur français à Varsovie, qui avait par le passé été un dirigeant de la Sûreté à Paris. Il le considérait comme un individu désagréable. Il aurait insisté pour que Noël fût rappelé à Paris s'il avait compris que l'ambassadeur français avait cherché à le renverser en 1936. Noël avait tenté de rendre un prêt accordé par la France à la Pologne conditionnel à la révocation de Beck. Sa motivation pour ce faire était l'attitude supposément pro-allemande du ministre polonais des affaires étrangères. Son projet avait échoué parce que le gouvernement français n'avait pas suivi Bonnet sur ce point.

L'attitude de Bonnet envers Noël n'était guère plus favorable que celle de Beck. Le fait qu'il fût maintenu à son poste d'ambas-

sadeur à Varsovie constitue un témoignage éloquent de l'attitude de Bonnet envers la Pologne. La situation était particulièrement grossière, si l'on prend en compte le fait que Lukasiewicz, l'ambassadeur de Pologne à Paris, était le meilleur des diplomates dont disposait Beck. Noël finit par devenir essayiste, et il écrivit un ouvrage contenant diverses accusations âpres et injustifiées contre Bonnet, qui eut de nombreuses opportunités de regretter sa décision d'avoir maintenu Noël à son poste à Varsovie.

Le désaccord opposant Bonnet et Beck quant à l'emplacement convenable pour des négociations franco-polonaises produisit un retard qui fit le jeu du ministre français des affaires étrangères. Daladier et Bonnet se trouvèrent bientôt préoccupés du fait de la question russe, et de la diplomatie anglo-française dans les Balkans. Lukasiewicz conclut avec écœurement que la France s'intéressait davantage à promouvoir ses intérêts particuliers dans les Balkans qu'à collaborer avec la Pologne.

Daladier et Bonnet n'étaient pas indifférents au fait que dans le nord de la France, la population polonaise avait récemment cru jusqu'à atteindre presque 200 000 personnes. La dépression économique en Pologne se poursuivait à un rythme soutenu, et les travailleurs polonais émigraient en nombres croissants vers les bassins industriels étrangers. On s'inquiétait en France de la perspective que le gouvernement polonais demandât le retour des réservistes polonais, pour qu'ils intégrassent l'armée polonaise. Bonnet donna pour instruction à Noël de discuter de cette question à Varsovie. Il espérait qu'un corps polonais spécial pourrait être organisé en France pour assurer un service sur la ligne Maginot sous commandement français. Cette idée plut également aux dirigeants polonais. Elle signifiait qu'un contingent polonais séparé pourrait rester en service contre les Allemands à l'issue d'une possible défaite de la Pologne, pourvu, bien entendu, que les Français finissent par accepter d'aller en guerre au nom des Polonais.

Le rapport de Noël, qui signalait l'exultation du maréchal Smigly-Rydz quant à la nouvelle situation créée par la garantie britannique,

était exact. Le maréchal eut la satisfaction de recevoir le 6 avril un télégramme de Beck, annonçant que l'entente avec l'Angleterre avait été concrétisée. Smigly-Rydz déclara aux diplomates polonais au palais de Brühl que les Allemands étaient « *en transe* » et qu'une guerre immédiate était tout à fait possible. Il leur assura avec satisfaction qu'une telle guerre déboucherait sur la fin de l'Allemagne. Il ne réfuta pas que l'Allemagne pourrait au départ vaincre la Pologne, mais insista auprès des diplomates sur le fait que les Allemands n'étaient pas prêts à une guerre générale.

Lukasiewicz se montra moins sanguin que Smigly-Rydz quant à la position des puissances occidentales après la garantie britannique. Le 9 avril 1939, il discuta de la situation avec Bullitt, l'ambassadeur étasunien. Il déclara qu'il espérait que la France attaquerait l'Allemagne via la Belgique en cas de guerre, mais qu'il restait pessimiste quant à la trajectoire à venir de la politique française. Bullitt et Lukasiewicz discutèrent également de leur rencontre récente avec Beck. L'ambassadeur étasunien affirma à Lukasiewicz qu'il avait donné au président Roosevelt des informations complètes quant à l'analyse de la situation établie par Beck. Beck avait affirmé qu'Hitler était fondamentalement un Autrichien timoré, dont il fallait s'attendre à ce qu'il évitât une guerre contre des opposants forts et déterminés. Il affirma qu'« *il devrait être évident à présent aux yeux d'Hitler que les menaces envers la Pologne n'amèneront l'Allemagne nulle part.* » Ces remarques exubérantes parurent moins convaincantes à Lukasiewicz après a conversation qu'il avait eu la veille avec Bonnet.

Bullitt n'était pas satisfait de l'attitude des dirigeants français, et il avait tendance à jeter l'opprobre sur ce qu'il considérait comme l'autosatisfaction injustifiée de l'opinion publique étasunienne. Dans un rapport du 10 avril 1939, il se plaignit auprès du président Roosevelt que le grand public étasunien n'était pas conscient de la soi-disant menace directe que causaient l'Allemagne, l'Italie et le Japon à l'encontre des États-Unis. Il espérait que Roosevelt pourrait faire quelque chose pour soulever le peuple étasu-

nien. Ses doléances furent le facteur décisif qui persuada le président Roosevelt à envoyer des messages publics sensationnels et insultants à Mussolini ainsi qu'à Hitler le 15 avril 1939, après les garanties anglo-françaises accordées à la Roumanie et à la Grèce. Bullitt se plaignit que Daladier ne répondît pas à la tentative de Lukasiewicz d'obtenir de la France le même chèque en blanc qui avait été accordé par l'Angleterre à la Pologne. Le 11 avril 1939, Kennedy signala à Roosevelt depuis Londres qu'Halifax faisait encore semblant d'entretenir un espoir de paix idéaliste. Kennedy supposait naturellement qu'il pourrait être rentable pour le secrétaire britannique des affaires étrangères d'annoncer au monde que la paix restait possible, mais Halifax affirma qu'une telle action aurait convaincu chacun qu'il « *s'enfouissait la tête dans le sable.* » Ces remarques illustrent la méthode par laquelle Halifax essayait de convaincre les gens qu'il n'agissait que comme contraint par des événements le dépassant.

## 15.4 Beck est mécontent de la diplomatie anglo-française dans les Balkans

L'occupation italienne de l'Albanie, le 7 avril 1939, fournit le prétexte à l'activité diplomatique anglo-française dans les Balkans, qui fut très mal accueillie par les Polonais. Bullitt eut l'impression que Beck était fondamentalement plus sympathique envers l'Italie qu'envers la France. Les dirigeants polonais étaient convaincus que l'action italienne en Albanie ne menaçait ni la Grande-Bretagne, ni la France, et ils soupçonnaient que les dirigeants britanniques et français étaient bien conscients de ce fait. La réaction à l'action italienne fut très prononcée en des lieux aussi distants que Washington DC, Londres, Moscou et Paris. Le 9 avril 1939, Winston Churchill suggéra impulsivement que les Britanniques devaient répondre aux Italiens en occupant l'île grecque de Corfou. Corfou est directement adjacente à la côte albanaise, et située à l'entrée de la

mer Adriatique.

La suggestion de Churchill, qui fut rejetée par le gouvernement britannique, eut une suite surprenante. Le *News Chronicle* de Londres affirma, le 12 avril 1939, que le gouvernement allemand projetait une invasion immédiate de la Hollande si l'armée britannique débarquait à Corfou. La presse britannique s'était mise au diapason d'Halifax, et suggérait que l'Allemagne entretenait de sinistres desseins envers la Hollande. On espérait que ces rumeurs pourraient servir à émouvoir l'opinion publique étasunienne. Les Hollandais disposaient d'un important empire colonial dans les Indes orientales, et les dirigeants étasuniens affirmaient craindre que ces îles pussent tomber sous contrôle japonais si Hitler occupait la Hollande en Europe. La presse allemande dénonça avec indignation ces dernières rumeurs britanniques irresponsables.

Le président Roosevelt faisait tout ce qui était en son pouvoir pour faire croître le sentiment alarmiste aux États-Unis. Il annonça depuis Warm Springs, en Géorgie, qu'il pourrait ne pas revenir de sa cure thermale annuelle d'automne, du fait qu'il était fort possible que les États-Unis ainsi que les pays d'Europe se trouvassent impliqués dans les problèmes d'une guerre européenne d'ici la fin de celle-ci. Heureusement, les réactions aux États-Unis à cette déclaration furent principalement hostiles, et de nombreux observateurs étrangers conclurent qu'il ne s'agissait guère que de l'expression de vœux pieux de la part du président étasunien.

La fanfaronnade de Churchill, les épandages de rumeurs dans la presse britannique, ainsi que les déclarations alarmistes de Roosevelt firent le bonheur d'Halifax, qui cherchait à étendre l'encerclement britannique autour de l'Allemagne. Il pensait que les engagements britanniques en Méditerranée pourraient s'avérer utiles pour intimider Mussolini. Il avait découvert que les Roumains objectaient quant à la transformation de l'alliance polono-roumaine anti-soviétique en alliance anti-allemande, mais qu'ils avaient accueilli favorablement la perspective d'une garantie anglo-française. Halifax espérait que cela pourrait s'avérer utile pour retarder des

actions révisionnistes des Russes, des Hongrois et des Bulgares contre la Roumanie. Les relations entre l'Italie et la Grèce avaient été défavorables depuis de nombreuses années, et d'importants différends avaient déjà opposé les deux pays avant la première guerre mondiale. L'action italienne récente en Albanie donna aux deux pays une frontière terrestre partagée, et le gouvernement grec était tout à fait prêt à accepter un soutien sous la forme d'une garantie de la part de la Grande-Bretagne et de la France. La Yougoslavie préférait compter sur des assurances directement émises par l'Italie, et Halifax fut incapable de persuader les dirigeants yougoslaves d'accepter une garantie anglo-française. Cela devint évident le 13 avril 1939, lorsque les puissances occidentales annoncèrent leurs garanties sur la Roumanie et la Grèce. La veille, l'assemblée constituante albanaise avait présenté la couronne du royaume d'Albanie au roi d'Italie Victor Emmanuel III.

Les Allemands furent extrêmement satisfaits que le gouvernement yougoslave refusât une garantie des puissances occidentales. Ils proposèrent de publier une déclaration officielle soulignant l'importance d'une Yougoslavie forte pour le maintien de la paix et de la stabilité dans les Balkans. Le 14 avril 1939, Cincar-Markovic, le ministre yougoslave des affaires étrangères exprima sa gratitude quant à cette proposition allemande, mais demanda à l'Allemagne de s'abstenir d'agir aussi ouvertement. Il avança qu'une annonce officiellement favorable par l'Allemagne en faveur de la Yougoslavie aurait pour conséquence d'affaiblir la position politique intérieure du ministre Cvetkovic en Yougoslavie. Il restait pour l'instant d'une importance cruciale pour les hommes politiques yougoslaves d'apparaître exempts de toute influence étrangère. Le prince régent Paul s'employait à poursuivre une politique de neutralité totale vis-à-vis de l'Axe ainsi que du front d'encerclement britannique.

La diplomatie anglo-française dans les Balkans constitua une réponse ostensible à l'action italienne en Albanie, mais affecta les intérêts de l'Union soviétique et de la Pologne. La garantie accordée à la Roumanie semblait impliquer un soutien anglo-français pour

l'administration roumaine de l'ancien territoire russe de Bessarabie. L'Union soviétique, dès le 22 mars 1939, avait annoncé que les Britanniques désiraient qu'elle accordât des garanties à la Roumanie ainsi qu'à la Pologne. Lukasiewicz, l'ambassadeur polonais à Paris, découvrit, au moment de la garantie anglo-française accordée à la Roumanie, que les puissances occidentales demandaient aux Russes de suivre leur exemple. Les Polonais espéraient que les Roumains allaient refuser de demander ou d'accepter une garantie russe.

Une conférence importante quant à la diplomatie polonaise vis-à-vis de la Russie eut lieu le 12 avril 1939 au palais de Brühl, à Varsovie. Grzybowski, l'ambassadeur polonais en Russie, était rentré à Varsovie depuis Moscou pour soutenir une collaboration limitée entre la Pologne et l'Union soviétique. Beck fut choqué d'apprendre que Grzybowski soutenait une entente polono-soviétique aux dépens des États baltes. L'ambassadeur polonais argua qu'un nouvel âge d'impérialisme prenait le pas sur l'ère wilsonienne de l'auto-détermination. Il rappela que les États baltes, durant la plus grande partie du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle, avaient été divisés entre la Pologne et la Russie, après que Pierre le Grand, eut réussi à gagner un accès à la mer Baltique aux dépens des Suédois. Grzybowski pensait que l'Union soviétique pourrait accepter un nouveau projet de partition. La Russie s'emparerait de l'Estonie, la Pologne pourrait prendre la Lituanie, et la Lettonie serait partagée entre Polonais et Russes. Grzybowski avança que son projet exclurait l'Allemagne de jouer quelque rôle que ce fût dans la région des États baltes.

Beck dénonça cette proposition. Le projet de se mettre d'accord avec l'Union soviétique pour désosser les États baltes antibolcheviques étaient pour lui un anathème. Grzybowski reçut pour conseil de n'accorder aucune confiance aux assurances émises par Litvinov, le commissaire soviétique aux affaires étrangères. Il reçut pour instruction de guetter toute indication que l'Union soviétique pourrait essayer de parvenir à un accord avec l'Allemagne. Beck était convaincu que toute tentative britannique d'établir une al-

liance avec l'Union soviétique serait futile.

## 15.5 La conférence Beck-Gafencu

Beck désirait conférer avec Gafencu, le ministre roumain des affaires étrangères, pour obtenir une nouvelle assurance qu'il n'y aurait pas de collaboration entre la Roumanie et l'Union soviétique. Il savait que Gafencu s'apprêtait à visiter, dans le cadre d'une mission de paix Berlin, Rome, Paris et Londres. Gafencu, qui projetait de se rendre à Berlin en train, n'osa pas traverser le territoire hongrois, du fait du sentiment de rancoeur qui prédominait dans les relations roumano-hongroises. Son trajet devait l'amener de Bucarest à la frontière polonaise avec l'Allemagne, en passant par la Moldavie et la Bucovine, et depuis la frontière polonaise, il devait traverser Lvov et Cracovie. Beck suggéra d'accrocher sa voiture-salon privée au train de l'*Orient Express* au soir du 16 avril, après qu'il eut traversé la frontière polonaise. Cela pouvait laisser aux deux diplomates l'opportunité de discuter de leurs problèmes durant la nuit, cependant que le convoi traverserait la campagne du Sud de la Pologne, frappée de pauvreté. Cette rencontre mobile, proposée par Beck, n'était pas sans rappeler la fameuse conférence tenue entre les premiers ministres serbe et bulgare, dans le train de Belgrade à Nich, avant l'éclatement de la guerre des Balkans en 1912.

Gafencu était heureux de la perspective de la conférence, car il désirait s'entretenir de l'Allemagne avec Beck. Il était convaincu que la politique de Beck envers l'Allemagne constituait la principale menace envers la paix en Europe, et il espérait exercer une influence modératrice sur le ministre polonais des affaires étrangères. Les deux diplomates se rencontrèrent au soir du 16 avril sur un échange de salutations cordiales, mais Beck sembla nerveux et sous un stress important aux yeux de Gafencu. Il supposa qu'il s'agissait de la résultante naturelle des événements des dernières

semaines écoulées, ainsi que de l'incertitude quant à l'avenir de la Pologne. Gafencu demanda à Beck de discuter de la politique polonaise à l'égard de l'Allemagne, avant de passer aux affaires roumaines. Beck répondit en déclarant que la proposition d'Hitler pour le retour de Dantzig était le fond du problème entre la Pologne et l'Allemagne. Il assura à Gafencu qu'il comptait déjouer les aspirations d'Hitler sur Dantzig. Il confia que de nombreux mois durant, il avait laissé croire à Hitler qu'il pourrait finir par accepter l'annexion de Dantzig par l'Allemagne. Il ajouta : « *s'il comptait sur moi pour lui donner, il se fourvoyait. Je suis la dernière personne qui pourrait abandonner Dantzig.* »

Beck affirma que sa politique anglaise était une réponse efficace aux projets d'Hitler. La garantie britannique signifiait que la Ville dite libre se trouvait dans un état de sûreté protégée, indépendamment de ce qui s'y passait à tout moment. Beck affirma que la Pologne aurait été satisfaite de rester en paix avec l'Allemagne, si Hitler s'était abstenu de demander toute concession de la part de la Pologne. Il réfuta apprécier l'idée de la guerre contre l'Allemagne en soi.

Gafencu resta incapable de croire en cette dernière affirmation. Il prit note d'un élément très combatif dans la personnalité de Beck, qui réduisait à néant les tendances conciliatrices humaines normales. Gafencu fut stupéfait d'apprendre que Beck avait escompté qu'Hitler allait rompre les relations diplomatiques avec la Pologne de manière permanente en découvrant la garantie britannique. Aux yeux de Beck, cela serait apparu comme l'action logique de la part de l'Allemagne. Que les Allemands continuassent de faire montre d'intérêt pour une entente avec la Pologne apparaissait à Beck comme la suggestion d'une possibilité de retraite allemande. Il semblait possible qu'Hitler puisse garantir la frontière germano-polonaise existante sans recevoir aucune concession de la part de la Pologne sur les questions de Dantzig et de l'autoroute. Gafencu, de son côté, doutait que rien de tout ceci pût se réaliser de près ou de loin.

Beck comprit rapidement que Gafencu ne ressentait aucune sympathie envers sa politique à l'égard de l'Allemagne. Il comprit que Gafencu essayait de l'influencer. Beck avait été défié sur sa politique allemande par l'ambassadeur polonais Lipski à la gare de tramway de Berlin, alors qu'il revenait de Londres. Lipski avait accompli ses instructions quant aux Allemands en insistant sur l'idée que la garantie britannique n'était pas contraire au pacte polono-allemand de 1934, mais il confia à Beck que lui-même n'y croyait pas. Le pacte de 1934 affirmait clairement que la reconnaissance des obligations d'alliance en place n'impliquait pas la reconnaissance des alliances à venir. Une déclaration de soutien russe à l'Allemagne aurait été tout à fait inacceptable au vu du Pacte. L'ensemble de la conversation tenue entre Beck et Lipski fut consacrée à argumenter sur ce point sans parvenir à conclure.

Beck espérait convertir Gafencu à accepter sa politique envers l'Allemagne. Il suggéra qu'il restait encore de nombreuses alternatives dans la gestion de la situation allemande. Il répondit par une longue analyse des caractéristiques fondamentales de la politique étrangère polonaise, et affirma à plusieurs reprises que ses principales décisions étaient fondées sur les instructions émises par Pilsudski en 1934 et 1935. Gafencu attendit que la théorie de l'équilibre de Pilsudski fût discutée avant d'interrompre Beck. La théorie de l'équilibre réclamait une liberté d'action polonaise fondée sur des relations de détachement distant, identiques envers les Allemands et envers les Russes.

Gafencu doutait que ce soi-disant équilibre parfait ait existé en pratique après 1934. Chacun savait que la Pologne s'était montrée bien plus amicale envers l'Allemagne qu'envers la Russie. Beck réfuta ce point, et affirma qu'il s'agissait d'une question d'apparence ou de réalité. Il nota que l'attitude polonaise envers l'Allemagne avait toujours été empreinte d'une réserve extrême, sous la surface. Beck ajouta que son propre patriotisme polonais n'avait jamais été terni par la germanophilie, et il affirma que sa politique soviétique était fondée sur des faits concrets, à savoir, une volonté opposée

au système soviétique, plutôt que de la russophobie. Il réfuta avoir jamais été hostile au peuple russe, « *mais je connais la Russie et je ne me laisse pas guider vers cette connexion par les illusions venant de l'Ouest.* »

Gafencu n'acceptait pas l'exposé de Beck. Il soupçonnait que Beck était fortement attiré par les Allemands, repoussé par les Russes, et qu'il n'avait pas une attitude détachée à l'égard de l'un ou l'autre de ces peuples. Il considérait que les décisions récentes prises par Beck sur l'échiquier diplomatique étaient incompatibles avec l'attitude fondamentale du ministre polonais des affaires étrangères. Gafencu était certain que Beck n'était pas ouvertement ni violemment anti-allemand, au sens des disciples national-démocrates de Dmowski. Il était certain que Beck cultivait une grande admiration personnelle envers Hitler.

Beck échoua à convaincre Gafencu que sa politique allemande se justifiait, et il changea de sujet. Il condamna la politique occidentale à l'égard de l'Union soviétique, et la décrivit comme une dégénérescence du *cordon sanitaire*[1] réaliste (le confinement de la Russie), vers la politique fantastique d'assistance mutuelle, qui encourageait l'intervention russe en toute direction. Beck avança qu'il n'était pas nécessaire de rejoindre le front anti-Comintern pour s'opposer à la propagation du bolchevisme. Il préférait combattre la troisième Internationale de manière officieuse, en réfutant son existence même. Beck reconnut qu'il penchait pour le *cordon sanitaire* et l'exclusion de la Russie des affaires européennes. Beck estimait que la frontière de l'Europe était toujours localisée là où était tracée la frontière polonaise à chaque instant. Le pacte russo-polonais de non-agression était cohérent avec cette politique, car de telles pactes s'arrêtent aux frontières. Ils constituaient des traités de délimitation, et non de coopération. Il discuta du problème russe en détail avec Gafencu, et fut soulagé de recevoir l'assurance positive que la Roumanie allait refuser de prendre part à un front

1. En français dans le texte, NdT

d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique.

La solidarité polono-roumaine contre la Russie était extrêmement importante aux yeux de Beck. Il n'eut pas d'objection à ce que la conversation en revint à l'Allemagne, après avoir reçu de la part de Gafencu l'assurance importante quant à la Russie. Beck se plaignit de ce qu'Hitler avait laissé presque cinq années s'écouler après le pacte de 1934, pour finalement introduire ses propositions de règlement général en octobre 1938. Il affirma que les Polonais auraient été justifiés de s'attendre à ce qu'il ne soulevât jamais le sujet de Dantzig, s'il avait attendu plus longtemps. Beck reconnut de nouveau qu'il avait fait semblant d'approuver le projet d'un règlement général entre l'Allemagne et la Pologne, sans réaliser la moindre des concessions qui étaient attendues de sa part.

La conversation avait duré jusqu'au petit matin, et les fermiers polonais des contrées avoisinantes s'apprêtaient à commencer leur journée. Néanmoins, Gafencu n'avait aucun désir de mettre fin à la conversation. Il avait rendu une visite à Varsovie six semaines plus tôt, et avait établi des relations amicales avec Beck. La Roumanie et la Pologne avaient été alliées des années durant, et étaient des voisins proches, partageant la même perspective est-européenne. Beck occupait la position clé dans une crise de la plus grande importance pour l'ensemble du continent européen. Gafencu espérait exercer une influence modératrice sur Beck, qui pourrait s'avérait utile pour éviter un nouveau désastre en Europe. Il craignait que l'Europe ne fût en train de dériver vers la guerre, et considérait qu'il relevait de sa tâche diplomatique la plus importante de s'opposer à un tel développement.

Beck et Gafencu discutèrent de leur précédente rencontre, remontant à avant la garantie britannique accordée à la Pologne. Gafencu se souvenait que Beck avait dit que « *toutes les explications apportées à moi par Hitler depuis 1935 (la mort de Pilsudski) ont été justes et vraies, et n'ont jamais été contredites par les faits. J'ai parlé avec lui d'homme à homme, et de soldat à soldat ; il a toujours respecté les engagements qu'il a pris, et n'a pour ce qui*

*me concerne jamais failli à sa parole, jusqu'à ce jour.* »

Beck avait partagé l'attitude d'Hitler à l'égard de l'alliée tchécho-slovaque de la Roumanie, et avait dit que « *la Tchécoslovaquie m'est toujours apparue comme une caricature de l'Autriche des Habsbourg. Tout dans cet État était impropre et temporaire.* » Gafencu rappela à Beck qu'il s'était également montré critique de nombreux aspects de la politique britannique.

Gafencu informa Beck de rapports qu'il avait reçus de la part de Franassovici, l'ambassadeur roumain à Varsovie, après le rejet polonais des propositions allemandes. L'envoyé roumain avait étudié une carte de la région baltique avec l'ambassadeur allemand Moltke. Les deux diplomates avaient fait des hypothèses quant à la manière de décrire le problème de Dantzig à quelqu'un de totalement extérieur. Le territoire de l'Allemagne sur la carte apparaissait en jaune, et celui de la ville libre en bleu. Moltke suggéra qu'Hitler était prêt à reconnaître tous les droits de la Pologne à Dantzig, et qu'il s'agissait par conséquent d'une affaire de couleurs. Dantzig resterait-elle en bleu sur la carte, ou Hitler pourrait-il la peindre en jaune ? Franassovici suggéra que le problème de Dantzig était une combinaison de couleurs et de nuances subtiles.

Beck ne fut pas amusé par la tentative de Gafencu de présenter le problème de Dantzig sous un jour plus léger. Il s'exclama : « *s'ils touchent à Dantzig, il y aura la guerre !* » Gafencu le contra vivement en demandant si le changement soudain de politique polonaise avait amené Beck à considérer la possibilité de sa démission. Beck répondit qu'il ne démissionnerait jamais, parce qu'aucun autre homme en Pologne n'en connaissait assez en matière de politique polonaise pour prendre sa place. Il affirma qu'Hitler serait incapable de cesser de croire de lui-même aisément qu'une Pologne forte constituait un atout pour l'Allemagne, et que tel resterait particulièrement le cas tant que Beck resterait à son poste. Beck soutint qu'Hitler ne pouvait pas être résolu à lancer des représailles contre la Pologne, parce qu'il ne voulait pas ouvrir les portes de l'Europe à expansion de l'Union soviétique. Beck ajouta qu'Hitler,

contrairement aux dirigeants de la république de Weimar, était pleinement conscient du danger du bolchevisme. Gafencu soupçonna que l'argument de Beck était insincère et erroné, mais ne sut pas élaborer de réponse efficace.

Beck insista : il restait prêt à donner une assurance à Hitler : la Pologne n'accepterait jamais une alliance avec l'Union soviétique. Le ministre roumain des affaires étrangères savait que Beck était sincère là-dessus. Il lui apparaissait comme une tragédie que l'intransigeance de Beck prévînt une entente entre les régimes antibolcheviques d'Allemagne et de Pologne. Il savait que son propre effort d'influencer l'attitude de Beck avait échoué. Beck, de son côté, fut satisfait de cette conférence mobile. Il avait reçu une nouvelle assurance du fait que la Roumanie n'accepterait jamais une garantie russe. Il fut satisfait quand, le 19 avril 1939, Maxim Litvinov, le commissaire russe aux affaires étrangères, répéta que l'Union soviétique n'accorderait jamais de garantie à la Roumanie ni à la Pologne.

## 15.6 Les télégrammes de Roosevelt à Hitler et Mussolini

Les Britanniques s'attendaient à des développements animés à Dantzig, après leur garantie accordée aux Polonais. Ils ne réalisèrent pas qu'Hitler avait ordonné aux autorités de Dantzig de tout faire pour essayer de rester conciliantes envers les Polonais. Kennard, l'ambassadeur britannique, entendit le 12 avril 1939 que Lipski était rentré de Varsovie à Berlin. Il soupçonna que cela indiquât quelque nouveau développement d'importance majeure sur la question de Dantzig. Il s'enquit auprès de Beck des dernières nouvelles en provenance de Dantzig, mais se vit répondre que rien n'avait changé.

Le calme qui régnait à Dantzig commençait à ennuyer Kennard. Il appela le bureau polonais des affaires étrangères dix jours

plus tard, pour insister sur l'idée que la Grande-Bretagne était « *habilitée* » à recevoir des informations sur les nouveaux événements de Dantzig. Il nota que les Allemands reprochaient à la Grande-Bretagne l'impasse de Dantzig, et affirma que les Britanniques étaient « *quelque peu inquiets* » de la situation. Kennard se vit répondre, une fois de plus, qu'il n'y avait rien à signaler. Les Allemands avaient demandé le retour de Dantzig ; et un couloir de transit vers la Prusse orientale. Les diplomates polonais pensaient que les Allemands s'attendaient à voir Lipski apparaître un jour ou l'autre avec « *des propositions de nature détaillée.* » On ne dit pas à Kennard si la Pologne allait présenter ou non des propositions de cette nature aux Allemands.

Le flou évasif dont fit preuve le bureau polonais des affaires étrangères irrita Kennard. Il s'en plaignit à Halifax, et nota avec une satisfaction malicieuse qu'il existait des objections envers Beck dans les cercles financiers polonais. On savait en Pologne que Beck n'avait rien dit quant à une assistance économique britannique lors de sa visite à Londres. Il avait fiérement insisté sur les supposés niveaux de force et de préparation de la Pologne. Les financiers polonais considéraient cela comme une bévue coûteuse et impardonnable.

Beck attendait avec impatience la réponse d'Hitler à l'acceptation polonaise de la garantie britannique. Il se demandait si Hitler allait abroger le pacte de 1934, que la Pologne avait bafoué en accepter la garantie. Il ne réalisa pas qu'Hitler n'avait aucune intention de faire croître le sentiment d'importance de la Pologne en consacrant un communiqué public à cette affaire. Hitler savait que répudier le pacte aurait constitué une décision d'une importance majeure, et ne se serait certainement pas cantonné à émettre un communiqué officiel repris par quelques articles dans les journaux. Le problème fut résolu par le président Roosevelt, alors qu'Hitler ne s'y attendait pas. Le président étasunien répondit à Bullitt, qui lui avait suggéré de réaliser une action d'importance visant à influencer l'opinion publique étasunienne, en réalisant une monu-

mentale gaffe diplomatique, qui constitua une sorte d'atout dans le jeu d'Hitler.

Le 14 avril 1939, Hitler révéla au grand public étasunien le contenu de télégrammes, envoyés à Mussolini et à Hitler, qui furent reçus le lendemain à Rome et à Berlin. Roosevelt visait à créer l'impression que l'Allemagne et l'Italie étaient totalement responsables de toute menace existant contre la paix en Europe. Il se présentait comme un faiseur de paix désintéressé, ayant dépensé beaucoup de pensées et d'énergie à définir un plan supprimant le danger de guerre. Ce projet de paix exigeait de l'Allemagne et de l'Italie qu'elles déclarassent qu'elles allaient s'abstenir d'entrer en guerre, quelles que fussent les circonstances, pour une durée de dix à vingt-cinq années, et qu'elles conclussent des pactes de non-agression avec un grand nombre d'États, dont plusieurs n'avaient d'existence indépendante que dans l'imagination du président étasunien [2].

Le message de Roosevelt souleva une réponse énergique de la part de la presse allemande. Les journalistes allemands se demandaient si les États-Unis accepteraient de ne pas attaquer Haïti ou Saint-Domingue au cours des vingt-cinq prochaines années. Joseph Goebbels adressa trois questions au public étasunien le 17 avril 1939. Il se demandait s'ils considéraient que Roosevelt était semblable à Woodrow Wilson dans son désir de promouvoir un politique permanente d'intervention étasunienne à travers le monde. Il demandait si le peuple étasunien comprenait que le message récent de Roosevelt constituait une nouvelle manœuvre visant à détruire les lois de neutralité étasunienne, et non pas à promouvoir la paix du monde. Il demandait s'ils comprenaient que Roosevelt avait soutenu un front commun des États-Unis avec le bolchevisme depuis son discours de quarantaine d'octobre 1937. Le 17 avril, la presse allemande annonça qu'Hitler allait répondre au président Roose-

2. Le contenu du télégramme envoyé par Roosevelt à Hitler a été porté par l'équipe de traduction en annexe du présent ouvrage, NdT

velt au nom du peuple allemand, dans un discours au Reichstag allemand, le 28 avril 1939. Cette décision avait été prise par Hitler et Ribbentrop, lors d'une conférence spéciale, tenue la veille.

L'occasion était tendue à Hitler de s'occuper des Polonais comme d'un sujet secondaire dans la situation générale. Il projetait de consacrer la plus grande partie de son message sur le pacte avec la Pologne à une critique prudente du président étasunien, ainsi qu'à une critique de la politique anglaise. Il comptait également abroger le traité naval anglo-allemand de 1935. Hitler ordonna que la presse allemande s'abstînt de critiquer les Polonais au cours de la période précédant son discours.

Le maréchal Goering était en visite en Italie du 14 au 16 avril 1939. Il disposait d'instructions d'Hitler de discuter l'ensemble du contexte des relations italo-allemandes. Ribbentrop était quelque peu inquiet de la mission officielle de Goering à ce stade crucial, alors qu'il s'employait à promouvoir une alliance italo-allemande. Il fut par la suite soulagé d'apprendre que la mission de Goering avait constitué une réussite totale.

Goering discuta les télégrammes de Roosevelt avec Mussolini et Ciano le 16 avril 1939. Il affirma à Mussolini qu'il était difficile d'éviter l'impression que le président étasunien était handicapé mentalement. Mussolini critiqua le texte littéral des télégrammes. Il était ridicule de demander à l'Allemagne et à l'Italie de conclure des pactes de non-agression avec la Palestine et la Syrie, qui constituaient des territoires sous mandat britannique et français plutôt que des États indépendants. Mussolini était intéressé par une amélioration des relations anglo-italiennes, et il décida de réagir publiquement au défi étasunien sur un mode mineur. Une brève expression d'indignation initiale précéda le discours de Mussolini à Rome le 29 avril 1939. Le dirigeant italien se contenta de dénoncer les alarmistes qui cherchaient à perturber les relations internationales, et il insista sur l'idée que l'Italie se préparait pacifiquement pour l'Exposition internationale de Rome, prévue pour 1942. Le privilège de répondre en détail au président étasunien fut entièrement

laissé à Hitler.

La situation difficile entre l'Allemagne et la Pologne était un sujet épineux dans les conversations entre Goering et les dirigeants italiens. Goering n'essaya pas de minimiser le sérieux de la situation, et se plaignit de ce que « *l'Angleterre avait dévié de son ancienne course...(et) s'obligeait désormais par avance à accorder un soutien (à la Pologne, la Roumanie, et la Grèce), et ce dans des conditions pouvant être définies par l'autre partenaire.* » Mussolini déclara que dans cette situation dangereuse, il était important pour les puissances de l'Axe de revenir à des politiques passives pour une durée indéfinie. Tel semblait être le seul moyen de traiter l'attitude belliqueuse du gouvernement britannique. Goering espérait qu'il serait possible de régler les différends allemands avec la Pologne au travers de négociations pacifiques, et il prédit que Roosevelt n'aurait guère de chances de réélection en 1940 si la situation fondamentale de l'Europe restait inchangée. Il reconnut qu'une augmentation des mesures de provocations polonaises à l'encontre de l'Allemagne pourrait forcer une action allemande contre la Pologne. Il était évident que le problème de la Pologne était devenu, à cette heure, le problème de l'Europe.

Ribbentrop fut encouragé par la visite de Goering à pousser en vue d'une alliance séparée italo-allemande. La première discussion en vue d'une telle alliance se tint en mai 1938, lorsqu'Hitler mena une visite en Italie. Le projet initial était d'étendre le pacte anti-Commintern en une alliance, en y intégrant les Japonais. Il devenait de plus en plus évident, le temps passant, que les Japonais n'étaient pas prêts à aller aussi loin. Les Japonais craignaient qu'une telle alliance pût les impliquer dans des difficultés avec la Grande-Bretagne, à un moment où ils se trouvaient sérieusement impliqués en Chine. Les tentatives allemandes et italiennes de 1938 de faire médiation entre le Japon et la Chine nationaliste avaient échoué. Le 26 avril 1939, Ribbentrop fit par téléphone un dernier appel à l'alliance auprès des Japonais, en passant par Ott, l'ambassadeur allemand à Tokyo. La réponse à cet appel fut négative

comme prévu, et Ribbentrop continua de concentrer ses efforts sur un pacte séparé avec les Italiens. Il savait qu'il s'agissait d'un projet difficile, du fait que de nombreux Italiens doutaient de la sagesse d'une connexion d'alliance avec l'Allemagne. Il savait également que les dirigeants italiens pourraient essayer d'imposer des réserves qui allaient priver l'alliance de ses effets.

Le message de Roosevelt du 15 avril 1939 aida Ribbentrop à améliorer les contacts allemands avec divers pays. Ribbentrop eut également la satisfaction d'apprendre que les Britanniques n'avaient pas apprécié la grossièreté des télégrammes de Roosevelt. Le 17 avril 1939, Sir George Ogilvie-Forbes, le chargé d'affaires britannique à Berlin, déclara avec candeur au bureau allemand des affaires étrangères que les Britanniques considéraient les messages de Roosevelt comme « *un morceau maladroit de diplomatie.* » À Paris, Bullitt essaya d'apaiser Roosevelt en éclairant la situation désagréable d'une lumière positive. Il affirma que Daladier avait été « *encouragé* » par l'action du président étasunien.

Le 17 avril 1939, Ribbentrop dépêcha des instructions aux envoyés allemands dans les pays nommés par le président Roosevelt, aux exceptions de la Grande-Bretagne, de la France et de leurs possessions, ainsi que de la Pologne et de la Russie. Les envoyés devaient chercher à savoir si ces pays se sentaient menacés, et si leurs gouvernements avaient accepté le projet du président Roosevelt. Le gouvernement allemand se doutait bien qu'il recevrait des réponses négatives aux deux questions, mais pour répondre à Roosevelt, ils avaient besoin de confirmations explicites de ces suppositions.

Les Britanniques continuèrent de poursuivre activement leur politique contre l'Allemagne au moment des messages de Roosevelt. Le 15 avril 1939, Potworowski, l'ambassadeur polonais, signala à Beck depuis Stockholm que les Britanniques faisaient pression sur la Suède pour qu'elle participât à un blocus de l'Allemagne au cours d'une guerre à venir. Les Suèdois en voulaient aux Britanniques de leur dicter leur politique, mais il fut évident aux yeux

de Beck que l'Angleterre préparait son futur blocus de l'Allemagne avec une énergie déterminée. Halifax usait d'un silence de Sphinx comme d'une arme contre ses critiques à la chambre des Communes britannique. Il ignorait les accusations qui affirmaient que la Pologne et la Roumanie ne laisseraient jamais l'armée soviétique manœuvrer sur leur territoire, et que les garanties étendues à ces pays rendaient impossible un traité avec la Russie. Le 18 avril 1939, Rab Butler, le sous-secrétaire du parlement à la chambre des Communes, refusa de répondre à une question directe quant au rôle de Dantzig dans la garantie britannique à la Pologne. Un seul orateur de la chambre des Communes soutint que la Pologne et la Roumanie seules avaient des armées suffisantes pour affronter les Allemands avec succès. L'ensemble de la chambre considéra qu'il était impossible d'accepter une telle affirmation.

## 15.7 Gafencu accepte les assurances d'Hitler

Gafencu, le ministre roumain des affaires étrangères, rencontra Ribbentrop et Goering à Berlin le 18 avril 1939. Il fut fortement impressionné par la précision et l'aisance de Ribbentrop dans la discussion de problèmes difficiles. Le ministre allemand des affaires étrangères rappela à Gafencu qu'il était en charge des négociations récentes menées avec la Pologne, et du fait qu'il attachait une importance décisive à la correction des abus existant à Dantzig ainsi que dans le Couloir polonais. Goering était particulièrement préoccupé quant à l'attitude britannique envers l'Allemagne. Le ministre roumain des affaires étrangères convint avec lui que la politique d'encerclement avait pris l'avantage en Grande-Bretagne. Gafencu espérait modifier cette situation en révélant la volonté d'Hitler de discuter de nouveaux arrangements avec les Britanniques sur la question tchèque. Gafencu reconnut devant Ribbentrop ainsi que Goering qu'il n'était pas en mesure d'annoncer de bonnes nouvelles quant à l'attitude polonaise, à l'issue de son entretien avec Beck.

Gafencu rencontra Hitler le 19 avril 1939, et fut très impressionné par le chancelier allemand. Il nota que la manière d'Hitler de converser d'homme à homme lui avait immédiatement inspiré confiance, bien qu'Hitler n'ait fait aucune tentative de laisser une impression inhabituelle. Il trouva un magnétisme dans les mots d'Hitler, qui portait une inspiration morale ainsi que les aspirations de la masse du peuple allemand. Gafencu fut heureux de discuter avec Hitler comme avec un ami, plutôt qu'un opposant, parce qu'« *on ne parle pas avec un homme mais avec un million d'hommes.* » Gafencu ouvrit la discussion par un récapitulatif détaillé de sa rencontre récente avec Beck. Il essaya d'orienter ses remarques pour créer l'impression avec Hitler que les intentions de la Pologne envers le Reich restaient de nature pacifique.

En retour, Hitler accueillit Gafencu comme un représentant de l'un des États de succession de l'Empire Habsbourg. L'effondrement de l'Autriche-Hongrie avait amené de grands nombres de Roumains au-delà de l'ancienne frontière délimitant la zone administrée par Bucarest. Hitler affirma qu'il serait intervenu vigoureusement dans les négociations entre les Habsbourg et les Serbes, qui suivirent le meurtre de François-Ferdinand et de sa femme par des conspirateurs serbes, s'il avait été à la tête de l'État allemand en 1914. Il ajouta qu'il aurait proposé la partition de la double monarchie comme meilleur moyen d'éviter une guerre générale. Il déclara à Gafencu que les espoirs d'indépendance polonais, ainsi que les aspirations territoriales serbes et roumaines, auraient reçu un soutien inattendu de la part de l'Allemagne en 1914 s'il avait alors déterminé la politique allemande. L'animosité d'Hitler envers l'État Habsbourg antérieur composé de multiples nationalités avait existé depuis son enfance, et il n'y avait aucune raison de soupçonner qu'il fût insincère en faisant ces affirmations.

Hitler s'enquit de la vérité qui existait derrière l'accusation selon laquelle la Roumanie craignait que ses intentions envers elle fussent hostiles. Gafencu répondit qu'aucun Roumain n'avait la moindre raison de penser que tel était le cas. Hitler critiqua l'acceptation

par Beck de la garantie britannique, et se plaignit de ce qu'il ne serait « *jamais capable de comprendre le changement qui est intervenu dans l'attitude de la Pologne.* » Il reconnut qu'il comptait dénoncer la politique de la Pologne à l'égard de la Grande-Bretagne comme une violation intolérable du pacte de 1934. Il affirma qu'il « *n'aurait jamais signé l'accord sous ces conditions, (et) donc je n'attache plus d'importance à cet accord. J'ai affiché les meilleures intentions envers la Pologne de Pilsudski. J'ai respecté ses frontières et tous les arrangements absurdes de Versailles. J'ai empêché la presse de protester contre la manière scandaleuse par laquelle la minorité allemande est traitée.* » Il mit en contraste les attaques contre l'Allemagne dans les journaux polonais et la retenue allemande, et produisit à l'intention du diplomate roumain un paquet de journaux et magazines polonais contenant des attaques de ce type.

Hitler reconnut qu'il comptait rendre publiques les propositions allemandes faites à la Pologne le 24 octobre 1938. Il prédit que les historiens, un jour, reconnaîtraient ces propositions comme « *un acte de générosité incroyable,* » et non une proposition unilatérale nuisible à la Pologne. Il parla de sa politique fondamentale visant à assurer une coopération anglo-allemande, et insista sur le fait qu'une guerre anglo-allemande, quelle qu'elle fût, déboucherait sur des conséquences épouvantables. Il nota, avec une perspicacité prophétique, que « *nous finirions tous, vainqueurs et vaincus, ensevelis sous les mêmes ruines ; et la seule à en profiter serait Moscou.* » Hitler nota qu'on l'accusait parfois en Allemagne de rester un admirateur impénitent de l'Empire britannique, et il reconnut que tel était le cas. Il se plaignit de ce que seul un destin inhumain pourrait le forcer à envisager un conflit contre les Britanniques. Hitler ajouta qu'il avait été « *un grand anglophile depuis sa plus tendre enfance.* »

Gafencu reçut beaucoup d'inspiration de la part d'Hitler pour ses conversations avec les Britanniques, mais craignit que les choses ne parussent néfastes pour la Pologne. Il était convaincu qu'aucune

accumulation de défiance polonaise ne pourrait suffire à forcer Hitler à abandonner la communauté national-socialiste allemande de Dantzig. Il espérait qu'à Londres il pourrait trouver quelque signe de volonté de la part des Britanniques de revenir à une politique modérée et constructive. C'était chose malheureusement impossible avec Halifax à la barre. Ce n'était pas sans satisfaction que le secrétaire britannique aux affaires étrangères empilait les rapports qui lui indiquaient que la Pologne poursuivait ses préparatifs pour une guerre, et que le peuple allemand n'était pas enthousiaste quant à la politique étrangère menée par Hitler.

Le 23 avril 1939, Kennard signala depuis Varsovie que les Polonais planifiaient d'étendre les mesures de mobilisation, et que Beck demandait une assistance financière britannique. Cette démarche polonaise faisait suite à une conférence au bureau polonais des affaires étrangères du 21 avril 1939. Lipski, qui était encore à Varsovie, prédit qu'Hitler allait divulguer les termes de l'offre allemande faite à la Pologne dans son discours devant le Reichstag allemand. Il estimait qu'Hitler allait axer ses remarques en soulignant l'acceptation par la Pologne de la garantie britannique. Lipski pensait qu'il serait sage pour la propagande polonaise d'anticiper cela, et d'insister sur l'idée que la Pologne avait désiré négocier et avait émis des contre-propositions.

Beck n'eut guère que du mépris quant à la suggestion de son ambassadeur. Il avança que cela serait équivalent à adopter une posture défensive, et que cela créerait la pire impression possible en Grande-Bretagne. Il escomptait faire l'exact opposé. Il voulait éviter de mentionner les négociations antérieures avec les Allemands, et essayer au lieu de cela à faire croître le tempo des préparations militaires de la Pologne. Jan Szeinbek était enclin à partager les vues modérées de Lipski. Il mentionna que Hermann Goering avait fait montre d'une exceptionnelle courtoisie envers son épouse, la comtesse Isabelle Szembek, à San Remo, en Italie, quelques jours plus tôt. Cette courtoisie s'élevait à une démonstration, car Goering était à ce moment-là accompagné d'un groupe d'officiers militaires

italiens de haut rang. Beck refusa d'accorder une importance particulière à des points de courtoisie aussi mineurs.

Le 23 avril 1939, Beck affirma à Kennard que Ribbentrop essayait de persuader Hitler de raidir l'attitude allemande vis-à-vis de Dantzig, et que des mesures militaires supplémentaires étaient donc nécessaires en Pologne. Il voulait un soutien financier britannique. Il confia à Kennard que l'offre d'Hitler à la Pologne n'était simplement pas attirante, et que les Britanniques avaient de la chance que la Pologne ait résisté aux flatteries allemandes. Il soupçonnait que l'objectif fondamental de l'Allemagne était d'engager la Pologne dans une croisade contre l'Union soviétique, et nota que cela aurait pu séparer totalement la Pologne des puissances occidentales. Il échoua à envisager la possibilité que la politique britannique pût amener à la création d'une Pologne communiste qui n'aurait aucun contact amical avec la Grande-Bretagne, ni avec la France.

Ogilvie-Forbes, le chargé d'affaires britannique, signala le même jour que les Allemands restaient apathiques face à la dernière crise ; ils étaient saturés de crises et désiraient qu'on les laissât en paix. Il nota l'absence d'enthousiasme public à l'occasion du cinquantième anniversaire d'Hitler, le 20 avril 1939 — C'était exact, en dépit du fait que Berlin assista ce jour-là au plus grand défilé militaire de son histoire.

## 15.8 La visite de Gafencu à Londres

Halifax était encouragé par les rapports récents en provenance de Varsovie et de Berlin, et avait hâte de voir arriver Gafencu à Londres le 24 avril 1939. Il espérait contourner Beck en persuadant le diplomate roumain de postuler à une protection de la part de l'Union soviétique contre l'Allemagne. Il avait fait savoir clairement à l'avance qu'il n'accepterait pas de discuter au sujet de la supercherie Tilea — Halifax s'était laissé dire que Gafencu était une personne aimable et attirante, avec qui il était facile de négocier.

Le secrétaire britannique aux affaires étrangères se trouva confronté à plusieurs surprises désagréables. Gafencu ne se laissa pas manipuler sur la question russe, et il prit l'initiative de proposer un projet de son cru pour solutionner les différences en cours en Europe. Gafencu faisait un tour d'Europe en avril 1939 dans l'intérêt de la conciliation, pas dans celui de la guerre. Il estimait que les principaux obstacles à un règlement des différences résidaient en Grande-Bretagne et en Pologne. Il recevait de la part de l'Allemagne beaucoup d'encouragement et de soutien pour son projet de paix, et il était préparé à le présenter à la Grande-Bretagne avec vigueur et énergie.

Lors de la première conférence du 24 avril 1939, les Britanniques soulevèrent immédiatement la question de l'extension de l'alliance roumano-polonaise contre l'Allemagne. Gafencu afficha sa stupéfaction que les Britanniques adhérassent à ce projet. Beck avait parfaitement exposé que cela était inacceptable pour la Pologne. Il ajouta pour faire bonne mesure que la Roumanie ne voyait aucune raison à soutenir le projet britannique. Il informa les Britanniques que leur projet était en conflit avec sa propre politique étrangère, qui comprenait un programme visant à améliorer les relations roumaines avec l'Allemagne. Il expliqua que cela était particulièrement nécessaire, car l'élimination de l'alliée tchéco-slovaque de la Roumanie avait produit un mauvais effet sur l'opinion publique roumaine, et il était indéniable que l'Allemagne avait joué un rôle important dans les développements tchèques. Il informa les Britanniques qu'il avait particulièrement insisté sur ce point dans une conversation avec Goering à Berlin.

Le diplomate roumain se mit à décrire sa discussion avec Hitler. Il parla avec enthousiasme du chancelier allemand, et déclara qu'il était « *comme une force de la nature.* » Gafencu affirma aux Britanniques qu'Hitler était également « *très humain.* » Il souligna qu'Hitler n'avait pas oublié une seule seconde que son hôte roumain poursuivrait son voyage vers l'Angleterre. Le dirigeant allemand avait presque tout dit avec à l'esprit un auditoire britannique. Par-

dessus tout, Hitler avait réussi à donner l'impression à Gafencu qu'il était « *irrité contre la Pologne.* » Gafencu observa fortuitement qu'il avait critiqué défavorablement plusieurs remarques émises par Hitler, mais que le chancelier allemand avait systématiquement accepté cela dans un bon esprit. Gafencu confia à Halifax qu'il était désormais convaincu que la situation germano-polonaise était absolument sans issue. Il avertit : Beck allait ordonner à la Pologne de combattre si les Allemands touchaient à Dantzig. D'un autre côté, Hitler était naturellement en colère contre les Britanniques pour leur intervention en Europe de l'Est, malgré les accords de Munich. La situation était dangereuse pour la paix en Europe, et il était nécessaire d'arranger une solution aux différends, avec toute la célérité possible. Gafencu déclara qu'il avait développé un projet qui pourrait répondre aux exigences de cette situation épineuse.

Le ministre roumain des affaires étrangères annonça triomphalement que les dirigeants allemands étaient pleinement en accord avec son projet. Celui-ci comprenait un nouveau règlement de la Bohême, qui pouvait être établi de manière à réduire les tensions sur les autres questions. Cela préparerait la voie à un accord général. Gafencu déclara alors crûment que les Britanniques devraient entamer les négociations en disant aux Allemands que toutes les concessions à venir de leur part dépendaient de leur volonté d'accepter des concessions à Prague.

Il va sans dire que les hôtes britanniques de Gafencu n'apprécièrent pas du tout sa proposition. Les événements de Prague en mars 1939 avaient constitué l'un des prétextes utilisés par Halifax pour faire des difficultés à l'Allemagne. Il ne voulait pas d'un nouveau règlement à Prague qui les sortît de ces difficultés. Halifax demanda immédiatement « *si, en matière de politique pratique, M. Gafencu pensait qu'il était probable que les Allemands pussent rétablir Prague.* » Gafencu répondit que cela était bel et bien probable, puisqu'il avait le soutien des dirigeants allemands pour son projet de paix. Il exposa très clairement qu'il n'envisageait pas le renversement de la Slovaquie, mais affirma que l'on pouvait s'attendre à

ce que les Allemands laissassent se produire l'établissement d'un régime différent en Bohême-Moravie. Sir Alexander Cadogan remarqua acidement que « *la restauration de Prague ne constituerait guère une compensation pour la Pologne.* » Gafencu assura avec modération à Cadogan qu'il ne se faisait aucune illusion à ce sujet. D'un autre côté, il lui semblait que les Allemands auraient gagné le droit à la considération à Dantzig et dans le Couloir, à tout le moins de la part des puissances occidentales, s'ils acceptaient des concessions en Bohême. Gafencu essaya d'anticiper les objections à venir en ajoutant que seul l'argument selon lequel Hitler voulait la guerre pouvait être soulevé contre son projet.

Gafencu exprima son rejet de cet argument en usant de termes éloquents. Il conclut en affirmant carrément à ses hôtes qu'« *Hitler ne voulait pas la guerre.* » Cadogan ne remit pas cela en cause, mais il fit le commentaire banal selon lequel « *les hommes qui ont besoin de réussites étaient très dangereux.* » Gafencu répondit par une défense vigoureuse de son projet. Il insista sur le fait que le monde désirait quelque alternative à une impasse désespérée. Il pensait que son désir pouvait se réaliser si l'on proposait au moins aux Allemands quelque base sur laquelle ils pourraient négocier. Gafencu conclut, après cette conversation, qu'il avait échoué à communiquer à ses hôtes britanniques la nécessité de maintenir la paix.

Une autre conversation eut lieu au cours de la même après-midi dans le bureau du premier ministre à la chambre des Communes. Gafencu présenta de nouveau la vision d'Hitler. Il mentionna que le chancelier allemand avait discuté des origines immédiates de la première guerre mondiale, et qu'il s'était montré très critique de la politique allemande. Hitler avait expliqué qu'il ne trouvait pas d'objection à la garantie anglo-française de la Roumanie, pourvu, bien entendu, que les Russes ne fussent pas autorisés à y prendre part. L'Allemagne et la Roumanie n'étaient pas des voisines immédiates, et il n'y avait aucun problème dans les relations germano-roumaines. Hitler avait dit que la Grande-Bretagne, la France, et l'Allemagne avait un intérêt commun à sauver l'Europe, et que

l'Union soviétique constituait une grave menace pour l'Europe.

Chamberlain ne fut pas satisfait d'entendre ces remarques. Il déclara à Gafencu que la Grande-Bretagne était déterminée à assurer une alliance avec l'Union soviétique, et il avança que cette décision était nécessaire à la réalisation d'une véritable sécurité collective. Gafencu rétorqua que l'Union soviétique ne pouvait pas constituer un membre fiable d'un front de sécurité collectif. Le désaccord entre Gafencu et les dirigeants britanniques était profond, et le ministre roumain des affaires étrangères ne parvint pas à influencer Chamberlain et Halifax. Une troisième et dernière rencontre entre Gafencu et les dirigeants britanniques fut tenue le 25 avril 1939, et échoua à modifier cette situation. Halifax se retint soigneusement de confier quelque information détaillée quant à ses prochaines décisions à ses invités roumains.

## 15.9 L'amitié d'Hitler avec la Yougoslavie

Aleksander Cincar-Marković, le ministre yougoslave des affaires étrangères, un collègue de Gafencu dans la Petite Entente, arriva à Berlin le 24 avril 1939, à un moment très important pour les Yougoslaves, qui étaient en quête d'assurances allemandes de soutien face à des possibles pressions italiennes. Il s'agissait, du point de vue des relations italo-allemandes, d'une affaire délicate, et Weizsäcker était ennuyé du fait que Belgrade avait créé l'impression que l'initiative allemande était responsable de la visite. Cette initiative était en réalité venue de la Yougoslavie. La capitale allemande était un terrain familier pour le diplomate yougoslave. Il avait été représentant de la Yougoslavie en Allemagne de 1935 à février 1939, lorsque le prince régent Paul avait contraint le gouvernement Stojadinovic à la démission. Cincar-Marković fut rappelé à Belgrade pour prendre le portefeuille des affaires étrangères dans le nouveau gouvernement de Dragisa Cvetkovic. Cvetkovic était certainement une personnalité moindre que Stojadinovic, mais le changement

n'impliqua pas de nouveau départ pour la politique étrangère yougoslave. Le régent Paul émergea comme la personnalité directrice du gouvernement yougoslave. Stojadinovic, ainsi que le régent Paul, avaient soutenu une politique amicale à l'égard de l'Allemagne, et Cvetkovic ainsi que Cincar-Marković décidèrent de maintenir cette ligne.

Le 25 avril 1939, Cincar-Marković expliqua à Ribbentrop que le régent Paul avait décidé d'une politique d'amitié étroite avec l'Allemagne au moment de la conclusion du pacte anti-Comintern, et des idées qui l'avaient inspiré. Mais ils craignaient qu'il ne soit pas possible au gouvernement yougoslave d'adhérer au Pacte dans l'avenir immédiat, du fait de l'état de l'opinion publique en Yougoslavie.

Le révisionnisme territorial hongrois fut l'un des principaux sujets de la discussion entre Cincar-Marković et Hitler le 26 avril 1939. Hitler ne dissimula pas le fait qu'il était mécontent de la Hongrie. Hitler était écœuré par l'affirmation que Bela Imredy, le premier ministre hongrois, qui avait soutenu une coopération proche avec l'Allemagne, avait été contraint à la démission le 15 février 1939 après qu'il fut découvert que sa lignée était partiellement juive. Hitler assura à Cincar-Marković que la vraie raison était que les grands propriétaires terriens en Hongrie craignaient le programme de réforme d'Imredy. Il semblait à Hitler que presque chaque pays d'Europe était plus progressiste que la Hongrie. Il affirma que les Allemands du Banat, qui avait constitué un territoire hongrois avant 1919, préféreraient rester en Yougoslavie à revenir sous administration hongroise. Il ajouta que son intérêt pour les minorités allemandes avait constitué la principale raison pour laquelle il avait protégé la Slovaquie de la Hongrie. Il affirma à Cincar-Marković que l'arrangement en cours pour un protectorat allemand en Bohême-Moravie n'était pas, du point de vue allemand, une nécessité. Il s'agissait d'une solution provisoire, résultant de la crise récente dans la région. Hitler affirma au diplomate yougoslave que l'Allemagne n'avait pas de problème à régler à l'Ouest, au Sud, au Sud-Est, ou en toute autre région que Dantzig et le Couloir polo-

nais. Il promit que l'Allemagne s'opposerait à l'expansion hongroise aux dépens des Yougoslaves, et que l'Italie soutiendrait l'Allemagne en cela. Hitler mentionna dédaigneusement la politique britannique consistant à propager des garanties territoriales en Europe du Sud-Est. Il compara les dirigeants britanniques à des vendeurs de porte-à-porte. Le ministre yougoslave fut satisfait des assurances qu'il reçut de la part d'Hitler, et sa visite fut considérée à Belgrade comme une grande réussite diplomatique.

## 15.10 Hitler répond à Roosevelt le 28 avril 1939

Henderson, l'ambassadeur britannique, apparut plutôt pessimiste lorsqu'il appela le bureau allemand des affaires étrangères le 27 avril 1939. Il était rentré à Berlin la veille, après avoir été contraint de rester quarante jours en Angleterre sur l'insistance d'Halifax, qui avait attendu jusqu'au 20 avril 1939 pour annoncer à la chambre des Lords qu'Henderson allait bientôt retourner en Allemagne. Henderson reconnut face à Weizsäcker qu'il avait perdu beaucoup de prestige auprès du bureau britannique des affaires étrangères. La réaction aux rapports qu'il avait envoyés au pays avant la crise tchèque de mars 1939 était nettement négative. Il se plaignit que la tâche de défendre la politique allemande récente avait été rendue difficile par les diverses déclarations précédentes d'Hitler affirmant qu'il ne comptait pas s'emparer du territoire peuplé exclusivement de Tchèques. La situation ne changea pas quand Hitler fit montre de vouloir négocier quant à la situation en cours à Prague, parce que le gouvernement britannique ne souhaitait pas ouvrir de telles négociations. Weizsäcker se plaignit de la garantie britannique accordée à la Pologne, et déclara qu'il s'agissait « *du moyen le plus calculé d'encourager les autorités subalternes polonaises dans leur oppression des Allemands en Pologne. Par conséquent, cette garantie n'empêchait pas, mais au contraire, provoquait des incidents dans ce pays.* » Henderson trans-

mit une déclaration formelle quant à l'annonce britannique du 26 avril 1939, selon laquelle la conscription militaire sans statut de guerre avait été établie en Grande-Bretagne. Les dirigeants français avaient demandé aux Britanniques de réaliser cette démarche dès avril 1938, et les dirigeants allemands avait reconnu pendant un certain temps que les Britanniques projetaient d'introduire une conscription formelle en supplément à la loi sur le Service national de 1938. Weizsäcker affirma à Henderson que la note britannique ferait l'objet d'un récépissé officiel, mais que rien ne pourrait être fait avant le discours d'Hitler le lendemain. Il affirma à Henderson que le texte du discours d'Hitler avait été transmis à la presse. La version imprimée du texte fut remise au Corps diplomatique de Berlin avant qu'Hitler s'adressât au Reichstag [3].

Hitler avait reçu beaucoup d'avis étasuniens pour la préparation de son discours. Une partie d'entre eux lui était parvenue par voie de la presse étasunienne, et le reste par une communication privée avec l'ambassade d'Allemagne à Washington DC. Le gouvernement allemand était particulièrement reconnaissant de la suggestion du général Hugh Johnson, qui avait administré la Loi de relance nationale [4] pour le président Roosevelt. Hitler avait reçu via Hans Thomsen, le chargé d'affaires allemand à Washington DC, les suggestions détaillées du général Johnson le 24 avril 1939. Hans Dieckhoff, le dernier ambassadeur allemand aux États-Unis, avait également émis diverses suggestions. Dieckhoff travaillait au bureau allemand des affaires étrangères, après son retour définitif des États-Unis en novembre 1938. Il ne fit pas de secret, dans ses conversations avec le Corps diplomatique de Berlin, quant à sa crainte d'une intervention étasunienne en cas d'une nouvelle guerre européenne, et il exprima sa préoccupation dans ses suggestions à Hitler le 25 avril 1939. Il était convaincu que le président Roosevelt

3. Faute de trouver une vidéo de ce discours, l'équipe de traduction porte en annexe la traduction de l'intégralité du texte de ce discours en annexe, NdT

4. *National Recovery Act*, NdT

comptait envahir l'Europe au moyen d'une puissante armée étasunienne dans la poursuite d'une guerre à venir, et il ajouta : « *je ne crois pas qu'il existe des éléments aux États-Unis qui aient assez de courage ou assez de force pour empêcher cela.* » Hitler fut impressionné par cet avertissement, mais continua d'espérer la neutralité étasunienne dans tout possible futur conflit européen.

Le 27 avril 1939, le bureau allemand des affaires étrangères termina la préparation de notes pour qu'elles fussent remises le 28 avril à midi à Londres ainsi qu'à Varsovie. Les notes en question annonçaient l'abrogation par l'Allemagne du pacte de non-agression conclu en 1934 avec la Pologne, ainsi que celle du pacte maritime anglo-allemand de 1935. La note aux Polonais, qui comprenait une reprise des difficultés récentes entre l'Allemagne et la Pologne, était plus de deux fois plus longue que la note envoyée à Londres.

Kennard sonda la scène polonaise pour Halifax le 26 avril 1939. Il affirma que la Pologne aurait pu combattre l'Allemagne sans soutien britannique, mais assura à Halifax que les Polonais, après avoir reçu la garantie britannique, estimaient « *absolument fondamental* » de se battre contre l'Allemagne. La note allemande annonçant l'abrogation du pacte de 1934 avec la Pologne fut remise à Varsovie tôt au matin du 28 avril 1939. La réaction immédiate de Beck fut celle d'un mépris sans borne. Il nota que les Allemands continuaient d'envisager la possibilité de négociations avec la Pologne. Il déclara à ses subordonnés qu'Hitler essayait de résoudre ses problèmes par la diplomatie, et promit de ne pas laisser la Pologne se laisser ainsi imposer des décisions. Beck avait anticipé l'adresse d'Hitler du 28 avril en persuadant les autorités militaires polonaises de déclarer un état d'alerte et un péril de guerre pour la marine polonaise basée à Gdynia.

Coulondre, l'ambassadeur français à Berlin, discuta de la situation avec Lipski. L'ambassadeur français se plaignit de ce que la scène européenne était très embrouillée, et que le fait que les lignes diplomatiques britanniques changeassent d'un extrême à l'autre n'y était pas pour rien. Lipski décrivit en détail l'offre allemande visant

à un règlement, que la Pologne avait rejetée. Coulondre et Lipski convinrent que l'offre allemande était remarquablement généreuse. Coulondre espérait discuter le vrai fondement de la politique polonaise, mais l'ambassadeur polonais n'évoqua que du bout des lèvres le fait que pour les dirigeants polonais, l'objectif avoué était de ne jamais avoir à dépendre de Moscou ni de Berlin.

Le jour de la plus grande performance oratoire d'Hitler était arrivé. Le Reichstag allemand se rassembla au matin du 28 avril 1939, sous la présidence du maréchal Hermann Goering. Hitler prononça un discours plaisant, que Geist, le chargé d'affaires étasunien, décrivit comme son « *répertoire oratoire le plus léger.* » Le Reichstag y répondit à son tour avec bonne humeur, et Geist nota que nombre des remarques d'Hitler étaient reçues avec « *des rires mal intentionnés.* » Les rires apparaissaient mal intentionnés à Geist du fait qu'ils réagissaient à des remarques prononcées aux dépens du président étasunien.

Hitler prit soin de laisser ouverte la porte des négociations, tant avec la Grande-Bretagne qu'avec la Pologne. Il énonça clairement qu'il comptait rester modéré dans ses négociations à venir avec ces deux États. Il entama ses remarques en faisant brièvement référence au télégramme de Roosevelt. Il expliqua le désenchantement allemand face à la diplomatie, héritage inévitable de la maltraitance malhonnête que l'Allemagne avait subie à Versailles. Il avait une formule permettant à l'Allemagne de prendre part à toutes les négociations avec une confiance renouvelée. Cette formule était une détermination saine à protéger la sécurité nationale de l'Allemagne. Hitler reconnut qu'il ne pensait pas que l'Allemagne devrait jamais avoir à négocier de nouveau en état d'impuissance.

Il analysa et expliqua nombre de ses politiques intérieures et étrangères depuis 1933, jusqu'à l'occupation de Prague par l'Allemagne en mars 1939. Il décrivit avec moult détails les phases précédant l'occupation de Prague. Il souligna que les déviations par rapport au programme des conférences de Munich avaient commencé très tôt. En octobre 1938, les Tchèques et les Hongrois ne

faisaient appel qu'à l'Allemagne et à l'Italie pour assurer la médiation de leur différend, alors qu'il avait été décidé à Munich que cette médiation constituait une obligation des quatre puissances.

Hitler mit une emphase toute spéciale, dans la dernière partie de son discours, sur l'échec des États-Unis à émerger de la dépression économique mondiale sous la direction de Roosevelt. Il annonça que l'Allemagne répondait à l'initiative de Roosevelt du 15 avril 1939 en avançant sur la voie amenant à conclure des pactes de non-agression avec plusieurs États voisins. Mais il tourna en ridicule l'idée de pactes de non-agression avec des États situés sur des continents différents, ou avec de soi-disant États ne jouissant pas d'une réelle indépendance. Le ridicule fut l'arme principale dont usa Hitler, outre les faits et les statistiques, dans sa réponse à Roosevelt. Il avait réellement été amusé par le télégramme de Roosevelt, et il parvint à éviter de laisser l'impression d'être personnellement en colère contre le président étasunien. Hitler laissa paraître que les efforts constants de Roosevelt en vue de le provoquer étaient de simples coups d'épée dans l'eau du vaste océan Atlantique séparant leurs deux pays.

Le chancelier allemand rendit un hommage éclatant à l'Empire britannique, et affirma son désir d'une amitié anglo-allemande permanente. Il révéla qu'il avait décidé avec réticence d'abroger le pacte maritime anglo-allemand. Il suggéra que le ressentiment britannique à l'encontre des récentes réussites allemandes en matière de politique étrangère avait pu amener les dirigeants britanniques à choisir de positionner la Pologne comme un obstacle face à l'Allemagne.

Hitler consacra moins d'un dixième de son discours à la Pologne. Il expliqua qu'il respectait les intérêts maritimes polonais, et que cela l'avait amené à procéder avec une extrême modération sur la question du Couloir. Il loua le désir du maréchal Pilsudski d'améliorer les relations germano-polonaises. Hitler expliqua qu'en 1934, les deux États avaient renoncé à la guerre comme instrument de politique nationale dans leurs relations. Ce point était en accord

avec les termes du pacte Kellogg-Briand de 1928. Le pacte avait reconnu une exception significative à cette déclaration au nom de la Pologne. Les Polonais avaient conservé leur droit de maintenir des obligations militaires à l'égard de la France, dirigées exclusivement contre l'Allemagne.

Hitler fit mention des nombreuses questions importantes qui n'avaient été réglées ni par le pacte de 1934, ni par ses propres efforts en vue d'un accord plus complet entre l'Allemagne et la Pologne. Il décrivit en détail tous les points de son offre en vue d'un règlement général avec la Pologne. Il déclara que les contre-propositions polonaises ne proposaient pas de base d'accord. Elles n'envisageaient aucune modification dans la situation existante et insatisfaisante, à l'exception de la suggestion de remplacer l'autorité de la Société des Nations à Dantzig par une garantie germano-polonaise. Le chancelier allemand regrettait la décision de la Pologne de lever ses armées contre l'Allemagne, et de rejeter l'offre allemande. Il déplorait l'acceptation polonaise de la garantie britannique. Il annonça que l'Allemagne ne désirait plus présenter ses propositions d'octobre 1938 comme base de règlement des différends avec la Pologne. Il expliqua qu'il abrogeait le pacte de 1934 avec la Pologne, qu'il avait proposé de prolonger pour vingt-cinq années, du fait que les Polonais l'avaient violé en acceptant la garantie britannique. Il fit la remarque qu'aucun pacte de non-agression ne pouvait survivre à une sortie unilatérale de ses clauses par l'une des parties contractantes.

Hitler déclara que l'abrogation du pacte ne signifiait pas que l'Allemagne allait refuser d'assumer de nouvelles obligations contractuelles envers la Pologne. Il insista sur le fait qu'au contraire, « *je ne peux qu'accueillir une telle idée, pourvu, bien entendu, que ces arrangements soient fondés sur une obligation absolument claire liant les deux parties dans une mesure égale.* » Hitler évita de mentionner le problème polonais comme le point haut de ses remarques. Le thème principal de son discours resta sa réponse au président Roosevelt, qu'il divisa en vingt et un points principaux. Il créa

l'impression que des décisions momentanées telle que la répudiation de pactes importants avec la Grande-Bretagne et la Pologne restaient des points secondaires en comparaison avec son débat face au président étasunien.

La réaction polonaise immédiate au discours d'Hitler fut hostile, même si Noël, l'ambassadeur français, observa qu'Hitler poussait en vue de négociations plutôt que pour fermer la porte. Le gouvernement polonais annonça que Beck allait bientôt répondre à Hitler face à la Diète polonaise. *Polski Zbrojna*[5] décrivit l'abrogation par Hitler du pacte de 1934 comme une gaffe tactique. Un éditeur polonais affirma que le discours d'Hitler donnait à la presse polonaise une base morale pour attaquer l'Allemagne sans restriction. Des rumeurs sauvages accompagnèrent l'annonce par Hitler de ses propositions à la Pologne. Il fut affirmé à Varsovie que les Allemands avaient exigé un couloir autoroutier au travers de la Prusse occidentale polonaise sur plus de 24 kilomètres de large au lieu d'1 km. La *Gazeta Poiska* affirma que la Pologne devait aller plus loin à Dantzig qu'elle ne l'avait jamais fait par le passé. On considéra comme une nécessité absolue qu'un million de soldats polonais fussent en armes pour le début de l'été. Le *Dziennik Narodowy*[6], un journal national-démocrate, demanda si oui ou non Dantzig désirait revenir au Reich. On suggéra que, possiblement, une poignée de nazis dans la ville libre faisaient beaucoup de bruit. Une rumeur circula, selon laquelle la Pologne avait décidé d'établir un protectorat à Dantzig, sur le modèle de celui établi en Bohême-Moravie. Le *Kurier Warszawski*[7] exprima un sentiment d'ensemble selon lequel Hitler, s'il était vraiment quelqu'un de généreux, n'aurait rien demandé du tout à la Pologne.

Cette fois, la presse allemande répliqua. Joseph Goebbels avait reçu la permission de la laisser s'exprimer, une fois passé le discours

5. *L'Armée polonaise*
6. le *quotidien national*
7. Le *Courrier de Varsovie*

du Reichstag. On espérait que la presse allemande, ainsi qu'une opinion publique allemande soulevée, constituerait des armes efficaces pour amener les Polonais à négocier selon les circonstances moins amicales qui faisaient suite à la garantie britannique. Goebbels lui-même commença à faire campagne dans *Der Angriff*[8] avec un commentaire sur la presse polonaise, sous le titre : « *Savent-ils ce qu'ils font ?* » L'article était émaillé de citations, et sa thèse principale était que des journalistes polonais irresponsables violaient les préceptes de Pilsudski. Hans Fritzsche, l'un des principaux assistants de Goebbels dans la campagne de presse, se souvint par la suite que « *chaque journal allemand d'importance avait disposé, depuis un bon moment, d'une abondance d'éléments de plainte des Allemands de Pologne, sans que les éditeurs aient eu l'opportunité d'user de ces éléments.* » Quand les restrictions furent levées, « *ces éléments ressortirent en masse.* »

Bullitt, l'ambassadeur étasunien à Paris, s'abstint de signaler les réactions de Daladier et de Bonnet au discours d'Hitler, mais il affirma que le secrétaire-général Alexis Léger, du bureau français des affaires étrangères, avait sévèrement dénoncé l'oraison d'Hitler. Le 29 avril 1939, l'ambassade d'Allemagne à Paris signala que le ton modéré du discours d'Hitler avait produit un effet rassurant sur les dirigeants français. Le chargé d'affaires Theo Kordt signala également depuis Londres que le discours d'Hitler avait produit un effet conciliant en Angleterre. Biddle, l'ambassadeur étasunien à Varsovie, envoya un rapport à Washington le 28 avril 1939, qui s'employait tortueusement à essayer d'établir une quadrature du cercle dans la logique d'Hitler, et à soutenir l'attitude de la Pologne face à l'Allemagne. Thomsen, le chargé d'affaires allemand, signala la réaction de la presse étasunienne au discours d'Hitler le 29 avril 1939. Il exprima ses craintes personnelles que les pays occidentaux ne réalisent un effort irrésistible pour produire une nouvelle guerre mondiale en partant du problème du Couloir et de

8. *L'Assaut*

Dantzig. Le 28 avril 1939, le président Roosevelt lut la traduction anglaise du discours d'Hitler. Le ridicule utilisé par Hitler mit Roosevelt dans une violente rage, et produisit une haine personnelle à l'encontre d'Hitler. Ce facteur personnel s'ajouta aux autres motifs qui amenaient Roosevelt à désirer la destruction de l'Allemagne. Roosevelt avait fait tout son possible pour promouvoir la guerre en Europe avant le discours d'Hitler. Désormais, sa haine personnelle envers Hitler pouvait le pousser à commettre des erreurs encore plus ridicules que les télégrammes du 15 avril 1939 envers Hitler et Mussolini. Comme il ne disposait pas du soutien du grand public étasunien pour sa politique de guerre, il était possible que quelques autres gaffes pussent amener à un échec total de sa politique.

## 15.11 La Hongrie apprécie les intentions pacifiques d'Hitler

Paul Teleki, le ministre-président de la Hongrie, ainsi qu'Istaviin Csaky, son ministre des affaires étrangères, arrivèrent à Berlin le 29 avril 1939 pour une visite officielle de quatre jours avec les dirigeants allemands. Ribbentrop discuta avec les invités hongrois dans l'après-midi du 29 avril. Le ministre allemand des affaires étrangères avait des doutes quant à la préservation de la paix en Europe, mais il leur assura que l'Allemagne désirait la paix, et qu'il était au moins probable qu'un règlement pacifique des difficultés européennes pût être trouvé. Il supposait que les Hongrois se rallieraient à l'Allemagne et à l'Italie dans l'hypothèse d'un conflit européen, et les dirigeants hongrois lui répondirent que cette supposition était valide. Ribbentrop essaya de minimiser le possible rôle des États-Unis dans un conflit européen. Les participants à la discussion savaient que l'intervention militaire étasunienne avait constitué le facteur décisif de la première guerre mondiale, chose qui avait été désastreuse pour l'Allemagne ainsi que la Hongrie. Ribbentrop prédit que les États-Unis allaient refuser d'envoyer leurs

soldats dans une nouvelle guerre européenne.

Le ministre allemand des affaires étrangères insista sur l'insignifiance de la force militaire polonaise, et nota que l'Allemagne pouvait rapidement l'emporter sur la Pologne si quelque conflit éclatait. Ribbentrop ne voulait pas laisser penser aux Hongrois qu'il considérait leur programme de révision territoriale comme forcément réussi, mais il suggéra qu'il leur faudrait du temps pour consolider leurs gains sur la Tchécoslovaquie. Il exhorta la Hongrie à adopter des politiques conciliantes envers la Yougoslavie et la Roumanie, mais fut contraint de conclure que Csaky, le ministre des affaires étrangères, restait hostile à ces deux pays. Il était évident qu'une vigilance constante aller rester nécessaire pour empêcher l'éclatement d'un conflit local dans les Balkans.

La discussion avait couru sur plus d'une heure lorsqu'Hitler rejoignit le groupe, ainsi que Dome Sztojay, l'ambassadeur de Hongrie et Otto Meissner, le secrétaire d'État allemand. Hitler déclara pour plaisanter à ses hôtes que l'Allemagne et la Hongrie avaient fait un pas en direction du paradis en 1939. Il faisait allusion aux territoires que les deux pays avaient récupéré en mars 1939. Hitler espérait pouvoir résoudre pacifiquement la dispute avec la Pologne. Il observa qu'il relevait de l'honneur du soldat de servir en versant son sang, mais que la gloire de l'homme politique était de résoudre une dispute en évitant toute effusion de sang. « *Il faut être prêt,* » déclara Hitler, « *mais le plus grand mérite aux yeux de l'histoire est de parvenir à ses fins sans devoir recourir au dernier expédient.* »

Hitler discuta de l'importance des États-Unis et de la Russie dans les affaires mondiales. Il savait que les dirigeants hongrois, qui avaient connu le communisme dans leur propre pays, craignaient fortement l'Union soviétique, et il espérait les rassurer. Il parla du « *colossal pouvoir de la Russie de 1914, comparativement à la faible Russie d'aujourd'hui.* » Hitler était convaincu que les récentes purges immenses avaient réduit la force du colosse soviétique. Hitler s'exprima avec modération sur la Pologne, et insista sur le fait qu'un accès ininterrompu à la mer restait un besoin vital et légi-

time de la Pologne. Il déclara que l'Europe avait besoin d'espace pour respirer, et d'une période de calme. Il désirait une période de paix prolongée, et était convaincu que l'Allemagne et l'Italie gardaient le temps de leur côté. Il était évident aux yeux de ses invités qu'il espérait résoudre le différend de Dantzig par des voies diplomatiques.

## 15.12 Le discours chauvin de Beck du 5 mai 1939

Le 29 avril 1939, Attolico, l'ambassadeur italien, informa Weizsäcker, du bureau allemand des affaires étrangères, que l'Italie comptait faire pression sur la Pologne en vue d'un règlement raisonnable des différends germano-polonais. Le secrétaire d'État allemand reçut cette offre avec gratitude, mais craignait que la démarche italienne à Varsovie fût vaine. La visite de Ciano de février 1939 avait révélé que le prestige italien en Pologne était très faible. Beck était enclin à écarter dédaigneusement l'Italie, considérée par lui comme un État vassal de l'Allemagne. Le 1er mai 1939, les dirigeants hongrois réitérèrent leur précédente offre de médiation entre l'Allemagne et la Pologne. Le maréchal Goering se fit l'avocat de cette proposition, mais Ribbentrop était partisan de la refuser. Il nota que Gafencu avait échoué à influencer l'attitude de Beck en avril 1939, et ne pensait pas que les Hongrois auraient plus de succès que lui.

Quelques jours plus tard, le représentant lituanien Skirpa adopta une démarche qui embarrassa le bureau allemand des affaires étrangères. L'intervention diplomatique lituanienne était en opposition avec celles de l'Italie et de la Hongrie. Skirpa affirma franchement qu'il considérait une guerre germano-polonaise comme inévitable, et reçut pour instruction de la part de son gouvernement de demander le soutien de l'Allemagne en vue de récupérer sur la Pologne l'ancienne capitale lituanienne : Vilnius. Il lui fut répondu

que l'Allemagne considérait comme très important de maintenir des relations amicales avec la Lituanie, mais que le Reich allemand n'était pas en position d'assurer un engagement quant à Vilnius auprès de la Lituanie.

Moltke, l'ambassadeur allemand, resta à Berlin durant les premiers jours du mois de mai 1939, mais rentra à Varsovie le 4 mai. Beck avait prévu de répondre au discours d'Hitler du 28 avril le lendemain. Jozef Lipski, l'ambassadeur polonais en Allemagne, ne prit pas la peine de rentrer à Berlin. Il espérait que l'abrogation par Hitler du pacte de 1934, ainsi que la guerre des presses en cours entre les deux pays, pourraient motiver Beck à accepter sa démission, qu'il avait remise formellement le 1er mai 1939. Lipski informa Beck qu'il lui était impossible de rester à Berlin au vu des circonstances. Beck répondit en ordonnant à l'infortuné diplomate de retourner à Berlin.

Beck fut mécontent de recevoir une visite du professeur Jan Kucharzewski au bureau polonais des affaires étrangères sur la même période. Il savait que Kucharzewski, qui avait collaboré avec l'Allemagne en tant que membre du conseil de la régence polonaise durant la première guerre mondiale, soutenait un accord germano-polonais. Kucharzewski était très conscient de la menace bolchevique qui existait envers la Pologne, et il craignait qu'un conflit avec l'Allemagne pût signer l'arrêt de mort définitif de la Pologne. Kucharzewski affirma que le soutien britannique envers la Pologne n'était pas fiable, et annonça solennellement que Kennard, l'ambassadeur britannique, l'avait informé qu'il serait difficile d'embarquer l'Angleterre dans une guerre germano-polonaise pour Dantzig. Beck refusa d'entendre cette affirmation. Kennard fut contacté, et on lui mit sous le nez l'heure et la date exactes de cette remarque supposée. L'ambassadeur britannique répondit que le professeur Kucharzewski avait présenté une version distordue de ses remarques. La tentative par Kucharzewski de modérer la réponse de Beck à Hitler fut un échec.

Le 3 mai 1939, les Polonais apprirent que Vyacheslav Molotov

prenait la place de Maxim Litvinov comme commissaire soviétique aux affaires étrangères. Beck ne pensait pas que ce changement pourrait induire des implications importantes. La première réaction du bureau polonais des affaires étrangères fut de saluer que le Juif-Polonais Litvinov ait été démis de ses fonctions. Ni Molotov, ni Staline n'étaient juifs, bien que chacun d'eux fût marié à une Juive. On savait à Varsovie que Molotov était très proche de Staline, mais les Polonais avaient depuis longtemps conclu que Staline était la principale force derrière les manettes de la politique étrangère soviétique.

Le bureau polonais des affaires étrangères prépara le discours de Beck du 5 mai 1939 en donnant pour instruction à ses différentes missions diplomatiques dans le monde de critiquer le discours d'Hitler du 28 avril 1939. Les diplomates furent autorisés à avancer la fausse affirmation selon laquelle Hitler avait tenté d'inciter la Pologne à participer à une invasion de l'Union soviétique. Les faits réels étaient que l'Allemagne avait invité la Pologne à se joindre au pacte anti-Comintern, et ces faits furent présentés comme une indication tiède de l'offre de coopération allemande contre la Russie. Beck voulait contrer les références répétées de l'Allemagne à la politique de Pilsudski. Les diplomates polonais furent habilités à informer les gouvernements étrangers que Pilsudski avait toujours considéré une guerre polono-allemande comme ultimement inévitable. L'emphase mise sur cette prévision des jours anciens de Pilsudski faisait fi de l'extraordinaire flexibilité qui avait caractérisé la politique du maréchal décédé. Pilsudski était mort depuis quatre années, et il était manifestement impossible de dire ce qu'il aurait fait dans la situation courante.

Beck avait un objectif central en prononçant son discours devant la Diète polonaise le 5 mai 1939. Il voulait convaincre le grand public de Pologne et du monde qu'il pouvait et voulait défier Hitler. Beck savait qu'on l'avait accusé à tort de s'être montré pro-allemand dans la conduite de la politique polonaise. La Pologne connaissait un état d'excitation considérable, et le danger existait

qu'il pût finir assassiné par quelque fanatique au sang chaud s'il échouait à produire l'impression désirée d'une défiance sans limite envers l'Allemagne. Il savait qu'Halifax avait réussi à créer une atmosphère belliqueuse en Grande-Bretagne, et il était à ses yeux totalement inutile d'adopter une ligne modérée vis-à-vis de l'Allemagne dans l'intérêt d'apaiser l'opinion britannique. Il pouvait supposer sans risque qu'il pouvait aller aussi loin qu'il lui plairait sans que cela gênât Londres. Beck voulait prendre une attitude d'intransigeance qui allait de fait fermer la porte à toute négociation avec l'Allemagne.

Beck prépara son discours avec le plus grand soin, et réussit absolument à créer l'effet qu'il désirait. La loge diplomatique était occupée jusqu'au dernier strapontin, des représentants de la presse mondiale avaient fait le déplacement, et le premier ministre Slawoj-Skladkowski, ainsi que tout le gouvernement polonais, étaient dans l'assistance. Des hauts-parleurs avaient été installés dans les rues de Varsovie pour la première fois, et des milliers de citoyens polonais de la rue se rassemblèrent pour écouter ce que Beck avait à dire.

Le discours du ministre polonais des affaires étrangères commença par l'observation que de nombreuses semaines s'étaient écoulées (depuis le 12 mars 1939) depuis qu'il avait discuté publiquement de la politique étrangère de la Pologne. Il avait suspendu ses déclarations jusqu'à ce que les principaux problèmes aient pris leurs vraies forme et signification. Il pensait désormais qu'il pouvait sans risque affirmer que les affaires avaient fini par atteindre un point décisif. Il voulait analyser la situation en relation avec certains concepts fondamentaux de la politique polonaise. Son gouvernement favorisait des contacts entre États qui fussent simples et directs. Il préférait, à titre personnel, des pactes bilatéraux à des traités multilatéraux, et il salua cette tendance dans les relations entre États. Il cita l'accord anglo-polonais comme un exemple réussi de ce type de pacte. La Grande-Bretagne avait convenu de se battre pour la Pologne, et la Pologne allait soutenir la Grande-Bretagne dans tout conflit. Il désirait « *que l'opinion publique polonaise sût*

*que j'ai trouvé, de la part des hommes d'État britanniques, non seulement une profonde connaissance des problèmes politiques généraux de l'Europe, mais également une attitude envers notre pays qui m'a permis de discuter de l'ensemble des problèmes vitaux avec franchise et confiance, et sans réserve ni doute.* » Il ne confia pas à la Diète qu'il considérait la proposition britannique d'une alliance polono-roumaine contre l'Allemagne comme un projet stupide. Il ne reconnut pas son échec à convaincre les dirigeants britanniques que la Pologne avait raison de refuser le projet d'alliance pro-soviétique d'Halifax. Il ne confessa pas ses propres appréhensions quant à l'exigence britannique d'engagements de la part de la Pologne envers plusieurs États de moindre importance qu'elle. Il ne concéda pas que la Pologne s'inquiétait de la réticence britannique à lui fournir plus de matériel militaire. En conséquence, il présenta à la Diète une image déformée des relations anglo-polonaises courantes.

Beck affirma que les intérêts communs anglo-polonais dépendaient d'une solide fondation : l'absence d'intentions agressives de la part de chacune des deux parties. Il s'agissait d'une inversion des faits, car Beck savait que les Britanniques cherchaient un prétexte pour lancer une attaque contre l'Allemagne, et que la Pologne se réjouissait de la perspective d'une guerre anglo-allemande. Il avança que la garantie britannique envers la Pologne avait été utilisée par Hitler sans justification comme prétexte pour mettre au rebut le pacte de 1934. Il affirma que le vrai motif d'Hitler était que le pacte de 1934 n'était plus utile à l'Allemagne. Il s'agissait d'une autre inversion. Le fait était qu'Hitler portait un grand prix à la coopération germano-polonaise, et voulait améliorer l'entente dont le pacte était une première étape, alors que le pacte n'était plus utile à Beck, les Britanniques étant enfin prêts à attaquer l'Allemagne. Beck n'avança même pas de raison pour laquelle Hitler aurait pu croire que le pacte ne lui était plus utile. Au lieu de cela, il avança qu'Hitler avait sans raison détruit l'un des piliers de la paix européenne.

Beck déclara sur un ton moralisateur qu'il avait été justifié de

conclure le pacte en 1934 du fait d'« *une tentative de s'opposer au mal constitue toujours la meilleure expression de l'activité politique.* » Ce propos était d'une hypocrisie sans limite. Beck s'était voulu le complice de la politique de guerre britannique, et la guerre constituait sans nul doute le plus grand mal de l'âge moderne. Beck fit la déclaration stupéfiante qu'Hitler ne disposait que d'articles de presse pour s'informer de la garantie britannique. Cette affirmation ignorait les affirmations faites par les dirigeants britanniques au Parlement, le communiqué officiel anglo-polonais du 6 avril 1939, ainsi que les conversations entre les diplomates allemands et polonais à Varsovie et Berlin à la même date. Beck affirma que le fait qu'Hitler n'eût pas consulté la Grande-Bretagne et la Pologne quant aux motivations de leur politique constituait une indication de son insincérité, et de sa mauvaise foi. Ce non-sens total fut accueilli avec enthousiasme par la Diète.

Beck parla du fait que la Pologne avait envoyé une note formelle en réponse à l'abrogation par Hitler du pacte de 1934. Cette note avait été présentée au bureau allemand des affaires étrangères quelques minutes avant le début du discours de Beck. Elle affirmait que la Pologne, depuis des années, avait essayé de clarifier les difficultés posées à Dantzig par le rôle de la Société des Nations. Elle affirmait que l'Allemagne avait fui ces tentatives. La note contenait une citation du discours d'Hitler en date du 20 février 1938, affirmant que la Pologne respectait l'identité allemande de Dantzig, et que l'Allemagne respectait les droits économiques de la Pologne à Dantzig. Hitler avait également affirmé que la coopération entre l'Allemagne et la Pologne avait chassé le poison de l'atmosphère des relations germano-polonaises. La note ajoutait que l'Allemagne avait commencé à soulever la question de Dantzig après la conférence de Munich. Il y était affirmé que l'Allemagne avait essayé d'imposer une limite de temps sur les négociations germano-polonaises sur Dantzig le 21 mars 1939. Cette fausse accusation était suivie par l'affirmation que la garantie britannique à la Pologne était compatible avec le pacte de 1934. Les Allemands

étaient prévenus qu'ils seraient tenus responsables pour toute violation du pacte Kellogg-Briand de 1928 si des conflits anglo-allemand et polono-allemands résultaient du différend de Dantzig.

Beck fit l'affirmation stupéfiante selon laquelle il n'y avait rien d'extraordinaire à la garantie britannique accordée à la Pologne. Il la décrivit comme une étape normale dans la poursuite de relations d'amitiés avec une puissance voisine. Cela était en contraste frappant avec l'affirmation que Sir Alexander Cadogan avait faite à Joseph Kennedy, selon laquelle la garantie britannique était sans précédent dans toute l'histoire de la politique étrangère britannique.

Beck parla de Dantzig avec beaucoup de sentiment. Il affirma que le traité de Versailles avait rétabli des conditions normales dans la région balte en créant le régime de *Ville libre*. Il affirma que la suprématie polonaise à Dantzig constituait l'accomplissement d'une ancienne tradition historique. Beck considérait que les arrangements du traité de paix de 1919 pour l'Allemagne, côté Est, étaient justes et équitables, et qu'Hitler n'avait aucune justification à proposer quelque changement que ce fût. Il intima que les propositions d'Hitler constituaient une couverture artificielle et sinistre pour des aspirations allemandes différentes. Il jugea nécessaire de poser la question : « *Quel est l'objectif de tout ceci ?* »

Beck émit la fausse affirmation que Dantzig était libre, et ne constituait donc pas un objet légitime de préoccupation allemande. Il suggéra que le facteur de prestige était impliqué, et que l'Allemagne cherchait délibérément à humilier la Pologne. Beck affirma qu'Hitler s'employait en fait à exclure la Pologne de la Baltique « *que la Pologne ne se laissera pas interdire !* » Cette remarque constituait une imposture délibérée. Beck savait parfaitement bien qu'Hitler respectait et encourageait les aspirations maritimes de la Pologne.

Beck déclara fièrement qu'il allait parler de la Poméranie (la région côtière, ou Prusse occidentale polonaise). Il refusa d'utiliser le mot « *Couloir* », parce que c'« *est une invention artificielle, car*

*il s'agit d'un ancien territoire polonais, comportant un pourcentage insignifiant de colons allemands.* » On ne peut trouver qu'à s'interroger face à la témérité et au mépris pour la réalité historique que comporte cette remarque. La Prusse occidentale polonaise fut colonisée par des Allemands alors qu'elle appartenait à des tribus slaves de l'Ouest non-polonaises et à des Borussiens païens, et il n'y avait jamais eu la moindre colonie polonaise dans cette région avant que les Allemands l'investissent. La majorité de la région restait allemande lors du recensement remontant à l'avant-première guerre mondiale, en 1910, bien qu'elle eut connu une infiltration considérable de colons polonais dans les années récentes. En 1910, le pourcentage de Polonais en Prusse occidentale était très inférieur à 35%, et la majorité de 1939 fut obtenue par une expulsion sans merci des éléments allemands, et par la confiscation arbitraire de terres allemandes. La générosité d'Hitler quant à accepter de reconnaître l'administration polonaise sur cet ancien territoire allemand ne reçut aucune reconnaissance d'aucune sorte de la part de Beck. Les vainqueurs alliés de 1919 refusèrent évidemment de laisser un plébiscite se dérouler dans la région, parce qu'une victoire allemande y aurait été inévitable. Beck fit l'affirmation ridicule selon laquelle le gouvernement polonais s'était montré très généreux en permettant aux infrastructures allemandes de transport et de communication de traverser cette région. Il ne voyait aucune nécessité pour des concessions qui auraient permis des infrastructures allemandes de transit vers la Prusse orientale. Beck affirma que l'Allemagne n'avait pas accordé la moindre vraie concession à la Pologne, mais n'avait fait que présenter des exigences. Il s'agissait d'une nouvelle inversion, car l'offre d'Hitler d'octobre 1938 pour un règlement était en réalité très avantageuse pour la Pologne. Lipski, l'ambassadeur polonais, avait reconnu que seul Hitler aurait pu faire une offre aussi généreuse. Beck réfuta ces faits, et continua en posant la question centrale de son discours : « *Où se trouve la réciprocité ?* »

Beck affirma que divers points de l'offre d'octobre 1938, men-

tionnés par Hitler le 28 avril 1938, n'avaient jamais été exprimés, et ne constituaient que des inventions irresponsables de la part du chancelier allemand. Il qualifia Hitler de menteur pour un discours ne comportant pas la moindre déformation de la vérité, alors que sa propre allocution était grevée de mensonges effrontés du début à la fin. Beck reconnut qu'Hitler avait proposé de reconnaître la frontière existante de la Pologne, mais adopté une position jamais vue dans les annales de la diplomatie européenne, en affirmant que de telles garanties n'avaient absolument aucune valeur.

Beck insista sinistrement sur l'idée qu'Hitler s'en était pris à l'honneur fondamental de la Pologne par ses propositions. Cette affirmation dépendait totalement de la version déformée des faits réels. Il expliqua que les accords entre États souverains devaient être fondés sur l'échange. C'était chose exacte, mais Beck avait tort d'affirmer qu'Hitler avait fait fi de cette réalité basique. Beck affirma qu'Hitler voulait dégrader la Pologne en simple vassale de l'Allemagne. Il déclara que la défiance envers Hitler relevait de la plus basique expression de l'honneur polonais. Il ajouta que « *la raison de conclure un tel accord serait le mot "*paix*", sur lequel le chancelier a insisté durant son discours.* » Beck concéda que certains peuples pouvaient préférer la paix à l'honneur national. Il désirait que la nation polonaise sût que « *la paix est une chose précieuse et désirable. Notre génération, qui a versé son sang au cours de plusieurs guerres, mérite sans doute une période de paix. Mais la paix, comme toute chose en ce monde, a son prix, élevé mais définissable. Nous, en Pologne, n'acceptons pas la conception de "*la paix à tout prix.*" Il n'y a qu'une seule chose dans la vie des hommes, des nations, et des États qui n'a pas de prix, et il s'agit de l'honneur.* »

L'apogée vibrant du discours de Beck produisit une vive excitation au sein de la Diète polonaise. Quelqu'un cria d'une voix rauque : « *Nous n'avons pas besoin de la paix !* » et le désordre s'ensuivit. Beck reçut une énorme ovation quand il finit par redescendre de la tribune. Il avait déterminé de nombreux Polonais à

se battre contre Hitler. Ce sentiment découla de l'ignorance, leur rendant impossible la tâche de critiquer les nombreuses failles et inexactitudes de l'intervention de Beck. Le ministre polonais des affaires étrangères lui-même pensa avoir réussi à fermer la porte de toute nouvelle négociation avec les Allemands.

L'attitude dédaigneuse dont Beck fit preuve quant à sa soudaine popularité généra une certaine confusion quant à l'évaluation de sa vraie position. Le 6 mai 1939, les diplomates français et allemands de Varsovie apprirent que Beck avait balancé toute une pile de télégrammes de félicitations à la corbeille à papier. Ce geste était supposé prouver que Beck agissait contre son gré en défiant Hitler. C'est le contraire qui est vrai, car le discours devant la Diète fut un triomphe de la volonté. Beck, à titre personnel, était fortement attiré par l'Allemagne d'Hitler, et ne modifia jamais son attitude. Il défia l'Allemagne parce qu'il restait obsédé par la fantastique notion que la destruction de l'Allemagne et de la Russie relèverait de l'intérêt de la Pologne. Le discours de Beck fut une victoire de l'esprit sur le cœur, et ce fut une tragédie que la pensée de Beck fût déformée par des illusions et de faux axiomes. Cela ne changea en rien l'indignation de Beck envers la horde de disciples et de fanatiques de Dmowski, qui n'avaient d'autre sentiment envers les Allemands que haine et rage aveugles. Ce furent ces gens-là qui montrèrent le plus d'émotion et d'enthousiasme quant au discours face à la Diète, et Beck le savait parfaitement.

Il y eut un contraste immense entre les discours d'Hitler et de Beck. Le chancelier allemand évita de laisser l'impression que l'Allemagne avait été insultée par la Pologne, et ne prononça aucune déclaration fanatique quant à l'honneur allemand compromis du fait du rejet par la Pologne de l'offre allemande. Hitler évita toute déviation par rapport aux faits en présentant sa thèse. Il savait qu'il pouvait s'en tenir aux faits en présentant la position de l'Allemagne. Hitler avança clairement qu'il favorisait de nouvelles négociations avec la Pologne. Beck usa de l'honneur national pour écarter la possibilité d'un règlement négocié.

Hitler reçut une analyse critique du discours de Beck de la part de l'agence de presse allemande (DNB) au soir du 5 mai 1939. Le rapport comprenait plusieurs points d'importance. Il était erroné de la part de Beck d'affirmer qu'il ne connaissait pas l'ensemble des détails de l'offre allemande. Beck avait dissimulé la nature amicale et pacifique de l'approche allemande, ainsi que le fait que la menace de guerre avait été introduite par la Pologne lorsqu'elle avait rejeté le projet allemand. Beck échoua à montrer que l'exception faite dans le pacte de 1934 quant à l'alliance franco-polonaise était limitée et spécifique. Cette exception n'accordait aucune justification à l'acceptation par la Pologne de la garantie britannique. Il était inexact de la part de Beck d'affirmer que les diplomates allemands ne s'étaient à aucun moment rendus disponibles pour discuter après le retour de Beck de Londres. Beck lui-même avait affirmé que l'intérêt polonais pour Dantzig était strictement économique par nature, et il avait échoué à expliquer que ces considérations avaient fait l'objet de toute l'attention d'Hitler via l'offre d'octobre 1938. Beck reconnaissait qu'Hitler proposait de garantir la frontière polonaise, et que cela excluait une tentative par l'Allemagne d'écarter de la Pologne tout accès à la mer Baltique. Hitler avait proposé de conclure un nouveau pacte avec la Pologne lors de son discours au Reichstag. Beck affirma que cette offre n'était pas concrète, mais ce n'était pas vrai, et l'Allemagne restait prête à en discuter avec la Pologne à tout moment.

Stanislaw Strzetelski, le dirigeant conservateur polonais, se plaignit plus tard que la nation polonaise était en transe après l'affirmation par Beck de l'idée qu'il défendait l'honneur national polonais contre Hitler. Strzetelski avait lui-même envoyé un des télégrammes de félicitations à Beck, dans un premier éclatement d'enthousiasme. Il nota que la nation polonaise, à l'exception de quelques individus, avait décidé que combattre les Allemands allait constituer une chose excellente. Strzetelski conclut, après quelque réflexion, que son attitude était irréaliste, la Pologne ne disposant pas de la moindre chance de victoire dans une telle guerre.

Le discours de Beck fut un grave coup porté aux perspectives de paix en Europe, et fut largement reconnu comme tel. Le roi Carol de Roumanie conclut que le discours de Beck avait rendu la guerre inévitable. Le 6 mai 1939, il affirma à Fabricius, le représentant allemand, que la Roumanie allait rester neutre dans la guerre germano-polonaise qu'il s'attendait à voir très prochainement éclater. Il promit à Fabricius qu'un événement similaire à la funeste intervention roumaine contre l'Autriche-Hongrie de 1916 ne se répéterait en aucun cas.

Weizsäcker essaya de décourager une attitude alarmiste dans sa circulaire distribuée aux diplomates allemands de l'étranger du 6 mai 1939. Il balaya le discours de Beck comme une « *proclamation insignifiante émise par un gouvernement faible.* » Il nota que Beck avait fait montre de déplorables défaillances de mémoire quant aux relations germano-polonaises, et reconnut que le discours n'apportait aucune aide en vue d'une entente. Il concéda qu'il ne contenait pas le moindre écho à l'offre émise par Hitler le 28 avril 1939 pour un accord avec la Pologne.

Noël, l'ambassadeur français à Varsovie, détestait Beck, et il interpréta mal le contenu du discours de Beck. Il affirma à Bonnet que le discours marquait l'effondrement de la politique précédente de Beck. Il pensa, à tort, que Beck avait prononcé ce discours avec une grande réticence, et sous pression des autres dirigeants polonais. Kennard, l'ambassadeur polonais, avait prédit que Beck prononcerait un discours acéré, et il fit savoir à Halifax une fois le discours terminé qu'il serait intéressant d'évaluer ses répercussions. La presse polonaise, toutes tendances d'opinion confondues, se montra fière du spectacle donné par le ministre polonais des affaires étrangères. L'édition du 6 mai 1939 du *Czas*[9], un journal conservateur, présenta un éditorial involontairement ironique, sous le titre « *Contraste.* » Il comparait le « *discours calme et raisonnable* » de Beck avec le discours soi-disant extrémiste et exalté d'Hitler du 28

9. Le Temps

avril 1939.

## 15.13 Halifax approuve l'intransigeance polonaise

La situation s'était rapidement dégradée entre l'Allemagne et la Pologne au cours de la brève période de six semaines écoulée depuis la mobilisation partielle de l'armée polonaise du 23 mars 1939 au discours de Beck du 5 mai 1939. Kennedy, l'ambassadeur étasunien, signala depuis Londres que les Britanniques savaient que l'intransigeance polonaise avait cru depuis l'attribution de la garantie britannique. Il n'indiqua pas que les Britanniques s'y attendissent, ou désirassent combattre cette menace de quelque manière que ce fût. Les Polonais avaient tendance à qualifier de couard quiconque se montrait modéré vis-à-vis d'Hitler. Raczynski, l'ambassadeur polonais, rendit visite à Paris depuis Londres après le départ de Gafencu, le ministre roumain des affaires étrangères, de la capitale britannique. Raczynski affirma à Bullitt, l'ambassadeur étasunien, que Gafencu avait œuvré à un règlement pacifique à Londres uniquement par crainte d'Hitler. La crainte était considérée comme la seule motivation amenant certains diplomates à vouloir œuvrer à la paix. Bullitt convint avec Raczynski et Lukasiewicz que Bonnet était le dirigeant du camp de la paix en France, et il promit de faire son possible pour discréditer le ministre français des affaires étrangères auprès du premier ministre Daladier. Le 6 mai 1939, il signala avec satisfaction au président Roosevelt, que Daladier était supposément de plus en plus méfiant vis-à-vis de Bonnet. Bullitt espérait que Daladier allait remplacer Bonnet par Champetier de Ribes, qui défendait la guerre. Il n'y avait aucune chance de voir cela se produire, mais le rapport de Bullitt illustre l'optimisme des bellicistes à l'issue du discours de Beck.

La crise germano-polonaise était entrée en phase aiguë. Le chauvinisme polonais, attisé par Beck, produisit de nombreux incidents

qui furent autant de menaces immédiates envers la paix. Les dirigeants britanniques savaient que Beck n'aurait pas adopté une position de défiance provocatrice et opposée à tout compromis sans leur chèque en blanc à la Pologne, mais refusaient de reconnaître qu'ils étaient voués à quelque obligation que ce fût d'exercer une influence modératrice sur la politique polonaise. Ils restaient enclins à encourager l'intransigeance polonaise, dans l'espoir de disposer bientôt du conflit dont ils avaient besoin pour mener leur attaque planifiée contre l'Allemagne. Beck était leur complice. Ils étaient mécontents de son attitude vis-à-vis de l'Union soviétique, mais applaudirent la ténacité avec laquelle il s'opposa aux tentatives d'Hitler de reprendre les négociations avec les Polonais. Ils avaient raison d'être confiants, après le 5 mai 1939, quant au fait que la Pologne ne négocierait plus jamais avec l'Allemagne. Ils avaient encore de nombreux problèmes à régler pour promouvoir la guerre, mais l'attitude de la Pologne envers l'Allemagne n'en était pas un.

# Chapitre 16

# Politique britannique et incidents polonais anti-allemands

## 16.1 Halifax menace de détruire l'Allemagne

Selon le discours de Beck du 5 mai 1939, l'Allemagne était l'ennemi mortel de la Pologne. Le grand public polonais eut l'impression que l'attitude allemande empêchait un règlement pacifique des différends germano-polonais, et que la guerre contre l'Allemagne était inévitable. À ce moment, il restait plus d'un million de citoyens d'extraction allemande vivant en Pologne, et ces personnes furent les principales victimes de la crise au cours des semaines qui suivirent. Le grand public britannique se vit répéter à l'envi que les griefs de la minorité allemande de Pologne étaient grandement imaginaires. Le citoyen britannique moyen n'avait aucune idée de la terreur et de la peur de la mort qui habitaient ces pauvres gens. En fin de compte, plusieurs milliers d'entre eux payèrent de leur vie le prix de cette crise. Ils figurèrent parmi les premières victimes

de la politique belliciste d'Halifax.

Halifax répondit au discours de Beck en avertissant officiellement l'Allemagne : l'Empire britannique allait se battre avec comme objectif de détruire le troisième Reich, dès lors qu'Hitler tenterait de libérer Dantzig de l'emprise de la Pologne. Henderson, l'ambassadeur britannique, apporta cette menace à Berlin le 15 mai 1939. Le gouvernement allemand s'y attendait depuis plusieurs jours. Les instructions qu'Henderson avait reçues avaient déjà été employées pour intimider l'Italie. Les Italiens informèrent l'ambassadeur Mackensen à Rome de l'exact contenu de ces instructions, plusieurs jours avant la démarche d'Henderson à Berlin. L'inquiétante menace britannique de détruire l'Allemagne nationalsocialiste au nom des Polonais renforça un engagement que le président Benes avait vainement essayé d'obtenir pour la Tchécoslovaquie l'année précédente.

## 16.2 Les Allemands de Pologne terrorisés

Les dirigeants de la minorité allemande de Pologne implorèrent de manière répétée la miséricorde de la part du gouvernement polonais durant cette période. Le sénateur Hasbach, dirigeant de la faction conservatrice de la minorité allemande, fit deux appels publics à la modération polonaise en mars 1939. Il avança que la Pologne pouvait renforcer sa position politique et sa mission culturelle à l'Est en faisant preuve d'une meilleure politique envers les minorités. Le 25 mai 1939, le Dr. Rudolf Wiesner, dirigeant du parti rival des *Jeunes Allemands*, adressa depuis Bielitz, en Haute-Silésie de l'Est, un appel au premier ministre Slawoj-Skladkowski. Il se plaignit de la vague en cours d'arrestations massives des membres de son organisation, et soumit une longue liste d'individus qui avaient étaient arrêtés sans motif apparent. Il informa le premier ministre qu'il demandait la protection, sur la base de l'attitude de loyauté de son groupe.

Le 30 juin 1939, à Berlin, le bureau central de la communauté ethnique allemande expliqua à Ribbentrop que la plupart des arrestations étaient fondées sur des supposées insultes envers l'État polonais. Ils citèrent quelques exemples typiques. Georg Walter avait été condamné à l'emprisonnement pour sept mois à Toruri (Thorn) pour avoir supposément salué un ami en lançant : « *Heil Hitler !* » Kasirnir Behrend, un fermier, avait été condamné à Konitz à six mois d'emprisonnement parce qu'il se racontait qu'il avait dit qu'Hitler aurait dû recevoir Dantzig et la Prusse occidentale sans guerre. Erich Schiewe, un laboureur, avait été condamné à Czarnikau à six mois d'emprisonnement pour avoir supposément critiqué la dépression économique en Pologne. Heinrich Mroczkowski avait été sévèrement battu à Neustadt parce qu'on l'avait entendu parler en allemand dans un lieu public. La situation était telle qu'aucun Allemand ne pouvait se sentir à l'abri d'une possible dénonciation et arrestation. Ces mesures auraient pu trouver quelque excuse si elles avaient été appliquées à une minorité récalcitrante, mais elles n'avaient aucun sens, appliquées qu'elles étaient à la docile et facilement intimidable minorité allemande de Pologne.

Slawoj-Skladkowski, le premier ministre polonais, présidait également le département de l'Intérieur. La responsabilité immédiate desdites mesures de sécurité à l'encontre de la minorité allemande reposait sur le directeur ministériel du département de l'Intérieur, Waclaw Zyborski. Il accepta de discuter de la situation le 23 juin 1939 avec Walther Kohnert, l'un des dirigeants de la minorité allemande de Bromberg. Zyborski reconnut que les Allemands de Pologne se retrouvaient en situation peu enviable. Il affirma qu'Adolf Hitler était à blâmer pour ce calvaire, et qu'il avait encore réduit leurs perspectives en abrogeant le pacte de 1934 avec la Pologne. Il critiqua Hitler pour ses propositions sur Dantzig et sur le transit vers la Prusse orientale, qu'il décrivit comme des « *exigences sans justification aucune.* »

Zyborski affirma que les Polonais d'Allemagne étaient mal traités, et que les Allemands de Pologne n'étaient pas loyaux. Koh-

nert réfuta ces deux accusations avec vigueur. Il soupçonna un fait, confirmé ultérieurement, que les agents d'espionnage allemands en Pologne était presque tous des Juifs et des personnes de souche polonaise. Il avança qu'aucune des personnes mentionnées comme espion dans la presse polonaise n'était d'origine ethnique allemande. Il espérait que les Polonais du Reich étaient également largement exclus des opérations polonaises d'espionnage. Il savait que la situation des Polonais en Allemagne était favorable, et que faire référence à leur sort constituait un mauvais prétexte pour la persécution sans pitié que subissaient les Allemands de Pologne.

Zyborski accusa carrément Kohnert et ses amis d'être sous l'influence du national-socialisme allemand, et il affirma que « *vous savez aussi bien que moi que le national-socialisme n'est pas un* Weltanschauung *(un point de vue philosophique), mais un concept d'État.* » Il cita un proverbe polonais pour accuser le groupe minoritaire allemand d'« *allumer une bougie pour Dieu (c'est-à-dire, la Pologne), mais aussi une seconde pour le diable (c'est-à-dire, pour l'Allemagne).* » C'était une autre manière de dire que leur loyauté envers la Pologne n'était guère qu'une posture. Zyborski ajouta que la lutte qui s'était profilée depuis longtemps était arrivée, et qu'il en était satisfait. Il mit fin à la longue conversation en affirmant franchement que sa politique demandait un traitement sévère à l'encontre de la minorité allemande. Il énonça clairement qu'il n'y avait aucun moyen pour les Allemands de Pologne d'échapper à leur sort. Ils restaient les otages impuissants de la communauté polonaise et de l'État polonais.

Rudolf Wiesner fit un autre appel infructueux au premier ministre Slawoj-Skladkowski le 6 juillet 1939. Il mentionna les vagues de violence publique exercées contre les Allemands à Tomaszow, près de Lodz, du 13 au 15 mai, à Konstantynow, les 21 et 22 mai, ainsi qu'à Pabianice, les 22 et 23 juin 1939. Il protesta contre la confiscation de la salle du *Turnverein* (club sportif) allemand à Pabianice, le 23 juin. Une foule de Polonais avait attaqué le bâtiment la veille au soir et détruit une grande partie de son mobilier. Le dra-

peau polonais avait été hissé sur le toit, et des dirigeants polonais locaux avaient prononcé des discours patriotiques polonais face à la foule, dans le bâtiment. La police avait confisqué la bibliothèque du club. Une attaque contre le gymnase allemand de Pabianice (de l'école secondaire) avait causé divers dégâts et la destruction de livres. Le bureau du parti des *Jeunes Allemands* avait été attaqué et détruit. Des attaques semblables s'étaient produites contre le club local de la chorale de l'église, l'hôtel de l'église baptiste, et le syndicat chrétien. La librairie de Kiel avait été attaquée, et son fonds de livres allemands complètement détruit. Wiesner nota qu'il s'agissait de la troisième vague majeure de ce genre au sein du district de Lodz, en quelques semaines, et qu'il avait attendu en vain quelque action disciplinaire contre les attaquants. Wiesner envoya son rapport sur l'affaire de Pabianice à la plus haute autorité, dans l'espoir de recevoir une assurance quant à une action disciplinaire à l'encontre de toute autre attaque similaire à venir. Cet espoir fut vain, et l'appel de Wiesner ne produisit aucun résultat. Les dirigeants des groupes politiques allemands furent contraints d'admettre qu'ils n'avaient aucune influence sur les autorités polonaises, malgré leurs attitudes loyales envers la Pologne. Il s'agissait d'une « *saison ouverte* » contre les Allemands de Pologne, avec le plein accord de l'État polonais.

Les autorités polonaises, à ce moment, faisaient fermer les entreprises allemandes implantées dans les villes polonaises, et confisquaient divers bâtiments communautaires détenues jusque-là par les Allemands. C'est pour cette raison que le facteur de propriété revint fréquemment à l'ordre du jour des échanges diplomatiques, qui étaient à chaque fois des refus par les Polonais de protestations vaines par les Allemands. Cela ne changea pas le fait que les souffrances humaines restaient le trait principal de la situation. Il faut s'imaginer la scène à Pabianice, le 22 juin 1939, quand des Bibles, ainsi que de vieux recueils de cantiques des fondamentalistes unis de Brethren furent détruites par une foule polonaise. L'Allemagne ne disposait d'aucun moyen de représailles. Des actions de foules

contre la minorité polonaise étaient impossibles, du fait de l'atmosphère impeccable de loi et d'ordre qui régnait en Allemagne. La seule manifestation contre les Juifs, dans les villes allemandes, le 10 novembre 1938, avait été dénoncée partout en Allemagne, et il était évident qu'aucune action similaire ne pourrait jamais se reproduire. On disait qu'une jeune fille polonaise de seize ans pouvaient se promener dans les rues de toute ville allemande frontalière sans aucune crainte, mais qu'une femme allemande de quatre-vingt-cinq ans n'était pas en sécurité dans une ville polonaise à 14h00.

L'atmosphère de terreur contre les Allemands de Pologne se poursuivit à un rythme soutenu après les excès de mai 1939. Dans tout le pays, les Allemands se voyaient dire : « *si la guerre vient, vous serez pendus.* » Malheureusement, cette prophétie fut dans de nombreux cas accomplie. Le célèbre Dimanche sanglant de Torua, le 3 septembre 1939, fut accompagné de massacres similaires en d'autres lieux, qui mirent une fin tragique à un long martyr pour de nombreuses personnes. Cette catastrophe avait été anticipée par de nombreux Allemands au cours des longs mois qui précédèrent l'éclatement de la guerre. Les Allemands de Pologne aimaient leur district natal, mais un point est atteint quand la dévotion la plus fanatique envers une terre particulière est éliminée. Cette situation se refléta dans la fuite, ou la tentative d'évasion, d'un nombre croissant d'Allemands. Le sentiment de ces Allemands se révélait par un slogan désespéré : « *Loin de cet enfer, et de retour au Reich !* »

## 16.3 Rêves d'expansion polonais

Lex exactions commises contre la minorité allemande étaient accompagnées d'une campagne publique pour l'annexion de territoires allemands à la Pologne. Le 6 mai 1939, *Polska Zbrojna*[1] célébra la reconnaissance de l'esprit polonais d'expansion vers l'Ouest, remontant aux XI$^{\text{ème}}$ et au XII$^{\text{ème}}$ siècles. L'*Illustrowany Kurier* de

1. l'*Armée Polonaise*

Cracovie affirma que soi-disant 900 000 Polonais de Haute-Silésie de l'Ouest pâtissaient de l'oppression allemande. L'expert polonais en population, Jozef Kisielewski, affirma que l'on comptait presque deux millions de Polonais en France, et 870 000 Polonais en Union soviétique. Le 10 mai 1939, la *Gazeta Polska* affirma que la Prusse orientale gagnait en caractères polonais du fait que les Allemands de la région migraient vers l'Ouest cependant que la population polonaises restait et se multipliait. On considérait comme un malheur pour la Prusse orientale que la région restât partie du Reich allemand. Le *Kurjer Warszawski* du 17 mai 1939 publia une carte affirmant que de grandes bandes du territoire allemand disposaient de populations de la minorité polonaise de taille conséquente. Le 7 mai 1939, *Polska Zbrojna* suggéra que le résultat du plébiscite du Sud-Est de la Prusse aurait été différent en 1920 si la guerre russo-polonaise n'avait pas été en cours à l'époque, et sans des tactiques de terreur allemandes supposées. Le 11 juin 1939, le *Kurier Poznanski* affirma que Jan Sobieski se serait emparé de la Prusse orientale dès 1688 s'il n'avait pas été gêné par la noblesse polonaise et par des difficultés de politique étrangère. L'*Illustrowany Kurier* du 29 juin 1939 critiqua Lloyd George pour les frontières de 1919, soi-disant injustes à l'égard de la Pologne, et suggérait que des opportunités à venir pourraient donner lieu à des améliorations de la frontière Ouest de la Pologne. Il était évident que les dirigeants polonais avaient des motifs de guerre contre l'Allemagne plus attirants que les simples frustrations allemandes quant à Dantzig.

Des cartes annexionnistes polonaises furent positionnées le long des principales artères des villes polonaises. Ces cartes positionnaient des drapeaux polonais sur des villes allemandes, situées aussi à l'Ouest que Stettin. Elles affichaient souvent : « *Nous ne cherchons pas la guerre ! Mais si la guerre nous est imposée, nous reprendrons les anciens territoires polonais habités par des Polonais.* » Des foules s'assemblaient autour de ces grandes affiches pour discuter « *les nouvelles perspectives ouvertes à la Pologne.* » De nombreux citoyens d'un État présentant bien souvent des res-

sources nationales sous-développées, ainsi que des millions d'Ukrainiens et de Russes blancs mécontents, ne voyaient pas ces idées d'expansion d'un mauvais œil.

## 16.4 Les émeutes de Lodz

La vague d'émeutes de la région de Lodz, qui constitua la base de l'appel de Wiesner au premier ministre Slawoj-Skladkowski, commença le 13 mai 1939. Tomaszow Mazowiecki, le nœud principal des premières émeutes, étaient une ville comptant quarante-deux mille habitants, dont une minorité de trois mille Allemands. De nombreux Allemands furent blessés, et une femme tuée dans des émeutes qui s'étalèrent sur deux jours, qui endommagea ou détruisit le plus grand nombre des biens allemands de la région. Les propriétaires d'usine polonais furent contraints à licencier leurs employés allemands. Une suite d'incidents violents se produisit durant la même période dans la province de Poznan, ainsi qu'en Haute-Silésie orientale.

Weizsäcker fit en vain appel à Henderson et à Coulondre à Berlin pour que les puissances occidentales fissent pression sur la Pologne pour empêcher la répétition de ces exactions. Coulondre ne fit que répondre que la France voulait conseiller aux Polonais de se montrer prudents, restant dans les généralités. Henderson reconnut qu'il n'avait personnellement aucune sympathie envers la politique polonaise, mais il avertit Weizsäcker : une intervention allemande en Pologne déboucherait sur la défaite militaire de l'Allemagne face à la Grande-Bretagne et à la France. Weizsäcker s'exclama sur un ton méprisant que « *la garantie britannique envers la Pologne était comme offrir du sucre à un enfant turbulent jusqu'à ce qu'il apprenne à écouter les voies de la raison !* »

On nota à Berlin que la presse de langue allemande en Pologne n'avait pas le droit de publier d'informations quant aux incidents survenus contre la minorité allemande. Les mouvements de

journalistes allemands en Pologne furent bridés après l'ouverture de la campagne de presse allemande contre les excès polonais. Le bureau allemand des affaires étrangères conclut que ses propres représentants consulaires restaient la seule source d'informations fiables quant aux nombreux incidents anti-allemands survenant en Pologne. Les Polonais étaient également conscients de la situation, et un nombre croissant de représentants consulaires allemands fut arrêté durant les mois qui suivirent. Le bureau allemand des affaires étrangères suggéra à nouveau la possibilité de représailles contre la minorité polonaise en Allemagne, mais il fut décidé le 15 mai 1939 que cette possibilité devait rester exclue, car nuisible, vaine et mal avisée.

Les Allemands furent contraints de conclure que les tentatives d'attirer la sympathie envers la minorité allemande de l'Ouest, ou d'exercer des pressions indirectes sur la Pologne, étaient inefficaces. Les seules alternatives étaient : soit une intervention directe, soit un acquiescement passif de l'élimination finale de la minorité allemande. De nombreuses indications existaient que l'hostilité envers l'Allemagne allait croissante en même temps en Grande-Bretagne ainsi qu'aux États-Unis. Thomsen, le chargé d'affaires, envoya le mot depuis Washington DC, le 17 mai 1939, que le président Roosevelt avait affirmé au comité des affaires militaires du Sénat que ce serait une très bonne chose si Hitler et Mussolini se voyaient tous deux assassinés. La situation en France était moins désespérée. L'ambassadeur Welczeck signala le 20 mai que Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, lui avait assuré la veille qu'il maintenait sa conviction profonde quant aux avantages d'une coopération franco-allemande. Bonnet déclara qu'il ne resterait pas les bras croisés, et qu'il travaillait activement à un projet de préservation de la paix. Les cercles officiels des États-Unis et de Grande-Bretagne étaient plus ou moins alignés avec le fanatisme polonais, alors que la France restait évidemment réticente à lui emboîter le pas.

## 16.5 Le meurtre de Kalthof

Les incidents anti-allemands en Pologne, lors de cette période, ne se cantonnèrent pas à la minorité allemande de Pologne. Un incident central se produisit à Kalthof, sur le territoire de la *Ville libre* de Dantzig, près de la frontière de la Prusse orientale, le 21 mai 1939. Le comportement arrogant des inspecteurs des douanes polonais à Kalthof avait soulevé l'indignation des habitants locaux allemands, qui organisèrent une manifestation le 20 mai. Les autorités douanières polonaises de Kalthof signalèrent au bureau du haut-commissaire polonais, le 20 mai à 17h00, qu'elles craignaient une attaque sur les installations polonaises. Chodacki, le haut-commissaire polonais, participait à un événement de société à Gdynia quand ce rapport lui parvint. Le conseiller Perkowski, président de la compagnie de chemin de fer polonaise de Dantzig, avait été laissé en charge des affaires courantes en l'absence du haut-commissaire. Il demanda à la police de Dantzig d'intervenir, et celle-ci accepta de s'occuper du problème.

Perkowski décida ensuite de mener sa propre enquête. Il se dirigea vers Kalthof avec un assistant, et avec son chauffeur, Zygmunt Morawski, un ancien soldat polonais. Le groupe découvrit que la situation était calme en arrivant à Kalthof, et que les douaniers polonais étaient rentrés chez eux.

Perkowski avait ordonné à Zygmunt Morawski de rester dans la voiture, qui était garée à plusieurs centaines de mètres du poste de douane. Le conducteur polonais laissa allumés les pleins phares de la voiture une fois garé. Une voiture de Dantzig, revenant de Prusse orientale, s'approcha bientôt depuis la direction opposée. Son conducteur, Grübnau, s'arrêta pour demander à la voiture polonaise de baisser ses lumières. Morawski répondit en abattant Grübnau d'un coup de pistolet.

L'incident en soi n'aurait rien eu de si inhabituel, sans la conduite incroyable du haut-commissaire polonais Chodacki. Il avait été contacté à Gdynia, et était rentré à Dantzig. Un coup de télé-

phone de Perkowski l'informa du meurtre de Grübnau peu après son retour. Chodacki ordonna aux Polonais de se diriger vers Tscew (Dirschau), en territoire polonais, et d'y rester jusqu'à ce qu'il leur donnât la permission de rentrer. Morawski s'était dépêché de se rendre à pied vers la frontière polonaise sans attendre ces instructions. Perkowski et son assistant se rendirent à la gare, qui était proche du poste de douane, et montèrent à bord d'un train pour la Pologne. Le meurtre de Grübnau s'était produit à minuit 50, le 21 mai 1939.

Le 21 mai 1939, Chodacki présenta une note à Greiser, le président du Sénat de Dantzig, dans laquelle il protestait contre la manifestation allemande de Kalthof. Il y faisait mention du meurtre de Grübnau sans présenter d'excuses. Il exigeait compensation pour les dégâts mineurs causés aux installations polonaises. Il affirmait que la police de Dantzig était arrivée trop tard pour gérer les manifestants, et que les dirigeants polonais n'avaient pas reçu une protection policière suffisante. Greiser rappela à Chodacki que la Société des Nations, et non pas la Pologne, était la puissance souveraine sur Dantzig, et il exigea que Perkowski, son assistant, ainsi que le chauffeur polonais revinssent à Dantzig pour y être jugés. Chodacki déclina avec mépris, et fut soutenu en cela par Beck. Il était évident que les Polonais se considéraient à Dantzig comme au-dessus des lois, et qu'ils traitaient avec mépris les tentatives des autorités de Dantzig d'exercer leur juridiction sur ce territoire.

Hitler fut furieux de cet incident, qui avait vu un Allemand innocent tué sur le territoire de Dantzig, sans la moindre excuse polonaise. Il envoya une couronne de fleurs personnelle aux funérailles de Grübnau. Le maréchal Goering avertit Henderson, l'ambassadeur britannique, que l'Allemagne allait bientôt intervenir pour de bon à Dantzig, en dépit des oppositions polonaise et britannique. Henderson répondit tristement que les Polonais allaient considérer l'intervention allemande à Dantzig comme une menace envers leur indépendance, et que la Grande-Bretagne allait venir immédiatement en soutien de la Pologne avec l'ensemble de ses armées.

L'incident de Kalthof fut discuté au parlement britannique le 24 mai 1939. Chamberlain cantonna son commentaire à l'observation qu'un citoyen de Dantzig avait été tué, et que le Comité des trois, de la Société des Nations, avait lancé une enquête sur cette affaire. Il n'affirma pas que la Société des Nations allait prendre les mesures nécessaires pour gérer cet incident.

Les habitants de Dantzig répondirent à l'affaire de Kalthof, ainsi qu'à d'autres incidents, en organisant de petits groupes de milices officieuses, rappelant les formations allemandes des *Freikorps* (corps des volontaires), lors des périodes napoléonienne et sous la république de Weimar, en Allemagne. Kennard affirma que presque quatre mille habitants de Dantzig prenaient part à cette activité à la fin juin 1939. Chodacki reçut le soutien de Beck le 5 juin 1939, aux fins de missionner un plus grand nombre d'inspecteurs polonais sous uniforme polonais à Dantzig. Il affirma que ni la Société des Nations, ni aucune autre autorité, ne pouvait limiter la liberté d'action de la Pologne dans cette action.

Le 23 mai 1939, Moltke, l'ambassadeur allemand, répondit aux tensions croissantes entre l'Allemagne et la Pologne en soutenant l'abandon des habitants de Dantzig par l'Allemagne. Il affirma disposer d'assurances que Jozef Beck allait rétablir des conversations avec les Allemands si Hitler renonçait à Dantzig de manière permanente. Moltke avança que l'Allemagne avait consenti à de nombreux autres sacrifices d'autres anciens territoires allemands, et que Dantzig ne valait pas une guerre. Il était convaincu que la Grande-Bretagne soutiendrait une entente germano-polonaise après une retraite définitive de l'Allemagne de Dantzig.

Moltke croyait que des relations pacifiques avec la Pologne resteraient impossibles, sauf si l'Allemagne faisait toutes les concessions, et acceptait que la Pologne n'en fît aucune. Hitler était convaincu que des relations amicales avec la Pologne sur une base aussi unilatérale constituaient une impossibilité. Ç'aurait été la même chose, en inversant les rôles, si l'Allemagne avait exigé la restauration des frontières de 1914 comme base d'une entente avec la Pologne.

Il refusa d'examiner la possibilité d'abandonner la communauté de Dantzig. Un État polonais refusant de considérer la réalisation des aspirations allemandes légitimes à Dantzig ne pourrait jamais être considéré comme un voisin digne de confiance. Cette vision était partagée par Pierre-Étienne Flandin, l'ancien premier ministre français. Le 23 mai 1939, il déclara à Welczeck, l'ambassadeur allemand, qu'un politique anglo-française rigide de soutien de la Pologne promettait d'être fatale à la paix, et il se plaignit de ce que l'Allemagne et l'Italie étaient bien plus favorables à la paix que les dirigeants britanniques.

Burckhardt, le haut-commissaire de la Société des Nations, informa les Allemands qu'Halifax avait déclara à Genève le 21 mai 1939 que les Britanniques allaient se battre pour la Pologne dans toute guerre germano-polonaise, quelles que fussent les origines du conflit. Burckhardt contredit la position de Moltke en confiant à Ribbentrop à Berlin, le 1er juin 1939, que Jozef Beck n'était pas favorable à de nouveaux échanges diplomatiques avec l'Allemagne. Il avait dit, pressé par Burckhardt, qu'il pourrait envisager de considérer de nouvelles discussions quand les conditions seraient devenues plus calmes. Il semblait évident qu'il s'agissait là d'une manière sans risque d'éviter toute discussion en mélangeant causes et effets.

## 16.6 La désastreuse mission Kasprzycki

La collaboration entre la combinaison anglo-française et les Polonais resta étonnamment stérile durant cette période d'excitation en Pologne ainsi qu'à Dantzig. La Grande-Bretagne et la France aurait pu faire beaucoup de choses pour la Pologne, tant dans les sphères militaires qu'économiques, si elles en avaient réellement eu le désir. Les Polonais faisaient tous les efforts possibles en vue de sécuriser une coopération efficace avec leurs alliés de l'Ouest. Ils découvrirent que la tâche n'était ni aussi simple, ni aussi gratifiante,

que leurs relations précédentes avec les Allemands.

Début mai 1939, Beck persuada Bonnet de négocier une mission spéciale polonaise à Paris. Lukasiewicz affirma à Bonnet que la Pologne désirait un nouveau protocole politique pour l'alliance franco-polonaise, qui renforcerait l'engagement français envers la Pologne. Le 12 mai 1939, Beck câbla à Lukasiewicz que le conseil des ministres polonais désirait une décision immédiate quant à un projet de prêt de 2 milliards de francs par la France à la Pologne. Il ajouta que le général Tadeusz Kasprzycki allait arriver à Paris le 14 ou le 15 mai comme délégué personnel du maréchal Smigly-Rydz, pour des négociations avec les soldats français. Il voulait que Bonnet sût que la Pologne désirait garantir une coordination maximale avec la France dans ses efforts militaires contre l'Allemagne. Beck informa Lukasiewicz qu'un engagement français d'aller en guerre pour le problème de Dantzig constituait une nécessité absolue. Les Français n'avaient aucune obligation de s'engager à cela, et Bonnet était opposé à assurer un tel engagement.

Le 13 mai 1939, Lukasiewicz apprit que la France n'était pas prête à avancer à la Pologne plus que les 135 millions de francs prévus par l'accord de subvention franco-polonais de 1936. Daladier suggéra que la France pourrait souhaiter en faire plus pour la Pologne en 1940, mais l'ambassadeur polonais, qui voulait la guerre contre l'Allemagne en 1939, ne pensait pas que le premier ministre français était sincère quant à cette offre. Lukasiewicz avertit Daladier, avec une certaine amertume, que les Allemands de Paris suivaient de près cette négociation.

Le général Kasprzycki arriva à Paris le 14 mai 1939. Il expliqua à Lukasiewicz qu'il désirait que la France acceptât de mener une offensive majeure contre l'Allemagne, avec ou sans participation de l'Italie comme alliée de l'Allemagne. Il avait pour instructions de confier que la Pologne était faible en artillerie, et avait besoin d'une aide française immédiate. Kasprzycki découvrit avec surprise, et avec une grande méfiance, au cours des quelques journées qui suivirent, que les soldats français lui promettaient tout sauf l'ar-

tillerie. Le général Vuillemin, chef d'État-major de l'armée de l'air, promit que des avions français allaient opérer depuis des bases polonaises en cas de guerre. Le général Gamelin, commandant en chef de l'armée française, promit que la France allait concentrer ses efforts militaires majeurs contre l'Allemagne en toute circonstance. Les soldats français promirent, lors du second jour de conférences, qu'une importante offensive en vue de percer la ligne Siegfried allemande serait lancée au dix-septième jour après la mobilisation française. Les Français promirent d'employer presque les trois quarts de l'ensemble de l'armée française dans cette opération.

Bonnet souleva des difficultés sur la scène politique jusqu'au 17 mai 1939. Il affirma que Lukasiewicz avait tort d'affirmer que le chèque en blanc britannique à la Pologne contenait une assurance spécifique quant au fait que les Britanniques allaient se battre pour la Pologne à Dantzig. Les Britanniques l'avaient informé qu'ils ne s'étaient engagés dans aucune discussion politique avec les Polonais depuis la visite de Beck, et qu'ils n'avaient accordé aucun engagement spécifique quant à Dantzig. Cela faisait fi du fait que les Britanniques avaient accepté des déclarations répétées de Beck affirmant que toute action allemande à Dantzig constituerait une menace envers l'indépendance polonaise. Bonnet affirma, sans réelle justification, que les Polonais avaient déclaré précédemment que la collaboration avec l'Union soviétique deviendrait nécessaire après l'éclatement de la guerre, et il insista pour que la Pologne acceptât un engagement immédiat envers l'Union soviétique afin de prévenir la guerre. Bonnet espérait faire apparaître comme absurde la position de refus par Beck de collaborer avec les Russes.

Daladier, Bonnet, Gamelin, Kasprzycki et Lukasiewicz figurèrent parmi les membres de premier-plan de la conférence spéciale du 17 mai 1939. Le principal problème était la question de l'engagement à Dantzig. Le cabinet français avait approuvé le 12 mai 1939 une formule qui excluait Dantzig. Bonnet était évidemment réticent à accepter le nouvel protocole avec un engagement pour Dantzig, mais les Polonais espéraient qu'il allait finir par changer d'avis. Ils

n'étaient pas clairement informés que les Français allaient refuser de considérer les engagements militaires comme contraignants sans le nouveau protocole politique. Ce protocole ne fut jamais accepté par Bonnet dans la période précédant l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

Le 17 mai 1939, les Polonais reconnurent qu'ils ne disposaient pas des équipements militaires nécessaires pour résister aux Allemands avec succès. Ils demandèrent une aide militaire immédiate à la France ainsi qu'à la Grande-Bretagne. Daladier éluda le problème en affirmant que l'Union soviétique allait constituer la source d'équipement militaire la plus avantageuse pour la Pologne. Lukasiewicz et Kasprzycki avertirent les Français qu'ils n'attendraient jamais d'aide sous forme de matériel militaire de la part de l'Union soviétique. Le nouvel engagement militaire conditionnel français envers la Pologne fut transmis à Varsovie le 18 mai 1939, et approuvé le lendemain à Varsovie ainsi qu'à Paris. Il prévoyait que la France allait déclarer la mobilisation de ses armées immédiatement après l'éclatement d'une guerre entre la Pologne et l'Allemagne, et stipulait que l'offensive majeure contre l'Allemagne pourrait être déclenchée au quinzième jour suivant la mobilisation, soit deux jours plus tôt que l'offre française originelle. Le refus par Bonnet de signer le protocole politique comportant l'engagement sur Dantzig signifiait que la France n'avait pas encore réellement accepté d'obligation militaire envers la Pologne. Les Polonais décidèrent d'ignorer ce fait, et continuèrent de fonder leurs planifications militaires sur la supposition fausse et désastreuse qu'une offensive française majeure contre l'Allemagne allait se produire.

## 16.7 Halifax refuse d'approvisionner la Pologne

Le colonel Adam Koc arriva en Angleterre à la tête d'une mission économique début juin 1939. Koc avait fondé l'OZON (Camp de l'unité nationale) polonaise, mais ses tentatives de prendre la

tête du nouveau parti politique d'État étaient restées vaines. Le général Stanislaw Skwarczynski réussit à prendre la tête de l'OZON peu après une tentative infructueuse d'assassiner le colonel Koc. Koc fut choisi pour diriger la mission en Angleterre du fait de ses connaissances expertes en matière de commerce et de banque. Il était réputé comme un négociateur énergique et déterminé. Il demanda une dotation britannique immédiate de 60 millions de livres sterling pour l'achat de matériel militaire par la Pologne sur des marchés étrangers. Les Britanniques suggérèrent qu'ils pourraient accorder 8 millions de livres sterling à la Pologne, à condition que les achats fussent réalisés uniquement sur le marché britannique.

Koc envoya Jan Wszelaki, le conseiller commercial de l'ambassade polonaise, voir Kennedy, l'ambassadeur étasunien, pour lui demander que les États-Unis exerçassent des pressions sur les Britanniques. Kennedy sembla bien informé quant à la situation, mais ne proposa aucun encouragement. Il promit d'intercéder auprès d'Halifax et de Chamberlain, mais confia que ni les Britanniques, ni les Français, n'étaient enclins à partager leur matériel de guerre avec la Pologne. Les Polonais furent découragés par l'apparente incapacité des États-Unis à user de son influence pour leur assurer des avantages tangibles. Cette situation faisait contraste avec les promesses somptueuses de Bullitt à Lukasiewicz à Paris, dans le passé. La conversation entre Kennedy et Wszelaki eut lieu le 16 juin 1939. Le même jour, le président Roosevelt se vanta auprès de Jean Zay, le ministre français de l'éducation, quant au fait qu'il aurait posé problème à Hitler à la conférence de Munich de 1938 s'il avait été présent à la tête de la délégation étasunienne.

Sir John Simon avait pour charge de mener les négociations économiques avec les Polonais, et Koc se plaignit à Varsovie de son incapacité à lui faire impression. Koc fut stupéfait quand Simon révéla qu'il comptait persuader les Français de participer à hauteur de 40% à la somme modique des 8 millions de livres sterling. Les négociations traînèrent en longueur durant l'été, et Koc se déplaça plusieurs fois entre la Pologne et l'Angleterre. Simon refu-

sait obstinément de laisser la Pologne dépenser la moindre somme versée par les Britanniques pour acheter du matériel autre que britannique. En conséquence, la Pologne ne reçut aucun matériel de guerre sous crédit britannique avant l'éclatement de la guerre contre l'Allemagne. Koc se plaignit de ce que les Britanniques restaient froidement indifférents à la détresse militaire désespérée de la Pologne.

Les négociations entre les Polonais et la combinaison anglo-française constituèrent un échec complet quant à produire des résultats tangibles. Les trois gouvernements gardèrent la précaution de dissimuler ce fait au grand public. L'arrivée du général Sir Edmund Ironside à Varsovie le 17 juillet 1939 fut l'objet de beaucoup de publicité, calculée pour convaincre le grand public que la collaboration militaire entre la Pologne et les puissances de l'Ouest était fructueuse et réussie. Le général Ironside était l'inspecteur général de l'armée britannique. Le maréchal Smigly-Rydz accorda une rare interview spéciale au correspondant à Varsovie du *News Chronicle* anglais le jour de l'arrivée d'Ironside en Pologne. Le maréchal polonais déclara que son pays était prêt à se battre même sans alliés, si l'Allemagne touchait à Dantzig. Il ajouta avec une emphase étudiée que la Pologne se battrait pour son indépendance si elle se battait pour sa position à Dantzig. Il déclara que chaque homme et femme polonais, de tout âge, serait un soldat en cas de guerre.

Le 19 juillet 1939, Ironside demanda à Beck, lors d'une conférence à laquelle participaient Smigly-Rydz et Kennard, ce que la Pologne ferait si Dantzig proclamait un *Anschluss* avec l'Allemagne. Beck se montra évasif dans sa réponse à cette question hypothétique. Il souligna la nécessité d'une unité des trois puissances pour répondre aux Allemands, et donna à Ironside l'impression que la Pologne exigerait une explication pour toute action allemande à Dantzig avant d'attaquer l'Allemagne. Les Polonais exhibèrent leur bravoure en faisant preuve d'un abandon téméraire lors de manœuvres de l'armée polonaise auxquelles assista le général Ironside. Le commandant britannique nota ultérieurement avec satisfaction

qu'il « *avait vu un exercice d'attaque d'une division sous le feu, non sans pertes.* » Le général britannique était personnellement en désaccord avec la position britannique quant à la question des crédits accordés à la Pologne, et il aurait préféré que les Polonais reçussent une aide efficace et substantielle. Il accepta de décrire la préparation militaire selon des termes élogieux au grand public britannique à son retour en Angleterre. Il affirma que l'armée polonaise était en bonne condition, et que son moral était excellent. Il n'insista pas sur le déplorable manque d'équipement militaire moderne qu'il avait découvert en Pologne.

Il était apparent, depuis les coulisses, que la Grande-Bretagne et la France étaient parvenues à la conclusion que la Pologne était sacrifiable, bien que le général Gamelin espérât que les Polonais, en cas de guerre, pourraient résister aux Allemands pendant plusieurs mois, pour rendre impossible une offensive allemande majeure contre la France en 1939. Sir William Strang rendit visite en Pologne en mai et juin 1939, accompagné de Gladwyn Jebb, secrétaire privé de Sir Alexander Cadogan. Strang, le chef de la division centrale du bureau britannique des affaires étrangères, n'éprouvait guère de sympathie pour la Pologne. Il pensait que la cause tchèque, en 1938, était plus digne de soutien que la cause polonaise en 1939. Son attitude critique quant aux frontières polonaises était plus sévère que celle d'Hitler, et il considérait que ces frontières étaient « *trop étendues.* »

Strang, à titre personnel, pensait qu'une proche alliance entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique serait digne d'intérêt si elle était conclue aux dépens de la Pologne. Il était enclin à subordonner toute autre considération à la destruction de l'Allemagne. Il pensait que « *l'Europe doit chasser l'abjecte infection du nazisme hors de son système,* » et que la guerre était le meilleur moyen d'atteindre cet objectif. L'objet de sa mission était de confirmer l'espoir que la Pologne serait prête à fomenter ce conflit supposément nécessaire contre les Allemands. Il était tout à fait satisfait d'envisager la perspective que la Pologne, malgré ses sacrifices, pût émerger d'un

tel conflit avec un territoire diminué.

## 16.8 Le mépris d'Halifax envers le pacte d'acier

Halifax continua de poursuivre l'objectif d'isolement de l'Allemagne et d'adjoindre le plus grand nombre d'alliés possibles à la Grande-Bretagne. Une alliance britannique avec l'Union soviétique restait son principal objectif après la garantie accordée à la Pologne, mais il ne perdait pas de vue la position de l'Italie. Halifax refusa de se laisser décourager par la conclusion d'une alliance formelle entre l'Allemagne et l'Italie à Berlin le 22 mai 1939. Il considéra la décision de Mussolini de conclure cette alliance comme une réponse logique aux garanties britanniques accordées à la Roumanie et à la Grèce, mais estima à raison que l'engagement italien envers l'Allemagne dépendait de la préservation de la paix, et qu'il pourrait devenir possible de séparer l'Italie et l'Allemagne en cas de guerre. Le Pacte d'acier, puisque l'on appela ainsi la nouvelle alliance italo-allemande, exigeait publiquement que les deux nations restassent solidaires dès lors que l'une d'entre elles, en dépit d'intentions pacifiques, se retrouverait impliquée dans un conflit. Halifax savait que les Allemands et les Italiens avaient échangé des assurances, avant la signature du pacte, stipulant qu'ils s'emploieraient à éviter tout conflit. Ciano et Ribbentrop avait soigneusement établi les détails du traité lors de conférences tenues à Milan les 6 et 7 mai 1939. Il était convenu que ni l'Allemagne, ni l'Italie n'étaient préparées à une guerre majeure, et qu'il était dans l'intérêt des deux puissances d'éviter un conflit. Les Allemands promirent aux Italiens qu'ils n'avaient aucune ambition dans la région méditerranéenne. Mussolini approuva le texte du traité le 17 mai 1939. Halifax était conscient, au moment où le pacte fut signé à Berlin, que cette alliance de beau temps n'impliquait pas forcément que la Grande-Bretagne aurait à se battre contre la participation de l'Italie à une guerre anglo-allemande. Halifax savait que Mussolini

espérait répéter, en 1939, sa prestation de médiation réussie de 1938 entre les factions en présence. Le rôle de Mussolini comme médiateur inquiétait Halifax plus que la possibilité de voir l'Italie s'impliquer dans une guerre.

Le 7 juin 1939, les Allemands reçurent une assurance importante, à savoir qu'ils n'avaient pas à s'inquiéter quant à la politique suivie par la Turquie, l'ancien allié de l'Allemagne lors de la première guerre mondiale. Le 12 mai 1939, les Britanniques et les Turcs avaient conclu un pacte d'assistance mutuelle pour la Méditerranée orientale, qui rappelait l'accord de *statu quo* méditerranéen entre les Britanniques et la Triple alliance en 1887. Les Allemands s'inquiétaient du fait d'un article inquiétant de ce pacte, prévoyant que la Grande-Bretagne et la Turquie allaient s'allier dans tout différend où l'une des deux parties se retrouverait impliquée. Papen, l'ambassadeur allemand, reçut pour instruction d'obtenir des éclaircissements quant à l'attitude turque. Le 7 juin 1939, il fut en mesure d'indiquer que la Turquie n'allait pas intervenir contre l'Allemagne si les Britanniques attaquaient l'Allemagne en réponse à un conflit germano-polonais. Il en avait reçu l'assurance catégorique de la part du président Inonu. Le président turc ajouta que sa politique d'alignement avec les Britanniques n'était dirigée que contre l'Italie. Elle ne s'appliquait pas à l'Allemagne.

## 16.9 Les conversations futiles menées à Londres par Wohlthat

Des spéculations infondées coururent en début d'été 1939, selon lesquelles la Grande-Bretagne et l'Allemagne pourraient régler leurs différends, en dépit du conflit d'intérêt entre l'Allemagne et la Pologne. Le bureau allemand des affaires étrangères envoya Adam von Trott zu Solz un ancien universitaire distingué par la bourse Rhodes, en mission spéciale de découverte de faits, en Angleterre, du 1er au 8 juin 1939. Trott passa un week-end à Cliveden, seul

Allemand parmi une trentaine d'invités, comptant Halifax, Philip Kerr et Lord Lothian. On savait à ce moment que Lothian, qui avait mené une importante mission de propagande aux États-Unis début 1939, devait prendre la place de Sir Ronald Lindsay comme ambassadeur britannique à Washington DC. Trott découvrit que Lothian et Halifax n'étaient pas en accord total, et que Lothian continuait d'espérer la paix. Trott discuta des relations anglo-allemandes avec Halifax pendant trois heures, et conclut qu'Halifax, en contraste avec Lothian, acceptait l'inévitabilité d'une guerre anglo-allemande. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères assura avec fierté à Trott que le grand public britannique était parvenu à une « *disposition émotionnelle en faveur de la guerre.* » Il tirait une évidente satisfaction de cette affirmation. Il affirma que « *la confiance britannique envers la sincérité allemande* » avait diminué « *après Munich.* » Il ne suivit pas la ligne de propagande officielle britannique selon laquelle la politique allemande, au cours de la crise slovaque de 1939, avait constitué le facteur décisif créant la soi-disant défiance des dirigeants britanniques envers Hitler. Trott nota que Lord Astor, qui déclarait franchement qu'Hitler était vraiment un grand homme, était attristé par la situation apparemment sans issue produite par la politique d'Halifax.

Trott conféra avec le premier ministre Chamberlain le 8 juin 1939. Il nota que ce dernier, en addition à Lothian et Astor, était plus modéré quant à l'Allemagne qu'Halifax, mais il fut incapable de conclure que ce fait présentait quelque espoir quant à l'avenir. Chamberlain confia que l'extension de la garantie britannique à la Pologne du 31 mars 1939 lui avait été désagréable à titre personnel, bien qu'il blâmât Hitler pour cette décision britannique. Il laissa l'impression qu'Halifax était totalement en charge de la politique britannique, et que sa propre attitude n'était composée que de fatalisme et de résignation.

La mission de Trott en Angleterre ne fut pas l'objet d'une publicité dans les journaux, mais il y eut d'importantes spéculations quant à la visite de Helmuth Wohlthat en Angleterre le mois qui

suivit. Le docteur Wohlthat, qui avait conduit la mission commerciale allemande en Roumanie en mars 1939, était connu comme un ami proche de Hjalmar Schacht, qui maintenait des contacts importants dans les cercles britanniques financiers et officiels. Les journaux de Grande-Bretagne, de France et des États-Unis affirmèrent que Wohlthat, en tant que commissaire au plan quadriennal allemand, espérait conclure un accord financier considérable avec la Grande-Bretagne. Il était affirmé que la présence de Wohlthat en Angleterre, comme délégué de la conférence internationale de Londres sur la pêche à la baleine, était une pure couverture pour dissimuler la vraie nature de sa mission. Il ne fut pas surprenant que ces rumeurs produisissent un fort impact sur les Polonais, à un moment où la réticence britannique financière bloquait toute aide étrangère substantielle à la Pologne. Le 27 juillet 1939, Halifax nota avec un froid détachement que Raczynski, l'ambassadeur polonais, « *était bouleversé au point d'en devenir incohérent.* »

Wohlthat signa l'accord de 1939 de pêche à la baleine au nom de l'Allemagne le 21 juillet 1939. Le *Daily Telegraph* et le *News Chronicle* continuèrent d'affirmer durant sa visite que la Grande-Bretagne avait accordé un prêt substantiel à l'Allemagne. Le sommet fut atteint le 23 juillet 1939, quand le *Sunday Times* (un journal totalement distinct du *London Times*) affirma que Wohlthat avait rejeté une sensationnelle proposition britannique pour une entente anglo-allemande. Chamberlain émit un démenti officiel au Parlement le 24 juillet 1939, mais les spéculations se poursuivirent à un rythme soutenu quant à l'importance majeure supposée de la visite de Wohlthat.

Des conversations se déroulèrent entre Wohlthat et les dirigeants britanniques, et Dirksen, l'ambassadeur allemand, espéra que les Britanniques allaient faire une offre acceptable pour un règlement des différences anglo-allemandes. Cet espoir fut anéanti par l'attitude britannique récalcitrante. L'attitude conciliante de Sir Horace Wilson, l'assistant personnel du premier ministre Chamberlain, souleva de faux espoirs. Le 18 juillet 1939, Wohlthat et

Wilson entamèrent une conversation générale plutôt vide de sens au bureau britannique des affaires étrangères. Le principal porte-parole anglais, lors de ces négociations de Londres, était le secrétaire Sir Robert Hudson, du département britannique du commerce international. Le 20 juillet 1939, Hudson déclara carrément que la Grande-Bretagne ne rendrait jamais aucune des anciennes colonies allemandes au Reich. Wohlthat fut sidéré de cette affirmation catégorique, car Hitler n'avait aucune intention de faire pression pour obtenir le retour des anciennes colonies allemandes. Il demanda à Hudson pourquoi les Britanniques « *établissaient un front allié à l'Est.* » Hudson répondit que « *nous nous attendions à gagner si la guerre éclatait, mais avions comme préoccupation de garantir ce résultat de manière aussi rapide et certaine que possible.* » Hudson nota que Wohlthat « *fit une drôle de tête en entendant cela.* »

Wohlthat demanda à Hudson pourquoi la Grande-Bretagne s'opposait à une Allemagne forte. Hudson répondit avec l'explication habituelle, selon laquelle « *la politique de ce pays a toujours été de ne jamais permettre à quelque puissance continentale que ce soit de s'assurer de la prépondérance militaire en Europe.* » Hudson reconnut qu'une coopération économique anglo-allemande aurait débouché sur une prospérité mutuelle, mais il insista sur l'idée que la Grande-Bretagne ne coopérerait pas à moins qu'Hitler n'abandonnât les aspirations allemandes à Dantzig.

Wohlthat envoya son rapport au bureau allemand des affaires étrangères le 24 juillet 1939, une fois rentré en Allemagne. Il signala que ses réunions avec Hudson et Wilson étaient promues par l'ambassadeur allemand Dirksen, et que l'initiative formelle des réunions avait été prise par ses hôtes britanniques. Wohlthat souligna qu'il avait pleinement conscience de la détérioration rapide des relations anglo-allemandes. Il nota que Chamberlain avait affirmé publiquement le 10 juillet 1939 (en réalité, le 1er) que le *statu quo* à Dantzig était juste et équitable, et que les aspirations allemandes là-bas étaient injustifiables. Wohlthat savait que cette position était contraire à l'ensemble des commentaires formulés en

Grande-Bretagne sur la question de Dantzig au cours des dernières années écoulées. Il savait également qu'Halifax usait de la théorie de l'équilibre des pouvoirs pour justifier l'hostilité britannique à l'encontre de l'Allemagne.

Wohlthat pensait que ses conversations à Londres avaient éclairé d'un jour nouveau les attitudes britanniques. Il y en avait pour croire que la guerre était inévitable, mais il restait des hommes, tel Horace Wilson, qui espéraient que la poursuite par Halifax de la politique d'équilibre des pouvoirs ne devait pas nécessairement mener à la guerre. La tragédie de cette situation était que les décisions revenaient en dernier ressort à Halifax. Wilson, dans l'intervalle, rationalisait sa propre attitude en affirmant qu'Halifax ferait tout ce qui était humainement possible pour maintenir la paix. Cette foi en Halifax amena des hommes qui étaient ostensiblement opposés à la guerre à justifier la guerre qui pourrait éclater, plutôt que s'opposer à son éclosion.

Wilson reconnut que les Britanniques n'avaient participé à la conférence de Munich que parce qu'ils n'étaient pas préparés à la guerre à l'époque. Il ajouta que les Britanniques se considéraient désormais comme prêts à la guerre. Cela signifiait que les chances d'une conciliation se trouvaient réduites, et non améliorées, par suite des préparations militaires britanniques. Wilson se targuait de ce que les préparations britanniques pour la guerre fussent bien plus importantes que ce qu'en savait l'Allemagne ou le grand public britannique.

Wilson reconnaissait qu'Hitler espérait éviter une guerre mondiale pour Dantzig. Il espérait qu'Hitler allait en tirer la conclusion logique qu'il ne pouvait pas à la fois espérer récupérer Dantzig et éviter une telle guerre. La seule solution était qu'Hitler abandonnât Dantzig. Wilson professait savoir qu'une entente anglo-allemande pouvait être atteinte si Hitler renonçait à d'autres objectifs de politique étrangère, et acceptait le *statu quo* sur tout. Wilson pensait que des négociations bilatérales entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne pourraient mieux réussir que des négociations à quatre

puissances intégrant l'Italie et la France. Il souhaitait qu'Hitler se vouât à une politique de non-agression envers toutes les nations du monde. Il estimait que la question des anciennes colonies allemandes devait être éludée. Il espérait qu'il serait possible de réduire les armements, et de conclure un accord commercial profitable. Il souhaitait que l'Allemagne collaborât avec la Grande-Bretagne sur les questions financières, et abandonnât sa politique commerciale de troc. Wohlthat nota qu'Hudson se montrait plus explicite que Wilson sur la question coloniale. Le secrétaire d'État britannique confia que le gouvernement britannique ne désirait pas que l'Allemagne récupérât quelque territoire colonial que ce fût. Il parla vaguement d'un possible « *condominium colonial* », qui aurait laissé les Britanniques surveiller toute activité allemande autorisée à l'international.

Wohlthat signala que Sir Joseph Ball, le directeur du département de la recherche du parti conservateur, suggérait que Chamberlain pût convoquer des élections nationales pour le 14 novembre 1939, si Hitler reculait à Dantzig. Les dirigeants britanniques affirmaient clairement en toute occasion qu'ils ne considéreraient pas une entente avec l'Allemagne, sauf si Hitler reconnaissait un triomphe diplomatique anglo-polonais à Dantzig. Hitler et Ribbentrop pensaient qu'une telle retraite aurait constitué un désastre pour l'Allemagne, et n'aurait pas permis de résoudre le conflit dans les relations germano-polonaises. Il fallait s'attendre à voir les Britanniques continuer de soutenir la Pologne dans la situation désespérée qui allait s'ensuivre. Hitler soupçonnait les Britanniques d'être bien conscients de ce qu'il ne pouvait pas envisager d'accepter leurs conditions, et que l'ensemble de la négociation constituait une tentative britannique perfectionnée visant à diviser et à semer le doute parmi les diplomates allemands. Ribbentrop était particulièrement écœuré par Dirksen, et estimait que l'ambassadeur allemand s'était transformé en dupe involontaire de la politique britannique.

Ribbentrop vit cette impression confirmée par un rapport de

Dirksen en date du 24 juillet 1939. Dirksen affirmait qu'une minorité responsable parmi les dirigeants britanniques continuait de favoriser un règlement pacifique avec l'Allemagne. Il ne savait pas si les Britanniques étaient sincères quant à un accord au cours des négociations récentes, mais il pensait que la volonté d'Hitler d'abandonner Dantzig pourrait leur forcer la main. Il suggéra que cette action pourrait permettre au gouvernement britannique « *de se sentir assez fort* » pour amener le grand public britannique à converger avec le désir allemand de parvenir à un accord. Cette affirmation portait une acceptation presque pathétique de l'argument propagandiste bien conçu d'Halifax, selon lequel il restait prisonnier d'événements plus grands que lui. Dirksen pensait que les dirigeants britanniques pourraient coopérer dans la réduction des tensions germano-polonaises si Hitler acceptait la position polonaise sur Dantzig et sur la question du transit dans le Couloir. Il concluait plaintivement qu'un accord avec les Britanniques constituait un objectif bien plus avantageux qu'une nouvelle guerre. Cette affirmation révèle la mesure dans laquelle il s'était laissé emprisonner par la propagande britannique. Il suggérait que si Hitler n'acceptait pas les termes britanniques, alors la guerre était le véritable objectif de la politique d'Hitler.

Il était évident aux yeux de Ribbentrop que Dirksen aurait bientôt perdu tout utilité à Londres. L'ambassadeur allemand n'était plus un représentant fiable des intérêts allemands. Dès le 14 juillet 1939, Ribbentrop avait suggéré qu'il aimerait discuter de la situation courante avec Dirksen au moment du congé de celui-ci au mois d'août. L'épisode Wohlthat l'amena à se demander si cela serait bien utile. Il était particulièrement ennuyé du fait que Dirksen n'avait pas transmis de rapport détaillé quant aux conversations tenues entre Wohlthat et les dirigeants britanniques. Wohlthat reconnut avoir passé en revue chacune de ces conversations avec Dirksen à Londres. Wohlthat n'était pas un diplomate, et il manquait à son rapport la substance analytique que l'on peut attendre d'un ambassadeur allemand à Londres. Le 31 juillet 1939, Ribbentrop

finit par demander un rapport détaillé à Dirksen, et l'ambassadeur allemand obtempéra le jour-même.

Le rapport de Dirksen du 31 juillet 1939 comportait l'étrange affirmation que les discussions entre Wohlthat et les dirigeants britanniques n'était pas de nature réellement politique. Cette affirmation était frontalement opposée à la substance du rapport remis par Wohlthat. Dirksen affirmait que Wohlthat avait adopté une attitude « *purement réceptive* » durant les conversations. Il avait refusé une proposition de Wilson de faire confirmer les propositions britanniques par Chamberlain, du fait que cela n'aurait pas « *relevé de ses compétences* » de délégué allemand à une convention sur la pêche à la baleine. Ribbentrop ne put s'empêcher de noter qu'il s'agissait d'une étrange délimitation des rôles, après que Wohlthat et Dirksen aient convenu de mener ces conversations en première instance. Dirksen ne transmit pas le récapitulatif soigné des conversations que Ribbentrop lui avait demandé.

Le 31 juillet 1939, Weizsäcker informa Dirksen que le maréchal Goering avait lu le rapport de Wohlthat avant que Ribbentrop le reçut. On pouvait comprendre que cela ennuyât Ribbentrop : en tant que ministre allemand des affaires étrangères, il aurait été légitime qu'il fût le premier à être informé d'importantes conversations politiques tenues à Londres. Weizsäcker se plaignit auprès de Dirksen que Wohlthat avait apparemment échoué à poser la question évidente des connexions entre les propositions britanniques faites à l'Allemagne, et les négociations britanniques en cours à Moscou. Le rapport de Wohlthat n'indiquait pas en quelle manière, s'il y en avait, une réussite des négociations anglo-allemandes aurait impacté les tentatives britanniques de rallier l'Union soviétique à un front d'encerclement contre l'Allemagne. Weizsäcker insista pour que Dirksen envoyât à Ribbentrop un rapport détaillé sur ces sujets dès que possible.

Dirksen remit un second rapport décevant le 1er août 1939. Il affirmait qu'une question de la part de Wohlthat sur la politique d'encerclement britannique n'aurait pas relevé de l'attitude purement

réceptive qu'il avait conseillé à Wohlthat d'adopter. Cela soulevait la question de savoir si ces conversations, au sens propre de la communication dyadique, s'étaient réellement déroulées. Dirksen avait l'« *impression* » que les Britanniques avaient essayé de se montrer constructifs dans leurs contacts avec Wohlthat. Il faisait vaguement référence à la désirabilité d'une solution sur la question de Dantzig, mais n'analysait pas les implications d'une retraite allemande à Dantzig. Il n'exprimait aucune opinion ferme quant aux possibilités concrètes d'un accord avec les Britanniques. Il affirmait que le rapport privé établi par le général Ironside sur la situation militaire de la Pologne pourrait encourager un désir britannique pour une entente, parce que le rapport n'avait pas « *pas été trop favorable.* » Il échoua à noter qu'un rapport confidentiel sur la Pologne, établi par un général britannique familier des techniques de guerre moderne, n'aurait guère pu être « *extrêmement favorable.* » La valeur des rapports de Dirksen quant aux conversations de Wohlthat était strictement négative. Cela confirma l'impression que les Britanniques n'avaient proposé aucune condition de règlement outre l'abandon de Dantzig par Hitler. Là était le point décisif, car Hitler n'avait aucune intention de battre retraite à Dantzig.

## 16.10 Provocations polonaises à Dantzig

L'absence de négociations fructueuses entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne était compensée par la non-importance relative des traités conclus par les deux pays au cours de ces mois. Il n'y eut pas de changement notable dans l'équilibre des forces en place, et rien ne fut entrepris par la Grande-Bretagne ou la France pour remédier à l'impréparation militaire des Polonais. La nouvelle vague d'excès polonais contre la minorité allemande en Pologne, après le discours de Beck, rendit l'Allemagne furieuse sans présenter d'effet sur les dirigeants britanniques, qui étaient conscients de ces excès, ou le grand public britannique, qui n'en était pas informé. L'échec

des Polonais à permettre de nouvelles négociations produisit une sinistre impasse diplomatique qui fut acceptée avec la plus grande complaisance par Halifax. La monotonie n'était rompue que par les souffrances des Allemands de Pologne, et par le niveau d'excitation permanent à Dantzig après l'arrogant comportement polonais en réponse à l'affaire de Kalthof. Les habitants de Dantzig étaient convaincus que la Pologne ne ferait preuve d'aucune pitié si elle prenait la main.

Les tensions continuèrent de croître sans cesse à Dantzig après l'incident de Kalthof. Greiser, le président du sénat, présenta deux notes de protestations aux Polonais le 3 juin 1939. L'une concernait le refus polonais de laisser des procédures judiciaires s'appliquer au meurtrier de Kalthof, et la seconde avait trait à l'accroissement du nombre d'inspecteurs de douanes polonais sur le territoire de Dantzig. Chodacki, le haut-commissaire polonais, ignora les deux demandes.

Burckhardt, le haut-commissaire de la société des nations, affirma le 6 juin 1939 à Greiser que Ribbentrop avait présenté de manière limpide la position allemande à Dantzig dans des conversations tenues à Berlin quelques jours auparavant. Ribbentrop reconnaissait que l'Allemagne devait accepter le risque d'une guerre pour assurer la libération de Dantzig. Il avait également affirmé à Burckhardt que l'Allemagne continuait d'espérer en un accord négocié avec la Pologne. Greiser assura à Burckhardt que le peuple de Dantzig préférait également une solution pacifique. Burckhardt était sur le point de rentrer à Basel pour y recevoir un grade honorifique, et Greiser l'exhorta à assurer le geste personnel de revenir ensuite à Dantzig avec son épouse et sa famille ; cela aurait indiqué qu'il avait confiance dans le fait que la paix pourrait être préservée. La position alors ambiguë de la Russie fut également discutée, et Burckhardt prédit avec sagesse que l'Union soviétique allait éviter de nouer des alliances avec l'un ou l'autre côté dans le différend de Dantzig. Burckhardt était convaincu que les Russes étaient satisfaits de la perspective d'un conflit fratricide suicidaire en Europe

occidentale.

Le 11 juin 1939, les autorités polonaises à Dantzig annoncèrent que de nouvelles plaintes de la part des autorités de Dantzig quant à la conduite de leurs inspecteurs des douanes seraient inadmissibles. Ils avertirent les habitants de Dantzig : ils prévoyaient d'augmenter encore le nombre d'inspecteurs, du fait que la situation de crise rendait impossible au contingent en place d'assurer sa mission. Le 13 juin 1939, Weizsäcker discuta de la crise de Dantzig avec Henderson, l'ambassadeur britannique à Berlin. Henderson annonça que la ligne officielle d'Halifax quant à la supposée nécessité d'encercler l'Allemagne restait inchangée. Il ajouta sous le sceau du secret qu'il était personnellement en désaccord avec la politique menée par Halifax. Il considérait que le chèque en blanc britannique accordé à la Pologne était un grand mal, et il était opposé à la conclusion d'une alliance militaire entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique. Henderson savait qu'il outrepassait son autorité en faisant cette affirmation au secrétaire d'État allemand, mais il ne pouvait pas supporter la pensée que les Allemands pussent le soupçonner d'être aligné avec la politique de guerre d'Halifax. Il était évident qu'il n'était pas l'homme qui pouvait représenter Halifax à Berlin. Il était incapable d'accepter ou d'exécuter les habiles rationalisations que se permettaient des hommes comme Sir Horace Wilson, Sir John Simon et Sir Samuel Hoare.

Le 17 juin 1939, Joseph Goebbels s'en prit à l'intransigeance polonaise à Dantzig en prononçant un discours de défiance au théâtre communautaire de Dantzig. Il participait à l'Exposition culturelle de Dantzig, qui commémorait le rôle historique du port baltique. Il annonça dans ce discours que Dantzig allait revenir au Reich, et ajouta : « *Le Reich ne prend au sérieux aucune déclaration de la part des chauvinistes polonais.* » Chodacki répliqua le lendemain. Les autorités de la *Ville libre* avaient récemment ordonné la démolition d'une demeure polonaise sur le territoire de Dantzig, qui présentait un niveau de délabrement dangereux, et outrepassait les ordonnances d'habitat locales. Les autorités polonaises, dans

la ville voisine de Tscew (Dirschau), avaient répliqué en ordonnant au propriétaire d'un moulin qui y était bâti de raser sa maison. Lorsque Greiser exprima son indignation suite à cet incident, ils ordonnèrent au propriétaire du moulin de démolir son moulin. On avait supposé qu'il s'agissait là d'une action arbitraire décidée par les autorités polonaises locales. Chodacki intervint le 18 juin 1939, avec l'accord de Beck, et informa officiellement Dantzig que « *chaque action officielle entreprise par les autorités de Dantzig contre des propriétés ou des citoyens polonais sera suivie par une annonce polonaise officielle qu'une légion tchèque destinée à combattre les Allemands est en cours d'établissement sur le territoire polonais* » sous l'autorité du général Lev Prchala, qui avait déménagé de Prague à Varsovie. Prchala annonça de son côté qu'il favorisait la fédération des Tchèques et des Polonais sous direction polonaise. Les Allemands savaient qu'on ne comptait que très peu de Tchèques désirant combattre pour la Pologne sous ces conditions, mais ils furent intéressés d'apprendre que les ambitions de la fédération polonaise s'étendaient à présent à l'Ouest, dans la région tchèque. Il était évident que les Polonais allaient vouloir annexer la Silésie allemande pour améliorer leurs contacts avec les Tchèques.

La *Gazeta Polska* répondit au discours de Goebbels le 20 juin 1939. Le grand public se vit assuré que le monde entier savait fort bien que la Pologne ne reculerait pas face à la pression allemande à Dantzig. Les arguments de Goebbels en faveur de la réunion de Dantzig avec l'Allemagne furent rejetés, et il fut considéré comme déplorable que l'administration allemande sur Tilsit et Memel, en Prusse orientale, permît à Hitler de contrôler l'embouchure de la « *rivière Niemen polono-lituanienne.* » Les dirigeants polonais étaient déterminés à ne jamais laisser l'Allemagne reprendre le contrôle sur Dantzig ni l'embouchure de la rivière Vistule.

Welczeck, l'ambassadeur allemand à Paris, signala qu'il avait discuté des derniers incidents de Dantzig avec Bonnet, le ministre français des affaires étrangères. Il avait dit à Bonnet que Ribben-

trop estimait que les différends allemands avec la Pologne devaient être résolus en 1939, et qu'il fondait cette affirmation sur les conversations tenues avec Ribbentrop à Berlin le mois précédent. Le ministre allemand des affaires étrangères fut fortement mécontent de ce rapport, et réfuta avoir jamais transmis l'impression d'une limite de temps quant au règlement des différends germano-polonais. Le 21 juin 1939, il ordonna à Welczeck de s'abstenir de discuter de la politique allemande avec Bonnet jusqu'à avoir reçu des instructions précises de Berlin.

Ribbentrop envoya des instructions détaillées à Welczeck le 30 juin 1939. Il reconnut que l'Allemagne avait cherché à appliquer des pressions sur la Pologne depuis le discours d'Hitler au Reichstag du 28 avril 1939. Il insista sur le fait que l'objectif d'Hitler était de persuader les Polonais d'adopter une attitude raisonnable, et de ne pas appliquer un ultimatum avec limite de temps, ou de donner l'impression que les conditions allemandes pour un règlement étaient immuables. Ribbentrop continuait d'espérer que Beck finirait par s'aligner sur le groupe modéré de Polonais qui désiraient négocier un accord avec l'Allemagne. Il ajouta qu'il n'était pas clair de savoir qui, du groupe modéré ou des extrémistes, finirait par dominer la situation. Il donna pour instruction à Welczeck de dire à Bonnet que le seul danger envers la paix européenne était une possible « *politique de Harakiri* » polonaise, qui pouvait contraindre l'Allemagne à agir. Il reconnut qu'il serait difficile de retarder un règlement polono-allemand indéfiniment du fait des tensions accumulées.

Weizsäcker ajouta un mémorandum aux instructions de Ribbentrop, qui était destiné à modifier l'impression créée par le ministre allemand des affaires étrangères. Weizsäcker affirma qu'il aurait été déplacé de la part de Welczeck de réfuter explicitement qu'un accord avec la Pologne était nécessaire en 1939. Il impliqua qu'il reconnaissait à Welczeck le droit d'affirmer ce qu'il avait dit à Bonnet. Il se contenta de lui dire pour créer l'impression que son affirmation précédente n'était pas entièrement *au courant.* L'incident

illustre la liberté souvent prise par Weizsäcker par rapport aux instructions fournies par Ribbentrop aux envoyés diplomatiques à l'étranger. Weizsäcker savait que Welczeck n'appréciait pas Ribbentrop du fait de sa loyauté au système national-socialiste, et il savait que l'ambassadeur allemand à Paris allait tirer pleinement parti de l'opportunité qui lui était donnée d'éviter d'avoir à retirer sa précédente affirmation à Bonnet. Le navire-d'État allemand avait en 1939 de nombreux prétendants au rôle de capitaine.

Les autorités de Dantzig continuaient de refuser de se soumettre entièrement à la Pologne sur la question des inspecteurs douaniers. Deux inspecteurs polonais furent arrêtés en juin 1939 sous des accusations d'activités militaire illégales. Les Polonais espéraient briser la résistance de Dantzig en appliquant une politique de représailles. Ils mirent fin aux contacts entre les habitants de Dantzig et la minorité allemande de Pologne. Ils annoncèrent que les Allemands de Pologne n'auraient pas la permission d'assister au Festival de chants de la Vistule de Dantzig, ni à la Régate internationale. Il s'agissait d'une réplique sévère à l'encontre des nombreux Allemands vivant à quelques kilomètres de Dantzig, et cela cause du tort aux intérêts économiques des habitants de Dantzig.

La population polonaise réduite de Dantzig jouit d'une totale liberté de mouvement durant la même période. Le festival polonais de la Mer se tint à Gdynia du 25 juin au 2 juillet 1939. Budzynski, le dirigeant de la minorité polonaise au *Volkstag* de Dantzig, prononça un discours sensationnel au festival. Il assura à ses camarades polonais de Dantzig que l'union de Dantzig à la Pologne allait être réalisée par l'armée polonaise. Le jour de la Mer en Pologne, qui était un jour férié annuel, arriva le 29 juin. Le président Moscicki prononça un discours radiophonique qui fut diffusé par toutes les stations polonaises. Il souligne l'importance économique de Gdynia ainsi que de Dantzig pour l'économie nationale polonaise, et répéta la prestation de Beck en ignorant le fait qu'Hitler avait toujours promis de protéger absolument les droits économiques polonais à Dantzig. Le président Moscicki décrivit poétiquement la côte polo-

naise, qui avait précédemment appartenu à l'Allemagne, comme le soleil et l'air de la vie nationale polonaise. Le général Kwasniewski, président de la Ligue polonaise navale et coloniale, prononça également un discours. Il affirma qu'Hitler, en voulant Dantzig, essayait de réduire la position de la Pologne sur la mer baltique. Il ignora le réseau de voies ferrées reliant Gdynia à l'arrière-pays polonais, et affirma que l'embouchure de la Vistule constituait l'accès naturel à la mer baltique de la Pologne. Son discours contenait de nombreuses indications évidentes qu'il soutenait l'annexion par la Pologne de la soi-disant *Ville libre.*

Les Polonais étaient furieux de la défiance de Dantzig, qui avait organisé sa propre milice pour la défense intérieure. Ils reprochaient à Hitler cette situation, qui leur rappelait les conflits entre le corps impromptu des volontaires des Sudètes et les Tchèques en septembre 1938. Le gouvernement polonais protesta auprès de Moltke, l'ambassadeur allemand, le 1er juillet 1939, quant aux mesures de défense militaire prises par le gouvernement de Dantzig. Ils persuadèrent Burckhardt, le haut-commissaire de la Société des Nations, d'envoyer un mémorandum à Berlin le 1er juillet, exprimant des préoccupations quant à ces mesures. Burckhardt n'était pas personnellement alarmé sérieusement par cette situation, et il considérait les mesures de défense décidées par Dantzig comme compréhensibles au vu des circonstances. Le 8 juillet 1939, il affirma à Viktor Boettcher, le président du comité des relations étrangères du sénat de Dantzig, que le monde se fatiguait d'entendre parler de Dantzig. Il ajouta que les rumeurs irresponsables quant à une supposée action allemande à Dantzig se faisaient moins fréquentes.

Greiser, le président du sénat, qui dirigeait une commission de réserve dans la marine allemande, fut absent de Dantzig pendant plusieurs semaines, étant en mer pour des exercices d'entraînement. Albert Forster, le dirigeant du parti du district de Dantzig restait seul en charge de la politique de Dantzig durant la période d'intérim. Il avait visité l'Angleterre à l'été précédent, et avait été fort impressionné par la puissance militaire britannique. Il crai-

gnait qu'un conflit à Dantzig puisse impliquer l'Allemagne dans une guerre contre la Grande-Bretagne, et continuait d'espérer un règlement pacifique permettant le retour de Dantzig au Reich. Durant l'absence de Greiser, il concentra ses principaux efforts sur une dure campagne de presse contre les restrictions et les provocations polonaises. Il continua d'espérer qu'il serait possible de s'attirer des sympathies de l'étranger, et surtout en Angleterre, en faveur de l'aspiration de Dantzig pour l'auto-détermination.

Le 6 juillet 1939, Beck affirma à Noël, l'ambassadeur français, que le gouvernement polonais avait décidé de la nécessité de nouvelles mesures pour contrer la supposée menace provenant de Dantzig. Noël demanda à Beck d'accepter de consulter les puissances occidentales avant d'adopter des mesures drastiques dans la *Ville libre.* Beck refusa de prendre cet engagement. Il avança qu'il n'était pas opposé à une consultation sur le principe, mais que la pression des événements pourrait l'empêcher de consulter les alliés de la Pologne.

## 16.11 La tentative de Potocki en vue de modifier la politique polonaise

Beck eut à ce moment à faire face à plusieurs requêtes de la part de diplomates polonais demandant une entente avec l'Allemagne. Jerzy Potocki, l'ambassadeur polonais des États-Unis alors en congés, discuta de la situation avec Beck le 6 juillet 1939 au bureau polonais des affaires étrangères. Il déclara à Beck qu'il était rentré en Pologne avec l'objectif express de proposer un changement de politique polonaise. Il se plaignit de ce que les États-Unis et la Grande-Bretagne souffraient d'une grave psychose guerrière. Des rumeurs folles avaient couru sur le navire qui l'avait amené en Europe, selon lesquelles les Allemands avaient occupé Dantzig. Il insista sur l'idée que les Juifs, les capitalistes de premier plan, ainsi que les marchands d'armes d'Occident étaient unis en un front

solide en faveur de la guerre. Ils étaient satisfaits de trouver leur prétexte avec le problème de Dantzig et l'attitude défiante de la Pologne. Potocki ajouta que le facteur le plus répulsif était leur indifférence totale et froide quant à la destruction de la Pologne.

Potocki insista : dans l'esprit des profiteurs occidentaux, les Polonais ne valaient pas mieux que des esclaves nègres. On attendait d'eux qu'ils travaillassent sans rien obtenir en retour. Il essaya d'en appeler à la vanité de Beck en affirmant que le ministre polonais des affaires étrangères était le seul homme de Pologne qu'ils pouvaient craindre. Il avança que les États-Unis, en dépit de la fièvre de Roosevelt pour une intervention en Europe, étaient plutôt occupés à concentrer leur pression impérialiste sur l'Amérique latine. Il assura à Beck que s'attendre à voir les États-Unis intervenir en Europe au nom de la Pologne constituerait une grave illusion. Potocki fut contraint de conclure que ses arguments éloquents restèrent sans effet sur le ministre polonais des affaires étrangères.

Sokolnicki, l'ambassadeur polonais à Ankara, soutint les tentatives de Potocki. Il était un ami proche de Jan Szembek, et il était évident aux yeux de Potocki et de Sokolnicki que Szembek aurait accepté leur position s'il était ministre polonais des affaires étrangères[2]. Il semblait également probable que Pilsudski aurait rejeté la politique de Beck s'il avait été en vie. Le 14 juillet 1939, Sokolnicki confia à Papen, l'ambassadeur allemand à Ankara, qu'il aimerait voir un règlement négocié entre l'Allemagne et la Pologne avant que les Juifs et les Franc-Maçons aient convaincu le monde qu'un conflit catastrophique était inévitable. Le diplomate polonais ajouta qu'il serait heureux de voir les négociations pour une alliance anglo-soviétique échouer dès que possible.

2. Jan Szembek était alors secrétaire adjoint au ministère des Affaires étrangères, NdT

## 16.12 Forster tente une détente à Dantzig

Les diplomates étasuniens en Europe continuaient de s'opposer à la paix et d'exhorter à la guerre. Bullitt était écœuré de l'échec de Bonnet d'encourager la Pologne par un chèque en blanc à Dantzig. Il continua d'avertir Roosevelt que le ministre français des affaires étrangères œuvrait pour la paix. Bullitt avait parfois la satisfaction de constater que Bonnet se montrait pessimiste quant aux chances pour que la paix l'emportât. Le 28 juin 1939, il indiqua avec satisfaction que Bonnet ne pouvait distinguer d'autre porte de sortie pour Hitler que la guerre. À Varsovie, Biddle apportait un soutien sans faille à la politique de la Pologne à Dantzig. Le 12 juillet 1939, il affirma dans un rapport que Viktor Boettcher, le ministre officieux des affaires étrangères de Dantzig, et ami proche de Burckhardt, se montrait désormais ouvertement agressif et ne restait plus un « *impérialiste refoulé.* » Biddle n'expliqua en rien en quoi un homme désirant le rattachement de sa ville natale avec son pays natal, en accord avec les désirs de l'écrasante majorité des deux parties en question, constituait un impérialiste.

Greiser, le président du Sénat, rentra à Dantzig le 16 juillet 1939, et conféra avec Burckhardt le matin suivant. Burckhardt reconnut qu'il préférait traiter avec Greiser plutôt qu'avec Forster. Burckhardt affirma à Greiser qu'il continuait d'espérer qu'Halifax ne désirait pas la guerre en soi. Il prédit à nouveau que les Britanniques allaient échouer dans leurs tentatives de conclure une alliance avec l'Union soviétique. Il espérait que cet échec pourrait persuader les Britanniques d'opter pour une attitude plus raisonnable.

Le 17 juillet 1939, Greiser déjeuna avec Burckhardt, en compagnie de Chodacki et Smogorzewski, un journaliste polonais de premier plan. Kazimierz Smogorzewski avait dirigé la propagande polonaise contre les aspirations révisionnistes allemandes dans la région du Couloir depuis plusieurs années. Burckhardt avait préparé le déjeuner de sorte que Greiser pût évaluer l'attitude polo-

naise à date. Greiser nota après coup qu'il avait laissé, comme d'habitude, Chodacki s'exprimer le plus souvent. Il divergeait dans cette approche par rapport à Forster, qui tenait à disposer de son propre temps de parole à chaque conversation menée avec Chodacki. Le haut-commissaire polonais expliqua à Greiser que la Pologne savait exactement combien d'hommes et de fusils étaient disponibles à Dantzig pour lutter contre la Pologne. Il affirma que la Pologne saurait, au moment opportun, comment faire usage de ces informations. Chodacki ajouta avec mépris qu'il n'avait pas répondu aux désirs récents de Forster de discuter de certains sujets, parce qu'il n'était pas certain que ce dernier disposait de la permission d'Hitler pour prendre position sur ces sujets. Chodacki affirma qu'il était toujours étonné de la dépendance envers Hitler de Forster, et qu'il savait que chaque participant comprenait que Dantzig n'avait aucune obligation politique envers l'Allemagne. Greiser sortit du déjeuner avec l'impression qu'il était en pratique impossible de discuter de la situation courante avec les Polonais.

Le 18 juillet 1939, Forster approcha Burckhardt avec des instructions en vue d'expliquer l'attitude d'Hitler vis-à-vis du problème de Dantzig. Forster souligna que les projets allemands pour un règlement négocié étaient pratiquement identiques à ce qu'ils avaient été en début d'année. Il ajouta qu'il serait possible de reculer un règlement quant à la question de Dantzig jusque 1940 ou 1941 si quelque relâchement pouvait être pratiqué dans les tensions. Il déclara que l'Allemagne était prête à négocier au travers des canaux à Dantzig, pour atteindre cet objectif.

La démarche de Forster créa l'impression qu'Hitler envisageait la possibilité d'une retraite allemande à Dantzig. Halifax était curieux de savoir quelle pourrait être l'attitude de la Pologne en une telle occurrence. Il donna pour instructions à Kennard de demander à Beck s'il désirerait limiter la presse polonaise en cas de retraite allemande, et empêcher toute jubilation en cas d'affaiblissement de l'attitude du gouvernement allemand. Beck rejeta cette question hypothétique le 25 juillet 1939. Il affirma que les Allemands simu-

laient une détente pour tenter de séparer la Grande-Bretagne de la Pologne. Il insista sur l'idée que les tensions entre l'Allemagne et la Pologne étaient croissantes, et non sur une pente descendante. Il confia qu'il considérait des actions vigoureuses à Dantzig dans un avenir proche, qui pourraient nécessiter un soutien français et britannique. Il était évident aux yeux d'Halifax que Beck n'allait pas encourager une retraite allemande, ou aller vers une entente avec l'Allemagne sur cette base.

Pendant le mois de juillet, la presse polonaise se réjouit du fait que la position de la politique allemande était faible. L'*Illustrowany Kurier* déclara avec mépris que le bluff allemand ne trompait personne. En réponse à la question de savoir si oui ou non la guerre allait prochainement éclater, il déclara : « *Oui, mais seulement par erreur. L'Allemagne est maîtresse en matière de bluff. L'ensemble de ses politiques peut se résumer avec un seul mot : bluff !* »

Le même journal tourna son attention vers l'attitude britannique envers l'Allemagne après l'interrogation d'Halifax à Varsovie. Le 27 juillet 1939, les éditeurs observèrent que les choses restaient très calmes en Allemagne, mais que cela pouvait se comprendre du fait qu'Hitler avec « *les nerfs à vif.* » Ce journal polonais ne constituait pas un organe officiel, mais l'article qu'il imprima fut accepté par la censure polonaise. On dispose d'un indicateur quant à l'ampleur de l'activité de ces censeurs en constatant le grand nombre d'espaces blancs laissés sans arrêt dans la presse polonaise privée, en lieu et place d'articles censurés et supprimés en dernière minute par les autorités.

La campagne anti-allemande gagna également en ampleur dans la presse polonaise officielle au cours du mois de juillet 1939. Le 31 juillet 1939, la *Gazeta Polska* émit la stupéfiante suggestion que les meilleurs soldats de l'armée allemande, durant la première guerre mondiale, avaient été des Polonais. Elle affirma que cette conclusion faisait suite à une analyse objective de la question. Cela constituait un trait connexe d'une campagne de propagande conduite depuis plusieurs semaines pour prouver que l'Allemagne craignait d'accep-

ter le défi polonais. La presse allemande accusait les Polonais d'ingratitude quant au rôle allemand dans la libération de la Pologne au cours de la première guerre mondiale, mais n'affirma jamais que les soldats polonais, ou leurs dirigeants, étaient des lâches.

Le 25 juillet 1939, Forster mena une nouvelle action visant à une détente à Dantzig. Cela suivit un incident déplaisant le dimanche 23 juillet, au cours duquel Forster avait été informé à tort que la Pologne comptait créer une garde armée ferroviaire déployée sur les infrastructures ferrées de Dantzig. La démarche de Forster du 25 juillet démarra aussitôt après que l'incident fut clarifié. Forster informa Burckhardt que la milice de Dantzig pouvait se voir dissoute pour la mi-septembre si les tensions se relâchaient entre l'Allemagne et la Pologne. Burckhardt fit passer cette déclaration aux Britanniques, et l'ambassadeur britannique Kennard s'enquit de l'attitude polonaise vis-à-vis de celle-ci auprès du bureau polonais des affaires étrangères. Il lui fut répondu que l'action de Forster était un geste vide, dénué de signification. Beck préparait une action décisive pour mettre un terme à de tels gestes de la part de Forster. L'ambassadeur Bullitt, à Paris, reçut par avance des informations selon lesquelles un ultimatum polonais sur Dantzig serait prochainement formulé, et il se hâta de transmettre cette nouvelle au président Roosevelt.

## 16.13 Le projet de paix de l'axe, par Mussolini

Les dirigeants italiens s'inquiétaient de la montée des tensions entre l'Allemagne et la Pologne. Attolico, l'ambassadeur italien, discuta de la situation avec Ribbentrop au château de Fuschl, près de Salzbourg, le 25 juillet 1939. Mussolini envisageait l'opportunité de tenir une conférence avec Hitler au Col du Brenner, ainsi qu'une conférence diplomatique réunissant les puissances européennes, ne demandant pas forcément la présence d'Hitler et de Mussolini. Attolico informa Ribbentrop que Mussolini avait compris qu'une

guerre germano-polonaise ne resterait pas localisée, et qu'il était convaincu que ni l'Allemagne, ni l'Italie ne pouvaient faire face à une guerre majeure.

Ribbentrop exprima son opinion personnelle, selon laquelle une retraite allemande dans la crise polonaise ne serait avantageuse ni pour l'Allemagne, ni pour l'Italie. Il espérait que Mussolini allait faire tout son possible pour créer l'impression que l'Italie allait combattre aux côtés de l'Allemagne en cas d'épreuve de force. Il estimait qu'une attitude italo-allemande déterminée dans la crise en cours restait la meilleure garantie pour la paix. Il savait qu'Hitler était d'accord avec Mussolini sur le fait qu'une vraie guerre, au moment présent, aurait été désavantageuse pour l'Allemagne ainsi que pour l'Italie, et il ajouta que le dirigeant allemand espérait éviter un conflit avec la Grande-Bretagne et la France au cas où une guerre aurait éclaté entre l'Allemagne et la Pologne.

Ribbentrop avertit Attolico que les Polonais pouvaient aisément provoquer une guerre en attaquant Dantzig, ou en menant une suite de provocations intolérables à l'encontre de l'Allemagne. Il craignait que la proposition d'une conférence pût être interprétée comme un signe de faiblesse, qui n'aurait fait que rendre la guerre plus probable. Cela pouvait constituer le facteur décisif débouchant sur une intervention anglo-française dans toute guerre pouvant éclore entre l'Allemagne et la Pologne. Il ne pensait pas que les Polonais pourraient accepter de participer à une conférence proposée par l'Allemagne et l'Italie. Ribbentrop reconnut qu'Halifax pouvait sans doute déclencher une guerre générale s'il en voulait une à tout prix. Il doutait du fait que les préparations militaires britanniques fussent suffisamment avancées pour assurer une telle politique. Il espérait que l'Allemagne pourrait encore trouver le temps de terminer son programme de révision territoriale avant que les Britanniques fussent préparés à la guerre. Il tendait à considérer certains des commentaires faits par Chamberlain et Halifax à Rome en janvier 1939 comme du pur bluff.

Ribbentrop pensait qu'une rencontre à ce moment entre Hitler

et Mussolini à la gare frontalière de Brenner allait constituer tout au plus un geste théâtral sans réelle consistance. Il aurait été plus normal qu'Hitler se rendît à Florence, avec ses trésors artistiques, ou assistât à des manœuvres de l'armée italienne. Ribbentrop soupçonnait que le comte Massimo Magistrati, le conseiller de l'ambassade d'Italie à Berlin, était le vrai auteur des projets présentés par Attolico. Il était notoire que Magistrati désirait réduire l'engagement italien en Allemagne. Le texte du communiqué proposé pour préparer la rencontre entre Hitler et Mussolini au Brenner fournit d'amples indications étayant les soupçons de Ribbentrop :

> *Le Führer et le Duce, qui se sont rencontrés au Col du Brenner, à l'issue d'un examen approfondi de la situation, ont, face à la politique d'encerclement de l'Axe actuellement menée par les grandes Démocraties, réaffirmé leur désir de paix, et se sont accordés quant au fait qu'une conférence entre les puissances intéressées, si elle était préparée selon les canaux diplomatiques normaux de manière appropriée, pourrait amener à une solution des principaux problèmes qui perturbent l'Europe, et pourrait inaugurer une période de paix et de prospérité pour les peuples.*

Les sentiments du communiqué proposé reflétaient l'admirable dévotion de Mussolini à la préservation de la paix, mais ne présentaient aucune indication de fermeté face aux provocations de la Pologne, ni au soutien illimité accordé par les Britanniques à la Pologne.

Attolico discuta de la situation avec Weizsäcker le 29 juillet 1939 à Berlin. Il insista pour que Mussolini continuât à favoriser le communiqué proposé pour une rencontre à Brenner pas plus tard que le 4 août 1939. Cianoa exhortait également à la préparation immédiate d'une conférence diplomatique générale. Le ministre italien des affaires étrangères estimait qu'il serait préférable de mener la conférence plutôt que de devoir attendre que la pression des évé-

nements y contraignît toutes les parties. Attolico suggérait que des déclarations italiennes et allemandes séparées, dans les lignes du communiqué proposé pour Brenner, pussent constituer un substitut adéquat à une rencontre au Brenner. Le point important, selon Attolico, était la publication de déclarations publiques de la part de l'Italie et de l'Allemagne deux semaines plus tard. Le désaccord était profond entre l'Allemagne et l'Italie, et il fut décidé que des conversations en personne seraient nécessaires avant que des actions conjointes pussent être envisagées par les deux puissances alliées.

## 16.14 La campagne d'Otto Abetz pour la paix

Le 25 juillet 1939, Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, écrivit une lettre révélatrice à Ribbentrop. Cette missive contenait un démenti tardif quant à la controverse allemande en réponse à la protestation française du 18 mars 1939, au sujet de l'occupation de Prague. Selon les Allemands, Bonnet avait promis à Ribbentrop que la France allait réduire ses engagements militaires en Europe de l'Est. Bonnet rappelait à Ribbentrop que l'alliance franco-polonaise de 1921 était toujours restée comme une indication spécifique des engagements français à l'Est. Bonnet concluait sa lettre, qui fut mise à disposition du grand public, par le commentaire selon lequel il ne pouvait pas « *laisser dire que notre pays serait d'une manière ou d'une autre responsable de la guerre, du fait d'avoir honoré sa signature.* » Le ministre allemand des affaires étrangères soupçonna que cette lettre fût un geste destiné à convaincre les Russes que la France était sincère dans sa volonté de s'opposer à l'Allemagne.

Les relations allemandes avec la France, à ce moment, étaient compliquées par l'affaire Abetz. Deux journalistes français avaient été arrêtés en juin 1939, soupçonnés d'avoir accepté des financements allemands, et un tollé se leva dans la presse française

quant à l'idée qu'Otto Abetz, qui travaillait pour le comité France-Allemagne, fût responsable d'avoir répandu le défaitisme en France. L'accusation précise était qu'Abetz avait affirmé que la cause allemande à Dantzig était juste, et que l'Allemagne devait reprendre possession de sa ville perdue. Le 30 juin 1939, Daladier informa les diplomates allemands à Paris qu'il avait ordonné l'expulsion d'Abetz du territoire français. Bonnet avait précédemment conseillé à Abetz de quitter volontairement le pays pour éviter un incident désagréable d'expulsion, et Abetz avait quitté Paris au matin du 30 juin. *Le Temps* du 1er juillet 1939 dénonça Abetz comme un propagandiste allemand.

Le 11 juillet 1939, Welczeck discuta de la situation avec Daladier, et il souligna le fait qu'Abetz était un ami proche de Ribbentrop. Daladier convint de ré-étudier l'affaire, et Welczeck lui conseilla de consulter le sénateur Henry-Haye, maire de Versailles et proche ami d'Abetz. Welczeck, qui réfutait la qualification d'Abetz comme propagandiste, se plaignit que le gros de la presse française avait considéré l'ordre d'expulsion comme une preuve du fait qu'Abetz se serait rendu coupable d'« *activités d'espionnage.* » Il ajouta que nul n'avait avancé la moindre connexion entre Abetz et les journalistes français, Aubin et Poirier, qui étaient formellement accusés d'avoir accepté des financements allemands. Daladier répondit le 15 juillet 1939 en émettant un communiqué spécial, selon lequel Abetz n'était pas coupable d'activité d'espionnage. Il fut annoncé qu'Abetz avait quitté le pays de son propre chef, et que, par conséquent, aucun arrêté d'expulsion n'avait en fait été émis à son encontre.

La situation était compliquée par d'abruptes attaques contre Abetz menées par Henri de Kérillis, après son départ hors de France. Le belliciste et vétéran français affirmait dans *L'Époque* qu'Abetz était coupable d'inciter les Français à la trahison. Abetz savait que cette monstrueuse accusation n'aurait jamais tenu dans l'audience d'un tribunal français, et demanda de manière répétée à Ribbentrop la permission de rentrer en France. Il arguait avoir tous les

droits de ce faire, en l'absence d'ordre formel d'expulsion. Ribbentrop finit par y consentir le 2 août 1939, mais Abetz fut détenu par les autorités françaises de Belfort, et contraint de retourner en Allemagne. Welczeck reçut pour instruction de ne pas venir en congés en Allemagne au mois d'août 1939 avant d'avoir fait tout ce qui était possible pour permettre à Abetz de retourner en France, où il comptait lançait un procès contre Kérillis. Le résultat promettait d'en être d'une importance capitale, du fait du très grand nombre d'amis que s'était faits Abetz en France grâce à son travail désintéressé au fil des années, pour une entente franco-allemande. Le gouvernement français décida qu'il était impossible de reculer sur cette question, et Abetz fut contraint de rester en Allemagne.

## 16.15 La Pologne émet un ultimatum sur Dantzig

Un nouvel incident dangereux se produisit à Dantzig au moment de la démarche de Forster avec Burckhardt, le 25 juillet 1939. Budziewicz, un soldat polonais, fut tué dans des circonstances obscures sur le territoire de Dantzig par Stein, un dirigeant des douanes de Dantzig. Stein jura avoir agi en état de légitime défense, mais fut immédiatement arrêté et accusé d'homicide. Les autorités de Dantzig émirent des excuses en bonne et due forme à Chodacki, et promirent de verser une indemnité. Le contraste entre la conduite de Dantzig pour le meurtre de Budziewicz et de la conduite de la Pologne pour le meurtre de Grübnau à Kalthof est douloureusement saisissant. Ce contraste resta dissimulé au grand public polonais. La presse polonaise affirma que le personnel polonais de Dantzig était sans arrêt attaqué par des habitants de Dantzig, et que Budziewicz avait été assassiné sans provocation sur le territoire polonais.

Le gouvernement de Dantzig présenta deux notes de protestation aux Polonais le 29 juillet 1939, au sujet d'activités illégales menées par des inspecteurs des douanes et de dirigeants de la fron-

tière. Le gouvernement de Dantzig rejetait les mesures économiques polonaises, et menaçait de prendre des mesures répressives. Le gouvernement polonais ignora cet avertissement, et le 1er août 1939, mit fin au régime d'exportation hors taxe de hareng et de margarine depuis Dantzig vers la Pologne, bien que les ventes de ces denrées constituassent 10% des exportations de la *Ville libre.* Les représentants français à Dantzig notèrent non sans amusement que la société *Amada Unida*, qui jouissait d'un monopole sur la production de la margarine à Dantzig, était financée par des capitaux anglais et hollandais. Le *Danziger Vorposten*[3] suggéra que des représailles fussent lancées à l'encontre des inspecteurs des douanes polonais. Il fut indiqué que le nombre d'inspecteurs des douanes polonais, avant leur accroissement récent, était de 400% supérieur au niveau de 1929, alors que le commerce à Dantzig restait à un niveau plus bas en 1939 qu'il ne l'avait été 10 années auparavant. Le coût de l'accroissement du nombre d'inspecteurs était supporté exclusivement par la communauté appauvrie de Dantzig.

Chodacki utilisa la suggestion irresponsable parue dans l'éditorial du *Vorposten* comme prétexte pour humilier Dantzig. Il reçut la permission de Beck de présenter un ultimatum outrageant à Greiser le 4 août 1939. Le 3 août, Lukasiewicz avait confié à Bullitt que la Pologne comptait menait cette action à Dantzig. Greiser, le président du sénat, reçut une notification officielle le 5 août au petit matin que les frontières de Dantzig resteraient fermées à l'importation de tous produits alimentaires étrangers, sauf si le gouvernement de Dantzig promettait avant 18h00 le même jour de ne jamais intervenir dans les activités des inspecteurs de douanes polonais. La menace était considérable, car Dantzig produisait une part relativement réduite de sa propre consommation alimentaire. Greiser fut informé que tous les inspecteurs des douanes polonais porteraient une arme lorsqu'ils seraient de service à dater du 5 août 1939. Burckhardt, le haut-commissaire de la Société des Nations,

3. La Sentinelle de Dantzig

ne fut pas consulté par les Polonais, et ne reçut aucune notification officielle de l'action décidée par les Polonais avant le 6 août. Burckhardt, dans ses mémoires détaillés de sa mission à Dantzig, établis plus de vingt après, décrivit l'ultimatum polonais du 4 août comme une erreur majeure, qui ne produisit que des effets pervers. Il était évident que les Polonais comptaient prendre la place de la Société des Nations comme puissance souveraine sur Dantzig. Chodacki conclut de nombreuses années plus tard que l'ultimatum polonais du 4 août (daté du 4 août, présenté le 5) constituait une importante erreur tactique. Il n'était fondé sur aucun incident spécifique, ni aucun acte hostile du gouvernement de Dantzig. Le fait reste que l'ultimatum fut approuvé par Beck, qui continua d'accorder son entière confiance à Chodacki.

## 16.16 Hitler conseille la capitulation de Dantzig

Hitler conclut que la Pologne cherchait à provoquer un conflit immédiat avec l'Allemagne. Il conseilla à Greiser de capituler sur le champ, de crainte que les Polonais pussent proclamer un blocus de Dantzig avant l'expiration de la note polonaise. Greiser prit contact avec Chodacki au matin du 5 août pour l'informer que Dantzig se soumettait à l'ultimatum polonais.

Greiser adressa une longue note à Chodacki le 7 août 1939, après que la première phase de la crise fut passée. Il rappelait au haut-commissaire polonais qu'aucun ordre d'intervenir dans les activités des inspecteurs de douane polonais n'avait été donné par le gouvernement de Dantzig. Il fit par de sa stupéfaction que Chodacki ait menacé d'affamer Dantzig pour aucune raison apparente, et protesta de nouveau contre la nouvelle directive polonaise qui amenait à la militarisation complète des inspecteurs de douane polonais à Dantzig. Cette note fut distribuée avec l'accord du gouvernement allemand. Hitler estimait qu'il était nécessaire d'encourager Dantzig, après l'humiliation de sa capitulation à la Pologne, en inter-

venant directement sur cette question. Weizsäcker invita le prince Lubomirski, le chargé d'affaires polonais, à appeler le bureau allemand des affaires étrangères le 9 août 1939. Il lut les contenus d'une note verbale allemande, qui contenait l'avertissement significatif selon lequel l'Allemagne renonçait à toute responsabilité quant aux conséquences de nouvelles persécutions des habitants de Dantzig par la Pologne. La note affirmait que l'Allemagne protestait vigoureusement contre les ultimatums fondés sur des mesures inexistantes. Lubomirski demanda une copie écrite de la note. Weizsäcker expliqua n'avoir pas autorité pour présenter une note écrite, mais autorisa Lubomirski à en faire sa propre copie en partant de l'original allemand.

Beck avait expliqué à Kennard, au soir du 4 août 1939, et peu avant que Chodacki présentât l'ultimatum polonais à Dantzig, que le gouvernement polonais était prêt à prendre des mesures militaires contre Dantzig si ses habitants refusaient les conditions posées par les Polonais. Il professa plus tard croire que la note verbale allemande du 9 août était insultante envers la Pologne. Le 10 août, il donna pour instruction à l'un de ses subordonnés de convoquer le baron Wühlisch, le chargé d'affaires allemand. Le contenu d'une note verbale polonaise bien plus longue que la note allemande de la veille fut lu en langue polonaise au diplomate allemand. Le gouvernement allemand se voyait averti que la Pologne pourrait considérer d'autres interventions allemandes contre les intérêts polonais à Dantzig comme des actes d'agression. Le gouvernement polonais réfutait la responsabilité des conséquences qui pourraient s'ensuivre si le gouvernement allemand persistait dans ses tentatives de protéger Dantzig. Le baron Wühlisch se vit affirmer que l'action allemande de la veille constituait supposément une violation du droit. La Pologne, la Société des Nations, et le gouvernement de Dantzig avaient certains droits sur le territoire de Dantzig, mais l'Allemagne n'en avait aucun. Le gouvernement allemand se voyait informé que la Pologne ne considérait pas que Dantzig fût un sujet légitime de préoccupation pour l'Allemagne, et les diplomates

polonais clamaient la surprise que l'Allemagne ait osé intervenir la veille.

Le gouvernement allemand se voyait en outre informé que la volonté polonaise de discuter de Dantzig par le passé avec l'Allemagne avait relevé d'un geste volontaire de bonne volonté de la part de la Pologne, que le gouvernement polonais ne souhaitait plus réaliser. Wühlisch se vit affirmer que l'ultimatum polonais du 4 août envers Dantzig avait été livré avec l'accord préalable des gouvernements britannique et français. Cette allégation était fausse. Beck avait délibérément évité de consulter les puissances occidentales pour démontrer qu'il était prêt à exercer une initiative indépendante à Dantzig sur la question de la paix ou de la guerre. Il avait informé Kennard que le gouvernement polonais était prêt à mener des actions militaires à Dantzig, mais n'avait pas consulté le gouvernement britannique. Les habitants de Dantzig, de leur côté, étaient absolument convaincus que la Pologne aurait procédé à l'occupation militaire complète de Dantzig si Greiser avait rejeté l'ultimatum polonais.

Le 10 août, Wühlisch se vit informé qu'il aurait été nécessaire qu'il recopiât le texte de la note polonaise, depuis la version en langue polonaise, s'il désirait en disposer d'une version écrite. Le diplomate allemand fit aussitôt part de sa volonté de ce faire. L'échange des notes allemande et polonais fut interprété par les diverses capitales européennes comme une nouvelle indication de ce que la Pologne refusait de renouveler des négociations avec l'Allemagne, et qu'elle avait insisté pour une solution polonaise unilatérale à Dantzig.

Le 3 août 1939, Bullitt, l'ambassadeur étasunien à Paris, informa le président Roosevelt que Beck prédisait qu'une phase intense et décisive dans la crise entre l'Allemagne et la Pologne pourrait survenir avant le 15 août 1939. Le président Roosevelt savait que la Pologne était évidemment coupable de la crise qui commença à Dantzig le 4 août, et s'alarmait de l'idée que le grand public étasunien pût apprendre la vérité quant à la situation. Cela aurait

pu constituer un facteur décisif pour décourager son programme d'intervention militaire étasunienne en Europe. Le 11 août 1939, il donna pour instructions au sous-secrétaire Sumner Welles d'ordonner à l'ambassadeur étasunien Biddle de conseiller les Polonais sur ce problème. Le président Roosevelt exhorta les Polonais à se montrer plus intelligents pour faire apparaître que les actions allemandes étaient responsables de toute explosion inévitable à Dantzig.

La réponse de Beck à l'intervention étasunienne ne fut pas encourageante. Biddle signala au président Roosevelt, le 11 août à minuit, que le gouvernement polonais avait décidé que strictement aucune concession ne pouvait être faite envers l'Allemagne. Beck n'avait de toute évidence aucune envie de s'engager dans une suite de manœuvres complexes mais vides qui auraient pu s'avérer utiles pour tromper le grand public étasunien. Beck désirait que le président Roosevelt sût qu'il était satisfait pour le moment de disposer du soutien britannique total pour sa politique. Beck montra à Biddle un rapport émis par Raczynski, l'ambassadeur polonais à Londres, le 13 août 1939. Ce rapport contenait l'accord explicite d'Halifax envers les récentes mesures polonaises prises à Dantzig.

L'ultimatum polonais du 4 août 1939, qui était basé sur le plus bancal des prétextes, avait efficacement anéanti les tentatives d'Hitler et de Forster d'assurer une détente dans les relations allemano-polonaises quant à Dantzig. Le gouvernement polonais avait ignoré la suggestion de Forster, selon laquelle il aurait été possible de dissoudre la milice de Dantzig si la situation à Dantzig se calmait. Il était manifestement impossible à Forster de persister dans ses tentatives de conciliation dans l'atmosphère créée par l'ultimatum polonais. Il était apparent aux yeux du gouvernement allemand que les Britanniques et les Français étaient chacun incapables d'empêcher le gouvernement polonais d'agir de manière arbitraire pouvant produire une explosion. Les Polonais avaient étendu leur position à Dantzig le 5 août 1939 en forçant le consentement du gouvernement de Dantzig quant à une militarisation complète du service

des douanes polonaises à Dantzig. Le gouvernement de Dantzig avait perdu le droit d'intervenir contre les inspecteurs des douanes polonaises enfreignant les ordonnances locales de la *Ville libre.* Il n'y avait aucune raison pour que la Pologne pût présenter un nouvel ultimatum, sans intervention de la Grande-Bretagne ou de la France, exigeant l'abdication finale du régime national-socialiste de Dantzig. Les alternatives à cette situation auraient été l'abandon des aspirations allemandes à Dantzig, ou la guerre.

Burckhardt, le haut-commissaire de la Société des Nations, estimait que la Pologne avait profondément tort d'affirmer que le gouvernement de Dantzig n'avait aucun droit de restreindre les activités des inspecteurs des douanes polonais à des zones spécifiques sur la base des accords existants. Il avait reçu le 3 août 1939 des informations détaillées de la part de Forster, quant aux instructions d'Hitler pour une tentative de mettre fin aux frictions avec la Pologne à Dantzig. Burckhardt conversa avec Chodacki de la question des inspecteurs des douanes, mais reconnut devant Forster qu'il avait reçu un accueil très inamical. Il ajouta que le haut-commissaire polonais n'était pas intéressé par la tentative d'Hitler d'exercer une influence modératrice à Dantzig. Hitler consulta Forster à l'Obersalzberg du 7 au 9 août 1939. Il ne donna pas la permission à Forster d'accomplir une détente avec la Pologne. Il fut dit à Forster le 9 août qu'il lui appartiendrait de décider à chaud à Dantzig si oui ou non il y avait quelque chose à gagner en menant de nouvelles discussions avec les Polonais au sujet des inspecteurs des douanes. Forster rentra à Dantzig le même jour avec l'impression qu'il n'y avait rien d'autre à faire que d'attendre de nouveaux développements sur la scène européenne.

## 16.17 Préparations militaires de l'Allemagne

Les projets de l'Allemagne pour une possible guerre contre la Pologne étaient terminés à ce moment. Les diverses conférences

menées entre Hitler et ses dirigeants militaires, après l'ordre de planification opérationnelle du 11 avril 1939, ont constitué un sujet de spéculation, mais on ne trouve aucun compte-rendu officiel pour aucune de ces conférences. Le colonel Rudolf Schmundt, aide de camp militaire d'Hitler, fut l'auteur supposé de deux compte-rendus officieux, compilés après l'événement, d'une conférence militaire importante tenue le 23 mai 1939. Schmundt mourut de suite des blessures qu'il reçut lors de la tentative d'assassinat contre Hitler du 20 juillet 1944, et la question de savoir s'il a effectivement écrit ces comptes-rendus est restée irrésolue.

Plusieurs biographes d'Hitler ont averti qu'il serait dangereux d'attacher trop d'importance aux compte-rendus discutables attribués à Schmundt. Ribbentrop, après la seconde guerre mondiale, s'est souvenu qu'Hitler « *m'a dit de manière répétée qu'il fallait parler aux militaires comme si la guerre allait éclater ici ou là le lendemain.* » Il s'agit là d'un fait évident à tout analyste des relations entre les dirigeants politiques et militaires, mais cela ne semble pas s'appliquer à cette conférence en particulier. Le général Wilhelm Keitel, qui se souvenait avec une grande clarté des détails spécifiques de cette conférence après la seconde guerre mondiale, nota qu'il avait quitté la conférence le 23 mai avec la ferme conviction qu'il n'y aurait pas de guerre en 1939.

Les notes attribuées à Schmundt suggèrent qu'Hitler envisageait la possibilité d'un conflit à la fois avec la Pologne et les puissances occidentales, mais qu'il espérait empêcher l'intervention des puissances occidentales par des moyens diplomatiques s'il y avait une guerre entre l'Allemagne et la Pologne. Cette phase du compte-rendu est cohérente avec plusieurs déclarations faites par Hitler, et correspond à la version de Keitel. Les commentaires détaillés dans les notes, tel la supposée déclaration d'Hitler selon laquelle l'Allemagne était « *à présent dans un état de ferveur patriotique* » présentent une validité douteuse.

Le projet militaire allemand, dans les faits, avait été établi jusque dans de nombreux détails avant la conférence du 23 mai

1939. Les Allemands comptaient s'appuyer fortement sur la force aérienne en cas de guerre avec la Pologne, mais il était stipulé que seuls des objectifs militaires seraient bombardés. Les principales opérations offensives au sol devaient être lancées depuis la Prusse orientale et la Poméranie au Nord, et depuis la Haute-Silésie de l'ouest et la Slovaquie de l'Ouest, côté Sud. Le déploiement préliminaire de l'armée allemande pour de possibles opérations était en cours au moment de l'ultimatum polonais à Dantzig du 4 août 1939, et il fut terminé le 20 août. Le gouvernement slovaque avait accepté d'accorder une pleine coopération à l'Allemagne en cas de guerre, mais il n'y eut aucune demande allemande de déploiement de l'armée slovaque contre la Pologne. Moltke, l'ambassadeur allemand à Varsovie, fur informé de cet accord le 4 août 1939. Le consulat allemand de Lviv prédit le 7 août 1939 que la minorité ukrainienne de Pologne lancerait une insurrection contre les Polonais en cas de guerre germano-polonaise.

## 16.18 Les efforts pour la paix menés par la Hongrie

Hitler fut considérablement ennuyé à ce moment par une démarche vaine menée par le gouvernement hongrois. Le 8 août 1939, il reçut Istvan Csaky au Berchtesgaden pour discuter les contenus d'une lettre envoyée le 24 juillet par le premier ministre hongrois, Paul Teleki, à Hitler. Teleki avait annoncé que des considérations morales allaient empêcher la Hongrie de rallier l'Allemagne dans une guerre contre la Pologne en cas de conflit germano-polonais. Hitler affirma à Csaky qu'il était choqué par cette lettre. Il n'avait jamais attendu de la Hongrie qu'elle prit part dans une telle guerre, et il ajouta qu'une intervention hongroise, dans l'hypothèse d'un tel conflit, ne serait pas la bienvenue. Hitler concéda que Dantzig avait capitulé face à l'ultimatum polonais du 4 août, mais promit qu'un nouvel ultimatum polonais trouverait de la part de l'Allemagne

une réponse appropriée. Il prédit que la Hongrie allait perdre ses récentes acquisitions territoriales si une guerre majeure se produisait, et que l'Allemagne y subissait une nouvelle défaite. Hitler reconnut que la Slovaquie avait pris une position importante dans les plans stratégiques allemands en cours en cas d'une guerre contre la Pologne, mais il promit que l'Allemagne n'avait aucun désir de rester l'influence étrangère prépondérante dans ce pays. Il avertit Csaky qu'un type bolcheviste de pan-slavisme aller triompher, avec des résultats terribles pour les Allemands et les Hongrois, si l'Allemagne perdait une nouvelle guerre.

Csaky répondit que la Hongrie avait pleinement conscience de la validité de ce qu'Hitler avec affirmé. Il ajouta que Lord Vansittart, le conseiller diplomatique du gouvernement de sa Majesté britannique, avait clarifié ce point en adoptant une attitude menaçante envers la Hongrie. Csaky était bien au fait de la politique vindicative britannique à l'encontre de la Hongrie, lors de la conférence de paix de Paris de 1919. Le premier ministre hongrois n'avait fait qu'éclaircir sa position quant à la situation spéciale concernant la Pologne. Csaky souligna l'amitié traditionnelle entre la Hongrie et la Pologne, et ajouta que l'honneur national empêchait une action hongroise contre la Pologne.

Hitler répondit qu'il était désagréable d'entendre Csaky faire l'éloge des Polonais à un moment où les Allemands de Pologne souffraient du traitement bestial infligé par les mains polonaises. Hitler discuta des excès en cours de la Pologne avec moult détails. Il confia qu'il avait interdit toute publicité quant aux atrocités polonaises impliquant la mutilation physique et la torture de personnes allemandes. Csaky répondit par une diatribe contre les Roumains et leurs supposés mauvais traitements de la minorité hongroise. Il était irrité par l'amitié croissante dans les relations germano-roumaines, et il essaya en vain d'obtenir quelque indication de ce que l'Allemagne aurait favorisé une révision territoriale hongroise contre la Roumanie.

Dans une seconde conversation, tenue plus tard le même jour,

Hitler souligna que la lettre insollicitée de Teleki constituait un affront des plus superflus. Il expliqua les implications insultantes de la lettre écrite par le dirigeant hongrois en usant de termes tranchants, et produisit une forte impression sur Csaky. Le diplomate hongrois se trouva dans l'incapacité de réfuter qu'Hitler ait jamais donné la moindre indication d'un désir de voir la Hongrie se battre contre la Pologne. Csaky accepta l'analyse de la situation faite par Hitler, et affirma qu'il démissionnerait si le premier ministre Teleki n'acceptait pas de désavouer son courrier. Il rentra à Budapest et convainquit le premier ministre Teleki de présenter ses excuses à Hitler. La lettre de Teleki ainsi que la visite de Csaky étaient des démonstrations calculées pour influencer la politique allemande envers la Pologne, mais elles furent lancées sans fondement concret, et pour cette raison elles échouèrent à produire le moindre effet. Les Hongrois malheureux auraient été satisfaits d'assurer une médiation entre l'Allemagne et la Pologne, mais ils savaient que Beck s'opposait à toute concession aux Allemands. La Hongrie se trouvait confrontée à la tragédie d'un conflit entre deux nations qui étaient traditionnellement ses amis les plus proches, et ses dirigeants savaient qu'une guerre majeure résultant de ce conflit local pourrait amener à la destruction de la Hongrie.

James Farley, le responsable de la campagne du parti démocrate étasunien, et maître de poste général, rendit visite à Berlin à cette époque. Le président Roosevelt craignait que Farley ne pût découvrir les faits quant au dilemme désespéré créé pour l'Allemagne par la politique provocatrice de la Pologne. Il donna pour instruction à l'ambassadeur étasunien à Berlin d'empêcher tous contacts non surveillés entre Farley et les dirigeants allemands. Le 10 août 1939, le bureau allemand des affaires étrangères conclut qu'il n'était pas possible de pénétrer le mur de censure dressé autour de Farley. Ils comprirent que le président Roosevelt était déterminé à les empêcher de communiquer librement avec les dirigeants étasuniens en visite.

## 16.19 Le jour des légions en Pologne

L'ultimatum polonais du 5 août 1939 avait réussi à saper les tentatives de conciliation d'Hitler et de Burckhardt dans la *Ville libre.* Le 4 août, Beck autorisa la radio polonaise à commencer à émettre des émissions en langue tchèque, exhortant à une insurrection contre les Allemands en Bohême-Moravie. Il considérait que ces actions constituaient un bon prélude à la grande fête nationale du régime polonais du 6 août 1939. C'était le jour des légions de Pilsudski en Pologne. Vingt-cinq années s'étaient écoulées depuis que les cadres subalternes des soldats auxiliaires étaient entrés en action contre l'armée tsariste russe dans la phase d'ouverture de la première guerre mondiale. Ces soldats polonais avaient contribué aux campagnes allemandes qui avaient forcé l'armée russe à évacuer la Pologne. La célébration gigantesque, d'une durée de trois jours, de cet événement était centrée sur Cracovie en août 1939. La veuve de Pilsudski fit le trajet de Varsovie à Cracovie en automobile. Elle restait la représentation symbolique du grand maréchal qui était mort en 1935. C'était une période de grandes émotions. Alexandra Pilsudska affirma de son propre chef à chacun en août 1939 que son époux avait toujours déclaré qu'une guerre contre l'Allemagne deviendrait un jour ou l'autre inévitable. Elle déclara également que son époux avait considéré la guerre comme meilleure école pour l'humanité. Elle affirma qu'il avait douté qu'il fût jamais possible de trouver un remplacement adéquat à la guerre.

Une torche fut allumée au-dessus du cœur de Pilsudski au cimetière Rossa de Vilnius. Des coureurs polonais transportèrent la torche en relais sur 785 kilomètres jusque Cracovie. Un total de 12 000 coureurs transporta également d'autres torches identiques en provenance d'autres villes éloignées. À Cracovie, il y eut des cérémonies dédiées à chaque groupe militaire polonais du XX$^{\text{ème}}$ siècle. Il y eut un roulement de tambour pour chaque homme des légions de Pilsudski tombé au combat. Partout, le slogan officiel de la commémoration était affiché :

« *Nous ne sommes pas l'Autriche ou la Tchécoslovaquie ! Nous sommes différents !* »

Le gouvernement espérait inspirer un esprit d'exultation au conflit supposément glorieux contre l'Allemagne. Nul n'avait le droit de remettre en question l'affirmation que la guerre contre l'Allemagne était inévitable.

Le maréchal Smigly-Rydz présenta le discours d'ouverture le 6 août 1939. Il assura à son auditoire que la Pologne était prête à gérer toute action de la part de l'autre partie dans le différend sur Dantzig. L'auditoire répondit par un cri enthousiaste : « *Nous voulons Dantzig !* » Le maréchal rappella à son auditoire que chaque Polonais était voué, par un serment sacré, à défendre son pays et sa cause. Il s'exclama que la vie personnelle de chaque citoyen serait infâme si on laissait une souillure venir entacher l'écusson de l'honneur polonais. Le maréchal affirma que la Pologne respectait la paix, « *mais il n'existe aucune force pouvant nous convaincre que le mot* "paix" *signifie* "prendre" *pour certaines personnes, et* "donner" *pour d'autres.* » Il suivit la ligne du discours de Beck du 5 mai 1939, en trompant son auditoire quant à la vraie nature de l'offre d'Hitler à la Pologne. Il dissimula le fait qu'Hitler avait proposé des concessions vitales et étendues à la Pologne en échanges de requêtes allemandes moindres. Le maréchal insista sur l'idée que la Pologne répondrait contre toute action allemande à Dantzig. Il décrivit la *Ville libre*, qui n'appartenait pas à la Pologne, comme un poumon vital de l'organisme national polonais.

Moltke signala le 8 août 1939 à Berlin que le discours de Smigly-Rydz était resté plus modéré que celui d'autres dirigeants de la légion. L'ambassadeur fit part de l'opinion de Dirksen, pour qui l'Allemagne ferait mieux d'abandonner ses tentatives de récupérer Dantzig. Il affirma que Smigly-Rydz pensait exclusivement selon des termes économiques en décrivant Dantzig comme un poumon polonais. Il suggéra que le discours du maréchal indiquait que de nouvelles négociations avec les dirigeants polonais restaient possibles. Il ne définit pas les raisons l'amenant à parvenir à cette

conclusion, et ne présenta aucune proposition spécifique pour ouvrir des négociations. Il reconnut que le ton de la presse polonaise manquait de modération.

Une présentation frappante parut dans la presse polonaise le 7 août 1939. La censure polonaise laissa l'*Illustrowany Kurjer* de Cracovie publier un article d'une témérité sans précédent. Il y était affirmé que les unités polonaises traversaient constamment la frontière allemande pour détruire des installations militaires allemandes, et transporter les équipements militaires allemands confisqués jusqu'en Pologne. Il était noté avec satisfaction que ces tentatives étaient motivées par un esprit de compétition. Le gouvernement polonais n'empêcha pas le journal au plus grand tirage de Pologne d'annoncer au monde que l'Allemagne subissait une suite de violations de sa frontière par la Pologne. La situation fut résumée de manière tranchante par l'ambassadeur Jerzy Potocki après son retour aux États-Unis, en août 1939, à l'issue de l'échec de sa mission à persuader Beck de chercher un accord avec les Allemands. Potocki expliqua que « *la Pologne préfère Dantzig à la paix.* »

Le jour des légions fut la dernière grande commémoration à se produire dans la Pologne de Pilsudski. Il s'avéra impossible pour l'État polonais, que Pilsudski avait créé, de survivre aux conséquences de la politique étrangère poursuivie par Jozef Beck. L'État polonais se dirigeait vers une guerre totalement superflue. Beck pariait délibérément sur la possibilité improbable que l'inévitable défaite de la Pologne, dans la première phase de la guerre, serait temporaire parce que la politique de guerre d'Halifax allait amener à la destruction de l'Allemagne ainsi que de l'Union soviétique. Sa prédiction qu'une harmonie durable ne pourrait jamais exister entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique était sensée, mais il surestima les Britanniques et sous-estima les Russes. Il ignora le fait qu'Halifax, ainsi que les autres dirigeants britanniques, étaient froidement indifférents quant à l'avenir de la Pologne, et qu'ils ne manqueraient pas de sacrifier les intérêts polonais dès qu'il serait considéré opportun de ce faire. La Pologne était utile à Halifax pour

fomenter une guerre contre l'Allemagne, mais c'était tout. Beck aurait pu méditer la célèbre citation de Schiller : « *Le Maure a fait son devoir ; le Maure peut partir.* » Le gouvernement britannique donna volontairement son aval *a posteriori* à l'ultimatum polonais du 4 août 1939. Cela ne se réalisa que parce qu'Halifax voulait la guerre. Le gouvernement britannique, en des circonstances normales, aurait dénoncé la diplomatie menée par Beck dans des termes cinglants. Beck aurait reçu l'avertissement que toute nouvelle action de ce genre impliquerait l'arrêt des obligations britanniques envers la Pologne, si le gouvernement britannique avait préféré la paix.

## 16.20 Les inclinaisons pacifiques du peuple polonais

Après le 6 août 1939, Beck aurait encore pu modifier sa politique pour reprendre sa position antérieure. Il affirmait être un maître de la politique du balancier, qui exigeait un équilibre soigneusement entretenu entre deux puissances voisines et rivales. Beck appliquait cette politique dans ses relations avec l'Allemagne et l'Union soviétique. Il aurait été plus profitable pour lui d'y recourir courant août 1939 dans ses relations avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il n'était pas trop tard pour qu'il pût parvenir à un règlement avec Hitler selon des termes très avantageux pour la Pologne. Ce fut Beck, et non Hitler, qui découragea la tenue de nouvelles négociations.

Il était exact que le gouvernement polonais était parvenu à créer un enthousiasme en faveur de la guerre, et une excitation contre la minorité allemande en Pologne. Une grave erreur aurait été de supposer que la population polonaise, en août 1939, serait restée sourde à une politique de paix, si les faits relatifs aux relations germano-polonaises lui avaient été présenté avec une plus grande objectivité. Il fut noté par des observateurs attentifs, présents en Pologne à l'été 1939, que le moral parmi les gens de la rue était loin

de ce qu'en disait la presse polonaise. Une longue période d'incertitude avait suivi les journées exaltées de la mobilisation partielle du mois de mars 1939, et cela avait produit un effet déprimant. Nombreux étaient les hommes à se retrouver sous les drapeaux, et les petites entreprises du pays souffraient d'un nouveau ralentissement économique. De nombreuses rumeurs couraient quant à l'idée que les Britanniques se montraient extrêmement avares dans leurs propositions de soutien financier, et ces rumeurs n'étaient que trop vraies. Il était souvent dit qu'un règlement de la crise aurait été trouvé depuis longtemps si la garantie britannique n'avait pas été acceptée. La durée prolongée de la crise faisait monter la probabilité pour que le grand public polonais acceptât une solution pacifique.

La Pologne avait une mission unique et précieuse à mener pour l'Europe, comme rempart contre le bolchevisme. Son engagement dans la politique guerrière de Lord Halifax constitua le plus grand obstacle à la tenue de cette mission en 1939.

# Chapitre 17

# Anglais et Français courtisent tardivement la Russie

## 17.1 La Russie soviétique comme Troisième Homme

Halifax échoua à attirer la Russie soviétique dans un conflit contre l'Allemagne après la garantie britannique accordée à la Pologne. Les dirigeants soviétiques espéraient un conflit entre l'Allemagne et les puissances occidentales, afin d'épuiser les États capitalistes et de créer des conditions favorables à l'expansion du bolchevisme. Les dirigeants soviétiques avaient craint que la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis n'entravassent cet espoir en faisant tout leur possible pour promouvoir une guerre isolée entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Cela aurait pu sembler une politique logique en prenant le point de vue de nations supposément opposées à la fois au communisme et au fascisme. Les dirigeants soviétiques furent heureux de l'apparente détermination d'Halifax,

après mars 1939, à fomenter une guerre anglo-allemande avec ou sans la participation de l'Union soviétique. C'était la plus importante contribution qu'il pût réaliser pour contribuer aux objectifs communistes.

En avril 1939, l'Union soviétique n'avait aucune obligation de prendre part à un conflit anglo-français contre l'Allemagne au nom de la Pologne. Bonnet, le ministre français des affaires étrangères était pleinement conscient de ce fait. Les dirigeants soviétiques avaient convenu de soutenir la France en cas d'attaque allemande, mais n'avait pas consenti à soutenir une attaque de la France contre l'Allemagne en cas de conflit entre l'Allemagne et un pays tiers. Cette situation produisit un fort désaccord entre Bonnet et Halifax. Bonnet ne savourait pas la perspective que Staline assistât les bras croisés à une guerre européenne, avec un détachement épicurien. Bonnet ne ressentait décidément aucune sympathie quant au désir d'Halifax d'aller en guerre contre l'Allemagne en de telles circonstances.

Daladier, le premier ministre français, était enclin à penser que la participation soviétique dans un front d'assistance mutuel contre l'Allemagne pourrait empêcher l'éclatement d'une nouvelle guerre en Europe. Il est tout à fait notable que cette attitude n'était pas partagée par le gouvernement britannique, pour des raisons tout à fait évidentes. Daladier raisonnait selon les termes d'une politique flexible vis-à-vis de l'Allemagne, rappelant fortement la précédente politique d'apaisement pratiquée par Chamberlain, où la menace de la force restait tempérée par un certain degré de conciliation. Les Britanniques étaient déterminés à poursuivre une politique sans compromis qui devait contraindre l'Allemagne à la guerre. Ce fut pour ces raisons que le bureau britannique des affaires étrangères réfuta vigoureusement qu'un traité avec la Russie constituât la formule magique pouvant éviter une nouvelle guerre européenne. De fait, il n'aurait pas voulu œuvrer pour un traité visant à empêcher l'éclatement d'une nouvelle guerre.

Il est très douteux que la Russie aurait conclu une alliance avec

la Grande-Bretagne, si Halifax avait ignoré la Pologne et poussé pour une alliance avec la Russie après le refus polonais de l'offre d'alliance pro-soviétique du 24 mars 1939. La réponse soviétique du 21 mars 1939 au projet d'alliance à quatre puissances semblait favorable, mais était soigneusement biaisée par la condition selon laquelle l'Union soviétique comptait sur la participation de la Pologne au même traité. Staline et Litvinov avait pleinement conscience de l'attitude hostile de la Pologne à l'égard de leur pays, et ils savaient que la participation de la Pologne dans un front d'alliance avec la Russie restait extrêmement peu probable. Staline avait expliqué dans son discours au 18ème Congrès du Parti communiste du 10 mars 1939 qu'il espérait éviter un conflit avec l'Allemagne.

## 17.2 Le détachement russe : encouragé par la garantie accordée à la Pologne

La garantie accordée à la Pologne le 31 mars 1939 avait encore diminué les chances qui auraient pu exister quant à l'établissement d'un front d'alliance anglo-franco-soviétique. Une fois la garantie accordée, il était évident que la Grande-Bretagne, et non la Russie était en danger immédiat d'implication dans une guerre contre l'Allemagne. Les différences de situations entre les deux puissances réduisaient les chances d'un accord. La France et l'Union soviétique avaient conclu leur alliance en 1935 sous des conditions plus favorables. En 1939, les propositions britanniques à la Russie rappelaient le vain appel de George III à Catherine II de Russie pour que l'armée cosaque s'attaquât aux colons américains. La Tsarine n'avait aucun désir d'impliquer la Russie sans raison dans une guerre britannique.

La garantie accordée à la Pologne, en termes de politique de pouvoir, était équivalente à une diminution majeure de la puissance britannique. La Pologne était un pays faible, tant militairement qu'économiquement. Le motif habituel des alliances est de

s'octroyer une augmentation importante de puissance, en échange de supporter l'engagement de points de danger dans les relations étrangères du nouveau partenaire. L'accord britannique conclu avec la Pologne comportait un maximum de danger et un minimum de puissance. Les Russes savaient que la Grande-Bretagne avait affaibli ses positions tant politique que militaire en Europe en accordant cette garantie à la Pologne.

## 17.3 L'Union soviétique comme puissance révisionniste

La tentative d'Halifax de parvenir à une alliance avec la Russie fut encore compliquée par le fait que l'Union soviétique constituait une puissance révisionniste. L'Union soviétique essayait d'établir le système communiste partout dans le monde, et désirait également annexer à la Russie d'importants territoires européens. Les diplomates soviétiques avaient commencé à discuter de leurs aspirations territoriales en Finlande avec Rudolf Holsti, le ministre finnois des affaires étrangères, dès le 14 avril 1938. Des demandes soviétiques existaient pour une étroite collaboration militaire entre la Russie et la Finlande. L'attitude négative du gouvernement finnois vis-à-vis de ces propositions amena au lancement d'une campagne de presse soviétique contre la Finlande au mois d'août 1938. Les Finnois rejetèrent une proposition émise le 5 mars 1939 par Litvinov, le commissaire soviétique aux affaires étrangères, visant à établir des bases soviétiques en Finlande. Les dirigeants finnois connaissaient la détermination soviétique à renouveler la domination russe sur la Finlande, et n'étaient pas moins alarmés que les Polonais, les Roumains, et les nations baltes par les négociations d'alliance entre les puissances occidentales et la Russie. Il était évident aux yeux de chacun que les armées russes pourraient pénétrer au coeur de l'Europe dans l'éventualité d'une guerre anglo-franco-soviétique contre l'Allemagne.

Bullitt, l'ambassadeur étasunien à Paris, n'était pas enthousiaste quant à la tentative anglo-française de conclure une alliance avec l'Union soviétique. Il inclinait à s'accorder avec l'attitude hostile de la Pologne face à la Russie. Bullitt avait été ambassadeur étasunien à Moscou entre 1933 et 1936, et ne nourrissait guère d'illusions quant à l'Union soviétique. Il suggéra dans son rapport final émis depuis Moscou le 20 avril 1936 que le niveau de vie russe était sans doute plus bas que celui de tout autre pays du monde. Il signala que le dirigeant du Comintern bulgare, Dimitrov, avait reconnu que le front populaire soviétique, ainsi que les tactiques de sécurité collective, avaient pour but de saper les systèmes capitalistes étrangers. Il insista sur l'idée que des relations d'amitié sincère entre l'Union soviétique et les États-Unis constituaient une impossibilité. Il admit qu'un conflit entre l'Allemagne et la France allait exposer l'Europe au danger de la domination communiste. Il estimait que ce risque valait la peine d'être couru, pour détruire l'Allemagne, mais était pleinement conscient du danger encouru.

Le président Roosevelt avait conscience de ce que les conditions économiques et sociales en Allemagne étaient largement supérieures à celles que connaissait l'Union soviétique. L'ambassadeur Joseph E. Davies, qui avait pris la suite de Bullitt à Moscou, signala le 1er avril 1938 à Roosevelt que la terreur en Russie était un « *fait terrifiant.* » Davies se plaignit également des gigantesques dépenses d'armement soviétiques, et signala qu'environ 25% de l'ensemble du produit national soviétique de 1937 était englouti dans le budget de la défense, comparativement à 10% pour l'Allemagne. Davies signala que Staline, dans une lettre du 14 février 1938 à la Pravda, avait confirmé son intention de répandre le système communiste partout dans le monde. Staline promettait que le gouvernement soviétique allait travailler avec les communistes de l'étranger pour parvenir à cet objectif. Il conclut sa lettre en affirmant : « *Je désire très fortement…qu'il n'y ait plus sur terre de chose aussi néfaste qu'un environnement capitaliste, le danger d'une attaque militaire, le danger de la restauration du capitalisme, et ce qui s'ensuit.* »

Davies mentionna que le général Ernst Köstring, l'attaché militaire allemand vétéran attaché à l'Union soviétique, conservait une haute opinion de l'Armée rouge malgré les gigantesques purges de 1937 dans les rangs de l'armée russe. Davies conclut que l'Union soviétique pouvait au mieux se décrire comme « *une tyrannie terrible.* » Le présentation de ces rapports n'amena pas le président Roosevelt à revenir sur l'affirmation qu'il avait prononcée à Chicago le 6 octobre 1937, à savoir que l'Union soviétique était l'une des nations les plus éprises de paix du monde. Roosevelt avait pleinement conscience du danger du communisme, mais estimait que cette considération n'avait pas d'importance face à son objectif préféré, consistant à détruire l'Allemagne national-socialiste.

Alexander Kirk, le chargé d'affaires étasunien, signala le 22 février 1939 que l'on parlait beaucoup en Union soviétique d'un changement de politique étrangère. Il nota que, par-dessus tout, il semblait exister un désir presque universel d'améliorer les relations soviétiques avec l'Allemagne. Il ne donna pas de raisons à ce développement, mais la déduction évidente en était que des rapports parvenaient en Union soviétique quant au fait que la Grande-Bretagne se préparait à défier l'Allemagne. Cela fut sans aucun doute un facteur important diminuant la nécessité de maintenir la fiction de la sécurité collective et des pactes généraux d'assistance mutuelle. Ces dispositifs avaient été utiles pour impliquer la Grande-Bretagne et la France dans des différends contre l'Allemagne et l'Italie, mais voyaient à présent leur utilité disparaître. Kirk nota qu'Anastas Mikoïan, le brillant commissaire au commerce, empiétait sur Litvinov dans la conduite de la politique étrangère soviétique. Mikoïan, qui s'était battu contre les Britanniques sur les barricades de Baku après la première guerre mondiale, était connu comme ardent avocat de relations temporairement normales et pacifiques avec l'Allemagne. Il était de plus en plus utile à Staline, à un moment où l'Union soviétique tâchait de se distancier des différends entre l'Allemagne et les puissances occidentales. Kirk signala des rumeurs selon lesquelles Litvinov, l'apôtre de la sécurité collective, devait

prochainement partir en retraite.

Il se faisait très tard pour une approche britannique de l'Union soviétique au moment de l'ouverture du 18ème Congrès du parti communiste, le 10 mars 1939. Staline affirma dans son discours d'ouverture que les pays capitalistes, partout dans le monde, devenaient plus faibles. Il prédit l'éclatement d'une nouvelle guerre impérialiste entre la fascisme et une combinaison anglo-franco-étasunienne. Il déclara que la Grande-Bretagne et la France avaient de bonnes raisons de craindre une révolution en cas de guerre. Staline affirma que les dirigeants britanniques et français cherchaient, pour cette raison, à impliquer l'Allemagne et l'Union soviétique dans une guerre isolée, et il accusa la presse des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France de s'employer à empoisonner les relations russo-allemandes après la conférence de Munich. Ces affirmations de Staline furent consciencieusement répétées par les divers orateurs du Congrès. Le 13 mars 1939, Kliment Voroshilov, le commissaire soviétique à la défense, se glorifia de ce que l'Armée rouge avait plus que doublé d'effectifs en cinq années. Il affirma que les victoires russes, au lac Khassan et à Changkufeng, face à l'armée japonaise en juillet et août 1938, avaient démenti le supposé affaiblissement de l'Armée rouge du fait des purges récentes. Voroshilov ajouta que l'Armée rouge avait reçu 34 000 commissaires politique pour l'amélioration du moral des soldats. Il dénonça la diplomatie britannique et française, conçue pour promouvoir une guerre russo-allemande.

## 17.4 La révocation de Litvinov

Le 13 mars 1939, le comte Friedrich-Werner von der Schulenburg, ambassadeur allemand qui avait représenté l'Allemagne à Moscou depuis 1934, signala à Berlin que le discours de Staline marquait un nouveau départ en matière de politique étrangère soviétique. Il annonça que la principale motivation de Staline se trou-

vait désormais dirigée contre la Grande-Bretagne. Schulenburg nota que Staline avait pour la première fois tourné au ridicule l'allégation selon laquelle le Reich allemand cultivait des aspirations en Ukraine soviétique. Ribbentrop avait auparavant attiré l'attention d'Hitler sur les implications du discours de Staline.

Le 24 mars 1939, le bureau allemand des affaires étrangères apprit que la Pologne avait rejeté l'offre d'alliance pro-soviétique formulée par Halifax le 20 mars. Le secrétaire d'État Weizsäcker prédit à Schulenburg que les Britanniques allaient répondre en lâchant la Pologne et en essayant de conclure un pacte tripartite anglo-franco-soviétique. Weizsäcker était convaincu que « *les sirènes de Moscou* » allaient désormais constituer le principal trait de la politique britannique, et il fut surpris de la décision d'Halifax du 31 mars 1939 de maintenir les Polonais premiers, et les Russes seconds. Cette décision d'Halifax, en combinaison avec le discours qu'avait auparavant prononcé Staline, donna un immense encouragement aux espoirs allemands d'une amélioration des relations russo-allemandes.

Le 3 avril 1939, à la Chambre des communes, le premier ministre Chamberlain refusa de tenir une déclaration quant aux perspectives d'une collaboration militaire anglo-russe étroite. On comprenait dans l'ensemble que le gouvernement britannique s'attendait à ce qu'il faille beaucoup de temps pour clarifier l'attitude de la Russie par rapport à un accord. Il était clair que la France allait jouer le rôle central dans les négociations, du fait des liens français pré-existants avec la Grande-Bretagne d'une part et l'Union soviétique d'autre part. Le 9 avril 1939, Bonnet entama à Paris les négociations formelles en vue d'un pacte tripartite avec Suritz, l'ambassadeur d'Union soviétique. La tâche qui était sienne était de confirmer la vision russe, et de tâcher de persuader les Britanniques d'émettre des propositions que l'Union soviétique pourrait être inclinée à accepter.

La première proposition britannique formelle à la Russie fut émise le 15 avril 1939. Halifax suggéra que l'Union soviétique de-

vrait accepter une promesse d'aider tout voisin de la Russie qui se ferait attaquer, pourvu que le voisin en question demandât l'aide soviétique. Bonnet savait qu'une telle proposition resterait inacceptable pour la Russie, parce qu'elle n'accordait à la Russie aucun droit ni privilège en échange des obligations pratiquement sans limites que l'on demandait aux Russes d'assumer. L'Union soviétique ignora les termes britanniques et proposa un projet russe le 18 avril 1939. Ce projet amenait la conclusion d'un pacte de 5 à 10 années d'assistance mutuelle entre l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, et la France. La position fondamentale soviétique, résidait en ce que les trois puissances devaient s'accorder à aider les pays jouxtant la frontière occidentale de l'Union soviétique, et en ce que la conclusion d'un accord devrait dépendre de la réussite de discussions entre États-majors des trois puissances. L'Union soviétique ne révéla pas au grand jour immédiatement l'exigence selon laquelle elle aurait le droit d'intervenir militairement dans ces pays, avec ou sans leur consentement.

Les Britanniques se montrèrent extrêmement dilatoires quant à répondre à la note soviétique, et leur réponse du 9 mai 1939 était en pratique une remise sur la table des termes insatisfaisants de leur proposition du 15 avril. Il était demandé à l'Union soviétique d'accepter de promettre d'aider la Grande-Bretagne et la France en tout lieu d'Europe centrale où ces pays pourraient se retrouver impliqués dans un conflit contre l'Allemagne. Staline avança en révoquant Litvinov, le commissaire soviétique aux affaires étrangères, durant le long intervalle précédant la réponse britannique aux propositions soviétiques. La révocation de Litvinov créa un grand sentiment de surprise en Union soviétique, en dépit du fait que des rumeurs avaient précédemment couru quant à cette révocation. On savait que Litvinov était engagé dans d'importantes négociations avec la Grande-Bretagne et la France, et on ne s'attendait pas à ce que Staline remplaçât le commissaire soviétique aux affaires étrangères avant l'achèvement de ces négociations. Litvinov fut révoqué le 3 mai 1939. Deux jours auparavant, il avait occupé une position

honorifique sur la tribune officielle face à la parade de la Grande Armée rouge à Moscou, lors de la commémoration du 1er mai, fête prolétaire internationale. Le 4 mai, Kirk, le chargé d'affaires étasunien, signala la révocation de Litvinov ainsi que la nomination de Vyacheslav Molotov au poste de commissaire soviétique aux affaires étrangères. Il suggéra que ce remplacement pouvait signifier une décision définitive de la part de Staline d'améliorer ses relations avec l'Allemagne.

Une conversation révélatrice s'était déroulée à Berlin le 17 avril 1939 entre Weizsäcker et Alexei Merekalov, l'ambassadeur soviétique. Le diplomate soviétique avait appelé Weizsäcker deux jours après l'offre britannique insatisfaisante. Il désirait discuter de la livraison de matériels de guerre à l'Union soviétique depuis les usines Skoda de Bohême, dans le respect des termes des contrats originels entre l'Union soviétique et les Tchèques. La conversation se déplaça bientôt vers les sujets généraux, et les deux diplomates convinrent que des relations normales et amicales devraient remplacer l'hostilité traditionnelle entre l'Allemagne national-socialiste et l'Union soviétique.

L'ambassadeur allemand Schulenburg se rendait en Perse le 3 mai 1939, lorsque la nomination de Molotov fut annoncée. Le chargé d'affaires Werner von Tippelskirch resta prudent dans son analyse des implications de ce dernier changement. Il se contenta du commentaire selon lequel il était évident que Staline prenait en main personnellement la politique étrangère soviétique, à un moment où les Russes avaient à prendre d'importantes décisions en la matière.

Molotov, qui avait présidé le conseil des commissaires soviétiques depuis 1930, se retrouvait à présent embarqué pour un mandat de dix années comme commissaire soviétique aux affaires étrangères. Il conservait également la présidence du conseil des commissaires, qui comprenait les soixante-et-un responsables des départements principaux de l'administration soviétique. Il était l'un des « *vieux bolcheviques* » qui avaient joué un rôle important dans les

affaires russes depuis 1917. Contrairement à Litvinov, il ne parlait aucune langue étrangère. Sa personnalité était taciturne et réservée, alors que Litvinov avait toujours pris soin de se montrer affable. Sir William Strang, qui fut envoyé en mission spéciale en Russie en juin 1939, se plaignit de ne plus jouir de « *l'apparence juive agréable* » de Litvinov, lorsqu'il se retrouva face à Molotov, qui était d'ascendance ethnique russe.

## 17.5 Les ouvertures de Molotov se font rejeter par Beck

La première impression que laissa Molotov après sa nomination fut qu'il souhaitait aller plus loin que Litvinov dans l'entretien des relations avec la Pologne. Molotov envoya de chaudes félicitations à Beck après son discours provocateur face à la Diète polonaise le 5 mai 1939. Le 10 mai 1939, il envoya Potemkin, le vice-commissaire soviétique aux affaires étrangères, qui rentrait d'une visite dans les capitales des Balkans, en mission spéciale à Varsovie. Vladimir Potemkin offrit à Beck une assurance sans équivoque quant au fait que l'Union soviétique était prête à favoriser la Pologne en cas de lutte contre l'Allemagne. Il confia avoir appris par Gafencu que l'alliance polono-roumaine était dirigée exclusivement contre l'Union soviétique. Potemkin suggéra qu'il serait utile de revoir ce traité. Il ne se montra pas insistant après que Beck se soit montré peu communicatif à ce sujet.

Molotov continua à soulever la question de l'alliance polono-roumaine après que Potemkin revînt à Moscou. Il suggéra à Grzybowski, l'ambassadeur polonais, que ce serait une bonne idée pour la Pologne et la Roumanie de diriger exclusivement leur alliance contre l'Allemagne. Il ajouta que cette action pourrait faciliter la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle soviéto-polono-roumain. Beck répondit à cette requête par une affirmation catégorique. Il donna pour instruction à Grzybowski d'informer Molotov

le 17 mai 1939 que « *la Pologne ne considère pas qu'il soit possible de conclure un pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS.* » Il ajouta que la Pologne continuerait de refuser tout changement quant à ses obligations définies par des traités. Beck avait claqué la porte face à Molotov. Il estimait qu'il ne serait plus possible que l'Union soviétique se trompât quant aux implications du refus polonais le 24 mars 1939 sur l'alliance pro-soviétique d'Halifax. Beck espérait qu'une guerre éclaterait en fin de compte entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, et il désirait faire tout ce qui était à sa portée pour perturber leurs négociations en cours.

Dans l'intervalle, les Russes avaient rejeté l'offre britannique insatisfaisante le 9 mai 1939. Strang reconnut que l'approche dilatoire et tiède des Britanniques vis-à-vis de la Russie était influencée par une sous-estimation de la puissance militaire soviétique, qui « *présentait un effet puissant en matière politique.* » De fait, l'évaluation britannique erronée des puissances militaires relatives de l'Allemagne et l'Union soviétique était le fondement réel de la politique de guerre fatalement irréaliste d'Halifax. Des questions furent posées au parlement britannique quant au sort des États jouxtant la Russie en cas d'accord anglo-russe. Le sous-secrétaire Rab Butler expliqua, en réponse à une requête du 15 mai 1939 à la chambre des Communes que la Grande-Bretagne n'avait aucune obligation spéciale vis-à-vis de la Finlande, de l'Estonie, de la Lettonie ou de la Lituanie, au-delà du contexte de la Société des nations. La Société des nations était pratiquement morte à l'époque, et l'on pouvait supposer que le gouvernement britannique avait les mains libres vis-à-vis de ces pays. Le 19 mai, Chamberlain reconnut que l'offre britannique à la Russie du 9 mai était en pratique la même que l'offre insatisfaisante originelle en date du 15 avril. Il ajouta que les propositions britanniques n'avaient pas été étendues au-delà d'une demande d'engagements unilatéraux de la Russie dans les régions garanties par la Grande-Bretagne et la France. Cela provoqua un cri méprisant de la part de Gallacher, le membre communiste du parlement : « *Ce ne sont pas des enfants !* » Sir Archibald Sinclair,

le dirigeant libéral, exigea que Chamberlain émît des propositions d'offres tangibles aux Russes, pouvant couvrir des obligations mutuelles en vue de parer à toute éventualité.

On savait à la chambre des Communes que des discussions spéciales anglo-franco-russes allaient se tenir à Genève le 21 mai 1939. Bonnet, ainsi qu'Ivan Maïski, l'ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne, devaient conduire les négociations. Maïski avait activement critiqué la conduite britannique des négociations avec la Russie dans les cercles influents à Londres. Le 19 mai, Winston Churchill prononça un discours dont il espérait qu'il serait utile à Maïski dans les négociations à venir. Churchill adressa un avertissement sévère aux Polonais : « *Le gouvernement me contredira s'il estime nécessaire de le faire, mais je ne peux pas croire que le gouvernement polonais considérera comme relevant de son devoir de positionner une barrière entre la France, l'Angleterre et la Russie pour leur propre sécurité mutuelle.* » Churchill revint sans le savoir à la proposition Grzybowski que Beck avait rejetée, en affirmant que la Pologne et la Russie devraient reconnaître une politique commune en entravant les intérêts allemands dans les États baltes. Butler répondit sagement à Churchill qu'il n'était pas nécessaire pour la Grande-Bretagne d'éviter des suppositions imprudentes sur ces questions. Il affirma qu'il était important de maintenir l'approche britannique envers la Russie « *plus en harmonie avec la vision des autres gouvernements les plus concernés et les moins déterminés, afin de lever doutes et difficultés dans leurs esprits.* » Butler, en affirmant cela, réaffirma délibérément la décision originelle d'Halifax de placer la Pologne avant la Russie.

Bonnet fut momentanément optimiste quant aux perspectives d'une alliance tripartite, après les conversations de Genève du 21 mai 1939. Maïski ne semblait pas considérer l'attitude négative de la Pologne envers la Russie comme un obstacle décisif à un accord avec la Grande-Bretagne et la France. On discuta des États baltes, mais Maïski donna à Bonnet l'impression trompeuse que l'Union soviétique n'essayerait pas d'étendre des garanties envers ces États

contre leur volonté expresse.

Bonnet espérait que la réserve officielle des Britanniques pourrait se voir surmontée en persuadant Molotov de conclure un pacte tripartite ne stipulant pas des politiques identiques de la part des trois Puissances envers la Pologne et ses voisins. Ces espoirs furent soufflés par une déclaration de politique étrangère importante réalisée par Molotov le 31 mai 1939. Le commissaire soviétique aux affaires étrangères parla de manière approbative d'un possible traité de commerce russo-allemand. Il insista sur l'idée qu'une garantie mutuelle par la Russie, la Grande-Bretagne et la France, pour l'ensemble des États jouxtant la Russie en Europe, était une condition nécessaire à un pacte tripartite. Il souligna que l'Union soviétique ainsi que les combinaisons anglo-françaises connaissaient un désaccord fondamental sur cette question importante. Molotov ignora complètement le refus qu'il avait reçu de la part de la Pologne, mais critiqua sévèrement la politique de la Finlande. Le discours de Molotov n'offrit guère d'encouragements à Hitler ou à Halifax, mais l'Union soviétique loua le télégramme envoyé par Roosevelt à Hitler le 15 avril 1939, comme une « *proposition teintée d'un esprit de sérénité.* » Il critiqua Hitler pour avoir abrogé les traités polonais et britannique le 28 avril 1939.

## 17.6 Mussolini soutient une entente russo-allemande

Le brouillon d'accord établi par les Russes le 2 juin 1939 introduisit la proposition favorite des communistes en matière de protection contre les prétendues agressions indirectes. Il s'agissait d'une formulation bien pensée, justifiant l'intervention soviétique contre des États qui ne se pensaient pas menacés, cependant que la Russie insistait à penser qu'ils étaient en péril. Elle comprenait des développements intérieurs que la Russie considérait comme menaçants envers ces États. Il s'agissait d'un dispositif permettant une

campagne d'agression sans limite de la part de la Russie envers ses voisins. L'Union soviétique était prête à accorder des garanties de ce type à la Belgique, la Grèce, la Turquie, la Roumanie, la Pologne, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande. La suggestion britannique, que des garanties fussent accordées à la Hollande et à la Suisse, si ces nations les demandaient, fut rejetée. La Hollande et la Suisse s'étaient opposées à l'entrée de la Russie dans la Société des nations, et ne maintenaient pas de relation diplomatique avec l'Union soviétique.

Le 16 mai 1939, les Allemands furent informés par Moltke, depuis Varsovie, que Beck restait résolument opposé à un accord avec l'Union soviétique. Cela signifiait qu'un accord anglo-français avec les Russes sur la Pologne était extrêmement peu probable. Ribbentrop donna pour instruction à Schulenburg de discuter de la situation européenne avec Molotov à Moscou. Il espérait s'assurer de l'attitude en cours de la Russie envers l'Allemagne. Le 20 mai, Schulenburg signala qu'il avait appelé Molotov, mais n'était pas parvenu à percer la réserve du commissaire soviétique aux affaires étrangères. Weizsäcker essaya d'encourager Schulenburg à mener une seconde tentative, en l'avertissant le 27 mai qu'une combinaison anglo-russe ne serait pas chose facile à empêcher. Weizsäcker était en réalité beaucoup plus optimiste quant à la situation russe. Le 30 mai, il nota dans un mémorandum que le manque de rapport entre Molotov et l'ambassadeur allemand découlait sans doute de la méfiance personnelle de Molotov envers Schulenburg, et non d'une tendance fondamentale de la politique soviétique.

Le 5 juin, Schulenburg signala avoir échoué à gagner la confiance du vice-commissaire Potemkin lors de conversations récentes. Les Russes, qui étaient conscients du fait que la plupart des aristocrates allemands étaient opposés à Hitler [1], ne prenaient pas de risques avec l'ambassadeur allemand. Ils savaient que Schulenburg était

1. Schulenburg, dont le nom complet était Friedrich-Werner von der Schulenburg, était comte, NdT

critique envers Hitler, et la possibilité existait toujours dans leur esprit qu'il fût un espion britannique. Staline et Molotov ne voulaient pas qu'Halifax reçût d'informations confidentielles quant à leurs conversations avec l'Allemagne. Leurs soupçons étaient absolument sans fondement, mais Schulenburg fut ultérieurement condamné pour activités révolutionnaires contre le gouvernement allemand en temps de guerre [2].

Parvan Draganov, le représentant bulgare à Berlin, était une meilleure source d'information quant aux attitudes soviétiques. Le 15 juin 1939, il informa le bureau allemand des affaires étrangères que la politique russe était indécise, mais avança que l'Union soviétique préférait des relations pacifiques avec l'Allemagne à une alliance avec la Grande-Bretagne. Il intima qu'il pourrait être nécessaire à l'Union soviétique d'obtenir des assurances importantes de la part de l'Allemagne avant qu'une telle politique pût réellement être considérée. Draganov ne fit pas de secret quant au fait que les Russes l'utilisaient comme messager pour laisser connaître l'attitude générale de la Russie envers Berlin.

Il était évident aux yeux des dirigeants allemands qu'il serait nécessaire de conclure un accord spécifique avec l'Union soviétique pour obtenir la neutralité russe en cas de guerre germano-polonaise. Hitler temporisa plusieurs semaines durant avant d'autoriser Ribbentrop à mener des actions concrètes afin de parvenir à un accord avec Staline. La perspective d'un accord permettant l'expansion de l'Union soviétique ne plaisait pas à Hitler, mais il décida en juillet 1939 qu'un tel accord pourrait constituer le facteur déterminant empêchant l'éclatement d'une guerre européenne majeure. En janvier 1939, à Berchtesgaden, Hitler avait affirmé à Beck que l'opposition aux desseins de l'Union soviétique était l'un des traits caractéristiques de la politique étrangère allemande. Il avait ajouté que ce facteur important restait secondaire relativement au devoir qu'il devait à son peuple de promouvoir les intérêts de l'Allemagne

2. La célèbre *Opération Walkyrie*, NdT

et de réviser les provisions du traité de Versailles. Hitler savait que toute tentative par la Pologne d'accord avec la Russie était très improbable. Un accord russo-polonais était impossible, sauf à voir Beck permettre à l'Armée rouge d'opérer sur territoire polonais. Beck et Hitler savaient tous deux que l'étape suivante à cela aurait été une tentative par la Russie de s'emparer d'une partie ou de la totalité de la Pologne. Les dirigeants soviétiques avaient exigé le contrôle de l'ensemble du territoire européen de l'Empire tsariste lors de la conférence de paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne, en 1918. Les Allemands déclarèrent à Joffe et à Trotsky, les principaux négociateurs russes, que les Polonais, par exemple, n'avaient aucun désir de passer sous administration bolchevique. La réponse bolchevique à cet argument allemand fut caractéristique de la politique russe de l'après-1918. Les Allemands se virent répondre que la population polonaise serait bientôt convertie à l'administration bolchevique si l'armée russe pouvait occuper la Pologne.

Le gouvernement allemand était convaincu que l'Union soviétique allait chercher à établir ses propres engagements avec la Pologne en cas d'une guerre germano-polonaise. Il était évident que Staline n'avait jamais partagé l'inclinaison d'Hitler de respecter les frontières polonaises en place. Il ne faisait aucun doute quant au fait que l'Union soviétique cultivait des ambitions territoriales dans de nombreuses autres directions. La *Pravda*, journal du parti communiste russe, déclara le 13 juin 1939 que la situation européenne courante demandait des mesures spéciales pour la « *protection* » de la Finlande et des deux États balte d'Estonie et de Lettonie. On savait à Berlin comme à Londres qu'aucun de ces États ne désirait une soi-disant protection de la part de la Russie, et ce point était parfaitement compris à Moscou. L'insistance russe, néanmoins, quant à protéger ces États, constituait une indication claire que l'Union soviétique était déterminée à intervenir dans ces pays, ainsi qu'en Pologne, et possiblement également en Roumanie ainsi qu'en Turquie. Les dirigeants soviétiques auraient été incapables de poursuivre ces ambitions gigantesques sans la

désastreuse politique belliciste d'Halifax.

Le danger d'un accord entre l'Union soviétique et les puissances occidentales rendit impératif au gouvernement allemand de considérer la possibilité d'apaiser la Russie. Mussolini savait qu'Hitler n'était pas enthousiasmé par cette situation. Le 14 juin 1939, il exhorta donc l'ambassadeur Mackensen à informer Hitler que le gouvernement italien encourageait une tentative déterminée de la part de l'Allemagne de parvenir à une entente avec la Russie. Mussolini essaya d'encourager Hitler à adopter cette attitude. Le 16 juin 1939, il affirma à Mackensen que l'ambassade d'Italie à Moscou disposait d'importantes assurances indiquant que l'Union soviétique désirait éviter un conflit militaire contre l'Allemagne.

## 17.7 La mission de Strang à Moscou

Sir William Strang, le responsable de la division centrale du bureau britannique des affaires étrangères, arriva à Moscou le 14 juin 1939. Il avait reçu pour instructions d'assister Sir William Seeds, l'ambassadeur britannique, dans ce qu'il espérait être la phase finale des négociations avec les Russes. Hitler fut intéressé d'apprendre que la politique britannique à l'égard de la Russie constituait un grave sujet de préoccupation pour Virgil Tilea, l'ambassadeur roumain à Londres, qui avait coopéré avec Halifax pour fabriquer la duperie d'un soi-disant ultimatum allemand à la Roumanie en mars 1939. Tilea exprima ses préoccupations quant à la situation à plusieurs personnes, et l'ambassadeur allemand à Londres se vit communiqué un rapport détaillé de l'une de ses conversations. Le diplomate roumain était convaincu que la Grande-Bretagne était prête à sacrifier à la fois la Pologne et la Roumanie à la Russie, malgré les garanties britanniques accordées à ces États au printemps 1939. Tilea commençait à distinguer les conséquences potentiellement tragiques de son ancienne complicité sournoise avec Halifax et Vansittart, et il déplorait ce qu'il appelait l'attitude moelleuse

du gouvernement britannique vis-à-vis des exigences russes.

Strang découvrit à son arrivée à Moscou que Paul-Émile Naggiar, l'ambassadeur français, était impatient de conclure un accord avec le commissaire soviétique aux affaires étrangères Molotov, et prêt à accepter à peu près n'importe quelles conditions pour cela. Strang s'indigna lorsque Naggiar demanda si le gouvernement britannique était réellement sincère dans ses tentatives de parvenir à un accord avec la Russie. Strang assura à Naggiar qu'il ne serait pas à Moscou si tel n'était pas le cas. Strand reconnut que la reconnaissance britannique et française de la formule russe d'agression indirecte aurait constitué une promesse à soutenir l'intervention russe en Roumanie, dans les États baltes, ou en Pologne. Naggiar eut la même impression que Tilea quant à la volonté britannique de considérer la possibilité d'accéder aux désirs russes sur cette affaire importante.

Molotov conduisit des négociations avec les représentantes britanniques et français de manière impérieuse. Il était assis derrière un bureau sur un piédestal ; les négociateurs occidentaux devaient se tenir assis en demi-cercle sans table à un niveau inférieur. La nouvelle attitude russe d'arrogance hautaine et méprisante était la conséquence inévitable de la garantie britannique accordée à la Pologne. Molotov savait que l'Union soviétique occupait désormais une position incomparablement plus forte dans les négociations que le gouvernement britannique. Les Britanniques cherchèrent à persuader l'Union soviétique de prendre part à la guerre qu'ils comptaient lancer contre l'Allemagne. Molotov établit clairement qu'il n'était pas prêt à envisager une telle entreprise, sauf si les Britanniques indiquaient être prêts à payer un prix extrêmement élevé pour le soutien russe.

Le 17 juin 1939, Molotov révéla n'être pas satisfait de l'attitude du gouvernement britannique. Il insista pour que sa formule d'agression indirecte fût appliquées à la Pologne, à la Roumanie, à la Lettonie, l'Estonie et la Finlande. Cela approuvait une intervention militaire à des modifications strictement internes dans

chacun de ces États. Molotov exigea, dans les conversations qui suivirent, qu'une agression indirecte permît une intervention soviétique dans n'importe lequel de ces États « *sans menace de force* » contre eux de la part d'une autre zone. Cela signifiait que la Russie pourrait intervenir pour « *protéger* » la Finlande en l'absence de menace envers la Finlande de la part de tout autre puissance étrangère. Strang objecta que la menace de la force de la part de quelque autre puissance devait rester une condition nécessaire à une intervention. Il proclama qu'il était évident qu'Emil Hacha, le président de la Tchéco-Slovaquie, s'était soumis à une menace de force lorsqu'il avait conclu l'accord tchéco-allemand du 15 mars 1939. Molotov réfuta ce point, et rappela également à Strang que le président Hacha en personne l'avait réfuté. La position de la Russie resta inchangée au cours des semaines qui suivirent, et Halifax donna de manière répétée pour instruction à Strang de s'approcher de la position russe sur les questions décisives. Le 20 juillet 1939, Strang se plaignit à Halifax de ces « *négociations humiliantes.* » Le 23 juillet 1939, il fut convenu par les deux parties qu'il existait un accord virtuel sur des termes politiques qui répondraient aux critères russes. Molotov suggéra qu'un accord politique final devrait attendre que se fussent déroulées les conversations entre États-majors des armées, et cette proposition fut acceptée par les représentants britanniques et français.

## 17.8 Hitler opte pour un pacte avec la Russie

Les Allemands continuèrent de sonder la position russe pendant les négociations malheureuses de Strang et de Seeds à Moscou. Le 29 juin 1939, Schulenburg, l'ambassadeur allemand, discuta des relations russo-allemandes avec Molotov. Cette action fut prise par suite d'un article paru dans la *Pravda* le même jour, affirmant que les gouvernements britannique et français ne désiraient pas réellement un traité d'égalité avec l'Union soviétique. L'objet de l'article

était d'attendrir l'attitude anglo-française, en suscitant la critique dans ces pays. Schulenburg ne parvint pas à obtenir d'indication claire de la politique russe de la part de Molotov. Il ne put que signaler, selon des termes généraux, que l'attitude de Molotov était « *encourageante mais cynique.* »

Au cours de ces journées, Schulenburg essaya de faire impression sur Molotov, en affirmant que le traité d'amitié russo-allemand de 1926 était toujours en vigueur, n'ayant jamais été explicitement révoqué. Molotov doutait de la validité de cette affirmation, et ajouta abruptement que l'expérience récente de la Pologne semblait indiquer que les pactes de non-agression signés avec l'Allemagne ne présentaient guère de valeur. L'ambassadeur allemand répondit par une défense peu convaincue de la politique allemande vis-à-vis de la Pologne, qui n'impressionna pas Molotov.

Molotov amena plusieurs fois Schulenburg à déployer des arguments complexes, au cours du mois qui suivit, au sujet du traité de 1926 avec la Russie et du pacte de 1934 avec la Pologne. Ces discussions n'avaient aucun intérêt quant à améliorer les relations russo-allemandes, mais cela inquiétait plus Schulenburg que Molotov. Il était facile pour ce dernier de susciter plus avant l'intérêt allemand quant à une possible entente en semant des indices à Berlin. Schulenburg attacha une grande importance à une lettre qu'il reçut le 4 juillet 1939 de la part de Rudolf Nadolny, son prédécesseur à Moscou. Nadolny insistait sur l'idée que la validité formelle du pacte russo-allemand de 1926 ne pouvait être réfutée.

Le 29 juin 1939, l'Union soviétique annonça que les manœuvres annuelles de l'Armée rouge allaient se tenir dans le district de Leningrad, aux abords de la frontière finnoise. Cette nouvelle créa une grande anxiété en Finlande. Les Finnois partageaient les craintes des Roumains, que les tentatives diplomatiques rivales britanniques et allemandes envers l'Union soviétique n'amenassent à des offres en provenance des deux côtés aux dépens des nations plus petites. Les Finnois tentèrent de sonder les Allemands en affirmant à Wuepert von Blücher, le représentant allemand, que des rumeurs en

circulation suggéraient une volonté allemande de tolérer une expansion soviétique dans la région balte. Le 27 juillet 1939, le bureau allemand des affaires étrangères informa Blücher que le gouvernement allemand n'avait pas proposé d'acceptation de sa part de la conquête soviétique de la Finlande ou des États baltes. Les craintes des Finnois ne furent pas pour autant dissipées, le gouvernement allemand n'ayant pas proposé de s'opposer aux aspirations russes sur la région.

L'échec allemand à encourager les espoirs finnois ne fut pas une surprise. Hitler avait finalement décidé de pousser fortement en faveur d'un accord avec la Russie, et il fut encouragé par la volonté de Molotov d'accepter que des négociations en vue d'un important pacte commercial russo-allemand fussent tenues à Berlin. Ces négociations étaient en cours lorsqu'Hitler donna pour instruction à Weizsäcker d'informer Schulenburg, le 29 juillet 1939, que le gouvernement allemand ne serait pas enclin à tolérer les aspirations russes dans la région balte en échange d'une neutralité russe dans une possible guerre germano-polonaise. Weizsäcker ajouta qu'Hitler espérait encore parvenir à un règlement négocié avec la Pologne, mais qu'il fallait parer à toute éventualité. Les diplomates russes à Berlin admirent qu'en fin de compte, le retour de Dantzig à l'Allemagne serait inévitable.

Le 3 août 1939, Ribbentrop informa Schulenburg qu'il avait déclaré à Astakhov, le chargé d'affaires russe, que l'Allemagne désirait parvenir à un règlement de toutes les questions ouvertes avec la Russie. Schulenburg reçut pour instruction de répéter cette assurance à Molotov. L'ambassadeur allemand conféra avec le commissaire soviétique aux affaires étrangères le lendemain. Molotov s'offrit le plaisir de grever d'accusations un Schulenburg effaré. Il affirma que les difficultés russes avec le Japon découlaient principalement du pacte anti-Comintern de 1936 entre l'Allemagne et le Japon. Hitler fut accusé d'encourager l'agressivité japonaise, et d'assurer un soutien fondamental à l'Italie dans la récente lutte contre le communisme en Espagne. Molotov s'amusa de voir Schu-

lenburg affirmer que l'Allemagne désirait maintenir la paix avec la Pologne. Il suggéra que l'Allemagne pouvait avoir la paix en se conformant aux conditions polonaises, et que nul ne contraignait l'Allemagne à entrer en guerre contre les Polonais. Il ignora l'assurance émise par Schulenburg que les intérêts russes en Pologne seraient respectés en cas de guerre. Il balaya les accusations de Schulenburg quant à l'intervention britannique en Pologne.

L'ambassadeur allemand, qui prenait l'ensemble de ces remarques très au sérieux, se trouva réduit au désespoir. Il signala à Berlin que « *le gouvernement soviétique est à présent déterminé à signer avec l'Angleterre et la France si ces pays comblent tous les souhaits soviétiques.* » Schulenburg ne disposait d'aucune base pour faire cette déclaration dogmatique, et ne comprit pas que sa propre inaptitude en matière diplomatique avait encouragé Molotov à prendre des libertés dans leurs conversations. Schulenburg se révéla incapable de défendre la position allemande face aux arguments déployés par Molotov, et se révéla incapable d'y parer par des commentaires critiques envers la conduite de la politique soviétique.

En pratique, le bureau allemand des affaires étrangères ignora le rapport pessimiste de Schulenburg. Ribbentrop continuait de recevoir des rapports séparés de la part d'autres diplomates allemands à Moscou, qui présentaient une image tout à fait différente. Il lui fut signalé que Molotov se montrait tout à fait affable dans ses conversations avec les Allemands à Moscou, et que son attitude était encourageante quant aux perspectives d'un pacte avec la Russie.

## 17.9 Les missions militaires britannique et française

Les missions militaires britannique et française arrivèrent à Leningrad par bateau le 10 août 1939, après un long voyage qui leur avait pris presque une semaine. La réception des missions, tant à

Leningrad, fut extrêmement modeste, selon les standards habituels russes, et cela fut largement interprété comme une insulte délibérée envers les puissances occidentales. Le pacte commercial russo-allemand à Berlin était en pratique prêt pour signature à ce moment, et la délégation russe ne tarit pas d'assurances quant au fait que l'Union soviétique désirait de meilleurs relations politiques avec l'Allemagne. Les Allemands s'enquirent de la signification des missions militaires britannique et française. Il leur fut répondu que les contacts avec l'Allemagne avaient modifié l'attitude russe à l'égard de la Grande-Bretagne et la France, mais que les négociations avec l'Ouest restaient permises du fait qu'on ne pouvait pas les perturber sans énoncer une raison. Les Allemands eurent l'impression que les Britanniques et les Français remplissaient les demandes russes en tout point, mais que les Russes n'étaient pas enclins à conclure quelque traité avec eux. Il était évident qu'Halifax n'avait fait aucune impression sur les Russes.

La première discussion entre les équipes militaires britannique et française et la délégation militaire russe, dirigée par le maréchal Voroshilov se déroula le 12 août 1939. Les Russes concentrèrent immédiatement le feu de leurs critiques sur le faible engagement militaire que les dirigeants britanniques comptaient accorder au continent européen en cas de guerre. Ils savaient que leurs arguments allaient attiser les soupçons et la méfiance entre les Britanniques et les Français. Voroshilov s'indigna de ce que les Britanniques attendissent de la Russie et de la France qu'elles fissent les frais de la guerre qu'Halifax essayait de provoquer contre l'Allemagne. Voroshilov insista également sur des promesses spécifiques de soutien de la part des armées britannique et française pour de possibles opérations de l'Armée rouge en Estonie, Lettonie et Lituanie.

Ce fut le 14 août 1939 que les Russes introduisirent la question fondamentale des opérations militaires en Pologne et en Roumanie. Voroshilov affirma que ces deux pays seraient vaincus rapidement par l'Allemagne s'ils n'acceptaient pas de collaboration militaire avec l'Union soviétique. Il s'agissait d'une affirmation ab-

surde, lorsque l'on considère qu'il n'existait pas l'ombre de la perspective d'un conflit entre l'Allemagne et la Roumanie. Voroshilov ajouta que la Russe ne pourrait pas exercer de représailles en cas d'une possible attaque allemande contre la France si des accords n'étaient pas conclus pour autoriser une offensive russe contre l'Allemagne passant par les territoires polonais et roumain. Le général Doumenc, dirigeant la délégation militaire française, reconnut que les Polonais avaient refusé que quelque opération militaire russe se déroulât sur leur territoire. Doumenc essaya vainement d'éviter ce problème fondamental en suggérant que les Polonais demanderaient automatiquement l'aide soviétique au cas où la Pologne serait envahie par l'Allemagne. Voroshilov répondit que l'accord de la Pologne sur ce point était essentiel, et insista sur le passage de l'armée russe à travers la Pologne.

Sir William Seeds, l'ambassadeur britannique, signala le 15 août 1939 à Halifax que « *les Russes ont désormais levé le principal problème, qui fera réussir ou échouer les discussions militaires.* » La Grande-Bretagne et la France voulaient voir l'armée russe occuper la Pologne, mais le problème était d'obtenir le consentement de celle-ci. Seeds suggéra que l'État-major français mît la pression sur l'État-major polonais pour un argument satisfaisant à la demande russe. Seeds semblait croire que Beck et les soldats pourraient accepter un engagement secret, « *sur lequel les Polonais fermeraient les yeux en attendant.* » Le général Musse, attaché militaire français à Varsovie, avait reçu pour instructions de la part du premier ministre Daladier de discuter d'une collaboration militaire entre la Pologne et la Russie avant le départ du général Doumenc pour Moscou, mais ses conversations avec le maréchal Smigly-Rydz n'avaient produit aucun résultat.

Seeds estimait que les Russes avaient des justifications d'attendre des pressions anglo-françaises en vue d'une collaboration des voisins de l'Ouest de la Russie. Il avait conseillé aux Français d'envoyer le général Valin, de Moscou à Varsovie, pour demander le consentement polonais. L'initiative indépendante de l'ambassa-

deur Seeds sur cette question importante fut approuvée et soutenue par Halifax. Le secrétaire d'État britannique des affaires étrangères resta indifférent au fait que les Polonais craignaient plus l'Union soviétique que l'Allemagne.

Les Français examinèrent la proposition de Seeds, mais décidèrent qu'il ne servirait à rien d'envoyer le général Valin à Varsovie pour l'instant. Quelques heures plus tard, Seeds câbla à Halifax que « *Voroshilov a affirmé catégoriquement aujourd'hui*[3] *qu'une réponse définitive à sa question, aussitôt que possible, était d'une importance cruciale.* » Halifax fut encouragé par un rapport trompeur en provenance de Paris en date du 16 août 1939, selon lequel la réaction polonaise initiale à la proposition d'opérations militaires russes sur leur sol « *n'était pas défavorable.* » Il apprit que les dirigeants français étaient prêts à réaliser un dernier effort pour persuader les Polonais d'accepter les exigences russes.

Bonnet partageait l'opinion de Daladier, selon qui un pacte avec les Russes pourrait accorder à la France une position de force depuis laquelle conduire une politique de conciliation envers l'Allemagne, dans le style précédent de Laval. Bonnet avait tiré profit d'une visite de Sir Nevile Henderson à Paris en juillet 1939. L'ambassadeur britannique en Allemagne avait analysé la politique d'Halifax pour Bonnet. Henderson et Bonnet étaient pleinement d'accord pour condamner la politique belliciste d'Halifax. Bonnet pensait qu'une guerre anglo-française contre l'Allemagne était tout à fait injustifiée, et il affirma à Daladier qu'il préférerait donner sa démission plutôt que d'avoir le moindre rôle dans le lancement d'un conflit aussi désastreux. Daladier assura à Bonnet qu'il sympathisait avec son attitude, et l'exhorta à rester en poste à continuer de se battre pour la paix. Bonnet finit par décider qu'il allait se concentrer sur trois politiques pour préserver la paix. Il voulait continuer à travailler à la conclusion d'un pacte tripartite avec les Britanniques et les Russes, afin d'assurer à la France une position de force. L'étape

3. le 15 août

suivante serait de faire pression à Varsovie pour assurer des concessions polonaises envers l'Allemagne. Cela pourrait permettre un règlement de la dispute germano-polonaise. Il comptait également poursuivre la promotion de relations franco-italiennes étroites, et il voulait encourager le programme de Mussolini pour une conférence européenne générale, qui pourrait permettre aux diplomates d'aplanir les points de danger existants sur la carte de l'Europe.

## 17.10 L'offre anglo-française aux dépens de la Pologne

Bonnet était indigné par les Polonais, et il estimait que les discussions militaires avec les Russes partaient à vau-l'eau en raison de l'intransigeance polonaise. Il ne réalisa pas que les Russes avaient décidé de conclure un accord avec L'Allemagne avant qu'ils levassent la question des opérations militaires sur territoire polonais le 14 août 1939. Il n'était pas clair à ses yeux que le problème polonais n'était rien d'autre que le prétexte choisi par les Russes pour entraver les négociations militaires avec les puissances occidentales. Burckhardt, le haut-commissaire de la Société des nations, avait discuté de la situation avec Hitler le 11 août 1939, et avait informé Bonnet qu'une guerre germano-polonaise était inévitable, sauf à voir des changements s'appliquer à la politique polonaise. Hitler avait prédit que la Pologne serait vaincue sous trois semaines, et Bonnet avait tendance à penser qu'il avait raison. Il croyait l'assurance de Burckhardt selon laquelle Hitler ne désirait pas la guerre, et qu'il allait être possible de régler la dispute existante au travers de négociations. Hitler avait assuré à Burckhardt qu'il connaissait les plans militaires polonais, et qu'ils étaient enfantins en comparaison de ceux établis par les Tchèques l'année précédente. Burckhardt avait demandé à Hitler s'il serait prudent de sa part de laisser rester ses enfants à Dantzig, et Hitler lui avait conseillé de les envoyer en Suisse. Bonnet avait reçu ces informations le 14 août 1939, et il

pensait que la crise finale était toute proche.

La question de Voroshilov quant au rôle de l'Angleterre et de la France pour s'assurer du consentement par la Pologne et la Roumanie à laisser l'armée russe opérer sur leur territoire fut reçue par Bonnet le 15 août à 5 heures du matin. Bonnet prit immédiatement contact avec Lukasiewicz, qui jouissait de superbes vacances dans un complexe balnéaire en Bretagne. Lukasiewicz arriva au ministère français des affaires étrangères l'après-midi même. Bonnet était débordé et connaissait un stress important. Il nota avec aversion que le bel ambassadeur polonais était bronzé et très à l'aise. Bonnet informa Lukasiewicz qu'il n'existait plus que deux alternatives que les Russes fussent prêts à considérer. Ou bien ils obtenaient la permission d'opérer militairement sur le territoire de leurs voisins de l'Ouest, et poursuivaient sur la voie d'un pacte militaire avec la Grande-Bretagne et la France, ou bien ils allaient conclure un pacte avec les Allemands. Bonnet annonça catégoriquement à l'ambassadeur polonais qu'il attendait des Polonais qu'ils acceptassent immédiatement les conditions russes permettant un accord. Lukasiewicz répondit froidement que Beck ne permettrait pas à l'armée russe d'opérer en territoire polonais. Il posa également la question suivante à Bonnet : « *Que diriez-vous si nous vous demandions de permettre aux Allemands de protéger l'Alsace-Lorraine ?* »

Bonnet refusa d'admettre que la question de Lukasiewicz avait quoi que ce fût à voir avec la situation existante. Il rappela à l'ambassadeur polonais que les situations française et polonaise étaient différentes. La France disposait d'une frontière commune avec l'Allemagne mais, contrairement à la Pologne, elle avait l'océan Atlantique, et non une Russie révisionniste sur l'autre flan. Il ne pensait pas que la France avait besoin de demander aux Allemands de garder l'Alsace-Lorraine. Il ajouta que, quatre jours auparavant, Hitler avait prédit que l'Allemagne pouvait vaincre la Pologne en trois semaines. Lukasiewicz fut pris de colère lorsque Bonnet reconnut candidement qu'il partageait l'opinion d'Hitler à ce sujet. L'ambassadeur polonais déclara avec indignation qu'« *au contraire, c'est*

*l'armée polonaise qui envahira l'Allemagne dès le premier jour.* »

Le ministre français des affaires étrangères fut choqué par cette révélation d'une illusion évidemment désespérée. Il comprit immédiatement qu'il était impossible d'influencer Lukasiewicz en usant d'arguments de nature militaire, bien que justement ce fussent ces considérations qui auraient dû figurer en premier plan dans l'esprit des Polonais. Il tenta une approche différente. Il confia à Lukasiewicz que la question de la guerre ou de la paix pourrait dépendre du débouché de la négociation anglo-française en cours avec la Russie. Il fut horrifié de découvrir que Lukasiewicz était totalement indifférent quant à cette considération.

Le débat laborieux qui s'ensuivit entre deux hommes poursuivant des objectifs et des valeurs différents ne produisit aucun résultat significatif. Bonnet représentait la nation française, qui désirait la paix, était encline à tolérer le retour de l'Allemagne comme puissance majeure, et acceptait volontairement le *statu quo*. Lukasiewicz représentait une clique d'opportunistes polonais qui s'irritaient de la faiblesse de la Pologne sous les conditions qui étaient alors celles de l'Europe, appelaient de leurs vœux un grand chamboulement qui pourrait détruire l'Allemagne et la Russie, et désiraient une nouvelle guerre mondiale pour y parvenir. Lukasiewicz accepta du bout des lèvres de relayer à Varsovie la demande de Bonnet d'une collaboration militaire russo-polonaise. Il avertit Bonnet que Beck allait répondre en rejetant sa proposition.

Bonnet n'avait aucune confiance en la promesse de Lukasiewicz de relayer sa demande à Varsovie. Il prépara deux dépêches longues et minutieusement détaillées pour guider l'ambassadeur Noël dans des négociations personnelles avec Beck. Il répétait dans ces dépêches chacun des arguments qu'il avait déroulés devant Lukasiewicz, hormis le calcul d'Hitler quant à la rapide défaite de la Pologne. Noël répondit en engageant Beck dans plusieurs longs débats quant au mérite de la position française. Il fut contraint de signaler, le 18 août 1939, que les arguments déployés par Bonnet n'avaient pas produit la moindre impression sur le ministre polo-

nais des affaires étrangères. Bonnet répondit en accusant Beck de la même duplicité avec la France que celle que les Polonais avaient employée contre Hitler. Beck avait de nombreux mois durant dissimulé à Hitler son opposition inébranlable à la généreuse offre allemande présentée à la Pologne le 24 octobre 1938. Bonnet affirma que, depuis plusieurs années, Beck avait dissimulé à la France sa détermination à empêcher une aide russe à la Pologne quelles que fussent les circonstances, y compris en cas d'une guerre majeure. Bonnet pensait que la France était habilitée à passer outre la décision polonaise, et à soutenir des opérations russes en Pologne sans consentement polonais. Il parvint à s'adjoindre le support plein et entier de Daladier pour cette politique au 21 août 1939.

Depuis Varsovie, Beck nota avec un amusement considérable que les approches de Noël et de Kennard étaient tout à fait différentes sur la question de la collaboration militaire polonaise avec la Russie. Noël, en représentant d'une puissance continentale qui pourrait faire les frais de toute guerre contre l'Allemagne, défendait une collaboration russo-polonaise avec une grande passion et beaucoup d'insistance. Kennard approchait la question avec un détachement froid, et l'indifférence propice au traitement d'un sujet de pure forme. Kennard considérait sa démarche comme un geste destiné tout au plus à préserver la solidarité anglo-française. Beck affirma en conseil des ministres qu'il ne comptait pas reculer face aux exigences britanniques et françaises sur la question russe. Il eut la satisfaction de constater qu'aucun ministre polonais ne levât d'objection quant à cette politique. Le ministre polonais des affaires étrangères comprit que sa position intérieure était sécurisée. Il rejeta les demandes formulées par les diplomates français et britannique avec un grand mépris.

Bonnet espérait une coopération britannique maximale dans sa tentative de gagner la collaboration des Polonais avec la Russie. Le 16 août 1939, il informa Halifax qu'il avait déclaré à Lukasiewicz qu'il serait « *impensable que les Polonais ne désirassent pas accepter l'aide russe.* » Il ajouta que la mission militaire française

à Moscou était accordée à l'unanimité sur la position russe. Le droit accordé à la Russie d'intervenir en Pologne et en Roumanie était considéré comme absolument nécessaire à la participation russe à toute guerre générale pouvant être lancée après l'éclatement d'un conflit germano-polonais. La mission française nota que les Russes comptaient supposément limiter la zone de leurs opérations militaires en Pologne. Ils pensaient qu'une volonté expresse russe d'éviter l'occupation de certains districts polonais pourrait constituer une concession suffisante envers les Polonais.

Halifax affirma être impressionné par les arguments de Bonnet. Il suggéra au premier ministre français qu'un représentant roumain devrait rejoindre les Polonais et les Français dans les discussions militaires tenues à Varsovie. Il était néanmoins évident, dans les coulisses, que les Britanniques n'étaient pas convaincus de la position française, et qu'Halifax, en contraste avec Bonnet, s'intéressait surtout à maintenir la solidarité anglo-française, et restait de toute évidence indifférent quant aux concessions accordées par les Polonais à la Russie. La délégation militaire britannique à Moscou ne partageait pas l'enthousiasme de l'équipe française envers l'attitude russe. L'amiral Drax, qui dirigeait la délégation britannique, était très hostile envers les Russes. Le 16 août 1939, il écrivit à son collègue et ami personnel, l'amiral Lord Chatfield, qu'aucun accord n'avait été trouvé après cinq journées de discussions sur un grand nombre de sujets. Il nota des insultes répétées de la part des Russes aux équipes britannique et française. Les Russes se plaisaient à qualifier les Britanniques et les Français de puissances *cédant* ou *se rendant*. Ils adoptaient l'attitude d'une puissance victorieuse humiliant les ennemis vaincus. Ils considéraient la politique britannique en Pologne comme une grande défaite des intérêts britanniques, et ils présentaient un bon degré de confiance quant au fait que leur propre politique allait apporter à la Russie des bénéfices gigantesques à un coût minimal.

Drax ridiculisa en privé la suggestion russe qu'une force navale anglo-française devait opérer en mer Baltique en cas de guerre. Il

décrivit cela à Chatfield comme une pure impossibilité. Les Russes savaient, de l'autre côté, que les sous-marins britanniques s'étaient montrés étonnamment efficaces pour couler les bâtiments allemands et neutres en mer Baltique durant la première guerre mondiale. L'attitude de Drax face aux propositions militaires russes restait extrêmement réservée. Il confia à Chatfield qu'il espérait signer un pacte militaire présentant aussi peu d'avantages que possible pour l'Union soviétique.

Le 17 août 1939, Drax nota avec un cynisme considérable que les banquets et la vodka réchauffaient progressivement les relations personnelles entre les Russes et les missions militaires. Cela n'était pas voué à produire des résultats d'importance, car Voroshilov suggérait que les discussions fussent ajournées jusqu'à recevoir des réponses favorables de la part de la Pologne et de la Roumanie en matière de collaboration militaire. Les Russes avaient proposé un premier ajournement des discussions du jeudi 17 août au lundi 21 août. Drax informa Chatfield, en usant d'un sarcasme agacé, que les Russes avaient développé une « *nouvelle théorie de guerre.* » Ils comptaient limiter le nombre de leurs forces dans une guerre générale au nombre présenté par les puissances occidentales, et Drax décrivit cela comme « *très enfantin.* » Il semblait que des jours heureux prenaient fin quand les puissances continentales s'accordaient à voir leurs jeunes hommes massacrés en nombres illimités au bénéfice de la politique britannique d'équilibre des pouvoirs, cependant que les Britanniques limitaient leur propre participation à un niveau symbolique. Les Russes avaient bien conscience de l'intention britannique de présenter un engagement bien plus faible dans la guerre qu'ils s'employaient à promouvoir en 1939 que cela avait été le cas lors de la première guerre mondiale. Drax était furieux que les Russes osassent adopter une attitude réaliste et critique face à cette politique.

Drax nota que Voroshilov évoquait constamment l'inévitabilité d'une guerre entre les puissances occidentales et l'Allemagne. Il s'agissait d'une prise en compte réaliste de la détermination d'Ha-

lifax de promouvoir une guerre générale à tout prix. Drax craignait que cette perspective pût contribuer à l'échec des négociations menées avec la Russie. Il se plaignit de ce que les Russes pussent se contenter de rester neutres « *pendant que nous autres nous jetons à la gorge les uns des autres.* » Drax était irritable du fait que l'été russe était extrêmement chaud, et qu'il avait récupéré la charge de réunion supplémentaires entre Anglais et Français après les quelques heures que duraient déjà les conférences quotidiennes avec les Russes. Il considérait sa mission à Moscou comme un grand sacrifice personnel, et attendait impatiemment de pouvoir rentrer en Angleterre. Il suggéra qu'un croiseur britannique pouvait être envoyé pour les dix-sept officiers des deux missions, si un pacte était conclu. Il reconnut que la lenteur du voyage maritime à l'aller, vers la Russie, avait rendu les officiers français remuants, et qu'il était tout à fait possible que certains d'entre eux préférassent rentrer en train. Drax espérait qu'après son séjour inconfortable en Russie, il aurait au moins la satisfaction de jubiler en personne face à la déconfiture des Allemands. Il proposa, en cas de conclusion d'un pacte, que son croiseur pourrait systématiquement naviguer à portée de vue des côtes allemandes lors du voyage retour.

Le 17 août 1939, Halifax avait donné pour instruction à Kennard de réprimander les Polonais pour leur refus de coopérer avec la Russie. Il devait dire aux Russes que les considérations militaires exigeaient le plein usage des territoires polonais et roumain par l'armée soviétique. Kennard apprit que la conclusion d'une alliance avec les Russes pourrait ne pas suffire à empêcher l'éclatement d'une guerre, mais que cela accorderait les meilleures chances de victoire. Halifax ne voulait pas accepter la vision selon laquelle l'Union soviétique constituait pour la Pologne une menace plus importante que l'Allemagne. Halifax énonça sa position de manière catégorique : « *Si, en cas de guerre, la Pologne et la Roumanie se trouvent dos au mur, nous ne pouvons pas penser qu'elles ne seront pas soulagées d'obtenir un soutien, qu'importe d'où il provienne.* » Halifax insista sur l'idée qu'une Russie neutre consti-

tuerait la « *principale menace* » pour le monde si sa force restait inaltérée par les ravages d'une nouvelle guerre. Il n'en tira pas la conclusion logique qu'une nouvelle guerre, avec ou sans participation russe, pouvait amener au même résultat. Il avait confiance en sa capacité de traiter avec tout le monde, y compris Staline, suivant sa propre ligne malavisée s'appliquant à renforcer la suprématie britannique sur le monde. Ce fut une tragédie pour la nation britannique qu'en 1939 sa brutalité ait pris le pas sur sa sagacité. Il ne vit pas que sa politique oeuvrait à la croissance du communisme, et non à celle de l'impérialisme britannique.

Kennard savait qu'Halifax ne s'était jamais ennuyé à comprendre l'attitude polonaise à l'égard de l'Union soviétique. Il savait que les arguments défaillants d'Halifax ne produiraient pas la moindre impression sur les Polonais. Le 18 août 1939, il confia à Halifax qu'il était réticent à demander à Beck d'autoriser les Russes. Il avança que les efforts de Noël, l'ambassadeur français, en vue d'influencer les Polonais n'avaient guère produit que du ressentiment polonais, et il ne voyait aucune raison d'attirer sur sa propre personne le ressentiment qui revenait alors à Noël. Il signala que Beck usait d'un immense arsenal d'arguments contre le dernier projet pro-soviétique. Beck était méprisant quant à l'affirmation française qu'une alliance avec l'Union soviétique pourrait aider à préserver la paix. Il répondit que l'acceptation par la Pologne des termes russes aurait pour résultat de produire une attaque allemande immédiate contre la Pologne.

Kennard affirmait que continuer de discuter de cette question avec Beck était vain. Le général Stachiewicz, chef d'État-major de la Pologne, avait informé le général Musse, l'attaché militaire français en poste à Varsovie, que la Pologne rejetait officiellement la proposition de transit militaire traversant la Pologne. Kennard reconnut qu'il partageait l'attitude de Beck sur cette question importante. Il introduisit des arguments de son cru opposés à ces projets, et affirma que les Britanniques allaient mettre en péril leurs relations spéciales avec les États-Unis s'ils s'unissaient aux Français

pour appliquer des pressions sur la Pologne.

Daladier, le premier ministre français, aurait été furieux s'il avait appris que Kennard sabotait les pressions britanniques sur la Pologne avec pour argument que les sensibilités étasuniennes devaient être prises en compte. Le 18 août, il déclara à Paris à l'ambassadeur Bullitt qu'il était choqué et en colère de la « *violence* » avec laquelle Lukasiewicz et Beck avaient rejeté l'aide soviétique à la Pologne. Daladier affirma qu'il serait facile d'internationaliser l'aide soviétique aux Polonais en envoyant deux divisions françaises ainsi qu'une division britannique en Pologne en passant par la Russie. Par trois fois, Daladier répéta à Bullitt, en faisant monter l'accent à chaque fois, qu'il n'enverrait pas le moindre paysan français donner sa vie pour la Pologne si les Polonais refusaient l'aide russe.

Bullitt se trouva alarmé de cette révélation de ce qu'il considéra comme une réaction violente anti-polonaise de la part de Daladier. Il avait depuis des mois appliqué des pressions sur Daladier et sur Alexis Léger, le secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, dans l'espoir de les voir se distancier de la politique de paix de Georges Bonnet, et répudier cette politique. Il avait rendu visite à Londres au mois de mai 1939 pour coordonner sa stratégie avec les efforts menés par Sir Robert Vansittart. Le conseiller diplomatique du gouvernement de Sa Majesté considérait que les relations avec la France relevaient de sa propre responsabilité, et espérait soutenir la politique belliqueuse d'Halifax en assurant la participation française à toute guerre contre l'Allemagne. Vansittart assura à Bullitt qu'Alexis Léger était son « *ami intime,* » et que l'on pouvait faire confiance à Léger pour soutenir les efforts d'Halifax et de Roosevelt en vue d'impliquer la France dans une guerre contre l'Allemagne.

Bullitt, Vansittart et Léger craignaient que Sir Eric Phipps, ambassadeur britannique en France et beau-frère de Vansittart, partageassent l'attitude négative du premier ministre Chamberlain quant à une alliance entre les puissances occidentales et la Russie. Bullitt avait commencé à se méfier de Bonnet, et il signala au

président Roosevelt sans la moindre attention à la justesse de ses propos : « *en fait, tant Bonnet que Sir Eric Phipps étaient opposés à amener l'Union soviétique en coopération étroite avec la France et l'Angleterre.* » Bullitt craignait également que le premier ministre Chamberlain pût tenter de défier la politique d'Halifax et de rétablir son propre contrôle sur la conduite de la politique britannique. Kennedy, l'ambassadeur étasunien, avait signalé le 20 juillet 1939 depuis Londres que Chamberlain était « *malade et écœuré des Russes.* » Le premier ministre britannique pensait qu'Hitler allait accueillir toute opportunité tangible en vue d'un règlement pacifique. Chamberlain savait qu'Hitler ne bluffait pas, et qu'il pourrait faire le pari d'une guerre, mais il affirma à Kennedy qu'Hitler « *est très intelligent, et ne se préparerait donc pas à déclencher une guerre mondiale.* »

Le 4 août 1939, le président Roosevelt était intervenu directement dans les négociations entre l'Union soviétique et les puissances occidentales. Lawrence Steinhardt, qui avait pris la suite de Davies comme ambassadeur étasunien en Russie, reçut pour instruction, dans une missive confidentielle, de dire à Molotov que les intérêts des États-Unis et de l'Union soviétique étaient identiques quant à promouvoir la défaite de l'Italie et de l'Allemagne dans une guerre européenne. Le président Roosevelt exhorta l'Union soviétique à conclure une alliance militaire avec la Grande-Bretagne et la France, et intima que les États-Unis finiraient par rejoindre cette coalition de puissances. L'ambassadeur étasunien fut informé que le président Roosevelt avait affirmé à Konstantin Umansky, l'ambassadeur soviétique, avant le départ en congés en Russie de ce dernier, que les États-Unis espéraient atteindre une position de solidarité avec l'Union soviétique contre l'Allemagne et l'Italie.

Les Russes étaient satisfaits du message de Roosevelt, celui-ci renforçant leur position tant dans les négociations avec les puissances occidentales que dans celles avec l'Allemagne, et le soutien de Roosevelt leur facilitait la tâche pour s'attirer le consentement à leur ambitieux programme d'expansion en Finlande, en Pologne,

en Roumanie, en Lituanie, et Lettonie et en Estonie. Les Russes n'avaient aucun désir de dissimuler aux puissances étrangères le contenu du message confidentiel de Roosevelt. L'existence de ce message fut mentionnée par le *Völkischer Beobachter* le 11 août 1939 à Berlin, et son contenu fut publié par l'*Ilustrowany Kurier* de Cracovie le 13 août 1939. Steinhardt savait qu'Umansky avait été informé du contenu du message de Roosevelt avant de quitter les États-Unis. La lettre contenant le message avait été envoyé en passant par Bullitt, à Paris, et Steinhardt ne la reçut que le 15 août 1939. Il en conclut que Molotov avait donné pour instruction à Umansky de laisser fuiter le contenu de la lettre avant qu'elle ne parvînt en Russie, et que Molotov avait laissé connaître aux puissances étrangères l'existence de cette lettre avant même de l'avoir reçu lui-même.

Steinhardt présenta la lettre de Roosevelt à Molotov le 16 août 1939, et les deux diplomates entrèrent en discussion sur son contenu. Roosevelt, en écrivant la lettre, avait espéré influencer la politique russe en faveur des puissances occidentales, mais sans surprise, cette tentative fut un échec total, et Molotov utilisa le message à ses propres fins. Molotov affirma à Steinhardt que les missions militaires britannique et française étaient venues en Russie pour discuter de collaboration militaire selon des termes caractérisés par le commissaire soviétique aux affaires étrangères de « *vagues généralités.* » Molotov ajouta que ces missions étaient incapables de souscrire aux points précis soulevés par la Russie.

Le 16 août, Steinhardt signala au président Roosevelt qu'il avait la conviction personnelle que l'Union soviétique allait essayer d'éviter de prendre part à la première phase d'un conflit européen. Ceci ennuya le président Roosevelt, qui aurait vraisemblablement fait entrer les États-Unis dans un conflit européen dès le premier jour de guerre si l'opinion publique et le Congrès étasuniens l'avaient autorisé à le faire. Le président étasunien fut perturbé d'apprendre, quelques jours plus tard, qu'Alexis Léger, au ministère français des affaires étrangères, ne se faisait pas l'avocat de la guerre à tout

prix que Bullitt avait décrit. Léger révéla son opinion, selon laquelle il serait tout à fait malavisé que la Grande-Bretagne et la France attaquassent l'Allemande sans soutien militaire de la part de l'Union soviétique. Ceci semblait indiquer qu'en pratique la France ne soutiendrait pas une politique belliciste en cas d'échec des négociations à Moscou. Roosevelt apprit également que Daladier, le premier ministre, continuait de dénoncer la « *folie criminelle* » des Polonais. Le président Roosevelt savait qu'Halifax allait abandonner son projet de guerre contre l'Allemagne s'il ne pouvait s'adjoindre le soutien militaire de l'Union soviétique ou de la France. La possibilité que la paix pût se voir préservée perturbait les président étasunien, qui espérait utiliser une guerre européenne pour accomplir son rêve de laisser son mandat dans les mémoires, et de faire croître son prestige personnel et sa gloire.

Halifax disposait d'un avantage de taille dans cette situation difficile. Il s'était fait communiquer par Theo Kordt, le chargé d'affaires allemand à Londres, des informations détaillées, au fil du mois d'août 1939, quant aux conversations entre les Allemands et les Russes. Theo Kordt et son frère, Erich Kordt, qui occupait la position clé au bureau personnel de Ribbentrop à Berlin, étaient membres d'un petit groupe de conspirateurs ne voyant aucune trahison dans leurs tentatives de faire échouer la diplomatie d'Hitler. Halifax savait que les Russes envisageaient un pacte avec l'Allemagne, et que les négociations anglo-françaises avec la Russie étaient susceptibles d'échouer à tout moment. Cela lui permit de préparer une stratégie destinée à attirer la France en guerre contre l'Allemagne en se passant du soutien russe. Cela absorba le choc psychologique qu'il aurait subi du fait d'un accord russo-allemand. Ce ne fut que le 18 août 1939 qu'Halifax reçut un avertissement de source étasunienne le prévenant que la Russie et l'Allemagne pourrait conclure un pacte. Les rumeurs quant à la possibilité de cette occurrence furent transmises par Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État étasunien, mais trop tard pour constituer une nouveauté pour Halifax.

Le secrétaire britannique aux affaires étrangères continua de mener une politique dilatoire envers les Polonais dans les négociations d'alliance anglo-polonaises. Raczynski, l'ambassadeur polonais, était profondément déçu de l'attitude d'avarice britannique quant à une possible aide financière à la Pologne. Il ne reçut aucun encouragement lorsqu'il proposa à Halifax qu'une mission militaire polonais permanente pourrait rester stationnée à Londres. En juillet 1939, Raczynski avait commencé à exhorter Halifax à finaliser les négociations d'une vraie alliance anglo-polonaise, avant la conclusion des négociations occidentales à Moscou. Halifax affirma vouloir procéder ainsi, mais ne fit rien pour encourager les négociations avant la mi-août 1939. Il finit par accorder aux Polonais la permission d'envoyer à Londres le conseiller juridique Kuiski, du bureau politique des affaires étrangères de Varsovie. Les discussions en vue de la conclusion d'une alliance, après avoir été interrompues au mois d'avril, furent reprises le 17 août 1939 entre Sir Alexander Cadogan et les diplomates polonais.

Le 18 août, les Polonais rejetèrent à nouveau la proposition britannique pour que la Pologne accordât des garanties à la Roumanie contre une possible attaque allemande. Les Polonais insistaient sur l'idée que l'accord définitif devait affirmer que l'alliance n'était pas dirigée contre les allié ou confédérés possibles de l'Allemagne. Les Britanniques étaient satisfaits de cette formulation, parce qu'une alliance dirigée exclusivement contre l'Allemagne signifiait que la Grande-Bretagne n'aurait pas à protéger la Pologne de l'Union soviétique. Les principales frictions dans les négociations résultaient des tentatives britanniques renouvelées d'engager la Pologne contre l'Allemagne tous azimuts. Les négociations furent interrompues pour une courte période le samedi 19 août, et Raczynski, l'ambassadeur polonais, partit de Londres pour la côte anglaise pour quelques jours. Il n'avait pas été possible de définir les termes de l'alliance en trois longues journées de négociations.

Noël, l'ambassadeur français, fit une nouvelle tentative à Varsovie le 19 août pour pousser à des concessions polonaises envers

la Russie. Il reçut pour réponse ce que Beck décrivit comme une déclaration finale : « *Il s'agit pour nous d'une question de principe ; nous n'avons pas d'accord militaire avec l'Union soviétique, et ne désirons pas en avoir.* » Le général Stachiewicz fit également connaître une déclaration finale aux Français. Il déclara que la Pologne ne voulait pas accepter la pénétration d'armées étrangères sur son territoire.

Le capitaine Beauffre fut dépêché à Varsovie depuis la mission française de Moscou le 19 août 1939. Il demanda une audience immédiate au maréchal Smigly-Rydz. Le maréchal polonais avait été désigné officiellement par une loi en date du 6 mai 1936 comme premier personnage de l'État polonais après le président Moscicki, qui remplissait nominalement des fonctions proches de celles du président français. La demande d'audience de Beauffre fut accordée, mais le maréchal polonais ne laissa pas l'envoyé français présenter d'arguments en longueur. Le maréchal Smigly-Rydz déclara que chacun en Pologne savait que le transit russe impliquait l'occupation militaire russe du pays. Il s'exclama alors : « *Avec les Allemands, nous risquons de perdre notre liberté, avec les Russes nous perdrions notre âme !* »

La déclaration du maréchal Smigly-Rydz constituait une affirmation catégorique du fait que la Pologne considérait l'Union soviétique, et non l'Allemagne, comme sa principale ennemie. Cette annonce ne fut guère une surprise pour les dirigeants français. Le général Gauché, le responsable des services français de contre-espionnage, avait informé le premier ministre Daladier et le ministre des affaires étrangères Bonnet de ce fait à de nombreuses occasions. Ils savaient également que la trahison de la Pologne pour l'Union soviétique serait un crime pire aux yeux polonais que l'abandon des Polonais à un conflit entre l'Allemagne et la Pologne.

Le général Gauché était irrité de longue date du fait de l'arrogance des Polonais. Il était fatigué des critiques polonaises envers l'alliance franco-russe, et envers la stratégie défensive utilisée par l'armée française dans sa programmation militaire. Il était mécon-

tent de la vantardise creuses des Polonais quant à l'esprit offensif de leur propre armée, et de leur soi-disant préparation à prendre Berlin. Il était usé d'entendre leurs affirmations selon lesquelles la Pologne et la Hongrie pouvaient défendre l'Europe de l'Est face à l'Allemagne et à l'Union soviétique. Il était en colère du fait de leur thèse selon laquelle les Tchèques avaient eu ce qu'ils méritaient, et que l'on n'aurait jamais dû les laisser constituer un État indépendant.

Le général Gauché croyait fermement que la France devait laisser Hitler régler ses comptes avec la Pologne en cas d'échec des négociations de Moscou, et il fit part de son opinion à Daladier, à Bonnet, ainsi qu'aux dirigeants militaires français. Il expliqua que la France serait habilitée à ignorer ses obligations antérieures envers la Pologne pour trois bonnes raisons. Il affirmait que la conclusion du pacte de 1934 avec l'Allemagne, sans consultation de la France, violait l'esprit et l'objet de l'alliance franco-polonaise. Il interprétait l'ultimatum polonais d'octobre 1938 à l'alliée tchéco-slovaque de la France comme une attaque directe envers les intérêts français. Il affirmait que les Polonais avaient violé l'objet et l'esprit de leur alliance avec la France en se hâtant de reconnaître l'établissement du protectorat allemand en Bohême-Moravie en mars 1939, sans consultation des dirigeants français. Le général Gauché condamna la politique belliciste d'Halifax, et se plaignit de ce que la rigidité totale de la politique anglo-français de 1939 remplaçât la flexibilité qui avait caractérisé la politique de ces deux puissances en 1938. Il dénonça l'évidente réticence de la Grande-Bretagne à endosser un engagement d'importance dans les opérations terrestres sur le continent européen. Les Britanniques avaient appelé leur première classe de conscription en juin 1939, et cette classe comptait 200 000 hommes. Quels que fussent les doutes qui existaient quant à l'attitude britannique envers la guerre qu'Halifax s'employait à promouvoir, ceux-ci furent dissipés en juillet 1939 quand les Britanniques appelèrent sous les drapeaux quelque 34 000 hommes supplémentaires. Le général Gauché assura à Daladier et à Bonnet qu'Hitler

ne bluffait pas. Hitler ne désirait pas la guerre, mais il était prêt à en prendre le risque plutôt que de capituler face aux prétentions extravagantes des Polonais. Il semblait évident aux yeux du chef du contre-espionnage français que son pays devait abandonner tout projet de guerre pour 1939, si les Russes refusaient de rallier le front anglo-français. Ce point de vue parut acceptable aux yeux de Bonnet, qui proposa de mener la politique française en conséquence.

L'un des principaux sujets de plainte du général Gauché était que la Pologne insistait pour être traitée comme une grande puissance, alors qu'elle constituait évidemment une puissance de second voire de troisième ordre. C'était la clé du traitement britannique et français des Polonais en août 1939. Il semblait inconcevable qu'une puissance mineure pût de manière persistante défier et ignorer les conseils et les menaces de deux grandes puissances alliées. Au 20 août 1939, les Polonais avaient largement fait savoir qu'ils refusaient d'être traités comme un satellite de la Grande-Bretagne ou de la France, ou d'accepter une proposition de soi-disant protection bolchevique, qu'aucun de ces deux pays n'aurait acceptée en des conditions similaires. Les Polonais étaient déterminés à ne jamais consentir à la présence de l'armée bolchevique sur le sol polonais, que cela fût ou non inévitable. Leur attitude fut ultérieurement expliquée par le professeur Umiastowski, le principal expert polonais en relations russo-polonaises, lorsqu'il écrivit qu'« *il était impossible d'imaginer aucune grande puissance acceptant, une fois terminée la seconde guerre mondiale, de défier les Soviétiques pour qu'ils se retirassent des pays occupés, où ils avaient pu pénétrer avec l'accord des gouvernements de ces mêmes grandes puissances.* »

Le verdict était clair, pour ce qui concernait la Pologne, mais les dirigeants britanniques et français ne voulaient pas plus accepter ce verdict que défendre la Pologne contre l'Union soviétique. L'attitude d'Halifax sur cette question devrait dissiper toute illusion quant à l'idée qu'il fût réellement préoccupé par l'idée de protéger les Polonais, ou que la Pologne fût plus qu'un pion pour promouvoir la lutte contre l'Allemagne. Halifax convint de soutenir la décision

française de violer la confiance des Polonais, en s'engageant pour l'intervention militaire russe en Pologne sans consentement de la Pologne. Sa décision en ce sens ne fit pas disparaître le prétexte russe, pour qui le refus polonais des conditions russes rendait impossible à l'Union soviétique de conclure un accord militaire avec les deux puissances occidentales.

Le 19 août, le général Doumenc, chef de la mission française à Moscou, et Paul-Émile Naggiar, l'ambassadeur français en Russie, conseillèrent à Bonnet de conclure un accord avec les Russes sur le champ, en passant outre Beck, le ministre polonais des affaires étrangères. Bonnet décida de réaliser un dernier effort avec les Polonais avant de suivre ce conseil. Naggiar et le général Doumenc avaient anticipé sans se tromper que la mission de Beauffre à Varsovie, qui avait été convenue auparavant, allait échouer, mais Bonnet décida d'assurer un meilleur soutien britannique que par le passé pour faire intervenir de nouveau Noël, l'ambassadeur français. Il informa Halifax de son plan, et avança que c'était « *quasiment une position intenable* » pour la Grande-Bretagne et la France que de défendre la Pologne si celle-ci refusait d'accepter une aide russe. Il informa Halifax qu'« *il comprenait la réticence polonaise, mais dans une affaire telle que celle-ci, il faut opter pour le moindre des deux maux.* » Bonnet savait que les Polonais considéraient les Russes comme une menace plus importante que les Allemands, mais affirmait que la menace immédiate était dirigée d'Allemagne vers la Pologne. Bonnet avertit Halifax que les Polonais commettaient une nouvelle suite de bévues de par leur manière de traiter la minorité allemande, et qu'ils se rendaient coupables de nouvelles provocations à Dantzig.

Kennard n'était pas enclin à soutenir une nouvelle action de Noël à Varsovie. Il câbla à Halifax les détails complets des déclarations de refus de Beck et de Stachiewicz peu après 2 heures du matin, le 20 août. Il ajouta que Beck lui avait dit que le gouvernement polonais objectait au passage de l'armée russe aussi fermement qu'il aurait objecté à toute invasion allemande. Kennard insista : cette

attitude était justifiable, et il assura à Halifax qu'« *aucun Polonais ne s'attendrait à récupérer le moindre territoire occupé par l'armée soviétique.* » Cette dernière affirmation constituait une exagération considérable de la vraie attitude polonaise, et la politique polonaise aurait été différente si les dirigeants polonais ne s'étaient pas attendus à l'effondrement ultime de l'Union soviétique, que ce fût dans une guerre contre l'Allemagne, ou contre les puissances occidentales. L'utilisation par Kennard de termes aussi forts pour présenter la position polonaise contre un accord anglo-français avec la Russie aux dépens de la Pologne en indique suffisamment quant à son attitude.

Kennard fut mécontent de la réponse d'Halifax à son rapport. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères condamnait Beck selon des termes sans équivoque, et observait avec mépris que le diplomate polonais s'illusionnait s'il pensait pouvoir éviter la guerre en refusant l'aide soviétique. Il ajoutait que Beck allait « *révéler son propre jeu* » s'il pensait à un possible soutien russe après le début de la guerre. Halifax n'avait aucune justification pour supposer que Beck considérât quoi que ce fût de la sorte, et ceci constitua une nouvelle indication qu'il ne s'était jamais attardé à comprendre la politique poursuivie par Beck depuis la mort du maréchal Pilsudski en 1935.

Kennard répondit que le général Stachiewicz avait à présent accepté de répéter son rejet du projet de transit russe à quiconque voulait l'entendre. Kennard n'indiqua pas qu'il était prêt à rallier Noël pour une nouvelle tentative d'influencer les Polonais. La charge en reposa exclusivement sur les épaules des représentants français en Pologne. Le général Gamelin avait décidé d'envoyer le général Faurice en Pologne, pour une dernière tentative de soutenir la position française. Faurice avait dirigé l'école de guerre polonaise à Varsovie de longues années durant, et il disposait de nombreux amis au sein de l'armée polonaise. Sa mission était exceptionnellement délicate, car il avait pour instruction d'affirmer aux Polonais que la France n'avait jamais convenu de soutenir une action mi-

litaire polonaise contre l'Allemagne en cas d'annexion de Dantzig par cette dernière. Il va sans dire que cette mission au nom de la France ne joua pas en faveur de la popularité du général français en Pologne.

Le 21 août 1939, Daladier et Bonnet décidèrent de passer outre les Polonais sans plus hésiter. Sir William Strang, qui était rentré de Moscou à Londres début août, fut informé le même jour par les diplomates français à Londres que le gouvernement français avait décidé d'autoriser ses autorités militaires à agir comme « *garant* » de la Pologne, dans les discussions des équipes dépêchées à Moscou, qui avaient repris au matin le jour même. Les Français prévoyaient de donner « *une réponse affirmative de principe* » à l'exigence d'opérations militaires russes en Pologne. La seule condition qu'ils comptaient imposer était que l'armée russe s'abstînt de pénétrer en Pologne jusqu'à l'éclatement des hostilités entre la Pologne et l'Allemagne. Le général Doumenc devait disposer des pouvoirs plénipotentiaires pour accepter tout accord intégrant l'approbation française de la demande russe.

Strang discuta de la démarche française avec Sir Alexander Cadogan. Les deux diplomates convinrent que la France avait agi sans avoir consulté formellement la Grande-Bretagne, en espérant recevoir après-coup le soutien britannique. Il s'agissait d'une supposition raisonnable, Halifax ayant de manière répétée encouragé Bonnet quant à l'idée qu'il fallait accorder à la Russie la permission de conduire des opérations militaires en Pologne. Strang conclut qu'« *il se peut bien que leur jugement de l'attitude polonaise soit le bon (et ils devraient, après toutes ces années, commencer à savoir comment fonctionne l'esprit polonais), et que tant que les Polonais refusent de consentir, ce qu'ils signifient réellement est que nous avons la liberté de progresser avec les Russes, pourvu que nous ne disions rien aux Polonais à ce sujet.* » Il s'agissait d'une rationalisation stupéfiante d'une situation désagréable, mais cela était caractéristique de la diplomatie britannique et de l'esprit des dirigeants britanniques. Strang comme Catogan estimaient que le

gouvernement britannique devrait soutenir l'action menée par les Français.

Le premier ministre Daladier discuta avec Lukasiewicz à Paris le 21 août 1939 sans laisser paraître la moindre indication que la France avait décidé d'accorder aux Russes de pénétrer en Pologne. Daladier affirma ultérieurement que, dans un geste destiné à sauver la conscience française, il avait menacé de rompre l'alliance française avec la Pologne en représailles du refus polonais de coopérer avec les Russes. Lukasiewicz réfuta ce point vigoureusement. Le diplomate polonais se souvint qu'il fut avant tout impressionné dans cette conversation par le fait que Daladier n'avait que fort peu de choses à dire.

La dernière réunion entre les soldats anglo-français et les Russes, avant que la presse soviétique annonçât que l'Union soviétique allait conclure un traité séparé avec l'Allemagne, se tint l'après-midi du 21 août 1939. Le maréchal Voroshilov annonça de façon péremptoire qu'il était responsable des « *manœuvres* » d'automne de l'Armée rouge, et qu'il demanderait bientôt le rapport permanent des discussions militaires avec l'Occident, afin de pouvoir mieux se consacrer à cette tâche. Ce ne fut qu'après cette réunion que le général Doumenc reçut l'autorité qui lui était conférée pour proposer un accord séparé anglo-franco-russe sur la Pologne. Le maréchal Voroshilov sermonna les soldats britanniques et français sur la Pologne. Il affirma qu'il avait toujours été axiomatique que la Russie devait disposer du même droit d'opérer en Pologne et en Roumanie que les États-Unis et la Grande-Bretagne avait possédé en France durant la première guerre mondiale. Il fit part de son ébahissement quant au fait que les missions occidentales étaient arrivées en Russie sans engagement clair sur cette importante question. Les soldats britanniques et français apprirent par les journaux russes la nouvelle du pacte de non-agression envisagé, juste après que la session fût clôturée.

Les Britanniques découvrirent par la suite que Staline avait décidé de conclure un pacte avec l'Allemagne dès le 11 août, au second

jour de présence des missions militaires britannique et française sur le sol russe, et avant les premières conversations préliminaires entre ces missions et les dirigeants militaires russes. Il devint évident par la suite que Staline avait délibérément fait traîner ses négociations, à la fois avec les Allemands et avec les missions militaires alliées. Les Britanniques et les Français n'auraient en aucun cas pris la décision finale de proposer à la Russie un accord aux dépens de la Pologne si le dictateur soviétique avait révélé son jeu plus tôt. Le fait que le grand public apprît la vraie nature de la politique soviétique avant que les missions militaires n'en disposassent du moindre indice était typique de la diplomatie soviétique, et constituait un affront délibéré envers la Grande-Bretagne et la France. Britanniques et Français ne se seraient pas exposés à cette insulte superflue sans la politique irraisonnée menée par Halifax en vue de provoquer à tout prix la guerre contre l'Allemagne. La politique menée par Halifax fut la plus grande aide que la Grande-Bretagne aurait pu accorder à la réalisation des objectifs communistes, mais cela n'incita pas Staline, ou les autres Russes, à afficher la moindre gratitude. Ils savaient que la politique d'Halifax était une suite de bévues conçues égoïstement, et bien évidemment pas une tentative délibérée de faire progresser la conspiration mondiale communiste.

Henderson, l'ambassadeur britannique à Berlin, exprima l'indignation de nombre de ses compatriotes lorsqu'il câbla à Halifax au matin du 22 août : « *le traître cynisme de Staline et Compagnie, alors que nos missions militaires étaient encore assises à la table des négociations à Moscou, est incroyable.* » Henderson comprit immédiatement que les circonstances de la surprise russe avaient été calculées pour infliger les dégâts les plus importants possibles au prestige britannique. Il s'était toujours opposé à un pacte d'alliance avec l'Union soviétique, mais fut attristé par le spectacle de l'humiliation supplémentaire que son pays était contraint d'endurer.

## 17.11 L'ineptie de la diplomatie russe d'Halifax

L'approche tardive de la Russie par Halifax constitua une affaire vaine et sordide. Halifax avait pratiquement ignoré l'Union soviétique durant toute l'année 1938. Il se mit soudainement et de manière inattendue à courtiser les Russes en faisant appel à leur aide en Roumanie, bien que cet appel fût fondé sur la duperie qu'il avait fabriquée avec Tilea, et qu'il se fût lancé en faisant fi du fait que la Roumanie ne voulait pas de protection communiste. Il fit suivre cet appel par sa proposition de pacte d'alliance à quatre puissances du 20 mars 1939, qui fut torpillée par Beck quatre jours plus tard. Le 31 mars 1939, il décida alors d'annoncer une garantie unilatérale à la Pologne sans consulter la Russie. Il autorisa Bonnet à informer les Russes que la Grande-Bretagne continuait de désirer une alliance avec l'Union soviétique avant de produire sa proposition à sens unique du 15 avril 1939. Halifax autorisa Strang à continuer avec la Russie deux mois plus tard, en n'ayant rien modifié de manière significative dans les conditions insatisfaisantes par lui. Courant juin et juillet 1939, il donna pour instructions à Strang de reculer pas à pas vers une position supposément plus acceptable pour la Russie, en dépit du fait que ce type de diplomatie était voué à produire le mépris russe. La mission militaire britannique fut lentement dépêchée par voie maritime à Moscou en août 1939, sans instructions appropriées. Cela mit les soldats britanniques en position d'infériorité par rapport à leurs homologues russes. Il devint bientôt évident que la question polonaise était à la racine des critiques russes envers la position britannique. Halifax autorisa Kennard à éviter de mener des actions décisives en soutien de la France à Varsovie, qui auraient pu produire quelque impression sur les Polonais. Les Polonais refusèrent de changer leur position, et Halifax, sans avoir réitéré les fortes protestations françaises envers la Pologne, s'accorda sur la proposition des dirigeants français de conclure un accord séparé avec la Russie aux dépens des Polonais. Halifax adopta cette politique en dépit du fait que

Kennard n'avait eu de cesse de lui rappeler que l'Union soviétique constituait l'ennemie principale de la Pologne.

La conduite par Halifax des relations britanniques avec la Russie et la Pologne au cours de cette période révèle pleinement la réalité misérable sous-jacente à la façade opulente de sa politique. Il est impossible de ne pas conclure que le soutien soviétique à une guerre contre l'Allemagne présentait moins d'importance aux yeux d'Halifax que la guerre elle-même. L'arrogance sans précédent dont firent preuve les Communistes à l'égard de la mission militaire britannique est incontestable, mais il est difficile de maintenir qu'Halifax ne l'avait pas méritée.

De tous les sujets de diplomatie européenne, la tentative par Halifax de conclure une alliance avec les Russes fut celui qui reçut le plus de visibilité durant plus de cinq mois. Pour cette raison, le facteur de prestige impliqué était immense. L'humiliation en fut d'autant plus considérable que cette tentative se solda par un échec. Le soupirant se révéla bien peu désirable, et fut éconduit. Dans le mouvement, l'alliance franco-russe de 1935 se retrouva dénuée du sens qu'elle avait pu avoir. Il est courant que des frictions se développent entre les partenaires connaissant la défaite, et il était inévitable que montât un fort ressentiment français contre la Grande-Bretagne après cette débâcle en Russie. Le désastre subi en Russie ne convint pas Halifax de remettre en question une seule seconde la sagesse de mener une guerre préventive contre l'Allemagne, mais cette guerre resta dans son esprit conditionnée à la participation de la France. Halifax avait courtisé la Russie durant une brève période, mais restait engagé à courtiser la France à perpétuité, et la politique menée par la France était devenu l'élément décisif de la situation européenne.

Hitler espérait que le revers subi en Russie allait altérer la politique anglo-française, et comptait contribuer à ce développement en usant de moyens diplomatiques. Hitler était prêt à approcher la Grande-Bretagne ainsi que la France en faisant de nouvelles propositions diplomatique, mais son anglophilie l'amena à concentrer

le plus gros de ses efforts sur la Grande-Bretagne. Il aurait fait l'inverse s'il avait pleinement saisi le contraste entre l'attitude raisonnable des Français et le désir inébranlable d'Halifax pour la guerre. Ce point restait dissimulé à Hitler au mois d'août 1939, et il n'aurait pas cru la vérité sur Halifax si on ne lui avait pas présenté celle-ci avec des preuves documentées. Hitler continuait d'entretenir la supposition naturelle, mais tout à fait erronée, qu'Halifax préférerait un règlement pacifique des différences anglo-allemandes à une guerre anglo-allemande. Il ne réalisa pas qu'Halifax, malgré sa défaite diplomatique en Russie, continuait de préférer la destruction de l'Allemagne à la paix.

# Chapitre 18

# La décision russe d'un pacte avec l'Allemagne

## 18.1 L'invitation russe du 12 août 1939

La politique suivie par Staline et Molotov envers l'Allemagne en août 1939 était en cohérence avec le programme de politique étrangère défini par les dirigeants soviétiques du 18ème Congrès du parti communiste au mois de mars 1939, avant l'occupation de Prague par les Allemands. Les dirigeants russes avaient prédit à l'époque que l'Union soviétique réussirait à rester neutre durant la première phase du conflit qu'ils s'attendaient à voir éclater dans l'avenir proche entre l'Allemagne et les puissances occidentales. Les Français estimaient qu'une alliance entre les puissances occidentales et l'Union soviétique pouvait constituer un prélude utile à une politique de conciliation envers l'Allemagne, qui pourrait prévenir l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Les dirigeants britanniques espéraient l'assistance soviétique dans la guerre contre l'Allemagne, considérée par eux comme inévitable. Il est peu probable que les dirigeants français auraient pu influencer les Britanniques à

adopter une politique modérée après qu'un accord avec l'Union soviétique aurait été atteint. Il est extrêmement douteux qu'un pacte militaire avec l'Union soviétique aurait présenté une utilité pour empêcher l'éclatement de la seconde guerre mondiale. On a affirmé que la neutralité russe avait constitué la cause réelle de l'éclatement de la seconde guerre mondiale, mais ce point de vue paradoxal n'a jamais été présenté de manière convaincante. La controverse a été avancée que l'adhésion de l'Union soviétique à la coalition d'Halifax aurait créé une puissance prépondérante suffisante à maintenir la paix. Cela ne prend pas en compte le fait qu'Halifax, contrairement aux dirigeants français, ne désirait pas la paix mais la guerre, et que les diplomates britanniques eux-mêmes ne croyaient pas qu'une alliance avec l'Union soviétique pût préserver la paix.

Le 12 août 1939, les dirigeants allemands reçurent une indication définitive de ce que l'Union soviétique avait décidé de parvenir à une entente avec l'Allemagne et de rejeter l'offre d'alliance anglo-française. Georgi Astakhov, le chargé d'affaires russe, appela le bureau allemand des affaires étrangères et annonça que Staline désirait parvenir à une entente avec l'Allemagne quant à la Pologne et quant aux relations politiques russo-allemandes. Astakhov suggéra que les négociations pourraient avancer « *par niveaux,* » et que Moscou serait un endroit judicieux pour les discussions finales. Il n'eut pas de suggestion à faire quant aux choix des négociateurs par l'Allemagne. Sa démarche ne signifiait pas qu'un pacte russo-allemand était devenu une certitude, mais il était évident que des négociations sur une entente concrète auraient une forte chance de réussite si l'Allemagne le désirait.

Les Russes ne proposaient pas de conclure un pacte qui éliminerait le danger d'une guerre. Ils espéraient qu'Halifax allait réussir à lancer une guerre européenne majeure, sans participation russe. Les Russes considéraient judicieux de parier sur cette éventualité, parce qu'elle pourrait créer les conditions les plus favorables à l'expansion du bolchevisme en Europe. Hitler espérait qu'un pacte russo-allemand pourrait constituer un facteur décisif en prévention

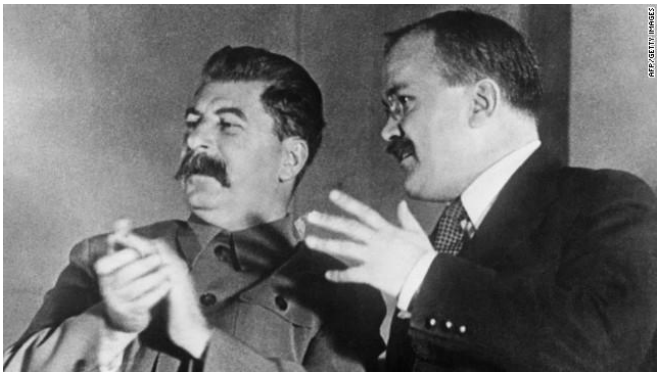


FIGURE 18.1 – Joseph Staline, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'URSS, et Viatcheslav Molotov, ministre des affaires étrangères de l'URSS

de l'éclatement d'une nouvelle guerre européenne. Il pensait qu'il existait de bonnes raisons de croire que les puissances occidentales changeraient d'avis quant à une guerre contre l'Allemagne après la défection de l'Union soviétique. Il semblait moins probable qu'une nouvelle guerre européenne aurait lieu si l'Union soviétique signait un pacte de neutralité avec l'Allemagne à la place d'un pacte d'alliance avec les puissances occidentales. C'était vrai, malgré le fait que de nombreux journalistes occidentaux irresponsables préférant la guerre affirmèrent que cette action de la Russie, qu'ils détestaient, rendait la guerre plus probable. Ils savaient qu'avancer de tels arguments pourrait faire monter les chances d'une guerre.

## 18.2 Le projet privé de paix polonais du colonel Kava

La démarche russe du 12 août 1939 tomba au moment où elle était le plus nécessaire pour Berlin. Il y eut de nouvelles indications ces jours-là que la situation avec la Pologne était tout à fait désespérée. Les Polonais avaient fait suivre la réussite de leur ultimatum outrageant contre Dantzig par une intensification du règne de terreur sur la minorité allemande en Pologne. Le 11 août, au bureau allemand des affaires, Radu Crutzescu, le représentant de la Roumanie, demanda à Weizsäcker, si la situation courante entre l'Allemagne et la Pologne impliquait la menace d'une guerre imminente. Weizsäcker répondit qu'il serait plus profitable au gouvernement roumain de poser cette question directement à Varsovie. L'ambassadeur allemand en Pologne, qui attendait de nouvelles instructions à Berlin, fit part de ses préoccupations à Weizsäcker quant à la minorité allemande en Pologne. Weizsäcker promit à Moltke qu'il allait discuter de la situation avec Ribbentrop, dans le but de déterminer si quelque chose pouvait être réalisé pour améliorer la situation.

Le 12 août, le bureau allemand des affaires étrangères eut vent d'une conversation amère et décourageante entre le sénateur Hasbach et Waclaw Zyborski, du ministère polonais de l'intérieur, qui s'était déroulée le jour-même. Zyborski avait stupéfait Hasbach en affirmant avoir vu une carte allemande officielle illustrant un projet de diviser la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Zyborski insista : l'Allemagne avait pour projet d'annexer la Galicie, qui constituait l'ensemble du Sud de la Pologne, et de laisser le plus gros du Royaume du Congrès, ainsi que la zone polonaise de la région de Kresy revenir à la Russie. Zyborski prétendit également que les Russes avaient été persuadés de ré-établie l'ensemble de la population de Polonais ethniques, qui comptait au total vingt millions de personnes, en Sibérie. Il était évident aux yeux d'Has-

bach que ce projet frauduleux pouvait être utilisé pour justifier le traitement sauvage infligé à la minorité allemande de Pologne. Il affirma à Zyborski que ce projet était trop fantasque pour être crédible, mais ses arguments restèrent brutalement ignorés. Zyborski affirma avec une franchise brutale que dans la situation courante, aucun désir ou plaidoyer du groupe ethnique allemand de Pologne ne pouvait être discuté.

Nombreux parmi les dirigeants polonais de second rang furent ceux qui s'alarmèrent et s'affligèrent de cette situation impossible, mais ils savaient qu'il était futile de vouloir peser sur la politique âpre menée par Slawoj-Skladkowski, le premier ministre polonais, envers les Allemands. Le colonel Kava, consul-général polonais à Berlin, exhorta Robert Böning, le secrétaire national-socialiste de la Société germano-polonais, de se rendre à Varsovie le 13 août pour tenter de faire entendre la raison aux dirigeants polonais. Il insista sur le fait que la plus importante des obligations de la Société et de sa Fondation était d'intensifier l'entente entre l'Allemagne et la Pologne, et qu'un effort spécial était exigé de Böning à un moment où il semblait que l'amitié germano-polonaise allait se perdre à jamais. Kava avait conscience que l'Allemagne n'abdiquerait jamais sur les questions de Dantzig et du transit à travers le Couloir, et il estimait à titre personnel que le règlement de ces questions constituait le fondement nécessaire pour une entente durable entre les deux pays. Il promit de précéder Böning à Varsovie, et de préparer la voie avec ses amis au bureau polonais des affaires étrangères, qui s'irritaient de la direction de Beck.

Kava espérait des contacts fructueux avec Arciszewski, le sous-secrétaire d'État polonais, Kunicki, le directeur adjoint du département de l'Ouest, et le comte Michal Lubienski, le chef de Cabinet de Beck. Böning assura au colonel Kava qu'il connaissait ces trois hommes, et qu'il serait possible de tenir avec eux des conversations sensées sur les problèmes courants. Il était reconnaissant au colonel Kava tant pour son attitude générale que pour sa suggestion constructive, mais il pensait que les efforts menés par un individu

allemand indépendant tel que lui-même promettaient d'échouer. Il promit de discuter de l'affaire au bureau allemand des affaires étrangères, et de demandant une commission officielle pour un séjour à Varsovie. Il comptait également que Ribbentrop devait recevoir les nouvelles informations que le colonel Kava lui avait transmises quant aux dirigeants polonais sincères et consciencieux qui continuaient de privilégier la paix avec l'Allemagne en dépit de la politique suivie par Halifax et Beck. Il fut tragique que ces Polonais fussent dans l'incapacité d'exercer une influence décisive sur la conduite de la politique polonaise. La difficulté était qu'Hitler et Ribbentrop craignait qu'un effort isolé par Böning, avec des hommes ne contrôlant pas la politique polonaise, pût persuader Halifax que l'Allemagne battait retraite sous la pression polonaise.

Bernardo Attolico, l'ambassadeur italien, qui avait été mis en poste à Dantzig par la Société des nations dans les années 1920, révéla le 14 août 1939 au bureau allemand des affaires étrangères un projet de compromis émis par des sources privées polonaises présentant des sentiments de sympathie envers l'Allemagne. L'Allemagne recevrait la ville de Dantzig, et un peu plus de la moitié de son territoire, en prenant comme ligne de division la Mottlau, un affluent de la Vistule. Le territoire assigné à l'Allemagne relierait Dantzig à la Prusse orientale, cependant que les Polonais recevraient les territoires dans la direction de Gdynia, et la « *sorte d'île,* » de fait une presque-île, sur laquelle était situé l'arsenal polonais de Westerplatte dans le port de Dantzig. Ces cercles privés polonais entretenaient l'espoir qu'Hitler pourrait accepter cette solution, qui ramènerait au Reich au moins 300 000 Allemands. Ils étaient moins confiants quant à l'attitude des dirigeants polonais, mais ils pensaient qu'il pourrait être utile de tenter un plan qui constituait un recul allemand considérable par rapport à l'offre du 24 octobre 1939, mais qui ne s'apparentait pas pour autant à une capitulation totale face à la Pologne. Le plan en question fut reçu avec gratitude par le bureau allemand des affaires étrangères, où il fut classé pour référence ultérieure. On aurait pu en entendre

quant à ce plan plus tard si la Pologne avait convenu de reprendre les négociations avec l'Allemagne.

## 18.3 Terreur polonaise en Haute-Silésie orientale

Le 14 août 1939, les autorités polonaises de Haute-Silésie orientale lancèrent une campagne d'arrestations massives contre la minorité allemande, et se mirent à fermer et confisquer les entreprises, clubs et structures d'assistance allemands. Les Polonais étaient furieux du fait que Viktor Szwagiel, l'un des dirigeants de leur police, avait subi des coups de feu et été blessé par un jeune membre du Parti allemand durant la première phase des arrestations. Les Allemands arrêtés ne furent pas internés dans la région, mais contraints de défiler vers l'intérieur de la Pologne en colonnes de prisonniers. Des milliers d'Allemands essayèrent d'échapper aux arrestations en traversant la frontière vers l'Allemagne. Leurs tentatives furent parfois aidées par de soi-disant passeurs, qui les guidaient à travers la « *bordure verte* » (loin des principales artères et postes de contrôle) pour des prix allant de 10 à 600 zlotys. Les réfugiés rapportèrent que dans certains cas les passeurs travaillaient en connivence avec les dirigeants des postes de contrôle, qui ressentaient de la sympathie envers la détresse des Allemands. Le sénateur Rudolf Wiesner, dirigeant du parti des jeunes allemands, fut arrêté par les autorités polonaises à 23h50 le 16 août 1939. Le bureau allemand des affaires étrangères apprit le même jour que la politique officielle polonaise n'encourageait aucun plan de compromis quant à Dantzig. August Papde, le représentant polonais auprès du Vatican, apporta une réponse négative à la suggestion du cardinal Luigi Maglione du 16 août, voulant que la Pologne contribuât à la préservation de la paix en laissant l'Allemagne récupérer Dantzig. Papde répondit que la Pologne envahirait l'Allemagne, avec ou sans le soutien britannique et français, si Hitler essayait de s'assurer du retour de Dantzig au

Reich.

Les divers groupes allemands en Pologne étaient survoltés à l'époque, et craignaient que les Polonais pussent viser l'extermination totale de la minorité allemand en cas de guerre. Le 15 août, le baron Wühlisch, chargé d'affaires allemand à Varsovie, reçut un appel secret désespéré et très compromettant de la part des porte-parole de la minorité allemande. Il était demandé au gouvernement allemand d'ordonner à l'armée de l'air allemande, en cas de guerre, de larguer des tracts menaçant de représailles envers les Polonais pour toute atrocité commise contre la minorité allemande. La presse allemande dénonça la politique polonaise d'arrestations massives, et les Polonais furent prévenus de ne pas considérer la minorité allemande comme des otages impuissants pouvant être massacrés en toute impunité.

## 18.4 La mission de Ciano en Allemagne

La situation désespérée en Pologne amena Hitler à accueillir l'initiative soviétique d'un pacte de neutralité à une période où la probabilité d'une guerre polono-allemande ne pouvait être mise de côté. Son attitude envers l'Italie en fut également influencée. Hitler craignait que la politique de retraite promue par Mussolini pût convaincre les puissances occidentales que l'Axe était en cours d'affaiblissement, et que son attitude pût faire croitre le danger d'une guerre européenne généralisée. Il avait rejeté la proposition de Mussolini d'une réunion au Brenner du fait que le communiqué conjoint proposé par les Italiens donnait l'impression d'une retraite de l'Axe. La divergence de vision entre Hitler et Mussolini avait produit un profond désaccord quant à la conduite de la haute politique, et il était reconnu par les deux parties que des conférences en personne étaient nécessaires pour dépasser ces désaccords. Le gouvernement allemand convint d'inviter le comte Galeazzo Ciano, ministre italien des affaires étrangères, en Allemagne, pour y tenir

des conversations avec Hitler et Ribbentrop. Ciano fut reçu le 11 août 1939 à Salzburg par Ribbentrop, Mackensen et Attolico. Il était prévu qu'il conférât avec Hitler à l'Obersalzberg, tout proche, l'après-midi du lendemain. Le dirigeant allemand était en discussion avec Burckhardt, le haut-commissaire de la Société des nations, quand Ciano arriva, et il fut décidé que Ciano et Ribbentrop démarrassent des discussions préliminaires au matin du 12 août.

Hitler prit la même ligne dans sa conversation avec Burckhardt du 11 août que celle qu'il comptait employer avec Ciano le lendemain. Hitler déclara à Burckhardt qu'une patience renouvelée à l'égard des Polonais devenait quelque chose d'impossible, et qu'un grave danger existait de l'éclatement d'une guerre germano-polonaise. Il prédit que l'Allemagne pourrait vaincre la Pologne en trois semaines environ en cas de guerre. Il demanda à Burckhardt d'informer les Français et les Britanniques de cette situation, et de leur rappeler que l'Allemagne ne désirait en aucune circonstance de conflit avec les puissances occidentales. Burckhardt accepta de mener cette mission à bien.

Beck était nerveux à l'idée de cette réunion, parce qu'il craignait que Burckhardt engageât un effort considérable pour persuader les Britanniques et les Français de ne pas attaquer l'Allemagne. Il affirma à Szembek qu'il était furieux envers Burckhardt pour son acceptation d'un entretien avec Hitler à ce stade. La mission de Burckhardt fit impression sur Bonnet, mais aucune sur Halifax. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères, qui envoya Roger Makins à Bâle comme représentant personnel pour s'assurer de la vision d'Hitler, se vit décrire en termes clairs par Burckhardt les mauvais traitements atroces que les Polonais faisaient subir à la minorité allemande. Halifax répondit en annonçant à Kennard que les Polonais allaient devoir améliorer leur tactique s'ils espéraient éviter de laisser quelque impression de culpabilité dans le déclenchement de la guerre en approche. Halifax conseilla également aux Polonais de mettre fin à leurs provocations à Dantzig et de limiter leur presse. Kennard fit suivre au travers d'une démarche stricte-

ment formelle, qui était loin de pouvoir ennuyer Beck. Le ministre polonais des affaires étrangères fut soulagé de noter que la mission de Burckhardt avait échoué à peser sur la politique britannique. Il affirma à Kennard qu'il ne servait à rien de discuter de la situation de la minorité allemande avec les Britanniques, et il fit également la déclaration stupéfiante selon laquelle les Allemands, et non les Polonais, avaient entamé ladite guerre des presses. Il ajouta que c'était encore les Allemands, et non les Polonais, qui provoquaient des incidents à Dantzig. Il était évident que Beck ne poussait pas Kennard à s'engager dans une discussion sérieuse quant à ces problèmes.

Ribbentrop discuta de la situation polonaise avec Ciano en détail au matin du 12 août. Il décrivit certaines des pires et récentes atrocités contre la minorité allemande en Pologne, dont la mutilation de plusieurs Allemands. Ciano signala ultérieurement à Mussolini que Ribbentrop s'était montré très grave, et qu'il craignait la guerre entre l'Allemagne et la Pologne pût bientôt devenir inévitable. Ribbentrop reconnut que la Grande-Bretagne et la France pourraient attaquer l'Allemagne, en dépit du fait qu'elles ne pouvaient accorder aucune aide efficace aux Polonais. Le ministre allemand des affaires étrangères continuait d'espérer qu'il serait possible de maintenir un conflit germano-polonais à un échelon local, en usant d'actions diplomatiques.

Ciano fut surpris de découvrir que Ribbentrop comptait sur la neutralité russe en cas d'une guerre germano-polonaise, et qu'il pensait que la Grande-Bretagne et la France ne parviendraient pas à conclure une alliance à Moscou. Ribbentrop espérait que ce développement pourrait s'avérer décisif quant à décourager les interventionnistes britanniques et français, et qu'il pourrait éloigner le danger d'une attaque anglo-française contre l'Allemagne.

Ciano avait reçu pour instructions de la part de Mussolini de convaincre les Allemands que tout risque, quel qu'il fût, d'une guerre majeure devait être évité, car un tel conflit aurait été catastrophique aussi bien pour l'Allemagne que pour l'Italie. Ciano

prit donc une position ferme face à l'analyse par Ribbentrop de la situation européenne. Il ne réfuta pas que l'Allemagne eût d'amples justifications, selon les termes en vigueur des lois internationales, à châtier les Polonais. Mais il avança qu'au lieu de cela, une action de l'Allemagne contre la Pologne serait inopportune, car, selon l'opinion partagée par Mussolini et Ciano, les Britanniques et les Français s'empareraient de ce prétexte pour lancer des opérations militaires contre l'Allemagne. Ribbentrop fut surpris de la ténacité de Ciano en soutien de cette argumentation, et fut étonné que sa propre analyse de la politique russe ne modifiât pas cette opinion. Les deux diplomates débattirent du problème jusque dans les détails, mais rien ne fut dit quant au rôle de l'Italie en cas de guerre.

Ciano et Ribbentrop rencontrèrent Hitler à l'Obersalzberg l'après-midi, pour une conférence intense de plus de trois heures. Ciano insista sur l'idée qu'une guerre contre la Pologne devait être évitée à tout prix, et il suggéra que l'Axe émît un appel à une conférence internationale. Le ministre italien des affaires étrangères présenta ses arguments avec énergie et détermination tout au long de cette conférence, et parvint à faire grande impression sur Hitler. Le chancelier convint d'examiner le point de vue italien en détail avant de rediscuter le sujet le lendemain. Le bureau allemand des affaires étrangères fut impressionné par la capacité de Ciano de présenter sa vision et de répondre aux arguments présentés par Hitler. Weizsäcker était convaincu que Ciano allait réitérer sa prestation le lendemain avec un effet encore plus grand. Il ne réalisa pas que Ciano également avait été impressionné par Hitler durant cette longue discussion. Il fut stupéfait de noter, le 13 août, que Ciano était revenu sur sa position, et déclarait désormais qu'Hitler avait sans doute raison d'anticiper que la Grande-Bretagne et la France n'allaient pas attaquer l'Allemagne si la crise germano-polonaise débouchait sur une guerre locale.

La réponse d'Hitler aux arguments du 12 août de Ciano est importante : elle révèle les pensées qui furent décisives quant à la

trajectoire de la politique allemande à ce stade. Hitler affirmait que quelques fanatiques à Varsovie et à Cracovie étaient responsables de la tragédie en Pologne, du fait qu'ils avaient réussi à entraîner une population polonaise normalement indifférente dans une frénésie de haine contre l'Allemagne. Il soulignait l'évidente faiblesse de l'État polonais, avec ses importantes minorités ukrainienne, juive et allemande. Il assura à Ciano que l'Allemagne était prête à agir contre la Pologne, et il illustra ce point avec des informations confidentielles, selon lesquelles les Allemands disposaient de plus de 130 000 soldats rien qu'en Prusse orientale. Il prédit que les défenses allemandes, à l'Ouest, se révéleraient imprenables face à une possible offensive anglo-française. Hitler discuta en détail des problèmes de défense avec Ciano, carte détaillée à l'appui.

Hitler s'enquit de ce que Ciano ferait si Trieste se trouvait entre les mains yougoslaves, et qu'une grande minorité italienne avait à subir des persécutions sur sol yougoslave. Le chancelier allemand penser que le danger d'une guerre généralisée, en une telle situation, pouvait décourager à mener une action décisive, mais il ajouta que sa ferme conviction restait que la Grande-Bretagne et la France, qu'elles que fussent leurs menaces sur l'instant, ne se précipiteraient pas dans une guerre généralisée. Le chancelier allemand montra à Ciano deux télégrammes qu'il avait reçus récemment. Le premier était en provenance de Tokyo, et confirmait une nouvelle fois que le Japon ne conclurait pas d'alliance avec l'Allemagne et l'Italie. Le second télégramme, en provenance de Berlin, confirmait le fait que la Russie était prête à discuter des questions politique importantes, y compris la question polonaise. Georgi Astakhov, le diplomate soviétique, en avait informé en personne le bureau allemand des affaires étrangères. Hitler signala que l'Allemagne, au vu de ces circonstances, ne perdrait rien au Japon en concluant un accord avec les Russes. Il affirma que les missions militaires britannique et française en Russie ne constituaient guère plus qu'un paravent pour masquer l'échec de la tentative d'Halifax à assurer une alliance avec l'Union soviétique.

Ciano affirma que la Grande-Bretagne et la France attaqueraient l'Allemagne en dépit de l'existence d'un accord russo-allemand. Il affirma qu'une guerre en ce moment serait très avantageuse aux puissances occidentales. La Grande-Bretagne et la France avaient réalisé des progrès considérables quant à leurs préparations militaires, et une *union sacrée*[1] temporaire (une union consacrée au-delà des considérations de la politique du quotidien) avait été atteinte dans les pays occidentaux. Ces avantages supposés, selon Ciano, allaient amener la Grande-Bretagne et la France à intervenir contre l'Allemagne au moindre prétexte. Il prédit qu'une guerre en 1939 porterait un coup catastrophique aux relations allemandes et italiennes avec les États-Unis, du fait qu'elle permettrait au président Roosevelt d'assurer un troisième mandat présidentiel.

Ciano prédit que Roosevelt allait perdre dans son jeu politique consistant à exploiter les crises à l'étranger pour faire progresser ses positions intérieures, si une guerre pouvait être évitée au moins jusqu'après l'élection présidentielle étasunienne de novembre 1940. Ciano était convaincu que l'union temporaire des opinions en Grande-Bretagne et en France allait peu à peu se désintégrer s'il n'y avait pas de guerre. Il affirma que les vrais amis de l'Allemagne n'étaient pas en bonne forme pour l'instant. Le Japon pourrait réussir à se sortir de l'imbroglio chinois. L'Espagne pourrait disposer de l'opportunité de se renforcer sous son nouveau régime. Par dessus-tout, l'Italie allait augmenter ses forces militaires. Ciano insista sur le fait que l'Italie était tout à fait impréparée pour une guerre majeure en 1939.

Ciano signala à Mussolini qu'Hitler avait admis la validité de chaque point soutenant la position italienne, à supposer qu'une guerre généralisée se produirait. La politique douteuse menée par les puissances occidentales était au coeur du problème. Hitler insista encore et encore sur l'idée que la Grande-Bretagne et la France n'attaqueraient pas l'Allemagne. Mussolini fut également informé

1. En français dans le texte, NdT

que Ciano avait dit à Ribbentrop, après la conférence tenue avec Hitler le 12 août, que l'Italie n'entrerait pas en guerre si l'Allemagne était attaquée par la Grande-Bretagne et la France. Ciano ne souhaitait pas que son désaccord avec les dirigeants allemands fût l'objet de publicité. Le 12 août, il ne présenta aucune objection à ce qu'un protocole allemand fût établi en français, annonçant publiquement qu'une harmonie totale était sortie des échanges de points de vue italo-allemands.

Ciano signala plus tard à Mussolini que la conférence qu'il avait tenue le 13 août avec Hitler, en contraste avec les réunions de la veille, avait été exceptionnellement cordiale. Hitler annonça qu'il avait beaucoup réfléchi à la question et décidé de rejeter l'argumentaire de Ciano. Il donna trois raisons principales pour lesquelles il était parvenu à cette conclusion. Tout d'abord, les Russes semblaient désireux de coopérer avec l'Allemagne, du fait qu'ils s'attendaient à une guerre germano-polonaise qui leur permettrait de s'accaparer l'Est de la Pologne. Ils n'auraient aucune raison de soutenir l'Allemagne dans une conférence internationale s'intéressant à la question de Dantzig. Un tel soutien serait utile à résoudre les problèmes d'Hitler, mais ne permettrait pas à l'Union soviétique de s'emparer des provinces orientales de la Pologne. Les Russes seraient également opposés à une solution à la crise de Dantzig, de crainte qu'elle pût amener à un accord anglo-allemand durable. Cela aurait été un anathème pour les Russes. Hitler pouvait considérer comme une certitude absolue le fait que l'Union soviétique allait s'opposer aux désirs allemands dans une conférence sur Dantzig. L'Allemagne et l'Italie pourraient convaincre la Grande-Bretagne et la France d'admettre l'Espagne dans des pourparlers, mais même ainsi, en supposant que l'Espagne soutînt effectivement la position allemande, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne resteraient en minorité face à une majorité anglo-franco-russo-polonaise. L'Allemagne ne pouvait pas espérer obtenir satisfaction dans une telle conférence, surtout du fait de l'influence soviétique.

Hitler pensait qu'une dangereuse réaction d'excès de confiance

parmi les Polonais pourrait faire suite à une retraite allemande de Dantzig. Il soupçonnait que les Polonais allaient chercher à provoquer une guerre en s'emparant de Dantzig durant la saison des pluies. Une victoire de la Pologne dans une conférence internationale promettait d'encourager une telle action, et la minorité allemande en Pologne se retrouverait à devoir payer le prix fort de tout nouveau lustrage du prestige polonais. L'Allemagne devrait rester confrontée à une situation intolérable. La guerre contre la Pologne risquait de survenir en 1939 dans tous les cas, et, si on pouvait la retenir d'éclater avant la saison des pluies, la mer de boue polonaise et les routes polonaises non pavées pourraient induire des retards tels que l'on pourrait assister à l'ouverture d'un second front, et que l'Allemagne se retrouverait à faire face à un long conflit sur deux fronts.

Hitler était convaincu que Ciano avait mal apprécié l'impact de l'accord russo-allemand sur la Grande-Bretagne et la France. C'était la troisième considération l'amenant à diverger de l'analyse établie par le ministre italien des affaires étrangères. Hitler était principalement anxieux de crainte que l'effet du pacte russe fût diminué par l'intention avouée de l'Italie, que Ciano avait annoncée à Ribbentrop, de ne pas soutenir l'Allemagne si la Grande-Bretagne et la France attaquaient cette dernière. Cette décision deviendrait rapidement apparente aux Britanniques et aux Français, car l'Italie, en cas de crise, n'adopterait pas de mesure de préparations militaires.

Le 13 août, Hitler plaida avec éloquence en faveur d'une reconsidération de la position italienne. La défection de l'Italie à l'Allemagne ferait grandement croître le danger de guerre. Hitler était convaincu qu'un solide front italo-allemand, en combinaison avec un pacte russo-allemand, pourrait rompre le coeur de l'unité d'opinions en Grande-Bretagne et en France que Ciano avait soulignée. Ce développement l'emporterait sur tous les autres avantages dont les puissances occidentales pensaient disposer en cas d'une guerre éventuelle.

Le 13 août, le chancelier allemand eut la satisfaction de découvrir qu'aucune déclaration complexe n'était nécessaire pour s'attirer le soutien de Ciano. Hitler énonça sa position très brièvement, mais ne reçut aucune objection de la part de Ciano. Au lieu de cela, le ministre italien des affaires étrangères assura à Hitler que le dirigeant allemand avait souvent eu raison dans ses analyses passées de situations difficiles, et que son évaluation, dans le cas présent, était sans doute plus rigoureuse que celle qui avait été établie par l'Italie. Un observateur allemand expliqua ultérieurement que Ciano se plia comme un couteau de poche. Ciano promit à Hitler que l'Italie accepterait de maintenir un front commun avec l'Allemagne. L'Italie avait peu à perdre si la Grande-Bretagne et la France n'attaquaient pas l'Allemagne. Tout fut réglé rapidement, et la seconde conférence entre Hitler et Ciano, qui mit fin à un désaccord fondamental d'une durée de plusieurs semaines entre l'Allemagne et l'Italie, fut bouclée en une demi-heure.

## 18.5 L'inversion de la politique italienne

Ciano avait personnellement donné sa parole à Hitler qu'une solidarité italo-allemand serait maintenue, mais Attolico, l'ambassadeur italien, refusa d'adopter cette position. Il estimait que l'Italie devrait se séparer de l'Allemagne si les Allemands refusaient de reculer face aux prétentions polonaises. Il fut irrité des rapports parus dans la presse allemande le 15 août 1939, confirmant la solidarité italo-allemande promise par Ciano. Il aurait désiré que Ciano ne fît pas cette promesse, et décida de faire tout son possible pour inverser la course de la politique italienne.

Attolico demanda et obtint la permission de se rendre à Rome le 15 août 1939 pour présenter ses arguments. Il avait préparé depuis Berlin un rapport soigné des réunions de Salzbourg et d'Obersalzberg. Il critiqua les décisions de politique étrangère d'Hitler, de Ribbentrop et de Ciano, et il avança que l'Italie ne devrait pas venir

en soutien de l'Allemagne en cas de guerre européenne généralisée. Il avait laissé son ambassade à Berlin entre les mains du comte Massimo Magistrati, le chargé d'affaires italien, avec qui il jouissait de liens de confiance importants. Magistrati signala à Rome, immédiatement après le départ d'Attolico, que les Allemands l'avaient informé de la probabilité d'un pacte avec la Russie dans un avenir très proche. L'objectif de ce rapport était de convaincre Mussolini que la crise finale était à portée de main, et qu'il disposait d'une toute dernière opportunité de revenir sur l'engagement italien.

Attolico fut satisfait de découvrir à Rome le 16 août que Ciano regrettait l'engagement qu'il avait pris envers Hitler. Mussolini et Ciano convinrent avec Attolico que le soutien italien envers l'Allemagne, en cas de guerre majeure, serait inopportun. Mussolini exprima son espoir qu'un règlement négocié du différend germano-polonais allait libérer l'Italie de la perspective désagréable d'avoir à annuler la promesse faite à Hitler par Ciano. Les Allemands s'alarmèrent de la mission d'Attolico en Italie, immédiatement après les conversations entre Hitler et Ciano à Berchtesgaden. L'attitude négative d'Attolico envers l'alliance italo-allemande était bien connue de Berlin, et il était aisé d'en déduire l'objectif de sa mission. Il n'aurait pas quitté l'Allemagne s'il avait été satisfait de la promesse faite par Ciano à Berchtesgaden. Le 17 août, Weizsäcker téléphone à Mackensen, l'ambassadeur allemand, pour savoir s'il avait vu Attolico, et si le diplomate italien était reparti pour l'Allemagne. Mackensen répondit qu'Attolico avait quitté Rome pour Salzbourg par le train de l'après-midi du même jour. Il n'avait pas pu rencontrer le diplomate italien, qui était « *enfermé au ministère* » pour des conférences apparemment ininterrompues. Weizsäcker, très préoccupé, répondit qu'il prendrait le train du matin pour Salzbourg pour conférer avec Ribbentrop, et peut-être avec Attolico.

Un télégramme crucial envoyé par Mackensen arriva à Berlin à 2h30 du matin le 18 août avant le départ de Weizsäcker pour Salzbourg. Ciano avait informé l'ambassadeur allemand le 17 août, peu avant minuit, que Mussolini rejetait l'analyse établie

par Hitler, Ribbentrop et Ciano à Berchtesgaden, selon laquelle une guerre germano-polonaise pouvait rester locale. Mussolini insistait : une guerre locale en Pologne serait suivie par une attaque anglo-française contre l'Allemagne. Il répéta l'annonce, approuvée par Hitler, selon laquelle une telle lutte serait extrêmement défavorable à l'Axe. Mussolini exprimait sa vive déception quand au fait que l'Allemagne n'ait pas répondu favorablement à la proposition de rencontre à Brenner du mois précédent, pas plus qu'au projet italien en vue d'une conférence diplomatique générale. Il se plaignit de ce qu'un tel traitement par l'Allemagne le privait de nouvelles inspirations en vue d'émettre d'autres suggestions créatives. Ciano affirma que Mussolini insistait sur l'idée que la décision de nouvelles étapes « *dépend désormais uniquement de Berlin.* » Mackensen nota soupçonneusement que Ciano avait un rendez-vous à suivre le soir même avec l'ambassadeur britannique. Le diplomate allemand était curieux de savoir combien Ciano déciderait d'en divulguer à Sir Percy Loraine quant à la position italienne.

Les dirigeants allemands furent fortement gênés par la révélation de l'attitude de Mussolini. Weizsäcker savait qu'Attolico s'était rendu à Rome dans l'objectif express de convertir Mussolini à une interprétation différente de la crise que celle qui avait été convenue entre Hitler et Ciano à l'Obersalzberg. Mackensen ne niait pas l'objectif évident de la mission d'Attolico, mais affirmait que l'ambassadeur italien ne disposait pas d'une influence suffisante à Rome pour y parvenir. Il sembla à Weizsäcker que Ciano laissait paraître une faiblesse excessive dans ce différend, et le secrétaire d'État allemand conclut que Ciano n'avait pas fait preuve d'une *franchise brutale*[2] le 13 août, bien qu'il ait cherché à donner cette impression. Weizsäcker conclut que Mackensen avait tort au sujet de l'influence d'Attolico. L'ambassadeur italien avait adopté une position forte et cohérente, qui contrastait avec l'oscillation de Ciano. Weizsäcker devina sans se tromper que ce facteur avait été décisif sur l'opinion

2. En français dans le texte, NdT

de Mussolini.

## 18.6 La promesse secrète faite par l'Italie à Halifax

Ciano reçut Sir Percy Loraine quelques minutes après minuit, le 18 août 1939. Il proposa de discuter des conversations avec Ribbentrop des 12 et 13 août. Ciano rappela à Loraine que les Polonais violaient la frontière allemande avec une grande témérité, et qu'il recevait de nombreuses informations quant à cette situation de la part de sources exclusivement italiennes en Pologne. Ciano expliqua que l'attitude allemande sur la question polonaise était naturellement très rigide au vu de ces circonstances. Le ministre italien des affaires étrangères plaida auprès de Loraine : la paix ne pouvait pas être maintenue indéfiniment sauf à voir au moins le problème de Dantzig résolu dans le sens allemand. Loraine répondit que la politique choisie par la Grande-Bretagne était de n'appliquer aucune pression sur la Pologne quant au règlement de ses différences avec l'Allemagne. Ciano se conduisit correctement durant cette conversation, et Loraine signala en hâte à Halifax que l'Italie avait décidé d'appuyer solidement l'Allemagne.

Il fut malheureux que la crainte italienne d'une possible attaque militaire britannique amenât Ciano et Mussolini à abandonner leur attitude de loyauté envers l'Allemagne. Plus tard dans la journée du 18 août, Loraine signala joyeusement qu'une nouvelle discussion avec Ciano lui permettait de distinguer la conclusion opposée quant à la politique italienne. Ciano avait affirmé que l'Italie « *n'a pas convenu* » de soutenir l'Allemagne en cas de guerre, et affirma à Loraine qu'elle n'en avait pas l'intention. Ciano confia également qu'il était en désaccord important avec Ribbentrop quant à la crise polonaise. Loraine signala des rumeurs irresponsables selon lesquelles Istvan Csacy, le ministre hongrois des affaires étrangères, était à Rome pour une mission pro-polonaise et anti-allemande. Loraine

espérait que tel était bien le cas, car cela aurait mis en lumière les différends profonds séparant les alliées de l'Axe. La rumeur quant à la visite de Csacy provenait d'une source russe, et il ne sembla pas apparaître aux yeux de Loraine que les Russes encourageaient les Britanniques à persister dans leur désastreuse politique consistant à défier l'Allemagne.

L'indiscrétion de Ciano produisit un effet électrique à Londres, et affaiblit fortement l'impact qu'Hitler désirait produire avec son accord russe surprise. L'influence en fut encore plus importante sur la France. De fait, il est à peu près certain que la France, et par conséquent la Grande-Bretagne, n'aurait pas attaqué l'Allemagne sans l'indiscrétion déloyale commise par Ciano en se confiant à Loraine le 18 août 1939. Les dirigeants militaires français affirmèrent ultérieurement qu'ils n'auraient jamais conseillé au gouvernement français de miser sur une guerre franco-allemande sans le gage d'une neutralité italienne dans un tel conflit. Bonnet aurait simplement pu poursuivre sa politique de paix si les soldats français avaient affirmé qu'une guerre contre l'Allemagne n'était pas réalisable. Une position italienne ferme en soutien de l'Allemagne, telle qu'Hitler l'avait recommandée, et telle que Ciano avait commencé par l'accepter le 13 août 1939, aurait fait bien plus pour la paix européenne et dans le sens des intérêts de l'Italie que la prostration de l'Italie du 18 août 1939 face à la menace militaire britannique.

À ce moment, les Allemands n'avaient aucune idée quant à savoir si l'Italie allait ou non les soutenir. Ils avaient des soupçons quant aux conférences tenues entre Ciano et Loraine, mais ne savaient pas que le gouvernement britannique recevait une promesse de neutralité de l'Italie en cas d'attaque de l'Allemagne par la Grande-Bretagne. Le message de Mussolini qu'Attolico présenta à Ribbentrop à Salzbourg le 18 août 1939 ne comportait aucune indication de la position italienne réelle. Mussolini observait qu'un conflit entre l'Allemagne et la Pologne serait difficile à maintenir à un niveau local, mais n'affirmait pas qu'à son avis, cela serait impossible. Il indiquait que les conditions n'apparaissaient pas fa-

vorables à une participation italienne à une guerre de longue durée, mais n'affirmait pas que l'Italie allait refuser de soutenir l'Allemagne. Il fut naturel, au vu de ces circonstances, que les Allemands conclussent que Ciano avait exagéré l'attitude négative de Mussolini lors de sa conversation du 17 août 1939 avec Mackensen.

Ribbentrop expliqua à Attolico que le maintien à un niveau local d'une guerre germano-polonais dépendrait sans doute du maintien d'un solide front italo-allemand. Le ministre allemand des affaires étrangères ne comprit pas que ce front commun avait été anéanti par Ciano par suite de l'initiative du diplomate italien à qui il adressait justement cette remarque. Ribbentrop expliqua qu'au vu des conditions modernes, aucune guerre prolongée ne pouvait constituer une « *guerre réussie* » pour quelque puissance européenne que ce fût, et indiqua que la Grande-Bretagne et la France, après la conclusion d'un pacte russo-allemand, ne pourraient plus compter sur une victoire rapide dans une guerre contre l'Allemagne. Il avait beaucoup réfléchi au point soulevé par Ciano au sujet de la réélection du président Roosevelt en cas de guerre. Lui-même et Hitler espéraient que l'opposition contre Roosevelt, au sein des États-Unis, était assez forte pour tenir le président étasunien sortant en échec. Attolico affirma être moins optimiste sur chacun de ces sujets, et se plaignit que la pénurie de matières premières en Italie constituait un sérieux problème. Ribbentrop suggéra que l'analyse d'Attolico manquait d'imagination. Des matières premières russes deviendraient disponibles pour l'Italie après la conclusion d'un accord commercial russo-allemand. Les minerais polonais, en provenance de Haute-Silésie orientale — anciennement allemande — deviendraient utiles à l'Italie en cas de guerre contre la Pologne. Ribbentrop fut satisfait de la conclusion de cette conférence, car il en sortit avec l'impression trompeuse laissée par Attolico que ses remarques avaient dissipé les craintes italiennes.

Le 18 août, Mussolini fut encouragé par un rapport trompeur émis par Arone, l'ambassadeur italien à Varsovie. Le diplomate italien avait été informé par John Gunther, le journaliste étasunien,

que Beck était parfaitement disposé à négocier avec l'Allemagne en vue d'un règlement pacifique. Le faux rapport de Gunther fut largement distribué, et contribua à des graves incompréhensions quant à la politique polonaise à un moment où Beck restait résolument opposé à toute négociation avec l'Allemagne.

## 18.7 Espoirs soviétiques d'une guerre en Europe occidentale

L'indiscrétion commise par Ciano au profit de Loraine fut très utile à l'Union soviétique au cours des tous derniers jours précédant la conclusion du pacte avec l'Allemagne. Les Russes espéraient que le refus d'alliance avec les puissances occidentales ne constituerait pas une entrave à la tentative d'Halifax de plonger la Grande-Bretagne, la France et la Pologne dans une guerre contre l'Allemagne. L'Union soviétique serait restée dans l'incapacité de s'étendre aux dépens de ses six voisins de l'Est si la paix avait été préservée par inadvertance du fait de la neutralité russe envers l'Allemagne. Ce point devenait d'autant plus important qu'une occasion favorable de voir les puissances capitalistes occidentales s'entre-abîmer ou s'entre-détruire du fait de leurs propres actions serait perdue.

Halifax se hâta d'informer les missions diplomatiques britanniques établies à l'étranger que la défection italienne de l'alliance avec l'Allemagne était une certitude, et il ne se trompa pas en supposant que cette nouvelle allait avoir forte impression sur les diplomates britanniques. Henderson, l'ambassadeur britannique à Berlin, était un critique important et cohérent de la politique de guerre d'Halifax, mais il fut fortement impressionné par cette nouvelle concernant l'Italie. Il suggéra qu'Hitler pourrait se trouver après tout forcé de reculer face aux Polonais, bien qu'il ne pût s'empêcher de soupçonner que l'analyse de la situation faite à Rome par Loraine fût incorrecte. Il semblait incroyable à Henderson que

Ciano ait pu commettre une gaffe diplomatique aussi gigantesque.

Ciano espéra expier en partie sa déloyauté envers l'Allemagne en préparant la voix à un règlement pacifique du différend de Dantzig. Il semblait penser que le prestige de l'Italie, comme puissance médiatrice, se verrait accru si l'Italie restait « *sur la touche* », mais ce n'était plus vrai après qu'il eut indiqué que l'Italie ne soutiendrait pas l'Allemagne en toutes circonstances. La situation aurait été différente si Ciano avait au moins maintenu quelque suspense quant à la politique italienne. Le 19 août 1939, Ciano discuta avec Loraine de l'idée d'une conférence entre puissances pour régler la question polonaise. Il eut la déception de noter que l'ambassadeur britannique répondait de manière évasive à ses diverses questions, et ne faisait montre d'aucun enthousiasme quant à une conférence.

Halifax, au cours de la nuit du 19 août, fit part de son approbation quant à la « *gestion de la scène italienne* » par Loraine. Le programme d'Halifax ne prévoyait aucune ouverture quant à un règlement pacifique du différend de Dantzig. Il informa Loraine que la Grande-Bretagne espérait échapper à la responsabilité d'avoir fermé la porte à la proposition italienne. Il espérait que les Allemands et les Italiens échoueraient à s'accorder quant au programme d'une conférence. Il pensait que Loraine pourrait afficher une attitude vaguement positive envers la tentative italienne, si le désaccord italo-allemand était évident. Loraine pourrait indirectement décourager Ciano, en insistant pour que l'Union soviétique et la Pologne devraient toutes deux prendre part, sur une base d'égalité avec les autres puissances, au conclave proposé par l'Italie. Tout ceci précédait bien entendu la prise de connaissance par Halifax de l'existence du pacte russo-allemand. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères n'était pas assez avisé pour prévoir que l'on pourrait plus tard compter sur les Russes pour s'opposer aux objectifs allemands dans une telle conférence.

Les nouvelles en provenance d'Italie amenèrent Halifax à discuter de la situation générale de l'Europe avec Sir Robert Vansittart, et à écrire une lettre à Chamberlain, qui prenait plusieurs

semaines de vacances et de retraite virtuelle au cours de ce mois de grave crise. Halifax était convaincu qu'Hitler ne s'attendait pas à une participation britannique à une guerre germano-polonaise. Halifax assura à Chamberlain qu'Hitler pouvait toujours obtenir la paix s'il abandonnait les prétentions allemandes sur Dantzig, mais aucun des deux hommes ne s'attendait à ce qu'Hitler agît ainsi. Halifax conclut, après avoir écrit à Chamberlain, qu'il serait prudent de renforcer l'inversion de politique italienne en faisant peur aux Italiens. Il envoya un message à Rome, que Loraine remit à Ciano le lendemain. Le 20 août 1939, l'Italie fut avertie que la Grande-Bretagne l'attaquerait immédiatement avec le plus gros de ses armées, si elle s'alliait à l'Allemagne dans toute guerre à venir.

Cette menace émise par Halifax produisit un effet considérable à Rome. Mussolini conclut qu'une conférence réussie était nécessaire à la sécurité et à la survie de l'Italie. Les Allemands ne furent pas informés de cet ultimatum britannique à l'Italie. Les Italiens craignirent de se voir attaqués sans avoir rien fait, sauf s'ils annonçaient de manière répétée qu'ils ne soutiendraient pas l'Allemagne. Le 20 août, Mussolini développa un agenda provisoire pour sa proposition de conférence. L'expérience de la conférence de Munich l'avait convaincu qu'une nouvelle conférence ne serait pas utile, sauf à développer une portée générale. Il promut les principaux sujets à l'agenda :

1. Règlement germano-polonais
2. Règlement franco-italien (à savoir, des accusations italiennes de discrimination française contre l'Italie sur les questions coloniales, du mauvais traitement de la minorité italienne dans les colonies françaises, des craintes françaises envers l'irrédentisme italien)
3. Colonies allemandes (un accord définitif, déterminant sur le sujet de la possible restauration des colonies allemandes, ou non)

4. Problèmes économiques (c'est-à-dire, élimination des barrières commerciales)
5. Limitation des armements (une tentative de faire avorter la course aux armements de revenir à une situation normale)

Mussolini réfléchit beaucoup à l'intégration de tous les problèmes majeurs. Il était facile de voir qu'il y avait moins de problèmes en 1939, après que nombre des erreurs commises dans les traités de paix de Paris de 1919 avaient été corrigées, qu'au cours des années précédentes. Le caractère d'urgence d'une telle conférence fut souligné par un rapport d'Arone, l'ambassadeur à Varsovie, le lendemain, décrivant le caractère terrible des conditions à Dantzig et sur la frontière germano-polonaise, et faisant apparaître la tension dangereuse de l'atmosphère générale en Pologne.

## 18.8 La crise à Dantzig

Le 16 août 1939, Chodacki rentra de Dantzig à Varsovie par avion, pour discuter de la situation avec Beck. Une longue et pénible conversation, tenue le matin entre Chodacki et Greiser, le président du sénat, n'avait pas résolu l'impasse de la situation entre Dantzig et la Pologne. Chodacki affirma à Greiser que le boycott économique polonais à l'encontre des produits de Dantzig allait continuer jusqu'à ce que Dantzig reconnût les droits illimités des inspecteurs polonais d'assurer leurs fonctions n'importe où sur le territoire de Dantzig. Le diplomate polonais affirma que Dantzig capitulerait sur cette question si elle ne s'appliquait pas à débarquer des armes et des munitions allemandes dans la *Ville libre*. Le haut-commissaire de la Société des nations lui avait toujours dit qu'une réunion avec Greiser s'était « *bien déroulée* » alors qu'en réalité rien ne s'était « *bien déroulé.* » Burckhardt était également furieux que le journal *Danziger Vorposten*[3] ait commis l'indiscrétion de publier des informations quant à sa réunion supposément

3. La sentinelle de Dantzig

secrète, tenue avec Hitler le 11 août. Burckhardt avait compté que cette réunion serait connue des dirigeants allemands, britanniques, français, et de Dantzig, mais dissimulée aux Polonais. Il se plaignit de ce que ses relations avec les Polonais étaient déjà assez difficiles sans avoir à subir l'accusation de mener des missions diplomatiques européennes importantes pour Hitler.

Le 18 août 1939, Wühlisch, le chargé d'affaires allemand à Varsovie, avertit le bureau allemand des affaires étrangères que les Polonais s'apprêtaient à lancer une campagne d'arrestation massive contre la minorité allemande dans les régions de Posen, de Prusse occidentale, et de Pologne centrale, en plus de la Haute-Silésie orientale. Les Polonais justifiaient les arrestations en masse en Haute-Silésie en émettant l'accusation que « *les arrestations en Haute-Silésie sont évidemment à attribuer à l'organisation de groupes de diversion, pilotée depuis plusieurs centres dans le Reich.* » Les Polonais émettaient désormais l'accusation selon laquelle des groupes semblables existaient dans les autres districts. Les événements en Haute-Silésie avaient constitué un prélude à une campagne de terreur généralisée partout en Pologne.

Chodacki, le haut-commissaire polonais, rentra de Varsovie le 18 août muni de nouvelles instructions en vue de mener des conversations avec Greiser à Dantzig. Il déclara au président du sénat qu'il disposait d'un chèque en blanc pour lever l'embargo économique polonais sur Dantzig, si les autorités locales accordaient leur permission à l'exercice d'opérations illimités dans la *Ville libre*, pour les inspecteurs des douanes et les gardes-frontière polonais. Greiser se plaignit de ce que cette exigence était équivalente à une occupation militaire totale de Dantzig par les Polonais. Greiser promit de libérer deux inspecteurs arrêtés le 14 août pour activités interdites, mais refusa d'accéder à l'exigence générale polonaise qui n'avait aucun fondement dans la relation existante définie par les traités entre Dantzig et la Pologne. Chodacki changea de sujet et aborda la crise germano-polonaise, et observa sarcastiquement que le fondement d'un accord entre les deux pays devait être étroit,

car Beck lui avait assuré que la Pologne n'était prête à faire aucune concession. Chodacki déclara que la Pologne ne lancerait pas d'opération militaire contre l'Allemagne sauf si l'Allemagne attaquait des intérêts polonais, mais il avertit Greiser que la nation polonaise se rassemblerait, telle une nation de soldats, en cas de guerre.

Forster, le chef de district du parti national-socialiste, conclut à l'issue de cette conversation que la position polonaise bloquait toute solution à la crise de l'embargo. Il avisa Edmund Veesenmayer, un assistant de Ribbentrop en visite à Dantzig, que les autorités locales auraient plus de succès avec les Polonais si elles adoptaient une position plus énergique. Veesenmayer ne fut pas d'accord avec ce point de vue, et affirma que le gouvernement de Dantzig ferait mieux de continuer de faire preuve de retenue, et de laisser les Polonais endosser la responsabilité de ce qui se produisait à Dantzig, quoi que ce fût. Forster fit preuve de dédain en découvrant que trois Allemands avaient été arrêtés en Prusse occidentale comme agents du gouvernement de Dantzig. Les Polonais traitaient la soi-disant *Ville libre* comme une puissance hostile séparée.

Le 21 août, l'arrivée sur le territoire de la *Ville libre* du sénateur Rudolf Wiesner, après qu'il se fut échappé de Pologne, fit sensation. Il avait été arrêté par les Polonais le 16 août, soupçonné de pratique l'espionnage pour l'Allemagne en Pologne. Wiesner, qui était le plus éminent des dirigeants de la minorité allemande en Pologne, discuta le 22 août de la situation courante avec les représentants du Reich allemand à Dantzig. Il se plaignit de ce que le groupe national allemand avait essayé d'établir des relations loyales avec l'État polonais, mais que cette tentative avait échoué. Il avait vainement espéré que la conscience ethnique allemande ne serait pas incompatible avec une citoyenneté loyale envers la Pologne. Wiesner parla d'un désastre « *d'une magnitude inconcevable* » depuis les premiers mois de 1939. Il affirma que les derniers Allemands avaient été révoqués de leurs emplois sans droit aux allocations de chômage, et que la faim et les privations marquaient le visage des Allemands

de Pologne. Les agences de solidarité allemande, les coopératives, et les associations commerciales s'étaient vues détruites. Les conditions exceptionnelles de la loi martiale, au départ instaurées dans la zone frontalière, avaient été étendues pour comprendre plus d'un tiers du territoire de l'État polonais. Les arrestations de masse, les déportations, les mutilations et les coups des quelques dernières semaines dépassaient tout ce qui s'était produit auparavant. La tragédie était que cette punition n'était pas méritée. Wiesner insista sur le fait que les dirigeants de la minorité allemande continuaient d'espérer une solution pacifique entre l'Allemagne et la Pologne. Ils ne cherchaient pas un retour au Reich allemand. Ils n'appelaient de leurs vœux que le rétablissement de la paix, le bannissement du spectre de la guerre, et le droit de vivre et de travailler en paix.

Les diplomates allemands ainsi que les autorités de Dantzig discutèrent de la possibilité que la publication des affirmations de Wiesner pourraient soulager les conditions misérables de la minorité allemande en Pologne. Albert Forster, le chef du parti national-socialiste local, ne pensait pas que tel serait le cas. Il avança que des protestations de bonne foi, après les persécutions bestiales qui avaient été endurées, auraient pour effet d'avilir les Allemands sans modifier l'attitude des Polonais. Le 22 août 1939 au soir, il fut soulagé de découvrir que Werner Lorenz, le chef du bureau des Allemands ethniques du Reich, émit un rapport sur la base des éléments de Wiesner, dont les conclusions étaient en accord avec son analyse.

L'épisode Wiesner amena Forster à un nouveau niveau sans précédent. La nouvelle du pacte russo-allemand se concrétisait, et était déjà connue du public à Dantzig à ce moment, et Forster affirmait que le temps était venu pour Dantzig de modifier sa ligne politique pour coïncider avec les implications de ce traité. Il soutenait l'application d'une politique ferme, limitant les activités des inspecteurs douaniers et des gardes-frontière polonais aux domaines stipulés par les traités. Il proposait de répondre à la force par la force si les Polonais réagissaient violemment à cette attitude de fermeté.

Ces discussions étaient relayées jusqu'à Hitler, qui soutenait Forster. Le chancelier allemand estimait que le gouvernement de Dantzig devait faire un geste efficace en soutien de l'inauguration de cette nouvelle politique. Il conseilla aux dirigeants du sénat de Dantzig d'annoncer la nomination de Forster comme chef d'État à Dantzig. Cela aurait fait de Forster le responsable titularisé de Dantzig, et Greiser pourrait continuer à agir *de facto* comme premier ministre en sa capacité de président du sénat de Dantzig. La suggestion d'Hitler fut approuvée par les dirigeants de Dantzig, et il fut décidé de nommer Forster chef de l'État à midi, le 23 août 1939. Les jours de la complaisance envers les empiétements progressifs polonais à Dantzig étaient presque terminés, au moins jusqu'au 30 mars 1945, date où l'armée allemande établie à Dantzig se rendit à l'Armée rouge après que la ville toute entière ait été réduite à l'état de ruines et de cendres sous les bombardements d'artillerie et d'aviation soviétiques. La Dantzig allemande, dès lors, n'exista plus que dans les cœurs des habitants qui avaient survécu à ces épisodes. La pauvre ruine de la ville fut temporairement récupérée par les Polonais, qui devinrent les esclaves involontaires de leur petite minorité communiste, et de la puissance Union soviétique. Le refus polonais de laisser Dantzig retourner à l'Allemagne se termina par une tragédie indescriptible à la fois pour la Pologne et pour l'Allemagne.

## 18.9 La Russie use de tactiques dilatoires

La lutte fratricide entre l'Allemagne et la Pologne profita aux maîtres soviétiques de la Russie dès la première heure. Les Russes n'encouragèrent pas un pacte de neutralité avec l'Allemagne du fait de quelque posture d'amitié plus prononcée envers les Allemands qu'envers les Britanniques et les Français. Ces distinctions humaines ordinaires n'avaient pas de place dans la diplomatie soviétique, car les dirigeants soviétiques désiraient la destruction de

tous les pays impliqués dans la crise européenne. Les dirigeants russes préférèrent s'étendre pacifiquement avec le consentement de l'Allemagne plutôt qu'avec celui de la Grande-Bretagne et de la France, parce que cela leur permettait d'économiser des pertes de guerre cependant que la Pologne et les puissances occidentales s'engageaient dans une lutte désespérée contre l'Allemagne.

La démarche d'Astakhov, le 12 août à Berlin, amena Ribbentrop à envoyer des instructions importantes à Schulenburg peu après le départ de Ciano pour l'Allemagne. Schulenburg reçut ordre de prendre rendez-vous avec Molotov pour le 15 août. Cette rencontre fut planifiée le 14 août, et l'ambassadeur allemand reçut ses instructions détaillées à 4h40 le matin du lendemain. Ribbentrop insistait sur la ligne politique allemande traditionnelle qui avait été promue par Bismarck dans les années 1850 dans la conduite des relations entre la Prusse et la France bonapartiste. Cette politique exigeait que les différences idéologiques ne constituassent pas forcément un obstacle quant à l'amitié entre États. L'emploi de cette politique était dicté par des considérations concernant les intérêts allemands. Au mois d'août 1939, le Reich allemand était menacé par la formation d'une coalition hostile écrasante. Les dirigeants allemands auraient préféré faire face à cette situation en nouant des ententes durables avec la Grande-Bretagne et la France, mais il n'existait aucune indication précise quant à l'idée que cela fût possible.

Schulenburg reçut pour instruction d'informer Molotov que les espaces vitaux de l'Allemagne et de la Russie pourraient un jour revenir en contact en certains points, mais qu'ils n'avaient pas besoin de se chevaucher. Ribbentrop ajoutait que des intérêts potentiellement divergents entre la Mer baltique et la Mer noire pourraient se résoudre au travers de négociations, et qu'il estimait que nul ne nierait que les deux nations étaient complémentaires dans la sphère économique. L'histoire avait enseigné que les choses s'étaient bien passées pour les deux nations lorsqu'elles avaient coopéré ensemble, et mal pour les deux nations quand elles étaient partagées entre les deux camps d'une guerre. Ribbentrop suggéra que la « *sympathie*

*naturelle* » des Allemands pour la Russie n'avait jamais disparu, et il avança que les politiques en vigueur menées par les puissances occidentales étaient incompatibles à la fois avec les intérêts de l'Allemagne et ceux de l'Union soviétique. Ribbentrop considérait qu'une politique d'alliance avec l'occident serait dangereuse pour la Russie, du fait qu'au cours de la première guerre mondiale « *le régime russe s'était effondré par suite d'une telle politique.* » Schulenburg, qui identifiait apparemment les bolcheviques aux tsars, considéra que cette formulation manquait de tact, et la modifia en : « *En 1914, cette politique avait eu de graves conséquences pour la Russie.* » Les instructions se concluaient sur l'avertissement qu'une explosion pourrait se produire avant que les problèmes en suspens fussent résolus, sauf si des négociations étaient tenues rapidement. Ribbentrop exprima sa volonté de se rendre à Moscou, si Staline acceptait de tenir une rencontre en personne. Le contenu exact de ces instructions de Ribbentrop devait être présenté à Molotov comme une note verbale.

Le 14 août, avant de recevoir les instructions de Ribbentrop, Schulenburg consigna ses opinions personnelles dans un long rapport à Weizsäcker. L'ambassadeur allemand s'opposait à « *des mesures hâtives avec la Russie* », semblant croire que l'empressement allemand pourrait gâter les chances de parvenir à un accord. Il émit l'avertissement que les Russes accusaient les Allemands d'avance pour tout conflit qui pourrait survenir avec la Pologne. Il était convaincu qu'il serait nécessaire de payer un prix considérable en échange d'un accord. Il approuvait la suggestion d'un diplomate étasunien à Moscou, selon qui l'abandon de relations étroites avec le Japon, et l'envoi d'une mission militaire en Chine nationaliste pourrait contribuer à remporter l'accord russe. Schulenburg semblait penser que les missions militaires britannique et française allaient poursuivre des négociations à Moscou sur un très longue durée. L'ambassadeur allemand, qui exécrait le national-socialisme, demanda à être excusé de participer au Rallye pour la Paix de Nuremberg en septembre 1939. Il affirma qu'il devrait rester à Moscou

en tant qu'homme « *qui peut le mieux et le plus aisément poursuivre des conversations avec M. Molotov.* » Les opinions de Schulenburg étaient d'évidence en opposition avec les instructions qu'il s'apprêtait à recevoir de la part de Ribbentrop.

La rencontre du 15 août 1939 avec Molotov força l'ambassadeur allemand à conclure qu'il s'était fourvoyé dans sa propre analyse de la situation. Molotov s'accordait avec Ribbentrop sur le fait que des négociations rapides étaient nécessaires au vu de la situation en place, et convenait que l'Allemagne et l'Union soviétique devaient clarifier leurs relations au moyen d'un pacte de non-agression et par la délimitation de sphères d'intérêt. Molotov ajouta que des préparations adéquates étaient nécessaires avant une entente. Il était d'évidence favorable à un règlement des points importants avant de conduire des négociations en personne avec l'un des dirigeants allemands.

Le 16 août, Schulenburg reçut pour instruction de préparer un nouvel entretien avec Molotov pour le lendemain. Les instructions détaillées en vue de cet entretien parvinrent à Moscou à 1 heure du matin, le 17 août. Ribbentrop y annonçait que le gouvernement allemand était également favorable à un pacte de non-agression, et que lui-même était prêt à prendre l'avion pour Moscou à tout moment à partir du 18 août. Les Russes étaient exhortés à accepter que cette visite ne fût pas ultérieure au lundi 21 août. Ribbentrop espérait convaincre les Russes de l'inutilité d'autres préliminaires, et de la possibilité de régler l'ensemble des points en suspens via des négociations en personne.

Le 15 août, Molotov avait fait connaître à Schulenburg l'affirmation fantastique selon laquelle l'Union soviétique avait toujours été favorable à des relations d'amitié avec l'Allemagne, et selon laquelle il était satisfait « *que l'Allemagne, soudainement, y répondît.* » Les efforts persistents de Litvinov pour parvenir à l'encerclement de l'Allemagne en montant une coalition écrasante sous couvert de sécurité collective étaient ignorés à point nommé. Schulenburg eut la stupéfaction d'apprendre que Ciano avait informé Leon Helfand,

le chargé d'affaires russe, dès juin 1939, du supposé désir allemand de conclure un traité avec la Russie. De fait, à cette époque, Hitler n'en avait pas encore décidé, cependant que les Italiens exhortaient l'Allemagne à conclure un tel pacte. Schulenburg répondit de manière hautaine que les affirmations de Ciano étaient probablement fondées sur des rumeurs irresponsables en provenance de sources diplomatiques italiennes à Moscou. Cette attitude amusa Molotov, qui s'enquit de savoir si l'ambassadeur allemand suggérait que le ministre des affaires étrangères de l'alliée de l'Allemagne était coupable d'inventer des informations. Schulenburg répondit faiblement que les informations de Ciano n'étaient apparemment que partiellement exactes.

Schulenburg ne parvint pas à revoir Molotov avant le jeudi 17 août, à 20 h. Il était habilité à informer Molotov que Ribbentrop était prêt à discuter des aspirations russes dans les États baltes, et à exercer toute influence à sa portée pour modifier la politique japonaise envers l'Union soviétique. Molotov devait être averti que l'Allemagne serait incapable de supporter les provocations de la Pologne sans limite de temps. Le 14 août 1939, Hitler avait secrètement annulé les projets de cérémonies de commémoration de la victoire allemande de 1914 sur la Russie à Tannenberg, prévues pour août 1939, ainsi que le Rallye du parti à Nuremberg. Les grands mouvements de public générés par de tels événements auraient gêné les manœuvres ferroviaires de l'armée allemande en cas d'urgence soudaine.

Les Russes n'étaient pas du tout prêts à perturber leurs négociations avec les missions militaires britannique et française quand Schulenburg appela Molotov le 17 août. Le commissaire soviétique aux affaires étrangères répondit à la note verbale allemande du 15 août par une critique énergique et complète de la politique allemande antérieure. Il annonça que la Russie comptait attendre la conclusion d'un pacte commercial russo-allemand avant d'entamer des négociations personnelles en vue d'un traité de non-agression. Le pacte commercial fut de fait prêt pour signature à Berlin dès le

lendemain, mais la délégation russe retarda délibérément la question en insistant pour envoyer le brouillon final à Moscou pour un examen ultérieur. Il fut convenu que les délégations commerciales se réuniraient de nouveau le lundi 21 août, à 10h00, mais il n'y eut aucune indication que les Russes signeraient effectivement le traité à cette date. Le 17 août, Molotov assura à Schulenburg qu'il était honoré par l'offre d'une visite de la part de Ribbentrop, mais il ajouta malicieusement qu'une telle visite serait quelque peu spectaculaire. Il expliqua qu'il désirait que les deux parties soumissent des projets séparés du traité proposé avant de commencer les négociations en personne.

Le 19 août, à 5h45 du matin, Schulenburg reçut de nouvelles instructions détaillées de la part de Ribbentrop. Ce dernier soulignait que les incidents avec les Polonais augmentaient à une vitesse spectaculaire, et que la guerre entre les deux pays pouvait éclater d'un jour à l'autre. Il fallait rappeler à Molotov que l'Union soviétique comme l'Allemagne disposaient d'une ample expérience quant à établir des pactes de non-agression, et qu'en conclure un sans délai en cette instance pouvait constituer une affaire tout à fait simple. Hitler avait déclaré qu'il était nécessaire de connaître immédiatement la position russe, et il avait noté que Molotov n'avait pas validé la proposition d'arrivée de Ribbentrop en Russie par avion. Molotov ne fut pas informé qu'Hitler avait rejeté la proposition de Ribbentrop, ni que Goering devait être envoyé en mission spéciale en Union soviétique. Schulenburg reçut pour ordre de faire tout son possible pour éviter des retards dans la définition d'une nouvelle rencontre avec Molotov.

Les tactiques dilatoires russes ne reflétaient en réalité aucune indécision de la part des dirigeants soviétiques. Le 19 août, Staline annonça en session secrète du Politburo que l'Union soviétique allait conclure un pacte de non-agression avec l'Allemagne. Cela fut suivi par une annonce, publiée dans la Pravda le même jour, que des différences importantes existaient dans les négociations en vue d'un pacte militaire entre les missions militaires britannique

et française et l'Union soviétique. Néanmoins, dans l'après-midi du 19 août, Schulenburg ne parvint pas à obtenir une date définitive de la part de Molotov pour la visite de Ribbentrop en Russie. Le commissaire soviétique aux affaires étrangères trouva à objecter au brouillon allemand de pacte de non-agression, bien que le brouillon qu'il avait lui-même proposé ne s'en éloignât que sur des points de détails mineurs. Molotov suggéra qu'il pourrait recevoir Ribbentrop une semaine après l'annonce publique du traité commercial, et qu'il pourrait en fin de compte signer le pacte commercial pour le dimanche 20 août. Cela fut finalement réalisé au cours d'une mission spéciale des délégations commerciales à Berlin le lendemain, et Schulenburg eut à subir la vague impression que les Russes pourraient envisager une visite de Ribbentrop après le 26 ou le 27 août.

## 18.10 Hitler intervient en personne

Le 20 août, Hitler prit personnellement en charge les efforts de négociation allemands. Schulenburg reçut pour instruction de se présenter à Molotov sans délai, et de lui remettre un télégramme de Hitler à Staline. Schulenburg parvint à contacter Molotov le 21 août à 15h00, pour lui présenter le télégramme. Hitler informait Staline que l'Allemagne acceptait la proposition russe de pacte de non-agression, et que « *les tensions entre l'Allemagne et la Pologne étaient devenues intolérables. Le comportement polonais envers une grande puissance est tel qu'une crise peut se produire d'un jour à l'autre. Face à cette présomption, l'Allemagne reste dans tous les cas déterminée, dès à présent, à s'occuper des intérêts du Reich par tous les moyens à sa disposition.* » Hitler proposait que Ribbentrop volât jusque Moscou le 22 août, mais ajoutait que le 23 serait acceptable. Il informait Staline que la tension de la situation internationale empêcherait Ribbentrop de rester en Russie plus d'un jour ou deux. Il concluait : « *je serais heureux de recevoir votre réponse aussitôt que possible.* »

Staline ne considéra pas opportun de prolonger le suspense en esquivant la proposition directe d'Hitler. Le dirigeant soviétique répondit cordialement à Hitler le 21 août. Il invita Ribbentrop à se rendre à Moscou le 23 août 1939, et demanda qu'un communiqué spécial fût publié le 22 août pour annoncer le pacte imminent. Au soir du 21 août, la presse russe, annonça la conclusion du pacte commercial avec l'Allemagne, ainsi que la décision soviétique de conclure un accord politique avec les Allemands. Molotov informa Schulenburg que les Russes étaient favorables à un communiqué formel conjoint, annonçant le pacte, au matin du 22 août 1939. Le sort en était jeté, et Ribbentrop mit en place un comité impressionnant composé de trente conseillers pour l'accompagner à Moscou. L'attaque d'Halifax contre les intérêts allemands avait amené Hitler, dans l'intérêt d'empêcher la guerre et de défendre l'Allemagne, à priver divers petits États d'Europe de l'Est, y compris la Pologne, de la protection allemande contre l'expansion bolchevique. Il était évident que ni la Grande-Bretagne ni la France ne feraient rien pour protéger l'Europe de l'Est du bolchevisme.

Italie avait été la première des puissances extérieures à apprendre que l'Allemagne et l'Union soviétique étaient sur le point de conclure un traité, et Ribbentrop fut déçu de noter que cette nouvelle avait échoué à produire un impact décisif sur l'attitude des Italiens envers la crise en cours. On espérait à Berlin que la nouvelle de l'imminence de ce traité allait produire un effet modérateur sur l'attitude polonaise, et Weizsäcker affirma avec optimisme, dans une circulaire adressée le 22 août aux missions allemandes à l'étranger, que les Polonais souffraient d'un choc sévère en résultat de l'annonce du traité à venir. Weizsäcker avait fondé ses prévisions sur une supposition raisonnable plutôt que sur des faits tangibles. Les dirigeants polonais furent en réalité soulagés d'apprendre l'existence du traité, car à leur avis, celui-ci augmentait la probabilité d'un conflit ultime entre les puissances occidentales et l'Union soviétique. Cela semblait supprimer la menace importante sur les relations polonaises avec la Grande-Bretagne et la France, posée

par la perspective d'une collaboration occidentale avec la Russie.

Les implications militaires du traité n'affectèrent pas l'attitude polonaise, car Beck ne pensait en aucun cas que la Pologne eut la moindre chance de victoire dans une guerre contre l'Allemagne. La situation fondamentale ne fut pas changée du fait de l'intervention russe, car la Pologne ne pouvait être vaincue qu'une seule fois durant une guerre. Les perspectives militaires polonaises étaient désespérées, parce que la Pologne refusait de considérer la course également suicidaire d'une collaboration avec l'Union soviétique. En 1833, le Sultan de Turquie avait affirmé qu'il avait accepté l'aide russe contre les Arabes, parce qu'un homme en train de se noyer attrapera même un serpent. En 1939, Beck estimait que toute issue était préférable à l'assistance du serpent bolchevique. Beck eut la sagesse de refuser de collaborer avec l'Union soviétique, mais il se trompa en provoquant Hitler vers la guerre, en supposant de manière erronée que les puissances occidentales allaient ensuite détruire l'Allemagne ainsi que l'Union soviétique.

## 18.11 La complaisance de Beck

Beck ne s'inquiétait pas de la perspective que la Grande-Bretagne et la France pourraient abandonner la Pologne jusque plusieurs jours après l'annonce de l'imminence du traité russo-allemand. Le 22 août, à 1h30 du matin, Kennard fut abasourdi de découvrir que Beck était complètement satisfait de la situation. Beck expliqua que le pacte ne faisait aucune différence aux yeux de la Pologne, du fait qu'en contraste avec la Grande-Bretagne et la France, celle-ci n'avait pas compté sur une aide soviétique. Il ajouta que la déception bien compréhensible, en Grande-Bretagne et en France, était le prix que ces pays payaient pour avoir nourri de faux espoirs quant à l'Union soviétique.

Le 23 août 1939, Beck avertit ses subordonnés du bureau polonais des affaires étrangères que la guerre avec l'Allemagne allait

éclater à tout moment, et il affirma sans aucun fondement que les Allemands étaient en train d'assigner neuf dixièmes de leurs forces militaires pour les opérations ultimes en Pologne. Il confia qu'il allait conseiller le même jour aux dirigeants militaires polonais de mobiliser les vingt-et-une dernières divisions de réserve polonaises. La décision serait justifiée par son analyse selon laquelle la guerre était inévitable dans un avenir proche. Il fut décidé au bureau polonais des affaires étrangères d'informer les missions polonaises de l'étranger que l'imminence du pacte de non-agression restait sans effet sur la situation fondamentale, sauf à rapprocher encore un peu l'échéance inévitable d'une guerre.

Il devint bientôt évident que le pacte imminent exerçait une plus grande influence sur la France que sur l'Italie, la Pologne ou la Grande-Bretagne. Cela n'est pas surprenant, lorsque l'on se souvient que l'action russe avait effectivement sapé l'alliance franco-russe en place. Le 23 août, Paul-Émile Naggiar, l'ambassadeur français en Russie, se plaignit amèrement auprès de Lawrence Steinhardt, l'ambassadeur étasunien, que les Polonais étaient seuls à blâmer pour l'échec des négociations occidentales avec la Russie. Il était évident aux yeux de Steinhardt que Naggiar était favorable à l'abandon des Polonais par les Français. Kennedy, l'ambassadeur étasunien à Londres, obtint une réaction totalement différente de la part du secrétaire britannique aux affaires étrangères. Kennedy suggéra qu'il serait logique de répondre à la situation en Russie en cherchant un règlement pacifique avec l'Allemagne, mais Halifax répondit avec raideur que « *ma raison ne me laisse aucune autre voie de sortie que la guerre.* » Il en fut ainsi du fait qu'Halifax était favorable à la guerre contre l'Allemagne à tout prix, et il fut évident aux yeux de Kennedy qu'il restait imperméable à des propositions raisonnables de négociations pacifiques.

Le même jour, Kennedy discuta de la situation avec Chamberlain, qui était rentré de vacances à Londres. Il était évident que Chamberlain était fataliste et impréparé à exercer une influence modératrice sur Halifax. Chamberlain reconnut que la Pologne ne

serait pas encouragée à accorder des concessions aux Allemands. Kennedy espérait personnellement que la Pologne finirait par accepter de reprendre les négociations avec l'Allemagne, et il eut la déception de découvrir que ni Halifax, ni Chamberlain n'étaient prêts à exhorter les Polonais à adopter cette trajectoire. Il était convaincu que Varsovie, et non Berlin, constituait la principale menace envers la paix. Il suggéra au département d'État étasunien que si le président Roosevelt « *envisage quelque action pour la paix, il me semble que le travail est à mener avec Beck en Pologne, et que pour qu'elle soit efficace, il faut agir rapidement. Je ne vois pas d'autre possibilité.* »

## 18.12 La mission de Ribbentrop à Moscou

Ribbentrop s'envola pour Moscou le 23 août dans un grand avion de transport Condor allemand, accompagné d'une équipe de trente-deux experts. Il avait reçu les pouvoirs plénipotentiaires de la part d'Hitler avant d'embarquer. L'équipe allemande fut reçue à Moscou avec une grande cordialité, et leurs hôtes russes se montrèrent extraordinairement communicants. Divers sujets européens d'importance, comme les relations diplomatiques intimes de la Turquie avec les Britanniques, ou la valeur intrinsèque de la puissance militaire française, furent discutés dans une franchise apparente. Les Russes firent preuve d'hospitalité et déployèrent tout leur possible pour que les Allemands se sentissent à l'aise.

Dans le début de la soirée du 23 août, les Russes émirent une requête de tolérance de la part de l'Allemagne quant à leurs projets d'établir des bases militaires en Estonie et en Lettonie. Les Russes insistèrent pour garder les mains libres en Finlande, et pour obtenir la neutralité de l'Allemagne dans le conflit que la Russie comptait provoquer contre la Roumanie pour récupérer la Bessarabie. Ribbentrop, malgré ses pouvoirs plénipotentiaires, téléphona à Berlin pour recevoir le consentement d'Hitler à ces projets agressifs décrits

par les Russes. Il savait que l'attitude envers la Russie des peuples des anciennes provinces baltes russes était opposée au désir d'union avec l'Allemagne que nourrissaient les Allemands d'Autriche, des Sudètes, de Memel et de Dantzig. Les peuples baltes n'appelaient pas de leurs voeux le programme révisionniste qu'impliquait la demande russe d'établir des bases militaires dans leurs pays. Ils furent les victimes tragiques de la situation produite par le conflit d'intérêts anglo-allemand.

Le 23 août, à 20h05, Ribbentrop avait pris contact avec Berlin, et la réponse affirmative d'Hitler parvint à Moscou à 23h00. Le Reich allemand ne résisterait pas à l'avance vers l'Ouest du communisme. L'Allemagne ne cédait pas réellement des nations à la Russie, car elle n'avait aucune obligation contractuelle, outre des promesses de ne pas les attaquer elle-même, vis-à-vis des pays impliqués. Cependant, la politique menée par Hitler et Ribbentrop en août 1939 fut l'objet de nombreuses critiques en Allemagne au cours des mois qui suivirent. La presse du parti national-socialiste répondit à ces critiques en indiquant qu'aucun de ces pays n'avait affiché de sympathie envers l'Allemagne durant la période de grande humiliation qu'avait subie celle-ci entre 1918 et 1933. Par-dessus tout, en contraste avec la Grande-Bretagne et la France, les dirigeants allemands n'avaient jamais essayé de conclure une alliance avec l'Union soviétique. L'accord russo-allemand des 23/24 août 1939 s'intéressait plus à des délimitations d'intérêts qu'à une collaboration active entre les deux pays. Ces faits restèrent ignorés à l'Ouest par des propagandistes irresponsables qui insistèrent, sans le moindre fondement, sur l'idée qu'une alliance avait été conclue entre l'Allemagne et l'Union soviétique.

Le pacte de non-agression russo-allemand contenait un protocole secret, reconnaissant la sphère d'intérêt russe en Europe de l'Est. La reconnaissance par l'Allemagne de cette sphère était subordonnée à l'éclatement d'une guerre entre l'Allemagne et la Pologne. Hitler et Ribbentrop affirmèrent clairement que l'Allemagne ne se sentirait pas obligée de reconnaître ces aspirations en cas

de règlement diplomatique du différend germano-polonais. En cas de guerre, la frontière nord de la Lituanie devenait la limite de la sphère russe dans la région balte, et il était stipulé que la Lituanie recevrait Vilnius de la Pologne. La Russie annonçait son intention d'intervenir contre la Pologne en cas de guerre, et la ligne Narew-Vistule-San devait devenir la frontière entre les zones d'occupation militaire allemande et russe de la Pologne. Cette ligne correspondait étroitement au front de dernier recours contre l'Allemagne dans les projets militaires secrets polonais, mais il était bien évident que cela ne présenterait guère d'intérêt pour les Polonais, avec l'armée russe approchant derrière eux. Cela ne devint jamais un problème tangible, du fait que les Allemands débordèrent la dernière ligne de défense polonaise dans les premiers jours suivant l'éclatement des hostilités, et presque deux semaines avant l'intervention militaire de l'Union soviétique.

Les dirigeants soviétiques firent également précéder leur intervention contre la Pologne de septembre 1939 par une demande sur la Lituanie, et la proposition d'établir une ligne de zone d'occupation plus à l'Est en Pologne. Ils désiraient que la ligne d'occupation correspondît étroitement avec la nouvelle frontière permanente entre l'Union soviétique et la Pologne. Il s'agissait d'un coup adroit, pouvant être exploité à des fins de propagande, et les Allemands, qui à ce moment se trouvaient engagés en guerre à l'Ouest, furent contraints d'accepter cet ultimatum virtuel de la part de l'Union soviétique.

Ribbentrop était sincère en informant les Russes le 23 août que l'Allemagne n'avait pris aucune décision irrévocable de répondre aux provocations polonaises par une campagne militaire en Pologne. La première annonce secrète d'Hitler, affirmant qu'il y aurait bel et bien une guerre contre la Pologne, remonte au 25 août 1939, et cela même fut contredit par la suite par un nouvel ordre du chancelier allemand. Néanmoins, les négociateurs allemands comme russes considéraient la probabilité d'une guerre immédiate entre l'Allemagne et la Pologne. Ribbentrop fit également une déclara-

tion en date du 24 août, après la signature du pacte, selon laquelle l'Allemagne allait mener des actions concrètes pour encourager un relâchement des tensions entre l'Union soviétique et le Japon.

Ribbentrop consacra la journée du 24 août à Moscou à établir des contacts personnels avec les dirigeants russes. Il affirma à Staline que l'esprit proverbial des Berlinois consistait à répondre rapidement à toute situation. Il avait entendu un récit, avant de partir pour Moscou, sur le thème imaginaire d'une décision de Staline de rejoindre le pacte anti-Comintern. Ribbentrop, à titre personnel, espérait une paix durable entre l'Allemagne et l'Union soviétique, et il savait que les probabilités de maintenir la paix seraient meilleures si quelque moyen pouvait être trouvé de modifier le pacte anti-Comintern existant, qui était dirigé contre le communisme international. Il espérait, vainement, qu'il serait en fin de compte possible de persuader Staline d'abandonner ses projets de révolution mondiale, et de se concentrer sur la réalisation d'intérêts relevant strictement du périmètre national russe. Son trait d'esprit sur le pacte anti-Comintern était une tentative évidente, mais futile, de préparer le terrain dans cette direction.

Molotov déclara, en levant son verre, que le discours de Staline du mois de mars 1939 avait amené à un renversement dans les relations politiques entre la Russie et l'Allemagne. Il s'agissait d'une suggestion intéressante, car elle impliquait que l'attitude précédente de la Russie, et non de l'Allemagne, avait constitué le principal obstacle à une amélioration de leurs relations. Le thème général des *toasts* échangés entre les Allemands et les Russes était qu'une ère d'amitié et d'appréciation mutuelle avait remplacé une ère d'hostilité. Cela dissimulait le fait que les protestations d'amitié russes étaient fondées sur l'attente que l'Allemagne se dirigeait tout droit vers une guerre d'enlisement désespérée contre la Grande-Bretagne et la France. Staline exprima ouvertement son opinion à Ribbentrop, selon laquelle l'armée française constituerait un obstacle énorme face à l'Allemagne en cas de guerre. Cette affirmation dissipa l'illusion selon laquelle les dirigeants soviétiques

étaient plus précis que les dirigeants occidentaux pour prédire la forme des événements à venir. L'application d'un soi-disant marxisme scientifique n'apportait aucune formule magique permettant de prédire les événements à venir.

Hitler reçut les dirigeants soviétiques à l'Obersalzberg le 22 août 1939. Il discuta avec eux de la situation lors de conférences tenues le matin et l'après-midi, et ordonna que les plans en vue de possibles opérations militaires contre la Pologne fussent achevés pour le 26 août. Il s'abstint d'émettre un ordre final d'attaque. Hitler décrivit en détail les négociations allemandes avec la Russie, et exprima l'opinion selon laquelle le pacte russo-allemand allait décourager la Grande-Bretagne et la France d'intervenir contre l'Allemagne en cas d'une guerre germano-polonaise.

Une version de ces conférences fut présentée par Louis P. Lochner, de l'*American Associated Press*, aux diplomates britanniques en poste à Berlin, le 25 août 1939. Ces éléments furent ensuite cités par divers historiens comme relevant d'un compte-rendu valide des conférences, et influença, consciemment ou non, la pensée des diplomates britanniques à l'époque. Sans cela, cette version aurait été rejetée comme trop ridicule pour faire l'objet d'une considération sérieuse. La propagande grossière contenue dans ces éléments aurait été immédiatement jetée aux orties si on avait laissé les gens réfléchir normalement sur ces sujets importants. Malheureusement, une campagne de propagande de guerre furieuse et ininterrompue avait été menée à l'Ouest depuis plus de cinq mois, et presque tout le monde, indépendamment de son calibre mental, en avait été sérieusement affecté.

Comment quelqu'un irait-il croire que le maréchal Goering dansa sur la table, et hurla comme un sauvage, face à un groupe d'austères généraux allemands ? Pourquoi Hitler aurait-il annoncé de manière insipide à ses généraux que « *Goering avait démontré pour nous que son projet quadriennal est un échec, et que nous sommes au bout de nos forces, si nous n'obtenons pas la victoire dans une guerre à venir ?* » Cela ressemble plus à une page du livre du président

Roosevelt, qui, contrairement à Hitler, restait face à une dépression catastrophique. Une telle déclaration était un non-sens absolu si on l'appliquait à une guerre contre la Pologne, frappée de pauvreté. Chaque personne informée, Lord Halifax y compris, savait que Goering était la dernière personne en Allemagne qui aurait proféré à ce moment des arguments en faveur d'une guerre générale.

Le mémorandum affirmait qu'Hitler avait dit à ses généraux qu'il prévoyait de tuer les femmes et enfants de Pologne. Cela aurait constitué des éléments pertinents pour un « *comic book* » étasunien, ainsi que pour Hitler, si son objectif avait été de pousser ses généraux vers une révolte immédiate contre le régime allemand. Le mémorandum affirmait que l'Allemagne ne pourrait pas tenir dans une longue guerre, mais ajoutait dans le même paragraphe que « *la Pologne sera dépeuplée et colonisée par des Allemands.* » Le mémorandum affirmait également que Staline était très malade, et que l'Allemagne voulait démembrer la Russie après sa mort.

Les vrais participants à ces réunions du 22 août 1939 en ont laissé des références, succinctes, fiables, et disponibles. Les traditions du journalisme populaire ne saurait pardonner que des gens, quel que soit leur pays, s'appliquent à précipiter des guerres en répandant des mensonges alors que les sangs sont déjà chauds.

## 18.13 Les efforts d'Henderson en faveur de la paix

Henderson, dont le devoir détestable fut de relayer les éléments de propagande de Lochner à Halifax, n'avait pas ménagé ses efforts durant la phase très importante des négociations occidentales et allemandes avec la Russie, dans le but de convaincre Halifax de parvenir à un accord avec l'Allemagne avant qu'il ne fût trop tard. Il avait, dès le 15 août et de sa propre initiative, exhorté l'ambassadeur Lipski à demander à son gouvernement des instructions en vue de négocier avec les Allemands. Henderson reconnut face à Ha-

lifax que Weizsäcker s'était montré pessimiste quant à la situation à Dantzig, depuis l'ultimatum polonais du 4 août, mais il était encouragé par le fait que le secrétaire d'État allemand était « *plus détaché, plus calme et plus confiant* » qu'il ne l'avait été durant la crise de septembre 1938.

Henderson espérait que les Italiens allaient produire des propositions en vue d'un règlement diplomatique pacifique, et Attolico, l'ambassadeur italien, l'avait assuré que cette tentative allait être menée. Il exhorta Halifax à conseiller au gouvernement polonais de donner des instructions à Lipski pour qu'il réalisât une démarche à Berlin. Il souligna que les mauvais traitements des Allemands par la Pologne « *n'est pas un grief d'Hitler, mais un grief allemand.* » Il avertit Halifax qu'« *il peut s'agir de bluff, mais je me dois d'affirmer que j'estime qu'Hitler, si on le met dos au mur, choisira la guerre.* »

Henderson fut particulièrement irrité du fait des affirmations répétées dans la presse britannique qu'Hitler s'était laissé intimider par le ferme soutien accordé par d'autres puissances aux Polonais. Il prédit que « *l'histoire jugera la Presse dans son ensemble comme cause principale de la guerre.* » La presse, avec les tactiques viles et irresponsables dont elle usa durant cette période, constitua indubitablement un facteur important, mais Henderson ne nota pas que la pire phase de la campagne de presse en Grande-Bretagne avait fait suite à la fausseté et à la malhonnêteté de la version britannique officielle des événements de Prague de mars 1939, ainsi que de la fantastique duperie Tilea, délibérément perpétrée par Halifax et Vansittart pour soulever l'opinion publique britannique. L'ambassadeur britannique confondait la cause et l'effet en désignant la presse occidentale comme principale responsable de la crise en cours.

Henderson souligna qu'un accord anglo-allemand constituait une nécessité pour la sécurité allemande, et rappela à Halifax qu'il était tout à fait convaincu qu'Hitler désirait un tel accord. Il semblait évident aux yeux d'Henderson que quelques actions résolues

de la part d'Halifax pourraient suffire à déboucher sur un règlement satisfaisant, du fait que « *de tous les Allemands, croyez-le ou non, Hitler est jusqu'ici le plus modéré sur les questions de Dantzig et du Couloir.* » Il accusa l'ambassade britannique de Varsovie d'avoir délibérément refusé d'ouvrir les yeux sur la réalité du désespoir de la situation de la minorité allemande de Pologne. Il observa avec un vif intérêt que « *Varsovie, avec sa clique civilisée et intelligente, pour ne pas dire rusée, avec laquelle on discute, est une chose. Les Polonais, hors de la capitale, se montrent nettement moins civilisés. "*Calme et modération.*" Oui, sans doute, à la surface, si les mots ont un sens. Mais ailleurs, non. J'ai ouï trop de récits, relatés par des personnes neutres bien intentionnés, pour en croire le premier mot.* »

Henderson exhorta Halifax à reconsidérer le projet de règlement proposé par Gafencu. Hitler avait récemment affirmé à l'ambassadeur britannique que le protectorat de Bohême-Moravie avait constitué une nécessité « *sur le moment,* » mais que, pour sa part, la zone pouvait évoluer à l'avenir vers n'importe quoi d'autre, pourvu qu'elle ne se transformât pas en bastion anti-allemand. Henderson reconnaissait ce point comme une preuve indiscutable que la question de Prague pouvait donner lieu à des négociations réussies.

Henderson expliqua à un ami du bureau britannique des affaires étrangères que ce n'était pas rendre service à la Pologne que de la soutenir dans une guerre, car, à son avis, les Polonais avaient beaucoup à perdre, et rien à gagner, en allant à la guerre. L'ambassadeur britannique ajouta de manière concise : « *Je ne peux que prier pour que nous ne regrettions pas de les avoir menés en bateau pour assouvir notre désir de frapper sous la ceinture Hitler et ses criminels nazis.* » Le 22 août, Halifax fut informé par Henderson qu'Hitler gagnait un prestige important en Allemagne du fait du pacte conclu avec la Russie. Il décrivit cette information comme « *une bonne surprise pour l'opinion publique allemande.* » L'homme de la rue allemand estimait désormais qu'Hitler avait de nouveau réglé le problème, et qu'il n'y aurait pas de guerre.

Halifax répondit en informant Henderson que la détermination britannique à soutenir la Pologne ne pouvait être influencée par la diplomatie d'Hitler. Il répéta son thème favori, à savoir qu'il faisait tout ce qu'il pouvait pour éviter la guerre en tenant une position britannique claire. Il s'agissait d'une ruse bien pensée, fondée sur le fait que l'absence britannique de position claire en 1914 avait ouvert la voie à l'une des principales critiques à l'encontre de la politique britannique à cette époque. Halifax ignora le fait que le chèque en blanc accordé à la Pologne était d'une portée bien plus grande que celui que les Allemands avaient accordé à l'Autriche-Hongrie en 1914 dans la crise suivant l'assassinat de François-Ferdinand. L'Allemagne fut également accusée d'avoir eu sa part de responsabilité pour la première guerre mondiale, et les vainqueurs alliés à Paris avait insisté sur l'idée que l'Allemagne et ses alliés étaient seuls responsables de la guerre, mais nul n'avait jamais évoqué l'idée que tel était le cas parce que l'Allemagne n'avait pas tenu une position claire. Halifax œuvrait à la guerre de manière déterminée en 1939, et le fait qu'il évita l'une des nombreuses erreurs commises par les Britanniques en 1914 ne réduit en rien sa culpabilité pour avoir choisi la guerre comme instrument principal de la politique nationale britannique.

Halifax répondit à l'annonce du pacte russo-allemand imminent en continuant de faire pression pour des négociations sur l'accord d'alliance anglo-français avec les Russes. Il reçut des encouragements passifs en faveur de cette ligne de la part de Bonnet. Le ministre français des affaires étrangères, malgré son pessimisme de fait, observa avec philosophie que le pacte pourrait s'avérer vide de sens s'il restait cantonné aux principes généraux, dans le style du pacte franco-allemand de décembre 1938. Le 22 août, Halifax informa Kennard que les négociations occidentales à Moscou étaient en cours, et les Britanniques se montrèrent plus déterminés que jamais à soutenir les Français sur la question des opérations militaires russes en Pologne.

Tôt le matin du 22 août, le général Doumenc informa le maré-

chal Voroshilov qu'il avait été habilité à soutenir les projets russes d'opérations militaires en Pologne. Il ajouta que Daladier lui avait accordé les pouvoirs plénipotentiaires en vue de signer sans aucune réserve un pacte comprenant les autres intérêts et souhaits russes. Français et Britanniques étaient prêts à aller plus loin que Ribbentrop dans la promotion de l'expansion vers l'Ouest des bolcheviques, mais ils exigeaient le prix de la volonté russe de prendre part au lancement d'une guerre contre l'Allemagne. Le maréchal Voroshilov répondit que l'alliée polonaise de la France constituait une puissance souveraine, et que des projets d'opérations militaires russes sur son territoire ne pouvaient être convenus sans son accord. Il ajouta que les Polonais auraient insisté pour être présents à cette occasion, s'ils avaient donné une réponse affirmative à la proposition russe. Le dirigeant russe fit la leçon aux Français et aux Britanniques pour leur supposée trahison de la Tchécoslovaquie en 1938, et dénonça l'échec des puissances occidentales à parvenir plus tôt à un accord avec la Russie.

Au soir du 22 août, Sir William Seeds, l'ambassadeur britannique, accusa Molotov de « *mauvaise foi* » au cours des négociations avec l'occident. Molotov répondit carrément que l'« *insincérité* » des dirigeants britanniques les privait de toute base depuis laquelle émettre une telle accusation. Pour autant, Seeds câbla le 23 août à Halifax qu'il était important que les missions alliées restassent eu Russie « *au cas où les Soviétiques et Ribbentrop se disputeraient.* » Halifax fit une dernière tentative avec les Russes, peu avant la signature du pacte russo-allemand, au soir du 23 août. Il donna pour instruction à Seeds d'assurer aux Russes qu'il partageait pleinement leur opinion quant au caractère indispensable des opérations militaires russes en Pologne, et qu'il était prêt à leur offrir un soutien total pour de telles opérations. Cela était équivalent à promettre un soutien britannique à une invasion russe de la Pologne, au moment même où les mêmes Britanniques insistaient pour ouvrir une guerre contre l'Allemagne au nom de Dantzig, qui n'appartenait pas à la Pologne. Les Russes avaient décidé de me-

ner leur invasion de la Pologne indépendamment du soutien britannique proféré, et qu'ils considéraient comme un fardeau superflu.

## 18.14 L'effort de Bonnet en vue de séparer la France de la Pologne

Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, avait conscience qu'une situation européenne totalement nouvelle avait été créée par le pacte russo-allemand. L'Union soviétique, la principale alliée à l'Est de la France, désirait conclure un accord séparé avec les Allemands, et il ne voyait pour sa part aucune raison pour que la France n'en fît pas autant. Le 23 août 1939, il décida de mener un effort déterminé en vue de libérer la politique étrangère française de la tutelle britannique. Cette tentative aurait pu réussir, sans l'attitude irréaliste des soldats français et sans le retournement de la politique italienne. Bonnet savait que le général Gamelin avait discuté de la possible réponse française à un pacte russo-allemand avec ses principaux collaborateurs depuis le 19 août. Il demanda au premier ministre Daladier de convoquer une réunion d'urgence du Conseil français de Défense, qui comprenait les dirigeants militaires et plusieurs membres clés du cabinet français. Il savait que le premier ministre Rouvier en 1905, à l'époque de la première crise marocaine, puis Joseph Caillaux en 1911, au cours de la seconde crise marocaine, et encore Léon Blum en mars 1938, au moment de l'occupation de l'Autriche par les Allemands, en avaient fait autant.

Bonnet espérait exercer la même pression en faveur de la paix sur les Polonais que celle qu'il avait appliquée aux Tchèques l'année précédente. Il comprenait que l'alliance franco-polonaise de 1921 serait perdue si la tentative se soldait pas un échec, mais était tout à fait prêt à accepter cette éventualité. Son plan était d'obtenir de la part des soldats une affirmation claire du fait que les perspectives françaises, dans une guerre contre l'Allemagne sans soutien de l'Union soviétique, étaient douteuses. Il savait que les Britan-

niques auraient rapidement abandonné leur opposition à Hitler s'ils se retrouvaient privés du soutien français.

Bonnet fut troublé par l'attitude du général Gamelin, dont il n'avait pas une très haute opinion, bien que l'érudit Commandant en Chef français fût un protégé du maréchal Henri Pétain, le grand dirigeant militaire français. Le général Décamps s'était récemment plaint auprès de Bonnet que Gamelin ne prît jamais position, dans un sens ou dans l'autre, sur les questions d'importance majeure. Bonnet espérait que la conférence du 23 août 1939 pourrait constituer une exception notable à cet égard.

La conférence se tint à 18h00. Y participèrent le premier ministre Daladier, le secrétaire à la marine Campinchi, le Ministre de l'air Guy La Chambre, le Commandant en Chef des armées Maurice Gamelin, l'Amiral et Chef de la Marine François Darlan, et le chef d'État-major de l'armée de l'air Joseph Vuillemin. Il était dans l'usage que le ministre des Colonies participât aux réunions du conseil de défense, mais Bonnet réussir à en écarter Georges Mandel, un belliciste déclaré, du fait que la question ne concernait en rien les colonies françaises. Bonnet savait que Mandel essayerait de faire échouer tout effort majeur en faveur de la paix.

La réunion se tint dans le bureau de Daladier, et les chaises des membres du Conseil de défense furent disposées en demi-cercle autour du bureau du premier ministre. Bonnet ouvrir la réunion en discutant de la situation courante européenne. Il affirma que les Polonais étaient responsables de l'échec anglo-français à assurer une alliance avec l'Union soviétique. Bonnet annonça que la France pouvait aisément faire un choix entre deux alternatives concernant la Pologne. Elle pouvait offrir aux Polonais un soutien illimité et aveugle, ou elle pouvait les forcer à accepter un compromis quant à leurs différends avec l'Allemagne. Bonnet suggéra que les perspectives militaires pour la France, en cas d'une guerre pour Dantzig, devraient constituer la considération première quant à l'examen de cette question.

Il fut rapidement évident aux yeux de Bonnet que l'assurance

infortunée de Ciano d'une neutralité de l'Italie, apportée le 18 août, était d'un poids important dans cette conférence. Gamelin et Darlan soulignèrent tous deux le fait que l'Italie resterait presque certainement neutre dans une guerre européenne générale. Bonnet fut ennuyé du poids excessif attaché par les soldats à l'attitude italienne. Il demanda avec impatience au général Gamelin combien de temps celui-ci estimait que les Polonais pourraient tenir face aux Allemands. Gamelin répondit solennellement que les Allemands seraient incapables de défaire la Pologne avant la saison des pluies, et il prédit que les combats sur sol polonais se poursuivraient jusqu'au printemps 1940. Bonnet fut stupéfait lorsque Gamelin affirma que les préparations françaises en vue d'une guerre contre l'Allemagne étaient déjà faites. Sa suggestion que la France devrait changer de politique envers la Pologne du fait de sa dangereuse situation militaire fut complètement détruite par les soldats.

Bonnet était furieux contre le général Gamelin. Il comprit soudainement que Gamelin considérait le conclave, qui menaçait d'exposer l'impréparation militaire française, comme une intrigue personnelle dirigée contre le commandement de l'armée française. Cela expliquait l'évidente insincérité et le manque de réalisme de ses affirmations. Il ne voulait pas devenir le bouc émissaire de Bonnet, et ne voulait pas que l'ire britannique fût dirigée contre lui seul si la France abandonnait la Pologne. Gamelin avait adopté une vision plutôt négative des perspectives militaires françaises lors du conseil français de défense du 13 mars 1939, mais cela s'était produit avant le changement de politique britannique. Ni Gamelin, ni Bonnet ne souhaitaient intervenir pour la Pologne, mais chacun d'eux craignait la colère britannique, et aucun des deux ne désirait assumer la responsabilité première d'avoir défié la politique guerrière d'Halifax.

Bonnet revint sur les détails de la réunion du conseil français de défense convoqué en 1911 par le premier ministre Caillaux. Ce dernier avait rappelé aux membres que Napoléon avait un jour affirmé qu'une aventure militaire constituait un risque injustifié si

elle ne présentait pas une probabilité de victoire d'au moins 70%. Le général Joffre, ne soupçonnant pas d'intrigue lorsqu'on lui demanda de commenter les chances de la France dans une guerre, répondit franchement que la France ne disposait pas du niveau de probabilité de victoire énoncé par Napoléon.

Gamelin lui-même affirma plus tard qu'en répondant le 23 août 1939 que l'armée française était prête, il signifiait qu'elle était prête pour une mobilisation ordinaire, et non pour une victoire dans une guerre contre l'Allemagne. Il ajouta que sa prédiction quant à la résistance polonaise était fondée sur une supposition de neutralité russe. L'ultime intervention russe ne constitua qu'une piètre excuse pour la prédiction erronée de Gamelin sur la Pologne, car les armées polonaises connaissaient déjà une déroute complète le 17 septembre, date de l'intervention russe. Il était en outre irréaliste, après la conclusion du pacte russo-allemand, de supposer que la Russie pourrait rester neutre dans une guerre germano-polonaise. Affirmer que la France était prête pour une guerre contre l'Allemagne parce qu'elle pouvait mobiliser ses forces était puéril. On aurait pu arguer du même critère pour conclure que le Liechtenstein était prêt à mener une guerre contre l'Allemagne. Le général Gamelin ne suggéra aucun plan amenant à la défaite de l'Allemagne en cas de guerre. Il affirma au cours de la conférence que la France n'honorerait pas son engagement militaire, déclaré en mai 1939 à la Pologne, de mener une offensive française à l'Ouest, mais resterait strictement sur la défensive face aux Allemands. Il n'expliqua en rien ce que la France pourrait faire pour vaincre l'Allemagne après la défaite attendue de la Pologne.

Bonnet fut pleinement justifié de ressentir que le général Gamelin avait esquivé ses responsabilités de Commandant en chef lors de la funeste conférence du 23 août 1939. Bonnet continua à œuvrer pour la paix, mais ne bénéficia pas du soutien unanime du gouvernement français, alors que tel aurait été le cas si les soldats avaient présenté une évaluation honnête de la position française. Bonnet se retrouva dès le 24 août sous une forte pression depuis Londres

à convenir des termes exacts d'un ultimatum conjoint face à l'Allemagne, si une lutte germano-polonaise éclatait pour Dantzig. Le résultat de la conférence du 23 août aurait pu être totalement différent si Ciano n'avait pas commis son indiscrétion fatale envers Lorame le 18 août. La combinaison de la duplicité de Ciano et de la faiblesse de Gamelin porta un coup dangereux aux soigneux calculs établis par Hitler, selon lesquels un pacte russo-allemand pourraient empêcher une intervention anglo-française contre l'Allemagne en cas de guerre germano-polonaise. Hitler avait fait tout son possible pour convaincre Ciano qu'une révélation de faiblesse italienne aurait fait croître les chances de guerre. Il fut malheureux qu'Attolico entravât l'œuvre d'Hitler avec Ciano. L'ambassadeur italien à Berlin ne s'était préoccupé que d'obtenir la neutralité italienne, et il ignora la nécessité d'un effort italien pour empêcher une guerre européenne après le refus d'Hitler des termes de Mussolini pour une rencontre au Brenner.

Le cabinet britannique se réunit brièvement le 22 août. Une suggestion d'Halifax, pour que la Grande-Bretagne avertît les Allemands que les Britanniques interviendraient en cas de guerre germano-polonaise fut approuvée. Il fut convenu que Chamberlain écrirait une lettre à Hitler, soulignant la détermination britannique, et qu'Halifax se dépêcherait de terminer les négociations britanniques avec les Polonais pour établir formellement une alliance. Halifax fut habilité à modifier les termes britanniques en vue d'établir un pacte répondant aux objections polonaises en cours. Il fut noté que les Polonais ne demandaient pas de promesse que les Britanniques les défendissent contre l'Union soviétique. Il fut décidé qu'Henderson devrait remettre en main propre la lettre de Chamberlain, et devrait soutenir oralement, avec la plus grande énergie, les arguments présentés dans cette lettre. Cette action fut décidée sans admettre qu'Hitler pourrait y trouver une excellente opportunité de renouveler des discussions officielles avec les Britanniques en vue d'un règlement pacifique.

Halifax informa Loraine, l'ambassadeur britannique à Rome,

de la décision du gouvernement britannique. Loraine répondit qu'il avait confiance quant au fait que le nouveau développement en Russie n'allait pas altérer la décision italienne d'abandonner l'Allemagne en cas de guerre.

## 18.15 Raidissement des mesures anti-allemandes en Pologne

Les Polonais répondirent à l'annonce du pacte russo-allemand en intensifiant leur campagne de propagande contre l'Allemagne. Les mauvais traitements de la minorité allemande furent encouragées par des accusations téméraires, selon lesquelles des centaines d'actes de violence étaient menés contre la minorité polonaise établie dans le Reich. Un conflit d'opinions entre Forster et Greiser se produisit à Dantzig le 24 août, après l'arrestation de plusieurs inspecteurs des douanes polonais pour troubles à l'ordre public. Chodacki exigea que les hommes fussent libérés immédiatement, sans que fussent retenues de charges contre eux. Greiser insista auprès de Forster pour faire capituler le gouvernement de Dantzig. Il ne s'était pas montré favorable au départ pour que des actions fussent menées contre les Polonais offensant la loi, et il considérait toute tentative de faire respecter les lois à Dantzig, dès lors que cela gênait les Polonais, comme absolument futile.

Le pacte russo-allemand était au centre de toutes les conversations en Pologne. Plus Beck examinait ce développement, plus il en tirait satisfaction. Il déclara avec amusement à Noël, l'ambassadeur français, que « *c'est à présent Ribbentrop qui démontre la mauvaise foi des Soviétiques.* » L'officielle *Gazeta Polska* affirma le 24 août que le pacte était un bluff raté, du fait qu'il n'avait produit aucun effet sur les nerfs des Polonais, des Français, ou des Anglais. Le *Czas*, un journal conservateur, qualifia le pacte de bluff qui avait été produit par « *la nouvelle comédie à Berlin.* » L'*Ilustrowany Kurier* affirma que les dirigeants hongrois avaient

dénoncé la volonté d'Hitler de transiger avec le péril bolchevique. Un journaliste polonais assura au *New York Times* que le nouveau pacte ne présentait aucune valeur militaire pour l'Allemagne. Le *Kurier Warszawski* annonça triomphalement que le nouvel accord établissait des preuves concluantes de la faiblesse de ses deux protagonistes.

Les Polonais prirent note du fait que le vieux cuirassé d'entraînement allemand, le *Schleswig-Holstein*, devait faire escale à Dantzig le 24 août au cours d'une navigation annoncée très à l'avance. Les autorités polonaises n'avaient exprimé aucune objection à l'escale proposée, et il avait été conclu que le bâtiment était trop ancien pour présenter une menace militaire envers la Pologne. Le gouvernement de Dantzig avait choisi Albert Forster pour diriger l'administration de la *Ville libre*, et les Polonais furent informés qu'il prêterait serment le 30 août 1939. Le gouvernement polonais refusa d'approuver cet accord. Chodacki soumit une funeste note de protestation à Dantzig le 24 août, déclarant que toute la responsabilité des mesures prises par le gouvernement polonais par suite de cette décision retomberaient sur le sénat de Dantzig. Bonnet s'alarma de ce développement, et donna à Noël pour instructions de conseiller à Beck de s'abstenir de toute action militaire au cas où le sénat de Dantzig proclamerait le retour de la *Ville libre* au Reich. Beck rejeta ce conseil, et déclara que la Pologne répondrait par la force militaire à toute tentative allemande d'annexer Dantzig. Il indiqua n'être pas opposé sur le principe à une consultation avec les Français et les Britanniques, mais que si les autorités de Dantzig démarraient une action, les Polonais pourraient se trouver contraints par la pression des événements d'agir unilatéralement sans consulter les puissances occidentales.

La déclaration de Beck sur Dantzig fut formulée comme une note verbale officielle polonaise le lendemain, et Szembek la présenta à Noël. Wühlisch, le chargé d'affaires allemand, signala depuis Varsovie que la confiance polonaise dans l'assistance de la part de la Grande-Bretagne et de la France restait inébranlée par la conclu-

sion du pacte russo-allemand. Il était évident que le pacte n'avait pas amené les Polonais à adopter une politique plus modérée envers l'Allemagne, ou envers la minorité allemande en Pologne. Le bureau allemand des affaires étrangères fit l'inventaire de son énorme dossier de signalements d'excès commis à l'encontre d'Allemands nationaux et ethniques en Pologne. Plus dix rapports détaillés arrivaient chaque jour, et plus de 1500 rapports documentés avaient été reçus depuis mars 1939. Ils présentaient une image confondante de brutalité et de misère humaine. Albert Forster avait discuté du sort des Allemands en Prusse orientale et à Posen avec Edmund Veesenmayer, le représentant spécial de Ribbentrop, l'après-midi du 23 août 1939. Il était difficile de décider quels conseils donner, s'il fallait en prodiguer, à ces malheureux, en cas de guerre. Il semblait à Forster qu'il fallait leur dire ou bien de rester où ils étaient et de se défendre si on les attaquait, ou bien de se cacher. Aucune de ces perspectives n'était prometteuse, du fait qu'ils ne disposaient d'aucun moyen de résister, et guère de possibilités de se cacher efficacement.

Le 23 août, le gouvernement allemand répéta sa promesse antérieure envers le gouvernement slovaque à Bratislava : les forces armées slovaques ne seraient pas sollicitées en cas de guerre, et il ne leur serait pas demandé de manœuvrer hors de leur propre territoire. L'Allemagne était prête, en cas de guerre, à faciliter le retour à la Slovaquie de territoires qui avaient été saisis par la Pologne en 1938. Le gouvernement allemand annonça qu'il était favorable à garantir la frontière slovaque de 1938 contre la Hongrie.

Le 25 août, le gouvernement polonais répondit à la protestation allemande quant au fait que trois avions civils allemands transportant des passagers, volant au-dessus de la Mer baltique, avaient été la cible de batteries polonaises de la péninsule d'Hela. Les Polonais reconnurent avoir ouvert le feu sur un seul appareil allemand le 24 août, et affirmèrent qu'il avait été vu volant au-dessus du territoire polonais avant l'attaque polonaise.

La presse allemande consacrait de plus en plus d'espace aux

récits détaillés d'incidents ciblant les Allemands de Pologne. Le *Völkischer Beobachter* annonça que plus de 80 000 réfugiés allemands avaient réussi à rejoindre le territoire allemand au 20 août 1939, et que certains d'entre eux provenaient de la lointaine Volhynie, proche de la frontière russe. Les diplomates occidentaux à Berlin avaient connaissance que la Pologne émettait désormais des accusations générales de mauvais traitements par les Allemands de la minorité polonaise, mais il était noté que des incidents individuels spécifiques, qui foisonnaient dans la presse allemande, étaient ostensiblement absents. Les diplomates polonais à Berlin se virent poser confidentiellement la question de savoir pourquoi ils n'avaient réalisé aucun effort en vue de rassembler des informations exactes et détaillées quant aux incidents supposés s'étant produits en Allemagne. Les Polonais confièrent que ces incidents étaient rares, et difficiles à trouver. Ils affirmèrent que cela ne résultait pas d'une magnanimité allemande, mais du fait que l'Allemagne désirait conserver la minorité polonaise comme otage pour la minorité allemande en Pologne. Il s'agissait d'une accusation ridicule, car les autorités allemandes avaient conclu, sans faire de secret quant à cette opinion, que le traitement décent des Polonais en Allemagne n'avait pas produit le moindre effet quant aux mauvais traitements de la minorité allemande en Pologne.

## 18.16 Déclin de l'opposition allemande à Hitler

L'Allemagne connaissait une intense activité de conspiration contre Hitler au moment de la signature du pacte russo-allemand, mais cette activité était moindre que durant la crise tchèque de 1938. Plusieurs petits groupes de conspirateurs continuaient d'espérer que les conservateurs anti-Hitler, qui détenaient la plupart des postes de commandement au sein de l'armée allemande, pourraient arrêter Hitler durant cette crise. Il se disait que l'Allemagne d'Hitler était intéressée par le recrutement d'un nouveau corps d'of-

ficiers présentant un endoctrinement politique national-socialiste, et que le dernier des privilèges spéciaux de la caste militaire traditionnelle cesserait d'être si le régime d'Hitler survivait. Les réticences de la grande majorité des soldats approchés par ces groupes n'étaient pas suffisantes pour qu'ils acceptassent de tels projets, et cela fut d'autant plus vrai après la conclusion du traité du 23 août 1939 avec la Russie.

L'opposition ouverte à la politique d'Hitler devenait avec le temps de plus en plus fréquente et de moins en moins dangereuse. Le général Thomas, du bureau à l'économie de guerre, prépara une suite de mémorandums au mois d'août 1939, accusant la poursuite du programme d'Hitler à Dantzig d'amener à une guerre générale. Le général Keitel, qui comprenait l'importance de ce problème, présenta en personne ces mémorandums à Hitler, pour que celui-ci y portât une attention particulière. Le général Ludwig Beck, qui avait démissionné de son poste de chef d'État-major, écrivit plusieurs lettres à ses collègues de l'armée allemande, en insistant sur le danger de guerre. Hjalmar Schacht, qui avait démissionné de la présidence de la *Reichsbank* début 1939, rassura les militaires allemands quant au fait que les perspectives économiques allemandes étaient excellentes, et que l'Allemagne était le dernier pays au monde à avoir besoin de préparations militaires excessives ou d'une guerre pour résoudre ses problèmes économiques. Les preuves étaient écrasantes que les Allemands éminents comprenaient la nécessité de maintenir la paix, et cette opinion était également partagée par Hitler. Les différences d'opinion portaient sur les moyens de parvenir à cette fin. Hitler resta libre de prendre les décisions qu'il voulait. Il pouvait, comme Beck en Pologne, poursuivre les politiques qui l'avaient fait élire sans grande perturbation ou résistance.

## 18.17 Le désir d'Hitler d'un règlement négocié

Hitler espérait reprendre l'initiative diplomatique en concluant le pacte avec le Kremlin le 23 août 1939. L'effort lancé par Halifax le 17 mars 1939, en vue d'établir un front d'alliance britannique formidable en Europe de l'Est, avait échoué. Hitler espérait également que la Grande-Bretagne et la France allaient réagir à cette situation en retirant leur soutien à la Pologne. Il savait que son pacte avec la Russie l'avait mis en position de force pour reprendre les négociations avec les puissances de l'Ouest. Son succès récent était trop sensationnel pour laisser de nouveaux essais de négociations s'enliser dans la faiblesse. Le gouvernement britannique avait offert à Hitler une excellente ouverture pour sa nouvelle campagne diplomatique, en envoyant Chamberlain lui écrire. Les dirigeants britanniques, bien sûr, ne comptaient pas s'embarquer dans des négociations majeures, mais Hitler avait d'autres projets. La présentation de la lettre de Chamberlain par Henderson, le 23 août 1939, constitua le signal de lancement d'une offensive diplomatique majeure de la part de l'Allemagne en direction de la Grande-Bretagne.

La situation aurait été relativement simple pour Hitler au 23 août 1939, si Ciano n'avait pas commis son indiscrétion impardonnable, et sans la conduite incroyable du général Gamelin. L'affirmation de Ciano du 18 août, selon laquelle l'Italie n'allait pas soutenir l'Allemagne, protégea Halifax de l'impact du traité allemand avec la Russie, et donna au général Gamelin une excuse pour rationaliser la situation militaire française défavorable, qui avait été créée par l'accord russe avec l'Allemagne. L'action de Ciano fut particulièrement injustifiée, car le ministre italien des affaires étrangères savait qu'Hitler espérait créer l'effet de surprise maximal avec son pacte russe. Ciano savait que sa propre promesse envers les Britanniques était vouée à grandement réduire l'impact de la diplomatie d'Hitler. Il était facile d'avancer à Londres que la position d'Hitler serait précaire si les Italiens refusaient de se montrer loyaux à leurs engagements envers lui. La loyauté italienne à Hitler, et une décision

claire de la part de la France contre une guerre au nom des Polonais aurait certainement coupé l'herbe sous le pied de la campagne d'Halifax visant à lancer une guerre préventive contre l'Allemagne. L'occurrence de ces éléments imprévus rendit extrêmement difficile à Hitler la tâche de capitaliser dans des négociations avec les dirigeants britanniques sur la base de sa réussite russe. Le 23 août, il n'avait pas encore pleinement conscience de cette situation. Il ne savait encore rien de l'engagement italien du 18 août auprès des Britanniques, ni du débat crucial qui s'était tenu au Conseil français de défense. Il ne comprit pas la détermination catégorique d'Halifax en faveur de la guerre. Il savait qu'Henderson, l'ambassadeur britannique, était opposé à la guerre, et il espérait que les vues du diplomate britannique en poste à Berlin étaient partagées dans une certaine mesure par son maître de Londres. Hitler était plus optimiste que les faits ne le permettaient, mais cela résulta surtout du fait qu'il ne connaissait pas l'ensemble de la situation.

Les Russes également péchèrent par excès d'optimisme quant à leurs perspectives, le 23 août 1939. Ils surestimaient la puissance militaire de la France, et s'attendait à un blocage militaire désespéré sur le front franco-allemand, en redite de la première guerre mondiale. Staline espérait étendre sa position en Europe de l'Est, et intervenir militairement contre l'Allemagne dans une phase ultérieure d'une guerre européenne, une fois épuisées l'Allemagne et les puissances occidentales. Il existait une grande différence très notable entre les attitudes de Staline et d'Hitler. Le dictateur soviétique, comme Halifax et Roosevelt, espéraient l'éclatement d'une guerre générale en Europe. Hitler considérait qu'une guerre en Europe serait un grand mal, et il était préoccupé de l'empêcher. Il est ironique d'anticiper que les dirigeants de l'Union soviétique, de la Grande-Bretagne, et des États-Unis finiraient par se rejoindre d'une manière vraiment orwellienne, à Nuremberg en 1945-1946, afin de condamner les dirigeants allemands, en tant qu'« *agresseurs* », pour avoir délibérément voulu détruire la paix du monde.

# Chapitre 19

# Les propositions allemandes en vue d'une entente anglo-allemande

## 19.1 La lettre de Chamberlain : une ouverture pour Hitler

La signature du pacte russo-allemand, le 23 août 1939, clarifia la situation en Europe de l'Est. Aucun des voisins immédiats de la Pologne n'était prêt à l'aider en cas d'un conflit contre l'Allemagne. La Grande-Bretagne et la France étaient bien éloignées. Elles n'avaient soutenu la Pologne ni par des crédits importants, ni par des fournitures militaires durant les mois suivant la mobilisation partielle polonaise prononcée en mars 1939. L'Union soviétique avait adopté une attitude hostile envers les Polonais. La situation militaire polonaise, indépendamment de toute action prise par la Grande-Bretagne ou la France, était désespérée dans une guerre contre l'Allemagne. Halifax encourageait les Polonais à défier l'Allemagne, mais ne leur offrait pas de réel soutien. Hitler espérait

qu'Halifax tirerait la conclusion logique de cette situation, et chercherait un compromis pouvant épargner la Pologne d'une débâcle militaire sinon inévitable.

Le 23 août 1939, Henderson se rendit à l'Obersalzberg, porteur d'une lettre personnelle de Chamberlain à Hitler. Il avait reçu pour instruction de convaincre Hitler de la détermination britannique à intervenir dans toute guerre germano-polonaise. Il était déterminé à accomplir sa mission officielle, en dépit des différences entre les instructions qu'il avait reçues et ses opinions personnelles. Le chancelier allemand qu'il rencontra était également résolu à convaincre les Britanniques qu'il ne bluffait pas, et qu'il était déterminé à réaliser le programme allemand à Dantzig. Tous les éléments étaient réunis pour une dispute orageuse, lieu d'affrontement de deux fortes volontés. À 15h00, Henderson téléphona plein de tristesse à l'ambassade britannique à Berlin pour annoncer que sa première conversation avec Hitler avait été « *insatisfaisante.* »

Chamberlain avertissait Hitler dans sa lettre que la Grande-Bretagne allait soutenir la Pologne par l'usage de la force militaire, en dépit du pacte russo-allemand. Il annonçait que la Grande-Bretagne s'apprêtait à adopter de nouvelles mesures militaires. Le premier ministre britannique affirmait qu'« *il serait une dangereuse illusion de penser que, si la guerre démarre jamais, elle prendra fin rapidement, quand bien même une victoire sur l'un ou l'autre des nombreux fronts sur laquelle elle aura été engagée pourra être obtenue.* » Chamberlain concédait sans équivoque que l'Allemagne pouvait vaincre la Pologne, mais il avertissait Hitler que la Grande-Bretagne allait continuer d'œuvrer à la défaite de l'Allemagne après la défaite de la Pologne.

Hitler reçut de nouveau Henderson après avoir lu la lettre de Chamberlain. Son premier commentaire s'arrêta sur la menace par Chamberlain d'adopter de nouvelles mesures militaires. Il affirma : « *Si je devais avoir vent de nouvelles mesures de cette nature mises en œuvre de la part de la [Grande-]Bretagne, aujourd'hui ou demain, j'ordonnerais immédiatement la mobilisation générale en Al-*

*lemagne.* » Henderson s'exclama alors que la guerre deviendrait inévitable, mais Hitler réitéra son défi. L'ambassadeur britannique essaya avec force détails de prouver la justesse supposée de la politique étrangère britannique récente. Henderson s'appliqua à réfuter, en usant de sophismes considérables, que la politique britannique présentât la moindre connexion avec le refus polonais des propositions d'Hitler d'octobre 1938 en vue d'une entente germano-polonaise. Il nota que le refus polonais précédait de plusieurs jours la garantie britannique formelle du 31 mars 1939. Hitler n'en fut pas impressionné. Il remarqua succinctement que la position britannique quant au refus polonais était à l'époque parfaitement claire, et que « *la presse britannique avait alors affirmé que la liberté de la Pologne ainsi que celle de la Roumanie étaient menacées.* »

Henderson fut quelque peu décontenancé en notant qu'Hitler accusait exclusivement les Britanniques de ses difficultés avec la Pologne. L'ambassadeur britannique émit impulsivement une affirmation personnelle sans lien avec les instructions qui étaient les siennes. Il déclara avec sentiment qu'il avait écrit récemment à un éminent ami allemand qu'il avait fallu dix ans au Führer pour gagner l'Allemagne, et qu'il pouvait donc donner à la [Grande-]Bretagne plus de temps avant de conclure qu'elle ne pouvait être gagnée. Il ajouta qu'il n'avait jamais souhaité, à titre personnel, voir la conclusion d'un pacte anglo-franco-russe contre l'Allemagne, et qu'il préférait voir l'Allemagne conclure un traité avec la Russie que d'assister à la Grande-Bretagne faisant la même chose.

Hitler s'empara de cette opportunité pour insister les grands avantages que présentait le nouveau pacte pour l'Allemagne, et conclut : « *Ne vous y trompez pas. Ce traité durera de nombreuses années.* » Henderson craignit qu'à son initiative, la conversation ne dérapât rapidement. Il essaya de classer l'obligation consentie par la Grande-Bretagne à la Pologne sur la base solennelle de l'honneur national. L'ambassadeur britannique fit l'observation suivante : « *Au fil de siècles d'histoire, nous n'avions jamais, pour autant que je le sache, brisé notre monde. Nous ne pourrions pas agir ainsi à*

*présent, et rester britanniques.* » La réponse d'Hitler fut d'examiner l'ambassadeur britannique de près, comme pour s'assurer qu'il était bien éveillé, dans une sorte de transe silencieuse. Il conclut la seconde conversation en observant qu'il allait répondre à la lettre de Chamberlain sous quelques heures.

Henderson prépara son rapport à destination d'Halifax. Ses deux principaux objectifs, outre indiquer qu'il avait suivi ses instructions, étaient de souligner la détermination allemande à régler la question de Dantzig, ainsi que le désir d'Hitler de régler les différends anglo-allemandes. Henderson, sur ce dernier point, en revint à la question de Prague. Il souligna une nouvelle remarque faite par Hitler, selon laquelle il n'avait pas été nécessaire, du point de vue allemand, d'établir le protectorat en Bohême-Moravie, et que ce régime était un produit du hasard, issu d'une situation de crise spécifique. Hitler suggéra que les Tchèques auraient pu à ce jour rester indépendants si la Grande-Bretagne avait coopéré avec l'Allemagne pour appliquer les termes de la conférence de Munich. Henderson désirait rappeler à Halifax le projet Gafencu d'avril 1939 en vue d'un règlement diplomatique des disputes existantes, sur la base de concessions allemandes envers Prague.

Henderson était quelque peu gêné du fait de son assurance positive à Hitler que les Britanniques n'avaient jamais manqué à leurs engagements. Halifax fut informé qu'Hitler avait reçu l'assurance que tel était le cas, « *pour autant que je sache.* » Henderson avait au moins fait le geste de parer la plainte d'Hitler au sujet de la minorité allemande de Pologne en accusant, quoique sans conviction personnelle, Hitler de persécuter dans le même temps les Polonais d'Allemagne. Henderson n'était en réalité pas du tout convaincu de l'existence d'un fond de vérité derrière cette accusation. Halifax fut informé qu'Hitler ne reculerait pas, et qu'il jouissait en Allemagne d'un soutien bien plus important envers sa politique que durant la crise tchèque de septembre 1938.

## 19.2 Hitler répond à Chamberlain

La lettre d'Hitler à Chamberlain du 23 août 1939 insistait principalement sur l'intensité des souffrances subies par les Allemands de Pologne. Il espérait que les Britanniques allaient considérer cette situation du point de vue de l'humanité, plutôt qu'au travers de considérations de politique abstraites. Il rappelait à Chamberlain que de nombreux éminents Anglais, au cours des années récentes, avaient reconnu la gravité du problème de Dantzig et du Couloir. Hitler accusait carrément Chamberlain de créer l'atmosphère alarmiste qui détruisait la volonté des Polonais de négocier avec l'Allemagne. Il accusait également Chamberlain d'encourager la guerre entre la Pologne et l'Allemagne, en présentant aux Polonais un chèque en blanc de soutien britannique pour tout conflit, indépendamment de son origine. Hitler demandait à Chamberlain d'admettre deux faits qui étaient à la racine des problèmes entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. L'Allemagne avait informé la Pologne que la question de Dantzig et du Couloir devrait être résolue avec ou sans la coopération polonaise. La Grande-Bretagne avait encouragé l'intransigeance polonaise en affirmant qu'elle soutiendrait la Pologne en tout conflit l'opposant à l'Allemagne. Hitler concluait que cette situation allait détruire l'ambition de toute sa vie, qui était de promouvoir une amitié et une entente anglo-allemande.

Hitler, qui continuait d'espérer que les Britanniques allaient reconsidérer leur position, était beaucoup moins pessimiste quant aux relations anglo-allemandes que ne le suggérait sa lettre diplomatique à Chamberlain, soigneusement préparée. Il déclara lors d'une conférence, tenue au Berghof au soir du 23 août 1939 en présence des principaux dirigeants allemands, qu'il était plus que jamais convaincu que la Grande-Bretagne, dans une épreuve de force finale, n'attaquerait pas l'Allemagne. Il attribua un fondement bien plus rationnel à la politique britannique que ne l'indiquaient les faits, en affirmant que la Grande-Bretagne « *n'avait*

*aucun besoin de mener une guerre, et par conséquent n'allait pas mener de guerre.* » Le maréchal Goering resta incapable de partager l'optimisme d'Hitler. Il avait soigneusement étudié un rapport rédigé la veille à Rome par l'ambassadeur Mackensen. Ciano, le ministre italien des affaires étrangères, avait assuré à Mackensen que Mussolini ne remettait pas en question la totale sincérité d'Hitler. Mussolini reconnaissait qu'Hitler avait une foi mystique dans le fait que la sagesse allait amener les dirigeants britanniques à éviter la tragédie d'un nouveau conflit anglo-allemand. Mussolini désirait que l'on comprît clairement en Allemagne qu'il ne partageait pas cette foi, en dépit du récent succès de la politique allemande en Russie. Le dirigeant italien, conscient qu'il était de la promesse secrète de neutralité formulée aux Britanniques le 18 août, disposait de plus de raisons qu'Hitler de penser que le pacte russo-allemand ne suffirait pas à décourager les Britanniques d'attaquer l'Allemagne.

## 19.3 La mission de Birger Dahlerus

Le maréchal Goering avait reçu la permission d'Hitler, de nombreuses semaines auparavant, pour lancer un programme privé calculé pour améliorer les contacts allemands avec les Britanniques. Goering avait approché Hitler avec cette suggestion début juillet 1939, après que Birger Dahlerus, un ingénieur suédois de premier plan disposant de nombreux contacts à la fois en Grande-Bretagne et en Allemagne, en avait appelé à Goering pour proposer ses services à l'Allemagne comme négociateur officieux. Dahlerus était motivé par sa reconnaissance du fait qu'Hitler, en contraste avec Halifax, désirait sincèrement parvenir à une entente anglo-allemande. Dahlerus savait qu'une nouvelle guerre anglo-allemande constituerait un désastre sans parallèle pour chaque pays du continent européen sauf l'Union soviétique. Il informa Goering que les dirigeants britanniques, en juillet 1939, étaient déterminés à attaquer l'Allemagne. Goering affirma à l'époque qu'il doutait de la vérité de

cette assertion, mais reconnut que la situation était grave. Dahlerus proposa d'organiser une conférence non officielle entre des représentants importants de groupes du parti conservateur britannique et les Allemands.

FIGURE 19.1 – L'ingénieur suédois Birger Dahlerus, intermédiaire officieux entre l'Allemagne et le Royaume-Uni jusqu'aux tous derniers jours avant l'éclatement de la seconde guerre mondiale

Goering était satisfait de la proposition de Dahlerus, et promit d'obtenir le consentement d'Hitler pour ce projet. Le chancelier allemand s'empressa d'accepter la proposition, et Dahlerus, reçut pour instruction de mettre en œuvre sa mission le 8 juillet 1939.

Dahlerus décida d'aller plus loin encore. Il reçut le consentement allemand en vue d'un projet ambitieux visant à organiser une conférence officielle avec des représentants des services diplomatiques britannique et allemand. Dahlerus fut déçu lorsqu'Halifax refusa cette proposition, mais parvint à atteindre son objectif initial. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères promit que les autorités britanniques ne feraient rien pour empêcher une conférence non officielle tenue en territoire allemand.

La réunion finit par se tenir le 7 août 1939 à Soenke-Nissen-Koog, dans la région frisone juste au bord de la frontière allemande avec le Danemark. La délégation allemande était dirigée par le maréchal Goering et le général Bodenschatz, le subordonné immédiat de Goering dans le commandement de l'armée de l'air allemande. La délégation britannique était composée exclusivement de soutiens loyaux du gouvernement Chamberlain, présents uniquement à titre privé. L'agenda de la conférence fut réduit à un échange de vues préliminaire, mais il fut rapidement évident aux yeux des deux parties que le risque d'une guerre anglo-allemande était très important. Les Allemands acceptèrent une proposition britannique pour qu'une nouvelle conférence fût également organisée avec des délégués français et italiens. Cette conférence n'avait pas encore été tenue lorsque le pacte russo-allemand fut signé. Goering fut profondément déçu que les Britanniques répondissent au pacte russe en se retirant du projet.

La conférence avortée de Soenke-Nissen-Koog fut suivie par de nouveaux contacts à titre privé menés entre les Britanniques et les Allemands. Goering était préoccupé des implications d'un rapport remis le 16 août 1939 au bureau allemand des affaires étrangères par Alfred Rosenberg, le chef du bureau des politiques étrangères du parti national-socialiste. Rosenberg transmit également une copie de ce rapport directement à Hitler. La source des informations que divulguait Rosenberg était le baron William S. von Ropp, qui était né dans les provinces baltes de la Russie tsariste, et devenu ensuite citoyen britannique. Ropp, à l'instar de nombreux Allemands

baltes provenant de familles qui avaient servi sous la bureaucratie tsariste, n'était pas particulièrement amical envers l'Allemagne, et était un soutien dévoué d'Halifax. Il présenta la suggestion stupéfiante qu'une déclaration de guerre britannique contre l'Allemagne pourrait ne pas exclure un règlement anglo-allemand après la défaite de la Pologne. Ropp, qui avait été choisi pour diriger la division dédiée à l'Allemagne du renseignement du ministère de l'Air britannique, affirma que des oppositions vivaces à la guerre contre l'Allemagne existaient au sein du ministère de l'Air britannique. Il affirma qu'il était évident aux yeux des dirigeants de l'armée de l'air britannique que l'Union soviétique sortirait comme principale bénéficiaire d'une guerre anglo-allemande, et que l'Allemagne ne désirerait pas la destruction de la Grande-Bretagne ni de la France après sa victoire inévitable sur la Pologne. Ropp prédit que la Grande-Bretagne et la France allaient déclarer la guerre à l'Allemagne en cas de guerre germano-polonaise, mais suggéra qu'une telle guerre n'était pas à prendre au sérieux, du fait qu'il serait possible de parvenir à la paix une fois la phase polonaise des hostilités achevée.

Ce fut Goering, plutôt que Rosenberg, qui craignit les effets de ce rapport sur l'attitude d'Hitler. Il était possible qu'Halifax encourageât délibérément les Allemands à miser en Pologne pour les impliquer dans une guerre générale pouvant résulter en la destruction de l'Allemagne. Rosenberg avait tendance à prendre pour argent comptant les informations compilées par son compatriote balte. Il en conclut que les Polonais étaient engagés dans un pari désespéré visant à provoquer la guerre contre l'Allemagne, dans l'espoir de forcer la main britannique sans aucune certitude quant au fait que les Britanniques allaient ou non effectivement soutenir la Pologne. L'attitude britannique illusoire décrite par Ropp correspondait de près aux vœux pieux d'Hitler quant aux intentions des dirigeants britanniques. Les publications de Ropp constituèrent une réussite en matière de propagande. La situation décrite par Ropp était ironique, à la lumière des préparations fiévreuses menées par

les dirigeants de l'armée de l'air britannique en vue d'une attaque d'une férocité sans précédent et prolongée contre la malheureuse population civile d'Allemagne.

Le 16 août 1939, le bureau allemand des affaires étrangères reçut également un rapport confidentiel de la part de Paul Legrenier, un journaliste français présentant des sentiments authentiquement amicaux envers l'Allemagne. Legrenier insistait sur l'idée que la Grande-Bretagne et la France n'entreraient pas en guerre contre l'Allemagne si un conflit entre l'Allemagne et la Pologne éclatait du fait du problème de Dantzig. Il fondait son rapport sur la détermination de Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, à ne pas se battre au nom des intérêts polonais à Dantzig, et sur le fait évident que la Grande-Bretagne n'attaquerait pas l'Allemagne sans soutien français. Joseph Barnes, le correspondant du *New York Herald Tribune* à Berlin, estima le même jour face aux diplomates allemands qu'il restait au moins une chance sur deux pour que la Grande-Bretagne et la France n'attaquassent pas l'Allemagne. Barnes ajouta qu'il fondait son estimation sur la supposition que l'Allemagne allait réaliser un effort très important pour éviter toute provocation inutile envers la Grande-Bretagne et la France. Les rapports de Ropp, de Legrenier et de Barnes parvinrent à Hitler le 16 août 1939, avant l'annonce du pacte russo-allemand. Hitler était convaincu que la conclusion du pacte avec la Russie allait faire croître les chances de paix. Il n'est pas surprenant, au vu de ces circonstances, qu'il fût plus optimiste que Goering ou que Mussolini quant aux possibilités d'éviter une guerre anglo-allemande.

Le bureau allemand des affaires étrangères ne se faisait aucune illusion quant à la politique officielle du président Roosevelt dans la crise courante. Ils savaient que cette politique était fondée sur la double supposition qu'il devait y avoir, et qu'il y aurait, une guerre générale en Europe. Des raisons existaient également de croire que certains diplomates étasuniens à Berlin ne partageaient pas cette attitude. Henderson, l'ambassadeur britannique, informa les Allemands que Kirk, le chargé d'affaires étasunien, l'aiguillonnait sans

cesse pour qu'il insistât pour que la Grande-Bretagne se battît plutôt que reculer, mais les preuves abondaient que Kirk espérait qu'une attitude de fermeté britannique amènerait Hitler à émettre de nouvelles propositions en vue d'un règlement. Les Allemands savaient également que Kirk avait fortement réprimandé Louis P. Lochner, le journaliste étasunien, pour avoir remis en question la détermination de l'Allemagne à aller en guerre. Lochner suivait la même tactique que les journalistes polonais en affirmant qu'Hitler bluffait, parce qu'il savait que cette tactique allait encourager la défiance allemande et rendre la guerre plus probable. Il était évident que Kirk ne serait pas intervenu avec Lochner de sa propre initiative s'il avait personnellement été favorable à la guerre, et les diplomates allemands furent heureux d'apprendre que Kirk avait dénoncé le bellicisme.

## 19.4 Le conseil de Charles Buxton à Hitler

Les Allemands avaient eu vent de nombreuses rumeurs quant à des frictions entre Halifax et Rab Butler, le sous-secrétaire parlementaire britannique aux affaires étrangères. On savait à Berlin que Butler était opposé à la guerre contre l'Allemagne. Charles Roden Buxton, l'expert en politique étrangère du parti travailliste et dirigeant Quaker, se rendit en visite à Berlin le 15 août 1939. Butler et Buxton étaient des amis proches. Buxton se rendait à Berlin accompagné du TCP Catchpool, le travailleur social britannique, populaire auprès des Allemands du fait du travail de soulagement qu'il avait mené dans les Sudètes au cours de la période d'administration tchèque. Buxton annonça qu'il était à Berlin pour discuter d'un règlement amiable des frictions anglo-allemandes. Il avait écrit au Docteur Hetzler, le conseiller personnel de Ribbentrop à Berlin sur les affaires britanniques, en promulguant un règlement complet traitant de tous les points de différences entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Buxton motiva sa mission en informant le Dr. Hetz-

ler que « *je suis un bon européen.* »

Le projet personnel présenté par Buxton contenait tout ce que désirait Hitler, et bien plus qu'il n'aurait demandé en vue d'un règlement avec Halifax. Il commençait par le point central : l'Empire britannique devait se désintéresser de l'Europe de l'Est, reconnaissant que le Reich allemand avait des intérêts spéciaux dans cette région. Buxton soutenait le retour des colonies allemandes détenues par la Grande-Bretagne et la France, et la tenue d'une conférence coloniale internationale sur la base de la conférence de Berlin de 1885 pour une redistribution rationnelle des territoires coloniaux entre les principales puissances coloniales. Cela n'impliquait pas qu'une puissance en particulier devait forcément gagner beaucoup de territoires coloniaux, mais on espérait qu'un échange de territoires, dans des régions spécifiques, pourrait réduire les points de frictions à l'avenir. Buxton soutenait également la liquidation de l'impérialisme économique britannique en Europe de l'Est, par exemple en Roumanie, où la Grande-Bretagne exerçait des pressions sur les autorités locales pour s'accaparer des concessions injustes aux dépens d'un commerce normal. Il estimait qu'il était nécessaire que la Grande-Bretagne dénonçât ses garanties à la Pologne, à la Roumanie et à la Grèce, comme seul moyen de mettre fin à une intervention britannique incontrôlée en Europe de l'Est. Buxton estimait que le gouvernement britannique devait expier son influence dommageable en Pologne en proposant de tenir un rôle de médiation dans le différend entre la Pologne et l'Allemagne. Il soutenait un programme de confiance mutuelle, qui aurait intégré un nouveau traité naval anglo-allemand, la réduction des armements, et une inspection mutuelle des établissements militaires nationaux en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Il était demandé aux Allemands de reconnaître les territoires existants de l'Empire britannique comme espace vital de la nation britannique. Ils devaient accepter de prendre part à une conférence diplomatique réunissant l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Pologne et l'Espagne, en vue de règler les sujets

européens. Les Allemands devaient se retirer de tout engagement d'alliance qu'ils auraient pu nouer avec le nouveau régime espagnol, en raison du fait qu'une telle alliance aurait menacé d'encerclement soit la Grande-Bretagne, soit la France. Ce point, bien que Buxton l'ignorât, n'engageait l'Allemagne à aucune concession, car il n'existait d'alliance d'aucune sorte entre l'Allemagne et l'Espagne. Buxton ne demandait pas le retrait espagnol du front anti-Comintern, du fait qu'il reconnaissait que cette organisation constituait plutôt une solidarité idéologique internationale contre le communisme que des alliances nationales.

Buxton attendait d'Hitler qu'il déclarât au monde que le système d'autonomie temporaire pour les Tchèques, dans le protectorat de Bohême-Moravie, allait devenir puis rester fermement établi sous un régime d'autonomie permanente. Il était convaincu que la mise en œuvre de cette déclaration allait constituer une réponse opportune aux griefs britanniques quant à politique allemande précédemment menée à Prague. Il était évident aux yeux des diplomates allemands que Buxton présentait un plan très réel et tout à fait viable pour le règlement des tensions anglo-allemandes, et il n'y eut aucune objection d'aucune sorte côté allemand sur les points qu'il proposa. Il était également limpide que le gouvernement britannique aurait accepté ce programme, si Butler avait tenu les rênes de la politique étrangère britannique en lieu et place d'Halifax. Le projet de Buxton aurait permis l'existence d'une admirable plateforme en vue d'un règlement négocié, s'il avait été présenté officiellement par le gouvernement britannique. Hitler était conscient que Buxton voulait qu'il utilisât ces propositions lors de négociations avec le gouvernement britannique, et il n'hésita pas à ce faire après la conclusion du pacte russo-allemand.

## 19.5 La confusion d'Herbert von Dirksen

Les conversations entre Buxton et les diplomates allemands prirent fin lorsque Dirksen, l'ambassadeur allemand, revint de Londres à Berlin, le 18 août 1939. Dirksen affirma plus tard qu'il avait été impatient de discuter de la situation britannique avec Ribbentrop, qui se trouvait à ce moment dans la région de Salzbourg. Ce supposé enthousiasme pour une rencontre avec le ministre allemand des affaires étrangères ne fut pas reflété par les actions de l'ambassadeur. Il ne passa que quelques heures à Berlin, avant de rentrer chez lui, à Gröditzberg, en Silésie. Il aurait été plus logique de sa part de rester au moins quelques jours à Berlin s'il avait voulu voir Ribbentrop. Dirksen adressa à Weizsäcker un mémorandum complet sur les relations anglo-allemandes, depuis son domicile en Silésie. Sa lettre d'accompagnement ne mentionnait aucun intérêt de sa part quant à une rencontre en personne avec Ribbentrop. Il se contentait de suggérer que Weizsäcker pourrait transférer son mémorandum au ministre allemand des affaires étrangères.

Le mémorandum de Dirksen contenait la suggestion qu'une étude des raisons britanniques d'étendre les garanties accordées à la Pologne le 31 mars 1939 était essentielle pour toute analyse de la politique britannique courante sur la question polonaise. Dirksen reconnaissait que la garantie britannique constituait le produit de calculs abstraits, fondés sur la politique traditionnelle britannique d'*équilibre des pouvoirs*. Il notait que la Pologne constituait la pierre angulaire du front d'encerclement britannique contre l'Allemagne. Dirksen estimait qu'il serait nécessaire pour l'Allemagne de persuader les Britanniques d'abandonner cette politique d'encerclement, avant de pouvoir espérer une neutralité britannique dans le conflit spécifique germano-polonais.

Après cette introduction impressionnante, Dirksen continuait par l'affirmation stupéfiante selon laquelle la Grande-Bretagne s'employait à « *dépasser son propre complexe d'infériorité.* » Il signalait que le prestige britannique avait souffert d'une longue suite

d'échecs diplomatiques face aux politiques japonaises, italiennes et allemandes, au cours de quelques années passées, en Asie, en Afrique ainsi qu'en Europe. L'effondrement virtuel de la Société des Nations était reconnu comme un coup porté au prestige britannique, car la Grande-Bretagne avait occupé la position de commandement de cette organisation. Dirksen ne notait pas que les attitudes de Chamberlain, d'Halifax, de Simon et de Hoare envers la Société des Nations avaient toujours été cyniques, et qu'il n'avait jamais eu le moindre scrupule à saper la position de la Société des Nations dans la poursuite de leurs propres desseins. Il ne montrait pas non plus pourquoi les renversements diplomatiques, qui résultaient d'une intervention britannique excessive dans les problèmes des autres puissances, suffisaient à saper le notoire complexe de supériorité, méconnu de Dirksen, du commandement britannique. Halifax ne rencontrait aucune difficulté à intimider l'Italie. Il avait confiance quant au fait qu'il pouvait dicter la politique étrangère française, et il savait que Roosevelt, le président des États-Unis, avait pour volonté de répondre favorablement à toute suggestion belliciste qu'il pourrait proposer. Il savait également qu'Hitler, ainsi que les autres dirigeants allemands, étaient fortement pro-britanniques et tout à fait désireux de promouvoir une coopération anglo-allemande. La part du commerce britannique sur les marchés mondiaux étaient en croissance courant 1939, et l'immense Empire britannique n'avait subi aucune perte de territoire au cours des dix années qui avaient suivi l'apparition de la dépression économique mondiale de 1929. Dirksen révélait totalement son opinion en concluant que la Grande-Bretagne « *s'était reprise moralement* » après les événements de Prague de mars 1939. Il acceptait la position d'Halifax en déclarant que l'adoption publique d'une politique de guerre par la Grande-Bretagne constituait un acte de réhabilitation morale. Dirksen était le prisonnier désespéré de la propagande britannique.

Dirksen affirmait que Chamberlain et le grand public britannique scrutaient la situation de Dantzig avec une intensité hyp-

notique, en dépit du fait qu'ils étaient tout à fait ignorants de la situation de cette région de l'Europe. Il notait que la publicité allemande quant au sort des Allemands de Pologne était reçue avec un scepticisme étudié en Grande-Bretagne. Il était facile de se rappeler que l'Allemagne ne s'était pas plainte de ces faits au cours de la période 1934-1939, alors que la censure en Allemagne empêchait les journaux allemands d'exploiter les incidents survenant en Pologne. Les dirigeants britanniques avaient décidé d'ignorer le fait qu'Hitler avait étouffé les informations défavorables sur la Pologne dans l'objectif de parvenir à une entente durable avec les Polonais.

Dirksen était convaincu qu'une action militaire polonaise à Dantzig serait suivie par une action militaire britannique contre l'Allemagne. Il insistait sur l'idée que les Britanniques allaient soutenir la Pologne même si les Polonais étaient à l'initiative d'une action militaire sans aucune provocation de la part de l'Allemagne. Il concluait qu'une intervention armée britannique était inévitable si l'Allemagne, pour quelque raison que ce fût, lançait une campagne militaire complète contre la Pologne. Dirksen estimait qu'une retraite allemande devant les prétentions polonaises pourraient finalement amener les Britanniques à modifier leur politique vis-à-vis de la Pologne.

Weizsäcker étudia le mémorandum de Dirksen et le transféra à Ribbentrop. Le ministre allemand des affaires étrangères était ennuyé de l'incapacité de Dirksen à résister à la propagande britannique, mais fut impressionné par l'avertissement sans équivoque que la Grande-Bretagne allait intervenir dans une possible guerre germano-polonaise. Lors de son vol retour de Moscou au pays, le 24 août 1939, il se montra préoccupé par des pensées sur ce qu'il espérait pouvoir être une solution diplomatique de dernière minute dans la dispute germano-polonaise. Il trouvait difficile d'éviter la conclusion qu'une conférence diplomatique général puisse constituer le seul moyen de parvenir à cet objectif. Ses pensées revenaient aux propositions italiennes pour une conférence, en dépit des objections qu'Hitler avait soulevées quant à la faisabilité de

ce projet. Il savait que le Dr. Fritz Hesse, le conseiller allemand de presse à Londres, partageait la conviction de Dirksen selon laquelle la Grande-Bretagne allait attaque l'Allemagne sauf à sortir de la dispute polonaise par un règlement pacifique. Ribbentrop savait que Hesse, qui était entré en poste à Londres de nombreuses années avant Dirksen, était un observateur plus averti de la scène britannique que l'ambassadeur allemand. Le 24 août, il décida de rappeler Hesse à Berlin pour des conversations en personne. Ribbentrop donna également pour instruction à Hesse de préparer un rapport spécial à destination d'Hitler quant aux derniers développements survenus en Angleterre.

Le bureau allemand des affaires étrangères reçut d'autres informations trompeuses de la part d'Attolico, l'ambassadeur italien, le 23 août, avant le retour de Moscou de Ribbentrop. Attolico affirmait que Loraine, l'ambassadeur britannique, avait convenu le 20 août à Rome que son gouvernement allait prendre part à une conférence internationale tenue dans des conditions favorables. Il s'agissait d'une grossière déformation de la réponse glaciale de Loraine au projet de conférence de Ciano, et Attolico dissimulait l'importante information, qui était que la Grande-Bretagne, le même jour, avait menacé l'Italie, en annonçant que l'offensive britannique majeure serait conduite contre les Italiens si l'Allemagne recevait un soutien militaire italien en cas de guerre. La démarche d'Attolico donna aux diplomates allemands de faux espoirs que la Grande-Bretagne pourrait examiner un règlement pacifique avec l'Allemagne.

## 19.6 Hitler en appelle au bureau britannique des affaires étrangères

Le bureau allemand des affaires étrangères reçut le 23 août la visite de William Cotton, un conservateur britannique qui soutenait le projet de Buxton pour un accord avec l'Allemagne. L'objet de la mission de Cotton était de persuader les Allemands d'envoyer

le maréchal Goering en voyage incognito en Angleterre, pour négocier avec Halifax. Le secrétaire britannique des affaires étrangères n'était pas enthousiaste quant à ce projet, mais il avait remis à Cotton un document écrit, rédigé en des termes froids, concédant qu'il « *désirait voir Goering.* » L'absence d'encouragement positif de la part d'Halifax pour la mission proposée de Goering amena les diplomates allemands à craindre qu'une tentative de régler les différends de cette manière serait vaine, et produirait un fiasco. Cotton se vit affirmer qu'Hitler et Henderson étaient en discussion sur les problèmes des relations anglo-allemandes, et qu'il était espéré que ces reprises de négociations pourraient produire des résultats concrets. Une décision quant à la mission proposée de Goering fut temporairement reportée, mais Hitler comme Goering prirent la déclaration d'Halifax comme un engagement qui pourrait être utile ultérieurement pour maintenir les contacts entre les deux pays.

Goering reçut la permission d'Hitler de suivre la mission Cotton en envoyant Birger Dahlerus pour une nouvelle mission en Angleterre. Dahlerus était à Paris au soir du 23 août, lorsqu'il reçut un coup de téléphone de la part de Goering, qui lui donna pour instruction de rentrer immédiatement à Berlin. L'ingénieur suédois arriva à la capitale allemande le lendemain matin. Il assura à Goering qu'il était prêt à consacrer tout son temps et toute son énergie à parvenir à un règlement anglo-allemand. Il ne mettrait fin à ses efforts que si ou quand il serait démontré qu'un tel règlement était impossible. Goering répondit en donnant pour instruction à Dahlerus de prendre l'avion pour Londres dès que possible. Il devait transmettre une importante promesse d'Hitler aux dirigeants britanniques. Hitler espérait créer la confiance en engageant la parole de l'Allemagne sur le fait que les négociations commencées avec Henderson la veille seraient poursuivies aussi loin qu'il était en son pouvoir, et qu'elles ne seraient jamais perturbées par aucune action hostile commise contre la Grande-Bretagne par l'Allemagne. Hitler ne voulait pas que l'attitude britannique dans ces négociations fût influencée par l'existence d'une supposée menace d'une attaque

surprise allemande contre la Grande-Bretagne.

Goering autorisa Dahlerus à assurer à Halifax que le maréchal allemand, qui était responsable de tous les ordres donnés à l'armée de l'air allemande, allait également exercer toute l'influence possible pour éviter toute action manifeste allemande contre la Grande-Bretagne tant que les négociations seraient en cours. Dahlerus prit contact avec les diplomates britanniques à Berlin après sa conversation avec Goering. Il téléphona au bureau britannique des affaires étrangères depuis l'ambassade britannique à Berlin au soir du 24 août, et reçut la permission de prendre l'avion pour Londres. Dahlerus confia au téléphone que Goering craignait que Chamberlain pût faire une déclaration au parlement que de nouvelles discussions anglo-allemandes ne seraient pas tolérées, et il demanda qu'une telle décision ne fût pas prise avant son arrivée à Londres. Dahlerus parti pour Londres au matin du 25 août, où il s'engagea dans un rôle important dans les négociations anglo-allemandes. Sa mission ne prit fin que plus d'une semaine plus tard, lorsque ses offices de négociateur furent brutalement rejetés par les dirigeants britanniques. Dahlerus fit de nombreux trajets entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui prolongèrent les contacts entre les dirigeants britanniques et allemands. Halifax reconnut plus tard devant le tribunal conjoint allié, qui condamna Goering à mort à Nuremberg en 1946, que le maréchal allemand, qui avait employé Dahlerus au vu et avec l'accord d'Hitler, avait fait tout son possible pour préserver la paix durant la crise finale qui précéda l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

À Rome, Mackensen reconnaissait l'importance de la position italienne dans la conduite de négociations entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il continuait d'espérer que Ciano n'avait pas révélé les désaccords italo-allemands récents aux Britanniques. Le 23 août 1939, Mackensen signala que le pacte russo-allemand pourrait persuader les Italiens de revenir à une politique de proche soutien à l'Allemagne. Il avait enfin reçu des informations précises à Rome, selon lesquelles Attolico avait fait tout son possible pour

empêcher l'Italie de soutenir l'Allemagne dans la crise, et il était désormais enclin à convenir avec Weizsäcker quant à l'importance décisive d'Attolico dans le processus qui avait amené à ce changement d'attitude de la part de Rome. Les sources italiennes expliquaient désormais que Ciano avait « *succombé* » à l'influence d'Hitler à l'Obersalzberg, mais qu'Attolico avait réussi à lui faire de nouveau changer d'avis. Les Italiens soulignaient désormais que l'Allemagne, en mai 1939, avait promis de faire tout son possible pour empêcher la guerre dans les années à suivre. Ils voulaient se concentrer sur leur programme de travaux publics en Albanie, en Éthiopie et en Sicile, et se préparer à l'exposition internationale de Rome, en 1942. On insistait sur l'idée que la marine italienne, qui ne comptait que deux cuirassés, n'était pas prête à une lutte. Les Italiens apparaissaient également positifs quant au fait que l'Italie ferait les frais d'une attaque anglo-française si elle entrait en guerre. Cette attitude n'était pas surprenante après la menace britannique du 20 août.

Mussolini, contrairement à Bonnet, doutait que la Pologne pût être vaincue en quelques semaines. Il soupçonnait que les États-Unis pourraient intervenir directement dans une guerre générale avant l'élimination de la Pologne. Les Italiens étaient favorables à une trêve entre l'Allemagne et la Pologne quels que fussent les termes que l'Allemagne pourrait avoir à accepter. Il était évident aux yeux de Weizsäcker, après avoir lu tous les détails de ce rapport, que Mackensen n'était pas vraiment optimiste quant à l'influence du pacte russe sur la position italienne. Il reçut également un rapport du ministre des finances allemand, Schwerin-Krosigk, qui était en visite à Rome, selon lequel Ciano ne pensait pas que le pacte russe aurait le moindre effet quant à la détermination de la Grande-Bretagne à attaquer l'Allemagne. Il fut malheureux que Loraine, l'ambassadeur britannique, se montrât plus efficace que Ciano, au cours des conversations récentes, pour produire une impression de détermination.

## 19.7 Beck porte un coup d'arrêt aux discussions entre la Pologne et Dantzig

Au 24 août 1939, des Français de premier plan se rendaient dans les bureaux du gouvernement pour les exhorter à exercer des pressions décisives sur la Pologne dans l'intérêt de la paix. Bonnet put leur dire que Beck, le ministre polonais des affaires étrangères, avait fini par accepter, non sans irritation, d'autoriser l'ambassadeur Lipski à demander un échange général de vues à Weizsäcker au bureau allemand des affaires étrangères.

Le 24 août, Lipski appela le maréchal Goering, après avoir découvert que le secrétaire d'État allemand était parti pour Berlin pour la journée. La conversation entre Lipski et Goering se déroula immédiatement après la rencontre entre Goering et Dahlerus. Goering fit tout son possible pour calmer l'ambassadeur polonais, dont le comportement trahissait une excitation considérable et des nerfs à vif. On peut comprendre l'état dans lequel était Lipski lorsque l'on se souvient qu'il avait essayé depuis plusieurs mois, en vain, de persuader Beck de le laisser rentrer pour de bon en Pologne. Goering affirma carrément à Lipski que le danger de guerre entre l'Allemagne et la Pologne était fortement exagéré par beaucoup. Il confia qu'Hitler, en fervent diplomate, avait une capacité facile à créer l'impression d'aller beaucoup plus loin que là où il comptait réellement se rendre. Goering rappella à Lipski que la principale cause de détérioration des relations germano-polonaises n'était pas le refus polonais de l'offre allemande d'octobre 1938, mais l'acceptation par Beck de la garantie britannique du 31 mars 1939. Goering avait confiance quant au fait que les relations germano-polonaises pouvaient être résolues si le problème des emmêlements d'alliances en cours se voyait résolu par des négociations entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Goering espérait que ses remarques à Lipski allaient contribuer au relâchement des tensions en Pologne, mais Beck conclut que le maréchal allemand s'employait à leurrer

la Pologne d'un faux sentiment de sécurité.

La tension monta à Dantzig après que Chodacki avertit les autorités de Dantzig, au petit matin du 24 août, que la Pologne pourrait répliquer à la nomination d'Albert Forster comme chef d'État de Dantzig. Les autorités de Dantzig avaient informé Burckhardt quant à leur décision au sujet de Forster, mais le haut-commissaire de la Société des nations suggéra qu'il aurait également été sage d'en informer le *Comité des Trois* de la Société des nations. Le 24 août, peu avant midi, Greiser, le président du Sénat, affirma à Burckhardt qu'aucune réaction d'aucune sorte du *Comité des Trois* ne pourrait changer quoi que ce fût à la décision quant à Forster, et il ajouta que la décision était définitive. Le gouvernement de Dantzig allait refuser de se soumettre à la menace polonaise sur ce sujet. Burckhardt avertit Greiser du danger de la situation, et se plaignit de ce que l'attitude des Britanniques s'était faite plus rigide et plus martiale après la visite de la veille d'Henderson à l'Obersalzberg. La réaction personnelle de Burckhardt fut d'envoyer ses enfants de Dantzig en Suisse, bien que son épouse insistât pour rester dans la soi-disant *Ville libre.* Le haut-commissaire de la Société des nations s'exclama face à Greiser qu'il allait demander son propre rappel. Il était convaincu que les développements politiques avait suivi leur cours, et que Dantzig allait réaliser une tentative finale de revenir à l'Allemagne sous quelques jours. Greiser et Burckhardt échangèrent des remarques amicales et convinrent de se rencontrer de nouveau plus tard, en Allemagne ou en Suisse.

Le 9 août, Greiser avait initié des discussions incertaines avec la Pologne, au sujet des inspecteurs des douanes, après le retour de Forster de Berchtesgaden, mais les Polonais mirent fin à ces négociations au matin du 24 août. Hitler avait déclaré à Forster qu'il n'avait aucune objection à ces discussions, si les autorités de Dantzig considéraient qu'elles pouvaient être utiles, mais elles ne produisirent aucun résultat. Le gouvernement polonais décida de mettre fin aux conversations lorsqu'il reçut de nouvelle demandes de réduction du nombre d'inspecteurs des douanes, et pour le re-

trait des garde-frontières polonais du territoire de Dantzig. Les Polonais mirent fin aux négociations sans examiner ces propositions. Ils présentèrent une note de protestation qui accusait les autorités de Dantzig d'interférer dans les opérations des employés de chemin de fer et des inspecteurs de douanes polonais sur le territoire de Dantzig.

Le 24 août, le gouvernement allemand avisa Dantzig qu'aucune arme ne devait être fournie aux Allemands de Pologne. Le gouvernement allemand insista : en aucune circonstance, les Allemands de Pologne ne devaient recevoir pour conseil de résister aux attaques polonaises en cas d'une guerre germano-polonaise. Il fut avancé qu'une résistance à un endroit face à de telles attaques aurait des conséquences désastreuses pour la minorité allemande ailleurs en Pologne. Le 24 août, Forster en appela à Hitler pour qu'il permît de prendre une ligne forte avec les Polonais après la rupture des négociations sur les inspecteurs des douanes. Forster envisageait une politique d'arrestations et de confiscation des armes polonaises à Dantzig. Hitler refusa d'approuver ces mesures, de crainte qu'elles ne produisissent un conflit immédiat.

Le gouvernement allemand fut ennuyé de l'annonce par la Hongrie, le 24 août, que l'armée était appelée à la frontière roumaine en réponse à une supposée menace militaire de la Roumanie envers la Hongrie. Il était évident aux yeux de Berlin qu'il s'agissait d'une manœuvre destinée à détourner l'attention de la situation en Pologne. Gafencu, le ministre roumain des affaires étrangères, répondit le même jour en proposant la conclusion d'un pacte de non-agression avec la Hongrie. Les Hongrois n'avaient aucune intention d'accepter cette proposition, mais elle les contraignit, combinée à des pressions allemandes, à modérer leurs préparations militaires contre la Roumanie. Horthy, le Régent de Hongrie, était convaincu qu'Hitler préférait des relations amicales avec la Pologne à la guerre, et il continuait d'espérer qu'il n'y aurait pas de guerre germano-polonaise. Il était également déterminé à faire tout son possible en cas de guerre pour assurer une révision territoriale hon-

groise aux dépens de la Roumanie.

## 19.8 Confusion au parlement britannique le 24 août

Le 24 août, Hitler était particulièrement intéressé quant à recevoir des informations sur l'impact de son traité avec la Russie sur les pays étrangers. Le gouvernement slovaque voisin était satisfait d'avoir reçu l'offre allemande de restaurer le territoire polonais saisi par la Pologne en 1938 en cas de guerre entre la Pologne et l'Allemagne. La conclusion du pacte russo-allemand convainquit momentanément les Slovaques de l'idée qu'il n'y aurait pas de guerre. Le gouvernement Tiso répondit à cette situation en demandant le 24 août à l'Allemagne de soutenir la récupération des territoires pris à la Slovaquie en usant de moyens diplomatiques. Les dirigeants slovaques prédirent que la dispute allemande contre la Pologne pourrait être règlée par une conférence diplomatique internationale, et ils espéraient que leurs propres prétentions figureraient à l'agenda de la conférence.

Les diplomates allemands en poste à Paris signalèrent que les extrémistes les plus opposés à l'Allemagne, tel Henri de Kérillis, le journaliste de droite, et Léon Blum, le dirigeant socialiste, furent profondément découragés par la conclusion du pacte russo-allemand. Thomsen, le chargé d'affaires allemand, signala depuis Washington DC que le pacte avait renforcé de manière décisive la main des soi-disant isolationnistes, qui s'opposaient aux projets du président Roosevelt d'une intervention militaire étasunienne en Europe. Thomsen ajouta cependant que le pacte n'avait pas découragé les tentatives du président Roosevelt à pousser la Grande-Bretagne et la France dans une guerre contre l'Allemagne.

Franz von Papen, l'ambassadeur allemand, signala le 24 août depuis Ankara que les Turcs se montraient très impressionnés par la nouvelle du pacte russo-allemand. Il ajouta que Saracoglu était

« *abasourdi* » du fait de cette nouvelle situation, et Papen signala avec une satisfaction considérable que de nouveaux progrès dans les importantes négociations économiques entre l'Allemagne et la Turquie avaient été réalisés. L'ambassadeur allemand prédit que les relations turco-allemandes allaient s'améliorer selon un rythme soutenu au fil des mois à venir. Hitler fut satisfait de la déclaration du vicomte Jacques Davignon, le représentant de la Belgique, faite à la presse le 24 août 1939 à midi. Le diplomate belge avait insisté sur l'idée qu'une guerre anglo-allemande constituerait un désastre qui n'apporterait de bénéfices à aucune des deux parties.

Pierre-Étienne Flandin, l'ancien premier ministre français, estimait que les nouvelles propositions allemandes en vue d'un règlement avec la Pologne pourraient sauver la paix en Europe. Il ne voyait aucune raison pour laquelle l'Allemagne ne devrait pas exiger de récupérer l'ensemble du Couloir, et il pensait que Varsovie pourrait, avec des pressions, se soumettre à cet accord. Flandin qualifia les Russes de « *traîtres nés* », et se plaignit de ce que les Britanniques souffraient d'un complexe de prestige, à cause de la victoire diplomatique allemande en Russie. Il assura aux diplomates allemands en poste à Paris que Bonnet était prêt à se montrer plus logique, et à tirer les conclusions nécessaires du pacte russo-allemand. Il n'y avait aucun intérêt à déclencher une guerre de défense de la Pologne, une fois la défense militaire de l'État polonais devenue une impossibilité.

Kordt, le chargé d'affaires allemand, signala le 24 août à 13h15 depuis Londres que le gouvernement britannique avait émis des ordres définitifs en vue de préparer l'*Air Force* britannique à une action immédiate contre l'Allemagne. Le premier ministre Chamberlain s'exprima au cours d'une session spéciale de la chambre des Communes à 15h00 le même jour. Chamberlain soutenait que la situation européenne s'était progressivement empirée depuis sa déclaration précédente à la Chambre, le 31 juillet 1939. Il avertit les membres qu'ils faisaient face à un danger de guerre immédiate contre l'Allemagne. Chamberlain reconnut n'être pas en position

de juger de l'acuité d'affirmations quant aux mauvais traitements subis par les Allemands de Pologne. Il défendit très longuement les Polonais en des termes généraux, mais n'apparut pas lui-même sur la défensive. Il affirma que la Grande-Bretagne avait réaffirmé ses obligations envers la Pologne le 23 août, date de signature du pacte russo-allemand. Chamberlain poursuivit en déclarant qu'« *à Berlin, l'annonce (du pacte) a été accueillie avec un cynisme extraordinaire, comme une grande victoire diplomatique supprimant le danger de guerre, du fait que ni nous-mêmes, ni la France ne rempliraient sans doute plus leurs obligations envers la Pologne. Nous considérons qu'il relève de notre devoir le plus élémentaire que de dissiper cette dangereuse illusion.* »

Chamberlain plaida que « *rien de ce que nous avons fait, ou proposons de faire, ne menace les intérêts légitimes de l'Allemagne. Ce n'est pas un acte de menace que d'aider les amis se défendre face à la force.* » Cette déclaration faisait fi du fait que la Grande-Bretagne avait proposé de livrer la Pologne à l'Union soviétique, et qu'elle n'aurait jamais consenti à défendre les Polonais contre le Bolchevisme. Elle ignorait également le fait que les Britanniques n'avaient cultivé de soi-disant relations d'amitié avec la Pologne que parce qu'ils considéraient les Polonais comme un instrument utile pour s'arroger le prétexte d'une attaque britannique contre l'Allemagne. Chamberlain aurait tout aussi bien pu avancer que le projet britannique de détruire l'Allemagne ne menaçait pas les intérêts allemands légitimes. Les intérêts légitimes des nations étrangères, si l'on suivait l'opinion de Chamberlain, étaient ceux qui disposaient du soutien spécial et de l'approbation du gouvernement britannique. Il était légitime de la part des Polonais de torturer la minorité allemande et de provoquer des incidents à Dantzig, parce que cet enchaînement d'événements disposait de l'approbation britannique.

Chamberlain gâcha l'effet d'un discours destiné à créer une impression de défiance britannique illimitée, en déclarant qu'il avait expliqué à Hitler que la Grande-Bretagne n'avait aucun intérêt

propre en Europe de l'Est. Il affirma que le motif principal derrière la politique étrangère britannique était de prévenir que du sang fût versé inutilement en terres étrangères. Il ne s'agissait que de phrases vides, mais Hitler conclut, sur la base de ces affirmations, que les Britanniques pourraient réexaminer leur décision d'attaquer l'Allemagne.

Les diverses factions parlementaires firent montre d'une confusion considérable le 24 août. Sir Archibald Sinclair, le dirigeant libéral, suggéra qu'une possible attaque contre l'Empire britannique devrait constituer la considération primaire de Chamberlain, en lieu et place de la défense de la Pologne. Gallacher, le membre communiste, continuer d'insister pour que la Grande-Bretagne ne fît rien sans un pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique. La déclaration d'Ernest Bevin, qui parlait au nom du parti travailliste britannique, fut particulièrement intéressante. Bevin insista sur l'idée qu'une garantie britannique accordée à la Pologne, sans soutien de l'Union soviétique, était un engagement bien trop formidable. Il suggéra que le temps était venu de trouver une solution à la crise polonaise au travers de nouvelles négociations.

Hitler conclut, après analyse du débat parlementaire britannique du 24 août, que le front unifié des puissances occidentales contre l'Allemagne allait commencer à craquer le lendemain. Il cherchait à renforcer la position allemande, en obtenant une nouvelle déclaration de soutien de la part de l'Italie. Ribbentrop, qui venait de rentrer de Moscou, où les missions militaires alliées s'employaient encore vainement à négocier, téléphona à Ciano au soir du 24 août. Il reçut pour instructions de la part d'Hitler de demander une déclaration nette et précise quant à la position italienne. Ciano répondit que l'Allemagne allait recevoir une déclaration de la part de l'Italie le lendemain. Il prit grand soin de ne pas indiquer que la réponse italienne serait négative.

## 19.9 Les messages de Roosevelt à l'Allemagne et à la Pologne

Le président Roosevelt envoya des messages de paix insincères à l'Allemagne et à la Pologne le 24 août 1939, à 21h00. Dans son message à l'Allemagne, il ignorait la rebuffade qu'il avait subie du fait du discours d'Hitler au Reichstag le 28 avril, en affirmant qu'« *au message que je vous ai envoyé en avril dernier, je n'ai reçu aucune réponse.* » Il proposait un règlement entre l'Allemagne et la Pologne au moyen de négociations directes, d'un arbitrage, ou d'une médiation. Il marchait en terrain miné, car c'était la Pologne, à laquelle il était favorable, et non l'Allemagne, à laquelle il s'opposait, qui bloquait la reprise de négociations. Les messages du président Roosevelt forcèrent Moscicki, le président de la Pologne, à reprendre un simulacre de négociations, bien que le gouvernement polonais ne désirât pas reprendre contact avec les Allemands. La réponse du président Moscicki fut une promesse précise au président Roosevelt que la Pologne allait négocier, en dépit du fait que les Polonais n'avaient pas la moindre intention de ce faire.

Le président Roosevelt informait Hitler qu'« *il est compris, bien entendu, qu'en s'en remettant à l'une des alternatives que je suggère, chacune des [deux] nations acceptera de respecter absolument l'indépendant et l'intégrité territoriale de l'autre.* » Le président Roosevelt s'imaginait que son arrangement allait exclure d'emblée toute concession polonaise à l'Allemagne, mais ses termes étaient tout à fait cohérents avec l'offre d'Hitler d'octobre 1938, que les Polonais avaient rejetée. Les propositions allemandes originelles étaient en fait fondées sur le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Pologne. Cela n'avait pas empêché les Polonais de les rejeter et d'ordonner la mobilisation partielle des forces armées polonaises contre l'Allemagne. Hitler avait révélé au monde les inexactitudes et les erreurs des propositions de Roosevelt du 15 avril 1939, envoyées à l'Allemagne et à l'Italie, mais le président

Roosevelt n'acceptait que rarement d'être critiqué. Il concluait son message à Hitler de manière insipide, avec l'affirmation que les États-Unis étaient prêts à contribuer à la paix « *sous la forme énoncée dans mon message du 14 avril (la publication à l'avance des messages à la presse étasunienne de cette date).* » Les messages de Roosevelt à l'Allemagne et à la Pologne furent rendus publics à Washington DC, le 24 août 1939 à 22h00. Le message envoyé à Hitler ne fut envoyé au bureau allemand des affaires étrangères par Kirk, le chargé d'affaires étasunien, qu'à 9h00 du matin le 25 août. Hitler décida de reporter sa réponse au président Roosevelt de plusieurs jours. Il avait l'intention, du fait de l'importance des relations germano-étasuniennes, de préparer soigneusement puis d'exposer la position allemande de manière persuasive et courtoise, au bénéfice du président étasunien.

Mackensen, l'ambassadeur allemand, eut une conversation satisfaisante avec Mussolini quant au traité russo-allemand, le 25 août 1939, tôt le matin. Le dirigeant italien assura chaleureusement à Mackensen qu'il approuvait ce pacte, et rappella qu'il l'avait lui-même suggéré au printemps précédent. Mussolini affirma à Mackensen qu'il était de tout coeur en accord avec la position allemande sur la question polonaise. Le dirigeant italien décrivit la détérioration des relations germano-polonaises comme « *si intense qu'un conflit armé ne peut plus être évité.* » Il était convaincu que la mentalité polonaise « *ne répondait plus aux suggestions raisonnables, quel que soit le côté d'où elles pourraient provenir.* »

Mackensen fut fortement impressionné par l'attitude affichée par Mussolini en l'absence de Ciano ou d'Attolico. Mussolini affirma que les Polonais auraient dû répondre à l'offre originelle d 'Hitler en acceptant l'annexion de Dantzig par l'Allemagne, comme une indication qu'ils étaient sincères dans leur désir de parvenir à un règlement général avec l'Allemagne. Mussolini était convaincu qu'« *une conférence générale aurait pu suivre* », qui aurait « *assuré la paix en Europe pour quinze ou vingt ans, comme chacun le désire.* » L'attitude du dirigeant italien, au matin du 25 août, était

tout ce qu'Hitler aurait pu désirer, et le dirigeant allemand conclut qu'il serait possible de compter sur le soutien entier de Mussolini. Il s'attendait à une déclaration favorable de la part de l'Italie, plus tard dans la journée, en réponse à l'initiative précédente de Ribbentrop.

Mussolini et Ciano avaient renouvelé leur discussion quant à une conférence de paix générale avec Sir Percy Loraine après l'annonce du pacte russo-allemand. Le 23 août, Loraine signala à Halifax que Mussolini voulait la paix, et qu'il aimerait jouer un rôle de médiation dans la dispute germano-polonaise. Mussolini assura à Loraine qu'Hitler n'accepterait pas les termes d'un règlement général si ceux-ci ne comprenaient pas l'annexion de Dantzig par l'Allemagne. Loraine signala que les Italiens se concentraient sur une tentative d'obtenir une concession britannique sur ce point décisif. Loraine informa Halifax que Mussolini comme Ciano étaient convaincus qu'une conférence diplomatique réussie constituait le seul espoir d'une solution aux difficultés en cours.

William C. Bullitt, l'ambassadeur étasunien, donnait pour conseil tant à Halifax qu'aux dirigeants français de maintenir leurs missions militaires à Moscou, et de poursuivre leurs efforts visant à détacher l'Italie de l'Allemagne. Halifax reconnut que la situation en Russie était alors devenue intenable. Les équipes anglo-françaises n'avaient plus d'autre choix que de partir de Moscou les mains vides. Le 25 août, Molotov accorda une audience à Naggiar, l'ambassadeur français, juste après le départ des militaires britanniques et français de la capitale russe. Le commissaire soviétique aux affaires étrangères prit plaisir à annoncer à l'Ouest que les Polonais étaient seuls responsables de l'échec des négociations anglo-françaises avec les Russes en vue d'un pacte d'assistance mutuel. Cette annonce confirmait les soupçons que Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, avait entretenus depuis longtemps, et il fut de ce fait enclin à prendre l'explication russe pour argent comptant. Bonnet restait furieux contre les Polonais. Ils avaient autorisé Lipski à s'engager dans une conversation incertaine avec

le maréchal Goering la veille, mais ils avaient rejeté hautainement sa suggestion d'une consultation franco-polonaise sur Dantzig. Le ministre français des affaires étrangères était résolu à répliquer en saisissant la première opportunité de libérer la France de ses obligations militaires envers la Pologne.

Halifax ne se préoccupait plus de la Russie, et ne partageait pas le désir de Bonnet de réprimer les excès polonais à Dantzig. Il s'intéressait en premier chef à créer l'impression partout dans le monde que le pacte russo-allemand ne l'avait pas amené à réexaminer sa politique à l'égard de l'Allemagne. Le 24 août, Halifax dépêcha des instructions uniformes aux missions diplomatiques de tous les pays. Il les exhortait à accepter la tâche surhumaine de corriger l'impression que le pacte avait constitué un coup au « *front de la paix* » dirigé par l'Angleterre et la France. Il affirmait également que le pacte « *n'avait produit aucun effet* » sur le cabinet britannique. Il exhortait ses diplomates quant à l'idée que la trajectoire britannique restait marquée du slogan de « *prévenir la domination de l'Europe par l'Allemagne.* » Halifax n'expliquait pas comme une nation allemande ravivée de quatre-vingts millions de citoyens allemands pouvait ne pas être la puissance continentale dominante. Après tout, il avait été dit après 1871 que l'Allemagne de Bismarck, avec ses quarante millions d'habitants, dominait l'Europe. La politique d'Halifax était calculée en vue de détruire l'Allemagne, et non de permettre la croissance et le développement normaux, qui des siècles durant avaient été considérés comme le droit naturel de toute nation. Il s'agissait d'une politique qui amenait à la destruction d'une Allemagne amicale, et à la domination de l'Europe par une Union soviétique hostile, vouée à renverser le système capitaliste en Grande-Bretagne.

À Rome, Percy Loraine s'exposa au ridicule en tentant de répondre aux exigences diplomatiques d'Halifax. Le 24 août, il informa Ciano que le pacte russo-allemand lui avait donné « *le premier rire gras qu'il avait eu depuis des semaines.* » C'était le même homme qui avait précédemment informé les dirigeants italiens qu'un

pacte d'assistance mutuelle avec la Russie était une caractéristique nécessaire du programme britannique. On pouvait pardonner aux Italiens de soupçonner que son « *rire gras* » ressemblât fortement à un hurlement hystérique, car ils ne l'avaient jamais entendu rire. Loraine apprit bientôt qu'Halifax était sous haute pression sur la scène intérieure, le 24 août, pour modifier le positionnement de non-compromis britannique à Dantzig. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères confia à Loraine, en dépit de ses instructions collectives, que la Grande-Bretagne pourrait finir par considérer le retour de Dantzig à l'Allemagne comme une partie d'un règlement international. Loraine fut abasourdi de cette information, et se demanda si Halifax comptait après tout encourager Mussolini à prendre l'initiative d'une conférence, qui une fois de plus pourrait résoudre les difficultés britanniques. Aucune suggestion semblable n'était venue d'Halifax durant l'ensemble de la période allant de la garantie britannique accordée à la Pologne le 31 mars à la conclusion du pacte russo-allemand. Malheureusement, l'affaiblissement temporaire du positionnement rigide d'Halifax sur Dantzig ne fut que de courte durée, et il conclut bientôt qu'il pourrait maintenir sa position originelle contre l'opposition qui montait sur la scène intérieure. Gilbert et Gott, dans *The Appeasers,* s'emploient à présenter cet incident comme un effort durable de la part d'Halifax de trouver un arrangement avec l'Allemagne à Dantzig. Malheureusement, tel ne fut pas le cas.

## 19.10 Le cas allemand présenté par Henderson

À Berlin, Henderson se concentrait pour obtenir une reconnaissance de la part d'Halifax du cruel sort de la minorité allemande de Pologne. Il était particulièrement dédaigneux quant aux rapports ardents quant à la modération polonaise que répandait sur Londres Sir Howard Kennard depuis Varsovie. Le 24 août, Henderson avertit solennellement Halifax quant au fait que les plaintes

allemandes quant au traitement de la minorité en Pologne étaient pleinement soutenues par les faits. Le même jour, Kennard reçut le conseil superficiel d'Halifax d'avertir les Polonais. Kennard refusa de ce faire. Il insista auprès d'Halifax quant au fait qu'il n'existait aucune raison d'avertir les Polonais d'exercer de la retenue. Il rejeta de manière cavalière toutes les plaintes allemandes quant à des incidents en Pologne, les qualifiant de « *distorsions grossières* », et affirma que les Allemands créaient une atmosphère de panique en exhortant leurs nationaux à quitter la Pologne. Il laissa entendre que la situation était en fait inversée, en louant Beck pour sa modération ostensible de la presse polonaise quant à exploiter les « *atrocités* » commises contre les Polonais en Allemagne. Il ignora les informations d'Henderson, selon lesquelles il n'existait aucune atrocité commise contre la minorité polonaise d'Allemagne.

Henderson demandait à Halifax d'affronter le fait que la guerre entre la Pologne et l'Allemagne était inévitable, sauf si des négociations étaient reprises entre les deux pays. Henderson savait que les Allemands étaient prêts à négocier. Il insista de nouveau quant au fait que les Polonais devaient instruire leur ambassadeur à Berlin de demander un entretien avec Hitler. Il plaida auprès d'Halifax qu'il serait contraire aux intérêts polonais de tenter une occupation militaire totale de Dantzig en réponse à la tentative par Dantzig d'exercer l'auto-détermination et le retour à l'Allemagne. Henderson était motivé par la connaissance des visées polonaises sur Dantzig, et savait que le pacte russo-allemand commençait à faire passer outre les habitants de Dantzig quant à leur crainte mortelle des Polonais. Hans Frank, le ministre allemand de la Justice, était en visite à Dantzig, et Henderson conclut qu'il conseillait les habitants de Dantzig quant à leur stratégie politique. Henderson nota qu'Albert Forster prédisait que Dantzig reviendrait à l'Allemagne sous quelques jours.

Henderson voulait qu'Halifax sût qu'Hitler avait accusé l'Angleterre, le 23 août 1939, de poursuivre la destruction de l'Allemagne. Le dirigeant allemand avait insistait sur son opposition à la guerre,

mais avait ajouté avec philosophie qu'il préférait faire face à la crise d'une guerre à l'âge de cinquante ans plutôt qu'à cinquante-cinq ou soixante ans. Halifax était informé que les remarques du chancelier allemand étaient le contraire du bluff, et qu'il ne capitulerait jamais. Henderson voulait qu'Halifax comprît exactement ce qu'il ressentait quant aux conversations avec Hitler le 23 août : « *C'était déchirant du fait que, comme vous le savez, j'ai maintenu depuis le début que les Polonais sont tout à fait insensés et imprudents. Mais c'est ainsi, et peut être la Providence considère-t-elle la guerre comme nécessaire, pour nous apprendre à ne plus y revenir. Avec la Russie dans la poche, je ne vois pas Hitler redescendre. Si la Pologne préfère être détruite plutôt que céder, je crains qu'elle ne souffre. Et nous également. Personnellement, je ne vois pas de voie de sortie.* »

En réalité, Henderson était nettement moins pessimiste que ne l'indiquait son rapport. Ses remarques étaient principalement calculées pour leur effet sur Halifax, et possiblement sur Chamberlain. Henderson continuait de craindre qu'Halifax ne crût qu'Hitler bluffait, et il ajouta pour faire bonne mesure que « *l'intimidation ne le dissuadera pas.* » L'ambassadeur britannique aurait été incapable de continuer s'il avait été confronté au fait qu'Halifax poursuivait la guerre en soi, comme moyen politique. Aucun ambassadeur n'avait jamais affirmé la position d'une capitale étrangère plus rigoureusement, et Henderson avait également ajouté une cinglante dénonciation de la politique polonaise. Son commentaire le plus frappant fut la suggestion qu'un conflit supplémentaire, malgré l'expérience récente de la première guerre mondiale, pourrait s'avérer nécessaire pour démontrer la futilité des guerres anglo-allemandes aux yeux des dirigeants britanniques. Il aurait été valide de conclure, au vu de ces circonstances, qu'il n'existait aucune raison d'espérer que les dirigeants britanniques pussent apprendre cette leçon évidente. Il serait futile de l'apprendre après le déclin et la chute de la Grande-Bretagne et des autres nations d'Europe occidentale.

## 19.11 À Varsovie, Kennard s'active pour la guerre

Kennard s'exposait délibérément à une réprimande d'Halifax pour sa conduite irresponsable dans la capitale polonaise. Le 24 août, l'ambassadeur britannique créa l'impression qu'il ressentait pour une fois de la contrition, bien qu'en réalité il s'agît d'un sentiment impénitent d'insécurité pour être allé trop loin à s'identifier avec la position polonaise. Kennard craignait que le bureau britannique des affaires étrangères pût penser qu'il les avait laissés tomber sur les sujets cruciaux de politique en soutenant l'opposition polonaise aux transits de l'armée russe et aux négociations avec l'Allemagne. Le problème de l'armée russe était à présent de l'histoire ancienne, mais la question de possibles négociations germano-polonaises restait vitale, et le rôle de l'ambassadeur britannique à Varsovie pourrait facilement s'avérer décisif. Halifax déclina délibérément de réprimander Kennard du fait de son opposition aux négociations germano-polonaises. L'ambassadeur britannique fut autorisé à en conclure que le bureau britannique des affaires étrangères approuvait son soutien de l'intransigeance polonaise tous azimuts, et il maintint sa trajectoire belliciste. Comme l'ont signalé Gilbert et Gott, il fut soutenu dans cette cause à chaque instant par Clifford Norton, de l'ambassade britannique à Varsovie, ainsi que par Frank Savery, le consul général britannique en poste à Varsovie.

Halifax savait que le président Roosevelt, malgré son message formel adressé à la Pologne, convenait que les Britanniques ne devaient exercer aucune réelle pression sur les Polonais pour qu'ils négociassent. L'objet principal des messages de Roosevelt était de faire apparaître l'Allemagne comme coupable dans une dispute, que le président Roosevelt espérait voir se transformer en guerre. Bullitt, l'ambassadeur étasunien, informa Sir Eric Phipps, l'ambassadeur britannique à Paris, que le président Roosevelt était prêt à adopter toute proposition qu'Halifax voudrait émettre pour la

conduite de la politique étasunienne. Halifax accueillit cette assurance, mais fut intensément mécontent du manque de tact et de la rudesse de la diplomatie exercée par Roosevelt. Le président Roosevelt avait également préparé des appels à la paix à l'Italie et aux puissances européennes le 24 août. Il avait délibérément insulté Mussolini, en envoyant son appel italien exclusivement au roi Victor Emmanuel III, apparemment ignorant du fait que l'un des principaux objectifs d'Halifax était de séparer Mussolini d'Hitler. Halifax câbla à Loraine qu'il n'avait aucune idée quant au fait que Roosevelt allait prendre une telle initiative, et, par-dessus tout, insulter grossièrement Mussolini. Halifax ajouta que la Grande-Bretagne voulait prendre ses distances autant que possible des maladroits gestes de paix étasuniens.

Le 24 août, Mussolini avait présenté à Loraine un nouvel appel à un règlement diplomatique. Loraine répondit que, selon les informations de Kennard, Beck se trouvait « *en consultation urgente* » avec Lipski quant aux possibilités de nouvelles conversations germano-polonaises. Il s'agissait d'une exagération impardonnable. Kennard n'avait fait que faire part de l'acceptation forcée de Beck au plaidoyer de Bonnet de laisser Lipski parler aux Allemands. Lipski fut autorisé de s'engager dans une seule conversation, consistant principalement en une tentative allemande de rassurer les Polonais. Loraine flatta les Italiens en leur assurant qu'ils recevaient de sa part la version intégrale de la réponse privée d'Hitler à Chamberlain, alors que les Français n'en recevraient qu'un résumé sommaire. Loraine s'abstint de mentionner les instructions d'Halifax quant à une possible concession britannique à Dantzig. Il insista sur le fait que les Britanniques n'étaient pas opposés à la réussite d'une médiation italienne, ou à une conférence, mais qu'ils ne pouvaient pas prendre l'initiative d'exhorter les Polonais à sacrifier leurs droits au Reich, ni à reconnaître le droit de Dantzig de revenir à l'Allemagne. Loraine savait que les Britanniques seuls étaient en position d'appliquer des pressions efficaces sur la Pologne.

Loraine fut sérieusement perturbé par la suggestion d'Halifax

quant à Dantzig, qui était incohérente avec la ligne politique britannique générale. Le 23 août, Loraine envoya un câble à Halifax pour demander s'il avait réellement bien compris le secrétaire aux affaires étrangères. Il demandait carrément si la position britannique appelait désormais à l'auto-détermination à Dantzig en échange d'une garantie internationale accordée à la Pologne, à laquelle Hitler prendrait part. La veille, Loraine avait répété aux Italiens que la Grande-Bretagne refusait d'exhorter la Pologne à accepter une telle solution. L'année précédente, les dirigeants britanniques avaient exhorté les Tchèques à accepter la cession des Sudètes. Loraine désirait savoir si l'Allemagne, du point de vue britannique, avait droit à Dantzig sous certaines circonstances, ou non. Si oui, on pouvait en toute logique attendre de la Grande-Bretagne qu'elle présente cette position à toutes les parties concernées, Pologne y compris. Il semblait à Loraine que la position britannique du moment n'avait guère de sens.

Loraine supposait, à l'instar des autres diplomates britanniques, que la guerre pouvait éclater à tout moment. Au matin du 25 août, il adressa à Londres un avertissement urgent selon lequel l'Italie ne se préparait pas à la guerre, et qu'il serait une grave erreur de la part des Français de l'attaquer sans prévenir. Halifax savait que Bonnet ne permettrait pas une attaque française contre l'Italie, mais se préoccupait beaucoup quant à l'attitude française vis-à-vis d'une possible guerre contre l'Allemagne. Il avait reçu un message de Bonnet, selon lequel il faudrait que le parlement français approuvât toutes les actions menant à la guerre. Halifax était fortement mécontent de la position du ministre français des affaires étrangères. Il craignait que Bonnet n'exploitât l'opposition à la guerre en France pour tenter d'éluder les obligations françaises envers la Pologne.

La mission Dahlerus gêna Halifax dès le début, car l'ingénieur suédois répétait les tactiques d'Henderson en soulignant la culpabilité polonaise pour les excès commis contre la minorité allemande de Pologne. Le 25 août au matin, Dahlerus avait rappelé le bu-

reau britannique des affaires étrangères au téléphone, peu avant de prendre l'avion pour Londres. Il mentionna la vaine conversation de Goering avec Lipski, et ajouta que le maréchal allemand s'alarmait de l'impact de récents incidents impliquant les Allemands de Pologne. Dahlerus ajouta candidement que « *Beck est un homme bien, mais ils ne lui obéissent pas, et deviennent violents.* »

À Varsovie, Kennard continuait de s'opposer à l'idée que les mauvais traitements des Allemands de Pologne constituaient un problème grave. Il repoussa la suggestion d'Henderson selon laquelle Lipski devrait discuter des possibilités d'un règlement avec Hitler. Kennard insista qu'il s'agirait d'une erreur de la part de Lipski de rencontrer Hitler. Il avança une explication étrange pour justifier cette attitude. Kennard craignait qu'Hitler, en dernière minute, fît quelque nouvelle proposition attractive à la Pologne, qui pourrait, après tout, séparer la Pologne des alliés occidentaux. Il s'agit d'une excellente illustration de l'attitude perverse de l'envoyé britannique à Varsovie. Il ne proposa aucun moyen d'éviter la catastrophe sans comparaison d'une nouvelle guerre mondiale. Il ne se préoccupait que de l'idée qu'à la dernière minute, l'Angleterre pût se trouver privée de quelque allié utile dans la grande bataille.

Halifax n'envoya à Kennard qu'une réponse de portée très limitée. Il se contenta d'avertir que les Polonais devaient prendre garde à ne pas commettre d'actes pouvant les révéler comme les agresseurs. Il conseilla qu'ils acceptassent la formalité d'émettre une réponse favorable à l'appel à la paix du président Roosevelt à la Pologne du 24 août. Kennard refusa avec obstination de constater les périples de déportation des Allemands brutalement maltraités en Pologne, et n'aurait pas reconnu que des événements fâcheux se déroulaient dans les régions habitées par la minorité allemande. Il affirma à Halifax qu'il adoptait une action opportune, qui allait empêcher l'occurrence d'incidents. Il donnait pour instruction au général Carton de Wiart, chef de la mission militaire britannique en Pologne, d'informer Beck s'il était nécessaire d'éviter des incidents. Le général de Wiart, qui commanda ultérieurement la funeste ex-

pédition militaire britannique en Norvège, a rapporté qu'il n'était pas du tout en position d'influencer la politique polonaise vis-à-vis de la minorité allemande.

## 19.12 Le message du 25 août de Goering à Londres

Le 25 août, Dahlerus soumit un mémorandum soigneux au bureau britannique des affaires étrangères quant aux remarques de Goering de la veille. Il rappella à ses hôtes britanniques que leurs sept compatriotes prenant part à la conférence Soenke-Nissen-Koog, plus tôt le même mois, étaient unanimement convaincus de la sincérité du maréchal allemand. Ils avaient tous convenu que Goering « *allait personnellement soutenir toute tentative en vue de parvenir à un règlement.* » Goering avait insisté pour que cette évaluation s'appliquât également à Hitler. Il avait réfuté l'existence de quelque différence que ce fût entre sa propre position et celle du chancelier allemand. Goering travaillait selon les lignes établies par Hitler. Hitler voulait un règlement pacifique qui n'aurait pas sacrifié la dignité nationale de l'Allemagne, récemment récupérée au prix d'un effort très important. Goering avait un point à offrir. Si les Britanniques pouvaient se rapprocher d'une Allemagne forte sur le continent européen, l'Allemagne, en retour, pourrait aider l'Empire britannique, plutôt que s'y opposer. Par-dessus tout, Goering pensait qu'il était important qu'aucune puissance n'intervînt dans les affaires intérieures de la voisine. Goering était convaincu que deux sphères commerciales, disposant d'une concentration économique propre, pouvaient être définies par les deux nations commerçantes. Il proposa que les Britanniques disposassent d'une priorité dans le grand-Est et les Allemands dans le proche-orient, comme suggestion provisoire. Goering prit le soin d'insister sur le fait qu'il resterait possible de renouveler les propositions allemandes de 1938 à la Pologne.

Dahlerus voulait confirmer l'affirmation de Goering selon laquelle toutes les décisions de politique étrangère de l'Allemagne revenaient en fin de compte à Hitler. Dahlerus et Goering espéraient qu'un représentant spécial britannique pourrait se rendre en Allemagne pour négocier, car ils « *sentaient que le Führer ne pouvait sans doute pas quitter l'Allemagne, et parce que c'est en Allemagne qu'une telle discussion doit être menée.* » Il ne fut pas difficile pour les Britanniques de reconnaître la validité générale de ce point. Chamberlain en personne avait assuré à Hitler à Munich, l'année précédente, qu'il ne serait pas opportun qu'Hitler visitât la Grande-Bretagne dans un avenir proche, en raison de la réception hostile qu'il y recevrait. Chamberlain savait qu'Hitler désirait fortement mener une visite en Grande-Bretagne lorsque les conditions deviendraient plus favorables. Il était évident, dans le même temps, que l'atmosphère en Grande-Bretagne était encore plus défavorable à visite d'Hitler en 1939 qu'elle ne l'avait été en 1938. Dahlerus n'eut pas à s'étendre sur ce point.

Dahlerus insista chaleureusement sur l'idée qu'il était évident à ses yeux, du fait de sa connaissance approfondie de l'Allemagne, « *que la nation allemande en soi ne veut absolument pas une guerre, mais désire construire son propre pays, et tente d'améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la nation.* » Il pouvait imaginer que quelques personnes radicales en Allemagne, comme en tout pays, pourraient se réjouir de la guerre, mais il assura à ses hôtes britanniques que Goering était à l'opposé de cela. Il ne pouvait pas parler personnellement pour Hitler, car il avait délibérément évité de le rencontrer, afin « *de ne pas se laisser persuader ou influencer par sa forte personnalité.* » Il savait, pour l'avoir ouï dire, qu'Hitler était fortement individualiste et « *extrêmement délicat* », et qu'il fallait le traiter avec tact. Dahlerus conclut sa première réunion avec les diplomates britanniques en leur rappelant la promesse de Goering qu'Hitler était prêt à aller très loin pour s'aligner sur une offre produite par la Grande-Bretagne.

## 19.13 Hitler est gêné par la politique italienne

Un problème grave, presque fatal, commença à se développer à Berlin dans l'après-midi du 25 août 1939. Hitler, qui attendait impatiemment des nouvelles quant à la situation britannique, était également très préoccupé par les Italiens. Il avait de bonnes raisons pour l'être. Aucune nouvelle confirmation n'était arrivée de Rome quant à la promesse de Ciano à l'Allemagne en date du 13 août 1939. Bernardo Attolico, qui craignait que Mussolini pût en dernière minute oublier la prudence et décider de rester loyal à Hitler dans le vrai sens du terme, envoya un dernier avertissement aux dirigeants italiens le 24 août à 23h15, après la conversation téléphonique ambiguë entre Ciano et Ribbentrop. Cet avertissement constitua la base de la conversation entre Mussolini et Ciano au matin du 25 août, entre la conversation de Mussolini avec Mackensen et la réponse officielle italienne à l'appel de Ribbentrop. Attolico affirma, faisant preuve d'une exagération délibérée, qu'Henderson était tout à fait négatif quant à ses dernières conversations avec Hitler. Il affirma qu'il était pratiquement certain que les Allemands allaient adresser un ultimatum aux Polonais le lendemain au soir ; sans quoi ils n'auraient pas demandé de clarification définitive de la position italienne. Attolico affirma que Ribbentrop était frustré par sa mission à Moscou, et qu'il entretenait des doutes quant au pacte conclu avec la Russie. C'était totalement inexact, mais l'ambassadeur italien ne visait pas à offrir à Mussolini un rapport pertinent quant à la situation allemande. Son seul intérêt était d'empêcher que l'Italie affirmât son soutien à l'Allemagne, selon les termes du pacte d'acier de mai 1939.

La tentative d'Attolico fut un franc succès. Mussolini se trouvait tout à fait enclin à donner son plein soutien à l'Allemagne au moment de sa conversation avec Mackensen. Il avait préparé un long mémorandum qui exigeait une intervention immédiate de l'Italie si la Grande-Bretagne et la France attaquaient le Reich. Le dirigeant italien fit un bond en arrière après avoir reçu l'avertissement

d'Attolico, qui indiquait, sans aucun fondement véritable, que les Allemands s'apprêtaient à forcer le problème avec les Polonais le lendemain. Les commentaires émis par Attolico sur Henderson et la Russie furent d'une grande importance également. Le premier suggérait que l'intervention britannique était une certitude, et le second indiquait que Mussolini pourrait ne recevoir aucune aide économique indirecte de la part de la Russie, en cas de guerre.

La perspective de réfuter ouvertement l'alliance allemande était insupportable à Mussolini. Ciano se montra utile en suggérant un moyen permettant à Mussolini de résoudre la quadrature du cercle. Il écrivit une lettre dans laquelle il proposait formellement de soutenir l'Allemagne, mais précisant des conditions d'aide côté allemand que le Reich ne pourrait jamais souscrire. Ribbentrop eut ultérieurement ce commentaire que l'Allemagne ne disposait pas des équipements de transport pour convoyer les marchandises et les matières premières stratégiques en Italie dans les délais indiqués, à supposer même que ces éléments fussent disponibles en Allemagne, ce qui n'était pas non plus le cas. Hitler reçut la lettre de Mussolini par télégraphe, en deux parties. Il comprit, à réception du second message, que le dirigeant italien l'abandonnait à ce moment crucial. Il vit instantanément que la décision italienne pouvait constituer le facteur décisif de la situation. L'intérêt premier d'Hitler pour le soutien italien n'était pas qu'ils devraient l'aider à mener la guerre, mais à décourager les Britanniques et les Français de l'attaquer. Hitler espérait que les Italiens l'avaient au moins informé de leur décision avant de communiquer cette information aux Britanniques et aux Français. Les préoccupations quant à l'Italie et à la Grande-Bretagne amenèrent Hitler à prendre une décision capitale. Il décida soudainement que qu'il était nécessaire de régler ses comptes avec les Polonais sans délai, avant que les Britanniques revinssent de leur surprise quant au pacte russo-allemand, ou ne fussent informés de la vraie position italienne. Il était convaincu qu'attendre rendrait inévitable une guerre généralisée.

## 19.14 L'offre d'alliance d'Hitler à la Grande-Bretagne

Hitler avait précédemment demandé à Henderson, l'ambassadeur britannique, de lui rendre visite à 13h30, pour recevoir des propositions formelles allemandes en vue d'un accord anglo-allemand. Il reçut Henderson à l'heure dite, et l'informa que la question de Dantzig allait être réglée, et que son pacte avec la Russie prévenait le danger d'une guerre russo-allemande. Il rappella à Henderson qu'il n'avait aucune aspiration en Europe de l'Ouest, et qu'il désirait que l'Empire britannique restât prospère et fort. Il ajouta que le problème colonial pouvait être relégué à un avenir lointain, et il affirma qu'il serait peu judicieux de discuter de tels problèmes avant que la Grande-Bretagne et l'Allemagne fussent parvenues à un accord de réduction des armements.

Le dirigeant allemand rappela à l'ambassadeur britannique que son objectif, en organisant la réunion, était de présenter une offre formelle pour un accord anglo-allemand. L'Allemagne désirait faire suivre son traité avec la Russie en concluant un traité d'amitié avec la Grande-Bretagne. Hitler voulut critiquer des remarques émises la veille par Chamberlain et Halifax devant le parlement britannique. Il réfuta les accusations des dirigeants britanniques selon lesquelles l'Allemagne entretenait des projets de conquête mondiale. Hitler rappella à Henderson que les régions couvertes par l'ensemble de l'Empire britannique s'étendaient sur 40 millions de kilomètres carrés. L'Allemagne occupait une modeste région de moins de 600 000 kilomètres carrés. De nombreuses nations occupaient des régions considérables, entre la position haute tenue par les Britanniques en haut du tableau, et la position allemande bien plus bas dans la liste. L'Union soviétique, par exemple, couvrait 19 millions de kilomètres carrés, et les États-Unis d'Amérique 9 millions de kilomètres carrés. Hitler refusa d'admettre qu'un projet allemand de conquête du monde fût réalisable.

Hitler affirma à Henderson que cela ne changeait rien au fait que l'Allemagne faisait face à un problème grave dans son voisinage immédiat. Il était déterminé à contrôler les conditions dans une partie de la région perdue par l'Allemagne vingt années auparavant, et il s'agissait de Dantzig et du Couloir. Le seul résultat possible qu'Hitler pouvait percevoir après le discours du premier ministre de la veille était une guerre sanglante et incalculable. Il était prêt à prendre toutes les mesures possibles pour éviter une telle catastrophe, et proposait à présent des conditions pour l'accord complet avec la Grande-Bretagne, qu'il avait toujours appelé de ses vœux. Son offre fut affirmée sur la supposition que la Grande-Bretagne accepterait de reconnaître les obligations allemandes envers l'Italie, cependant que l'Allemagne acceptait les obligations britanniques envers la France.

Hitler espérait que les Britanniques seraient prêts à déclarer sur le principe qu'ils ne s'opposaient pas à la considération ultérieure de revendications coloniales allemandes. Il était prêt à avancer selon les lignes du projet de Buxton, et d'endosser l'engagement le plus considérable et le plus complexe jamais offert par un dirigeant politique étranger au bénéfice de la Grande-Bretagne. Cet engagement n'était pas moindre que sa volonté de mettre l'ensemble de la puissance du Reich à disposition des Britanniques pour la défense de l'Empire britannique en tout lieu, et en tout temps. Il en reviendrait bien entendu aux dirigeants britanniques de décider par eux-mêmes, en cas de situation menaçante, si et quand ils avaient besoin de cette aide. Hitler pensait qu'un arrangement des différends anglo-allemands pourrait créer les conditions d'une sécurité totale pour les deux puissances, et il était évident qu'une réduction considérable des systèmes d'armement serait immédiatement réalisable. Il voulait signer une garantie immédiatement quant au fait que l'Allemagne ne désirait aucun changement quant au *statu quo* en Europe de l'Ouest. Hitler ajouta délicatement que, si sa proposition échouait et que la guerre s'ensuivait, la Grande-Bretagne n'en émergerait pas comme une grande puissance, quelle qu'en fût l'is-

sue. Il déclara que les intérêts vitaux de l'Allemagne lui imposaient de rendre l'ensemble de cette offre conditionnée à un règlement du différend germano-polonais selon des lignes acceptables pour l'Allemagne.

Henderson désirait un accord anglo-allemand, et fut profondément touché par cette rencontre du 25 août 1939 avec Hitler. L'ambassadeur britannique émit plusieurs observations personnelles en relayant la remarquable offre d'Hitler à Halifax et à Chamberlain. Il nota que Ribbentrop était présent durant l'ensemble de la conversation tenue avec Hitler, mais que le ministre allemand des affaires étrangères était resté dans une écoute extatique, sans faire le moindre commentaire. Henderson assura à Halifax qu'il ne prenait pas la liberté de discuter des points individuels de l'offre d'Hitler sans instruction de la part de Londres. L'ambassadeur britannique avait centré ses remarques sur le différend germano-polonais, qui était devenu le point crucial des relations anglo-allemandes. Il reconnut qu'il avait mené une action personnelle de sa propre initiative ; il avait vivement recommandé qu'Hitler et Beck se rencontrassent une fois de plus pour régler leurs différences et éviter la guerre. L'ambassadeur britannique rapporta que le dirigeant allemand s'était fait silencieux et contemplatif lorsqu'il avait mentionné cette vague perspective. Hitler s'était ensuite soudainement exclamé que si ses différends avec les Polonais pouvaient être réglés, il pourrait terminer sa vie comme artiste et non rester dans les mémoires comme un belliciste. Il ajouta avec ferveur que la toute dernière chose qu'il pouvait désirer serait de ne transformer l'Allemagne en rien de mieux qu'un casernement militaire. Henderson recommanda chaleureusement à Halifax de laisser à Hitler une opportunité d'apporter la preuve de ses bonnes intentions.

## 19.15 Hitler déclenche les opérations en Pologne le 26 août

Hitler estimait n'avoir aucun instant à perdre après cette conversation. Il désirait régler le problème avec les Polonais cependant que l'impact de son offre d'accord serait encore frais, et avant que les Britanniques et les Français découvrissent que l'Italie ne comptait pas le soutenir. Il était convaincu que sa seule chance de résoudre le différend polonais, au moyen d'une action militaire isolée, était arrivée, et qu'hésiter à ce moment aurait coûté à l'Allemagne de grandes souffrances dans l'avenir. Aussitôt Henderson parti, Hitler téléphona au général Walther von Brauchitsch le commandant en chef des forces armées allemandes. Il donna l'ordre d'opérations militaires formelles et complètes contre les Polonais, pour le lendemain matin, à l'aube. Le général Wilhelm Keitel, le chef d'État-major, distribua les ordres dès 15h05, le 25 août, pour le lancement de l'opération « *Fall Weiß* ». Les ordres furent reçus par chaque commandant de l'armée allemande dans les divers secteurs de l'Est, et par les commandants de la Ligne Siegfried à l'Ouest, où les préparations défensives adéquates furent bientôt engagées. Les communications téléphoniques polonaises traversant l'Allemagne furent coupées sur ordre des autorités militaires allemandes avant 15h00 le même jour. Beck, le ministre polonais des affaires étrangères, s'inquiéta de ce développement, mais conclut que cette coupure devait relever d'une guerre des nerfs plutôt que d'une indication d'une attaque à venir. Les Polonais n'ordonnèrent pas la mobilisation de leurs dernières unités de réserve. Une attaque dès le 26 août aurait trouvé les Polonais beaucoup moins préparés que ce ne fut le cas presque une semaine après, lorsque la guerre germano-polonaise éclata dans les faits.

Dans l'après-midi du 25 août, Lipski, l'ambassadeur polonais, appela le bureau allemand des affaires étrangères par deux fois pour présenter des plaintes quant à des violations de la frontière par

l'Allemagne. Il annonça qu'Edmund Piatkowski, un garde-frontière polonais, avait été tué par des tirs d'embuscade au parc Donnersmarck, jouxtant la frontière de Haute-Silésie. Il annonça également qu'un caporal allemand nommé Kapenhagen avait été tué par des tirs alors qu'il était sur le territoire polonais, dans le district de Bialystok. Lipski se plaignit que Kapenhagen était entré en territoire polonais avec une patrouille de dix soldats allemands. Les Allemands se plaignirent de deux attaques aériennes polonaises au-dessus de la baie de Dantzig contre un hydravion allemand en provenance de Pillau, en Prusse orientale. Ils objectèrent également à des violations par la Pologne de la frontière allemande. Ces incidents furent une indication répandue des conditions chaotiques résultant de la crise germano-polonaise.

## 19.16 L'annonce de l'alliance formelle anglo-polonaise

Hitler prit contact avec Otto Dietrich, le chef de son service de presse, et lui demanda si des nouvelles quant à un changement politique important avaient été reçues de Grande-Bretagne et de France. Dietrich fut obligé de concéder qu'il n'avait aucun développement important à signaler. L'attente tendue et anxieuse qui s'ensuivit fut brisée à 17h00, lorsque le bureau allemand des informations annonça qu'un pacte d'alliance anglo-polonais formel était sur le point d'être conclu à Londres. Les négociations du samedi précédent – le 19 août – entre les Britanniques et les Polonais n'avaient débouché sur aucune conclusion. Il avait été convenu de reprendre les discussions le mardi 22 août, mais Fitzmaurice, le conseiller juridique britannique, annula les discussions : le cabinet britannique envisageait un changement de politique en réponse au pacte russo-allemand. Halifax prononça sur les ondes une brève allocution à la Pologne au soir du 22 août, insistant sur la solidarité anglo-polonaise, mais refusa de discuter des termes d'une

possible alliance anglo-polonaise avec l'ambassadeur Raczynski le 23. Le cabinet britannique décida d'accepter les termes polonais en vue d'une alliance, et de laisser de côté ses propres réserves, mais les Polonais ne furent informés de cette décision qu'au matin du 25 août 1939. Raczynski reçut la permission de Beck à Varsovie de compléter les négociations et de signer le traité.

Le traité d'alliance anglo-polonais du 25 août 1939 contenait un protocole secret qui stipulait que le traité ne serait appliqué que contre l'Allemagne. L'édition du *London Times* parue au matin du 25 août 1939 contenait un article du correspondant du journal à Berlin, qui affirmait qu'une guerre germano-polonaise allait inévitablement produire l'annexion de vastes territoires polonais par l'Union soviétique. La première révélation officielle du fait que le gouvernement britannique n'avait aucune obligation de défendre la Pologne contre l'Union soviétique fut faite par Rab Butler, le 19 octobre 1939, devant la Chambre des communes, plus d'un mois après l'invasion de la Pologne par l'Union soviétique. À ce moment-là, les Britanniques étaient complètement engagés dans leur campagne contre l'Allemagne, inspirés par leur désir supposé de défendre l'intégrité territoriale de la Pologne. Les Britanniques n'acceptèrent qu'à peine de consulter les Polonais en cas d'agression de l'Union soviétique contre la Pologne. Il était stipulé que la Grande-Bretagne ne reconnaîtrait pas l'annexion de territoires polonais par une tierce puissance sans obtenir le consentement préalable des dirigeants polonais. Cette provision amena les Britanniques à maintenir une pression considérable sur les Polonais au cours de la seconde guerre mondiale, pour qu'ils acceptassent l'annexion de l'Est de la Pologne par l'Union soviétique.

Les termes publics de l'alliance ne furent reçus à Berlin, adressés par les diplomates allemands de Londres, que le 26 août à 4 heures du matin, mais les annonces faites à Londres dans le début de soirée du 25 en résumaient les grandes lignes. Les deux puissances s'accordaient un soutien total l'une à l'autre contre les actes d'agression allemands. Elles convenaient d'un soutien militaire total contre

« *toute action de la part d'une puissance européenne (c'est-à-dire, l'Allemagne) menaçant clairement, directement ou indirectement l'indépendance de l'une des parties contractantes, et d'une nature telle que la partie en question considérerait comme vital de résister avec ses forces armées.* » Les Britanniques, dans cet article, souscrivaient à la même doctrine d'agresseur indirect qui avait déjà soulevé à raison des tombereaux de critiques lorsqu'elle avait été proposée à l'Union soviétique. Les Russes avaient préféré la doctrine de la soi-disant agression indirecte parce qu'ils voulaient un chèque en blanc pour intervenir contre les puissances voisines. Les Britanniques renouvelaient leur chèque en blanc à la Pologne en promettant de la soutenir dans des circonstances similaires.

Il était stipulé en outre que l'agression aussi mal définie par le premier article intégrait les menaces à l'indépendance ou à la neutralité d'autres États européens, dès lors que ces menaces constituaient un danger supposé à l'une ou l'autre des parties contractantes. Le troisième article précisait que la soi-disant pénétration économique par l'Allemagne pouvait s'interpréter comme une agression. Les quatrième et cinquième articles prévoyaient une consultation militaire ainsi que l'échange d'informations. Le sixième article prévoyait qu'une nouvelle entente avec d'autres puissances ne limiterait en rien les obligations en place. Le septième article exigeait que les deux puissances ne pouvaient pas conclure de paix séparée en cas de guerre, et l'article final annonçait que le pacte entrerait en effet pour une durée de cinq ans, une fois signé.

La radio de Londres diffusa de fausses informations quelques minutes après l'annonce officielle du traité avec la Pologne. Il était annoncé que trois bombardiers allemands avaient été contraints à atterrir sur le territoire polonais par des batteries anti-aériennes polonaises et des avions de poursuite. La signature effective du traité avec la Pologne eut lieu à 17h35.

Hitler avait fini par recevoir des informations décisives quant à la politique britannique le 25 août, mais pour lui il s'agissait d'un pas dans la mauvaise direction. La nouvelle du pacte anglo-

polonais persuada Hitler que les Britanniques pourraient attaquer l'Allemagne en dépit du traité allemand avec la Russie. Il se retrouvait face à un terrible dilemme. S'il reculait, les Allemands de l'Est, Dantzig y compris, allaient se retrouver abandonnés à la cruauté et à l'arrogance d'une Pologne hostile. S'il agissait de manière efficace contre les Polonais, les Britanniques pourraient déclencher une nouvelle guerre européenne généralisée.

Halifax reçut deux appels urgents de la part d'Henderson peu avant la signature du traité polonais. L'ambassadeur britannique affirma franchement dans son premier message qu'il était favorable à une acceptation de l'offre d'accord proposée par Hitler. Il exhorta Halifax à donner aux propositions allemandes un examen attentif. Le second message rapportait une atrocité majeure commise contre les Allemands de Pologne le jour même. Henderson ne faisait jamais confiance aux informations officielles allemandes en la matière, et son rapport était fondé sur une confirmation reçue par lui de sources neutres. La dernière atrocité en date s'était produite à Bielitz, en Haute-Silésie orientale. Les Polonais déportaient de force les Allemands de cette région, et les forçaient à marcher vers l'intérieur du pays. Huit Allemands avaient été assassinés et de nombreux autres blessés au cours de l'une de ces actions, le 25 août 1939. Henderson craignait que l'atrocité de Bielitz pourrait constituer la goutte d'eau pouvant amener Hitler à envahir la Pologne. Il ne fit pas mystère du fait qu'il déplorait l'échec du gouvernement britannique à amener les autorités polonaises à modérer leurs actions.

Hitler avait invité Robert Coulondre, l'ambassadeur français, à l'appeler à 17h30, le 25 août. Hitler rencontra l'ambassadeur français à l'heure, et décrivit le dernier incident contre les Allemands de Pologne. Il informa Coulondre qu'il fallait s'attendre à la guerre entre l'Allemagne et la Pologne à tout moment. Le chancelier allemand ajouta qu'au vu de ces circonstances, il n'y avait guère d'intérêt à discuter les relations allemandes à venir avec la Pologne. Il estimait beaucoup plus important de discuter ce que

l'avenir pourrait réserver pour la France et l'Allemagne.

Hitler assura à Coulondre qu'il désirait éviter la guerre contre la France. Néanmoins, il s'exclama : « *Je n'attaquerai pas la France, mais si elle entre dans le conflit, je veillerai à aller jusqu'au bout des choses.* » Il souligna l'importance du pacte russo-allemand. Après quelque temps, il ajouta : « *Je pense que je gagnerai, et vous pensez que vous gagnerez ; la seule chose certaine et que par-dessus tout le sang français et allemand coulera, le sang de deux peuples également courageux. Je le répète, il m'est douloureux de penser que nous pourrions en venir à cela.* » Hitler demanda à Coulondre de transmettre ces sentiments au premier ministre Daladier.

Coulondre répondit à Hitler avec énergie. Il donna sa « *parole d'honneur, comme soldat, qu'il n'avait strictement aucun doute qu'au cas où la Pologne serait attaquée, la France l'assisterait avec toutes les forces dont elle dispose.* » Il donna également à Hitler sa parole d'honneur que la France ferait désormais tout ce qui était en son pouvoir pour contraindre les Polonais à modérer leurs politiques. Hitler répondit : « *Je vous crois ; je crois d'ailleurs que les hommes comme M. Beck sont des modérés, mais qu'ils n'ont plus le contrôle de la situation.* » Coulondre émit le commentaire qu'Hitler avait tout à fait raison de penser que l'ambassadeur français était personnellement convaincu que la France sortirait victorieuse dans une guerre à venir. L'envoyé français souhaita ajouter que dans un sens profond et fondamental, il craignait que le seul vrai vainqueur serait Léon Trotski, qui vivait temporairement en exil au Mexique, mais dont on pouvait trouver des disciples dans tous les pays du monde. Coulondre nota que cette référence à l'ardent Russo-Juif, dont la carrière orageuse et destructrice était bien connue d'Hitler, produisit un effet électrique. Il ignorait qu'il s'adressait à Hitler dans les heures les plus décisives. Les ordres de Keitel aux commandants étaient partis à 15h05. Passé 21h30, il n'aurait plus été possible pour Hitler, même théoriquement, d'arrêter la machine de guerre allemande, qui était déjà en branle en direction de la Pologne.

Après un long silence, Hitler demanda pensivement à Coulondre : « *Pourquoi, alors, avez-vous signé un chèque en blanc à la Pologne ?* » L'ambassadeur français fit de son mieux pour répondre à cette question difficile. Il discuta en grand détail des événements de mars 1939, tels que vus depuis la France. Hitler resta silencieux à écouter ce long exposé. Après que Coulondre parvint à la fin de ses remarques, il y eut de brefs échanges personnels, et l'entretien fut terminé.

Hitler demanda immédiatement une conférence avec Ribbentrop, qui attendait patiemment à portée de main. Les deux hommes discutèrent brièvement de la situation, et Hitler se plaignit de ce qu'il avait reçu deux mauvaises nouvelles en ce jour difficile. L'une était la défection de l'Italie, et la seconde était la conclusion du pacte anglo-polonais. Hitler était stupéfait que ces deux développements se produisissent à la suite de son traité avec l'Union soviétique. Il se montra assez flexible pour convenir avec Ribbentrop que son analyse de la position anglo-française était sans doute erronée. Il fallut à Hitler un courage plus qu'ordinaire pour affronter la situation. Si son évaluation de la position anglo-française était erronée, alors ses ordres d'opérations contre la Pologne étaient une monumentale bévue. L'ordre avait été émis strictement sur la supposition que les opérations locales contre les Polonais ne plongeraient pas l'Europe dans une guerre généralisée. Heureusement, Hitler disposait de beaucoup de courage. L'armée allemande n'avait pas encore envahi la Pologne. Halifax ne tenait pas encore sa guerre pour l'*équilibre des pouvoirs*.

À 18h30, le 25 août, Hitler demanda une conférence avec le général Keitel, qui était également à portée de main. Le chancelier allemand ordonna la suspension des opérations allemandes contre la Pologne dès que possible, pour une durée indéfinie. Hitler savait que la chose était réalisable, car il s'agissait de l'une des nombreuses situations hypothétiques qu'il avait discutées antérieurement avec le général von Brauchitsch. Bien entendu, on avait assuré à Hitler qu'il y avait des millions de chances pour que quelque chose se

passât mal, que les communications pouvaient se rompre quelque part, ou même que les ordres devinssent confus, ou donnassent lieu à désobéissance. En 1913, les Bulgares étaient entrés en trébuchant dans la seconde guerre balkanique en des circonstances similaires, et avaient subi une grave défaite. Hitler préféra courir ces millions de risques à se rendre coupable de déraper dans une guerre généralisée dans le style des dirigeants européens de 1914. Keitel prit contact avec le général von Brauchitsch et transmit l'ordre d'Hitler que « *l'opération "*Fall Weiß*", déjà entamée, sera arrêtée à 20h30, du fait d'une modification des conditions politiques.* » Lorsque le colonel Hans Oster, l'un des chefs allemands du contre-renseignement, et membre d'un petit groupe de conspirationnistes opposés à Hitler, entendit cette nouvelle, il exulta : « *C'en est fini du Führer !* »

Oster était convaincu que l'acte de courage d'Hitler allait directement amener à un désastre, mais il se trompait. Malgré le colonel Oster et ses compagnons-conspirateurs, la machine militaire allemande de 1939 était plus fiable que la petite armée bulgare de 1913. Si quelques glissements importants, et quelques graves incidents se produisirent bel et bien, ils passèrent quasiment inaperçus dans le chaos général environnant la frontière germano-polonaise. La tentative d'arrêter les opérations contre la Pologne fut une réussite.

Hitler n'avait pas encore perdu le jeu. Il se trouvait face à un dilemme terrible, mais il l'envisageait plus clairement qu'auparavant. Peut-être qu'une troisième alternative à une guerre généralisée et à la soumission aux atrocités polonaises pouvait encore être trouvée. Il appartenait à Hitler, comme diplomate et non comme soldat d'explorer et de tester ces possibilités. Hitler était particulièrement attentif quant à son offre récemment faite aux Britanniques en vue d'un accord anglo-allemand. Il espérait que les concessions allemandes à la Grande-Bretagne pourraient amener les dirigeants britanniques à persuader les Polonais à reprendre des négociations en vue d'un règlement diplomatique du différend germano-polonais. Hitler voulait faire suivre ses propositions à la Grande-Bretagne par de nouvelles propositions aux Polonais. Sa principale motiva-

tion à cela était d'éviter la tragédie d'une nouvelle guerre anglo-allemande.

# Chapitre 20

# La nouvelle offre allemande à la Pologne

## 20.1 Opposition d'Halifax à des négociations polonaises avec l'Allemagne

La nouvelle offre allemande à la Pologne du 29 août 1939 constitua le développement le plus important des jours suivant la décision prise par Hitler le 25 août 1939, en vue d'une dernière campagne diplomatique destinée à régler le différend germano-polonais. Les termes d'un nouveau projet allemand de règlement, les propositions dites *Marienwerder* ne furent dévoilées aux Polonais que le 31 août 1939, et elles étaient moins importantes que l'offre de négociation en soi. Les termes des propositions *Marienwerder* n'étaient fondamentalement rien de plus qu'une tentative de projet allemand pour un possible règlement. Ces propositions détaillées auraient pris presque une année à réaliser si les Polonais les avaient acceptées, et en ce sens, elles révélèrent une intention allemande de remplacer la force par la négociation une bonne fois pour toutes dans les relations germano-polonaises. Le gouvernement allemand

n'eut de cesse d'insister sur le fait que ces conditions étaient formulées afin de constituer une base pour des négociations libres entre égaux, et non de formuler une suite d'exigences que l'on aurait demandé aux Polonais d'accepter. Rien n'empêchait les Polonais de proposer comme alternative le projet polonais confidentiel visant à la partition du territoire de Dantzig, ni d'ailleurs de présenter un nouvel ensemble de propositions établies par eux.

Les Allemands, en proposant de négocier avec la Pologne, annonçaient au monde qu'ils étaient plus favorables à un règlement diplomatique avec la Pologne qu'à la guerre contre celle-ci. Les Polonais, en refusant de négocier, annonçaient qu'ils préféraient la guerre. Le refus d'Halifax d'encourager les Polonais à négocier indiqua que le secrétaire britannique aux affaires étrangères était également favorable à la guerre. Il décida d'ignorer l'offre d'Hitler qui proposait d'accepter la garantie britannique accordée à la Pologne une fois que le différend de Dantzig serait réglé par des négociations. La chose importante aurait été que les Polonais reprissent les négociations, et permissent l'ouverture de la porte que Beck avait fermée sans raison valable dans son discours du 5 mai 1939. La volonté des Polonais de négocier n'aurait pas impliqué qu'ils fussent prêts à reconnaître l'annexion de Dantzig par l'Allemagne, ni n'aurait en aucune manière signifié une retraite polonaise. Les Polonais auraient pu motiver leur acceptation par l'annonce que l'Allemagne, et non la Pologne, avait jugé nécessaire de demander de nouvelles négociations.

Beck aurait sans aucun doute adopté une attitude différente face à la situation si Halifax avait insisté pour qu'il acceptât de chercher un compromis avec l'Allemagne. La plus grande inquiétude qui régna au bureau polonais des affaires étrangères après le 25 août 1939 était que les Britanniques pussent changer d'avis quant à attaquer l'Allemagne, et décider au dernier moment de ne pas honorer leurs obligations envers la Pologne. Il était naturel pour Beck de conclure, au vu de ces circonstances, qu'il aurait été sage de provoquer un conflit contre l'Allemagne dès que possible,

et avant que les dirigeants britanniques changeassent d'avis. Il était irréaliste de s'attendre à ce que Beck acceptât un compromis avec l'Allemagne, sauf et jusqu'à ce qu'une pression de la part de la Grande-Bretagne fût exercée sur lui pour qu'il le fît. De fait, Hitler ne présuma pas la suggestion de négociations avant d'avoir reçu une promesse de la part des Britanniques que les Polonais accepteraient de les mener. Malheureusement, les Britanniques n'avaient aucune base satisfaisante pour réaliser cette promesse au 28 août 1939, et ils ne firent rien pour honorer celle-ci une fois qu'elle fut prononcée. Gilbert et Gott ont fortement exagéré en insistant sur l'idée qu'au 28 août 1939, « *la pression britannique sur la Pologne pour qu'elle acceptât des négociations directes avec les Allemands avaient été une réussite.* » En réalité, aucun effort britannique sérieux ne fut jamais mené pour leur imposer d'entrer en négociations.

Les Britanniques ne reçurent jamais de réponse plus superficielle que lorsque Beck affirma que la Pologne allait négocier avec l'Allemagne. La seule indication que les dirigeants polonais pourraient négocier fut la confirmation par Beck, l'après-midi du 28 août, de la réponse publique du président Moscicki au président Roosevelt en date du 25 août 1939. Le président polonais acceptait la suggestion de Roosevelt de négociations directes du fait que les Polonais « *(les) avaient toujours considérées comme la méthode la plus appropriée.* » Le président polonais ajouta qu'il n'accepterait pas d'arbitrage, parce qu'il ne pensait pas que des hommes d'États étrangers pussent comprendre les intérêts vitaux de la Pologne. Le gouvernement polonais, pour cette raison, n'était pas prêt à accepter les résultats d'un arbitrage. Les Britanniques réalisaient que la confirmation par Beck de l'affirmation du président polonais quant à des négociations directes était purement prononcée pour la forme, et ne firent jamais d'effort véritable pour disposer d'informations concrètes quant à la supposée volonté polonaise de s'engager dans des négociations directes avec l'Allemagne.

## 20.2 La promesse polonaise au président Roosevelt

Le président Roosevelt reçut le texte du message du président Moscicki le 25 août 1939, et le fit suivre à Hitler. Roosevelt souligna à Hitler qu'il avait une promesse contraignante de la part de Moscicki, selon laquelle la Pologne allait s'engager dans des négociations directes avec l'Allemagne. Le président étasunien ajouta que « *le monde entier prie pour que l'Allemagne, elle aussi, accepte.* » Hitler savait que le message du président Roosevelt n'était guère qu'un acte de propagande visant à discréditer l'Allemagne, et était assez subtil pour reconnaître qu'une promesse consentie par la Pologne aux États-Unis ne valait pas le papier sur lequel elle était écrite. Les Polonais savaient que Roosevelt allait soutenir toute action polonaise faisant augmenter la perspective d'un conflit avec l'Allemagne, et que le président étasunien ne réagirait pas défavorablement s'ils refusaient d'honorer une promesse de négocier avec l'Allemagne. Hitler le savait également, et il concentra ses efforts en vue de convaincre les Britanniques que les Polonais devaient négocier, au lieu d'essayer d'exploiter l'insignifiante réponse polonaise au président Roosevelt.

Le 25 août 1939, peu avant minuit, Beck assura à Biddle, l'ambassadeur étasunien, que la guerre entre l'Allemagne et la Pologne était inévitable. Il affirma que la Pologne avait un fondement légal opportun pour une déclaration de guerre contre l'Allemagne, si les Allemands ne prenaient pas l'initiative contre la Pologne sous quelques jours. Beck réfuta l'existence d'une quelconque vérité dans le massacre de Bielitz, qui avait été confirmé de sources neutres. Il affirma au lieu de cela qu'un soldat polonais avait été tué par les Allemands le 16 août 1939, et que les Allemands lui avaient ensuite ouvert le ventre pour y dissimuler le crâne d'un bébé. Cette histoire fut largement relayée par les porte-parole polonais dans les jours et années qui suivirent, bien qu'aucune tentative ne fut

jamais menée pour documenter l'incident. Ils ne comprenaient pas que ce type de sauvagerie était fondé sur certaines superstitions ressemblant au vaudou, en Europe de l'Est, que les Allemands ne partageaient pas du tout. Quel événement historique unique si la Pologne moderne avait choisi pour fondement d'une déclaration de guerre une accusation aussi fantasque. Biddle, l'ambassadeur étasunien, fut très impressionné par l'attitude agressive de Beck. Il prédit au président Roosevelt que la Pologne allait présenter une suite d'ultimatums à l'Allemagne si Hitler reculait sur le différend de Dantzig.

Beck fut impressionné par une annonce publique allemande du 25 août 1939, annulant les conclaves de Tannenberg et de Nuremberg. L'annonce d'annulation, ainsi que le nombre impressionnant d'incidents entre Allemands et Polonais le lendemain, convainquit le ministre polonais des affaires étrangères qu'une attaque allemande aller suivre à tout moment. Il ne conclut que le 27 août qu'Hitler, après tout, n'avait pas pris de mesure militaire décisive. Noël, l'ambassadeur français, affirma que Beck était à ce moment un homme très malade. Le diplomate français avança que Beck souffrait de fatigue aggravée, de tuberculose, et d'une addiction excessive aux stimulants. Le ministre polonais des affaires étrangères finit par mourir de la tuberculose en Roumanie en 1944, après que les autorités britanniques lui aient refusé la permission de se rendre en Angleterre. L'ambassadeur français, qui détestait Beck, fut enchanté de relayer l'impression que le ministre polonais des affaires étrangères était décadent tant sur le plan moral que physique.

L'armée allemande située à la frontière slovako-polonaise avait commencé à avancer au matin du 26 août 1939, avant de recevoir les contre-ordres, et elle avait pénétré en territoire polonais au col de Jablonka. Heureusement, les Polonais n'y tenaient aucune position, et les combats furent évités, car les Allemands reculèrent rapidement sur une grande distance en Slovaquie. Une dizaine d'escarmouches virent les Polonais attaquer des patrouilles allemandes dans la région de Dzialdowo, directement au nord de Varsovie, et

à proximité de la frontière avec la Prusse orientale. Les combats s'arrêtèrent lorsque les unités allemandes furent rapidement retirées. Il est notable que ces incidents graves se produisissent dans deux des plus importants secteurs du plan opérationnel allemand. Un massacre d'Allemands dans la région de Lodz, et les violations constantes de la frontière allemande par la partie polonaise tendirent à détourner l'attention de ces incidents. Le 26 août 1939, un bâtiment de guerre polonais ouvrit le feu sur un avion de transport civil allemand, à bord duquel Wilhelm Stuckart, secrétaire d'État du ministère de l'intérieur, rentrait de Dantzig. Stuckart et les dirigeants de Dantzig avaient discuté des problèmes juridiques induits par le retour planifié de Dantzig au sein du Reich.

Le revirement des ordres militaires décidé par Hitler fut naturellement à l'origine de perplexité dans l'armée allemande. L'un des généraux allemands fut envoyé à la Wilhelmstraße [1], dans la nuit du 25 août 1939, pour demander avec indignation pour les soldats avaient été avancés, alors que l'on comptait règler les différends avec la Pologne par voie diplomatique. Le bureau allemand des affaires étrangères n'avait pas de réponse prête à formuler pour répondre à cette question embarrassante.

## 20.3 Hitler ne parvient pas à regagner le soutien italien

Hitler se concentrait en premier lieu sur une amélioration de ses contacts avec les dirigeants britanniques, mais il espérait également convaincre les Italiens de reprendre une relation loyale avec l'Allemagne. Dans l'après-midi du 25 août, il avait rapidement dicté une réponse préliminaire au message de Mussolini, avant de recevoir Henderson. Il s'y plaignait auprès de Mussolini du fait que la situation en Pologne était intolérable, et il demandait au dirigeant italien de se montrer attentif aux bénéfices diplomatiques résultant

1. Le siège du bureau allemand des affaires étrangères, NdT

de son pacte avec la Russie. Il assurait à Mussolini que dans une situation similaire, il comprendrait totalement la position de l'Italie, et que les Italiens pourraient compter sur son soutien.

Le 25 août à 18h00, Attolico fit passer un second message de Mussolini à Hitler. Mussolini rappelait à Hitler qu'il considérait favorablement le traité avec la Russie, et qu'il pouvait constater que celui-ci produisait des effets diplomatiques positifs dans des pays tels que la Roumanie ou la Turquie. Il promit à Hitler que l'Italie allait accorder une assistance politique et économique à l'Allemagne en cas de guerre germano-polonaise localisée, mais il insista sur l'idée que l'intervention dans une guerre généralisée ne serait pas « *opportune* » sans les grandes quantités de matériel dont l'Italie avait besoin pour mener un tel effort.

Hitler téléphona à Mackensen, l'ambassadeur allemand à Rome, à 19h40, le 25 août. Il voulait que les Italiens se montrassent plus spécifiques dans la formulation de leurs demandes d'armes et de matériaux, et qu'ils n'intégrassent rien qui ne fût pas considéré comme absolument indispensable. Il promit de donner une considération attentive aux besoins italiens. Mackensen signala à 23h30 que Mussolini allait transmettre une liste précise des besoins italiens à Berlin le 26 août. Mussolini déclara qu'il restait anti-communiste malgré son soutien au traité russe, accordé pour des raisons tactiques, et l'ambassadeur allemand assura au dirigeant italien, sur la base des instructions de Berlin, que son pays allait également continuer de mener des politiques indéfectiblement anti-communistes.

Berlin reçut la liste des besoins italiens à minuit 10, le 26 août. Y figuraient 6 millions de tonnes de charbon, 2 millions de tonnes d'acier, 7 millions de tonnes de pétrole, 1 million de tonnes de bois, et de nombreuses tonnes de cuivre, de nitrate de sodium, de sels de potassium, de colophane, de gomme, de térébenthine, de plomb, d'étain, de nickel, de molybdène, de tungstène, de zirconium et de titane, dont 400 tonnes de ce dernier matériau. Les Italiens demandaient 150 batteries anti-aériennes et des munitions pour le quadrilatère industriel Turin-Gènes-Milan-Savona. On trouvait

également une liste séparée de machines allemandes demandées par les Italiens. Les Allemands furent informés que ces listes n'auraient pas été nécessaires si l'Italie avait disposé du temps suffisant pour réaliser ses propres préparations.

Hitler répondit à Mussolini quelques heures plus tard. Il déclara que l'Allemagne pouvait livrer le charbon et l'acier, mais qu'il serait impossible de fournir le pétrole. Il rappella à Mussolini que l'Allemagne elle-même se trouvait contrainte d'utiliser des matériaux de substitution à la place du cuivre, ne disposant pas d'assez de ce métal. Il estimait qu'il serait impossible à l'Allemagne de procéder à la livraison de l'ensemble des 150 grosses batteries anti-aériennes avant la conclusion des hostilités en Pologne, si la guerre devait se généraliser dans les quelques jours à venir. Il rappella à Mussolini qu'Attolico avait insisté sur l'idée que l'ensemble des matériaux devaient être livrés avant les hostilités si l'Italie devait soutenir l'Allemagne. Hitler conclut qu'il était impossible de répondre aux conditions italiennes. Il demanda au dirigeant italien des démonstrations militaires et un soutien de propagande actif. Il ne réalisait pas que les Italiens avaient donné des assurances aux Britanniques qui allaient rendre vaine toute démonstration. Il conclut par l'avertissement que l'Allemagne pourrait devoir résoudre la question à l'Est « *même en prenant le risque de complications à l'Ouest.* »

Le 26 août à 18h42, Mussolini essaya de modifier les termes en informant Hitler qu'Attolico, dans son zèle visant à empêcher un engagement italien envers l'Allemagne, avait mal compris ses instructions. Les batteries anti-aériennes devaient être rendues disponibles immédiatement, mais il aurait été acceptable de répartir les autres livraisons sur une période de douze mois. Mussolini se dépêcha de noter qu'Hitler avait concédé qu'il serait impossible de fournir certains matériaux stratégiques indiqués sur les listes italiennes, et que par conséquent « *il vous est impossible de m'assister matériellement en comblant les gros écarts que les guerres d'Éthiopie et d'Espagne ont causé dans les armements italiens.* » Mussolini insista également sur l'idée qu'une solution pacifique au différend

en cours était essentielles tant au peuple d'Italie qu'au peuple allemand. Il fut évident aux yeux d'Hitler qu'il ne servait à rien de mener de nouveaux efforts pour persuader Mussolini de renouveler le plein soutien de l'Italie à l'Allemagne dans la crise en cours.

## 20.4 Halifax espère la guerre

On s'attendait fortement à Londres ainsi qu'à Paris, durant ces journées, que la guerre entre l'Allemagne et la Pologne éclatât sans autre développement diplomatique important. Bonnet se plaignit de ce que plusieurs Français de premier plan soutinssent l'idée fantasque d'attaquer l'Italie en revanche d'une inévitable défaite des Polonais par les Allemands. Léon Blum, le dirigeant socialiste français, affirma à Sir Eric Phipps, l'ambassadeur britannique, que la guerre était quasiment certaine, bien qu'il ajoutât, avec un œil attentif sur les responsabilités, qu'il espérait qu'Hitler n'était pas « *assez dément* » pour attaquer la Pologne.

Durant la nuit du 25 août, Halifax informa Kennard que le comte Raczynski s'était montré « *très ferme* » durant la signature du pacte anglo-polonais. Raczynski avait fait montre d'indignation quant à une supposée « *sorte de corps libre* » en Silésie allemande, faisant des incursions ostensibles en Pologne. Il était évident qu'il s'agissait là d'une tentative faible et trompeuse de la part de l'ambassadeur polonais en vue de détourner les attentions du massacre de la minorité allemande à Bielitz. Halifax, en pleine conscience du projet de conférence de Mussolini, testa avec soin la réaction de Raczynski à la proposition consistant à céder Dantzig, qui n'appartenait pas à la Pologne, en échange d'une garantie internationale des frontières de la Pologne. Ce ne fut pas sans satisfaction qu'il informa Kennard que Raczynski avait rejeté cette idée avec mépris, et avait insisté pour que les nations alliées se concentrassent exclusivement sur le maintien d'une « *attitude rigide* » envers les Allemands. Kennard répondit à Halifax que Beck n'accepterait pas d'obliga-

tion de consulter la Grande-Bretagne avant de décider d'une action décisive à Dantzig. L'ambassadeur britannique fut satisfait de l'attitude de Beck sur ce sujet important.

Phipps signala depuis Paris que Bullitt avait reçu de nouvelles instructions de la part du président Roosevelt, en vue de faciliter une coordination plus étroite entre les politiques britannique et étasunienne à l'encontre de l'Allemagne. Le président étasunien suggérait qu'il fallait entreprendre tout ce qui était possible, par moyens de propagande, en vue de faire tomber le régime allemand dans un chaos révolutionnaire. Roosevelt pensait qu'il fallait diffuser de la propagande radio vers l'Allemagne à toute heure de la journée. Il escomptait que cela pourrait produire un effet important, en affirmant qu'Hitler était seul responsable de toute guerre. Il espérait que les désirs de paix du peuple allemand pourraient être exploités pour saper la loyauté des Allemands envers leur gouvernement une fois la guerre éclatée.

Henderson continuait de faire son possible à Berlin pour préserver la paix. Le 25 août, il reprit contact avec Lipski, l'ambassadeur polonais, et l'exhorta à discuter du problème de la minorité allemande en Pologne avec le gouvernement allemand. Henderson signala à Halifax qu'Attolico, l'ambassadeur italien, était horrifié par la perspective d'une guerre. Attolico avait déclaré avec indignation que les va-t-en-guerre comme Anthony Eden méritaient d'être pendus. Henderson évita de critiquer l'affirmation d'Attolico sur Eden, de quelque manière que ce fût. Eden, pour être franc, avait œuvré avec Churchill pour saboter l'apaisement, mais le rôle principal dans le sabordage de la politique d'apaisement revenait à Halifax, l'homme à qui Henderson envoyait son rapport.

Sir Ronald Lindsay, l'ambassadeur britannique aux États-Unis, envoya une suite de rapports finalisés à Halifax avant de rentrer en Angleterre, et d'être remplacé par Lord Lothian. Lindsay indiqua que Roosevelt était satisfait par la perspective d'une nouvelle guerre mondiale. Le président étasunien avait réduit ses perspectives en mai 1939, lors de sa tentative ratée de passer outre les lois

de neutralité étasuniennes, mais il assura à Lindsay qu'il allait réussir à réduire à néant ces lois une fois la guerre éclatée. Il reconnut qu'il allait se trouver contraint de reporter sa prochaine tentative pour ce faire « *jusqu'à l'éclatement de la guerre.* » Le président étasunien promit également qu'il ne se conformerait pas aux lois de neutralité s'il se voyait contraint de les invoquer. Il allait déjouer les objectifs de ces lois en retardant une proclamation de neutralité au moins cinq jours après l'éclatement de la guerre. Il veillerait à ce que dans l'intervalle, les systèmes d'armements fussent expédiés rapidement aux Britanniques du Canada en grandes quantités. Lindsay signala avec la modération excessive qui lui était habituelle qu'il y avait « *toutes les indications dans sa manière de parler que les autorités étasuniennes étaient impatientes de tricher en faveur du gouvernement de Sa Majesté.* »

Roosevelt promit également à Lindsay qu'il allait retarder les navires allemands sous le faux prétexte d'y rechercher des armes, afin qu'ils pussent facilement être saisis par les Britanniques dans des circonstances qui pourraient être déterminées avec exactitude entre les autorités étasuniennes et britanniques. L'ambassadeur britannique fut personnellement perturbé que le président d'un pays des plus importants puisse se montrer gai et jovial vis-à-vis d'une tragédie qui semblait si destructrice quant aux espoirs de toute l'humanité. Il signala que Roosevelt « *parlait sur un ton de jubilation malicieuse, et bien que je puisse me tromper, l'ensemble de l'affaire m'a laissé l'impression de ressembler à une farce d'écolier.* » Ce fut une tragédie pour les États-Unis et pour le monde qu'à ce moment charnière si important, ait été en poste un président dont les émotions et les idées pussent être au niveau de se faire classer comme enfantines par l'ambassadeur d'un pays ami.

Halifax était enclin à considérer l'attitude du président étasunien comme un produit de l'une des campagnes britanniques les plus réussies de propagande coloniale. Le président étasunien, qui était un militariste enthousiaste, avait accepté l'idée de la seconde guerre mondiale comme meilleur échappatoire des politiques déses-

pérément vaines qu'il avait menées, échouant totalement à gérer la dépression économique aux États-Unis. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères avait étudié le fantastique rapport Lochner au sujet des supposées remarques faites par Hitler à ses soldats à l'Obersalzberg le 22 août. Le 26 août, il câbla à Loraine que les informations récentes en provenance de Berlin indiquaient qu'Hitler avait à l'esprit une forme de partition de la Pologne. Son objectif était de faire passer à Mussolini l'idée que le dirigeant allemand entretenait des projets trop extrêmes, aux dépens des Polonais, pour que l'on pût parvenir à un règlement raisonnable des difficultés germano-polonaises. Halifax espérait ainsi décourager les idées de Mussolini en vue d'une conférence diplomatique.

Le secrétaire britannique aux affaires étrangères fut extrêmement satisfait de la solidarité avec laquelle la nation britannique sembla soutenir sa politique, une fois passé le premier choc causé par le pacte russo-allemand. George Lansbury, l'ancien dirigeant du parti travailliste, et James Maxton, le député d'Écosse travailliste indépendant, furent les seuls hommes ayant ouvert la parole en faveur de la non-intervention dans une possible guerre germano-polonaise, lors du débat tenu à la chambre des Communes le 25 août 1939. Halifax était également satisfait de l'attitude de la presse londonienne et provinciale, et était content qu'une menace de grève ferroviaire ait échoué du fait de la crise diplomatique.

Tôt le 26 août, Halifax suggéra à Kennard que les dirigeants polonais seraient sages de chercher l'approbation du gouvernement allemand pour l'expulsion de l'ensemble de la minorité polonaise hors de Pologne. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères estimait que le retour de ces gens en Allemagne aurait privé Hitler de ses plaintes quant aux mauvais traitements de la minorité allemande par les Polonais. Il nota qu'Hitler avait voulu conclure un accord similaire avec l'Italie au sujet des Allemands du Sud-Tyrol en janvier 1939. Halifax faisait fi du fait qu'Hitler avait conclu l'accord de janvier 1939 avec une puissance qui n'était pas fondamentalement hostile à la collaboration avec l'Allemagne. Les Polonais ne

voulaient pas examiner cette proposition, parce qu'ils craignaient qu'elle pût impliquer le départ de la minorité polonaise d'Allemagne hors de régions qu'ils espéraient annexer ultérieurement à la Pologne.

Avant de partir pour Londres, au matin du 26 août, Henderson envoya un dernier rapport à Halifax, avertissant que l'Allemagne était dans un état de mobilisation partielle déguisée. À 7h30 le même jour, il écrivit également une lettre personnelle à Ribbentrop, depuis l'ambassade britannique. Il informait Ribbentrop qu'il partait pour Londres afin d'expliquer la « *grosse proposition* » en vue d'un accord anglo-allemand, qu'Hitler avait formulée la veille. Il insistait fortement auprès de Ribbentrop quant au fait qu'un règlement pacifique de la question polonaise serait la meilleure base possible pour un tel accord. Henderson faisait consciencieusement à Ribbentrop la remarque, « *que depuis quatre mois, monsieur Hitler a fait montre d'une grande force par sa patience.* » Il estimait qu'Hitler devrait tenir encore un peu plus longtemps du fait des colossaux enjeux impliqués. Il demandait à Ribbentrop de dire à Hitler qu'il fallait s'attendre sans faute au retour de l'ambassadeur de Londres à Berlin le jour-même, ou le lendemain. Dans les faits, il ne fut pas permis à Henderson de retourner à Berlin avant le 28 août 1939. Il suppliait Hitler de croire en sa bonne foi, et concluait sa lettre à Ribbentrop par l'affirmation selon laquelle une nouvelle guerre anglo-allemande allait être la pire catastrophe possible qui pût s'abattre sur le monde. Il fut tragique qu'Halifax s'obstinât à considérer cette catastrophe certaine d'une autre manière.

## 20.5 Préoccupations britanniques quant à la France

Les Britanniques comptaient garder la France alignée après qu'Hitler perdit le soutien de Mussolini sur la question polonaise. Bullitt, l'ambassadeur étasunien, signala à Roosevelt que Daladier

ne se laissait pas berner par l'affirmation qu'Hitler allait abandonner Dantzig et reculer face à la pression anglo-française. Phipps, l'ambassadeur britannique, reconnut que Daladier était de plus en plus dubitatif quant à l'idée de soutenir la Pologne, mais le diplomate britannique affirma que sa propre intervention énergique avait jusqu'alors freiné le premier ministre français d'annoncer publiquement son aversion vis-à-vis des Polonais. Phipps reconnut que sa propre influence sur Daladier était moindre que celle de Bonnet, qui était favorable à une sérieuse considération de la part des Britanniques et des Français d'un accord durable avec les Allemands. Sir Eric Phipps concentrait également ses attentions sur Camille Chautemps, le vice-premier ministre, dans l'espoir qu'il pût contrer l'influence de Bonnet sur Daladier. Phipps fut contraint de reconnaître que Chautemps était l'un des nombreux membres du cabinet français qui étaient « *moins enclins à soutenir la Pologne par la force des armes.* »

Phipps annonça qu'il espérait convertir Chautemps à une politique de coopération française permanente avec la Grande-Bretagne, en paix comme en guerre. Il désirait qu'Halifax crût qu'il faisait tout ce qui était humainement possible en vue de soutenir sa politique en France. Il pensait qu'Halifax, sous ces circonstances, allait lui permettre d'exprimer ses propres désaccords personnels avec la politique de guerre inconditionnelle poursuivie par Londres. L'ambassadeur britannique reconnut qu'il était personnellement favorable à un accord anglo-allemand durable qu'à une nouvelle guerre anglo-allemande, et demanda humblement à Halifax d'accorder une considération importante aux dernières propositions d'Hitler. Les craintes passées de Bullitt, l'ambassadeur étasunien, se confirmaient. Phipps, l'influent ancien ambassadeur britannique en Allemagne, et beau-frère de Sir Robert Vansittart, était plus favorable à la paix qu'à la guerre. La majorité des dirigeants britanniques disposant de connaissances expertes en relations anglo-allemandes continuaient de se montrer plus favorables à la paix qu'à la guerre malgré la politique de Lord Halifax. Ce groupe com-

prenait le premier ministre Neville Chamberlain, George Lansbury, Lord Lothian, Lord Astor, Lord Londonderry, le vicomte Rothermere, Sir Horace Wilson, le sous-secrétaire aux affaires étrangères du parlement Rab Butler, l'ambassadeur Sir Eric Phipps, et l'ambassadeur Sir Neville Henderson.

Chamberlain se plaignit auprès de Kennedy, l'ambassadeur étasunien, après l'éclatement de la seconde guerre mondiale, « *que les États-Unis ainsi que les Juifs du monde avait forcé l'Angleterre à entrer en guerre.* » Kennedy lui-même était convaincu que « *ni les Français, ni les Britanniques n'auraient pris la Pologne comme raison de faire la guerre sans l'aiguillon constant pratiqué par Washington.* » En 1939, Kennedy était soumis à une pression constante de la part de l'ambassadeur étasunien à Paris, et il mit tout l'accent sur « *l'exhortation par Bullitt de Roosevelt à l'été 1939 quant à l'idée qu'il fallait tenir tête aux Allemands au sujet de la Pologne.* » Kennedy reçut pour instructions par le président Roosevelt, par téléphone, « *de mettre du fer au fessier de Chamberlain* », une instruction gratuite du fait que Chamberlain avait abdiqué le contrôle de la politique britannique à Lord Halifax en octobre 1938. Kennedy, Bullitt et Roosevelt ne parvinrent jamais à comprendre cette situation. Ils n'étaient ni bien informés, ni assez sagaces pour découvrir les faits par eux-mêmes, et Halifax ne se laissa jamais aller à se confier à eux. La petite voix de la conscience qui amena par la suite Chamberlain à se plaindre à Kennedy quant aux États-Unis et aux Juifs était une tentative de rejeter la faute sur quelqu'un d'autre, pas une vraie confession. Il ne faisait que dire en usant d'autres mots que lui-même et ses amis auraient pu trouver le courage de défier Halifax si ce dernier n'avait pas joui du soutien du président Roosevelt. Il s'agissait incontestablement d'une rationalisation défensive, car aucun d'entre eux ne montra jamais la moindre inclinaison à s'opposer à Halifax. En outre, Halifax avait décidé d'une politique de guerre contre l'Allemagne longtemps avant l'occupation de Prague par l'Allemagne, et avant que Roosevelt tentât d'exercer une pression belliciste consi-

dérable sur les dirigeants britanniques. C'était avant qu'Hitler se rendît à Prague, et non après, qu'Halifax avait stimulé Roosevelt contre les Allemands. Comparativement à Halifax, Roosevelt était novice en affaires internationales, et il était inconcevable qu'il pût exercer une influence décisive sur le secrétaire britannique des affaires étrangères.

Halifax avait considéré une guerre anglo-allemande comme inévitable depuis 1936, et il ne trembla jamais dans sa campagne de destruction de l'Allemagne, entre octobre 1938, lorsqu'il prit personnellement le contrôle de la politique britannique, jusqu'à l'éclatement de la seconde guerre mondiale en septembre 1939. En stature, il dépassait Chamberlain, le dirigeant d'entreprise unitarien des Midlands, ainsi que tous ses amis mous. Il s'était retenu de prendre à Chamberlain le contrôle de la politique étrangère jusqu'au retour du dirigeant britannique de Munich pour affronter les critiques hostiles au sein de son propre parti, le parti conservateur. Il n'avait jamais sérieusement critiqué la ligne politique suivie par Chamberlain jusqu'à se trouver en position de la dominer. Halifax aurait été amusé d'entendre Winston Churchill dire à ses amis, au mois d'août 1939, qu'il craignait que le gouvernement britannique « *ne se trouvât à court quant à la Pologne.* » Ce n'était pas la bonne manière de voir les choses. Halifax s'inquiétait en premier lieu de la possibilité que la France ne se trouvât à court quant à la Pologne. Il s'agissait du seul événement qui aurait pu l'amener à abandonner sa propre politique de guerre contre l'Allemagne.

Le général Edward Spears, de l'armée expéditionnaire britannique, accompagna Winston Churchill en visite sur la ligne Maginot au mois d'août 1939. Il restait en France, en mission spéciale pour préparer l'arrivée de l'armée britannique. Le général Spears, qui jouissait de nombreux contacts avec des personnalités de premier-plan en France, se plaignit de ce que « *je pouvais ressentir de l'hostilité parmi les gens que je connais très bien, et c'était très désagréable.* » Il nota que ces personnes pensaient que la France n'était guère qu'un instrument utilisé dans une campagne

britannique irraisonnée en vue de détruire l'Allemagne. L'attitude du peuple français, au mois d'août 1939, n'était pas fondamentalement différente de celle du peuple anglais avant qu'Halifax n'initiât sa campagne publique en vue de détruire l'Allemagne, le 17 mars 1939. A. P. Scotland, un expert en renseignements militaires britanniques de premier-plan, a noté qu'il existait, parmi les gens ordinaires vivant à Londres en mars 1939, un sentiment pro-allemand et pro-Hitler répandu. Cette attitude fut modifiée au cours des mois qui suivirent par une campagne de propagande sans précédent.

## 20.6 La correspondance Hitler-Daladier

Hitler avait écrit une lettre personnelle à Daladier au soir du 25 août 1939, au cours des heures d'incertitude suivant sa décision de tenter l'annulation des opérations militaires contre la Pologne. Hitler saluait Daladier comme un chef d'État ayant vécu l'inanité de la première guerre mondiale, au cours de quatre longues années au fond de tranchées, sur le front Ouest. Hitler espérait que lui-même et Daladier partageaient les mêmes sentiments quant à déplorer les perspectives d'un nouveau conflit entre la France et l'Allemagne.

Le 26 août, Coulondre, l'ambassadeur français, transmit une longue réponse de la part du premier ministre français. Daladier informait Hitler que la France jugeait nécessaire d'accorder son soutien à la Pologne, mais il assurait au chancelier allemand que le peuple de France désirait vivre en paix avec l'Allemagne. Il promettait que la France et ses alliées allaient suivre une politique de bonne volonté, et non s'employer à exploiter les difficultés allemandes à des fins indignes.

La veille, sur les ondes radio, Daladier avait exprimé des sentiments similaires face à la nation française. Son discours était une vaine tentative de rétablir l'unité de la France, qui avait été déchirée en morceaux par l'annonce du pacte russo-allemand. Le gouvernement français avait fait interdire les principaux journaux commu-

nistes, *L'Humanité* et *Ce soir.* Les 25 et 26 août, le plus gros de la presse avait exprimé l'espoir qu'une possibilité de solution pacifique pût être trouvée. Le 25 août, dans l'*Action française*, Charles Maurras avait accablé la ligne Siegfried, du fait que celle-ci rendait futile toute tentative française de venir en aide à la Pologne. Il affirmait qu'« *ce serait aussi difficile pour un homme de se frapper la tête contre un mur de pierre pour essayer d'aider quelqu'un que l'on assassinerait de l'autre côté du mur.* » L'*Excelsior* publia un article sensationnel, dont il affirmait que le récit provenait de sources diplomatiques polonaises à Paris. Il suggérait que le gouvernement polonais pourrait, lors de nouvelles négociations, autoriser l'Allemagne à récupérer Dantzig et à disposer d'une route menant en Prusse orientale, pourvu que la route fût construite par des ingénieurs polonais. Il y était également avancé que les Polonais accepteraient de retirer leur haut-commissaire de Dantzig, et qu'ils allaient demander à la Société des Nations d'en faire autant, pourvu que les Allemands renouvelassent leur proposition de respecter les droits économiques en place de la Pologne à Dantzig. Cet article phare provoqua des espoirs en France quant à la possibilité de régler le différent en cours au travers de négociations bilatérales entre l'Allemagne et la Pologne.

Coulondre prononça un énergique appel à la paix après qu'Hitler eut lu la lettre de Daladier. L'ambassadeur français insista sur l'idée qu'une guerre menée avec des armes modernes promettait de constituer avant tout une grande tragédie pour les femmes et les enfants d'Europe. Coulondre nota que ces mots soigneusement calculés eurent un effet important sur Hitler. Il y eut un long silence, après lequel le chancelier allemand observa pensivement : « *Oui, j'ai souvent pensé aux femmes et aux enfants.* » L'ambassadeur français nota que Ribbentrop, qui était également présent, s'abstint de prendre part à la conversation.

Hitler écrivit une réponse approfondie à Daladier, que Ribbentrop remit en main propre à l'ambassadeur français le lendemain. Après la conversation qu'il avait tenue avec Hitler le 26 août, l'am-

bassadeur français était habité par l'espoir que la guerre n'aurait pas lieu. Dans sa lettre à Daladier du 27 août, Hitler résumait ses besoins pour un règlement du problème de Dantzig. Le chancelier allemand rappelait à Daladier qu'il ne cherchait aucune querelle à la France, et qu'il avait volontiers renoncé à l'Alsace-Lorraine. Il demandait à Daladier quels seraient ses sentiments si Marseille, une ville portuaire d'une taille plus de deux fois supérieure à celle de Dantzig, se voyait transformée en *Ville libre*, et se trouvait contrainte d'accepter des actes illégaux et des usurpations de pouvoir de la part d'un petit pays voisin.

Hitler assura à Daladier qu'une guerre germano-polonaise serait une catastrophe, du fait que l'ensemble de l'État polonais, tel qu'il était alors constitué, serait perdu. Hitler ajouta avec tristesse qu'il était contraint de conclure que les Français, en situation similaire, agiraient comme l'Allemagne ; l'Allemagne ne pouvait pas revenir sur sa position, et réagir comme les Français en défendant une aggravation de la situation aussi insatisfaisante que le système *Ville libre + couloir*. La lettre d'Hitler se terminait brutalement sur une note très pessimiste : « *Malheureusement, comme je l'explique plus haut dans la présente, je ne vois aucune possibilité ouverte à nous pour amener la Pologne à adopter une attitude plus saine, et ainsi remédier à une situation qui est insupportable tant pour le peuple allemand que pour le Reich allemand.* »

Hitler espérait en réalité que la pression de la part des Français et des Britanniques pourrait amener les Polonais à accepter un compromis. Il espérait que sa lettre pessimiste pourrait persuader Daladier à mener des actions énergiques vis-à-vis des Polonais. Les Allemands demandèrent aux Français de ne pas rendre publique la correspondance Hitler-Daladier, mais les dirigeants français décidèrent d'ignorer cette suggestion, et la correspondance fit l'objet d'une couverture totale de la presse française. Les diplomates allemands à Paris signalèrent que le commentaire d'Hitler sur Mar-

seille, dans la région native du premier ministre français [2], avait été particulièrement efficace.

Hitler demanda à Ribbentrop de réaliser une promesse à Coulondre, en réponse à la remarque sur les femmes et enfants européens faite la veille par le diplomate français. Hitler promit de ne pas prendre l'initiative, en cas d'hostilités, de mener des actes de guerre contre des civils ennemis. Cette promesse fut par la suite strictement respectée. Elle fut rendue inopérante par la campagne de bombardement britannique sur l'Allemagne, qui avait été planifiée dès 1936. Hitler se trouvait également confronté à la possibilité bientôt se trouver en guerre contre la Pologne, et contre la Grande-Bretagne et la France. Le 27 août, il écrivit à Mussolini que « *si, comme nous en avons parlé, la grande guerre devait commencer, la situation à l'Est sera réglée avant que les deux puissances de l'Ouest puissent parvenir à quelque succès.* »

Le secrétaire d'État Weizsäcker avait invité Kirk, le chargé d'affaires étasunien, à rendre une visite au bureau allemand des affaires étrangères au soir du 26 août. Weizsäcker lui remit la mention d'Hitler de bonne réception des deux récents messages du président Roosevelt, et Kirk fit part de son plaisir du fait de cette action de courtoisie. Weizsäcker fit savoir à Kirk qu'il serait plus opportun de présenter des avertissements à Varsovie plutôt qu'à Berlin. Thomsen, le chargé d'affaires allemand, rappela le 28 août à Hitler que Roosevelt ferait tout son possible pour parvenir à l'effondrement de l'Allemagne. Il prédit que Roosevelt allait faire usage de tactiques sans pitié pour forcer une participation étasunienne active dans une guerre européenne, en dépit de l'opposition de l'opinion publique étasunienne. Thomsen était convaincu que les matières premières, et les machine-outils étasuniens seraient rendus disponibles à la Grande-Bretagne ainsi qu'à la France immédiatement après l'éclatement de la guerre, et que cette mesure serait populaire du fait qu'elle contribuerait à réduire le chômage massif. Thomsen

2. Daladier était natif de Carpentras, NdT

conclut que les lois de neutralité étasunienne en place seraient soit abrogées, soit contournées.

Le bureau allemand des affaires étrangères s'intéressa à un rapport émis par Wilhelm Fabricius, le représentant allemand à Bucarest, et qui était arrivé à Berlin le 27 août à 7h45. Le rapport contenait des informations en provenance du général Tenestu, le chef d'État-major roumain, dont les Allemands savaient qu'il était en contact étroit avec les dirigeants militaires français. Il prédisait que la Pologne allait refuser un règlement diplomatique, et que la guerre s'ensuivrait entre l'Allemagne et la Pologne. Il était convaincu qu'au dernier moment, la Grande-Bretagne et la France allaient refuser d'intervenir dans une guerre germano-polonaise. Les prédictions du général Tenestu étaient fondées sur des informations en provenance de sources militaires françaises. Cela constitua un fort encouragement à Hitler après la défection de l'Italie, et la conclusion du traité d'alliance anglo-polonais.

Hitler craignait de ne pas avoir les moyens de laisser passer la saison la plus favorable aux opérations contre les Polonais, au cas où ils auraient refusé de négocier. Les routes de Pologne, presque toutes en terre, formaient une légendaire mer de boue durant la saison pluvieuse de l'automne. Il ordonna à l'armée allemande de se tenir prête pour une possible opération contre la Pologne à l'aube du 31 août. Il ne s'agissait pas d'une redite de son ultime ordre d'attaque du 25 août, mais un retour aux ordres opérationnels antérieurs, qui avaient demandé que les préparations fussent réalisées pour le 20 août 1939 en vue d'une possible campagne contre la Pologne.

Le 26 août, Hitler fut informé par les diplomates allemands en poste à Dublin que l'Irlande allait rester neutre en cas de guerre anglo-allemande. Le gouvernement irlandais désirait qu'Hitler fît une déclaration, en cas de guerre, se prononçant en faveur de l'unification de l'Ulster avec le reste de l'Irlande. Le gouvernement allemand s'opposa à cette proposition parce qu'elle aurait constitué une ingérence allemande dans les affaires du Royaume-Uni. Le gou-

vernement allemand sympathisait avec les souffrances de l'Irlande partitionnée, mais ne se délectait pas de la perspective de prolonger les possibles hostilités contre les Britanniques en soulevant la question irlandaise.

## 20.7 Le désir de paix d'Hitler est porté à Londres par Dahlerus

Birger Dahlerus, qui conduisait une mission officieuse pour l'Allemagne, avait conversé à Londres avec Halifax les 25 et 26 août. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères avait pris soin de ne pas insister ouvertement sur l'idée qu'une entente entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne était impossible. Halifax était incapable de réfuter que la réponse d'Hitler à la lettre de Chamberlain du 23 août 1939 avait rouvert le canal officiel des négociations. Dahlerus eut beaucoup de difficultés à passer un appel vers l'Allemagne le 25 août. Ce n'était pas surprenant, si l'on considère qu'il essayait de passer son coup de fil peu après l'annulation par Hitler des opérations militaires. Il parvint finalement à joindre le maréchal Goering à 20h00. Dahlerus lui transmit le résultat de sa première discussion avec Halifax, et nota que le maréchal allemand était de toute évidence très agité du fait des derniers développements en date à Berlin, qui restaient inconnus de son ami suédois. Goering souligna que la situation était extrêmement sérieuse, et qu'une conférence anglo-allemande était fortement à désirer. Il ajouta qu'une décision britannique favorable à l'offre d'accord qu'Hitler avait donnée à Henderson l'après-midi même pourrait constituer un gain d'une importance incalculable.

L'ingénieur suédois conféra avec Halifax au matin du 26 août, après l'arrivée d'Henderson à Londres. Il informa Halifax de sa conversation téléphonique de la veille au soir avec Goering. Halifax présenta à Dahlerus une lettre personnelle à Goering, qui recommandait des négociations directes entre l'Allemagne et la Pologne.

Dahlerus demanda aux diplomates allemands de Londres d'informer le bureau allemand des affaires étrangères qu'il allait rentrer à Berlin à 17h30 le jour-même. L'ingénieur suédois arriva à Berlin à l'heure, et remit à Goering la lettre d'Halifax. Durant la nuit du 26 août, il conféra avec Hitler pour la première fois. Il s'engagea dans d'autres conversations avec Goering après son entretien avec Hitler, et avant de retourner à Londres pour ce que les dirigeants allemands espéraient être des conférences d'une importance décisive avec les Britanniques. Par-dessus tout, il lui fallait recevoir des informations quant à la réponse britannique à l'offre d'Hitler du 25 août.

Le 27 août, cependant que Dahlerus était à Londres en conférence avec les Britanniques, Hitler reçut un message de Mussolini qui eut un effet marqué sur le traitement ultérieur de l'Italie par Hitler dans les négociations anglo-allemandes. Le dirigeant italien demandait que tout fût fait à Berlin pour éviter l'éclatement de la guerre avec les Polonais pour une durée d'au moins trois ou quatre années. Hitler, qui pensait qu'il y aurait dans l'avenir proche soit un règlement diplomatique avec les Polonais, soit une guerre contre eux, fut irrité de cette suggestion, qui semblait indiquer une attitude irréaliste quant à la crise qu'il avait à affronter.

Le 27 août, les dirigeants britanniques assurèrent à Dahlerus qu'une réponse formelle à l'offre d'Hitler allait bientôt être émise, et que dans l'intervalle, ils tenaient à faire connaître informellement la substance de leur réponse. L'essence de la réponse britannique était qu'un accord de collaboration avec l'Allemagne était acceptable sur le principe, mais que les Britanniques allaient continuer à soutenir la position prise par la Pologne dans le différend de Dantzig. Cela signifiait que la Grande-Bretagne et l'Allemagne se trouvaient confrontées à un conflit immédiat sur le problème de Dantzig. Halifax était prêt à assurer à Hitler que la Grande-Bretagne allait accueillir favorablement toute nouvelle tentative de l'Allemagne de régler ses différends avec la Pologne au travers de négociations directes. Dahlerus conféra avec Chamberlain ainsi que

plusieurs dirigeants du bureau britannique des affaires étrangères avant de rentrer à Berlin pour tenir une nouvelle conférence avec Hitler.

Le chancelier allemand se montra extrêmement satisfait des résultats de la visite de Dahlerus à Londres du 27 août. Sa question la plus pressante à ce stade fut de savoir si oui ou non Halifax voulait envisager une possible alliance anglo-allemande. Hitler assura à Dahlerus qu'il serait prêt à accepter l'engagement britannique envers la Pologne une fois que l'Allemagne aurait réglé ses propres différends avec les Polonais. Il pensait que les Britanniques allaient reconnaître qu'il avait réalisé une concession importante en cédant de considérer leur garantie à la Pologne comme un obstacle pour une entente anglo-allemande. Hitler souleva alors le point crucial. Il insista sur la nécessité que les Britanniques persuadassent les Polonais de négocier avec l'Allemagne. Faut de cela, rien ne pouvait être accompli, la guerre était inévitable, et une opportunité favorable d'entente anglo-allemande allait se perdre.

Dahlerus prit immédiatement contact avec les diplomates britanniques à Berlin pour les informer qu'il soutenait fermement la réponse d'Hitler aux suggestions d'Halifax. Il promit aux Britanniques que la position des Polonais dans toute négociation serait incomparablement plus forte que celle des Tchèques au moment de l'effondrement de la Tchéco-Slovaquie. Dahlerus informa également les diplomates britanniques qu'Hitler était prêt à accepter une garantie internationale envers la Pologne dans le cadre de tout règlement. L'ingénieur suédois confia qu'Hitler était fort impressionné par ce qu'il considérait comme la sincérité britannique dans la recherche de résolution des différences anglo-allemandes.

Dahlerus communiqua par téléphone un autre rapport aux diplomates britanniques à Berlin, depuis la base militaire d'Oranienbourg, à proximité de la capitale allemande. Il informa Sir George Ogilvie-Forbes, le chargé d'affaires britanniques, qu'Hitler était à présent prêt à refuser son soutien contre la Grande-Bretagne à toute puissance tierce, y compris l'Italie, le Japon, et la Russie.

Hitler pensait qu'il était justifié qu'il offrît cette promesse, du fait que l'Italie, sa seule alliée, refusait de soutenir l'Allemagne contre des attaques de la part de la Grande-Bretagne et de la France. Hitler était convaincu que cette promesse allait renforcer son offre antérieure de soutien à l'Empire britannique.

Dahlerus nota, dans un rapport spécial à destination des Britanniques, que Goering avait émis une suggestion très réaliste le 26 août. Le maréchal allemand insistait sur le fait que l'Allemagne ne voulait que les faits de la part de Dahlerus et des Britanniques, et qu'il n'y avait pas lieu de se préoccuper d'éviter de blesser les sentiments allemands. Goering pensait que cette franchise était nécessaire si l'on comptait balayer efficacement les obstacles barrant la route à une entente anglo-allemande. Dahlerus assura à Halifax que des contacts personnels avec Hitler l'avaient convaincu que le chancelier allemand ne désirait pas la guerre. Toutefois, Hitler et Goering l'avaient tous deux averti qu'il y aurait la guerre faute de trouver un accord rapidement, et que la Pologne, dans cet événement malheureux, se trouverait divisée en deux zones d'occupation, entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Dahlerus était convaincu que ni Hitler, ni Goering n'étaient plus favorables à un tel développement qu'à une solution négociée. Dahlerus estimait avoir fait tout son possible pour amener les Britanniques à émettre des suggestions constructives dans leur réponse à Hitler. Il ne restait plus qu'à attendre le test de la note officielle britannique.

## 20.8 Kennard s'oppose aux discussions germano-polonaises

Le 27 août, Ribbentrop téléphona plusieurs fois à l'ambassade allemande de Rome pour exhorter les Italiens à ne pas dévoiler ni aux Britanniques ni aux Français leur position de neutralité dans la crise en cours. Ciano affirma à Mackensen que la vraie position italienne n'était connue que d'un cercle très étroit en Italie,

et Mussolini assura à l'ambassadeur allemand qu'il s'emploierait à respecter le souhait allemand « *cento per cento (100%)* » Les Italiens promirent également de quelque peu renforcer leur armée aux abords de la frontière avec la France ainsi qu'en Libye. Le 27 août, à 16h30, Mussolini câbla à Hitler que « *le monde ne connaît pas l'attitude de l'Italie, et ne la connaîtra pas avant le début des hostilités.* » La trajectoire de l'histoire européenne aurait sans doute été différente si les Italiens avaient effectivement tenu cette posture au cours des dix jours précédents, au lien de s'empresser de laisser connaître leur neutralité au gouvernement britannique. Les Allemands continuèrent d'entretenir des soupçons quant à la politique italienne, mais restèrent totalement dans l'ignorance de la situation réelle.

Les Polonais avaient atteint un stade d'excitation fiévreuse en raison de la reprise d'activité diplomatique entre Berlin et Londres. Raczynski protesta auprès d'Halifax du fait que le *London Times* du 26 août avait souligné le dévouement d'Henderson à la paix en décrivant ses discussions tenues avec Hitler le 25 août. Les Polonais, qui désiraient l'éclatement de la guerre aussitôt que possible, s'alarmaient dès que le mot « *paix* » était mentionné. Raczynski affirma que l'article du *Times* pouvait être interprété comme une tentative de séparer la Grande-Bretagne de la Pologne. L'ambassadeur polonais réfuta catégoriquement que quelque projet de négociation de la part d'Hitler pût déboucher sur un compromis raisonnable, bien qu'il n'expliquât aucunement dans quelle mesure, s'il y en avait une, les Polonais pouvaient considérer une solution de compromis à la crise. Il affirma qu'Hitler s'employait à réaliser l'encerclement de la Pologne et à diviser les Alliés. Halifax demanda à Raczynski s'il ne pensait pas que l'Allemagne pouvait attaquer la Pologne à tout moment. L'ambassadeur polonais répondit évasivement que les Allemands pourraient ne pas oser passer à l'attaque. Il prédit que leur prochaine action serait une manœuvre visant à séparer la Roumanie de la Pologne. Le diplomate polonais était semblait-il ignorant du fait qu'Hitler ne s'occupait pas de cela en Roumanie.

À la même date, soit le 27 août, Gafencu, le ministre roumain des affaires étrangères, avait présenté à l'Allemagne une promesse formelle de neutralité de la Roumanie dans toute guerre germano-polonaise. Le roi Carol de Roumanie avait également exprimé sa conviction que la Grande-Bretagne et la France n'attaqueraient pas l'Allemagne. Le souverain roumain était rentré récemment d'une visite en Turquie, et avait été impressionné par les retards de livraisons d'armes britanniques aux Turcs par rapport au calendrier prévu.

Kennard, l'ambassadeur britannique à Varsovie, dénonça vigoureusement dans son rapport envoyé à Londres la possibilité d'une reprise de négociations entre les Allemands et les Polonais. Il rappela à Sir Alexander Cadogan qu'il avait précédemment dénoncé la proposition de Henderson pour que Lipski s'emploie à obtenir un entretien avec Hitler. Kennard ne pensait que selon des termes de guerre inévitable, et craignait que l'intérêt d'Hitler envers des négociations avec les Polonais constituât une « *manœuvre allemande pour briser notre front.* » Il se montra dédaigneux quant à la politique britannique antérieure, et avertit que les observateurs neutres qui inspectaient les conditions de vie des minorités en Pologne ne devaient pas constituer une nouvelle « *mission Runciman.* » Il déplorait les discussions constantes visant à éviter les incidents, et affirmait que les Polonais avaient le droit de « *réagir* » aux provocations allemandes. Kennard souligna également que le gouvernement polonais allait refuser de négocier quant à un possible échange des minorités avec les Allemands.

Kennard avait reçu cinq documents détaillés de la part du bureau britannique des affaires étrangères, contenant des récits confidentiels des mauvais traitements de la minorité allemande en Pologne. La réponse mensongère que fit Kennard pour ces éléments ne saurait être décrite autrement que succincte : « *Pour autant que je puisse en juger, les allégations allemandes de mauvais traitements de la minorité allemande par les autorités polonaises constituent de grossières exagérations, voire des falsifications totales.* »

Kennard ajouta rudement que les diverses exceptions à cette affirmation étaient le résultat de « *provocations* » allemandes depuis mars 1939. Kennard continua en faisant une nouvelle entorse aux instructions qu'il avait reçues quant à avertir Beck contre les excès. Il pourrait imprimer sur Beck la nécessité de « *prouver [que]les allégations d'Hitler sur la minorité allemande sont fausses.* » L'ambassadeur britannique espérait qu'il serait possible de contraindre les faits pour qu'ils s'ajustassent aux motifs de ses notions préconçues.

On pourrait s'interroger sur la manière dont Kennard aurait réagi quant au sort de ses proches dans la ville de Brighton, ou d'ailleurs en Angleterre, sous une administration étrangère permettant des atrocités quotidiennes. Kennard acceptait avec complaisance une attitude polonaise menaçante, qui impliquait également la sûreté immédiate de ses propres compatriotes. Les Polonais espéraient museler un possible rapprochement anglo-allemand. Ils exigeaient des informations immédiates concernant toute réponse britannique aux propositions émises par Hitler. Ils avertirent que, bien que leur mobilisation fût quasiment totale, ils prendraient immédiatement des mesures militaires supplémentaires au cas où ils jugeraient la réponse britannique insatisfaisante. Ils insistèrent sur l'idée que le seul objet des manœuvres d'Hitler était de détruire le « *front pour la paix.* » Kennard ajouta que Beck refusait de discuter des minorités, et qu'il ne désirait pas que des observateurs neutres fussent témoins des conditions intérieures à la Pologne. Kennard indiqua qu'il était personnellement satisfait de la position prise par le ministre polonais des affaires étrangères sur ces questions importantes.

Le 27 août, le comte Ciano fit suivre ses assurances trompeuses aux Allemands par un coup de téléphone personnel passé à Lord Halifax. Le ministre italien des affaires étrangères informa Halifax que, sur la base des relations amicales existant entre la Grande-Bretagne et l'Italie, il désirait exhorter le gouvernement britannique à accorder une considération importante à l'offre d'Hitler en

vue d'un accord anglo-allemand. Il exhorta Halifax à encourager les Polonais à négocier avec l'Allemagne. Son coup de téléphone eut lieu à une heure où le bureau britannique des affaires étrangères était en train de préparer une analyse très complaisante de la situation en cours. Selon cette analyse, le « *fait que monsieur Hitler considère le message du secrétaire d'État au feld-maréchal Goering comme satisfaisant, et qu'il soit content de lui tendre la main, indiquent que le gouvernement allemand vacille. Cela a été confirmé hier par un membre de l'ambassade allemande, qui a affirmé que la signature du pacte polonais avait constitué un coup de théâtre.* »

Le pacte avait effectivement constitué un coup de théâtre, bien que le diplomate allemand qui reconnut ce fait aux Britanniques fût connu d'eux comme un homme au patriotisme douteux. De fait, Theo Kordt le chargé d'affaires allemand à Londres, faisait à ce stade passer plus d'informations au gouvernement britannique qu'au bureau allemand des affaires étrangères à Berlin. Cela ne signifiait pas que la Grande-Bretagne, quelle que fût la situation en Pologne, se trouvait en position d'intimider Hitler à jamais. L'hésitation d'Hitler, contrairement à celle de Mussolini, n'était pas produite par crainte de la puissance militaire britannique, qui à elle seule n'aurait jamais pu vaincre l'Allemagne, mais du fait d'une sincère amitié pour l'Empire britannique. La conclusion du bureau britannique des affaires étrangères du 27 août, selon laquelle il serait sage d'être « *conciliants sur la forme,* » mais « *se montrer absolument fermes en substance,* », n'était pas une formule adaptée à la préservation de la paix. La fermeté absolue que les diplomates britanniques avaient à l'esprit était une rigidité de la politique qui empêchait tout pression sur la Pologne en vue d'un règlement diplomatique avec l'Allemagne.

La plus grave illusion qui régnait au bureau britannique des affaires étrangères au 27 août concernait la position militaire supposément favorable qu'occupait la Grande-Bretagne. Il semblait aux diplomates britanniques que les « *dernière nouvelles en provenance de Turquie et d'Italie étaient hautement satisfaisantes. Si*

*la guerre éclatait, et que l'Italie ne s'y joignait pas, l'effet moral sur le peuple allemand serait colossal, et ils ne ressentiraient pas la douteuse assistance de la Russie comme une compensation.* » Le peuple allemand n'avait pas d'enthousiasme à mener une nouvelle guerre, mais il était exagéré de supposer que quelque décision de l'Italie pût sérieusement affecter son moral. L'homme de la rue allemand, sans parler des personnalités militaires responsables, ne portait guère de crédit à cette époque à l'importance militaire de l'Italie. Il serait aisé à Hitler de convaincre le peuple qu'il relevait du meilleur intérêt de l'Allemagne que l'Italie restât en dehors des problèmes. L'analyse britannique de la situation militaire conclut sur une triste note que les « *dernières indications sont que nous disposons d'une main exceptionnellement forte.* »

Le 27 août, Hitler prononça un discours privé à destination des autres dirigeants allemands, dans lequel il insista sur son espoir d'un accord avec la Grande-Bretagne. La question britannique était si faible en réalité qu'Hitler se re-convainquait lui-même, avec chaque nouvelle analyse de la situation, qu'il ne serait pas possible, du fait de leur volonté, ou de leurs intérêts, d'entrer en guerre pour la Pologne. Malheureusement, le désir d'Halifax et des membres du bureau britannique des affaires étrangères de mener une coalition à la guerre contre l'Allemagne leur permettait de rationaliser la situation d'une manière à la fois téméraire et superficielle.

Karl von Wiegand, un journaliste étasunien bien informé du service de nouvelles internationales de William Randolph Hearst, discuta de la situation avec les diplomates britanniques de Berlin le 27 août. Plus tard le même jour, il put informer les diplomates allemands que Sir Neville Henderson était personnellement favorable à une solution allant dans le sens allemand à la crise en cours. Néanmoins, Henderson s'était montré sceptique quant aux résultats de sa dernière mission, lorsqu'il était parti la veille pour Londres. Il avait affirmé à ses collaborateurs à Berlin qu'il doutait que le cabinet britannique pourrait soutenir ses efforts en vue d'une solution pacifique. Henderson savait que la paix ne peut être maintenue sans

compromis. Il était prêt à défendre à Londres le retour de Dantzig à l'Allemagne, et des infrastructures de transport adéquates entre l'Allemagne et la Prusse orientale. L'ambassadeur britannique était convaincu que l'offre originelle de l'Allemagne à la Pologne restait la meilleure base possible pour un règlement par compromis des différences germano-polonaises.

Jour après jour, les Russes arguaient que les Britanniques n'avaient qu'à s'en prendre à eux-mêmes pour leur faible position. Le 26 août, le maréchal Voroshilov, le négociateur en chef russe dans les récentes discussions militaires tenues avec l'Ouest, expliqua dans une interview spéciale pour *Izvestia*[3] qu'il était naïf de la part de Londres d'avancer que les négociations russes avec la Grande-Bretagne et la France avaient été rompues en raison du pacte avec l'Allemagne. Voroshilov indiqua qu'au contraire, le pacte avec l'Allemagne avait été signé à cause de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations occidentales, et que cette impasse, quant à elle, provenait de la garantie britannique accordée à la Pologne ainsi qu'à l'intransigeance polonaise. Voroshilov exploitait en fait le prétexte dont il avait usé pour perturber les négociations avec l'Ouest, plutôt que révéler la vraie nature de la politique soviétique, qui avait été fondée depuis de nombreux mois sur l'espoir d'une neutralité russe durant la première phase d'une guerre anglo-allemande destructrice. Ses affirmations constituaient une justification bien pensée et plausible de la politique russe, calculée pour créer le maximum de mécontentement quant à la politique polonaise en Grande-Bretagne et en France. Cela ne signifiait pas que les Russes jouaient le jeu diplomatique allemand. Ils avaient promis à Ribbentrop d'envoyer un nouvel ambassadeur à Berlin pour prendre la suite de Merekalov, qui avait été rappelé, mais ils n'en avaient rien fait au cours de la semaine qui suivit le retour de Ribbentrop depuis Moscou. Ils se montrèrent également extrêmement dilatoires dans leur réponse à une demande allemande de réfuter

3. Les Nouvelles

les rumeurs qui circulaient largement selon lesquelles l'armée russe se voyait en fait retirée de la proximité de la frontière polonaise. En fin de compte, le 28 août, Molotov publia un démenti laconique expliquant que les signalements de retraits de soldats soviétiques n'avaient aucune base factuelle. Ribbentrop ne fut pas satisfait de cette déclaration. Il pensait qu'une annonce d'une concentration de troupes russes contre la Pologne pourrait encourager les Polonais à négocier. Il téléphona à Moscou le 28 août pour demander à Molotov de mener cette action. Molotov refusa de s'exécuter, et Schulenburg, l'ambassadeur allemand, signala le 29 août que le commissaire soviétique aux affaires étrangères continuait de négliger la nomination d'un nouvel ambassadeur de Russie en Allemagne. L'Union soviétique, en défendant ses propres politiques, n'avait aucun désir d'aider Hitler à parvenir à un règlement pacifique du différend germano-polonais.

## 20.9 La note britannique trompeuse du 28 août

Les Britanniques avaient décidé de reporter au soir du 28 août leur réponse formelle à l'offre d'Hitler en date du 25 août, et Henderson fut contraint de rester à Londres pour ensuite la porter en personne à Hitler. L'ambassadeur britannique, qui avait pensé rentré en Allemagne avec la réponse britannique le 26 ou le 27 août, considérait ce retard de la part de Londres comme irresponsable et inexcusable. Hitler était nettement moins préoccupé par la situation, car, non informé des faits, il continuait d'espérer que les Britanniques menaient des actions énergiques à Varsovie afin de persuader les Polonais d'accepter un compromis.

Dahlerus continuait d'apporter aux Britanniques des informations vitales en vue de négociations réussies avec l'Allemagne. Il conseilla aux Britanniques de ne pas faire mention des messages de Roosevelt dans leur réponse formelle. Ce conseil n'était pas nécessaire, car les Britanniques avaient évité tout lien public avec les

mesures décidées par Roosevelt. Dahlerus comprit que les messages du président Roosevelt avait amené le 25 août le gouvernement polonais à émettre une déclaration formelle platonique exprimant une volonté de prendre part à des négociations avec l'Allemagne, déclaration qui était complètement opposée à leurs intentions réelles. Dahlerus insistait sur l'espoir d'Hitler pour que la Pologne offrît une promesse valable à la Grande-Bretagne quant à sa volonté de négocier. Hitler craignait, par suite de ses expériences passées, que les Polonais pussent essayer d'éviter de négocier. Les Britanniques eux-mêmes avaient souligné la possibilité de négociations germano-polonaises, et Hitler pensait qu'ils devaient réaliser un effort pour persuader les Polonais d'agir selon ce plan.

Dahlerus réitéra cet argument dans ses conversations avec les dirigeants britanniques le 28 août 1939. Halifax n'avait pas réalisé le moindre effort jusqu'alors pour sonder les Polonais au sujet de négociations. Halifax ne désirait pas un règlement des différends germano-polonais, mais il est difficile d'expliquer, d'un point de vue strictement tactique, pourquoi il se montra si dilatoire quant à la tâche d'au moins sonder les Polonais. Il était évident à ses yeux, d'après les rapports récents de Kennard, et d'après les conversations tenues avec Raczynski, que l'intransigeance polonaise était suffisamment considérable pour résister aux efforts de paix menés de manière informelle. Sa propre position aurait pu apparaître, en superficie, comme plus favorable pour la postérité s'il avait réalisé plus tôt quelque effort pour laisser l'impression qu'il prenait au sérieux sa propre suggestion quant à des négociations entre l'Allemagne et la Pologne.

Halifax aurait fort bien pu ne jamais réagir à cette situation sans les encouragements constants de Dahlerus. Le 28 août, à 14h00, Halifax câbla finalement à Kennard l'information selon laquelle la réponse polonaise à Roosevelt indiquait que les Polonais désiraient négocier directement avec l'Allemagne. Il informait Kennard que la Grande-Bretagne s'attendait naturellement à ce que la Pologne se conduisît en accord avec cette déclaration. Kennard, qui restait

opposé à de nouvelles discussions entre l'Allemagne et la Pologne, décida de dévier la possible pression britannique sur la Pologne en répondant nonchalamment, l'après-midi même, que Beck était tout à fait prêt à entrer immédiatement en négociations directes avec les Allemands. L'absence de tout détail quant à des propositions spécifiques en vue d'un règlement laissa savoir à Halifax qu'aucune démarche britannique sérieuse n'avait été entamée à Varsovie. Le traitement irresponsable par Halifax du rapport émis par Kennard produisit une confusion interminable. Le 28 août, le gouvernement polonais n'avait fait aucune déclaration politique importante, et Beck nota plus tard que le premier appel direct qu'il reçut pour reprendre des négociations avec les Allemands lui parvint de la part de Lipski, à Berlin. Halifax ne réalisa pas le moindre effort pour persuader Kennard d'entreprendre une véritable démarche envers Varsovie en faveur de négociations. La confusion fut amplifiée du fait qu'Halifax informa les autres missions diplomatiques britanniques, de son dernier échange avec Kennard. Le lendemain, à 15h10, l'ambassade allemande à Budapest signala à Berlin que le gouvernement britannique avait exercé des pressions sur les Polonais pour qu'ils négociassent avec l'Allemagne sur la base du discours d'Hitler au Reichstag allemand du 28 avril 1939. Hitler avait annoncé dans ce discours qu'il suspendait son offre précédente à la Pologne, mais qu'il serait heureux d'entreprendre des négociations avec les Polonais sur de nouvelles bases. Beck affirmait en fait à Kennard que l'offre allemande originelle d'octobre 1938 restait totalement inacceptable sur l'ensemble de ses points. Il n'y avait eu dans les faits aucune pression britannique d'aucune sorte sur la Pologne quand le rapport de Budapest parvint à Berlin le 29 août 1939 à 18h40.

Il fut significatif qu'Halifax ne donnât pas pour instruction à Sir Eric Phipps d'informer Bonnet de ce qui se produisait à Varsovie. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères craignait sans aucun doute que si tel avait été le cas, Bonnet aurait insisté pour qu'une véritable pression fût exercée sur les Polonais. Noël,

l'ambassadeur français, ne reçut aucune instruction pour exhorter les Polonais à négocier jusqu'au matin du 30 août 1939, après que Bonnet eut découvert depuis Berlin qu'Hitler préparait un projet spécifique en vue d'un règlement germano-polonais. Les Français se mirent dès lors rapidement à exercer des pressions sur les Polonais, mais il se faisait très tard, et ils ne reçurent de la part des Britanniques aucun soutien d'aucune sorte en cela. Halifax et Kennard avaient délibérément mis à sac la suggestion d'Hitler que des pressions diplomatiques anglo-françaises fussent exercées sur Varsovie pour un règlement pacifique.

Kennard ne relâcha jamais ses efforts persistants en vue d'encourager Halifax à ignorer le sort de la minorité allemande de Pologne. Kennard, dans un rapport spécial en date du 28 août après-midi, joua sur les incidents frontaliers qui s'étaient produits tôt le 26 août, durant la tentative allemande d'annuler les opérations militaires contre la Pologne. Il jubilait, car il avait découvert des inexactitudes dans les descriptions allemandes détaillées de deux incidents, parmi les milliers qui avaient été décrits et signalés. Deux cas d'identifications erronées des instigateurs d'incidents furent utilisées, avec un niveau absolu de sophisme, par Kennard, afin de suggérer que l'ensemble des incidents étaient *ipso facto* erronés. La partialité de l'ambassadeur britannique était trop intense pour permettre l'équité, l'honnêteté ou l'objectivité. Kennard ignora toute autre considération dans son effort déterminé d'aider Halifax à plonger la Pologne, la Grande-Bretagne et la France dans une guerre désastreuse contre l'Allemagne.

Le 28 août, Dahlerus exhorta les Britanniques à Londres quant à l'idée que le facteur temps était essentiel pour éviter la guerre. Les Britanniques n'avaient pas besoin de ce rappel. Ils avaient connaissance, du fait de leurs propres contacts avec les Allemands, de l'ordre d'attaque allemand risqué du 25 août, et de son annulation de dernière minute. Dahlerus fut autorisé par les dirigeants allemands à informer Halifax que l'armée allemande allait se trouver en position finale pour frapper la Pologne d'un coup dévas-

tateur dans la nuit du 30 au 31 août. Goering fut autorisé par Hitler à transmettre autant d'informations que possible quant aux nouvelles propositions à la Pologne en cours de préparation et de discussion en Allemande. Dans l'après-midi du 28 août, Dahlerus informa les Britanniques de la substance essentielles de la dernière offre, connue plus tard sous le nom de *propositions Marienwerder*. Goering comprenait que ces informations contribueraient de manière importante à des négociations réussies si les Britanniques comprenaient à l'avance que la position allemande restait modérée en dépit de la crise ininterrompue depuis mars 1939.

Goering anticipait que les Polonais pourraient se montrer réticents à mener des négociations importantes sur sol allemand. Il donna pour instruction à Dahlerus d'informer les Britanniques que le yacht luxueux appartenant à Axel Wenner-Gren, l'industriel suédois bien disposé, et président de la société Electrolux, pourrait constituer l'emplacement idéal pour une conférence sur la Mer baltique, au large des côtes polonaises. Les Britanniques avaient été informés des projets militaires de l'armée allemande, des termes importants d'une offre de négociation pas encore triés par paragraphes, et d'un emplacement neutre approprié pour des négociations entre l'Allemagne et la Pologne. Goering s'attendait naturellement à ce que toutes ces informations d'importance fussent relayées jusque Varsovie, mais la seule chose qu'Halifax communiqua à Halifax fut la révélation des plans militaires allemands. Halifax savait que souligner les préparations militaires allemandes, sans faire mention du désir de l'Allemagne de négocier avec la Pologne, allait constituer l'encouragement le plus fort possible à de nouvelles mesures drastiques de la part de la Pologne pour faire monter le danger de guerre, et réduire les chances d'un règlement négocié.

Le 28 août à 17h00, Henderson fut prêt à prendre l'avion pour Londres avec la réponse britannique officielle à l'offre d'Hitler d'une entente anglo-allemande. L'ambassadeur britannique câbla à Berlin qu'il désirait rencontrer le chancelier allemand aussitôt que pos-

sible, mais qu'il n'arriverait pas avant un certain délai, le temps que le personnel de l'ambassade britannique à Berlin traduisît le texte britannique officiel en allemand. La réponse que convoya Henderson en Allemagne était un document des plus intéressants. Le gouvernement britannique prenait note du fait qu'Hitler avait rendu son offre conditionnelle au règlement du différend germano-polonais. Les Britanniques allaient insister pour que tout règlement de la controverse avec la Pologne fût sujet à une garantie internationale accordée par diverses Puissances, parmi lesquelles la Pologne et l'Allemagne. Halifax voulait qu'Hitler sût que le gouvernement polonais avait déclaré sa volonté de négocier directement avec le gouvernement allemand. C'est sans doute un euphémisme que d'observer à ce stade qu'Halifax n'avait curieusement guère fait montre de préoccupation quant à vérifier une déclaration supposée sincère de la part de la Pologne d'une importance aussi évidente. Nul doute n'existe quant au fait qu'Halifax aurait montré bien plus d'attention et dépensé bien plus d'énergie dans cette affaire s'il avait réellement voulu un règlement négocié des différends germano-polonais.

La note britannique rappelait à Hitler qu'un conflit anglo-allemand, en résultat de l'échec de parvenir à un règlement « *pourrait bien plonger le monde entier dans la guerre. Une telle éventualité constituerait une calamité sans parallèle dans l'histoire.* » L'intention d'Halifax était d'avertir Hitler que les Britanniques allaient de nouveau s'employer à plonger le reste du monde dans le conflit contre l'Allemagne en cas de guerre. Quelle tragédie qu'Halifax ne crût pas un seul instant en ses propres affirmations, selon lesquelles une guerre anglo-allemande aurait constitué une calamité suprême, en dépit du fait qu'elles contenaient plus de vérité que quoi que ce fût d'autre qu'il ait jamais écrit. Halifax, s'il avait cru ses propres mots, aurait cessé d'œuvrer pour la guerre, et aurait rallié les dirigeants de la France, de l'Allemagne et de l'Italie qui cherchaient la paix. Ce seul développement aurait suffi à sauver la donne.

Birger Dahlerus rentra en Allemagne le 28 août. Il discuta de la position de Londres avec les dirigeants allemands, avant qu'Hen-

derson ne rendît visite à Hitler à 22h30, avec la réponse formelle britannique. L'ingénieur suédois annonça qu'Halifax refusait la proposition de Buxton pour une défense allemande de l'Empire britannique, qui avait été mise en exergue par Hitler dans son offre à la Grande-Bretagne. Halifax, contrairement à Buxton, semblait considérer cette suggestion comme un affront à la nation britannique, impliquant que les Britanniques étaient incapables de défendre leurs possessions au niveau mondial. Il était difficile de comprendre l'attitude d'Halifax sur ce point, car l'alliance anglo-japonaise de 1902-1922 avait prévu la défense par le Japon des possessions britanniques en Asie de l'Est. Les dirigeants britanniques avaient abandonné leur politique antérieure de « *splendide isolement* » dès 1902, en concluant cette alliance avec les Japonais. Dahlerus pensait qu'Halifax était satisfait de la suggestion d'Hitler que les revendications coloniales ne fussent pas discutées avant l'occurrence d'un désarmement. Halifax était prêt à insister pour que l'Union soviétique participât à une garantie internationale des frontières polonaises. Les Allemands doutaient que les Russes accepteraient cette proposition, mais ne virent pas d'objection à ce qu'elle fût tentée. Goering craignait, sur la base de ce qu'avait dit Dahlerus quant à l'offre allemande de défense de l'Empire britannique, que la réponse officielle britannique à l'offre d'Hitler ne serait pas favorable. Hitler restait optimiste, car il comptait sur les Britanniques pour persuader les Polonais de négocier. Il ne s'était pas attendu à ce qu'Halifax acceptât immédiatement l'intégralité du texte de ses propositions pour un accord anglo-allemand. Hitler pensait qu'un règlement serait en vue si la réponse formelle britannique correspondait aux indications qu'il avait reçues de la part de Dahlerus.

La rencontre qui se tint dans la nuit du 28 au 29 août entre Hitler et Henderson se déroula dans une atmosphère des plus amicales. Hitler était impressionné favorablement par la réponse formelle britannique, et il espérait que les Britanniques redoutaient véritablement la perspective d'une autre guerre anglo-allemande, futile et

désastreuse. Il y eut une conversation houleuse sur la question polonaise, mais cela ne détruisit pas l'harmonie fondamentale de cet entretien. Hitler commença à discuter des nouvelles propositions qu'il prévoyait de présenter à la Pologne, et il apprit que les Britanniques avaient déjà reçu beaucoup d'informations à ce sujet par Dahlerus. Hitler reconnut qu'il était extrêmement tenté de demander des révisions de la frontière déroutante de Haute-Silésie, qui traversait des cuisines, des salles de bain, des basse-cours et des mines. L'administration polonaise avait été particulièrement rude en Haute-Silésie, et les *Puissances alliées et associées*[4] s'étaient montrées particulièrement malhonnêtes dans leurs choix des méthodes pour transférer ce territoire à la Pologne dès le départ. Hitler affirma qu'il n'allait pas tenter le sort en soulevant ce problème, car il savait que tout changement dans le *statu quo* de cette région, à ce moment, aurait sérieusement affecté des intérêts polonais vitaux.

Hitler interrompit brièvement la discussion avec Henderson pour planifier une conférence entre Ribbentrop et Goering sur les termes proposés d'une nouvelle offre allemande aux Polonais. Henderson s'enquit de savoir quand les propositions allemandes seraient prêtes à être présentées aux Polonais. Hitler suggéra que le travail pourrait être achevé au moment où l'Allemagne présenterait sa réponse à la note britannique du 28 août. Minuit avait sonné, et l'on vivait les premières heures du 29 août. Hitler assura à Henderson que la note à destination de la Grande-Bretagne au moins serait prête le jour même. Henderson craignait d'avoir créé l'impression qu'une réponse d'Hitler était attendue dans un délai qu'il aurait considéré comme trop hâtif. Il désira assurer à Hitler que tel n'était pas le cas : « *Il nous a fallu deux jours pour établir cette note. Je ne suis pas pressé.* » Hitler répondit avec le plus grand sérieux : « *Mais moi, si !* »

Le dirigeant allemand se trouvait alors dans la position peu en-

4. Cette expression fait référence au bloc des vainqueurs de la première guerre mondiale, NdT

viable de rechercher un règlement diplomatique sans exposer l'Allemagne à une guerre prolongée sur deux fronts. Les planificateurs militaires allemands l'avaient averti que la réussite de l'opération « *Fall Weiß* » nécessitait que les opérations fussent lancées avant le 1er septembre. Les Britanniques avaient perdu beaucoup de temps pour répondre à l'offre d'Hitler du 25 août, et le dirigeant allemand était déterminé à faire tout son possible pour accélérer les négociations.

Henderson espéra encourager Hitler en rappelant l'amitié anglo-allemande traditionnelle du bon vieux temps. Il énonça une citation habituelle des manuels scolaires, du général prussien Blücher à son armée, à la veille de la bataille de Waterloo, en 1815 : « *En avant, mes enfants, j'ai donné ma parole à mon frère Wellington, et vous ne sauriez m'amener à la reprendre.* » Hitler, avec un sentiment mêlé d'amusement et de tristesse, fit la remarque que « *les choses étaient différentes il y a 125 ans.* » Henderson répondit solidement : « *Pas tant que cela, du point de vue de l'Angleterre.* » Le chancelier allemand s'abstint d'autres commentaires, et, après tout, Henderson avait raison. Les Britanniques poursuivaient la même théorie archaïque d'équilibre des puissances en 1939 que celle qui avait provoqué leurs guerres sans relâche contre la France à partir de 1793, et jusqu'à la défaite finale de Napoléon en 1815. Il n'était que circonstanciel que ce fût à présent l'Allemagne, au lieu de la France, qui souffrît de se trouver dans le viseur déterminé de la Grande-Bretagne. Tel était le cas, simplement parce que l'Allemagne, dans la trajectoire de l'évolution, déterminée principalement par des causes naturelles, avait pris la place de la France comme puissance dominante sur le continent européen à l'Ouest de la Russie. Telle était la principale raison de ce changement. Bien peu d'autres considérations, y compris la menace posée par l'Union soviétique, semblaient compter. La rigidité sans concession de la politique étrangère britannique, dans un monde en évolution rapide, avait provoqué beaucoup d'admiration. Cela ne change rien au fait que la politique qui promulguait la force britannique en 1815 fut

l'instrument fatal du déclin britannique qui commença en 1939.

Henderson, chaque fois qu'il conférait longuement avec Hitler, ne pouvait résister à éparpiller ses instructions aux quatre vents et à tout mettre sur le plan personnel. L'ambassadeur britannique suggéra à Hitler à cette occasion qu'il pourrait résoudre ses problèmes en renouvelant ses propositions de 1938 à la Pologne. Cela aurait sans aucun doute produit une solution rapide si Henderson, Butler ou Lothian avaient dirigé la politique étrangère britannique, mais cela ne constituait qu'une proposition peu prometteuse avec Halifax, qui soutenait sans réserve la position polonaise sur Dantzig. L'ambassadeur britannique assura avec empressement à Hitler qu'ainsi il « *pourrait d'un coup modifier l'opinion publique en sa faveur, non seulement en Angleterre, mais dans le monde entier.* »

La crise en cours aurait pris fin d'une manière très satisfaisante si tel avait réellement été le cas.

## 20.10 L'espoir d'Hitler d'un règlement pacifique

Il y eut un bref interlude de très fort optimiste dans le cercle immédiat d'Hitler, suite à la conversation tenue avec Henderson dans la nuit du 28 au 29 août, et à la réception de la note britannique du 28 août. Cet optimisme semblait tout à fait justifié par l'assurance britannique explicite mais fausse que les Polonais avaient été amenés à accepter de reprendre les négociations directes. On peut avancer qu'Hitler et son entourage se montèrent extrêmement naïfs de croire quelque assurance venant de Londres. Tel fut indubitablement le cas, mais il n'apparaissait précisément pas à Hitler que les Britanniques aient quoi que ce fût à gagner en présentant une image déformée de la position de la Pologne.

Hitler, dans son enthousiasme pour l'Empire britannique, était enclin à donner aux dirigeants britanniques plus de mérites en matière d'intelligence et d'intégrité qu'ils ne le méritaient réellement.

Dans une certaine mesure, Halifax était tout à fait prêt à jouer de ce sentiment à Berlin. Il estimait que cela serait utile pour maintenir l'influence britannique sur l'Italie. Le 29 août, il téléphona à Ciano pour lui annoncer que le retour qu'avait eu la réponse formelle britannique, ainsi que la discussion menée à Berlin la veille au soir, donnaient des raisons « *d'espérer en* » un règlement, et, en se montrant très prudent, Halifax ajouta qu'au moins « *il l'espérait.* » Il comptait convaincre les Italiens de l'authenticité de son désir d'un règlement pacifique, et de l'idée que la dernière action britannique avait laissé la situation dans un excellent état. C'était à présent à Hitler de bouger. Il était prévu que les Italiens blâmassent l'homme de Berlin si les choses devaient soudainement empirer de nouveau. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères eut le geste platonique d'assurer à Ciano qu'il espérait que Mussolini allait persévérer dans sa recherche de la paix.

L'humeur optimiste d'Hitler à Berlin était partagée par Bonnet à Paris. La France, comme la Pologne, avait en pratique terminé sa mobilisation à ce moment. Bonnet rappela à Sir Eric Phipps l'ancien axiome militaire et diplomatique, selon lequel la mobilisation implique la guerre. Il déclara qu'il ne pouvait s'empêcher de s'interroger quant au fait que la France pouvait appeler 2 700 000 hommes aux armes sans aucune mesure allemande d'avertissement ou de menace. Bonnet confia que les autorités militaires allaient appeler un demi-million d'hommes supplémentaires à la veille d'un ordre de mobilisation formel. Phipps nota que Bonnet discutait de ces graves problèmes avec le coeur apparemment léger. Le ministre français des affaires étrangers se montrait de nouveau optimiste quant aux chances de préserver la paix.

L'ambassadeur Attolico avait assuré à Weizsäcker au soir du 27 août que Mussolini avait un projet spécial en vue d'une conférence diplomatique internationale si les Polonais refusaient le principe de négociations bilatérales avec l'Allemagne. Mussolini était prêt à insister sur le retour de Dantzig à l'Allemagne, dans le cadre de tout règlement. L'ambassadeur italien téléphona au bureau allemand

des affaires étrangères au soir du 28 août pour demander une copie de la dernière lettre d'Hitler à Chamberlain. Il avait reçu des rapports trompeurs quant à la mission de Dahlerus en Angleterre, et son impression, selon laquelle Hitler avait de nouveau écrit à Chamberlain, était infondée. Weizsäcker assura à Attolico qu'Hitler n'avait jamais compté écrire à Chamberlain avant de recevoir la réponse officielle britannique à l'offre allemande du 25 août. Il essaya de convaincre l'ambassadeur italien soupçonneux que l'Allemagne allait conserver l'Italie pleinement informée des développements importants dans les négociations anglo-allemandes.

Ribbentrop invita Attolico à rendre une visite au bureau allemand des affaires étrangères le 29 août, afin de discuter les derniers développements en date. Il déclara à Attolico qu'il espérait un règlement pacifique après la dernière conversation tenue entre Hitler et Henderson. Attolico désirait connaître la nature de la réponse allemande à la note britannique du 28 août, mais Ribbentrop indiqua que la réponse allemande n'était pas encore prête. Il donna des indices au diplomate italien quant aux intentions allemandes en lui confiant qu'Henderson lui avait conseillé d'inviter les Polonais à négocier à Berlin.

Ribbentrop reconnut qu'Hitler se montrait sceptique quant au succès de nouvelles négociations avec la Pologne. Attolico était d'accord avec cette opinion, et insista pour qu'une conférence diplomatique des principales Puissances pourrait offrir les meilleures promesses d'un règlement. Ribbentrop ne réfuta pas cela, mais insista sur l'idée qu'Hitler était sage de suivre les conseils britanniques et de rechercher un contact direct avec les Polonais. Il semblait évident aux yeux de Ribbentrop que les Polonais, et non l'Allemagne, seraient à blâmer pour tout échec à établir un contact. Attolico désirait offrir à Ribbentrop quelque encouragement. Il affirma au ministre allemand des affaires étrangères que le nonce apostolique Cesare Orsenigo croyait qu'il y avait récemment eu une amélioration dans l'attitude polonaise. Ribbentrop tendit à attribuer cela à l'influence britannique. Il aurait été choqué d'apprendre

que Sir Howard Kennard, l'ambassadeur britannique à Varsovie, n'avait pas réalisé le moindre effort pour amener les Polonais à accepter de discuter avec l'Allemagne. Le 29 août, Ribbentrop fut averti par Wühlisch, le chargé d'affaires allemand à Varsovie, que l'écrasante majorité des Polonais informés considéraient la guerre contre l'Allemagne comme inévitable, mais il continuait d'espérer que Beck allait répondre à une pression britannique, dans les faits inexistante.

L'optimisme de Paris et de Berlin fut partagé à Rome après la conversation téléphonique entre Ciano et Halifax. Dans un message envoyé à Hitler le 29 août à 16h40, Mussolini affirma à Hitler que la note britannique à l'Allemagne de la veille offrait une base adaptée pour un règlement satisfaisant. Mussolini eut également le commentaire révélateur que ses relations avec Paris étaient froides, mais qu'il se trouvait à présent en position d'intervenir diplomatiquement à Londres. Il ne reconnut pas que ses relations avec les Britanniques avaient été améliorées par la sournoise promesse italienne de ne pas intervenir militairement en cas d'attaque de l'Allemagne par la Grande-Bretagne. Il conclut avec optimisme qu'une solution pacifique était assurée, et que « *le rythme de vos réussites splendides ne sera pas perturbé.* »

Le 29 août à 7h00, Dahlerus avait téléphoné depuis Berlin au bureau britannique des affaires étrangères pour informer Halifax qu'Hitler était optimiste quant à un règlement pacifique. Peu après, Halifax reçut un avertissement irrité de la part de Beck, selon lequel le gouvernement polonais considérait de nouvelles mesures contre Dantzig. Beck se plaignait que les habitants de Dantzig faisaient preuve d'une réticence croissante à expédier les livraisons habituelles de marchandises en Pologne depuis le port de la *Ville libre.* Il n'avait nullement connaissance du fait qu'Halifax avait assuré à Hitler que la Pologne se préparait à négocier en vue d'un règlement définitif du problème de Dantzig avec l'Allemagne. Le 29 août, peu après midi, Henderson câbla d'autres informations à Halifax quant à la réponse allemande à la Grande-Bretagne qui allait

suivre, et au sujet de nouvelles propositions aux Polonais. L'ambassadeur britannique annonçait qu'Hitler avait décidé de ne pas soulever l'épineuse question de la Haute-Silésie, et qu'il allait limiter ses propositions à Dantzig et à la région du Couloir. Henderson ajouta que Goering était impatient de recevoir quelque indication quant à l'attitude des Polonais vis-à-vis de nouvelles négociations. Les Allemands avaient décidé de demander au gouvernement britannique de tenir lieu d'intermédiaire pour approcher les Polonais. Henderson avertit Londres que Goering craignait que les Polonais se montrassent obstinés, et n'« *essayent de détruire l'Allemagne en faisant preuve d'une obstruction telle que la guerre serait inévitable.* » Henderson souligna de nouveau qu'Hitler était prêt à participer sur le champ à une garantie internationale quant à tout résultat satisfaisant dans une nouvelle négociation polono-allemande.

Henderson était plus préoccupé de la situation que Goering, car il n'avait reçu aucune indication quant au fait que le gouvernement britannique eut effectivement conseillé aux Polonais de négocier. Il savait qu'un fiasco terrible allait s'ensuivre si Halifax n'agissait pas à Varsovie. Il envoya un nouveau câble à Halifax dans l'après-midi du 29 août, plaidant pour une action britannique en Pologne, pour insister pour que les Polonais acceptassent au moins de négocier avec les Allemands. Il réfuta l'argument souvent utilisé par les Polonais, selon lequel le seul intérêt de l'Allemagne à négocier aurait été de diviser le front anglo-polonais. Henderson réfuta catégoriquement qu'un tel objectif fût atteignable. Le diplomate britannique avança qu'Hitler savait qu'il aurait une guerre anglo-allemande sur les bras, sauf à parvenir à un règlement diplomatique germano-polonais acceptable pour les Britanniques. Il souligna à l'intention du secrétaire britannique des affaires étrangères qu'Hitler préférait un règlement négocié à toute guerre, y compris une guerre locale. Par-dessus tout, Hitler avait trop longtemps admiré les Polonais pour désirer leur destruction.

Henderson fit suivre ces arguments détaillés par un nouvel appel, quelques minutes plus tard. L'ambassadeur britannique ex-

hortait que les Français fussent encouragés à rallier la Grande-Bretagne pour exercer de fortes pressions sur Varsovie. L'ambassadeur britannique soupçonnait à raison qu'Halifax n'avait réalisé aucun effort d'aucune sorte pour s'attirer le soutien de la France en vue de modérer Varsovie. Henderson insista sur l'idée que « *il ne faut pas que la question du prestige excessif et de l'amour-propre de la part de la Pologne puisse empêcher un règlement négocié équitablement et fondé sur une garantie internationale.* »

## 20.11 La Pologne planifie de nouvelles mesures militaires

Dans les minutes qui suivirent les derniers appels d'Henderson du 29, qu'Halifax laissa sans suite, un message télégraphique de Kennard parvint à Londres. Il désirait informer Halifax que le gouvernement polonais avait décidé la mobilisation générale. Les plans militaires polonais stipulaient que la mobilisation générale ne serait ordonnée qu'en cas de décision d'une guerre par la Pologne. Halifax était le premier à blâmer pour cette décision inconsidérée de la Pologne, qui rendait en pratique la guerre entre l'Allemagne et la Pologne inévitable. Il n'avait pas informé les Polonais des intentions pacifiques de l'Allemagne, mais leur avait laissé savoir que l'armée allemande allait se trouver en position décisive pour mener des opérations contre la Pologne dans la nuit du 30 au 31 août. Il serait difficile de critiquer les Polonais pour avoir réagi comme ils le firent à la version partiale qu'Halifax leur avait servi des informations révélées par Goering. Les mémoires de malheur de 1914 furent réveillées par les informations envoyées par Kennard. Les historiens de toutes les nations avaient attribué une grande importance à la séquence selon laquelle les différentes nations avaient déclaré leur mobilisation à l'éclatement de la première guerre mondiale. Le fait que les Russes et les Français aient déclaré la mobilisation générale avant les Allemands en 1914 était considéré comme une affaire de

grande importance, et ce à raison. Halifax aurait dû être en mesure d'anticiper les conséquences inévitables de sa politique de duperie à Varsovie, mais il fut malgré tout irrité de la décision polonaise. Il n'était pas sans savoir que l'Allemagne allait vaincre la Pologne en cas de guerre, et il savait que battre le rappel d'une nouvelle poignée de divisions polonaises n'allait rien changer à la débâcle. Les Polonais allaient surtout s'exposer à des responsabilités plus importantes, pour avoir démarré la guerre sans empêcher la ruine qui allait forcément s'abattre sur eux en cas de guerre. Halifax avait décidé, par des calculs froids et délibérés, d'exercer des pressions sur les Polonais pour retarder leur mobilisation.

Kennard ne disposait pas d'instructions de réserve pour répondre à l'annonce de Beck. Il improvisa en conseillant la mobilisation générale, mais en décourageant toute publicité quant à celle-ci. Cela faisait fi du fait que les Polonais n'avaient aucun projet de mobilisation secrète, dans le style allemand. Les Allemands, sans aucune publicité, avaient atteint un stade de mobilisation partielle équivalent à celui des Polonais et des Français. Avec une grande réticence, Kennard suivit les instructions ultérieures d'Halifax, et conseilla aux Polonais de retarder la mobilisation. Néanmoins, il capitalisa sur le fait qu'Halifax n'avait pas précisé pour quelle durée la mobilisation devait être retardée. À 18h45, il envoya un câble à Halifax pour l'informer que les Polonais avaient accepté de retarder leurs ordres de mobilisation de quelques heures. Ce n'était pas vraiment une concession. Les Polonais comptaient que le premier jour de mobilisation suivrait le jour de l'annonce. Si les autorités polonaises avaient publié des annonces, en fin de journée du 29 août, pour un rassemblement des réserves à l'aube le lendemain, de la confusion s'en serait suivie. Beck n'avait pas encore divulgué à Kennard les intentions polonaises de terminer leur mobilisation avant l'après-midi du 29 août. Les Polonais, en décidant de poster leur annonce avant le mercredi 30 août à midi, rejetaient tacitement le conseil d'Halifax qui leur recommandait de retarder cette étape décisive.

La perspective de la mobilisation générale polonaise fut éclipsée par la nouvelle qu'Halifax reçut de la part de Kennard quelques minutes plus tard. Beck avait eu vent de vagues rumeurs selon lesquelles la Pologne pourrait se voir demandée sérieusement de reprendre des négociations avec l'Allemagne, et il décida d'éluder toute initiative de ce type en divulguant à l'avance que les Polonais allaient refuser de ce faire. Beck déclara catégoriquement à Kennard qu'il n'était pas prêt à accorder la moindre concession aux Allemands, et ne voyait donc aucun intérêt à mener des négociations. Il expliqua qu'il n'allait accepter aucune partie des propositions qu'il avait refusées en mars 1939. Halifax reçut cette affirmation avec une satisfaction évidente, et il négligea volontairement d'adresser toute nouvelle communication à Varsovie pour une longue durée. Il savait que Kennard allait solidement soutenir l'intransigeance fanatique de Beck. Après tout, si les Allemands s'enquerraient de savoir pourquoi Halifax avait affirmé que les Polonais étaient prêts à négocier, il serait simple de rappeler la promesse futile faite par les Polonais au message de Roosevelt du 24 août 1939.

Ces faits restèrent inconnus à Paris, Berlin et Rome, où régnait une atmosphère d'optimisme croissant. Halifax également était optimiste, mais pour des raisons opposées. Les dirigeants français, allemands et italiens espéraient la paix. Halifax disposait d'une certitude raisonnable que la guerre aurait lieu. Il ne voulait pas la guerre en soi, mais il pensait que la destruction de l'Allemagne, qui ne pouvait être obtenue que par la guerre, constituerait une réussite brillante. Il avait œuvré sans relâche pour la guerre au cours des dix mois écoulés, et il sentait que son triomphe était à portée de main. Il ne comprenait pas que cette réussite allait produire le déclin de son propre pays. Il fit fi d'un nouveau télégramme urgent d'Henderson, avançant qu'il serait d'un intérêt vital pour la Pologne d'accepter rapidement une invitation allemande à la table des négociations. Halifax savait que les Polonais seraient condamnés en cas de guerre, mais il n'avait cure du destin de la Pologne.

## 20.12 La note allemande du 29 août

À ce moment, Hitler avait approuvé les touches finales de la réponse allemande à la Grande-Bretagne. Il convenait que le différend germano-polonais était devenu le facteur crucial dans les relations anglo-allemandes. Il confirmait son désir d'un règlement pacifique et sa volonté de négocier avec les Polonais. Hitler désirait que le gouvernement britannique conseillât à la Pologne d'envoyer un émissaire à Berlin le lendemain, mercredi 30 août. Il soulignait que l'urgence était requise du fait de la pression des événements, et il désirait que les Britanniques sussent que l'Allemagne s'attendait à l'arrivée d'un représentant de la Pologne pas plus tard que le 30 août à minuit. Henderson fut reçu par Hitler au soir du 29 août, et la note officielle allemande lui fut présentée à 19h15.

Dahlerus téléphona au bureau britannique des affaires étrangères depuis Berlin quelques minutes après qu'Henderson eut été reçu par Hitler. Il souhaitait qu'Halifax sût qu'Hitler et Goering était très satisfaits de l'attitude britannique envers l'Allemagne, révélée par la note britannique du 28 août 1939. Dahlerus assura aux Britanniques que la réponse allemande allait parvenir à Londres le soir même. Il fut noté à Londres que l'ingénieur suédois était « *très jovial et exubérant.* » Il croyait de toute évidence que son travail permettait d'arriver à une conclusion proche et fructueuse. Au soir du 29 août, Wörmann, du bureau allemand des affaires étrangères, affirma aux représentants suisse, lituanien et slovaque que les perspectives d'une solution diplomatique à la crise polonaise étaient favorables, en résultat des discussions anglo-allemandes.

Halifax reçut une nouvelle communication de la part de Kennard quelques minutes après l'appel de Dahlerus. L'ambassadeur britannique confirma la décision polonaise de placarder des avis de mobilisation générale le lendemain matin, et ajouta qu'il avait reçu l'agaçant rappel que ces avis ne pouvaient être tenus secrets. Kennard avait approuvé la mesure polonaise, en dépit du fait que Bonnet avait donné pour instruction à Noël, l'ambassadeur fran-

çais, de protester vigoureusement contre la mobilisation générale. Kennard ne mâcha pas ses mots pour défendre les Polonais contre les possibles critiques d'Halifax. Il accusa sans ménagement ce dernier d'avoir suscité l'action polonaise en transmettant l'information divulguée par Goering quant aux plans de l'armée allemande. Kennard conclut que les Polonais « *n'auraient aucune raison de s'abstenir de prendre toutes les mesures de défense possibles.* »

Beck demanda à Kennard d'informer Halifax qu'il n'existait qu'un seul développement pouvant empêcher la mobilisation générale polonaise prévue pour 8h00, le lendemain matin. Il s'agirait d'une déclaration explicite de la part d'Hitler, selon laquelle l'Allemagne avait abandonné Dantzig une bonne fois pour toutes, et qu'elle n'essayerait plus jamais d'améliorer ses moyens de communication de transit vers la Prusse orientale traversant le Couloir polonais. Beck annonça qu'il était prêt à recevoir et à étudier le texte intégral de la réponse d'Hitler à la Grande-Bretagne, et ce à toute heure. La Pologne allait poursuivre ses mesures militaires sauf si Hitler battait la retraite. Beck avait auparavant parfaitement énoncé qu'il ne négocierait pas avec l'Allemagne.

Hitler s'engagea dans une longue discussion avec Henderson quant à la note allemande à la Grande-Bretagne en date du 29 août. Hitler souligna qu'il n'objecterait pas à la garantie britannique accordée à la Pologne s'il pouvait régler les différends allemands avec les Polonais. Les Britanniques avaient garanti les intérêts vitaux et l'indépendance de la Pologne, et les propositions allemandes d'octobre 1938 ne contenaient aucune intention de s'en prendre à l'un ou à l'autre. Hitler expliqua que le brouillon allemand de nouvelle propositions aux Polonais n'était pas encore achevé, mais qu'il le serait très bientôt. Il réfuta que sa demande urgente qu'un émissaire polonais fût dépêché, qui était adressé aux Britanniques plutôt qu'aux Polonais, constituât un ultimatum à la Pologne. Hitler, qui remarqua qu'Henderson était préoccupé du facteur temporel dans le projet allemand, fit de son mieux pour établir de bonnes raisons pour la tenue de négociations immédiates, car il n'avait aucune in-

tention de sacrifier sans une excellente raison une fois de plus les plans opérationnels soigneusement préparés par l'armée allemande. Hitler défendit sa requête urgente d'une réponse polonaise rapide avec moult détails, et réussit en fin de compte à rassurer Henderson.

Henderson sortit de sa conférence avec Hitler avec la conviction qu'il serait possible d'empêcher une guerre entre l'Allemagne et la Pologne. Il contacta immédiatement Londres, et recommanda chaleureusement que le gouvernement britannique menât tous efforts pour persuader les Polonais d'accepter l'offre allemande de négocier sur les termes exacts établis par Hitler. Le bureau britannique des affaires étrangères reçut le résumé de la réponse d'Hitler le 20 août à 21h15. Il restait largement le temps au gouvernement britannique pour contacter Varsovie, et pour que les Polonais envoyassent un émissaire à Berlin à n'importe quelle heure le lendemain. Henderson indiqua qu'Hitler avait convenu de consulter l'Union soviétique quant à une garantie internationale accordée à la Pologne. De fait, Ribbentrop informa Ivanov, le chargé d'affaires soviétique, le 29 août avant minuit, que l'Allemagne était favorable à la participation de l'Union soviétique dans tout arrangement international concernant la Pologne. Henderson n'essaya pas de réfuter que la note allemande avait le parfum d'un ultimatum, mais répéta les arguments d'Hitler pour le lancement de négociations le plus rapidement possible.

## 20.13 La requête allemande de négociations avec la Pologne

Les Polonais, bien entendus, étaient absolument libres quant au choix de l'homme pour la mission à Berlin. Il ne manquait pas d'hommes en Pologne auxquels on pouvait accorder la confiance de ne pas accepter de propositions du simple fait qu'ils auraient été allemands. Les Polonais s'étaient par le passé montrés brillants en promenant Hitler sans jamais rien concéder, et ils s'étaient vus

présentés une excellente opportunité de réitérer cet exercice. Beck choisit de ne modifier en rien son défi inconditionnel envers l'Allemagne du 26 mars 1939. Il estimait que la Pologne se verrait vaincue par l'Allemagne indépendamment de la période de l'année à laquelle les opérations démarreraient, mais craignait de perdre le soutien britannique et français si le conflit se trouvait retardé. Un avertissement décisif de la part des Britanniques, l'informant qu'il allait perdre leur soutien pour de bon s'il ne négociait pas, l'aurait promptement amené à négocier, mais Halifax, qui ne désirait pas la paix, n'avait aucune raison d'envoyer cet avertissement. Bonnet exhorta Beck d'accepter l'offre d'Hitler dès qu'il en disposerait, mais il restait incapable d'obtenir quoi que ce fût de la part de Varsovie sans soutien britannique.

Hitler se montrait optimiste du fait qu'il restait totalement dissocié de la véritable position britannique représentée par Halifax et Kennard, malgré les efforts d'Henderson et de Dahlerus. Dans la nuit du 29 août, Henderson souligna à Halifax qu'il s'était renseigné pour savoir si l'Allemagne allait négocier avec la Pologne sur une base d'égalité totale. Hitler avait rapidement répondu, et avec un accent qui ne trompait pas : « *Bien entendu !* » Hitler ajouta qu'il allait informer le gouvernement britannique de ses suggestions en vue d'un règlement avec la Pologne, soit peu avant l'arrivée de l'émissaire polonais, soit après celle-ci. Henderson assura à Halifax que ces conditions seraient modérées.

Henderson reconnut que son entretien avec Hitler avait été « *orageux,* » et que le chancelier allemand s'indignait des dernières atrocités et des communiqués quant aux actions de meute en provenance de Pologne. Mais Henderson n'était pas sans savoir également qu'Attolico, qui avait rencontré Hitler juste après, avait trouvé le chancelier allemand tout à fait calme. Henderson était tout prêt à attribuer l'énervement passé d'Hitler à l'importance du sujet impliqué dans la négociation anglo-allemande. L'ambassadeur britannique avait compris immédiatement qu'une base tangible avait été trouvée pour un accord, et il se mit à soutenir l'ini-

tiative d'Hitler avec toute l'énergie dont il disposait.

La première étape suivie par Henderson, et la plus évidente, fut de contacter Coulondre. L'ambassadeur britannique savait, de par ses conversations avec Bonnet du mois du juillet 1939 que le ministre français des affaires étrangères aurait accueilli les propositions d'Hitler pour une solution des difficultés germano-polonaises. Henderson parvint sans forcer à convaincre Coulondre que le projet d'Hitler méritait un soutien total. L'ambassadeur français disposait de l'ensemble des détails de l'ordre opérationnel annulé par Hitler le 25 août, et il accepta cela comme une indication qu'une guerre germano-polonaise pouvait encore être évitée. Coulondre, qui était appelé *le diplomate Huguenot* en raison de son fervent calvinisme, présenta le dossier en faveur d'un projet d'Hitler à Paris avec beaucoup de force. Par-dessus tout, l'ambassadeur français insista sur le fait qu'une forte pression devait être appliquée sur Varsovie, pour qu'un émissaire polonais fût dépêché à Berlin à temps. De l'autre côté, il ne voyait aucun mérite à la suggestion d'Henderson selon laquelle il fallait conseiller au gouvernement polonais d'envoyer Beck à Berlin, si bien qu'il ne recommandât pas cela à Paris.

Henderson fit montre de son indépendance habituelle en approchant les Polonais à Berlin sans attendre les instructions de Londres. Le 29 août, avant minuit, il exhorta Lipski quant au fait que les Polonais pouvaient et devaient dépêcher un envoyé spécial à Berlin le lendemain. Lipski informa évidemment Beck sans attendre de ce nouveau développement, et le ministre polonais des affaires étrangères répondit, peu après minuit, en allant voir Kennard. L'ambassadeur britannique n'était guère préparé à discuter de la situation, car il n'avait en pratique reçu aucune information de la part d'Halifax quant à la réponse allemande à la note britannique du 28 août. Beck reporta sa discussion avec Kennard dans l'attente de l'arrivée d'informations opportunes de Londres.

Halifax avait à peine informé Kennard que la réponse d'Hitler « *ne semble pas fermer toutes les portes.* » Il aurait pu ajouter qu'Hitler essayait d'ouvrir les portes plutôt que de les fermer, et,

que, par-dessus tout, il s'employait à ouvrir la porte claquée par Beck le 5 mai 1939. Il y avait un curieux air de nonchalance dans la réaction d'Halifax à l'importante offre d'Hitler. Halifax sembla plus préoccupé quant à transmettre son approbation sans réserve aux arguments de Kennard en soutien à la mobilisation générale polonaise. Halifax affirma avec cynisme que la Grande-Bretagne « *ne pouvait pas prendre la responsabilité de conseiller au gouvernement polonais d'éviter toute action qu'ils pourraient considérer comme nécessaire à leur sécurité.* » Cela amenait vraiment la politique du chèque en blanc aux extrêmes. Cela comprenait évidemment l'acceptation de la position polonais selon laquelle négocier avec les Allemands constituait une menace envers la sécurité de la Pologne.

Halifax persista à ajouter que les Polonais devaient faire tout leur possible « *pour éviter la publicité* » autour de leur mobilisation générale, bien que Kennard ait précédemment expliqué qu'ils allaient l'afficher autant que possible au matin suivant. Il répéta la remontrance usée par le temps, qui s'était depuis des mois révélée ridicule du fait des conditions qui étaient celles de la Pologne, selon laquelle les Polonais devaient prendre garde à ne pas provoquer les Allemands. Chose significative, Halifax reconnut face à Kennard qu'il dépendait totalement de lui pour la conduite de la politique britannique en Pologne. Il se plaignit de ce que Raczynski, à Londres, semblait hors de portée de son gouvernement. Il donna en pratique à Kennard les mains libres pour conduire la politique britannique à Varsovie comme bon lui semblerait. Il savait que Kennard ne ferait rien pour encourager la préservation de la paix.

Halifax transmit à Kennard le texte intégral de la réponse allemande du 29 août, peu après minuit. Il se limita au vague commentaire selon lequel la réponse allemande ne semblait pas décourageante. Il va sans dire que ce commentaire favorable formulé de manière très contenue n'influença pas du tout l'ambassadeur britannique à Varsovie, qui s'était opposé à la suggestion antérieure d'Henderson que Lipski discutât de la situation générale avec Hit-

ler.

Kennard décida de conseiller à Beck de rejeter l'offre de négociations d'Hitler. Il avança, dans un rapport ultérieur transmis à Halifax au matin du 30 août qu'il aurait « *été impossible d'induire le gouvernement polonais à envoyer immédiatement à Berlin le colonel Beck, ou tout autre représentant, en vue de négocier un règlement sur les bases proposées par Herr Hitler.* » Il conclut mélodramatiquement que la Pologne allait préférer combattre et périr que se soumettre à une telle humiliation. Le fait qu'Hitler désirât négocier face aux innombrables provocations de la Pologne laissa Kennard de marbre.

La situation à Varsovie était vraiment tout à fait incroyable. Kennard savait que son gouvernement avait le 28 août assuré à l'Allemagne, non sans malhonnêteté, que la Pologne était prête à négocier sérieusement avec Hitler. Pourtant, il était contraire à l'éthique de Kennard, même au vu de ces circonstances, de conseiller à la Pologne de ne pas négocier. Cela ne troubla ni Halifax, ni Kennard. Halifax répondit ultérieurement à Kennard, le 30 août, que les Polonais devaient renoncer à ouvrir le feu sur la minorité allemande, et devaient faire des efforts pour limiter leur propagande radio irresponsable, que l'on avait porté à son attention à Londres. Il n'exprima aucune désapprobation quant à la décision de Kennard d'exhorter Beck à ne pas négocier avec l'Allemagne.

Dans la crise polonaise, Kennard disposait d'un avantage décisif sur Henderson. L'ambassadeur britannique à Varsovie avait été parfaitement aligné avec la diplomatie menée par Halifax depuis octobre 1938, alors qu'Henderson, qui avait été envoyé à Berlin par Chamberlain pour mener la politique d'apaisement, se trouvait malheureusement hors cadre. La situation ne fut pas modifiée par le fait qu'Henderson était plus populaire à Berlin que ne l'était Kennard à Varsovie. La haine de Kennard envers les Allemands était si irrationnellement intense que les Polonais conclurent, comme ils le firent au sujet de Churchill, qu'il était quelque peu déséquilibré. Ils ne s'intéressèrent pas non plus à ses manières pédantes et dog-

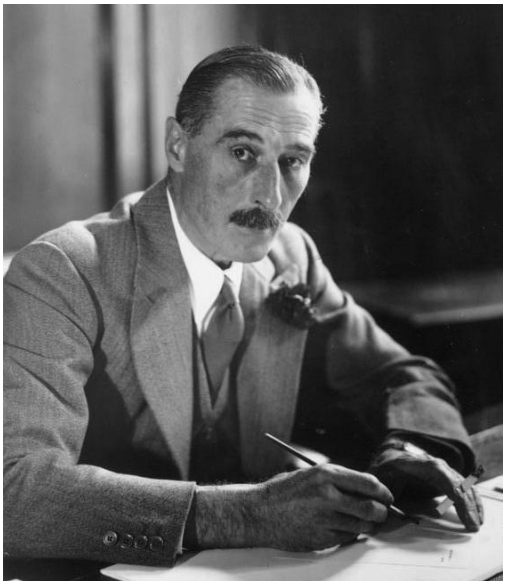

FIGURE 20.1 – Sir Nevile Henderson, ambassadeur britannique en poste à Berlin du 28 mai 1937 au 3 septembre 1939 - Photo : wikipedia

matiques. Henderson était très respecté à Berlin, où des anecdotes bienveillantes circulaient, relatant ses manières systématiquement correctes ainsi que son élégance vestimentaire impeccable. En son absence, Hitler le dénommait affectueusement comme « *l'homme à la fleur,* » car Henderson portait toujours une boutonnière. Les manières réservées de l'ambassadeur britannique ne permettaient pas que s'installât une jovialité semblable à celle qui avait marqué les relations entre Hitler et François-Poncet, mais tous les diplomates allemands s'accordaient à penser qu'Henderson faisait honneur à sa profession. Henderson fit montre de son talent le plus aigu durant

les jours trépidants de la crise polonaise, mais ses efforts furent tout à fait gaspillés du fait qu'Halifax ne désirait pas le règlement pacifique qui était supposé constituer l'objectif de toute diplomatie constructive.

Henderson procura à Halifax des volumes d'informations quant à ses récentes conversations avec Hitler, et ajouta de nombreuses touches personnelles à ses récits. Il confia que le 28 août, il était allé voir Hitler « *fortifié par une demi-bouteille de Champagne.* » Il ne faisait aucun doute qu'il désirait laisser le meilleur effet possible, et il espérait que le champagne allait adoucir sa réserve habituelle. Il se dépêcha d'envoyer des preuves à Halifax qu'il avait gardé la tête claire en cette occasion. Lorsqu'il se trouvait face à Ribbentrop en plus d'Hitler, il s'assurait que le ministre des affaires étrangères, au vu de son niveau linguistique, disposait de la version originale en anglais de la note britannique, et qu'Hitler recevait la traduction en allemand. Henderson ne s'embêtait pas à indiquer qu'il fonctionnait sur une base suffisamment informelle avec les dirigeants allemands pour justifier une telle procédure. Un respect strict du protocole formel aurait exigé de sa part qu'il présentât les deux exemplaires au chef de l'État, et le laissa choisir sa propre variante des documents.

Henderson communiqua des informations d'une nature extrêmement importante à Halifax au matin du 30 août 1939. Il déclara à Halifax que Birger Dahlerus, qui était prêt à prendre l'avion pour l'Angleterre à tout moment, avait reçu pour instruction de dire aux dirigeants britanniques que le 30 août à minuit était la date limite inconditionnelle pour l'arrivée d'un émissaire polonais, et que Berlin ne constituait pas l'emplacement inconditionnel d'une conférence germano-polonaise. Les Allemands étaient prêts à envisager toute autre suggestion. Henderson rappelle à Halifax qu'une rencontre sur le yacht suédois, aux abords de la côte polonaise, restait une alternative opportune possible. Il répéta à Halifax la substance des conditions que les Allemands s'apprêtaient à offrir aux Polonais. Ils projetaient de suggérer un plébiscite à l'extrémité

nord du Couloir, la partie perdante recevant une route permettant le transit à travers le Couloir. Gdynia, qui était polonaise sans discussion, ne devait pas être intégrée à la proposition de plébiscite, car les Allemands n'avaient aucun désir de priver la Pologne de sa base maritime sur la côte de la Mer baltique. Henderson répéta qu'il n'y aurait aucune référence à la Haute-Silésie orientale dans les propositions allemandes.

Henderson décrivit dans le détail sa rencontre avec Lipski de la nuit du 29 août. Il avait lu à l'ambassadeur polonais le texte intégral de la réponse d'Hitler à la Grande-Bretagne avant que la note allemande n'arrivât à Londres. L'ambassadeur britannique avertit Halifax : Lipski « *s'exprimait comme un homme tout à fait désespéré,* » et semblait convaincu que son gouvernement, au mieux, le laisserait « *voir Herr Hitler* » sans l'autoriser à négocier. Lipski ne s'attendait pas à ce que le gouvernement polonais envoyât un émissaire spécial à Berlin. Henderson estimait que des actions diplomatiques vigoureuses, menées par les Britanniques à Varsovie, pourraient modifier cette attitude polonaise récalcitrante. Henderson souligna qu'Hitler ne voulait pas la guerre, mais qu'il serait incapable d'éviter une guerre si on ne lui accordait pas une dernière chance pour cela.

La dernière offre allemande à la Pologne apparut dans une clarté totale à Londres, Paris et Varsovie au matin du 30 août. Le chancelier allemand reconnaissait qu'une solution diplomatique au différend germano-polonais pourrait produire une atmosphère favorable à une entente anglo-allemande, dans les lignes de son offre à Halifax en date du 25 août 1939. Il en avait appelé aux Britanniques pour qu'ils conseillassent aux Polonais d'accepter des négociations directes avec l'Allemagne. Les Britanniques avaient répondu le 28 août en informant l'Allemagne que la Pologne était prête à négocier. Hitler informa Henderson le lendemain qu'il préparait des propositions pour un règlement avec la Pologne, et qu'il désirait que le gouvernement britannique invitât la Pologne à envoyer un émissaire spécial à Berlin le 30 août, du fait de l'urgence de la situation

de crise existant entre l'Allemagne et la Pologne. Les Britanniques reçurent une nouvelle assurance peu de temps après, selon laquelle l'Allemagne allait accepter l'arrivée d'un envoyé polonais plus tard que le 30 août à minuit, et que Berlin ne constituait qu'une suggestion quant au lieu choisi pour héberger des négociations. Il aurait été tout à fait satisfaisant de négocier ailleurs. Les nombreuses et manifestes actions prises par le gouvernement allemand pour éviter la guerre contre la Pologne, au cours de ces journées, ne laissèrent que fort peu à désirer.

Au petit matin du 30 août, les Allemands restaient totalement ignorants des situations de Londres et de Varsovie. Ils ne comprirent pas que l'assurance britannique du 28 août, selon laquelle les Polonais étaient prêts à négocier, constituait une supercherie inexcusable. Halifax n'avait ni demandé, ni reçu la moindre indication de la part de la Pologne selon laquelle les Polonais désiraient négocier de manière sérieuse. Les Allemands ne comprirent pas que les autorités polonaises, le 29 août, avaient décidé de déclarer la mobilisation générale le lendemain, et que cette action s'était vue expressément approuvée par Halifax. Ils ne savaient pas que l'ambassadeur britannique en poste à Varsovie avait réagi à l'offre allemande à la Pologne du 29 août 1939 en conseillant aux Polonais de ne pas négocier avec l'Allemagne. De fait, Hitler ne soupçonnait pas qu'Halifax faisait tout son possible pour promouvoir la guerre, et rien pour l'empêcher. Le chancelier allemand aurait abandonné son dernier espoir d'un règlement négocié avec la Pologne bien plus tôt s'il avait eu connaissance de la situation telle qu'elle était. Il était complètement désespéré d'inviter le gouvernement polonais à négocier, alors que le gouvernement britannique exhortait ce dernier à n'en rien faire. La diplomatie britannique à Varsovie des 29 et 30 août fut une violation déshonorante et mensongère de l'assurance faite à l'Allemagne dans la note britannique du 28 août. Plusieurs jours durant, le gouvernement britannique avait nourri la fausse impression qu'il était favorable à des négociations directes entre la Pologne et l'Allemagne. Leur conseil prodigué aux Polo-

nais de ne pas négocier constitua un acte de duplicité éhontée, malheureusement caractéristique de la tradition diplomatique britannique, fondée sur l'impitoyabilité cynique pratiquée tout autant envers l'ami qu'envers l'adversaire. L'excellente opportunité d'un règlement pacifique entre l'Allemagne et la Pologne fut détruite par la diplomatie d'Halifax, et la perte de la Pologne fut dès lors assurée.

# Chapitre 21

# La mobilisation générale polonaise et la guerre germano-polonaise

## 21.1 Hitler ignorant de la politique britannique menée en Pologne

Durant les derniers jours de crise intense précédant l'éclatement de la guerre germano-polonaise, les dirigeants allemands supposaient que la Grande-Bretagne avait exercé des pressions sur Varsovie pour que des négociations fussent menées entre la Pologne et l'Allemagne. Le gouvernement britannique laissa se développer cette impression afin de ne pas avoir à répondre à quelque contestation de la part de Berlin. C'était incohérent avec l'affirmation antérieure d'Halifax et de Chamberlain, qui en 1939 avaient énoncé qu'ils s'employaient à éviter la guerre en maintenant leur position absolument limpide. Halifax n'était pas moins coupable, dans cette affaire, en n'éclaircissant pas la position du gouvernement britannique, que son parent Sir Edward Grey durant la dernière phase

de la crise précédent la première guerre mondiale, en 1914. L'attitude d'Hitler au cours des derniers jours de la crise de 1939 aurait pu être différente s'il avait compris que le gouvernement britannique, malgré les assurances qu'il avait prodiguées à l'Allemagne le 28 août, n'avait jamais sérieusement conseillé à la Pologne de négocier. Halifax laissa Hitler dans le noir total sur ce sujet des plus essentiels. Hitler supposa évidemment que la Pologne défiait la Grande-Bretagne en refusant de négocier, et que la défiance polonaise allait être interprétée par Londres comme une brèche de l'alliance anglo-polonaise. Il supposa naturellement que la Pologne avait rompu ses engagements envers la Grande-Bretagne en refusant de négocier avec l'Allemagne, après avoir commencé par promettre de ce faire. En réalité, l'affirmation de la note britannique du 28 août 1939, selon laquelle la Pologne avait assuré au gouvernement britannique qu'elle était prête à négocier constitua, comme nous l'avons vu, une tromperie délibérée. L'iniquité de cette tromperie fut par la suite aggravée lorsque le gouvernement britannique refusa de conseiller à la Pologne d'accepter des négociations avec l'Allemagne.

## 21.2 La mobilisation générale interprétée comme de la défiance de la part de la Pologne envers Halifax

Les ordres de mobilisation générale furent placardés dans toute la Pologne dans l'après-midi du 30 août 1939. La nouvelle de ce nouveau défi polonais envers l'Allemagne fut officiellement confirmée dans un rapport à Berlin envoyé par l'ambassade d'Allemagne de Varsovie. Wörmann, du bureau allemand des affaires étrangères, expliqua le 30 août à Sztojay, le représentant hongrois, que la nouvelle de la mobilisation générale polonaise frappait un grand coup dans les perspectives de paix. Il rappella au diplomate magyar que des grands espoirs avaient été développés au cours des derniers

jours pour une reprise des négociations entre la Pologne et l'Allemagne, qui aurait amené à un règlement diplomatique de la crise entre les deux nations voisines. Ces espoirs se retrouvaient réduits à néant. La décision de la mobilisation générale fut interprétée par les dirigeants du bureau allemand des affaires étrangères comme une réponse définitive à la dernière offre allemande transmise à la Pologne, bien qu'Hitler, Goering et Ribbentrop continuassent d'espérer jusqu'au soir du lendemain que les Polonais allaient changer d'avis et accepter d'envoyer un émissaire à Berlin. Le général polonais Kazimierz Sosnkowski, qui avait auparavant été le principal collaborateur militaire de Pilsudski, déclara quatre années plus tard à des journalistes alliés que c'était l'ordre de mobilisation générale de la Pologne qui avait rendu inévitable la guerre germano-polonaise. Rétrospectivement, Sosnkowski insista qu'Hitler ne pouvait rien faire d'autre pour éviter la guerre après cet événement.

Le 30 août 1939, la presse polonaise annonça la décision de mobilisation générale, et publia un communiqué officiel du gouvernement polonais motivant cette décision. Beck, le ministre des affaires étrangères, qui avait rédigé le communiqué, insistait avec audace auprès du monde quant à l'idée que la Pologne avait soutenu tous les efforts pour la paix menés par les Alliés ou les puissances neutres, mais que ces efforts n'avaient produit aucune réaction de la part de l'Allemagne. Au matin du 30 août, le bureau polonais des affaires étrangères avait reçu un rapport de Lipski sur les derniers développements, mais Beck ne laissa pas fuiter la moindre indication que le gouvernement polonais était dans les faits en train de saboter le dernier effort de paix allemand en annonçant la mobilisation générale. La déclaration publique de Beck contenait des allégations qui se trouvaient être l'exact opposé de la situation réelle. Beck affirmait que la politique polonaise, depuis le 25 août 1939, se conformait aux assurances accordées au président Roosevelt par le président Moscicki. En réalité, le gouvernement polonais violait la promesse faite au président étasunien en continuant à désapprouver

des négociations directes avec les Allemands. La motivation militaire pour l'action polonaise parut relativement plus plausible aux yeux des personnes informées. Les autorités militaires polonaises signalèrent des mouvements de troupes allemands en Slovaquie occidentale, où l'armée allemande avait stationné depuis mars 1939, ce qui suggérait que l'Allemagne préparait un front majeur sur le flanc gauche polonais. Il était supposément nécessaire pour la Pologne d'appeler des soldats supplémentaires pour couvrir toute la longueur du front avec l'Allemagne. L'explication de ce facteur militaire impressionna Hitler, et l'amena à espérer que l'ordre de mobilisation ne signifiait pas que la Pologne n'allait pas négocier avec l'Allemagne.

Les derniers réservistes polonais à se voir appelés sous les couleurs se virent fréquemment affirmer par leurs officiers que la Pologne avait présenté un ultimatum de trois heures à l'Allemagne le 29 août. L'objet de cet ultimatum absolument fantaisiste était supposément de faire changer de politique immédiatement à l'Allemagne, et de lui faire renoncer à ses aspirations à Dantzig. Les recrues se voyaient affirmer qu'Hitler avait demandé 24 heures pour examiner l'ultimatum, et que le gouvernement polonais lui avait généreusement accordé ce délai. Cela faisait donc expirer cet ultimatum imaginaire le 30 août au lieu du 29. On affirmait aux recrues que leur gouvernement aurait pu ordonner la mobilisation générale une journée plus tôt, le 29 août, si Hitler n'avait pas usé du stratagème rusé pour gagner du temps dans ses propres préparations. La légende selon laquelle la Pologne avait repoussé ses mesures de mobilisation finale pour une raison ou une autre était extrêmement pratique. Elle permettrait ultérieurement aux Polonais d'avancer que leur pauvre performance militaire contre l'Allemagne avait résulté exclusivement de leur dévotion à la paix, qui avait empêché leurs dirigeants de prendre à temps les mesures militaires de précautions nécessaires.

Le 31 août, la presse polonaise offrait une grande variété de justifications à la mobilisation générale. L'argument quant à la si-

tuation supposément menaçante en Slovaquie était fortement soulignée, mais on trouvait des commentaires quant à une nouvelle crise à Dantzig, qui aurait supposément influencé la décision du gouvernement. Les autres facteurs mentionnés étaient la nécessité de répondre à la propagande allemande, les récents incidents frontaliers, les concentrations de troupes allemandes au Nord, et le supposé refus de l'Allemagne de négocier avec la Pologne.

Birger Dahlerus arriva à Londres le 30 août au matin, peu avant qu'Halifax reçût confirmation par Kennard que la Pologne menait bel et bien la mobilisation générale. L'envoyé suédois expliqua les développements récents à Berlin à Chamberlain et à Halifax avec des détails minutieux. Aucun gouvernement n'avait jamais été informé plus rapidement, ou plus complètement, quant aux événements survenus dans une capitale étrangère durant une crise majeure. Halifax transmit le texte intégral de la réponse allemande du 29 août à Hull, le secrétaire d'État à Washington DC, peu après avoir écouté Dahlerus.

## 21.3 L'offre d'Hitler du 30 août d'envoyer des propositions à Varsovie

Dahlerus et Goering eurent une conversation téléphonique le 30 août à 12h30, suivant la conversation de l'envoyé suédois avec Chamberlain et Halifax. Goering répéta qu'il était presque certain qu'Hitler allait intégrer la proposition de plébiscite à la pointe du Couloir dans ses nouvelles propositions à la Pologne. Dahlerus, à ce moment, ne s'intéressait pas aux détails de la tentative de projet allemand. Il signala que les Britanniques affirmaient qu'Hitler exerçait trop de pression sur les Polonais en essayant de les persuader d'examiner son plan de négociations. Dahlerus demanda à Goering s'il ne serait pas possible d'arranger un rendez-vous pour que Lipski se vît remettre les propositions le 30 août et pût les relayer à Varsovie pour qu'elles y fussent examinées.

Goering était personnellement favorable à cette idée, mais il n'était pas en mesure d'annoncer un engagement allemand sans consulter Hitler. Il fut convenu de reprendre la conversation téléphonique après que Goering aurait discuté de la situation avec le chancelier allemand. Goering reprit contact avec Dahlerus à 13h15, après avoir parlé à Hitler. Le maréchal allemand commença par mentionner les propositions allemandes, qui étaient désormais prêtes. Il assura à Dahlerus qu'elles étaient « *fabuleuses* » [1]. Il tint à ajouter qu'il n'y avait à Berlin aucune intention d'envoyer les termes aux Polonais pour qu'ils fussent acceptés sans condition, car ces propositions étaient destinées à servir de base de discussion. Il affirma à l'envoyé suédois qu'Hitler avait décidé de rejeter la suggestion que Lipski relayât les propositions vers Varsovie, car cela n'aurait laissé aucune indication que la Pologne était prête à négocier. Hitler voulait permettre à un représentant spécial de la Pologne de « *récupérer* » les propositions et de les porter à Varsovie. Hitler estimait que cette concession allait répondre aux objections britanniques quant aux pressions excessives, sans retirer aux Polonais une opportunité de démontrer leur volonté de négocier une solution pacifique.

La suggestion réfléchie d'Hitler était à la fois raisonnable et extrêmement pratique, et Goering était satisfait de ce dernier développement. Il pensait que cela allait lever la dernière objection britannique au programme spécifique de négociations qui avait été suggéré par Hitler. Il fut stupéfait lorsque Dahlerus téléphone à 15h00 pour indiquer que les Britanniques n'appréciaient pas le nouveau projet d'Hitler, et insistaient pour que les Allemands acceptent de laisser Lipski rentrer au pays avec les propositions. L'argument convaincant d'Hitler, selon lequel les Polonais devaient également faire au moins montre du fait qu'ils étaient prêts à négocier, resta sans réponse. Goering était furieux. Il affirma qu'il n'allait pas rediscuter de cette question avec Hitler, et insista sur l'idée

1. « *fabelhaft* »

qu'un représentant polonais devait faire le déplacement à Berlin. Goering avait été très fier du fait qu'Hitler fût prêt à aller si loin dans le sacrifice du plan opérationnel allemand, et en risquant une guerre à deux fronts de longue durée pour essayer de sauver la paix. Le refus britannique d'examiner cette concession d'une importance vitale frappa Goering par son aspect inattendu et décourageant. D'un seul coup, l'optimisme de Berlin se trouva défié par de nouveaux doutes et de nouvelles craintes. La nouvelle annonçant la mobilisation générale en Pologne arriva peu après.

Goering craignait que la position favorable de l'Allemagne en Europe pût se perdre du fait de son implication dans une nouvelle guerre insensée. Il avait persuadé Hitler d'adopter une position extraordinairement flexible en faveur de négociations avec les Polonais, et Halifax n'était pas sans connaître cette situation. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères répondit en suggérant vaguement, dans ses instructions à Kennard de l'après-midi du 30 août, que Beck devait accepter le principe de négociations directes ultimes avec les Allemands, parce qu'« *aucune opportunité ne devrait leur être laissée d'attribuer la responsabilité d'un conflit à la Pologne.* » Ces instructions indiquaient qu'Halifax ne voulait pas considérer un règlement pacifique de la crise, et qu'il ne s'intéressait qu'à faire porter la responsabilité d'une guerre sur l'Allemagne. Il fut aisé à Kennard d'expliquer à Beck qu'Halifax désirait une vague affirmation platonique, pas un engagement réel de la Pologne de négocier avec l'Allemagne.

## 21.4 Chamberlain reconnaît la sincérité d'Hitler

Henderson, l'ambassadeur britannique à Berlin, espéra désamorcer un fiasco désespéré en avertissant les Allemands qu'il pourrait leur falloir attendre un peu plus longtemps une réponse favorable au projet allemand de négociations. Le 30 août au matin, il

téléphona à Weizsäcker pour lui indiquer qu'il n'était pas certain de savoir si oui ou non le gouvernement britannique pouvait faire dépêcher un émissaire polonais le jour même. Il essaya de créer l'impression que les diplomates britanniques faisaient tout leur possible en vue d'amener les Polonais à négocier. Le 30 août à 17h30, Henderson put informer Ribbentrop qu'il avait reçu un message pour Hitler de la part de Chamberlain. Le premier ministre britannique désirait que le chancelier allemand sût que la réponse officielle britannique à la note allemande du 29 août allait être remise à Berlin le 30 août avant minuit. Le premier ministre britannique reconnaissait que l'échange de vues entre les gouvernements allemand et britannique au cours de la semaine écoulée depuis le 23 août indiquait un désir sincère de la part d'Hitler de parvenir à une entente anglo-allemande. De fait, ce désir de la part d'Hitler avait été évident aux yeux des dirigeants britanniques au cours des six dernières années écoulées.

Kennedy, l'ambassadeur étasunien, signala le 30 août depuis Londres que Chamberlain refusait obstinément de concéder que la Grande-Bretagne pouvait conseiller aux Polonais de faire des concessions à l'Allemagne. Il n'existait aucune raison apparente pour que tel fût le cas, et, en tous cas, le point principal n'était pas quant à savoir si les Polonais devaient faire des concessions, mais si oui ou non ils devaient négocier avec l'Allemagne. L'ambassadeur britannique à Varsovie avait conseillé aux Polonais de ne pas négocier avec l'Allemagne. Outre cela, il n'existait aucun antécédent en matière de diplomatie européenne laissant à penser qu'un allié ne pouvait pas conseiller à un autre de réaliser des concessions. Les Russes n'avaient pas hésité à conseiller aux Français de faire des concessions à l'Allemagne durant la seconde crise marocaine de 1911, et Pilsudski avait conseillé aux Français de ne pas exercer de représailles lorsque les Allemands avaient rétabli leur système de conscription au mois de mars 1935. Chamberlain reconnut face à Kennedy que c'étaient les Polonais, et non les Allemands, qui se montraient déraisonnables. Kennedy informa ainsi le président

Roosevelt : « *franchement, il (Chamberlain) s'inquiète plus d'amener les Polonais à la raison que les Allemands.* » Il est particulièrement tragique, au vu de ces circonstances, que le premier ministre britannique restât réticent à tout effort en vue d'influencer les Polonais.

## 21.5 Halifax rejette les arguments présentés par Henderson en faveur de la paix

Molotov, le commissaire soviétique aux affaires étrangères, fut informé le 30 août au matin par Schulenburg que l'Allemagne avait demandé l'envoi d'un émissaire polonais, et qu'il était prévu de remettre les propositions raisonnables à Berlin en vue d'un règlement. Les Russes craignirent que le dernier effort diplomatique tenté par Hitler pût réussir, et que la guerre entre l'Allemagne et la Pologne, qui aurait présenté des perspectives très favorables à une expansion soviétique vers l'Ouest, pût être évitée. Staline décida d'inverser sa politique précédente d'indifférence affichée à l'égard de la situation en Pologne. L'agence de presse TASS, l'ensemble de la presse russe, et la radio russe annoncèrent soudainement, dans l'après-midi du 30 août, que l'Union soviétique massait ses forces armées à la frontière polonaise. L'action russe constituait une tentative évidente d'encourager les Allemands à prendre une ligne plus dure face aux Polonais. Elle fut annoncée avant que Moscou connût l'ordre polonais de mobilisation générale. Les Russes promirent également d'envoyer à Berlin le 31 août au matin une mission militaire, constituée de trois officiers de l'Armée rouge et de leurs secrétaires. Les Allemands avaient auparavant attendu en vain quelque indication quant à l'arrivée de l'équipe militaire promise. La mission russe, malgré les dernières promesses soviétiques, n'arriva pas à Berlin avant l'éclatement de la guerre germano-polonaise.

Le 20 août, Henderson fit plusieurs tentatives futiles en vue de persuader Halifax qu'un émissaire polonais devait être envoyé

à Berlin. Il rappella à Halifax qu'un diplomate polonais pouvait parvenir à Berlin depuis Varsovie en 1 heure 30 minutes d'avion. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères s'abstint de tout commentaire, mais informa Henderson que Dahlerus allait prendre l'avion de Londres à Berlin au soir du 30 août. Il ajouta que le Suédois persévérant comptait arriver à l'ambassade britannique avant 22h30 avec des informations quant à la réponse britannique à la note de la veille d'Hitler. Halifax évita soigneusement de laisser la moindre impression que ce message pourrait contenir des nouvelles encourageantes.

Henderson répondit en avertissant Halifax que les outrages subis par les Allemands de Pologne voyaient leurs nombres croître rapidement, et qu'ils constituaient le facteur le plus dangereux dans la situation précaire en cours. L'ambassadeur britannique suggéra que le pape Pie XII pourrait accepter d'employer plusieurs nonces dans une tentative de protéger la minorité en introduisant au moins quelque élément d'intercession neutre en leur faveur. Halifax ignora cette suggestion, mais informa Kennard à Varsovie que la Grande-Bretagne désirait « *déposséder* » Hitler de l'excuse des outrages commis contre la minorité allemande comme « *prétexte* » à l'usage de la force contre la Pologne. Halifax ajouta que le dirigeant polonais devait être exhorté à maintenir « *la discipline.* » Il s'agissait d'un coup d'épée dans l'eau, car Kennard était manifestement réticent à exercer des pressions à Varsovie pour un traitement plus décent des Allemands.

Henderson savait qu'Halifax ne réagissait pas efficacement à ses avertissements quant aux conséquences de mauvaise conduite des Polonais envers les Allemands. L'ambassadeur britannique décida d'utiliser un argument complexe pour tenter d'influencer Halifax. Il affirma que le pouvoir d'Hitler s'épanouissait du fait de la volonté du monde extérieur de tolérer et d'ignorer les injustices infligées aux Allemands. Il désirait qu'Halifax comprît que la position d'Hitler sur la scène allemande se trouvait renforcée en raison de l'échec de protéger la minorité allemande de Pologne. Il affirma qu'il re-

lèverait de l'intérêt de la Grande-Bretagne d'intervenir énergiquement au nom de cette minorité, et de promouvoir le règlement du problème du Couloir et du retour de Dantzig à l'Allemagne. Henderson soupçonnait Halifax de ressentir de la sympathie à l'égard de la suggestion du président Roosevelt « *d'amener l'armée et la nation allemandes à la révolte contre le gouvernement intolérable de Herr Hitler.* » Henderson avisa Halifax que la guerre idéologique contre Hitler était vouée à rester inefficace à moins que la Grande-Bretagne décidât enfin de démontrer qu'elle était favorable à des conditions justes et raisonnables pour le peuple allemand.

Henderson espéra influencer Halifax en le rassurant quant au fait qu'il n'entretenait aucune animosité à l'encontre de la Pologne. Il essaya d'excuser l'intransigeance des Polonais, qui avait trop été en évidence depuis le premier ultimatum polonais à la Tchécoslovaquie d'octobre 1938. L'ambassadeur britannique suggéra que, peut-être, les Polonais avaient rejeté les propositions allemandes de mars 1939 parce qu'ils avaient été alarmés par la trajectoire pro-allemande de la Slovaquie, ou par le succès allemand à Memel, plutôt que du fait qu'ils ne reconnaissaient pas le mérite intrinsèque de l'offre allemande. Henderson espéra être absout de l'accusation possible d'avoir une approche déterminée, ou de n'avoir pas fait preuve de sympathie envers les Polonais. Ses divers arguments ne produisirent aucun effet, car Halifax ne s'intéressait pas à l'attitude d'Henderson envers la Pologne, et se montrait résolument hostile au projet de restreindre sa campagne contre l'Allemagne à une pure guerre idéologique. Halifax désirait discréditer Hitler en le forçant à verser le sang allemand dans une guerre désastreuse, qui allait se terminer dans la défaite et la ruine de l'Allemagne. Halifax estimait que la seule méthode efficace pour s'opposer à Hitler était de tuer autant d'Allemands que possible. Il avait usé d'une propagande habile pour convertir la majorité de ses compatriotes à cette même opinion.

## 21.6 La France favorable à un règlement pacifique

En France, la situation était totalement différence. Le 30 août 1939, la presse française faisait montre d'un intérêt bien plus important à préserver la paix qu'à tuer des Allemands. Marcel Pays, l'éditeur de *l'Escelsior*, signala qu'il y aurait de bonnes chances d'accord entre l'Allemagne et la Pologne si les Britanniques être persuadés de sécuriser le consentement de la Pologne à négocier. Lucien Bourgues se plaignit dans *Le Petit Parisien* de ce que le sujet de la paix ou de la guerre était en doute, car les Britanniques n'allaient pas assez loin pour exhorter à un règlement pacifique. *Le Jour* et *L'Écho de Paris* convenaient qu'il ne fallait laisser passer aucune chance de paix, qu'il ne fallait rejeter aucune main tendue, qu'il ne fallait rien faire visant à humilier l'Allemagne. Yves Morvan, depuis Londres, signala au *Journal* qu'Hitler avait été modéré et raisonnable dans ses discussions récentes avec les envoyés britanniques et français à Berlin. *Le Figaro* insista sur le fait que l'hésitation d'Hitler au cours des six jours passés était « *un exemple de raison* » plutôt qu'une marque de « *prudence, crainte, ou faiblesse.* » Edith Bricon, de *La République*, déplora le fatalisme quant à la guerre qui régnait en Angleterre et en Pologne, et insista quant au fait que la nécessité de répéter à chaque partie concernée que les possibilités d'une solution pacifique du problème germano-polonais continuait d'exister. René Gounin rappella aux lecteurs de *La Justice* que la France était plus prête que jamais à négocier avec l'Allemagne. Geneviève Tabouis, qui avait recommandé l'intransigeance ou même la guerre au cours de nombreuses crises passées, prédit que Mussolini allait résoudre la crise en cours en présentant un projet de conférence en dernière minute.

Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, fut choqué d'apprendre que les Polonais avaient ordonné la mobilisation générale en dépit de ses efforts de les en dissuader. Il continua d'insister

pour que les Polonais dépêchassent un envoyé à Berlin. Il demanda à Halifax d'examiner un projet visant à réduire les tensions, en suggérant le retrait de soldats allemands et polonais des positions que les deux parties occupaient de part et d'autre de la frontière. Bonnet ne parvint pas à obtenir le soutien d'Halifax pour cette proposition, et il découvrit que ses diverses mesures visant à influencer les Polonais n'étaient pas efficaces, faute de soutien britannique. Il ne pouvait pas ne pas noter le contraste entre ses propres efforts visant à améliorer la situation, et l'inaction presque totale d'Halifax.

Coulondre, l'ambassadeur français, fit une nouvelle tentative à Berlin le 30 août pour impressionner Lipski du fait du sérieux de la situation. Le diplomate français informa son collègue polonais de l'ensemble des détails quant à la marge étroite avec laquelle Hitler avait réussi à annuler les opérations militaires allemandes contre la Pologne les 25 et 26 août. Il insista auprès de Lipski quant à l'idée qu'il y avait en Allemagne une grande opposition interne à la guerre contre la France et la Grande-Bretagne, et qu'une petite dose de conciliation de la part des Polonais pourrait permettre d'exploiter cette situation et d'éviter la guerre. Coulondre suggéra que la situation pouvait encore être sauvée si Lipski, en sa qualité d'ambassadeur, demandait les propositions allemandes pour les relayer à Varsovie. Le diplomate français admit que les Allemands insistaient pour que fût dépêché un envoyé spécial polonais, mais il argua que l'opposition interne à la guerre était si importante qu'Hitler pourrait fort bien décider de tirer le meilleur parti de la situation, et de remettre les propositions à Lipski. Coulondre ajouta qu'il n'y avait pas le moindre espoir si la Pologne ne faisait pas quelque chose en réponse à l'offre d'Hitler. Les diplomates étrangers en poste à Berlin était en accord quant au fait qu'une énorme opposition à la guerre existait en Allemagne. Alexander C. Kirk, le chargé d'affaires étasunien, affirma catégoriquement dans un rapport au président Roosevelt, envoyé le lendemain à 13h00, que le peuple allemand, comme le peuple étasunien, était opposé à

la guerre.

## 21.7 La note britannique défavorable du 30 août

Le 30 août 1939, à 18h50, Halifax envoya des instructions funestes à Henderson, qui détruisirent en pratique la dernière chance d'évitement d'une guerre germano-polonaise. Ces instructions contenaient la réponse britannique à la note allemande du 29 août. Les dirigeants britanniques rejetaient catégoriquement la proposition d'Hitler, qui était qu'ils avisassent les Polonais d'envoyer un représentant à Berlin pour y mener des négociations germano-polonaises directes. Halifax, qui n'avait pas consulté Varsovie sur ce sujet important, condamnait la proposition allemande, « *qui est totalement déraisonnable.* » Il releva du devoir déplaisant d'Henderson d'annoncer à Hitler, alors que minuit sonnait, que la Grande-Bretagne refusait catégoriquement d'aviser le gouvernement polonais de souscrire au plan allemand. Lipski se souvint ultérieurement que les diplomates polonais conclurent à raison de la décision britannique que Kennard, depuis Varsovie, occupait une position beaucoup plus forte qu'Henderson depuis Berlin en matière d'influence sur la politique britannique.

Halifax avisait Kennard, en usant des termes les plus vagues, que les Polonais devaient se voir encouragés à envisager des négociations ultérieures avec les Allemands. Il l'informait explicitement que la Grande-Bretagne ne demanderait jamais à Beck de formuler des propositions factuelles pour un accord avec les Allemands. Les Britanniques avaient appliqué des pressions sur les Polonais pour qu'ils acceptassent la pénétration de la Pologne par l'armée soviétique dix jours auparavant, mais refusaient d'exercer des pressions sur la Pologne pour qu'elle reprît des négociations directes avec l'Allemagne. Cela apparaît comme particulièrement grotesques lorsqu'on pense que les Polonais considéraient l'Union

soviétique comme leur principale ennemie, et qu'Halifax avait mené la barque en assurant à l'Allemagne que la Pologne était prête à reprendre des négociations.

Goering avait envoyé Dahlerus à Londres le 30 août pour qu'il exposât soigneusement, point par point, la réponse d'Hitler du 29 août. Le maréchal allemand, après le choc produit par sa conversation insatisfaisante avec Londres de 15h00, reçut de nouvelles informations par avance, selon lesquelles la réponse britannique du 30 août allait être défavorable. Le 30 août, en début de soirée, Dahlerus signala, après avoir discuté de la situation avec les dirigeants britanniques, qu'« *il était évident qu'à ce moment, le gouvernement britannique était devenu fortement méfiant, et plutôt enclin à supposer que quels que fussent les efforts qu'ils pussent entreprendre, rien ne pourrait plus empêcher Hitler de déclarer la guerre à la Pologne.* » Il était difficile de comprendre leur méfiance, car ils avaient reçu une suite ininterrompue de déclarations encourageantes quant à l'attitude d'Hitler, de la part d'Henderson et de Dahlerus. Il était parfaitement évident, à la lecture de la note allemande du 29 août, qu'Hitler préférait un règlement pacifique avec la Pologne à une guerre. Les dirigeants britanniques, en adoptant cette position avec Dahlerus, affirmaient qu'ils allaient rester assis les bras croisés et s'abstenir d'agir. Leur attitude ne présentait pas la moindre justification. Ils récupérèrent rapidement leur capacité d'action dès lors que le problème fut d'étendre une guerre germano-polonaise localisée en guerre européenne généralisée. Il apparut que pour 1939, la diplomatie britannique n'était soucieuse que de préparer et promouvoir la guerre, et qu'elle cessait immédiatement de fonctionner dès qu'elle se trouvait confrontée à la tâche de promouvoir la paix.

Halifax avait examiné et rejeté une proposition alternative avant de dépêcher ses instructions peu prometteuses à Henderson le 30 août à 18h50. Le projet qu'Halifax rejeta consistait à conseiller aux Allemands de transmettre leurs propositions à l'ambassade d'Allemagne à Varsovie, afin d'essayer de prendre contact depuis ce point pour des négociations. Halifax conclut que cette suggestion

aurait été une concession trop importante faite aux Allemands. Il se contenta de donner pour instructions à Henderson d'informer Hitler que Varsovie faisait preuve de retenue et que la Pologne était calme. Henderson ne savait que trop bien que cette affirmation reflétait les rapports irréalistes de Kennard, et non les informations fiables transmises par des sources neutres, mais c'était son devoir de présenter à Hitler la déclaration officielle du gouvernement de Sa Majesté britannique.

Halifax professa craindre que les propositions récentes d'Hitler pour une entente anglo-allemande allaient avoir des répercussions défavorables pour la Grande-Bretagne. Il câbla à Henderson l'information qu'une alliance anglo-allemande n'était pas chose réalisable, pour des raisons de politique pratique, et l'avertit de ne pas en faire mention comme lointaine possibilité. Halifax avait connaissance de la remarque faite auparavant par Henderson à Hitler, quant à la nécessité de faire preuve de patience pour gagner la Grande-Bretagne à l'idée d'une alliance, et il savait que ces nouvelles instructions, bloquant la lointaine possibilité d'une telle alliance, allait provoquer une forte déception pour l'ambassadeur britannique. Halifax expliqua que faire référence à une possible alliance pourrait « *créer l'impression la pire possible aux États-Unis et dans tous les pays amis.* » De toute évidence, Halifax ne comptait plus l'Allemagne parmi les pays amis, bien qu'il sût qu'il n'y avait aucune guerre entre l'Allemagne et la Pologne, qu'Hitler visait une entente avec la Grande-Bretagne. Halifax se contenta d'informer Henderson que sur le principe, les Britanniques désiraient conclure des traités ordinaires avec l'Allemagne, et que telle resterait l'attitude du gouvernement britannique tant qu'il n'y aurait pas de guerre anglo-allemande.

L'ambassade de Grande-Bretagne à Berlin était à ce moment inondée d'Allemands de toutes descriptions et de toutes franges de la société. Henderson était submergé d'assurances selon lesquelles le peuple allemand ne voulait pas la guerre. L'ambassadeur britannique se vit affirmer qu'il régnait dans les cercles militaires alle-

mands crainte et confusion à la perspective d'une guerre généralisée. D'autres personnes lui assurèrent qu'elles allaient maintenir leur sympathie envers la Grande-Bretagne, indépendamment de ce qu'allait pouvoir produire la position britannique courante. Ces gens ne soupçonnaient pas que l'homme à qui ils faisaient part de leur anxiété n'avait plus la moindre influence sur la politique britannique. Henderson les aurait aidés en négociant une entente avec l'Allemagne, s'il s'était trouvé en position de ce faire, mais il avait compris depuis plusieurs jours qu'il était réduit à l'impuissance.

Nul homme se trouvant dans la position de l'ambassadeur ne pourrait se voir reproché d'arrêter ses tentatives en vue d'empêcher la guerre, mais Henderson ne cessa jamais d'essayer. C'est ce fait, combiné à son patriotisme britannique indiscutable ainsi qu'à sa détermination de soutenir son pays contre vents et marées, indépendamment des funestes bévues commises par les dirigeants britanniques, qui font de sa mission à Berlin un modèle de courage. Il usa de chaque tactique possible pour persuader Chamberlain d'exprimer ses propres vues, et pour encourager le premier ministre britannique à reprendre la direction du bureau britannique des affaires étrangères avant qu'il ne fût trop tard. Il mena un effort spécial pour convaincre les dirigeants britanniques qu'il s'était toujours montré ferme avec Hitler, et rappella qu'il avait bombardé ce dernier d'arguments et de réponses lors de leur conversation du 28 août, qui avait semble-t-il pris un tour très favorable pour la Grande-Bretagne.

Halifax continua de conseiller à Chamberlain d'ignorer les doléances d'Henderson et d'autres quant à l'attitude et aux politiques de la Pologne. Le 30 août, il reçut une lettre très utile du comte Raczynski. Dans cette lettre, le gouvernement polonais jurait solennellement qu'aucune persécution de la minorité allemande ne se déroulait en Pologne. W.L. White, le journaliste étasunien, se souvint ultérieurement qu'il ne faisait aucun doute, parmi les personnes bien informées, qu'à ce moment d'horribles atrocités étaient infligées quotidiennement aux Allemands de Pologne. La promesse

de Raczynski présentait une validité équivalente aux libertés civiles garanties par la constitution de 1936 de l'Union soviétique.

Il était malin de la part d'Halifax d'affirmer que de nouvelles proches conversations entre l'Angleterre et l'Allemagne auraient déplu au président Roosevelt. Chamberlain s'était plusieurs fois vu critiqué pour n'avoir pas répondu favorablement à une proposition irréalisable de Roosevelt, remontant à janvier 1938, en vue d'une conférence grandiose, qui non seulement n'aurait pas engagé les États-Unis vis-à-vis du programme impérialiste britannique, mais aurait sans aucun doute affaibli la tentative de Chamberlain d'accroître l'influence britannique en Italie. Lord Lothian avait pris la suite de Sir Ronald Lindsay au poste d'ambassadeur britannique aux États-Unis. Lothian, à l'instar d'Henderson à Berlin, était favorable à une entente pacifique avec l'Allemagne, mais il restait un diplomate discipliné, et subordonnait sa vision personnelle aux exigences de la politique belliqueuse menée par Halifax. Le nouvel ambassadeur britannique était destiné à jouer un rôle plus actif que tout autre diplomate britannique dans les coulisses de la politique étasunienne. Lothian confirma le jugement de Lindsay, selon lequel il n'y avait « *rien de neutre* » dans l'attitude de Roosevelt. Le président étasunien insistait sur l'idée que « *le plus grave danger, du point de vue de l'opinion publique étasunienne, serait qu'elle forme la conclusion que Herr Hitler entraînait le gouvernement britannique dans des négociations amenant à des pressions anglaises et françaises sur la Pologne pour qu'elle abandonne ses intérêts vitaux.* » Il était évident aux yeux de Lothian que Roosevelt voulait la guerre en Europe.

Le président étasunien savait qu'un règlement diplomatique de la crise européenne allait réduire à néant ses propres projets d'agression militaire étasunienne en Europe. Lord Lothian assura à Halifax que la partialité de Roosevelt allait jusqu'aux moindres détails. Roosevelt comptait exhorter les belligérants, au moment de l'éclatement de la guerre qu'il attendait, à ne pas bombarder les civils, parce qu'il espérait ainsi protéger Varsovie, l'une des capitales al-

liées. Lothian savait que Roosevelt ne verrait jamais d'inconvénient à un effort ultérieur de la Grande-Bretagne pour massacrer la population civile de l'Allemagne en usant de bombardements de masse. Roosevelt confia à Lothian que son objectif principal était alors de sortir de la loi de neutralité étasunienne après l'éclatement de la guerre. Il comptait reprendre la lutte au Congrès étasunien pour supprimer l'embargo légal sur les matériels de guerre. Il promit qu'il allait refuser, dès le début des hostilités, de reconnaître que les plaques d'aluminium utilisées pour construire les avions étaient des « *pièces d'avions* » ou que les blocs moteurs d'avions avaient quoi que ce fût à voir avec les avions. Lothian confirma le rapport de son prédécesseur, qui établissait que Roosevelt était satisfait à la perspective d'une nouvelle guerre mondiale. Cette attitude belliqueuse de Roosevelt fut exploitée par Halifax, qui apporta des arguments artificiels pour fermer la porte à la reprise de négociations avec Hitler. Il n'y avait dans les faits aucune raison de craindre que le président Roosevelt fût en position de poser des problèmes à la Grande-Bretagne dans l'hypothèse où un règlement négocié aurait été établi en Europe. Le président étasunien ne disposait pas du soutien du Congrès ou de l'opinion publique pour sa politique étrangère agressive, et il approchait de la fin de son dernier mandat présidentiel, le dernier si l'on se conformait à la sacro-sainte tradition politique établie par George Washington et Thomas Jefferson. Il était évident qu'il allait avoir besoin d'une crise des plus considérables, telle qu'une grande guerre en Europe, pour réussir à faire campagne en vue d'un mandat supplémentaire. Il aurait été facile pour le gouvernement britannique d'améliorer ses relations avec un successeur plus conciliant si la guerre avait été évitée et que Roosevelt avait perdu les élections étasuniennes de 1940.

## 21.8 L'absence de rivalité commerciale comme facteur de guerre

Halifax espérait que la réponse britannique du 20 août 1939 à l'Allemagne allait mettre un terme aux négociations ouvertes en vue d'un accord anglo-allemand, ainsi qu'à un règlement diplomatique du différent polonais. Halifax avait clairement pour intention de fermer la porte, car il pensait que la politique britannique d'*équilibre des puissances* exigeait la destruction de l'Allemagne. Le problème n'était pas aussi trouble qu'il avait été en 1914, époque où existait la considération selon laquelle l'expansion du commerce allemand constituait une menace envers l'économique britannique ; mais les Britanniques craignaient sans aucun doute que l'exemple des réussites des politiques sociales et économiques intérieures en Allemagne pût engendrer du mécontentement au sein de leurs propres classes défavorisées. Cela n'était pas différent des préoccupations antérieures quant à l'impact du niveau de vie étasunien sur les masses britanniques. Les réussites domestiques allemandes furent remportées malgré un très fort déclin du commerce extérieur allemand au cours des années 1938 et 1939.

Le commerce de l'Allemagne avec l'Italie déclina fortement en 1938 du fait d'une tentative délibérée menée par le gouvernement italien de réduire ses importations d'Allemagne. Durant cette période, les exportations allemandes furent de 35 millions de RM (Reichsmarks) inférieures aux attentes, bien que 32 000 travailleurs agricoles italiens et 20 000 travailleurs industriels italiens aient trouvé du travail en Allemagne dans le même temps. Les exportations combinées de l'Autriche et du reste de l'Allemagne vers la Hongrie furent de 20 millions de RM inférieures en 1938 à leur niveau de 1937. Ni en 1938, ni en 1939, l'Allemagne ne parvint à reproduire avec l'Espagne le niveau d'exportations de 1936, c'est-à-dire d'avant la guerre civile espagnole. Le commerce allemand avec la Grande-Bretagne et l'Inde déclina rapidement en 1938 et début

1939. Le commerce avec les États-Unis fut rendu difficile par un solde défavorable, et par les paiements annuels de prêts publics et privés remontant à la période de Weimar, en dépit du fait que les taux d'intérêts sur l'emprunt Dawes aient été réduits de 7 à 5%, et ceux de l'emprunt Young de 5.5 à 4.5%. En 1938 l'ensemble des exportations allemandes vers les États-Unis s'établit à seulement 150 millions de RM, et le commerce allemand avec l'Amérique latine diminua de 4% cette même année. Le commerce de l'Allemagne avec la Suisse, une nation comptant quatre millions d'âmes, était plus important qu'avec l'ensemble des États-Unis, mais le commerce allemand avec la Suisse diminua également en 1938. Les importations par la France de charbon allemand furent fortement réduites en 1938, bien que l'Allemagne continuât d'importer les mêmes quantités de minerai de fer français, et ce malgré le fardeau que subissaient les réserves de change allemandes. Le commerce allemand avec la Belgique était de l'ordre du double du commerce avec la France, mais le volume du commerce belge déclina lui aussi sur la fin 1938. La Hollande absorba environ 8.3% des exportations allemandes en 1938, mais la montée du protectionnisme hollandais produisit un déclin du commerce sur la fin de l'année.

La Grande-Bretagne constituait le principal partenaire commercial du Danemark et de la Norvège, et il y eut un léger déclin de la part allemande du commerce scandinave en 1938. Les Allemands virent augmenter leur commerce avec la Finlande, où la Grande-Bretagne jouissait également de la première place, mais subissaient une pression croissante de la part de la compétition britannique et étasunienne en Suède. En 1938, les Allemands parvinrent à maintenir leur niveau de commerce antérieur avec la Turquie et l'Iran, mais on observa un déclin du commerce allemand avec le Japon. L'ensemble du commerce allemand de 1938 connut un déclin par rapport à son niveau de 1937. Le commerce mondial connut également un fort ralentissement, généré surtout par le déclin du commerce et de la production étasuniens suivant la récession étasunienne de 1937, mais le commerce britannique monta

substantiellement, aux dépens du commerce allemand, sur les marchés mondiaux. Les économistes allemands ne s'inquiétèrent pas fortement de ce développement, du fait de l'expansion continue du riche marché intérieur allemand sur la même période. Cependant, il était impossible pour les Britanniques d'affirmer honnêtement que la compétition commerciale allemande les chassait des marchés mondiaux.

Le déficit commercial allemand avec l'Italie et la Hongrie crut en 1939. Le commerce allemand avec la région des Balkans resta stable dans les grandes lignes, bien qu'il y eût un accroissement du commerce germano-roumain après la conclusion du pacte commercial du mois de mars 1939. Cela découla en partie du fait que l'Allemagne achetait le blé roumain à des prix supérieurs à ceux du marché mondial. Les exportations allemandes vers les États-Unis subirent, à compter du 23 avril 1939, une barrière douanière de 25%, au motif qu'elles étaient subventionnées, ce qui était bien obligé, pour rester compétitives suite aux précédentes barrières douanières. La compétition britannique et étasunienne contre l'Allemagne en Amérique latine était particulièrement efficace, et le commerce allemand dans cette région connut un déclin supplémentaire de 30% au cours des premiers mois de l'année 1939. Les efforts allemands pour négocier de meilleurs accords commerciaux avec la Grande-Bretagne et la France furent rejetés par ces pays en mars 1939. Au 1er avril 1939, les exportations allemandes vers la France avaient décliné de 32% par rapport à leurs niveaux de 1938, et cette tendance se poursuivit malgré la reprise économique française qui commença en novembre 1938. Le 1er mars 1938, le gouvernement hollandais fit monter ses droits de douane sur les importations allemandes de plus de 50%. Le niveau de commerce avec la Scandinavie resta globalement stationnaire en 1939, avec une légère augmentation du commerce avec la Suède et une légère baisse avec la Finlande. Les importations allemandes en provenance de Pologne montèrent au cours de cette période, mais les exportations vers la Pologne diminuèrent. Le commerce allemand avec l'Égypte connut également

un fort déclin, et le commerce avec le Japon poursuivit sa baisse de manière continue.

Le 15 avril 1939, les Polonais annoncèrent que les travailleurs agricoles polonais ne pourraient plus se rendre en Allemagne pour les travaux de moisson, bien que 70 000 travailleurs migrants polonais aient aidé à récolter les betteraves et les pommes de terre allemandes en 1938. Le déclin continu du commerce extérieur allemand convainquit les économistes allemands qu'il était nécessaire de réduire les importations de matière premières étrangères en Allemagne. Ils ne s'inquiétaient pas particulièrement de ce développement, l'exploitation de ressources naturelles restées jusqu'alors inexploitées en Allemagne, et la production de matières premières de substitutions pour les usines allemandes rendant possible de répondre à beaucoup de besoins intérieurs qui avaient jusqu'alors été fournis par l'importation. La principale préoccupation des Allemands était le manque de main d'œuvre intérieure. Les Allemands avaient planifié d'accroître les exportations de sucre domestique allemand en 1939, mais ce projet fut empêché par la croissance de la demande sur le marché intérieur allemand.

Les économistes allemands notèrent que la part britannique de l'ensemble du commerce mondial continuait de croître en 1939. Ils savaient qu'il n'y avait pas de fondement à un ressentiment britannique envers la compétition induite par le commerce allemand en 1938 et 1939, et ils avaient clairement laissé savoir à Londres avant mars 1939 que l'Allemagne était prête à discuter d'accords de compromis sur les questions touchant à la monnaie et aux pratiques financières internationales. En 1939, il était donc évident, et en contraste total par rapport à 1914, que les facteurs économiques ne constituaient pas une considération importante pour expliquer l'hostilité britannique envers l'Allemagne.

## 21.9 La tentative des propositions allemandes dites Marienwerder

Hitler entretenait de grands espoirs dans la réponse que le gouvernement britannique comptait donner le 30 août avant minuit à sa note de la veille. Il avait ordonné aux commandants militaires allemands de se préparer à de possibles opérations contre la Pologne le 31 août avant l'aube, mais il ne voulut pas donner un nouvel ordre d'opérations militaires contre la Pologne. Au soir du 30 août, Hitler expliqua au général Walther von Brauchitsch et au général Wilhelm Keitel, à la nouvelle chancellerie, qu'en aucune circonstance il n'autoriserait d'opérations contre les Polonais avant le 1er septembre, la date échéance finale pour l'action militaire selon le projet « *Fall Weiß* ». Il exprima l'espoir qu'un émissaire polonais serait envoyé à Berlin, qu'il n'y aurait pas du tout besoin d'aller en guerre contre les Polonais.

Henderson fut reçu par Ribbentrop le 30 août à minuit. La note britannique fatale, que Ribbentrop lut immédiatement, commençait comme suit : « *Le gouvernement de Sa Majesté répète qu'ils rend la pareille au désir allemand d'une amélioration de nos relations, mais il sera admis qu'ils ne pourraient pas sacrifier les intérêts d'autres amis pour obtenir cette amélioration.* » La note britannique n'affichait aucun intérêt d'aucune sorte à persuader les Polonais de négocier avec l'Allemagne. Le ministre allemand des affaires étrangères étudia la réponse britannique avec consternation. Il informa Henderson, après avoir lu le texte, que le gouvernement allemand avait préparé des propositions en vue d'un règlement diplomatique avec la Pologne, mais qu'il ne pouvait exister aucune base à ces propositions sans la présence d'un émissaire polonais à Berlin. L'Allemagne n'avait reçu aucune indication, que ce fût de la part de la Grande-Bretagne ou de celle de la Pologne, selon laquelle les dirigeants de Varsovie voulaient négocier, bien qu'Hitler ait demandé aux Polonais d'envoyer un émissaire à Berlin le 30

août. Ribbentrop répéta que cette suggestion ne constituait pas un ultimatum, et que son urgence avait été dictée par les circonstances existantes.

Le ministre allemand des affaires étrangères se mit à lire lentement et clairement les seize points des propositions allemandes à la Pologne, et à expliquer chacun d'eux en détail. L'idée fausse de la légende de guerre quant aux propositions lues indistinctement à toute vitesse fut exposée après 1945. Les points allemands étaient exhaustifs et formulés avec le plus grand soin. Ils appelaient au retour de Dantzig au Reich, sur la base de l'auto-détermination, et à la tenue d'un plébiscite dans la région du Couloir, au nord d'une ligne partant de l'Ouest de Marienwerder en Prusse orientale, jusque Schönlanke, en Poméranie. Les Allemands suggéraient un plébiscite dans cette région après une période d'interim de douze mois suivant l'accord espéré avec la Pologne. Le scrutin pourrait être ouvert à tous les Allemands, Cachoubes, et Polonais, qui avaient vécu dans la région au 1er janvier 1918, et qui y étaient nés avant cette date. Les propositions tirèrent leur nom de Marienwerder le point le plus à l'Est de la ligne du plébiscite.

Les Cachoubes étaient un peuple slave occidental qui se sentait fièrement indépendant des Polonais. Ils étaient un reliquat des anciennes tribus slaves qui avaient occupé le territoire entre les Polonais et la Mer baltique au cours des siècles suivant les migrations vers l'Ouest des anciennes tribus germaniques. Il s'agissait surtout de fermiers, et ils se divisaient en soixante-seize petits dialectes. Leur proverbe, durant la période d'administration polonaise, selon lequel même la pluie était meilleure dans les temps allemands, constitue un témoignage éloquent de leur individualité. Les Cachoubes, dans la région où le plébiscite était proposé, étaient beaucoup moins nombreux en 1918 que les Allemands ou les Polonais, mais l'on pouvait compter sur eux pour gonfler le vote pour l'Allemagne dans tout plébiscite.

Durant l'intérim proposé, la région concernée par le plébiscite devait être occupée par des soldats russes, britanniques, français

et italiens. Toutes les taxes collectées dans la région durant cette période d'intérim seraient réparties entre les besoins locaux et le soutien de l'occupation internationale. Si les Allemands perdaient le plébiscite, qui devait être tenu à la majorité simple, ils se verraient attribuer une connexion extra-territoriale avec la Prusse orientale, dans les lignes de leur proposition d'octobre 1938. Cela aurait impliqué un couloir extra-territorial, traversant le Couloir sur 1 kilomètre de large. La tenue de ce plébiscite devait réparer l'injustice du Traité de Versailles, qui avait permis le transfert de ce territoire à la Pologne sans consulter les habitants locaux.

Si les Polonais perdaient le plébiscite, ils se verraient accorder une connexion identique vers Gdynia. Le statut de l'arrière-pays de Gdynia serait décidé par une commission internationale, et il resterait exclu de la zone du plébiscite, en tant que territoire polonais inaliénable. Les Allemands demandaient la démilitarisation, sauf pour la marine, de Dantzig, de Gdynia, et de la péninsule de la Hela. Ils demandaient un accord mutuel polono-allemand pour protéger les droits des minorités respectives. Un tribunal international serait établi pour garantir l'efficacité de ce schéma. Il aurait le dernier mot en matière d'appels. Le seizième point suggérait que la Pologne et l'Allemagne devraient examiner d'autres moyens d'assurer une coopération amicale. L'étendue totale de la région impliquée par les propositions allemandes, en comptant la *Ville libre* de Dantzig et la zone du plébiscite, s'élevait à seulement un dixième de la région que l'Allemagne avait dû céder à l'Est à la Pologne et à la Société des Nations à l'issue de la première guerre mondiale.

Ribbentrop lut les propositions à Henderson en allemand, l'ambassadeur britannique ayant au préalable demandé que le ministre allemand des affaires étrangères s'exprimât en allemand plutôt qu'en anglais au cours de leurs diverses discussions. Le Dr. Paul Schmidt, l'excellent interprète allemand, était présent pour lever toute possible incompréhension de langage. Schmidt fut stupéfait lorsque Henderson demanda s'il pourrait disposer d'une copie de ces pro-

positions, après que Ribbentrop eut lu les points et eut terminé son commentaire. L'interprète avait supposé que le texte aurait été préalablement présenté à Henderson. Il oubliait que les propositions étaient adressées aux Polonais, et que les Britanniques refusaient de coopérer à établir un contact entre l'Allemagne et la Pologne. Henderson eut raison de demander formellement à disposer du texte.

Schmidt nota, à sa plus grande surprise encore, que Ribbentrop était profondément embarrassé. Le ministre allemand des affaires étrangères répondit avec un léger sourire : « *Non, je ne peux pas donner ces propositions.* » Henderson répéta sa demande, et reçut la même réponse. Ribbentrop avait reçu pour instructions de la part d'Hitler de donner les propositions à Henderson si les Britanniques offraient quelque indication que les Polonais allaient négocier, mais aucune indication de la sorte n'avait été fournie par eux. Le point était technique, mais Ribbentrop ne désirait pas mécontenter Hitler en outrepassant ses instructions sur ce sujet important. Schmidt espérait qu'Henderson lui demanderait de répéter les propositions traduites en anglais. Il aurait été simple, partant de là, d'esquisser une copie en anglais des termes en question. Il essaya de s'attirer l'attention de l'ambassadeur britannique sans intervenir directement dans la conversation. C'était affaire épineuse, et Schmidt n'y parvint pas. Il comprenait qu'interrompre les deux diplomates pour faire une remarque aurait constitué une violation grossière de sa position d'interprète. Henderson fut incapable de deviner l'objet des subtiles expressions que prit le visage de l'interprète.

Il était en pratique impossible à Henderson de saisir l'ensemble des points du projet allemand détaillé en partant d'une lecture et d'un commentaire. Ce n'était pas que le diplomate britannique parlât mal l'Allemand. Le projet allemand était conséquent, et en outre la discussion s'était échaudée. Henderson se demandait si Ribbentrop accepterait d'envisager la possibilité qu'une partie des violences subies par les Allemands de Pologne avait en fait découlé d'actes allemands d'espionnage ou de sabotage. Ribbentrop avait

déploré ces chicanements superflus, et s'était sincèrement exclamé que la situation était « *fichtrement grave.* » Henderson eut la témérité de rétorquer sur un ton emballé qu'un tel langage n'était pas adapté à un homme d'État en une situation aussi grave. Ribbentrop fut tout sauf content d'essuyer cette remarque puritaine. La situation était tragique, car les deux diplomates désiraient sincèrement un règlement diplomatique, et se trouvaient également déçus de la réponse britannique inexplicable à la note allemande du 29 août.

Schmidt s'alarma brièvement que Ribbentrop pût rejeter le commentaire puritain prononcé par l'ambassadeur britannique sur sa façon de parler en le faisant sortir de force de la pièce. Schmidt n'avait jamais assisté à aucun acte violent durant sa longue association avec Ribbentrop, et cette sensation de peur passagère témoigne du niveau d'énervement qu'atteignit cette conférence. Schmidt comprit qu'Henderson était plus nerveux et mal à l'aise qu'il ne l'avait jamais vu. Il ne fut pas surprenant que la conférence entre les deux hommes se terminât sur une note insatisfaisante.

Goering fut très alarmé par le résultat de cette conférence, et reçut immédiatement la permission par Hitler de remettre à Henderson le texte intégral des propositions allemandes. Dahlerus lut posément le texte au téléphone à Ogilvie-Forbes, de l'ambassade britannique, peu après 1 heure du matin le 3 août [2]. Henderson se hâta de rendre visite à Lipski. Il exhorta l'ambassadeur polonais à demander au gouvernement allemand de lui remettre les propositions pour qu'il les relayât à Varsovie. Lipski indiqua qu'il n'était pas bien vu à Varsovie, et qu'il ne disposait d'aucune instruction de la part de Beck en ce sens. Il refusa catégoriquement d'exercer une initiative indépendante qui, sans aucun doute, l'aurait amené dans un camp de concentration polonais à son retour à Varsovie.

Le 31 août, à 9h15, Henderson envoya un câble à Halifax pour

2. La date du 3 août figure bien dans le texte original, et constitue sans doute une erreur d'édition, NdT

l'informer qu'il avait reçu des informations de la plus haute autorité possible, selon lesquelles, si rien ne se produisait au cours des heures à suivre, l'Allemagne allait déclarer la guerre à la Pologne. Cet avertissement désespéré fut suivi par un télégramme de la part de Kennard, qui exprimait sa satisfaction quant au fait que la Grande-Bretagne ait refusé d'exercer des pressions sur Varsovie, et ait refusé tout engagement vis-à-vis de l'Allemagne. Beck avait annoncé qu'il allait consulter le gouvernement polonais pour découvrir si, à son avis, il y avait matière à simplement accepter le principe de négociations directes avec les Allemands. Les Polonais, s'ils devaient réaliser ce geste, n'auraient fait que répéter l'affirmation accordée par le président Moscicki en réponse au président Roosevelt, le 25 août 1939. Les événements avaient largement indiqué que cette affirmation était vide de tout sens réel. Beck avisa Kennard qu'il serait prêt à émettre une forme d'affirmation à destination du gouvernement britannique le 31 août pour midi. Kennard assura à Halifax que Beck ne ferait rien pour parvenir à une entente avec les Allemands.

Le 31 août, à 10h00, Dahlerus se rendit avec Henderson et Ogilvie-Forbes à l'ambassade de Pologne à Berlin. Dahlerus était muni d'une copie des propositions allemandes, et il les lut à Lipski en allemand. L'ingénieur suédois eut l'impression que l'ambassadeur polonais n'appréhendait pas leur portée, et quitta la pièce pour en dicter une copie à un secrétaire polonais. Dans l'intervalle, Henderson téléphona à Weizsäcker, au bureau allemand des affaires étrangères, pour l'informer qu'il conseillait à l'ambassadeur polonais de négocier avec l'Allemagne, décrivant cela comme sa démarche personnelle auprès de Varsovie. Il expliqua ensuite à Lipski que les propositions allemandes constituaient une excellente base en vue d'un règlement entre l'Allemagne et la Pologne. Il ajouta que la situation n'était pas forcément désespérée, pourvu que Lipski acceptât d'en acter réception.

À ce moment-là, le diplomate polonais était au désespoir. Il avait cessé d'exercer toute influence sur Varsovie, depuis que Rib-

bentrop l'avait convaincu, au mois de mars 1939, que son gouvernement devrait négocier sur la base des propositions d'octobre 1938. Il n'était pas parvenu à convaincre Beck de le rappeler de Berlin, en dépit de mois d'efforts à organiser son propre retrait. Lipski finit par s'écrier face à Henderson, dans un état de grande agitation, qu'il « *n'avait aucune raison de négocier avec le gouvernement allemand. Si la guerre survenait entre la Pologne et l'Allemagne, il savait — pour avoir vécu 5 ans et demi en Allemagne — qu'une révolution allait éclater en Allemagne, et qu'elle marcherait sur Berlin.* » Henderson secoua tristement la tête. Il savait qu'il ne servait plus à rien de discuter de la situation en cours avec l'ambassadeur polonais.

Le 31 août à 11h30, Attolico rendit visite à Weizsäcker pour lui remettre un message de Mussolini aux dirigeants allemands. Le gouvernement italien avisa en même temps Londres que la Pologne devait démontrer sa bonne volonté en laissant Dantzig revenir à l'Allemagne. Le dirigeant italien estimait que ce qui restait du problème pouvait se régler par des négociations bilatérales entre la Pologne et l'Allemagne. Mussolini, qui n'était pas bien informé de la situation en cours, avait eu l'impression par Londres que la Pologne avait accepté d'entrer en négociations. Il fut bientôt informé par Mackensen que les conditions étaient tout à fait différentes de ce qu'il avait supposé. Les propositions Marienwerder furent envoyés à Mackensen, à Rome, le 31 août à 10h53, peu avant la visite d'Attolico au bureau allemand des affaires étrangères. Mussolini fut impressionné par le plan de règlement allemand, et donna pour instruction à Attolico de conseiller aux dirigeants allemands de recevoir Lipski, comme un dernier ressort visant à établir le contact. Ribbentrop et Attolico discutèrent du message dans l'après-midi du 31 août. Le ministre allemand des affaires étrangères assura à Attolico que les dirigeants allemands étaient aussi impatients de recevoir l'ambassadeur polonais le 31 août qu'ils l'avaient été la veille.

## 21.10 L'ordre d'opérations en Pologne donné par Hitler pour le 1er septembre

Le 31 août après-midi, Kennard informa Halifax que Beck avait formellement exprimé sa gratitude quant à la décision britannique de ne répondre en aucune manière aux propositions allemandes. Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, trouvait injustifiables les tactiques dilatoires employées par les Polonais. Il insista auprès d'Halifax pour qu'une action conjointe fût menée par la Grande-Bretagne et la France, afin d'exiger que les Polonais fissent quelque chose pour contribuer à sauvegarder la paix en Europe. Le secrétaire britannique des affaires étrangères n'avait aucun désir de sauvegarder la paix en Europe, mais s'inquiéta de l'attitude française. Il calcula qu'il pouvait se permettre un geste coopératif envers les Français sans prendre de gros risque à voir les Polonais agir effectivement de manière favorable. Il donna pour instructions à Kennard de se joindre à Noël pour demander aux Polonais de notifier les Allemands de leur volonté à accepter des négociations directes. Kennard et Noël rencontrèrent donc Beck le 31 août en début d'après-midi, et demandèrent que Lipski fût autorisé à recevoir les propositions allemandes officiellement et à les transmettre à Varsovie pour examen. Kennard eut la satisfaction de noter que Beck répondît évasivement ne pas être prêt à répondre à cette requête.

Beck avait de fait dépêché des instructions à Lipski peu avant midi pour n'accepter aucune proposition ni n'entamer aucune négociation avec le gouvernement allemand. Ce télégramme avait été intercepté, et immédiatement décodé par le bureau d'enquête spécial de Goering. Goering comprit tout de suite que la situation était désespérée, sauf si quelque action pouvait être menée en vue de modifier l'attitude polonaise. Il désirait que les Britanniques connussent le contenu du télégramme de Beck, car il pensait qu'ils pourraient y répondre en exerçant des pressions sur Varsovie. Goe-

ring exposa donc volontairement le fait que l'Allemagne était en possession des codes diplomatiques polonais, en montrant le texte du télégramme polonais à Dahlerus. L'ingénieur suédois fut choqué de l'intransigeance de Beck, et il nota que les Allemands, en conséquence, devenaient extrêmement agités du fait de cette communication de Beck à Lipski.

La réponse allemande au refus polonais de négocier fut rapide et décisive. Hitler, malgré ses nombreuses préoccupations quant à l'avenir, pouvait agir la conscience tranquille. Il avait proposé de négocier un règlement modéré avec les Polonais, malgré des mois de provocations polonaises et de persécutions sauvages des Allemands de Pologne. Il était impossible de réfuter qu'il avait présenté l'autre joue à la Pologne. Le refus polonais de discuter un règlement avec l'Allemagne quels qu'en fussent les termes était insultant. L'offre de négocier était de fait une offre d'armistice, car il n'y aurait pas eu de paix réelle entre les deux pays de nombreux mois durant. Hitler avait attendu aussi longtemps qu'il était possible de le faire pour ne pas compromettre le plan opérationnel allemand, mais il avait affirmé à ses généraux qu'il allait continuer d'attendre s'il constatait au moins quelque posture favorable de la part de la Pologne. Il n'y avait plus aucune raison de sacrifier ce plan lorsqu'il fut devenu évident qu'un règlement négocié était clairement impossible sans user de sanctions militaires pour punir les Polonais.

Hitler ne désirait pas la guerre contre la Pologne, mais il était impossible pour une nation de maintenir la paix du fait de ses seuls efforts. Il donna l'ordre d'attaque final à midi quarante, le 31 août. Les opérations n'auraient pas pu être annulées après 21h30 le même jour, car elles étaient programmées pour démarrer à l'aube, le 1er septembre. Hitler introduisit son ordre par l'affirmation suivante : « *À présent que toutes les possibilités politiques visant à mettre fin par des moyens pacifiques à une situation intolérable pour l'Allemagne sont épuisées, j'ai opté pour une solution par la force.* » Hitler était profondément préoccupé quant à l'attitude des puissances occidentales. Il espérait que l'intransigeance polonaise allait

les amener à reconsidérer leurs propres politiques, mais il était impossible de supposer que tel serait effectivement le cas. Il conseilla à ses soldats : « *Il est important que la responsabilité de l'ouverture des hostilités (à l'Ouest) repose sans équivoque sur l'Angleterre et la France. Au départ, seules des actions locales devraient être menées contre des violations insignifiantes de nos frontières. La neutralité que nous ont assurés la Hollande, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse devrait être scrupuleusement respectée.* » Hitler ajouta : « *si l'Angleterre et la France ouvrent les hostilités contre l'Allemagne, la mission des sections des forces armées qui opèrent à l'Ouest est de faire respecter...ces conditions nécessaires à la conclusion réussie des opérations contre la Pologne.* »

## 21.11 La querelle de Beck avec le Pape Pie XII

Beck ne fut pas gêné par la démarche anglo-française du 31 août. Il comprit que les Britanniques prenaient part à l'action menée par les Français pour une simple affaire de forme. Il connaissait des difficultés considérables avec le nonce papal Cortesi à Varsovie. La Pologne et son peuple étaient ardemment catholiques, et les Polonais avaient de longue date joui de faveurs spéciales de la part du Vatican. Le Pape Pie XII voulait sauvegarder le peuple polonais des politiques fatales de ses dirigeants. Le Pape avait été élu par le Collège des Cardinaux au mois de mars 1939, principalement du fait de sa grande expérience en matière diplomatique, et parce que l'on espérait qu'il pourrait exercer une influence majeure pour la paix dans les relations diplomatiques de l'Europe. Le Pape avait été en poste à Munich, comme représentant diplomatique du Vatican, en 1919, à l'époque des atrocités communistes et de la dictature communiste. Il craignait, non sans de bonnes raisons, que toute nouvelle guerre en Europe n'amenât à la croissance du communisme dans toute l'Europe, et il n'avait pas le moindre doute quant au fait que la Pologne serait perdante en cas de conflit contre l'Allemagne.

Le Pape avait lancé un effort majeur en faveur de la paix au mois de mai 1939, et avait rejeté avec indignation un appel de l'Archevêque de Canterbury à s'attirer la supposée gratitude des Chrétiens anglicans, protestants, et grecs orthodoxes en condamnant les politiques d'Hitler. Au lieu de cela, le Pape accueillit ostensiblement la victoire du général Franco en Espagne au mois de mai 1939. Le Pape reconnut dès le mois de mai 1939 que la Pologne constituait la principale menace envers la paix, parce que les Britanniques ne pouvaient pas attaquer l'Allemagne si la Pologne ne voulait pas leur servir de pion. À cette époque, Beck rejeta catégoriquement la tentative de proposition émise par le Pape pour une conférence internationale en déclarant que « *la Pologne ne pourrait pas accepter comme une contrainte sur elle-même l'opinion d'autres puissances quant aux questions qui se sont levées entre la Pologne et l'Allemagne.* »

Le Pape persuada l'amiral Nicholas Horthy, le régent protestant de la Hongrie, de prononcer le 14 juin 1939 un discours exhortant les Puissances à accepter les bons offices de la papauté pour régler le différent germano-polonais. Cette manœuvre visait en premier chef la Pologne, du fait des relations étroites existant entre la Pologne et la Hongrie. Le 24 août 1939, Pie XII appela le monde à ne pas entrer en guerre pour Dantzig. Il demanda aux envoyés britanniques, français, italiens, polonais et allemands de paraître en audience au palais du Vatican le 31 août 1939. Le docteur Kazimierz Papée, l'envoyé polonais auprès du Vatican, fut dans l'incapacité d'assurer au Pape que la Pologne allait négocier avec l'Allemagne. Le Pape avait craint que tel fût le cas. Il répondit en donnant pour instruction à Cortesi, à Varsovie, d'exhorter Beck à accepter des négociations avec les Allemands sur la base des propositions de Marienwerder, avec lesquelles le Pape était déjà familier. Une scène furieuse s'ensuivit entre Beck et Cortesi, qui dépassa le duel verbal de la veille entre Ribbentrop et Henderson. Beck accusa rageusement le nonce papal de travailler pour les Allemands. Il se plaignit de ce que le Pape Pie XII lui ordonnait de se rendre à l'Allemagne. Cor-

tesi ne parvint pas à calmer l'énervement du diplomate polonais. Beck se souvint ultérieurement qu'aucun développement durant la phase finale de la crise ne lui causa autant d'irritation que l'effort persistant mais infructueux du Pape Pie XII à le persuader de négocier avec les Allemands et d'accepter les propositions de Marienwerder. Il fut suprêmement tragique qu'il y ait eu une absence totale d'activité similaire de la part des Britanniques. On ne peut qu'imaginer la situation si Henderson s'était rendu à Varsovie avec le soutien et la confiance de Chamberlain.

## 21.12 Bonnet favorable à une médiation italienne

L'atmosphère prometteuse créée par l'acceptation allemande de la note britannique du 28 août fut totalement anéantie par l'après-midi du 31 août. La période prometteuse de la tentative d'Hitler de négocier avec les Polonais se dissipait, et les Italiens répondaient en revenant à leur précédent projet d'une conférence internationale. Le 31 août à 2h45, l'ambassadeur britannique à Rome avait transmis la réponse britannique à Ciano. Attolico répondit peu après qu'Henderson avait reçu le texte des seize points allemands presque immédiatement après sa conférence de minuit avec Ribbentrop. La situation n'était pas limpide aux yeux de Ciano, mais il reçut à Rome le 31 août à 9h04 un avertissement de la part d'Attolico selon lequel la guerre allait éclater sous quelques heures, à moins qu'une nouvelle action fût menée.

Le 31 août à 11h00, Ciano téléphona à Halifax à Londres pour l'informer qu'Attolico avait signalé la gravité de la situation. Ciano ne comprit pas qu'il ne restait plus d'espoir en faveur de négociations germano-polonaises directes, et il exhorta les Britanniques à faire pression sur les Polonais pour qu'ils négociassent. Il promit que Mussolini allait user de son influence pour encourager Hitler à garder patience avec la Pologne. Halifax négligea d'informer Ciano

que la Grande-Bretagne ne comptait pas exercer de pressions sur Varsovie.

Le 31 août à midi, François-Poncet, l'ambassadeur français, signala depuis Rome à Bonnet que Mussolini restait convaincu que la paix pourrait être sauvegardée si les Polonais n'objectaient pas au retour de Dantzig à l'Allemagne. Le rapport en provenance de Rome encouragea Bonnet, qui tendait à miser son dernier espoir sur la réussite d'un effort de médiation par l'Italie. Raffaele Guariglia, l'ambassadeur italien en poste à Paris, signala à Ciano peu après que l'on pouvait compter sur la France pour accorder un ferme soutien à un effort de médiation italien. Il confia qu'il existait dans les cercles dirigeants français une impression répandue selon laquelle le prestige britannique était plus en jeu que le prestige français dans la crise de Dantzig. Il ajouta qu'un mécontentement rapide croissait en France vis-à-vis de la politique britannique. Il croyait qu'il serait possible d'exploiter ce sentiment avec beaucoup de succès, si le gouvernement italien pouvait à ce stade introduire quelque facteur positif dans la situation. Ciano savait que son ambassadeur à Paris jouissait d'excellentes relations avec Bonnet.

Guariglia était un diplomate de carrière distingué, entré dans les services diplomatiques italiens en 1909, de nombreuses années avant que Mussolini fût nommé premier ministre italien, en 1922. Il reçut un traitement favorable par une grande partie de la presse française lorsqu'il arriva à Paris comme ambassadeur d'Italie en novembre 1938. *L'Ordre*, le 28 novembre 1938, ainsi qu'*Europe Nouvelle*, le 3 décembre 1938, affirmèrent que la nomination de Guariglia constituait la preuve que Mussolini considérait la France comme le point central de la diplomatie européenne. Guariglia était fin observateur, et se montrait particulièrement préoccupé de contrer les activités bellicistes de Bullitt, l'ambassadeur étasunien. Il considérait cette tache comme son domaine spécial. Le diplomate italien avait pour conviction que la campagne menée par Roosevelt et Bullitt en vue de promouvoir une guerre en Europe était menée au bénéfice exclusif de l'Union soviétique. Il pensait qu'Halifax était tout aussi

aveugle aux vrais intérêts de la Grande-Bretagne dans son rôle bien plus dangereux de direction d'un formidable mouvement aspirant à détruire l'Allemagne.

Guariglia savait que la popularité soudaine de Beck en Pologne, après mars 1939, reposait exclusivement sur la garantie accordée par les Britanniques, bien que ceux-ci ne fussent aucunement en position d'accorder une réelle assistance militaire à la Pologne. Il déplorait le fait que les illusions polonaises quant à leur grandeur future n'avaient pas été affectées par le pacte russo-allemand du 23 août 1939. Guariglia pensait que la France avait des difficultés à sortir du front d'encerclement britannique du fait d'un état de « *triste stupeur.* » Le 26 août 1939, le général Gamelin déclara à Guariglia qu'il plaçait ses espoirs dans la réussite d'un effort de médiation italien, mais ce même dirigeant militaire français n'avait pas soutenu l'initiative de Bonnet visant à modifier les obligations de la France à l'égard de la Pologne trois jours auparavant. Guariglia était convaincu que la position française était la clé de la guerre ou de la paix en Europe. Il espérait que Ciano allait adopter une ligne forte en encourageant les dirigeants français à revenir à une politique étrangère indépendante de la tutelle britannique.

## 21.13 Henderson défend les propositions Marienwerder

Henderson continua d'aviser Halifax, au cours de l'après-midi du 31 août, que les propositions allemandes à la Pologne étaient modérées, et qu'elles offraient une excellente base de négociations. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères ne fut pas impressionné par les nombreux appels à la paix qui lui parvenaient de Paris, Rome et Berlin. Dans les faits, le bureau britannique des affaires étrangères commençait à s'indigner de la ténacité avec laquelle les hommes du continent, sauf en Pologne, luttaient pour préserver la paix. Ce fut l'expérience malheureuse de Dahlerus que

d'affronter l'impact total de ce ressentiment. Il sortit de la conférence tenue avec Lipski à l'ambassade de Pologne avec un esprit de grande indignation. Il lui paraissait incroyable que les Polonais pussent être laissés à saboter un règlement soigneusement préparé, après tant de bonne volonté déployée par d'autres. Il pensait désormais que les Britanniques allaient réexaminer leur décision de soutenir la Pologne si on leur disait la vérité quant à la situation réelle. Après tout, les Britanniques eux-mêmes avaient été les premiers à suggérer que l'Allemagne fît part de propositions à la Pologne. Ils allaient sans doute cesser d'accorder un soutien inconditionnel à la Pologne une fois qu'ils connaîtraient le manque de volonté du gouvernement polonais à examiner les propositions.

Henderson encouragea Dahlerus à téléphoner à Londres depuis l'ambassade britannique à Berlin. Le 31 août, à midi 30, l'ingénieur suédois prit contact avec Sir Horace Wilson, du bureau britannique des affaires étrangères. Il commença à décrire la situation en détail, et à se plaindre de l'attitude polonaise. Wilson, à l'instar de Chamberlain, avait capitulé face à la politique de guerre d'Halifax. Il protesta : il n'appréciait pas le ton utilisé par Dahlerus pour énoncer ses remarques. Il affirma en fin de compte que l'ingénieur suédois n'avait aucun droit de discuter ainsi de la situation, du fait que les Allemands étaient peut-être à l'écoute sur la ligne. Cette observation parut curieuse à Dahlerus. Il ne voyait aucune raison pour laquelle les Allemands n'auraient pas pu écouter ses remarques, et les Britanniques n'avaient jamais trouvé d'objection à échanger avec lui par téléphone via la ligne téléphonique de l'ambassade auparavant. Wilson se mit à crier de manière répétée au Suédois stupéfait : « *Taisez-vous !* » Wilson conclut son rapport à Halifax sur cet incident par l'affirmation suivante : « *J'ai dit à Dahlerus de se taire une fois de plus. Mais comme il ne se taisait pas, j'ai raccroché.* »

L'irritation du bureau britannique des affaires étrangères n'était pas une humeur passagère, et l'ire d'Halifax retomba bientôt sur Henderson. L'ambassadeur britannique reçut plusieurs réprimandes,

dans un langage très fort, pour avoir laissé Dahlerus utiliser le téléphone. Ces réprimandes étaient injustifiées, car Henderson avait reçu pour instruction de Londres de mettre à disposition de Dahlerus les installations de l'ambassade, et il n'avait reçu aucune instruction contraire au moment de l'incident désagréable du 31 août à midi trente.

Le même jour à 13h00, Halifax désavoua l'action qu'avait menée Henderson auprès de l'ambassade de Pologne à Berlin. Il informa Henderson qu'il rejetait la vision selon laquelle les propositions allemandes proposaient une base pour des négociations germano-polonaises, et affirma son désaccord avec Henderson et Dahlerus « *quant à l'attitude obstructive du gouvernement polonais.* » Il regrettait d'avoir donné pour instruction à Kennard de rallier Noël pour demander à Lipski de recevoir les propositions allemandes. Il est difficile de comprendre comment il pouvait ressentir des sentiments aussi marqués face à ce geste d'une portée bien limitée, et ce d'autant plus que Beck comprit parfaitement de la part de Kennard que le gouvernement britannique ne désirait pas vraiment que la Pologne négociât avec l'Allemagne. Kennard signala à 15h20 que le gouvernement polonais agissait en vue de contacter le gouvernement allemand, mais « *n'acceptera pas que lui soit remis un document contenant une demande avant que des méthodes de procédures aient été convenues.* » Le gouvernement polonais aurait tout aussi bien pu annoncer qu'il comptait contacter la lune. Les Britanniques et les Polonais avaient conspiré pour transformer en simulacre complet le projet de négociations soutenu par l'Allemagne, l'Italie, la France et le Pape Pie XII.

En privé, Kennard avait assuré à Beck, après la démarche anglo-française, que le gouvernement britannique ne voulait pas vraiment que Lipski reçût les propositions allemandes, et que l'action formelle réalisée à Varsovie avait été un geste d'apaisement envers la France. Kennard expliqua à Halifax que le gouvernement britannique ne devait pas « *insister* » pour que l'ambassadeur polonais à Berlin acceptât quelque document allemand, du fait « *du danger*

*d'ultimatum.* » Kennard pensait qu'une guerre inévitable était un moindre mal que de transmettre à Varsovie des propositions pouvant amener les dirigeants polonais à reprendre les négociations avec l'Allemagne. Il demanda à Halifax s'il devait informer Beck « *de ce que nous savons* » quant au contenu de ces propositions, mais il était de toute évidence réticent à cette idée. Kennard ignorait que Beck avait reçu le texte des propositions allemandes de la part de Lipski plusieurs heures auparavant. Sa seule crainte était qu'une solution pacifique de dernière minute pût émerger, au lieu de la guerre que lui-même et Halifax désiraient.

## 21.14 La rencontre entre Lipski et Ribbentrop

Le 31 août en début d'après-midi, Lipski informa Weizsäcker qu'il désirait rendre visite à Ribbentrop en sa qualité d'ambassadeur. Il énonça clairement avoir une annonce à formuler auprès du gouvernement allemand, mais ne pas avoir l'intention de négocier, ni de recevoir de propositions de négociation. Weizsäcker promit à Lipski qu'il allait faire part de ces informations à Ribbentrop. Le ministre allemand des affaires étrangères avait reçu de la part de Goering une copie des instructions de Beck à Lipski, et il savait qu'elles ne contenaient aucune contribution en faveur d'une solution pacifique. Il essaya de reporter sa réunion avec Lipski autant que possible, dans l'espoir que les Britanniques, les Français et le Pape pourraient inciter Beck à envoyer de nouvelles instructions à l'ambassadeur polonais. Ribbentrop savait qu'il serait encore possible d'annuler les opérations militaires allemandes si Beck habilitait Lipski à transmettre les propositions allemandes à Varsovie. Ribbentrop apprit en début de soirée que rien ne bougeait à Varsovie, et il fut contraint d'admettre qu'il était inutile d'attendre plus longtemps. Il avait envoyé un télégramme à Washington DC, tout en attendant de nouvelles informations de Varsovie. Il renvoya les remerciements d'Hitler au président Roosevelt pour les messages

étasuniens du 24 et du 25 août. Thomsen, le chargé d'affaires allemand, rendit visite à Hull, le secrétaire d'État, dans la nuit du 31 août, pour exprimer l'appréciation d'Hitler.

Ribbentrop reçut Lipski le 31 août à 18h30. L'ambassadeur polonais lut le contenu d'une note provenant de Beck. La note affirmait que la Pologne venait tout juste de prendre connaissance des discussions récentes entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, démarrées le 23 août. L'attitude du gouvernement polonais à l'égard de possibles discussions entre la Pologne et l'Allemagne n'avait pas été établie, mais elle était favorable sur le principe, et le gouvernement allemand se voyait informé que le gouvernement polonais allait prochainement indiquer au gouvernement britannique son attitude à l'égard de telles discussions. Beck n'était pas prêt à accorder aux Allemands une assurance selon laquelle la Pologne voulait reprendre des négociations avec l'Allemagne.

Ribbentrop écouta tristement le double langage inepte de la note polonaise, que Beck considérait sans aucun doute comme assez astucieuse et trompeuse pour duper les Allemands. Il était évident, sous le verbiage, que la Pologne n'avait pas avancé d'un pas depuis son assurance futile du 25 août au président Roosevelt, et que Beck était resté immuablement opposé aux négociations. Ribbentrop affirma à Lipski qu'il avait espéré jusqu'à la dernière minute que ce dernier pourrait être habilité à négocier. Lipski expliqua avoir reçu pour seules instructions de rendre visite à Ribbentrop et de lui présenter la note polonaise. Il n'était pas autorisé à formuler des assurances personnelles, ni aucune déclaration. Il n'est pas surprenant, au vu de ces circonstances, que l'entretien fût bref. Ribbentrop termina l'entretien en demandant si Beck pensait à titre personnel que son gouvernement pourrait revenir sur sa décision et lui permettre de négocier. Le diplomate polonais éluda la question en répétant qu'il n'avait pas reçu de pouvoirs pléniers.

À 18h15, Kennard informa Halifax que Lipski avait reçu pour instruction de s'employer à rencontrer Ribbentrop, mais avec interdiction de mener toute conversation. Par-dessus tout, il lui avait

été interdit de recevoir quelque proposition que ce fût de la part de l'Allemagne. La note qu'il allait présenter ne contenait aucune assurance que la Pologne allait négocier avec l'Allemagne. Kennard observa avec cynisme que Beck avait répondu aux attentes d'Halifax en établissant un contact avec les Allemands. Cela avait été réalisé de telle sorte que le contact fut rompu aussitôt noué. Kennard ajouta que Beck disait que la situation à Dantzig était grave, ce qui n'était guère une nouvelle fracassante. L'ambassadeur britannique conclut avec satisfaction que Beck avait promis qu'il ne se rendrait plus jamais à Berlin.

Cette expédition fut suivie par la réponse formelle polonaise à l'affirmation britannique précédente, selon laquelle la Pologne était prête à négocier avec l'Allemagne. Le gouvernement polonais annonça qu'il acceptait sur le principe les déclarations contenues dans la note britannique du 28 août, mais qu'il refusait de s'engager à négocier jusqu'à ce que la garantie internationale proposée à la Pologne fût explicitée. Cela signifiait, en langue commune, que le gouvernement polonais n'avait toujours pas accepté que Londres négociât avec les Allemands, malgré la promesse du président Moscicki au président Roosevelt du 25 août. Il n'est pas surprenant, au vu de ces circonstances, que la visite de Lipski à Ribbentrop au soir du 31 août fût l'un des événements les plus stériles des longues annales de la diplomatie.

Le 31 août, à 19h00, Hitler discuta de la situation avec Attolico, l'ambassadeur italien. Il donna à Attolico une copie des propositions allemandes à la Pologne, qui avait précédemment été transférée à Rome. Le chancelier allemand continuait à croire de bonne foi que le gouvernement britannique avait sincèrement tenté de réaliser une médiation entre l'Allemagne et la Pologne. Il affirma à Attolico que l'effort de médiation britannique avait échoué. L'ambassadeur italien suggéra la possibilité peu prometteuse d'une médiation italienne entre l'Allemagne et la Pologne. Hitler déclara que les Polonais avaient refusé d'écouter Chamberlain et Halifax, et qu'il ne pensait pas qu'ils écouteraient Mussolini. De fait, ni

Chamberlain ni Halifax n'avaient donné aux Polonais quoi que ce fût à « *écouter* » quant à négocier avec l'Allemagne. L'ambassadeur italien demanda si l'effort allemand de négociation avec la Pologne était arrivé au bout. Le chancelier répondit que tel était bien le cas.

Molotov, le commissaire soviétique aux affaires étrangères, prononça un discours [3] devant le Soviet suprême dans l'après-midi du 31 août, au cours duquel il critiqua vivement les diplomaties polonaise et occidentales. Le discours constitua un prélude bien ajusté à la déclaration ultérieure de Molotov, selon laquelle il était nécessaire que l'Union soviétique attaquât la Pologne pour « *extirper le peuple polonais de la guerre tragique dans laquelle il a été mené par ses dirigeants malavisés.* » Hitler reçut des informations au sujet du discours de Molotov aussitôt après sa conversation avec Attolico. Un rapport téléphonique parvint de Moscou à Berlin à 19h20. Schulenburg, l'ambassadeur allemand, qui ne faisait plus de secret de son attitude intensément pro-soviétique, concluait ses remarques en s'exclamant avec enthousiasme que le discours de Molotov était « *brillant.* »

## 21.15 La Pologne compare les Allemands à des Huns

Le 31 août, à 21h00, la radio allemande laissa connaître au monde les propositions Marienwerder, que la Pologne avait refusé d'examiner. Weizsäcker présenta également les termes de Marienwerder aux représentants diplomatiques britanniques, français, japonais, étasuniens et russes, à Berlin, entre 21h00 et 22h00, le même jour. Les termes furent accompagnés en chaque instance d'une note diplomatique expliquant la politique allemande récente. Y était principalement souligné le fait qu'Hitler avait attendu en vain pendant deux jours de recevoir une indication selon laquelle

3. L'équipe de traduction porte une copie de ce discours en annexe, NdT

la Pologne allait négocier avec l'Allemagne, en dépit du fait que les Britanniques lui avaient assuré le 28 août que la Pologne était prête à ce faire. Oshima, l'ambassadeur japonais, assura à Weizsäcker qu'à son avis personnel, une victoire allemande en Pologne serait à l'avantage du Japon.

La radio allemande indiqua que les Polonais avaient refusé de recevoir les propositions Marienwerder pour examen à Varsovie, et ceci fut interprété, à raison, comme une preuve définitive du fait que les dirigeants polonais étaient résolument opposés à la tenue de négociations avec l'Allemagne. La radio polonaise diffusa une version déformée de l'offre allemande deux heures plus tard. Cette diffusion offrit au monde un aperçu de la mentalité à laquelle la minorité allemande impuissante s'était trouvée confrontée en Pologne. L'animateur radio affirma que les Allemands, par leurs propositions, avaient révélé leurs intentions agressives, et il conclut son émission sur l'assertion suivante : « *Les mots ne peuvent désormais plus dissimuler les projets agressifs des nouveaux Huns. L'Allemagne vise à la domination de l'Europe et annule les droits des nations en faisant preuve d'un cynisme jamais vu. Cette proposition impudente justifie absolument les ordres militaires (la mobilisation générale) décidés par le gouvernement polonais.* »

Hitler répondit rapidement, avant minuit, à un récent télégramme du duc de Windsor, à Antibes, en France. Le duc, qui savait qu'Hitler avait sympathisé à titre privé avec la lutte qu'il avait menée pour épouser la femme étasunienne de son choix, et conserver le trône britannique, avait exprimé l'espoir que le chancelier allemand allait trouver quelque moyen d'éviter le piège que constituait une nouvelle guerre anglo-allemande insensée. Hitler répondit en des termes vibrants que « *vous pouvez être certain que mon attitude à l'égard de la Grande-Bretagne, ainsi que mon désir d'éviter une nouvelle guerre entre nos peuples, restent inaltérés.* » Le chancelier allemand continuait d'espérer une entente anglo-allemande malgré l'échec de sa dernière tentative en date de parvenir à un accord avec la Pologne.

Ribbentrop convint, à la Wilhelmstraße, après l'émission radio polonaise, qu'une guerre complète entre l'Allemagne et la Pologne était désormais inévitable, et qu'il n'y aurait pas de nouvelle annulation des opérations allemandes. Peu après, Hitler et Ribbentrop discutèrent de la décision irrévocable de solder les comptes avec les Polonais. Ribbentrop affirma à Hitler avec une grande simplicité : « *Je vous souhaite bonne chance.* » Il faisait référence à la campagne militaire en Pologne, et aux nouveaux efforts en vue d'empêcher l'intervention militaire de la Grande-Bretagne et de la France contre l'Allemagne. La rupture des relations fut totale entre l'Allemagne et la Pologne. Hitler avait échoué dans sa tentative de gagner la Pologne comme allié slave pilier contre le Bolchevisme, ce qui en soi constituait une catastrophe de grande amplitude. Les opérations militaires allemandes débutèrent cinq heures plus tard. La résistance polonaise commença à s'effriter en quelques jours, sous les coups allemands bien ciblés.

Il n'était pas nécessaire que la guerre germano-polonaise localisée perturbât la paix de l'Europe plus de quelques semaines. Il aurait été bien plus facile pour les puissances étrangères d'intervenir efficacement pour améliorer le sort des Polonais, au moins dans la zone d'occupation allemande, si la guerre était restée limitée. Le rétablissement de la paix en Pologne aurait été une préoccupation immédiate, et non quelque éventualité distante. Vingt ans plus tard, la Pologne est devenue un satellite communiste de l'Union soviétique. Il aurait été impossible d'imaginer un résultat plus dramatique pour les dirigeants polonais, qui plongèrent imprudemment la Pologne dans une guerre désespérée contre l'Allemagne en 1939. Leurs espoirs et rêves grandioses d'une nouvelle grande Pologne restèrent non réalisés, et leur peuple se retrouva soumis au pire sort possible. Pour répéter le commentaire prophétique que fit le maréchal Smigly-Rydz au capitaine Beauffre le 20 août 1939 : « *Avec les Allemands, nous risquons de perdre notre liberté, avec les Russes, c'est notre âme que nous perdrions !* » Les Polonais n'avaient besoin ni de risquer leur liberté dans un conflit

contre l'Allemagne, ni de perdre l'âme de leur pays au bénéfice de la Russie, s'ils n'avaient pas été les victimes des fantasmes exorbitants de leurs dirigeants, selon qui la petite Pologne pouvait devenir une des grandes puissances. Halifax fit tout son possible pour encourager le défi désespéré de la Pologne contre l'Allemagne, qui devait déboucher sur la domination permanente de la Pologne par l'Union soviétique.

# Chapitre 22

# Le rejet britannique du projet de conférence italien, et l'éclatement de la seconde guerre mondiale

## 22.1 La guerre germano-polonaise

L'éclatement du conflit localisé entre l'Allemagne et la Pologne, le 1er septembre 1939, porta la crise européenne à son point haut. La défaite militaire de la Pologne était inévitable face à l'Allemagne, sauf à voir un armistice rapidement établi. Hitler espérait que les Britanniques n'allaient pas attaquer l'Allemagne, à la lumière du fait que Beck avait refusé de négocier malgré la promesse britannique du 28 août stipulant qu'il allait le faire. Hitler n'avait pas réalisé que le gouvernement britannique avait conseillé à la Pologne de s'abstenir de négocier avec l'Allemagne. Halifax avait dans les faits réalisé tout son possible pour créer la guerre entre l'Allemagne et la Pologne. La Pologne lui était indifférente, mais il

désirait la destruction de l'Allemagne. Il constituait le plus mortel des ennemis de l'État et du peuple allemands.

## 22.2 Hitler accepte la défection italienne

Le 1er septembre, la question de savoir si la Grande-Bretagne allait ou non attaquer l'Allemagne restait indécise, en dépit de l'attitude d'Halifax, qui était devenu le maître de la politique britannique. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères pensait que la participation de la France constituait la condition indispensable pour l'assaut britannique planifié. Halifax était convaincu qu'il serait impossible à une coalition britannique de vaincre l'Allemagne si la France restait neutre. Il ne voyait aucun intérêt à la guerre si celle-ci ne débouchait pas sur la destruction de l'Allemagne. Les gouvernements français, italien et allemand, ainsi que les États européens de moindre taille, étaient favorables à ce que la guerre restât localisée en Pologne. Les dirigeants français espéraient un armistice en Pologne, ainsi qu'une conférence diplomatique pouvant éviter l'éclatement d'une seconde guerre mondiale. Le 1er septembre, à Rome, François-Poncet, l'ambassadeur fr France, informa Ciano, le ministre italien des affaires étrangères, que le gouvernement français pensait qu'une guerre générale pouvait être évitée malgré l'éclatement de la guerre en Pologne. La France était prête à rejoindre l'Italie pour arranger un règlement de compromis qui aurait empêché la seconde guerre mondiale.

Les Italiens espéraient être moteurs dans l'arrangement d'un règlement, comme ils l'avaient fait à Munich en 1938. Le 1er septembre, Ciano rappella à Mackensen, l'ambassadeur allemand, que l'initiative diplomatique italienne avait été décisive pour éviter la guerre l'année précédente. En 1939, l'action italienne majeure en vue d'un règlement diplomatique ne se produisit que le 2 septembre. Au 1er septembre, la préoccupation première des dirigeants italiens restait la sûreté de l'Italie. Le 20 août, la Grande-Bretagne avait

menacé de lancer son effort majeur contre l'Italie, et de nombreux Français plaidaient pour une action militaire éclair contre les Italiens en cas de guerre.

Le gouvernement italien, au matin du 1er septembre, promit secrètement à la Grande-Bretagne et à la France que l'Italie ne se battrait pas, sauf pour assurer sa propre défense. Dans le même temps, Hitler assura à Mussolini qu'il n'aurait pas besoin du soutien militaire italien en cas de guerre généralisée. Il envoya un autre message, en début d'après midi, expliquant courtoisement qu'il n'avait pas accepté l'offre de médiation entre l'Allemagne et la Pologne parce qu'il savait que la tentative était vouée à l'échec, après l'effort britannique qu'il supposait avoir été émis pour influencer les Polonais. Mussolini et Ciano furent encouragés par l'attitude conciliante d'Hitler à passer de promesses secrètes à une annonce publique quant aux intentions italiennes. Mussolini convoqua une session du cabinet italien à 15h00 le 1er septembre. À 16h30, le gouvernement italien publiait une promesse publique de ne prendre aucune initiative militaire en soutien de l'Allemagne. Ribbentrop envoya une circulaire aux missions diplomatiques allemandes de l'étranger, les enjoignant de ne pas critiquer la politique italienne lors de conversations avec des étrangers. L'étroite harmonie des relations italo-allemandes avait survécu à l'échec de l'Italie à offrir un soutien militaire à l'Allemagne selon les termes de l'alliance de 1939.

## 22.3 Henderson et Attolico déplorent l'intransigeance polonaise

Henderson, l'ambassadeur britannique à Berlin, espérait qu'un effort de médiation italien pourrait réussir. Il avait assuré un ferme barrage du bureau britannique des affaires étrangères au moment de l'éclatement de la guerre entre l'Allemagne et la Pologne. Il espérait qu'il pourrait encore parvenir à influencer la politique bri-

tannique. Il répondit à la radiodiffusion publique allemande des propositions Marienwerder en insistant auprès d'Halifax quant à l'idée qu'elles offraient une base opportune de négociations. Il déclara que Beck avait commis une grosse bévue en ne négociant pas, et qu'« *à long terme, les Polonais passeront à côté de leur marché, s'ils ne discutent pas.* » Henderson observa avec sarcasme que les propositions Marienwerder étaient identiques aux propositions d'octobre 1938, du point de vue polonais. Les Polonais allaient s'attendre à gagner le plébiscite proposé, car ils avaient affirmé que « *le Couloir était Polonais à 90% depuis le début du monde.* »

Henderson rappella à Sir Alexander Cadogan, par un message ultérieur, qu'« *Hitler comptait aller au bout le 25 août, puis a changé d'avis et m'a fait appeler.* » Henderson aurait fort bien pu comprendre que les Allemands aient lancé leurs opérations le 26 août, et il estimait qu'Hitler méritait une reconnaissance pour avoir reporté sa décision, dans des conditions extrêmement difficiles, et pour avoir essayé de nouveau d'atteindre un règlement négocié. L'ambassadeur britannique ne pouvait pas distinguer un quelconque intérêt de la part de la Pologne en vue de préserver la paix. Il déclara que « *les Polonais doivent se mettre du bon côté en réalisant quelque geste, ou bien nous devrons tous nous battre. Peut-être que la seconde option serait la meilleure, mais la responsabilité en est trop lourde pour que j'encourage une telle idée.* » Il fut tragique que cette responsabilité n'apparût pas si tragique aux yeux d'Halifax.

Le 1er septembre, Henderson frappa les propagandistes qui s'employaient à justifier des mesures militaires pour des raisons idéologiques. Il estimait que le sujet avait été rendu confus par les nombreuses personnes qui avaient essayé d'approuver la guerre contre l'Allemagne en usant de la supposée immoralité du régime national-socialiste. Henderson estimait qu'une croisade idéologique contre l'Allemagne, dans un monde menacé par le communisme, était une chose ridicule. Il sut que la guerre était « *complètement injustifiable* » quand l'argument idéologique fut positionné en arrière-

plan. Il ne mentionna pas explicitement *l'équilibre des puissances* comme facteur primaire de la guerre, mais il était évident, à lire ses nombreux exposés, qu'il rejetait l'argument de l'équilibre des puissances.

L'intransigeance polonaise provoqua le désespoir d'Attolico, l'ambassadeur italien à Berlin. Attolico se plaignit auprès de Ciano, quelques heures avant l'éclatement de la guerre germano-polonaise, qu'il était impensable que Lipski n'ait ni demandé, ni discuté les propositions allemandes en vue d'un règlement. L'ambassadeur partageait l'illusion d'Hitler selon laquelle les Britanniques faisaient preuve de bonne volonté et poussaient à des négociations, mais que la Pologne ne répondait pas. Sa connaissance de l'attitude britannique était limitée à Henderson et à l'équipe de ce dernier. Il s'exclama de désespoir : « *L'Allemagne ne peut pas tolérer tout ceci* » [1] ! Il conclut qu'Hitler n'avait pas d'autre choix que de croire que l'initiative anglaise illusoire vis-à-vis de la Pologne avait échoué pour de bon.

Peu après, Attolico câbla à Ciano qu'à son avis, les propositions allemandes étaient modérées et raisonnables. Il confia que jusqu'au dernier moment, Goering avait espéré qu'il pourrait sauvegarder la situation en persuadant le maréchal Smigly-Rydz de le rencontrer pour une conférence à la frontière polonaise. Après l'éclatement de la guerre, Attolico câbla à Rome qu'il était positivement criminel de la part des Polonais de n'avoir pas répondu « *à une offre aussi raisonnable que celle des seize points.* »

1. « *La Germania non puo tollerare tutto questo* »

## 22.4 Le discours d'Hitler au Reichstag, le 1er septembre 1939

Hitler s'exprima devant le Reichstag allemand à 10h10, au matin du 1er septembre[2]. Il rappella à ses députés que Dantzig « *était et reste allemande.* » Il fit le même commentaire quant au Couloir, auquel il s'était montré prêt à renoncer au bénéfice de la Pologne, comme il avait renoncé à l'Alsace-Lorraine au bénéfice de la France et au Sud-Tyrol à celui de l'Italie, dans l'intérêt de la paix et de la coopération. Hitler souligna qu'il avait essayé de résoudre tous les problèmes allemands en usant de « *révision pacifique* »[3]. Il reconnaissait l'échec de cette tentative, et déplorait le fait que de nombreuses pratiques de la guerre moderne fussent en contradiction évidente avec les provisions des lois internationales. Dantzig et le Couloir étaient des problèmes qu'il fallait régler. Hitler reconnut que ces sujets pouvaient constituer un sujet d'indifférence à l'Ouest tant qu'ils étaient latents, mais que tel n'était pas le cas pour l'Allemagne. Par-dessus tout, le temps qui s'écoulait ne fournissait pas de matière à l'indifférence pour les centaines de milliers de personnes qui souffraient de l'absence d'un règlement. La Pologne avait rejeté des propositions qu'aucun autre dirigeant allemand qu'Hitler n'avait osé lui faire. La mobilisation partielle de la Pologne du 23 mars 1939 avait constitué le point de départ d'une suite de contre-mesures face à Dantzig et face à la minorité allemande établie en Pologne. Hitler rappella à son auditoire que l'Allemagne, contrairement à la Pologne, avait soigneusement respecté les termes du traité des minorités signé en novembre 1937.

Hitler avait annoncé le 28 avril 1939, devant le Reichstag allemand, sa position dans ce différend. Il était prêt à reprendre les négociations en vue d'un règlement des différends à la fois avec la

2. L'équipe de traduction porte une traduction de ce discours en annexe, NdT

3. « *friedlicher Revision* »

Grande-Bretagne et avec la Pologne. Il avait attendu quatre mois durant, en vain, quelque message en provenance de la Pologne. Il savait qu'aucune grande puissance au monde n'aurait pu tolérer indéfiniment de telles conditions. Le 28 août, les Britanniques l'avaient avisé que la Pologne était prête à reprendre des négociations. Le lendemain, il avait informé le gouvernement britannique que l'Allemagne était prête à négocier. Il avait attendu une réponse de la Pologne en vain pendant deux jours de plus. Le 31 août, l'ambassadeur polonais avait fini par annoncer que le gouvernement de Varsovie s'employait à déterminer s'il allait négocier avec l'Allemagne. Lipski avait indiqué que son gouvernement allait informer l'Angleterre, et non l'Allemagne, de sa décision finale. Cela signifiait que l'attitude polonaise, au 31 août, était fort différente de celle que les Britanniques avaient décrite le 28 août.

Si les dirigeants de l'Ouest insistaient sur l'idée que le différend allemand avec la Pologne affectait leurs intérêts vitaux, Hitler le regretterait. Il promit qu'il n'avait jamais rien demandé, et ne demanderait jamais rien, de la part de la Grande-Bretagne et de la France. Il désirait ardemment une entente avec l'Angleterre, « *mais l'amour ne peut être accordé par une partie s'il n'est pas reçu par l'autre* » [4]. Il s'agissait d'une déclaration étonnante aux dirigeants d'une nation qui avait attaqué l'Allemagne en 1914, avait tué par la famine des centaines de milliers d'enfants et de personnes âgées allemands, et menaçait d'attaquer l'Allemagne, vingt-cinq années plus tard, pour une dispute qui n'affectait en rien les intérêts britanniques. De fait, le différent de 1939 concernait ce que Winston Churchill, ainsi que d'autres Anglais de premier plan, avait décrit des années durant que la partie la plus douteuse du règlement de 1919. Sir Austin Chamberlain, le frère du premier ministre, avait promis en 1925 qu'aucun grenadier britannique ne devrait allait mourir pour Dantzig ni pour le Couloir polonais.

4. « *aber Liebe kann nicht nur von einer Seite geboten werden, sie muss von der anderen ihre Erwiderung finden* »

Hitler observa avec tact que les dirigeants italiens avaient conscience du fait que l'Allemagne ne demandait pas d'aide de la part de l'étranger pour résoudre ses propres problèmes. Hitler affirma que son entente avec les Russes était basée sur l'attente du fait qu'ils n'essayeraient plus d'exporter leur doctrine du communisme vers l'Allemagne. Il appuya le discours de Molotov du 31 août 1939, et ajouta qu'en cette instance, il se montrait pleinement en accord avec chaque mot prononcé par le commissaire soviétique aux affaires étrangères. Le chancelier allemand annonçait ses objectifs en menant la guerre contre la Pologne. Il comptait régler les questions de Dantzig et du Couloir, et amener un changement dans les relations germano-polonaises. Il allait se battre jusqu'à ce que le gouvernement polonais en place acceptât une coexistence pacifique, ou jusqu'à ce qu'un autre gouvernement polonais fût prêt à l'accepter. Il poursuivait des objectifs limités en Pologne, et n'insistait pas sur un anéantissement de l'armée polonaise, ou le renversement de l'État polonais. Il était prêt à insister sur l'idée que l'Allemagne devrait jouir des mêmes conditions pacifiques sur sa frontière Est que celles qui existaient à ses autres frontières. Hitler annonça qu'il avait ordonné à son aviation de limiter ses opérations à des objectifs militaires, car il ne désirait pas mener la guerre contre les femmes et enfants sans défense de Pologne.

Hitler jongla délibérément avec les statistiques financières en affirmant que le Reich allemand avait dépensé 90 milliards de RM (Reichsmarks) à des fins de défense au cours des six années écoulées. Une grande partie de cette somme avait été dépensée pour des travaux publics qui n'avaient pas de connexion directe avec l'armement. Il espérait qu'en doublant les montants alloués aux dépenses militaires effectives, il allait décourager la Grande-Bretagne et la France de mener la guerre contre l'Allemagne. Il affirma que l'Allemagne disposait de la meilleure défense militaire au monde, et que la machine de guerre allemande était meilleure qu'en 1914. Il comptait, quant à lui, rester soldat jusqu'à la victoire, ou ne pas survivre au conflit. Il dramatisa la vie dangereuse des dirigeants allemands

dans un monde de conspirations secrètes et de projets d'assassinats. Goering prendrait sa succession si quelque malheur devait lui arriver, et Hess suivrait en cas d'élimination de Goering. Hitler annonça qu'une assemblée spéciale de députés national-socialistes aurait pour tâche de choisir un nouveau chancelier allemand si Goering, Hess et lui-même étaient éliminés. Hitler reconnut qu'il n'avait pas appris le sens du mot « *capitulation.* » Les traitres n'avaient pas leur place en Allemagne, et novembre 1918 ne se reproduirait jamais. Hitler conclut son discours par l'affirmation suivante : « *Notre propre vie est sans importance, mais l'Allemagne doit vivre.* » Les députés du Reichstag se levèrent et firent vœu de loyauté envers Hitler. Wilhelm Frick, le ministre de l'intérieur, introduisit une loi pour l'annexion de Dantzig à l'Allemagne. Cette loi fut acceptée à l'unanimité.

L'ambassadeur italien signala à Ciano que le plus gros du corps diplomatique avait fait le déplacement pour écouter Hitler. Kirk, le chargé d'affaires étasunien, s'était vu interdire par Roosevelt d'assister à la session du Reichstag. Kirk informa le bureau allemand des affaires étrangères, avant le discours d'Hitler, qu'il ne serait pas présent, mais promit d'envoyer un représentant spécial. Il proposa également de représenter en Allemagne les intérêts de la Grande-Bretagne et de la France si ces dernières entraient en guerre. L'ambassadeur britannique se fit représenter par un consul dans la session du Reichstag, et l'ambassadeur de France par un secrétaire de l'ambassade. Attolico trouva plutôt amusant que le nom de chaque successeur envisagé de la tête du pouvoir exécutif en Allemagne fût acclamé par une longue ovation. Cette forme de réaction semblait donner à la session du Reichstag une atmosphère ressemblant à une convention politique étasunienne. Apparemment, Attolico estimait que ces démonstrations de solidarité étaient ostentatoires et superflues, en dépit du fait que les conclaves italiens de grande importance ne manquassent certainement pas eux-mêmes de théâtralité. Il semblait ignorer le fait que Hess, et surtout Goering, jouissaient d'une popularité personnelle considé-

rable en Allemagne. Attolico était embarrassé de sa propre position en tant qu'ambassadeur neutre, ayant agi plus que quiconque pour séparer l'Italie de l'Allemagne au cours de la première crise majeure suivant la conclusion de leur alliance.

Theo Kordt, le chargé d'affaires allemand, qui œuvrait secrètement avec Halifax, signala depuis Londres à 11h45 que le secrétaire britannique aux affaires étrangères lui demandait de lui rendre visite peu après le début du discours d'Hitler. Kordt quitta le groupe de diplomates allemands, qui écoutaient le discours à la radio, et se rendit auprès d'Halifax. Kordt nia évidemment dans son rapport officiel lui avoir prodigué quelque information que ce fût. Halifax lui affirma qu'il comptait désormais envoyer toute nouvelle communication à destination de l'Allemagne directement à Berlin. Il ajouta que le cabinet britannique était sur le point de se réunir. Kordt prit le soin de mentionner qu'Halifax lui serra la main lorsqu'il partit. Il n'indiqua pas s'il avait reçu cette poignée de main en qualité d'agent souterrain, ou en qualité de diplomate allemand. Hitler supposa naturellement que la seconde explication était la bonne.

## 22.5 Henderson et Dahlerus demandent des négociations

Halifax avait téléphoné à Ciano quelques heures avant que n'éclatât la guerre germano-polonaise, pour l'informer de ce que la Grande-Bretagne ne conseillerait jamais à la Pologne d'autoriser l'autodétermination à Dantzig. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères ajouta complaisamment qu'il ne verrait pas d'objection à ce que les Polonais eux-mêmes en décidassent. Il savait qu'il n'y avait aucune chance pour qu'ils le fissent sans conseils et pressions britanniques. Peu après, Halifax reconnut face à Kennard qu'il s'inquiétait quant au refus par la Pologne de recevoir les propositions allemandes, car il comprenait que cela pourrait être « *mal interprété [c'est-à-dire, correctement interprété] par l'opinion mon-*

*diale.* » Halifax était satisfait que les Polonais aient empêché un règlement, mais craignait que sa propagande pût échouer à dissimuler la situation réelle.

Janson, le consul-général allemand, téléphona de Dantzig à Berlin à 9h35 pour annoncer que Burckhardt, le haut-commissaire de la Société des Nations, était parti pour la Prusse orientale. Chodacki, le haut-commissaire polonais, était resté en ville. Janson fit savoir que Dantzig était le théâtre de combats violents en plusieurs endroits. Les Polonais défendaient le bureau de poste polonais et l'arsenal de Westerplatte, aux abords du district densément peuplé de Neufahrwasser. Les combats agitant Dantzig devaient se poursuivre plus d'une semaine durant, mais la libération totale de la ville était inévitable. L'inlassable Birger Dahlerus lança un nouvel effort de médiation au matin du 1er septembre, malgré le refus cinglant qu'il avait essuyé de Londres la veille. Son objectif avoué était de persuader la Grande-Bretagne de ne pas entrer en guerre en soutien de la Pologne. Il téléphona au bureau britannique des affaires étrangères à 9h50, affirmant que « *les Polonais sont en train de tout saboter,* » et il ajouta catégoriquement qu'ils ne désiraient tout simplement pas du tout négocier. Il annonça qu'il désirait revenir en Angleterre. Il promit d'apporter des preuves, et parmi elles, en particulier, les instructions en date du 31 août de Beck à Lipski, établissant que les Polonais « *n'ont jamais compté essayer de négocier avec l'Allemagne, et cela constitue une preuve aux yeux de l'Allemagne qu'il n'y a rien à faire.* »

Dahlerus, à l'instar des dirigeants français, estimait qu'une nouvelle tentative devait être menée pour amener les Polonais à la table des négociations, en dépit de l'éclatement de la guerre.

Il savait que les dirigeants allemands restaient favorables à des négociations avec la Pologne. Goering suggéra que le général Ironside, qui était admiré en Pologne, pourrait rallier Ogilvie-Forbes et quelque personnalité française afin de superviser des négociations entre les Allemands et les Polonais. Il insista sur le fait qu'il ne serait pas nécessaire que l'équipe diplomatique polonaise entrât

en contact direct avec les Allemands. Les Polonais pourraient opérer depuis leur ambassade à Berlin, en discutant les sujets avec les Britanniques et les Français, qui à leur tour transmettraient les propositions aux Allemands. Dahlerus ajouta : « *Ce sera une catastrophe si nous ne pouvons pas arranger ainsi les choses.* » Il admit qu'Henderson l'avait autorisé à utiliser le téléphone de l'ambassade britannique, malgré les réprimandes de Londres, et il avisa les dirigeants britanniques, à l'autre bout de la ligne, de rappeler l'ambassade britannique à Berlin.

Henderson suivit en câblant à Halifax l'information selon laquelle Goering avait parlé avec lui pendant presque deux heures, la veille au soir, du désir de paix et d'amitié d'Hitler envers la Grande-Bretagne. L'ambassadeur britannique savait qu'Hitler et Goering étaient tout à fait sincères quant à leurs sentiments envers les Britanniques. Henderson ajouta que Goering avait discuté certains des incidents de dernière minute qui avaient précédé l'éclatement de la guerre germano-polonaise. Goering ne fit pas mention du mystérieux incident de Gleiwitz, qui avait reçu un traitement intensif de la part de la presse allemande. Une tentative ratée fut menée, lors du procès de Nuremberg de 1945-46, contre les dirigeants allemands survivants, de prouver que l'incident de Gleiwitz était le résultat d'un complot allemand fantasque consistant à revêtir des prisonniers d'uniformes polonais[5] et de les forcer à faire un raid sur la station radio municipale, cependant qu'un complice choisi émettait une émission incendiaire en langue polonaise.

La banque polonaise Ludowy[6] maintint une somptueuse mais guère fréquentée succursale à Gleiwitz avec la permission des autorités allemandes. Le personnel de cette banque espérait organiser une insurrection au sein de la minorité polonaise établie en Haute-Silésie occidentale, sur la supposition erronée que les forces armées

5. Il semble que la page wikipedia mentionnant l'incident relate également aujourd'hui cette version, NdT

6. Banque du peuple

polonaises allaient prochainement pénétrer sur cette zone. Gleiwitz n'était qu'à un peu plus d'un kilomètre de la frontière polonaise, et les gens de la banque Ludowy disparurent en Pologne à peu près au moment de l'incident. Les habitants de Gleiwitz supposèrent naturellement que le personnel de la banque avait perpétré la saisie temporaire de la station radio, mais le mystère entourant les faits réels est resté, et l'événement figure parmi les nombreux épisodes inexpliqués de cette période.

Henderson informa Halifax de plusieurs violations polonaises vérifiées, antérieures aux hostilités. Le 31 août 1939, les Polonais firent sauter le pont de Dirschau (Tczew) traversant la Vistule, bien que les abords du pont, côté Est, fussent en territoire allemand. Le même jour, les Polonais basés à la Westerplatte occupèrent plusieurs installations de Dantzig et engagèrent des combats avec les habitants de Dantzig. Henderson informa Halifax de ces événements, parce qu'il savait que Kennard n'allait jamais les signaler depuis Varsovie. Henderson reçut confirmation par Goering qu'Hitler n'insistait pas sur une défaite militaire totale de la Pologne. Il était prêt à mettre fin aux hostilités si les Polonais indiquaient une volonté de négocier un règlement satisfaisant.

Dahlerus eut une nouvelle conversation personnelle avec Hitler, durant son attente de réponse à sa requête de se rendre en Angleterre. L'attitude d'Hitler, immédiatement après le discours devant le Reichstag, était extrêmement encourageante. L'absence de réponse de la part de Londres amena Henderson à conseiller à Dahlerus de téléphoner à nouveau au bureau britannique des affaires étrangères. Le 1er septembre à 12h20, Dahlerus prit contact avec Sir Alexander Cadogan, et une conversation cinglante s'ensuivit. Cadogan exhorta Dahlerus à cesser ses tentatives de médiation, mais l'ingénieur suédois refusa obstinément. Dahlerus insista pour discuter des facteurs qui avaient produit la guerre en Pologne. Cadogan professa son indignation parce que le Suédois « *paraissait sous-entendre que la guerre avait été commencée par les Polonais.* » Cadogan considéra comme une effronterie de criti-

quer la conduite d'un allié de la Grande-Bretagne. Dahlerus cria qu'Hitler avait promis quinze minutes plus tôt de reprendre à tout moment les négociations avec les Polonais. Hitler avait annoncé que son principal objectif était d'éviter une nouvelle guerre mondiale. Par-dessus tout, il désirait de nouvelles discussions avec les Britanniques.

Cadogan s'enquit froidement de ce qu'Hitler désirait discuter. L'ingénieur suédois répondit qu'il désirait obtenir une médiation de la part de la Grande-Bretagne, en vue d'un armistice et d'un règlement de compromis avec la Pologne. Cadogan ne pouvait distinguer aucune base de discussion, ni imaginer quoi que ce fût à discuter. Dahlerus demanda la permission de prendre l'avion pour l'Angleterre, et ajouta qu'Oglvie-Forbes désirait l'accompagne pour présenter la position allemande. Cadogan affirma ne pas voir d'objet à ce vol, mais Dahlerus continua avec une grande insistance de plaider pour en obtenir la permission. En fin de compte, Cadogan affirma qu'il allait soumettre la question au gouvernement britannique. L'ingénieur suédois convint de rappeler le bureau des affaires étrangères à 13h15.

Il était 13h25 lorsque Dahlerus réussit à reprendre contact avec Cadogan. Cette fois, il reçut une réponse terriblement négative. Le sous-secrétaire permanent aux affaires étrangères insista que rien ne pouvait être réalisé tant que l'Allemagne envahissait la Pologne. Le gouvernement britannique n'allait pas accepter de soutenir des négociations sauf à ce que l'armée allemande se retirât de la Pologne et de Dantzig. Cette conversation porta un coup fatal à la mission de médiation de Dahlerus. Il restait à voir ce que les Italiens pourraient faire.

## 22.6 Hitler dénoncé par Chamberlain et Halifax

La presse britannique de l'après-midi du 1er septembre brûlait d'informations quant à la guerre en Pologne. Le *Daily Telegraph* vantait les Polonais pour leur refus de l'offre allemande de négocier à Berlin. Le retour de Dantzig à l'Allemagne était dénoncé comme intolérable, et les propositions Marienwerder étaient décrites comme excessives. Il était demandé aux lecteurs britanniques d'honorer la « *sagesse de la Pologne* » consistant à refuser de négocier en vue d'un règlement. Le *News Chronicle* affirma que le gouvernement britannique avait garanti à la Pologne en premier lieu parce que les Polonais n'étaient pas prêts à tolérer le retour de Dantzig à l'Allemagne. L'auto-détermination était dénoncée comme une couverture pratique pour les pires des crimes. Il était évident que la plus grande partie de l'Empire britannique serait perdue si ses habitants se voyaient autorisés à choisir leurs propres allégeances. Le *Daily Mail* affirma que les propositions modérées de Marienwerder n'étaient guère qu'une ruse pour attirer les Polonais à Berlin.

Le 1er septembre, à 18h05, le premier ministre Chamberlain s'exprima sur l'Allemagne sur les ondes courtes de la radio britannique. Il affirma que « *la responsabilité de cette terrible catastrophe (la guerre en Pologne) repose sur les épaules d'un seul homme, le chancelier allemand.* » Le discours du bureau des affaires étrangères prononcé par le dirigeant britannique n'était que de la propagande grossière. Il affirma qu'Hitler avait ordonné aux Polonais de venir à Berlin avec l'obligation inconditionnelle d'accepter sans discussion les termes allemands exacts. Il réfuta catégoriquement que l'Allemagne ait invité les Polonais à s'engager dans des négociations normales. Ces deux affirmations constituaient chacune un mensonge éhonté, mais la position polonaise était si faible qu'il était impossible de la défendre en énonçant la vérité.

Chamberlain était en terrain plus stable lorsqu'il affirma que la situation militaire britannique était supérieure à celle de 1914. Les Britanniques espéraient maintenir leurs propres pertes à un niveau minimum en 1939 en réduisant leur engagement au sol sur le continent, et en s'employant à pulvériser l'Allemagne depuis le ciel. Ils étaient indifférents au fait que cette stratégie laissait la France dans une position beaucoup plus faible qu'en 1914. Chamberlain loua les efforts de paix menés par Mussolini, mais les rejeta comme un vestige du passé, en affirmant que le dirigeant italien « *avait fait de son mieux.* » Il raviva le vieux slogan de propagande britannique remontant à la première guerre mondiale en affirmant qu'il n'avait aucune querelle contre le peuple allemand, mais uniquement avec les national-socialistes. On avait parlé de la même manière du Kaiser Wilhelm II lors de la première guerre mondiale, mais le renversement du gouvernement impérial n'avait pas pour autant adouci le traitement allié du peuple allemand par les Alliés. Le plus gros du peuple allemand reconnaissait en 1939 que l'hostilité britannique était dirigée contre eux, tout autant que contre Hitler.

Le 1er septembre au soir, Halifax se montra sous sa meilleure forme oratoire en prononçant son discours intelligemment hypocrite devant la chambre britannique des Lords. Ses remarques étaient parfaitement ajustées à la mentalité de son auditoire. Il savait que son public aspirait à se sentir comme l'assemblée des chevaliers de la table ronde, poursuivant la quête du Graal, en une grande croisade contre le mal. Il exploita jusqu'à la moelle la politique d'apaisement britannique insincère de 1938 en s'employant à justifier la politique britannique de 1939. Il ne reconnut pas que la Grande-Bretagne s'était abstenue d'attaquer l'Allemagne en 1938 pour des raisons purement tactiques, préférant terminer ses préparations militaires. Il affirma que la meilleure preuve de la volonté de paix britannique était d'avoir Chamberlain, le grand dirigeant œuvrant à l'apaisement, qui amenait la nation à la guerre. La nature paradoxale de cette remarque aurait, en des circonstances normales, été immédia-

tement reconnue, mais le 1er septembre 1939, elle passa pour une profonde marque de sagesse. Halifax dissimula le fait qu'il avait pris la direction de la politique britannique des mains de Chamberlain depuis le mois d'octobre 1938, et que la nation britannique n'aurait sans doute à ce stade pas connu une trajectoire de guerre si tel n'avait pas été le cas. Halifax assura aux Pairs qu'Hitler, face au jugement de l'histoire, aurait à endosser la responsabilité de tout. Il ajouta avec fierté que rétrospectivement, il ne trouvait rien pour sa part à changer dans la poursuite de la politique britannique jusqu'alors. Il insista sur l'idée que la conscience britannique était pure.

## 22.7 Bonnet refuse un ultimatum anglo-français

À Paris, Bonnet fut extrêmement indigné d'apprendre les instructions dénuées de sens que Lipski avait reçues de la part de Beck dans l'après-midi du 31 août. Bonnet avait persuadé Lukasiewicz de câbler à Beck que la France insistait pour la tenue de négociations directes entre la Pologne et l'Allemagne, mais cette action, privée de soutien britannique, ne produisit pas le moindre effet. Le ministre français des affaires étrangères en conclut qu'une conférence générale serait plus prometteuse que des discussions germano-polonaises, mais il s'inquiétait de l'intransigeance britannique. L'ambassadeur Corbin, depuis Londres, avertit Bonnet : les Britanniques étaient prêts à tailler en lambeaux toute proposition de conférence, en émettant une exigence de démobilisation allemande, impossible à tenir. L'avertissement de Corbin parvint à Bonnet quelques heures avant l'éclatement de la guerre germano-polonaise. Par la suite, les Britanniques œuvrèrent à produire le même effet en exigeant l'abandon de Dantzig par l'Allemagne. Il est important de noter qu'ils étaient déjà opposés à une conférence avant l'éclatement des hostilités en Pologne.

Bonnet ne se laissa pas intimider par l'avertissement de Corbin. Il recommanda à Daladier que la France supportât toute conférence intégrant la Pologne et au cours de laquelle les problèmes européens généraux pourraient également être discutés. Il avança qu'il serait facile de reporter la conférence si Hitler en exigeait trop. Daladier était prêt à accepter cette proposition. L'approbation de la majorité du cabinet français fut obtenue sans difficulté. Bonnet convint avec une suggestion de Daladier pour que la conférence n'empêchât pas la tenue de négociations directes entre la Pologne et l'Allemagne. Chamberlain essaya en personne, peu avant la réunion du cabinet français, de persuader le premier ministre français de rejeter de nouvelles négociations avec les Allemands, mais il échoua.

Bonnet jouissait désormais du soutien solide du gouvernement français pour ses projets de négociations. Il téléphona à Corbin à Londres, et lui donna pour instructions d'informer le bureau britannique des affaires étrangères de la dernière décision prise par la France. Bonnet désirait connaître immédiatement la position britannique. Corbin répondit peu après que les diplomates britanniques ne voulaient pas révéler leur position pour l'instant. C'est la dernière information que Bonnet reçut de Londres avant d'apprendre l'éclatement de la guerre germano-polonaise.

Les Britanniques répondirent à l'éclatement de la guerre en Pologne en exigeant un ultimatum anglo-français immédiat envers l'Allemagne. Bonnet espérait qu'il n'y aurait jamais d'ultimatum de ce genre, et emprunta aux tactiques dilatoires britanniques habituelles en éludant cette question. Il répondit qu'il lui serait impossible d'examiner une telle action sans avoir convoqué préalablement le parlement français, le 2 septembre. Les Britanniques seraient entrés en guerre contre l'Allemagne dès le 1er septembre 1939 s'ils avaient obtenu le soutien français pour cela. Le cabinet français se réunit de nouveau à 10h30 le 1er septembre, et Bonnet reçut un nouveau vote de soutien en faveur de ses projets de négociation. François-Poncet, depuis Rome, n'avait pas réussi à indiquer si l'Italie comptait toujours prendre l'initiative d'une conférence,

mais Bonnet était habilité à informer les Italiens que la France allait soutenir un tel projet.

## 22.8 Bonnet rédige des notes de protestations

Les Polonais savaient que leur défi à l'Allemagne était un défi qu'ils étaient voués à perdre si les Français, et par suite les Britanniques, refusaient de soutenir la Pologne. Ils étaient impatients de mettre fin au suspense et de recevoir une décision dans un sens ou dans l'autre. Les Allemands réussirent à détruire la quasi-intégralité de l'aviation polonaise dans les trente-six heures suivant le début des opérations militaires ; il ne fut donc pas surprenant que Beck demandât une protection aérienne à la Grande-Bretagne dès le premier jour de la guerre. Le 1er septembre à 14h00, Kennard câbla à Halifax que Beck espérait une offensive aérienne britannique au cours de l'après-midi même. À ce moment, Halifax avait appris que Bonnet refusait d'envisager un ultimatum anglo-français à l'Allemagne au cours du premier jour de guerre en Pologne. Les Français annoncèrent la mobilisation générale le 1er septembre, mais cette décision ne signifiait pas forcément que la France comptait entrer en guerre. La France avait déjà déclaré la mobilisation générale en septembre 1938. Il avait été convenu d'avance que le restant des réserves françaises serait appelé automatiquement en cas d'éclatement de la guerre en Pologne.

Le 1er septembre, le président Roosevelt présenta son appel hypocrite à l'Allemagne et à la Pologne contre le bombardement aérien des populations civiles. Plusieurs jours auparavant, Lord Lothian avait expliqué depuis Washington DC que le président étasunien comptait mener cette action au nom des Polonais. Le président Roosevelt déclara que le bombardement de populations civiles, au cours des guerres récentes, avait « *soulevé les cœurs de tout homme et toute femme civilisés.* » Hitler répondit au président Roosevelt le jour-même. Il déclara que le message de Roosevelt correspon-

dait à sa propre vision, et qu'il était favorable à une déclaration publique, faite par les gouvernements belligérants prenant part à toute guerre, condamnant les attaques aériennes menées contre des civils. Le haut commandement des forcées armées allemandes publia également un communiqué spécial à ce sujet au soir du 1er septembre. Les déclarations, qui apparaissaient dans des journaux étrangers quant à des supposées attaques allemandes contre des villes ouvertes, y furent réfutées avec indignation. Les soldats allemands insistaient sur le fait que leurs attaques aériennes ciblaient exclusivement des cibles militaires. Cette déclaration ne fut guère reprise par la presse occidentale, où des photos de membres de la minorité allemande, assassinés, furent présentés comme des victimes polonaises innocentes de la guerre aérienne allemande.

Halifax n'avait pas réussi à convaincre Bonnet à entrer en guerre contre l'Allemagne le 1er septembre, mais il décida de faire ce même jour son possible pour décourager un possible effort de médiation italien. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères comprenait qu'une initiative diplomatique italienne, soutenue par la France, constituait la principale menace envers ses projets de guerre. Halifax donna pour instruction à Sir Percy Loraine l'idée que la Grande-Bretagne était reconnaissante à l'Italie pour ses tentatives diplomatiques précédentes, mais il insista sur l'idée que l'éclatement de la guerre en Pologne rendait inévitable l'intervention militaire de la Grande-Bretagne contre l'Allemagne. L'ambassadeur britannique reçut pour ordre de porter le point de vue britannique à Mussolini avec la plus grande vigueur.

Le secrétaire britannique aux affaires étrangères eut la satisfaction d'apprendre, le 1er septembre, que Birger Dahlerus s'était apparemment retiré de la scène diplomatique. Le persévérant suédois téléphona cette après-midi au bureau britannique des affaires étrangères pour présenter ses adieux, et pour annoncer son retour à Stockholm. Il déclara qu'il serait heureux de revenir à Londres, si les Britanniques changeaient d'avis et décidaient de soutenir les efforts diplomatiques visant à la paix. Il présenta la promesse de

Goering, selon laquelle les Allemands ne bombarderaient jamais les villes ouvertes si les Britanniques acceptaient de ne jamais le faire non plus. Halifax savait que le bombardement de villes ouvertes en Allemagne était la formule clé britannique pour la victoire, et que celle-ci serait employée après l'éclatement de toute guerre anglo-allemande. Halifax fut très irrité d'apprendre ultérieurement que Goering avait persuadé Dahlerus de poursuivre ses tentatives de médiation.

Halifax décida de mener une autre tentative pour convaincre la France d'entrer en guerre contre l'Allemagne le 1er septembre. Il téléphona à Bonnet à 17h00 pour recommander que les ambassadeurs britannique et français à Berlin demandassent leurs passeports le même jour. Il suggéra que le plus efficace serait que la Grande-Bretagne et la France entrassent en guerre contre l'Allemagne le jour même où la guerre germano-polonaise avait commencé. Par-dessus tout, cela aurait créé l'illusion que la guerre germano-polonaise et la guerre anglo-française contre l'Allemagne constituaient une seule et unique guerre. Le ministre français des affaires étrangères refusa catégoriquement de se trouver ainsi plongé dans une guerre contre l'Allemagne de manière aussi hâtive. Halifax insista sur l'idée que la Grande-Bretagne et la France devraient répondre immédiatement à la guerre en Pologne. Bonnet, après beaucoup de débats, persuada Halifax d'accepter une action à Berlin qui pouvait ressembler à un ultimatum anglo-français à l'Allemagne, mais sans caractère définitif, car sans limite de temps. Gilbert et Gott déforment toute cette séquence d'événements dans *The Appeasers*, car ils font totalement fi du conflit entre Halifax et Bonnet quant à la nature des notes anglo-françaises à l'Allemagne du 1er septembre, et s'emploient à dépeindre un Halifax imaginaire toujours dévoué à l'apaisement.

Cette action étrange, qu'Halifax accepta de désespoir, illustre l'agilité diplomatique de Bonnet. Halifax transmit des instructions à Henderson à 17h45 en vue de la tenue de la démarche anglo-française proposée. Les ambassadeurs britannique et français de-

vaient avertir l'Allemagne que les promesses souscrites par leurs pays à la Pologne allaient être mises en œuvre, sauf s'ils recevaient des assurances satisfaisantes quant à la suspension de « *toute action agressive contre la Pologne.* » Cette formulation avait été soigneusement établie par Bonnet afin qu'elle n'impliquât pas que les Allemands devaient dans les faits se retirer de Pologne. L'absence de toute limite temporelle laissait à la France les mains libres dans ses relations avec les Allemands. Coulondre, l'ambassadeur français, nota ultérieurement, en usant d'un euphémisme contenu, que cette note fut largement critiquée par ceux qui désiraient une guerre immédiate contre l'Allemagne, mais ce fut là la seule action conjointe anglo-française qu'Halifax parvint à obtenir à ce moment, et il décida que c'était sans doute mieux que rien. Il ne faudrait guère s'étonner qu'Hitler fût fortement intrigué par cette action anglo-française. Il ne savait pas si oui ou non il avait reçu un ultimatum de la part des puissances occidentales.

Le 1er septembre à 21h00, Henderson rendit visite à Ribbentrop pour lui présenter la note britannique. Ribbentrop réfuta que les opérations militaires allemandes menées contre la Pologne constituaient une « *action agressive.* » Il insista sur le fait que l'Allemagne avait essayé de parvenir à une entente pacifique avec la Pologne, et que la guerre avait résulté de l'intransigeance polonaise. L'ambassadeur britannique, qui à titre privé était d'accord avec Ribbentrop, n'essaya pas de contester ce point. Il ne fit que demander au ministre allemand des affaires étrangères de porter la note britannique à Hitler, et qu'à l'informer que Londres aurait aimé recevoir une réponse à cette note dès que possible. Ribbentrop en convint. Henderson confia ensuite à Ribbentrop qu'Halifax s'employait à considérer comme un point important le refus par le ministre allemand des affaires étrangères de remettre à Henderson une copie des propositions Marienwerder le 30 août. Les deux hommes savaient que cela avait découlé de l'incertitude de Ribbentrop quant aux instructions d'Hitler, et qu'il y avait été remédié peu de temps après, lorsque Goering avait transmis les propositions

allemandes à Henderson. Néanmoins, Ribbentrop resta tout à fait disposé à donner à Henderson une explication avancée.

L'ambassadeur britannique signala à Halifax, après cette longue conversation, que l'explication fournie par Ribbentrop avait été complète et satisfaisante, et que le diplomate allemand s'était montré « *courtois et poli.* » Henderson était déterminé à faire exploser la légende selon laquelle l'ambassadeur de Sa Majesté avait été traité avec grossièreté à Berlin. Henderson craignait : « *la réponse d'Hitler (à la note britannique) sera une tentative d'éviter la guerre contre la Grande-Bretagne et la France, mais sans doute pas selon des termes que nous pouvons accepter.* » L'ambassadeur britannique n'avait aucune idée du fait qu'Hitler allait accepter le lendemain d'annuler tout nouvelle opération militaire allemande en Pologne si les Britanniques prenaient part à une conférence diplomatique. Henderson ajouta que Goering avait persuadé Dahlerus de rester en Allemagne dans l'espoir qu'il pourrait bientôt reprendre ses tentatives de médiation. Halifax ne fut pas impressionné par le rapport que lui livra Henderson. Il avait informé Raczynski, le même jour à 10h00, qu'il ne restait plus le moindre doute quant au fait que la Grande-Bretagne allait entrer en guerre en soutien de la Pologne.

À Varsovie, Kennard avait accompli rapidement, le 31 août, la suggestion d'Halifax selon laquelle il pourrait être sage, à des fins de propagande, de conseiller à Beck d'instruire Lipski à recevoir les propositions allemandes. L'ambassadeur britannique en Pologne reconnut qu'il avait négligé de mentionner cette idée à Beck au cours des dernières heures de paix entre la Pologne et l'Allemagne. Il offrit une explication très inhabituelle à sa conduite indépendante. Il avança que Lipski avait rendu visite à Ribbentrop avant que la suggestion d'Halifax atteignît Varsovie, et qu'il était pour cette raison futile de discuter ce sujet avec Beck. C'était fantastique, parce qu'Halifax était au courant de la visite absurde de Lipski auprès de Ribbentrop au moment où il avait fait connaître ses instructions à Kennard. Pourtant, le secrétaire britannique aux affaires étrangères fut satisfait de cette explication livrée par Kennard.

Le 1er septembre, à 22h00, Ribbentrop reçut Coulondre, l'ambassadeur français. Les notes de protestation française et britannique quant à la guerre en Pologne étaient identiques, et Ribbentrop, à nouveau, « *récusa la version alléguant une agression allemande contre la Pologne.* » Il fit savoir à Budapest, par câble, immédiatement après sa conversation avec Coulondre, qu'il ne s'attendait pas à ce que la Hongrie offrît à l'Allemagne une assistance armée contre la Pologne, mais il espérait qu'ils allaient s'abstenir d'émettre une déclaration expresse de neutralité. Il savait qu'il n'y avait aucune chance pour que la Pologne attaquât la Hongrie, et il désirait créer l'impression que les Hongrois étaient du côté allemand dans le différend contre les Polonais.

Le point de vue de Ribbentrop était acceptable aux yeux de Csaky, le ministre hongrois des affaires étrangères. Les Hongrois avaient espéré jusqu'au dernier moment qu'il n'y aurait pas de guerre entre l'Allemagne et la Pologne. Cela ne les empêchait pas de reconnaître que l'Allemagne avait de meilleures justifications dans ce différend que la Pologne, surtout depuis que les Hongrois avaient vainement conseillé aux Polonais, à de nombreuses reprises, de laisser Dantzig revenir à l'Allemagne. Csaky informa Ribbentrop que la presse hongroise insistait sur la responsabilité polonaise dans l'éclatement de la guerre germano-polonaise. Le gouvernement hongrois envoya également une note spéciale à l'Allemagne, promettant une amitié hongroise loyale. Ribbentrop fut satisfait de recevoir une assurance de la part du dictateur Antonio de Oliveira Salazar, l'informant que le Portugal allait rester neutre dans l'éventualité d'une guerre anglo-allemande, et ce malgré l'ancienne alliance existant entre la Grande-Bretagne et le Portugal, qui avait amené le gouvernement de Lisbonne à attaquer l'Allemagne lors de la première guerre mondiale. Ribbentrop savait que l'Espagne avait exercé de fortes pressions sur le Portugal pour que les deux pays ibériques restassent neutres.

## 22.9 La tentative de médiation italienne

Le 1er septembre, Arone, l'ambassadeur italien à Varsovie, câbla en grand désespoir à Ciano l'information selon laquelle son ambassade subissait un siège de la part de la police polonaise. Il avait fait appel au bureau polonais des affaires étrangères pour que cet affront prêt fin, mais reçut pour réponse que leurs « *mesures de protection* » étaient justifiées par des doutes quant à l'attitude italienne dans le conflit entre l'Allemagne et la Pologne. Ciano donna pour instruction à Arone de donner l'assurance aux Polonais que l'Italie ne comptait pas intervenir dans le conflit, mais les Polonais restèrent sceptiques. Des efforts considérables durent être déployés pour que l'ambassadeur italien pût sortir de son confinement involontaire.

Ciano continuait de craindre une offensive militaire britannique surprise contre l'Italie, et fit l'impossible pour éviter cette funeste perspective. Le 1er septembre, il affirma à Loraine que les liens précédents entre l'Allemagne et l'Italie s'étaient grandement relâchés. Il avança être indigné, à titre personnel, par le fait que l'Allemagne ait conclu un pacte avec les communistes, bien que Mussolini, depuis le mois de mai 1939, ait plusieurs fois incité Hitler à agir ainsi. Ciano ajouta, sans la moindre justification, qu'il était désormais devenu « *l'ennemi public numéro un du Reich* », du fait de la position supposément ferme qu'il avait prise face à Hitler à Berchtesgaden au mois d'août 1939. Cette affirmation était absolument absurde, à la lumière du fait que Ciano avait exprimé son accord total avec Hitler en cette occasion. Les affirmations de Ciano révélèrent que les craintes de l'Italie envers la Grande-Bretagne étaient considérables. Ciano était conscient de ce que les Britanniques, par le passé, avaient souvent lancé des attaques surprises contre des nations neutres.

Ciano fut peu à peu rassuré quant au fait que les puissances occidentales acceptaient la neutralité italienne, et cela l'amena en conséquence à raviver les projets de médiation de Mussolini. Le

ministre italien des affaires étrangères disposait d'informations vitales, encore inconnues d'Hitler. Ces informations indiquaient que beaucoup d'espoir existait quant à la possibilité d'une initiative de médiation réussie. Le 1er septembre, à 13h00, Guariglia avait signalé depuis Paris que Bonnet désirait soutenir une solution diplomatique au conflit germano-polonais. À 15h00, l'ambassadeur italien put transmettre une requête de Daladier à Mussolini pour une action diplomatique visant à arranger une conférence. Il était évident que les dirigeants français étaient sincères quant à leurs propres efforts d'évitement d'une guerre en soutien à la Pologne, et il y avait une forte différence entre les attitudes française et britannique face à la crise. Il était évident qu'une action diplomatique bien menée pourrait exploiter cette différence afin de faire pression sur l'Angleterre en vue d'un règlement par compromis.

Au matin du 2 septembre 1939, le ministre français des affaires étrangères était très extrêmement inquiet. Il était sous forte pression de la part des Britanniques et des Polonais pour entrer en guerre, et il n'avait reçu aucune nouvelle indication de la part de Ciano quant à l'idée que l'Italie comptait vraiment organiser une conférence diplomatique. Le 2 septembre à 9h00, Lukasiewicz rendit visite à Bonnet, le ministre français des affaires étrangères, pour exiger que la France entrât en guerre. Bonnet parvint à éluder un engagement, mais se plaignit après coup de ce que l'ambassadeur polonais s'était montré par trop « *impatient* » au cours de cette conversation.

## 22.10 L'acceptation par Hitler d'un armistice et d'une conférence

Ciano et Mussolini avaient décidé qu'il serait sage de s'assurer du plein soutien allemand en vue d'une conférence, avant d'approcher de nouveau les Britanniques et les Français. Le 2 septembre, à 10h00, Ciano fini par envoyer un message secret de haute im-

portance en Allemagne. Ce message contenait la révélation importante selon laquelle les dirigeants français sollicitaient une action italienne pour une conférence diplomatique. Ciano et Mussolini estimaient que le consentement de dernière minute de la part de la Grande-Bretagne et de la Pologne, pour des termes de paix acceptables, pourrait encore être obtenu. L'Italie allait propose un armistice qui stipulait l'arrêt sur place des armes allemande et polonaise sur les positions occupées temporairement. Des arrangements seraient faits pour la tenue d'une conférence de paix dans les deux ou trois jours. L'objet principal de la conférence serait de résoudre le différend germano-polonais sur une base de compromis prenant en compte les intérêts allemands et polonais.

Attolico câbla à Rome à 10h40 que Ribbentrop craignait que les Britanniques et les Polonais ne coopérassent pas avec l'Italie, l'Allemagne et la France. L'ambassadeur italien suggéra à Weizsäcker que la substance du projet de médiation devrait être communiquée à Hitler immédiatement par téléphone. Ce conseil fut approuvé par Ribbentrop et Weizsäcker, et Hitler fut informé des contenus du message de Ciano. Hitler se montra enthousiaste, et ordonna au bureau allemand des affaires étrangères de sonder Henderson. Ainsi fut fait, mais l'ambassadeur britannique reconnut avec réticence que les dirigeants britanniques n'allaient sans doute pas accepter une solution sans retrait préalable de l'armée allemande hors des frontières de la Pologne. Attolico signala à Ciano que la réponse d'Henderson avait découragé les Allemands.

À 12h30, Ribbentrop expliqua à Attolico que l'Allemagne s'apprêtait à rendre des réponses négatives aux notes britannique et française de la veille, lorsque le message de Ciano arriva. Ribbentrop reconnut qu'il n'avait pas réussi à établir si les notes britannique et française constituaient des ultimatums. Attolico le pensait, mais il affirma que les notes étaient supplantées par le message de Rome, qui contenait une assurance importante venant de France. Ribbentrop répondit qu'en ce cas, il serait sage de s'enquérir auprès des gouvernements français et britannique quant à savoir si leurs

notes de la veille présentaient le caractère d'ultimatums. On en référa à Hitler. Attolico signala à Ciano à 15h15 qu'Hitler avait décidé qu'il serait impossible de poursuivre sur la voie d'une conférence tant que les Britanniques et les Français n'auraient pas éclairci leurs notes ambiguës de la veille.

À ce moment, Bonnet n'avait pas encore été contacté par Ciano, et il commençait à perdre espoir quant à l'idée que la paix pût être regagnée. Ciano contacta alors Bonnet par téléphone, et le ministre français des affaires étrangères se montra ravi d'apprendre qu'un effort de médiation efficace avait été initié par les Italiens. Le ministre italien des affaires étrangères nota, au son de la voix de Bonnet, que cet effort de médiation était chaudement soutenu par son homologue de Paris. Ciano affirma à Bonnet qu'il était essentiel de recevoir une assurance quant au fait que les notes française et britannique de la veille ne constituaient pas des ultimatums. François-Poncet n'avait pas été en mesure d'apporter cette assurance importante à Rome. Bonnet était le vrai auteur des deux notes, et il affirma immédiatement qu'il pouvait assurer absolument à Ciano que les notes n'étaient pas du tout des ultimatums. Sachant que les Britanniques seraient contraints d'accepter son jugement sur ce point, Bonnet ajouta qu'il allait prendre la précaution de consulter Daladier et Halifax pour obtenir une réponse uniforme.

Les Britanniques furent très mécontents que les notes du 1er septembre ne fussent pas considérées comme des ultimatums. Cependant, Sir Percy Loraine, à Rome, se trouva ainsi en position d'informer Ciano que le gouvernement britannique n'avait pas encore adressé d'ultimatum à l'Allemagne. L'ensemble de cette scène se déroula à Rome en quelques minutes, et Ciano fut bientôt en mesure d'assurer à Attolico qu'une réfutation anglo-française quant à l'idée qu'un ultimatum avait été présenté à l'Allemagne avait été reçue. Hitler répondit en promettant d'accorder une considération favorable au projet de médiation italien, suspension comprise des opérations militaires allemandes en Pologne. Les diplomates italiens en poste à Berlin furent satisfaits de constater l'attitude

conciliante d'Hitler. Massimo Magistrati un critique persistant et hostile au pacte d'acier, et principal assistant diplomatique d'Attolico à Berlin, nota qu'Hitler était tout à fait impatient de mettre fin aux opérations allemandes en Pologne, et conclut que « *l'Allemagne a déjà atteint sa satisfaction militaire et morale et serait extrêmement heureuse d'éviter un conflit généralisé* » [7]. À 16h00, le 2 septembre, Attolico put câbler à Ciano que l'Allemagne était favorable à la proposition de conférence italienne. Ribbentrop avait exhorté Attolico à préparer les dirigeants italiens à une annonce allemande importante, pas plus tard que le dimanche 3 septembre, quant au plan de fin de la guerre en Pologne. En six heures de temps, Ciano était parvenu à remporter une victoire en Allemagne en faveur du plan de médiation de Mussolini.

## 22.11 Bonnet favorable à la conférence de paix

L'effort de médiation italien atteignit un stade crucial lorsque l'Allemagne accepta le projet de conférence. L'heure était arrivée de faire usage de la compétence la plus grande quant à exploiter le désaccord entre la Grande-Bretagne et la France sur le sujet d'entrer en guerre au nom de la Pologne. Hitler était optimiste quant aux chances d'un règlement de dernière minute, mais il aurait ressenti moins d'espoir s'il avait entendu la conversation téléphonique qui se tint entre Bonnet et Halifax, le 2 septembre, peu après 16h00. Bonnet eut l'impression alarmante que le secrétaire britannique aux affaires étrangères était déterminé à détruire le projet de conférence avant même qu'il ne fût présenté aux Polonais. Halifax insista sur l'idée que les Allemands devaient totalement retirer leur armée de Pologne et de Dantzig avant que la Grande-Bretagne et la France acceptassent d'examiner le projet de conférence. Bonnet savait qu'aucune grande puissance ne pouvait accepter un tel

7. « *la Germania aveva gia avuto la sua saddisfazione militare e morale ed ora arebbe stata bon lieta di evitare una conflagrazione generale* »

traitement. Il protesta quant au fait que l'attitude d'Halifax était déraisonnable et irréaliste. Il considérait que les Allemands consentiraient une concession suffisante s'ils acceptaient de stopper leur avancée, mais Halifax refusa cette vision. Bonnet rappella les efforts héroïques de Jean Jaurès, en juillet 1914, le dirigeant socialiste, qui avait essayé d'empêcher la France d'entrer en Serbie. Jaurès avait été assassiné par des fanatiques en raison de ces efforts, et Bonnet essayait de puiser de l'inspiration de son héroïsme. Il était résolu de continuer la lutte pour la paix en dépit des tactiques d'obstruction menées par Halifax.

Bonnet avait besoin de toute la détermination qu'il pouvait rassembler, car il subissait une pression considérable de la part des Britanniques pour que la France entrât en guerre. Le 2 septembre 1939, à 17h00, Sir Alexander Cadogan appela Bonnet au Quai d'Orsay. Cadogan observa, avec une confiance en soi irritante, que l'exigence britannique d'un retrait de l'armée allemande cantonnait le projet de conférence diplomatique au statut de perspective lointaine. Il insista sur l'idée qu'il était temps de s'atteler à la guerre. Il annonça qu'Halifax exigeait un ultimatum anglo-français conjoint face aux Allemands, et expirant le 2 septembre 1939 à minuit. Bonnet répondit qu'il comptait attendre des nouvelles d'Italie quant au projet de conférence.

Bonnet lança un effort unilatéral pour persuader les Polonais d'accepter une conférence. Kennard signala avec une grande indignation à Halifax, depuis Varsovie, que l'ambassadeur Noël avait reçu pour instruction de ne pas révéler le contenu des dernières instructions reçue par lui de la part de Bonnet. Il fut aisé pour Kennard d'obtenir confirmation de ces instructions françaises, en les demandant à Beck. Le ministre polonais des affaires étrangères déclara à Kennard que la France demandait l'accord de la Pologne pour une conférence à cinq puissances, devant intégrer la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, et la Pologne. Hitler n'était plus gêné par la pensée que l'Allemagne et l'Italie ne bénéficieraient que de deux voix, car il comprenait enfin qu'il pou-

vait compter sur un fort soutien de la part de la France en faveur d'un règlement. Kennard conseilla à Beck de rejeter la proposition française. Kennard reconnut devant Halifax que Beck refusait de définir son attitude quant au projet de conférence, mais l'ambassadeur britannique s'attendait à ce que la réponse polonaise à la France fût négative.

La diète polonaise se réunit en session spéciale le 2 septembre 1939. Le président de la Diète annonça dans son discours liminaire que Pilsudski avait enseigné à la Pologne comment se battre pour atteindre l'indépendant, mais également comment la défendre. Les représentants ukrainiens à la Diète s'étaient montrés terrifiés par la perspective d'une invasion soviétique de l'Est de la Pologne depuis que le pacte russo-allemand avait été conclu le 23 août 1939, et avaient offert tout leur soutien au gouvernement polonais. Une loi spéciale fut annoncée, permettant aux membres de la Diète et du Sénat de combattre au sein de l'armée polonaise. Slawoj-Skladkowski, le premier ministre, prononça un discours faisant l'éloge de la mémoire de Pilsudski. Un orchestre de l'armée polonaise était présent, et joua la marche de la première brigade de Pilsudski, remontant à la première guerre mondiale, ainsi que l'hymne national polonais, *Jescze Polska nie Zginela !* Le rapport de l'armée polonaise du 2 septembre tentait de dissimuler la gravité de la situation militaire polonaise au second jour de la guerre. Il fut affirmé que 37 avions allemands avaient été abattus, contre seulement 12 avions polonais, et aucune mention ne fut faite du fait qu'en pratique, c'était l'ensemble de l'aviation polonaise qui avait été détruite au premier jour de la guerre. On avançait la destruction de 100 chars allemands, et l'on soulignait le fait qu'à Dantzig, la garnison polonaise de Westerplatte réussissait à tenir.

En France, la chambre de députés ainsi que le sénat se rassemblèrent le 2 septembre à 15h00. Herriot, le président de la chambre, et Jeanneney, le président du sénat, lurent de brefs discours. Le discours d'introduction à la chambre fut prononcé par Daladier, le premier ministre, et au sénat par Chautemps, le vice-premier

ministre. Les deux hommes prononcèrent des discours modérés, en faveur d'une solution pacifique à la crise européenne.

L'objet des sessions parlementaires était de donner au gouvernement français les mains totalement libres quant à la conduite d'une politique pouvant amener soit à la paix, soit à la guerre. Une motion fut proposée pour que la session fût secrète, et qu'un débat exhaustif fût tenu à la chambre quant aux lignes politiques à suivre, et elle échoua. Le budget total pour mener la mobilisation, ainsi que la possible participation de la France à la guerre fut voté sans débat. Pierre Laval s'exprima devant le Sénat, et insista sur le fait qu'il serait inconstitutionnel que le gouvernement français participât aux hostilités sans demander au parlement français la prononciation d'une déclaration de guerre. Il s'agissait d'un sujet extrêmement controversé parmi les hommes politiques français. Laval n'hésita pas à expliquer sa propre attitude face à la crise. Il convenait avec Bonnet que les Polonais n'avaient pas honoré leurs obligations envers la France, et insista auprès de Daladier quant à l'idée qu'une déclaration de guerre indue prononcée contre l'Allemagne serait suicidaire pour la France.

## 22.12 La détermination d'Halifax à mener la France en guerre

Halifax s'alarma de l'inclinaison du gouvernement français à rechercher de nouvelles pistes en faveur de la paix. Il câbla à Phipps, l'ambassadeur britannique à Paris, que l'attitude française était source de graves appréhensions à Londres. Il ajouta avec mépris : « *Nous serons reconnaissants pour tout ce que vous pourrez réaliser en vue d'imprégner M. Bonnet de courage et de détermination.* » Halifax avait atteint un stade où il était prêt à qualifier de lâche tout homme ne souscrivant pas à son tragique projet de guerre. Halifax expliqua à Phipps, dans un message qui suivit, qu'il allait interpréter un vote du budget par le parlement français comme man-

dat populaire pour une guerre contre l'Allemagne. Bonnet essaya d'impressionner Phipps et Halifax en usant du fait que l'aviation allemande, en Pologne, limitait strictement ses opérations à des objectifs purement militaires. Il ajouta qu'Hitler avait fait montre de bonne volonté en honorant sa promesse à cet égard. Phipps ne put que signaler à Halifax que les Français étaient prêts à envisager une note conjointe aux Allemands dans l'hypothèse où l'effort de médiation italien aurait échoué, mais qu'ils continuaient de croire en ce projet de médiation.

Les Français insistaient « *fortement* » pour que tout ultimatum présentât une durée d'au moins quarante-huit heures en cas d'échec du projet de conférence. Daladier avait affirmé à Bonnet qu'en aucun cas il n'autoriserait les hostilités à démarrer avant la nuit du 4 au 5 septembre. Bullitt, l'ambassadeur étasunien, informa le président Roosevelt que les Français comptaient sur de nouvelles tentatives allemandes pour empêcher l'éclatement d'une guerre généralisée. Kennard, de l'autre côté, bombardait Halifax de demandes pour que la Grande-Bretagne et la France attaquassent l'Allemagne sans délai. Il sondait les diplomates soviétiques pour déterminer si les Russes allaient proposer des fournitures militaires aux Polonais. Cette chimère présentait plus d'attraits aux yeux de Kennard que les propositions tangibles des Italiens et des Français pour une conférence.

Le 2 septembre en fin d'après-midi, Sir Percy Loraine signala à Halifax qu'Hitler avait accepté un armistice ainsi que la tenue d'une conférence internationale, et qu'il travaillait à un plan de suspension des opérations militaires allemandes en Pologne. Le dirigeant allemand avait déclaré qu'il serait en mesure de mettre fin aux opérations dans tous les secteurs en Pologne le dimanche 3 septembre, à midi. Ciano affirma à Loraine que Bonnet était prêt à accepter la demande d'Hitler pour qu'un armistice fût arrangé en moins d'une journée, les 2 et 3 septembre. Ciano affirma à Loraine qu'il était heureux de cette nouvelle.

Ciano téléphona à Halifax peu de temps après que Cadogan par-

lat avec Bonnet, à 17h00. Le ministre italien des affaires étrangères ne parvint pas à en croire ses oreilles lorsqu'Halifax répéta l'affirmation qu'il avait déjà faite à Bonnet, selon laquelle le gouvernement britannique n'allait pas envisager le projet de conférence italien tant que l'Allemagne n'aurait pas procédé à l'évacuation complète de son armée du territoire polonais. Ciano fut stupéfait qu'Halifax fît fi de la volonté d'Hitler de coopérer pour suspendre les hostilités. Ciano assura à Halifax qu'obtenir l'accord d'Hitler quant à une suspension des hostilités le 3 septembre, et quant au lancement d'une conférence le lendemain, avait constitué une grande réussite. Il insista sur le fait qu'une exigence britannique de retrait des troupes allemandes était totalement irraisonnable, et qu'elle promettait d'anéantir toute chance d'un règlement pacifique.

La remarque finale de Ciano révélait l'échec fatal de sa part à analyser la situation existante de manière systématique et complète. Il avait échoué à percevoir que l'entrée en guerre britannique dépendait du consentement de la France, et que les Britanniques ne seraient pas capables d'anéantir le projet de paix si celui-ci restait soutenu par la France. De fait, aucun élément ne laisse à penser que Ciano s'arrêtât pour examiner cet aspect de la situation. Il ne fit que confirmer une espérance d'Halifax en affirmant que les Britanniques étaient en position de mettre à bas un règlement pacifique de la situation. Sa remarque, fondamentalement, encouragea Halifax. Le moment de décision quant à l'effort de médiation italien était arrivé, mais Ciano était soulevé par l'indignation, du fait de l'intransigeance britannique, et cela l'empêcha de faire les commentaires appropriés. Il aurait dû railler Halifax quant au fait que l'attitude française face à la crise était totalement différente, et faire part de ses doutes quant à l'idée que la Grande-Bretagne irait défier l'Allemagne sans disposer du soutien de la France. Cela aurait pu pousser Halifax à réitérer une remarque insultante quant aux dirigeants français, dans le style de celles qu'il avait déjà laissé connaître à ses diplomates. La situation était compliquée par le fait que Ciano continuait de craindre Halifax tout en s'indignant de son

positionnement. Il craignait la puissance militaire britannique, et restait réticent à défier Halifax, à cause des possibles représailles britanniques contre l'Italie. Le paroxysme de la conversation entre Ciano et Halifax déboucha sur une conclusion rapide et indéfinie, et le ministre italien des affaires étrangères ressentit un état de sombre dépression en raccrochant son combiné.

La déplorable faiblesse de l'Italie, sur les plans militaire et diplomatique, fut décisive dans la mise en échec de la tentative par Bonnet de modifier la politique française, après le conseil de défense français tenu au mois d'août 1939, et elle fut tout aussi décisive dans la stérilisation de l'effort de médiation italien du 2 septembre 1939. Halifax ne faisait que bluffer, mais il savait que son bluff avait des chances de réussir face à l'Italie, du fait des craintes italiennes envers la puissance militaire britannique. Ciano, immédiatement après la conversation avec Halifax, apprit qu'Hitler s'abstenait de répondre aux notes britannique et française du 1er septembre, car il attendait avec impatience le débouché de l'effort de médiation italien. Ciano ne put s'empêcher de ressentir qu'il avait une fois de plus laissé tomber Hitler au cours de sa conversation récente avec le secrétaire britannique aux affaires étrangères. La situation présente un aspect particulièrement tragique, lorsque l'on pense que la France, l'Italie et l'Allemagne, en dépit de leurs efforts pour éviter l'éclatement de la seconde guerre mondiale, étaient vouées à subir d'écrasantes défaites militaires dans la guerre qui approchait.

Sir Percy Lorain informa Halifax en hâte que Ciano s'était assuré du plein soutien de l'Allemagne en vue d'une conférence, avant de lancer ses dernières initiatives diplomatiques en date vers Paris et Londres. Halifax n'en doutait pas, mais, contrairement à Ciano, il comprenait pleinement l'importance centrale de la position française. Il savait que Bonnet allait tenter de forcer un changement de politique de la part de la Grande-Bretagne et de la Pologne. Halifax, dans ses instructions à Phipps, affirma à tort qu'Hitler retardait le moment de sa réponse aux notes française et britannique de la veille, jusqu'à avoir occupé assez de territoire pour négocier

sur la base des seize points de Marienwerder. Il n'était guère probable que cet argument présentât de l'influence sur Bonnet, car le ministre français des affaires étrangères ne voyait pas d'objection à un règlement de la situation en Pologne sur la base du projet Marienwerder. Bonnet ressentit également quelque satisfaction du fait qu'Hitler avait finalement répondu aux provocations polonaises en lançant des opérations militaires en Pologne. Il affirma à Anatole de Monzie, le ministre français des travaux publics, qu'il espérait que la thèse vénérable selon laquelle un peu de fermeté aurait fait voler en éclat le bluff allemand était morte et enterrée. Bonnet avait compris depuis longtemps qu'Hitler allait se battre plutôt que capituler, face à une situation difficile.

Les Britanniques furent perturbés par certaines des remarques faites par Bonnet à Cadogan lors de leur conversation téléphonique de 17h00. Le ministre français des affaires étrangères avait refusé l'idée selon laquelle le retrait de l'armée allemande de Pologne constituait une condition indispensable en vue d'une conférence. Bonnet avait prévenu qu'il allait présenter cette question au cabinet français. Halifax craignit naturellement que Bonnet persuadât le cabinet français d'accepter le projet de conférence selon les mêmes termes que ceux qu'avait acceptés Hitler. Halifax savait que ses projets de guerre allaient être déjoués si cela se produisait, et qu'il n'aurait dès lors plus d'autre choix que de suivre la voie ouverte par les Français en acceptant le projet de conférence. Il était déterminé à faire tout son possible pour détruire le projet de médiation italien avant qu'une décision fût prise par le cabinet français.

Halifax s'alarma de l'affirmation de Bonnet, selon laquelle Lukasiewicz n'avait jusqu'alors pas présenté de demande d'aide formelle pour que la France vînt à l'aide de la Pologne. De cette affirmation, Halifax conclut que Bonnet continuait, à titre personnel, de s'opposer à un engagement français dans la guerre contre la Pologne. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères mena plusieurs actions tactiques pour répondre à cette situation. Il décida

de maintenir la pression sur le gouvernement français, afin que les délibérations de celui-ci fussent terminées aussitôt que possible. Il pensait que cela pourrait priver Bonnet du temps suffisant pour convaincre ses collègues de le soutenir en vue d'un changement de politique française. Il professa son atterrement lorsque Bonnet l'informa que le cabinet français ne parviendrait sans doute pas à une décision avant 21h00. Il exerça toutes les pressions qu'il put trouver sur Paris, et Bonnet finit par concéder que le cabinet français allait tâcher de terminer ses délibérations pour 20h00.

Phipps avertit Halifax que le sentiment français était fortement favorable à un règlement négocié, et opposé à la guerre. Il cita la déclaration modérée de Daladier, dans son discours face à la chambre de l'après-midi : « *Si la raison l'emportait, encore à présent, la France serait disposée à œuvrer pour la paix.* » Cette affirmation avait provoqué un tonnerre d'applaudissements de la part de tous les rangs de la chambre française. Lukasiewicz, l'ambassadeur polonais, avait observé les échanges dans un silence maussade, mais s'énerva soudain lorsqu'il entendit la déclaration de Daladier et la réponse qu'elle souleva. Loraine avertit Halifax que Ciano proclamait haut et fort les grandes différences entre les réponses britannique et française à son effort de médiation. Le danger existait, du point de vue d'Halifax, que le ministre italien des affaires étrangères s'éveillât soudain au fait que c'était la France, et non la Grande-Bretagne, qui détenait la clé de la situation. Ciano faisait des compliments à Bonnet, et déclarait que sa réponse était « *plus coopérative et volontaire* » que celle d'Halifax. Le secrétaire britannique aux affaires étrangères se mit en colère à la lecture de ce rapport, à 18h00, et donna immédiatement pour instruction à Phipps de protester fermement face à la France. Il accusa l'idée que « *la position du gouvernement français était très embarrassante pour le gouvernement de Sa Majesté.* » Il se plaignit amèrement de ne toujours pas connaître la position de la France quant à la demande britannique d'un retrait de l'armée allemande de Pologne. Il reconnut n'avoir aucune raison de penser que les di-

rigeants français reconnaissaient cette demande comme valide. Il était résolument opposé à un ultimatum d'une durée de quarante-huit heures, en cas d'échec du projet de conférence. Les autorités maritimes britanniques se plaignaient que cela pourrait laisser les navires marchands allemands échapper à leur saisie en mer, et que cela pourrait gêner le style des opérations navales britanniques.

Phipps répondit qu'il lui serait impossible de livrer cette protestation dans l'immédiat. Le cabinet français était en session. L'ambassadeur britannique, qui était à titre personnel favorable à la paix, ajouta avec philosophie qu'en tous cas, Halifax allait sans doute recevoir une réponse à l'ensemble des questions qui le gênaient, entre 20h00 et 21h00. Halifax comprit aussitôt qu'il n'avait plus aucune opportunité d'exercer de pression sur les dirigeants français avant que ne fût connue la résultante de la réunion fatidique du cabinet français. Il savait que Bonnet mènerait une tentative suprême lors de cette réunion pour engager le gouvernement français sur la voie d'un règlement pacifique. Il craignit que Bonnet ne pût réussir dans ce dessein, et que le gouvernement français opta, en résultat de la session du cabinet, pour l'objectif avoué d'insister en faveur d'une conférence. La perspective de cet anéantissement final de tous ses espoirs de guerre contre l'Allemagne était insupportable à Halifax.

## 22.13 Ciano est trompé par Halifax

Halifax décida de tenir un pari désespéré. Il téléphona à Ciano à 18h38, avec l'intention de falsifier délibérément la position momentanée du gouvernement britannique. Les Français n'avaient pas encore indiqué leur réponse définitive au projet de médiation italien. Le gouvernement britannique n'avait aucune intention de s'opposer à l'Allemagne sans soutien français. Halifax décida néanmoins d'affirmer à Ciano qu'il révélait la réponse britannique définitive, et que celle-ci était négative. Il s'agissait d'un mensonge impru-

dent, mais depuis la duperie de Tilea, au mois de mars 1939, la politique britannique avait été fondée en grande partie sur un tissu de mensonges délibérés.

Halifax déclara à Ciano que le retrait de l'armée allemande de Pologne était une condition essentielle avant toute conférence, et il insinua que la Grande-Bretagne et la France étaient en plein accord sur cette question importante. Ciano en tira la fausse impression que Bonnet avait accepté cette manœuvre britannique fatale en vue de bloquer la conférence avant la réunion du cabinet français, qui était encore en cours. Halifax avait eut vent de ce que le professeur Burckhardt était encore à Kaunas (Kovno), la capitale lituanienne, à quelque 400 kilomètres de Dantzig. Il insista auprès de Ciano quant à l'idée que la Grande-Bretagne allait demander la restauration du haut-commissaire de la Société des Nations et de son régime à Dantzig avant de considérer la possibilité d'une conférence. De désespoir, Ciano l'interrompit de manière répétée pour répéter qu'Hitler ne pouvait en aucun cas remplir ces conditions avant de prendre part à une conférence dans les jours qui suivaient. Il semblait que l'imagination d'Halifax était inépuisable pour découvrir de nouveaux obstacles infranchissables à une conférence réussie. Ciano fini par l'interrompre pour assurer à son interlocuteur que rien que « *la condition de retrait de l'armée allemande suffirait à rendre la proposition impossible aux yeux d'Hitler.* » Le ministre italien des affaires étrangères ne put supporter cette agonie insensée et sadique d'une colombe de la paix déjà mourante. Il soupçonna qu'Halifax n'allait pas perdre de temps avant d'annoncer l'anéantissement du projet de conférence au monde entier. Il ne lui vint aucunement à l'idée qu'Halifax aurait pu avoir l'audace de lui mentir sur la position officielle des Français quant au projet de conférence. Il supplia en vain Halifax de ne pas discuter au parlement de l'attitude britannique quant à une conférence.

Rien de ce que Ciano pouvait faire ne put empêcher Chamberlain, au parlement, à 19h30, de porter ce qui apparut comme le

*coup de grâce*[8] aux efforts de l'Italie pour la paix. Le premier ministre britannique présenta une version mensongère et déformée de l'ensemble du dispositif délicat qui avait été arrangé dans le but de préserver la paix. Il avança que la Grande-Bretagne ne pouvait consentir à négocier dans une conférence cependant que les villes polonaises se faisaient bombarder et que les campagnes du pays se faisaient envahir. Chamberlain savait parfaitement bien qu'Hitler avait convenu de suspendre toute hostilité comme condition préalable à la tenue de toute conférence, mais il était prêt, sur les ordres d'Halifax, à avancer n'importe quel mensonge pour détruire la paix. Que cette tromperie dénuée de scrupule se produisît peu après que Winston Churchill ait accepté d'entrer au gouvernement comme *premier Lord parlementaire de l'Amirauté* ne fut pas une coïncidence. Churchill n'avait pas reçu d'informations à l'avance quant à la décision mémorable que le gouvernement britannique était en train de prendre. Gilbert et Gott ont livré une inversion totale de ces événements en présentant la conversation téléphonique d'Halifax avec Ciano comme une action d'apaisement au travers duquel « *le cabinet [britannique] avait été trahi.* »

Halifax fit une déclaration trompeuse du même ordre devant la chambre des Lords, en affirmant également que les Britanniques ne pourraient pas prendre part à une conférence tant qu'en Pologne « *les villes sont sous les bombes.* » Il affirma que « *l'action prise hier par les autorités de Dantzig et le Reichstag constitue l'étape finale de la répudiation unilatérale de cet instrument international (le traité de Versailles), qui ne pouvait être modifié que par négociations.* » Il n'expliqua pas que d'un point de vue juridique, le pacte entre Dantzig et l'Allemagne du 1er septembre 1939 n'était pas plus illégal que le pacte naval anglo-allemand de 1935, conclu par les Britanniques sans consultation de la France, de l'Italie, ni des autres puissances signataires de Versailles. Sa remarque quant à l'« *étape finale* » fut un lapsus freudien, révélant sa crainte de

8. En français dans le texte, NdT

ne plus avoir d'autre opportunité d'attaquer l'Allemagne une fois terminée le programme de révision du traité de Versailles mené par Hitler.

## 22.14 L'Italie abandonne son effort de médiation

Malheureusement, le bluff déloyal d'Halifax parvint à ses fins, et Mussolini conclut que la paix était une cause perdue. Ce fut une colossale bévue de la part de l'Italie. Il n'existait encore à ce stade aucune raison de supposer que les Britanniques allaient agir sans la France ; mais Ciano et Mussolini n'avaient pas analysé cet aspect de la situation, peut-être par crainte de la puissance militaire britannique, et par préoccupation quant à la sûreté de l'Italie. Mais en dépit de la confusion de leurs pensées sur ce sujet, ils n'avaient pas vraiment de bonne raison de croire les déclarations d'Halifax sans vérifier préalablement leur véracité auprès d'autres sources. Ciano comme Mussolini n'étaient pas sans savoir que l'histoire de la diplomatie britannique étaient pavée de tromperies et de tricheries. Les dirigeants italiens pâtirent d'une foi exempte de critique quant à l'idée qu'aucun dirigeant européen, Halifax y compris, ne pourrait se montrer assez implacable pour vouloir provoquer une nouvelle guerre mondiale, après les horreurs récentes et amères de la première guerre. Leur jugement se laissa également obscurcir par la vanité. Depuis plusieurs années, Halifax avait habilement dosé un mélange alterné de flatteries et de menaces dans ses relations avec les dirigeants italiens. Il fut particulièrement tragique que Mussolini, qui était un dirigeant perspicace et capable, ne se montrât pas plus critique à ce moment envers son évaluation de Ciano. Il comprit plus tard, mais trop tard, que Ciano n'avait pas le niveau de compétences pour tenir ce poste important.

La situation aurait pu être toute autre si Mussolini avait eu conscience des événements qui se déroulaient dans les cercles di-

plomatiques à Rome. Les indications foisonnaient quant au fait que Français et Britanniques n'étaient pas d'accord. Loraine eut une explication furieuse avec François-Poncet le 2 septembre au soir, et c'est en état de désespoir qu'il signala à Halifax, à 19h00, que toutes les négociations en vue d'une conférence devaient être transférées de Rome à Paris.

À 20h00, depuis Varsovie, Kennard câbla à Halifax que Beck demandait des opérations aériennes britanniques majeures sans délai au nom de la Pologne. Les annonces militaires optimistes de la Pologne ne pouvaient pas dissimuler le fait que l'armée de l'air polonaise n'était plus, et les dirigeants polonais restaient assez naïfs pour croire que les Britanniques allaient les aider. Kennard était un peu moins naïf, mais câble tout de même la déclaration qui suit à Halifax : « *J'espère pouvoir être informé au plus tôt quant à notre déclaration de guerre, et quant au fait que notre armée de l'air mènera toutes les actions possibles pour faire preuve d'activité sur le front Ouest, en vue d'alléger la pression qui s'exerce ici.* » Kennard savait que les Britanniques n'allaient pas envoyer leurs avions en Pologne, mais n'était pas conscient du fait qu'ils ne désiraient même pas mener d'effort militaire sérieux à l'Ouest pour soulager les Polonais.

Ciano câbla des instructions funestes à Attolico, à Berlin, le 2 septembre à 20h20. Il annonçait que Mussolini avait formellement retiré son offre de médiation entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Pologne et la France. Hitler était avisé d'abandonner ses projets d'armistice, et Ciano ajoutait qu'il était inutile de poursuivre les efforts de paix tant que la Grande-Bretagne ainsi que la France continuaient d'insister pour le retrait de l'armée allemande comme condition préalable à une conférence. La proposition de conférence était éliminée. Hitler continua de s'accrocher à l'espoir d'une toute dernière issue. Les Britanniques et les Français n'avaient pas formulé d'ultimatum, et n'avaient pas déclaré la guerre. Peut-être la rapidité de l'avancée allemande, dans la guerre locale contre la Pologne, ainsi que l'absurdité d'une nouvelle

guerre mondiale, suffiraient à les en dissuader. Les commandants allemands en Pologne rivalisaient entre eux d'avance sur le calendrier pré-établi de l'opération « *Fall Weiß* », un projet opérationnel déjà foudroyant.

## 22.15 Bonnet est consterné de la décision italienne

Le cabinet français n'atteignit pas de décision définitive quant aux conditions propices à une conférence lors de sa première session, qui fut ajournée à 20h20. Bonnet avait espoir quant à l'idée qu'il pourrait convaincre ses collègues d'accepter le projet de conférence selon les termes convenus par Hitler. Il fut sidéré d'apprendre que les Italiens, dans l'intervalle, avaient formellement abandonné leur tentative de médiation, et que cela avait automatiquement mis fin aux projets allemands d'armistice. Sa tentative de persuader ses collègues d'accepter les termes proposés par les Italiens venait d'un seul coup d'être rendue caduque, sans même qu'il le sût. Il téléphona à Ciano à 20h30. Ce fut sa dernière conversation avec le ministre italien des affaires étrangères. Bonnet lui expliqua immédiatement que la France n'avait en fait pas accepté la condition britannique impossible d'un retrait de l'armée allemande de Pologne. Ciano fit part de sa stupéfaction à cette nouvelle, mais resta incapable de déterminer comment l'Italie pourrait revenir sur sa bévue d'annuler son projet de médiation. Les Britanniques insistaient sur le retrait de l'armée allemande, et Bonnet ne disposait plus de l'assurance allemande pour un armistice, qu'il avait pu utiliser pour contrer la conduite des opérations britanniques. Cette conversation constitue un exemple frappant de la manière dont la résignation et le fatalisme peuvent paralyser la volonté, dans les conditions de pression énorme propres à une situation de crise.

Malheureusement, en dépit de leurs bonnes intentions, Bonnet, et surtout Ciano, firent montre de moins de détermination pour

défendre la paix qu'Halifax dans sa tâche de promouvoir la guerre. Cette différence fit basculer la balance. Anatole de Monzie, le ministre français des travaux publics, aurait opté pour une ligne nettement plus énergique que Bonnet, et aurait insisté pour que les Italiens lançassent une nouvelle tentative de médiation. Il implora Bonnet, les larmes aux yeux, juste après que celui-ci ait parlé avec Ciano, de reprendre ses tentatives en vue d'une conférence sous condition que l'armée allemande cessât ses manœuvres. Il argua qu'Hitler allait très probablement accepter de nouveau ces conditions. Bonnet répondit tristement qu'à son avis, il ne reste plus le moindre doute qu'une telle tentative ne parviendrait pas à établir la paix. Halifax était vainqueur, et l'Allemagne, l'Italie, la France et la Pologne étaient condamnées à la désolation et à la défaite.

Étrangement, Bonnet, à l'instar d'Hitler, ne put s'empêcher d'espérer que la paix pourrait encore se voir préservée. À minuit, dans la nuit du 2 au 3 septembre, Bonnet eut une longue conversation avec Guariglia, l'ambassadeur italien. Les deux diplomates s'accordèrent à penser que la guerre aurait facilement pu être évitée avec plus de coopération de la part de Londres. Bonnet assura à Guariglia que le refus par l'Angleterre de tout compromis avait rendu la conférence impossible. Le ministre français des affaires étrangères confia qu'il espérait encore quelque « *geste symbolique* » de la part d'Hitler, pouvant sauver la situation. L'ambassadeur italien interrogea attentivement Bonnet, mais ne parvint pas à établir une suggestion concrète de ce qu'Hitler aurait pu faire. Il conclut que Bonnet n'avait fait qu'exprimer un sentiment d'intuition. Pendant un moment, les points de vue d'Hitler et de Bonnet convergèrent, mais aucun d'entre eux ne présentait de base solide permettant de nourrir quelque espoir.

Halifax attendait impatiemment les nouvelles de Rome, après son discours à la chambre des Lords qui s'était prononcé peu après 20h00. En fin de compte, à 21h30, Loraine câbla à Halifax que la manœuvre britannique avait constitué une réussite totale. Loraine expliqua que les Italiens « *ne ressentent pas qu'il soit possible de*

*faire pression sur le gouvernement allemand pour suivre les suggestions de Signor Mussolini.* » Le secrétaire britannique aux affaires étrangères fut satisfait de ces nouvelles. Sa position, d'un seul coup, s'en retrouvait fortement simplifiée. Les Français se trouvaient désormais sur la défensive, et il était énergiquement déterminé à les amener à la guerre.

## 22.16 La pression britannique exercée sur Daladier et Bonnet

Chamberlain téléphona à Daladier à 21h50, et affirma, faisant montre d'une distortion impardonnable de la réalité, qu'il avait eu à faire face à une « *scène de colère* » au Parlement en annonçant qu'il continuait de consulter la France quant à la limite de temps à établir dans un dernier ultimatum. Hugh Dalton, l'un des dirigeants du parti travailliste, affirma que les deux hommes qui avaient réellement été révoltés de l'affirmation de Chamberlain avaient été les notoires va-t-en-guerre conservateurs, Alfred Duff Cooper et Leopold Amery. Duff Cooper affirma ultérieurement que l'affirmation de Chamberlain lui avait donné l'impression qu'il y aurait un « *nouveau Munich.* » Dalton, et la plupart des autres membres de la chambre n'eurent pas cette impression. La réalité de la « *scène de colère* » fut établie par Leopold Amery en solitaire. Son principal grief était que Chamberlain n'avait pas eu un discours assez belliqueux. Lorsqu'Arthur Greenwood se leva pour parler au nom de l'opposition travailliste, Amery cria sur un ton furibond : « *Parlez pour l'Angleterre !* » Il s'agissait sans doute d'un traitement insultant pour le premier ministre de la part d'un subordonné conservateur irascible, mais ce n'était qu'un incident mineur, et ne représentait pas une « *scène de colère* » au Parlement britannique. Gilbert et Gott se sont récemment engagés dans une nouvelle tentative de soutenir ce mythe de « *scène de colère* » malgré toutes les preuves du contraire.

Chamberlain affirma à Daladier au téléphone qu'il désirait informer le grand public britannique, avant minuit, qu'un ultimatum serait envoyé à Berlin par la Grande-Bretagne et la France le 3 septembre à 8h00, et que la guerre suivrait à midi si les Allemands ne capitulaient pas. Daladier fut horrifié par l'hystérie de guerre révélée par Chamberlain, et par l'effronterie que constituait en pratique cet ultimatum d'une durée de deux heures adressé à la France. La réponse du premier ministre français fut négative. Il s'indigna de la présomption des Britanniques qui estimaient avoir gagné la partie. Il affirma de désespoir qu'il lui restait de bonnes raisons de penser que Ciano s'apprêtait à reprendre sa tentative de médiation. Il se positionna contre toute forme d'action diplomatique à l'encontre de Berlin avant le lendemain à midi, et éluda la proposition britannique pour qu'un ultimatum comportant une limite de temps fût envoyé.

## 22.17 L'opposition française à la guerre s'effondre

Les diplomates britanniques étaient furieux du défi posé par Daladier à leur premier ministre, et du retard qu'il induisait quant à savourer pleinement leur triomphe. Halifax décida que le retrait de la tentative de médiation italienne lui laissait le champ libre pour mener une action qui, sans cela, aurait constitué un pari considérable. À 22h30, il téléphona à Bonnet, et lui annonça que l'information quant à un ultimatum britannique, adressé à 8h00 le lendemain, allait être diffusée à la population britannique avant minuit, quelle que fût l'attitude de la France. Il restait incapable, à ce moment, même avec toutes les cartes en main, de masquer sa dépendance fondamentale envers la France. Il confia que tout allait se produire unilatéralement, jusqu'à l'expiration de l'ultimatum britannique, à midi, le lendemain. La Grande-Bretagne, à ce stade, ne mènerait aucune action d'aucune sorte sauf si la France

acceptait de se rallier à la déclaration de guerre britannique dans les vingt-quatre heures.

On peut facilement imaginer la situation fantastique qui en aurait découlé si les dirigeants britanniques avaient présenté un ultimatum expirant après quatre heures, que les Allemands ne pouvaient pas accepter, puis n'avaient rien fait après son expiration. Les dirigeants polonais, qui en tous cas n'avaient pas confiance envers les Britanniques, en auraient conclu qu'ils constituaient les victimes d'une conspiration très subtile. La réaction polonaise aurait sans aucun doute été modérée par rapport à celle du président Roosevelt. La déception du président étasunien n'aurait connu aucune limite si la politique de guerre d'Halifax s'était désintégrée en dernière minute.

Mais Halifax avait confiance quant au fait que cette situation n'allait pas se produire. Il indiqua néanmoins qu'il préférerait cela à s'engager à une guerre contre l'Allemagne sans soutien français. Il est facile de voir, à cette révélation, qu'il n'aurait pas été suprêmement difficile pour Ciano et Bonnet de déjouer Halifax sur la scène diplomatique, s'ils s'étaient mieux concertés quant à leurs lignes politiques. Bonnet protesta quant au fait que la proposition d'Halifax d'une action britannique unilatérale, visant à présenter un ultimatum, était très indigeste. Halifax répliqua par une affirmation tout à fait fantastique, selon laquelle, à moins que la guerre n'éclatât immédiatement, « *il paraissait très douteux que le gouvernement pût tenir sa position ici.* » Churchill déclara ultérieurement qu'il craignait, au cours des dernières heures de la crise, que le gouvernement britannique n'intervînt pas dans la guerre germano-polonaise. Il ne pressentit en aucun cas que les ministres britanniques, en cette occurrence, auraient dû quitter leur poste.

En outre, cette possibilité ne pénétra jamais l'esprit de Churchill à l'époque. Churchill se contenta d'observer, dans une lettre écrite à Chamberlain dans la nuit du 2 septembre, que les perspectives en vue de la formation d'un cabinet de guerre fortement coalisé auraient à souffrir si la Grande-Bretagne reportait indéfini-

ment l'annonce de sa décision.

Halifax, à ce moment, gardait calme et confiance, bien qu'il restât quelque peu incertain quant à la réaction de Bonnet à sa longue conversation téléphonique, au cours de laquelle il n'avait guère laissé son homologue français s'exprimer. Il établit un mémorandum de la conversation, à la fin duquel il conclut, après quelque hésitation, que Bonnet avait « *fini par tomber d'accord.* »

Le docteur Fritz Hesse, de l'ambassade allemande de Londres, discuta de la situation avec Sir Horace Wilson au moment de la conversation d'Halifax avec Bonnet. Hesse plaida pour une nouvelle tentative visant à arranger une conférence diplomatique, mais ne reçut aucun encouragement de la part de Wilson. Hesse se vit affirmer que la Grande-Bretagne aurait déclaré la guerre à l'Allemagne le 2 septembre sans l'intervention diplomatique de Mussolini. Hesse, sur la base d'autres remarques faites par Wilson, devina que Daladier avait temporairement mis un frein à l'« *impétuosité* » britannique. Hesse espérait que Daladier et Bonnet pourraient réussir en dernière minute à empêcher une guerre anglo-française contre l'Allemagne.

Les Britanniques anéantirent ces espoirs en s'engageant à annoncer publiquement leur ultimatum à venir contre l'Allemagne. Halifax fit suivre ce développement temporaire en envoyant un câble à Henderson à 23h50, dans lequel il donnait pour instruction à l'ambassadeur britannique d'« *avertir* » Ribbentrop qu'il pourrait demander à le voir à toute heure. Cette impolitesse grossière fut une indication supplémentaire de la confiance d'Halifax quant au fait qu'il avait remporté la partie. Il savait que l'ultimatum britannique ne serait pas dépêché avant le lendemain matin, et sa première impulsion fut d'offrir à Henderson ainsi qu'à Ribbentrop une nuit blanche. Il se radoucit bientôt quant à Henderson. Il confia trente-cinq minutes plus tard à l'ambassadeur britannique qu'il n'y aurait pas d'ultimatum avant le lendemain matin. L'ambassadeur britannique, pour autant, ne se dépara pas un instant de ses atours de gentleman, et transmit rapidement à son tour cette nouvelle

information à Ribbentrop. Peu de temps après, suite à une nouvelle plainte de la part de Kennard quant au délai écoulé avant de démarrer la guerre, Halifax informa Henderson que l'ultimatum allait expirer à 11h00 au lieu de midi (heure d'été britannique, heure standard allemande). À ce moment, Halifax avait confiance quant au fait qu'il avait remporté la partie. Gilbert et Gott, en citant Kirkpatrick, contredisent leur propre portrait d'un Halifax imaginaire réticent à affronter la perspective d'une guerre : « *Halifax "*semblait soulagé*" que la décision fût prise. "*Il fit demander une bière, qui lui fut apportée par un commis à moitié réveillé en pyjama. Nous rîmes et plaisantâmes. . . *"* »

La résistance française à l'impétuosité britannique s'effondra rapidement face à l'assurance et les succès affichés par Halifax. Bonnet conclut avec fatalisme qu'avec les Italiens maintenant hors du jeu, il devenait futile de vouloir contrer les desseins britanniques. Le 3 septembre à 2h00, les Britanniques annoncèrent leur agenda définitif, qui devait consister en un ultimatum d'une durée de deux heures, allant de 9h00 à 11h00[9]. Bonnet décida de ne pas tester la politique des vingt-quatre heures d'Halifax, au cours de laquelle les Britanniques n'auraient rien fait une fois leur propre ultimatum aurait expiré, si les Français n'avaient pas accepté de les suivre. Bonnet, dans ce test final, ne disposait pas du courage personnel suffisant pour assurer l'entière responsabilité de mettre au défi les dirigeants britanniques. Il affirma à Phipps que l'ultimatum français allait expirer le 4 septembre à 4h00.

9. L'édition anglaise du présent ouvrage mentionne « *11 :00 pm* », c'est-à-dire 23h00. Nous estimons que c'est une faute de frappe, et corrigeons en « *11h00* », c'est-à-dire 11 heures du matin, NdT

## 22.18 Les déclarations de guerre britannique et française contre l'Allemagne

La note stipulant l'ultimatum britannique fut remise à l'heure par Henderson au Dr Paul Schmidt, l'interprète allemand en chef au bureau des affaires étrangères, à 9h00. Ribbentrop avait expliqué qu'il n'était pas d'humeur à recevoir des ultimatums ce jour. Ce fut un moment pénible pour Schmidt, qui, comme les autres Allemands des cercles officiels, appréciait beaucoup Henderson.

Schmidt porta l'ultimatum fatal au bureau d'Hitler, à la chancellerie. Il découvrit une pièce silencieuse en y entrant. Hitler était assis à son bureau, et Ribbentrop se tenait à quelque distance devant l'encadrement d'une fenêtre. Hitler lut attentivement l'ultimatum. Il était tout à fait calme, et n'afficha aucune colère en encaissant ce coup. Il s'agissait du coup le plus cruel qu'il avait jamais reçu. Le silence perdura après qu'il ait fini sa lecture, et il demanda pensivement, sans s'adresser à un interlocuteur particulier : « *Et maintenant ?* » Il s'agissait d'une question capitale, mais aucun homme mortel n'aurait pu y répondre. Ribbentrop le comprit parfaitement. Il y eut un nouveau silence, et le ministre allemand des affaires étrangères déclara avec calme : « *Je suppose que les Français vont nous faire parvenir un ultimatum semblable d'ici quelques heures.* »

Qu'y avait-il de plus à dire ? L'Europe connaissait à présent la pire des crises de toute son histoire. La présence de Schmidt n'était pas requise, et il quitta le bureau. Il annonça calmement à un groupe, rassemblé dehors, comportant la plupart des hauts dignitaires allemands : « *Dans deux heures, ce sera la guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre.* » Joseph Goebbels s'assombrit, et s'enfonça dans ses pensées. Des travaux plus imposants que jamais s'imposaient à lui, plus que jamais, car le peuple allemand détestait la pensée de la guerre contre l'Angleterre. Goering parla avec solennité pour tous les présents en affirmant : « *Que Dieu ait pitié*

*de nous si nous perdons cette guerre !* »

Birger Dahlerus était resté à Berlin à la demande du maréchal Goering. Il passa deux autres coups de téléphone au bureau britannique des affaires étrangères avant l'expiration de l'ultimatum britannique. Il annonça, au cours de sa première conversation téléphonique, à 10h15, qu'il appelait pour transmettre un appel officiel à la paix de la part de l'Allemagne. Dahlerus ajouta qu'il était personnellement convaincu que les discussions comporteraient plus de réussite que la guerre. Il souligna que le traité de Versailles exigeait une nouvelle révision pacifique, mais que l'Europe n'avait pas besoin d'une guerre. Il s'exclama pour exprimer que tous ses efforts avaient été motivés par une seule motivation : l'amour de la paix.

Dahlerus rappella à 10h50, dans un état de grande agitation, pour annoncer que le gouvernement allemand avait préparé une réponse à l'ultimatum britannique. Il espérait que cette réponse allait encore pouvoir parvenir à Londres avant 11h00, mais ne pouvait pas le garantir. Il ajouta que le maréchal Goering avait reçu de la part d'Hitler la permission formelle de prendre l'avion pour la Grande-Bretagne pour une mission spéciale de paix. Dahlerus était sur le point d'expliquer les pouvoir qui avaient été délégués à cette fin à Goering, ainsi que les concessions qu'il était prêt à accorder, mais Cadogan lui coupa la parole. Il annonça sèchement que le gouvernement britannique ne pouvait pas reporter sa décision, et raccrocha le combiné.

Dahlerus ne put pas informer Cadogan que le gouvernement allemand avait préparé une seconde note, dans l'éventualité où le gouvernement britannique aurait refusé de reporter sa décision. Un élément était certain dans cette terrible situation. Les dirigeants allemands n'allaient pas ramper devant les Britanniques une fois lancé le défi d'une déclaration de guerre.

Ribbentrop reçut Henderson après la déclaration de guerre anglo-allemande, et lui remit une réponse adressée à Chamberlain ainsi qu'à Halifax. Cette note fut reçue par Henderson le 3 septembre à 11h20. Elle s'ouvrait sur la suivante vive déclaration : « *Le gouver-*

*nement allemand et le peuple allemand refusent de recevoir, d'accepter, et encore moins de souscrire à des exigences de la nature des ultimatums émis par le gouvernement britannique.* » La note allemande énonçait la thèse selon laquelle des conditions propices à la guerre avaient existé sur la frontière orientale de l'Allemagne depuis de nombreux mois. La note concluait : « *Le peuple allemand et son gouvernement n'escomptent pas, comme la Grande-Bretagne, dominer le monde, mais ils sont déterminés à défendre leur propre liberté, leur propre indépendance, et par-dessus tout leur vie.* » La seconde grande lutte entre l'Allemagne et l'Empire britannique avait commencé. En 1939, Halifax avait répété la réussite de son parent en 1914, Sir Edward Grey, en impliquant son peuple dans un conflit tragique et superflu, déploré, dans les deux cas, par les dirigeants allemands. La première de ces luttes avait affaibli l'Empire britannique, et la seconde produisit son déclin irrévocable.

Coulondre, l'ambassadeur français, fut reçu par Weizsäcker à midi. Le secrétaire d'État allemand annonça que Ribbentrop participait à une courte réception tenue pour l'ambassadeur soviétique en Allemagne, mais qu'il allait revenir sous peu. Coulondre désira présenter l'ultimatum de guerre français à Weizsäcker, mais on le persuada d'attendre Ribbentrop. Le ministre allemand des affaires étrangères arriva peu après, et s'engagea avec l'ambassadeur français dans une discussion brève mais sérieuse quant à l'impasse tragique des relations franco-allemandes. Moins d'une année s'était écoulée depuis la prometteuse déclaration d'amitié franco-allemande du 6 décembre 1938. Le gouvernement français avait subi de fortes pressions de la part des Britanniques, et Bonnet avait fini par accepter de remettre un ultimatum expirant à 17h00, le jour même. Coulondre se plaignit d'avoir toujours craint que sa mission à Berlin se terminerait de cette façon.

À 13h15, Attolico fit part des derniers événements en date à Berlin à Ciano. L'Allemagne était en guerre à la fois contre la Grande-Bretagne et la Pologne, et allait bientôt être en guerre

contre la France. L'ambassadeur italien eut la satisfaction de noter que l'Allemagne se tenait seule dans la lutte, en dépit de l'alliance italo-allemande du mois de mai 1939, mais comprenait que l'Italie pourrait se trouver entraînée ultérieurement dans un conflit européen de ces dimensions. Cette situation aurait peut-être pu être évitée s'il n'avait pas persuadé le gouvernement italien de répudier la promesse que Ciano avait donnée à Hitler le 13 août 1939.

## 22.19 La guerre superflue

Le 3 septembre à 17h00, les Allemands se retrouvaient en état de guerre contre trois puissances européennes, totalisant une population de 125 millions sur le continent, et dont les territoires et colonies d'outre-mer, hormis pour la Pologne, bien entendu, totalisaient plus de 600 millions de personnes. L'Allemagne, avec ses 80 millions d'habitants, était en mesure de se défendre, ou de vaincre n'importe lequel de ses voisins terrestres immédiats qui aurait osé l'attaquer. Les voisins immédiats de l'Allemagne ne constituaient pas le principal problème de sécurité de l'Allemagne. L'imbroglio dans la guerre contre l'Angleterre allait amener en fin de compte à la guerre contre l'Union soviétique et contre les États-Unis. Ces deux puissances colossales présentaient une population combinée de presque 400 millions de personnes, et chacune d'entre elles était en mesure de produire bien plus de matériel de guerre que l'Allemagne. Hitler ne disposait que du soutien douteux de pays nettement plus faibles, tels que l'Italie et le Japon, et de quelques minuscules nations européennes.

Il s'agissait d'une lutte inégale, mais les Allemands, en de nombreuses occasions, remportèrent des succès semblant indiquer qu'ils pourraient après tout prévenir la destruction totale de leur pays. En fin de compte, la résistance allemande s'effondra après presque six années d'une guerre sauvage. Après que l'Allemagne cessa de constituer une grande puissance, en 1945, il ne reste plus aucune

grande puissance en Europe de l'Ouest ou en Europe centrale. Comme le général Albert Wedemeyer l'a fort bien exprimé, les nations occidentales conduisirent leurs guerres contre l'Allemagne comme une fête de scalp indienne, menée sans pensée et sans attention pour l'avenir. Il ne fut pas surprenant, dans ces circonstances, que le seul vrai vainqueur de la seconde guerre mondiale, fût l'Union soviétique. Le fier Empire britannique fut minimisé par le colosse soviétique. Cela n'aurait pas été possible sans la politique de guerre menée par Lord Halifax, qui joua directement le jeu des dirigeants communistes.

Les dirigeant britannique n'apprirent pas les enseignements de la première guerre mondiale, et rien n'indique qu'ils aient appris ceux de la seconde guerre mondiale non plus. Les premiers ministres conservateurs en poste depuis 1951 : Churchill, Eden, et Macmillan, étaient les va-t-en-guerre de 1938 et 1939. Les mémoires de Lord Halifax ont révélé en 1957 un ancien secrétaire britannique aux affaires étrangères moralisateur, complaisant, arrogant et certainement pas repentant. Le principal hebdomadaire britannique, *Time & Tide*, a professé voir un monde bien plus heureux en 1959 qu'en 1939 : « *L'Ouest n'a pas aujourd'hui à faire face, comme la Grande-Bretagne de 1939 et ses alliés, à une oligarchie vivant la guerre pour son propre bien, soutenue par un peuple partageant fortement ses goûts.* »

Il s'agissait d'une autre manière d'exprimer que les dirigeants britanniques n'osaient pas « *redresser l'équilibre des puissances* » en attaquant en 1959 l'Union soviétique comme ils avaient attaqué l'Allemagne en 1939.

Les dirigeants soviétiques ne partageaient pas l'admiration qu'avait eue Hitler pour l'Empire britannique. Les dirigeants britanniques savent que leur sécurité nationale, telle qu'ils en jouissaient en 1939, est devenue une chose du passé. Ils ne voient pas d'autre choix que d'attendre leur heure, et de faire confiance aux intentions supposément pacifiques de l'Union soviétique. Ces circonstances misérables n'ont pas du tout contribué à les rendre plus sages. Ils continuent de

refuser de reconnaître que leurs agressions contre l'Allemagne, en 1914 et 1939, furent les bévues injustifiées qui créèrent la situation peu enviable qu'ils connaissent à présent. En 1959, *Time & Tide* a affirmé qu'« *échouer dans la lutte pour la paix (c'est-à-dire pour l'apaisement de l'Union soviétique) reviendrait à trahir les hommes tombés dans les deux grandes guerres de ce siècle.* » La trahison des braves combattants britanniques, qui moururent lors de deux guerres superflues menées contre l'Allemagne ne peut être rachetée par les faibles efforts à présent menés par les dirigeants britanniques pour calmer le plus formidable ennemi auquel la Grande-Bretagne ait eu à faire face dans toute son histoire. Comme l'a expliqué un historien italien de la diplomatie, Mario Toscano, l'équilibre des puissances s'est vu remplacé par l'équilibre de l'impuissance.

## 22.20 Conclusion

Une tendance marquée, allant vers un nouvel arrangement des relations européennes, et fondée sur une révision pacifique de l'ancien accord de Versailles, fut brutalement interrompue par l'éclatement inattendu et superflu de la seconde guerre mondiale, en septembre 1939. Courant 1938, l'Allemagne avait récupéré sa position de droit comme puissance dominante de l'Europe centrale. À l'époque, ce n'était qu'affaire de mois quant à savoir quand elle pourrait parvenir à établir des relations avec l'ensemble de ses voisins immédiats, sur des bases solides et fiables.

Il faut rétrospectivement se pencher brièvement sur la scène européenne telle qu'elle était juste après la conférence de Munich. L'Allemagne était prospère, et de nombreuses indications laissaient à penser que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie étaient en train de récupérer des effets de la dépression mondiale de 1929. On distinguait également des indications encourageantes quant au fait que les dirigeants de la France étaient alors pleinement conscients des nouvelles réalités, et qu'ils étaient prêts à abandonner leurs

anciennes politiques consistant à pratiquer des interventions actives en Europe centrale. Cela signifie que le dernier obstacle à une amitié franco-allemande pouvait se trouver dégagé, car il n'y avait plus de problème territorial ni de différend entre la France et l'Allemagne.

L'Italie avait de bonne grâce accepté la réunion de l'Autriche à l'Allemagne, et aucun nuage n'obscurcissait l'horizon des relations italo-allemandes.

Les relations germano-polonaises avaient montré des signes généraux d'améliorations plusieurs années durant avant 1938, et l'attitude modérée et raisonnable d'Hitler envers la Pologne laissait fortement augurer d'une coopération réussie entre les deux pays à l'avenir.

Les relations entre l'Allemagne et la Hongrie étaient amicales, et la confiance ainsi que l'amitié croissaient également dans les relations allemandes avec des nations des Balkans telles la Roumanie et la Yougoslavie.

L'Union soviétique avait été exclue des délibérations de la conférence de Munich, et toutes les indications laissaient à penser que le colosse communiste allait rester isolé derrière le *cordon sanitaire*[10] établi peu après la première guerre mondiale.

L'attitude amicale d'Hitler envers l'Empire britannique était bien connue. Il était évident que l'Allemagne n'avait aucune intention de reprendre son ancienne rivalité contre la Grande-Bretagne, que ce fût sur des questions navales ou coloniales. Le commerce mondial britannique était en croissance, ainsi que la prospérité allemande, et il n'y avait donc aucune raison de s'attendre à de nouvelles tensions économiques de nature sérieuse entre les grandes anciennes rivales commerciales au niveau mondial.

Tout ceci aurait dû impliquer le début d'une nouvelle ère de développement pacifique pour l'Europe. Au lieu de cela, l'Europe, l'année suivante, en 1939, fut précipitée dans les horreurs, le déclin et l'occultation implicites à une seconde guerre mondiale.

10. En français dans le texte, NdT

Il a fallu examiner longuement et de manière pénétrante les coulisses de la scène européenne pour découvrir comment la tragédie de 1939 put laisser connaître son visage hideux au monde. Les aspects majeurs de la situation ont été examinés, mais en fin de compte, c'est la marche des événements à Londres ainsi qu'à Varsovie qui a demandé le plus gros de l'attention de l'observateur.

À Londres, Halifax réussit à imposer une politique délibérée de guerre au gouvernement britannique en 1938-1939, malgré le fait que la plupart des experts britanniques officiels sur l'Allemagne fussent favorables à une amitié anglo-allemande. À Varsovie, Beck adopta une position de coopération totale avec les projets de guerre d'Halifax, malgré les nombreux avertissements qu'il reçut par des Polonais consternés de voir leur pays se précipiter sur la voie de la destruction.

Les dirigeants allemands, français, italiens, et d'autres pays européens menèrent de nombreux efforts pour éviter cette catastrophe, mais ces efforts finirent par échouer, et la politique de guerre d'Halifax, avec les bénédictions secrètes du président Roosevelt et du maréchal Staline, sortie triomphante. Ces événements ont été décrits dans la course du récit qui précède. L'histoire culmine dans la tragédie hideuse d'une guerre qui n'était pas nécessaire.

La seconde guerre mondiale tira ses origines de la tentative britannique de détruire l'Allemagne national-socialiste. Lord Halifax rappella plus tard le « *sentiment pacifiste totalement irrationnel* » qui régnait en Grande-Bretagne quand Hitler parvint au pouvoir. La principale réalisation d'Halifax sur le front intérieur britannique, avant la déclaration de guerre du 3 septembre 1939, fut de persuader le peuple de « *faire face à Hitler.* » Il réussit totalement dans cette tentative, et la fête du scalp anglo-étasunienne, pour reprendre les termes employés par le général Albert C. Wedemeyer, contre Hitler et le peuple allemand, et incidemment également contre les Italiens et les Japonais, prit fin en Europe avec le triomphe éphémère de la reddition sans condition de l'Allemagne. Cependant, depuis la fin de la seconde guerre mondiale en 1945,

l'Empire britannique n'a « *pas fait face* » à de nombreuses nations, grandes ou petites, dans le monde entier, et la fin n'est pas proche.

Avant le mois de mars 1939, il n'y avait guère de raison de croire que la Grande-Bretagne allait mener une nouvelle « *croisade* » contre l'Allemagne. Le gouvernement britannique avait poursuivi une politique étrangement incohérente vis-à-vis de l'Allemagne sur toute la période 1933-1939. Il était difficile de dire, avant mars 1939, si les Anglais occupant des postes importants étaient favorables ou défavorables à Hitler.

Les dirigeants britanniques admirent les premières actions importantes dans la remilitarisation de l'Allemagne, en 1935, en concluant un pacte maritime anglo-allemand, qui violait le traité de Versailles. La France et l'Italie indiquèrent qu'elles auraient refusé cette mesure si les Britanniques les avaient consultées. Mais les Britanniques éludèrent leurs obligations de ce faire, pourtant établies par les traités en vigueur.

Eden, le secrétaire britannique aux affaires étrangères, réfuta par la suite, en mars 1936, que la réoccupation militaire de la Rhénanie par Hitler constituât une « *violation flagrante* » du principal traité de Locarno. Cela fut considéré par Paris comme équivalent à admettre l'action d'Hitler, mais Eden compliqua le sujet en réfutant que la France ait précédemment violé ses engagements de Locarno en concluant l'alliance franco-soviétique. L'affaire allemande fut bâtie sur le contentieux préalable de cette violation française.

Cette politique britannique, semblant soutenir à la fois la France et l'Allemagne dans un différend franco-allemand central, fut mystérieuse et source de confusion à l'époque. On peut bien en dire autant du rôle ambivalent britannique durant les crises autrichienne et tchèque de 1938. On ne sera pas surpris quant au fait que l'acceptation enthousiaste des accords de Munich par la France fut fondée sur la supposition que les Britanniques comptaient s'en tenir à ce nouveau type d'approche fortement réaliste face aux problèmes que connaissait l'Europe centrale.

Le basculement secret britannique vers une politique de guerre,

intervenu au mois d'octobre 1938, dès lors qu'Halifax eut pris à Chamberlain le contrôle de la politique étrangères britannique, fut suivi par la proclamation publique de cette nouvelle politique par Chamberlain en personne, à Birmingham, le 17 mars 1939. Cela culmina avec le lancement d'une nouvelle « *croisade* » contre l'Allemagne, le 3 septembre 1939.

Il est fortement tentant de juger du résultat des événements de 1939 à l'aune de l'examen de l'Empire britannique contemporain, mais cette approche pourrait facilement ajouter de la confusion au principal problème. Même si l'Empire britannique avait gagné en puissance et en prestige à l'issue de la guerre, cela n'aurait guère constitué une excuse pour le massacre qui produisit la ruine et la défaite militaire d'États continentaux tels que la France, l'Italie, l'Allemagne et la Pologne, sans parler des nombreux pays neutres d'Europe qui furent également dévasté par le même désastre. Dénoncer la politique étrangère britannique de 1938-1939 en pointant du doigt les vicissitudes affligeant de nos jours la Grande-Bretagne serait équivalent à se moquer d'un homme téméraire parce qu'il a perdu une jambe. Cela ne répond pas à l'affirmation de Toynbee, selon qui la Grande-Bretagne n'avait pas d'autre choix.

Aussi une nouvelle analyse des archives est-elle fortement souhaitable. L'Allemagne d'Adolf Hitler n'avait commis aucune action d'aucune sorte, au cours de la période 1933-1939, de nature à menacer les intérêts traditionnels britanniques en Europe de l'Ouest. Il n'y eut au cours de ces années aucune indication d'aucune sorte que l'Allemagne ait compté présenter des exigences égoïstes ou provocatrices à des pays tels que la France, l'Italie, la Hollande, la Belgique ou le Danemark. Le problème des Tchèques en Europe centrale, après la conférence de Munich, représentait un cas tout particulier. Leur terre natale était hors des sphères d'intérêts britanniques traditionnels. L'accord de Munich était de fait resté lettre morte depuis 1938, lorsqu'Halifax avait persuadé les Tchèques et les Hongrois d'ignorer la Grande-Bretagne et la France dans leur recherche d'arbitrage quant à leur différend frontalier.

Le gouvernement britannique, après octobre 1938, éluda de manière répétée tous les engagements qui étaient les siens dans la région de la Bohême, tels qu'ils avaient été suggérés à Munich. Le gouvernement britannique, selon les propres termes de Chamberlain ainsi que d'Halifax, n'avait aucun droit à se voir consulté quant au traité Hitler-Hacha du 15 mars 1939, qui représentait, comme l'a expliqué le professeur A.J.P. Taylor, une solution prudente au problème de Bohême-Moravie.

Le problème polonais et le différend de Dantzig firent suite à la dernière crise tchèque. Le gouvernement britannique avait sans doute des obligations symboliques envers Dantzig, en tant que membre de la Société des Nations, mais d'autres engagements britanniques semblables, envers le régime de la Société des Nations à Memel, avaient été ignorés sans aucune difficulté lorsque cette ville traditionnellement allemande avait été saisie par la Lituanie. Au 31 mars 1939, les Allemands n'avaient présenté que des suggestions amicales et aucune exigence belliqueuse quant à Dantzig ; c'est alors que le gouvernement britannique accorda une garantie étendue à la Pologne, accordant un soutien sans borne à l'attitude polonaise quant à Dantzig. Les propositions allemandes concernant Dantzig avaient jusqu'alors été rejetées par la Pologne d'une manière délibérément calculée pour créer des tensions, mais la politique allemande officielle envers la Pologne d'avant le 31 mars était restée exemplaire, et n'était fondée que sur le désir de parvenir à une entente amiable avec les Polonais. Il n'y avait eu aucune action allemande d'aucune sorte permettant de justifier l'intervention britannique en Pologne à ce moment. De fait, la garantie du 31 mars 1939 révéla que la Grande-Bretagne encourageait la Pologne à adopter une posture hostile envers l'Allemagne, en dépit des conditions généreuses qu'Hitler avait proposées en vue d'un règlement durable germano-polonais. L'offre allemande, il faut le répéter, n'était d'aucune manière accompagnée par des exigences d'un règlement stipulant une quelconque limite de temps.

Hitler avait une posture amicale envers les Polonais, qu'il ap-

préciait, et il avait également fait montre d'innombrables indications quant au fait qu'il était très favorable à une amitié anglo-allemande. Aucune action allemande d'aucune sorte n'avait été menée contre la Grande-Bretagne ou ses intérêts. Le gouvernement britannique ne disposait d'aucune excuse valide pour encourager un conflit germano-polonais, dans l'espoir d'impliquer l'Allemagne dans une nouvelle guerre mondiale. Les tactiques bellicistes des intellectuels pro-soviétiques de Grande-Bretagne et des États-Unis, avant le pacte soviéto-allemand du 23 août 1939, ne fournirent aucune excuse ; au contraire, elles auraient dû constituer un avertissement. Le désir personnel de Maxim Litvinov d'une guerre entre l'Allemagne et les puissances occidentales laissait clairement à penser qu'une telle guerre promettait d'être avantageuse pour le communisme, et tout à fait dommageable à toutes les autres parties. Il n'y avait aucune justification pour un gouvernement conservateur britannique d'entrer en guerre, car celle-ci était désirée par les communistes et leurs amis. Le gouvernement britannique disposait d'un large soutien populaire en faveur d'une politique étrangère classique.

Après le 31 mars 1939, les actions concrètes britanniques en matière de politique étrangère étaient implacablement dirigées vers la guerre. Fut fait tout ce qui était possible pour saper les excellentes possibilités d'un règlement négocié du différend germano-polonais, et pour la négociation d'un nouveau règlement tchèque sur la base de garanties internationales. Au lieu de travailler sur un accord satisfaisant avec l'Allemagne — Hitler tenait à se montrer modéré et raisonnable sur les questions polonaise et tchèque — Halifax se concentra sur l'intimidation de l'Italie et le harcèlement de la France, du fait que ces deux pays était plus favorables à la paix qu'à la guerre. Le gouvernement polonais reçut pour conseil de la part d'Halifax de rejeter les négociations avec l'Allemagne, et Varsovie resta à tout instant assurée que le soutien britannique était assuré pour toute guerre. Les nombreuses demandes de médiations émises par le gouvernement allemand entre l'Allemagne et la Po-

logne, ou pour un accord direct anglo-allemand, donnèrent lieu pour toute réponse à des mensonges, ou furent purement et simplement ignorées. Un effort maximal fut réalisé pour présenter aux dirigeants étasuniens une image déformée de la vraie situation en Europe. Toutes ces actions britanniques trouvaient leur source dans la politique obsolète traditionnelle de l'équilibre des puissances.

L'attitude déraisonnable adoptée par le gouvernement polonais en 1939 ne constitue pas un mystère, lorsque l'on considère les assurances grandioses britanniques qui furent prodiguées à la Pologne à partir du mois d'août 1938. La politique générale de Jozef Beck contre l'Allemagne satisfaisait au plus haut point Lord Halifax, bien que les deux hommes ne s'admirassent nullement, et que de nombreux désaccords se soulevassent entre eux quant à la politique à mener envers l'Union soviétique, la Roumanie, et d'autres pays. La perspective d'un soutien britannique illimité en faveur de rêves d'agrandissement aux dépens de l'Allemagne constitua un leurre irrésistible pour le chauvinisme polonais. Le refus britannique d'accorder des garanties à la Pologne face à une agression soviétique resta négligemment ignoré. Les dirigeants polonais rendirent une guerre germano-polonaise inévitable en créant une crise permanente et en refusant de négocier vers une solution à cette crise. La situation aurait sans doute été tout à fait différente si l'ancien grand dirigeant de la Pologne, Jozef Pilsudski, était resté à la barre.

La politique menée par Hitler était gouvernée par le fait que les Britanniques poussaient à la guerre contre l'Allemagne, et que l'Allemagne se trouvait de nouveau menacée par la perspective d'une lutte prolongée sur deux fronts. Le dirigeant allemand fit preuve de retenue face aux provocations polonaises, et telles que la mobilisation partielle, avant la garantie britannique accordée le 31 mars 1939. Il conclut, après cette garantie, que la clé de ses problèmes résidait à Londres, et il lança de nombreux efforts pour persuader le gouvernement britannique de changer de trajectoire, et d'encourager un règlement négocié. Il aurait été plus profitable pour lui

de concentrer ses principaux efforts diplomatiques sur Paris. Les dirigeants français étaient véritablement favorables à la paix, et les Britanniques n'auraient pas pu lancer la guerre contre l'Allemagne sans soutien de part de la France.

Hitler finit par lancer des opérations en Pologne, suite à l'échec de ses nombreuses tentatives de négociations, mais ceci ne se produisit qu'après qu'il eut décidé que la guerre contre les Polonais était devenue inévitable. L'Allemagne se serait sans doute empêtrée très rapidement si elle s'était retrouvée sur des théâtres d'opérations en Pologne durant la saison pluvieuse du mois d'octobre, et de surcroît avec les Français et les Britanniques sur une ligne à l'Ouest, prêts à attaquer avec leurs grandes armées. Néanmoins, à aucun moment, avant la déclaration de guerre britannique du 3 septembre 1939, Hitler ne se serait opposé à une solution négociée avec la Pologne. Une indication de cela fut démontée par sa réponse favorable à la conférence italienne prévue le 2 septembre 1939, ainsi que sa volonté à ce moment d'examiner un armistice immédiat avec la Pologne. Sa politique de paix échoua parce que l'Empire britannique avait décidé de défier l'Allemagne avant qu'Hitler ait terminé son programme de conclusion d'ententes amiables avec ses voisins immédiats.

Il est tout à fait probable qu'un programme d'armement allemand plus étendu après 1936 aurait pu persuader les Britanniques de retenir leurs coups, du moins pour 1939. Les nombreux appels d'Hitler à la bonne volonté britannique étaient relativement futiles. Il est également tout à fait évident que la situation aurait été sauvée pour Hitler si l'Italie avait maintenu sa solidarité diplomatique avec l'Allemagne. La défection italienne de l'Allemagne, ainsi que sa promesse de rester neutre, faite à la Grande-Bretagne le 18 août 1939, furent les facteurs décisifs amenant à contrecarrer la tentative de Bonnet de séparer la France de la Pologne au conseil de défense français du 23 août 1939. Elles donnèrent au général Gamelin l'excuse d'avancer que la position militaire française s'était améliorée depuis la dernière session du conseil de défense

en date du 13 mars 1939. Lors de cette précédente session, alors que l'attitude de l'Italie était indécise, Gamelin avait confessé que la France n'était pas prête pour un conflit contre l'Allemagne. Le changement de position de l'Italie (la neutralité en cas de guerre) était la seule excuse que Gamelin aurait pu trouver pour modifier son affirmation précédente quant aux perspectives militaires de la France.

La « *réussite* » d'Halifax à promouvoir la seconde guerre mondiale résulta en premier chef de sa technique remarquable pour s'occuper des Anglais de premier plan, ainsi qu'avec les Italiens et les Français. Son rôle dominant après la conférence de Munich ne fut jamais remis en cause en Angleterre, et l'efficacité de sa diplomatie à Paris et à Rome au cours des dernières semaines de paix est indiscutable. Il se montra bien moins compétent pour traiter avec les Russes, mais l'Union soviétique constituait un monde à part qu'il considérait avec indifférence, aversion et mépris. L'échec de ses négociations avec l'Union soviétique rendit plus difficile la tâche de garder la France alignée, mais Halifax finit tout de même par atteindre cet objectif. Son principal atout à cet égard, outre son intimidation réussie des Italiens, fut la timidité manifestée par le ministre français des affaires étrangères, Georges Bonnet. Bonnet voulait que Gamelin, ou n'importe qui d'autre, subît l'ire britannique lorsque la France refuserait d'entrer en guerre. Il refusa, au dernier moment, de porter lui-même ce fardeau et de préserver la paix.

L'indifférence d'Halifax quant au sort des Polonais permit de les utiliser comme un instrument de politique britannique sans aucun scrupule quant aux conséquences tragiques qui ne manquèrent inévitablement pas pour la Pologne.

Les motivations d'Halifax de 1939 dérivaient nettement de l'ancienne tradition consistant à maintenir la supériorité britannique sur les nations d'Europe occidentale et centrale. Il n'avait jamais remis en cause le rôle de son parent, Sir Edward Grey, qui avait promu la première guerre mondiale. Halifax ne proposa pas de to-

lerer en 1939 l'existence d'un Reich allemand plus prospère et plus influent que l'Empire Hohenzollern qui avait été détruit en 1918. Ce fut pour le prestige de la Grande-Bretagne, plutôt que pour des considérations ennuyeuses, telles que la sécurité nationale, ou les intérêts britanniques immédiats, qu'Halifax devint un promoteur de la guerre en 1938. L'objectif traditionnel britannique consistant à dominer la politique de l'Europe continentale fut la raison sous-jacente pour laquelle le monde eut à connaître les horreurs de la seconde guerre mondiale. Ce fut en service dévot à cet idéal vénérable, plutôt que pour le prestige ou le profit personnel — il était déjà pleinement doté de l'un comme de l'autre avant 1938 — qu'Halifax mena cette politique. Il ne fit preuve d'aucune retenue dans la poursuite de son objectif. Il était satisfait que son objectif fût légitimé et en harmonie aussi proche que possible avec l'idéal exprimé par son discours d'intronisation au Parlement, tant d'années auparavant : la gloire éternelle et la supériorité de l'Empire britannique. Que le triomphe partagé par les Britanniques dans la lutte qui suivit fût illusoire et temporaire fut attribué par Halifax à la volonté de la Providence.

D'autre n'ont pas atteint ce réconfort passager, le réconfort du principal instigateur de la seconde guerre mondiale. Le peuple allemand, en particulier, s'est vu chargé d'un poids de culpabilité totalement injustifiable. On peut affirmer sans prendre le risque de se tromper qu'il s'agit là de la conséquence inévitable des guerres anglaises, qui depuis des siècles ont été menées en vertu d'objectifs prétendument moraux. Il est tout aussi évident que la réconciliation qui pourrait faire suite à la disparition de cette charge serait dans l'intérêt de toutes les nations qui continuent de rejeter le communisme.

Une vision prosaïque des bévues des années récentes et de leurs conséquences constituerait la meilleure assistance pour faire à présent face à la tâche difficile d'envisager l'avenir. La pire de ces bévues fut sans aucun doute la décision britannique de viser la destruction de l'Allemagne. D'autres recherches, dans le contexte

de la politique étrangère traditionnelle britannique, viendront sans doute compléter fortement notre compréhension de cette bévue, mais ne la justifieront pas. On ne saurait trouver aucune vraie justification pour la ruine de l'Europe dans la plus grande de toutes les guerres, menée comme conséquence de la politique antique, des illusions, et des actions impitoyables de Lord Halifax, un aristocrate britannique impressionnant par son côté désuet et dévot.

1. Earl of Halifax, *Fullness of Days*, New York, 1957, p. 182.
2. Frederick L. Schuman, *Europe on the Eve : the Crises of Diplomacy 1933-1939*, New York, 1939, pp. 332-346.
3. A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, London, 1961, p. 202.
4. Lord William Strang, *Britain in World Affairs : the Fluctuation in Power and Influence from Henry VIII to Elizabeth II*, New York, 1961, pp. 326ff. ; Halifax, en 1939, était dans l'unique position d'avoir toute liberté de choisir entre deux politique totalement différentes pour son pays : la paix et la conciliation, ou la guerre d'agression ; l'immense enthousiasme pour la paix, malgré la présence d'une minorité conservatrice belliqueuse, Churchill en tête, compliqua beaucoup la tâche d'Halifax d'activer la guerre plutôt que de poursuivre une politique aspirant à la paix.

# Chapitre 23

# Annexe : identification des personnes mentionnées dans le texte

Abetz, Otto : ami de Ribbentrop et avocat de l'entente franco-allemande.

Adams, John : brillant journaliste, homme politique, et second président étasunien.

Alexandre 1er : souverain yougoslave assassiné en 1934.

Alexandre 1er : dirigeant russe à l'époque du Congrès de Vienne.

Amery, Leopold : Homme politique conservateur britannique, né en Inde, actif dans les affaires colonies, opposé à l'apaisement.

Arciszewski, Miroslaw : diplomate de carrière polonais, ami de Josef Beck, représentant en Roumanie de 1932 à 1939.

Astakhov, Georgi : chargé d'affaires russe à Berlin.

Astor, Lord Waldorf : Homme politique britannique et expert en affaires étrangères.

Attlee, Clement : chef du parti travailliste britannique de 1935 à 1955.

Attolico, Bernardo : ambassadeur italien en Allemagne.

Baginski, Henryk : géopoliticien polonais populaire.

Baily, Léon : journaliste français de premier plan (*le Jour*).

Baldwin, Stanley : premier ministre conservateur britannique de 1924 à 1929 et de 1935 à 1937.

Balfour, Arthur James : dirigeant conservateur britannique et secrétaire aux affaires étrangères durant la première guerre mondiale.

Barnes, Joseph : Journaliste étasunien à Berlin.

Barthou, Louis : Ministre français des affaires étrangères en 1933-34 et ami de Raymond Poincaré.

Baudouin, Paul : Financier français et médiateur diplomatique en Italie.

Beaverbrook, Lord Max : Journaliste britannique et homme politique conservateur.

Beck, Jozef : Ministre polonais des affaires étrangères de 1932 à 1939.

Beck, General Ludwig : Chef d'État-major allemand jusque 1938, opposant clandestin à Hitler.

Beethoven, Ludwig van : compositeur allemand classique.

Benes, Eduard : Nationaliste tchèque et 2nd président de la Tchécoslovaquie.

Benoist-Méchin, Jacques : Historien français, et expert en affaires militaires.

Beran, Rudolf : Premier ministre tchèque, 1938-1939.

Béraud, Henri : Journaliste français (*Gringoire*).

Bergery, Gaston : Homme politique français radical-socialiste.

Ben, Emmanuel : journaliste français de premier-plan (*Marianne*).

Beseler, General Hans von : Gouverneur allemand de la Pologne occupée lors de la première guerre mondiale.

Best, W.K. : Dirigeant de la Gestapo en charge des actions de déportation polono-juives en 1935.

Bethmann-Hollweg, Theobald von : Chancelier allemand de 1909 à 1917.

Bevin, Ernest : Dirigeant beirannique du parti travailliste.

Biddle, Anthony : Ambassadeur étasunien en Pologne.

Bismarck, Otto von : Homme d'État prussien qui créa le second Reich allemand.

Blanqui, Auguste : Homme politique spécialiste français du XIXème, et philosophe politique.

Blomberg, Werner von : Ministre de la défense allemand de 1932 à 1938.

Blücher, General Gebhard : Commandant de l'armée prussienne à Waterloo.

Blücher, Wuepert von : Représentant allemand en Finlande.

Blum, Léon : Socialiste français à partir de 1902, dirigeant du parti socialiste français de 1914 à 1945.

Bobrzynski, Michal : Homme d'État polonais pro-Habsbourg et historien.

Bochenskki, Adolf : Historien de Cracovie et expert en politique étrangère polonaise.

Böning, Robert : Secrétaire de la société pour l'amitié germano-polonaise.

Bonnet, Georges : Officier de l'armée française et homme politique, ministre plusieurs fois après 1925, ambassadeur aux États-Unis en 1936 et 1937, ministre des affaires étrangères en 1938 et 1939.

Böticher, Viktor : Diplomate de Dantzig et expert en politique étrangère.

Botta, André : Dirigeant du parti socialiste français.

Brauchitsch, Waliher von : Commandant de l'armée allemande.

Briand, Aristide : Homme politique populaire français et ministre des affaires étrangères jusque 1932.

Brooks, Collin : Journaliste britannique et nationaliste extrémiste.

Brüning, Heinrich : Chancelier allemand de 1930 à 1932.

Bucard, Marcel : Politicien autoritariste français, dirigeant de Francisine.

Buchanan, George : Ambassadeur britannique en Russie en 1914.

Budenny, General Semyon : Commandant bolchevique qui vainquit les Polonais en Ukraine en 1920.

Bullitt, William C. : Ambassadeur étasunien en URSS de 1933 à 1936, et en France de 1936 à 1940.

Burckhardt, Carl Jacob : Historien suisse et dernier haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig.

Burgin, Leslie : Ministre britannique des transports du gouvernement Chamberlain.

Bute, Lord John Stewart : Premier ministre britannique de 1761 à 1763.

Butler, RAB, : Sous-secrétaire britannique au Parlement pour les affaires étrangères.

Buxton, Charles Roden : Dirigeant quaker britannique, et champion d'une entente anglo-allemande.

Cadogan, Alexander : Sous-secrétaire britannique permanent aux affaires étrangères après 1937.

Caillaux, Joseph : Homme d'État réformateur français, ex-premier ministre, sénateur, dirigeant radical-socialiste.

Carol II : Souverain roumain de 1930 à 1940.

Castlereagh, Robert : Secrétaire britannique aux affaires étrangères de 1812 à 1822.

Catchpool, T.C.P. : Travailleur social britannique, actif dans les Sudètes.

Catherine II : Souveraine russe du XVIIIème siècle.

Cavour, Camilo : Homme d'État italien qui collabora avec Napoléon III.

Celovsky, Boris : Historien tchèque, expert en histoire de la diplomatie.

Charles II : Souverain Stuart de l'Angleterre au XVII$^{\text{ème}}$ siècle.

Charles IV (Luxembourg-Premyslid) : Empereur du Saint-Empire romain du XIV$^{\text{ème}}$ siècle.

Charles VIII : Souverain français du XV$^{\text{ème}}$ siècle.

Chamberlain, Austen : Secrétaire britannique conservateur aux affaires étrangères à l'époque des traités de Locarno.

Chamberlain, Joseph : Secrétaire britannique colonial conservateur d'avant la 1$^{\text{ère}}$ guerre mondiale, et champion du protectionnisme (barrières douanières importantes).

Chamberlain, Neville : Premier ministre britannique conservateur de 1937 à 1940 ; fils de Joseph et frère d'Austen.

Chambre, Guy la : Ministre français de l'air.

Champetier de Ribes : Homme politique français radical-socialiste.

Chatfield, Alfred : *First Sea Lord* de l'amirauté britannique de 1933 à 1938, président d'*Indian Defence Comm* en 1938 et 1939.

Chautemps, Camille : Homme politique français radical-socialiste, plusieurs fois premier ministre et vice-premier ministre sous Daladier entre 1938 et 1939.

Chiran, Henri : Ministre français de la Justice sous le gouvernement Doumergue.

Chiappe, Jean : Préfet de police de Paris.

Chodacki, Marjan : Diplomate polonais de carrière, haut-commissaire polonais à Dantzig de 1936 à 1939.

Chlapowski, Alfred : Ambassadeur polonais en France de 1924 à 1936.

Churchill, Winston : Homme politique britannique conservateur anti-allemand.

Chvalkovsky, Frantisek : Diplomate tchèque de carrière, premier ministre après la conférence de Munich.

Ciano, Galeazzo : Ministre italien des affaires étrangères de 1936 à 1942, gendre de Mussolini.

Cincar-Markovic, Aleksander : Ministre yougoslave des affaires étrangères.

Clémenceau, Georges : Premier ministre français, favorable à une paix sévère avec l'Allemagne en 1919.

Corbin, Charles : Ambassadeur français en Grande-Bretagne.

Cotton, William : Opposant conservateur britannique à la politique d'Halifax de 1939.

Coulondre, Robert : Ambassadeur français en Allemagne en 1938 et 1939.

Cranborne, Lord Robert : Dirigeant britannique de la chambre des Lords ; opposé à l'apaisement en 1938.

Crezianu, Alexandru : Médiateur diplomatique roumain en Angleterre, 1939.

Cromwell, Oliver : Dirigeant révolutionnaire anglais du XVII$^{\text{ème}}$ siècle et homme d'État.

Cromwell, Thomas : Aventurier et homme politique anglais, conseiller du cardinal Wolsey, puis représentant du gouvernement de 1534 à 1540.

Csiky, Istvan : Ministre hongrois des affaires étrangères de 1938 à 1941.

Cvetkovic, Dragisa : Premier ministre yougoslave de 1939 à 1941.

Czartoryski, Adam : Homme d'État polonais en collaboration étroite avec Alexandre 1$^{\text{er}}$ à partir de 1795.

Dabski, Jan : Diplomate polonais national démocrate ; chef de la délégation polonais lors des négociations de paix de Riga de 1921.

Dahlerus, Birger : Ingénieur suédois et médiateur diplomatique privé.

Daladier, Édouard : Officier de l'armée française, professeur d'histoire, et homme politique radical-socialiste ; plusieurs fois premier ministre, dernier (et plus important) mandat de 1938 à 1940.

Dalton, Hugh : Dirigeant britannique du parti travailliste.

Dalimier, Albert : Homme politique français radical-socialiste impliqué dans l'affaire Stavisky.

Daszynski, Ignaz : Dirigeant socialiste polonais et ami de Pilsudski.

Daudet, Alphonse : Écrivain et romancier français du XIX$^{\text{ème}}$ siècle.

Daudet, Léon : Romancier, journaliste, et homme politique conservateur ; fils d'Alphonse.

Davies, Joseph : Ambassadeur étasunien en URSS de 1936 à 1938, en Belgique en 1938 et 1939.

Davignon, Jacques : ancien ministre belge des affaires étrangères, envoyé en Allemagne (représentant de la Belgique de 1936 à 1938 ; ambassadeur de 1938 à 1940).

Dawson, Geoffrey : ami d'Halifax, éditeur du *London Times*.

Déat, Marcel : Dirigeant néo-socialiste français et opposant à Léon Blum.

Delbos, Yvon : Ministre français des affaires étrangères en 1937 et 1938.

Denikin, Anton : Dirigeant nationaliste russe qui s'opposa au communisme.

Dietrich, Otto : Dirigeant de presse allemand à Berlin.

Dimitrov, Georgi : Communiste bulgare, chef du comintern à Moscou.

Dirksen, Herbert von : Ambassadeur allemand en Grande-Bretagne en 1938 et 1939.

Dorgerès, Jacques : Dirigeant d'un groupe de pression paysan français.

Dmowski, Roman : Philosophe politique et homme d'État polonais ; a soutenu la collaboration avec la Russie.

Doriot, Jacques : Homme politique français ex-communiste et autoritariste.

Doumenc, Général : Chef de la mission militaire française de 1939 en URSS.

Doumergue, Gaston : Président et premier ministre français.

Draganov, Parvan : Représentant bulgare en Allemagne, en étroite collaboration avec les diplomates de l'URSS.

Drax, Reginald Aylmer Ranfurly Plunkett-Ernie-Erle : chef de la mission militaire britannique de 1939 en URSS.

Dreyfus, Alfred : Officier français du XIX$^{\text{ème}}$ siècle, condamné pour trahison puis amnistié.

Druffel, Ernst von : Consul-général allemand à Bratislava, en Slovaquie.

Duff Cooper, Alfred : Historien et homme politique conservateur anti-allemand britannique.

Duranty, Walter : Correspondant du *New York Times* à Moscou.

Durcansky, Ferdinand : Dirigeant nationaliste slovaque.

Eden, Anthony : Ami de Churchill et secrétaire britannique aux affaires étrangères entre 1935 et 1938.

Edward VIII : Souverain britannique, contraint à l'abdication en 1936.

Eisenlohr, Ernst : Représentant allemand en Tchécoslovaquie.

Elias, Alois : Premier ministre tchèque après mars 1939.

Eugène de Savoie, Prince : héros militaire Habsbourg du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle.

Fabricius, Wilhelm : Représentant allemand en Roumanie.

Farley, James : Maître de poste-général étasunien, et directeur de campagne du parti démocrate.

Faure, Paul : Dirigeant socialiste français.

Fernandez, Ramon : Écrivain communiste français, et chef de file intellectuel.

Flandin, Pierre-Étienne : Ministre français des affaires étrangères durant la crise de Rhénanie de 1936 ; opposé à la politique de guerre britannique de 1939.

Fritsch, Werner von : Commandant de l'armée allemande déchu en 1938.

Forster, Albert : Dirigeant du parti national-socialiste de Dantzig.

Franassovici, Richard : Représentant roumain en Pologne.

François-Poncet, André : Ambassadeur français en Allemagne de 1931 à 1938 ; en Italie de 1938 à 1940.

Frank, Hans : Ministre allemand de la Justice.

Frederick II : Dirigeant Hohenzollern de la Prusse au XVIII$^{\text{ème}}$ siècle.

Freysing, Otto : Homme d'Église et historien Hohenstaufen.

Frick, Wilhelm : Ministre allemand de l'Intérieur.

Fritzche, Hans : principal dirigeant, après Goebbels et Naumann, du ministère allemand de la propagande.

Fudakowski, Kazimierz : Homme politique et banquier polonais ; avocat d'une politique de fermeté contre la Lituanie.

Gärtner, Margarete : Journaliste allemand et expert de Dantzig.

Gafencur Grigorie : Ministre roumain des affaires étrangères, ami de Jozef Beck.

Gallacher, William : Parlementaire britannique communiste de West Fife (Écosse).

Gamelin, Maurice : Commandant en chef de l'armée française.

Gandhi, Mohandas : Nationaliste indien, et dirigeant d'un mouvement pour la liberté.

Garibaldi, Giuseppe : Dirigeant révolutionnaire italien, arracha la Sicile et Naples aux Bourbons.

Gauché, Général : chef du contre-renseignement français de 1933 à 1940.

Gaxotte, Pierre : Journaliste français conservateur (*Je suis partout*).

Geist, Raymond : Diplomate étasunien à Berlin de 1929 à 1939 ; chargé d'affaires de février à mai 1939.

George III : Souverain britannique de 1760 à 1820.

Gerard, James : Ambassadeur étasunien en Allemagne de 1913 à 1917.

Geddes, Sir Auckland : Homme politique conservateur britannique, jadis président du *Board of Trade*.

Géraud, André : Journaliste pro-communiste français (*Pertinax*).

Gide, André : Romancier français pro-communiste.

Giuchowski, Janusz Julian : Vice-ministre polonais de la guerre de 1935 à 1939.

Goebbels, Joseph : Ministre allemand de la Propagande et de l'éducation du peuple.

Gördeler, Carl : Bureaucrate saxon et dirigeant clandestin de l'opposition à Hitler.

Goering, Hermann : Chef de l'armée de l'air allemande, président du Reichstag, ministre-président prussien, ministre de l'économie.

Goga, Octavian : Poète et homme politique roumain antisémite ; premier ministre en 1937.

Goluchowski, Agenor : Conservateur polonais et représentant de la Douma.

Gorecki, Roman : Chef des vétérans polonais de la première guerre mondiale.

Gorer, Geoffrey : Sociologue britannique et expert du tempérament national.

Gorka, Olgierd : Historien révisionniste polonais.

Grabski, Wladislaw : Homme politique polonais national-démocrate.

Grazynski, Michal : Insurgé silésien-polonais ; gouverneur de Haute-Silésie orientale à partir de 1926.

Greiser, Artur : Président du Sénat de Dantzig de 1934 à 1939.

Greenwood, Arthur : Dirigeant du parti travailliste britannique.

Grenfell, Russell : Officier maritime britannique et historien militaire, favorable à la réconciliation avec l'Allemagne.

Grey, Edward : Secrétaire britannique aux affaires étrangères au moment de l'éclatement de la première guerre mondiale.

Grübnau, Walter : Citoyen de Dantzig assassiné à Kalthof au mois de mai 1939.

Grühn, Erna : Prostituée allemande ; épouse de Blomberg, le ministre de la défense.

Grynszpan, Herschel : assassin dégénéré d'Ernst vom Rath.

Grzybowski, Waclaw : Ambassadeur polonais en URSS de 1935 à 1939.

Guariglia, Raffaele : Ambassadeur italien en France de 1938 à 1940.

Gunther, Franklin Mott : Représentant étasunien en Roumanie de 1937 à 1940.

Gustave V : Monarque suédois, amical envers l'Allemagne et la Pologne.

Hacha, Emil : Président tchèque en 1938 et 1939.

Haking, General Richard : précédent haut-commissaire de la Société des Nations à Dantzig.

Halecki, Oskar : Doyen des historiens polono-étasuniens.

Halivy, the Daniel : Historien français ; expert de l'Angleterre et des traditions politiques françaises.

Halifax, Lord Edward : Secrétaire britannique aux affaires étrangères de 1938 à 1941.

Hanfstaengl, Ernst : Expert en art allemand, et conseiller presse d'Hitler jusque 1937.

Hankey, Maurice : membre du conseil de défense britannique et ministre du cabinet jusque 1938 ; critique envers la politique de guerre d'Halifax en 1939.

Hasbach, Hans : Homme politicien allemand conservateur, en Pologne.

Hassell, Ulrich von : Ambassadeur allemand en Italie, rappelé en 1938 ; dirigeant allemand clandestin.

Hearnshaw, F.J.C. : Journaliste britannique et soutien d'Halifax.

Helfand, Leon : Chargé d'affaires soviétique à Rome.

Hencke, Andor : Conseiller de la légation allemande à Prague de 1935 à 1939.

Henderson, Nevile : Ambassadeur britannique en Allemagne de 1937 à 1939 ; ami de Chamberlain.

Henlein, Konrad : Dirigeant du parti allemand des Sudètes en Tchécoslovaquie.

Henriot, Philipe : Homme politique conservateur français.

Henry VIII : Souverain britannique du XVI$^{\text{ème}}$ siècle.

Herbert, Sidney : Homme politique conservateur britannique et opposant à l'apaisement en 1938.

Herder, Johann Gottfried : Romantique et slavophile allemand.

Herriot, Édouard : Homme politique français radical-socialiste, premier ministre, président de la chambre des députés, maire de Lyon.

Hertling, Georg von : Chancelier allemand lors de la première guerre mondiale.

Hesse, Dr. Fritz : Chef de presse allemand à l'ambassade de Londres.

Hindenburg, Paul von : Président allemand de 1925 à 1934.

Hitler, Adolf : Chancelier allemand à partir de 1933.

Hlinka, Andréas : Héros national slovaque et dirigeant indépendantiste.

Hoare, Reginald : Représentant britannique en Roumanie.

Hoare, Samuel (Lord Templewood) : Secrétaire britannique au Trésor en 1935 ; conseiller à Halifax.

Hodza, Milan : Homme politique slovaque pro-tchèque ; premier ministre tchécoslovaque de 1937 à 1938.

Hoisti, Rudolf : Ministre finnois des affaires étrangères.

Hoover, Herbert : Président étasunien de 1929 à 1933 ; critique envers la politique étrangère de Roosevelt.

Horthy, Nicholas : Amiral hongrois ; régent du royaume hongrois après 1920.

Hossbach, Friedrich : Officier de liaison de l'armée allemande.

Hudson, Robert : Expert en commerce britannique et dirigeant au sein du gouvernement.

Hull, Cordell : Sénateur étasunien ; secrétaire d'État de 1933 à 1945.

Hus, John : Professeur à l'université de Prague à partir de 1938, et dirigeant religieux.

Ickes, Harold : Secrétaire étasunien à l'Intérieur.

Imoni Bela : Homme politique réformateur hongrois ; premier ministre en 1937 et 1938.

Inönü, Ismet : Président turc et officier militaire ; successeur de Kemal.

Inikip, Thomas : Ministre de la défense britannique.

Ironside, General Edmund : Inspecteur général de l'armée britannique ; après septembre 1939, commandant de l'armée britannique.

Janson, Martin von : Consul-général allemand à Dantzig.

Jarman, T.L. : Historien étasunien et expert sur l'Allemagne.

Jaurès, Jean : Dirigeant socialiste français assassiné en 1914.

Jaworski, W.L. : Homme d'État polonais pro-Habsbourg.

Jebb, Gladwyn : Secrétaire d'Alexandre Cadogan.

Jedrzejewicz, Waclaw : Ministre du cabinet polonais et historien.

Jefferson, Thomas : brillant philosophe politique, et troisième président étasunien.

Jodl, General Alfred : Officier bavarois et soutien loyal d'Hitler.

Johnson, General Hugh : Administrateur du New Deal ; critique envers la politique étrangère de Roosevelt.

Jones, Thomas : Homme politique libéral britannique et financier ; ami de Lloyd George et de Stanley Baldwin.

Joseph II : Empereur du Saint empire romain au XVIII$^{\text{ème}}$ siècle, et homme d'État progressiste.

Jouvenel, Bertrand de : Écrivain français ; avocat d'une entente franco-allemande.

Jouvenel, Henry de : Sénateur français et ambassadeur en Italie.

Jules, Henri : Ambassadeur français aux États-Unis jusque 1936.

Kaczmarek, Czeslaw : Universitaire polonais et porte-parole des Polonais d'Allemagne.

Kaganovich, Lazar : Membre du Politburo soviétique, et beau-frère de Staline.

Kanya, Kalman : Ministre hongrois des affaires étrangères de 1933 à 1938.

Kasprzycki, Tadeusz : Chef d'État-major de l'armée polonaise ; a fait ses études en France.

Kauffmann, Rudolf : Dirigeant du parti national-socialiste au Sud-Tyrol.

Kava, Colonel : Attaché militaire polonais à Berlin.

Keble, John : Dirigeant religieux et poète d'Oxford.

Keitel, General Wilhelm : Chef d'État-major allemand exécuté à Nuremberg en 1946.

Kemal, Mustafa : Général turc ; dirigeant révolutionnaire ; premier président de la Turquie.

Kennard, William Howard : Diplomate britannique de carrière à partir de 1907 ; ambassadeur en Pologne de 1935 à 1939, et auprès du gouvernement polonais en exil de 1939 à 1941.

Kennedy, Joseph : Ambassadeur étasunien en Grande-Bretagne.

Kerillis, Henri de : tête de file de la croisade journalistique française contre l'Allemagne.

Keyes, Roger : Amiral britannique et député conservateur de Portsmouth, opposé à l'apaisement à 1938.

Kiderien-Waechter, Alfred : Ministre allemand des affaires étrangères de 1910 à 1912.

Kirk, Alexander : Chargé d'affaires étasunien à Berlin en 1939.

Kirov, Sergei : Administrateur de Leningrad, assassiné en 1934.

Kisielewski, Jozef : Journaliste polonais ; expert des minorités polonaises à l'étranger.

Knatchbuli-Hugessen, Hughe : Diplomate britannique ; ambassadeur en Chine, en Turquie et chef de bureau au *Foreign Office*.

Koc, Adam : Banquier et homme d'État polonais ; organisateur du groupe du parti OZON.

Kordt, Erich : Assistant allemand au bureau des affaires étrangères, et assistant personnel de Ribbentrop.

Kordt, Theo : Chargé d'affaires allemand à Londres.

Korfanty, Adalbert : National-démocrate polonais ; a organisé trois insurrections en Haute-Silésie.

Kozdon, S.I. : Maire slovaque de Teschen ; destitué par les Polonais en 1938.

Krofta, Kamil : Ministre tchèque des affaires étrangères, et ami du président Benes.

Kucharzewski, Jan : Historien polonais amical envers l'Allemagne ; auteur de *Du tsarisme blanc au tsarisme rouge*.

Kundt, Theodor : Dirigeant de la minorité allemande en Bohême centrale.

Kunicki, Ryszard Pawel : Dirigeant du bureau polonais des affaires étrangères, critique envers la politique de Beck.

Kwiatkowski, Eugeniusz : Ingénieur de Cracovie ; Secrétaire polonais au Commerce à partir de 1926, Vice-premier ministre à partir de 1935.

Lansbury, George : Chef du parti travailliste britannique de 1931 à 1935.

Lauzanne, Stephane : Journaliste français de premier-plan (*Le Matin*).

Laval, Pierre : Ancien premier ministre français et ministre des affaires étrangères, opposé à la politique de guerre britannique de 1939.

Lazareff, Pierre : Journaliste français (*l'Ordre*).

Lebrun, Albert : Président français de 1932 à 1940.

Léger, Alexis : Secrétaire-général au bureau français des affaires étrangères de 1933 à 1940.

Legrenier, Paul : Journaliste français et porte-parole d'une entente germano-polonaise (en mission spéciale à Berlin en 1939).

Lepecki, Michal : Adjudant de Pilsudski ; expert en matière de relocalisation des Juifs.

Lester, Sean : Haut-commissaire britannique pour la Société des Nations à Dantzig, impopulaire, de 1933 à 1936 ; destitué à la demande de Dantzig.

Levy, Louis : Journaliste socialiste français.

Lebohova, Ekrem Bey : Ministre albanais des affaires étrangères.

Lieberman, Herman : Socialiste juif, emprisonné dans un camp de concentration polonais en 1930.

Lincoln, Abraham : Président étasunien à l'époque de la guerre civile ; avocat de la relocalisation *nègre* (sic, NdT).

Lindbergh, Charles : Héros de l'aviation étasunien et expert militaire.

Lindsay, Ronald : Ambassadeur britannique aux États-Unis.

Lipski, Jozef : Représentant et ambassadeur polonais en Allemagne de 1933 à 1939.

Litvinov, Maxim : Commissaire soviétique aux affaires étrangères entre 1928 à 1939.

Lloyd George, David : Premier ministre britannique de 1916 à 1922.

Lochner, Louis P. : Journaliste étasunien à Berlin.

Lokolnicki, Jan : Représentant polonais en Turquie.

Londonderry, Lord Charles : Ministre de l'air britannique et avocat de la réconciliation avec l'Allemagne.

Loraine, Sir Percy : Ambassadeur britannique en Italie en 1939 et 1940.

Lord, Robert Howard : Historien de Harvard et spécialiste étasunien de la Pologne et de la Russie lors de la conférence de paix de Versailles.

Lothian, Philip Kerr, Lord : Expert britannique en politique étrangère, ambassadeur aux États-Unis de 1939 à 1941.

Louis XIV : le plus grand des souverains Bourbon de France ; mort en 1715.

Lubienski, Michal Tomasz : Dirigeant du bureau polonais des affaires étrangères de 1920 à 1939 ; chef de cabinet de Beck.

Lueck, Kurt : Historien culturel allemand et expert de la Pologne.

Lukasiewicz, Juliusz : Ambassadeur polonais en France de 1936 à 1939, ami personnel de Beck.

Lyautey, Hubert : Maréchal français ; membre de l'académie française.

Mac Donald, Ramsay : Premier ministre britannique en 1923 et 1924 ainsi que de 1929 à 1935.

Mac Donnell, M.S. : ancien Haut-commissaire britannique pour la Société des Nations à Dantzig.

Macmillan, Harold : Éditeur britannique et homme politique conservateur anti-apaisement.

Mandel, Georges (Jereboam Rothchild) : Ministre des colonies dans le gouvernement Daladier de 1938 à 1940.

Mackensen, August von : Héros allemand de la première guerre mondiale dans les opérations en Pologne et dans les Balkans.

Mackensen, Hans Georg : Secrétaire d'État allemand et ambassadeur en Italie.

Mackiewicz, Stanislaw : Journaliste polonais et critique de la politique de Beck.

Magistrati, Massimo : Chargé d'affaires italien à Berlin.

Maisky, Ivan : Ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne.

Makins, Roger : Expert juridique au bureau britannique des affaires étrangères.

Maria Theresa : Reine de Hongrie du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle, épouse de l'empereur du Saint empire romain Francis I, mère de Joseph II et de Léopold II, fille de Charles VI.

Marx, Karl : Philosophe politique et père du communisme moderne.

Masaryk, Jan : Ambassadeur tchèque en Grande-Bretagne ; fils du président Masaryk.

Masaryk, Thomas : Dirigeant révolutionnaire tchèque ; premier président de Tchécoslovaquie.

Mastny, Vojtech : Représentant tchèque en Allemagne de 1937 à 1939.

Matteotti, Giacomo : Dirigeant socialiste italien et opposant à Mussolini.

Matuszewski, Ignacy : Financier et journaliste polonais ; ami de Pilsudski.

Maurras, Charles : Journaliste royaliste et homme politique français.

Mazzarini, Giulio : Homme d'État italien ; premier ministre de la France de 1642 à 1661.

Meissner, Otto : Secrétaire d'État allemand ; assistant d'Ebert, Hinderburg, et d'Hitler.

Merekalov, Alexander : Ambassadeur soviétique en Allemagne.

Mickiewicz, Adam : Poète romantique polonais et révolutionnaire.

Mikoyan, Anastas : Dirigeant soviétique et expert économiste.

Moltke, Hans Adolf von : Représentant allemand et ambassadeur en Pologne de 1931 à 1939.

Moltke, Helmuth von : Chef d'État-major général prussien, et expert de la Pologne.

Molotov, Vyacheslav : Commissaire soviétique aux affaires étrangères de 1939 à 1949.

Monnet, Georges : Dirigeant socialiste français.

Monzie, Anatole de : Homme politique radical-socialiste ; ministre des transports dans le gouvernement Daladier.

Moraczewski, Jedrzej : Révolutionnaire polonais et premier ministre socialiste de la Pologne.

Morawski, Zygmunt : Soldat et chauffeur polonais ; auteur du meurtre de Kalthof en mai 1939.

Morgenthau Henry Jr. : Secrétaire au Trésor dans le cabinet de Roosevelt.

Morrison, Herbert : Dirigeant du parti travailliste britannique.

Moscicki, Ignaz : Scientifique polonais et président de la Pologne.

Muensterbers, Wili : Agent communiste qui organisa la propagande anti-national-socialiste à Paris.

Mussolini, Benito : Premier ministre italien de 1922 à 1945.

Nadolny, Rudolf : Ancien ambassadeur allemand en URSS.

Naggiar, Paul-Emile : Ambassadeur français en URSS de 1938 à 1940.

Namier, L. Bemstein : Historien de la diplomatie britannique : notoirement anti-allemand.

Napoléon 1$^{\text{er}}$ : Empereur des Français ; mort en captivité britannique.

Napoléon III : Empereur des Français ; capturé par la Prusse à Sedan en 1870.

Narutowicz, Gabriel : ami de Pilsudski et président de la Pologne ; assassiné en 1922.

Neurath, Konstantin von : Ministre allemand des affaires étrangères de 1932 à 1938 ; ultérieurement protecteur de Bohême-Moravie.

Newton, Sir Basil : Représentant britannique en Tchécoslovaquie jusqu'au mois de mars 1939.

Nicolson, Harold : Historien de la diplomatie britannique et homme politique conservateur ; opposé à l'apaisement en 1938.

Nietzsche, Friedrich : Philosophe allemand du XIX$^{\text{ème}}$ siècle, admiré par Hitler et Mussolini.

Nikita (Nicholas I) : Souverain du Monténégro de 1860 à 1918.

Noël, Léon : Ambassadeur français en Pologne de 1936 à 1939.

Norman, Montagu : Gouverneur de la banque d'Angleterre de 1920 à 1944 ; ami de Hjalmar Schacht.

Nye, Gerald : Sénateur étasunien dirigeant la défense de la loi de neutralité étasunienne contre les attaques du New Deal de 1939 à 1941.

Ogilvie-Forbes, George : Chargé d'affaires britannique à Berlin, et principal assistant de Sir Nevile Henderson ; opposé à la guerre en 1939.

Orsenigo, Cesare : Nonce papal à Berlin.

Oster, Colonel Hans : Officier de contre-renseignement allemand, et opposant clandestin à Hitler.

Osusky, Stephan : Ambassadeur tchécoslovaque en France.

Ott, Eugen : Ambassadeur allemand au Japon.

Ottokar II (Premyslid) : Souverain de la Bohême au XIII$^{\text{ème}}$ siècle.

Paderewski, Ignaz : Musicien polonais et premier ministre national-démocrate.

Palacky, Francis : Nationaliste et historien tchèque du XIX$^{\text{ème}}$ siècle.

Palmerston, Lord Henry : Secrétaire britannique aux affaires étrangères au XIX$^{\text{ème}}$ siècle.

Papée, Kazimierz : Haut commissaire polonais à Dantzig ; à partir de 1936, ambassadeur polonais auprès du Vatican.

Papen, Franz von : Chancerlier allemand en 1932 ; puis ambassadeur en Autriche et en Turquie.

Paul-Boncour, Joseph : Homme politique français radical-socialiste, plusieurs fois ministre des affaires étrangères.

Paul Karageorgevic : Régent de Yougoslavie de 1934 à 1941.

Perkowski, Tadeusz : dirigeant de chemin de fer, et assistant de Chodacki à Dantzig.

Perth, James Eric Drummond, Lord : Secrétaire-général de la Société des Nations de 1919 à 1933 ; ambassadeur britannique en Italie de 1933 à 1939.

Pétain, Henri : Héros français de la première guerre mondiale, et stratège en défense ; chef d'État de 1940 à 1944.

Petlura, Semyon : Dirigeant socialiste ukrainien ; a collaboré avec Pilsudski après la première guerre mondiale.

Petrescu-Comnen, Nicolae : Ministre roumain des affaires étrangères de 1937 à 1939 ; opposant à Jozef Beck.

Pfeffer, Karl Heinz : Journaliste allemand ; expert de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Phipps, Eric : Ambassadeur britannique en France de 1934 à 1940 ; ancien ambassadeur en Allemagne ; beau-frère de Vansittart.

Piasecki, Julian : Ingénieur polonais ; sous-secrétaire aux transports de 1933 à 1939.

Piatkowski, Edmund : Soldat polonais tué à la frontière allemande au mois d'août 1939.

Pichon, Stephen : Ministre français de l'intérieur lors de la première guerre mondiale.

Pierce, Franklin : Homme politique du New Hampshire ; président étasunien après Fillmore.

Pilsudika, Alexandra : veuve de Pilsudski ; née Suwalkin en 1882, a étudié à l'université de Lviv.

Pilsudski, Jozef : Dirigeant révolutionnaire polonais et héros de la première guerre mondiale ; dictateur de Pologne entre 1926 et 1935.

Pitt, William (Lord Chatham) : Premier ministre britannique du XVIII$^{\text{ème}}$ ; a dirigé la politique britannique durant la phase décisive de la guerre de sept ans.

Pitt, William : Premier ministre britannique de 1783 à 1801 ainsi qu'en 1806 ; a mené la Grande-Bretagne en guerre contre la France à partir de 1792.

Pie XII : Pontife catholique romaine ; tête de file de la campagne de paix européenne de mars à septembre 1939 ; n'est pas parvenu à persuader Beck de négocier avec l'Allemagne au mois d'août 1939.

Poincaré, Raymond : Avocat et homme d'État français ; premier ministre et président ; mort en 1934.

Poniatowski, Jan : aristocrate, Ministre polonais de l'agriculture ; opposé aux grandes réformes agraires.

Potemkin, Vladimir : Commissaire assistant soviétique aux affaires étrangères.

Potocki, Artur : Dirigeant conservateur polonais de l'Est de la Pologne.

Potocki, Jerzy : Ambassadeur polonais auprès des États-Unis de 1936 à 1939.

Potworowski, Gustaw : Représentant polonais en Suède.

Pressard, Georges : Procureur général français ; beau-frère de Chautemps.

Price, Ward : Journaliste britannique et expert des systèmes autoritaires.

Raczynski, Esward : Ambassadeur polonais en Grande-Bretagne de 1934 à 1939 ; haut aristocrate ; a étudié à Oxford.

Radziwill, Aibrecht : Dirigeant conservateur polonais à l'Ouest de la Pologne.

Radziwil, Stanislaw : titulaire de la plus haute décoration pour héroïsme dans la guerre de 1920-1921 contre la Russie ; fils d'Aibrecht.

Raeder, Erich : Commandant en chef de la marine allemande.

Rath, Ernst vom : Diplomate allemand de carrière ; assassiné à Paris en 1938.

Renaud, Jean : Homme politique autoritaire français ; dirigeant de *Solidarité française*.

Rauschning, Hermann : Président du Sénat national-socialiste de Dantzig en 1933 et 1934 ; ultérieurement, journaliste anti-allemand.

Reshetar, John : principal historien expert étasunien sur l'Ukraine.

Reynaud, Paul : Homme politique conservateur français et expert financier.

Rhodes, Cecil : Impérialiste britannique et avocat d'une collaboration anglo-étasuno-allemand.

Ribbentrop, Joachim von : Ministre allemand des affaires étrangères de 1938 à 1945.

Richert, Arvid : Représentant suédois en Allemagne.

Ritter, Gerhard : Historien allemand ; expert en affaires militaires.

Rocque, François de la : tête de file des vétérans de la première guerre mondiale.

Roosevelt, Franklin : Homme politique de New York ; président étasunien de 1933 à 1945.

Ropp, William S. von : Agent de renseignement britannique ; expert sur l'Allemagne.

Rosenberg, Alfred : Journaliste allemand et chef de bureau des affaires étrangères pour le parti national-socialiste.

Rosenfeld, Oriste : Journaliste socialiste français.

Roiling, Helmer : Haut commissaire danois pour la Société des Nations à Dantzig.

Rothermere, Harold Harmsworth : Ministre de cabinet lors de la première guerre mondiale ; patron de presse britannique de premier plan.

Rothschild, Maurice de : Financier français.

Runciman, Lord Walter : Expert britannique en commerce, et médiateur diplomatique.

Saint-Quentin, Rend : dirigeant français du bureau des affaires étrangères ; ambassadeur aux États-Unis de 1938 à 1949.

Salazar, Antonio de Oliviera : Dictateur portugais ; allié de la Grande-Bretagne.

Salisbury, Lord Robert ; Premier ministre britannique en 1885, de 1886 à 1895 et de 1895 à 1902 ; avocat de l'« *isolation splendide.* »

Sandys, Duncan : Homme politique conservateur ; gendre de Churchill ; opposé à l'apaisement en 1938.

Sapieha, Eustachy : Dirigeant conservateur polonais de l'Est de la Pologne.

Sargent, Porter : Scientifique étasunien, journaliste et philosophe en éducation ; opposant à la politique étrangère de Roosevelt.

Sarraut, Albert : Premier ministre français au cours de la crise de Rhénanie de 1936.

Sawicki, Kazimierz ; Socialiste polonais de 1905 à 1920 ; vétéran de la légion ; chef d'État-major polonais en 1938 et 1939.

Sayre, F.B. : Assistant au secrétaire d'État étasunien en charge des négociations commerciales anglo-étasuniennes en 1938.

Schacht, Hjalmar : Financier allemand de génie ; opposant clandestin à Hitler à partir de septembre 1939.

Schiller, Friedrich : Poète allemand classique.

Schleicher, Kurt von : Chancelier allemand en 1932 et 1933.

Schmidt, Dr. Guido : Ministre autrichien des affaires étrangères de 1936 à 1938.

Schmidt, Dr. Paul : Célèbre interprète allemand ; membre des services diplomatiques allemands de 1923 à 1945.

Schmundt, Rudolf : Adjudant militaire d'Hitler ; assassiné par Stauffenberg en 1944.

Schneider, Wilhelm : Homme politique allemand en Pologne ; dirigeant de la faction dissidente du parti des jeunes allemands.

Schulenburg, Friedrich von : Ambassadeur allemand en URSS de 1934 à 1941.

Schuschnigg, Kurt von : Dictateur autrichien de 1934 à 1938.

Schwerin-Krosigk, Ludwig : Ministre des finances allemand de 1932 à 1945, a étudié à Oxford.

Scotland, A.P. : Chef du contre-renseignement britannique.

Seeds, William : Ambassadeur britannique en URSS durant les négociations anglo-soviétiques futiles de 1939.

Seyss-Inquart, Arthur : Dirigeant autrichien national-socialiste ; opposant à Schuschnigg.

Shepherd, Edward Henry : Consul-général britannique à Dantzig en 1938 et 1939.

Sidor, Karol : Homme politique et dirigeant nationaliste slovaque.

Sienkiewicz, Henryk : Auteur polonais romantique ; avocat d'une mission polonaise à l'Est ; mort en 1916.

Simon, Arlette : Maîtresse de Stavisky ; a compromis plusieurs dirigeants politiques français.

Simon, John : Secrétaire britannique aux affaires étrangères de 1931 à 1935 ; conseiller d'Halifax de 1935 à 1941.

Sinclair, Archibald : Dirigeant du parti libéral britannique.

Skoropadski, Pavel : Dirigeant conservateur ukrainien qui collabora avec l'Allemagne durant la dernière phase de la première guerre mondiale.

Skrzynski, Alexander : Ministre polonais des affaires étrangères au cours des années 1920, et ami de Pilsudski.

Skuiski, Leopold : Premier ministre polonais au moment de l'éclatement de la guerre de 1920 avec la Russie.

Skwarczynski, Stanislaw : officier et stratège de haut-rang polonais.

Slawek, Walery : Homme d'État polonais et ami personnel proche de Pilsudski ; principal auteur de la constitution polonaise de 1935.

Slawoj-Skladkowski, Felician : Premier ministre polonais au moment de l'éclatement de la guerre en 1939 ; également ministre de l'intérieur.

Smigly-Rydz, Edward : Commandant de l'armée polonaise ; successeur de Pilsudski comme maréchal de Pologne.

Smith, Truman : Attaché militaire étasunien à Berlin ; ami de Charles Lindbergh.

Smogorzewski, Kazimierz : Journaliste polonais et expert de l'Allemagne.

Sobieski, Jan : Souverain polonais du XVII$^{\text{ème}}$ siècle, et héros militaire.

Sombart, Werner : Économiste et expert allemand sur l'évolution et la structure du capitalisme.

Sosnkowski, Kazimierz ; Inspecteur-général de l'armée polonaise ; jadis commandant de l'armée polonaise et ami de Pilsudski.

Spears, General Edward : Soldat britannique et politicien conservateur ; opposé à l'apaisement en 1938.

Staline, Joseph : Vozhd (dirigeant suprême) soviétique de 1928 à 1953.

Stanhope, James : Homme d'État conservateur britannique du XVIII$^{\text{ème}}$ siècle, qui promut une ligue d'États de premier plan.

Stavisky, Alexandre : Immigrant criminel dont les détournements financiers produisirent la crise gouvernementale de 1934 en France.

Steinhardt, Lawrence : Ambassadeur étasunien en URSS au moment de l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

Stephen Bathory : Souverain polonais du XVI$^{\text{ème}}$ siècle.

Stojadinovic, Milan : Homme fort yougoslave de 1934 à 1939.

Stolypin, Piotr : Ministre-président russe assassiné en 1911.

Strang, William : Chef du bureau central du bureau des affaires étrangères britanniques à partir de 1936.

Stresemann, Gustav : Chancelier allemand et ministre des affaires étrangères sur la période de Weimar ; avocat d'une collaboration germano-soviétique aux dépens de la Pologne.

Stronski, Slanislaw : Universitaire et journaliste national-démocrate polonais.

Strzetelski, Slanislaw : Dirigeant polonais du parti conservateur.

Sludnicki, Wladislaw : Universitaire et journaliste nationaliste polonais ; avocat d'une collaboration avec l'Allemagne.

Swantopolk ; Chef slave médiéval en Poméranie orientale.

Syrovy, Jan : Héros de la première guerre mondiale, et premier ministre tchèque en 1938 et 1939.

Szenibek, Isabelle : Épouse du sous-secrétaire polonais des affaires étrangères.

Szembek, Jan : Sous-secrétaire polonais aux affaires étrangères de 1932 à 1939 ; anciennement membre du service diplomatique austro-hongrois.

Sztojay, Doeme : Représentant hongrois en Allemagne.

Tabouis, Geneviève : Journaliste française pro-communiste.

Tardieu, André : Homme politique et journaliste français conservateur ; Tardieu et Cailaux devinrent les hommes d'État les plus expérimentés après la mort de Poincaré en 1934.

Teleki, Paul : Premier ministre hongrois de 1938 à 1941.

Tenestur General : Chef d'État-major de l'armée roumaine.

Thompson, Dorothy : le plus actif des journalistes étasuniens anti-allemands.

Thomsen, Hans : Chargé d'affaires allemand à Washington DC.

Thorez, Maurice : Dirigeant du parti communiste français.

Tilea, Virgil : Représentant et ambassadeur roumain en Grande-Bretagne en 1939 et 1940.

Tippelskirch, Werner von : Chargé d'affaires allemand à Moscou.

Tiso, Josef : Dirigeant nationaliste slovaque ; premier ministre à partir du mois de mars 1939 ; pendu par les Tchèques en 1947.

Todi, Fritz : Ingénieur allemand et expert en travaux publics.

Tomaszewski, Kazimierz : Officier de l'armée polonaise et partisan d'une politique forte contre l'Allemagne.

Toscano, Mario : Historien italien de la diplomatie.

Tower, Reginald : Précédent haut-commissaire britannique pour la Société des Nations à Dantzig.

Toynbee, Arnold : Historien britannique et expert en affaires étrangères.

Trott zu Solz, Adam von : Universitaire allemand de Rhodes et agent diplomatique officieux.

Trotzky, Leon : Dirigeant bolchevique en exil ; assassiné par un agent bolchevique en 1940.

Truman, Harry : Homme politique du Missouri ; a pris la suite de Roosevelt au poste de président étasunien en 1945.

Tuka, Adalbert : Héros national slovaque et dirigeant indépendantiste.

Tukhachevsky, Mikhail : Chef d'État-major russe, exécuté en 1937.

Umaniky, Konstantin : Ambassadeur soviétique aux États-Unis.

Umiaslowski, Roman : Historien polonais et expert de la Russie.

Urbsys, Juozas : Ministre lituanien des affaires étrangères.

Van Buren, Martin : Homme politique de New York ; a pris la suite d'Andrew Jackson au poste de président étasunien.

Vansittart, Robert Gilbert : Sous-secrétaire britannique permanent aux affaires étrangères jusqu'au 1er janvier 1938 ; après cela, conseiller diplomatique auprès du gouvernement de sa Majesté.

Veesenmeyer, Edmund : médiateur diplomatique du bureau spécial aux affaires étrangères de Ribbentrop.

Victor Emmanuel III : Souverain italien de 1900 à 1946.

Viviani, Rend : Premier ministre français au moment de l'éclatement de la première guerre mondiale.

Voroshilov, Kliment : Membre soviétique du Politburo et ministre de la défense.

Vuillemin : Commandant de l'armée de l'air française.

Walpole, Robert : Homme politique et homme d'État britannique du XVIIIème siècle ; a organisé le système de partis politiques anglais.

Warr, Earl de la : Lord garde du sceau privé au sein du gouvernement Chamberlain.

Washington, George : Héros révolutionnaire étasunien ; premier président des États-Unis.

Weisskopf, Georges : Journaliste français (*l'Ordre*).

Weizäcker, Ernst von : Secrétaire d'État au bureau allemand des affaires étrangères de 1938 à 1945.

Welczeck, Johannes von : Aristocrate de Silésie ; ambassadeur allemand en France.

Wellington : Commandant britannique à Waterloo ; plus tard, premier ministre.

Weygand, Maxime : conseiller aux affaires étrangères en chef de Pilsudski durant la défense de Varsovie contre les bolcheviques, en 1920.

Welles, Sumner : Sous-secrétaire d'État étasunien.

White, W. L. : Journaliste étasunien à Berlin.

Wiegand, Karl von : Journaliste étasunien vétéran en Europe.

Wiesner, Rudolf : Homme politique allemand en Pologne : dirigeant du parti des jeunes allemands.

Guillaume II : Souverain Hohenzollern de l'Allemagne entre 1888 et 1918.

Guillaume III : souverain d'Angleterre suivant la « *révolution glorieuse* » de 1688.

Wilson, Horace : Expert économique britannique et conseiller personnel de Chamberlain.

Wilson, Hugh : dernier ambassadeur étasunien en Allemagne unifiée ; rappelé en 1938.

Wilson, Woodrow : Président des États-Unis et père de la Société des Nations.

Witos, Wincenty : Dirigeant agraire polonais et opposant de Pilsudski.

Wörmann, Ernst : Chargé d'affaires allemand à Varsovie.

Wohlthat, Dr. Helmuth : Commissaire du plan quadriennal allemand ; ami de Hjalmar Schacht.

Wolmer, Lord William : Dirigeant britannique de la chambre des Lors ; contre l'apaisement en 1938.

Wood, Kingsely : Ministre de l'air britannique.

Wszelaki, Jan : Expert économique et journaliste polonais ; conseiller du colonel Koc en Angleterre en 1939.

Wysocki, Alfred : Représentant polonais à Berlin jusque 1933, et dirigeant du bureau des affaires étrangères.

Wühlisch, Johann : Chargé d'affaires allemand à Varsovie.

Zaleski, August : Ministre polonais des affaires étrangères de 1926 à 1932.

Zaleski, Mieczlaw : Dirigeant polonais ; avocat d'une politique de fermeté contre l'Allemagne.

Zay, Jean : Ministre de l'éducation du gouvernement Daladier.

Zeligowiki, Lucjan : Soldat polonais qui défia la Société des Nations et s'empara de Vilnius pour la Pologne.

Zag : Souverain albanais de 1928 à 1939.

Zola, Émile : Romancier français du XIX$^{\text{ème}}$ siècle et agitateur libéral.

Zyborski, Waclaw : Responsable du ministère polonais de l'intérieur pour les problèmes de la minorité allemande.

# Annexe : Télégramme de Roosevelt à Hitler en date du 14 avril 1939

Ce document a été ajouté par l'équipe de traduction, il ne figure pas dans l'édition originale. Nous avons pris pour source [1] : https://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/WorldWar2/fdr3.htm

## Du président Roosevelt au chancelier d'Allemagne (Hitler) [40], [Télégramme], 14 avril 1939

LA MAISON-BLANCHE, le 14 avril 1939.

Vous comprenez, j'en suis certain, que dans le monde entier, des centaines de millions d'êtres humains vivent aujourd'hui dans la crainte constante d'une nouvelle guerre ou même d'une suite de guerres.

L'existence de cette crainte — et la possibilité d'un tel conflit — est une préoccupation importante du peuple des États-Unis au

1. Source : U.S., Department of State, Publication 1983, Peace and War : United States Foreign Policy, 1931-1941 (Washington, D.C. : U.S., Government Printing Office, 1943, pp. 455-58

nom duquel je m'exprime, et elle doit également l'être aux yeux des peuples et des autres nations de l'ensemble de l'hémisphère occidental. Chacun d'eux sait que toute guerre majeure, même confinée à d'autres continents, leur pèsera lourdement dans sa poursuite, ainsi que pour les générations à venir.

En raison du fait qu'après les tensions importantes que le monde connaît depuis quelques semaines, il semblerait y avoir au moins un moment de relâchement temporaire — du fait qu'aucune armée n'est à ce moment en marche — il peut s'agir d'un moment opportun pour que je vous adresse ce message.

Une fois auparavant, je me suis adressé à vous pour le compte du règlement de problèmes politiques, économiques et sociaux, par l'usage de méthodes pacifiques et sans recours aux armes.

Mais la marée des événements semble en être revenue à la menace des armes. Si de telles menaces se poursuivent, il paraît inévitable qu'une grande partie du monde devra s'impliquer dans la ruine partagée. Le monde entier, nations de vainqueurs, nations de vaincus, et nations neutres, souffrira. Je refuse de croire que le monde est forcément prisonnier d'une telle destinée. Au contraire, il est clair que les dirigeants des grandes nations ont le pouvoir de libérer leurs peuples du désastre imminent.

Il est également clair que dans leurs propres esprits, et dans leurs propres cœurs, les peuples eux-mêmes désirent qu'un terme soit mis à leurs craintes.

Mais il est malheureusement nécessaire de prendre connaissance des faits récents.

Trois nations en Europe, et une en Afrique, ont vu leur existence indépendante prendre fin. Un vaste territoire, au sein d'une autre nation indépendante d'extrême Orient s'est trouvée occupée par un État voisin. Des rapports, dont nous savons qu'ils ne sont pas exacts, insistent sur le fait que de nouvelles actions d'agression sont considérées contre d'autres nations encore indépendantes. Visiblement, le monde se dirige vers le moment où cette situation

trouvera une issue dans une catastrophe, à moins qu'une manière plus rationnelle de guider les événements soit trouvée.

Vous avez affirmé de manière répétée que vous-même et le peuple allemand n'avez aucun désir de guerre. Si tel est le cas, aucune guerre n'est nécessaire.

Rien ne peut persuader les peuples de la terre qu'une puissance gouvernante a le moindre droit ou la moindre nécessité d'infliger les conséquences de la guerre à son propre peuple, ou à un autre peuple, hormis dans le cas évident de l'auto-défense.

En affirmant ceci, nous, Américains, ne parlons pas par égoïsme, par crainte ou par faiblesse. Si nous parlons à présent, c'est avec la voix forte, et dans un esprit d'amitié pour l'humanité. Il reste clair à mes yeux que les problèmes internationaux peuvent se régler à la table des négociations.

Une partie ne pourrait donc répondre, alors qu'on lui propose des discussions pacifiques, qu'à moins qu'elle ne reçoive des assurances par avance que le verdict lui sera acquis, elle ne déposera pas les armes. Dans les salons de conférence, comme dans les tribunaux, il faut que les deux parties entrent en discussion en toute bonne foi, en présumant que la justice sera prodiguée à chacune d'elles ; et il est de coutume, et nécessaire, qu'elles laissent leurs armes hors de la pièce où elles discutent.

Je suis convaincu que la cause de la paix mondiale ferait un grand pas en avant si les nations du monde pouvaient obtenir une affirmation franche quant à la politique présente et future des gouvernements.

Du fait que les États-Unis, en tant que nation de l'hémisphère occidental, n'est pas impliquée dans les controverses immédiates qui se sont soulevées en Europe, j'espère que vous pouvez désirer me répondre par une affirmation politique, en tant que chef d'une nation très éloignée d'Europe, afin que moi, n'agissant qu'avec la responsabilité et l'obligation d'un intermédiaire amical, je puisse communiquer cette affirmation à d'autres nations, qui sont à pré-

sent inquiètes quant à la trajectoire que la politique de votre gouvernement pourrait suivre.

Acceptez-vous de m'assurer que vos armées ne vont pas attaquer ou envahir les territoires ou possessions des nations indépendantes qui suivent : Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie, Suède, Norvège, Danemark, Hollande, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande, France, Portugal, Espagne, Suisse, Liechtenstein, Luxembourg, Pologne, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Russie, Bulgarie, Grèce, Turquie, Irak, les Arabies, Syrie, Palestine, Égypte et Iran ?

Une telle assurance ne doit pas s'appliquer uniquement au jour présent, mais également à un avenir suffisamment long pour donner toute opportunité de travailler par des méthodes pacifiques à une paix plus permanente. Je suggère donc que vous interprétiez le mot « *avenir* » pour signifier une période minimale de non-agression assurée — dix années au moins — un quart de siècle, si nous osons considérer un avenir aussi lointain.

Si votre gouvernement fournit une telle assurance, je la transmettrai immédiatement aux gouvernements des nations que j'ai citées, et je m'enquerrai en même temps de savoir si, comme j'en ai la quasi-certitude, chacune des nations énumérées ci-avant m'accordera à son tour une assurance semblable pour que je vous la transmette.

Des assurances réciproques telles que celle que je viens de proposer amèneront au monde un sentiment de soulagement immédiat.

Je propose que si cette assurance est donnée, deux problèmes essentiels soient rapidement discutés pacifiquement, et à ces discussions le gouvernement des États-Unis sera heureux de prendre part.

Les discussions que j'ai à l'esprit se rapportent à la manière la plus efficace et la plus immédiate qui laissera les peuples du monde jouir du soulagement progressif, par le retrait de la charge écrasante de l'armement qui chaque jour les rapproche un peu plus d'un désastre économique. De manière simultanée, le gouvernement des États-Unis serait prêt à prendre part dans des discussions s'intéres-

sant à la manière la plus pratique d'ouvrir les avenues du commerce international, afin que chaque nation de la terre soit autorisée à acheter selon des conditions similaires sur les marchés mondiaux, et disposer des assurances quant à obtenir les éléments et les produits nécessaires à une vie économique pacifique.

Dans le même temps, les gouvernements autres que celui des États-Unis qui y sont intéressés directement pourraient réaliser les discussions politiques qu'ils pourront considérer nécessaires ou désirables.

Nous comprenons les problèmes complexes du monde, qui affectent l'ensemble de l'humanité, mais nous savons que l'étude et la discussion de ces problèmes doivent être menées dans une atmosphère de paix. Une telle atmosphère de paix ne peut pas exister si les négociations sont éclipsées par la menace de la force, ou par la crainte de la guerre.

Je pense que vous comprendrez bien l'esprit de franchise dans lequel je vous envoie ce message. Les dirigeants des grands gouvernements sont à cette heure littéralement responsables du destin de l'humanité pour les années à venir. Ils ne peuvent pas ne pas entendre les prières de leurs peuples pour la protection du chaos prévisible de la guerre. L'histoire les tiendra responsables des vies et du bonheur de tous — jusqu'au plus petit d'entre eux.

J'espère que votre réponse permettra à l'humanité de se débarrasser de la crainte, et de retrouver la sécurité pour de nombreuses années à venir.

Un message semblable est en cours d'envoi au chef du gouvernement italien.

FRANKLIN D. ROOSEVELT [40] Le Secrétariat d'État, dans le même temps, selon la demande du président, adressa un télégramme identique à Benito Mussolini, premier ministre italien.

# Annexe : Discours prononcé par Hitler devant le Reichstag le 28 avril 1939

## Adolf Hitler — discours prononcé face au Reichstag

Une réponse au président étasunien F.D. Roosevelt [2]

À Berlin, le 28 avril 1939.

Députés, hommes du Reichstag !

Le président des États-Unis m'a fait parvenir un télégramme dont le contenu étrange vous est d'ores et déjà familier. Avant que je ne l'aie moi-même reçu, comme destinataire, le reste du monde le connaissait déjà par voie de radio et par les journaux, et de nombreux commentaires dans les organes de presse du monde démocratique nous avaient déjà abondamment éclairés sur le très haut niveau d'habilité tactique de ce document, conçu pour imposer aux États, dirigés par les peuples, la responsabilité des mesures de guerre adoptées par les pays ploutocratiques.

2. Nous portons notre traduction de ce document depuis la version trouvée en ligne à l'adresse : http://www.der-fuehrer.org/reden/english/39-04-28.htm. Ce document est donc traduit depuis l'anglais, et non depuis sa version originale en allemand, NdT

À la lumière de ces faits, j'ai décidé de convoquer le Reichstag allemand afin que vous, messieurs, puissiez disposer d'une opportunité d'entendre les premiers ma réponse, et de vous laisser la confirmer, ou la rejeter. Mais en addition, j'ai considéré qu'il fallait s'en tenir à la manière de procéder initiée par le président Roosevelt et, pour ma part, informer le reste du monde de ma réponse selon ce cadre.

Mais j'aimerais également profiter de cette opportunité pour exprimer les sentiments que m'ont inspirés les événements historiques très importants de ce mois de mars. Je ne peux donner libre cours à mes sentiments les plus intimes que sous la forme d'humbles remerciements à la Providence, qui m'a ainsi sollicité et m'a permis, moi qui fus jadis un soldat anonyme de la grande guerre, de devenir le dirigeant suprême de mon peuple, qui m'est si cher.

La Providence m'a montré comment libérer notre peuple des profondeurs de son malheur sans verser le sang, et comment le diriger de nouveau vers le haut. La Providence m'a accordé de consacrer l'œuvre de ma vie à sortir mon peuple allemand des profondeurs de la défaite, et de le libérer des liens du *dictat* le plus outrageant de tous les temps. Tel devrait être mon seul objectif.

Depuis le premier jour où je me suis impliqué en politique, je n'ai été mû que par l'idée de regagner la liberté de la nation allemande, de rétablir la puissance et la force du Reich, de dépasser les désordres internes de la nation, de remédier à son isolement du reste du monde, et de sauvegarder les conditions de son existence indépendante en matières économique et politique.

Je n'ai œuvré qu'à rétablir ce que d'autres ont jadis rompu par la force. Je n'ai désiré que rendre bon ce qu'une malveillance satanique, ou la déraison humaine, détruisit ou démolit. Je n'ai donc mené aucune action de nature à violer les droits des autres, mais je n'ai fait que rétablir cette justice qui fut violée il y a vingt ans de cela.

Le grand Reich allemand actuel n'intègre aucun territoire qui ne fut pas jadis partie intégrante de ce Reich, lié à lui ou sujet à sa

souveraineté. Bien avant qu'un continent américain fut découvert — pour ne pas dire colonisé — par des blancs, ce Reich exista, et non cantonné à ses frontières actuelles, mais agrandi par de nombreuses régions et provinces que depuis il a perdues.

Il y a vingt-et-un ans, lorsque le carnage de la guerre prit fin, des millions d'esprits furent emplis de l'espoir ardent qu'une paix de raison et de justice pourrait récompenser et bénir les nations qui avaient connu le terrible fléau de la grande guerre. Je dis « *récompenser* », car tous ces hommes et toutes ces femmes — quelles que fussent les conclusions qu'en tirèrent les historiens — ne portèrent aucune responsabilité pour ces événements terribles. Dans certains pays, il peut rester des hommes politiques que l'on peut ou put même à l'époque considérer comme responsables de ceci, le massacre le plus atroce de tous les temps, mais l'immense nombre des soldats combattants de chaque pays et nation ne furent en rien coupables, et bien plus dignes de pitié que d'autre chose.

Pour ma part, comme vous le savez, je ne m'étais jamais intéressé à la politique avant la guerre, et ne fis, comme des millions d'autres, que répondre aux devoirs auxquels je fus appelé, en tant que citoyen et soldat décent. Ce fut donc avec la conscience la plus nette que je pus me lever pour la liberté et l'avenir de mon peuple, durant et après la guerre. Et je peux donc m'exprimer au nom de millions et de millions d'autres, tout aussi irréprochables, lorsque que je déclare que ceux-là, qui n'ont fait que combattre pour leur nation en répondant loyalement à leur devoir, avaient droit à une paix de raison et de justice, afin que l'humanité pût enfin œuvrer de manière unie à panser les plaies qu'elle avait subies. Mais ces millions de gens furent dupés par cette paix ; car non seulement le peuple allemand ainsi que les autres peuples qui combattirent de notre côté souffrirent-ils du fait des traités de paix, mais ces traités eurent également un effet dévastateur sur les pays vainqueurs.

Que la politique dût être contrôlée par des hommes qui n'avaient pas combattu lors de la guerre fut reconnu pour la première fois comme un malheur. Les soldats étaient imperméables à la haine,

mais pas les vieux hommes politiques qui avaient soigneusement préservé leur propre vie des horreurs de la guerre, et qui redescendaient dès lors sur l'humanité sous l'apparence d'esprits de revanche insensés.

La haine, la malice et la déraison furent les aïeux intellectuels du traité de Versailles. Des territoires et des États disposant d'une histoire remontant à un millénaire furent arbitrairement brisés et dissous. Des hommes qui s'étaient tenus ensemble depuis des temps immémoriaux ont été déchirés et isolés ; les conditions de vie économique ont été ignorées cependant que les peuples eux-mêmes furent convertis en vainqueurs et en vaincus, en maîtres disposant de tous les droits, et en esclaves n'en disposant d'aucun.

Il est heureux que le document de Versailles ait été rédigé noir sur blanc pour que les générations à venir puissent en avoir connaissance, car sans cela on aurait pu le considérer dans l'avenir comme le produit grotesque d'une imagination débridée et dépravée. Ce furent presque 115 000 000 personnes à qui l'on vola leur droit à l'auto-détermination, non du fait de soldats victorieux, mais par l'action d'hommes politiques fous, et que l'on arracha à leurs anciennes communautés pour les rattacher à de nouvelles, sans aucune considération pour leur sang, leurs origines, pour sens commun ou ou pour leurs conditions économiques de vie.

Les résultats en furent effroyables. Bien qu'à cette époque les hommes d'États fussent capables de détruire beaucoup de choses, il resta un facteur qui ne put être éliminé : la masse gigantesque de gens vivant en Europe centrale, rassemblée sur un espace confiné, ne peut gagner son pain quotidien qu'au travers d'un taux d'emploi maximal, et l'ordre qui s'ensuit.

Mais que savaient ces hommes d'État, à la tête d'empires soi-disant démocratiques, au sujet de ces problèmes ?

Une horde de gens tout à fait stupides et ignorants fut lâchée sur l'humanité. Dans des régions où environ 140 personnes par kilomètre carré doivent gagner de quoi vivre, ils ne firent que détruire l'ordre qui s'était établi en presque 2000 ans de développement his-

torique, et créèrent le désordre, sans se montrer capable ni même désireux de résoudre les problèmes de ces gens desquels, en sus de cela, en tant que dictateurs du nouvel ordre mondial, ils avaient dès lors pris la responsabilité.

Cependant, lorsque ce nouvel ordre mondial s'avéra constituer une catastrophe, les dictateurs de paix démocratique, étasuniens et européens tous ensemble, se montrèrent lâches et aucun d'eux n'osa assumer la responsabilité de ce qui se produisait. Chacun rejetait la faute sur les autres, essayant ainsi de se préserver du jugement de l'histoire. Cependant, les peuples qui restaient maltraités par leur haine et leur déraison n'étaient malheureusement pas en position de pouvoir eux aussi éluder le problème, à l'image de ceux qui leur avaient causé du tort.

Il est impossible de dresser une liste des souffrances endurées par notre propre peuple. Dépouillée de l'ensemble de ses possessions coloniales, privée de toutes ses ressources financières, pillée par les soi-disant réparations, et ainsi appauvrie, notre nation fut menée dans la période la plus sombre de ses malheurs nationaux. Qu'il soit noté qu'il ne s'agissait pas de l'Allemagne national-socialiste, mais de l'Allemagne démocratique, l'Allemagne assez faible pour croire l'espace d'un instant aux promesses des hommes d'État démocratiques.

La misère qui s'ensuivit, ainsi que l'état de besoin ininterrompu, se mirent à porter notre nation au désespoir politique. Les peuples décents et industrieux d'Europe centrale pensaient qu'ils verraient la possibilité de délivrance dans la destruction totale de l'ordre ancien, qui représenta pour eux un fléau.

Les parasites juifs, d'un côté, pillèrent la nation sans vergogne et, d'un autre côté, provoquèrent le peuple, réduit à la misère qu'il était. Alors que le malheur de notre nation devenait le seul but et le seul objet de cette race, il devint possible à la révolution bolchevique de croître au sein de l'armée croissante d'éléments compétents au chômage.

La dégénérescence de l'ordre politique, et la confusion de l'opi-

nion publique causée par la presse juive irresponsable amena à des chocs encore plus importants infligés à la vie économique, et à accroitre encore la misère et la perméabilité aux idées subversives du bolchevisme. L'armée de la révolution mondiale juive, comme on appelait l'armée de chômeurs, finit par s'établir à presque sept millions.

Jamais auparavant l'Allemagne n'avait-elle eu à connaître une telle situation. Dans la région où vivaient le grand peuple allemand et les anciens États Habsbourg, la vie économique, malgré toutes les difficultés de la lutte pour l'existence impliquées par l'excessive densité de population, n'avait jamais auparavant atteint un tel niveau d'incertitude mais, au contraire, s'était trouvée de mieux en mieux assurée.

L'industrie et la rigueur, une grande modération et l'amour de l'ordre scrupuleux, bien qu'ils ne permissent jamais au peuple de ce territoire d'accumuler des richesses à l'excès, lui garantissaient en tous cas de ne pas connaître une misère abjecte.

Les résultats de la paix misérable qui leur fut imposée par les dictateurs démocratiques furent ainsi les plus terribles jamais endurés par ces peuples, qui avaient été condamnés à Versailles. Aujourd'hui, nous connaissons les raisons de ce dénouement effroyable de la grande guerre.

Tout d'abord, il y avait l'avarice face aux butins. En prenant le peu qu'il avait à chacun, cela s'élèverait, pensaient-ils, une fois multiplié par millions, à une expérience profitable à l'humanité. Si les grandes nations étaient pillées, et que l'essentiel leur était retiré, il deviendrait alors possible de vivre une vie d'oisiveté insouciante. Telle était l'opinion de ces dilettantes en matière d'économie.

À cette fin, les États eux-mêmes devaient être démembrés. L'Allemagne devait être privée de ses possessions coloniales, bien que celles-ci fussent sans valeur aucune pour les démocraties mondiales, les régions les plus riches en matières premières devaient se faire envahir et — si nécessaire — placées sous l'influence des démocraties ; et par-dessus tout, les victimes infortunées de ce mauvais

traitement des nations et des personnes devaient se voir empêchées de pouvoir jamais s'en rétablir, sans parler de se soulever contre leurs oppresseurs.

Ainsi fut concocté le projet démoniaque de faire porter à des générations la charge constituée par le fléau de ces *dictats*. Pendant 60, 70 ou 100 ans, l'Allemagne allait devoir verser des sommes tellement exorbitantes que la question de savoir où les trouver restait un mystère pour tous. Lever ces fonds en or, en monnaie étrangère, ou en usant de paiements en nature, aurait été absolument impossible sauf à provoquer également la ruine des receveurs de ce tribut. Dans les faits, ces dictateurs de la paix démocratique détruisirent l'économie du monde entier avec leur folie de Versailles.

Leur mutilation insensée des peuples et des États amena à la destruction de la production ordinaire, et aux intérêts commerciaux qui avaient été bien établis au cours de centaines d'années, amenant à une croissance des tendances à l'autarcie et avec elle à l'extinction des conditions générales de l'économie mondiale qui avait jusqu'alors existé.

Lorsqu'il y a vingt ans de cela, je signai de mon nom le livre de la vie politique, en tant que septième membre du parti qui s'appelait alors *parti des travailleurs allemands* à Munich, je remarquai que les signes de cette désolation apparaissaient tout autour de moi. Le pire — comme je l'ai déjà souligné — en était le désespoir total des masses qui en découlait, la disparition au sein des classes éduquées de toute confiance en la raison humaine, sans compter un sentiment de justice, et la prédominance d'un égoïsme brutal qui se faisait jour en toute créature exposée à ces maux.

La manière dont, au cours d'une période qui s'établit à présent à vingt ans, j'ai pu une fois de plus façonner une nation organiquement homogène en partant d'une désorganisation aussi chaotique, et établir un nouvel ordre, cette manière figure déjà dans l'histoire allemande.

L'une des oppressions les plus honteuses à avoir jamais été commise est le démembrement de la nation allemande, et la désintégra-

tion politique, stipulée dans le *dictat* de Versailles, dans la région-même où cette nation avait vécu des milliers d'années durant.

Messieurs, je n'ai jamais douté à aucun stade du fait qu'il soit possible, partout en Europe, de parvenir à une harmonie d'État et de frontières nationales, qui seront satisfaisantes en tous points. D'un côté, la migration des peuples a progressivement diminué jusqu'à atteindre un point mort au cours des derniers siècles, et d'un autre côté, le développement de vastes communautés a amené à une situation qui, quel que soit l'angle duquel on la considère, ne peut être vue que comme insatisfaisante par ceux qu'elle concerne. Mais c'est la manière même selon laquelle ces développements nationaux et politiques se sont peu à peu stabilisés au cours du siècle passé, qui a amené de nombreuses personnes à considérer comme justifié l'espoir qu'en fin de compte, un compromis pourrait être trouvé entre le respect de la vie nationale des divers peuples d'Europe et la reconnaissance de structures politiques établies, un compromis selon lequel, sans détruire l'ordre politique européen ni ses fondements économiques en place, les nationalités pourraient se voir préservées.

Cet espoir fut anéanti par la grande guerre. Le *dictat* de paix de Versailles ne rendit justice ni à un principe, ni à l'autre. Ni le droit à l'auto-détermination, ni le politique, sans même parler des nécessités économiques et des conditions du développement européens, ne furent respectés. Néanmoins, je n'ai jamais douté que — comme je l'ai déjà souligné — même une révision du traité de Versailles aurait forcément ses propres limites. Et j'ai toujours affirmé ceci avec le plus haut degré de franchise — non pour quelque raison tactique, mais du fait de ma conviction intime. En tant que dirigeant national du peuple allemand, je n'ai jamais entretenu aucun doute vis-à-vis du fait que, dès lors que les plus hauts intérêts du comité européen se trouveraient en jeu, les intérêts nationaux doivent, si nécessaire, se retrouver dans certains cas relégués au second plan.

Et — comme je l'ai déjà souligné — cela ne s'est pas produit pour des raisons tactiques, car je n'ai jamais laissé nourrir

le moindre doute vis-à-vis du fait que je suis absolument pénétré de cette attitude. En égard aux nombreux territoires qui pourraient possiblement faire l'objet de différends, je suis donc parvenu à des décisions finales, que j'ai laissé connaître non seulement au monde extérieur, mais également à mon propre peuple, et j'ai veillé à ce que ces décisions soient respectées par celui-ci.

Je n'ai pas, comme le fit la France en 1870-1871, décrit la cession de l'Alsace-Lorraine comme une chose intolérable pour l'avenir, mais j'ai ici établi une différence entre le territoire de la Sarre, et ces deux anciennes provinces impériales. Et je n'ai jamais changé d'attitude, pas plus que je n'en changerai à l'avenir. Je n'ai laissé en aucune occasion mon attitude se faire modifier ou compromettre dans le pays, que ce soit par la presse ou de toute autre manière. Le retour du territoire de la Sarre a réglé tous les problèmes territoriaux du continent européen entre la France et l'Allemagne. Mais je n'ai jamais considéré comme regrettable que les hommes d'État français considérassent cette attitude comme allant de soi.

Mais ce n'est pas ainsi qu'il faut considérer la situation. Ce n'était pas par crainte de la France que j'ai prêché cette attitude. En tant qu'ancien combattant, je ne vois aucune raison d'aucune sorte à avoir peur. En outre, pour ce qui concerne le territoire de la Sarre, j'ai énoncé clairement que nous n'approuverions aucun refus concernant son retour à l'Allemagne.

Non, j'ai confirmé cette attitude envers la France comme une expression d'appréciation de la nécessité de parvenir à la paix en Europe, au lieu de semer les germes d'une incertitude continue et même de tensions, en réalisant des demandes sans limites et en demandant continuellement des révisions. Si ces tensions sont malgré tout à présent apparues, la responsabilité n'en repose pas sur l'Allemagne, mais sur les éléments internationaux qui produisent systématiquement de telles tensions afin de servir leurs intérêts capitalistes.

J'ai réalisé des déclarations qui nous ont engagés auprès d'un grand nombre d'États. Aucun de ces États ne peut se plaindre

que depuis, l'ombre d'une demande contraire à ces engagements leur ait été formulée par l'Allemagne. Par exemple, aucun homme d'État scandinave ne peut prétendre qu'une demande leur aurait été faite par le gouvernement allemand, ou par l'opinion publique allemande, qui serait incompatible avec la souveraineté et l'intégrité de leurs États.

J'ai été heureux que plusieurs États européens se soient servis de ces déclarations émises par le gouvernement allemand pour exprimer et souligner leur désir, également, d'une absolue neutralité. Ceci s'applique à la Hollande, à la Belgique, à la Suisse, au Danemark, etc. J'ai déjà mentionné la France. Il n'est pas nécessaire que je mentionne l'Italie, avec laquelle nous sommes unis par l'amitié la plus profonde et la plus étroite, ni la Hongrie ou la Yougoslavie, avec qui, en tant que voisins, nos relations sont heureusement des plus amicales.

En outre, je n'ai laissé planer aucun doute, depuis le début de mon activité politique, vis-à-vis du fait qu'existaient d'autres circonstances représentant une offense aussi vile et aussi grossière contre le droit à l'auto-détermination de notre peuple, et que nous n'accepterons ni ne supporterons jamais.

Je n'ai jamais écrit la moindre ligne, ni prononcé la moindre phrase, énonçant une attitude différente par rapport aux États que je viens de mentionner. En outre, pour ce qui concerne les autres cas, je n'ai jamais écrit la moindre ligne ni prononcé la moindre phrase qui exprimât une attitude contraire à mes actions.

1. L'Autriche, la plus ancienne des manifestations à l'Est du peuple allemand, fut jadis le contrefort de la nation allemande au Sud-Est du Reich.

   Les Allemands vivant dans ce pays sont des descendants de colons de toutes les tribus allemandes, même si c'est la tribu bavaroise qui en contribua la plus grande part. Plus tard, cette *manifestation orientale*[3] se transforma en territoires

3. « *Ostmark* », NdT

de la couronne et noyau d'un Empire allemand durant cinq siècles, Vienne devenant lors de cette période la capitale du Reich allemand.

Ce Reich allemand fut en fin de compte brisé par Napoléon, le Corse, alors qu'il connaissait une trajectoire de dissolution progressive ; mais il continua d'exister sous la forme d'une fédération allemande, et il y a peu de temps encore, il combattit et eut à souffrir de la plus grande guerre de tous les temps, comme unité exprimant les sentiments nationaux du peuple, en dépit du fait qu'il ne constituât plus un État unifié. Je suis moi-même un fils de cette manifestation orientale.

Non seulement le Reich allemand fut-il détruit, et l'Autriche démembrée en sous-parties par les criminels de Versailles, mais il fut interdit aux Allemands d'affirmer l'appartenance à cette communauté, à laquelle ils avaient déclaré leur adhésion depuis plus de mille ans. J'ai toujours considéré l'élimination de cette situation comme la plus haute et la plus sacrée des tâches de ma vie. Je n'ai jamais manqué de proclamer cette détermination, et j'ai toujours été résolu à concrétiser ces idées, qui m'ont hanté jour et nuit.

Si j'avais échoué dans ma propre tentative d'amener mon pays natif et mon peuple allemand de la *marche orientale* au Reich, et par là à la communauté du peuple allemand, j'aurais péché contre ma convocation par la Providence. En outre, j'ai ce faisant évacué le côté le plus scandaleux du traité de Versailles. J'ai établi une fois de plus le droit à l'auto-détermination et mis fin à l'oppression par les démocraties de sept millions et demi d'Allemands. J'ai levé l'interdiction qui leur empêchait de choisir dans les urnes de leur propre destin, et j'ai tenu ce scrutin au vu et au su du monde entier. Le résultat fut non seulement celui auquel je m'attendais, mais également précisément celui qui avait été anticipé par les oppresseurs des peuples — les oppresseurs constitués par les démocraties de

Versailles. Car pour quelle autre raison auraient-ils empêché la tenue d'un plébiscite sur la question de l'Anschluss ?

2. La Bohême et la Moravie.

   Lorsque commencèrent les migrations des tribus des peuples germains, pour des raisons qui nous sont inexplicables, hors des territoires qui sont aujourd'hui connus sous le nom de Bohême et de Moravie, un peuple slave étranger traça sa voie vers ce territoire, et se forgea une place parmi les Allemands qui y étaient restés. Depuis cette époque, la région occupée par ce peuple slave a la forme d'un fer à cheval enclavé au milieu d'Allemands.

   D'un point de vue économique, une existence indépendante est à long terme impossible pour ces pays, sauf à convenir d'une relation proche avec la nation allemande et l'économie allemande. Mais ce point mis à part, presque quatre millions d'Allemands ont vécu dans ce territoire de Bohême et de Moravie. Une politique d'anéantissement national qui fut fixée, en particulier par suite du traité de Versailles, sous pression de la majorité tchèque, et combinée également avec des conditions économiques et à une marée de désespoir montante, a amené à l'émigration de ces éléments allemands, si bien que le nombre d'Allemands restant à vivre sur ce territoire fut réduit à environ 3 700 000.

   La population de la périphérie de ce territoire est uniformément allemande, mais de grandes enclaves linguistiques allemandes existent également en son intérieur. La nation tchèque est d'une origine qui nous est étrangère, mais au cours des milliers d'années durant lesquelles les deux peuples ont vécu côte à côte, la culture tchèque s'est vue former et façonnée par des influences allemandes. L'économie tchèque ne doit son existence qu'au fait qu'elle a fait partie du grand système économique allemand. La capitale de ce pays fut un temps une ville impériale allemande, et y figure la plus

> ancienne des universités allemandes. De nombreuses cathédrales, hôtels de ville, et résidences de nobles et de citoyens y témoignent de l'influence de la culture allemande. Le peuple tchèque lui-même a, au cours des siècles, alterné entre des contacts plus ou moins rapprochés avec le peuple allemand. Chaque contact rapproché a résulté en une période au cours de laquelle les nations allemandes et tchèques étaient toutes deux florissantes ; chaque éloignement amena des conséquences calamiteuses.

Nous sommes familiers des mérites et des valeurs du peuple allemand, mais la nation tchèque, avec la somme totale de ses compétences et capacités, de son industrie, de sa diligence, de son amour pour son sol natif et de son propre héritage national, mérite également notre respect. Dans les faits vécus, il y eut des périodes au cours desquelles ce respect mutuel pour les qualités de l'autre nation a constitué une chose évidente.

Les faiseurs de paix démocratiques de Versailles peuvent s'attribuer les lauriers d'avoir accordé au peuple tchèque le rôle spécial d'un État satellite, à disposition pour être utilisé contre l'Allemagne. Dans ce dessein, ils ont prononcé arbitrairement une propriété étrangère nationale sur l'État tchèque, qui était intrinsèquement incapable de survivre à la seule force de l'unité nationale tchèque. C'est-à-dire qu'ils firent violence aux autres nationalités afin d'accorder une base solide à un État incorporant une menace latente à la nation allemande en Europe centrale.

Et cet État, dans lequel l'élément national soi-disant prédominant était de fait une minorité, ne put rester en place qu'en usant d'agression brutale sur les composantes nationales formant la plus grande partie de sa population. Cette agression ne fut rendue possible que du fait de la protection et de l'assistance assurées par les démocraties européennes. Cette assistance n'était évidemment accordée à l'État tchèque qu'à condition que cet État restât loyalement prêt à prendre la main et à jouer le rôle qu'on lui avait assigné

à sa naissance, mais le dessein sous-jacent à ce rôle n'était autre que d'empêcher la consolidation de l'Europe centrale, d'établir un pont à l'Europe pour l'agression bolchevique, et par-dessus tout d'agir en tant que mercenaire des démocraties européennes contre l'Allemagne.

Tout suivit automatiquement. Plus cet État essaya de répondre à la tâche qui lui avait été assignée, plus grandes furent les résistances que lui opposèrent les minorités nationales. Et plus ces résistances grandissaient, plus il devint nécessaire de recourir à l'oppression. Cet inévitable durcissement de l'antithèse interne amena alors une dépendance accrue envers les fondateurs européens démocratiques, et bénéficiaires de l'existence de cet État, car eux seuls se trouvaient en position de maintenir à long terme l'existence économique de cette création artificielle et contre nature.

L'Allemagne n'était fondamentalement intéressée que par une seule chose : libérer les presque quatre millions d'Allemands dans ce pays de leur situation intolérable, et leur permettre de retourner à leur patrie et au Reich vieux de mille ans.

Ce ne fut que chose naturelle que ce problème soulevât immédiatement tous les autres aspects des problèmes de nationalités. Mais ce fut également naturel que la suppression des différents groupes nationaux dût priver ce qui restait de cet État de toute capacité à survivre — un fait que les fondateurs de cet État avaient tout à fait bien à l'esprit lorsqu'ils discutèrent de sa création à Versailles. Ce fut pour cette raison même qu'ils avaient décidé de l'agression des autres minorités, et les avaient forcées contre leur gré à se rendre partie de cet État construit avec amateurisme.

Je n'ai en outre jamais fait le moindre mystère sur mon opinion ou mon attitude. Il est vrai que, tant que l'Allemagne elle-même resta faible et sans défense, cette oppression de presque quatre millions d'Allemands put être réalisée sans que le Reich n'offrît de résistance en pratique. Cependant, seul un néophyte de la politique aurait pu croire que la nation allemande allait rester à jamais dans l'état qui était le sien en 1919. Tant que les traîtres de l'internatio-

nal, soutenus depuis l'étranger, conservèrent le contrôle de l'État allemand, on pouvait être certain que ces conditions indignes resteraient inchangées. Mais dès lors qu'après la victoire du national-socialisme, ces traîtres durent transférer leur domicile sur les lieux d'où ils recevaient leurs émoluments, la solution à ce problème ne fut plus qu'une affaire de temps.

Par ailleurs, il s'agissait exclusivement d'une question affectant les nationalités concernées, et pas l'Europe occidentale. On peut certainement comprendre que l'Europe occidentale était intéressée par l'État artificiel établi pour ses propres fins, mais que les nationalités entourant cet État dussent considérer cet intérêt comme un facteur déterminant pour elles-mêmes était une conclusion erronée, que beaucoup ont peut-être été amenés à regretter. Si cet intérêt n'avait pas été porté plus loin qu'envers l'établissement financier de cet État, et si l'intérêt financier n'avait pas été soumis exclusivement aux objectifs politiques des démocraties, l'Allemagne n'aurait rien trouvé à redire.

Les besoins financiers de cet État étaient guidés par une seule idée, à savoir la création d'un État militaire armé jusqu'aux dents, avec une vision de former un bastion s'étendant à l'intérieur du Reich allemand, qui aurait pu constituer une base pour des opérations militaires en connexion avec les invasions du Reich depuis l'Ouest, ou de toute façon une base aérienne d'une valeur indiscutable.

On voit plus clairement ce qui était attendu de la part de cet État lorsqu'on considère l'observation du ministre de l'air français, M. Pierre Cot, qui affirma posément que le devoir de cet État en cas de conflit était de tenir lieu d'aérodrome pour l'atterrissage et le décollage de bombardiers, base depuis laquelle il aurait été possible de détruire les plus importants centres allemands en quelques heures. On peut donc comprendre que le gouvernement allemand décida à son tour de détruire cet aérodrome pour bombardiers. Le gouvernement allemand ne prit pas cette décision par haine du peuple tchèque. Ce fut plutôt le contraire. Car au cours des mille

ans durant lesquels les peuples allemand et tchèque ont vécu ensemble, il y eut des périodes de coopération durable durant des centaines d'années, interrompue seulement par de brèves périodes de tensions. Dans ces périodes de tensions, les passions des peuples se battant l'un contre l'autre sur leurs frontières nationales peuvent obscurcir très facilement le sens de la justice, et ainsi donner une mauvaise image générale de la situation. Il s'agit là d'une caractéristique de toute guerre. Ce ne fut que durant les longues périodes de vie harmonieuse en commun que les deux peuples convinrent qu'ils avaient tous deux droits à exprimer un droit sacré à la déférence et au respect de leur nationalité.

Durant ces années de lutte, ma propre attitude envers le peuple tchèque s'est uniquement cantonnée à me faire le gardien des intérêts nationaux et du Reich, combinés avec des sentiments de respect pour le peuple tchèque. Mais une chose reste certaine. Même si les sages-femmes démocratiques ayant donné naissance à cet État étaient parvenues à atteindre leur objectif ultime, le Reich allemand n'aurait certainement pas été détruit, malgré le fait que nous aurions subi de fortes pertes. Non, le peuple tchèque, du fait de sa taille limitée et de sa position, en serait sans doute arrivé à des conséquences plus redoutables, et — j'en suis convaincu — catastrophiques.

Je suis heureux qu'il ait été possible, quand bien même cela ait ennuyé les intérêts des démocraties, d'éviter cette catastrophe en Europe centrale, du fait de notre propre modération, mais également de celui du bon jugement du peuple tchèque. Car les meilleurs et les plus sages des Tchèques ont lutté depuis des décennies pour obtenir le droit à leur propre nationalité et le droit d'établir cette nationalité et de la raviver ; et ces droits sont bien entendus accordés à ce peuple dans le Reich allemand national-socialiste. L'Allemagne national-socialiste n'a aucune notion propre à trahir les principes raciaux dont nous sommes fiers. Ils bénéficieront non seulement à la nation allemande, mais également au peuple tchèque. Mais nous demandons la reconnaissance d'une nécessité historique

et d'une exigence économique dans laquelle nous nous trouvons. Lorsque, le 22 février 1938, j'ai annoncé la solution à ce problème au Reichstag, j'étais convaincu que j'obéissais à la nécessité d'une conjoncture d'Europe centrale.

Aussi tard que le 19 mars 1938, je pensais qu'en usant d'une évolution progressive, il pourrait s'avérer possible de résoudre le problème des minorités de cet État et, à un moment ou à un autre, en usant de coopération mutuelle, de parvenir à un terrain d'entente avantageux à tous les intérêts concernés, politiquement ainsi qu'économiquement.

Ce ne fut que lorsque Benes, qui était totalement à la solde des financiers internationaux des démocraties, transforma le problème en conflit militaire et déclencha une vague de répression contre les Allemands, essayant dans le même temps, par la mobilisation que chacun d'entre vous connaît, de diminuer la stature internationale de l'État allemand et d'abîmer son prestige, qu'il apparut clairement à mes yeux qu'une solution par ces méthodes ne serait plus possible. Car le faux rapport mentionnant une mobilisation allemande était bien évidemment inspiré de l'étranger, et suggéré aux Tchèques afin de provoquer cette diminution du prestige du Reich allemand.

Il n'est pas nécessaire que je répète à nouveau qu'au mois de mai de l'an dernier, l'Allemagne n'avait pas mobilisé un seul homme, malgré le fait que notre opinion à tous fût que le destin de M. Schuschnigg aurait dû indiquer à chacun l'opportunité d'œuvrer à une entente mutuelle en usant d'un traitement plus juste des minorités nationales.

J'étais, pour ma part, prêt à essayer ce type de développement pacifique avec patience, quand bien même ce processus dût-il durer des années. Mais c'était exactement cette solution pacifique qui constituait une épine dans la chair des agitateurs au sein des démocraties.

Ils nous détestent, nous Allemands, et préféreraient nous éradiquer complètement. Que sont les Tchèques à leurs yeux ? Ils ne

sont rien d'autre qu'un moyen à utiliser pour parvenir à une fin. Et qu'ont-ils à faire du sort d'une nation petite et vaillante ? Pourquoi devraient-ils s'inquiéter des vies de centaines de milliers de braves soldats qui auraient été sacrifiés à leur ligne politique ?

Ces fomenteurs de paix d'Europe occidentale ne s'inquiétèrent pas de travailler pour la paix, mais de provoquer un massacre afin de monter les nations les unes contre les autres et ainsi de provoquer de nouveaux flots de sang. Pour cette raison, ils inventèrent le récit de la mobilisation allemande, et trompèrent l'opinion publique de Prague avec ce récit. Il était conçu pour fournir une excuse à la mobilisation tchèque ; et alors par ce moyen ils espéraient pouvoir exercer les pressions militaires qu'ils désiraient dans l'Allemagne des Sudètes, dont l'existence ne pouvait plus être évitée.

Si l'on s'en tient à leur vision, il ne restait que deux alternatives à l'Allemagne : soit accepter cette mobilisation tchèque, et avec elle un coup indigne porté au prestige de l'Allemagne, soit régler les comptes avec la Tchéco-Slovaquie. Cela impliquait une guerre sanglante, et impliquait peut-être la mobilisation des nations d'Europe occidentale qui n'avaient aucun intérêt dans ces affaires, c'est-à-dire que cela les impliquait dans l'inévitable bain de sang, et plongeait l'humanité dans une nouvelle catastrophe dans laquelle les uns auraient l'honneur de perdre la vie, et les autres le plaisir d'accumuler des profits de guerre.

Vous connaissez, Messieurs, les décisions que je pris à l'époque :

1. La solution de cette question et ce, qui plus est, au plus tard le 2 octobre 1938.
2. Les préparations de cette solution par tout moyen nécessaire afin de ne laisser aucun doute vis-à-vis du fait que toute tentative d'intervention se trouverait confrontée à la force unifiée de la nation toute entière.

Ce fut sur ces entrefaites que je décrétai et ordonnai la construction de fortifications à l'Ouest. Le 25 septembre 1938, elles se trouvaient déjà en une situation telle que leur pouvoir de résistance

était trente à quarante fois supérieur à celui de l'ancienne « *ligne Siegfried* » remontant à la grande guerre. Ces fortifications sont à présent terminées, et se voient actuellement agrandies par de nouvelles lignes aux alentours d'Aix-la-Chapelle et de Sarrebruck, que j'ai ordonnées par la suite. Ces extensions sont également déjà prêtes en grande partie à assurer notre défense.

Au vu de la qualité de ces édifices, les plus grandes fortifications jamais construites, la nation allemande peut se sentir parfaitement assurée qu'aucune puissance de ce monde ne parviendra jamais à percer ce front.

Après l'échec de la première tentative provocatrice d'utiliser la mobilisation tchèque à amener au résultat désiré, la seconde phase a commencé, et les motivations sous-jacentes à cette question, qui en réalité n'auraient dû concerner que l'Europe centrale, apparurent de manière d'autant plus évidente.

Si le cri « *Jamais un nouveau Munich* » se fait de nouveau entendre aujourd'hui dans le monde, cela ne fait que confirmer le fait que la solution pacifique au problème apparut comme la chose la plus maladroite qui pût jamais apparaître dans le champ de vision de ces va-t-en-guerre. Ils sont déçus que le sang n'ait pas été versé — non pas leur sang, car bien entendu ces agitateurs ne sont jamais présents aux endroits où des hommes se tirent dessus, mais seulement là où l'on peut gagner de l'argent. Non, il s'agit du sang de nombreux soldats anonymes !

En outre, la conférence de Munich n'aurait pas dû s'avérer nécessaire, car la tenue de cette conférence ne fut rendue possible que par le fait que les pays qui avaient commencé par inciter les parties concernées à résister à tout prix, se retrouvèrent ensuite contraints, lorsque la situation appela de manière pressante une solution d'une manière ou d'une autre, à essayer de s'assurer une retraite plus ou moins respectable ; car sans Munich, c'est-à-dire, sans l'ingérence des pays d'Europe occidentale — une solution au problème tout entier, à supposer que le problème ait cru dans des proportions aussi considérables, aurait sans doute été la chose la plus simple à

trouver au monde.

La décision de Munich a amené aux résultats qui suivent :

1. Le retour au Reich des principales zones peuplées d'Allemands en Bohême et Moravie ;
2. La possibilité reste ouverte d'une solution aux autres problèmes de l'État — comme un retour ou une séparation des minorités hongroises et slovaques existantes ;
3. Restait encore la question des garanties. Du point de vue de l'Allemagne et de l'Italie, la garantie de cet État avait, dès le départ était rendue dépendante du consentement de toutes les parties intéressées jouxtant la Tchéco-Slovaquie, c'est-à-dire que la garantie se trouvait couplée à la solution concrète des problèmes concernant les parties mentionnées, qui restait non définie.

Les problèmes qui suivent restaient ouverts :

1. Le retour des districts magyars à la Hongrie ;
2. Le retour des districts polonais à la Pologne ;
3. La solution à la question slovaque ;
4. La solution à la question ukrainienne.

Comme vous le savez, les négociations entre la Hongrie et la Tchéco-Slovaquie n'avaient qu'à peine commencé lorsque les négociateurs tchécoslovaques et hongrois demandèrent à l'Allemagne et à l'Italie, ce pays étant main dans la main avec l'Allemagne, d'agir comme arbitres au sujet de la définition de nouvelles frontières entre la Slovaquie, l'Ukraine des Carpates, et la Hongrie. Les pays concernés ne s'accordèrent pas l'opportunité de faire appel aux quatre puissances ; au contraire, ils renoncèrent expressément à cette possibilité. Ils la refusèrent même. Et cela n'était que chose naturelle. Tous les peuples vivant sur ce territoire désiraient la paix et la tranquillité. L'Italie et l'Allemagne étaient prêtes à répondre à cet appel. Ni l'Angleterre, ni la France n'émirent d'objection vis-à-vis de cet arrangement, bien qu'il constituât dans les faits une

déviation par rapport aux accords de Munich. Ils n'auraient pas pu émettre d'objection. C'eut été folie de la part de Paris ou de Londres que de protester contre une action de la part de l'Allemagne ou de l'Italie, menée uniquement à la demande des pays concernés. Comme cela arrive systématiquement dans ce genre de situation, la décision prise par l'Allemagne et l'Italie ne s'avéra pas entièrement satisfaisante pour l'une ou l'autre des parties subissant l'arbitrage. Depuis le tout début, la difficulté était que cet arbitrage devait être accepté volontairement par les deux parties. Ainsi, une fois accepté par les deux États, de violentes manifestations se firent jour dès que l'accord prit effet.

La Hongrie, poussée par des intérêts tant généraux que spécifiques, exigea l'Ukraine des Carpates, cependant que la Pologne exigea des moyens de communication directs avec la Hongrie.

Il apparut clairement qu'en de telles circonstances, même le résidu de l'État que Versailles avait amené à exister était prédestiné à l'extinction. Il s'agissait d'un fait que, peut-être, un seul État était intéressé par la préservation du *statu quo*, et cet État était la Roumanie ; l'homme le mieux autorisé à s'exprimer au nom de ce pays m'affirma en personne à quel point il aurait été désirable de disposer d'une ligne de communication directe avec l'Allemagne, peut-être en traversant l'Ukraine et la Slovaquie. Je mentionne ce point comme une indication de l'étendue de la menace de la part de l'Allemagne que la Roumanie, à en croire les devins étasuniens, est supposée souffrir.

Mais il devint alors évident que l'Allemagne ne pouvait pas mener la tâche de s'opposer de manière permanente à un développement naturel, ni de se battre pour maintenir une situation de laquelle nous n'aurions jamais pu nous tenir responsables. L'étape fut ainsi atteinte à laquelle je décidai de faire une déclaration au nom du gouvernement allemand, pour affirmer que nous n'avions plus l'intention d'encourir les reproches de nous opposer aux désirs communs de la Pologne et de la Hongrie au sujet de leurs frontières, uniquement afin de maintenir ouverte une voie de communication

entre l'Allemagne et la Roumanie.

Depuis cela, en outre, le gouvernement tchèque en est une fois de plus revenu à ses anciennes méthodes, et la Slovaquie a également exprimé son désir d'indépendance, si bien que l'existence de l'État en tant que tel n'était plus un sujet. La structure de la Tchéco-Slovaquie établie à Versailles avait vécu.

Cet État se brisa non parce que l'Allemagne désirait sa rupture, mais parce qu'à long terme, il est impossible de créer et de maintenir des États artificiels à la table de conférence, car de tels États sont incapables de survivre. Par conséquent, en réponse à une question concernant une garantie qui était demandée par l'Angleterre et la France quelques jours avant la dissolution de cet État, l'Allemagne refusa d'accorder une garantie, car les conditions d'existence de cet État, posées à Munich, n'existaient plus.

Au contraire, une fois que l'ensemble de la structure de l'État eut commencé à se briser et se fut en fait déjà dissolue, le gouvernement allemand décida également finalement d'intervenir. Les faits qui suivent démontrent que l'Allemagne n'agit ainsi qu'en réponse à un devoir évident. À l'occasion de la première visite à Munich du ministre des affaires étrangères tchèque, M. Chvalkovsky, le gouvernement allemand exprima clairement sa vision de l'avenir de la Tchéco-Slovaquie. J'assurai moi-même à M. Chvalkovsky en cette occasion que, pourvu que les grandes minorités allemandes restant sur le territoire tchèque fussent correctement traitées, et pourvu qu'un règlement général pour l'ensemble de l'État pût être trouvé, nous allions garantir une attitude correcte de la part de l'Allemagne, et nous allions assurément ne mettre aucun obstacle sur le chemin de l'État.

Mais j'exprimai clairement également, sans laisser planer le moindre doute, que si les Tchèques déclenchaient la moindre action dans la lignée des politiques de l'ancien président, le Dr Benes, l'Allemagne n'allait pas tolérer de tels développements, mais les étouffer dans l'œuf. J'indiquai également, dans le même temps, que le maintien d'un arsenal militaire aussi considérable en Europe cen-

trale, sans raison ni objectif, ne pouvait être considéré que comme un vecteur de danger.

Les développements qui suivirent démontrèrent à quel point mes avertissements étaient justifiés. Un flux toujours croissant de propagande sourde, ainsi qu'une tendance continue de la part des journaux tchèques à revenir à leurs anciennes manières permirent de comprendre, même au plus nigaud de tous, que l'ancienne marche des affaires allait bientôt reprendre son cours.

Le risque de conflit militaire était d'autant plus important qu'existait toujours la possibilité que quelque fou pût prendre le contrôle de ces immenses entrepôts de munitions. Cela impliquait le danger d'une explosion gigantesque. En preuve de ce que j'avance, je me vois contrains, Messieurs, de vous donner une idée de la mesure vraiment colossale de ce stock international d'explosifs en Europe centrale.

Depuis que ce territoire a été occupé, les éléments qui suivent ont été repris et placés sous bonne garde :

— Armée de l'air : 1582 avions, 501 canons anti-aériens.
— Armée de terre : 2175 canons légers et lourds, 785 lanceurs de mines, 469 chars, 43 876 mitrailleuses, 114 000 pistolets automatiques, 1 090 000 fusils. Munitions : munitions d'infanterie : plus d'1 000 000 000 pièces, et plus de 3 000 000 cartouches ; autres équipements de guerre en tous genres, comme par exemple des équipements pour la construction de ponts, des déflecteurs pour avions, des projecteurs, des instruments de mesure, des véhicules à moteur et des véhicules spéciaux à moteur en grandes quantités.

Je pense que c'est une bénédiction pour des millions et des millions de personnes que, grâce au fait que les yeux d'hommes responsables, de l'autre côté, se sont ouverts à la onzième heure, je suis parvenu à éviter une telle explosion et ai pu trouver une solution qui, j'en suis convaincu, a finalement mis un terme au problème de cette source de danger pour l'Europe centrale.

Affirmer que cette solution est contraire aux accords de Mu-

nich n'est pas une thèse que l'on peut soutenir ou confirmer. Cet accord ne put en aucune manière être considéré comme final, car il reconnaissait qu'il laissait derrière lui d'autres problèmes encore irrésolus.

On ne peut pas nous reprocher le fait que les parties concernées — et ceci est le point central — ne s'adressassent pas aux quatre puissances, mais uniquement à l'Italie et à l'Allemagne, ni le fait que l'État a fini par se déchirer de lui-même, et que, par conséquent, la Tchéco-Slovaquie cessa d'exister.

Mais l'on put comprendre qu'après que les principes ethnographiques eurent été violés depuis si longtemps, l'Allemagne décidât de prendre sous sa protection ses intérêts remontant à mille ans en arrière, qui ne sont pas uniquement politiques, mais également de nature économique.

L'avenir montrera si la solution que l'Allemagne a trouvé est juste ou erronée. Mais il est certain que cette solution n'est soumise à aucune supervision ou critique anglaise. Car la Bohême et la Moravie, en tant que reliquats de l'ancienne Tchéco-Slovaquie, n'ont plus rien à faire de l'accord de Munich. La situation est semblable eu égard aux mesures anglaises prises, par exemple en Irlande du Nord — qu'elles soient justifiées ou erronées, elles ne sont non plus soumises à aucune supervision ou critique allemande.

Et cela est valable également pour les anciens électeurs allemands. Mais je ne comprends vraiment pas du tout comment l'accord conclu entre M. Chamberlain et moi-même à Munich peut s'appliquer en cette instance, car la situation de la Tchéco-Slovaquie fut décidée lors de la conférence des quatre puissances de Munich, pour autant qu'elle pût être décidée à l'époque.

Cela mis à part, décision fut simplement prise que si les parties intéressées ne parvenaient pas à un accord, elles seraient habilitées à faire appel aux quatre puissances, qui faisaient preuve de voracité au sujet d'une telle possibilité de se voir consultées après l'expiration des trois mois.

Cependant, ces parties intéressées ne se tournèrent aucunement

vers les quatre puissances, mais uniquement vers l'Allemagne et l'Italie. Pour preuve supplémentaire que ceci était parfaitement justifié, le fait est que ni l'Angleterre, ni la France n'ont levé la moindre objection à cela, et ont au contraire accepté la décision prise par l'Allemagne et l'Italie. Non, l'accord entre M. Chamberlain et moi-même n'avait rien à voir avec ce problème, mais portait uniquement sur des questions relatives aux relations mutuelles entre l'Angleterre et l'Allemagne. Ce point est clairement établi par le fait qu'il est prévu de traiter ces questions à l'avenir dans l'esprit de l'accord de Munich et de l'accord naval anglo-allemand, c'est-à-dire dans un esprit d'amitié et de consultation.

Si, cependant, cet accord[4] devait être appliqué à toute activité allemande à venir d'une nature politique, l'Angleterre, elle non plus, ne devrait mener aucune action, que ce soit en Palestine ou ailleurs, sans avoir préalablement consulté l'Allemagne. Bien évidemment, nous ne nous attendons pas à cela ; et symétriquement, nous refusons que de telles contraintes nous soient appliquées.

Si M. Chamberlain conclut que l'accord que nous avons scellé ensemble à Munich est rendu nul et non-avenu en raison d'un défaut de la part de l'Allemagne, j'en accuserai réception et en tiendrai compte.

Tout au long de mon activité politique, je n'ai eu de cesse que d'avancer l'idée d'une amitié étroite et d'une collaboration entre l'Allemagne et l'Angleterre. Dans mon mouvement, j'ai trouvé d'innombrables personnes partageant cet avis. Peut-être m'ont-ils rallié du fait de mon attitude à cet égard. Ce désir d'amitié et de coopération anglo-allemande s'inscrit non seulement à des sentiments fondés sur les origines raciales de nos deux peuples, mais également à ma compréhension de l'importance de l'existence de l'Empire britannique pour l'ensemble de l'humanité.

Je n'ai jamais laissé place au moindre doute vis-à-vis de ma

4. La proposition formulée dans le télégramme du président Roosevelt du 14 avril 1939, NdT

conviction que l'existence de cet empire est un facteur de valeur inestimable pour l'ensemble de la vie humaine — culturelle et économique. Quels que soient les moyens employés par la Grande-Bretagne pour acquérir ses territoires coloniaux — et je sais que la force et souvent la brutalité furent employées — je comprends pleinement qu'aucun autre empire ne s'est jamais édifié en usant d'autres moyens, et qu'en analyse finale, l'histoire ne retient pas tant les méthodes que le résultat, c'est-à-dire, pas même la réussite des méthodes en soi, mais plutôt le bien général produit par ces méthodes.

Il ne fait aucun doute que le peuple anglo-saxon a accompli un colossal travail de colonisation dans le monde. J'ai une admiration sincère pour ce travail.

La pensée de détruire cette œuvre ne m'a semblé, et continue de ne m'apparaître, en prenant le recul du point de vue de l'humanité, que comme une manifestation de destruction humaine gratuite. Cependant, mon respect sincère pour cette réussite n'implique pas que je doive négliger la tâche de sécuriser la vie de mon propre peuple.

Je considère comme une impossibilité de parvenir à une amitié durable entre les peuples allemand et anglo-saxon si chacune des parties ne reconnaît pas qu'il existe des intérêts allemands outre les intérêts britanniques, et que, exactement comme la préservation de l'Empire britannique est l'objet et l'objectif de la vie des Britanniques, la liberté et la préservation du Reich allemand est l'objectif de la vie des Allemands.

Une amitié véritable et durable entre ces deux nations n'est concevable que sur une base de respect mutuel. Le peuple anglais dirige un grand empire. Ils ont construit cet empire à une époque où le peuple allemand connaissait un état de faiblesse interne.

L'Allemagne disposa jadis d'un grand empire. À une époque, elle régna sur l'Occident. Suite à ces luttes sanglantes et à des dissensions religieuses, et par résultat d'une désintégration politique intérieure, cet empire a perdu en puissance et en grandeur, et a fini par sombrer dans un profond sommeil.

Mais alors même que cet ancien empire semblait avoir atteint sa fin, les germes de son renouveau commençaient à germer. Depuis Brandebourg et la Prusse se levait une nouvelle Allemagne, le second Reich, duquel est finalement sorti le Reich du peuple allemand.

Et j'espère que l'ensemble du peuple anglais comprend que nous n'entretenons pas le moindre sentiment d'infériorité par rapport aux Britanniques. La part que nous avons jouée dans l'histoire est bien trop importante pour cela.

L'Angleterre a apporté au monde de nombreux grands hommes, et l'Allemagne pas moins. La rude lutte pour le maintien de la vie de nos peuples a été, au cours de trois siècles, au prix d'un sacrifice en vies, qui dépasse de loin celui que d'autres peuples ont eu à consentir pour poursuivre leur existence.

Si l'Allemagne, un pays attaqué à jamais, ne fut pas capable de conserver ses possessions, mais se trouva contrainte de sacrifier nombre de ses provinces, cela ne fut que par suite de son développement politique malheureux, et de l'impuissance qui en résulta pour elle.

Cet état de faiblesse est à présent révolu. C'est pourquoi nous Allemands ne nous sentons en rien inférieurs à la nation britannique. Notre estime de nous-même est exactement la même que celle des Anglais. Dans l'histoire de notre peuple, durant environ deux millénaires, nous avons connu assez d'événements et de réussites pour nous emplir de fierté.

Si l'Angleterre ne peut pas comprendre notre point de vue, pensant peut-être pouvoir considérer l'Allemagne comme un État vassal, notre amour et notre affection auront bel et bien été gaspillés pour l'Angleterre. Nous ne nous laisserons pas gagner par le désespoir, ni ne perdrons courage, mais — en comptant sur la conscience de notre propre force et de celle de nos amis — nous trouverons d'autres moyens d'assurer notre indépendance sans perdre notre dignité.

J'ai entendu la déclaration du premier ministre britannique vis-

à-vis du fait qu'il n'est pas en mesure d'accorder foi aux assurances allemandes. Au vu des circonstances, je considère comme allant de soi que nous ne devons plus attendre de lui ou du peuple britannique de soutenir la charge d'une situation devenue lourde pour eux, et qui ne serait viable que dans une atmosphère de confiance mutuelle.

Lorsque l'Allemagne a opté pour le national-socialisme, et a ainsi pavé la route de sa résurrection nationale, en poursuite de ma politique inébranlable d'amitié avec l'Angleterre, j'ai de mon propre chef émis la proposition d'une limitation volontaire des armements navals allemands. Mais cette limitation était fondée sur une condition, à savoir, la volonté et la conviction qu'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne ne serait plus jamais possible. Ce désir et cette conviction restent vivants en moi à ce jour.

Mais je me vois à présent contraint d'affirmer que la politique menée par l'Angleterre, de manière officieuse et officielle, ne laisse aucun doute vis-à-vis du fait qu'une telle conviction n'est plus partagée à Londres, et qu'au contraire, l'opinion qui l'emporte là-bas semble être que quel que soit tel ou tel conflit dans lequel l'Allemagne pourrait se trouver entraînée, la Grande-Bretagne devrait systématiquement prendre position contre l'Allemagne. La guerre contre l'Allemagne est donc considérée comme allant de soi dans ce pays.

Je regrette très profondément un tel développement, car la seule demande que j'aie jamais formulée, et que je continuerai à formuler envers l'Angleterre est celle du retour de nos colonies. Mais j'ai toujours énoncé très clairement que cela ne deviendrait jamais une cause de conflit militaire. J'ai toujours escompté que les Anglais, pour qui ces colonies ne sont d'aucune valeur, finiraient un jour par comprendre la situation allemande et accorderaient plus de valeur à l'amitié allemande qu'à la possession de territoires qui, alors qu'ils ne leur apportent aucun réel bénéfice, restent d'une importance vitale pour l'Allemagne.

Mais hormis cela, je n'ai jamais formulé de demande qui pût

d'une manière ou d'une autre avoir entravé les intérêts britanniques, ou devenir un danger pour l'Empire et ainsi constituer quelque préjudice envers l'Angleterre. J'ai toujours veillé à ce que mes demandes restassent dans des limites étroitement liées au territoire légitime de l'Allemagne, et donc à la propriété éternelle de la nation allemande.

Puisqu'aujourd'hui l'Angleterre, tant par voie de presse que dans son discours officiel, soutient l'opinion selon laquelle il faudrait affronter l'Allemagne en toutes circonstances, et confirme ce point en usant de la politique bien connue de l'encerclement, la base du traité naval a disparu. J'ai donc résolu d'envoyer ce jour une communication à cet effet au gouvernement britannique.

Ce point ne constitue pas pour nous un sujet d'une très grande portée pratique — car j'espère encore que nous pourrons éviter une course aux armements avec l'Angleterre — mais plutôt une action d'estime de soi. Mais si le gouvernement britannique désirait de nouveau entrer en négociations avec l'Allemagne au sujet de ce problème, nul ne serait plus heureux que moi à l'idée de pouvoir parvenir à une entente claire et franche.

En outre, je connais mon peuple — et je compte sur lui. Nous ne voulons rien qui ne nous ait précédemment appartenu, et nous ne volerons jamais à aucun État sa propriété ; mais quiconque croit qu'il peut attaquer l'Allemagne se trouvera confronté à une mesure de pouvoir et de résistance en comparaison de laquelle celles de 1914 seraient négligeables.

En lien avec cela, je désire parler ici et maintenant de cette affaire, qui a été choisie comme point de départ pour la nouvelle campagne contre le Reich par les mêmes cercles qui furent à l'origine de la mobilisation de la Tchéco-Slovaquie.

Messieurs, je vous ai déjà donné l'assurance, au début de mon discours, que jamais, ni dans le cas de l'Autriche, ni dans celui de la Tchéco-Slovaquie, je n'ai adopté au cours de ma vie politique une attitude qui ne fût pas compatible avec les événements qui se sont produits récemment. J'ai donc signalé, avec le problème des Alle-

mands de Memel, que cette question, si elle n'était pas résolue par la Lituanie elle-même d'une manière décente et généreuse, devrait un jour être soulevée par l'Allemagne.

Vous savez que le territoire de Memel fut autrefois également arraché au Reich de manière arbitraire par le *dictat* de Versailles, et qu'en fin de compte, en l'année 1923, c'est-à-dire, au milieu d'une période de paix totale, ce territoire fut occupé par la Lituanie et ainsi plus ou moins confisqué. Le destin des Allemands y a depuis constitué un pur martyre.

Dans le cadre de la réincorporation de la Bohême et de la Moravie au sein du cadre du Reich allemand, il m'a également été possible de parvenir à un accord avec le gouvernement lituanien, permettant le retour de ce territoire à l'Allemagne, sans qu'aucune action violente fût menée, ni la moindre goutte de sang versée. En cette instance, je n'ai pas demandé un kilomètre carré de plus que ce que nous avons jadis possédé, et qui nous fut volé.

Cela signifie, par conséquent, que le seul territoire revenu au Reich allemand est celui qui nous fut arraché par les fous qui dictèrent la paix de Versailles. Mais cette solution, j'en suis convaincu, ne fera que s'avérer avantageuse pour les relations entre l'Allemagne et la Lituanie, étant donné que l'Allemagne, comme notre attitude l'a prouvé, n'a pas d'autres intérêts que de vivre en paix et en amitié avec cet État, et d'établir et de consolider des relations économiques avec lui.

À ce sujet, il importe que je tienne un point parfaitement au clair. La signification des accords économiques avec l'Allemagne réside non seulement dans le fait que l'Allemagne est en mesure, comme exportatrice, de répondre à presque toute demande industrielle, mais également en ce qu'elle est en même temps, comme très importante consommatrice, acheteuse de nombre de produits qui à eux seuls permettent à d'autres pays de tenir une place dans le commerce international.

Nous sommes intéressés non seulement par la conservation de ces marchés économiques, mais en particulier par la promotion de

bonnes relations avec eux, car l'existence de notre peuple est fondée en grande mesure sur eux. Les hommes d'État prétendument démocratiques considèrent comme relevant de leurs plus importantes réussites politiques que d'exclure une nation de ses marchés en usant de boycott, par exemple, sans doute dans le but de l'affamer. Il n'est pas nécessaire que je vous explique que toute nation, en de telles circonstances, préférerait assurément se battre plutôt que se laisser mourir de faim.

Pour autant que l'Allemagne soit concernée, elle est en tous cas déterminée à ne pas se laisser voler certains marchés importants économiquement par l'usage de menaces ou d'interventions brutales.

Et ceci n'est pas uniquement valable pour nous, mais également dans l'intérêt de nos partenaires commerciaux. Ici, dans chaque entreprise, la dépendance n'est pas unilatérale, mais mutuelle.

Combien de fois avons-nous le plaisir de lire, dans des articles amateurs parus dans les journaux de nos démocraties, que l'Allemagne, du fait qu'elle maintient des relations économiques étroites avec un pays, rend ce pays dépendant d'elle. Il s'agit de fadaises juives absolument impossibles. Car si l'Allemagne fournit aujourd'hui à un pays agraire des machines et reçoit en paiement des denrées alimentaires, le Reich, comme consommateur de ces denrées, est au moins aussi dépendant, sinon plus, que le pays agraire peut dépendre de nous, dont il reçoit des produits industriels comme paiement.

L'Allemagne considère les États baltes comme parmi ses plus importants partenaires commerciaux. Et pour cette raison, il est dans notre intérêt que ces pays mènent une vie nationale indépendante et ordonnée choisie par eux.

Notre opinion est que ceci constitue un prérequis pour le développement économique interne, qui constitue la condition dont dépendent les échanges de marchandises.

Je suis donc heureux que nous ayons pu nous occuper du point de dispute entre la Lituanie et l'Allemagne. Cela supprime le seul

obstacle sur le chemin de la politique d'amitié, dont la valeur peut s'avérer — et je suis convaincu qu'elle le fera — non par de simples phrases politiques, mais par des mesures économiques concrètes.

Ce fut assurément un nouveau coup porté au monde démocratique qu'il n'y ait pas de sang versé — que 175 000 Allemands pussent revenir à leur patrie, qu'ils chérissaient par-dessus tout, sans que quelques centaines de milliers d'autres ne doivent se faire tirer dessus pour y parvenir !

Voilà qui affligea profondément les apôtres de l'humanitarisme. Il ne fut donc pas surprenant qu'ils se mirent immédiatement à considérer de nouvelles possibilités de provoquer une perturbation importante dans l'atmosphère de l'Europe, après tout. Et ainsi, comme dans le cas de la Tchéco-Slovaquie, ils revinrent à l'affirmation que l'Allemagne prenait des mesures militaires, et qu'elle était supposément en cours de mobilisation. Cette mobilisation fut décrite comme dirigée contre la Pologne.

J'ai une chose à dire au sujet des relations germano-polonaises. Ici également, le traité de paix de Versailles — bien entendu, de manière intentionnelle — a blessé profondément l'Allemagne. La manière insolite dont le Couloir, accordant l'accès à la mer à la Pologne, fut tracé, fut imaginée par-dessus tout pour empêcher à jamais qu'une entente entre la Pologne et l'Allemagne fût possible. Ceci, comme je l'ai déjà souligné, est peut-être le plus préoccupant des problèmes de l'Allemagne.

Néanmoins, je n'ai jamais cessé de soutenir que la nécessité d'un accès libre à la mer pour l'État polonais ne pouvait être ignorée. Il s'agit d'un principe général, valide en ce cas comme dans d'autres. Les nations que la Providence a destinées, ou, si vous voulez, condamnées à vivre côte à côte, seraient bien avisées de ne pas se rendre la vie plus difficile les unes aux autres par des moyens artificiels et injustifiés. Feu le maréchal Pilsudski, qui partageait cette opinion, était donc prêt à examiner la question pour clarifier l'atmosphère des relations germano-polonaises et finalement conclure un accord par lequel l'Allemagne et la Pologne exprimeraient leur

intention de renoncer totalement à la guerre comme moyen de régler les questions les concernant toutes deux.

Cet accord contenait une seule exception, qui dans les faits constituait une concession à la Pologne. Il était stipulé que les pactes d'assistance mutuelle déjà conclus par la Pologne — cela s'appliquait à un pacte avec la France — ne devaient pas être affectés par l'accord. Mais il était évident que cela ne pouvait s'appliquer qu'au pacte d'assistance mutuelle déjà conclus préalablement, et pas à n'importe quel nouveau pacte pouvant être conclu à l'avenir.

C'est un fait que l'accord germano-polonais déboucha sur une diminution remarquable des tensions en Europe. Néanmoins, il restait une question ouverte entre l'Allemagne et la Pologne, qui, tôt ou tard, devrait évidemment finir par être résolue — la question de la ville allemande de Dantzig :

Dantzig est une ville allemande, et aspire à appartenir à l'Allemagne. D'un autre côté, cette ville a des contrats avec la Pologne, qui lui furent certes imposés par les dictateurs de la paix de Versailles. En outre, la Société des Nations, anciennement le plus grand fomenteur de troubles, étant à présent représentée par un haut commissaire — qui se trouve être un homme disposant d'un tact extraordinaire — le problème de Dantzig doit dans tous les cas être sujet à discussions, et ce dans tous les cas avant que la calamiteuse Société des nations ne soit peu à peu parvenue à l'extinction.

J'ai considéré le règlement pacifique de ce problème comme une contribution de plus au relâchement final des tensions en Europe. Car relâcher cette tension ne peut assurément pas être réalisé par l'agitation de va-t-en-guerre insensés, mais seulement par la suppression des vrais éléments de danger.

Après que le problème de Dantzig a été discuté plusieurs fois déjà il y a des mois, j'ai émis une offre concrète au gouvernement polonais. Je vous laisse à présent connaître cette offre, Messieurs, et — vous pourrez juger par vous-mêmes si cette offre ne constituait

pas la plus importante concession imaginable dans l'intérêt de la paix en Europe.

Comme je l'ai déjà indiqué, j'ai toujours vu la nécessité d'un accès à la mer pour ce pays, et j'ai par conséquent pris en considération cette nécessité. Je ne suis pas un homme d'État démocratique, mais un national-socialiste et un réaliste.

Mais j'ai considéré comme nécessaire d'affirmer clairement au gouvernement de Varsovie que, exactement comme ils désirent un accès à la mer, l'Allemagne, de même, a besoin d'accéder à sa province orientale. Il s'agit là de problèmes épineux.

Mais ce n'est pas l'Allemagne qui est responsable de ces problèmes, mais plutôt les jongleurs de Versailles qui, par leur malice ou leur négligence, mirent en place cent barils de poudre un peu partout en Europe, tous équipés de mèches allumées, qui seraient difficiles à éteindre.

Ces problèmes ne peuvent être résolus par des raisonnements à l'ancienne. Je pense que nous devrions plutôt adopter de nouvelles méthodes.

L'accès à la mer pour la Pologne, en passant par le Couloir, d'un côté, et une route allemande traversant le Couloir de l'autre côté, sont sans importance militaire. Leur importance est uniquement psychologique et économique. Accorder une importance militaire à une voie de circulation de cette nature reviendrait à se montrer totalement ignorant au sujet des affaires militaires. Par conséquent, j'ai veillé à ce que les propositions qui suivent soient transmises au gouvernement polonais :

1. Le retour de Dantzig, comme État libre, dans le cadre du Reich allemand.
2. L'obtention par l'Allemagne d'une route et d'une voie ferrée traversant le Couloir, pour son propre usage, avec le même statut extra-territorial pour l'Allemagne que celui du Couloir lui-même pour la Pologne.

En retour, l'Allemagne est prête :

1. À reconnaître tous les droits économiques de la Pologne sur Dantzig.
2. À assurer à la Pologne un port libre à Dantzig de la taille qu'elle désirera, lui accordant un accès absolument libre à la mer.
3. À accepter dans le même temps les délimitations présentes entre l'Allemagne et la Pologne, et à les considérer comme des frontières définitives.
4. À conclure un traité de non-agression d'une durée de vingt-cinq années avec la Pologne, un traité qui s'étendrait donc bien au-delà de ma propre existence ; et
5. À assurer une garantie conjointe par l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie de l'indépendance de l'État slovaque — ce qui signifie, en pratique, une renonciation de toute hégémonie allemande exclusive sur ce territoire.

Le gouvernement polonais a rejeté mon offre et ne s'est déclaré prêt qu' :

1. À négocier sur la question d'un substitut au commissaire de la Société des Nations, et
2. À examiner des installations pour la circulation traversant le Couloir.

Cette attitude incompréhensible de la part du gouvernement polonais a constitué une source de grands regrets pour moi. Mais ce n'est pas tout. Le pire est que la Pologne, à l'instar de la Tchéco-Slovaquie il y a un an, sous la pression d'une campagne internationale de mensonges, croit à présent qu'elle doit appeler ses soldats sous les drapeaux, alors même que l'Allemagne n'a pas mobilisé un seul homme, et n'a pas envisagé de telle mesure contre la Pologne.

Comme je l'ai dit, ceci est fortement regrettable. Il reviendra un jour à la postérité de décider s'il était vraiment juste de refuser ma suggestion. Comme je l'ai également affirmé, il s'agissait d'une tentative de ma part pour résoudre, par un compromis qui était

vraiment unique, une question affectant profondément le peuple allemand — et de la résoudre à l'avantage des deux pays.

Je suis convaincu que cette solution n'aurait demandé à la Pologne de ne rien céder, et uniquement de recevoir, car il ne devrait pas faire l'ombre d'un doute que Dantzig ne deviendra jamais polonaise.

L'intention d'attaquer par l'Allemagne a constitué une pure invention de la presse internationale. Cette invention, comme vous le savez, a amené à une offre des soi-disant garanties et à une obligation d'assistance mutuelle pour la Pologne. En certaines circonstances, la Pologne se trouverait également contrainte par ceci à mener des actions militaires contre l'Allemagne, en cas de conflit entre l'Allemagne et toute autre puissance, si un tel conflit en venait à impliquer l'Angleterre.

Cette obligation est contradictoire avec l'accord que j'avais conclu avec le maréchal Pilsudski il y a quelque temps, car dans cet accord, référence n'est faite qu'aux obligations pré-existantes, ce qui signifiait à l'époque les obligations de la Pologne envers la France, que nous connaissons. L'extension a posteriori de ces obligations est contraire aux conditions du pacte de non-agression germano-polonais.

Sous de telles circonstances, je n'aurais pas souscrit à l'époque à ce pacte. En effet, quelle peut être la valeur de conclure des pactes de non-agression si l'un des partenaires réalise diverses exceptions dans son exécution ? Les alternatives sont — soit la sécurité collective, qui ne revient qu'à une insécurité collective et à un danger de guerre permanent, ou bien des accords clairs et précis qui excluent fondamentalement l'usage d'armes entre les parties contractantes. Je considère donc l'accord que je conclus jadis avec le maréchal Pilsudski, ayant été bafoué unilatéralement par la Pologne, comme annulé.

J'ai envoyé une communication en ce sens au gouvernement polonais. Mais je ne peux que répéter à ce stade que ma décision ne constitue pas un changement fondamental d'attitude vis-à-vis des

problèmes que je viens de mentionner. Si le gouvernement polonais désire convenir d'un nouvel accord contractuel, déterminant ses relations avec l'Allemagne, je ne saurais qu'accueillir cette idée, pourvu, bien entendu, que ces arrangements reposent sur des engagements limpides et contraignant de manière égale les deux parties. L'Allemagne est tout à fait désireuse, à tout instant, de souscrire à de telles obligations, et de les remplir.

Si ces éléments ont amené à l'éclatement de nouveaux désordres en Europe au cours des dernières semaines, c'est la propagande bien connue des va-t-en-guerre internationaux qui en est seule responsable. Cette propagande est conduite par de nombreux organes au sein des États démocratiques, et s'emploie, en établissant une tension nerveuse constante, et en inventant de manière continue des rumeurs à préparer l'Europe à une catastrophe — cette catastrophe par laquelle ils espèrent parvenir à ce qu'ils ne sont pas encore parvenus, c'est-à-dire à la destruction bolchevique de la civilisation européenne !

La haine de ces fauteurs de trouble est d'autant plus compréhensible qu'ils ont été privés de l'un des points de dangers les plus critiques d'Europe, grâce à l'héroïsme d'un homme et de sa nation, ainsi que — j'ose le dire — grâce aux volontaires italiens et allemands.

Au cours des dernières semaines, l'Allemagne a assisté à la victoire de l'Espagne nationaliste avec la sympathie et l'exultation les plus ferventes. Lorsque j'ai décidé de répondre à l'appel du général Franco pour lui accorder l'assistance de l'Allemagne national-socialiste pour contrer le soutien international accordé aux incendiaires bolcheviques, cette action de la part de l'Allemagne a été sujette aux interprétations erronées et à des abus outrageux de la part des mêmes agitateurs internationaux.

Ils ont déclaré à l'époque que l'Allemagne voulait s'établir en Espagne et se proposait de s'emparer des colonies espagnoles ; ils ont même inventé l'infâme mensonge d'un débarquement de 20 000 soldats au Maroc. En résumé, rien n'a été négligé pour faire peser

les soupçons sur l'idéalisme de notre soutien et de celui de l'Italie, dans la tentative de trouver des éléments pour raviver le bellicisme.

D'ici quelques semaines, le héros victorieux de l'Espagne nationaliste célébrera son entrée festive dans la capitale de son pays. Le peuple espagnol l'acclamera comme sauveur face à des horreurs indescriptibles, et comme libérateur face à des bandes d'incendiaires, dont il est estimé qu'ils ont plus de 715 000 vies humaines sur la conscience, rien qu'en comptant les exécutions et les meurtres.

Les habitants de villages entiers et de villes ont été littéralement massacrés cependant que leurs bienfaiteurs bien intentionnés, les apôtres humanitaires d'Europe occidentale et de la démocratie étasunienne gardaient le silence.

Au moment de sa procession triomphale, les volontaires de notre légion allemande défileront, avec leurs camarades italiens, au sein des rangs des vaillants soldats espagnols. Nous espérons pouvoir rapidement les accueillir au pays après cela. La nation allemande saura alors avec quelle bravoure ses propres fils ont joué leur rôle sur ce sol, dans la lutte pour la libération d'un noble peuple. Ce fut la lutte pour sauver la civilisation européenne, car si les forces inhumaines du bolchevisme sortaient victorieuses en Espagne, elles pourraient bien s'étendre à travers l'ensemble de l'Europe.

De là est sortie la haine de ceux qui sont déçus du fait que l'Europe ne soit pas la proie du feu et des flammes. Pour cette raison, ils se montrent doublement soucieux de ne manquer aucune opportunité de semer les graines de la défiance au sein des nations, et de provoquer ailleurs l'atmosphère de guerre par eux tant désirée.

Certaines déclarations mensongères fabriquées au cours des quelques semaines passées par ces va-t-en-guerre internationaux, publiées dans de nombreux journaux, sont aussi puériles que sournoises.

Le premier résultat, hormis répondre à des objectifs de politique intérieure des gouvernements démocratiques, est de répandre une hystérie nerveuse qui présente comme possible jusque l'atterrissage de martiens. Mais le vrai objectif est de préparer l'opinion publique

à considérer la politique d'encerclement britannique comme nécessaire, et par conséquent, de la soutenir, si le pire devait se réaliser.

Le peuple allemand, d'un autre côté, peut poursuivre ses occupations dans une parfaite tranquillité. Ses frontières sont gardées par la meilleure armée de toute l'histoire de l'Allemagne. Le ciel est protégé par l'armée de l'air la plus puissante, et nos côtes sont rendues inaccessibles à toute puissance ennemie. À l'Ouest, nous avons bâti les défenses les plus solides de toute l'histoire.

Mais les facteurs décisifs sont l'unité de la nation allemande dans son ensemble, la confiance de tous les Allemands l'un pour l'autre, et envers leurs armées, et — si je puis dire — la confiance de chacun envers ses dirigeants...

Mais la confiance du peuple et de ses dirigeants envers nos amis n'est pas moindre. Au premier plan de ceux-ci se trouve l'État qui est le plus proche de nous en toute matière, par résultante de nos destinées communes, qui nous unissent. Cette année encore, l'Italie fasciste a fait preuve de la plus entière compréhension des justes intérêts de l'Allemagne. Nul ne devrait s'étonner de ce que nous, pour ce qui nous concerne, ayons les mêmes sentiments par rapports aux besoins de l'Italie. Le lien qui relie nos deux peuples ne peut être rompu. Toute tentative d'y fomenter le doute est ridicule.

En tous cas, ce point est d'autant mieux confirmé par le fait qu'un article est apparu il y a quelques jours dans un journal démocratique de premier plan, affirmant qu'il ne fallait plus considérer comme possible de séparer l'Italie de l'Allemagne pour les détruire séparément.

Le gouvernement allemand comprend et apprécie donc pleinement la justice de l'action menée par notre ami italien en Albanie, et l'a donc salué. Oui, ce n'est pas seulement le droit, mais c'est c'est même le devoir du Fascisme que de sécuriser l'Italie, dans la sphère dont l'a indubitablement dotée la nature et l'histoire, de maintenir un ordre, qui seul constitue évidemment le fondement et la sécurité d'une civilisation humaine réellement florissante.

Après tout, il ne peut y avoir qu'aussi peu de doute dans le

reste du monde au sujet du travail de civilisation du fascisme qu'il y en a sur celui du national-socialisme.

Dans les deux instances, les faits indubitables apportent la contradiction aux vantardises infondées et aux affirmations non prouvées provenant de l'autre côté. La création de liens encore plus étroits entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon est l'objectif constant du gouvernement allemand. Nous considérons l'existence et le maintien de la liberté et de l'indépendance de ces trois grandes puissances comme le facteur le plus fort pour l'avenir, œuvrant à la préservation d'une vraie culture humaine, d'une civilisation pratique et d'un ordre juste dans le monde.

Comme je l'ai mentionné au départ, le 15 avril 1939, le monde fut informé du contenu d'un télégramme dont je ne pris moi-même connaissance qu'après cette annonce. Il est difficile de ranger ce document, ou de le placer dans quelque catégorie connue. Je vais donc tâcher, Messieurs, de vous présenter — ainsi qu'au peuple allemand — une analyse des contenus de ce document incroyable, et en votre nom, et en celui du peuple allemand, je vais lui apporter les réponses appropriées.

## Premièrement

M. Roosevelt est habité de l'opinion que moi-même, également, je dois comprendre qu'à travers le monde des centaines de millions d'êtres humains vivent dans la crainte constante d'une nouvelle guerre ou même d'une série de guerres.

Ceci, dit-il, est une préoccupation pour le peuple des États-Unis, au nom duquel il s'exprime, et doit également en être une pour les peuples et autres nations de l'ensemble de l'hémisphère occidental.

En réponse à ceci, il faut commencer par dire que cette crainte de la guerre a sans aucun doute habité l'humanité depuis des temps immémoriaux, et ce de manière justifiée.

Par exemple, après le traité de paix de Versailles, 14 guerres ont été menées rien qu'entre 1919 et 1939, et l'Allemagne n'a été concernée par aucune d'entre elles, mais en revanche des États de l'« *hémisphère occidental* » au nom desquels s'exprime également le président Roosevelt se sont indubitablement trouvés impliqués.

En outre, il y a eu au cours de la même période 26 interventions violentes et sanctions menées dans des effusions de sang et des manifestations de force. L'Allemagne n'a trempé dans aucune d'entre elles non plus.

Les États-Unis à eux-seuls ont mené des interventions militaires en six occurrences depuis 1918. Depuis 1918, la Russie soviétique est entrée dans 10 guerres et actions militaires impliquant la force et les effusions de sang. Ici non plus, l'Allemagne n'a été concernée par aucune de ces actions, et n'a été non plus responsable d'aucune d'entre elles.

Ce serait donc une erreur à mes yeux que de croire que la crainte de la guerre inspirant les nations européennes et non-européeennes puisse en quelque manière, au moment présent, être directement imputée à des guerres concrètes.

La raison pour ceci réside simplement et uniquement dans une agitation effrénée de la part de la presse, une agitation aussi mensongère qu'elle est fondée sur la circulation de vils pamphlets contre les dirigeants d'États étrangers, et dans la propagation artificielle de la panique, qui finit par aller si loin que des interventions depuis une autre planète deviennent considérées comme possibles, et que des scènes d'alerte désespérées s'ensuivent.

Je pense que dès que les gouvernements responsables s'imposeront, et imposeront à leurs organes journalistiques la retenue nécessaire et la sincérité au sujet des relations des divers pays les uns avec les autres, et en particulier pour ce qui concerne les événements intérieurs aux autres pays, la crainte de la guerre disparaîtra, et la tranquillité que nous désirons tous fortement deviendra possible.

## Deuxièmement

Dans son télégramme, M. Roosevelt exprime croire que chaque grande guerre, même si elle était confinée à d'autres continents, doit présenter des conséquences graves non seulement pendant qu'elle se produit, mais également pour les générations à suivre.

Réponse : Nul ne sait mieux cela que le peuple allemand. Car le traité de paix de Versailles a imposé des fardeaux au peuple allemand, qui n'auraient pas pu être remboursés en cent ans, et ce en dépit du fait qu'il a été prouvé par des professeurs de droit constitutionnel, des historiens, et des professeurs d'histoire étasuniens, que l'Allemagne ne portait pas plus de responsabilité dans le déclenchement de la guerre que toute autre nation.

Mais je ne crois pas que chaque conflit doive porter à des conséquences désastreuses pour le monde entier, littéralement pour l'ensemble de l'humanité, pourvu que celle-ci ne se trouve pas systématiquement attirée dans de tels conflits par les obligations d'un réseau de pactes nébuleux.

Depuis des siècles, en effet, et — comme je l'ai indiqué au début de ma réponse — au cours des dernières décennies également, le monde a connu une suite continue de guerres. Si la supposition de M. Roosevelt était juste, la somme totale des résultats de toutes ces guerres aurait déjà imposé une charge sur l'humanité, et continuerait de lui peser pour les millions d'années à venir.

## Troisièmement

M. Roosevelt a déclaré avoir déjà fait appel à moi en une occasion précédente, pour un règlement pacifique des problèmes politiques, économiques et sociaux, sans recours aux armes.

Réponse : j'ai pour ma part toujours été un tenant de cette position et, comme le prouve l'histoire, j'ai réglé les problèmes po-

litiques, économiques et sociaux sans user de la force des armes — sans même recourir aux armes.

Cependant, par malheur, ce règlement pacifique se trouve rendu plus difficile par l'agitation d'hommes politiques, d'hommes d'État, et de représentants de journaux, qui ne furent pourtant jamais concernés directement, ni même affectés, par les problèmes en question.

## Quatrièmement

M. Roosevelt estime que la « *marée d'événements* » amène une fois de plus avec elle la menace des armes, et que si cette menace persiste, une grande partie du monde est condamnée à la ruine partagée.

Réponse : pour ce qui concerne l'Allemagne, je n'ai connaissance d'aucune sorte de menace envers d'autres nations, bien que je trouve à lire des mensonges chaque jour dans les journaux démocratiques.

Chaque jour, j'y découvre des mobilisations allemandes, des débarquements d'armées, des extorsions — le tout en connexion avec des États avec lesquels non seulement nous vivons tout à fait pacifiquement, mais avec lesquels nous sommes mêmes, dans de nombreux cas, les amis les plus proches.

## Cinquièmement

M. Roosevelt croit également qu'en cas de guerre, les nations victorieuses, vaincues, et neutres souffriront toutes autant les unes que les autres.

Réponse : Tout au long de mon activité politique, vingt années durant, j'ai été tenant de cette conviction, jusqu'à une époque où les hommes d'État responsables de l'Amérique, malheureusement,

ne purent se résoudre à reconnaître ce même fait vis-à-vis de leur participation à la grande guerre.

## Sixièmement

M. Roosevelt estime qu'à la fin il appartient aux dirigeants des grandes nations de préserver leurs peuples du désastre qui s'annonce.

Réponse : si tel est le cas, alors c'est une négligence coupable, pour ne pas employer de mot plus fort, si les dirigeants des nations en place ne contrôlent par leurs journaux, qui agitent l'opinion pour la guerre, et ainsi ne sauvent pas le monde de la calamité désastreuse d'un conflit armé.

Je ne comprends pas non plus pourquoi les dirigeants responsables, au lieu de cultiver des relations diplomatiques entre nations, les rendent plus difficiles et les perturbent de fait par des actions telles que des rappels d'ambassadeur pratiqués sans raison.

## Septièmement

M. Roosevelt déclare en fin de compte que trois nations en Europe, et une en Afrique, ont vu leur existence indépendante terminée.

Réponse : je ne sais pas de quelles trois nations en Europe il s'agit. S'il était question des provinces réincorporées au Reich allemand, je me dois d'attirer l'attention de M. Roosevelt sur une erreur historique de sa part.

Ce n'est pas à présent que ces nations sacrifièrent leur existence indépendante en Europe, mais en 1918. À cette époque, en violation de promesses solennelles, leurs liens logiques furent déchirés et elles furent transformées en les nations qu'elles n'avaient jamais aspiré constituer, et n'avaient jamais constitué. Elles furent contraintes à une indépendance qui n'en était pas une, mais au mieux ne pouvait

signifier qu'une dépendance sur un monde étranger international qu'elles honnissaient.

En outre, pour ce qui concerne les allégations qu'une nation en Afrique a perdu sa liberté, cela est tout également erroné. Il ne s'agit pas d'une nation en Afrique qui a perdu sa liberté. Au contraire, presque tous les habitants originels de ce continent ont perdu leur liberté, ayant été transformés en sujets de la souveraineté d'autres nations, par des effusions de sang et l'usage de la force.

Les Marocains, les Berbères, les Arabes, les Nègres, et d'autres ont constitué les victimes du glaive de puissances étrangères qui, cependant, n'était pas estampillé « *fabriqué en Allemagne* », mais « *fabriqué par les Démocraties.* »

## Huitièmement

M. Roosevelt mentionne alors les rapports qu'il reconnait ne pas estimer être corrects, mais qui affirment que de nouvelles actions d'agression sont en préparation contre d'autres nations indépendantes.

Réponse : je considère toute insinuation infondée de ce genre comme une tentative de mettre à mal la tranquillité et la paix du monde. Je vois également en elles un effort, calculé pour alarmer les nations plus petites, ou à tout le moins de les pousser sur le fil.

Si M. Roosevelt a vraiment à l'esprit des exemples spécifiques, je lui demanderai de nommer les États qui sont menacés d'agression, et de nommer l'agresseur en question. Il sera alors chose aisée de réfuter ces grotesques accusations générales en peu de mots.

## Neuvièmement

M. Roosevelt affirme que le monde ne fait qu'avancer vers le moment où cette situation doit se terminer en catastrophe, sauf si

un moyen rationnel de guider les événements soit trouvé.

Il déclare également que j'ai affirmé de manière répétée que ni moi-même, ni le peuple allemand n'avons le désir de la guerre, et que si tel est le cas, alors la guerre n'est pas nécessaire.

Réponse : j'aimerais répondre en premier chef que je n'ai jamais mené aucune guerre ; en second lieu, que des années durant, j'ai exprimé mon aversion vis-à-vis de la guerre et, pas moins, des va-t-en-guerre ; et troisièmement, que je ne sais pas en vue de quel objectif je pourrais lancer la moindre guerre.

J'apprécierais que M. Roosevelt m'apporte quelque explication à ce sujet.

## Dixièmement

M. Roosevelt est par ailleurs d'opinion que les peuples du monde ne pourraient pas être persuadés qu'une puissance gouvernante a quelque droit ou nécessité d'infliger les conséquences de la guerre à son propre peuple ou à un autre, sauf pour la cause évidente de la défense du territoire national.

Réponse : Il me semble que tout être humain raisonnable partage cette opinion, mais il m'apparaît que dans presque chaque guerre, les deux camps affirment que leur position est indubitablement une affaire de défense de territoire national. Je ne crois pas qu'il existe une autorité dans ce monde, y compris le président étasunien en personne, qui puisse décider de cette question sans équivoque. Il n'est par exemple nullement permis de douter que l'entrée des États-Unis dans la grande guerre ne constitua pas une affaire indubitable de défense du territoire national. Un comité de recherche, établi par le président Roosevelt lui-même, a examiné les raisons de l'entrée des États-Unis dans la grande guerre, et est parvenu à la conclusion que cette entrée en guerre découla principalement de raisons exclusivement capitalistes. Néanmoins, aucune conclusion n'a en pratique été tirée de ce fait.

Espérons donc qu'au moins à l'avenir les États-Unis agiront eux-mêmes selon ce noble principe, et n'iront en guerre contre aucun autre pays sauf en cas indubitable de devoir défendre leur territoire national.

## Onzièmement

M. Roosevelt ajoute qu'il ne parle pas pour des raisons égoïstes, par crainte, ou par faiblesse, mais avec la voix de la force et de l'amitié pour l'humanité.

Réponse : Si cette voix de la force et d'amitié pour l'humanité s'était fait entendre par les États-Unis au bon moment, et si elle avait eu la moindre valeur en pratique, alors au moins le traité qui allait devenir la source de la plus amère des folies de l'humanité de l'histoire, le *dictat* de Versailles, aurait pu être empêché.

## Douzièmement

M. Roosevelt déclare en outre qu'il est clair à ses yeux que tous les problèmes internationaux peuvent être résolus à la table du conseil.

Réponse : Théoriquement, on devrait croire en cette possibilité, car le sens commun justifierait dans bien des cas les réclamations d'une part et l'impératif d'accommodement d'autre part.

Par exemple, selon la logique du sens commun, et les principes généraux d'une haute justice humaine, de fait, selon les lois de la volonté divine, tous les peuples devraient disposer d'une part égale des biens qui existent dans le monde.

Il ne devrait dès lors pas arriver qu'un peuple ait besoin de tant d'espace pour vivre qu'il ne s'en sorte pas avec quinze habitants par kilomètre carré, alors que d'autres sont contraints de nourrir 140, 150, ou même 200 personnes sur cette même zone.

Mais en aucun cas ces peuples chanceux ne devraient réduire l'espace existant alloué à ceux qui souffrent déjà, en leur volant par exemple leurs colonies. Je serais donc plus qu'heureux que ces problèmes puissent trouver leur solution à la table du conseil.

Mais mes doutes sont fondés sur le fait que ce furent les États-Unis eux-mêmes qui émirent les expressions les plus aiguës de défiance vis-à-vis de l'efficacité des conférences. Car la plus grande conférence de tous les temps fut sans doute la Société des Nations.

Ce corps à l'autorité reconnue, représentant tous les peuples du monde, créé en accord avec les intentions d'un président étasunien, était supposé résoudre les problèmes de l'humanité à la table du conseil.

Mais le premier État qui déclina cette tentative fut les États-Unis — pour la raison que le président Wilson en personne, déjà à l'époque, nourrissait les plus gros doutes sur la possibilité de résoudre les problèmes internationaux décisifs à la table de conférences.

Nous respectons l'expression de votre opinion bien intentionnée, M. Roosevelt, mais par dessus votre opinion, le fait est qu'en presque vingt années d'activité des plus grandes conférences du monde, la Société des Nations, il s'est avéré impossible de résoudre le moindre problème international décisif.

Contrairement à la promesse de Wilson, l'Allemagne se vit interdire de nombreuses années durant par le traité de paix de Versailles de prendre part à cette grande conférence mondiale. Malgré l'expérience des plus amères, il y eut un gouvernement allemand qui crut qu'il n'était pas nécessaire de suivre l'exemple des États-Unis, et que l'Allemagne devrait donc prendre un siège à cette table de conférence.

Ce ne fut qu'après des années de participation sans objet que je résolus de suivre l'exemple des États-Unis, et comme eux, de quitter la plus grande conférence au monde. Depuis lors, j'ai résolu les problèmes de mon peuple qui, comme tous les autres, restaient malheureusement non résolus à la table de conférence de la Société

des Nations — et je les ai résolus sans recourir à la guerre, en aucune instance.

Mais ceci mis à part, comme je l'ai déjà mentionné, de nombreux autres problèmes ont été amenés face à des conférences mondiales au cours des années récentes, sans qu'aucune solution ne fût trouvée.

Cependant, M. Roosevelt, si votre croyance selon laquelle tout problème peut être résolu à la table de conférence est exacte, alors toutes les nations, États-Unis y compris, ont été dirigées au cours des sept ou huit cents dernières années par des aveugles ou par des criminels.

Car aucun homme d'État, y compris ceux des États-Unis, et tout particulièrement les plus grands d'entre eux, n'ont écrit la remarquable histoire de leurs pays à la table de conférences, mais ont au contraire fait usage de la force de leurs peuples.

La liberté de l'Amérique du Nord ne fut pas plus gagnée à la table de conférence que le conflit qui opposa le Nord et le Sud des États-Unis n'y fut réglé. Je ne ferai pas mention des innombrables luttes qui finirent par conduire à la soumission du continent nord-américain dans son ensemble.

Je ne fais qu'étaler ces éléments afin de vous démontrer que votre vision, M. Roosevelt, quoique méritant indubitablement le plus grand respect, n'est confirmée par l'histoire ni de votre propre pays, ni du reste du monde.

## Treizièmement

M. Roosevelt poursuit en affirmant qu'un côté ne peut pas répondre à la promesse de discussions pacifiques en avançant qu'à moins de recevoir des assurances par avance selon lesquelles le verdict sera en sa faveur, il n'abandonnera pas les armes.

Réponse : Croyez-vous, M. Roosevelt, que si le destin ultime des nations est en jeu, un gouvernement ou les dirigeants d'un peuple

vont baisser les armes ou les abandonner avant une conférence, simplement dans l'espoir aveugle que les autres membres de la conférence se montreront assez sages, ou plutôt assez clairvoyants, pour parvenir à la bonne décision ?

M. Roosevelt, il n'y a eu qu'un seul pays et un gouvernement qui a agi en accord avec la recette que vous prônez en des termes aussi exaltants ; et ce pays fut l'Allemagne. La nation allemande, ayant foi dans les assurances solennelles du président Wilson et dans la confirmation de ces assurances par les Alliés, baissa jadis les armes, et se rendit sans défense à la table de conférence.

Il est vrai que dès que la nation allemande baissa les armes, il ne fut plus question d'une invitation à la table de conférence, mais qu'en violation de toutes les assurances qui avaient été données, elle devint la victime de la pire violation d'une parole donnée qui fut jamais réalisée.

Puis, un jour, au lieu de l'immense confusion de l'histoire, qui devait supposément être réparée autour de la table de conférence, le traité le plus cruellement dicté au monde instaura une confusion encore plus effroyable.

Mais les représentants de la nation allemande, qui avaient baissé les armes, ayant foi dans les assurances solennelles prononcées par un président étasunien, y vinrent donc sans arme, ne furent pas reçus, alors même qu'ils venaient pour accepter les termes du traité dicté. Après tout, ils étaient les représentants d'une nation qui au moins avait tenu avec héroïsme quatre années durant face au monde entier dans la lutte pour sa liberté et son indépendance. Ils eurent à subir une déchéance plus grande encore que celles qui furent infligées aux chefs des tribus Sioux.

Les délégués allemands furent insultés par la foule, on leur jeta des pierres, et ils furent amenés tels des prisonniers, non pas à la table du conseil du monde, mais face au tribunal érigé par les vainqueurs ; et là, le pistolet sur la tempe, ils furent contraints de se soumettre à la plus honteuse soumission et au pillage le plus abject que le monde ait jamais connu.

Je peux vous assurer, M. Roosevelt, que je suis résolument déterminé à veiller à ce que non seulement à présent, mais à jamais, aucun Allemand n'aura plus à pénétrer sans défense dans une conférence, mais qu'en tous temps, et à jamais, tout représentant de l'Allemagne aura derrière lui la force unie de la nation allemande ; que Dieu me vienne en aide.

## Quatorzièmement

Le président des États-Unis pense que dans les salles de conférences, comme dans les tribunaux, il est nécessaire que les deux parties entrent de bonne foi, en s'attendant à ce qu'une justice équilibrée soit accordée à chacune.

Réponse : les représentants allemands n'entreront plus jamais dans une conférence qui sera pour eux un tribunal. Car qui peut s'y positionner comme juge ? Dans une conférence, il n'y a ni accusé, ni procureur, mais deux parties opposées. Si leur propre sens du jugement ne débouche pas sur un règlement entre les deux parties, ils ne se soumettront jamais au verdict d'autres puissances dont les intérêts sont totalement étrangers aux leurs.

Par ailleurs, les États-Unis eux-mêmes ont décliné d'entrer à la Société des Nations, et de se constituer victimes d'un tribunal qui pouvait, par un simple vote à la majorité, prononcer un verdict contraire à leurs intérêts. Mais je serais très obligé envers le président Roosevelt s'il pouvait expliquer au monde à quoi le nouveau tribunal mondial devra ressembler.

Qui y sont les juges ? Selon quelle procédure sont-ils choisis ? Sous quelle responsabilité agissent-ils ? Et par-dessus tout, face à qui peuvent-ils être tenus responsables de leurs décisions ?

## Quinzièmement

M. Roosevelt pense que la cause de la paix mondiale progresserait fortement si les nations du monde pouvaient émettre une franche affirmation au sujet des politiques présentes et futures de leurs gouvernements.

Réponse : J'ai déjà fait cela, M. Roosevelt, dans d'innombrables discours publics. Et dans le cadre de la présente réunion du Reichstag allemand, j'ai de nouveau — autant que faire se peut en l'espace de deux heures — prononcé une affirmation de cette nature.

Mais je me dois de refuser d'accorder une explication à quiconque hors du peuple dont je suis responsable de l'existence et de la vie, et qui, en échange, est seul à même d'exiger que je lui rende des comptes. Cependant, j'énonce les objectifs de la politique allemande d'une manière si ouverte et franche que le monde entier peut les connaître en toute matière.

Mais ces explications ne sont d'aucun intérêt pour le monde extérieur, tant que la presse peut falsifier et jeter le doute sur chaque affirmation, la remettre en question, ou la noyer dans une nouvelle vague de mensonges.

## Seizièmement

M. Roosevelt pense que, parce que les États-Unis, nation parmi d'autres de l'hémisphère occidental non impliquée dans les controverses immédiates qui se sont levées en Europe, je devrais donc accepter de lui assurer un engagement politique, comme dirigeant d'une nation aussi lointaine par rapport à l'Europe.

Réponse : M. Roosevelt pense donc sérieusement que la cause de la paix internationale progresserait réellement si je faisais une déclaration publique concernant la politique présente du gouvernement allemand face aux nations du monde.

Mais comment M. Roosevelt en est-il venu à cibler le dirigeant de la nation allemande à devoir réaliser une déclaration, sans que les autres gouvernements ne soient invités à en faire autant ?

Je crois assurément qu'il n'est pas approprié de prononcer une telle déclaration face au dirigeant d'un État étranger, mais plutôt que de telles déclarations devraient être faites face au monde entier, en accord avec la proposition du président Roosevelt qui visait à l'abolition de la diplomatie secrète.

Jusqu'à présent, j'ai toujours été prêt à procéder ainsi, et comme je l'ai déjà dit, je l'ai déjà souvent fait. Malheureusement, les déclarations les plus importantes au sujet des objectifs et des intentions de la politique allemande ont été, dans nombre de soi-disant États démocratiques, soit dissimulées aux peuples, soit déformées par la presse.

Si toutefois le président Roosevelt pense qu'il est habilité à émettre une telle demande, en particulier à l'Allemagne ou à l'Italie, du fait que l'Amérique est si lointaine de l'Europe, nous pourrions, d'un autre côté, avec la même légitimité, adresser au président de la république américaine la question de savoir quels sont les objectifs de la politique étrangère étasunienne, et sur quelles intentions cette politique est fondée — dans le cas des États d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, par exemple. Et dans ce cas, M. Roosevelt aurait, je le reconnais, tout droit de s'en référer à la doctrine Monroe et de refuser de répondre à une demande constituant une interférence avec les affaires internes du continent américain. Nous, les Allemands, soutenons une doctrine similaire pour l'Europe — et, par-dessus tout, pour le territoire et les intérêts du grand Reich allemand.

En outre, je n'aurais jamais l'outrecuidance d'envoyer une telle demande au président des États-Unis d'Amérique, car je m'attendrais à ce qu'il considère une telle requête comme maladroite.

## Dix-septièmement

Le président étasunien déclare en outre qu'il communiquerait alors des informations reçues par lui au sujet des objectifs politiques de l'Allemagne aux autres nations qui sont à présent inquiètes de la trajectoire de notre politique.

Réponse : Comment M. Roosevelt a-t-il découvert quelles nations se considèrent comme menacées par la politique allemande, et lesquelles ne se considèrent pas comme telles ?

Ou, M. Roosevelt est-il en position, avec l'immense quantité de travail qu'il doit avoir à mener au sein de son propre pays, de déterminer de son propre chef toutes les pensées et sentiments profonds des autres peuples et de leurs gouvernements ?

## Dix-huitièmement

Enfin, M. Roosevelt demande que des assurances lui soient données vis-à-vis du fait que les armées allemandes n'attaqueront pas, et par-dessus tout, n'envahiront pas le territoire ou les possessions des nations indépendantes qui suivent. Il cite alors les pays auxquels il fait référence : Finlance, Lituanie, Lettonie, Estonie, Norvège, Suède, Danemark, Hollande, Belgique, Grande-Bretagne, Irlande, France, Portugal, Espagne, Suisse, Liechtenstein, Luxembourg, Pologne, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Russie, Bulgarie, Turquie, Irak, Arabies, Syrie, Palestine, Égypte et Iran.

Réponse : J'ai commencé par prendre la peine de m'assurer auprès des États susmentionnés, tout d'abord, s'ils se sentent menacés, et, chose plus importante encore, si cette requête formulée par le président étasunien nous était adressée sur leur suggestion, ou à tout le moins avec leur consentement.

La réponse a en toutes instances été négative, et dans certains cas vivement négative. Il est vrai que pour quelques États et nations figurant dans cette liste, je n'ai pas pu poser ces questions, du fait

qu'ils ne se trouvent pas en ce moment en possession de leur liberté — comme, par exemple, la Syrie —, mais subissent l'occupation d'agents militaires d'États démocratiques et sont donc dépossédés de leurs droits.

Mais hormis ce fait, tous les États jouxtant l'Allemagne ont reçu des assurances bien plus contraignantes et en particulier, des propositions plus engageantes que celles que m'a demandées M. Roosevelt dans son curieux télégramme.

Mais s'il restait le moindre doute au sujet de la valeur de ces déclarations, générales et spécifiques, que j'ai souvent réalisées, alors de nouvelles déclarations du même ordre, même si je les adressais au président étasunien, n'auraient pas plus de valeur que les premières. Car en analyse finale, ce n'est pas la valeur qu'attache M. Roosevelt à de telles affirmations qui est décisive, mais la valeur attachée à ces affirmations par les pays en question.

Mais je me dois d'attirer l'attention de M. Roosevelt sur une ou deux erreurs historiques. Il fait mention de l'Irlande, par exemple, et demande une déclaration sur le fait que l'Allemagne n'attaquera pas l'Irlande. Il se trouve que je viens de lire un discours prononcé par M. de Valera, le Taoiseach[5] irlandais, dans lequel, de manière tout à fait étrange, et contrairement à l'opinion de M. Roosevelt, il n'accuse pas l'Allemagne d'oppresser l'Irlande, mais reproche à l'Angleterre de soumettre l'Irlande à une agression constante.

Avec tout le respect que je dois à la perspicacité de M. Roosevelt au sujet des besoins et aux charges qui reviennent aux autres pays, on peut néanmoins supposer que le Taoiseach irlandais pourrait être mieux au fait des dangers qui menacent son pays que ne le serait le président des États-Unis.

De même, le fait qui a de toute évidence échappé à l'attention de M. Roosevelt est que la Palestine se trouve actuellement occupée non par une armée allemande, mais anglaise ; et que ce pays subit des restrictions de sa liberté par les plus brutaux des recours à la

5. Premier ministre

force, que son indépendance lui est volée, et qu'il souffre des pires maltraitances au bénéfice d'intrus juifs.

Les Arabes qui vivent dans ce pays ne se seraient donc sans doute pas plaints auprès de M. Roosevelt d'une agression allemande, mais laissent entendre un constant appel au monde, déplorant les méthodes barbares que l'Angleterre utilise pour tâcher d'anéantir un peuple épris de sa liberté, et qui ne fait que la défendre.

Voici, également, qui constitue peut-être un problème dont le président étasunien estime qu'il devrait être résolu à la table de conférence, c'est-à-dire, face à un juge juste, et non par la force physique ou des méthodes militaires, en usant d'exécutions de masse, en brûlant des villages, en faisant sauter des maisons, etc.

Car une chose est sûre et certaine. En cette occurrence, l'Angleterre ne se défend pas contre une menace d'attaque arabe, mais agit comme intrus non invité, et œuvre à établir son pouvoir sur un territoire étranger qui ne lui appartient pas.

On pourrait énumérer une longue liste d'erreurs similaires réalisées par M. Roosevelt, tout à fait distinctes d'un problème d'opérations militaires réalisées par l'Allemagne dans des États et pays, dont certains se trouvent à 2000 ou 5000 kilomètres de nous. Enfin, j'ai la déclaration qui suit à faire :

Le gouvernement allemand est, malgré tout, préparé à donner à chacun des États susnommés une assurance semblable à celle que désire M. Roosevelt, sous conditions d'une réciprocité absolue, et pourvu que chacun de ces États adresse de lui-même à l'Allemagne une requête pour obtenir cette assurance, ainsi que des propositions acceptables s'y afférant.

Pour ce qui concerne divers États intégrés à la liste de M. Roosevelt, cette question peut sans doute être considérée comme d'ores et déjà réglée, car nous sommes déjà alliés à ces pays, ou à tout le moins unis à eux par d'étroits liens d'amitié.

Concernant la durée de tels accords, l'Allemagne désire établir des termes avec chacun des États, pris individuellement, selon les

désirs de cet État.

Mais je ne voudrais pas laisser passer cette opportunité sans commencer par donner au président des États-Unis une assurance concernant ces territoires qui pourraient, après tout, lui donner les plus grandes raisons de s'inquiéter, à savoir les États-Unis eux-mêmes, ainsi que les autres États du continent américain.

Je déclare donc ici solennellement que toute assertion qui a pu circuler au sujet d'une intention de la part de l'Allemagne d'attaquer ou d'envahir le territoire américain ne constitue qu'une tromperie pure et simple, et un mensonge grossier, et j'ajoute que de telles assertions, si on les considère à la lumière de ce qu'il serait possible de faire militairement, ne pourraient constituer que le produit d'une imagination des plus imbéciles.

## Dix-neuvièmement

Le président étasunien poursuit en déclarant à cet égard qu'il considère comme facteur le plus important parmi tous la discussion sur la manière la plus efficace et la plus immédiate pour que les peuples du monde puissent se voir soulagés de la charge écrasante des systèmes d'armements.

Réponse : M. Roosevelt n'est peut-être pas au fait que ce problème a été, pour ce qui considère l'Allemagne, résolu une bonne fois pour toutes. Entre 1919 et 1923, l'Allemagne s'est déjà désarmée totalement, tel qu'exprimé par la commission alliée. La portée du désarmement fut comme suit :

Les équipements militaires qui suivent furent détruits :

1. 59 000 pistolets et munitions.
2. 130 000 fusils mitrailleurs.
3. 31 000 lanceurs de mines et munitions.
4. 6 007 000 fusils et carabines.
5. 243 000 munitions pour fusils mitrailleurs.

6. 28 000 affûts de canons.
7. 4390 affûts de lanceurs de mines.
8. 38 750 000 munitions.
9. 16 550 000 grenades à main et grenades à fusil.
10. 60 400 000 munitions à balle ronde.
11. 491 000 000 munitions de petit calibre.
12. 335 000 tonnes de gilets pare-balle.
13. 23 515 tonnes de boîtiers de cartouches.
14. 37 600 tonnes de poudre.
15. 79 000 cartouches de munition non remplies.
16. 2 120 000 combinés d'appareils téléphoniques.
17. 1072 lance-flammes, etc. etc.

Furent également détruits :

Des traîneaux, des ateliers transportables, des véhicules anti-aériens, des casques d'acier, des masques à gaz, des machines d'industrie destinées à fabriquer des munitions, et des canons de fusils.

Les équipements qui suivent ont été détruits pour ce qui concerne l'armée de l'air :

1. 15 714 chasseurs et bombardiers.
2. 27 757 moteurs d'avions.

Pour la marine, les équipements suivants ont été détruits :

1. 26 navires amiraux.
2. 4 navires de défense côtière.
3. 4 croiseurs blindés.
4. 19 petits croiseurs.
5. 21 navires d'entraînement et autres navires spéciaux.
6. 83 torpilleurs.

7. 315 sous-marins.

Nous avons en outre détruit ce qui suit :

Des véhicules de toute sorte, des appareils de gaz de combat et (pour partie) de protection aux gaz de combat, des projecteurs, des appareils de signalement, des appareils de mesure de distances et de mesure de sons, des instruments optiques de toutes sortes, des baudriers, etc ; tous les aérodromes et hangars à avions, etc.

Selon les promesses solennelles qui furent jadis prononcées par l'Allemagne, promesses qui trouvèrent leur confirmation jusque dans le traité de paix de Versailles, tout ceci était supposé constituer un paiement par avance qui rendrait dès lors possible au reste du monde de pratique un désarmement sans danger.

À cet égard, l'Allemagne, qui s'était attendue à ce qu'une promesse fût tenue, fut scandaleusement trompée. Aucune des tentatives visant à amener les autres États à se désarmer, menées par des négociations à la table de conférence de nombreuses années durant, comme chacun sait, n'amena à rien. Ce désarmement aurait été juste et sensé, et aurait permis aux promesses déjà accordées de se voir réalisées.

J'ai moi-même, M. Roosevelt, émis un certain nombre de propositions concrètes en vue d'une consultation, et ai essayé d'initier une discussion sur cette base afin de parvenir à une limitation généralisée des armements au niveau le plus faible possible.

J'ai proposé un effectif maximal de 200 000 pour toutes les armées, ainsi que l'abolition de toutes les armes offensives, des avions bombardiers, des gaz de combat, et ainsi de suite. L'attitude du reste du monde, malheureusement, a rendu impossible la poursuite de ces projets, bien que l'Allemagne à cette époque fût elle-même absolument désarmée.

J'ai alors proposé un effectif maximal de 300 000 pour les armées. Cette proposition eut le même résultat négatif. J'ai alors soumis un nombre considérable de propositions de désarmement détaillées — à chaque fois face au forum du Reichstag allemand,

et ainsi au vu et au su du monde entier. Nul n'a jamais jugé utile de même discuter de ce sujet. Au lieu de cela, le reste du monde s'est mis à faire monter encore davantage des quantités d'armes déjà considérables.

Ce ne fut qu'après le rejet final de mes propositions visant à limiter à 300 000 l'effectif maximal des armées que j'ai donné l'ordre du réarmement allemand, et cette fois à une échelle intensive.

Néanmoins, je ne veux pas constituer un obstacle sur la voie des discussions en matière de désarmement auxquelles vous, M. Roosevelt, comptez assister. Mais je vous demanderais de ne pas commencer par faire appel à moi et à l'Allemagne, et de commencer par les autres. J'ai le bénéfice de l'expérience derrière moi, et resterai sceptique jusqu'à ce que les faits m'aient prouvé le contraire.

## Vingtièmement

M. Roosevelt nous assure en outre qu'il est prêt à s'engager dans des discussions en vue d'examiner la manière la plus pratique pour ouvrir des avenues de commerce international afin que chaque nation du monde puisse acheter et vendre à des conditions égales sur le marché mondial, et disposer de l'assurance d'obtenir les matières premières et les marchandises permettant le déroulement d'une vie économique pacifique.

Réponse : Ma conviction, M. Roosevelt, est qu'il ne faut pas tant discuter ces problèmes sur un plan théorique que supprimer dans la pratique les barrières en place en matière de commerce international. Mais les pires barrières résident au sein des États individuels eux-mêmes.

L'expérience a jusqu'ici démontré en toute occurrence que les plus grandes conférences économiques du monde ont échoué du simple fait que divers pays se montraient incapables de maintenir l'ordre dans leurs systèmes économiques internes ; ou bien du fait qu'ils amenaient de l'incertitude sur les marchés financiers interna-

tionaux en manipulant leur monnaie, et tout particulièrement en provoquant des fluctuations continues sur la valeur de leurs monnaies les unes par rapport aux autres.

C'est également un fardeau insupportable pour les relations économiques mondiales qu'il puisse être possible pour certains pays, pour une raison idéologique ou une autre, de déclencher une agitation de type boycott contre d'autres pays et leurs marchandises, et ainsi de les éliminer en pratique du marché.

Ma conviction, M. Roosevelt, est qu'il serait des plus admirables de votre part si vous, avec l'influence considérable dont vous disposez, pouviez commencer avec les États-Unis par la suppression de ces barrières empêchant un commerce mondial authentiquement libre. Car je suis convaincu que si les dirigeants des nations ne sont même pas capables de réguler la production au sein de leur propre pays ou de faire cesser les boycotts instaurés pour des raisons idéologiques, qui peuvent provoquer tant de dégâts dans les relations commerciales entre États, alors les perspectives en vue de parvenir à une avancée réellement fructueuse en vue de l'amélioration des relations économiques par des accords internationaux en seront fortement diminuées. Il n'existe pas d'autre manière de garantir le droit égal pour tous d'acheter ou de vendre sur le marché mondial.

En outre, le peuple allemand a apporté des affirmations très concrètes en la matière, et j'apprécierais beaucoup que vous, M. Roosevelt, en tant que successeur de feu le président Wilson, puissiez user de vos efforts pour veiller à ce que les promesses, sur la base desquelles l'Allemagne déposa jadis les armes et remit d'elle-même son destin entre les mains des soi-disant vainqueurs, soient enfin honorées.

Je pense moins aux innombrables millions soutirés à l'Allemagne pour des soi-disant réparations qu'au retour des territoires volés à l'Allemagne.

L'Allemagne perdit environ 3 000 000 kilomètres carrés de territoires en Europe et hors de celle-ci, bien que l'ensemble de l'empire colonial allemand, en contraste avec les colonies des autres nations,

ne fut pas acquis par des méthodes guerrières mais uniquement par la conclusion de traités ou d'achats.

Le président Wilson donna solennellement sa parole que l'empire colonial allemand, comme tous les autres, allait recevoir le même juste examen. Mais au lieu de cela, les possessions allemandes furent données aux nations disposant déjà des plus grands empires coloniaux de l'histoire, cependant que notre peuple se voyait soumis à des précautions considérables qui sont à présent — et resteront à l'avenir — particulièrement pressantes.

Ce serait un acte de noblesse si le président Franklin Roosevelt pouvait honorer les promesses faites par le président Woodrow Wilson. Ceci, par-dessus tout, constituerait une contribution pratique à la consolidation morale du monde et pour l'amélioration de ses conditions économiques.

## Vingt-et-unièmement

M. Roosevelt affirme également, en conclusion, que les dirigeants de tous les grands gouvernements sont à cette heure responsables du destin de l'humanité, et qu'ils ne peuvent pas ne pas entendre les prières que profèrent les peuples pour rester protégés du chaos de la guerre qui se profile. Et moi, également, je serais tenu responsable de ceci.

M. Roosevelt, je comprends tout à fait que l'étendue de votre nation, ainsi que l'immense richesse de votre pays, vous permettent de vous sentir responsable de l'histoire du monde entier et du destin de tous les peuples. Ma sphère, M. le président, est considérablement plus petite et plus modeste. Votre peuple compte 130 000 000 de personnes sur 9 500 000 kilomètres carrés. Vous possédez un pays disposant de richesses considérables, des ressources minières de toutes sortes, et présentant une fertilité suffisante pour nourrir un demi-milliard de personnes et répondre à tous leurs besoins.

J'ai pris la direction d'un État qui fut confronté à la ruine totale, du fait de la confiance qu'il accorda aux promesses du monde extérieur et au gouvernement nocif de son propre régime démocratique. Dans cet État vivent approximativement 140 personnes pour chaque kilomètre carré — et non 15, comme en Amérique. La fertilité de notre pays ne peut être comparée avec celle du vôtre. Il nous manque de nombreuses ressources minières, dont la nature vous a gratifiés en abondance.

Des milliards d'économies allemandes, accumulées en or et en monnaie étrangère au cours de nombreuses années de paix nous ont été soutirés. Nous avons perdu nos colonies. En 1933, j'avais dans mon pays 7 000 000 de chômeurs, quelques millions de travailleurs à temps partiel, des millions de paysans appauvris, les échanges détruits, le commerce ruiné ; en bref, le chaos total.

Depuis cette période, M. Roosevelt, je n'ai pu parvenir à remplir qu'une seule tâche. Je ne peux me sentir responsable du sort du monde, car ce monde n'a prêté aucune attention au sort funeste de mon propre peuple.

Je me suis considéré comme appelé par la Providence pour servir seul mon propre peuple, et le délivrer de sa misère terrible. Ainsi, au cours des six années et demie écoulées, j'ai vécu nuit et jour pour la seule tâche de réveiller les pouvoirs de mon peuple face à l'abandon que nous a laissé connaître le reste du monde, de développer ces pouvoirs au maximum, et de les utiliser pour sauvegarder notre communauté.

J'ai conquis le chaos en Allemagne, j'y ai rétabli l'ordre, j'ai immensément fait croître la production dans toutes les branches de notre économie nationale, en usant d'exigeants efforts de production de substituts pour de nombreuses matières premières qui nous manquent, j'ai préparé la voie à de nouvelles inventions, développé les transports, fait construire de magnifiques routes et construire des canaux, créé de gigantesques nouvelles usines. J'ai lutté pour rien d'autre que mettre en pratique l'idéal derrière l'idée de « *communauté* », et pour promouvoir l'éducation et la culture de mon

peuple.

J'ai réussi à trouver à nouveau un emploi utile aux 7 000 000 chômeurs qui sont si proches de nos cœurs ; à garder le paysan allemand sur sa terre malgré toutes les difficultés, et à lui faire conserver celle-ci ; à amener le commerce allemand à prospérer une fois de plus ; et à porter les moyens de transports à leur plus haut niveau.

Pour le protéger des menaces du monde extérieur, je n'ai pas seulement unifié le peuple allemand politiquement, mais je l'ai également ré-armé. J'ai également tâché de le débarrasser de ce traité, page après page, qui contient au fil de ses 448 articles la plus vile oppression qui ait jamais été infligée à des hommes ainsi qu'à des nations.

J'ai ramené au Reich les provinces qui nous furent volées en 1919 ; j'ai ramené dans leur pays natal des millions d'Allemands qui nous furent arrachés, et connaissaient un état de misère abjecte ; j'ai réunifié les territoires qui ont constitué l'Allemagne au cours de mille années d'histoire — et, M. Roosevelt, je me suis efforcé d'accomplir tout ceci sans effusion de sang et sans amener à mon peuple ou aux autres la misère de la guerre.

J'ai accompli ceci, M. Roosevelt, alors qu'il y a 21 ans, j'étais un travailleur et un soldat anonyme au sein de mon peuple, par ma propre énergie, et je peux donc revendiquer une place dans l'histoire parmi les hommes qui ont accompli le maximum qui puisse être avec justice exigé de la part d'une seule personne.

Vous, M. Roosevelt, avez en comparaison une tâche bien plus simple. Vous êtes devenu président des États-Unis en 1933, en même temps que je devenais chancelier du Reich. Ainsi, depuis le départ, vous êtes devenu le dirigeant de l'un des plus grands et des plus riches États du monde.

C'est une chance pour vous de n'avoir à alimenter que 15 personnes par kilomètre carré dans votre pays. Vous disposez à foison des ressources naturelles les plus variées et les plus abondantes au monde. Votre pays est si étendu et vos champs si fertiles que vous

pouvez assurer à chaque Étasunien au moins le décuple de bonnes choses de la vie qu'il est possible pour l'Allemagne. La nature vous a au moins donné l'opportunité de réaliser cela.

Bien que la population de votre pays soit à peine d'un tiers plus nombreuse que celle de la grande Allemagne, vous disposez de plus de quinze fois plus de place. Et ainsi vous avez le temps et le loisir — selon la même échelle énorme dont vous disposez de tout le reste — de consacrer votre attention aux problèmes universels. Par conséquent, le monde est sans aucun doute si petit pour vous que vous croyez peut-être que votre intervention peut être précieuse et efficace partout. En cela, donc, vos préoccupations et vos suggestions couvrent un champ bien plus grand et bien plus large que le mien.

Car mon monde, M. le président, est celui que la Providence m'a assigné, et pour lequel mon devoir est de travailler. Sa portée est bien plus petite. Elle ne comprend que mon peuple, et lui seul. Mais je crois que je peux ainsi au mieux servir ce qui nous tient tous à coeur — la justice, le bien-être, le progrès et la paix pour l'ensemble de la communauté que constitue l'humanité.

# Annexe : Discours prononcé par Molotov au Soviet suprême le 31 août 1939

## Discours du commissaire Molotov au Soviet suprême au sujet du pacte de non-agression soviéto-allemand

Discours prononcé le 31 août 1939[6] [Texte en russe : présentation du camarade Molotov à la réunion du Soviet Suprême de l'URSS le 31 août 1939]

[Camarades !] Depuis la troisième session du Soviet suprême, la situation internationale n'a pas été s'améliorant. Au contraire, les tensions ont cru. Les décisions prises par divers gouvernement afin de mettre fin à cet état de tension se sont d'évidence avérées inefficaces. Tel est le cas de l'Europe. La situation en Asie orientale n'a pas non plus été s'améliorant. L'armée japonaise continue d'occuper les principales villes et une partie considérable du territoire de

6. Nous portons notre traduction de ce document depuis la version trouvée en ligne à l'adresse : https://histdoc.net/history/molotov310839.htm. Ce document est donc traduit depuis l'anglais, et non depuis sa version originale en russe, NdT

la Chine. Et le Japon ne s'abstient pas non plus de commettre des actes hostiles contre l'URSS. Ici également, la situation a évolué vers l'aggravation.

Au vu de la situation, la conclusion d'un pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne est d'une valeur positivement colossale, en ce qu'elle élimine le danger du guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Afin de définir plus complètement le sens de ce pacte, je dois commencer par évoquer les négociations qui se sont tenues au cours des derniers mois à Moscou avec les représentants de la Grande-Bretagne et de la France.

Comme vous le savez, les négociations anglo-franco-soviétiques en vue de la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle contre toute agression en Europe avaient commencé dès le mois d'avril. Vous savez également que les propositions initiales formulées par le gouvernement britannique étaient tout à fait inacceptables. Elles faisaient fi des principales exigences de telles négociations — elles ignoraient le principe de réciprocité et l'égalité des obligations. Malgré cela, le gouvernement soviétique ne rejeta pas les négociations, et avança ses propres propositions. Nous avons mesuré le fait qu'il était difficile pour les gouvernements de Grande-Bretagne et de France de réaliser un changement abrupt de politique, partant de l'attitude inamicale envers l'Union soviétique, qui avait existé encore jusqu'il y a peu, vers des négociations sérieuses avec l'URSS, fondées sur des conditions d'égalité des obligations. Cependant, les négociations qui se déroulèrent ne furent pas suivies de résultats. Les négociations anglo-franco-soviétiques durèrent quatre mois. Elles contribuèrent à clarifier diverses questions. Dans le même temps, elles établirent clairement aux yeux des représentants de la Grande-Bretagne et de la France qu'il fallait prendre au sérieux l'Union soviétique en matière d'affaires étrangères.

Mais ces négociations achoppèrent sur des obstacles insurmontables. Leur échec ne résida pas dans des « *formulations* » individuelles, ou dans certaines clauses particulières du brouillon de pacte. Non, le problème était plus profond. La conclusion d'un

pacte d'assistance mutuelle contre l'agression n'aurait présenté de valeur que si la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique étaient parvenues à un accord quant à des mesures militaires définies pour faire face à l'attaque d'un agresseur.

Suivant ce principe, durant un certain temps, des négociations non seulement politiques mais aussi militaires furent conduites à Moscou avec les représentants des armées britannique et française. Cependant, rien ne sortit des négociations militaires. Elles se heurtèrent à la difficulté de la Pologne, qui devait recevoir une garantie conjointe de la part de la Grande-Bretagne, de la France et de l'URSS, et rejetait tout assistance militaire de la part de l'Union soviétique. Les tentatives de passer outre les objections de la Pologne restèrent vaines. Pire, les négociations montrèrent que la Grande-Bretagne n'était pas pressée de dépasser ces objections de la part de la Pologne, mais au contraire les encourageait.

Il apparaît clairement, au vu de l'attitude du gouvernement polonais et de son principal allié quant à une assistance militaire accordée par l'Union soviétique en cas d'agression, que les négociations anglo-franco-soviétiques ne pouvaient pas s'avérer fructueuses. Après cela, il devint évident à nos yeux que les négociations anglo-franco-soviétiques étaient vouées à l'échec.

Qu'ont démontré les négociations avec la Grande-Bretagne et la France ? Elles ont montré que la position de la Grande-Bretagne et de la France est caractérisée par des contradictions flagrantes. Jugez-en par vous-mêmes.

D'un côté, la Grande-Bretagne et la France demandaient que l'URSS accordât une assistance militaire à la Pologne en cas d'agression. L'URSS, comme vous le savez, était prête à honorer cette demande, pourvu que l'URSS reçût elle aussi une assistance similaire de la part de la Grande-Bretagne et de la France. D'un autre côté, les mêmes Grande-Bretagne et France amenèrent la Pologne dans les débats, et cette dernière refusa résolument toute assistance militaire de la part de l'URSS. Essayez donc en de telles circonstances de parvenir à un accord d'assistance mutuelle — alors que l'assis-

tance de la part de l'URSS est déclarée d'avance comme superflue et comme une intrusion !

En outre, d'un côté, la Grande-Bretagne et la France offraient à l'Union soviétique une garantie d'assistance contre l'agression, en retour de l'assistance similaire de la part de l'URSS. De l'autre côté, elles biaisaient et contournaient cette assistance avec des réserves quant aux agressions indirectes, réserves de nature à transformer cette assistance en mythe ; la Grande-Bretagne et la France avançaient une excuse légale formelle pour éluder cette assistance, et mettaient ainsi l'URSS en position d'isolement face à l'agresseur. Essayez donc de faire la différence entre un « *pacte d'assistance mutuelle* » et un pacte d'arnaque plus ou moins dissimulée ! [Dans le texte russe : la salle réagit avec enthousiasme.]

Ce n'est pas tout ; d'un côté, la Grande-Bretagne et la France soulignaient l'importance et la gravité des négociations pour un pacte d'assistance mutuelle, et demandaient que l'URSS traitât le sujet de la manière la plus sérieuse et réglât très rapidement toutes questions concernant le pacte. D'un autre côté, elles faisaient montre de manœuvres extrêmement dilatoires et d'une attitude tout sauf sérieuse quant aux négociations, les laissant aux mains de personnages d'importance secondaire, qui n'étaient pas habilités à prendre ces décisions. Il suffit de mentionner que les missions militaires britannique et française arrivèrent à Moscou sans pouvoirs définis, et sans la permission de conclure la moindre convention militaire. [La salle réagit avec enthousiasme.] En outre, la mission militaire britannique arriva à Moscou sans le moindre mandat [rire général] et ce ne fut qu'à la demande de notre mission militaire qu'à la veille même de la rupture des négociations, elle présenta des autorisations écrites. Mais même cette autorisation était de la nature la plus vague, c'est-à-dire qu'il s'agissait d'une autorisation sans poids réel. Essayez donc de faire la différence entre cette attitude de légèreté de la part de la Grande-Bretagne et de la France dans les négociations, et des négociations superficielles en faux-nez visant à décrédibiliser le processus même de négocier !

Telles étaient les contradictions intrinsèques dans l'attitude de la Grande-Bretagne et de la France, qui amenèrent à la rupture des négociations avec l'URSS. Quelle est la racine de toutes ces contradictions dans les positions de la Grande-Bretagne et de la France. En quelques mots, je peux les décrire comme suit :

D'un côté, les gouvernements britannique et français craignent l'agression, et pour cette raison aimeraient disposer d'un pacte d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique, pourvu que cela les renforce — la Grande-Bretagne et la France. Mais d'un autre côté, les gouvernements britannique et français ont peur que la conclusion d'un vrai pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS puisse renforcer notre pays — l'Union soviétique —, chose qui ne semble pas répondre à leurs objectifs. On ne peut que voir que ces craintes l'ont emporté sur toutes autres considérations. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons comprendre la position de la Pologne, qui a agi sur instructions de la part de la Grande-Bretagne et de la France.

Je vais à présent poursuivre en discutant du pacte de non-agression soviéto-allemand.

La décision de conclure un pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne fut adoptée après que les négociations militaires avec la France et la Grande-Bretagne eussent atteint une impasse, en raison des difficultés insurmontables que j'ai mentionnées. Comme les négociations l'avaient montré, il ne fallait pas s'attendre à la conclusion d'un pacte d'assistance mutuelle, si bien que nous nous mîmes à explorer d'autres possibilités pour assurer la paix et éliminer le danger de guerre entre l'Allemagne et l'URSS. Si les gouvernements britannique et français refusaient de reconnaître ceci, la responsabilité leur en incombe. Notre devoir est de penser aux intérêts du peuple soviétique, aux intérêts des Républiques socialistes d'Union soviétique [applaudissements prolongés], d'autant plus que nous sommes fermement convaincus que les intérêts de l'URSS coïncident avec les intérêts fondamentaux des peuples d'autres pays [applaudissements].

Mais il ne s'agit là que de l'une des facettes du sujet. Une autre

circonstance devait s'avérer avant que la pacte de non-agression soviéto-allemand pût entrer en existence. Il fallait que dans sa politique étrangère, l'Allemagne prît un tournant vers de bonnes relations de voisinage avec l'Union soviétique. Seulement une fois cette seconde condition satisfaite, seulement lorsqu'il devint clair à nos yeux que le gouvernement allemand désirait modifier sa politique étrangère afin d'assurer une amélioration de ses relations avec l'URSS, une base existait pour la conclusion du pacte de non-agression soviéto-allemand.

Chacun sait qu'au cours des six dernières années, depuis que les national-socialistes ont pris le pouvoir, les relations politiques entre l'Allemagne et l'URSS ont été tendues. Chacun sait également que, malgré les différences de perspectives et de systèmes politiques, le gouvernement soviétique s'est efforcé de maintenir des relations normales, en matière d'échanges commerciaux et de politique, avec l'Allemagne.

Il n'est pas nécessaire à présent de revenir aux incidents spécifiques qui se sont produits dans ces relations au cours des dernières années — et de fait ceux-ci vous sont bien connus, camarades. Mais je dois rappeler l'explication de notre politique étrangère, énoncée il y a plusieurs mois lors du dix-huitième Congrès du parti. Évoquant nos travaux en matière de politique étrangère, le camarade Staline a défini notre attitude envers les autres pays comme suit :

1. « *Poursuivre une politique de paix et de renforcement des relations d'affaires avec tous les pays* » ;
2. « *se montrer prudent et ne pas laisser notre pays attiré dans des conflits par des va-t-en-guerre habitués à faire tirer leurs marrons du feu par d'autres.* ». [Applaudissements soutenus dans la salle.]

Comme vous le voyez, le camarade Staline a déclaré dans ces conclusions que l'Union soviétique se positionne pour renforcer ses relations d'affaires avec tous les pays. Mais dans le même temps, il nous a averti quant aux va-t-en-guerre, soucieux, dans la poursuite

de leurs propres intérêts, d'impliquer notre pays dans des conflits face à d'autres pays. Pour exposer le raffut qui fut soulevé dans les presses britannique, française et étasunienne quant aux « *projets* » de l'Allemagne de s'emparer de l'Ukraine soviétique, le camarade Staline a dit :

« *Il apparaît que l'objectif de ce raffut suspect était de monter l'Union soviétique contre l'Allemagne, d'empoisonner l'atmosphère, et de provoquer un conflit avec l'Allemagne sans justification visible.* »

Comme vous le voyez, le camarade Staline a tapé dans le mille en exposant les machinations des hommes politiques d'Europe de l'Ouest, qui s'employaient à faire s'affronter l'Allemagne et l'Union soviétique. Il faut reconnaître que certaines personnes, dans notre pays également, firent preuve d'une courte vue et, emportés par une propagande anti-fasciste très simpliste, oublièrent cette œuvre provocatrice menée par nos ennemis. Le camarade Staline, conscient de cela, suggéra même la possibilité de relations différentes, sans hostilité, et de bon voisinage entre l'Allemagne et l'URSS.

On peut à présent voir qu'en Allemagne, dans l'ensemble, on comprit alors bien les déclarations du camarade Staline, et que les Allemands en ont tiré des déductions pratiques. La conclusion du pacte de non-agression soviéto-allemand démontre que la clairvoyance historique du camarade Staline s'est vue brillamment confirmée. [Ovation éclatante en l'honneur du camarade Staline]

Au printemps de cette année, le gouvernement allemand a réalisé une proposition pour la reprise de négociations commerciales ainsi qu'en matière de crédit. Les négociations ont repris peu après. En convenant de concessions mutuelles, nous sommes parvenus à un accord. Comme vous le savez, cet accord a été signé le 20 août 1939. Il ne s'agissait pas du premier accord commercial et de crédit conclu avec l'Allemagne sous son gouvernement actuel.

Mais cet accord se distingue avantageusement non seulement de celui qui fut conclu en 1935, mais également de tous les accords précédents, sans parler du fait que nous n'avions jamais bénéficié

d'accords économiques aussi avantageux avec la Grande-Bretagne, la France, ou tout autre pays. L'accord est avantageux pour nous du fait de ses conditions de crédit (un crédit sur 7 années), et parce qu'il nous permet de passer commande d'une quantité d'équipement considérable, dont nous avons besoin. Par cet accord, l'URSS convient de vendre à l'Allemagne une quantité définie de surplus de matière premières à destination de son industrie, ce qui répond pleinement aux intérêts de l'URSS.

Pourquoi devrions-nous rejeter un accord économique aussi avantageux ? Sans doute pas pour faire plaisir à ceux qui, d'une manière générale, s'opposent à ce que l'Union soviétique bénéficie d'accords économiques avantageux avec d'autres pays ? Et il est limpide que l'accord commercial et de crédit avec l'Allemagne est pleinement en accord avec les intérêts économiques et les besoins défensifs de l'Union soviétique. Un tel accord est pleinement aligné sur la décision du dix-huitième Congrès de notre parti, qui a approuvé la déclaration du camarade Staline quant à la nécessité de « *renforcer nos relations d'affaires avec tous les pays.* »

Dans le même temps, alors que le gouvernement allemand exprimait un désir d'améliorer également ses relations politiques, le gouvernement soviétique n'avait aucune raison de s'y refuser. C'est alors que fut soulevée la question de conclure un pacte de non-agression. Des voix se font à présent entendre, faisant part d'une incompréhension des raisons les plus simples en faveur de l'amélioration des relations politiques entre l'Union soviétique et l'Allemagne qui a commencé.

Par exemple, des gens, arborant un air de candeur, demandent comment l'Union soviétique a pu consentir à améliorer ses relations politiques avec un État de type fasciste ? Est-ce vraiment possible, demandent-ils. Mais ils oublient qu'il ne s'agit pas de comprendre notre attitude envers le régime intérieur d'un autre pays, mais de relations étrangères entre deux États. Ils oublient que notre position est que nous ne nous ingérons pas dans les affaires intérieures des autres pays, et que de manière similaire nous ne tolérons au-

cune ingérence dans nos propres affaires intérieures. En outre, ils oublient un important principe de notre politique étrangère, qui a été formulé par le camarade Staline lors du dix-huitième Congrès du parti comme suit :

> *Nous sommes favorables à la paix et au renforcement des relations d'affaires avec tous les pays. Telle est notre position ; et nous maintiendrons cette position tant que ces pays maintiendront des relations similaires avec l'Union soviétique, et tant qu'ils ne tenteront pas de s'ingérer dans les intérêts de notre pays.*

Le sens de ces mots est tout à fait limpide. L'Union soviétique aspire à maintenir de bonnes relations de voisinage avec tous les pays non-soviétiques, tant que ces pays maintiennent une attitude similaire envers l'Union soviétique. Dans notre politique étrangère envers les pays non-soviétiques, nous avons toujours été guidés par le principe bien connu de Lénine, édictant la coexistence pacifique de l'Union soviétique avec les pays capitalistes.

On pourrait citer de nombreux exemples pour montrer comment ce principe a en pratique été suivi ; mais je ne vais me cantonner qu'à quelques-uns d'entre eux. Nous avons par exemple un traité de non-agression et de neutralité avec l'Italie fasciste depuis 1933. Nul n'a jamais trouvé à s'émouvoir quant à ce traité ; et c'est là chose naturelle. Dans la mesure où ce pacte répond aux intérêts de l'URSS, il est en accord avec notre principe de coexistence pacifique entre l'URSS et les pays capitalistes. Nous avons également des pactes de non-agression avec la Pologne et plusieurs autres pays, donc le système semi-fasciste est bien connu. Ces pactes n'ont eux non plus donné lieu à aucun émoi.

Peut-être ne serait-il pas superflu de mentionner le fait que nous n'avons même pas de traité de cette nature avec certains autres pays non-fascistes, bourgeois et démocratiques, avec la Grande-Bretagne, par exemple. Mais cela ne relève pas de notre faute.

Depuis 1926, le fondement politique de nos relations avec l'Allemagne a été le traité de neutralité, qui fut prolongé en 1933 par le gouvernement allemand actuellement en place. Ce traité de neutralité reste en vigueur à ce jour. Le gouvernement soviétique considérait déjà comme désirable avant ce jour d'avancer vers l'amélioration des relations politiques avec l'Allemagne, mais les circonstances ont été telles que cela n'a été possible qu'à présent.

Il est vrai que, dans le cas présent, il s'agit non d'un pacte d'assistance mutuelle, comme dans le cas des négociations anglo-franco-soviétiques, mais uniquement d'un pacte de non-agression. Néanmoins, les conditions étant ce qu'elles sont, il est difficile de surestimer l'importance internationale du pacte soviéto-allemand. C'est pourquoi nous sommes favorables à la visite du ministre allemand des affaires étrangères, Herr von Ribbentrop, à Moscou.

La date du 23 août 1939, jour où le pacte de non-agression soviéto-allemand a été signé, est à considérer comme d'une grande importance historique. Le pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne marque un tournant dans l'histoire de l'Europe, et pas uniquement de l'Europe. Hier encore, les fascistes allemands menaient une politique étrangère qui nous était hostile. Oui, hier encore, nous étions ennemis dans la sphère des relations étrangères. Mais aujourd'hui, la situation a changé, et nous ne sommes plus ennemis.

L'art de la politique dans la sphère des relations étrangères ne consiste pas à accroître le nombre d'ennemis de son pays. Au contraire, l'art de la politique dans cette sphère est de réduire le nombre de ces ennemis, et de transformer en bons voisins les ennemis d'hier, et maintenant des relations pacifiques les uns avec les autres. [Applaudissements]. L'histoire a démontré que l'hostilité et les guerres entre notre pays et l'Allemagne ont toujours tourné au détriment de nos pays, et non à leur bénéfice.

Les pays qui eurent le plus à souffrir de la guerre de 1914-18 furent la Russie et l'Allemagne. Ainsi les intérêts des peuples d'Union soviétique et d'Allemagne ne résident pas dans l'inimitié

réciproque. Au contraire, les peuples d'Union soviétique et d'Allemagne partagent le même besoin de relations pacifiques. Le pacte de non-agression soviéto-allemand met fin à l'inimitié entre l'Allemagne et l'URSS, et cela sert les intérêts des deux pays. Le fait que nos objectifs, et systèmes politiques, sont différents ne doit ni ne peut constituer un obstacle à l'établissement de bonnes relations politiques entre les deux États, tout comme les différences n'entravent pas les bonnes relations entretenues par l'URSS avec d'autres pays capitalistes non-soviétiques.

Seuls les ennemis de l'URSS et de l'Allemagne peuvent s'efforcer de créer et de fomenter l'inimitié entre les peuples de ces pays. Nous avons toujours été favorables à l'amitié entre les peuples d'URSS et d'Allemagne, et à la croissance et au développement de l'amitié entre le peuple de l'Union soviétique et le peuple allemand. [Applaudissements éclatants et prolongés.]

L'importance principale du pacte soviéto-allemand de non-agression réside dans le fait que les deux plus grands États d'Europe ont convenu de mettre fin à l'inimitié qui les séparait, d'éliminer la menace de la guerre, et de vivre en paix l'un avec l'autre, en limitant ainsi la zone de possibles conflits militaires en Europe.

Même si des conflits militaires devaient s'avérer inévitables en Europe, la portée des hostilités se trouvera désormais réduite. Seuls les instigateurs d'une guerre européenne générale, seuls ceux qui, arborant le masque du pacifisme, rêvent à une conflagration générale en Europe, peuvent être insatisfaits de cette état des affaires.

Le pacte soviéto-allemand a constitué l'objet de nombreuses attaques menées par les presses britannique, française et étasunienne.

Ce sont certains journalistes « *socialistes* », serviteurs de « *leur* » capitalisme national, qui se sont montrés particulièrement fanatiques à cet égard, eux qui servent des maîtres qui les payent assez bien pour cela. [Rires dans la salle.] Naturellement, il ne faut pas s'attendre à voir la vérité exposée par ces messieurs.

Des tentatives ont été menées de répandre la fiction selon laquelle la conclusion du pacte soviéto-allemand perturbait les négo-

ciations avec la Grande-Bretagne et la France en vue d'un pacte d'assistance mutuelle. Ce mensonge a déjà été dissolu dans l'interview donnée par Voroshilov. En réalité, comme vous le savez, c'est l'exact opposé qui est vrai. L'Union soviétique a signé le pacte de non-agression avec l'Allemagne, parmi d'autres choses, du fait que les négociations avec la France et l'Angleterre arrivaient à un point de blocage du fait de différences insurmontables, et se sont terminées sur un échec du fait des classes dirigeants de Grande-Bretagne et de France.

En outre, ils vont jusqu'à nous faire des reproches parce que le pacte, s'il vous plaît, ne contient pas de clause de dénonciation au cas où l'un des signataires se trouverait attiré dans une guerre dans des conditions qui pourraient laisser à l'un ou l'autre le prétexte de qualifier ce pays particulier d'agresseur. Mais, chose étrange, ils oublient qu'une telle clause et qu'une telle réservation n'est pas non plus présente dans le pacte de non-agression polono-allemand signé en 1934, et annulé par l'Allemagne en 1939 contrairement aux souhaits de la Pologne, ni dans la déclaration anglo-allemande de non-agression signée il y a quelques mois seulement. La question est posée : Pourquoi l'URSS ne peut-elle pas s'accorder les mêmes privilèges que la Pologne et la Grande-Bretagne se sont depuis longtemps accordées ?

Enfin, on trouve des savants qui interprètent dans le pacte des choses qui n'y sont pas écrites. [Rires.] À cet égard, toutes sortes de conjectures et d'hypothèses sont soulevées afin de jeter le doute sur le pacte dans un pays ou un autre. Mais tout ceci ne contribue qu'à démontrer l'impuissance désespérée des ennemis du pacte, qui s'exposent de plus en plus comme ennemis à la fois de l'Union soviétique et de l'Allemagne, en s'efforçant de provoquer la guerre entre ces deux pays.

Nous trouvons en tout ceci une confirmation nette de l'avertissement du camarade Staline, selon lequel nous devons rester particulièrement prudents vis-à-vis des va-t-en-guerre qui ont pour habitude de faire tirer leurs marrons du feu par d'autres personnes.

Nous devons rester sur nos gardes face à ceux qui discernent quelque avantage pour eux-mêmes dans de mauvaises relations entre l'URSS et l'Allemagne, dans l'inimitié entre elles, et qui ne veulent pas qu'existent la paix et les relations de bon voisinage entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Nous comprenons pourquoi une telle politique est menée par les impérialistes à tout crin.

Mais nous ne pouvons passer outre le fait que certains dirigeants des partis socialistes de Grande-Bretagne et de France ont fait montre d'un zèle tout à fait exceptionnel à cet égard. Et, de fait, ces messieurs se sont tant émus qu'ils ont fait les choses à fond, et sans erreur. [Rires.] Ces gens exigent que l'URSS soit impérativement attirée dans la guerre contre l'Allemagne du côté de la Grande-Bretagne. Ces va-t-en-guerre enragés ont-ils perdu tout sens commun ? [Rires.]

Est-il difficile à ce point pour ces messieurs de comprendre l'objectif du pacte de non-agression soviéto-allemand, selon les stipulations duquel l'URSS n'a l'obligation de s'impliquer dans une guerre ni du côté de la Grande-Bretagne contre l'Allemagne, ni du côté de l'Allemagne contre la Grande-Bretagne ?

Est-il si difficile de comprendre que l'URSS poursuit, et continuera de poursuivre, sa propre politique indépendante basée sur les intérêts des peuples de l'URSS, et uniquement sur ces intérêts ? [Applaudissements prolongés.] Si ces messieurs ont un désir aussi incontrôlable de se battre, qu'ils se battent par eux-mêmes, sans l'Union soviétique. [Rires. Applaudissements.] Nous verrions de quel bois ces combattants sont faits. [Rires. Applaudissements.]

À nos yeux, aux yeux du peuple soviétique tout entier, ils sont autant des ennemis de la paix que tout autre instigateur de la guerre en Europe. Seuls les partisans d'un nouveau grand massacre, d'un nouvel holocauste des nations, seuls ceux-là veulent voir s'affronter l'Union soviétique et l'Allemagne ; ce sont les seuls qui veulent détruire la restauration naissante de relations de bon voisinage entre les peuples d'URSS et d'Allemagne.

L'Union soviétique a signé le pacte avec l'Allemagne avec la

pleine assurance que la paix entre les peuples d'URSS et d'Allemagne est conforme aux intérêts de tous les peuples, dans l'intérêt de la paix universelle. Tout soutien sincère de la paix percevra la vérité de cette démarche. Ce pacte correspond aux intérêts fondamentaux du peuple de travailleurs de l'Union soviétique et ne peut affaiblir notre vigilance quant à la défense de ces intérêts. Ce pacte est soutenu par la confiance forte en notre puissance et en sa préparation totale pour répondre à toute agression contre l'URSS. [Applaudissements soutenus.]

Ce pacte (comme les négociations anglo-franco-soviétiques échouées) prouve qu'aucune question importante en matière de relations importantes, et ce particulièrement quant aux questions d'Europe de l'Est, ne peut être réglée sans la participation active de l'Union soviétique ; que toute tentative de sortir du jeu l'Union soviétique et de décider de telles questions derrière son dos est vouée à l'échec. [Applaudissements.]

Le pacte de non-agression soviéto-allemand déclenche une nouvelle tournure dans le développement de l'Europe ; un tournant vers l'amélioration des relations entre les deux plus grands États d'Europe. Ce pacte ne fait pas qu'éliminer la menace de guerre avec l'Allemagne, réduire la zone de possibles hostilités en Europe, et servir ainsi la cause de la paix universelle ; il doit également nous ouvrir de nouvelles possibilités d'accroître notre force, de nouvelles consolidations de nos positions, et la croissance renouvelée de l'Union soviétique dans les développements internationaux.

Il n'est pas utile de s'attarder ici sur les clauses séparées du pacte. Le Conseil des commissaires des peuples a raison d'espérer que le pacte obtiendra votre approbation en tant que document d'une importance cardinale pour l'URSS. [Applaudissements.] Le Conseil des commissaires des peuples soumet le pacte de non-agression soviéto-allemand au Soviet suprême, et propose qu'il soit ratifié. [Applaudissements éclatants et prolongés. Chacun se lève.]

*Source : SOVIET PEACE POLICY. Four Speeches by V. MOLOTOV, with a Foreword by D. N. PRITT, K.C., M.P. Published*

*for THE ANGLO-RUSSIAN NEWS BULLETIN by LAWRENCE & WIS HART LTD. London. First published 1941. Printed in Great Britain by Western Printing Services Ltd., Bristol.*

# Annexe : Discours prononcé par Hitler devant le Reichstag le 1er septembre 1939

## Adolf Hitler — discours prononcé face au Reichstag

Allocution par Adolf Hitler, chancelier du Reich, face au Reichstag, le 1er septembre 1939 [7]

Des mois durant, nous avons subi la torture d'un problème créé par le *dictat* de Versailles — un problème qui s'est aggravé jusqu'à nous devenir intolérable. Dantzig fut et reste une ville allemande. Le Couloir fut et reste allemand. Ces deux territoires doivent leur développement culturel exclusivement au peuple allemand. Dantzig a été séparée de nous, le Couloir a été annexé par la Pologne. Quant aux autres territoires allemands de l'Est, toutes les minorités allemandes qui y vivent ont été maltraitées de la manière la plus

7. Nous portons notre traduction de ce document depuis la version trouvée en ligne à l'adresse : https://fcit.usf.edu/HOLOCAUST/RESOURCE/DOCUMENT/HITLER1.HTM. Ce document est donc traduit depuis l'anglais, et non depuis sa version originale en allemand, NdT

affligeante. Plus d'1 000 000 de personnes de sang allemand durent dans les années 1919-1920 quitter leur patrie.

Comme toujours, j'ai essayé de parvenir, en usant de la méthode pacifique consistant à faire des propositions de révision, à altérer cette position intolérable. Lorsque le monde extérieur affirme que nous n'avons essayé de mener à bien ces révisions en usant de pressions, il s'agit d'un mensonge. Quinze ans avant que le parti national-socialiste parvînt au pouvoir, l'opportunité exista de mener à bien ces révisions en usant de règlements pacifiques et d'ententes. J'ai, de ma propre initiative, non pas une fois, mais plusieurs, émis des propositions pour la révision de conditions intolérables. Toutes ces propositions, comme vous le savez, ont été rejetées — des propositions pour la limitation des armes et même, si nécessaire, le désarmement, des propositions pour limiter la pratiques des opérations de guerre, des propositions pour l'élimination de certaines méthodes de guerre moderne. Vous connaissez les propositions que j'ai réalisées pour répondre à la nécessité de rétablir la souveraineté allemande sur les territoires allemands. Vous connaissez les tentatives sans fin que j'ai menées pour une clarification pacifique et une entente sur le problème de l'Autriche, et par la suite sur le problème des Sudètes, de la Bohême et de la Moravie. Je fis tout cela en vain.

Il est impossible d'exiger qu'une position impossible soit levée par voie de révision pacifique, et dans le même temps rejeter constamment toute révision pacifique. Il est également impossible de dire que celui qui entreprend de mener à bien ces révisions transgresse une loi, car le *dictat* de Versailles n'est pas une loi pour nous. Nous avons été contraints à signer, le pistolet sur la tempe, et sous la menace d'une famine pour des millions de personnes. Puis ce document, comportant notre signature extorquée par la force, fut édicté au rang de loi solennelle.

De la même manière, j'ai également essayé de résoudre le problème de Dantzig, du Couloir, etc., en proposant une discussion pacifique. Il était clair que les problèmes devaient être résolus. Il

est tout à fait compréhensible à nos yeux que le moment auquel le problème devait être résolu était de peu d'intérêts quant aux puissances occidentales. Mais ce moment ne nous était pas du tout indifférent. En outre, il n'était pas, ni ne pouvait être indifférent pour ceux qui souffraient le plus.

Dans mes discussions avec les hommes d'État polonais, j'ai discuté des idées que vous reconnaissez dans mon dernier discours au Reichstag. Nul ne pourrait dire que cela constitua en quelque manière une procédure inadmissible menée sous une pression excessive. J'ai ensuite naturellement formulé les propositions allemandes, et je répète ici une fois de plus que rien n'était plus modeste ou loyal que ces propositions. J'aimerais affirmer ceci face au monde. J'étais le seul à me trouver en position de faire de telles propositions, car je suis fort bien qu'en les formulant je me mettais en opposition de millions d'Allemands. Ces propositions ont été refusées. Non seulement y a-t-il été répondu par une mobilisation, mais par un accroissement de la terreur et des pressions exercées contre nos compatriotes allemands, et par un lent étranglement de la ville libre de Dantzig — économique, politiquement, et au cours des dernières semaines, par des moyens militaires et de transport.

La Pologne a dirigé ses attaques contre la ville libre de Dantzig. En outre, la Pologne n'était pas prête à régler la question du Couloir d'une manière raisonnable, qui aurait pu être équitable aux deux parties, et elle ne pensa pas à honorer ses obligations envers les minorités.

Je dois ici faire une affirmation certaine ; l'Allemagne a honoré ces obligations ; les minorités vivant en Allemagne ne sont pas persécutées. Aucun Français ne peut se lever et affirmer que quelque Français vivant sur le territoire de la Sarre est opprimé, torturé, ou privé de ses droits. Nul ne peut l'affirmer.

Quatre mois durant, j'ai calmement observé les développements, bien que je n'aie jamais cessé d'émettre des avertissements. Au cours des quelques derniers jours, j'ai augmenté ces avertissements. J'ai informé l'ambassadeur polonais, il y a trois semaines, que si la

Pologne continuait d'envoyer des notes sous forme d'ultimatums à Dantzig, et si, côté polonais, il n'était pas mis un terme aux mesures douanières destinées à ruiner le commerce de Dantzig, le Reich ne pourrait pas rester les bras croisés. Je n'ai laissé aucun doute quant au fait que le peuple voulant comparer l'Allemagne d'aujourd'hui avec l'ancienne Allemagne s'exposaient à de fortes déceptions.

Une tentative fut menée pour justifier l'oppression des Allemands, affirmant qu'ils avaient commis des actes de provocation. Je ne sais pas comment de telles provocations peuvent être le fait de femmes et d'enfants, puisque ces derniers se trouvent maltraités, et parfois tués. Ce que je sais, c'est qu'aucune grande puissance ne peut supporter longtemps avec honneur d'assister passivement à des événements de cette nature.

J'ai réalisé une dernière tentative d'accepter une proposition de médiation de la part du gouvernement britannique. Ils ont proposé, non de mener les négociations d'eux-mêmes, mais plutôt que la Pologne et l'Allemagne entrent en contact direct et reprennent une fois de plus les négociations.

Je dois déclarer que j'ai accepté cette proposition, et j'ai œuvré à une base pour ces négociations, que vous connaissez. Pendant deux jours entiers, mon gouvernement a attendu de voir s'il serait jugé pertinent par le gouvernement polonais de nous envoyer un plénipotentiaire, ou non. La nuit dernière, ils ne nous ont pas envoyé de plénipotentiaire, mais nous ont informé en lieu et place de cela, via leur ambassadeur, qu'ils examinaient encore si, et dans quelle mesure, ils se trouvaient en position d'accepter les propositions britanniques. Le gouvernement polonais a également affirmé qu'ils allaient informer les Britanniques de leur décision.

Députés, si le gouvernement allemand et son dirigeant enduraient patiemment un tel traitement, l'Allemagne ne mériterait que de disparaître de la scène politique. Mais l'on me juge bien mal si mon amour de la paix et ma patience peuvent être pris pour de la faiblesse, voire de la lâcheté. J'ai donc décidé la nuit dernière, et informé le gouvernement britannique, qu'au vu des circonstances,

je ne peux plus trouver aucune volonté de la part du gouvernement polonais quant à mener des négociations sérieuses avec nous.

Ces propositions de médiation ont échoué, car dans l'intervalle, vint d'abord une réponse quant à la soudaine mobilisation générale en Pologne, suivie par de nouvelles atrocités polonaises. Celles-ci se sont encore répétées la nuit dernière. Récemment, en une nuit, on a compté pas moins de vingt-et-un incidents frontaliers ; la nuit dernière on en a compté quatorze, dont trois particulièrement graves. J'ai donc résolu de parler à la Pologne selon le même langage que la Pologne a employé envers nous depuis des mois. Cette attitude de la part du Reich ne changera pas.

Les autres États européens ont partiellement compris notre attitude. J'aimerais ici par-dessus tout remercier l'Italie, qui nous a soutenu de manière importante, mais vous comprendrez que pour mener à bien cette lutte, nous ne comptons pas recourir à une aide de l'étranger. Nous mènerons cette tâche par nos propres moyens. Les États neutres nous ont assuré de leur neutralité, tout comme nous leur avions déjà garanti celle-ci.

Quand les hommes d'État d'occident déclarent que cela affecte leurs intérêts, je ne peux que déplorer de telles déclarations. Cela ne peut un instant m'amener à hésiter à accomplir mon devoir. Que pourrions-nous faire de plus ? Je leur ai solennellement assuré, et je le répète, que nous ne demandons rien à ces États occidentaux, et ne leur demanderont jamais rien. J'ai déclaré que la frontière entre la France et l'Allemagne a atteint son statut définitif. À la Grande-Bretagne, j'ai proposé l'amitié de manière répétée et, si nécessaire, la coopération la plus étroite, mais cela ne peut être accordé que par une seule des parties. Je dois obtenir une réponse de la part de l'autre partie. L'Allemagne n'a pas d'intérêts à l'Ouest, et notre mur ouest est pour toujours la frontière du Reich à l'Ouest. En outre, nous n'avons aucun objectif d'aucune sorte dans cette direction pour l'avenir. Avec cette assurance, nous sommes solennellement sincères, et tant que les autres ne violeront pas leur neutralité, nous prendrons de même le plus grand soin de la respecter.

Il y a un événement que je suis particulièrement heureux de pouvoir vous exposer. Vous savez que la Russie et l'Allemagne sont gouvernées par deux doctrines différentes. Il n'y avait qu'une seule question qui devait être réglée. L'Allemagne n'a aucune intention d'exporter sa doctrine. Au vu du fait que la Russie soviétique n'a aucune intention d'exporter sa doctrine en Allemagne, je ne vois plus aucune raison pour laquelle nous devrions continuer de nous opposer les uns aux autres. Des deux côtés, nous sommes d'accord sur ce point. Toute lutte entre nos peuples ne serait qu'au bénéfice de tiers. Nous avons donc résolu de conclure un pacte excluant à jamais tout recours à la violence entre nous. Cela nous impose l'obligation de nous consulter sur certaines questions européennes. Cela nous ouvre la possibilité d'une coopération économique, et par-dessus tout, cela nous assure que les puissances de ces deux États puissants ne seront pas gaspillées l'un contre l'autre. Toute tentative par l'Ouest d'apporter des changements à cela échouera.

Dans le même temps, j'aimerais ici déclarer que cette décision politique implique un saut considérable vers l'avenir, et que ce saut sera définitif. La Russie et l'Allemagne se sont battues l'une contre l'autre lors de la guerre mondiale. Cela ne se produira pas une seconde fois. À Moscou également, ce pacte a été accueilli exactement comme vous l'accueillez vous-même. Je ne peux qu'approuver chaque mot du discours prononcé par le commissaire russe aux affaires étrangères, Molotov.

Je suis résolu à résoudre :

1. la question de Dantzig ;
2. la question du Couloir ; et
3. à veiller à ce qu'un changement soit réalisé dans les relations entre l'Allemagne et la Pologne, qui assurera une coexistence pacifique.

Pour cela, je suis résolu de continuer à me battre jusqu'à ce que soit l'actuel gouvernement polonais décide de susciter ce changement, soit un prochain gouvernement polonais soit prêt à ce faire. Je suis

résolu à retirer des frontières allemandes l'élément d'incertitude, l'atmosphère continue de conditions s'apparentant à la guerre civile. Je veillerai à ce qu'à l'Est il y ait, sur la frontière, une paix exactement similaire à celle qui règne sur nos autres frontières.

Pour cela, je prendrai les mesures nécessaires, de sorte qu'elles ne contredisent pas les propositions que j'ai déjà laissées connaître au Reichstag lui-même, ainsi qu'au monde entier, c'est-à-dire que je ne pratiquerai pas la guerre contre femmes et enfants. J'ai ordonné à mon armée de l'air à se limiter à n'attaquer que des objectifs militaires. Mais si l'ennemi pense qu'il peut utiliser cela comme *carte blanche* pour lutter en usant d'autres méthodes, il recevra une réponse qui lui fera perdre l'audition et la vue.

Cette nuit, pour la première fois, des soldats réguliers polonais ont ouvert le feu vers notre territoire. Depuis 5h45 ce matin, nous avons répliqué à ces tirs, et à partir de maintenant, nous répondrons aux bombes par des bombes. Quiconque se bat en utilisant des gaz de combat sera combattu en usant de gaz de combat. Quiconque s'éloigne des règles de la guerre humaine ne peut s'attendre qu'à subir la même chose. Je poursuivrai cette lutte, peu important l'adversaire, jusqu'à ce que la sûreté du Reich et de ses droits soit assurée.

Depuis à présent six années, nous avons œuvré à construire les défenses allemandes. Nous avons dépensé plus de 90 millions sur cette durée pour bâtir ces défenses. Elles relèvent à présent de la règle de l'art, et sont sans comparaison avec ce qu'elles furent en 1914. Ma confiance en elles est inébranlable. Lorsque j'ai appelé ces forces, et à présent que je demande au peuple allemand de consentir des sacrifices, et si nécessaire chaque sacrifice ; j'en ai le droit, car je suis aujourd'hui tout à fait prêt à réaliser tout sacrifice possible.

Je ne demande à aucun homme d'Allemagne plus que ce que j'ai moi-même contribué quatre années durant. Les Allemands ne connaîtront aucune privation que je ne me serai moi-même infligé. Ma vie toute entière appartient désormais plus que jamais à mon peuple. Je suis désormais le premier soldat du Reich allemand. J'ai

revêtu une fois de plus cet uniforme, qui fut le plus sacré et le plus cher à mes yeux. Je ne l'enlèverai qu'une fois la victoire assurée, ou ne survivrai pas à la défaite.

Si quoi que ce soit devait m'arriver dans la lutte, mon premier successeur est le camarade du parti Goering ; si quoi que ce soit arrivait au camarade du parti Goering, mon successeur suivant sera le camarade du parti Hess. Vous seriez dès lors dans l'obligation de leur accorder, en tant que Führer, la même loyauté et la même obéissance aveugles qu'à moi-même. Si quoi que ce soit devait arriver au camarade du parti Hess, alors le Sénat sera réuni, et choisira en son sein le plus digne — c'est-à-dire le plus brave — successeur.

En tant que national-socialiste, et en tant que soldat allemand, c'est le coeur vaillant que j'aborde cette lutte. Ma vie toute entière n'a été qu'une longue lutte pour mon peuple, pour sa restauration, et pour l'Allemagne. Il n'y a qu'un seul mot d'ordre pour cette lutte : la foi en son peuple. Le seul mot que je n'ai jamais appris est : *reddition.*

Mais si quiconque pense que nous nous trouvons confrontés à des temps difficiles, je lui demanderai de se souvenir que jadis, un roi prussien, doté d'un État ridiculement petit, affronta une coalition plus forte, et qu'après trois guerres il connut la victoire, parce que cet État disposait de ce coeur vaillant que nous devons conserver à présent. J'aimerais donc assurer au monde entier qu'un novembre 1918 ne se répétera jamais dans l'histoire allemande. À ma propre image, qui suis prêt à mettre ma vie en jeu à tout moment — n'importe qui peut la prendre pour mon peuple et pour l'Allemagne — je demande la même chose à tous les autres.

Mais quiconque pense qu'il peut s'opposer à cet ordre national, que ce soit de manière directe ou indirecte, connaîtra la chute. Nous n'avons rien à faire de traîtres. Nous sommes tous loyaux à notre ancien principe. Il ne fait guère d'importance que nous-mêmes restions en vie, mais il est essentiel que notre peuple vive, que l'Allemagne vive. Le sacrifice qui nous est exigé n'est pas plus important que celui consenti par de nombreuses générations. Si nous consti-

tuons une communauté étroitement liée par ce vœu, prête à tout, résolue à ne jamais capituler, notre volonté surpassera tout obstacle et toute difficulté. Et j'aimerais terminer par la déclaration que je fis jadis en commençant la lutte pour obtenir le pouvoir sur le Reich. J'avais alors dit : « *Si notre volonté est assez forte pour outrepasser toute privation et toute souffrance, alors notre volonté et notre force allemande l'emporteront.* »